Principes et notions élémentaires pratiques, didactiques et historiques du droit public administratif, ou Précis de [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Bouchené-Lefer, Adèle-Gabriel-Denis. Principes et notions élémentaires pratiques, didactiques et historiques du droit public administratif, ou Précis de l'organisation politique et administrative de la France de 1789 à ce jour, par M. Bouchené-Lefer,.... 1862.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

F 29945

PRINCIPES

ET

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES

(PRATIQUES, DIDACTIQUES ET HISTORIQUES)

DE

DROIT PUBLIC-ADMINISTRATIF.

PARIS. — Impr. de COSSE et J. DUMAINE, r. Christine, 2.

PRINCIPES

ET

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES

(PRATIQUES, DIDACTIQUES ET HISTORIQUES)

DU

DROIT PUBLIC-ADMINISTRATIF

OU

Précis de l'organisation politique et administrative de la France, de 1789 à ce jour;

PAR

M. BOUCHENÉ-LEFER,

AVOCAT A LA COUR DE PARIS,

ANCIEN CONSEILLER D'ÉTAT, ANCIEN MEMBRE DU TRIBUNAL DES CONFLITS.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPR.

PARIS,

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE,

COSSE ET MARCHAL, IMPRIMEURS-ÉDITEURS,

LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION,

PLACE DAUPHINE, 27.

Mme Ve JOUBERT, libraire, rue des Grès-Sorbonne, 18.

JANVIER 1862.

Droits de traduction et de reproduction réservés.

AVERTISSEMENT.

Mon but en composant cet ouvrage a été d'indiquer les éléments dont se compose l'unité et la nationalité française, éléments qui rencontrent nécessairement dans tout pays, quelles que soient ses divisions et subdivisions, leurs semblables ou leurs analogues; de préciser quel est l'objet d'une branche du droit peu étudiée et peu appréciée jusqu'à présent, et dont la connaissance pourtant intéresse les citoyens au moins autant que la connaissance du droit civil, à l'égard duquel ils trouvent dans notre organisation judiciaire des secours et des guides, qui leur manquent ici et qui devraient être les mêmes; d'en écarter toute idée, toute expression mal à propos convenues, toute dénomination passagère et variable, et, pénétrant au fond des choses, pour en rétablir la réalité, de dégager, d'un côté, les principes qui président à l'organisation, à la séparation et à la distribution des pouvoirs publics, de remonter au point de départ de l'application, chez nous, de ces principes, d'en montrer la persistance à travers toutes nos vicissitudes politiques et malgré tous les changements apparents, soit de noms, soit de formes; et, d'un autre côté, de placer les citoyens, non comme on l'a fait à tort jusqu'ici, en face de l'*administration*, qui n'est qu'un ressort et un instrument, mais en présence des intérêts véritables avec lesquels les leurs se trouvent en rapport ou en contact, et quelquefois

en opposition ; d'asseoir, par des citations multipliées de textes et de lois, l'étude de ce droit sur des bases fixes et certaines, plus fixes et plus certaines que ne l'est la jurisprudence, qui ne doit qu'éclairer les lois, non les suppléer; de percer enfin l'obscurité qui semble envelopper cette partie de la science, d'en changer l'aspect et, s'il est possible, jusqu'à la dénomination. Tel serait du moins mon désir.

L'expression de *droit administratif* nous a toujours paru, en effet, une dénomination malheureuse, propre à éloigner de l'étude de ce droit plus général que ce nom ne semble l'indiquer, et prêtant d'ailleurs à une multitude d'idées fausses.

Qu'est-ce en effet que le *droit administratif?* Est-ce la science d'un droit qui n'intéresse que l'administration ? Non, c'est la science d'un droit qui intéresse tout le monde. Est-ce la connaissance des droits de l'administration, particuliers à l'administration ? Mais l'administration n'a pas de *droits*, elle n'a que des *devoirs*. C'est sans doute un droit appliqué exclusivement par l'administration ? mais l'application de la moitié peut-être des lois appelées à tort aussi administratives, ainsi que le jugement de la plupart, sinon en nombre, du moins en espèces, des contestations nées à l'occasion des contrats administratifs en la forme, sont de la compétence des tribunaux judiciaires; et s'il est vrai de dire que les tribunaux administratifs sont, dans notre organisation politique, des tribunaux *ordinaires*, leur juridiction n'en est pas moins, dans l'administration de la justice, une exception.

Le droit administratif, dira-t-on, est au moins un droit dans lequel *intervient* l'administration? Oui, mais l'administration intervient aussi dans certains objets de droit civil, comme, par exemple, l'état civil, les inscriptions hypothécaires, les brevets d'invention, la propriété des marques de fabrique, la constatation des droits réservés aux auteurs, privilége exclusif qui nous paraît juste dans certaines limites, mais qui ne tient au droit public que par la dévolution, en cas d'extinction, au domaine *public* et non au domaine *de l'État*, encore moins de l'administration qui n'a point de *domaine* dans ce sens. Et d'ailleurs la distinction et la dénomination des dif-

férentes parties du droit ne sont point tirées du nom de l'autorité qui l'applique, mais de la nature des intérêts qu'il régit. Ainsi le droit commercial n'est point tel parce qu'il est appliqué par les tribunaux dits de commerce, mais parce qu'il règle les intérêts commerciaux.

Or, le droit qu'on nomme administratif ne statue pas sur des intérêts *administratifs*. Il règle et régit les rapports des citoyens avec l'État, les départements, les communes, les établissements publics, en un mot avec les personnes *publiques* et non pas, comme on l'a dit, avec l'*administration*, qui n'est que leur mandataire et leur représentant. Les intérêts que règle et que régit ce droit sont donc principalement des intérêts *publics* ou généraux, et son véritable nom est celui de *droit public* ; la qualification de droit *administratif* ne se justifie en aucune façon.

Ce n'est pas là d'ailleurs une simple querelle de mots ; car, comme le faisait remarquer avec raison un auteur regretté, M. *Foucart*, la confusion a passé du mot dans les choses.

L'administration, que, dans un langage inexact, on a érigée en personne réelle, lorsqu'elle n'est qu'un être *fictif* et un ensemble de préposés, n'a pas plus d'intérêts que de droits ; ses intérêts sont ceux du pays, de ses dépendances et de ses fractions, en regard des intérêts privés, qu'elle doit cependant aussi, dans beaucoup de cas, protéger et défendre.

L'expression *droit administratif* a eu, selon nous, encore un inconvénient bien grave. On s'est imaginé, et l'on s'est trop habitué à croire que ce droit étant celui *de l'administration*, elle était, dans la pratique, maîtresse de le modifier à son gré. C'était sa chose, elle pouvait en disposer. Heureusement il n'en est pas ainsi, et même, en matière discrétionnaire, la constitution et les lois sont la règle de l'administration comme des citoyens : seulement, c'est à ceux-ci de connaître et de faire valoir leurs droits. Nous essayons, dans ce livre, de leur en indiquer les moyens.

Lors de la publication (en 1831) de nos premiers travaux sur cette branche du droit (1), travaux qui se sont trouvés suspendus par

---

(1) *Droit public et administratif français*, ou analyse et résultat des dis-

l'exercice de fonctions publiques, nous substituâmes les mots *droit public et administratif* à l'expression *droit administratif* alors en usage. Aujourd'hui nous nous avançons dans cette voie en confondant par un trait d'union le droit administratif dans le droit public. Un pas de plus et nous serons dans le vrai; et si, un jour, nous appliquons à la législation ou au *fond des matières* la méthode que nous venons d'appliquer, dans ce livre-ci, à notre *organisation* politique et administrative, nous intitulerons certainement notre travail : *Droit public, administratif et judiciaire.*

En 1808, le jurisconsulte *Portiez de l'Oise*, chargé, aux termes de la loi du 22 ventôse an XII, qui prescrivait l'enseignement du droit public français et du droit civil dans ses rapports avec l'administration publique (c'est-à-dire avec la *gestion* des intérêts publics), d'un cours temporaire qui se trouva bientôt supprimé tacitement par désuétude, publiant ses leçons sous ce titre : « *Cours de législation administrative* », faisait remarquer que cette législation comprenait des *lois administratives,* c'est-à-dire dont l'application est faite par l'administration, et des *lois judiciaires*, c'est-à-dire dont l'application est faite par les tribunaux. Cette observation, si exacte, a été constamment, depuis, perdue de vue.

L'ouvrage que nous publions ne s'adresse donc pas uniquement ni même principalement aux administrateurs, mais aux citoyens, aux jurisconsultes et aux étudiants, aux étrangers enfin que la curiosité, et certaine tendance existante, et qu'on ne saurait nier, à l'imitation des institutions françaises, porteraient à vouloir connaître ces institutions. Notre but, en un mot, serait de vulgariser la science de cette partie de notre droit en la mettant, autant que possible, à la portée de tous. J'ai tâché à cet effet d'en ramener les notions fondamentales aux règles qu'indiquent la logique et la vérité des choses, sans m'inquiéter de quelques prétendus axiomes, inconséquents ou exagérés, adoptés et propagés de confiance, comme ceux-ci : les tribunaux ne peuvent *connaître* des actes administratifs ; les tribunaux ne peuvent *prononcer de condamnations* contre

---

positions législatives et réglementaires, publiées ou non, sur toutes les matières d'intérêt public et d'administration.

l'État ; le conseil d'État ne connaît pas de l'application des traités ou conventions diplomatiques, etc.; axiomes qui veulent être ou supprimés ou réduits à leur juste valeur.

Cette science ne consiste pas d'ailleurs uniquement dans l'étude de textes et de faits. Elle repose principalement sur des principes praticables et en partie nécessairement pratiqués chez tous les peuples. Domat admettait en effet un droit public *naturel*. Il est vrai que, de son temps, ces principes n'étaient point tout à fait les mêmes qu'aujourd'hui. Ces principes actuellement sont ceux qu'ont posés les publicistes du dix-huitième siècle, et qu'a voulu appliquer chez nous la première Assemblée constituante. Il en est d'autres qui ne remontent pas à une élaboration aussi haute de la pensée, mais qui n'en dérivent pas moins de la nature des choses. Tels sont, par exemple, la nécessité de subdivisions territoriales quelconques, par suite, la distinction entre l'autorité ou les autorités centrales et les autorités locales, civiles, religieuses, militaires et maritimes, l'indépendance réciproque de ces dernières, la nécessité d'un système financier, comme d'un système judiciaire ou répressif. Nous faisons connaître ici l'organisation et la distribution de ces autorités (autres que les autorités exclusivement judiciaires) non pour présenter une nomenclature aride, mais comme exemple de l'application de ces principes, nécessaire ou quelquefois plus ou moins utile. C'est à ce point de vue qu'il faut surtout envisager les détails circonstanciés que nous donnons, bien qu'ils aient aussi leur côté pratique. Mais ce qui constituera surtout l'enseignement positif de ce livre, c'est l'indication des attributions de chacune de ces autorités, centrales ou locales, et particulièrement la citation minutieuse des lois ou autres actes qui ont réglé et déterminé ces attributions. On verra par ces citations nombreuses qu'à travers quelques changements réels, nos lois, quant au règlement des attributions du moins, se répètent encore plus qu'elles ne se modifient.

Un autre avantage de ces citations multiples, outre l'intérêt historique qu'elles peuvent quelquefois offrir, c'est que, grâce à elles, l'utilité de cet ouvrage pourra ne pas se borner à ce qu'il renferme. Quiconque voudra recourir aux textes pourra acquérir sur *toutes* les matières d'intérêt public et d'administration (puisque les attribu-

tions des diverses autorités réunies les embrassent toutes), des notions complètes, non-seulement de ce qui a existé, mais de ce qui existe.

Puissions-nous avoir inspiré aux jurisconsultes et aux citoyens le goût de cette étude ! Ce que nous voudrions inculquer à tous, c'est que les mœurs publiques et politiques ne se formeront que par l'étude de notre *droit public;* et nous désirerions surtout que l'on comprît bien que, si quelquefois nos droits et nos libertés ne se trouvent pas suffisamment garantis, c'est à la *législation* et non pas à l'*administration* qu'il faut s'en prendre. Le législateur, dans ce cas, s'il y a faute, est le vrai coupable.

TABLE

DES TITRES, CHAPITRES, ETC.

TITRE Ier. — De l'objet du droit public-administratif. 1
Chap. Ier. — Du droit public ou politique. 1
Chap. II. — Des pouvoirs publics et de leur séparation (pouvoir législatif, pouvoir exécutif, pouvoir judiciaire, pouvoir constituant, pouvoir dictatorial, pouvoir spirituel). . 2
Chap. III. — Du droit dit administratif. 14
Chap. IV. — Du pouvoir exécutif et des différentes autorités dont il se compose. 14
Chap. V. — Des intérêts généraux. 17
S.-Chap. Ier. — De l'Etat, de ses dépendances et de ses fractions envisagés comme corps politiques et comme personnes civiles. 17
Sect. Ire. — De l'Etat. 18
Sect. II. — Des colonies et de l'Algérie. 18
Sect. III. — Du département et de ses fractions, autres que la commune. 19
Sect. IV. — De la commune. 21
Sect. V. — Des sections de communes. 23
Sect. VI. — Observations communes. 24
S.-Chap. II. — Des établissements publics et des établissements reconnus d'utilité publique. 25
Sect. Ire. — Des établissements publics. 25
Sect. II. — Des établissements reconnus d'utilité publique. . . . 29
TITRE II. — De la base et des éléments du droit public, administratif (et judiciaire).. 32
Chap. Ier. — Du pouvoir constituant. (V. Tit. Ier, chap. II). 33
Chap. II. — De nos différentes constitutions depuis 1789, et de leurs principes communs. 40
Chap. III. — Des lois. 45
Chap. IV. — Des traités ou conventions diplomatiques. 47
Chap. V. — Des sénatus-consultes. 48
Chap. VI. — Des règlements d'administration publique et des décrets ou ordonnances faits en vertu de délégation du pouvoir législatif ou en vertu du pouvoir dictatorial. . . 50
Chap. VII. — Des décrets impériaux antérieurs à 1814. 51
Chap. VIII. — Des avis et décrets ou ordonnances interprétatifs, de l'an VIII à 1814, et de 1807 à 1828. 54
Chap. IX. — Des arrêts ou décisions du conseil d'Etat sur des questions contentieuses. 57
Chap. X. — De l'autorité des différents actes qui forment la base et les éléments du droit public administr., et de celle des actes qui en sont la conséquence ou l'application. . 57
Chap. XI. — Des sources du droit public-administratif. : 65
TITRE III. — De l'unité de la France. 72
Chapitre unique. 72

TITRE IV. — DU POUVOIR EXÉCUTIF CENTRAL OU DES AUTORITÉS CENTRALES. 75
CHAP. Ier. — Du chef du pouvoir exécutif. (Ses attributions : promulgation des lois, différents modes depuis 1789, ordonnances, décrets et règlements, nominations, révocations, état des offic., etc., contre-seing des ministres). 76
CHAP. II. — Des autorités centrales spirituelles ou religieuses, protestantes et israélites. (V. TIT. Ier, chap. II). 115
S.-CHAP. Ier. — Cultes protestants.. 115
Sect. Ire. — Eglise réformée. 115
Sect. II. — Confession d'Augsbourg.. 116
S.-CHAP. II ou *Sect.* III. — Culte israélite. 118
CHAP. III. — Des ministres et de leurs principaux auxiliaires. . . . 120
S.-CHAP. Ier. — Des ministres. 120
Sect. Ire. — Des ministres secrétaires d'Etat. (Attributions communes : Budget de l'Etat, etc., recettes et contributions autorisées, dépenses, exercice, virements, crédits supplémentaires et extraordinaires (Voyez *P. S.* à la fin du volume, p. 703), marchés pour fournitures et travaux, liquidation des créances de l'Etat et contre l'Etat, déchéances, compétence et incompétence judiciaire, liquidation de pensions, ordonnancement (Voy. *P. S.* à la fin du volume), compte des ministres, contrôle par la Cour des comptes, loi des comptes, droit de réformation et responsabilité des ministres). 120
Sect. II. — Des ministres d'Etat. 187
S.-CHAP. II. — Des principaux auxiliaires des ministres. 188
Sect. Ire. — Des sous-secrétaires d'Etat. 188
Sect. II. — Des directeurs généraux et des conseils d'administration. 188
Sect. III. — Des secrétaires généraux des ministères ou administrations centrales. 193
Sect. IV. — Des inspecteurs généraux.. 194
CHAP. IV. — Des conseils tant du chef de l'Etat que de ses ministres. 195
Sect. Ire. — Conseil des ministres. 196
Sect. II. — Des conseils privés. 199
Sect. III. — Des conseils de cabinet. 200
Sect. IV. — Conseil d'Etat depuis 1789. (Ses attributions comme corps consultatif, participation à la puissance constituante, législative, réglementaire et exécutive, autorisations de poursuite des fonctionnaires administratifs, appels comme d'abus, recours par la voie administrative, prises maritimes, etc. (V. TIT. VIII, juridiction). 201
Sect. V. — De quelques autres conseils, comités ou commissions. 239
S.-Sect. Ire. — Conseil supérieur et conseils généraux de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. — Comité consultatif des arts et manufactures. 239
S.-Sect. II. — Comité consultatif d'hygiène public ou conseil supérieur de santé. 240
S.-Sect. III. — Conseil général des ponts et chaussées, de la navigation ou des cours d'eau, et des chemins de fer.. 241
S.-Sect. IV. — Conseil général des mines. 242

S.-Sect. V. — Commission mixte des travaux publics et même privés.. 243
S.-Sect. VI. — Conseil supérieur de l'instruction publique. (Voy. TIT. VIII). 246
S.-Sect. VII. — Conseil d'amirauté. 247
S.-Sect. VIII.— Conseil supérieur de l'Algérie et des colonies. 248
S.-Sect. IX. — Comité consultatif des colonies. 248
CHAP. V. — Des ministères et des administrations centrales et établissements publics en dépendant. 249
Sect. Ire. — Ministère d'Etat. 254
Sect. II. — Ministère de la justice. 257
Sect. III. — Ministère de l'intérieur. 259
Sect. IV. — Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. 262
S.-Sect. Ire. — Agriculture, industrie, commerce. 262
S.-Sect. II. — Travaux publics. 263
Sect. V. — Ministère de l'instruction publique et des cultes. . . 264
S.-Sect. Ire. — Instruction publique. 264
S.-Sect. II. — Cultes. 265
Sect. VI. — Ministère des finances. 266
S.-Sect. Ire. — Direction de la dette inscrite. 266
S.-Sect. II. — Direction du mouvement général des fonds. . 266
S.-Sect. III. — Direction de la comptabilité générale. 267
S.-Sect. IV. — Trésorerie nationale ou Trésor public. 267
S.-Sect. V. — Contrôle. 269
S.-Sect. VI. — Direction du contentieux.—Agence judiciaire. 270
S.-Sect. VII. — Administration ou direction générale des domaines, du timbre, de l'enregistrement, des hypothèques, des droits de greffe, etc. . . . 272
S.-Sect. VIII.— Administration des forêts. 274
S.-Sect. IX. — Administration des monnaies et médailles, etc. 275
S.-Sect. X. — Administration de la poste aux lettres et aux chevaux. 278
S.-Sect. XI. — Administration des contributions directes. . . 279
S.-Sect. XII et XIII. — Administration des contributions indirectes et des douanes. 279
XII. — Contributions indirectes. 279
XIII. — Douanes et sels. 280
S.-Sect. XIV. — Tabacs. 281
Sect. VII.— Ministère de la guerre. 281
Sect. VIII.— Ministère de la marine. 282
Sect. IX. — Ministère de l'Algérie et des colonies (histor.). . . . 283
Sect. X. — Ministères des relations extérieures ou des affaires étrangères. 284
CHAP. VI. — De quelques institutions ou administrations spéciales et centrales. 285
S.-CHAP. Ier. — Caisses d'amortissement, des dépôts et consignations, de la vieillesse, de la dotation de l'armée et des offrandes à l'armée.. 285
Sect. Ire. — Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. 286
S.-Sect. Ire. — Caisse d'amortissement (amortissement). . . . 286
S.-Sect. II. — Caisse des dépôts et consignations (historique). 289
Sect. II. — Caisse de la vieillesse. 295
Sect. III. — Caisse de la dotation de l'armée. 296

Sect. IV. — Caisse des offrandes nationales. 297
Sect. V. — Dispositions générales. — Commissions. 297
S.-Sect. Ire. — Commission supérieure de la caisse des dépôts et consignations, etc.. 298
S.-Sect. II. — Commission pour la caisse de la vieillesse. . . 298
S.-Sect. III. — Commission pour la dotation de l'armée. . . . 298
S.-Sect. IV. — Commission pour les offrandes à l'armée. . . . 299
S.-CHAP. II. — Caisse des invalides de la mar. (revenus et charges). 299
S.-CHAP. III. — De la Légion d'honneur (dotation). 302

TITRE V. — DES CIRCONSCRIPTIONS TERRITORIALES.. 304

S.-TITRE Ier. — DES CIRCONSCRIPTIONS EXÉCUTIVES ET DE LEURS CHEFS-LIEUX.. 305
CHAP. Ier. — De la circonscription administrative proprement dite. . 306
Sect. Ire. — Des départements et arrondissements.. 307
Sect. II. — Des cantons. 310
Sect. III. — De la circonscription du territoire des communes. . 314

CHAP. II. — Des circonscriptions spéciales. 319
S.-CHAP. Ier. — Des circonscriptions spéciales civiles proprement dites. 320
Sect. Ire. — Des circonscriptions relatives au service télégraphique public et privé. 320
Sect. II. — Des circonscriptions relatives à la bienfaisance, ou à l'assistance publique et même privée. 320
S.-Sect. Ire. — De l'assistance judiciaire. 320
S.-Sect. II. — Circonscription des hospices et hôpitaux. . . . 321
S.-Sect. III. — Circonscriptions des bureaux de bienfaisance. 322
Sect. III. — Des circonscriptions relatives à l'agriculture, à l'industrie et au commerce. 322
S.-Sect. Ire. — Agriculture, haras, comices agricoles.. 322
S.-Sect. II. — Circonscription des chambres de commerce, des chambres des arts et manufactures et des conseils de prud'hommes. 323
S.-Sect. III. — Circonscription des bureaux de vérification des poids et mesures et des lingots d'or et d'argent. 323
Sect. IV. — Des circonscriptions relatives aux travaux publics et à la conservation du domaine public, civils. . . . 324
S.-Sect. Ire. — Circonscription en ce qui touche l'inspection. 324
S.-Sect. II. — Circonscription relative aux chemins de fer. . 324
S.-Sect. III. — Circonscription relative à l'exécution de grands travaux.. 325
S.-Sect. IV. — Circonscription relative à la navigation intérieure. 325
Sect. V. — Circonscription relative à l'exécution des lois sur les mines, minières et carrières. 325
Sect. VI. — Des circonscriptions relatives à l'enseignement. . . . 326
S.-CHAP. II. — Des circonscriptions religieuses. 327
Sect. Ire. — Des circonscriptions relatives au culte catholique. . 327
S.-Sect. Ire. — Des diocèses métropolitains et autres, ou des archevêchés et évêchés. 327
S.-Sect. II. — Des paroisses ou cures. 330
S.-Sect. III. — Des succursales.. 331
S.-Sect. IV. — Des chapelles communales. 332
S.-Sect. V. — Des annexes. 332

Sect. II. — Des circonscriptions relatives au culte protestant. . . 333
S.-Sect. Ire. — Des synodes et inspections. 333
S.-Sect. II. — Des églises consistoriales protestantes. 333
S.-Sect. III. — Des paroisses protestantes. 334
S.-Sect. IV. — Des oratoires protestants. 334
Sect. III. — Des circonscriptions relatives au culte israélite. . . . 334
S.-Sect. Ire. — Des synagogues consistoriales. 334
S.-Sect. II. — Des circonscriptions rabbiniques ou synagogues particulières. 335
S.-CHAP. III. — Des circonscriptions domaniales et financières. . . . 335
Sect. Ire. — Des circonscriptions relatives à l'inspection générale des finances. 336
Sect. II. — Circonscriptions relatives à la conservation du domaine forestier. 336
Sect. III. — Inspection et vérification du service de l'enregistrement, etc. 336
Sect. IV. — Des circonscriptions relatives aux postes. 336
Sect. V. — Des circonscriptions pour la perception des contributions directes. 337
Sect. VI. — Des circonscriptions relatives à quelques perceptions indirectes. 337
S.-Sect. Ire. — Bureau pour les droits de marque ou de poinçonnage des matières d'or et d'argent 337
S.-Sect. II. — Bureau pour la percept. des droits de navig. . 337
Sect. VII. — De la circonscription relative aux douanes et sels. . 338
S.-CHAP. IX. — Des circonscriptions militaires. 339
Sect. Ire. — Des circonscript. relatives aux inspections génér. . 339
Sect. II. — Des divisions et subdivisions militaires. 340
Sect. III. — Des circonscriptions relatives à l'artillerie. 340
Sect. IV. — Circonscriptions relatives au service du génie ou des fortifications. 341
S.-CHAP. V. — Des circonscriptions maritimes. 341
CHAP. III. — Des chefs-lieux. 342
S.-TITRE II. — DES ZONES OU RAYONS D'APPLICATION. 344
Sect. Ire. — Du rayon douanier. 345
Sect. II. — De la zone frontière militaire et maritime. 346
TITRE VI. — DES AUTORITÉS LOCALES OU TERRITORIALES. 348
CHAP. Ier. — Des autorités administratives proprement dites. 348
S.-CHAP. Ier. — Des autorités administratives départementales. . . 349
Sect. Ire. — Des autorités départementales de 1789 à l'an VIII. . 349
Sect. II. — Des autorités départementales depuis l'an VIII. . . . 352
S.-Sect. Ire. — Des préfets (attributions générales, départementales, communales, etc.; préfets en conseil de préfecture). 353
S.-Sect. II. — Des sous-préfets. 367
S.-Sect. III. — Des conseils de préfecture (composition, attributions consultatives (Voy. *Préfets*), attributions propres administratives: autorisations de plaider, comptabilités communales; etc.; conseillers de préfecture. 371
S.-Sect. IV. — Des conseils généraux de département (composition, élection, attributions générales, attributions départementales, attributions communales). 375

S.-Sect. V. — Des conseils d'arrondissement. 383
S.-CHAP. II. — Des autorités administratives communales ou municipales. 386
Sect. Ire. — Des autorités communales de 1789 à l'an IV. 386
Sect. II. — Des autorités municipales et communales de l'an IV à l'an VIII. 388
Sect. III. — Des autorités communales depuis l'an VIII. 390
S.-Sect. Ire. — Des maires et adjoints (attributions générales et départementales, attributions communales, etc.) 393
S.-Sect. II. — Des conseils municipaux (composition, élection, attributions générales, attributions communales). 403
S.-Sect. III. — Des commissions syndicales communales. . . 415
CHAP. II. — Des autorités spéciales. 417
S.-CHAP. Ier. — Des autorités spéciales civiles proprement dites. . . . 417
Sect. Ire. — Des autorités télégraphiques. 417
Sect. II. — Des commissions pour les prisons. 418
Sect. III. — Des autorités de bienfaisance. 418
S.-Sect. Ire. — Des bureaux d'assistance judiciaire. 418
S.-Sect. II. — Des directeurs et commissions de surveillance des établissements publics d'aliénés. 419
S.-Sect. III. — Des commissions administratives des hospices civils autres que centraux et départementaux. 420
S.-Sect. IV. — Des conseils d'administration et des directeurs des monts-de-piété (établissements publics). . 423
S.-Sect. V. — Des commissions administratives des bureaux de bienfaisance. 425
S.-Sect. VI. — De l'administration générale de l'assistance publique à Paris, et du bureau des nourrices. 426
S.-Sect. VII. — De l'administration du mont-de-piété à Paris. 430
Sect. IV. — Des sociétés et commissions de statistique. 431
Sect. V. — Des autorités instituées pour l'agriculture, l'industrie et le commerce. 432
S.-Sect. Ire. — Des chambres consultatives d'agriculture. . . 432
S.-Sect. II. — Commission pour favoriser l'élève des chevaux. 433
S.-Sect. III. — Des lieutenants de louveterie. 433
S.-Sect. IV. — Des chambres consultatives des arts et manufactures. 434
S.-Sect. V. — Des conseils de prud'hommes et prud'hommes pêcheurs. 435
S.-Sect. VI. — Des chambres de commerce. 436
S.-Sect. VII. — Des bureaux de vérification des poids et mesures, etc. 438
S.-Sect. VIII. — Des bureaux d'essai ou de garantie pour les matières d'or et d'argent. 439
Sect. VI. — Des autorités chargées de la direction et de la surveillance des travaux publics généraux et départementaux, des travaux de desséchement, mines, etc. 439
S.-Sect. Ire. — Des ingénieurs du corps spécial des ponts et chaussées et de leurs auxiliaires. 439
S.-Sect. II. — Des ingénieurs du corps des mines. 442
S.-Sect. III. — Commission internationale pour les travaux du Rhin. 443

S.-Sect. IV. — Conseils locaux pour la répartition des fonds d'entretien. 443
Sect. VII. — Des autorités préposées à l'enseignement public et à la surveillance de l'enseignement privé. 444
S.-Sect. Ire. — Des recteurs et inspecteurs d'académie. 444
S.-Sect. II. — Des conseils départementaux de l'instruction publique. (Voy. Tit. VIII). 446
S.-Sect. III. — Des conseils académiques. 446
S.-Sect. IV. — Des facultés, et des écoles supérieures ou préparatoires pour la médecine et la pharmacie, les sciences et les lettres. — Des juges, jurys et commissions de concours ou d'examen. . . 447
S.-Sect. V. — Des délégués cantonaux et communaux et des comités de patronage d'asiles. 449
S.-Chap. II. — Des autorités ecclésiastiques ou religieuses. 450
Sect. Ire. — Des autorités propres au culte catholique. 451
S.-Sect. Ire. — Des archevêques et évêques et de leurs vicaires généraux (attributions spirituelles, temporelles, mixtes). 451
S.-Sect. II. — Des chapitres cathédraux et collégiaux. 455
S.-Sect. III. — Des curés et desservants, des chapelains. . . . 456
S.-Sect. IV. — Des fabriques d'église. 457
Sect. II. — Des autorités spéciales pour les cultes protestants. . 460
S.-Sect. Ire. — Des synodes ou inspections et des inspecteurs. 460
S.-Sect. II. — Des consistoires locaux et des conseils presbytéraux. 461
S.-Sect. III. — Des pasteurs ou ministres protestants. 462
Sect. III. — Des autorités du culte israélite. 462
S.-Sect. Ire. — Des consistoires, commissaires administrateurs et commissions administratives. 462
S.-Sect. II. — Des grands rabbins consistoriaux ou départementaux, des rabbins communaux et des ministres officiants, du mohel et du shoet. . . . 463
S.-Chap. III. — Des autorités domaniales et financières et des comptables en matières. 464
Sect. Ire. — Des agents administratifs, domaniaux ou financiers. 465
S.-Sect. Ire. — Des directeurs, inspecteurs et vérificateurs des domaines, du timbre et de l'enregistrement, etc., des conservateurs des hypothèques. 465
S.-Sect. II. — Des conservateurs, inspecteurs et sous-inspecteurs des forêts (autres que celles de la Couronne), ainsi que des fleuves et rivières navigables et flottables, en ce qui concerne le droit de pêche. 467
S.-Sect. III. — Des directeurs, inspecteurs et sous-inspecteurs des postes. 468
S.-Sect. IV. — Des directeurs, inspecteurs et contrôleurs des contributions directes, des répartiteurs, et de la commission des contributions directes à Paris. 469
S.-Sect. V. — Des directeurs, inspecteurs, contrôleurs, commis à cheval et sédentaires, etc., des contributions indirectes et d'octrois. 471

S.-Sect. VI. — Des directeurs, inspecteurs, sous-inspecteurs, contrôleurs et préposés des douanes.. . . . 472
Sect. II. — Des comptables autres qu'en matières (règles générales, recettes, paiements, bordereaux et comptes, vérification, etc). 473
S.-Sect. Ire. — Des payeurs dans les départements ou payeurs extérieurs du Trésor. 504
S.-Sect. II. — Des receveurs généraux et particuliers des finances. 505
S.-Sect. III. — Des percepteurs.. 508
S.-Sect. IV à IX. — Des receveurs des régies financières ou des contributions et autres produits non directs. 510
IV. — Des receveurs des domaines, de l'enregistrement, du timbre, des droits de greffe et d'hypothèques, etc.. 511
V. — Des conservateurs des hypothèques. 512
VI. — Des directeurs des postes. 512
VII. — Des direct. et recev. de la télégraphie privée. 513
VIII. — Des receveurs des contributions indirectes et des entreposeurs de tabacs fabriqués. 513
IX. — Des receveurs des douanes. 514
S.-Sect. X. — Des receveurs des communes.. 515
S.-Sect. XI. — Des receveurs d'octrois, autres que ceux des contributions indirectes. 517
S.-Sect. XII. — Des receveurs des hospices et autres établissements de bienfaisance civile. 517
S.-Sect. XIII. — Des agents comptables des autres établissements ou services publics.. 519
Sect. III. — Des comptables en matières.. 520
S.-CHAP. IV. — Des autorités militaires et maritimes et de la force armée (indépendance réciproque des autorités milit. et marit. et des autorit. civiles, réquisitions). 524
Sect. Ire. — Des autorités militaires (commandement, armes, services administratifs).. 531
S.-Sect. Ire. — Des grands commandements ou des commandements supérieurs. 535
S.-Sect. II. — Des généraux commandants des divisions ou subdivisions militaires.. 535
S.-Sect. III. — Des commandants de place, etc.. 536
S.-Sect. IV. — Des commandants et directeurs d'artillerie. . . 537
S.-Sect. V. — Des directeurs des fortifications et commandants du génie dans les places, etc. 538
S.-Sect. VI. — Des intendants et sous-intendants militaires divisionnaires et autres. 539
S.-Sect. VII. — Des commandants des dépôts de recrutement et de la réserve, et des commissions de remplacement.. 540
Sect. II. — Des autorités maritimes, militaires et administratives. 541
S.-Sect. Ire. — Des préfets maritimes, et des autorités militaires et administratives *actives* de la marine. . . . 542
S.-Sect. II. — Des conseils locaux de la marine. 548
Sect. III. — De la force publique ou de la force armée (destination, réquisition). 549

S.-Sect. Ire. — De l'armée de terre et de l'armée de mer. . . . 554
S.-Sect. II. — De la gendarmerie. 556
S.-Sect. III. — De la garde nationale. 558
S.-Sect. IV. — Des sapeurs-pompiers de la ville de Paris et autres gardes soldées. 560

TITRE VII. — DE LA POLICE (en général). 561

S.-TITRE Ier. — DE LA POLICE PRÉVENTIVE (puissance réglementaire, mesures préventives). 561
CHAP. Ier. — Du préfet de police et du préfet du Rhône, etc. 563
CHAP. II. — Des maires, et des préfets de départem., comme maires. 566
CHAP. III. — Des commandants de place. 568
CHAP. IV. — Des agents et conseils sanitaires proprement dits. . . . 569
CHAP. V. — Des conseils d'hygiène et de salubrité. 571

S.-TITRE II. — DE LA POLICE RÉPRESSIVE (police judiciaire et administrative, civile, militaire et maritime). 572
CHAP. Ier. — De la police civile. 577
Sect. Ire. — De la police télégraphique. 577
Sect. II. — De la police industrielle et commerciale. 577
S.-Sect. Ire. — Des conseils de prud'hommes et des inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures. 577
S.-Sect. II. — Des vérificateurs des poids et mesures et des employés pour la garantie des objets d'or et d'argent. 578
Sect. III. — De la police sanitaire et médicale. 579
S.-Sect. Ire. — Des agents de la police sanitaire. 579
S.-Sect. II. — De la police médicale, etc. 580
Sect. IV. — De la police relative au domaine public civil ou à la grande et même à la petite voirie. 581
Sect. V. — Police des infractions aux lois et règlements ayant pour objet la préservation individuelle et celle des propriétés publiques et privées. 583
S.-Sect. Ire. — Des infractions aux lois et règlements sur les mines, minières, carrières et tourbières, les appareils à vapr et le matériel des chem. de fer. 583
S.-Sect. II. — Des gardes des dunes, des digues et desséchements. 585
S.-Sect. III. — Police de la pêche dans les rivières, canaux et cours d'eau, etc. 585
S.-Sect. IV. — Des inspecteurs des ports (jurés compteurs) et gardes-ports. 586
Sect. VI. — De la police fiscale. 587
S.-Sect. Ire. — De la police relative au timbre, à l'enregistrement, au droit d'affichage, etc. 587
S.-Sect. II. — De la police relative au transport des lettres, journaux, imprimés, etc. 588
S.-Sect. III. — Police des douanes, des contributions indirectes et des octrois. 588

CHAP. II. — De la police militaire. 591
Sect. Ire. — De la police relative aux infractions ressortissant à l'autorité ou à la justice militaire. 591
Sect. II. — De la police relative au domaine, aux servitudes militaires et aux travaux mixtes. 592

CHAP. III. — De la police maritime. 594
Sect. Ire. — De la police maritime militaire. 594
Sect. II. — De la police maritime civile. 596
S.-Sect. Ire. — De la police en ce qui touche le domaine maritime. 596
S.-Sect. II. — De la police relative à la navigation maritime. . 596
S.-Sect. III. — De la police relative à la pêche maritime. . . . 597
CHAP. IV. — De la police mixte (civile, militaire et maritime) ou de la gendarmerie (arrestations). 598
TITRE VIII. — DE LA JURIDICTION ADMINISTRAT. (principes génér.). 602
CHAP. Ier. — Conseil d'État (attributions : cassation; premier et dernier ressort, interprétation, etc.; dernier ressort seulement, ou appel des conseils de préfecture, etc. Voy. TIT. IV, chap. IV, sect. IV, p. 201). 615
CHAP. II. — Cour des comptes (composition, attributions; comptables, comptes en deniers et autres valeurs, premier et dernier ressort, justiciables; appels des conseils de préfecture et des conseils privés des colonies; comptes ministériels, contrôle; rapport annuel; procédure. 631
CHAP. III. — Conseils de préfecture (attributions complètes, civiles et répressives.—Voy. TIT. VI, chap. Ier, s.-chap. Ier, sect. II, s.-sect. III, p. 371). 644
CHAP. IV. — Des commissions spéciales pour desséchements et autres travaux. 664
CHAP. V. — Du conseil supérieur et des conseils départementaux de l'instruction publique. 666
Sect. Ire. — Du conseil supérieur. (V. TIT. IV, chap. IV, sect. V, s.-sect. VI, p. 246). 666
Sect. II. — Des conseils départementaux. (V. TIT. VI, chap. II, sect. VI, s.-sect. II, p. 446). 667
CHAP. VI. — Des conseils de révision des opérations du recrutement. 669
CHAP. VII. — Des conseils des prises maritimes. (V. TIT. IV, chap. IV, sect. IV, p. 236). 672
CHAP. VIII. — Des conseils privés aux colonies 670
TITRE IX. — DU RESSORT ET DE LA SUBORDINATION DES AUTORITÉS, DE LA FILIÈRE ET DE LA HIÉRARCHIE, ADMINISTRATIVES. 675
CHAP. Ier. — Du ressort des autorités administratives. 675
CHAP. II. — De la subordination administrative et militaire, et du rang de commandement. 676
CHAP. III. — De la filière administrative. 682
CHAP. IV. — De la hiérarchie administrative. 685
S.-CHAP. Ier. — De la hiérarchie purement administr. ou d'autorité. 686
S.-CHAP. II. — De la hiérarchie juridique. 688
TITRE X. — DES CONFLITS D'ATTRIBUTIONS ENTRE L'AUTORITÉ OU LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE ET LE POUVOIR JUDICIAIRE. 689
CHAP. Ier. — Des conflits négatifs. 693
CHAP. II. — Des conflits positifs. 699
P.-S. Sénatus-consulte du 31 décembre et décret du 1er décembre 1861. 703

FIN DE LA TABLE.

PRINCIPES

ET

NOTIONS HISTORIQUES ET ÉLÉMENTAIRES

DU

DROIT PUBLIC ADMINISTRATIF.

TITRE PREMIER.

De l'objet du droit public administratif.

CHAPITRE Ier.

Du droit public ou politique.

Dans tout pays, le droit, ou la législation, se divise en deux grandes branches : le droit *public* et le droit *privé*.

Le droit *privé* a pour objet la constitution ou l'organisation de la famille, la distinction des patrimoines ou des propriétés et leurs différents modes de transmission, l'établissement des règles qui doivent présider aux rapports d'*intérêt privé* qui s'établissent entre les personnes, notamment à leurs contrats ou quasi-contrats.

Les *personnes* sont ou des individus, ou des êtres abstraits, résultant d'associations réelles ou supposées, existantes ou même dissoutes, etc.

Parmi ces êtres abstraits se trouvent des personnes civiles *privées* et des personnes civiles *publiques*. Nous citerons parmi les personnes privées les sociétés civiles ou commerciales (1), les unions de créanciers et faillites (2), la communauté conjugale (3), une succession, surtout vacante ou acceptée sous bénéfice d'inventaire (4).

Le droit public détermine, comme nous le verrons, quelles sont les personnes civiles *publiques*.

Nous citerons ici seulement celles que désigne directement ou indirectement le Code de procédure *civile*, savoir : l'État, le Domaine et le Trésor public, qui sont encore l'État, le domaine de la Cou-

(1) C. civ., art. 1845, 1846, etc.; C. comm., art. 19, etc.; C. pr., art. 69, 6°.
(2) C. pr., 69, 7°.
(3) C. civ., art. 1399 et suiv.
(4) C. civ., art. 829, 811 à 813, 799, 802, etc.

ronne, distinct du domaine privé du chef de l'État, les communes, etc. (1).

Les personnes civiles publiques sont, comme nous le verrons, pour ce qui concerne leurs intérêts *privés*, ou plutôt particuliers, soumises en général, et à quelques restrictions près, que nous ferons connaître, aux règles du droit civil ou *privé*.

Le droit public, au contraire, a pour objet : la constitution de la société politique, c'est-à-dire de l'État, de ses dépendances et de ses fractions ; l'organisation des pouvoirs publics destinés à protéger, à gérer, à maintenir les *intérêts généraux*, à protéger même les intérêts privés ; le mode de procéder de chacun de ces pouvoirs ou la manière de procéder devant eux ; la détermination des personnes publiques, dont les unes sont à la fois des corps politiques et des personnes civiles, les autres des personnes civiles seulement, ayant pourtant un caractère d'intérêt général, ou, en d'autres termes, la détermination des *intérêts généraux* (2), la fixation des règles qui doivent présider à la gestion de ces intérêts et en assurer le maintien, ainsi qu'aux rapports d'*intérêt public* à établir entre les personnes publiques et les personnes privées, et aux rapports des personnes publiques entre elles ; enfin, l'établissement des dispositions jugées utiles pour le maintien et le développement des intérêts privés. C'est à ce droit qu'appartiennent, parmi nos Codes officiels, les Codes de *procédure* civile et d'*instruction* criminelle, le Code *pénal*, une partie du Code *de commerce* (3), et une partie seulement de la loi dite Code forestier (4).

CHAPITRE II.

Des Pouvoirs publics et de leur séparation.

Toute société politique est régie par un pouvoir ou par des pouvoirs publics exerçant, dans l'intérêt général ou collectif, la *puissance* ou l'autorité publique.

---

(1) C. pr. civ., art. 69, etc.—*V.* ci-après chap. VI et VII.
Les *administrations publiques*, mentionnées dans l'art. 69 du Code de procédure civile, ne sont pas des personnes civiles : elles *représentent*, sous certains rapports, c'est-à-dire pour ce qui concerne certains objets, l'État ou les autres *personnes civiles* publiques déterminées par le droit public.

(2) *V.* ci-après, chap. V.

(3) Par exemple, le *livre quatrième* sur la *Juridiction commerciale*, quelques dispositions du *titre cinquième du livre premier*, concernant les *bourses de commerce* et l'institution des *agents de change* et *courtiers*.

(4) Cette loi contient beaucoup de dispositions destinées à régir les rapports *d'intérêt privé*, et qui, comme telles, pourraient à bon droit être comprises dans le Code civil ; qui, dans tous les cas, appartiennent incontestablement au *droit privé*.

On distingue trois attributions de la *puissance* publique : faire les lois, les exécuter ou les faire exécuter, et les appliquer aux cas litigieux, c'est-à-dire aux contestations qui s'élèventt ou aux infractions qui ont pu être commises.

Ces trois attributions constituent la puissance *législative*, la puissance *exécutive* et la puissance *judiciaire*.

Elles peuvent être, selon la constitution de l'État, exercées, soit simultanément par le même individu ou le même corps, soit séparément par des individus ou des corps différents.

Les individus ou corps exerçant la *puissance* législative forment le POUVOIR législatif. Les individus ou corps exerçant la *puissance* exécutive forment le POUVOIR exécutif ou *administratif*. Les individus ou corps exerçant la *puissance* judiciaire constituent le POUVOIR judiciaire.

« Lorsque dans la même personne ou dans le même corps de ma-
« gistrature la puissance *législative* est réunie à la puissance *exécu-*
« *trice,* il n'y a point de liberté, parce qu'on peut craindre que le
« même monarque ou le même sénat ne fasse des lois tyranniques
« pour les exécuter tyranniquement.

« Il n'y a point encore de liberté, si la puissance de *juger* n'est pas
« séparée de la puissance *législative* et de l'*exécutrice*. Si elle était
« jointe à la puissance législative, le pouvoir sur la vie et la liberté
« des citoyens serait arbitraire, car le juge serait législateur. Si elle
« était jointe à la puissance exécutrice, le juge pourrait avoir la force
« d'un oppresseur.

« Tout serait perdu si le même homme ou le même corps des prin-
« cipaux, ou des nobles, ou du peuple, exerçaient ces trois pouvoirs:
« celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques
« et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers » (1).

En France, la séparation des trois pouvoirs est, depuis 1789, le *principe* fondamental de notre organisation politique et, par conséquent, de notre droit public (2).

---

(1) Montesquieu, *de l'Esprit des lois*, liv. XI, chap. VI.

(2) Parmi les articles constitutionnels décrétés par l'Assemblée nationale constituante en sept. 1789, sanctionnés par le roi, le 5 oct. et le 3 nov. 1789, se trouvaient ceux-ci : « ART. 17 (30 septembre), le pouvoir *exécutif* ne peut faire aucunes *lois*, même provisoires.—ART. 19 (23 septembre), la *puissance judiciaire* ne peut, en aucun cas, être exercée par *le roi* (chef du pouvoir *exécutif*), ni par le Corps *législatif*. »

La loi du 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. III, art. 7, portait : « Les administrations ne pourront être troublées dans l'exercice de leurs fonctions *administratives* par aucun acte du pouvoir *judiciaire*. »

Expliquant la section III de cette même loi, l'instruction en forme législative

Il est à remarquer, néanmoins, que ces trois pouvoirs sont distincts,

---

du 8 janv. 1790 disait : « Le fondement essentiel de la constitution est que le pouvoir administratif soit toujours maintenu très-distinct et de la puissance *legislative* à laquelle il est soumis, et du pouvoir *judiciaire* dont il est indépendant. La constitution serait violée si les administrations de département pouvaient ou se soustraire à l'autorité *législative*, ou usurper aucune de ses fonctions, ou enfreindre ses décrets.... La constitution ne serait pas moins violée si le pouvoir *judiciaire* pouvait se mêler des choses d'administration et troubler, de quelque manière que ce fût, les corps administratifs dans l'exercice de leurs fonctions. »

Une autre instruction des 12-20 août 1790 ajoutait : « Les *autorités* administratives observeront qu'elles ne sont chargées que de l'administration; qu'aucune fonction législative ou judiciaire ne leur appartient, et que toute entreprise de leur part, sur l'une ou l'autre de ces fonctions, introduirait la confusion des pouvoirs qui porterait l'atteinte la plus funeste aux principes de la constitution. »

La loi des 16-24 août 1790, qui est la base et l'origine de notre organisation judiciaire, établit ainsi (tit. II, art. 10 à 13) la limite du pouvoir des tribunaux et l'indépendance du pouvoir exécutif à l'égard de l'autorité judiciaire : « Les tribunaux ne pourront prendre directement ou indirectement aucune part à l'exercice du pouvoir *législatif*, ni empêcher ou suspendre l'exécution des *lois*, à peine de forfaiture. Ils ne pourront point faire de règlements. » (Disposition reproduite et étendue par l'art. 5 du *Code civil*, en ces termes : « Il est défendu aux *juges* de statuer par voie de disposition *générale et réglementaire* sur les causes qui leur sont soumises. ») « Les fonctions *judiciaires* sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives. Les juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler, de quelque manière que ce soit, *les opérations* des corps administratifs (*ou autorités administratives*), ni *citer devant eux les administrateurs* pour raison de leurs fonctions; A MOINS, ajoute la loi des 7-14 oct. 1790, « qu'ils n'y aient été renvoyés par l'autorité supérieure, conformément aux lois. »

La constitution de 1791 a résumé les mêmes principes (*V.* notamment, tit. III, chap. IV, sect. II, art. 3, et chap. V, art. 1er et 2).

Ils ont été consacrés, de même, par la constitution de l'an III, en ces termes : « ART. 46. Le Corps législatif ne peut exercer, ni par lui-même ni par ses délégués, le pouvoir exécutif ni le pouvoir judiciaire.—ART. 189. Les administrations départementales et municipales ne peuvent modifier les actes du Corps *législatif*. — ART. 202. Les fonctions *judiciaires* ne peuvent être exercées par le pouvoir *exécutif*. — « ART. 203. Les *juges* ne peuvent s'immiscer dans l'exercice du pouvoir *législatif* ni faire aucun *règlement*. Ils ne peuvent suspendre l'exécution d'aucune loi, *ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions*. »

Enfin, une loi du 16 fruct. an III, trop absolue, mais qu'il est d'usage de citer, porte : « Défenses itératives sont faites aux tribunaux de *connaître* des actes d'administration, de quelque espèce qu'ils soient, aux peines de droit... »

La constitution de l'an VIII ne contient, à cet égard, aucune disposition spéciale; mais elle traite séparément du pouvoir *législatif*, du *gouvernement* et des *tribunaux*. Elle maintient, d'ailleurs, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les lois antérieures.

Les Chartes de 1814 et de 1830 traitent, sous le titre de « Gouvernement du roi », de l'exercice de la puissance *exécutive*, de la puissance *législative*, et *séparément* « de l'*ordre judiciaire* » (Ch. 1814, art. 13, 15, 57 et 58; 1830, art. 12, 14, 48 et 49).

mais non pas égaux (1), la puissance exécutive et judiciaire étant, en théorie, nécessairement subordonnée à la puissance législative, puisqu'elle a pour mission l'exécution et l'application *des lois* (2).

Mais l'harmonie des pouvoirs n'étant pas moins nécessaire que leur séparation, ce dernier principe n'empêche pas que le chef du pouvoir exécutif ne soit, en général, partie intégrante du *pouvoir législatif*, et que lui et ses agents et conseils ne prennent part à la confection des lois (3).

D'ailleurs, le Code pénal de 1810, revisé en 1832, contient dans ses art. 127 à 131 la sanction de ce principe fondamental.

« ART. 127. Seront coupables de forfaiture et punis de la dégradation civique : 1° les *juges*, les procureurs généraux ou du roi, ou leurs substituts, les officiers de police qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir *législatif*, soit par des règlements contenant des dispositions législatives, soit en arrêtant ou en suspendant l'exécution d'une ou de plusieurs *lois*, soit en délibérant sur le point de savoir si les lois seront publiées ou exécutées ; 2° les juges, les procureurs généraux ou du roi, ou leurs substituts, les officiers de police *judiciaire*, qui auraient excédé leur pouvoir, en s'immisçant dans les matières attribuées aux autorités *administratives*, soit en faisant des *règlements* sur ces matières, soit en *défendant d'exécuter* les ordres émanés de l'administration, ou qui, ayant permis ou ordonné de *citer* des administrateurs pour raison de l'exercice de leurs fonctions, auraient *persisté* dans l'exécution de leurs jugements ou ordonnances, nonobstant l'annulation qui en aurait été prononcée (*par la Cour de cassation*), ou le *conflit* qui leur aurait été notifié (*V.* ci-après, tit. x). — ART. 128. Les juges qui, sur la *revendication* formellement faite par l'autorité administrative d'une affaire portée devant eux, auront néanmoins procédé au jugement *avant* la décision de l'autorité supérieure *administrative*, seront punis chacun d'une amende de seize francs au moins et de cent cinquante francs au plus. Les officiers du ministère public qui auront fait des réquisitions ou donné des conclusions pour ledit jugement, seront punis de la même peine. — ART. 129. La peine sera d'une amende de cent francs au moins et de cinq cents francs au plus contre chacun des juges qui, après une réclamation légale des parties intéressées ou de l'autorité administrative, auront, sans autorisation du Gouvernement, rendu des ordonnances ou décerné des mandats contre ses agents ou préposés prévenus de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions (*V.* ci-après *Conseil d'État*). La même peine sera appliquée aux officiers du ministère public ou de police qui auront requis lesdites ordonnances ou mandats.

« ART. 130. Les *préfets*, sous-préfets, maires, et *autres administrateurs*, qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir *législatif*, comme il est dit au n° 1er de l'art. 127, ou qui se seront ingérés de prendre des arrêtés généraux tendant à intimer des ordres ou des défenses quelconques à des *Cours ou tribunaux*, seront punis de la dégradation civique. — ART. 131. Lorsque ces administrateurs entreprendront sur les fonctions *judiciaires*, en s'ingérant de connaître de droits et intérêts privés *du ressort des tribunaux*, et qu'après la réclamation des parties ou de l'une d'elles, ils auront néanmoins décidé l'affaire *avant* que l'autorité supérieure *saisie* ait prononcé, ils seront punis d'une amende de seize francs au moins et de cent cinquante francs au plus. »

La constitution de 1848, dans son art. 19, portait : « La séparation des pouvoirs est la première condition d'un gouvernement libre. »

Enfin, la constitution de 1852 « reconnaît, confirme et garantit d'une manière générale les grands principes proclamés en 1789, et qui sont la base du droit public des Français. »

(1) *V.* note précédente, Instr. 8 janv. 1790.

(2) Toutes nos constitutions, sauf celle de 1814, ont maintenu virtuellement ce principe « qu'il n'est pas d'autorité supérieure à la loi ; que le chef de l'Etat ne règne que par elle, et que ce n'est qu'en vertu des lois qu'il peut exiger l'obéissance (art. const. 5 oct.-3 nov. 1789, 1er; déclar. 7 août 1830, etc. » — *V.* ci-après, tit. II, chap. XII.

(3) Toutes nos constitutions monarchiques et même nos dernières constitu-

Nonobstant la séparation des pouvoirs, quelquefois même la puissance législative tout entière lui est déléguée exceptionnellement pour certains objets ou pour certains détails (1).

Le chef du pouvoir exécutif n'est point, non plus, étranger au pouvoir judiciaire. Il prend part indirectement à l'exercice de cette puissance : 1° par la nomination ou l'investiture des juges (2);

---

tions républicaines ont fait au chef du pouvoir exécutif une part plus ou moins large dans l'exercice de la puissance législative, c'est-à-dire dans la préparation et la confection des lois. Ce plus ou moins de participation peut même servir à caractériser le principe ou l'esprit du Gouvernement ou de la constitution. Ainsi, de 1789 au 10 août 1792, la proposition des lois appartient exclusivement au pouvoir législatif; le roi peut simplement inviter l'Assemblée nationale à prendre un objet en considération; il peut aussi refuser son consentement ou sa sanction aux actes du pouvoir législatif, mais ce refus n'est que suspensif (L. 5 oct., 3 nov. 1789, art. 18, 13, 9 et 11, 12; constit. 1791. chap. III, sect. I et III). Du 10 août 1792 à l'an VIII, le pouvoir exécutif n'est chargé que de l'exécution. Cependant, aux termes de la constitution de l'an III, le Directoire pouvait inviter par écrit le conseil des Cinq-Cents, auquel seul appartenait en général la proposition des lois, à prendre un objet en considération; il pouvait lui proposer des mesures, mais non des projets rédigés en forme de lois (constit. an III, art. 76, 86, 95, 100, 109, 163).

En l'an VIII, au contraire, l'initiative passe tout entière au chef du Gouvernement (constit. an VIII, art. 25, 44; sén.-cons. 16 therm. an X, art, 56).

D'après la Charte de 1814, le roi seul propose la loi et il la sanctionne; mais les deux chambres ensemble ont à leur tour la faculté de supplier le roi de proposer une loi sur quelque objet que ce soit (Ch. 1814, art. 16, 19, 21).

Après juillet 1830, l'initiative ou la proposition des lois appartient à la fois à chacune des chambres qui, avec le roi, composent le pouvoir législatif, et au roi, qui, dans tous les cas, exerce en outre dans toute sa plénitude le droit de sanction ou de refus de sanction (Ch. 1830, art. 15 à 22). La constitution de 1848 laisse au Gouvernement, c'est-à-dire au chef du pouvoir exécutif, ainsi qu'au Corps législatif, le droit d'initiative, mais elle remplace le droit de refus de sanction, même implicite, par la demande d'une délibération nouvelle, dont le résultat, quel qu'il soit, devient définitif (constit. 1848, art. 75, 58). Enfin, par la constitution de 1852, le chef de l'Etat a seul l'initiative des lois, sauf le droit accordé au Sénat de poser, dans un rapport adressé au chef de l'Etat, les bases des projets de loi d'un grand intérêt national, sauf aussi ce qui concerne certains sénatus-consultes (constit. 14 janv. 1852, art. 8, 30, 27, 28, 31).

(1) *V.* ci-après, tit. IV.

(2) Sous le régime de 1790 et 1791, la justice était rendue au nom du roi, mais les juges étaient élus (L. sept.-oct.-5 oct., 3 nov. 1789, art. 19; L. 16-24 août 1790, tit. II, art. 1er à 3, tit. XII, art. 7; constit. 1791, tit. III, chap. V, art. 2, 24); à plus forte raison, sous la constitution de l'an III. Les juges de commerce ont toujours continué de l'être (av. cons. 28-29 prair. an VIII; C. comm., art. 618; Ch. 1814, art. 60; 1830, art. 51; constit. 1848, art. 88).

De l'an VIII à 1814, les nominations de juges de paix continuèrent d'émaner, ou au moins de participer de l'élection; mais les autres juges civils et criminels furent à la nomination du chef du pouvoir exécutif, à l'exception des juges de cassation, qui étaient choisis par le Sénat, d'abord sur une liste dite nationale, puis, sur la présentation de candidats par le chef de l'Etat, qui, à partir de l'an XII, eut même le droit de nommer directement les présidents de cette

2° par l'institution d'un ministère public, représentant du pouvoir exécutif près les tribunaux (1); 3° par l'exercice du droit de grâce (2), de relief (3) et de réhabilitation (4), sans parler, quant à présent, de l'exercice de la juridiction administrative (5).

Au-dessus des pouvoirs que nous venons de nommer et qui sont organisés par la constitution, se place nécessairement le pouvoir *constituant*, dont nous parlerons plus loin (6).

Enfin il faut mentionner aussi le pouvoir *dictatorial*, inventé dans ces derniers temps, comme pouvoir de droit (7).

Cour (constit. an VIII, art. 60, 20, 9 et 19, 41, 67; sén.-cons. 8 therm. an X, art. 8, 85; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 135).

A partir de 1814, tous les juges (autres que les juges de commerce), même les juges de cassation et les juges de paix, sont à la nomination du chef du pouvoir exécutif. Tous, même les juges élus, doivent être institués par lui (Ch. 1814, art. 57; 1830, art. 48; constit. 1848, art. 85).

(1) Toutes nos constitutions, toutes nos lois d'organisation judiciaire ont placé près du pouvoir judiciaire, sous le nom de ministère public, des *agents du pouvoir exécutif*, chargés de *requérir* l'observation ou l'application des lois dans les jugements à rendre, surtout de celles qui intéressent l'ordre général, comme les lois pénales, et même toutes les autres, en ce qui intéresse comme personnes civiles l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics ou d'utilité publique, et les personnes faibles ou incapables, comme les mineurs, les interdits, les femmes mariées, les absents, etc., et chargés aussi de *surveiller* l'exécution des jugements rendus et de poursuivre d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public (L. 16–24 août 1790, tit. VIII, et tit. II, art. 8; constit. 1791, tit. III, chap. 5, art. 25, 26, et chap. 4, art. 2, 7e al.; constit. an III, art. 147, 216, 234, 261; L. 27 vent. an VIII, art. 13, 24, 67, 89; D. 30 mars 1808, art. 79; L. 20 avril 1810, art. 6, 43, 45, 46, etc.).

(2) Le droit de grâce et de commutation de peine, quant aux crimes, avait été abrogé par le Code pénal de 1791 (L. 25 sept. et 6 oct. 1791, 1re partie, tit. VII, art. 13). Il reparaît tout entier en l'an X, attribué au chef du pouvoir exécutif (sén.-cons. 16 therm. an X, art. 86, etc.)—*V.* ci-après *Conseils privés* La Charte de 1814 et celle de 1830, la constitution de 1848 et celle du 14 janv. 1852 le mentionnent et le réservent également au chef de l'Etat. Le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 y ajoute explicitement le droit d'amnistie (sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 1er), exercé jusque-là, tantôt par le pouvoir législatif, tantôt par le pouvoir exécutif (L. 14–15 sept. 1791; L. 12 frim. et 29 niv. an III; L. 4 brum. an IV; arr. 5 niv., 14 vent., 25 therm. an VIII; sén.-cons. 6 flor. an X; L. 24 flor. an X; arr. 15 flor. an XI; D. 13 prair. an XII, 25 mars 1810; O. 11 juill. et 5 août 1814, 13 janv. 1815; D. 12 mars 1815; L. 12 janv. 1816; O. 3 mai et 19 juin 1816, 13 août 1817, 3 et 17 déc. 1823, 29 sept., 6 oct. 1824; 4 et 28 mai 1825, 3 nov. 1827, 2, 26 et 28 août, 5 et 26 sept., 21 oct., 8 nov., 7 et 21 déc. 1830, 13 avril 1831, etc., 8 mai 1837; arr. ou D. 25 et 29 fév., 7 et 10 mars, 19 et 21 avril, 5 et 31 mai 1848; D. 6, 13, 15 et 30 janv., 28 mars, 14 août, 30 nov., 1er, 2, 4, 6 et 11 déc. 1852).

(3) D. 26 août 1811, art. 12, 25; C. civ., art. 17, 21.

(4) C. instr. crim., art. 619 à 634; av. cons. 21 déc. 1822–8 janv. 1823.

(5) *V.* ci-après, tit. VIII.

(6) *V.* tit. suiv., chap. II.

(7) *V. ibid.*—La loi du 14 frim. an II le qualifiait pouvoir *révolutionnaire*.

Mais, indépendamment de la puissance publique civile ou *politique* dont nous venons d'indiquer et d'analyser les attributions, il existe, dans les sociétés organisées, une puissance *spirituelle* ou religieuse. Celle-ci peut être unie à la puissance publique politique ou *civile*, ou en être séparée. En France, ces deux puissances sont dictinctes (1), mais des règles sont tracées et des précautions prises pour que la puissance ecclésiastique et ses ministres ne puissent troubler le pouvoir exécutif civil, ni l'ordre public établi, ni même opprimer les citoyens. Ainsi, les ministres d'un culte quelconque, notamment les églises protestantes et leurs ministres, et ceux d'un culte autorisé, mais non reconnu par la loi (2), ne peuvent avoir de relation ou correspondance, sur des questions ou matières religieuses, avec une cour, puissance, ou autorité étrangère, sans en avoir préalablement informé le ministre chargé de la surveillance des cultes, et sans en avoir obtenu l'autorisation (3).

Aucuns brefs, bulles, restricts, constitutions, décrets, mandats, provisions, signatures servant de provisions, ni autres expéditions de la cour de Rome, sous quelque dénomination que ce soit, même ne concernant que les particuliers, ne peuvent être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution sans l'autorisation du Gouvernement (4).

Les brefs de la pénitence, pour le for intérieur seulement, peuvent être exécutés sans aucune autorisation (5).

Les décrets des synodes *étrangers*, même ceux des conciles généraux, ne peuvent être publiés en France avant que le Gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les lois, droits et franchises de l'État (6), et tout ce qui, dans leur publication, pourrait altérer ou intéresser la tranquillité publique (7).

---

(1) *V.* déclar. mars 1682, art. 1, 2; sén.-cons. 17 fév. 1810, art. 14, D. 25 fév. 1810; L. 18 germ. an x, art. 6, 24. — *V.* et compar. déclaration 2 mars 1807 (culte juif).

(2) *V.* ci-après.

(3) C. pén., art. 207, 208; L. 18 germ. an x.—Art. organ. protest. 2; D. 19 mars 1859, art. 3.

(4) Le pouvoir législatif, d'après la loi des 9-17 juin 1791; le chef de l'État en conseil d'État, d'après celle du 18 germ. an x (art. 1er, 18 et 31); et D. 7 janv. 1808, art. 2.

L'autorisation est, en fait, donnée avec cette formule : « Sans approbation des clauses, formules ou expressions que l'acte renferme, et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de l'Etat, aux libertés, franchises et maximes de l'Eglise gallicane » (arr. 29 germ. an x, etc.)—*V.* note 7 de la page précédente.—Rejet, Exemple : D. 23 janv. 1811.

(5) D. 28 fév. 1810, art. 1er.

(6) *V.* ci-dessus.

(7) L. 18 germ. an x, art. 3-convent., 26 mess. an ix, art. 1er.

Aucun concile national (1) ou métropolitain, aucun synode diocésain (2), aucune réunion du consistoire supérieur ou général, des synodes ou inspections de l'une ou l'autre église protestante, en un mot, aucune assemblée délibérante, soit des cultes reconnus par la loi, soit d'un culte autorisé seulement, ne peut avoir lieu sans la permission expresse du Gouvernement, et sans avoir donné préalablement connaissance au ministre des matières qui doivent y être traitées (3).

Aucune décision doctrinale ou dogmatique, aucun formulaire sous le titre de confession ou autre pour les cultes protestants ou israélite, ne peut être publié ou devenir la matière de l'enseignement avant que le Gouvernement en ait autorisé la publication ou promulgation. Aucun changement dans la discipline ne peut avoir lieu sans la même autorisation (4).

Enfin il ne peut être fait aux prônes aucune publication étrangère à l'exercice du culte, si ce n'est celles qui seraient ordonnées par le Gouvernement (5).

Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire ou commissaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne peut, sans la même autorisation, exercer, sur le sol français, ni ailleurs, aucune fonction relative aux affaires de l'église gallicane (6).

Aucun étranger ne peut être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique catholique, ou d'un culte autorisé, quoique non reconnu, sans la permission du Gouvernement (7). Toute fonction est interdite à tout ecclésiastique catholique, même français, qui n'appartient à aucun diocèse; on ne peut même être nommé évêque, si l'on n'est pas *originaire* Français (8).

Nul ne peut exercer les fonctions des cultes protestants ou israélite s'il n'est Français (9).

Le concours du Gouvernement est nécessaire même pour le choix

---

(1) Ex. D. 19 juin 1811.
(2) Ex. D. 16 sept. 1849, 2 sept. 1851, 8 janv. 1853.
(3) L. 18 germ. an x, art. 4; art. organ. protest., 42, 31, 38; D. 26 mars 1852, art. 10, 15; O. 25 mai 1844, art. 54 (culte juif); D. 19 mars 1859, art. 3 (cultes autorisés).
Les réunions des synodes, inspections et consistoires protestants ne peuvent même avoir lieu qu'en présence de l'autorité civile (*Ibid.*).
(4) Art. organ. 4 et 5; O. 25 mai 1844, art. 54.
(5) L. 18 germ. an x, art. 53.
(6) L. 18 germ. an x, art. 2. — *V.* L. 12 juill.-24 août 1790, tit. 1er, art. 4.
(7) L. 18 germ. an x, art. 32; D. 15 mars 1859, art. 3.
(8) L. 18 germ. an x, art. 33, 16.
(9) Art. organ. 1er (L. 18 germ. an x); O. 25 mai 1844, art. 57.

et le nombre des personnes chargées des fonctions spirituelles et temporelles, et son contrôle s'étend jusque sur l'enseignement et la doctrine ecclésiastique en général ; ainsi :

Les évêques (et archevêques) sont nommés par le chef de l'État, et l'institution canonique seulement leur est conférée par le saint-siége.

Ils ne peuvent exercer aucune fonction avant que la bulle portant leur institution ait reçu l'attache du Gouvernement et qu'ils aient prêté, en personne, au chef de l'État, le serment prescrit par la convention passée entre le Gouvernement français et le saint-siége, et par la contitution et les lois de l'État (1).

Les archevêques et évêques nomment les curés et les instituent, mais ils ne peuvent manifester leur nomination et donner l'institution canonique qu'après que cette nomination a été agréée par le chef de l'État (2).

Les évêques ne peuvent même ordonner aucun ecclésiastique avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au Gouvernement, et par lui agréé, et si la personne à ordonner ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France (3).

Les évêques, curés, ou ecclésiastiques du second ordre du culte catholique, les pasteurs protestants, les grands rabbins et rabbins du culte israélite doivent, avant d'enter en fonctions, prêter, entre les mains de l'autorité civile, le serment prescrit par la constitution ou par la loi spéciale (4).

L'établissement des chapitres et séminaires doit être autorisé par le Gouvernement (5).

Les évêques sont chargés de l'organisation de leurs séminaires, mais les règlements de cette organisation sont soumis à l'approbation du Gouvernement ; les directeurs et les professeurs sont même nommés par le chef de l'État sur les indications données par les archevêques et évêques (6), et ceux qui sont choisis pour l'enseignement dans ces séminaires doivent souscrire la déclaration faite par le clergé de France, en 1682, et publiée par un édit de la même année (7). Ils se soumettront à y enseigner la doctrine qui y est conte-

---

(1) Convent. 26 mess. an IX, art. 4, 5–L. 18 germ. an X, art. 18.
(2) Convent. 26 mess. an IX, art. 10–L. 18 germ. an X, art. 19.
(3) L. 18 germ. an X, art. 26 ; D. 28 fév. 1810, art. 2.
(4) Convent. 26 mess. an IX, art. 6, 7–L. 18 germ. an X, art. 18, 27–art. organ. protest., 26, 34, 41 ; O. 25 mai 1844, art. 58. — *V.* L. 12 juill.–24 août 1790, tit. II, art. 21, 18, 38, 37, 39, 40.
(5) Convent., art. 11 ; L. 18 germ. an X, art. 11.
(6) L. 23 vent. an XII, art. 6.
(7) *V.* ci–dessus, p. 8, note 1, et L. 23 vent. an XII, art. 2.

nue, et les évêques doivent adresser une expédition en forme de cette soumission au ministre chargé des affaires concernant les cultes (1).

Les évêques, nommés eux-mêmes, sont, avant l'expédition de l'acte de leur nomination, examinés sur leur doctrine (2).

Nul ne peut être élu ou nommé ministre ou pasteur d'une église de la confession d'Augsbourg ou d'une église réformée, s'il n'a étudié, pendant un temps déterminé, dans un séminaire protestant français, ou celui de Genève, et s'il ne rapporte un certificat en bonne forme constatant son temps d'étude, sa capacité et ses bonnes mœurs (3). Les professeurs de toutes les académies ou séminaires protestants, en France, étaient, avant 1852, nommés par le chef de l'État (4), ceux du séminaire et du gymnase de la confession d'Augsbourg le sont, aujourd'hui, par le directoire de cette église, mais sous l'approbation du Gouvernement (5). Les règlements sur le nombre et la qualité des professeurs, sur la manière d'enseigner et sur les matières de l'enseignement dans les séminaires protestants doivent être approuvés par le Gouvernement (6).

L'usurpation ou l'excès de pouvoir de la part des autorités ecclésiastiques sont réprimés par l'autorité civile (7), soit l'autorité administrative supérieure (8), soit l'autorité judiciaire, s'il y a renvoi de la part de celle-là (9).

Il en est de même de l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'église gallicane (10); des contraventions ou provocations à la désobéissance aux lois et règlements de l'État (11) et aux canons reçus en France (12); des critiques ou censures contre le Gouvernement ou les lois (13); des inculpations directes ou indirectes contre

---

(1) L. 18 germ. an x, art. 24.
(2) L. 18 germ. an x, art. 17; L. 23 vent. an xii, art. 4 et 5; O. 25 déc. 1830, art. 2.
(3) L. 18 germ. an x, art. organ. 12, 13; D. 26 mars 1852, art. 5, 11, 15, etc.
(4) Art. organ. 11 (L. 18 germ. an x).
(5) D. 26 mars 1852, art. 11.
(6) Art. organ. 14.
(7) L. 18 germ. an x, art. 6 et 8–art. organ. protest., 6; O. 25 mai 1844, art. 55; D. 11 juin 1806, art. 15 à 23. — *V.* D. 20 fév. 1809 (évêque de Bayonne), etc.
(8) *V.* tit. iv, chap. iv, *Cons. d'État, Abus.*
(9) L. 18 germ. an x, art. 8; ex. O. 27 avril 1841,
(10) *V.* ci–dessus, p. 8, note 1.
(11) *V.* ci–dessus, note 8, et C. pén., art. 202, 203, 205 et 206, etc.; L. 20 avril 1810, art. 10, etc.
(12) L. 18 germ. an x, art. 6.
(13) C. pén., art. 201 et 204, etc.

les cultes reconnus ou autorisés dans l'État, autres que celui du délinquant (1); de toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience ou dégénérer contre eux en oppression, ou injure, ou en scandale public (2).

Les ministres des cultes autorisés, mais non reconnus par la loi, ne doivent, non plus, se permettre, dans leurs instructions, aucune inculpation directe ou indirecte, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes (3).

Même les dissensions ou discussions entre les ministres des cultes protestants ou israélite et les abus d'autorité (usurpation ou excès de pouvoir) de la part des autorités ou ministres catholiques, vis-à-vis d'un ecclésiastique catholique, sont soumis à l'appréciation et au jugement du Gouvernement (4).

D'un autre côté, la loi politique et le Gouvernement maintiennent l'indépendance spirituelle et protégent l'exercice des cultes et leurs ministres; ainsi, il ne peut être porté par les autorités administratives, non plus que par les citoyens, aucune atteinte à l'exercice public des cultes reconnus par l'État, ou autorisés dans l'État (5); ni à la liberté que les lois et les règlements garantissent à leurs ministres (6); mais ceux-ci doivent se conformer aux règlements de police que le Gouvernement juge nécessaires pour la tranquillité publique (7).

La constitution des autorités chargées d'exercer la puissance spirituelle fait partie, comme nous le verrons (8), de l'organisation po-

---

(1) L. 18 germ. an x, art. 52; D. 19 mars 1859, art. 3. — Ces deux derniers genres de délits ne *sont pas mis explicitement* au nombre des cas *d'abus* par l'art. 6 de la loi, mais ils peuvent paraître compris dans ces mots: « la contravention aux lois et règlements de l'Etat. »

(2) L. 18 germ. an x, art. 6, 52–art. organ. protest., 6; O. 25 mai 1844, art. 45.

(3) D. 19 mars 1859, art. 3; L. 18 germ. an x, art. 52. — Mais la voie de l'appel comme d'abus n'est pas à suivre à leur égard, et l'autorité judiciaire peut être saisie sans qu'il soit besoin de renvoi.

(4) L. 18 germ. an x, art. 6, 8–art. organ. protest., 6; O. 25 mai 1844, art. 55.

(5) D. 19 mars 1859, art. 3; L. 18 germ. an x, art. 32.—*V.* page suivante.

(6) Convent. 26 mess. an ix, art. 1er–L. 18 germ. an x, art. 7, 8; O. 25 mai 1844, art. 55; C. pén., art. 260 à 264, 259; L. 25 mars 1822, art. 6; 11 août 1848, art. 5, etc; 28 germ. an vi, art. 125, 14°; O. 29 oct. 1820, art. 179; D. 1er mars 1854, art. 300.

(7) Convent. 26 mess. an ix, art. 1er–L 18 germ. an x; ex. art. 45, 48. — *V.* tit. ***De la police.***

(8) Tit. vi, chap. iii.

litique. Cette constitution, en effet, intéresse l'ordre public ; et le culte est au nombre des intérêts moraux de la société (1).

Aucun culte *non reconnu* par l'État, c'est-à-dire par la loi, ne peut être exercé *publiquement* sans une *autorisation* du pouvoir civil, révocable s'il y a lieu (2).

Les circonscriptions des diocèses du culte catholique se font concurremment par l'autorité spirituelle et l'autorité civile (3).

La circonscription des paroisses n'a d'effet que par le consentement du Gouvernement, et aucune partie du territoire ne peut être érigée en cure ou succursale sans son autorisation expresse (4).

L'organisation des cultes protestants et israélite a été réglée par actes émanés ou approuvés, au moins, du pouvoir exécutif civil (5).

Il ne peut être établi aucune nouvelle circonscription rabbinique (culte israélite), ni être fait aucune modification aux circonscriptions rabbiniques existantes qu'en vertu d'une autorisation du Gouvernement (6).

L'ouverture, même temporaire, de nouveaux temples, chapelles ou oratoires, destinés à l'exercice *public* des cultes protestants, ne peut avoir lieu sans autorisation de l'autorité civile, laquelle peut même être révoquée (7).

Même les oratoires particuliers, ou plutôt *spéciaux*, pour les hospices, prisons, maisons de détention ou de travail, lycées, colléges, écoles secondaires ecclésiastiques (petits séminaires), congrégations religieuses, etc. (8), et les oratoires *domestiques*, à la ville ou à la campagne, pour les individus ou les grands établissements de fabriques et manufactures, ou les pensionnats de jeunes filles ou de jeunes garçons, pour l'exercice du culte catholique, protestant ou israélite, ne peuvent être établis sans une permission expresse du Gouvernement (9).

Les autorités ecclésiastiques elles-mêmes sont, d'ailleurs, appelées

---

(1) *V.* ci-après, chap. v.

(2) Rapp. et D. 19 mars 1859, art. 3, 4 ; C. pén., art. 291, 292, 294 ; D. 25 mars 1852 (réunions de plus de vingt personnes).

(3) Convent. 26 mess. an IX, art. 2.

(4) Convent. 26 mess. an IX, art. 9–L. 18 germ. an X, art. 62.

(5) L. 18 germ. an X, art. organ. ; D. 24 mars 1852, 19 mars 1859, 17 mars 1808.

(6) O. 25 mai 1844, art. 60.

(7) D. 19 mars 1859, art. 1, 2, 4.

(8) Ex. D. 1er août 1852 (cimetière).

(9) L. 18 germ. an X, art. 44 ; D. 22 déc. 1812 ; 19 mars 1859, art. 1, 2, 4 ; O. 25 mai 1844, art. 63. — *V.* toutefois, quant aux chapelles ou oratoires domestiques, rapport du 19 mars 1859, précédant le décret de la même date relatif aux cultes protestants et aux cultes non reconnus par l'Etat.

à participer dans une certaine mesure à l'exécution de certaines lois (1).

Enfin elles concourent à la gestion temporelle des biens appartenant aux églises, etc. (2).

CHAPITRE III.

Du droit *dit* administratif.

Le droit administratif fait partie du droit public ou politique, ou plutôt c'est le droit public lui-même, *moins* ce qui concerne l'organisation du pouvoir *législatif* et du pouvoir *judiciaire* proprement dits, moins la procédure *civile* et *criminelle* et une *portion* du droit *pénal* (3).

Le droit administratif comprend donc, d'après la définition que nous avons donnée du droit public et politique dans son ensemble, 1° l'organisation du pouvoir *exécutif* et sa manière de procéder ou la manière de procéder devant lui; 2° la détermination des personnes publiques et des intérêts généraux, et les règles relatives à l'administration ou à la gestion, comme à la conservation ou au maintien de ces intérêts, celles qui président aux rapports d'*intérêt public* établis entre l'État ou les autres personnes publiques et les personnes privées, et aux rapports des personnes *publiques* entre elles (4); enfin, ce qui, dans la législation, tend *indirectement* à protéger ou à développer les intérêts privés.

La protection *directe* des intérêts privés appartient, en général, au pouvoir judiciaire.

CHAPITRE IV.

Du Pouvoir exécutif et des différentes autorités dont il se compose.

A la différence du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire, pouvoirs complexes (5), le pouvoir exécutif est *un* et réside, tout entier,

---

(1) Par exemple, en ce qui concerne l'instruction publique, L. 15 mars 1850, art. 5, 44, 50, etc.; D. 7 oct. 1850, art. 11; D. 9 mars 1852; 31 déc. 1853, art. 13; L. 14 juin 1854, art. 3; D. 21 mars 1855, art. 3, 12, 14, etc.

(2) D. 30 déc. 1809, art. 6, 47, 48, 93 à 99, 101; 6 nov. 1813, art. 23, 51, 52, 53, 57, 58, 61, 62, 69, etc. — *V.* ci-après *Personnes* ou *Etablissements publics*.

(3) Le droit dit *administratif* renferme lui-même une foule de dispositions *pénales* en l'absence desquelles le *Code* qu'on appelle *pénal* est aussi fort incomplet.

(4) *V.* ci-dessus, chap. Ier.

(5) *V.* ci-dessus, p. 5, note 3, *Composition du pouvoir législatif*.

dans les mains du *chef* de l'État (1). Tous autres agents ne sont que ses délégués ou auxiliaires.

Des *conseils* lui sont cependant donnés ou imposés quelquefois par la constitution et la loi.

Le chef du pouvoir exécutif peut être ou un être individuel ou un être collectif (2). Dans le premier cas il peut s'appeler roi, consul ou empereur, président ou chef du pouvoir exécutif; dans le second cas, il peut s'appeler conseil exécutif, convention, directoire, commission consulaire, gouvernement provisoire, commission exécutive ou du pouvoir exécutif, etc. (3).

Ses attributions sont toujours à peu près les mêmes; elles dérivent, en effet, de la nature des choses. La différence n'est que dans le plus ou moins de contrôle de la part du pouvoir législatif (4).

Le pouvoir exécutif, sous la direction de son chef, se compose d'autorités centrales ou générales et d'autorités locales ou territoriales.

---

(1) Le pouvoir exécutif suprême réside *exclusivement* dans la main du roi (art. constit. 23 sept.–5 oct.–3 nov. 1789, 16; constit. 1791, tit. III, chap. IV).

(2) *V.* note précédente.—Le conseil exécutif provisoire, formé par les *six* ministres, est chargé de *toutes* les fonctions de la puissance exécutive (L. 15 août 1792).

Il y a un *conseil exécutif;* ce conseil est chargé de la direction et de la surveillance de l'administration générale (constit. 1793, art. 62, 65).

La Convention nationale, pouvoir à la fois législatif et *exécutif*, devient le centre *unique* de l'impulsion du *Gouvernement* (L. 14 frim. an II).

Le pouvoir exécutif est délégué à un *directoire* collectif (constit. an III, art. 132).

Comme transition, le Corps législatif crée *provisoirement* une *commission* consulaire; cette commission est investie de la *plénitude* du pouvoir exécutif (L. 19 brum. an VIII, art. 1^er^, 2).

Le premier consul a des fonctions et des attributions particulières; le second et le troisième ont *seulement* voix *consultative* dans certains actes du Gouvernement (const. 22 frim. an VIII, art. 40, 42).

Le gouvernement de la république est confié à *un empereur* (sén.-cons. 28 flor. an XII).

Au roi *seul* appartient la puissance exécutive (Ch. const. 1814, art. 13; 1830, art. 12).

L'Assemblée nationale constituante confie le pouvoir exécutif à une *commission exécutive* de cinq membres (L. 9 mai 1848, proc.-verb. 10 mai 1848).

Tous les pouvoirs exécutifs sont délégués au général Cavaignac; l'Assemblée confie *le pouvoir* exécutif au général Cavaignac, qui prend le titre de *président du conseil des ministres* (L. 24 juin 1848; L. 28 juin 1848).

Le peuple français délègue le pouvoir exécutif à un citoyen, qui reçoit le titre de *président de la république* (constit. 4 nov. 1848, art. 43).

Le président de la république est *le chef* de l'Etat (constit., 4 nov. 1852, art. 6).

La dignité *impériale* est rétablie (sén.-cons. 7 nov. 1852).

(3) *V.* note précédente.

(4) *V.* ci-après, tit. IV, chap. I^er^.

Les premières embrassent, dans leur action ou leur intervention, toute la France ; cependant ces autorités statuent quelquefois sur des intérêts purement locaux.

Les autres n'ont d'action ou n'interviennent que dans une certaine étendue de territoire que nous nommerous circonscription ; mais elles y interviennent pour l'exécution des lois *générales* de l'Etat, en même temps qu'elles sont chargées de l'administration ou de la gestion des intérêts locaux.

Les autorités, soit centrales, soit locales, sont aussi des êtres collectifs ou individuels.

Les unes sont des autorités *actives* et ont un pouvoir de règlement, de direction ou d'impulsion, d'appréciation et de décision (admission ou rejet des demandes ou prétentions), de commandement (injonction et interdiction), de surveillance et de contrôle (redressement et réformation) ; ce sont des autorités véritables.

D'autres ne sont que des *auxiliaires* ou agents de coopération, de travail, d'information, d'instruction ou d'inspection.

D'autres sont des autorités *consultatives ;* mais la même autorité peut être à la fois active et consultative (1).

Les autres enfin sont investies soit pleinement (2), soit en réalité, c'est-à-dire effectivement (3) d'un droit de *juridiction ;* mais la même autorité peut être à la fois consultative et investie de juridiction (4).

Toutes ensemble constituent le POUVOIR EXÉCUTIF.

Les autorités investies d'un droit de juridiction constituent la *juridiction administrative*, qui, théoriquement, devrait être considérée comme une *branche* du *pouvoir judiciaire*.

Elle ne diffère des autres branches de ce pouvoir que par le caractère mixte des personnes dont elle se compose, lesquelles sont, à la fois, agents ou conseillers *administratifs* et *juges* ; et non par la nature des opérations auxquelles elle se livre (5).

Chaque agent ou autorité active *représente* la personne, soit politique, soit civile, qu'il administre ou dont il gère les intérêts, pour laquelle et au nom de laquelle il agit.

---

(1) Les ministres sont à la fois agents et conseillers du chef du pouvoir exécutif.

(2) Comme les conseils de préfecture, les commissions spéciales de desséchement, la Cour des comptes, les conseils de révision en matière de recrutement, etc.

(3) Comme la section et l'assemblée générale du contentieux du conseil d'Etat.

(4) Conseil d'Etat, conseils de préfecture.

(5) *V.* ci-après, tit. VIII.

Ainsi le chef du pouvoir exécutif et ses ministres ou autres agents centraux *représentent* l'État et ses dépendances (1).

Les autorités locales représentent, selon les cas, soit l'État et ses dépendances (2), soit l'une ou l'autre de ses dépendances ou de ses fractions, soit quelque autre personne publique (3).

CHAPITRE V.

Des intérêts généraux.

Les intérêts généraux sont ceux de l'État, de ses dépendances et de ses fractions (c'est-à-dire des colonies, des départements et des communes); ceux des établissements publics et des établissements reconnus d'utilité publique; en un mot, ceux des corps politiques et des personnes publiques, dont la loi ou l'autorité, en vertu et par délégation de la loi, décrète ou légitime l'existence.

Parmi ces corps politiques et ces personnes publiques, il en est de création purement arbitraire, comme le *département;* les autres sont des agglomérations en quelque sorte naturelles, comme la *commune.*

Les intérêts généraux sont ou moraux (4), ou matériels (5), ou politiques (6), ou financiers (7).

SOUS-CHAPITRE Ier.

DE L'ÉTAT, DE SES DÉPENDANCES ET DE SES FRACTIONS, ENVISAGÉS COMME CORPS POLITIQUES ET COMME PERSONNES CIVILES.

L'État et ses dépendances (8) et quelques-unes de ses fractions (9) sont à la fois des corps politiques et des personnes civiles,

---

(1) *V.* C. pr., art. 69, 2°, 3°.
(2) C. pr., art. 69, 1°.
(3) Ex.: C. pr., 69, 3°, *Établissements publics.* — *V.*, ci-dessus, p. 1re.
(4) Les intérêts moraux sont ceux de la justice, du culte, de l'instruction publique, des sciences, des lettres, etc.
(5) Les intérêts matériels sont ceux de la propriété mobilière ou immobilière de l'Etat et des personnes publiques; des finances, etc.
(6) Les intérêts politiques sont d'abord les intérêts moraux que nous venons d'indiquer, ceux de la sûreté et de la paix publique extérieure ou intérieure, ceux du domaine public et des travaux publics, nationaux, départementaux ou communaux, etc.
(7) Les intérêts financiers, qui constituent aussi des intérêts matériels et en partie politiques, consistent dans l'établissement et la perception des impôts et autres revenus, la gestion et le maniement des deniers de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, etc.
(8) Les colonies, l'Algérie, en un mot, les possessions françaises hors d'Europe.
(9) Départements et communes.

dont chacune a ses intérêts, sinon purement privés, du moins *particuliers* et distincts de ceux de toutes autres personnes.

Corps politiques, le pouvoir exécutif, en vertu et en conformité des lois, *commande* en leur nom.

Corps politiques et personnes civiles à la fois, le pouvoir exécutif *contracte* et *stipule* en leur nom, pour leurs besoins publics et dans leur intérêt particulier.

SECTION Ire. — *De l'État.*

L'État, comme corps politique, est UN (1); son intérêt embrasse à la fois celui de ses dépendances et de ses fractions, celui des établissements publics et d'utilité publique et même les intérêts privés.

Considéré comme personne civile, ses intérêts sont distincts de ceux de ses dépendances ou de ses fractions, et de ceux des autres personnes publiques ou privées.

Mais, quoique l'État soit UN, il se subdivise, même sous le rapport *politique* intérieur, en plusieurs corps ou fractions qui, tout en en faisant partie, ont néanmoins une existence et des intérêts, même politiques, à part. Ce sont des États dans l'État. Tels sont les colonies, l'Algérie, les départements et les communes (2).

SECTION II. — *Des colonies et de l'Algérie.*

Les colonies et l'Algérie constituent, sous le rapport intérieur, des corps politiques à part, compris néanmoins dans l'ensemble de l'État.

Elles ont un domaine *public*, des dépenses et des revenus *publics* à part.

Elles sont aussi des personnes civiles (publiques), car elles ont leurs propriétés *particulières*.

Enfin chaque colonie et l'Algérie se subdivisent en fractions territoriales dont quelques-unes constituent encore de plus petits corps politiques et des personnes civiles (3).

---

(1) *V.* ci-après, tit. III.
(2) *V.* sections suivantes.
(3) Par exemple, des communes (sén.-cons. 3 mai 1854, art. 11), etc. (Colonies).

L'Algérie se divise aussi en provinces, comprenant chacune un territoire civil qui prend le nom de département, et un territoire militaire. Là, c'est la *province*, et non le département qui, après le corps entier, constitue le corps politique et la personne civile secondaire; chaque province est subdivisée en communes et en *localités*, qui, bien que non érigées en communes proprement dites, constituent pourtant, comme les communes, des corps politiques et des personnes civiles distinctes (arr. 15 avril 1845, 9 déc. 1848; D. 13 oct. 1858; 27 oct. 1858, art. 5, 2, 2°, 3°).

SECT. III.—*Du département et de ses fractions autres que la commune.*

Le département est à la fois :

1° Une circonscription territoriale tracée arbitrairement pour faciliter l'exécution des lois de l'État, c'est-à-dire de l'intérêt le plus général, et à laquelle sont préposés, à cet effet, un représentant et des agents ou auxiliaires du chef du pouvoir exécutif et de ses ministres (1) ;

2° Un corps ou une association politique, et pour ainsi dire un État dans l'État, ayant ses besoins et ses revenus publics, ses dépenses et ses services publics (2), ayant même en quelque sorte, sous certains rapports, sa législation particulière (3) ;

3° Une personne civile ayant ses intérêts particuliers, ses propriétés particulières, etc. (4).

---

(1) L. 22 déc. 1789 et 8 janv. 1790 ; constit. an III, art. 174, etc.; L. 28 pluv. an VIII, etc. *V.* ci-après, tit. 5 et 6.

Le département est aussi, comme circonscription, un élément, et il a été souvent le seul élément, ou l'*unité*, de la *représentation nationale* (L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. I^re, art. 27 à 30, et préamb., art. 8 ; constit. 1791, tit. III, chap. I^er, sect. I^re, art. 2 à 5, sect. III, art. 7; constit. an III, tit. IV, art. 36, 41, 1°, tit. V, art. 49 à 52 ; constit. an VIII, art. 9, 19, 20 ; sén.-cons. 16 therm. an X, art. 31, 32 ; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 78, Ch. 1814, art. 36 ; L. 5 fév. 1817 ; constit. 1848, art. 30, 23 ; D. 2 fév. 1812, art. 1^er).

Nous ne disons point l'élément *représenté*, car les représentants élus au Corps législatif par les départements ne doivent pas être regardés comme les représentants d'un département, mais comme ceux de la France entière (L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, préamb., art. 8 ; instr. 8 janv. 1790, § 3 ; constit. 1791, tit. III, chap. 1^er, sect. III, art. 7 ; constit. an III, art. 52 ; constit. 1848, art. 34, 35).

De 1820 à 1830, la loi du *double* vote avait établi, à côté d'un certain nombre de députés, nommés par les colléges électoraux de départements, des députés nommés par des colléges d'arrondissements électoraux (*V.* L. 29 juin 1820).

La loi du 19 avril 1831 avait aussi créé des arrondissements électoraux qui n'étaient ni le département ni l'arrondissement administratif.

Mais la constitution de 1848 avait rétabli la représentation par département (art. 30).

Le décret du 2 février 1852 a subdivisé le département en circonscriptions électorales, qui sont aujourd'hui les unités du système de représentation nationale (V. constit. 1852, art. 35 ; D. 7 fév. 1852, art. 1^er ; D. 29 mai 1857 ; sén.-cons. 27 mai, *id.*).

(2) Les lois de 1793, de l'an IV, etc., en mettant à la charge des départements certaines dépenses de l'ordre judiciaire et d'administration, ont, en effet, érigé ceux-ci en une espèce de corps politiques distincts, rendus solidaires néanmoins par l'établissement d'un fonds commun, destiné à accorder un supplément de ressources à ceux où le maximum des centimes additionnels imposables ne suffirait pas pour leurs dépenses (L. 24 août 1793, 28 mess. an IV; 15 frim. an VI; 11 frim. an VII; 25 vent. an VIII, art. 6 ; 21 vent. an IX, art. 7; 13 flor. an X, art. 8, 9, etc.; 10 mai 1838.

(3) *V.* ci-après, tit. II et VII.

(4) Les départements n'ont été constitués personnes *civiles* ou *propriétaires* que par le décret du 9 avril 1811, qui a concédé aux départements la pleine propriété des édifices et bâtiments nationaux alors occupés pour le

Le département se subdivise, ainsi que nous le verrons, en arrondissements et cantons (1); mais l'arrondissement et le canton, simples circonscriptions territoriales pour l'exécution des lois (2), ne constituent ni des corps politiques (3) ni des personnes civiles (4) distincts.

---

service de l'administration des Cours et tribunaux et de l'instruction publique; mais la propriété départementale s'est consolidée et développée depuis (*V.* L. 10 mai 1838).

Les propriétés particulières des départements sont, comme leurs propriétés publiques, régies par des conseils généraux électifs, avec l'approbation, pour chaque acte de gestion, du chef du pouvoir exécutif, ou de ses ministres ou délégués (L. 10 mai 1838, art. 4, 11 et 5, etc.).

(1) *V.* ci-après, tit. 3. — L'arrondissement et le canton sont aussi des circonscriptions judiciaires (*V.* L. 16–24 août 1790, tit. 4, et tit. 3, art. 1er; L. 27 vent. an VIII; L. 8 pluv. an IX, etc.; C. instr. crim., art. 139, etc.).

(2) Depuis 1789 jusqu'à ce jour, sauf sous la constitution de l'an III, il a toujours existé dans l'arrondissement ou district (deux termes qui, dans la législation, se correspondent) une autorité administrative, tantôt corps collectif, tantôt individuel, chargée de présider dans l'arrondissement à l'exécution des lois générales de l'Etat (L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790; L. 28 pluv. an VIII, art. 8, 9, 11; etc.).

(3) La loi des 2–11 sept. 1790 avait mis à la charge de chaque *district* les dépenses du corps administratif et du tribunal qui y étaient établis. Elle posait même en principe que chaque district serait imposé annuellement par le Corps législatif pour ces dépenses; mais ces dispositions n'ont point eu de suite (L. 2–11 sept. 1790, art. 10).

La loi du 28 pluv. an VIII semblait avoir admis aussi des dépenses d'arrondissement, auxquelles il devait être pourvu par des centimes additionnels aux contributions directes; elle chargeait le conseil d'arrondissement d'entendre le compte annuel de l'emploi de ces centimes, et paraissait avoir ainsi constitué aussi les arrondissements en corps politiques distincts (L. 28 pluv. an VIII, art. 8). La loi du 16 sept. 1807 voulait que, lorsque par des travaux publics, tels que l'ouverture d'un canal de navigation ou d'une grande route, etc., un ou plusieurs arrondissements seraient jugés devoir recueillir une amélioration à la valeur de leur *territoire*, ils fussent susceptibles de contribuer aux dépenses de ces travaux par voie de centimes additionnels aux contributions (L. 16 sept. 1807, art. 28). De l'an VIII à 1838, des lois ont, en effet, autorisé des arrondissements à s'imposer extraordinairement pour des besoins publics (L. 12 vent. an XII, 29 niv.–29 pluv., 14 vent. an XIII, etc.; 28 juin 1833; 4 juin 1834; 19 avril 1835; 6 juill. 1836; 4 avril 1838); mais la loi du 10 mai 1838 ne reconnaît plus que des dépenses *départementales*.

En fait, d'ailleurs, il n'y a jamais eu de *budget* d'arrondissements, et leurs dépenses particulières ont toujours été comprises dans les dépenses du département.

L'arrondissement, cependant, continue d'avoir son contingent particulier de contributions directes (L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. III, art. 1er; constit. an III, art. 190; L. 28 pluv.–8 vent. an VIII, art. 6, 10; L. 10 mai 1838, art. 1er, 40, 2e al.); mais ce n'est là qu'un mode de répartition et de recouvrement de contributions destinées, d'ailleurs, aux dépenses de l'Etat, des départements et des communes.

(4) Le décret du 9 avril 1811 avait aussi concédé aux *arrondissements* la pleine propriété des édifices et bâtiments occupés pour le service de l'administration, des tribunaux et de l'instruction publique; mais, nonobstant, les lois

SECTION IV. — *De la commune.*

La commune existait, avant 1789, sous les noms de villes, bourgs, villages, paroisses ou communautés d'habitants (1).

---

subséquentes et actuelles n'ont reconnu et ne reconnaissent que la propriété *départementale*. Les conseils d'arrondissement, créés par la loi du 28 pluv. an VIII, maintenus par la loi du 22 juin 1833, n'ont à délibérer sur aucun acte de gestion de biens ; leur seule mission, indépendamment de la répartition des contributions directes dont nous venons de parler, est d'exprimer des avis sur les intérêts du département ou de l'Etat, au point de vue de l'utilité locale de leur arrondissement ou circonscription (L. 10 mai 1838, art. 42 à 44).

Le canton, créé en 1789 comme circonscription territoriale administrative, mais surtout judiciaire et élective (V. ci-dessous) (L. 23 déc. 1789–8 janv. 1790, art. 3; L. 16–24 août 1790, tit. III, art. 1er), était devenu, sous la constitution de l'an III, une commune ou une agglomération de communes (constit. an III, art. 178, 182, 183, 184, 179 à 181). Il y avait alors, outre des administrateurs communaux et des dépenses communales, une administration et des dépenses municipales de canton (*V.* L. 15 frim. an VI et 11 frim. an VII).

Le canton, sous ce régime, était, outre une circonscription, un corps politique et une personne civile, comme la commune (*V.* sect. suiv.) ; mais ce régime a été détruit par la loi du 28 pluv. an VIII. Aujourd'hui le canton n'est plus, comme l'arrondissement, qu'une subdivision territoriale administrative et judiciaire, judiciaire surtout (*V.* L. 28 pluv. an IX et C. inst. cr., art. 139 et s.).

La constitution de 1848 tendait à faire du canton une personne civile et presque politique, mais sans supprimer, comme on l'avait fait en l'an III, l'arrondissement ou le district, intermédiaire entre le département et la commune, et sans modifier la commune actuelle (constit. 1848, art. 77, 78).

Dans le système d'élection à deux degrés, de 1791 à l'an VIII, le canton, ou plutôt l'assemblée primaire de canton, formait le premier *degré*, c'est-à-dire le premier élément ou l'unité *électorale*, pour arriver à la représentation nationale (*V.* L. 22 déc. 189–8 janv. 1790; L. 28–29 mai 1791; L. 11–12 août 1792 ; L. 25 fruct. an III).

Dans le système d'élection, ou plutôt de nomination à quatre degrés, institué par la constitution de l'an VIII, l'unité électorale était l'arrondissement (art. 7 à 9, 19 et 20).

Le sénatus-consulte du 16 therm. an X rétablit les assemblées primaires de canton (art. 1er, 4, 14, 25 à 27, 31, 32).

La loi du 5 fév. 1817 a introduit la première le système de l'élection directe, ou à un seul degré, qui a prévalu depuis (*V.* L. 19 avril 1831 ; constit. 18, 48, art. 24 ; D. 2 fév. 1852). D'après l'adoption de ce principe, l'arrondissement administratif et le canton se sont trouvés en dehors du système de la représentation nationale : seulement, en 1848, le vote avait lieu en général au chef-lieu de canton, et le recensement général au chef-lieu du département (constit. 1848, art. 30 ; arr. 5 mars ; instr. 8 mars 1848).

Depuis 1852, le vote a lieu dans la commune, et le recensement est fait au chef-lieu de chaque circonscription électorale (D. 2 fév. 1852) ; mais le canton est demeuré l'élément *représentatif* relativement à la composition des conseils d'arrondissement et des conseils généraux de département, bien que les représentants élus à ces conseils ne puissent être regardés comme les représentants d'un canton en particulier, mais bien ceux de l'arrondissement ou du département entier (L. 22 juin 1833 et 7 juill. 1852 ; L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, préamb., art. 9 et 10, arg.).

(1) *V.* règl. 24 janv. 1789, art. 24, 25 et suiv. ; L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, art. 7 ; instr. 8 janv. 1790, § 1er, av. dern. et dern. al. ; L. 23 juin 1790, etc.

On désignait alors, par les mots *communautés* d'habitants, une société de personnes habitant une même ville, bourg ou paroisse (1). Par le mot *communes*, on entendait les prés, terres, landes ou bois appartenant à une communauté d'habitants (2).

La loi du 10 brum. an II et même les lois antérieures ont substitué à ces anciennes dénominations le nom générique de commune (3).

La commune est à la fois :

1° Une circonscription territoriale adoptée pour l'exécution des lois et des mesures intéressant, soit l'État, soit le département, considérés comme corps politiques, et à la tête de laquelle est préposée, à cet effet, une autorité représentant le chef du pouvoir exécutif (4);

2° Une plus petite association politique, ou un petit État dans l'État et le département, ayant aussi ses dépenses d'utilité publique (5) et sa législation particulière (6);

3° Une personne civile ayant ses intérêts particuliers, ses pro-

---

(1) La paroisse n'est plus aujourd'hui qu'une circonscription ecclésiastique (L. 12 juill.-24 août 1790, tit. 1er, art. 6 à 8, 15 à 19; L. 15–24 nov. 1790, art. 12 à 16; convent. 23 fruct., 26 mess. an IX-L. 18 germ. an X, art. 60.

(2) Denisart, v° *Communauté*.

(3) La constitution de 1791 et la loi du 10 juin 1793 définissent la commune : une *société de citoyens* unis par des relations locales qui naissent de leur réunion dans les villes et dans certains arrondissements du territoire des campagnes.

Cette définition rentre, comme on le voit, dans celle qu'on donnait avant 1789 des mots « communauté d'habitants. »

(4) L. 14–22 déc. 1789, art. 1er, 4, 25, etc; L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, art. 7; constit. an III, art. 178, 179, etc.; L. 28 pluv. an VIII, art. 12; L. 15 vent. an XIII, etc.—*V.* ci-après, tit. V et VI.

(5) Les lois de toutes les époques, depuis 1789 jusqu'à ce jour, ont reconnu et maintenu l'existence de dépenses municipales, distinctes de celles de l'Etat, dépenses parmi lesquelles s'en trouvent qui ne peuvent appartenir qu'à des corps politiques; par exemple, celles de travaux publics aux édifices publics, aux chemins vicinaux, etc.; celles qui ont pour objet de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité et de la tranquillité; celles des cultes et de l'instruction publique dans la commune, etc. (L. 14–22 déc. 1789, art. 51, 57, 58; L. 29 mars-3 avril 1791; L. 5-10 août 1791, art. 8; L. 15 frim. an VI, art. 5, 7, etc.; L. 11 frim. an VII, §§ 2 et 4).—Ces deux dernières lois établissaient en même temps des dépenses municipales de *canton*, pour les cantons composés de plusieurs communes (*V.* ci-dessus); (L. 25 vent. an VIII; arr. 4 therm. an X, etc., etc.; L. 18 juill. 1837).

(6) Les communes, bien plus encore que les départements, tout en restant soumises aux lois et aux dispositions qui régissent l'Etat en général et le département, ont aussi leur législation particulière. Ainsi, en matière de police, le maire, chef de la municipalité et du pouvoir exécutif dans la commune, tient de la loi le pouvoir de faire des règlements locaux, obligatoires dans le territoire de commune (*V.* L. 19–22 juill. 1791, art. 46; L. 16-24 août 1790, tit. VI, et L. 18 juill. 1837, art. 11, etc. — *V.* ci-après).

priétés particulières (1), indépendamment même de ses limites territoriales administratives.

Il peut être formé, pour certains objets d'administration, des agglomérations de communes qui forment alors, relativement à ces objets, un être ou une sorte de personne distincte (2).

SECTION V. — *Des sections de communes.*

La section de commune ne forme ni une circonscription territoriale administrative ni un corps politique à part.

---

(1) La loi du 10 juin 1793, art. 1er, et le Code civil, art. 542, définissent les biens communaux, « ceux à la propriété ou au produit desquels les *habitants* d'une ou de plusieurs communes (ou d'une ou de plusieurs sections de communes (*V.* sect. suiv.) ont un droit acquis. — *V.* p. précéd.

Cette même loi du 10 juin 1793 a permis et non ordonné le partage, entre les habitants d'alors, des biens patrimoniaux et communaux proprement dits appartenant aux communes, autres, toutefois, que les bois, les objets du domaine public, même communal (places, promenades, voies publiques) et les édifices à l'usage des communes. En même temps, elle permettait la vente ou l'afferme des biens communaux qui ne pourraient se partager, et dont la jouissance en commun ne serait pas utile à la commune (L. 10 juin 1793, sect. Ire, art. 3 à 5, sect. III, art. 1er, 11).

Mais bientôt la loi du 24 août 1793 prescrivit la réunion au domaine de l'Etat de l'actif et du passif des communes, en en exceptant, toutefois, les biens communaux dont le partage avait été décrété et les objets destinés aux établissements publics (art. 91, 92). Les communes restèrent donc en possession au moins de ces derniers objets ; puis l'exécution de la loi du 10 juin 1793 et même celle de l'art. 92 de la loi du 24 août 1793, ayant été suspendue par celles des 21 prair. an IV et 2 prair. an V, les communes demeurèrent aussi en possession des biens dont le partage, la vente ou l'afferme avaient été permis, mais qui n'avaient été ni partagés ni vendus, et même de ceux qui, non susceptibles de partage, n'avaient pourtant pas été jusqu'alors appréhendés par l'Etat (av. cons. d'Et., 28 mai ; circ. intér. 16 juill. 1812).

Des acquisitions postérieures ont pu, d'ailleurs, être faites par elles (*V.* L. 24 pluv. an XII ; circ. intér. 18 juin 1806 ; av. cons. 22 nov.-21 déc. 1808 ; D. 16 juill. 1810, art. 4 ; D. 5 avril 1811, art. 2).

En outre, les décrets des 26 mars 1806, 23 avril 1810, 9 avril 1811, et autres décrets particuliers ont concédé aux communes, en toute propriété, des édifices et bâtiments civils et militaires.

Cependant la loi du 20 mars 1813 a de nouveau pris aux communes certains biens, mais en les remplaçant par des rentes sur l'Etat (art. 1 à 6).

Enfin la loi du 28 avril 1816 (art. 15) a remis à la disposition des communes leurs biens non encore vendus.

Il résulte de ce qui précède que la propriété communale a été alternativement diminuée ou accrue, mais qu'elle a toujours continué de subsister en remontant même à une époque antérieure à 1789.

Les propriétés communales sont administrées par des conseils municipaux (L. 28 pluv. an VIII, art. 15) électifs (L 21 mars 1831 et 5 mai 1855), sous le contrôle ou avec l'approbation de l'autorité supérieure, départementale ou centrale, ou même quelquefois du pouvoir législatif (L. 18 juill. 1837 ; D. 25 mars 1852 ; 10 juin 1853, art. 4, etc.).

(2) Par exemple, pour la construction et l'entretien des chemins vicinaux *de grande communication* (L. 21 mai 1836).

Elle ne constitue qu'une personne civile et n'existe qu'autant qu'elle a des droits de propriété ou de jouissance exclusive distincts de ceux des autres parties ou sections de la commune (1).

SECTION VI. — *Observations communes.*

L'État, l'Algérie, les colonies, les départements et les communes non-seulement embrassent les intérêts de l'*universalité* ou de l'ensemble des citoyens ou habitants du pays, de la colonie, du département ou de la commune, mais comprennent encore séparément les intérêts collectifs de toutes les catégories de citoyens imaginables, non érigées en personnes politiques ou civiles distinctes, telles que les pauvres, les enfants, les prisonniers, les malades, etc. (2), et même des subdivisions de ces catégories telles que les catholiques, protestants, ou israélites, les prisonniers pour dettes, etc. (3).

Les intérêts de l'État, de l'Algérie, des colonies, des départements et des communes comprennent aussi ceux des institutions ou établissements publics leur appartenant qui ne sont pas érigés en personnes civiles distinctes (4).

Les intérêts des colonies, de l'Algérie, de l'État, du département et des communes comprennent également les intérêts des autorités ou des titulaires successifs des fonctions publiques, qui eux-mêmes représentent, soit l'État, soit le département ou la commune, etc.,

---

(1) *V.* L. 10 juin 1793, sect. Ire, art. 1, 2, et sect. IV, art. 1er; L. 18 juill. 1837, art. 56 à 58, etc.

(2) Cependant les intérêts des pauvres et des malades sont aussi, sous certains rapports, confondus avec ceux des institutions ou établissements publics à eux consacrés plus spécialement, tels que les bureaux de bienfaisance, les hospices et les administrateurs ou commissions administratives de ces hospices.

(3) *V.* Acceptation de dons et legs.

(4) *V.* sous-chap. suiv. — Des dons et legs peuvent être faits à ces institutions ou établissements, mais ils doivent régulièrement être acceptés au nom de l'Etat, du département ou de la commune.

Ainsi l'armée et les subdivisions de l'armée, comme tel ou tel corps, telle ou telle arme, tels ou tels membres de l'armée ou de ses corps, comme les officiers, les sous-officiers, les enfants de troupe, peuvent recevoir des dons ou legs qui sont censés faits à l'Etat, sauf ceux qui seraient faits à l'institution dite *Dotation de l'armée* (L. 26 avril 1855. Ex.: D. 7 juill. 1856, etc.).

Les Cours, les tribunaux de première instance ou de commerce peuvent également être institués donataires ou légataires. Le legs fait à un tribunal de première instance est censé fait au département.

Les dons ou legs faits aux écoles ou à tel ou tel genre d'écoles sont censés faits à la commune.

Les dons et legs faits à telle ou telle bibliothèque publique sont censés faits à l'Etat, au département ou à la commune, selon que la bibliothèque appartient à l'un ou à l'autre.

lorsqu'ils agissent en son nom, mais qui ne constituent pas des personnes civiles (1).

Enfin les œuvres dont l'État ou les colonies, l'Algérie, le département ou la commune ont le soin et, en quelque sorte, la tutelle, sont aussi, sous le rapport de leurs intérêts, représentées par l'État, le département ou la commune, et les dons ou legs faits *en faveur* de ces œuvres (2) sont aussi recueillis par eux (3).

SOUS-CHAPITRE II.

DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET DES ÉTABLISSEMENTS RECONNUS D'UTILITÉ PUBLIQUE.

SECTION Ire. — *Des établissements publics.*

Les établissements créés ou *entretenus* par l'État, les colonies, les départements ou les communes, ou par d'autres établissements *publics* eux-mêmes, sont des établissements *publics* (4); mais ceux-ci n'ont point, pour ainsi dire, d'existence à part, et leurs intérêts restent confondus dans ceux de l'État, de la colonie, du département ou de la commune, etc., auxquels ils appartiennent. Ils ne constituent pas des personnes civiles. Ainsi, les dons ou legs dont ils peuvent être l'objet sont censés faits à l'État, à la colonie, au département, à la commune (5) ou à l'établissement à qui ils appartiennent et au nom de qui ils sont autorisés et acceptés.

---

(1) Des dons ou legs peuvent être faits à ces autorités ou titulaires successifs, exemples : legs fait à un recteur, legs en faveur d'instituteurs et institutrices successifs, legs fait à une commission administrative d'hospices. Ces legs sont censés faits à l'Etat, au département ou à la commune, selon que l'autorité instituée est une autorité de l'Etat, du département ou de la commune.

(2) Ainsi un legs fait à l'instruction publique en général, ou à tel ou tel mode ou genre d'enseignement, par exemple à l'enseignement mutuel en général ou dans tel département ou telle commune.

(3) Mais les legs faits à tel ou tel *culte*, à telle ou telle *œuvre de bienfaisance*, sont aussi acceptés, soit simultanément, soit de préférence, par les institutions ou établissements publics plus particulièrement consacrés à ces œuvres, dans l'Etat, le département ou la commune.

(4) Le décret du 30 janv. 1852, portant règlement intérieur pour le conseil d'Etat, se sert à tort des mots « *établissements d'utilité publique* », à l'égard des établissements qui pourraient être fondés par les départements ou les communes (art. 13, 6°).

Ces expressions ne s'appliquent avec justesse qu'à ceux qui seraient fondés et régis par des particuliers ou des associations particulières (*V.* sect. suiv.).

(5) *V.* L. 18 juill. 1837, art. 19, 9° et 10°.—*V.* sect. précéd.

Mais il en est d'autres qui, vivant de leurs propres ressources, de ressources à eux spécialement affectées, ou créées spécialement pour eux, sont des établissements distincts, ont une existence et constituent chacun une *personne* civile à part.

L'intérêt de ceux-ci est un de ces intérêts que nous appelons généraux, parce qu'ils sont établis en vue du grand intérêt public ou général, et soumis aux mêmes règles que celui-ci.

La loi crée ou défait à volonté ces établissements, comme elle érige en corps politiques et en personnes civiles certaines circonscriptions. C'est en ce sens que nous disons que le droit public ou les lois d'intérêt public *déterminent* quels sont les intérêts généraux et les personnes civiles distincts du grand intérêt général et de la personne de l'État (1).

Parmi les établissements publics distincts, les uns sont généraux, autrement dits centraux (2); les autres ont un caractère colonial ou

---

(1) Ainsi, l'*hôtel des invalides de la guerre*, après avoir été créé et entretenu aux frais de l'Etat, a longtemps formé un établissement public distinct, ayant sa dotation, c'est-à-dire ses propriétés et ses revenus, et constituant, par conséquent, une personne civile (D. 4 mars 1811, etc.).

Par une disposition de loi, en 1832 cet établissement a perdu son caractère d'établissement distinct et de personne civile; sa dotation, ses revenus ont été confondus dans les propriétés et les revenus de l'Etat, qui pourvoit maintenant aux dépenses de cet établissement, de la même manière qu'il pourvoit aux dépenses publiques en général (L. 21 avril 1832, art. 50).

Pareille chose est arrivée à l'égard de l'université. L'université était un corps, un être à part; elle avait sa caisse et son trésor (*V.* D. 17 mars 1808, tit. XVII, etc.).

Aujourd'hui caisse et trésor sont confondus dans la caisse de l'Etat et dans le Trésor public. Ses propriétés sont devenues propriétés de l'Etat, qui pourvoit à toutes les dépenses (L. 7 août 1850, art. 14, 15).

D'un autre côté, les Facultés et autres établissements d'enseignement supérieur chargés de la collation des grades ont été érigés en établissements publics distincts (*V.* L. 14 juin 1854, art. 13).

Les lycées ou colléges, même de l'Etat, sont demeurés des établissements distincts (O. 26 mars 1829, art. 13; O. 31 mai 1838, art. 659 à 694; L. 7 août 1850, art. 15).

Des lois récentes ont créé comme établissements distincts la caisse de la vieillesse (L. 18 juin 1850); la dotation de l'armée (L. 26 avril 1855); une caisse des offrandes à l'armée (D. 18 juin 1860), et des décrets ont créé comme établissements distincts de la commune des établissements communaux, savoir : à Paris, etc., une caisse de service de la boulangerie (D. 27 déc. 1813-7 janv. 1854; D. 22 mars 1856 (Limoges); à Paris, une caisse de service des travaux publics (D. 24 nov. et 27 déc. 1858; 6 janv. 1859; L. 11 juin 1859, art. 17).

(2) Les établissements publics distincts de l'Etat, mais ayant un caractère ou une destination générale ou centrale, sont aujourd'hui : la Légion d'honneur, la caisse d'amortissement, la caisse des dépôts et consignations, la caisse de la vieillesse, la dotation de l'armée, l'imprimerie nationale, la caisse des invalides de la marine, les chancelleries consulaires, les ateliers des mon-

départemental (1), ou communal (2); d'autres enfin ont et desservent une circonscription indépendante de celle du département ou de la commune, et, en général, plus étendue, bien que, par le fait, elle puisse quelquefois se trouver aussi la même (3).

A quelques-uns de ces établissements peuvent être attachés ou annexés certains autres établissements qui participent dès lors de leur caractère public (4), mais qui, par cela même qu'ils ne sont qu'annexes, ne constituent point des personnes distinctes.

De plus, certains corps ou institutions, quoique ne présentant peut-être pas entièrement, et surtout pas uniquement, les conditions d'un établissement *public*, doivent cependant, comme ayant été fondés

---

naies et médailles (L. 28 avril 1816, art. 99, 110; 18 juin 1850; 26 avril 1855; 9 juill. 1836, art. 17; O. 22 mai 1816, 17 juill. 1816, 30 sept. 1829, etc.), et certains hospices ou asiles, tels que l'hospice des Quinze-Vingts, la maison de Charenton, les institutions des sourds-muets de Paris et de Bordeaux, celle des jeunes aveugles, l'hospice des orphelins de la marine de Rochefort, les asiles pour les ouvriers et ouvrières convalescents de Vincennes et du Vésinet, le château de Saverne (L. 7-15 avril 1791; 12 mai et 22 juill. 1793; 21-29 juill. 1791, 10 therm. an III; D. 11 sept. 1859; 8 mars 1855, 28 août 1858; 22 janv. 1852, art. 13).

(1) Les établissements départementaux distincts sont les asiles d'aliénés, les dépôts de mendicité, les écoles normales primaires, etc.

(2) Comme établissements ayant un caractère en quelque sorte communal (quoique leur circonscription ne soit pas toujours celle de la commune), nous citerons : les bureaux de bienfaisance (voir ci-après), les hospices communaux, les monts-de-piété, les églises paroissiales ou succursales, même les chapelles (mais non les annexes, considérées comme fraction de la cure ou succursale), représentées chacune par sa *fabrique* (convent. 26 mess. an IX, art. 12, 15-L. 18 germ. an X, art. 60 et 62; D. 30 déc. 1809; 30 sept. 1807; art. 7, 8; av. cons. 7-14 déc. 1810; O. 19 janv. 1820); les cures, etc. (*menses curiales* ou *vicariales*) (D. 6 nov. 1813); les paroisses protestantes et leurs pasteurs successifs, à ce titre (L. 18 germ. an X, 2e part., art. 7, 8, 20, 34; D. 26 mars 1852); les synagogues juives et leurs rabbins ou ministres (O. 25 mai 1844, art. 19).

(3) Parmi ceux-ci, nous citerons : les églises métropolitaines et cathédrales (arr. 29 germ. an X. — *V.* ci-dessus *Eglises paroissiales*), les archevêques et évêques (menses épiscopales); (D. 6 nov. 1813, tit. II); (mais non les diocèses ou circonscriptions territoriales diocésaines), les chapitres et séminaires (convent. 26 mess. an IX, art. 11; L. 18 germ. an X, art. 35; 23 vent. an XII; D. 6 nov. 1813; les églises consistoriales et les séminaires protestants (art. organ. 18 germ. an X, 20, 34, 8 à 10, 14; D. 26 mars 1852); les consistoires israélites (O. 25 mai 1844, art. 1er, 64, *V.* autor. loc.), les chambres d'agriculture, chambres consultatives des arts et manufactures ou de commerce (D. 28 sept. 1806; L. 23 juill. 1820, art. 11; 25 mai 1844, art. 33. — *V.* p. suiv., note, et autor. loc.); les directions (intendances) et établissements sanitaires (L. 23 juill. 1820, art. 11; D. 4 juin 1853, art. 2; 24 déc. 1850; O. 17 août 1822. — Ex.: O. 8 janv. et 25 avr. 1835).

(4) Par exemple, aux chambres de commerce des établissements de *conditionnement* pour les soins, etc., des magasins de sauvetage, des entrepôts, etc. (O. 16 juin 1832 et D. 3 sept. 1851, art. 14. — Ex. D. 2 mars 1859, etc.).

par l'État, ou investis de certaines attributions légales, être considérés comme tels (1).

Des lois aussi ont autorisé la création volontaire ou forcée d'associations ou de syndicats de propriétaires pour la conservation, la réparation et l'entretien de certains travaux (2). Ces syndicats, dont les membres sont nommés par l'autorité publique, constituent une sorte d'établissements publics et de personnes civiles publiques (3).

Les établissements *publics*, fondés ou non par l'État, par les colonies, les départements ou les communes, ayant ou non un caractère national, colonial, départemental ou communal, sont régis par des autorités *publiques*, c'est-à-dire investies directement ou indirectement (par nomination ou confirmation) d'un *caractère public*. C'est ce qui les distingue des établissements d'*utilité publique* (4), qui sont administrés uniquement par des personnes privées, sous le contrôle et la surveillance de l'autorité publique (5).

Il peut être créé, en faveur des établissements publics distincts,

---

(1) Par exemple, l'Institut. — *V*. arr. 13 flor. an x (D. 11 juill. 1853; 4 août 1855, etc.); l'académie de médecine (O. 20 déc. 1820); les chambres ou conseils de discipline des officiers ministériels (notaires, avoués, commissaires-priseurs, etc.), et des avocats.

(2) Ex.: L. 16 sept. 1807, art. 3, 5, 7, 33, 27, 34; 14 flor. an II; 6 juill. 1860.

(3) Les individus faisant le commerce des bois pour Paris se trouvent aussi organisés de plein droit en une association syndicale à la charge de laquelle sont mises certaines dépenses (L. 28 juill. 1824, et loi ann. des fin. tabl. des recettes; 0 déc. 1672); mais cette association n'a sans doute pas de biens mis en commun, l'association n'ayant pour objet que de contribuer annuellement à des dépenses qui l'intéressent. Cependant elle doit être considérée comme une sorte d'établissement public et de personne civile publique.

(4) *V*. sect. suiv.

(5) Un décret du 18 juin 1860, qui crée une caisse des offrandes à l'armée, déclare cet établissement *national, d'utilité publique;* mais tout établissement national est nécessairement un établissement d'intérêt public, sans qu'il soit besoin de le déclarer, c'est-à-dire un établissement *public:* aussi celui-ci sera-t-il régi par des autorités publiques. Ce qu'a voulu exprimer le décret, c'est que cet établissement, ayant ses ressources propres, sera un établissement *distinct* et constituera une *personne* civile distincte de l'Etat lui-même.

Le décret du 3 sept. 1851, par son art. 19, déclare aussi *établissements d'utilité publique* les chambres de commerce. L'expression nous paraît encore impropre; car les chambres de commerce sont de véritables institutions ou établissements *publics*, dont les membres eux-mêmes sont investis d'un caractère *public* (arr. 3 niv. an XI; O. 16 juin 1832; D. 3 sept. 1851). — *V*. d'ailleurs la note suiv. et circ. et arr. min. 8 mai 1808, 31 mars 1806.—Il en est de même des chambres consultatives d'agriculture, malgré les termes employés par la loi du 20 mars 1851, art. 20, et reproduits par le D. du 25 mars 1852, art. 10.

des ressources et même des *contributions* publiques (1) ou recouvrables comme contributions publiques (2).

L'État, le département ou la commune *doivent* quelquefois, en cas de nécessité, venir à leur aide (3), de même qu'ils peuvent profiter de leurs excédants de recettes (4).

Enfin les établissements publics formant des personnes civiles publiques peuvent, comme l'État, le département ou la commune, recevoir des dons ou legs. Ils peuvent recevoir aussi des subventions particulières ou officielles.

SECTION II. — *Des établissements reconnus d'utilité publique.*

Aucun établissement ne peut être dit d'*utilité publique* et devenir, en conséquence, apte à acquérir, recevoir, posséder, aliéner, etc. (5), en un mot, constituer, comme les établissements publics, une personne civile (publique) qu'autant qu'il a été reconnu *comme tel*, soit par la loi, soit par le pouvoir exécutif.

Certains établissements sont, en général et par avance, proclamés d'utilité publique par la loi (6); mais la création de chacun d'eux n'en doit pas moins être approuvée par acte du chef du pouvoir exécutif (7).

Certains autres ne peuvent être reconnus d'utilité publique que par une loi spéciale pour chacun (8).

---

(1) Ex.: Ch. de commerce (D. 23 sept. 1806; L. 23 juill. 1820, art. 11 à 13, 15, 16; 14 juill. 1838, art. 4; 25 avril 1844, art. 33).—*V.* p. précéd. notes.

(2) Ex.: Syndicats (L. 14 flor. an II, etc.).—*V.* p. précéd.

(3) *V.* L. 18 juill. 1837, art. 21, 70, etc.

(4) Ex.: Imprimerie nationale ou impériale, caisse des dépôts et consignations (bénéfices).

(5) C. civ., art. 910; C. pr., art. 69, 3°, etc.

(6) Par exemple, les *caisses d'épargne* (L. 5 juin 1835, art. 10), les *sociétés de secours mutuels*; (D.-L. 26 mars 1852, art. 8).

(7) *V.* B. des l. Tables, v° *Caisses d'épargne*, etc.

(8) Ainsi les congrégations et communautés religieuses de femmes qui n'existaient pas antérieurement au 1er janv. 1825, ou celles qui n'adopteraient pas des statuts déjà vérifiés, enregistrés au conseil d'Etat et approuvés pour d'autres communautés religieuses, ne peuvent être autorisées que par une loi (L. 2 janv. 1817; 24 mai 1825; D. 31 janv. 1852). La loi du 15 mars 1850 porte dans ses art. 31, 49 et 79 : « Art. 31. Les instituteurs communaux sont nommés, soit.., etc., soit sur la présentation qui est faite par les supérieurs pour les membres des associations religieuses vouées à l'enseignement et autorisées par la loi *ou reconnues comme établissements d'utilité publique*. — Art. 49. Les lettres d'obédience tiendront lieu de brevet de capacité aux *institutrices* appartenant à des congrégations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues *par l'Etat*.— Art. 79. Sont dispensés du service militaire les membres ou novices des associations religieuses vouées à l'enseignement, etc. (*comme ci-dessus*). »

Hors les cas où une loi spéciale est exigée, une ordonnance ou un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, c'est-à-dire après délibération de l'assemblée générale du conseil d'État (1), suffit (2), mais est nécessaire (3).

Les établissements d'utilité publique sont régis par des personnes privées et non investies à ce sujet d'un caractère officiel. C'est là ce qui, selon nous, doit servir à les distinguer des établissements publics (4).

Ils sont entretenus au moyen de deniers privés. Cependant ils *peuvent* recevoir des *subventions* de la part de l'État, du département ou de la commune.

Les entreprises individuelles ou par association qui se forment pour l'exécution de travaux *publics* dans l'intérêt, soit de l'État, soit des colonies, des départements ou des communes, tels que : routes, canaux, chemins de fer, canalisation de rivières, bassins et docks, ponts, travaux de fortifications, ordonnés ou autorisés par le Gouvernement, et dont la réalisation leur est *concédée* (5), bien que ces *travaux* soient déclarés d'*utilité publique*, en ce sens qu'ils peuvent donner lieu à expropriation (6), et encore qu'elles puissent recevoir des subsides

---

On a conclu de ces expressions incidentes *ou reconnues d'utilité publique*, le droit pour l'autorité exécutive de conférer *par décret* une existence *légale* aux congrégations d'*hommes* voués à l'enseignement. Ainsi, la législation serait devenue moins sévère pour les congrégations d'hommes que pour les congrégations de femmes. Cette interprétation nous paraît un peu forcée. — *V.* L. 2 avr. 1817.

(1) *V.* tit. IV, chap. Ier, n° 2.

(2) *V.* L. 24 mai 1825, art. 2, 3e al., 3; D. 31 janv. 1852, art. 1er, 3; D. 30 janv. 1852, art. 13, 3°.

(3) Av. cons. 3 niv. an XIV (24 déc. 1805)–17 janv. 1806; circ. int. 3 nov. 1806 (*V.* édit 1749); D. 30 janv. 1852, art. 13, 6°.

Chaque don ou legs doit ensuite être autorisé par le chef du pouvoir exécutif (C. civ., art. 910). — *V.* O. 2 avr. 1817, etc.

(4) *V.* sect. précéd. — Des caisses ou maisons de retraite, pour les prêtres âgés et infirmes, ont été reconnues par des ordonnances ou décrets, tantôt à titre d'établissement *public*, tantôt à titre d'établissement d'*utilité publique*. Nous croyons que cette dernière dénomination est la plus exacte, ces établissements n'ayant pas un caractère précisément officiel et étant administrés par l'évêque, en quelque sorte à titre privé, au lieu de l'être, comme les établissements publics de bienfaisance, par les commissions administratives des hospices. — *V.* Tables décennales du B. des L. 1844–1843, v° *Etablissem. d'utilité publ.*, 1844 à 1853, v° *Maison de retraite*. — *V.* d'aill. rapp. et D. 28 juin 1853–1858; D. 31 juill. 1854 (caisse de retraite, établissement public).

(5) Sén.-cons. 25 janv. 1852, art. 4; L. 21 avr. 1832, art. 10; L. 3 mai 1841, art. 3, 76; L. 30 mars 1831; L. 14 flor. an x; L. 25 mars 1817, art. 124, et L. ann. fin.

(6) C. civ., art. 545. — *V.* L. 26 août–5 oct. et 3 nov. 1789, art. 17; L. 5–12 juin 1791, art. 1er; constit. 1791, préamb., art. 17; constit. an III, art. 358; Ch. 1814, art. 10; 1830, art. 9; constit. 1848, art. 11; constit. 1852,

du Trésor ou du département, etc. (1), et même percevoir des *taxes* sur le public (2), ne sont point des personnes *publiques* ni assimilées aux institutions ou établissements d'*utilité publique* ; ce sont de simples personnes privées, soumises néanmoins, dans leurs rapports avec l'*État*, à de certaines règles particulières de droit public (3).

Elles peuvent, et doivent même ordinairement (4), se former en *société anonyme*.

Les sociétés *anonymes*, commerciales ou financières, les associations de la nature des tontines, les sociétés d'assurances, les comptoirs et sous-comptoirs d'escompte et autres établissements (5), bien qu'ils ne puissent exister légalement qu'avec l'autorisation, *soit* du pouvoir législatif (6), *soit* du pouvoir exécutif (7), ne constituent également que des personnes civiles privées.

La *Banque de France*, elle-même, et le *Crédit foncier* de France, qui, aux termes de la loi ou des règlements d'administration publique, ont à leur tête, par exception, un gouverneur et deux sous-gouverneurs nommés par le chef du pouvoir exécutif et investis par conséquent d'un caractère public (8), ne sont pourtant ni des établissements publics (9) ni *reconnus d'utilité publique*, et ne constituent non plus que des personnes ou associations privées.

Les établissements d'*utilité publique* peuvent avoir le même objet et le même caractère, soit de généralité, soit d'utilité locale (10), que certains établissements publics fondés par la loi ou par l'État, par les départements ou les communes, ou par d'autres établissements publics (11).

---

art. 26; L. 3 mai 1841, art. 2, 1°, 65, 76; L. 30 mars 1831, art. 2; D. 26 mars 1852.

(1) Sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 4.

(2) Ex.: L. 14 flor. an x et L. ann. fin.— *V.* Canaux et chemins de fer, etc.

(3) *V.* tit. de la juridiction administrative, etc.

(4) *V.* Actes de concession.

(5) Ex.: L. 28 mai 1858; D. 12 mars 1859 (magasins généraux).

(6) L. 24 août 1793 (hist.).

(7) C. comm., art. 29 à 37, 40, 41; av. cons. 25 mars-1er avr. 1809; D. 18 nov. 1810; av. cons. 15 oct. 1809-1821; L. 10 juin 1853, art. 2; D. 30 janv. 1852, art. 13, 13° (cons. d'Etat).

(8) L. 22 avr. 1806, art. 10 à 16; D. 6 juill. 1854, art. 1er; D. 28 fév. 1852, art. 49.

(9) *V.* sect. précéd.

(10) *V.* sect. précéd., p. 26.

(11) *V.* notamment : « congrégations religieuses, enseignantes, hospitalières, etc. » — *V.* encore comme exemples d'établissements ayant pour objet l'éducation ou la charité : Colléges anglais, irlandais et écossais (O. 17 sept. 1817, 17 déc. 1818, etc. — *V.* L. 28 oct.-7 nov. 1790) ; société pour l'instruc-

Par la *reconnaissance* de l'autorité, l'intérêt des établissements d'*utilité publique* se trouve élevé au rang d'intérêt général (1).

Ces établissements se trouvent dès lors soumis à certaines règles du droit public (2), mais moins nombreuses et moins sévères que celles qui régissent les établissements *publics* (3).

Leurs biens et revenus sont administrés sous la surveillance et le contrôle et non sous la direction de l'autorité publique.

TITRE DEUXIÈME.

De la base et des éléments du droit public administratif.

La base du droit public administratif est dans la constitution et les lois ou autres actes ayant force de loi, notamment les règlements d'administration publique faits par le chef du pouvoir exécutif en vertu de la délégation formelle du pouvoir législatif, etc. (4).

Ses éléments, outre ces lois, sont les autres actes statuant par voie de dispositions générales et réglementaires, ayant pour objet

---

tion élémentaire (O. 29 avr. 1831) ; autre pour l'encouragement de l'instruction primaire parmi les protestants de France (O. 15 juill. 1829) ; Société philanthropique (O. 27 sept. 1839) ; sociétés de charité maternelle (D. 5 mai 1810, 25 juill. 1811 ; O. 31 oct. 1814 ; 2 fév. 1853).

Etablissements ayant pour objet les progrès de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, des sciences et des lettres; etc. Ex. : Sociétés d'agriculture (circ. int. 14 août 1819) ; notamment la société centrale (O. 5 juill. 1814 ; arr. 16 mars 1848; D. 26 mai 1860), et celle d'horticulture (D. 11 août 1855; 30 nov. 1852); Société d'encouragement pour l'industrie nationale (O. 28 nov. 1838) : Académies ou Sociétés savantes, autres que l'Institut (*V.* sect. précéd.).

Sociétés de médecine, de chirurgie, de pharmacie (Ex.: D. 4 avr. 1853-17 fév. 1856). — *V.* sect. précéd.

(1) Le droit public ou la législation détermine donc encore ici les intérêts généraux.

(2) Par exemple en ce qui concerne leurs acquisitions, aliénations ou échanges.

(3) Notamment en qui concerne leur comptabilité.

(4) *V.* ci-après, chap. v à x. — Le droit de faire des règlements, c'est-à-dire des *arrêtés* ayant force de loi, est souvent aussi *délégué* par la loi elle-même, comme nous le verrons ci-après, à *des autorités locales* (*départementales et communales*, etc.), quelquefois sauf l'approbation, et toujours sous le contrôle, du pouvoir central ou supérieur. Mais les dispositions prises ainsi n'ont d'effet que dans le ressort de ces autorités, c'est-à-dire dans le département ou la commune, et constituent ainsi un droit public administratif *local* ou particulier, dont la connaissance pourtant n'est pas toujours indifférente aux citoyens, même des autres parties du territoire.

d'en procurer ou faciliter l'exécution, tels que : 1° les actes (décrets, arrêtés ou ordonnances) émanés du chef du pouvoir exécutif (et dont la dénomination varie selon les régimes, sans qu'il en résulte aucune différence dans leur nature ou leur autorité) faits en vertu du droit inhérent à ses attributions exécutives (1); 2° les arrêtés généraux et réglementaires faits par les ministres, dans les cas rares où ce pouvoir leur est délégué par le chef du pouvoir exécutif, et les circulaires et instructions par lesquelles ils développent et expliquent *à leurs subordonnés* le sens des lois et en tracent le mode d'exécution ; 3° enfin, les actes émanés, soit de l'autorité judiciaire, soit de la juridiction administrative, ayant pour effet de déterminer rationnellement le sens des lois par l'application qui en est faite aux cas particuliers, c'est-à-dire les monuments de la *jurisprudence*.

CHAPITRE Ier.

Du Pouvoir constituant.

Au-dessus des trois pouvoirs *législatif*, *exécutif* et *judiciaire* se trouve, ainsi que nous l'avons dit (2), le pouvoir constituant.

Ce pouvoir n'est point, de sa nature, un pouvoir permanent. Il naît ordinairement des circonstances et des événements politiques.

En 1789, les députés du *tiers état*, ou des *communes*, n'ayant pu obtenir de ceux de la *noblesse* et du *clergé*, en corps, de se réunir pour former une seule assemblée et procéder en commun à la vérification des pouvoirs de chaque député, passèrent outre à la vérification des pouvoirs de ceux qui se présentèrent, et virent enfin se joindre à eux la plus grande partie des représentants élus par ces deux ordres. L'Assemblée, ainsi composée des représentants envoyés par les 96 centièmes au moins de la nation, se déclara Assemblée nationale (3).

Telle est l'origine de notre première Assemblée *constituante*.

La constitution terminée, cette assemblée fit place à l'Assemblée nationale *législative* (4).

Le jour même du 10 août 1792, l'Assemblée législative fit appel à une *Convention nationale* (5).

La Convention nationale élue se réunit le 21 septembre 1792 (6),

---

(1) *V.* ci-après, tit. IV, chap. Ier.
(2) *V.* p. 17.
(3) Décl. 17 juin 1789.
(4) Arr. 2 oct. 1791.
(5) L. 10, 11 et 15 août 1792.
(6) Date de la nouvelle ère républicaine, décrétée *rétroactivement* le 5 oct. 1793. — *V.* L. 2 janv.-22 sept. 1792 et 2 janv. 1793.

et rédigea la constitution du 24 juin 1793, suspendue le 10 octobre suivant (19 vendémiaire an II) et remplacée par la loi du 4 frimaire an II (1).

La Convention rédigea alors une autre constitution, celle de fructidor an III, soumise à l'acceptation du peuple français, qui l'adopta (2).

La journée du 18, ou plutôt du 19 brumaire an VIII mit fin à cette constitution.

Un acte du 19 brumaire supprime en effet le Directoire, crée provisoirement une commission consulaire exécutive investie de la plénitude du pouvoir directorial (*sic*), et charge deux commissions de préparer les changements à apporter aux dispositions organiques de la constitution (et un Code civil).

Alors apparaît la constitution du 22 frim. an VIII. Cette constitution est acceptée par le peuple (3).

Aucun article de cette constitution n'investit le *Sénat conservateur* de la puissance constituante.

Mais le 20 flor. an X, les trois consuls prennent l'initiative de cette question à soumettre au peuple français : « Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ? » Elle est résolue affirmativement ; et c'est alors qu'intervient le sénatus-consulte *organique* du 6 thermidor an X.

Par cet acte seulement, et sur l'initiative du Gouvernement, le Sénat devient pouvoir constituant (4).

Les art. 54 et 56 de ce sénatus-consulte portent : « Le Sénat règle, par un sénatus-consulte organique, tout ce qui n'a pas été prévu par la constitution et qui est nécessaire à sa marche ; il explique les articles de la constitution qui donnent lieu à différentes interprétations. Les sénatus-consultes organiques sont délibérés sur l'initiative du Gouvernement. »

Un sénatus-consulte du 28 flor. an XII, pris en vertu de ces dispositions, établit le Gouvernement impérial.

L'art. 142 et dernier de ce sénatus-consulte ordonne que la proposition suivante sera soumise à l'acceptation du peuple dans les formes déterminées pour le vote précédent : « Le peuple veut l'hérédité de la dignité impériale dans la descendance directe, naturelle,

---

(1) Qui a créé et de laquelle date le *Bulletin des lois*. — Cette loi, du 14 frim. an II, ne s'y trouve pas.

(2) Constit. et L. 5 et 13 fruct. an III–1er vend. an IV.

(3) *V.* Acte émané des deux commissions, le 23 frim. an VIII, l'arrêté des consuls de la même date et le rapport du ministre de l'intérieur du 18 pluv. an VIII, arrêté consulaire, *id.*

(4) Art. 56, 57.

légitime et adoptive de Napoléon Bonaparte, et dans la descendance directe, naturelle et légitime de Joseph Bonaparte et de Louis Bonaparte, ainsi qu'il est réglé par le sénatus-consulte organique de ce jour. » Cette proposition est acceptée (1).

En avril 1814, le Sénat essaie d'exercer la puissance constituante (2). Elle est exercée plus efficacement par le roi Louis XVIII, qui octroie à ses sujets la Charte constitutionnelle du 4 juin 1814 (3). Il ne mettait pas en doute qu'en lui résidait, de par droit divin, la puissance constituante (4).

En 1815, l'Empereur, de retour, propose au peuple, qui l'accepte, l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire (5).

Le 25 juin de la même année, la Charte de 1814 est rétablie par le roi (6).

En 1830, les chambres *législatives*, celle des députés et celle des pairs, replacent théoriquement la source et l'origine de la puissance constituante dans la souveraineté de la nation ; mais, se fondant sur l'impérieuse nécessité résultant des événements, elles l'exercent elles-mêmes en procédant à la révision de la Charte de 1814. D'où la Charte de 1830, qu'accepte le roi élu par elles (7).

Le 24 fév. 1848, un Gouvernement provisoire, né des événements, « sorti d'acclamation et d'urgence, » puisant « son mandat dans le salut public, » promet aux Français qu'ils seront « appelés à se donner des institutions, » qu'il préjuge un peu, tout en réservant au peuple « la ratification » (8).

Le 5 mars, en effet, sont convoqués en assemblées de canton, pour élire leurs représentants à l'Assemblée nationale qui doit décréter la constitution, tous les Français âgés de 21 ans, non judiciairement privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques.

L'Assemblée élue se réunit le 4 mai 1848 (9). Telle est l'origine de notre deuxième Assemblée nationale *constituante* et de la constitution du 4 nov. 1848, rédigée par elle.

---

(1) D. 29 flor. an XII ; sén.-cons. 15 brum. an XIII.

(2) *V.* Déclar. des puissances alliées du 31 mars 1814; procès-verbal de la séance du Sénat 1er avr. 1814; messages du Corps législatif 4 et 7 avr. 1814; projet de constitution du 6 avril 1814.

(3) *V.* Discours et adresses des 4 et 6 juin 1814.

(4) *V.* Le préambule de cette Charte.

(5) Acte additionn. et régl. 22 avr. 1815; actes du champ de mai tenu au Champ de Mars le 1er juin 1815. — (*V.* D. 13 mars 1815.)

(6) Proclam. 25 juin.

(7) Déclar. 7 août 1830; Charte promulguée le 14 août.

(8) Proclam. 24 fév. 1848.

(9) D. 1er mai.

La journée du 2 déc. 1851 a donné naissance à l'établissement actuel (1). Le 2 déc. paraissent deux décrets portant : « Le peuple français est solennellement convoqué dans ses comices le 14 déc. présent mois, pour accepter ou rejeter le plébiscite suivant : Le peuple français veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte, et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour faire une constitution sur les bases proposées dans sa proclamation du 2 déc. Sont appelés à voter, tous les Français âgés de 21 ans, jouissant de leurs droits civils et politiques. Le projet de plébiscite est également soumis à l'acceptation de l'armée de terre et de mer. »

Le vote est affirmatif. En conséquence, la constitution du 14 janv. 1852 a été promulgée par Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République.

Cette constitution (2) reproduit, quant aux attributions du Sénat, les dispositions du sénatus-consulte du 16 therm. an x. Seulement, l'initiative des sénatus-consultes organiques peut être prise, soit par le chef de l'État, soit par un ou plusieurs sénateurs, et ces sénatus-consultes ont besoin, dans tous les cas, de la sanction du chef du Gouvernement (3).

Cette constitution confère de plus au Sénat le droit de proposer des modifications à la constitution ; mais le projet en doit être adopté par le chef de l'État (4).

Est en outre soumise au suffrage universel toute modification aux bases fondamentales de la constitution, telles qu'elles ont été posées dans la proclamation du 2 décembre et adoptées par le peuple français, savoir : un chef responsable pour dix ans ; des ministres dépendant du pouvoir exécutif seul ; un conseil d'État préparant les lois et en soutenant la discussion devant le Corps législatif ; un Corps législatif nommé par le suffrage universel sans scrutin de liste, discutant et votant les lois ; un Sénat gardien du pacte fondamental et des libertés publiques (5).

C'est en vertu de ces articles (6) qu'ont été délibérés, votés et sanctionnés : le sénatus-consulte du 7 novembre 1852, portant rétablissement de la dignité impériale ; celui du 12 décembre, sur la liste civile et la dotation de la couronne ; celui du 25 décembre 1852,

---

(1) D. et proclam. 2 déc. 1851.
(2) Art. 27.
(3) D. 22 mars 1852 et 31 déc. 1852, art. 16 ; constit. 14 janv. 1852, art. 28.
(4) Constit. 14 janv. 1852, art. 31 ; D. 22 mars et 31 déc. 1852, art. 29. — *V.* ci-après, p. 39.
(5) Constit., art. 32, et préamb.
(6) 31 et 32, 27 et 28.

portant interprétation et modification de la constitution, et plusieurs autres.

A l'occasion du premier de ces sénatus-consultes, le peuple français a été consulté sur le plébiscite suivant, qu'il a accepté (1) : « Le peuple français veut le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, avec hérédité dans sa descendance directe, légitime ou adoptive, et lui donne le droit de régler l'ordre de succession au trône, à défaut d'héritier direct, légitime ou adoptif, ainsi qu'il est dit dans le sénatus-consulte du 7 nov. 1852. »

Ainsi, comme on le voit, par le sénatus-consulte du 16 thermidor an x et la constitution de 1852, il a été créé et organisé un pouvoir constituant *permanent*.

La Charte de 1814 n'avait à prévoir rien de semblable pour l'avenir, puisqu'elle supposait le droit constituant *préexistant* et toujours subsistant dans la personne royale (2).

La Charte de 1830 ne contenait non plus aucune disposition à cet égard. Elle confondait tacitement, de même que par son origine, le pouvoir seulement législatif avec le pouvoir constituant.

Mais les constitutions antérieures, celles de 1791, de 1793 et de l'an III, comme aussi, depuis, celle de 1848, prévoyaient le cas où la révision de la constitution serait désirée.

Par le dernier titre de la constitution de 1791, l'Assemblée nationale déclare que la nation a le droit imprescriptible de changer sa constitution ; et considérant, néanmoins, qu'il est plus conforme à l'intérêt national d'user seulement, par les moyens pris dans la constitution même, du droit d'en réformer les articles dont l'expérience aurait fait sentir les inconvénients, elle règle l'exercice de ce droit, tout en en éloignant l'usage.

Elle déclare d'abord que les deux prochaines législatures (la durée de chacune est de deux ans) ne pourront proposer la réforme d'aucun article constitutionnel. Elle exige ensuite que le changement des articles déterminés soit demandé par un vœu uniforme de trois législatures consécutives. Ces conditions remplies, la quatrième législature, augmentée d'un nombre égal de membres élus spécialement à cet effet, et à laquelle ne pourraient être députés les membres de la législature précédente, devait procéder à la révision après avoir prêté serment de se borner à statuer sur les objets compris aux vœux exprimés, puis siéger ensuite comme Corps législatif, après la retraite des membres spéciaux.

---

(1) D. 2 déc.; décl. 1er déc. 1852.
(2) *V.* O. 13 juill. 1815 et 5 sept. 1816.

La constitution de l'an III voulait que si, dans un espace de neuf années, la proposition en était faite et adoptée à trois époques éloignées de trois ans au moins l'une de l'autre, la révision fût opérée par une assemblée spéciale, siégeant séparément et à distance du Corps législatif, sauf ratification par les assemblées primaires (1).

La constitution de 1793 aurait voulu que la demande de révision, émanée d'un nombre déterminé d'assemblées primaires de la majorité des départements, fût soumise à toutes les assemblées primaires du pays et donnât lieu à la formation d'une convention nationale, dont les pouvoirs, quant à la révision, se borneraient aux points indiqués (2).

D'après la constitution de 1848, les conditions de la révision étaient l'expression d'un vœu par l'Assemblée nationale dans la dernière année d'une législature quelconque, un intervalle d'un mois pour chacune des trois délibérations exigées pour les lois elles-mêmes, et une majorité de suffrages plus considérable que pour les lois (les trois quarts) (3).

L'acte du 16 therm. an X voulait que tout projet de sénatus-consulte organique (c'est-à-dire touchant à la constitution), ou autre, dont l'initiative appartenait au Gouvernement seul, fût préalablement discuté dans un conseil privé (4), composé des trois consuls, de deux ministres, de deux sénateurs, de deux conseillers d'État et de deux grands officiers de la Légion d'honneur, désignés pour chaque conseil par le premier consul. Cet acte exigeait de plus, pour l'adoption au Sénat des sénatus-consultes *organiques*, les deux tiers des membres présents, qui, aux termes de la constitution de l'an VIII, devaient être au moins des deux tiers du nombre de ses membres (5).

Aujourd'hui ceux des sénatus-consultes organiques, c'est-à-dire constitutionnels, dont le chef de l'État prend l'initiative, sont, comme tout projet de loi ou d'autres sénatus-consultes, délibérés seulement en conseil d'État (6), et le vote a lieu comme pour tout autre acte du Sénat, c'est-à-dire, de la part des sénateurs non secrètement, et à la simple majorité absolue des votants, dont le nombre doit être seulement supérieur à la moitié de celui des membres du Sénat (7).

---

(1) Art. 336 à 350.
(2) Art. 115, 116.
(3) Art. 111.
(4) *V.* ci-après, tit. IV.
(5) Sén.-consult. 16 therm. an X, art. 57, 56; arr. 12 fruct. an X, art. 3; constit. an VIII, art. 90.
(6) *V.* tit. IV.
(7) D. 31 déc. 1852, art. 1er, 3, 4, 16, 17, 19, 12; constit. 14 janv. 1852, art. 27, 31; sén.-consult. 25 déc. 1852, art. 5.

Toute proposition de sénatus-consulte faite par un ou plusieurs sénateurs (1), tendant à fixer le sens des articles de la constitution qui donnent lieu à des interprétations différentes, ou à régler ce qui n'aurait pas été prévu par la constitution et serait nécessaire à sa marche, ne peut être lue en séance générale qu'autant que la prise en considération en a été autorisée par trois au moins des cinq bureaux entre lesquels sont répartis les membres du Sénat. Toute proposition de *modification* ne peut être déposée par des membres du Sénat qu'autant qu'elle est signée par dix sénateurs au moins, et la lecture en séance générale doit être autorisée de même. Le vote a lieu ensuite comme il vient d'être dit, sauf adoption par le chef de l'État et ratification par le peuple, s'il y a lieu (2).

La puissance constituante étant en principe supérieure à la puissance même législative, la comprend implicitement (3). Le pouvoir constituant, tant qu'il n'a point terminé sa tâche, l'exerce donc en même temps. C'est du moins ce qui eut lieu de la part de nos deux Assemblées constituantes.

Les chambres de 1830, au contraire, firent dériver la puissance constituante du mandat législatif.

Du reste, aux termes des deux constitutions de 1791 et de l'an III, les deux pouvoirs législatif et constituant devaient être désormais distincts (4).

Suivant la constitution de 1848, l'assemblée de révision ne devait qu'en cas d'urgence pourvoir aux nécessités législatives (5).

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 36.

(2) *V.* ci-dessus, p. 36. — Constit. 14 janv. 1852, art. 27, 31, 32; sén.-cons., 25 déc. 1852, art. 5; D. 31 déc. 1852, art. 16, 17, 2e al., 29.

(3) La Convention nationale y réunit même temporairement l'exercice de la puissance *exécutive* et même en partie de la puissance *judiciaire* (L. 19 vend. et 14 frim. an II). Ce fut alors l'absorption de la puissance exécutive et d'une partie de la puissance judiciaire par le pouvoir constituant et législatif.

On a dans ces derniers temps imaginé et admis, *même en principe*, un *cinquième* POUVOIR, auquel on a donné le nom de pouvoir *dictatorial*, qui réunit la puissance législative à la puissance exécutive et qui se passe même, au besoin, du pouvoir judiciaire. Ce pouvoir, il est vrai, n'est heureusement que temporaire. Il s'exerce dans l'intervalle d'une constitution à une autre. Ce pouvoir a fonctionné du 9 mars au 3 juin 1815, du 25 juin an 7 oct. 1815, du 27 juill. au 14 août 1830, du 23 févr. au 4 mai 1848, du 2 déc. 1851 au 29 mars 1852. (*V.* disc. d'ouv. de la sess.)—*V.* D. 31 janv. 1852, modifiant deux décrets du 14 du même mois qui, par inadvertance, s'étaient trouvés contraires à cette doctrine.—*V.* aussi constit. 1852, art. 58.

(4) *V.* ci-dessus, p. 37 et 38.

(5) Art. 111.

CHAPITRE II.

De nos différentes constitutions depuis 1789, et de leurs principes communs.

La France, depuis 1789, a compté douze ou treize actes constitutionnels, savoir : 1° la constitution des 3-14 sept. 1791 ; 2° celle du 24 juin 1793, suspendue aussitôt par l'acte du 19 vendémiaire et par la loi du 14 frim. an II sur le mode de gouvernement provisoire et révolutionnaire ; 3° cette loi même du 14 frim. an II ; 4° celle du 5 fruct. an III ; 5°, 6° et 7°, celle du 22 frim. an VIII, modifiée par le sénatus-consulte du 16 therm. an X et transformée par celui du 28 flor. an XII, et les sénatus-consultes organiques suivants ; 8° la Charte du 2 mai 1814, dont le règne fut interrompu pendant les cent-jours de 1815 ; 9° l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire, qui a vécu jusqu'au rétablissement de cette même Charte de 1814; 10° la Charte de 1830 ; 11° la constitution du 4 nov. 1848; 12° et 13° celle du 14 janv. 1852 , modifiée par le sénatus-consulte du 7 nov. suivant, interprétée et modifiée par celui du 25 décembre de la même année.

Mais parmi ces constitutions, marquant les différentes phases du *nouveau régime,* toujours profondément séparé et distinct du régime *ancien*, c'est-à-dire antérieur à 1789, deux ou trois *époques* seulement sont à considérer pour l'étude et l'intelligence de notre *organisation*, ainsi que des attributions et de la compétence administratives, afin de reconnaître quelles sont, à ces différentes périodes, les autorités qui, s'étant succédé les unes aux autres, se *correspondent* en réalité.

Ce sont : 1° l'époque de 1789 à l'an III ; 2° celle de l'an III à l'an VIII, époque intermédiaire, qui, à certaines différences près dans l'organisation communale et la circonscription administrative, peut à la rigueur se confondre avec la première ; 3° enfin l'époque de l'an VIII à aujourd'hui, époque qui peut se subdiviser en plusieurs, savoir : de l'an VIII à 1814 et même à 1830, de 1830 à 1848, de 1848 à 1852, et de 1852 jusqu'à ce jour, mais qui, malgré les changements intervenus dans la forme et dans les principes du Gouvernement, présente néanmoins une certaine uniformité d'*organisation*, sinon législative, du moins ADMINISTRATIVE, et le *même partage d'attributions* entre les *autorités* dont se compose le POUVOIR EXÉCUTIF.

Pour ce qui est de la *législation*, elle court à travers toutes ces époques, affectée des dénominations, pénétrée successivement de l'esprit et des *tendances* de chaque gouvernement sans doute, mais formant néanmoins un *seul corps*, modifiée ou complétée, surtout

dans ses détails, mais jamais *coupée* ni interrompue d'une manière nette et radicale.

Depuis soixante et quelques années, les actes législatifs et réglementaires se superposent et se substituent en partie les uns aux autres, sans cesser pourtant de se coordonner et de se juxtaposer de manière à se combiner et à se souder, pour ainsi dire, entre eux, moins mal que communément on ne se l'imagine. Ces actes se répètent d'ailleurs encore plus qu'ils ne se modifient.

L'époque de 1789 elle-même, quoique ayant apporté à notre système social et politique des changements si considérables qu'elle commence assurément une ère nouvelle, n'a pu cependant encore, sous le rapport de la législation, rompre complétement avec le passé (1).

La constitution de 1791 se termine par cette disposition : « Les lois antérieures auxquelles l'Assemblée nationale n'a pas dérogé seront observées tant qu'elles n'auront pas été révoquées ou modifiées par le pouvoir législatif.

La Charte de 1814, celle de 1830, la constitution de 1848 et celle de 1852, contiennent aussi uniformément cette déclaration : « Les dispositions des Codes, lois et règlements existants qui ne sont pas contraires à la présente constitution restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit *légalement dérogé* (2). »

On a même agité la question de savoir si toutes les dispositions d'une constitution remplacée par une autre étaient complétement abrogées, et si quelques-unes ne devaient pas continuer de valoir au moins comme dispositions *législatives*. L'affirmative a prévalu devant la Cour de cassation à l'égard de l'art. 75 de la constitution de l'an VIII. On trouve aussi dans un arrêté consulaire du 26 brum. an VIII, antérieur, il est vrai, à la constitution de l'an VIII, celle de l'an III, invoquée sous le titre de *loi du 1^er^ vend. an* IV, date de la promulgation de cette constitution (3).

Au surplus, nos différentes constitutions elles-mêmes ne laissent pas que d'avoir un certain nombre de principes communs. Ainsi :

Le principe de la souveraineté nationale, à savoir que toute souve-

---

(1) *V*. ci-après, chap. VII.

(2) 1814, art. 68; 1830, art. 59; 1848, art. 112; 1852, art. 66.—*V*. L. 19-20 avril 1790, art. 9; L. 19-22 juill. 1791, tit. I^er^, art. 29; L. 21 sept. 1792; C. 3 brum. an IV, art. 609; C. pén. (1810 et 1832), art. 484, etc., etc.

Néanmoins toute loi dont le texte est *inconciliable* avec la constitution est abrogée par le seul fait de la promulgation de cette constitution (av. cons. d'Et. 4 niv. an VIII).

(3) Une ordonnance royale du 5 juill. 1814, rendue, le conseil d'État entendu, s'appuie aussi de l'art. 4 de la *loi* (constitution) du 22 frim. an VIII.

raineté réside essentiellement dans la nation, c'est-à-dire dans l'universalité des citoyens ; que nul individu, nulle portion du peuple ou réunion partielle de citoyens ne peut s'en attribuer l'exercice ; que tous les pouvoirs émanent essentiellement de la nation et ne peuvent émaner que d'elle ; qu'ainsi, nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément (1); principe qui n'a été nié ou contredit depuis 1789 que par le préambule de la Charte de 1814, supprimé en 1830;

Le principe que tout ce qui n'est pas défendu par *la loi* ne peut être empêché, et que nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas (2); que la loi n'a pas d'effet rétroactif, et que nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au fait, et légalement appliquée (3);

Le principe de la séparation des pouvoirs (4) et tous les autres grands principes de 1789 (5), savoir : l'égalité des Français en droits ou devant la loi (6), quels que soient leur naissance, leur couleur (7) ou leur culte (8), et leur admissibilité à tous les emplois ou dignités ecclésiastiques, civils et militaires, sans autres distinctions ou motifs de préférence que leur mérite, leurs vertus et leurs talents (9);

Le principe de la liberté individuelle (10), qui, entre autres consé-

---

(1) Déclar. 20 à 26 août–5 oct. et 3 nov. 1789, art. 3; 23 sept.–5 oct. et 3 nov. 1789, art. 1er; constit. 1791, préamb., art. 3, et tit. III, art. 1er et 2; 1793, art. 25, 26; an III, préamb., art. 17, 18, et tit. Ier, art. 2; déclar. 7 août 1830; constit. 1848, art. 1er; D. 2 déc. 1851; constit. 1852, art. 1er, 32; constit. an VIII, art. 95, arg.

(2) Déclar. 1789, art. 5; constit. an III, art. 7.

(3) Déclar. 20 à 26 août–5 oct. et 3 nov. 1789, art. 8; constit. 1791, déclar., art. 8; 1793, préamb., art. 14; an III, art. 14; C. civ., art. 2; C. pén., art. 4, etc.

(4) *V.* ci-dessus, tit. Ier, chap. II.

(5) *V.* Proclam. 24 frim. an VIII; constit. 1852, art. 1er, etc.

(6) L. 11 août–3 nov. 1789, art. 9; déclar. 20 à 26 août–5 oct. et 3 nov. 1789, art. 1er; L. 7 oct.–6 nov. 1789; L. 21 janv. 1790; L. 16–24 août 1790, tit. II, art. 16, 18; constit. 1791; déclar., art. 1er et 6, et tit. Ier, 2° 3°; 1793, art. 3; an III, art. 3; 28 flor. an XII, art. 53; Ch. 1814, art. 1er et 71; 1830, art. 3 et 62; constit. 1848, art. 15.

(7) L. 28 sept.–16 oct. 1791. — *V.* ci-après.

(8) L. 24 déc. 1789; instr. 12–20 août 1790, § 6, 1°; L. 17–24 août 1790; L. 27 sept.–13 nov. 1791 (juifs); D. 9 fév. 1811, etc.

(9) L. 11 août–3 nov. 1789, art. 11; L. 26 août–5 oct. et 3 nov. 1789, art. 6; L. 24 déc. 1789; L. 21 janv. 1790, art. 2; L. 3–7 juill. 1790, art. 6; L. 17–24 août 1790; constit. 1791, tit. Ier, 1°; Ch. 1814 et 1830, art. 3; 1848, art. 10.

(10) Les droits tenant à la mainmorte et à la servitude personnelles sont abolis sans indemnité (L. 4 à 11 août–3 nov. 1789, art. 1er). Les hommes naissent et demeurent libres (L. 20 à 26 août–5 oct. et 3 nov. 1789, art. 1er; constit. 1791, art. 1er, etc.). Tout homme peut engager ses services, son temps, mais il ne peut se vendre ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété

quences ou garanties, veut que nul ne puisse être saisi, arrêté ni *détenu* que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes et aux conditions qu'elle a prescrites (1), et que nul ne puisse être distrait de ses juges naturels ; qu'en conséquence il ne puisse être créé de commissions et de tribunaux extraordinaires à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit (2);

Le principe de la publicité des audiences, plaidoyers, rapports et jugements, en matière criminelle (et civile) (3), le droit pour le citoyen d'être appelé, de défendre lui-même sa cause, soit verbalement, soit par écrit, et d'être assisté d'un conseil choisi par lui ou qui lui est nommé d'office (4);

Le principe de l'inviolabilité du domicile (5), la liberté des cultes et des opinions même religieuses (6), l'institution de l'état civil ou l'établissement pour tous les habitants, *sans distinction*, du mode par lequel les naissances, mariages et décès sont constatés, et la désignation par le pouvoir législatif des officiers publics qui en re-

---

aliénable ; on ne peut engager ses services qu'à temps ou sur une entreprise déterminée (constit. 1793, préamb., art. 18; an III, préamb., art. 15; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 53 ; C. civ., art. 1780 ; Ex. : L. 22 germ. an XI, art. 15 ; L. 2 oct. 1793). — *V.*, quant à l'esclavage aux colonies, L. 15 mai–1er juin 1791 ; L. 24-28 sept. 1791, art. 3; L. 28 mars–4 avr. 1792, art. 2; L. 16 pluv. an II; L. 30 flor. an X; arr. 13 mess. an X ; D. 4 mars et 27 avr. 1848; L. 30 avr. 1849 ; L. 11 fév. 1851 ; sén.-cons. 3 mai 1854, art. 1er.

La loi ne reconnaît plus ni vœux religieux perpétuels, ni aucun autre engagement qui serait contraire aux droits naturels (L. 28 oct.–1er nov. 1789 ; L. 13-19 fév. 1790 ; constit. 1791 : préamb. an III, art. 352; D. 3 mess. an XII ; art. 13 ; D. 18 fév. 1809, art. 7, 8 ; D. 26 déc. 1810, art. 45).

(1) Déclar. 23 juin 1789, art. 15 ; L. 20 à 26 août 1789, art. 7, 9 ; constit. 1791, préamb., art. 7, 9, tit. Ier, et tit. III, chap. V, art. 10, 16; 1793, déclar., art. 9, 10 ; an III, art. 8, 9, 222, 223, 228, 231 ; an VIII, art. 81, 46; Ch. 1814 et 1830, art. 4 ; constit. 1848, art. 2 ; L. 19-22 juill. 1791, tit. II, art. 12, 21, 30, 34, 43; L. 16–29 sept. 1791, tit. IV, art. 2, 3; inst. 29 sept–21 oct. 1791; C. 3 brum. an IV, art. 62, 63 ; C. inst. crim., art. 16, 40, 41 ; L. 16 janv.-16 fév. 1791, § 2, art. 1er à 4 ; L. 28 germ. an VI, art. 125, 165, 169, 167, etc.

(2) L. 16–24 août 1790, tit. II, art. 17 ; constit. 1791, tit. III, chap. V, art. 4 ; an III, art. 204 ; Ch. 1814, art. 62, 63 ; 1830, art. 53, 54 ; 1848, art. 4. La Charte de 1814 en exceptait les cours prévôtales.

(3) L. 16–24 août 1790, tit. II, art. 14, 15 ; constit. 1791, tit. III, chap. V, art. 9 ; an III, art. 208 ; Ch. 1814, art. 64 ; 1830, art. 55 ; 1848, art. 81.

(4) L. 16-24 août 1790, tit. II, art. 14 ; constit. 1791, tit. III, chap. V, art. 9 ; 1793, art. 96 ; an III, art. 208.

(5) Constit. 1791, tit. IV, art. 9 ; an III, art. 359 ; an VIII, art. 76 ; L. 19–22 juill. 1791, art. 8, 9 à 11 ; C. inst. crim., art. 16, etc., etc., avec exceptions pour les cabarets, etc., etc.

(6) Déclar. 20 à 26 août–5 oct. et 3 nov. 1789, art. 10 ; L. 17–24 août 1790 ; constit. 1791 ; déclar., art. 10, et tit. Ier ; L. 20 sept. 1792, tit. VI, art. 8 ; constit. 1793, préamb., art. 7; an III, art. 354, 1er al.; 28 flor. an XII, art. 53 ; Ch. 1814 et 1830, art. 5 ; constit. 1848, art. 7.—D. 19 mars 1859.

cevront et conserveront les actes (1); le caractère civil du mariage (2); la liberté de parler et d'écrire, celle d'imprimer et de publier ses pensées (3); la liberté du travail, de l'industrie et de la culture (4);

Le principe de l'inviolabilité de la propriété, sauf le cas d'expropriation pour cause de *nécessité* ou d'*utilité* publique, moyennant une juste et préalable indemnité (5);

Le principe que les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par *leurs représentants* la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée (6).

Tous ces grands principes ont été reconnus théoriquement par toutes nos constitutions et tous les Gouvernements successifs; mais ces principes ne valent que par leur application et leur mise en œuvre, au moyen des lois nécessaires à leur développement (7), et l'invocation que tous en ont faite également a pu devenir ou sembler quelquefois dans la pratique une amère dérision.

A l'égard de l'organisation administrative, il est aussi un certain nombre de principes ou de règles consacrés par toutes nos constitutions successives. Tels sont : la séparation des pouvoirs (8), l'unité de la France (9), celle du pouvoir exécutif (10), la nécessité du contre-seing ministériel (11), la division de la France en départements au lieu de provinces (12), la distinction entre l'autorité ou les auto-

---

(1) Constit. 1791, tit. II, art. 7; L. 21 sept. 1792; L. 18 germ. an X, art. 55; C. civ., tit. II, etc.

(2) Constit. 1791, tit. II, art. 7; L. 18 germ. an X, art. 54; arr. 1er prair. an X; O. 25 mai 1844, art. 53; C. pén., art. 199, 200.

(3) Déclar. 20 à 26 août–5 oct. et 3 nov. 1789, art. 11; constit. 1791, tit. Ier, et tit. III, chap. V, art. 17; 1793, préamb., art. 7; constit. an III, art. 353, 355; Ch. 1814, art. 8; Ch. 1830, art. 7; constit. 1848, art. 8.

(4) *V.* Liberté individuelle et L. 2-17 mars 1791, art. 7; 5–12 juin 1791, art. 1er et 2; 28 sept.-6 oct. 1791, sect. Ire, *id.*, sect. IV, art. 1er; sect. V, art. 1er, 2e al.; constit. 1793, préamb., art. 17; 1848, art. 13.

(5) Déclar. 20 à 26 août–5 oct. et 3 nov. 1789, art. 17; constit. 1791; déclar., art. 17, et tit. Ier; 1793, préamb., art. 19; C. civ., art. 545; Ch. 1814, art. 9, 10; 1830, art. 8, 9; constit. 1848, art. 11; L. 3 mai 1841.

(6) Déclar. 26 août-5 oct. et 3 nov. 1789, art. 14; 1er-5 oct. et 3 nov. 1789, art. 15; L. 7 oct.-6 nov. 1789, art. 2; L. 13–17 juin 1791, art. 92 à 94; constit. 1791, préamb., art. 14, et tit. III, chap. III, sect. Ire, art. 1er, 3°, 4°; tit. V, art. 1er; 1793, préamb., art. 20 et art. 54; an III, art. 302; Ch. 1814, art. 18, 17, 49; 1830, art. 16 et 15; constit. 1848, art. 16, 17.

(7) L. 11 août-3 oct. et 5 nov. 1789, art. 19.

(8) *V.* p. 42, chap. II.

(9) *V.* ci–après, tit III.

(10) *V.* tit. Ier, chap. IV, et ci-après, tit. IV, chap. Ier.

(11) *V.* tit. IV, chap. Ier et III.

(12) L. 4–11 août–3 nov. 1789, art. 10; L. 26 oct.-3 nov. 1789; L. 22 déc.

rités centrales (1) et les autorités locales ou territoriales formant l'administration intérieure (2);

La distinction et l'indépendance réciproque de l'autorité civile et de l'autorité militaire ou maritime, le caractère de la force publique (3); etc.

CHAPITRE III.

Des lois.

Les décrets rendus par les Assemblées nationales, constituante et législative, sanctionnés par le roi, portent, en général, le nom et l'intitulé de *lois* (4), mais tous les décrets de ces Assemblées, acceptés et sanctionnés, qui ont été promulgués (depuis 1789) (5) sous d'autres noms, par exemple, sous les titres de lettres patentes, proclamations du roi, déclarations du roi, arrêts du conseil, sont également *lois* du royaume, sans que la différence dans l'intitulé des promulgations en produise aucune pour la validité de ces lois (6).

A partir du 21 juin 1791, date de la suspension des fonctions royales, jusqu'au 13 septembre suivant, c'est-à-dire jusqu'à l'accepta-

---

1789, art. 1er; inst. 8 janv. 1790, § 1er; L. 26 fév.–4 mars 1790, préamb., L. 3 sept. 1792, art. 6; constit. 1791, tit. II, art. 1er; an III, tit. Ier, art. 3; an VIII, art. 1er; 1848, art. 76. — *V.* ci–après, tit. III et V.

(1) *V.* tit. IV.

(2) Constit. 1791, tit. III, chap. IV, sect. II; 1793, art. 78 à 84; an III, tit. VII; an VIII, art. 59; 1848, chap. VII; 1852, art. 57. — *V.* ci–après, tit. VI.

(3) Déclar. 20 à 26 août-5 oct. et 3 nov. 1789, art. 12; L. 6–12 déc. 1790; constit. 1791; déclar., art. 12, et tit. IV, art. 1er, 12, 8; 1793, art. 112 à 114; an III, art. 274, 275; an VIII, art. 84; 1848, art. 101, 104, 105. — *V.* ci-après, tit. VI, chap. IV.

(4) L. 23 sept.-5 oct. et 3 nov. 1789, art. 9; L. 8 oct., 5–6 nov. 1789, art. 7; L. 13–17 juin 1791, art. 83; constit. 1791, tit. III, chap. III, sect. III, art. 6; L. 15 août 1792, art. 5, etc.

(5) Les actes émanés de l'autorité royale sous différents titres *avant* 1789, et qui statuent par voie de dispositions générales et réglementaires, sont aussi des *lois*, et il en est qui sont encore en vigueur, les unes en vertu de dispositions générales, telles que celles de l'article final de la constitution de 1791 et de l'art. 484 et dernier du Code pénal de 1810–1832, les autres en vertu de dispositions spéciales, telles que celles des articles 29 de la loi des 19–22 juill. 1791, 609 du Code du 3 brum. an IV, etc. — M. Walker en a donné une excellente édition en 5 vol. in-8° (1835).

(6) L. 2–5 nov. 1790, 2°. — De 1789 au 11 août 1792 (*V.* ci–après), les lois portent généralement deux dates. Dans la plupart des collections, la première est celle de l'adoption par le Corps législatif, la seconde est (de 1789 au 21 juin 1791, et du 14 sept. 1791 au 15 août 1792) celle de la *sanction* par le roi. Néanmoins, dans la collection officielle, dite du Louvre, la date qu'on trouve en tête est celle de la *sanction*, et c'est aussi celle suivant laquelle les lois y sont rangées. Cette date est en effet la véritable date de la loi, puisque c'est par la sanction seulement qu'elle était *parfaite*. Toutefois, dans l'usage,

tion, par Louis XVI, de l'acte constitutionnel, les décrets *précédemment* rendus par l'Assemblée nationale, et qui n'avaient été ni sanctionnés ni acceptés par le roi, et ceux qui, rendus *dans cet intervalle*, n'ont été nécessairement ni sanctionnés ni acceptés, doivent néanmoins porter le nom de *lois*, et ont dans toute l'étendue du royaume la force de lois (1).

Aux termes de la constitution de 1791, certains décrets de l'Assemblée devaient être exécutés comme *lois*, sans être sujets à la sanction, notamment ceux concernant l'établissement, la prolongation et la perception des contributions publiques (2). Ces actes ont force de lois par eux-mêmes (3).

Enfin, à partir du 11 août 1792, les décrets déjà rendus par l'Assemblée législative, et qui n'avaient pas été sanctionnés, et ceux qui, rendus depuis, n'ont pu l'être à cause de la suspension du roi, portent de même le nom de *lois*, et en ont la force dans toute l'étendue du royaume (4).

Les lois de la Convention nationale n'étaient évidemment soumises à aucune sanction (5).

Sous les constitutions de l'an III et de l'an VIII, jusqu'à 1814, le pouvoir exécutif promulguait les lois, mais ne les sanctionnait pas(6).

---

pour les citations et surtout *pour les classifications*, la date de l'émission par le Corps législatif a généralement prévalu. —*V.* note suiv.

(1) L. 20, 21 et 25 juin, 13 juill. 1791. — Dans l'intervalle du 21 juin au 14 sept. 1791, la date de la sanction est remplacée dans les collections par celle de l'apposition du sceau, circonstance indifférente à l'existence de la loi comme à sa force exécutoire, et qui n'a pour objet que d'en constater l'authenticité. (*V.* L. 5–6 nov. 1789, art. 9; L. 2–5 nov. 1790, préamb., 4°, et art. 12, 16, 18, 19.)—*V.* ci–après, tit. IV, chap. Ier, n° 1.

(2) Constit. 1791, tit. III, chap. III, sect. III, art. 7, 8.

(3) Ils ne doivent avoir par conséquent qu'une date (L. 3 nov. 1791 ; constit. 1791, tit. III, chap. IV, sect Ire, art. 1er, 3).

(4) L. 10 et 11 août 1792; 15 août 1792, art. 5; ils ne doivent non plus porter qu'une date.

(5) La date unique des lois d'alors est celle du jour où elles ont été achevées ou relues lorsqu'il y a eu lieu à relute (*sic*). (L. 5 brum. et 19 frim. an II). La seconde date qu'on leur a donnée, à tort, dans quelques collections, notamment dans la collection Baudouin, est celle de l'apposition du sceau, circonstance, ainsi que nous l'avons dit, indifférente à connaître (*V.* ci–dessus, note 1).

(6) Constit. an III, art. 92, 128; constit. an VIII, art. 25 et 41 ; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 137. — Sous la constitution de l'an III, la vraie date de la loi (la seule) est celle de l'acceptation par le conseil des Anciens. (*V.* av. cons. 5 pluv. an VIII). Sous a constitution de l'an VIII et jusqu'à la Restauration de 1814, c'est celle de son émission par le Corps législatif, dernière condition essentielle à sa formation (av. cons. 5 pluv. an VIII). La seconde date indiquée dans quelques collections non officielles est celle de la promulgation, c'est-à-dire de l'ordre de faire transcrire et publier la loi, circonstance indifférente aussi jusqu'au jour où la loi du 14 vent. an XI, qui forme le titre préli-

A partir de 1814 jusqu'en 1848, la sanction reparaît, et la date des lois devient celle de la sanction (1).

De 1848 à 1852, la date des lois est celle de l'adoption définitive par l'Assemblée nationale (2); mais le *Bulletin des lois* indique aussi le jour de chacune des délibérations qui ont précédé la dernière (3).

La constitution du 14 janv. 1852 a rétabli la sanction (4).

CHAPITRE IV.

Des traités ou conventions diplomatiques.

Les traités ou conventions diplomatiques sont un des éléments importants du droit public, même intérieur, car ils régissent non-seulement les rapports d'État à État, c'est-à-dire de corps politique à corps politique, mais même les droits réciproques ou respectifs des Français en pays étranger et des étrangers en France (5); les obligations des étrangers et des citoyens envers l'État sous le rapport fiscal (6)

---

minaire du Code civil, est devenue exécutoire. Et même à partir de ce jour, l'indication de cette seconde date est pour ainsi dire *superflue*, puisqu'aux termes de la constitution la promulgation avait toujours lieu le dixième jour après l'émission de la loi par le Corps législatif (constit. an VIII, art. 37; arr. 29 niv. an VIII; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 137).

(1) C'est la seule qu'indique le *Bulletin des Lois* pour chaque loi. C'est aussi la seule sous laquelle on les désigne; mais les collections non officielles indiquent à côté la date de la promulgation, c'est-à-dire, depuis l'ordonnance du 27 nov. 1816, celle de leur insertion au *Bulletin des Lois* ou plutôt de la réception du *Bulletin des Lois* au ministère de la justice (*V.* O. 27 nov. 1816, art. 1er et 2).

Cette date de la réception du *Bulletin des Lois* au ministère de la justice n'est indiquée comme telle à la fin de chaque Bulletin qu'à partir du nº 205 de la 7e série (16 avril 1818). Elle est depuis 1816 le point de départ de l'exécution. — *V.* tit. IV, chap. Ier « promulgation ».

(2) *V.* constit. 1848, art. 41.

(3) Ces lois ont même été portées, d'abord, dans la table chronologique à la date de la première délibération, qui n'était pas la vraie date, c'est-à-dire celle que portait et devait porter la loi, ce qui était fort incommode.

(4) Et les lois n'en portent plus que la date (*V.* ci-dessus, p. 45, note 6).

(5) Ex.: O. 23 sept. 1827; D. 26 août et 23 déc. 1859 (dr. civils); 24 août 1857, art. 13, 15 à 17; D. 4 avr. 1859; O. 31 mai 1840, art. 5, 17, 18 (dr. de pâturage récipr. et respectifs, dr. de chasse, dr. de pêche); 23 oct. 1829-1830, art. 13; D. 24 août 1857, art. 12; D. 24 avril 1859 (usage commun des chemins, des eaux); *V.* aussi Traités sur la propriété des œuvres d'esprit et d'art, des timbres et marques de fabrique, etc.

(6) Ex.: Droits de douanes, pilotage, tonnage, courtage, etc. (traités de navigation et de commerce); affranchissement des lettres et journaux (conventions de poste), correspondance par télégraphes électriques. — Aux termes du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, « les traités *de commerce*, faits en vertu de l'art. 6 de la constitution du 14 janvier, ont force de *loi* pour les modifications de tarif qui y sont stipulées. »

La loi du 27 frim. an VIII, en autorisant le pouvoir exécutif à entrer en

ou sous le rapport de la police (1); quelquefois les obligations de l'État envers les citoyens (2) ou les étrangers (3), ou celles des *États* étrangers envers les citoyens français (4).

CHAPITRE V.

Des sénatus-consultes.

Les sénatus-consultes sont, en général, plus que des lois, puisqu'ils ont pour objet et pour effet : 1° d'interpréter la constitution; 2° d'y ajouter; 3° de la modifier (5).

---

négociation avec les offices étrangers pour le changement ou le renouvellement des différents traités existant avec eux relativement aux lettres, n'ajoutait pas, comme celles des 17–22 août 1791 (art. 31) et du 24 juill. 1793 (art. 36), qu'il serait ensuite statué définitivement par le Corps législatif : une loi subséquente, celle du 14 flor. an x (art. 4), fixait *les bases* de la taxe à percevoir sur les lettres *de* et *pour* l'étranger *à mesure* qu'il serait conclu des conventions nouvelles, et elle ajoutait que « le Gouvernement pourrait déterminer *plus particulièrement* (sans doute, conformément à ces bases), *dans la forme établie pour les règlements d'administration publique* (c'est-à-dire le conseil d'Etat entendu), les taxes de départ et d'arrivée selon les circonstances et la nature des conventions; « mais il n'a pas toujours été procédé par règlement d'administration publique, même de la part du gouvernement consulaire et impérial (*V.* arr. 4 mess. an x, et 14 flor. an xi, etc.)

La Restauration a continué, après les traités conclus et non publiés, de statuer par simples ordonnances (*V.* O. 30 déc. 1814; 6 nov. 1817; 6 fév., 3 juin, 18 nov. 1818, etc.). A partir de 1833, les traités sont publiés et leur publication est suivie ou précédée d'ordonnances réglementaires, mais toujours sans intervention du conseil d'Etat, quoique l'art. 4 de la loi du 14 flor. an x y soit visé spécialement (*V.* O. 7 oct. 1833, 7 sept. 1835, etc.).

De 1848 à 1852, les traités même sur les postes sont approuvés par le Corps législatif, publiés par le chef du pouvoir exécutif et suivis d'un arrêté d'exécution (Ex. : L. 8 mai 1849; D. 22 juin, *id.*; arr. 27 juin, *id.*).

A partir de 1852, les traités de poste sont de nouveau mis à exécution *comme lois* sans l'intervention du Corps législatif ni du conseil d'Etat (Ex. : D. 1er juill. et 14 sept. 1853, etc.).

(1) Ex. : Traités sanitaires (*V.* D. 27 mai et 4 juin 1853).—*V.* aussi traité, 23 oct. 1829–1830, art. 5 : Interdiction de construire à moins d'une certaine distance de la ligne formant limite entre la Prusse et la France.—L'application de ces traités pourrait évidemment être faite par l'autorité judiciaire ou la *juridiction* administrative, selon le cas. — *V.* note suiv.

(2) Ex. : Traité, 30 mai 1814, art. 19, 22, 24, 25; 20 nov. 1815, art. 8, 9, et annexe iii, art. 10, 11, 12, 16, 18, 24; Traités, 30 mai 1814, art. 4, et 20 nov. 1815, annexe iv; 15 juin. 1818, art. 1er, 2, 3, 5, 6 et art. 4.— *V.* arr. cons. 1er nov. 1828 (Lavit); 6 déc. 1820 (Ce Closas); 20 juin 1839 (Renaut).

(3) *V. ibid.*

(4) Ex. : Traités, 30 mai 1814, art. 22, 30; 20 nov. 1815, art. 8, 9 et annexe iii, art. 23, 25, 26; 15 juin 1818, art. 4; 20 juill. 1814 (Esp.), 30 avril 1822 (*id.*); 16 août 1829 (Brésil).

On trouve dans la collection de M. Walker les traités antérieurs à 1789 restés en vigueur.—V. au reste, ci-après, tit. iv, chap. Ier.

(5) *V.* ci-dessus, *Du pouvoir constituant.*

Mais il est d'abord un cas prévu par la constitution de 1852, où le Sénat peut exercer, outre et avec la puissance constituante, la puissance législative. « En cas de dissolution du Corps législatif par le chef de l'État, et jusqu'à une nouvelle convocation, qui doit avoir lieu dans le délai de six mois, le Sénat, sur la proposition du chef de l'État, pourvoit, par des mesures d'urgence, à tout ce qui est nécessaire à la marche du Gouvernement » (1).

De plus, les biens de la Couronne sont régis par des sénatus-consultes (2) au lieu de lois (3).

Le Sénat règle, par un sénatus-consulte, la constitution des colonies et de l'Algérie (4).

Les lois, décrets et ordonnances ayant force de lois dans les colonies peuvent être modifiés par des sénatus-consultes, et par des sénatus-consultes seulement, en ce qui concerne : 1° l'exercice des droits politiques, 2° l'état civil des personnes, la distinction des biens et les différentes modifications de la propriété, les contrats et les obligations conventionnelles en général, les manières dont s'acquiert la propriété, par succession, donation entre-vifs, testament, contrat de mariage, vente, échange et prescription, *en un mot*, « le droit civil ou privé » (5) ; 3° la législation en matière criminelle (6); 4° l'application aux colonies du principe de recrutement des armées de terre et de mer (7).

Tous ces sénatus-consultes sont soumis à la sanction du chef du pouvoir exécutif (8), après le vote.

L'initiative en est prise par le Gouvernement (le chef du pouvoir exécutif) (9).

---

(1) Constit. 1852, art. 46, 33 ; sén.-cons. 16 therm. an x, art. 54. Le sénatus-consulte du 16 thermidor an x avait attribué et réservé au Sénat le droit de dissoudre le Corps législatif et le Tribunat ; mais rien n'était énoncé quant à l'exercice de la puissance législative dans l'intervalle de la dissolution au renouvellement (sén.-cons. 16 therm, an x, art. 54, 6°, 75, 77).

(2) Sén.-cons. 12 déc. et 7 juill. 1852 ; 23 avr. 1856, etc. — *V.* sén.-cons. 30 janv. 1810, et ci-après, tit. IV, chap. Ier.

(3) *V.* L. 26 mai-1er juin 1791 ; 8 nov. 1814, art. 11, 35 ; L. 15 janv. 1825 ; L. 2 mars 1832, art, 9, 11.

(4) *V.* ci-après, tit. III.— Ex.: *Colonies*, sén.-cons., 3 mai 1854. — L'Algérie n'est encore régie que par des décrets ou ordonnances et par les lois de la métropole mises en vigueur par ces actes.

(5) *V.* tit. Ier, chap. Ier.

(6) *V. ibid.*, p. 2, note

(7) Sén.-cons. 3 mai 1854, art. 2, 1er ; compar. L. 24 avr. 1833. — *V.* en outre ci-après, tit. III.

(8) Constit. 14 janv. 1852, art. 28 ; D. 31 déc. 1852, art. 20.

(9) Sén.-cons. 25 therm. an x, art. 56 ; D. 31 déc. 1852, art. 16, 1er, 3, 4, et 5, 17, 1er al., 18, 19 ; constit. 25 déc. 1852, art. 5.

Néanmoins l'initiative peut aussi en être prise par un ou plusieurs sénateurs (1).

CHAPITRE VI.

Des règlements d'administration publique et des décrets ou ordonnances faits en vertu de délégation du pouvoir législatif ou en vertu du pouvoir dictatorial (2).

Une multitude de lois délèguent au chef du pouvoir exécutif le droit de faire des *règlements d'administration publique* (3), ou même de simples ordonnances ou décrets (4) pour compléter ou suppléer, ou même pour modifier (au moins provisoirement) la loi (5).

Les *règlements d'administration publique* (mais non les simples décrets ou ordonnances) faits en vertu de la délégation du pouvoir législatif, préparés par les divers départements ministériels, élaborés ou rédigés dans les divers comités ou sections du conseil d'État (6), sont (7) *nécessairement* délibérés en assemblée générale de ce conseil (8), avant d'être soumis à l'approbation du chef de l'État (9).

Les règlements d'*administration publique*, ou décrets, ou ordonnances portant règlement d'*administration publique* (10) doivent

---

(1) D. 31 déc. 1852, art. 16, 17, 2e et 3e al., 18 à 20.

(2) *V.* ci-dessus.

(3) Ex.: C. comm., art. 90, 73, 615, 617, 624; C. pr. civ., 1042; L. 16 sept. 1807, art. 26, 34; L. 14 flor. an x, art. 9 à 11; L. 25 mars 1817, art. 124, et L. ann. fin.; L. 14 flor. an xi, art. 2, etc., etc.

(4) Ex.: L. 15 avr. 1829, art. 3, 26; L. 9 janv. 1852, art. 3; D. 21 fév. 1852; L. 4 juill. 1837, art. 8; L. 17 déc. 1814, art. 34; 28 avr. 1816, art. 36, 37; 7 juin 1820, art. 2; 9 fév. 1832, art. 11; 6 mai 1841, art. 19; 16 avr. 1856, art. 17, etc. (Douanes).

(5) *V.* note précéd. et sén.-cons. 3 mai 1854, art. 5; L. 7 avr. 1851, art. 3, 2e al., etc.

(6). Constit. an viii, art. 52; arr. 5 niv. an viii, art. 2 et 5; O. 29 juin 1814, art. 8, 10, 11; O. 23 août 1815, art. 11; O. 18 sept. 1839, art. 16; constit. 1852, art. 50; D. 25 janv. 1852, art. 10; D. 30 janv. 1852, art. 7, 3e al.; D. 31 déc. 1852, art. 1er.

(7) Comme les règlements d'administration publique qui peuvent être faits *sans* cette délégation. — *V.* ci-après, tit. iv, chap. Ier.

(8) Constit. an viii, art. 52; O. 29 juin 1814, art. 8; O. 19 avr. 1817, art. 6; O. 5 nov. 1828, art. 14; L. 19 juill. 1845, art. 12; constit. 1852, art. 50; D. 25 janv. 1852, art. 1er; D. 30 janv. 1852, art. 13, 15; D. 31 déc. 1852, art. 2.

(9) Aux termes de la constitution de 1848, le conseil d'État faisait seul les règlements d'administration publique à l'égard desquels l'Assemblée nationale donnait une délégation spéciale et expresse; il préparait seulement les autres (art. 75; L. 3 mars 1849, art. 4, 26, 29, 34, 35, 45, 1°).

(10) Dénomination équivalente.

porter, et porter seuls, dans leur préambule, ces mots : « Notre conseil d'État ou le conseil d'État entendu » (1).

Les simples décrets ou ordonnances faits en vertu de délégation spéciale du pouvoir législatif pour compléter, suppléer ou modifier la loi (2), s'ils ne sont point délibérés en assemblée générale du conseil d'État (3), portent seulement la mention, soit des autres corps consultatifs (4), soit des sections ou comités du conseil d'État qui ont été entendus (5).

Mais ils ont la même autorité ou même force obligatoire que les règlements d'administration publique, faits en vertu d'une délégation semblable (6).

Les décrets ou ordonnances, etc., faits en vertu du pouvoir dictatorial (7), ne sont évidemment soumis à aucune forme.

CHAPITRE VII.

Des décrets impériaux antérieurs à 1814.

Les décrets impériaux antérieurs à 1814, statuant sur des objets législatifs, passent pour avoir force de loi.

La raison ingénieuse qu'on en a donnée, c'est que ces décrets n'ont point été attaqués devant le Sénat pour inconstitutionnalité, soit par le Tribunat, soit par les citoyens, comme le *permettait* la constitution de l'an VIII (8), et que le Sénat lui-même ne les a pas annulés d'office.

Mais, d'une part, le Tribunat, qui, aux termes des art. 21 et 28 de la constitution, avait le droit et, si l'on veut, le devoir de déférer

---

(1) O. 2 avr. 1817, art. 6; O. 18 sept. 1839, art. 25; L. 19 juill. 1845, art. 17; D. 25 janv. 1852, art. 14.

(2) *V.* p. précéd., note 4.

(3) Le pouvoir exécutif *pourrait* les lui soumettre (Ex.: O. 17 avr. 1829, rendue en vertu de la délégation faite par la loi du 4 juill. 1837).

(4) Ex.: D. 4 juill. 1853, sur la pêche maritime, rendus en vertu de la délégation que le pouvoir dictatorial s'était faite à lui-même lorsqu'il serait devenu pouvoir exécutif, et relégués bien à tort dans la partie *supplémentaire* du *Bulletin des lois*; car ils constituent des lois, et des lois très-importantes.

(5) O. 5 nov. 1828, art. 14; O. 18 sept. 1839, art. 25; L. 19 juill. 1845, art. 17; L. 3 mars 1849, art. 57; D. 25 janv. 1852, art. 14.

(6) Les contraventions aux règlements d'administration publique ou autres, faits en vertu de la délégation du pouvoir législatif, sont punis (si la loi portant délégation ne prononce pas de peine plus grave) d'une amende de 1 à 5 fr., et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de trois jours au plus (C. pén. 1832, art. 475, 15°, 474); mais *V.* L. 15 juill. 1845, art. 21, 26 (police des chemins de fer); L. 15 avr. 1829 (pêche fluviale), etc., etc.

(7) *V.* ci-dessus, p. 39, note 3.

(8) Const. an VIII, art. 21, 28 et même 83.

au Sénat, comme inconstitutionnels, les actes du Gouvernement, le Tribunat avait été supprimé par le Sénat lui-même (1); et, d'une autre part, le droit de pétition, reconnu par l'art. 83 de la même constitution (2), dont on argumente, est un droit individuel dont le défaut d'exercice pourrait donner naissance à une exception *personnelle*, mais non établir la légalité, *en général*, de l'acte non dénoncé. L'absence de recours de la part de l'un ne saurait préjudicier à d'autres, et ne pourrait être opposée à tous. « Comment l'aurais-je fait, si je n'étais pas né ? »

Quant à l'annulation d'office, non écrite dans la constitution (3), le Sénat, préoccupé, n'avait-il pas pu ne point donner une attention suffisante à ces actes ? Et, d'ailleurs, la constitution, en investissant du droit précité le Tribunat et les citoyens, indiquait assez que le Sénat pouvait avoir besoin d'être provoqué (4).

Une meilleure raison a été présentée, c'est celle-ci : « Les arguments invoqués contre la légalité de ces décrets sont parfaitement applicables *tant que la constitution reste intacte*, mais ils ne sont d'aucune considération, dès que, *par le mouvement régulier* de la législation ou *par l'usurpation* du chef de l'État, la constitution a été *modifiée*. En effet, on tient, généralement, que les actes décrétés, les droits établis *sous l'empire de la conquête* doivent être maintenus. Ainsi le veut l'ordre public, qui a aussi ses règles impérieuses et inflexibles; à plus forte raison doit-il en être de même lorsque c'est le chef de l'État qui, *avec le consentement exprès ou tacite des grands corps de la société*, a introduit ces modifications » (5).

La constitution de 1852 contenant, relativement aux pouvoirs du Sénat, à peu près les mêmes dispositions que celles de la constitu-

---

(1) Sén.-cons. 19 août 1807, art. 9.

(2) « Droit d'adresser des pétitions individuelles à toute autorité constituée *et spécialement au Tribunat* », derniers mots qui semblent indiquer la nécessité, pour le cas qui nous occupe, de l'intervention de ce corps.—L'art. 83 n'est d'ailleurs pas rappelé dans la disposition du sénatus-consulte du 28 flor. an XII qui fait l'objet de la note suivante.

(3) Le sénatus-consulte du 28 flor. an XII avait introduit une sorte de dénonciation d'office, dans le sein du Sénat, mais contre les *projets de loi* seulement.—*V.* ci-après chap. X.

(4) Le Sénat ne s'est aperçu que le 3 avril 1814 de l'inconstitutionnalité de décrets portant peine de mort, et de ceux sur les prisons d'État (déclar. 3 avril 1814).—L'Empereur lui-même, si nous ne nous trompons, s'est plaint d'un reproche aussi tardif.

Les tribunaux, en attendant, devaient-ils appliquer et les citoyens subir la peine ?

(5) *V. Jurisprudence générale*, par MM. Dalloz, v° *Lois*, chap. VIII, n° 554.

tion de l'an VIII (sauf, bien entendu, ce qui concerne l'intervention du Tribunat, qui n'existe pas), il peut être utile d'examiner l'objection faite *aux citoyens*.

Il est vrai que les personnes ou les autorités qui ont soutenu la *légalité* des décrets, même *inconstitutionnels*, se sont bornées à établir que ces décrets étaient obligatoires *pour les tribunaux ;* mais les tribunaux les appliquent *aux citoyens*, et ce ne sont pas eux, tribunaux, qui en sont passibles.

La constitution de l'an VIII portait (1) : « Il (le Sénat) maintient ou annule *tous les actes* qui lui sont déférés comme inconstitutionnels par le Tribunat ou par le Gouvernement. » « Toute personne a le droit d'adresser des pétitions individuelles à toute autorité constituée, et spécialement au Tribunat. »

La constitution de 1852, plus explicite à l'égard du recours par voie de pétition, dit (2) : « Le Sénat maintient ou annule *tous les actes* qui lui sont déférés comme inconstitutionnels par le Gouvernement ou dénoncés pour la même cause par les pétitions des citoyens. »

Mais autre chose est la prétention de faire *annuler* un acte statuant par voie de disposition générale et réglementaire, ou de décliner ou contester simplement l'application qu'on veut vous en faire (3).

L'exception d'illégalité peut toujours être proposée, soit devant l'autorité judiciaire (4), soit devant la juridiction administrative (5).

Le même raisonnement, fait à l'égard des décrets impériaux statuant par voie de disposition générale et réglementaire, pourrait aussi être invoqué à l'égard des actes statuant par voie de décision particulière.

Le recours, devant le Sénat, pour cause d'inconstitutionnalité est ouvert contre *tous les actes*, sans distinction ; et comme tout acte administratif ou judiciaire illégal est inconstitutionnel, puisque ni les administrateurs, ni les juges ne peuvent usurper le pouvoir législatif, il s'ensuivrait que le Sénat serait, aux termes de la constitution, le réformateur unique et universel. Il n'y aurait plus de recours possible, ni devant la Cour de cassation, ni devant le conseil d'État, lorsqu'il s'agirait d'incompétence ou d'excès de pouvoir ou de violation de la loi.

La dénonciation au Sénat, pour cause d'inconstitutionnalité, n'est,

---

(1) Art. 21 et 83.—*V.* aussi art. 28.
(2) Art. 29.
(3) *Jurisp. génér.*, v° *Lois*, n^os^ 87, 88.
(4) *V.* C. pén., art 471, 15°.
(5) Ex.: arr. cons. 15 déc. 1853 (Biennais).

selon nous, qu'un recours supplémentaire, un remède extrême qui ne fait pas obstacle et ne préjudicie pas à la faculté qu'ont les citoyens de décliner, par toutes les voies de droit, ou d'attaquer devant toute autorité compétente dans la hiérarchie judiciaire et administrative, toute décision prétendant leur faire ou leur faisant application dans un sens ou dans des cas non prévus par les lois, et par conséquent contrairement à la constitution, d'une disposition générale et réglementaire.

Au surplus, la constitution de 1852, en n'attribuant force de loi qu'aux décrets rendus pendant la dictature, c'est-à-dire depuis le 2 déc. 1831 jusqu'au 29 mars 1852 (1), nous semble reconnaître que *désormais*, hors le cas de délégation spéciale, aucun autre décret n'aura cette force.

CHAPITRE VIII.

Des avis et décrets ou ordonnances interprétatifs de l'an VIII à 1814, et de 1807 à 1828.

Aux termes de la constitution de l'an VIII (2), comme aux termes de la constitution actuelle (3), le conseil d'État était chargé de résoudre les difficultés qui s'élèvent en matière administrative *ou* d'administration.

On a trouvé là le germe d'un droit d'interprétation des lois par voie d'autorité, du moins en matière administrative (4).

Il est vrai que l'arrêté du 5 niv. an VIII (5), plus explicite et plus général, ajoutait : « Le conseil d'État développe le sens des lois, sur le renvoi qui lui est fait par les consuls, des questions qui leur ont été présentées ; » mais cet arrêté lui-même avait-il force de loi, et pouvait-il conférer une attribution aussi considérable ?

Quoi qu'il en soit, des avis interprétatifs ont été donnés par le conseil d'État, sur le rapport du ministre de la justice et de la section de législation, approuvés par le chef du Gouvernement, et insérés au *Bulletin des lois* avant la Charte de 1814; et il a été admis que ces avis avaient force de loi, et force de loi interprétative, c'est-à-dire avec effet rétroactif (6).

La Cour de cassation et M. Merlin, chargé du ministère public

---

(1) *V.* Discours adressé au Corps législatif à cette date.
(2) Art. 52.
(3) Art. 50.
(4) *V.* Merlin, *Répertoire*, v° *Interprétation*, § 3.
(5) Art. 11.
(6) *V.* Merlin, *loc. cit.*, v° *Rentes seigneuriales*, § 1er, n° 6 *bis*; Dalloz, v° *Lois*, n° 62.

près cette Cour, avaient même pensé que les motifs de certaines décisions du conseil d'État, approuvées par l'Empereur et insérées au *Bulletin des lois*, quoique ces décisions n'eussent prononcé que sur des affaires particulières, devaient enchaîner les tribunaux. « Cette Cour, en effet, dit l'auteur du *Répertoire*, a été jusqu'à prendre pour base de ses arrêts de cassation les principes déclaratoires du sens des lois qui servaient de *motifs* à des décrets et avis du conseil d'Etat rendus sur des affaires particulières, et insérés au *Bulletin des lois*; mais c'était évidemment, ajoute-t-il, donner trop d'extension à la règle que les actes du Gouvernement acquéraient force de loi par la non-déclaration d'inconstitutionnalité de la part du Sénat, et cette doctrine a été condamnée par le chef du Gouvernement lui-même en plein conseil d'État. »

« La Cour de cassation, a dit le chef du Gouvernement à l'occasion d'un avis du conseil d'État des 13-23 mess. an XIII et d'un décret du 23 avril 1807, d'après lesquels cette Cour avait cru devoir changer sa jurisprudence, la Cour de cassation a montré trop de déférence pour l'avis et le décret dont il s'agit. Cet avis et ce décret ne sont que des jugements (ils avaient été rendus sur le rapport du ministre des finances et non de la commission du contentieux, mais contre l'État) bons pour ceux qui les ont obtenus. Ils ne peuvent avoir, à l'égard des autres, le caractère d'actes interprétatifs de la loi. Ils ne pourraient être considérés comme tels qu'autant qu'ils seraient intervenus sur un rapport du ministre de la justice renvoyé à la section de législation et discuté par elle avant d'avoir été soumis au conseil d'État (1).

Aujourd'hui, le conseil d'État peut être encore consulté par les ministres ou le chef de l'État sur des questions *générales;* mais les avis qu'il donne ne sont, de l'aveu de tous, que de simples *avis*, qui n'ont qu'une autorité de *doctrine* et ne lieraient pas même la juridiction contentieuse.

Aux termes de la loi des 16-24 août 1790, tit. 2, art. 12, les tribunaux pouvaient s'adresser au Corps législatif toutes les fois qu'ils croiraient nécessaire d'interpréter une loi.

La constitution de 1791 (2) voulait que lorsque après *deux* cassations, le jugement du troisième tribunal serait attaqué par les mêmes moyens que les deux premiers, la question ne pût être agitée au tribunal de cassation sans avoir été soumise au Corps législatif,

---

(1) *V.* Merlin, v° *Rentes seigneuriales*, § 2, n° 6; Dalloz, v° *Lois*, n° 64.
(2) Tit. III, chap. V, art. 21.

qui devait porter un décret déclaratoire de la loi auquel le tribunal de cassation était tenu de se conformer.

La constitution de l'an III (1) traçait la même marche, même lorsque, après *une seule* cassation, le second jugement sur le fond serait attaqué par les mêmes moyens que le premier.

La constitution de l'an VIII se tait sur ce point, au moins en ce qui concerne les questions *judiciaires*, et de cette époque à la loi de 1807, il nous paraît y avoir lacune quant au droit d'interprétation dans ces matières.

La loi du 16 sept. 1807 est venue et a statué qu'au cas où, après cassation, un second arrêt ou jugement en dernier ressort rendu dans la même affaire, entre les mêmes parties, serait attaqué par les mêmes moyens que le premier arrêt ou jugement, la Cour de cassation pourrait ou demander l'interprétation de la loi avant de prononcer son second arrêt, ou rendre un second arrêt, sections réunies sous la présidence du grand juge, ministre de la justice; et que si, après ce second arrêt de cassation, un troisième arrêt ou jugement en dernier ressort, rendu dans les mêmes circonstances, venait encore à être attaqué par les mêmes moyens, alors l'interprétation était de droit. Dans tous les cas, cette interprétation devait être donnée dans la forme des règlements d'administration publique, c'est-à-dire par décret ou ordonnance délibérés en conseil d'État (2).

Les décrets ou ordonnances qui ont pu être ainsi rendus de 1807 à 1828 ont donc nécessairement force de loi.

Mais la loi de 1807 a été abrogée par celle du 30 juillet 1828, qui prescrivait, après deux arrêts de cassation et un troisième arrêt de Cour d'appel rendu toutes chambres assemblées, le recours au pouvoir législatif pour en obtenir une loi dite *interprétative*, mais statuant pour l'avenir seulement; le troisième arrêt de la Cour d'appel demeurant par conséquent acquis aux parties (3).

Cette dernière loi elle-même a été remplacée par celle du 1er avril 1837, qui, après deux arrêts de cassation dont le dernier, rendu toutes les chambres réunies, enjoint à la Cour ou au tribunal auquel l'affaire est renvoyée de se conformer à la décision de la Cour de cassation sur le point de droit jugé par cette Cour, et supprime l'*obligation* d'en référer au pouvoir législatif.

On voit que par ces deux dernières lois l'interprétation par voie

---

(1) Art. 256.
(2) *V.* ci-après, tit. IV.
(3) *V.* L. 30 juill. 1828, art. 2, dern. al.

d'autorité, de règlement ou de disposition *générale, avec effet rétroactif*, se trouve supprimée. Et en effet, comme l'ont fait remarquer de savants jurisconsultes, l'interprétation doctrinale suffit et est plus conforme aux principes (1).

« Le juge qui refuserait de juger, sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, pourrait être poursuivi comme coupable de déni de justice (2). »

CHAPITRE IX.

Des arrêts ou décisions du conseil d'État sur des questions contentieuses.

Excepté du 1er juin 1849 au 2 déc. 1851, les décisions ou arrêts du conseil d'État sur les *procès* ou questions contentieuses ont toujours été soumis à l'approbation et à la signature du chef de l'État, rendus en la forme et *quelquefois publiés officiellement* sous le nom de décrets ou ordonnances (3); mais ceux même qui ont été insérés au *Bulletin des lois*, et même avant 1814, ne constituent que des arrêts ou jugements, et non, quels que soient leurs *considérants* ou motifs, des actes réglementaires. Ils n'ont d'autre autorité que celle de *précédents* ou d'exemples particuliers d'interprétation doctrinale (4) qui ne doivent pas être légèrement généralisés comme règle.

CHAPITRE X.

De l'autorité des différents actes qui forment la base et les éléments du droit public administratif, et des actes qui en sont la conséquence ou l'application.

Le premier de tous les actes est la constitution, y compris les actes qui la modifient, la complètent ou l'interprètent (5).

Mais la constitution, qui dénote et révèle, à travers les diverses formes, la nature du Gouvernement (6) et son principe, c'est-à-dire la passion qui le fait mouvoir ou agir (7), n'influe toujours que partiellement, et quelquefois lentement, sur la législation.

---

(1) La loi, dit le Code civil, ne dispose que pour l'avenir; elle n'a pas d'effet rétroactif (C. civ., art. 2). — *V.* aussi C. pén., art. 4, et ci-dessus, chap. II, p. 42.

(2) C. civ., art. 4; C. pr., art. 505, 4°, 507 à 509, 512, etc.; C. pén., art. 185.

(3) *V.* tit. *De la juridiction administrative.*

(4) *V.* 55 et chap. suiv.

(5) *V.* ci-dessus *Sénatus-consultes.*

(6) Démocratique, aristocratique, monarchique ou despotique.

(7) Montesquieu, *de l'Esprit des lois*, liv. III.

Il n'y a que les lois dont le *texte* (et non pas seulement l'esprit) est inconciliable avec le texte de la constitution, qui se trouvent abrogées de plein droit (1).

Au-dessous de la constitution sont les lois et autres actes ayant force de loi (2).

Les lois *à faire* ne peuvent déroger à la constitution ni aux actes qui la modifient, la complètent ou l'interprètent régulièrement (3).

Aucun des pouvoirs institués par la constitution n'a le droit de la changer dans son ensemble, *ni dans aucune de ses parties* (4).

Le pouvoir législatif ne peut faire aucunes lois qui portent atteinte et mettent obstacle à l'exerice des droits garantis par la constitution (5).

Aux termes de la constitution de l'an VIII, le Sénat avait le droit d'annuler les lois, ou plutôt les projets de *lois* qui lui étaient déférés comme inconstitutionnels par le Tribunat (6), par le Gouvernement (7) ou par les citoyens (8); mais ce recours ne pouvait être exercé que dans les dix jours après l'émission de la loi par le Corps législatif et avant la promulgation. Il ne pouvait l'être contre les lois promulguées : aussi la promulgation était-elle suspendue pendant ce laps de temps (9).

Le sénatus-consulte du 28 flor. an XII introduisit, indépendamment de ce droit de dénonciation et d'annulation, qui était maintenu (10), un autre droit pour le Sénat, celui de déclarer, dans certains cas et dans le délai de six jours, sur la provocation d'un sénateur, qu'il n'y avait pas lieu à promulguer la loi : « Les projets de lois décrétés par le Corps législatif sont transmis le jour même de leur adoption au Sénat. Tout décret rendu par le Corps législatif peut être dénoncé au Sénat par un sénateur : 1° comme tendant au rétablissement du régime féodal ; 2° comme contraire à l'irrévocabilité

---

(1) *V.* av. cons. d'Ét., 4 niv. an VIII, et ci-dessus, chap. II, p. 41.
(2) *V.* chapitres précédents.
(3) *V.* ci-dessus *Sénatus-consultes*.
(4) Const. an III, art. 375.—Sauf ce que nous avons dit plus haut (*V. Pouvoir constituant*).
(5) Const. 1791, tit. I^er^.
(6) Const. an VIII, art. 21, 28.
(7) Art. 21.
(8) Art. 83 (droit de pétition).
(9) Const. an VIII, art. 37 ; arr. 29 niv. an VIII. — Ce délai du recours n'existait qu'à l'égard des *lois* et non quant aux décrets ou autres actes inconstitutionnels, à l'égard desquels ce vice d'inconstitutionnalité était, par conséquent, comme il le serait encore aujourd'hui, imprescriptible. — *V.* ci-dessus, chap. VII.
(10) Art. 70.

de la vente des domaines nationaux ; 3° comme n'ayant pas été délibéré dans les formes prescrites par les constitutions de l'Empire, les règlements et les lois ; 4° enfin comme portant atteinte aux prérogatives de la dignité impériale et à celles du Sénat ; sans préjudice de l'exécution des art. 21 et 37 de l'acte des constitutions de l'Empire, en date du 22 frim. an VIII. Le Sénat, dans les six jours qui suivent l'adoption du projet de loi, délibérant sur le rapport d'une commission spéciale, et après avoir entendu trois lectures du décret dans trois séances tenues à des jours différents, peut exprimer l'opinion qu'il n'y a pas lieu à promulguer la loi. Le président porte à l'Empereur la délibération motivée du Sénat. L'Empereur, après avoir entendu le conseil d'État, ou déclare par un décret son adhésion à la délibération du Sénat, ou fait promulguer la loi (le dixième jour après son émission par le Corps législatif, si toutefois elle n'avait point été dénoncée dans ce délai comme inconstitutionnelle (1). Toute loi dont la promulgation, dans cette circonstance, n'avait pas eu lieu avant l'expiration du dixième jour, ne pouvait plus être promulguée sans avoir été de nouveau délibérée et adoptée par le Corps législatif (2).

Sous la constitution actuelle, le Sénat, conservateur ou gardien du pacte fondamental et des libertés publiques, doit s'opposer à la promulgation des lois qui seraient contraires ou qui porteraient atteinte à la constitution, à la religion, à la morale, à la liberté des cultes, à la liberté individuelle, à l'égalité des citoyens devant la loi, à l'inviolabilité de la propriété et au principe de l'inamovibilité de la magistrature, ou qui pourraient compromettre la défense du territoire (3).

Il peut aussi annuler tous les actes, et par conséquent les lois qui lui sont dénoncées comme inconstitutionnelles par les pétitions des citoyens (4).

Les particuliers peuvent-ils exciper, devant les tribunaux judiciaires ou administratifs, de l'inconstitutionnalité d'une loi, du moins en la forme, pour en décliner ou contester l'application ? Oui, à notre avis. Le conseil d'État, devant lequel un moyen de cette nature était invoqué au contentieux, ne l'a pas lui-même repoussé par une fin de non-recevoir, mais semble l'avoir apprécié au fond. « Considérant, a-t-il dit, que la loi du 17 juill. 1819 a été votée par les

(1) Const. an VIII, art. 37.
(2) Sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 69 à 73.
(3) Const. 14 janv. 1852, art. 25, 26.—*V.* ci-dessus, p. 42 et suiv.
(4) Const. 14 janv. 1852, art. 29.

chambres législatives, promulguée et publiée *suivant les formes constitutionnelles* » Rejette (1).

Les règlements d'administration publique, décrets ou ordonnances, faits par le chef de l'État, *en vertu d'une délégation spéciale et expresse* du pouvoir législatif (2), ayant pour objet de *compléter* la loi, ne peuvent évidemment y déroger, non plus qu'à la constitution. S'ils ont pour objet de suppléer la loi, ils en ont l'autorité en tout ce qui n'est pas contraire à la constitution ou à d'autres lois relatives à d'autres matières.

Les actes faits par le chef du pouvoir exécutif, et statuant par voie de dispositions générales et réglementaires, non par suite d'une délégation spéciale de la puissance législative, mais en vertu du droit qui lui est propre, c'est-à-dire pour l'exécution des lois (même ceux qui, délibérés en assemblée générale du conseil d'État, quoique sans délégation spéciale, portent aussi le nom de *règlements* d'administration publique) (3), ne peuvent déroger, ni à la constitution, ni aux lois, ni aux autres actes ayant force de loi (4).

Ces actes, faits avec ou sans délégation, peuvent être déférés ou dénoncés au Sénat comme inconstitutionnels (5).

On ne peut attaquer, seul et directement, *devant le conseil d'État*, par la voie contentieuse, un acte administratif (décret ou ordonnance, etc.) statuant par voie de dispositions générales et réglementaires (6); mais chacun peut se pourvoir devant le conseil d'État par cette voie pour excès de pouvoir (7) ou pour violation de la loi (8)

---

(1) Arr. cons. 2 déc. 1853.
(2) *V.* ci-dessus, chap. VI.
(3) *V.* tit. IV, chap. I^er^.
(4) *V.* chap. précédents.—Toutefois les dispositions qui, *par leur nature*, tiennent à la puissance réglementaire *exécutive*, c'est-à-dire celles qui, évidemment, sont de nature à être prises par le chef du pouvoir exécutif *pour l'exécution des lois*, bien que contenues dans un décret antérieur à 1814 (*V.* ci-dessus), peuvent être modifiées ou complétées par décrets ou ordonnances. —Ex.: arr. cons. 14 juin 1852 (Fondani).

De même une mesure exécutive, quoique prise en forme de loi par la Convention nationale, qui réunissait tous les pouvoirs (*V.* ci-dessus, p. 39, note 3), a paru pouvoir être révoquée par simple décret. (Ex.: D. ou arr. cons. 12 déc. 1806).

(5) *V.* ci-dessus.
(6) Ex.: arr. cons. 31 mai 1807 (habitants de Poitiers), 1^er^ nov 1820 (Fleury), 19 déc. 1821 (Allier), 6 juill. 1825 (Vassat), 4 mai 1826 (Ducoudray), 4 juin 1852 (Gilles), etc., etc.
(7) Ex.: arr. cons. 15 déc. 1853 (Biennais), disposition *jugée* illégale et l'on pourrait dire inconstitutionnelle.
(8) Ex.: arr. cons. 11 fév. 1836 (Dussart).

ou des formes prescrites par les lois et règlements (1), à la fois contre le règlement et contre l'application qui lui en est faite, soit dans cet acte même, soit par un acte subséquent.

On peut aussi en décliner ou en contester l'application directement devant l'autorité judiciaire ou la juridiction administrative (2).

Les actes, même réglementaires, d'exécution, émanés du chef du pouvoir exécutif ou du pouvoir royal, en cette qualité, même avant 1789, et à plus forte raison du chef quelconque du pouvoir exécutif postérieur, peuvent (sauf le maintien des droits acquis) être changés ou modifiés par le chef du pouvoir exécutif subséquent (3), qui est une autorité équivalente.

Quant aux décrets ou ordonnances portant décision particulière, c'est-à-dire statuant sur des intérêts locaux ou individuels (qu'ils soient ou non rendus dans la forme des règlements d'administration publique, c'est-à-dire le conseil d'État ou l'une de ses sections ou de ses comités entendu), ils ne peuvent déroger ni à la constitution, ni aux lois, ni aux règlements généraux quelconques, légalement faits, et ils peuvent être attaqués, soit devant le Sénat, comme inconstitutionnels (4), soit devant le conseil d'État, *au contentieux*, directement, ou, s'ils sont par défaut, par la voie de l'opposition ou de la tierce opposition, pour incompétence ou excès de pouvoir (5), ou pour inobservation des formes prescrites par les lois et règlements, même en matière discrétionnaire pour le Gouvernement (6),

---

(1) Ex. arr. cons. 18 nov. 1852, 6 mai 1853 (règlement d'eau).

(2) *V.* même arr. cons. 15 déc. 1853 et autres 1er juin 1849, 2 et 16 mars, 15 mars, 28 déc. 1850, 21 mai et 13 août 1852, dans lesquels le conseil d'Etat s'abstient d'appliquer un arrêté réglementaire émané du chef du pouvoir exécutif, du 15 juill. 1848, relatif aux lucarnes, par le motif qu'aucune disposition *légale* (expression de l'arrêt du 13 août 1852) n'a déterminé l'espace qui doit les séparer. — Depuis est intervenu sur cet objet le décret dictatorial du 26 mars 1852 faisant pour l'avenir délégation de la puissance législative à ce sujet au chef du pouvoir exécutif (art. 7) ; arr. cons. 22 juin 1853, taxes établies par ordonnance et prétendues illégales. « Considérant que ces taxes sont établies en vertu des pouvoirs conférés au Gouvernement par la loi du 16 sept. 1807 et confirmées par la loi annuelle des finances (budget des recettes), rejette mais non par fin de non-recevoir ».—*V.* d'ailleurs C. pén., art. 471, n° 15 ; *Jurispr. génér.*, par MM. Dalloz, v° *Lois*, nos 87, 88, 2° ; et Merlin, v° *Interprétation*, § 3.

(3) *V.* arr. cons. 15 déc. 1849, 21 juin 1851, 7 juill. 1852 (hospices). — *V.* aussi arr. cons. 7 mars 1808, arrêté du Directoire exécutif révoqué par décret.

(4) *V.* const. an VIII, art. 21, 28, 83 ; const. 1852, art. 25, 29, et ci-dessus, p. 53 et 59.

(5) *V.* arr. cons. 3 juin 1820, 29 mars 1827, 14 juill. 1831, 26 août 1858.

(6) Ex.: arr. cons. 13 fév. 1840 (Lessance), 16 avril et 18 nov. 1852, arg.; 14 juill. 1858, etc.

ou *au fond*, comme contraires à la loi (1), ou pour lésion d'un droit (2), ou pour violation de droits acquis (3), soit enfin devant le conseil d'État *administrativement*, dans certains cas, d'après la disposition suivante. L'art. 40 du règlement du 22 juillet 1806 s'exprime ainsi : « Lorsqu'une partie se croira lésée dans *ses droits ou sa propriété* (4) par l'effet d'une décision *de notre conseil d'Etat* rendue en matière *non contentieuse* (5), elle pourra présenter une requête pour, sur le rapport qui nous en sera fait, être l'affaire renvoyée, s'il y a lieu, soit à une section du conseil d'État, soit à une commission. » Il y a plusieurs observations à faire sur cet article :

1° Lorsqu'une partie est lésée dans *ses droits ou sa propriété*, l'affaire peut *aussi* être introduite par la voie contentieuse (6) et ressortit dès lors, soit à la juridiction administrative, soit à l'autorité judiciaire (7), qui connaît exclusivement des questions de propriété. Il faut donc ajouter au moins ici aux mots : « dans ses droits ou sa propriété, » ceux-ci : « dans ses *intérêts* (8). »

2° Par ces expressions, *décision du conseil d'État*, il faut entendre ou du moins on semble avoir entendu, dans la pratique, une décision ou plutôt un acte quelconque, même réglementaire (9), émané du chef du pouvoir exécutif, et rendu, le conseil d'État, ou l'un de ses comités (l'une de ses sections), entendu, et même sans aucune intervention du conseil d'État (10).

---

(1) Ex.: arr. cons. 28 mars 1821, 1er juin 1849, 2 et 22 fév., 9 mars 1850, 22 août 1853, etc.

(2) Ex.: arr. cons. 19 août 1808, 12 mai 1820, 30 mai 1821, 29 mai 1822, 16 déc. 1830, 16 nov. 1835.

(3) Ex.: arr. cons. 21 fév. 1814, 3 juin et 1er nov. 1820, etc.

(4) *V.* notes suiv.

(5) *V.* D. 7 août 1816 (Corbineau), 26 août 1818 et 23 août 1820 (Vitalis-Lurat) (Concession de mines nonobstant un droit de propriété prétendu; droit à indemnité seulement).— *V.* pourtant L. 21 avril 1810, art. 7, et ci-dessous note 7; arr. cons. 20 juill. 1836 (Peyret) (Concess. de mines omiss. d'un nom signalée).

(6) *V.* ci-après tit. VIII. — *V.* O. 5 fév. 1817 (l'hospice, dans ce cas, arguant d'une question de propriété, eût pu se pourvoir par la voie contentieuse).

(7) Ex.: arr. cons. 21 fév. 1814 (concession et délimitation de mines, droit de propriété).

(8) Ex.: arr. cons. 3 janv. 1813 (Verneur, autorisation d'échange d'un bien communal); arr. cons. 24 janv. 1846 (Fulchiron, concession de mines, propriété de la surface, indemnité, demande de révision); D. 1er mai 1854 (concession de l'ancien lit du Cher, communes réclamant); etc. — *V.* ci-dessous note 10.

(9) Ex.: D. 31 mai 1807 (règlement d'octroi).

(10) Arr. cons. 21 mars 1821 (Pujol); 22 fév. et 23 mai 1821 (Gamot) (li-

Mais ce renvoi à l'examen d'une commission spéciale ou d'une section du conseil d'État est purement facultatif pour le chef de l'État et ne doit pas être demandé par la voie contentieuse (1).

Les actes des ministres (arrêtés réglementaires, instructions, circulaires, etc.) que nous n'avons pas mentionnés parmi les actes qui sont les éléments du *droit public administratif*, parce que, en général, ils ne sont pas par eux-mêmes obligatoires pour les citoyens (2), et notamment leurs décisions particulières, ne peuvent s'écarter ni de la constitution, ni des lois (3), ni des règlements (décrets ou ordonnances) (4), ni des *conventions* par eux faites au nom de l'État et qui sont la loi des parties (5), ni des décisions ou jugements définitifs ayant constitué des droits acquis (6).

Ces actes ou décisions des ministres n'ont d'autorité que celle qu'ils empruntent de leur conformité avec les actes supérieurs ou les décisions antérieures et définitives, ou avec les actes *synallagmatiques* ou *commutatifs* (7) souscrits par eux au nom de l'État; et cette conformité (excepté dans les cas très-rares heureusement, mais en général fort graves, où la loi les arme d'un pouvoir tout à fait discrétionnaire (8), et encore pourvu qu'ils ne sortent pas de ces cas) peut toujours (indépendamment du recours administratif ouvert parfois près du chef du pouvoir exécutif), être *débattue* soit devant la juridiction administrative, pour incompétence, excès de pouvoir, inobservation des formes prescrites par les lois et règlements même en matière discrétionnaire, ou au fond pour violation ou fausse application de la loi ou pour lésion d'un *droit*, ou viola-

---

quidation *définitive*, révision); 30 nov. 1830 (Beltehlé, recours contre une déclaration d'utilité publique).

(1) Ex.: arr. cons. 12 mai 1830 (West), 27 fév. 1836 (Boone).

(2) Les circulaires et instructions peuvent souvent éclairer le sens de la loi et servir de guide même aux citoyens dans la pratique. Elles sont fort utiles à connaître, mais elles ne lient point.

(3) Ex.: L. 28 avril 1816, art. 247 : « aucunes instructions, soit du ministre, soit du directeur général ou de la régie des impositions indirectes, soit d'aucun des préposés, ne pourront sous quelque prétexte que ce soit annuler, étendre, modifier ou forcer le vrai sens des dispositions de la présente loi ». —*V.* ci-dessous note, et jurisprudence du cons. d'Etat, ex.: arr. cons. 6 avril 1836 (commune de Croissy), etc.

(4) Ex.: arr. cons. 8 juin 1831 (Lucas), 3 déc. 1831 (Bérard).

(5) C. civ., art. 1134, etc. — *V.* jurisprudence du cons. d'Etat : marchés de fournitures et travaux, etc.

(6) Ex.: arr. cons. 12 mars 1853 (prince de Wagram), etc.

(7) C. civ., art. 1102, 1104.

(8) Ex.: L. 3 déc. 1849, art. 7 (étrangers) ; L. 9 juill. 1852, art. 2 ; L. 27 fév. 1858, art. 5, 6, 10 et 8; D. 17 fév. 1852, art. 32, 3e alinéa (presse, journaux), etc.

tion d'un droit *acquis* en matière quelconque, ou pour lésion même d'un simple *intérêt* lorsque la loi, ce qui arrive, permet exceptionnellement le recours par la voie contentieuse (1), soit même au fond, devant l'autorité judiciaire, appelée *souvent à connaître* des actes émanés du pouvoir exécutif ou administratif, non pour les interpréter d'une manière *générale*, ni pour les annuler ou les réformer directement, mais pour les appliquer, *s'il y a lieu* (2), ou les infirmer indirectement (3).

Les actes des autorités locales ou territoriales ne peuvent déroger ni à la constitution, ni aux lois, ni aux règlements, décrets ou ordonnances émanés du chef du pouvoir exécutif, ni aux actes ou décisions des ministres ou de leurs autres supérieurs hiérarchiques (4).

Tels sont les principes qui servent de règle à la juridiction administrative, laquelle prend elle-même, comme l'autorité judiciaire, pour base et éléments de ses décisions la constitution et les lois, ou les autres actes ayant force de loi. Si elle s'en écarte, c'est involontairement, et, dans le cas contraire, ce serait irrégulièrement. On ne peut devant elle, non plus que devant les autres tribunaux, invoquer comme faisant nécessairement autorité les circulaires et instructions ministérielles, etc. La constitution et la loi seules obligent. Quant aux arrêts ou décisions de cette juridiction elle-même, comme ceux du pouvoir judiciaire, ils n'ont qu'une autorité doctrinale, et l'on ne doit généraliser ces décisions, leurs considérants et leurs motifs, qu'avec la plus grande circonspection, en ayant soin de distinguer les solutions *de fait* des solutions *de droit*, en tenant compte de toutes les circonstances de l'*affaire*, en tenant compte aussi, souvent, de l'époque où ces décisions sont intervenues, c'est-à-dire de l'état de la *législation* et de la *jurisprudence* à cette époque; car cette jurisprudence elle-même quelquefois se modifie ou, si on l'aime mieux, se perfectionne.

La juridiction administrative est, en général, très-sobre de motifs et *laconique* dans la rédaction de ses jugements. C'est qu'en ces ma-

---

(1) *V.* ci-après tit. VIII et jurisprudence du conseil d'État.

(2) Les *tribunaux* ne pourront, dit la loi de 1816, prononcer de condamnations qui seraient fondées sur lesdites instructions (*V.* page précédente, note 3) et qui ne résulteraient pas formellement de loi..., etc. (L. 28 avril 1816, art. 247). — Et ce n'est pas là une exception ou dérogation aux principes, mais au contraire un rappel et une consécration *expresse* des principes.

(3) *V.* L. 3 mai 1841, art. 1er et 2 (expropriations); même L. 28 avril 1861, art. 247, dernier alinéa (demandes en restitution), et art. final des lois annuelles de finances, etc., etc.

(4) *V.* ci-après, tit. VI et IX, etc.

tières tout est grave, parce qu'à l'intérêt privé, si minime qu'il soit, se trouve toujours mêlé l'*intérêt public*. Elle a donc pour règle de se garder d'engager *inconsidérément* aucun principe, dont on ne saurait prévoir d'avance *toutes les conséquences*. Elle se borne à la raison *indispensable* pour la décision de *chaque* affaire et paraît penser (ce qui est, à notre avis, assez exact) que dans la foule des motifs ou des considérations allégués, il n'y a souvent qu'une seule raison déterminante et décisive. Il s'agit de la trouver.

CHAPITRE XI.

Des sources du droit public administratif.

Les sources du droit public administratif sont : le *Bulletin des lois* et les collections *antérieures* ou contemporaines, officielles (1) ou quasi-officielles (2).

Mais l'un et les autres peuvent être remplacés par des collections particulières qui en reproduisent plus ou moins complétement les matériaux (3).

Nous entrerons ici dans quelques détails que nous croyons pouvoir être utiles, touchant la composition du *Bulletin des lois*, recueil

---

(1) 1° Collection dite DU LOUVRE, imprimée à l'imprimerie royale établie au Louvre et qualifiée ensuite imprimerie nationale *exécutive* du Louvre (L. 22 août, 8–12 sept. 1792), 18 tomes en 23 vol. *in-4°*, du 5 juill. 1788 au 22 *prair. an* II).

2° Collection officielle, exécutée à l'imprimerie nationale par l'ordre de l'Assemblée constituante, de tous les décrets acceptés ou sanctionnés par le roi, collection dont la continuation, jusqu'au 30 *sept.* 1791, a été décrétée par l'Assemblée législative (L. 9-19 janv. 1791, et 9-12 fév. 1792) (15 vol. *in*-8°).

(2) Collection semi-officielle imprimée par Baudouin, imprimeur des Assemblées nationales, sous la surveillance de commissaires (nommés par les Assemblées elles-mêmes) jusqu'à l'époque de la création du *Bulletin des lois* (D. 24 juin, 30 oct. et 11 déc. 1789; 15 oct., 5 nov. et 1er déc. 1791; L. 3–6 oct. 1792; L. 14 frim. an II), continuée par lui-même après cette époque, et contenant d'après son titre : 1° les décrets rendus par l'*Assemblée constituante* et sanctionnés ou approuvés par le roi; 2° les décrets rendus par l'*Assemblée législative* avec la mention des sanctions et mandats d'exécution donnés par le roi; 3° les arrêtés, déclarations et décrets de la *Convention nationale*, avec la mention de la date (insignifiante, selon nous) de l'apposition du sceau; 4° les actes du Corps législatif et du Directoire exécutif (ceux-ci recueillis séparément à partir du cinquième volume de cette série); le tout conduit jusqu'au 10 germ. an IX (91 vol. in-8°, avec les tables).

(3) Collection dite RONDONNEAU, 1789 à 1819, sortant de l'imprimerie nationale; *Code général*, par DESENNE (1789 à 1815), par ordre de matières; collection ISAMBERT, 1814 à 1826, très-complète et renfermant beaucoup de documents historiques et politiques, même antérieurs à 1814; collection de M. DUVERGIER, laquelle se continue; recueil publié par l'administration du *Journal des Notaires*, etc. etc.

officiel et presque journalier des lois du pays, des actes ayant force de loi et même (en général) des décrets et ordonnances rendus pour leur exécution (1).

Le *Bulletin des lois*, qui ne commence qu'en l'an II de la République, est le témoin irrécusable de nos diverses révolutions (2).

Décrété par la loi du 14 frim. an II (4 déc. 1793), qui, avec la loi du 19 vend. précédent, forme de fait une de nos constitutions, celle du Gouvernement provisoire révolutionnaire (3), il est, malgré cette origine, demeuré le recueil authentique de nos lois et autres actes du Gouvernement. Ce recueil s'est divisé successivement en plusieurs séries ouvertes à chaque changement, soit de régime, soit même de règne.

Ces séries sont jusqu'à présent au nombre de 11 (4).

La première s'ouvre au 22 *prairial* an II, par la loi qui crée le tribunal révolutionnaire (5), et finit avec la Convention nationale.

La deuxième s'ouvre seulement le 12 brum. an IV, lors de l'installation du Directoire exécutif, créé par la constitution de l'an III (6). (Un intervalle a été nécessaire, d'une part, entre le vote de cette constitution et son adoption (7), et, d'une autre part, entre l'élection et l'installation, tant des membres des Corps législatifs (conseil des Cinq-Cents et des Anciens) que du Directoire exécutif) (8).

---

(1) Un assez grand nombre de décrets ou ordonnances ne sont pas insérés au *Bulletin des lois*. On en peut trouver dans le *Journal militaire*, recueil officiel des lois, décrets, circulaires et instructions ministérielles concernant l'armée, etc., et dans la partie officielle aussi des *Annales maritimes* et le *Bulletin officiel de la marine* qui y fait suite (Voyez, quant au caractère officiel de ces deux recueils, L. 14 avril 1812, art. 22, et 20 avril 1832, art. 25), et du *Moniteur* (*ibid.*, et arr. 3 avril 1814, 27 janv. 1816, etc.).

Le ministère de l'Algérie et des colonies a aussi son *Bulletin officiel* (V. D. 27 oct. 1858, art. 1er, 2, 4).

(2) La France, auparavant, avait déjà vu achevée la constitution de 1791, à laquelle mit fin, pour ainsi dire, la loi du 21 sept. 1792, et entrevu celle de 1793, terminée le 24 juin, dont l'acceptation fut proclamée le 9 août 1793, mais qui ne reçut pas même un commencement d'exécution.

(3) *V.* tit. II, chap. III.

(4) Nombre nécessairement inférieur à celui de nos constitutions (V. note précédente), et qui d'ailleurs n'indique pas une coïncidence toujours exacte avec chacune d'elles.

(5) L'acte le plus reculé qu'on y trouve inséré alors est un acte du 6 *flor.* an II (B. n° 3).—Plus tard, des actes *plus anciens* y ont pu être admis comme se rattachant à d'autres plus récents (*V.* les tables).

(6) Il est à noter que cette constitution, datée du 5 fruct. an III, et dont l'acceptation a été proclamée le 1er vend. an IV (23 sept. 1795), ne se trouve pas au *Bulletin des lois*.

(7) *V.* L. 1er vend. an IV.

(8) *V.* L. 5 et 13 fruct. an III, 1er, 19 et 30 vend. an IV.

La Convention nationale a fonctionné jusqu'à cette dernière époque.

La troisième série commence par la loi du 19 niv. an VIII réglant les opérations et communications respectives des autorités chargées, par la constitution de l'an VIII, de concourir à la formation de la loi, — c'est l'époque du Gouvernement consulaire (1).

La constitution de l'an VIII elle-même, et les lois ou autres actes qui en préparaient l'adoption ou la mise en activité (fixée au 4 niv. an VIII) (2), sont contenus dans la section *précédente*.

La quatrième série débute par la promulgation du sénatus-consulte du 28 flor. an XII, qui a fondé le Gouvernement impérial.

La cinquième par le sénatus-consulte du 1er avril 1814, nommant un Gouvernement provisoire. Elle comprend la Charte de 1814 et les actes de la première Restauration.

La sixième est consacrée au Gouvernement impérial durant les *Cent-Jours*, et commence par les proclamations du 1er mars 1815, datées du Golfe Juan.

La septième correspond au règne de Louis XVIII, à partir de la seconde Restauration. Elle s'ouvre par la proclamation datée de Cateau-Cambrésis, le 25 juin 1815.

La huitième, commencée avec le règne de Charles X, le 8 sept. 1824, va jusqu'à sa chute (3).

La neuvième série s'ouvre par les actes des pouvoirs provisoires, depuis la protestation du 7 juillet 1830, et embrasse tout le règne de Louis-Philippe.

La dixième commence aussi par la proclamation du Gouvernement provisoire, en 1848, et se continue jusqu'au 2 déc. 1852. Elle contient donc à la fois la constitution de 1848 et les actes qui en découlent, et celle du 14 janv. 1852, même le sénatus-consulte du 7 nov. 1852, qui, modifiant cette constitution, rétablit la dignité impériale.

La onzième série s'ouvre seulement par le recensement des votes

---

(1) Loi qui correspond, par son objet, au décret du 31 déc. 1852, fait en vertu de l'art. 5 du sénatus-consulte du 25 déc. 1852.

(2) *V.* L. 23 frim., 3 et 5 niv. an VIII; proclam. et arr. consul. 24 frim., 3, 4, 5, 7 et 9 niv. an VIII.

(3) Le dernier tome de cette série est divisé en deux parties ayant chacune une pagination distincte. La première comprend jusqu'au numéro 364 inclus, et finit à la page 488. La seconde, qu'on a qualifiée de *supplément*, contient les numéros 365 à 375 composés des ordonnances signées par Charles X, mais envoyées à l'impression postérieurement au 27 juill. 1830. Les deux parties sont comprises dans la même table chronologique; mais chacune a sa table alphabétique à part.

émis sur le projet de plébiscite présenté les 21 et 22 nov. à l'acceptation du peuple français, lequel formait l'art. 8 du sénatus-consulte du 7 nov., dont nous venons de parler. Elle contient le sénatus-consulte du 25 déc., portant interprétation et modification de la constitution du 14 janv. 1852, et les actes subséquents.

On trouve dans chaque série des actes qui auraient dû appartenir aux séries précédentes.

Dans chacune de ces séries du *Bulletin des lois*, non-seulement chaque bulletin, mais encore chaque acte, quelle que soit sa date, porte un numéro d'ordre d'insertion. Chaque série, dès le principe, a été aussi divisée en tomes comprenant, soit un trimestre, soit un semestre de chaque année, etc. (1).

A partir de 1820 jusqu'à 1832, par une mesure dont on ne trouve aucun avertissement au *Bulletin* lui-même, on rencontre, intercalés dans la série des numéros ordinaires, des *Bulletins* portant des *numéros* BIS (2).

Cette mesure, qui jette une grande confusion dans la pagination de ce recueil, si l'on n'a eu soin de mettre ces numéros *bis* à part (3), paraît néanmoins se rattacher à l'exécution d'une ordonnance du 2 août 1820, qui prescrit l'insertion au *Bulletin* des ordonnances de concession de pension, lesquelles indiquent essentiellement les bases légales de la fixation de chaque pension, de préférence aux ordonnances qui en autorisent l'*inscription* au grand-livre (4); on ne trouve, en effet, dans le premier de ces numéros *bis*, que des ordonnances de concession ou d'autorisation d'inscription de pensions; mais bientôt on y en a inséré d'autres (5) et même de très-importantes (6); cependant le contenu de ces numéros *bis* n'est pas même

---

(1) *V.* ci-après.

(2) Le premier que nous y ayons trouvé porte le chiffre 399 *bis*.—A partir de 1821, ces numéros *bis* portent, *en outre*, en tête, un numérotage *distinct*.

(3) *Chaque* numéro *bis* a, en effet, sa pagination particulière qui vient interrompre la série de la pagination générale.

(4) Depuis cette époque, on insère au Bulletin les unes et les autres pour l'exécution complète de la loi du 25 mars 1817 (art. 26 et 24).

(5) D'abord les autorisations de sociétés anonymes.

(6) *V.* par exemple sous les numéros [33], [34], [35], (*sic*) 302 *bis*, 304 *bis*, 311 *bis* de la huitième série, l'ordonnance du 12 oct. 1828 « portant application du Code d'instruction criminelle à La Martinique et à La Guadeloupe et ses dépendances »; celle du 19 oct. 1828 sur le mode d'y procéder en matière civile (véritable *Code de procédure civile*); celle du 29 oct. 1828, « portant application du Code pénal » aux mêmes colonies; sous les numéros [36], [39], 312 et 319 *bis*, les ordonnances des 31 déc. 1828, 19 juill. et 14 juin 1829, portant établissement de l'enregistrement à La Martinique, à La Guadeloupe et dans ses dépendances, à La Guyane, à l'île Bourbon et dans ses dépendances; et sous le numéro [41], 328 *bis*, l'ordonnance du 30 sept. 1829

indiqué dans les tables de chaque volume. Il est seulement dans les tables décennales (1).

A compter de l'ouverture de la neuvième série (27 juillet 1830), le *Bulletin des lois* s'est trouvé (indépendamment des numéros *bis*, dont la publication continuait) divisé en DEUX parties : la première contenant les lois (le tome premier de cette partie y a compris aussi les actes des pouvoirs provisoires), la seconde les ordonnances (autres que celles des numéros *bis*). Chacune de ces deux parties avait sa double série de numéros de bulletins et de numéros d'insertion de chaque acte, ainsi que sa série de *tomes ;* chaque tome de chacune de ces deux parties avait sa pagination et ses tables.

Une ordonnance du 31 déc. 1831, en confirmant cette séparation des lois et des ordonnances, a introduit une subdivision nouvelle. Elle a, de fait, supprimé les numéros *bis* et subdivisé la seconde partie, celle des ordonnances, en deux sections, l'une contenant ou étant censée contenir toutes les ordonnances concernant l'intérêt public ou d'une exécution générale, l'autre contenant ou étant censée contenir seulement les ordonnances ayant un objet individuel ou local.

Le recueil officiel se trouvait ainsi divisé en *trois* parties, dont chacune eut non-seulement sa double série de numéros de bulletins et d'actes, mais encore sa suite de tomes distincte, et chaque tome sa pagination et ses tables, avec cette circonstance, toutefois, que les deux premières parties faisaient suite chacune aux numéros et tomes déjà publiés depuis le 7 juillet 1830 (2), tandis que la seconde section de la deuxième *partie* commençait une série de numéros et de tomes à part.

Mais une ordonnance du 31 déc. 1835, précédée du moins d'un rapport explicatif, a simplifié cette division en réunissant dans une *seule et même partie*, avec une seule série de numéros de *bulletins*, une seule série de numéros d'*actes*, une seule série de *tomes* et aussi avec une seule *pagination* et des tables communes pour chaque tome, les lois et les ordonnances d'intérêt public et général.

La seconde section de la seconde partie, créée dès 1832, fut maintenue et prit le nom de *partie supplémentaire*. Les tomes et les nu-

---

portant règlement sur la comptabilité de la *Caisse des invalides de la marine*, en exécution de l'ordonnance du 7 août 1825, laquelle est insérée au *Bulletin des lois* avec un numéro ordinaire et à sa date.

(1) *V*. ci-après.

(2) En sorte que le tome des *lois* de 1832 s'ouvre par le bulletin 55 et forme le quatrième tome des lois, et que le volume ou tome des *ordonnances d'intérêt général* de cette même année s'ouvre par le bulletin 135 et forme aussi le quatrième tome des *ordonnances* publiées depuis le 7 juill. 1830.

méros de la première partie, jusqu'à la fin de cette série du recueil, firent suite à ceux de la première section de la seconde partie créée en 1832, laissant de côté et *sans suite aucune* les sept *tomes* (1830 à 1836), les cent cinquante-cinq numéros de bulletins et trois cent cinquante-six numéros de LOIS, de la première partie créée à la même époque et continuée de 1832 à 1835 inclus; tandis que les numéros et les tomes de la partie *supplémentaire* faisaient suite à ceux de la deuxième section de la seconde partie.

Cette division du *Bulletin* en deux parties a continué d'exister durant l'époque à laquelle correspond la dixième série et subsiste encore aujourd'hui; mais à chaque série du recueil recommence pour chaque *partie* une nouvelle *double* série de numéros (numéros de bulletins et numéros d'actes) et une nouvelle série de *tomes*.

La loi du 6 vend. an III avait prescrit la rédaction et l'impression, à la fin de chaque *trimestre*, d'une table alphabétique des actes compris dans le *Bulletin des lois*.—Un décret du 25 mai 1811 mentionne des tables *semestrielles*, chronologiques et alphabétiques. — Un avis du conseil d'État des 5-7 janv. 1813 parlait d'une table *générale*. — En fait, dans la première série, on trouve *par trimestre* des tables alphabétiques (1), mais point de chronologiques.—A partir de la deuxième série, on a toujours publié, comme on publie encore aujourd'hui, par semestre ou par tome (2), des tables chronologiques et alphabétiques. Ces tables, à partir de 1830, sont spéciales pour chaque partie ou section; seulement, de 1832 à 1835 inclusivement, les LOIS des deux semestres, lorsqu'il en a été rendu dans les deux semestres, sont comprises dans le même tome et dans les mêmes tables. Depuis 1814, il est publié en outre par le Gouvernement des tables alphabétiques décennales (la première n'embrasse que depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 31 déc. 1823); mais point de tables chronologiques, qui seraient pourtant utiles. Il peut être suppléé à celles-ci, et même à l'absence de tables récapitulatives antérieures à 1814, soit alphabétiques, soit chronologiques, par celles qu'ont publiées des éditeurs particuliers, ou qui se trouvent jointes à quelques collections particulières.

A ces sources ou pour mieux dire à cette source principale, sinon unique, du *Bulletin des lois*, complété par les recueils antérieurs, on peut joindre comme documents, pour l'*intelligence* des TEXTES ou des actes constitutionnels, législatifs ou réglementaires, qui font la base et les éléments du *droit :*

---

(1) Conformes aux prescriptions de la loi du 6 vend. an III.
(2) Chaque semestre forme en général un tome distinct. Il n'y a exception que pour les époques de transition d'une série à une autre.

1° Les recueils, officiels ou non, des circulaires et instructions ministérielles ou autres, émanées de chaque ministère ou administration centrale, *tels que* le recueil intitulé : *Circulaires, instructions et autres actes émanés du ministère de l'intérieur ou relatifs à ce département*, de 1797 à 1821 (1), continué depuis jusqu'à 1837 inclusivement (2), et suivi du *Bulletin officiel du ministère de l'intérieur*, à partir de 1838, lequel se continue encore (3) ; le *Bulletin du ministère de l'agriculture et du commerce*, partie officielle (4); le recueil des lois et règlements concernant l'*instruction publique* (de 1598 à 1827 inclus), publié par ordre du ministre (5), suivi du *Bulletin universitaire*, etc., le recueil spécial (officiel) des circulaires, instructions et autres actes relatifs aux *affaires ecclésiastiques* (catholiques), depuis le mois de sept. 1824, et aux affaires des cultes non catholiques, depuis le mois d'août 1830 jusqu'au 1er juillet 1840 (6); le recueil officiel des lois et règlements (instructions et circulaires, etc.); des *douanes*, comprenant aujourd'hui ceux ou celles des *contributions indirectes ;* enfin, le *Journal militaire*, les *Annales maritimes* et le *Bulletin officiel de la marine*, mentionnés déjà, etc., etc.;

2° Les recueils (non officiels) des arrêts du *conseil d'État* (7), c'est-à-dire des décrets ou ordonnances rendus après délibération du conseil d'État, en la forme contentieuse ; ainsi que les bulletins officiels ou les recueils non officiels des arrêts de la *Cour de cassation* dans les matières de *droit public*, mi-partie administratives et judiciaires (8).

---

(1) 4 vol. in-8° avec tables.

(2) Savoir : 1822 à 1825, 1 vol.; 1826 à 1830, 1 vol. avec tables pour *chaque* volume ; 1831 à 1837, 3 vol. avec tables chronologiques pour chaque volume et table alphabétique pour les trois.

(3) 1 vol. par année.

(4) Commencé en 1840.

(5) 8 vol. in-8° et 1 un vol. de tables.

(6) 1 vol. in-8°, sorti de l'imprimerie royale, se rattachant, quant à son objet, au recueil du *Ministère de l'intérieur* mentionné ci-dessus.

(7) Notamment le recueil commencé en 1821 par M. MACAREL, continué successivement par M. DELOCHE et encore aujourd'hui par M. LEBON. Les arrêts antérieurs avaient été recueillis en partie par M. SIREY. Ils ont été compris depuis dans plusieurs collections postérieures et repris notamment par M. LEBON lui-même.

(8) Telles que : expropriation pour cause d'utilité publique ; domaine ou propriété de l'État, des départements, des communes, des établissements publics ou d'utilité publique; droits de timbre et enregistrement, contributions indirectes, douanes, simple police et petite voirie, etc. — *V.* tit. VIII.

TITRE TROISIÈME.

De l'unité de la France.

CHAPITRE UNIQUE.

La France est UNE. Les *divisions et subdivisions* établies pour rendre facile et même possible l'exécution des lois ne sont que des sections du même tout. Une administration (*et une législation*) uniformes les embrassent toutes dans un régime commun. « Une « constitution nationale et la liberté étant plus avantageuses aux « provinces que les priviléges dont quelques-unes jouissaient, et « dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les par- « ties de l'Empire, il est déclaré que tous les priviléges particuliers « des provinces, principautés, pays, cantons, villes, communautés « d'habitants, soit pécuniaires, soit de toute autre nature, sont abo- « lis sans retour et demeureront confondus dans *le droit commun* « *des Français* (1). »

Telle est l'origine et tel est le but de la *centralisation*.

L'uniformité de la législation souffre pourtant, comme nous le verrons, quelques exceptions (2). Ainsi, par exemple, les colonies et l'Algérie sont régies par des dispositions (3) particulières (4), bien qu'en général les lois de la métropole y soient, autant que possible, déclarées applicables (5).

Cependant leur régime commercial et leurs rapports, à cet égard, avec la métropole, avec l'étranger, ou entre elles, sont déterminés par les dispositions contenues dans les lois générales du pays, par

---

(1) L. 4, 11 août–3 nov. 1789, art. 10; 26–27 oct. 1789; 22 déc. 1789-8 janv. 1790, art. 8; instr. 8 janv. 1790, § 6, 7e al.; L. 6-12 déc. 1790, art. 4; const. 1791, tit. II, art. 1er; 1793, art. 1er; an III, *id.*; an VIII, *id.*; 1848, art. 2.

(2) *V.* ci-après, colonies, Algérie et tit. V, sous-tit. II, zones ou rayons d'application; tit. VI, autorités locales, préfets, maires, etc., puissance réglementaire (*V.* ci-dessus, p. 22, note 6); C. civ., art. 663, 671, 1159, 1753, 1758, usages locaux.

(3) Lois et règlements, sénatus-consultes, etc.

(4) Const. 1791, disposit. finale; an VIII, art. 1er, 91; Ch. 1814, art. 73; 1830, art. 64; const. 1848, art. 109; 1852, art. 27, 28; D. 31 déc. 1852, art. 16, 1 à 5, 17 à 20. — *V.* L. 24 avril 1833; sén.-cons. 3 mai 1854, art. 2, 3, 6 à 8, 18, etc.

La constitution de l'an III seule déclarait les colonies françaises partie intégrante de la république et les soumettait à la même loi constitutionnelle (tit. Ier, art. 6, 7).

(5) Exemples : O. 22 nov. 1819, art. 5; D. 22 janv. 1852; D. 15 janv. 1853; sén.-cons. 3 mai 1854, art. 8 (colonies); proclam. 2 mars 1848; arr. 9 déc., *id.*, art. 2, 14, etc. (Algérie).

les traités ou conventions diplomatiques (1), ou enfin par des lois spéciales, mais votées et promulguées dans les formes prescrites par les lois en général (2).

Les colonies et l'Algérie sont d'ailleurs soumises à l'autorité du pouvoir exécutif *central*, c'est-à-dire du chef du pouvoir exécutif et de ses ministres, et des recours contre les actes réglementaires ou les décisions des autorités coloniales, etc., sont ouverts devant l'autorité administrative supérieure ou la juridiction administrative *centrales*, à peu près dans les mêmes cas et suivant les mêmes formes que contre les actes émanés des autorités de la métropole (3).

Nous verrons aussi que malgré l'unité de la France les lois et autres actes, même réglementaires, ne sont pas exécutoires partout au même moment.

L'uniformité de la législation en France existe non-seulement quant au territoire, mais encore quant aux personnes et aux propriétés.

Ainsi : Les hommes naissent et demeurent égaux EN DROITS (4). Le régime féodal est entièrement détruit. Il n'y a plus en France ni régime féodal ni distinction d'*ordres*. Nulle convocation ou assemblée par *ordre* ne peut avoir lieu. Les assemblées pour l'élection, soit des députés, soit de leurs suppléants, soit des membres des corps administratifs électifs, se font par individu et non par ordre. Elles sont composées de tous les citoyens actifs, de quelque rang, état ou condition qu'ils soient (5). Ces assemblées ne peuvent non plus se former par métiers, professions ou corporations (6).

Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune (7).

---

(1) *V.* ci-dessus, tit. II, chap. IV.

(2) Deuxième L. 24 avril 1833, art. 2, 5° ; sén.-cons. 3 mai 1854, art. 4 ; 25 déc. 1852, art. 3 ; const. an III, art. 314 (colonies) ; D. 11 janv. 1851, 25 fév. *id.* (Algérie).

(3) *V.* ci-après, tit. VI, et VIII à X.

(4) Déclarat. 20 à 26 août-5 oct. et 3 nov. 1789, art. 1er ; const. 1791, déclarat. *idem*.

(5) L. 4, 11 août 1789, art. 1er ; const. 1791, préambule ; L. 15-25 oct. et 3 nov. 1789 ; 26-27 oct. et 3 nov. 1789 ; 5-7 nov. 1789 ; L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. Ire, art. 10, 22 ; instr. 8 janv. 1790, § 2.— *V.* au contraire règlem. 24 janv. et déclar. royale, 23 juin 1789, pour l'élection et la réunion des états généraux devenus l'Assemblée nationale *constituante* (déclar. de l'Assemblée, 17 juin 1789, qui a prévalu).

(6) L. 14-22 déc. 1798, art. 7 ; instr. 8 janv. 1790, § 2, 1er alinéa.

Excepté pour la nomination des *prud'hommes*, institution fondée précisément sur la distinction des diverses professions et de leurs divers usages. — *V.* aussi élection des membres des tribunaux et des chambres de commerce, etc., par les commerçants.

(7) Déclar. 20 à 26 août-5 oct., 3 nov. 1789, art. 1er ; const. 1791 ; déclar. *idem*.

Il n'y a plus pour aucune partie de la nation, ni pour aucun individu, aucun privilége ni exception au droit commun de tous les Français (1).

La loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protége, soit qu'elle punisse (2), et chacun obtient pour son culte la même protection (3).

Il n'y a plus en France ni distinctions *de droit* héréditaires, ni aucune des corporations ou décorations pour lesquelles on exigeait des preuves de noblesse ou qui supposaient des distinctions de naissance (4), ni aucune autre supériorité que celle des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions (5).

Le sénatus-consulte du 14 août 1806, intitulé : « Sénatus-consulte relatif à la principauté de Guastalla, » a rétabli *en France* les *titres* héréditaires et les *majorats;* mais avec cette restriction que « les propriétés ainsi possédées sur le territoire français n'auraient et ne conféreraient aucun droit ou privilége relativement aux autres sujets français et à leurs propriétés (6). » L'art. 71 de la Charte de 1814, maintenu en 1830, portait : « La noblesse ancienne reprend ses titres. La nouvelle conserve les siens. Le roi fait des nobles à volonté, mais il ne leur accorde que des rangs et des honneurs, sans aucune exemption des charges et des devoirs de la société. » Un décret de 1848 a aboli les anciens titres et les qualifications qui y étaient attachées (7), mais il a été purement et simplement abrogé par un décret du 4 janv. 1852 (8). A l'avenir, toute institution de majorat est interdite (9).

L'esclavage est aboli (10) et ne peut jamais être rétabli (11).

Les priviléges pécuniaires personnels ou réels en matière de sub-

---

(1) Const. 1791, préambule ; C. civ., art. 8, etc.

(2) Déclar. 26 août–5 oct., 3 nov. 1789, art. 6 ; const. 1791, déclar. *idem*, et tit. 1er, 3° ; 1793, art. 4 ; an III, art. 3.

(3) Ch. 1814 et 1830, art. 5 ; L. 24 déc. 1789, etc. ; const. 1848, art. 7 (*V.* ci–dessus, p. 42, note 8).

(4) Const. 1791, préamb.; an III, art. 3, 2e alin.; an VIII, art. 4, 4e alin.— *V.* ci–dessous.

(5) Const. 1791, préamb.; an III, art. 351.

(6) Art. 5 et 6. — *V.* D. du 1er mars 1808, etc.

(7) D. 29 fév. 1848. — *V.* aussi const. 1848, art. 10, 2e alinéa.

(8) *V.* en outre D. 22 juill. 1856, etc., nouveaux titres conférés.— *V.* aussi L. 28 mai 1858.

(9) L. 12 mai 1835 ; 7 mai 1849. — Mais *V.* L. 18 mars 1857 (dotation, transmission par ordre de primogéniture de mâle en mâle).

(10) D. 27 avril 1848 ; const. 1848, art. 6. — *V.* L. 16 pluv. an II et ci–dessus, p. 42, notes 7 et 10.

(11) Sén.–cons. 3 mai 1854, art. 1er ; L. 28 mai 1858.

sides sont abolis à jamais. La perception se fait sur tous les citoyens et sur tous les biens, de la même manière et dans la même forme (1).

La France est UNE, même sous le rapport spirituel catholique. « Il ne doit y avoir qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises catholiques de France (2). »

TITRE QUATRIÈME.

Du Pouvoir exécutif central ou des Autorités centrales.

Le pouvoir exécutif central ou les autorités centrales (3) se composent : 1° du chef de l'État, de ses ministres et de *leurs* conseils ; des agents auxiliaires ou employés répartis dans les *ministères* ou autres administrations générales et chargés de la direction des divers services, de la préparation des mesures et dispositions ou des décisions à prendre pour l'exécution des lois, de l'expédition de ces actes ou décisions, enfin, de la gestion des établissements publics généraux ou centraux appartenant à l'État et constituant ou non des personnes publiques distinctes ; 2° des autorités spirituelles ou religieuses centrales ; 3° des corps investis soit pleinement (4), soit effectivement seulement (5) de la JURIDICTION administrative et du contrôle *judiciaire* (*au moins en la forme*) de tous les faits de la COMPTABILITÉ publique.

Le pouvoir central a des attributions de diverse *étendue :*

1° D'une part, il gouverne, c'est-à-dire protége et administre les intérêts politiques et financiers, moraux et matériels de l'*État* et ceux des établissements publics centraux, dans leurs rapports même avec les intérêts privés.

A cet effet, il dirige ou procure l'exécution des lois d'intérêt général. Ses actes, à cet égard, embrassent tout le pays sur la surface et dans les différentes parties duquel sont répartis ses représentants.

Il gère les propriétés et les finances de l'État et de ses établissements, et, à cet effet, il stipule et contracte, etc.;

2° D'une autre part, il surveille et contrôle l'administration ou la

---

(1) L. 4, 11 août, 3 nov. 1789, art. 9; déclar. 20 à 26 août–5 oct., 3 nov. 1789, art. 13 ; L. oct., nov.-6 nov. 1789, art. 1er ; const. 1791, déclar., art. 13 ; 1793, art. 101 ; Ch. 1814, art. 2, 71 ; 1830, art. 2, 62 ; const. 1848, art. 15.

(2) L. 18 germ. an x, art. 39 ; D. 4 avril 1806.—*V.* D. 7 germ. an XIII.

(3) *V.* ci-dessus, p. 15 et p. 72, *Centralisation.*

(4) Ex.: Cour des comptes.

(5) Conseil d'Etat.

gestion des intérêts *locaux*, c'est-à-dire coloniaux, départementaux et communaux, et de ceux des établissements publics et d'utilité publique répandus dans le pays, aussi dans leurs rapports avec les intérêts même privés.

3° Ses attributions comme *juge* administratif s'appliquent tant à des intérêts généraux qu'à des intérêts locaux.

Nous ne parlerons, sous le présent Titre, des autorités centrales que comme exerçant le gouvernement et l'*administration* ou la gestion des intérêts du pays, c'est-à-dire de l'État, de ses dépendances et de ses fractions, et des différentes personnes publiques, centrales ou locales, et non comme exerçant la *juridiction* administrative, laquelle fera, dans son ensemble, l'objet d'un autre *Titre*.

Le pouvoir (ou l'autorité) central est *à la fois* civil, religieux, en tant qu'il s'agit des cultes dans leurs rapports avec l'ordre politique, les droits et la paix des citoyens, des intérêts temporels des cultes eux-mêmes et de leurs ministres, et de l'intervention de ceux-ci dans l'administration de certains intérêts moraux de la société; enfin, militaire et maritime (si l'on peut ainsi parler pour désigner son pouvoir de direction des choses de la marine).

Il n'y a pas en France d'autorité centrale *spirituelle* catholique; cette autorité est le saint-siége ou le souverain pontife, avec lequel on traite comme avec un autre souverain (1).

Mais à l'égard des cultes protestants et israélites, il existe, ainsi que nous le verrons (2), des autorités centrales, lesquelles, indépendantes dans les limites ci-dessus tracées (3), quant au pouvoir spirituel, sont, en tout ce qui touche le temporel, subordonnées au pouvoir politique central (4), et sont appelées d'ailleurs par elles-mêmes ou par leurs membres à une certaine participation dans certaines mesures d'intérêt général (5).

CHAPITRE Ier.

Du Chef du Pouvoir exécutif.

Le chef du pouvoir exécutif est, avons-nous dit (6), soit un monarque ou un être individuel, soit un être collectif.

---

(1) *V.* Convent. 26 mess. an IX ; L. 18 germ. an X.
(2) ci-après chap. II.
(3) *V.* tit. Ier, chap. II.
(4) Le chef de l'Etat et ses ministres.
(5) *V.* D. 26 mars 1852, art. 6 ; O. 25 mai 1844 ; L. 15 mars 1850, art. 1er; D. 9 mars 1852, art. 5, etc.
(6) *V.* p. 15.

La monarchie donne lieu à une *liste civile* et à une dotation mobilière et immobilière de la *couronne,* etc. (1). La couronne ou le domaine de la couronne et la liste civile constituent une personne civile *publique*, dont les intérêts sont distincts de ceux de l'État ; de même que le *trésor* de la liste civile ou de la couronne est distinct du trésor public (2). Le domaine de la couronne, néanmoins, n'est qu'une fraction du domaine de l'État, ayant une affectation spéciale (3).

Le domaine de la couronne, mobilier et immobilier, et la liste civile, sont régis, sur certains points, par des règles spéciales de droit public, et sur d'autres, par les règles du droit civil.

On appelle liste civile *proprement dite* la somme annuelle payée par le trésor public ou de l'État pour la splendeur du trône et la dépense du chef de l'État et de sa maison civile. Cette somme est fixée à chaque changement de règne et pour sa durée, par la loi, et aujourd'hui par UN sénatus-consulte spécial (4). A cette somme viennent se joindre les revenus du domaine de la couronne (5). Composée de ces ressources, la *liste civile* supporte les charges imposées *en général* à l'usufruitier (6). Elle supporte, outre les frais d'entretien (7), ceux des réparations de toute nature des meubles et immeubles (8).

---

(1) L. 26 mai-1er juin 1791 ; const. 1791, tit. III, ch. II, sect. Ire ; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 15 ; 30 janv. 1810 ; Ch. 1814, art. 23 ; 1830, art. 19 ; L. 8 nov. 1814 ; 15 janv. 1825 ; 2 mars 1832 ; sén.-cons. 12 déc. 1852, etc.

(2) Le *Trésor* de la couronne ne constitue pas plus que le Trésor public une personne à part (*V.* p. 1).—*V.* av. cons. d'Etat, 13-25 fév. 1808, préamb.

(3) L. 28 oct.-1er nov. 1790, 1°.—Le domaine de l'Etat n'est point, avons-nous dit, une personne civile. La personne civile, c'est l'*Etat* quant à son domaine (*V.* p. 1 et p. 2, note 1). On peut, à la rigueur, en dire autant du *domaine* de la couronne ; la personne civile, c'est la couronne qu'on désigne habituellement à cet égard sous le nom collectif de liste civile.

(4) Const. 1791, tit. III, chap. II, sect. Ire, art. 10; Ch. 1814, art. 23 ; 1830, art. 19 ; sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 9 ; 12 déc. 1852. — *V.* toutefois sén.-cons. 20 juin 1860, etc. — Cette somme est de 25 millions (L. 4 janv. 1790 ; 5 juin 1790 ; 9 juin 1790 ; 26 mai-1er juin 1791, art. 1er; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 15 ; L. 8 nov. 1814, art. 1er ; L. 15 janv. 1825, art. 2 ; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 1er). En 1832, 12 millions (L. 2 mars, art. 17).—*V.* sén.-cons. 1er avril 1852, *idem*. — En 1791, la maison militaire du roi était comprise dans les dépenses connues sous le nom de « maison du roi » et ne faisait point partie des dépenses de l'armée (*V.* L. 9 juin 1790).

(5) *V.* ci-après deuxième L. 26 mai-1er juin 1791, art. 4.

(6) L. 2 mars 1832, art. 16 ; sén.-cons. 1852, art. 15, arg.; C. civ., tit. III, chap. Ier, sauf les dispositions suivantes, et C. civ., art. 617 à 622, etc.

(7) C. civ., art. 605, 606.

(8) L. 26 mai-1er juin 1791, art. 5 ; deuxième L., *idem*, art. 4 ; sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 4 ; L. 8 nov. 1814, art. 3 ; 2 mars 1832, art. 14 ; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 14. — Ne sont pas compris dans l'entretien et les réparations de toute nature, les grands travaux de *reconstruction* que, par suite

Elle est dispensée de fournir caution (1). Elle fournit aux frais de replantation et de repeuplement des forêts, ainsi que de leur garde et administration (2).

Les deniers de la liste civile ou de la *couronne* sont insaisissables (3).

Les biens meubles et immeubles de la couronne sont inaliénables et imprescriptibles (4). Ces biens ne peuvent être donnés ni vendus, excepté par expropriation pour cause d'utilité publique (5); ils ne peuvent être engagés ni grevés d'hypothèques; mais l'échange des immeubles peut être autorisé par des sénatus-consultes (6), et les biens meubles inventoriés avec estimation peuvent être aliénés moyennant remplacement (7).

La durée des baux peut être de 21 ans, et plus, moyennant autorisation par un sénatus-consulte (8).

Le chef de l'État peut faire *à ses frais* aux palais, bâtiments et domaines tous les changements, additions et démolitions qu'il juge utiles à leur conservation ou à leur embellissement (9).

Les *propriétés* de la couronne ne sont pas soumises à l'impôt (foncier ni des portes et fenêtres) (10); elles supportent néanmoins toutes les charges départementales et communales (centimes additionnels

---

de force majeure, d'accidents fortuits ou d'un état reconnu de *vétusté*, il serait nécessaire d'exécuter dans les bâtiments dépendant de la dotation immobilière de la couronne (sén.-cons. interprétatif, 20 juin 1860).

(1) L. 2 mars 1832, art. 16; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 15.—*V.* C. civ., art. 601 et suiv., etc.; L. 21 fév. 1827, etc.

(2) Deuxième L. 26 mai-1er juin 1791, art. 3, 4.—*V.* ci-après p. 80.

(3) L. 2 mars 1832, art. 29; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 23.

(4) Tant qu'ils conservent cette affectation. — *V.* L. 22 nov.-1er déc. 1790. préamb., et § 2, etc.; C. civ., art. 2226, 2227, etc.; L. 9 mai-21 sept. 1790, art. 1er (*V.* ci-après, *Changement de règne*).—Sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 10; L. 8 nov. 1814, art. 9; L. 2 mars 1832, art. 8; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 7.

(5) *V.* L. 3 mai 1841, art. 13, 26; sén.-cons. 23 avril 1856.

(6) Sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 11, 12; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 7,8; et 23 avril 1856; auparavant par des lois (L. 8 nov. 1814, art. 11; L. 2 mars 1832, art. 8, 9).

(7) L. 2 mars 1832, art. 8; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 7. — *V.* quant à l'inventaire L. 26 mai-1er juin 1791, art. 6, 7; sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 8; L. 8 nov. 1814, art. 4; L. 2 mars 1832, art. 6; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 1er, 5.

(8) Sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 10.—Dix-huit ans, sauf une loi (L. 2 mars 1832, art. 11). — Neuf ans conformément au Code civil, à moins d'un décret délibéré en conseil d'Etat (sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 14) ou d'une loi (L. 18 nov. 1814, art. 13).—*V.* C. civ., art. 595, 1429, 1430, 1718.

(9) L. 2 mars 1832, art. 14; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 13. — *V.* page précédente, note 8.

(10) Sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 16; L. 8 nov. 1814, art. 12; 2 mars 1832, art. 13; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 12; *secus*, deuxième L. 26 mai-1er juin 1791, art. 4. — Cela équivalait à une *réduction* de la liste civile.

à ces impôts) (1); ainsi, elles contribuent aux dépenses des chemins vicinaux; et même lorsqu'un chemin vicinal, entretenu à l'état de viabilité par une commune, est habituellement ou temporairement dégradé (d'une manière excessive) par des exploitations de mines, carrières ou forêts appartenant à la couronne (comme à des particuliers ou à l'État), il peut y avoir lieu d'imposer à la couronne propriétaire, c'est-à-dire à la *liste civile* ou aux entrepreneurs de l'exploitation, selon que les travaux ou transports ont lieu pour les uns ou pour l'autre, des subventions spéciales dont la quotité est proportionnée à la dégradation *extraordinaire* qui doit être attribuée aux exploitations (2).

Les biens qui forment la dotation de la couronne sont d'ailleurs grevés de toutes les charges civiles de la propriété (3).

Les biens de la couronne ne sont jamais grevés des dettes du chef de l'État ni des pensions par lui accordées aux employés de sa maison. Les droits des créanciers et de ces employés sont, après son décès, réservés, s'il y a lieu, sur le domaine privé délaissé par lui (4).

Les monarques *personnellement* ne sont tenus en aucun cas des dettes ni des engagements de leurs prédécesseurs (5).

Le Trésor public, *ou l'État*, n'en est jamais tenu non plus (6).

Le domaine de la couronne et la liste civile sont administrés soit par un intendant général, soit par un *ministre* de la *maison*, qui, en fait et quel que soit son titre, n'est toujours qu'un intendant général (7). Les actions concernant le domaine de la couronne et la

---

(1) L. 2 mars 1832, art. 13 ; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 12.

(2) L. 21 mai 1836, art. 13 et 14.

(3) Sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 16.

(4) *V.* ci-après.—Sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 17, 19, 18; L. 8 nov. 1814, art. 13, 17; 2 mars 1832, art. 10, 26; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 9, 21.

(5) L. 26 mai-1er juin 1791, art. 3; sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 17, 18, deuxième alinéa.

(6) L. 26 mai-1er juin 1791, art. 3; sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 19; L. 2 mars 1832, art. 10; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 9 et 21. — Toutefois les fonctionnaires, agents et employés préposés à la gestion des biens meubles et immeubles composant la dotation de la couronne ne sont point assimilés aux fonctionnaires et agents *de la maison* attachés à la personne impériale et désignés par l'article 21 du sénatus-consulte du 12 décembre 1852; ils restent et demeurent les serviteurs *de l'Etat*. *En conséquence*, quoique rétribués sur les fonds de la liste civile, ils subissent des retenues et reçoivent des pensions au profit et à la charge *de l'Etat* (D. 31 déc. 1852; L. 9 juin 1853, art. 4, deuxième alinéa).—Il nous semble que cette interprétation du sénatus-consulte du 12 décembre eût dû être donnée par un *sénatus-consulte* (const. 1852, art. 27, 2° et 3°); mais le Corps législatif a adopté la loi du 9 juin 1853 et le Sénat a déclaré ne pas s'opposer à sa promulgation.

(7) Const. 1791, tit. III, chap. II, sect. Ire, art. 11; sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 13; L. 8 nov. 1814, art. 14; 2 mars 1832, art. 27, arg.; D. 14 et 23 déc. 1852, etc.

liste civile sont dirigées par ou contre l'administrateur de ce domaine et de la liste civile (1).

Elles sont d'ailleurs instruites et jugées dans les formes et suivant les règles *ordinaires* (civiles ou administratives, selon les cas) (2); mais les titres ne sont jamais exécutoires sur les deniers de la liste civile ni sur les biens de la couronne, et sur les effets mobiliers (fussent-ils du domaine privé) (3) renfermés dans les palais, manufactures et maisons de la dotation (4).

Les bois et forêts du domaine de la couronne sont soumis aux dispositions du Code forestier concernant les bois et forêts de l'État, mais ils sont régis et administrés exclusivement par l'administrateur du domaine de la couronne, ou, sous ses ordres, par un agent spécial (5).

Les agents et gardes des forêts de la couronne, nommés par le chef de l'État ou l'administrateur de ces forêts, sont d'ailleurs en tout assimilés aux agents et gardes de l'administration forestière tant pour l'exercice de leurs fonctions que pour la poursuite des délits et contraventions, sans préjudice du droit qui appartient au ministère public (6). Le droit de chasse dans certaines forêts (et étangs) lui est attribué exclusivement (7). Les dispositions de la loi sur l'exercice du droit de chasse ne sont pas applicables aux *propriétés* de la couronne (8).

La liste civile ou la *couronne* a son trésorier (9). Ce trésorier et tous autres receveurs et payeurs du Trésor de la couronne *ou* de la *liste civile* sont soumis non-seulement aux art. 2098 et 2121, *etc.* du Code civil ; mais encore à toutes les dispositions de la loi du 5

---

(1) Const. 1791, tit. III, chap. II, sect. Ire, art. 11 ; sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 13 ; L. 2 mars 1832, art. 27 ; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 22 ; nonobstant, C. proc. civ., art. 69, 4°, et L. 8 nov. 1814, art. 14.

(2) L. 2 mars 1832, art. 27 ; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 22. — *V.* D. 11 juin 1806, art. 14, 2° ; L. 28 pluv. an VIII, art. 4 ; D. 12 juill. 1807.

(3) *V.* ci-après.

(4) L. 2 mars 1832, art. 26 ; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 23.

(5) Sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 15 ; L. 8 nov. 1814, art. 16 ; 2 mars 1832, art. 12 ; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 11 ; Ex.: 23 déc. 1852 ; C. for.— L. 21 mai 1827, art. 1er, 2° ; 86, 88, 87, 159, 184, 174 ; O. 1er août 1827, art. 124. — Les coupes extraordinaires et coupes des quarts en réserve ou de massifs réservés pour l'aménagement pour croître en futaie ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'un sénatus-consulte (sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 11), ou d'une loi (L. 2 mars 1832, art. 12).

(6) L. 26 mai-1er juin 1791, art. 5, 6. — *V.* note précéd.

(7) L. 28-30 avril 1790, art. 16 ; L. 22-25 juill. 1790 ; sén.-cons. 1er avril et 7 juill. 1852 ; 12 déc. 1852, art. 11, dern. al.

(8) L. 3 mai 1844, art. 30, 31.

(9) Ex.: D. 31 déc. 1852.

sept. 1807 et autres concernant les priviléges du Trésor public sur les biens meubles et immeubles des comptables. Les receveurs, les receveurs de l'enregistrement, les conservateurs des hypothèques et les officiers du ministère public près les tribunaux sont tenus de se conformer, en ce qui les concerne, aux dispositions de ces lois dans les cas qui y sont prévus (1).

Sauf les dispositions que nous venons d'indiquer, les règles ordinaires du droit *civil* régissent les propriétés de la couronne (2) et les rapports de la *liste civile* avec les *autres* personnes publiques ou privées (3).

Certains établissements dépendent de la *liste civile* ou du domaine de la *couronne* (4); mais ces établissements ne sont pas des personnes à part; leurs intérêts restent confondus dans ceux de la liste civile (5).

Le monarque a aussi son domaine *privé* à part, qui se compose des biens qu'il acquiert pendant son règne, à titre onéreux ou gratuit, conformément aux règles du droit civil (6), et contre lequel seul sont exécutoires les titres qui pourraient être obtenus contre le monarque *pour quelque cause que ce soit* (7).

Les propriétés du domaine privé sont soumises à l'impôt et à toutes les règles du droit *civil* ou *privé* (8), si ce n'est que le monarque peut en disposer par donation entre-vifs ou testament sans être assujetti aux règles sur la quotité disponible, et sauf aussi le droit de dévolution, lors de son décès, au domaine de l'État *et* de la couronne, s'il n'en a pas disposé (9); mais les droits de ses créanciers et ceux des employés de sa maison à qui des pensions de retraite auraient

---

(1) Av. cons. 13–25 janv. 1808.
(2) L. 2 mars 1832, art. 16; sén.-cons. 12 déc.1852, art. 15.
(3) *V.* ci-dessus, tit. Ier, chap. Ier.
(4) Ex.: manufactures (2e L. 26 mai–1er juin 1791, art. 3; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 15; 30 janv. 1810, art. 1er; L. 8 nov. 1814, art. 5; 2 mars 1832, art. 2; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 1er.
(5) Excepté le théâtre de l'Opéra (D. 12 nov. 1854; 20 juill. 1855; 14 mai et 1er juill. 1856).
(6) L. 9 mai–21 sept. 1790, art. 3; const. 1791, tit. III, chap. II, sect. Ire, art. 9; sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 31; L. 8 nov. 1814, art. 18; 2 mars 1832, *id.*; sén.-cons. 12 déc. 1852, *id.*
(7) L. 2 mars 1832, art. 28; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 23;
(8) Sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 34; L. 18 nov. 1814, art. 19; 2 mars 1832, art. 24; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 20, 22, 2e al.
(9) L. 9 mai–21 sept. 1790, art. 3; const. 1791, tit. III, chap. II, section Ire, art. 9; L. 8 nov. 1814, art. 21, 22; 2 mars 1832, art. 23, 26; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 19.—*V.* règles toutes différentes, sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 36 et 51; *V.* aussi L. 2 mars 1832, art. 22, etc.—*V.* p. 77 et p. 78, note 4.

été accordées ou seraient dues par imputation sur un fonds de retenue, sont toujours réservés sur ces propriétés (1).

Les actions concernant le domaine *privé* sont dirigées par ou contre l'administrateur de ce domaine, qui peut être en même temps celui du domaine de la couronne; elles sont instruites et jugées dans les formes *ordinaires*, civiles ou administratives, sauf cette dérogation à l'art. 69 du Code de procédure civile (2).

Comme dépositaire de la puissance exécutive, et indépendamment de sa participation directe et habituelle à l'exercice de la puissance législative (3) et de sa participation indirecte à l'exercice de la puissance judiciaire proprement dite (4), et à l'exercice de la juridiction administrative dont nous parlerons (5), le chef du pouvoir exécutif exerce les attributions suivantes :

I. Il promulgue les lois (6), les sénatus-consultes sanctionnés ou adoptés par lui, etc. (7), après les avoir fait sceller du sceau de l'État (8).

Les lois, etc., sont exécutoires en *vertu* de la promulgation qui en est faite (9), laquelle *résulte*, en général, de l'insertion au *Bulletin des lois* (10), de l'acte *précédé* et *suivi à la fois* de la formule : « N., par la grâce de Dieu et la loi constitutionnelle de l'Etat ou les constitutions de la République ou de l'Empire, ou la volonté nationale, Roi,

---

(1) Sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 17; L. 2 mars 1832, art. 26, 28; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 21, 23.

(2) Sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 32; L. 2 mars 1832, art. 27; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 22; nonobst. C. pr., art. 69, 4°. — *V*. D. 11 juin 1806, art. 14, 2°; L. 28 pluv. an VIII, art. 4.

(3) *V*. ci-dessus, p. 5, note 3.

(4) *V*. p. 6, note 2; p. 7, notes 1 à 4.

(5) *V*. ci-après, tit. VIII.

(6) Si le Sénat ne s'oppose à la promulgation (*V*. ci-dessus p. 59),

Il ne faut pas confondre la promulgation avec la sanction (*V*. ci-dessus, tit. II, chap. IV, note 2). La sanction, quand il y a lieu à sanction, est partie nécessaire de la formation de la loi, etc., et la rend parfaite. La promulgation est nécessaire aussi sans doute, mais seulement pour faire connaître la loi, pour la faire exécuter. C'est la première condition, le premier moyen de son exécution, et voilà pourquoi elle appartient au pouvoir, exécutif (*V*. av. cons. d'Et. 5 pluv. an VIII).

(7) *V*. tit. II, III, IV, V et VI; L. 7 juin 1820, art. 2.

(8) L. 8 oct.-6 nov. 1789, art. 57; L. 21 juin 1791; const. de 1791, tit. III, chap. IV, section I^re^; L. 15 août 1792, art. 2; const. an III, art. 128 à 131; const. an VIII, art. 41; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 137, 140; Charte 1814, art. 22; 1830, art. 18; const. 1848, art. 56, 59; 1852, art. 10, 28. — *V*. ci-dessus p. 46, note 1.

(9) C. civ., art. 1^er^.

(10) *V*. ci-dessus, p. 65. — Quant aux colonies et à l'Algérie, il y faut une promulgation spéciale (*V*. ci-dessus tit. III et ci-après).

Empereur des Français » (1) *ou bien* : « Au nom de la nation, ou de la République, ou du peuple français, le conseil exécutif, ou le Directoire, ou Premier consul, etc., voulons ou mandons et ordonnons, ou mande et ordonne ce qui suit : » (ici le texte); puis, « mandons et ordonnons, ou mande et ordonne *à* tous les corps administratifs et tribunaux, que les présentes ils fassent consigner dans leurs registres (2), lire, *publier* et afficher (3) dans leurs départements et ressorts respectifs et exécuter comme loi, » *ou bien*, « donnons en mandement à nos Cours et tribunaux, préfets, corps administratifs et autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et pour les rendre plus notoires à tous (nos sujets) ils les fassent *publier* et enregistrer partout où bèsoin sera (car tel est notre plaisir) (4), et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel *ou* sceau, » *ou bien*, enfin : « mandons et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'État, insérées au *Bulletin des lois*, soient adressées aux Cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer (5)... » Le ministre de la justice est chargé d'en surveiller la *publication* (6).

La promulgation est donc l'ordre de publication; cependant la loi devient exécutoire, même indépendamment de toute autre publi-

---

(1) Louis XVIII avait retranché « et la loi constitutionnelle, etc. », et repris le titre de roi de France et de Navarre.—Après 1830, on lit seulement « Louis-Philippe, roi des Français. »

(2) La transcription sur les registres des tribunaux doit être faite sans modification ni délai, ni protestation, sur la réquisition du ministère public (L. 20 oct.–3 nov. 1789; 5–6 nov. 1789, art. 9; L. 10–17 nov. 1789; L. 16–24 août 1790, tit. II, art. XI; L. 2-5 nov. 1790, art. 15, 16; arr. 26 brum. an VIII; C. pén., art. 127, 1°).

(3) *V.* ci-après.

(4) Mots repris de l'ancien régime, en 1814, supprimés en 1830.

(5) L. 7 à 12 oct., 5–6 nov. 1789, art. 5; L. 21 juin 1791; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. Ire, art. 3; L. 15 août 1792, art. 5; L. 22 nov. 1792; const. an III, art. 130; arr. 29 niv. an VIII; sén.–cons. 28 flor. an XII, art. 140; D. 2 déc. 1852. — La constitution de l'an III portait seulement : Le Directoire ordonne que la loi ou l'acte législatif ci-dessus sera publié, exécuté et qu'il sera muni du sceau de la république. De 1848 au 2 déc. 1851, point de formule; la loi était simplement insérée au *Bulletin des lois*. Jusqu'au 2 déc. 1852 la loi est suivie de ces mots : La présente loi, revêtue du sceau de l'Etat, sera promulguée et insérée au *Bulletin des lois*.

(6) *V.* chap. III. — Le mandement de faire exécuter, qui se trouve à la fin des lois, n'a, à l'égard des autorités administratives en ce qui concerne l'ordre judiciaire, et à l'égard des autorités *civiles* en ce qui concerne la guerre et la marine, que l'effet d'*assurer* l'exécution de la loi (ou des jugements), lorsqu'elles en sont *requises* dans les formes prescrites par la constitution et les lois. — *V.* tit. Ier, chap. II, et ci-après, tit. VI, chap. « autorités militaires et maritimes. »

cation que l'insertion au *Bulletin des lois*, *en vertu* de cet ordre de publication, et du moment où l'insertion au *Bulletin des lois peut* être connue ou est *réputée* connue (1).

Elle est *réputée* connue, savoir :

Dans le département de la résidence royale *habituelle* ou officielle (Paris et le département de la Seine), et dans les départements dont le chef-lieu est situé à moins de dix myriamètres (environ 20 lieues anciennes) de Paris, un jour *franc* après celui où le *Bulletin des lois* a été reçu de l'imprimerie nationale (royale ou impériale) par le ministre de la justice, qui constate sur un registre l'époque de cette réception (2); et dans les autres départements après l'expiration du *même* délai, augmenté d'autant de jours qu'il y a de fois dix myriamètres entre Paris et le chef-lieu de chaque département (3). Ainsi le point de départ de l'exécution est toujours la réception du *Bulletin des lois* au ministère de la justice et non la publication ultérieure.

Cette publication, néanmoins, doit être faite sans délai (4).

Les communes autres que les chefs-lieux de canton reçoivent une feuille rédigée par les soins et sous la surveillance du ministre de l'intérieur et contenant les lois, les décrets et les instructions du Gouvernement. Une des deux parties de cette publication officielle est placardée dans la commune, au lieu le plus apparent (5). Les maires des autres communes reçoivent le *Bulletin des lois* (6).

Dans les cas et les lieux où le chef de l'État jugerait convenable de hâter l'exécution des lois, en les faisant parvenir extraordinairement sur les lieux, elles sont exécutées *à compter* du jour de (c'est-

---

(1) C. civ., art. 1er, et ci-dessus, p. 82.

(2) C. civ., art. 1er, 3e al.; av. cons. 24 fév. 1817.— Cette date est, depuis 1818, c'est-à-dire depuis le nº 205 de la 7e série, indiquée au bas de chaque bulletin.

(3) C. civ., art. 1er.— *V.* tabl. des distances entre Paris et les divers chefs-lieux, arr. 25 therm. an XI; O. 7 juill. 1824 (Corse); O. 1er nov. 1826, etc. — *V.* tit. Ier de notre Droit public et administratif, p. 151.

(4) L. 5 à 12 oct., 5-6 nov. 1789, art. 9; etc. — *V.* autor. locales.

(5) D. 12 fév. 1852. — Dans les villes et dans chaque commune il doit être, par les officiers municipaux, désigné des lieux exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois et des actes de l'autorité publique, et aucun citoyen ne peut faire des affiches particulières dans ces mêmes lieux sous peine d'amende (L. 18-22 mai 1791, art. 11). Les affiches des actes émanés de l'autorité publique sont seules imprimées sur papier blanc; celles faites par des particuliers ne peuvent l'être que sur papier de couleur sous peine d'amende contre l'imprimeur (L. 22-28 juill. 1791; 28 avr. 1816, art. 65; 25 mars 1817, art. 77; 15 mai 1818, art. 76).

Aucun citoyen et aucune réunion de citoyens ne peut rien afficher sous le titre d'arrêtés, de délibérations, ni sous toute autre forme obligatoire et *impérative* (L. 18-22 mai 1791, art. 13, 15).

(6) *V.* p. 93.

à-dire un jour après) (1) la *publication* qui en est faite par voie d'affiche (2) en vertu d'un arrêté du préfet (3).

En matière sanitaire proprement dite, c'est-à-dire en ce qui touche les précautions à prendre dans l'intérêt général contre la peste, la fièvre jaune et le choléra, les décrets ou ordonnances ayant force de loi que le chef de l'État est, par délégation de la puissance législative, autorisé à faire, pour déterminer les pays dont les provenances doivent être habituellement ou temporairement soumises au régime sanitaire, ainsi que les mesures à observer, etc., et par lesquels il prescrirait l'application des dispositions de la loi *ou des traités* à une portion du territoire français (4), devraient nécessairement, ainsi que la loi elle-même, être publiés et affichés dans chaque commune qui devrait être soumise à ce régime, et les dispositions pénales de la législation ne seraient applicables qu'après cette publication (5).

Des décrets du chef de l'État peuvent ordonner la promulgation dans les colonies des *lois* de la métropole concernant les matières non réservées à des lois nouvelles (6) ou à des sénatus-consultes (7).

Les lois et décrets pouvant avoir force de loi, promulgués dans les colonies, y sont exécutoires : 1° au chef-lieu, le jour de leur publication (8) dans le journal officiel de la colonie. Ainsi, l'insertion dans ce journal constitue la promulgation aux colonies ; 2° pour les localités autres que le chef-lieu, dans les délais déterminés proportionnellement aux distances par des arrêtés des gouverneurs ou autres chefs de chaque colonie. Dans les établissemcnts coloniaux où il n'existe pas d'imprimerie ni de journaux, la promulgation est

---

(1) C. civ., art. 1er.

(2) *V.* note 5 ci-dessus.

(3) O. 27 nov. 1816, art. 4; 18 janv. 1817; — Ex. : D. 1er oct. 1853. Ainsi, la promulgation (ou l'ordre de publier), qui ne résulte pas, dans ce cas, de l'insertion *plus tardive* au *Bulletin des lois*, est réputée *connue* par l'effet de cette publication, qui en est, d'ailleurs, une plus réelle que la *réception* du bulletin au ministère de la justice.

(4) Et même les arrêtés ministériels qui, par sous-délégation de la puissance législative, pourraient, si l'intérêt du service ou l'état de la santé publique l'exigeait, étendre aux ports français de l'Océan les dispositions ordinairement applicables aux ports et possessions de la France situés sur la Méditerranée (D. 4 juin 1853, art. 1er, arg.).

(5) L. 3 mars 1822, art. 1er; D. et convent. 27 mai 1853 et 3 fév. 1852; D. 4 juin 1853.

(6) Sont maintenus dans leur ensemble jusqu'à ce qu'il y soit régulièrement dérogé, les lois en vigueur et les décrets ou ordonnances ayant aujourd'hui force de loi dans les colonies (sén.-cons. 3 mai 1854, art. 2; const. 1852, art. 27, 1°, 56). — *V.* D. 22 janv. 1852, 25 janv. 1853, etc.

(7) Sén.-cons. 3 mai 1854, art. 8, 6, 3 et 4; const. 1852, art. 28.

(8) Et non un jour après, comme l'a voulu le Code civil.

soumise au mode déterminé par les gouverneurs ou commandants desdits établissements (1).

Des dispositions analogues existaient pour l'Algérie. Elle avait son bulletin officiel, et la promulgation des actes ayant force de loi résultait de leur insertion dans ce bulletin. Elle était réputée connue, au chef-lieu, un jour après la réception, par le directeur de l'intérieur ou directeur général des affaires civiles, du bulletin à lui transmis par le gouverneur général, et dans chaque sous-direction (subdivision de la province), passé ce même délai, après autant de jours qu'il y avait de fois cinq myriamètres de distance entre le chef-lieu et celui de chaque sous-direction, cercle ou même mairie, en dépendant, ou, en cas d'urgence, à compter du jour où ils auraient été publiés à son de caisse ou par affiche. Quant aux lois et décrets en matière de douanes, il avait été décidé, depuis, qu'ils seraient exécutoires d'après les règles établies dans la métropole, c'est-à-dire celles du Code civil, la distance légale de Paris à Alger étant fixée à cent soixante myriamètres (2); mais aujourd'hui la promulgation des lois, etc., en Algérie, a lieu à Paris. Elle est confiée au ministre et résulte de l'insertion au bulletin officiel des actes du ministère chargé de l'administration de l'Algérie. La promulgation est réputée connue à Paris le jour même de la réception du bulletin au ministère; au chef-lieu de chaque province, un jour après la réception du bulletin par le chef du territoire civil ou département; enfin, dans les circonscriptions administratives secondaires, c'est-à-dire inférieures au département (3), à l'expiration du même délai, augmenté d'autant de jours qu'il y a de fois cinq myriamètres entre le chef-lieu de la province et celui de la circonscription. Dans les circonstances extraordinaires, la promulgation peut être faite à son de caisse ou par voie d'affiches, et les actes ainsi promulgués sont exécutoires *immédiatement* (4).

Le Code civil et les ordonnances de 1816 et 1817, et les autres actes plus récents qui ont défini la *promulgation* et réglé le point de départ de l'exécution des lois en France (y compris les colonies et l'Algérie), n'ayant pu statuer que pour l'avenir (5), si l'on veut savoir comment et quand chacune des lois antérieures a pu devenir et est

---

(1) D. 15 janv. 1853, art. 3.

(2) O. 15 avr. 1845, art. 4 à 9; 22 avr. 1846; 1er sept. 1847; D. 25 fév. 1851.

(3) *V.* p. 18, note 4, et arr. 9 déc. 1848, art. 11 (arrondissements et commissariats.)

(4) D. 27 oct. 1858.

(5) C. civ., art. 2, etc. — *V.* ci-dessus, p. 42, note 3.

en effet devenue exécutoire, il faut recourir à la législation précédente et distinguer plusieurs époques : la première, antérieure à la loi des 2-5 nov. 1790 ; la deuxième, depuis la publication de cette loi jusqu'au 24 prair. an II, date de la première émission du *Bulletin des lois* (1); la troisième, du 24 prair. an II, jusqu'à l'arrivée au chef-lieu de chaque département de la loi du 12 vend. an IV (ces trois époques ont d'ailleurs été, pour ainsi dire, ramenées à une seule par la loi du 24 brum. an VII) ; la quatrième, depuis l'arrivée officielle de cette loi du 12 vend. an IV au chef-lieu de chaque département jusqu'à la promulgation réputée connue du titre préliminaire du Code civil, décrété le 14 vent. an XI (5 mars 1803), promulgué par conséquent le 24 (2); la cinquième, depuis cette promulgation jusqu'à la chute du Gouvernement impérial ; la sixième, depuis cet événement jusqu'au rétablissement de ce même Gouvernement et de la constitution de l'an VIII, en 1815; la septième, depuis ce rétablissement jusqu'à la fin du Gouvernement impérial ; la huitième, depuis cette seconde fin jusqu'à la date de la force obligatoire acquise par l'ordonnance du 27 nov. 1816 et de la définition donnée par elle, et qui l'eût été plus convenablement par une loi. Il peut d'ailleurs être intéressant de connaître les divers modes de *publication* et les différents systèmes de mise en vigueur successivement suivis depuis 1789 (3).

Bien que d'après les textes actuels la mise en vigueur paraisse, au premier coup d'œil, avoir lieu par département (4), cependant on aperçoit bientôt, en y réfléchissant, qu'elle a lieu par zones plus étendues, puisqu'il peut y avoir et qu'il y a en effet *plusieurs* départements dont le chef-lieu se trouve à une distance de Paris différant de *moins* de dix myriamètres, etc. On verra par ce qui suit que quelquefois l'application ou la mise à exécution a pu avoir lieu à des dates différentes, non-seulement pour chaque département, mais pour chaque *commune*. On va voir également que le moment de l'application ou de l'exécution n'a pas été toujours, comme aujourd'hui, *le même* pour les dispositions dépendantes de l'autorité judiciaire et pour celles qui dépendent de l'autorité administrative.

---

(1) Ce bulletin contient, ainsi que nous l'avons dit (*V.* p. 66, note 5), quelques lois d'une date antérieure, mais non publiées, et par conséquent, à la rigueur, non exécutoires jusque-là.

(2) *V.* ci-dessus, p. 46, note 6.

(3) Un savant et regrettable professeur de la faculté de droit de Paris, M. Berriat-Saint-Prix, a publié en 1809 des « recherches sur les divers modes de publication des lois depuis les Romains jusqu'à nos jours », réimprimées en 1838 avec addition d'une note relative à l'état actuel.

(4) *V.* C. civ., art. 1er, etc.

Première époque (avant la loi des 2-5 nov. 1790).—Tous les arrêtés et décrets acceptés ou sanctionnés par le roi étaient, comme aujourd'hui, envoyés (mais par l'Assemblée nationale) aux tribunaux et aux municipalités et autres *autorités* ou corps administratifs, pour y être transcrits sur leurs registres, sans modification, protestation, ni délai, et, *de plus*, pour être *lus*, publiés et *affichés*; et les lois étaient mises à exécution, savoir : dans le ressort de chaque tribunal ou de chaque district (selon que l'application ou l'exécution appartenait, d'après leur objet, à l'une ou à l'autre autorité) (1), à compter du jour où ces formalités avaient été remplies par chacune d'elles (2).

Cependant les lois rendues *avant* la suppression des parlements, conseils supérieurs et autres Cours de justice, et non envoyées à ces parlements, conseils ou Cours, et les lois rendues depuis cette suppression, mais avant l'*installation* des nouveaux tribunaux créés par la loi des 16-24 août 1790, ont dû être exécutées ou appliquées même par l'autorité judiciaire, sur la publication faite par les seules autorités administratives (3).

La publication, par simple transcription sur les registres des corps administratifs ou des tribunaux, de toute loi rendue avant la loi des 2-5 nov. 1790 a été déclarée valable *et suffisante* (4). Enfin, la loi du 24 brum. an VII, dont il sera question ci-après (5), a, pour l'époque postérieure à la réception au chef-lieu de chaque département de la loi du 12 vend. an IV, suppléé au défaut de publication des lois rendues depuis 1789, antérieurement comme postérieurement à la loi du 5 nov. 1790 et à l'installation des nouveaux tribunaux, jusqu'à la mise en vigueur de cette loi de l'an IV.

La loi du 26 fév. 1790 enjoignait en outre, mais d'une manière

---

(1) Le ressort de chacune des deux autorités, après l'organisation décrétée par la loi des 16-24 août 1790, était, en fait, le même; mais il faut l'envisager abstractivement par rapport à chacune d'elles (*V*. L. 16-24 août 1790, titres IV et III).

(2) L. 20 oct.-3 nov. 1789; 7 à 12 oct., 5-6 nov. 1789, art. 8, 9; 5-6 nov. 1789, 2°, 3°; 10 et 17 nov. 1789; 23-26 fév. 1790, art. 2; 13 juin et 6 juill. 1790; L. 16-24 août 1790, tit. II, art. 11.

(3) L. 2-5 nov. 1789, art. 18, 19. — *V*. p. 45, note 5. — Une loi spéciale des 12-29 juill. 1791 a décidé que le défaut d'enregistrement aux ci-devant parlements ne pourrait être opposé aux règlements qui, jusqu'à la loi des 21 avril - 8 mai 1791 portant suppression des agents de change, ont réglé les conditions et l'exercice de leurs fonctions (bien que ces règlements n'eussent pas été non plus publiés, depuis 1789, par l'autorité administrative).

(4) L. 11 mess. an IV.

(5) *V*. p. 90.

surérogatoire, aux curés ou vicaires desservant les paroisses de faire lecture des lois au prône, à haute et intelligible voix (1).

Deuxième époque.—La loi des 2-5 nov. 1790, réglant le passé, a d'abord déclaré que les transcriptions et publications faites par les corps administratifs, par les tribunaux et les municipalités, des lois, sous quelque titre (2) et en quelque forme que l'adresse leur en ait été faite, sont toutes également de même valeur, et que ces lois sont obligatoires *désormais*, du moment où la publication en a été faite, soit par le corps administratif, soit par le tribunal de l'arrondissement, sans qu'il soit nécessaire qu'elle ait été faite par tous les deux *respectivement* (3).

Mais, pour l'avenir, cette loi et celles qui l'ont suivie dans la même période prescrivaient que les lois seraient imprimées par les soins *du ministre de la justice* (4) en autant d'exemplaires qu'il en serait nécessaire pour les envois à faire tant aux corps administratifs de département et de district (arrondissement) qu'aux tribunaux de district; qu'il ferait marquer d'un timbre sec et du sceau de l'État les exemplaires à envoyer aux *départements* et aux tribunaux, et certifierait par sa signature (griffée) (5) sur chacun de ces exemplaires, qu'il est conforme aux originaux authentiques de la loi, dont un était déposé à la chancellerie; qu'un de ces exemplaires serait envoyé par le même ministre à chacun des commissaires du roi près les tribunaux (6), lequel devait présenter la loi au tribunal dans les trois jours de la réception, et en requérir la transcription et la publication.

D'un autre côté, le ministre ayant la correspondance des départements, c'est-à-dire le ministre de l'intérieur, à qui les autres exemplaires imprimés étaient remis, envoyait à chaque administration de département un des exemplaires timbrés et signés par le ministre de la justice, avec autant d'exemplaires (mais non timbrés ni certifiés) que le département comptait de districts, pour être envoyés par celle-ci, certifiés par elle, à chaque administration de district. L'administration départementale, après avoir fait transcrire sur ses registres et déposé dans ses archives l'exemplaire authentique à elle

---

(1) L. 23–26 fév. 1790, art. 2; 2–3 juin 1790, art. 4. —*V.* ci-dessus, p. 9, L. 18 germ. an x, art. 53.

(2) *V.* ci-dessus, p. 45.

(3) L. 2–5 nov. 1790, préamb. 2°, et art. 18; L. 11 mess. an IV. — *V.* ci-après, L. 24 brum. an VII.

(4) Séparément d'abord, puis *de suite*, mais au fur et à mesure de leur réception (L. 6 sept. 1792).

(5) *V.* arr. 17 vent. an x.

(6) *V.* p. 7, note 1.

adressé, faisait en outre imprimer des exemplaires de chaque loi, tant en placards qu'in-quarto. Ces exemplaires, avec l'exemplaire certifié destiné à chaque district, étaient envoyés par elle aux administrations de district, et celles-ci, après avoir fait transcrire sur leurs registres et déposer dans leurs archives l'exemplaire certifié destiné à chacune d'elles, envoyaient les autres aux municipalités, lesquelles dressaient sur leurs registres procès-verbal de la réception de chaque loi, et devaient ensuite rassembler tous les six mois, en forme de registre, les exemplaires qu'elles avaient reçus.

Non-seulement les tribunaux devaient, sur la présentation qui leur était faite de la loi, l'enregistrer, mais ils devaient encore en faire la publication, tant par lecture à l'audience que par placards affichés.

De leur côté, les administrations de département et de district devaient publier la loi dans la ville où ils étaient établis (1), par placards imprimés, comme il est dit ci-dessus, et affichés; enfin, les municipalités devaient aussi publier la loi par l'affiche (2) des placards qui leur avaient été envoyés à cet effet, et, en outre, par la lecture à haute voix faite par le greffier municipal, les officiers municipaux ou autres citoyens délégués par eux, dans les villes, à la porte de la maison commune, et, dans les bourgs ou villages, à la porte de l'église et à l'issue de la messe paroissiale (3). On voit que rien ne manquait à cette publication *véritable*.

Les lois devenaient exécutoires, dans chaque district ou ressort de tribunal, pour chacune des deux autorités, à compter du jour où ces formalités y avaient été remplies (4).

Du reste, la loi du 24 brum. an VII, par une sorte d'interprétation *rétroactive*, a décidé, pour les lois de cette époque comme pour celles de l'époque précédente et de celle qui va suivre, que les lois envoyées dans les départements et non publiées suivant les formes voulues sont néanmoins devenues obligatoires dans chaque département, du jour de l'arrivée officielle de la loi du 12 vend. an IV au chef-lieu du département.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquaient d'ailleurs qu'aux lois générales constitutives du droit du royaume ou relatives à des objets d'utilité générale, et non aux lois ne regardant que des établisse-

---

(1) Ville qui *pouvait* n'être pas la même que celle où siégeait le tribunal.
(2) *V.* ci-dessus, p. 84, note 5.
(3) L. 2-5 nov. 1790; L. 18-22 mai 1791, art 12; L. 17 août-14 sept. 1792.
(4) L. 13-17 juin 1791, art. 87; L. 22 frim. an II et lois antérieures, arg. (*V.* ci-dessus, p. 88, note 1).

ments particuliers ou des opérations particulières, ou de pure localité et n'intéressant, par exemple, qu'un département. Ces lois n'étaient publiées et affichées qu'autant qu'une disposition expresse l'ordonnait. Elles étaient seulement envoyées en manuscrit au département, au corps administratif ou tribunal, aux établissements ou individus qu'elles concernaient (1).

Troisième époque.—La loi du 14 frim. an II sur le mode de gouvernement provisoire et révolutionnaire créa, comme nous l'avons dit, le *Bulletin des lois* (2), où devaient être insérées les lois concernant l'intérêt public ou étant d'une exécution générale, et seulement en cas d'injonction expresse de la loi elle-même, celles dont l'objet était individuel ou local (3). Ce bulletin, imprimé dans une imprimerie spéciale établie à cet effet (4), et placée sous la direction d'une commission ou agence choisie par la Convention, dans son sein, devait être envoyé par les soins de cette commission, d'abord directement à *toutes* les autorités constituées, à *tous* les fonctionnaires publics chargés de surveiller (ou de procurer) l'exécution ou de faire l'application des lois; puis, à partir de l'an III, seulement aux autorités *centrales* et aux administrations et tribunaux de département et de district, pour être ensuite, par les soins des administrations de département, réimprimé en autant d'exemplaires qu'il serait nécessaire, afin de les envoyer, par l'intermédiaire des administrations de district, à toutes les autorités constituées de chaque arrondissement et à tous les fonctionnaires qui y exerçaient individuellement des fonctions publiques (5). Dans chaque lieu et même dans chaque commune, la promulgation était faite ensuite à son de trompe ou de tambour, et indépendamment de cette proclamation, les lois, dans chaque commune, devaient être lues aux citoyens, dans un lieu public, chaque décadi, soit par le maire, soit par un officier municipal, etc. La loi devenait obligatoire et était exécutée ou appliquée par chaque auto-

---

(1) L. 20 avril 1791 ; 8–20 juill. 1791 ; 16 août 1792.

(2) *V.* tit. II, chap. XI.

(3) L. 15 niv. an IV. — *V.* note 1 ci-dessus.

(4) Devenue, depuis, l'imprimerie dite tour à tour nationale, royale et impériale.

(5) Les lois relatives aux armées de terre et de mer, et qui ne seraient pas obligatoires pour les autorités civiles (*V.* ci–dessus, p. 83, note 6), ne devaient pas être réimprimées par les administrations de département ni envoyées dans les communes. L'agence des lois devait les envoyer directement aux autorités qu'elles intéressaient et fournir à celles-ci, sur leur demande, les exemplaires du Bulletin nécessaires pour les envois qu'elles auraient à en faire aux différentes autorités civiles ou militaires, etc., qui auraient à coopérer à leur exécution (L. 8 pluv. an III, art. 11).

rité indifféremment, à compter du jour de la promulgation ainsi faite (1). C'était là encore une vraie *publication*.

Au surplus, les lois appartenant à cette troisième époque, qui n'auraient pas été promulguées (ou publiées) suivant cette forme, sont aussi, d'après la déclaration rétroactive donnée par la loi du 24 brum. an VII, devenues obligatoires dans chaque *département*, du jour de l'arrivée officielle de la loi du 12 vend. an IV au chef-lieu du département (2).

A compter de cette époque, les tribunaux, bien que toujours obligés de faire transcrire purement et simplement, dans un registre particulier, les lois qui leur sont envoyées (3), ont cessé, comme on le voit, de concourir à la publication des lois.

Quatrième époque. — La loi du 12 vend. an IV (4) supprima toute publication obligatoire des lois, aux frais de l'État, par lecture publique, par réimpression, ou affiche, ou à son de trompe, ou à son de tambour, si ce n'est lorsque ces formalités seraient expressément ordonnées par un article de la loi ou par une décision spéciale, soit du directoire (ou chef) du pouvoir exécutif (5). Les administrations départementales, ou les municipalités dans une commune au-dessus de cent mille habitants, pouvaient et peuvent néanmoins encore aujourd'hui ordonner telles ou telles de ces formalités qu'elles jugent convenables (6). Elle ordonna (7) que les lois d'intérêt général (8) continueraient, par ordre du directoire exécutif et par les soins du ministre de la justice (et non plus du pouvoir législatif), d'être imprimées et publiées dans un bulletin officiel intitulé de même *Bulletin des lois*. Les lois dont le Corps législatif aurait ordonné l'envoi manuscrit devaient néanmoins y être mentionnées par l'intitulé de la loi. Le bulletin était adressé par le ministre aux présidents des administrations départementales et municipales, et aux commissaires du pouvoir *central* près ces administrations, aux présidents, tant de la Cour de cassation que des autres tribunaux civils, correc-

---

(1) L. 14 frim. an II et 8 pluv. an III.
(2) *V.* ci-dessus, p. 90, note 2, et ci-après.
(3) *V.* ci-dessus, p. 83, note 2, et arr. 26 brum. an VIII.
Un arrêté du 5 vend. an V prescrit de plus aux membres du ministère public et aux greffiers de tenir des registres où sont *inventoriés* les bulletins de lois, les circulaires, lettres et papiers officiels qui leur sont adressés ; de manière que ces registres se servent mutuellement de contrôle.
(4) Art. 11.
(5) *V.* O. 18 janv. 1817.
(6) *V.* tit. *des aut. loc.*
(7) Art. 1er.
(8) L. 5 niv. an IV (*V.* ci-dessus, p. 90-91).

tionnels et de commerce, aux juges de paix (1), aux accusateurs publics et aux commissaires du pouvoir exécutif près les tribunaux, aux ambassadeurs, aux consuls (agents consulaires) et aux autres ministres ses collègues, enfin, aux commissaires des guerres et chefs d'administration maritime.

De plus, tout fonctionnaire ou citoyen auquel le bulletin ne devait pas être envoyé gratuitement pouvait *désormais* s'en procurer des exemplaires par voie d'abonnement et de souscription ou des numéros détachés (2). Plus tard il dut être envoyé aux maires (il l'est encore à ceux des chefs-lieux de canton) (3), au moyen d'un abonnement à la charge des communes (4).

Dans tous les cas, même de publication par lecture publique, affiche ou à son de trompe et de tambour, qui n'étaient que des moyens de notoriété plus grande, les lois devenaient dans *chaque département* (pris dans son ensemble) obligatoires et exécutoires de la part de toutes les autorités, sans distinction, *du jour* auquel le bulletin officiel où elles étaient contenues était distribué, *de fait*, au chef-lieu du département. Le point de départ de l'exécution était ainsi considérablement simplifié, mais la publicité réduite. Le jour où le bulletin était arrivé devait être constaté sur un registre où les administrateurs de chaque département certifiaient l'arrivée de chaque numéro ; et afin que les *autorités* constituées de chaque département connussent d'une manière précise l'époque de l'arrivée du bulletin au chef-lieu, le commissaire du pouvoir exécutif près l'administration centrale de chaque département devait faire parvenir, le premier jour de chaque décade, à toutes les autorités constituées établies dans la circonscription du département, un tableau, signé de lui, des numéros du *Bulletin des lois* reçus dans la décade précédente avec la désignation précise du jour de l'arrivée de chacun (5); mais rien n'avertissait les citoyens (6).

Nous avons vu que la loi du 24 brum. an VII avait, comme par interprétation, donné un effet rétroactif à cette loi du 12 vend. an IV,

---

(1) *V.* L. 5–26 août 1793 et 7 août *idem*.
(2) L. 12 vend. an IV, art. 8 ; arr. 19 frim. an X ; D. 25 mai 1811.
(3) Ainsi que le *Moniteur universel* (D. 25 juin 1852).
(4) Arr. 29 prair. an VIII ; D. 25 mai 1811, art. 2; D. 12 fév. 1852.
(5) L. 12 vend. et 15 niv. an IV ; arr. 12 prair. an IV et 16 prair. an VIII ; L. 1er brum. an VII, art. 1er.
(6) De même qu'aujourd'hui rien ne les avertit *du fait* de la réception du *Bulletin des lois* au ministère de la justice (*V.* ci-dessus p. 84). Ils peuvent seulement connaître la date de ce fait par l'indication mise au bas de chaque numéro du bulletin lui-même, lorsqu'ils jugent à propos de se le procurer, non gratuitement.

et en avait appliqué le principe à toutes les lois, même antérieures à la suppression des anciens parlements, conseils supérieurs et Cours de justice, envoyées dans les départements et non publiées suivant les formes prescrites.

La constitution de l'an VIII elle-même n'a rien changé à tout ce qui précède, et jusqu'à la mise en vigueur de la loi du 14 vent. an XI, qui forme le titre préliminaire du Code civil, les lois ont continué d'être exécutoires dans chaque département, à compter du jour où le bulletin les contenant avait été distribué au chef-lieu du département, conformément à la loi du 12 vend. an IV.

Cinquième époque.—Mais à partir de la mise à exécution de cette partie du Code civil jusqu'à la chute de cette constitution, la loi est devenue exécutoire, comme nous l'avons dit, non plus par département et d'après un fait particulier à chaque département, mais en réalité par zone, et d'après un fait *commun* à tout l'Empire, savoir : *la promulgation* par le chef de l'État. Or, alors, l'époque de la promulgation était fixe et connue ; elle avait lieu toujours le dixième jour après l'émission de la loi par le Corps législatif, à moins que l'Empereur n'eût adhéré à l'opinion que pouvait exprimer, dans les six jours suivants, le Sénat, qu'il n'y avait lieu à promulguer la loi (1), ou que dans l'intervalle des dix jours il n'y eût eu recours au Sénat pour cause d'inconstitutionnalité de la part du Tribunat ou des citoyens (2). L'incertitude sur la date de la promulgation n'eût donc pu naître que de l'ignorance possible de la part de quelques-uns, mais en général peu présumable, sur la date du vote de la loi.

Sixième époque. — Après la chute et jusqu'au rétablissement du Gouvernement impérial en 1815, on a été incertain sur la date de la promulgation et même sur la formalité qui la constituait, et par conséquent aussi sur le point de départ de la mise à exécution (3).

Septième époque.—Le rétablissement du Gouvernement impérial en 1815 a fait revivre avec la constitution de l'an VIII le système de la cinquième époque.

Huitième époque.—Enfin, depuis la seconde chute du Gouvernement impérial jusqu'à l'entrée en vigueur de l'ordonnance de 1816, les incertitudes qui avaient régné à l'époque de la première restauration du Gouvernement royal avaient recommencé, et l'on avait même confondu quelquefois la sanction avec la promulgation et fait

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 58.
(2) *V.* ci-dessus, p. 58.
(3) *V.* ci-après, huitième époque.

courir le délai après lequel les lois doivent devenir obligatoires du jour où l'apposition du seing royal avait fixé *la date* de la loi (1).

Le système établi par l'ordonnance de 1816 est celui qui dure encore aujourd'hui (2).

Pour prévenir les éditions fautives ou prématurées qui peuvent égarer les parties, leurs conseils et même quelquefois les juges, il est défendu à toutes personnes d'imprimer et débiter les sénatus-consultes, les lois et règlements d'administration publique, etc., avant leur publication *officielle* (3).

II. Le chef du pouvoir exécutif peut, s'il le juge convenable, ordonner la publication par lecture publique ou par réimpression et affiche, ou à son de trompe et de tambour, des lois anciennes encore en vigueur (4), et même des lois récentes déjà promulguées et publiées (5).

Les lois anciennes ne doivent être réimprimées et publiées de nouveau que dégagées de tous intitulé, préambule ou clause quelconque qui n'appartiennent pas au fond de leurs dispositions encore obligatoires et peuvent en être séparés sans en intervertir le sens (6).

III. Il fait les règlements, proclamations, instructions (7), arrêtés, décrets ou ordonnances, conformes aux lois (8), etc., nécessaires, pour leur exécution (9), sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes ni dispenser de leur exécution (10).

Les décrets ou ordonnances rendus administrativement (11) *pour l'exécution* des lois se divisent en deux catégories bien distinctes : les uns statuent, comme des lois, par voie de dispositions générales

---

(1) O. 27 nov. 1816, préamb.
(2) *V.* ci-dessus, p. 82 à 85.
(3) D. 6 juill. 1810.
(4) *V.* ci-dessus, p. 40, 41.
(5) *V.* numéro précédent.
(6) L. 12 vend. an IV, art. 11 ; arr. 17 vent. an V. Ex. : O. 17 juill. 1816.
(7) Ex.: inst. 17 avril 1791 (P. et Ch.).
(8) *V.* ci-dessus, p. 60, et 58, note 2.
(9) L. sept. et oct.-5 oct.-3 nov. 1789, art. 17; constit. 1791, tit. III, chap. IV, sect. Ire, art. 6; const. an III, art. 144; an VIII, art. 44; Ch. 1814, art. 14; 1830, art. 13; const. 14 janv. 1852, art. 6; sén.-cons. 7 nov. 1852, art. 7.—*V.* ci-dessus.
(10) Ch. 1830. art. 13, supprimant, de la Charte de 1814, les mots « et pour la sûreté de l'État », d'où l'on avait fait jaillir le témoignage et en même temps l'exercice d'un pouvoir *dictatorial* permanent (*V.* Rapp. et O. 25 juill. 1850), const. 1848, art. 51.
(11) Nous traiterons ailleurs des décrets, ordonnances ou décisions statuant au contentieux (*V.* tit. VIII).

et réglementaires, les autres statuent par voie de décision ou de disposition particulière (1).

Parmi les premiers, il en est qui statuent sur des objets ou matières d'intérêt général, d'autres sur des objets d'intérêt local (départemental ou municipal, etc.) (2).

Les décrets ou ordonnances statuant par voie de dispositions générales et réglementaires sur des objets d'intérêt général, rédigés sans délégation spéciale du pouvoir législatif et en vertu du droit inhérent au chef du pouvoir exécutif de faire des règlements *pour l'exécution* des lois, peuvent, si telle est la volonté du chef de l'État (3), être délibérés, soit en assemblée générale du conseil d'État (4), soit dans une des sections ou un des comités de ce conseil (5). Ceux qui sont délibérés en assemblée générale peuvent seuls (avec et comme ceux qui sont faits en vertu de la délégation législative) porter dans leur préambule ces mots : « Le conseil d'État entendu. » On leur donne comme à ceux-ci le nom de *règlements d'administration publique* (6), ou décrets et ordonnances portant règlement d'*administration publique ;* mais, délibérés en assemblée générale ou en section ou comité, ils n'ont pas plus d'autorité que les simples décrets ou ordonnances statuant également par voie de dispositions générales et réglementaires, et non délibérés en conseil d'État, et ils ne sont obligatoires que dans les mêmes limites (7). Il serait donc à désirer que cette dénomination de *règlement d'administration publique,* ou décret ou ordonnance portant règlement d'administration publique, fût réservée aux seuls *actes* de cette nature faits en vertu d'une délégation expresse et spéciale de la puissance législative (8).

Quant aux décrets ou ordonnances statuant même par voie de dispositions générales ou *réglementaires* sur des objets d'intérêt local, *ou bien* par voie de décision ou disposition *particulière* intéressant directement une ou plusieurs personnes publiques ou privées, ou une ou plusieurs localités seulement, il en est qui doivent être préalablement et nécessairement délibérés, soit en assemblée générale du

---

(1) Le même acte peut contenir quelquefois des dispositions de ces deux ordres (*V.* ci-dessus, p. 60 et 61); mais il convient toujours de les distinguer.

(2) L. 18 juill. 1837, art. 10, 1° ; ex.: D. 28 janv. 1811 ; O. 26 août 1814; L. 11 juin 1842, art. 9 (octrois).—*V.* D. 25 mars 1852, tabl. A, except. *g* et *q*.

(3) *V.* D. 30 janv. 1852, art. 13, 21°, *in fine ;* L. 3 mars 1849, art. 4, 3° al.

(4) Ex.: D. 29 juill. 1850 (instruct. publ.), modifié depuis par D. 9 mars 1852, etc.

(5) *V.* ci-après, *Conseil d'État.*

(6) *V.* ci-dessus, note 3.

(7) *V.* ci-dessus, p. 60.

(8) *V.* ci-dessus, p 50.

conseil d'État, soit au moins dans les sections ou comités de ce conseil; c'est ce qui a lieu lorsqu'une loi dit qu'il sera statué par règlement d'administration publique (1), *dans la forme des règlements d'administration publique* (2), ou par décret ou ordonnance rendu ou délibéré *en conseil d'État* (3), ou sur l'avis du *conseil d'État* (4).

Avant 1845, ces expressions signifiaient toujours qu'il fallait que l'acte indiqué fût délibéré dans l'*assemblée générale* du conseil; mais la loi du 19 juillet 1845, en prescrivant qu'une ordonnance délibérée en conseil d'État, c'est-à-dire cette fois encore en assemblée générale, déterminerait, parmi les projets qui, aux termes des lois *antérieures*, devaient être délibérés *dans la forme* des règlements d'administration publique, quels seraient ceux qui, désormais, ne seraient plus soumis qu'à l'examen des comités et pourraient ne pas être portés à l'assemblée générale du conseil; cette loi, disons-nous, avait dérogé déjà sur ce point à ces mêmes lois antérieures (5). La loi du 3 mars 1849, par une disposition analogue, statuait que le règlement à faire par le conseil d'État sur l'ordre intérieur de ses travaux désignerait, parmi les affaires nécessairement soumises à l'examen du conseil, celles qui *devraient* être portées devant l'assemblée générale et celles qui ne seraient soumises qu'à l'examen d'une section ou d'un comité (6).

Enfin, le décret dictatorial du 30 janv. 1852 a énuméré par son art. 13 les actes, demandes ou projets qui seuls devraient être nécessairement portés à l'assemblée générale du conseil. Le décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative, allant plus loin, a remis aux préfets le droit de statuer sur certaines affaires qui, aux termes du décret du 30 janv. 1852, devaient être portées même à l'assemblée générale du conseil (7).

En résumé, la condition que tel ou tel acte sera fait dans la forme des règlements d'administration publique, ou rendu ou délibéré en conseil d'État, ou n'interviendra que sur l'avis du conseil d'État, cette condition, insérée dans les lois *antérieures* au décret du 25 mars

---

(1) Ex.: L. 10 sept. 1807, art. 58, 2e al., 45; C. comm., art. 617, etc.
(2) Ex.: L. 11 juin 1842, art. 8; C. comm., art. 37 (sociétés anonymes), etc.
(3) Ex.: L. 21 avril 1810, art. 5 (concession de mines); L. 16 sept. 1807, art. 5 (concession de desséchements); L. 24 mai 1825, art. 2; D. 31 janv. 1852 (vérification des statuts de congrégations religieuses), etc.
(4) Ex.: L. 3 déc. 1849, art. 1er, 3 (naturalisation), etc.
(5) *V.* O. 27 déc. 1846, et ci-après.
(6) L. 1849, art. 59. — *V.* règl. int. du conseil, 26 mai 1849 et 15 juin 1850, art. 9.
(7) Ex.: D. 30 janv. 1852, art. 13, 5°, 16°, 18°; D. 25 mars 1852, tableau *C*, 4°, 6°; tableau A, 46°, 53°.

1852 et non modifiées par ce décret, n'a aujourd'hui d'autre portée, à l'égard des actes non compris dans l'énumération de l'art. 13 du décret du 30 janv. 1852, que de nécessiter l'intervention du conseil d'État, mais non pas toujours en assemblée générale.

Mais cette nécessité d'une délibération en assemblée générale existe de nouveau lorsque les expressions citées plus haut se trouvent insérées ou reproduites dans des actes postérieurs aux décrets des 30 janvier et 25 mars 1852, et ces expressions ont repris pour l'avenir toute leur ancienne valeur (1).

Les décrets ou ordonnances statuant, soit par voie de dispositions générales et réglementaires, soit par voie de décision ou disposition particulière, sur des objets ou des affaires d'intérêt local ou particulier, *peuvent* aussi être délibérés en assemblée générale ou en section ou comité du conseil d'État, sans que la loi l'exige (2).

Tous décrets ou ordonnances, *même statuant sur des affaires locales ou particulières*, délibérés en assemblée générale du conseil d'État, portent, et portent seuls parmi ces actes, cette mention : « Notre (ou le) conseil d'État entendu.» (3) Ceux qui n'ont été délibérés qu'en section ou comité portent seulement la mention des sections ou comités sur l'avis desquels ils sont intervenus (4).

Du reste, les décrets ou ordonnances statuant administrativement, par voie de dispositions générales ou réglementaires, ou par voie de décisions ou dispositions particulières, sur des objets d'intérêt local ou particulier, délibérés, nécessairement ou non, soit en assemblée générale, soit en section ou comité du conseil d'État, n'ont (comme les ordonnances ou décrets statuant *sans délégation* législative par voie de dispositions générales et réglementaires et pour l'exécution des lois sur des objets d'intérêt général), sinon pas plus d'autorité morale, du moins pas plus de force obligatoire (5) que les simples décrets ou ordonnances statuant administrativement sur des

---

(1) Ex.: Sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 4, 12; D. 10 nov. 1856, art. 2; L. 28 mai 1858, art. 2 (trav. publ., crédits, etc.); L. 14 juill. 1856, art. 1er (eaux minérales); L. 19 juill. 1857, art. 5 (landes de Gascogne); D. dictatorial 26 mars 1852, art. 7 et 9 (expropriation pour cause d'utilité publique communale); etc.— *V.* D. 19 mars 1859 (cultes).

(2) *V.* D. 30 janv. 1852, art. 13, 20°, 21°; règl. 15 juin 1850, art. 11, et ci-après *Conseil d'Etat.*

(3) O. 5 nov. 1828, art. 14; O. 18 sept. 1839, art. 25; L. 19 juill. 1845, art. 17; L. 3 mars 1849, art. 57; D. 25 janv. 1852, art. 14.

(4) O. 18 sept. 1839, art. 25; L. 19 juill. 1845, art. 17; D. 25 janv. 1852, art. 14.

(5) *V.* ci-dessus, p. 61.

objets de même nature, sans l'intervention du conseil d'État (1). Seulement cette *forme* étant une garantie pour les personnes ou localités que ces actesconcernent, l'omission de cette formalité elle-même (sinon de sa mention), lorsqu'elle est *légalement* prescrite, pourrait, même en matière discrétionnaire, donner lieu à un recours, même devant le conseil d'État par la voie contentieuse (2).

Les décrets ou ordonnances statuant, soit par voie de dispositions générales et réglementaires, soit par voie de disposition ou décision *administrative* (3) particulière ou locale, non délibérés en conseil d'État, et que nous appelons de *simples* décrets ou ordonnances, portent seulement la mention des autres corps consultatifs, sur l'avis desquels ils sont intervenus *ou* qui ont été entendus (4). Ils n'en ont ni plus ni moins d'autorité proprement dite que les autres décrets ou ordonnances d'exécution.

Enfin, les décrets ou ordonnances sur lesquels aucun corps consultatif n'a été entendu portent seulement l'indication du ministre ou des ministres sur le rapport duquel ou desquels ils ont été rendus. Ils ont la même force obligatoire au fond ; mais si la loi exigeait l'intervention de l'avis d'un corps quelconque, ils pourraient être attaqués, même au contentieux, pour excès de pouvoir en la forme (5).

La promulgation ou publication des décrets, ordonnances ou arrêtés du chef du pouvoir exécutif, rendus pour assurer l'exécution des lois (6), résulte aussi, en général (7), de leur insertion au *Bulletin des lois*, où sont imprimés textuellement ceux qui sont d'un intérêt général (8) ou statuant par voie de dispositions générales et réglementaires.

Certains décrets ou ordonnances d'intérêt local ou particulier peuvent n'y être insérés que par leur titre (9), ou même ne pas y être insérés du tout (10).

---

(1) *V.* ci-dessus, tit. II, chap. X, p. 60.
(2) *V.* ci-dessus, p. 61.
(3) *V.* p. 95, note 11.
(4) Ex.: Décrets 4 juill. 1853, sur la pêche maritime, insérés à tort, selon nous, dans la seconde partie ou section du *Bulletin des lois*. — *V.* ci-après *Conseils*.
(5) *V.* ci-dessus, p. 61.
(6) Quant à ceux qui sont faits en vertu d'une *délégation* spéciale du pouvoir législatif, on devrait suivre les formalités indiquées pour les lois elles-mêmes (*V.* ci-dessus).
(7) *V.* ci-après.
(8) L. 12 vend. an IV, art. 1er, 2e al.; arr. 28 vent. an IV; L. 30 therm. an II, arg.; O. 27 nov. 1816, art. 1er.
(9) *V.* p. suiv.
(10) *V.* p. suiv.

Ceux qui y sont insérés textuellement sont précédés de la première partie de la formule : « N..., par la grâce de Dieu, etc.,» suivie du visa tant des lois et autres actes précédents auxquels ils se rapportent, que des rapports et avis sur lesquels ils sont intervenus; mais la formule d'exécution ou contenant l'ordre d'exécution consiste seulement dans ces mots : « Notre ministre ou nos ministres secrétaires d'État au département de... est ou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'*exécution* du présent décret, etc. » (1); et depuis quelque temps on ajoute : « Qui sera inséré au *Bulletin des lois*, » et quelquefois aussi : « Et publié au *Moniteur*. »

La publication des décrets et règlements exécutoires en Algérie ou aux colonies est réglée comme celle des lois qui concernent ces possessions (2).

Avant l'ordonnance du 27 novembre 1816, les décrets ou ordonnances insérés au *Bulletin des lois textuellement* étaient obligatoires *dans chaque département*, du jour auquel le bulletin avait été distribué au chef-lieu conformément à la loi du 12 vend. an IV (3); mais l'ordonnance du 27 nov. 1816 ayant mentionné les ordonnances *comme les lois*, il s'ensuit que les mêmes règles leur sont devenues applicables (4).

Quant aux colonies et à l'Algérie, on suit la même règle que pour les lois (5).

Les décrets ou ordonnances d'un intérêt local ou particulier qui ne sont point insérés au bulletin ou qui n'y sont indiqués que par leur titre, sont obligatoires du jour où il en a été donné connaissance par publication, affiche, notification, signification ou envoi aux personnes qu'ils concernent (6).

IV. Au chef du pouvoir exécutif est confié le soin de veiller au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique dans toute la France (7). Il dispose de la force armée (8).

---

(1) *V.* D. 2 déc. 1852 et formules antér.

(2) *V.* ci-dessous, note 5.

(3) Et non conformément à l'art. 1er du Code civil (L. 14 vent. an XI) dans la disposition duquel ils n'étaient pas compris (av. cons. 25 prair. an XIII, préamb. et dispositif, § 1er).

(4) Si toutefois cette ordonnance a pu déroger à un avis *interprétatif* du conseil d'État (*V.* ci-dessus, p. 34 et note suiv.).

(5) D. 15 janv. 1853, art. 3; D. 27 oct. 1858, art. 1er à 4.

(6) Av. cons. 12-25 prair. an XIII.

(7) Et toutes ses possessions (const. 1791, tit. III, chap. IV, art. 1er; const. an III, art. 144; const. an VIII, art. 47; Ch. 1814, art. 14.

(8) Const. an III, art. 144; const. 1848, art. 50.—*V.* ci-après n° VII et tit. VII.

Sous le régime de 1791 et même du premier Empire, l'état de siége ne s'appliquait qu'aux places de guerre et postes militaires.

Il résultait, soit de faits de guerre (1) ou de sédition intérieure, soit d'un décret de l'Empereur (2).

Une loi de l'an v parlait de la mise en état de siége des communes de l'intérieur, mais dans le cas seulement d'investissement par des troupes ennemies ou des rebelles, et à charge par le Directoire d'en prévenir le Corps législatif (3). Cependant, la loi de circonstance du 19 fruct. an v, contenant des mesures de salut public (4), portait : « Le pouvoir de mettre une commune en état de siége est *rendu* au Directoire (5).

Le 28 juin 1815, Paris, non fortifié alors (6), a été mis en état de siége, mais par une loi.

De simples ordonnances des 28 juillet 1830, 1er, 3 et 6 juin 1832, ont mis en état de siége Paris et les communes de plusieurs arrondissements et départements. La première visait l'art. 53 du décret de 1811 et s'appuyait sur la sédition intérieure (7). Les autres ne visent aucune loi.

L'état de siége a été déclaré le 24 juin 1848, mais par une loi. Cet état de siége a été levé le 19 octobre. La constitution du 4 nov. 1848 portait (8) : « Une loi déterminera les cas dans lesquels l'état de siége pourra être déclaré et réglera les formes et les effets de cette mesure. » Cette loi a été faite le 9 août 1849. Dans l'intervalle était survenue la loi du 13 juin 1849, mettant Paris et la première division militaire en état de siége et permettant au pouvoir exécutif d'étendre cette mesure à d'autres villes en cas de semblable insurrection.

Depuis, voyez lois 11 juillet 1850, décrets 12 septembre, 21 octobre, 2 décembre 1851, etc.

La constitution de 1852 donne au chef du pouvoir exécutif le droit de déclarer l'état de siége dans un ou plusieurs départements, sauf

---

(1) L. 8–10 juill. 1791, tit. Ier, art. 5, 11 ; D. 24 déc. 1811, art. 50, 53.— Ex.: D. 26 mars 1807.
(2) D. 24 déc. 1811, art. 53.
(3) L. 16 fruct. an v.
(4) *V.* quant aux lois de circonstance, et notamment quant à cette loi du 19 fruct. an v, l'av. du cons. d'État du 4 niv. an VIII déjà cité.
(5) Art. 39.
(6) *V.* O. 16 sept. 1840 et L. 15 avril 1841.
(7) Mais Paris n'était point place de guerre.
(8) Art. 106.

à en référer au Sénat dans le plus bref délai (1); mais les conséquences de l'état de siége sont réglées par la loi (2).

V. Il est chargé de veiller et de pourvoir à la sûreté extérieure de l'État et de maintenir ses droits et possessions (3).

VI. Il entretient les relations politiques au dehors, conduit les négociations, nomme les ambassadeurs et les autres agents des négociations politiques, fait les traités de paix, d'alliance, de neutralisation, de commerce (4), et autres conventions qu'il juge nécessaires au bien de l'État (5), et il les promulgue (6).

La loi des 22-27 mai 1790 et les constitutions de 1791, de l'an III, de l'an VIII et de 1848, exigeaient, pour les traités, la ratification du pouvoir législatif (7). La loi de 1790 donnait même au pouvoir législatif le droit de requérir, au besoin, le pouvoir exécutif de négocier la paix, et celui-ci était tenu de déférer à cette réquisition (8).

La constitution de l'an III autorisait le pouvoir exécutif à faire les stipulations préliminaires, telles que des armistices, des neutralisations, même à arrêter des conventions secrètes exécutoires *provisoirement* (9).

---

(1) Art. 12 et 25.

(2) *Ibid.*—Comparer, sous ce rapport, L. 8–10 juill. 1791, art. 10; D. 13 fruct. an XIII, art. 3; D. 24 déc. 1811, art. 101 à 104, 108, 72, et L. 9 août 1849, art. 7 à 11.—*V.* ci-après tit. VI, *Autorités militaires.*

(3) L. 22–27 mai 1790, art. 2; const. 1791, tit. III, chap. IV, art. 1er; an III, art. 144; an VIII, art. 47; 1848, art. 54.

(4) L. 22–27 mai 1790, art. 2 et 9; L. 27 avril–25 mai 1791, art. 16, 2°; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. III, art. 1er et 3, et sect. Ire, art. 1er et 2; an III, art. 329, 331; an VIII, art. 49, 41; Ch. 1814, art. 14; 1830, art. 13; const. 1848, art. 64; const. 1852, art. 6.—*V.* ci-après.

(5) Traités d'amitié (droit d'ambassade respective, établissement réciproque de consuls, leurs priviléges et attributions, droits civils ou politiques respectifs des sujets de chacun); traités de limites et de voisinage (police respective ou réciproque, relations de propriété et de voisinage entre les habitants, à travers les frontières); jouissance du domaine *public* respectif ou même commun (ponts, routes et chemins, voies ferrées, fleuves et cours d'eau limitrophes, etc.); traités ou convent. de police sanitaire; convent. postales (*V.* ci-dessus, tit. II, chap. IV, note 5) ou concernant les communications électriques; traités d'extradition de malfaiteurs ou de déserteurs; traités sur les droits reconnus aux auteurs ou éditeurs des œuvres littéraires ou artistiques; traités sur les droits reconnus aux inventeurs, sur la propriété des marques de fabrique.

(6) Comme les lois (*V.* ci-dessus).

(7) L. 22-27 mai 1790, art. 9; const. 1791, tit. III, chap. III, sect. Ire, art. 3, et chap. IV, sect. III, art. 3; an III, art. 333; an VIII, art. 50; const. 1848, art. 53.

(8) Art. 7 et const. 1791, tit. III, chap. III, sect. Ire, art. 2.

(9) Art. 330, 332, 333.

Le sénatus-consulte du 16 therm. an x transféra au premier consul le droit de ratification des traités de paix et d'alliance, mais sous la double condition de prendre l'avis d'un conseil privé et d'en donner connaissance au Sénat avant de les promulguer (1).

La Charte de 1814, celle de 1830, et la constitution de 1852, ne mentionnent pas la nécessité de la ratification par le pouvoir législatif; mais cette nécessité résultait de la nature des choses et des principes à l'égard de certaines stipulations, notamment les stipulations pécuniaires, les stipulations de tarifs, etc. (2).

Le sénatus-consulte du 25 déc. 1852 dispose que les traités *de commerce* faits en vertu de l'art. 6 de la constitution du 14 janv. 1852 ont par eux-mêmes *force de loi* pour les modifications de *tarifs* qui y sont stipulés (3).

Aux termes des constitutions de l'an III et de l'an VIII, les articles secrets d'un traité ne pouvaient être destructifs des articles patents (4), et la constitution de l'an III ajoutait : « Ni contenir aucune aliénation de territoire. » Cette dernière prohibition était, en d'autres termes, reproduite par la constitution de 1848 (5).

Les lois de 1790 et les constitutions de 1791, de l'an III, de 1830 et de 1848, disposent qu'il ne peut être introduit dans le royaume, appelé dans les ports français, ni admis ou employé au service de l'État, aucun corps de troupes, ni aucunes forces navales étrangères, c'est-à-dire fournis ou avoués par une puissance étrangère, sans le consentement, sinon en vertu d'un acte émané du Corps législatif et sanctionné par le chef de l'État (6), *ou* d'un traité notifié par le Corps législatif (7). D'après la loi de 1790, il ne pouvait même être transporté par les vaisseaux de l'État, dans le royaume et les colonies, aucun corps ou détachement de troupes étrangères, si ces troupes n'avaient été préalablement admises au service de l'État comme il vient d'être dit (8).

---

(1) Art. 58.
(2) Ch. 1814, art. 14, 48; 1830, art. 13, 40.—Ex.: L. 14 juin 1835, etc.
(3) Art. 3.—Ex.: traité 23 janv.–D. 10 mars 1860.
(4) Const. an III, art. 332 ; an VIII, art. 51.
(5) Const. an III, art. 332; 1848, art. 51. — *V. Traités de limites*, Ex.: O. 6 mars 1825, 12 oct. 1828 (Bavière) ; déclar. 11 juin 1827 et traité 23 oct. 1829; O. 7 oct. 1830 ; O. 11 oct. 1830 (Prusse) ; O. 31 mai 1840 (Bade) ; D. 24 août 1857 et 4 avril 1859 (Espagne).
(6) L. 28 fév.–28 mars 1790, art. 3 ; 3–7 juill. 1790, art. 3, 4; const. 1791, tit. III, chap. III, sect. Ire, art. 1er, 7° ; L. 8–10 juill. 1791, tit. III, art. 34; const. an III, art. 295 ; Ch. 1830, art. 13; const. 1848, art. 107. — *V.* const. 14 janv. 1852, art. 1er.
(7) *V.* ci–dessus.
(8) L. 3–7 juill. 1790, art. 4.

Aux termes du décret du 26 août 1811, les Français au service d'une puissance étrangère, même avec l'autorisation spéciale du chef de l'État (1), ne peuvent jamais être accrédités auprès du Gouvernement français comme ambassadeurs, ministres ou envoyés, ni reçus comme chargés de missions *diplomatiques* ou autres qui les obligeraient de paraître devant le chef de l'Etat avec leur costume *officiel* étranger (2).

VII. Le chef du pouvoir exécutif déclare la guerre (3), en fait les préparatifs (4), conclut les traités de trêve ou d'armistice (5). Il est le chef suprême de l'armée. Il commande *directement* ou *indirectement* les forces de terre et de mer (6), il les distribue ainsi qu'il le juge convenable (7), et en règle la direction en cas de guerre (8). Il confère les grades ou le commandement des armées et des flottes (9), *le tout* en se conformant aux lois sur l'avancement (10).

Aux termes des lois de 1790 et des constitutions de 1791, an III, an VIII et 1848, aucune guerre ne pouvait être entreprise sans le consentement explicite du Corps ou pouvoir législatif; mais (sauf celle de 1848) elles en réservaient la proposition exclusivement au chef du pouvoir exécutif (11). Cependant, dans le cas d'hostilités imminentes ou commencées, d'un allié à soutenir, d'un droit à conserver par la force des armes, dans le cas de menaces ou de préparatifs de guerre

---

(1) *V.* C. civ., art. 17 et 21.
(2) Art. 24.
(3) L. 22–27 mai 1790, art. 6; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. III, art. 2; Ch. 1814, art. 14; 1830, art. 13.—*V.* ci-après.
(4) L. 22–27 mai 1790, art. 2; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. III, art. 1er.
(5) Const. an III, art. 330, 331; an VIII, art. 49. — Quant aux traités de paix, *V.* numéro précédent.
(6) L. 28 fév.–28 mars 1790, art. 1er; L. 3–7 juill. 1790, art. 1er; const. 1791, tit. III, chap. IV, art. 1er, et tit. IV, art. 7; Ch. 1814, art. 14; 1830, art. 13; const. 1852, art. 6.—*V.* ci-après an III, an VIII et 1848.
(7) Même à l'intérieur.—*V.* ci-dessus n° IV.
(8) L. 22–27 mai 1790, art. 2; L. 27 avril–25 mai 1791, art. 16, 3°; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. III, art. 1er, et tit. IV, art. 7; an III, art. 144, 329; an VIII, art. 47.
(9) Const. 1791, tit. III, chap. IV, art. 2; L. 24 août 1792; L. 18 nov. 1792 (sauf L. 14 frim. an II, sect. III, art. 4); const. an III, art. 146, 288, 289; L. 3 brum. an IV; const. an VIII, art. 41; Ch. 1814, art. 14, arg.; 1830, art. 13, *id.*; L. 19 mai 1834, art. 1er, 24; const. 1848, art. 64; const. 1852, art. 6, arg. — *V.* note suiv.
(10) *V.* L. 20–23–29 oct. 1790; const. 1791, tit. III, chap. IV, art. 2 (sauf L. 24 août 1792); L. 18 nov. 1792, etc.—*V.* ci-après n° X.
(11) L. 22–27 mai 1790, art. 1er, 3; const. 1791, tit. III, chap. III, sect. Ire, art. 2; an III, art. 326, 327, 334; an VIII, art. 50, 44, 25; 1848, art. 54.

contre la République, le chef de l'État était tenu d'employer pour la défense de l'État les moyens mis à sa disposition ; mais il devait en donner sans aucun délai la notification au Corps législatif (1).

Les Chartes de 1814 et de 1830 portaient seulement : « Le roi déclare la guerre (2). »

Le vote annuel du contingent d'hommes à lever par le recrutement, le vote ou la ratification des crédits nécessaires pour les dépenses, équivalent, il est vrai, à un consentement implicite, mais il ne peut être demandé qu'après la déclaration. Il appartient, en effet, exclusivement au pouvoir législatif de statuer explicitement *ou implicitement* sur le nombre d'hommes et de vaisseaux dont les armées de terre et de mer seront composées (3).

La constitution de l'an III, celle de 1848, interdisaient au Directoire et à ses membres, ou au président de la République, le commandement *direct* ou en personne (4).

Il est remarquable que ni la constitution consulaire, ni les constitutions de l'Empire, ne conféraient au chef du pouvoir exécutif *le commandement* de l'armée. La première reproduit seulement, dans son art. 47, les termes des constitutions de 1791 et de l'an III sur la *distribution* des forces de terre et de mer, et le règlement de leur direction en cas de guerre (5).

La constitution de 1852 donne explicitement au chef de l'État le droit de commander les forces de terre et de mer (6).

VIII. Il nomme par lui-même ou par ses délégués (7) à tous les emplois, à toutes les fonctions (non électives) d'administration (8)

---

(1) L. 22–27 mai 1790, art. 3 à 5 ; const. 1791, tit. III, chap. III, sect. Ire, art. 2 ; an III, art. 328.

(2) Art. 6.

(3) L. 28 fév.–28 mars 1790, art. 11, 2°, 1°, et art. 4 ; L. 3–7 juill. 1790, art. 15, 2°, 3°, 4°, 1°, et art. 5 ; const. 1791, tit. III, chap. III, sect. Ire, art. 1er, 8° ; L. 19 fruct. an VI, art. 4 ; Ch. 1814, art. 12 ; L. 10 mars 1818, art. 5 ; L. 9 juin 1824, art. 1er ; Ch. 1830, art. 11, 69, 4° ; L. 11 oct. 1830, art. 1er ; L. 21 mars 1832 ; 8 mai 1837 ; const. 1848, art. 103 ; 1852, art. 56.

(4) Const. an III, art. 144 ; const. 1848, art. 50.

(5) *V.* p. précéd., notes 7 et 8.

(6) Art. 6.

(7) Ministres, préfets, etc. (*V.* ci–après).

(8) L. 27 avril–25 mai 1791, art. 1er ; const. an VIII, art. 41 ; L. 28 pluv. an VIII, art. 18, 20 ; Ch. 1814, art. 14 ; 1830, art. 13 ; const. 1848, art. 64 ; const. 1852, art. 6 ; D. 9 mars 1852, etc.

Sous les constitutions de 1791 et de l'an III, très–peu de fonctionnaires étaient nommés (*V.* L. 27 avril–25 mai 1791, art. 1er ; const. 1791, tit. III, chap. IV, art. 1er et 2 ; an III, art. 148, 153 à 155, 191). Les administrations de département, de district, de canton ou de commune étaient élues (L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790 ; L. 14–22 déc. 1789 ; const. 1791, tit. III, chap. IV,

publique, civile, militaire ou maritime (1), et même à certaines fonctions ecclésiastiques ou religieuses (2); mais la *création* d'offices publics ou *emplois* ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi (3).

En principe, les *attributions* (4) doivent être réglées par la loi. Nul ne peut, sans une délégation *légale*, exercer aucune autorité ni remplir aucune fonction publique. Le Corps législatif détermine les règles et le mode des fonctions *même* des administrateurs sur toutes les parties de l'administration intérieure (5).

L'hérédité et la vénalité des offices sont supprimées (6).

Même à l'égard des fonctions civiles (7), il peut exister certaines conditions, certaines règles, certains modes exclusifs de nomination et même d'avancement (8). Il y a aussi des incompatibilités de certaines fonctions entre elles (9).

---

sect. II; an III, art. 183 et suiv., 153, 154; L. 19 vend., 25 frim., 4 pluv., 22 vent. an IV. etc., etc.).—*V.* ci-après tit. VI.

La constitution de l'an VIII avait voulu combiner le système électif avec celui de la nomination directe, au moyen des listes nationales, etc. (*V.* L. 28 pluv. an VIII, art. 18 à 20), puis de candidature ou de présentation pour certaines fonctions, notamment pour les conseils généraux et d'arrondissement dit *communal*, et les conseils municipaux (sén.-cons. 16 therm. an X, art. 30, 28, 10); mais bientôt toute trace d'élection, même pour ces corps, avait disparu, malgré l'adjonction aux colléges électoraux de tous les fonctionnaires publics et d'une foule d'autres membres à la nomination du chef de l'Etat (sén.-cons. 16 therm. an X, art. 27, 34; 28 flor. an XII, art. 99; D. 13 mai 1806, art. 34; 17 janv. 1806, art. 40). Sous la Restauration il n'y eut plus non plus de fonctions administratives électives (Ch. 1814, art. 13). — *V.* ci-après, tit. VI.

(1) Ex.: Intendance militaire, officiers d'administration des hôpitaux militaires et de la marine, du campement, de l'habillement, des subsistances, etc. (const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. Ire, art. 2, etc.).—*V.* ci-après, n° suiv.

(2) Sauf l'institution par l'autorité spirituelle.—Les nominations aux autres fonctions ecclésiastiques doivent être soumises à l'agrément du gouvernement civil (convent. 26 mess. an IX, art. 4, 5, 10; L. 18 germ. an X, art. 16 à 18, 19, 20, 35; D. 28 fév. 1810, art. 6; art. organ. des cultes protestants, 18 germ. an X, art. 11, 26, 34, 37; D. 26 mars 1852, art. 11; O. 25 mai 1844, art. 48 (culte juif).—*V.* ci-dessus, p. 10, et chap. II ci-après.

(3) Art. const. sept., oct.-5 oct. et 3 nov. 1789, 14; const. 1791, tit. III, chap. III, art. 1er, 5°.

(4) Surtout judiciaires.

(5) Const. an III, art. 190, et préamb., art. 19.— *V.* ci-dessus, p. 41, 42; *V.* néanmoins ci-dessus, n° III, et p. 61, 2e al.

(6) Décl. 6 à 11 août-3 nov. 1789, art. 4, 7; L. 28 fév.-28 mars 1790, art. 9; L. 6-11 sept. 1790, etc.; const. 1791, préamb.; an III, préamb., art. 21.

(7) Quant aux fonctions ou emplois militaires, *V.* ci-après n° X.

(8) Ex.: D. 7 fruct. an XII, art. 24 à 30; D. 16 déc. 1811, art. 85; D. 13 oct. 1851, art. 9 à 14; D. 18 nov. 1810, art. 40 à 56; D. 24 déc. 1851, art. 9 à 14; D. 17 mars 1808, art. 30, 31; D. 9 mars 1852, art. 2, etc., etc.

(9) *V.* L. 24 vend. an III, tit. II et tit. IV, art. 5; L. 28 avril 1816, art. 78; L. 21 mars 1831, art. 6, 21; L. 5 mai 1855, art. 5; L. 22 juin 1833, art. 5; O. 14 sept. 1822, art. 17, etc.

IX. Il révoque, en général, à volonté (1), des fonctions ou *emplois* d'administration civile (2). Il peut même dissoudre les corps électifs (3).

Les fonctions publiques ne peuvent devenir la propriété de ceux qui les exercent. Tout fonctionnaire ou employé convaincu de s'être démis de son emploi à prix d'argent perd ses droits à la pension (4).

Tout fonctionnaire ou employé *civil* démissionnaire, ou destitué, ou révoqué d'emploi (*disciplinairement*), perd ses droits à la pension de retraite, à moins qu'il ne soit remis en activité, auquel cas son service antérieur lui est compté (5).

X. Il nomme à tous les grades et emplois *militaires* ou de la marine, c'est-à-dire confère le commandement dans l'armée de terre et dans l'armée navale (6), et retire ou suspend l'emploi, *le tout* en se conformant aux lois sur l'avancement et sur l'état des officiers (7).

L'emploi est distinct du grade (8), mais il ne peut être nommé à

---

(1) L. 27 avril–25 mai 1791, art. 1er ; const. an III, art. 148, 191 ; an VIII, art. 41 ; D. 25 janv. 1852, art. 4 ; 9 mars 1852, art. 1er. — Quelques lois ont imposé certaines conditions ou formes pour la révocation de certains fonctionnaires, même civils (*V.* ci-après *Cons. d'Etat ; V.* même sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 77 (conseillers d'État à vie). — Ex.: D. 13 oct. 1851, art. 25 ; 24 déc. 1851, art. 24 (ingénieur des ponts et chaussées et mines), etc.

(2) Quant aux *grades* et emplois *militaires* ou d'administration militaire, etc., *V.* ci-après.

(3) Le roi, d'après la constitution de 1791, n'avait que le pouvoir de suspendre les administrateurs de départements et de districts, etc. (L. 22 déc. 1789 ; 8 janv. 1790, art. 11 ; L. 15–27 mars 1791, art. 28, 33 ; L. 27 avril–25 mai 1791, art. 14, dern. al., 17 ; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. II, art. 5 à 8.—Mais *V.* const. an III, art. 196, 195, 197, 194 ; L. 22 juin 1833, art. 16, 17, 28 ; L. 21 mars 1831, art. 26, 27, 30 ; L. 7 juill. 1852, art. 6, 9, 10 ; L. 5 mai 1855, art. 13, 25, 51.—*V.* ci-après, tit. VI.

(4) Const. an III, préamb., art. 21 ; L. 9 juin 1853, art. 27, 34. — Mais *V.* numéro suiv. *Grades dans l'armée et la marine.*

(5) L. 9 juin 1853, art. 27, 34, et loi et règlem. antér.—*V.* ci-après, chap. III.

(6) Const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. Ire, art. 2 ; L. 24 août et 8 nov. 1792 (except. L. 21 fév. 1793, sect. II ; L. 14 frim. an II, art. 4) ; L. 14 germ. an III ; const. an III, art. 146, 288, 289 (except. L. 3 brum. an IV) ; const. an VIII, art. 41 ; Ch. 1814 et 1830, art. 14 et 13, arg. ; L. 19 mai 1834, art. 1er ; const. 1848, art. 64 ; 1852, art. 6, arg. — *V.* ci-dessus, n° VII, et page suiv. *Avancement.*—En temps de guerre, le chef de l'Etat peut déléguer au commandant en chef le droit de nommer à certains grades et emplois, sauf ratification avec effet rétroactif (Ex.: D. 22 nov. 1854). Même en temps de paix la nomination des sous-officiers et des caporaux ou brigadiers est déléguée aux chefs de corps, etc. (O. 16 mars 1838, art. 1er, 2, 12, etc.).

(7) Les emplois d'administration militaire et maritime d'un certain rang (*V.* ci-dessus, note 2), sont, en général, assimilés aux grades d'officier et aux emplois militaires proprement dits (L. 19 mai 1834, art. 26 ; D. 9 janv., 28 mars et 7 août 1852 ; D. 14 mai 1853, art. 2 et 3, etc.).—*V.* ci-après.

(8) L. 14 avril 1832, art. 24, 1er al., 25 ; 20 avril 1832, art. 26, *id.*

un grade sans emploi ou hors cadre, ni être accordé de grades honoraires. Il ne peut être non plus donné de rang supérieur à celui de l'emploi (1).

Les cadres des états-majors sont fixés par la loi (2).

Il appartient au pouvoir législatif de statuer sur l'admission et l'avancement aux grades (3).

Mais la loi, non plus que le pouvoir exécutif, ne peut porter aucune atteinte au droit appartenant à chaque citoyen d'être admissible à tous les grades et emplois militaires (4).

Toute vénalité des emplois et charges militaires est supprimée (5).

L'admission et l'avancement aux grades militaires ont lieu en partie à l'ancienneté et en partie au choix (6).

L'officier *employé* est dans la position dite d'*activité* (7). L'emploi est toujours à la disposition du chef du pouvoir exécutif. Indépendamment des causes accidentelles qui peuvent amener la position de disponibilité ou non-activité, une décision du chef de l'État peut placer un officier en *non-activité* par retrait ou suspension d'emploi (8). La position de non-activité peut, au bout de trois ans, en-

---

(1) L. 14 avril 1832, art. 21, et 20 avril, art. 27.

(2) L. 3–7 juill. 1790, art. 15, 3° ; const. 1791, tit. III, chap. III, sect. Ire, art. 1er, 8°. — *V.* L. 28 sept.–21 oct. 1791 ; 28 sept.–13 nov. 1791 ; L. 19 mai 1834, art. 24, 2e al.; L. 4 août 1839 ; 17 juin 1841 ; D. 1er, 17 et 26 déc. 1852 ; 29 janv. 1853 ; sén.–cons. 25 déc. 1852, art. 15, etc. — *V.* néanmoins D. 12 juin 1856, etc., etc.

(3) L. 28 fév.–28 mars 1790, art. 11, 4° ; L. 3–7 juill. 1790, art. 15, 6° ; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. Ire, art. 2. — *V.* L. 23–29 oct. 1790 ; D. 29 avril–15 mai 1791 ; 1er-6 août 1791 ; 28 sept.-13 nov. 1791 ; 29 sept.–11 déc. 1791 ; 10–15 avril 1792 ; 1er-6 mai 1792 ; 24 août 1792 ; 21 fév. 1793 ; 1er therm. an II ; 14 germ. an III ; L. 10 mars 1818, art. 27 à 30 ; O. 2 août 1818 (hist.) ; L. 10 avril 1832 ; 20 avril 1832 ; 14 mai 1837 ; O. 16 mars 1838 ; L. 23 juill. 1847 ; L. 3 brum. an IV, etc. (en vigueur).

De l'an VIII à 1818, aucune règle légale n'existait sur l'avancement. La constitution de l'an VIII portait : « Le Premier Consul nomme et révoque, *à volonté*, les officiers de l'armée de terre et de mer (art. 41). Cependant un arrêté du 25 germ. an X semble indiquer le maintien des dispositions de la loi du 4 germ. an III, en ce qui touche les droits de l'ancienneté. — *V.* ci-après.

(4) L. 28 fév.–28 mars 1790, art. 5 ; L. 3–7 juill. 1790, art. 6. — *V.* ci-dessus, p. 58, et p. 42, note 9, etc.

(5) L. 28 fév.–28 mars 1790, art. 9.

(6) *V.* note 3 ci–dessus ; notamment L. 10 et 20 avril 1832 ; O. 16 mars 1838, etc. — De 1792 à l'an VIII, ceux qui n'appartenaient pas à l'ancienneté étaient conférés par élection d'abord, puis par le choix du Corps législatif.

(7) L. 19 mai 1834, art. 2, 3, 1er al., 24, 15.

(8) L. 19 mai 1834, art. 2, 4 à 7, 16, 17, 27 ; L. 4 août 1839, art. 5 ; 17 juin 1841, art. 6 ; D. 28 déc. 1852, art. 3 ; 29 janv. 1853, art. 2 ; L. 14 avril 1832, art. 16 ; L. 20 avril 1832, art. 21. — Les dispositions de la loi du 19 mai 1834 sont applicables même aux officiers *d'administration* des services de la guerre et de la marine (*V.* p. précéd., note 7, et ci–après, chap. III).

traîner la mise en *réforme ;* mais la réforme qui, outre ce motif, peut encore être prononcée par mesure de discipline ou pour infirmités incurables, ne peut l'être que d'*après* l'avis, c'est-à-dire conformément à l'avis d'un conseil d'enquête, ou, s'il s'agit d'infirmités, sur l'avis de docteurs ou officiers de santé (1). Enfin l'officier peut, après le temps de service voulu pour avoir droit à la *pension* de retraite (2), être rendu à la vie civile avec jouissance de cette pension (3). Toutefois, les officiers généraux autres que ceux auxquels seraient appliquées les mesures précédentes ne peuvent être mis à la retraite que sur leur demande (4). Les officiers généraux momentanément sans emploi sont en *disponibilité* (5).

Tout officier mis légalement ou admis à la retraite ne peut être replacé dans les cadres de l'armée (6) ; mais il est apte aux emplois civils (7) ; certains emplois civils sont même réservés, dans une certaine proportion, aux anciens militaires en général (8), et les officiers en retraite peuvent être appelés même à certaines fonctions *militaires*, notamment celles de commissaires et rapporteurs près les conseils de guerre et tribunaux militaires et maritimes.

L'officier en non-activité, en réforme ou en retraite, conserve son grade. Le grade constitue l'état de l'officier (9). Il ne peut le perdre que par démission, condamnation, absence illégale, résidence à l'étranger non autorisée, perte de la qualité de Français constatée par jugement (10).

Le droit à l'obtention (ou à la jouissance) d'une pension militaire ou de la marine est seulement *suspendu :* 1° par la condamnation à une

---

(1) L. 19 mai 1834, art. 9 à 13, 18 à 21, 24, 25, 27 ; O. 21 mai 1836.
(2) L. 11 et 18 avril 1831 ; L. 26 avril 1855, art. 19, 20 (25 et 30 ans).
(3) L. 19 mai 1834, art. 14.—*V*. note précéd.
(4) L. 4 août 1839, art. 7 ; 17 juin 1841, art. 8 ; D. 28 déc. 1852, art. 4 ; 9 janv. 1853, art. 3.
(5) L. 19 mai 1834, art. 3, 2e al., 24.
(6) L. 10 avr. 1832, art. 23, 25 ; 20 avril 1832, art. 24 ; L. 19 mai 1834, art. 9, 14, arg. 24, 26.
(7) *V*. ci-après, chap. III.
(8) Arr. 3 mai 1848 ; 6 juill. 1849 ; Codes, 9 juin 1857, art. 7, 29 (G.) ; 4 juin 1858, art. 7, 29 ; D. 21 juin 1858 (marine), etc.—*V*. ci-après, chap. III, n° VII.
(9) Ch. 1830, art. 68, 6° ; L. 14 avril 1832, art. 24 ; 20 avr. 1832, art. 26 ; L. 19 mai 1834, art. 1er, 24. — Cette disposition s'applique aux membres de l'intendance militaire et du commissariat de la marine, aux officiers de santé des armées de terre et de mer, *à ceux* de l'administration des hôpitaux, du campement, de l'habillement et des subsistances (L. 19 mai 1834, art. 26 ; D. 22 janv. 1852, art. 8).—*V*. L. 3-7 juill. 1790, art. 13.
(10) L. 19 mai 1834, art. 1er ; O. 30 août 1837.—*V*. L. 5-12 sept. 1791 ; 19 mai 1793. De l'an VIII jusqu'à la Charte de 1830, les officiers pouvaient être révoqués à volonté (*V*. p. précéd., note 3) (const. an VIII, art. 41).

peine afflictive ou infamante (1), pendant la durée de la peine; 2° par les circonstances qui font perdre la qualité de Français (2), durant la privation de cette qualité (3); 3° par la *résidence* hors du royaume, sans l'autorisation du chef de l'État, lorsque le titulaire de la pension est Français ou naturalisé Français (4).

XI. Il surveille et dirige, par ses préposés, la fabrication des monnaies (5), dont la loi seule ordonne l'émission (6) et détermine la dénomination (7), le titre (8), le poids (9), la valeur (10) et l'empreinte ou le type (11); il en fixe le diamètre ou module (12).

Le droit de fabriquer ou émettre des monnaies, de quelque valeur et à quelque titre que ce soit, appartient exclusivement à l'État (13).

XII. Il dirige et surveille la perception et le versement des contributions et donne tous les ordres nécessaires à cet effet (14). Mais le

---

(1) C. pén., art. 6 à 8.

(2) Perte qui doit être constatée par jugement (*V.* ci-dessus).

(3) *V.* C. civ., art. 18, 21, etc.

(4) L. 11 avril 1831, art. 26; L. 18 avril 1831, art. 28, 25.

(5) L. 7-11 sept. 1790, art. 9; L. 3-10 avril 1791; const. 1791, tit. III, chap. IV, art. 2; an III, art. 313; const. an VIII, art. 45.

(6) Const. an III, art. 312; const. an VIII, art. 45. Ex.: L. 28 therm. an III; L. 7 germ. an XI, art. 6; L. 15 sept. 1807, art. 18; L. 6 mai 1842. — Mais *V.* O. 8 nov. 1830; D. 3 mai 1848; D. 12 janv. et 12 déc. 1854, etc.

(7) Const. 1791, tit. III, chap. III, sect. I^re^, art. 1^er^, 6°. Ex.: L. 18 germ. an III, art. 5.

(8) Const. 1791, tit. III, chap. III, sect. I^re^, art. 1^er^, 6°; const. an VIII, art. 45; L. 16 vend. an II, tit. II, art. 2, 3; 1^re^ L. 18 germ. an III, art. 2; 2^e^ L. *id.*, tit. II, art. 2, 3; L. 7 germ. an XI, art. 2, 4, maintenues pour l'or; 1^er^ D. 3 mai 1848, art. 4; D. 12 janv. 1854, art. 4; D. 12 déc. 1854, art. 4; D. 7 avril 1855, art. 2. — Mais *V.* arr. 22 mai 1849, préamb., et art. 2. — Monnaies de cuivre, L. 6 mai 1852, art. 3.

(9) Const. 1791, *ibid.*; an III, art. 312; an VIII, art. 45; L. 28 therm. an III, art. 4 et 5; L. 7 germ. an XI, art. 3, 5, 8 et 10, maintenues; D. 1848, art. 2; D. 3 janv. 1852, art. 3; D. 12 déc. 1854, art. 3 et 4; D. 7 avril 1855, art. 2; O. 8 nov. 1830, art. 2.—Monnaie de cuivre, L. 6 mai 1852, art. 3.

(10) Const. an III, art. 312.

(11) L. 14-19 janv. 1791, art. 9; const. 1791, tit. III, chap. III, art. 2, 6°; an III, art. 312; an VIII, art. 45. Mais à partir du 7 therm. an XII, le type ou l'empreinte a toujours été changé en vertu de décrets ou ordonnances.

(12) La loi du 7 germ. an XI voulait que ce diamètre fût fixé par un règlement d'administration publique, c'est-à-dire par décret (ou ordonnance), délibéré en conseil d'Etat (art. 17).—*V.* arr. 18 germ. an XI; mais *V.* O. 8 nov. 1830; D. 3 mai 1848, art. 2; D. 3 janv. 1852, art. 3; D. 12 janv., art. 1^er^ et 3; 12 déc. 1854, art. 3.—*V.* pourtant L. 6 mai 1852, art. 3.

(13) L. 27 août-2 sept. 1792; L. 3 sept. 1792.— *V.* Denizart, v° *Régal*, *Droits régaliens*, et L. 22 nov.-1^er^ déc. 1790, art. 9 à 11. — *V.* C. inst., art. 5, 6; C. pén., art. 131, 133, 135, 138, 163.

(14) Const. 1791, tit. V, art. 5; inst. 12-20 août 1790, chap. II, art. 4, dern. alin.; const. an III, art. 307; const. an VIII, art. 45, 56. — *V.* L. 22 nov.-1^er^ déc. 1789, art. 9 à 11.

droit d'accorder l'impôt et d'en fixer tant la quotité que la durée, etc., appartient exclusivement au pouvoir législatif (1).

Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées par la loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou autres individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Tous fonctionnaires, tous officiers publics, leurs commis ou préposés, tous percepteurs des droits, taxes, contributions, deniers, revenus publics ou communaux, et leurs commis ou préposés, qui se seront rendus coupables du crime de concussion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant ou en recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui était dû, etc., seront punis, etc. (2).

XIII. Il dirige les recettes et les dépenses de l'État conformément au budget ou loi annuelle des finances (3).

XIV. Par ses ministres et autres préposés, il gère et administre, conformément aux lois, le domaine et les propriétés *de l'État*, considéré comme personne civile (4).

Le domaine *de l'État* (ainsi considéré) fait partie du domaine NATIONAL (5), mais il est distinct du domaine public (6).

Le domaine *de l'État* est seul dans le commerce (7). *Même* les *immeubles* de l'État peuvent être aliénés (vendus ou échangés) à titre perpétuel et incommutable, mais seulement en vertu d'une loi formelle, et en suivant les formalités prescrites pour la validité de

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 44, texte et note 6, et ci-après, chap. III, n° X.

(2) C. pén., art. 174.— Compar. L. 25 sept.-6 oct. 1791, 2e part., tit. Ier, sect. III, art. 11, 12; C. 3 brum. an IV, art. 626, 627.

(3) Const. an VIII, art. 45.—*V.* ci-après, chap. III, n° X.

(4) *V.* ci-dessus, p. 1, 17 et 18. — *V.*, quant au mode d'administration ou de gestion du domaine *de l'Etat*, C. civ., art. 537, 2e al., 1712, 636; L. 1er nov.-22 déc. 1790, préamb. et art. 8; L. 28 oct.-5 nov. 1790, tit. II; C. for., L. 21 mai 1827, etc.

(5) L. 22 nov.-1er déc. 1790, art. 1er.

(6) Même loi, art. 2, 5, Ire part.; C. civ., art. 538, 540. Il faut comprendre dans le domaine *de l'Etat* les objets indiqués dans les art. 3 et 5, IIe part., 560, 539 et 541, C. civ., nonobstant les termes de ces derniers articles.

(7) *V.*, d'une part, C. civ., art. 1128, 1598, 2226, et, d'autre part, art. 537, 2e al., 1712, 2227.

ces sortes d'aliénation (1), sauf les exceptions autorisées par les lois elles-mêmes (2).

Le domaine PUBLIC est inaliénable et imprescriptible (3). Les lois de police règlent la manière d'en jouir, etc. (4).

XV. A l'égard des intérêts particuliers des colonies, des départements et des communes, considérés comme corps politiques et comme personnes civiles (5), il intervient dans leur gestion, provoque et homologue, s'il y a lieu, les délibérations des corps qui les régissent, procure par ses agents l'exécution de ces délibérations, etc. (6).

XVI. En ce qui concerne les établissements publics, il exerce les mêmes fonctions qu'à l'égard des intérêts non politiques de l'État, des colonies, des départements ou des communes, selon que ces établissements, indépendants ou distincts, ont un caractère général, départemental ou communal (7).

XVII. En ce qui concerne les établissements d'utilité publique, il les *reconnaît*, s'il y a lieu, à moins qu'ils n'aient été d'avance reconnus comme tels par la loi (8); il autorise les dons et legs qui

---

(1) L. 22 nov.-1er déc. 1790, art. 8; const. 1791, tit. III, chap. III, sect. Ire, art. Ier, 9; L. 16 brum. an V, art. 10 et s.; 15 flor. an X; 5 vent. an XII, art. 105, 106, etc. (vente, publicité et concurrence); O. 12 déc. 1827 (échanges).

(2) Ex.: L. 16 sept. 1807, art. 41; D. 21 fév. 1852, art. 3 (concession, lais et relais de mer, alluvions, etc.— *V.* C. civ., art. 560); L. 3 mai 1841, art. 13, 26; D. 25 mars 1852, art. 3, tabl. C, 5° et 6° (expropriation pour cause d'utilité publique générale, départementale ou communale); L. 20 mai 1836, art. 4 (routes abandonnées).

(3) Tant qu'il conserve son affectation à l'usage de tous (C. civ., art. 714). —*V.* L. 20 mai 1836, art. 4; D. 25 mars 1852, art. 3, tabl. C, 6° (routes abandonnées ou *déclassées*), et ci-dessus, p. 78, note 4.

(4) C. civ., 714.—*V.* ci-après, tit. V, sous-tit. II, et tit. VII.

(5) *V.* ci-dessus tit. Ier.

(6) *V.*, quant aux colonies, sén.-cons. 3 mai 1854, art. 13, 16; L. 24 avril 1833, art. 5, 1er al., 12, 8; D. 26 sept. 1855, sur la comptabilité, etc. —Quant à l'Algérie, D. 27 oct. 1858, art. 16 et suiv.; quant aux départements, L. 10 mai 1838; quant aux communes, L. 18 juill. 1837.—*V.* C. civ., art. 537, 2e al., 1712. — Par l'approbation de ces délibérations, le chef du pouvoir exécutif ou ses agents ne font pas acte de *tuteur* en ce qui touche ces personnes publiques, lesquelles, d'ailleurs, ne sont point *mineures*, car la prescription court contre elles (C. civ., art. 2227), etc. Il n'y a pas lieu en leur faveur à rescision pour cause de lésion (C. civ., art. 1305); cette approbation équivaut à l'homologation du tribunal pour les délibérations du conseil de famille, mais elle est exigée même pour les actes de simple administration.

Si l'autorité administrative peut être comparée au tuteur, c'est lorsqu'elle *exécute* ces délibérations.

(7) *V.* ci-dessus, tit. Ier, etc., et note précéd.

(8) *V.* ci-dessus, tit. Ier.

leur seraient faits (1); il surveille et contrôle la gestion de leurs intérêts financiers, et homologue certains actes qui dépassent les pouvoirs de l'administrateur en général, tels que les acquisitions, aliénations, e t. (2).

XVIII. En ce qui touche les intérêts privés (3), le chef du pouvoir exécutif autorise les sociétés anonymes, les tontines, etc. (4), et surveille la gestion et la comptabilité de ces dernières (5) et d'autres sociétés ou entreprises qui, par la nature ou la multiplicité des intérêts qu'elles créent ou qu'elles embrassent, touchent à l'intérêt public, mais sans intervenir dans cette gestion, si ce n'est en cas d'absolue nécessité (6).

Le chef du pouvoir exécutif ne gouverne et n'exerce ses attributions qu'avec l'intermédiaire de ministres (7). Aucun de ses ordres ne peut être exécuté et aucun acte du Gouvernement ne peut avoir d'effet s'il n'est signé par lui et contre-signé par le ministre chargé de la division à laquelle appartient la nature de l'affaire (8).

La constitution de 1848 exceptait de la nécessité du contre-seing les actes par lesquels le chef du pouvoir exécutif nommait et révoquait les ministres. Aujourd'hui ces actes de nomination sont contresignés par le ministre d'État, de même que les actes portant nomination des sénateurs et des membres du conseil d'État, convocation, prorogation, fixation de la durée des sessions du Sénat; convocation, ajournement, prorogation, dissolution du Corps législatif (9) convocation de la haute Cour de justice, promulgation des sénatus-consultes organiques et adoption des propositions de modification à la constitution (10), enfin ceux qui concernent des matières qui ne sont spécialement attribuées à aucun département ministériel (11).

---

(1) C. civ., art. 910, 937.

(2) *V.* C. civ., art. 457, 458, etc. — Les établissements *reconnus d'utilité publique* jouissent, pour la gestion de leurs intérêts, de plus d'indépendance et de latitude que les établissements publics. Ils diffèrent moins des personnes *privées ;* l'intérêt *public* est moins impliqué dans leurs affaires *pécuniaires.*

(3) *V.* tit. Ier, chap. Ier et III.

(4) C. comm., art. 37 ; av. cons. 29 mars-1er avril 1809 ; 30 sept.-15 oct. 1809.

(5) *V.* O. 22 déc. 1824 ; 12 juin 1842 ; D. 16 janv. 1854 ; L. 11 juin 1842, art. 11, dern. al.; O. 11 oct. 1842.

(6) Ex.: av. 1er avril 1809 ; D. 9 fév.-22 oct. et 18 nov. 1810, etc.

(7) *V.* ci-après, chap. III.

(8) Art. const. sept.-oct.–5 oct. et 3 nov. 1789, 18; L. 27 avril-25 mai 1791, art. 24 ; const. 1791, tit. III, chap. II, sect, IV, art. 4; an VIII, art. 55 ; O. 8 fév. 1816 ; const. 1848, art. 67 ; D. 22 janv. 1852.

(9) *V.* ci-dessus, p. 49.

(10) *V.* ci-dessus, p. 36.

(11) Const. 1848, art. 67 ; D. 22 janv. 1852 ; const. 1852, art. 24, 46, 54, 28 et 31.

En l'absence ou dans le cas d'empêchement, démission, etc., de l'un des ministres, ainsi que dans le cas où le chef de l'État n'aurait pas nommé à l'un des départements du ministère, les actes de l'administration de ce département ne peuvent être contre-signés que par celui des autres ministres que le chef de l'État a désigné à cet effet, c'est-à-dire chargé des affaires par *intérim* (1).

Même les décrets ou ordonnances relatifs aux affaires de *la maison* du monarque, c'est-à-dire de la liste civile ou de la dotation de la couronne, sont contre-signés par le ministre de la maison ou celui qui le remplace (2).

Certains actes du chef du pouvoir exécutif ne peuvent être faits qu'avec l'intervention obligée de conseils ou corps consultatifs.

Ainsi, aux termes de la loi de 1791, certains actes devaient être délibérés en conseil *des ministres*, appelé alors conseil d'État (3).

Sous le Gouvernement de 1830, certains actes devaient aussi être arrêtés en conseil des ministres, par exemple, l'ouverture de crédits supplémentaires ou extraordinaires en l'absence des chambres (4).

Aux termes du sénatus-consulte du 16 therm. an x, la ratification des traités de paix et d'alliance et l'exercice du droit de grâce, ne pouvaient avoir lieu qu'après avoir pris l'avis d'un conseil privé (5).

Nous avons dit quels actes, soit réglementaires, soit statuant sur des affaires locales et particulières, devaient et doivent être nécessairement délibérés en conseil d'État (6).

Nous avons dit aussi comment et pour quelles causes les actes même émanés du chef du pouvoir exécutif pouvaient être contestés, déclinés, annulés ou remis en question (7).

Les constitutions de 1791, de l'an VIII, de 1814 et de 1830, déclaraient le chef de l'État inviolable ou irresponsable (8).

Aux termes de la constitution de l'an III, les membres du *Directoire exécutif* pouvaient être traduits devant la haute Cour pour les faits de trahison, de dilapidation, de manœuvres pour renverser la

---

(1) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 24 ; O. 8 fév. 1816, art. 1er.
(2) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 23 ; O. 8 fév. 1816, art. 2.—*V.* D. 14 déc. 1852.
(3) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 14 à 18.
(4) L. 24 avril 1833, art. 4, *id.*; L. 15 mai 1850, art. 9. — Aujourd'hui, *V.* D. 10 nov. 1856, et ci-après, chap. III.
(5) Art. 57, 58, 86 ; D. 26 août 1811, art. 12, 25 ; D. 14 juin 1813. — *V.* ci-après, chap. IV.
(6) *V.* ci-dessus, p. 96 à 98, et *V.* ci-après *Conseil d'État.*
(7) *V.* ci-dessus, p. 61 et suiv.
(8) L. sept. et oct.-5 oct. et 3 nov. 1789, art. 3 ; const. 1791, tit. III, chap. II, art. 2 ; const. an VIII, art. 69 ; Ch. 1814, art. 13 ; 1830, art. 12.

constitution et d'attentat contre la sûreté intérieure de la République (1).

La constitution de 1848 et celle du 14 janv. 1852 ont déclaré le président de la République ou le chef du Gouvernement responsable, la première devant la haute Cour (2), la deuxième devant le peuple français, auquel il a toujours le droit de faire appel (3).

Le chef de l'État prête serment au peuple français (4).

Cependant la constitution de l'an III, celles de l'an VIII et de 1852, ne contiennent aucune disposition relative à ce serment.

CHAPITRE II.

Des autorités centrales spirituelles ou religieuses, protestantes et israélites.

SOUS-CHAPITRE Ier.

CULTES PROTESTANTS.

SECTION Ire. — *Église réformée.*

Il est établi à Paris un *conseil central* des Églises réformées de France, composé (pour la première fois) de quinze notables protestants, dont un président nommé par le chef de l'État, et des deux plus anciens pasteurs de Paris (5).

Avant ce décret, il n'existait pas *pour l'Église réformée* de France d'autorité *centrale* spirituelle, destinée à servir d'intermédiaire entre les représentants *locaux* du culte, d'une part, et le Gouvernement ou le ministère chargé de la haute administration temporelle des affaires concernant les cultes, d'autre part, dans leurs rapports avec l'État.

Le conseil représente les Églises auprès du Gouvernement et du chef de l'État. Il est appelé à s'occuper des questions d'*intérêt général*, dont il est chargé par l'administration et par les Églises, notamment de l'exécution des mesures suivantes (6) :

---

(1) Const. an III, art. 158, 2e al., 159, 160, 112 à 123, 265 à 273 ; C. 3 brum. an IV, art. 612 et suiv.

(2) Const. 1848, art. 68, 91, 55, 100 ; sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 17.

(3) Const. 14 janv. 1852, art. 5.

(4) L. 29 mars-12 sept. 1791, tit. Ier, art. 15, dern. al.; 13-17 juin 1791, art. 99 ; 16 juill. 1791, art. 1er; 1er sept. 1791 ; const. 1791, tit. III, chap. II, art. 4, 5 ; sén.-cons. 16 therm. an X , art. 43, 44; 28 flor. an XII, art. 52 ; Ch. 1814, art. 74 ; 1830, art. 65 ; const. 1848, art. 48 ; L. 14 déc. 1848, etc.

(5) D. 26 mars 1852, art. 6.

(6) D. 26 mars 1852, art. 6.

Lorsqu'une chaire de professeur de la communion réformée vient à vaquer dans la faculté de théologie (1), il recueille les votes des consistoires locaux (2) et les transmet, *avec son avis*, au Gouvernement, à qui appartient la nomination ou le choix sur une liste des trois candidats ainsi présentés (3).

SECTION II. — *Confession d'Augsbourg.*

Il y a pour l'Église de la confession d'Augsbourg (en France) un *consistoire supérieur* ou *général* et un *directoire,* dont le siége est à Strasbourg (4).

Le consistoire supérieur est convoqué par le Gouvernement sur la demande du directoire ou d'office; mais il doit être tenu au moins une fois par an (5).

Le directoire seul est permanent.

Le consistoire supérieur est composé : 1° d'un président, qui est en même temps président du directoire ; 2° de tous les inspecteurs (6); 3° de deux laïques députés par chaque *inspection* (7), et qui peuvent être pris par elle en dehors de son arrondissement; 4° d'un professeur du séminaire délégué par cet établissement; 5° du membre laïque du directoire, lequel est, comme nous le verrons, nommé par le Gouvernement (8).

Il veille au maintien de la constitution et de la discipline de l'Église (9).

Il fait ou approuve les règlements concernant le régime inté-

---

(1) D. 16 sept. 1808, art. 6 ; L. 18 germ. an x, art. organ., 10, 11, 13, 14; O. 7 oct 1844 ; 1er D. 22 août 1854, tableau (Toulouse et Montauban).

(2) *V.* tit. VI.

(3) D. 26 mars 1852, art. 7 ; D. 17 mars 1808, art. 6, 8 à 10 ; D. 17 sept. 1808, art. 6, 7, 9.—*V.* ci-dessus, p. 9, 10 et 11.

A compter de 1815, puis de 1850, les chaires devaient être données au concours (D. 17 mars 1808, art. 7 ; D. 17 sept. 1808, art. 9). — Mais *V.* O. 24 août 1838 et D. 9 mars 1852, art. 1er.

(4) L. 18 germ. an x, art. organ., art. 40, 43 ; D. 26 mars 1852, art. 8.

(5) D. 26 mars 1852, art. 10.—*V.* ci-dessus, p. 9.

(6) L'inspecteur est un ecclésiastique autrefois choisi par chaque inspection dans son sein (*V.* note suiv.) et aujourd'hui nommé par le Gouvernement sur la présentation du directoire (*V.* ci-après) (L. 18 germ. an x , art. organ. 36 ; D. 26 mars 1852, art. 12).

(7) L'inspection est un corps collectif préposé à un arrondissement (ou circonscription), formé de cinq églises consistoriales (L. 18 germ. an x, art. 37). —*V.* ci-après, tit. VI.

(8) *V.* ci-après. — D. 26 mars 1852, art. 9 ; L. 18 germ. an x , art. organ. 41.

(9) Aucun changement dans la discipline ne peut avoir lieu sans l'autorisation du Gouvernement.—*V.* ci-dessus, p. 9.

rieur (1) et juge en dernier ressort, c'est-à-dire sans appel, les difficultés auxquelles leur application peut donner lieu. Il approuve les livres et formulaires liturgiques qui doivent servir au culte ou à l'enseignement religieux (2).

Il a le droit de surveillance et d'investigation sur les comptes des administrations consistoriales (3).

Il entend, à l'ouverture de chaque session, le rapport que présente le directoire, de sa gestion (4).

Le consistoire supérieur de Strasbourg est représenté, dans la capitale, auprès du Gouvernement, et notamment du chef de l'État, dans les circonstances officielles, par le consistoire local de Paris (5).

Le directoire se compose du président, qui l'est en même temps du consistoire supérieur (6), de deux députés nommés par ce consistoire, plus, d'un membre laïque et d'un inspecteur ecclésiastique, nommés par le Gouvernement (7).

Le directoire exerce le pouvoir administratif. Il présente à la nomination du Gouvernement les inspecteurs ecclésiastiques (8). Il nomme les pasteurs, et soumet leur nomination au Gouvernement. Il autorise ou ordonne le passage d'un pasteur d'une cure à une autre, avec l'agrément du Gouvernement. Il nomme les suffragants ou vicaires, et propose aux fonctions d'aumôniers pour les établissements civils qui en sont pourvus (9). Il nomme les professeurs de l'académie ou du séminaire, sur la proposition de cet établissement, et les professeurs du collége protestant dit *Gymnase ;* le tout sauf

---

(1) Notamment ceux des séminaires.—*V.* ci-dessus, p. 11.

(2) Sauf l'approbation ultérieure du Gouvernement (*V.* p. 9).

(3) Il y a une église consistoriale et par conséquent un consistoire local par six mille âmes de la même communion (L. 18 germ. an x, art. organ. 6, 20, 33, 34). Chaque église consistoriale se compose de différentes paroisses dont chacune est administrée, sous l'autorité du consistoire, par un conseil presbytéral (D. 26 mars 1852, art. 1^er^). C'est le conseil presbytéral du chef-lieu qui reçoit, s'il y a lieu, du Gouvernement le titre de consistoire. Dans ce cas, le nombre des membres en est doublé, et il s'y joint de plus des délégués laïques nommés par chaque conseil presbytéral (D. 26 mars 1852, art. 2).

(4) D. 26 mars 1852, art. 10; L. 18 germ. an x, art. organ. 44.

(5) *V.* ci-dessus, note 3; D. 26 mars 1852, art. 13.

(6) *V.* ci-dessus.

(7) D. 26 mars 1852, art. 9.

(8) *V.* ci-dessus.

(9) D. 26 mars 1852, art. 11; L. 18 germ. an x, art. organ. 18, 33, 34.

Les pasteurs de l'autre communion sont nommés par chaque consistoire local sur une liste de candidats présentés par le conseil presbytéral, sauf aussi l'approbation du Gouvernement (D. 26 mars 1852, art. 5; L. 18 germ. an x, art. organ. 15, 16, 18, 26).

l'approbation du Gouvernement (1). Il donne son avis motivé sur les candidats aux chaires de la faculté de théologie (2). Il exerce la haute surveillance sur l'enseignement et la discipline du séminaire et du gymnase (3).

Il présente chaque année, sur sa gestion, un rapport au conseil supérieur (4).

Il peut désigner spécialement un notable laïque résidant à Paris pour le représenter, conjointement avec le consistoire, auprès du chef de l'État ou du Gouvernement (5).

SECTION III. — *Culte israélite.*

Il y a, pour le culte juif, un *consistoire central*, dont le siége est à Paris (6).

Le consistoire central se compose d'un grand rabbin, élu à vie par les délégués des notables de toutes les circonscriptions consistoriales réunis au consistoire central lui-même, sauf l'approbation du chef de l'État (7), et d'autant de membres laïques élus par les notables parmi les notables de Paris, qu'il y a de consistoires locaux (départementaux), et se renouvelant par moitié de quatre en quatre ans (8).

Il peut être dissous par le chef de l'État. Dans ce cas, ses attributions sont déléguées, jusqu'à l'installation d'un nouveau consistoire, à une commission composée du grand rabbin et de quatre

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 11.

(2) D. 26 mars 1852, art. 11; D. 17 mars 1808, art. 6, 8 à 10; D. 17 mars 1808, art. 6, 7, 9.—*V.* sect. précéd., p. 116, note 3, *Concours promis, mais ajourné.*

(3) D. 26 mars 1852, art. 11. — *V.* ci-dessus, p. 9.

(4) D. 26 mars 1852, art. 10. — *V.* ci-dessus.

(5) D. 26 mars 1852, art. 13 et 9. — *V.* ci-dessus.

(6) Règl. 10 déc. 1806–17 mars 1808, art. 13; O. 25 mai 1844, art. 1er, 2.

Le règlement de 1806, approuvé et promulgué par D. du 17 mars 1808, avait été délibéré par une *assemblée générale* composée des premiers d'entre les juifs, convoqués par décret du 30 mai 1806 (art. 2 à 5), et parmi lesquels ont été pour la première fois choisis les membres du consistoire central (3e D. 17 mars 1808, art. 5).

Le consistoire central s'est renouvelé depuis partiellement et annuellement par lui-même avec l'agrément, chaque fois, du Gouvernement (Règl. 10 déc. 1806, art. 15, 16; 3e D. 17 mars 1808, art. 5).

L'ordonnance générale de 1844, qui va être analysée, a été rendue sur le travail préparatoire d'une commission spéciale après avis du consistoire central et des consistoires départementaux (*V.* préamb.).

(7) O. 1844, art. 5, 7, 30, 40 à 42, 5. Le règlement de 1806 y faisait entrer trois rabbins (art. 13).

(8) O. 1844, art. 8; O. citées ci-dessous, et O. 19 juill. 1841, art. 6. — Le règlement de 1806 n'admettait que deux laïques (art. 13; O. 29 juin 1819, art. 5); l'ordonn. du 20 août 1823, sept. (art. 11, 12).

notables désignés par le ministre chargé de l'administration des cultes (1).

Le consistoire nomme son président pour quatre ans (2).

Le consistoire central est l'intermédiaire entre le ministre des cultes et les consistoires départementaux, avec lesquels il correspond (3). Il est chargé de la haute surveillance des intérêts du culte israélite. Il défère à l'autorité compétente toutes les atteintes portées à l'exécution des règlements, soit par infraction, soit par inobservation (4). Il approuve les règlements faits par les consistoires départementaux concernant l'exercice du culte dans les temples, les cérémonies religieuses des inhumations, etc. (5). Il veille (sans doute), comme les consistoires locaux, à ce qu'il ne soit donné aucune instruction ou explication de la loi qui ne soit conforme aux réponses de l'assemblée générale des israélites (6), converties en décisions doctrinales par le grand sanhédrin (7) et approuvées par le Gouvernement (8). Il délivre les diplômes de second degré (le plus élevé) pour l'exercice des fonctions rabbiniques (9).

Il donne son avis sur l'établissement de nouvelles circonscriptions ou sur les modifications aux circonscriptions consistoriales et rabbiniques, sur la création de titres de ministre officiant à la charge de l'État (10). Il donne son avis sur l'approbation à donner par le chef de l'État à l'élection faite par les notables, des grands rabbins départementaux, et par le ministre à celle des rabbins communaux, la confirmation de l'élection, faite aussi par des notables, des ministres officiants (11). Il a droit de censure à l'égard des membres laïques des consistoires départementaux et même des grands rabbins consistoriaux sur la plainte de leurs consistoires respectifs, et peut provoquer près du ministre la révocation de ces membres laïques élus par l'assemblée des notables de la circonscription et parmi eux, la suspension ou la révocation de ces grands rabbins consisto-

---

(1) O. 1844, art. 13.
(2) O. 1844, art. 9.
(3) O. 1844, art. 10 ; règl. 1806, art. 17, 1°.
(4) O. 1844, art. 10, 66 ; 1806, art. 17, 2°, 3°.
(5) O. 1844, art. 10, 20, 53, 52.
(6) *V.* p. précéd., note 6, règl. 30 mai 1806.
(7) Réunion de docteurs et notables d'Israël avec autorisation du Gouvernement. — *V.* ci-dessus, p. 9, note 1, décis. 2 mars 1807.
(8) O. 25 mai 1844, art. 20, 56, 54. — *V.* ci-dessus, p. 9, texte et note 4. — *V.* ci-après livres d'instruction religieuse et grand rabbin, approbation nécessaire.
(9) O. 1844, art. 12, 49, 47, 19. — V. ci-dessous.
(10) O. 1844, art. 60, 62 ; 3e D. 17 mars 1808, art. 1er.
(11) O. 1844, art. 12, 25, 45, 48, 51.

riaux. Il a directement, après avoir pris l'avis du consistoire et du grand rabbin, le droit de censure à l'égard des rabbins communaux. Il peut, sur la proposition du consistoire départemental, et avec l'approbation du ministre, ordonner leur changement de résidence dans le ressort du consistoire. Il peut prononcer leur suspension pour un an au plus. Il prononce leur révocation, sauf l'approbation du ministre. Il statue sur la révocation des ministres officiants proposée par les consistoires départementaux (1).

Un membre du consistoire central fait partie du conseil supérieur de l'instruction publique (2).

Le grand rabbin a, lui aussi, particulièrement droit de surveillance et d'admonition à l'égard de tous les ministres du culte israélite.

Il a droit d'officier et de prêcher dans toutes les églises de France, et de célébrer les mariages, sans pouvoir y procéder et donner la bénédiction nuptiale que dans l'intérieur du temple et qu'à ceux qui justifient avoir contracté devant l'officier de l'état civil (3).

Aucune délibération ne peut être prise par le consistoire, concernant les objets religieux, sans l'approbation de son grand rabbin (4).

Aucun ouvrage d'instruction religieuse ne peut être employé dans les écoles israélites s'il n'a été approuvé par le consistoire central, sur l'avis conforme de son grand rabbin (5).

Dans tous les cas de dissentiment entre le consistoire et son grand rabbin, le rabbin du consistoire local de Paris est consulté. Si les deux rabbins diffèrent d'avis, le plus ancien de nomination des autres grands rabbins départementaux est appelé à les départager (6).

CHAPITRE III.

Des ministres et de leurs principaux auxiliaires.

SOUS-CHAPITRE Ier. — DES MINISTRES.

SECTION Ire. — *Des ministres secrétaires d'État.*

Le pouvoir délégué au chef du pouvoir exécutif (7) est exercé, sous son autorité, par des ministres et autres agents responsables (8).

---

(1) O. 25 mai 1844, art. 11, 12, 15, 16.—*V.* ci-après, tit. VI, *Autor. loc.*
(2) L. 15 mars 1850, art. 1er ; D. 9 mars 1852, art. 5.
(3) O. 1844, art. 38, 53 ; règl. 1806, art. 21 ; Arr. 1er prair. an X.
(4) O. 1844, art. 38 ; O. 20 août 1823, art. 12. — *V.* ci-dessus.
(5) O. 1844, art. 10 ; O. 20 août 1823, art. 18.
(6) O. 1844, art. 38.
(7) *V.* ci-dessus, p. 41-42, et 82 à 113.
(8) Const. 1791, tit. III, art. 4; an III, art. 148 ; an VIII, art. 41, 54, 55; Ch. 1814, art. 13; 1830, art. 12 arg. ; 1848, art. 64, 68, etc.

Le chef de l'État gouverne au moyen des ministres, du conseil d'État, etc. (1).

Aucun acte du chef du pouvoir exécutif ne peut, ainsi que nous l'avons dit, avoir d'effet, s'il n'est contre-signé par un ministre (2). En aucun cas, l'ordre du chef de l'État, verbal ou par écrit, ne peut soustraire un ministre à la responsabilité (3).

Sous le régime créé en 1789, et jusqu'à la constitution de l'an III, sous la monarchie de 1814 et de 1830, les ministres étaient responsables *solidairement* dans certains cas (4). Aux termes de la loi de 1791, si, après la délibération du conseil des ministres et l'ordre du roi, un ministre voyait du danger à concourir à l'exécution des mesures arrêtées par le roi à l'égard d'un autre département, il pouvait, après avoir fait constater son opinion dans les registres, procéder à l'exécution sans en demeurer responsable, et alors la responsabilité passait exclusivement sur la tête du ministre requérant (5).

Aux termes de la constitution de 1852, comme aux termes de celles de l'an III, de l'an VIII et de 1848, les ministres ne sont responsables que chacun en ce qui le concerne des actes du Gouvernement (6); il n'y a pas de solidarité entre eux.

Il n'y a plus de premier ministre (7).

Au chef de l'État ou du pouvoir exécutif seul appartiennent la nomination et la révocation de ses ministres (8); mais, en principe, il

---

(1) Const. 14 janv. 1852, art. 3. — Cet article comprend dans le mot *gouverner* même l'exercice de la puissance *législative*, et il ajoute (au moyen) « du Sénat et du Corps législatif, lesquels ne sont plus ainsi que *participants* à l'exercice de cette puissance. »

Le sénatus-consulte du 28 floréal an XII avait créé, sous la dénomination de titulaires des grandes dignités de l'Empire, une sorte de fonctionnaires supérieurs aux ministres, intermédiaires, dans certains cas, entre l'Empereur et ses ministres (art. 32, 34, 39 à 44, 46, 47).

(2) *V.* ci-dessus, p. 113.

(3) L. 27 avr.-25 mai 1791, art. 25; const. 1791, tit. III, chap. II, sect. IV, art. 6.

(4) Décl. 13 juillet 1789-23 fév. 1791; L. 27 avr.-25 mai 1791, art. 29, 1°, XVIII, arg.; L. 23-25 juill. 1792;—O. 9 juill. 1815, préamb., etc. (*V.* chap. suiv., *Cons. des min., président*).

(5) Art. 18.

(6) Const. an III, art. 152; 1848, art. 68; 1852, art. 13. — *V.* chap. suiv., *Cons. des ministres*.

(7) L. 27 avr.-25 mai 1791, art. 13.

(8) L. 27 avr.-25 mai 1791, art. 1er; const. 1791, tit. III, chap. II, sect. IV, art. 1er; const. an III, art. 148; const. an VIII, art. 41; Ch. 1814, art. 13, 14; Ch. 1830, art. 12, 13; const. 1848, art. 64; const. 1852, art. 6, 13. — *V.* ci-après.

n'appartient qu'au pouvoir législatif de statuer sur le nombre, la division et la démarcation des départements du ministère (1).

Sous le régime de 1789, 1791, sous la Convention nationale, à partir du 29 sept. 1792, sous la constitution de l'an III et celle de 1848, les ministres ne pouvaient être choisis parmi les membres des Corps législatifs, qui même ne pouvaient devenir ministres pendant deux ans après l'expiration de leurs fonctions législatives, suivant la constitution de 1791, ou pendant un an, selon la constitution de l'an III. Seulement, excepté sous cette dernière, les ministres avaient entrée à l'Assemblée législative, où ils devaient être entendus toutes les fois qu'ils le demandaient, du moins sur les objets relatifs à leur administration, ou lorsqu'ils étaient requis de donner des éclaircissements (2). Sous la constitution de l'an III, ils ne pouvaient être appelés par les conseils législatifs, et les comptes et éclaircissements demandés au Directoire étaient fournis par écrit (3). La constitution de 1852 dit seulement que les ministres ne peuvent être membres du Corps législatif, ce qui établit une incompatibilité de fonctions, mais non une incapacité de nomination (4). Ils ne paraissent pas au Corps législatif.

Les Chartes de 1814 et de 1830, au contraire, disaient formellement que les ministres pouvaient être membres de la Chambre des pairs ou de la Chambre des députés (5). L'usage était même de ne les choisir que parmi les membres de l'une ou l'autre chambre.

Sous la constitution de l'an VIII, le chef de l'État ne pouvait élire ou conserver pour ministres que des citoyens inscrits sur une liste dite nationale (6); mais les listes prescrites par cet acte n'ont jamais été mises en vigueur (7).

---

(1) L. 27 avr.–25 mai 1791, art. 2; — const. an III, art. 150; 1848, art. 66. (*V.* ci–après, chap. V). — Quant aux attributions, sinon de chaque ministre en particulier, du moins des ministres en général, *V.* ci–dessus, chap. Ier, n° VII, p. 106.

(2) Const. 1791, tit. III, chap. II, sect. IV, art. 2, et chap. III, sect. IV, art. 10; L. 10 août 1792, art. 1er; 29 sept. 1792; const. an III, art. 136; 1848, art. 28 et 69.

(3) Art. 160, 161.

(4) Art. 44.

(5) 1814, art. 54; 1830, art. 46.

(6) Art, 58, 9 à 11; L. 13 vent. et arr. 27 flor. et 3 therm. an IX.

(7) Par un simple arrêté du 23 vend. an X, le Gouvernement s'était réservé le droit de faire connaître l'*époque* à laquelle cette liste devrait être obligatoire, et cette époque a été prévenue par le sénatus-consulte organique du 16 therm. an X, qui a substitué aux listes nationales, départementales, etc., un système de candidatures pour un petit nombre de fonctions locales, lequel a été éludé également (D. 17 janv. 1806, art. 40; 13 mai 1806, art. 32).

Les ministres prêtent serment entre les mains du chef de l'État (1).

Les ministres ne dépendent que du chef de l'État (2); cependant ils peuvent être mis en accusation par le Sénat (3).

Sous la constitution de 1791 et celles de l'an VIII et de 1848, ils pouvaient, pour fait de leur administration (4), être traduits en justice criminelle, c'est-à-dire devant la haute Cour nationale, par le Corps législatif (en l'an VIII, sur la dénonciation du Tribunat) (5). Sous la constitution de l'an III, ils ne pouvaient l'être que sur la dénonciation du Directoire exécutif, les membres de ce corps étant seuls directement et immédiatement responsables devant le pouvoir législatif (6). La poursuite avait lieu devant les tribunaux ordinaires, la haute Cour ne jugeant que les membres du Directoire (7). Sous la monarchie de 1814 et 1830, ils pouvaient être accusés par la Chambre des députés et ne pouvaient être jugés que par la Chambre des pairs (8).

Les ministres, comme nous le verrons, se réunissent en conseil (9).

Les ministres sont membres du conseil d'État, ou du moins ils y ont entrée et voix délibérative (10).

---

(1) L. 14 août 1792; 15–23 août 1792; 19 vent. an IV; 24 nov. an V; 25 brum. an VIII; 21 niv. an VIII; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 40; L. 13 août 1830; const. 1852, art. 14; sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 16.

Le pouvoir législatif seul peut prescrire des formules de serment, mais à plus forte raison le pouvoir constituant.

L. 18–26 août 1792; L. 13 août 1830, art. 1er.—*V.* note précéd. et ci-dessus, p. 7, 33 et suiv., *Pouv. constituant*.

Un arrêté du Gouvernement provisoire de 1848 avait supprimé le serment des fonctionnaires publics de l'ordre administratif et judiciaire (1er mars 1848).

(2) Const. 1852, art. 13. — La loi du 27 avr.–25 mai 1771 portait explicitement : « Les ministres sont tenus de rendre compte, en ce qui concerne l'administration, tant de leur conduite que de l'état des dépenses et des affaires toutes les fois qu'ils en seront requis par le Corps législatif. Le Corps législatif pourra présenter au roi telles observations qu'il jugera convenables sur la conduite des ministres, et même lui déclarer qu'ils ont perdu la confiance de la nation (art. 27, 28).

(3) Const. 1852, art. 13; sén.-cons. 4 juin 1858.

(4) *V.* ci-après.

(5) L. 27 avr.–25 mai 1791, art. 31; const. 1791, tit. III, ch. II, sect. IV, art. 8, et chap. III, sect. Ire, art. 1er, 10°; an VIII, art. 73; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 101, 3°; const. 1848, 98, 91.

(6) *V.* ci-dessus, chap. Ier.

(7) L. 10 vend. an IV, art. 12, 14; const. an III, art. 158, 2e alin., 112, 114.

(8) 1814, art. 55; 1830, art. 47.

(9) *V.* chap. suiv.

(10) *V. Ibid.*

Les ministres ont été désignés tantôt sous le nom de *ministres de.....*, tantôt sous la dénomination de ministres *secrétaires d'État* au département de..... (1).

Quel que soit le nombre des ministres, entre eux se partagent nécessairement toutes les attributions du chef du pouvoir exécutif (2). Ils sont donc *ensemble*, c'est-à-dire à eux tous, chargés directement ou indirectement, comme le chef de l'État, de la gestion et du maintien de tous les intérêts généraux, et même, dans les limites légales, de la protection et des encouragements à accorder au développement des intérêts privés (3). Le but étant commun, tous ont nécessairement des attributions *semblables* ou de même nature ; mais la tâche étant divisée, chacun d'eux a aussi des attributions spéciales. Nous

---

(1) Au moment de la révolution de 1789, il n'y avait que quatre *secrétaires d'Etat* ayant la qualité de *ministres*, placés à la tête de quatre *départements* (*V.* Denizart, v° *Secrétaires d'Etat*).

Ici, le mot département signifie un certain ensemble, un certain cercle d'*attributions* et non une circonscription territoriale. C'est ce qu'on nomme aussi le *portefeuille*, « ministre ayant le portefeuille de... » Il y a eu par intervalles des ministres secrétaires d'Etat sans portefeuille, c'est-à-dire sans département ou sans attributions spéciales (*V.* sous-chap. suiv.).

Sous le Gouvernement consulaire et impérial, il y a eu un *secrétaire d'Etat* qui, dès 1807, prit le titre de *ministre secrétaire d'Etat*. Il était alors *le seul* qui eût *ce titre*, mais il n'était point réellement ministre, et il n'avait pas de département proprement dit. Il continuait d'être ce qu'il avait été d'abord, le *secrétaire* du Consulat ou du *Gouvernement*, comme le *Directoire* avait eu le sien (Arr. 20 brum. et 4 niv. an VIII ; sén.-cons. 8 therm. an X, art. 43, 47; const. an III, art. 143). — *V.* 1er et 2 juill. 1807 ; 22 janv. 1808, etc., décrets contre-signés indifféremment et le même jour (22 janv. 1808) « le secrétaire d'Etat » *ou* « le ministre secrétaire d'Etat. » Intermédiaire entre le pouvoir législatif et le chef du pouvoir exécutif pour la promulgation des lois, etc., il contre-signait, mais *avec* le ministre de la justice, les expéditions originales ou officielles de chaque loi ou sénatus-consulte (arr. 29 niv. an VIII; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 137, 138). A dater de l'établissement du régime impérial, il contre-signa *seul* les actes émanés du *chef* du Gouvernement qui avant étaient contre-signés *en même temps* par le ministre compétent (V. *Bull. des lois*).

Un ministre, le *ministre d'Etat*, a aujourd'hui des fonctions analogues (D. 22 janv. 1852 ; D. 22 mars et 31 déc. 1852, art. 1er, 5, 8, 15, 23, 28, 31); mais il y réunit d'autres attributions qui en font, sous ce dernier rapport, un véritable ministre secrétaire d'Etat avec département comme les autres (D. 14 fév., 6 juill. 1853, 23 juin 1854). *V.* ci-après.

Il y a eu sous la Restauration et sous le Gouvernement de 1830 des *ministres d'Etat ;* mais cette institution n'avait rien de commun avec celle du ministre d'Etat actuel (*V.* chap. suiv.). Ainsi le même nom peut couvrir des institutions ou des fonctions différentes, comme la même institution ou fonction peut successivement revêtir des noms différents (*V.* ci-dessus, tit. IV, chap. 1er, et ci-après chap. III, *Conseils*). Il faut aller au fond des choses.

(2) *V.* chap. 1er ci-dessus.

(3) *V.* ci-dessus, tit. 1er, chap. 1er, p. 2 ; chap. V, p. 75-76.

ne parlerons ici que de leurs attributions communes, renvoyant à un autre endroit l'indication des principales attributions particulières à chacun d'eux (1).

I. Tous coopèrent, chacun de son côté, sauf les cas de réunion *en conseil*, à l'initiative accordée ou réservée au chef de l'État pour la préparation des lois et des sénatus-consultes (2).

II. Ils participent de la même manière à l'exercice de la délégation qui peut être faite au chef de l'État de la puissance législative (3).

III. Ils contribuent de même à préparer les règlements, instructions, arrêtés, décrets ou ordonnances, généraux ou particuliers, statuant administrativement (4), qui peuvent être faits par le chef du pouvoir exécutif, à ce titre ou en cette qualité, et pour procurer l'exécution des lois et autres actes ayant force de loi (5).

IV. Ils contre-signent, chacun en ce qui le concerne, les actes (ordres ou décisions, etc.) du chef du pouvoir exécutif (6).

V. Les ministres n'ont point en général et par eux-mêmes de puissance réglementaire ; celle-ci, en ce qui concerne l'autorité centrale, est exercée par le chef de l'État (7), qui quelquefois pourtant la leur délègue ou sous-délègue. Les lois la leur délèguent plus rarement encore, surtout à l'égard des citoyens.

Nous ne connaissons que deux ou trois exemples, et tout récents, de délégation faite expressément et directement aux ministres par le pouvoir législatif : ainsi, la loi du 25 juin 1856 autorise le ministre des finances à déterminer par des arrêtés le mode de confection, le maximum du poids et la dimension, etc., des paquets confiés au service des postes (8). Une loi du 22 juin 1854 avait déjà autorisé le ministre de l'intérieur à réduire, par un arrêté, la taxe de transit, à travers la France, des dépêches télégraphiques (9);

---

(1) *V.* chap. v.
(2) *V.* p. 5, note 3, p. 36, 49, et ci-après *Conseil d'État*.
Un seul l'assiste dans sa participation à l'exercice de la puissance judiciaire (*V.* ci-après et p. 6, note 2 ; p. 7, notes 1 et 2).
(3) *V.* p. 50.
(4) Un seul intervient dans les actes qui confèrent l'autorité aux décisions du conseil suprême (c'est-à-dire du conseil d'Etat) exerçant la juridiction contentieuse (*V.* tit. VIII).
(5) *V.* p. 95.
(6) *V.* p. 113, 114.
(7) *V.* chap. précéd., n° III.
(8) Art. 10.
(9) Art. 3.

enfin, la loi du 14 juin 1854 (1) confère au ministre le droit de prescrire les méthodes d'enseignement qui doivent être suivies dans les écoles publiques d'instruction primaire. La loi du 15 mars 1850, il est vrai (2), parlant de règlements relatifs aux examens, aux programmes d'études dans les écoles publiques, à la surveillance des écoles libres, ajoute : « Et en général tous *arrêtés* portant règlement pour les établissements d'instruction publique ; » probablement elle entend désigner par là dés arrêtés *ministériels* ; un règlement d'administration publique du 22 août 1854, rendu lui-même par délégation de la loi du 14 juin de la même année (3), semble l'interpréter, ou du moins l'expliquer dans ce sens (4).

Mais des décrets ou ordonnances rendus, soit par délégation de la puissance législative, soit en vertu du pouvoir dictatorial, soit enfin en vertu du pouvoir propre au chef du pouvoir exécutif, ont assez fréquemment, dans ces derniers temps surtout, délégué ou sous-délégué aux ministres cette faculté réglementaire, souvent, il est vrai, pour des objets d'intérêt local ou de police locale (5).

En fait, les ministres prennent une multitude d'arrêtés réglementaires ; mais ces arrêtés, pour la plupart d'organisation ou de service intérieur, obligatoires pour leurs subordonnés, n'ont, en ce qui concerne les tribunaux et les citoyens, d'autre autorité que celle des instructions et circulaires ministérielles (6).

Plusieurs lois ont autorisé les préfets ou même d'autres autorités locales à prendre, sur certains sujets, des arrêtés réglementaires *généraux* quant aux personnes qu'ils concernent, *locaux* quant à l'étendue du territoire dans lequel ils obligent (7), mais en soumettant ces arrêtés à l'approbation du *ministre* que la matière regarde.

---

(1) Art. 4.
(2) Art. 5.
(3) Art. 11, 14.
(4) Art. 18 et 10.—*V.* D. 17 mars 1808, art. 60, 76.
(5) D. 11 janv. 1852, art. 19 (garde nationale, Paris) ; O. 17 avril 1839, art. 11 (poids et mesures, vérif.-except.) ; D. 26 déc. 1850, art. 24 ; D. 4 juin 1853, art. 2, 6, 14, 1er (circonscription ou ressort des autorités sanitaires, durée des quarantaines normales, application aux ports de l'Océan) ; O. 15 nov. 1846, art. 4, 25, 29, 30, 35, 44 à 49; 69, 74 (chemins de fer, tarifs, homologation, etc.) ; D. 10 août 1852, art. 7 (police du roulage) ; D. 22 janv. 1813, art. 15 (mines, secours) ; D. 22 mars 1813, art. 2 ; 4 juill. 1813, art. 6 (carrières) ; 22 août 1854, art. 18 (circonscription des facultés de médecine, etc.) ; D. 21 mars 1855, art. 9 (salles d'asile) ; D. 27 avril 1860, art. 2 (conditions d'engagement pour la garde, autres que celles déterminées par la loi pour les engagements volontaires en général).
(6) *V.* ci-dessus, p. 63, et numéro suivant.
(7) Ex.: L. 4 juill. 1837, art. 8 ; O. 17 avril 1839, art. 15, 33 (poids et

D'autres arrêtés peuvent être, en vertu d'une délégation spéciale de la loi ou du chef du pouvoir exécutif, pris par les préfets sans l'approbation des ministres (1); mais ceux-ci ont toujours le droit de les annuler d'office, s'ils sont contraires aux lois et règlements, ou sur les réclamations des parties intéressées (2).

VI. Sous les ordres du chef de l'État, les ministres procurent l'exécution des lois, traités, sénatus-consultes, etc. (3), et celle des règlements d'administration publique ou autres actes émanés du chef du pouvoir exécutif (4). A cet effet, ils font des *circulaires* et *instructions* qu'ils adressent à leurs subordonnés (5).

L'Assemblée nationale constituante s'était réservé et avait réservé implicitement au chef du pouvoir exécutif, outre le droit de faire des proclamations qui ordonneraient ou rappelleraient l'observation des lois en cas d'oubli et de négligence, celui de faire des proclamations qui, sous forme d'*instructions,* prescriraient les détails nécessaires, soit à l'exécution de la loi, soit à la bonté et à l'activité du service (6). « Il n'appartient pas à la constitution, disait précisément une de ces instructions législatives (7), d'expliquer en détail les règles particulières par lesquelles l'ordre du service et les fonctions pratiques doivent être dirigés dans chaque branche de l'administration. Les usages et les formes réglementaires ont varié pour chaque partie du service et pourront encore être changés et perfectionnés; ces accessoires étant hors de la constitution, pourront faire la matière de décrets séparés ou d'instructions

---

mesures) ; L. 15 juill. 1845, art. 21 ; O. 15 nov. 1846. art. 1er (chem. de fer); L. 30 mai 1851, art. 2 ; D. 24 fév. 1858, art. 1er (police du roulage) ; L. 21 mai 1836, art. 21 (chemins vicinaux), etc. — Ex.: D. 24 déc. 1850, art. 16 (autorités sanit.).—*V*. ci-dessus, p. 32, note 4, et ci-après, tit. *Des autorités locales*.

(1) Ex.: L. 3 mai 1844, art. 3, 9 (chasse) ; L. 22 fév. 1851, art. 9 (apprentis, heures de travail, dérogation) ; O. 17 avril 1839, art. 18, 33 (poids et mesures) ; D. 24 fév. 1858, art. 2, 3 (police du roulage) ; D. 25 mars 1852, art. 4, tabl. D, 7° (débarcadères sur les rivières, etc). — *V*. ci-après, tit. VI.

(2) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 14; const. an III, art. 193, 195 ; arr. 17 mess. an V ; D. 25 mars 1852, art. 6. — *V*. tit. VI. — Sans préjudice du droit qu'ont ces parties de les attaquer, même par la voie contentieuse devant le conseil d'Etat, pour excès de pouvoir ou incompétence (*V*. *ibid*. et tit. VIII).

(3) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 4; 10 vend. an IV, art. 2; const. an VIII, art. 54; etc.—*V*. ci-dessus, p. 45 à 57.

(4) *V*. p. 95, n° III.

(5) *V*. ci-dessus, p. 63.

(6) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 14.— Ex.: d'instruction législative, 14. déc. 1789 ; 22 déc. 1789-8 janv. 1790 ; 12-20 août 1790.

(7) Celle du 8 janv. 1790, § 6.

particulières, à mesure que l'Assemblée nationale avancera dans son travail, et ce qu'elle n'aura pas pu régler restera utilement soumis aux conseils de l'expérience, aux découvertes de l'esprit public et à la vigilance *du roi* (1) et des législatures.

A partir de la loi des 2-5 nov. 1790, aucun acte du pouvoir législatif n'a plus été promulgué sous le nom d'*instruction*. Le chef du pouvoir exécutif, à partir de la constitution de l'an III, n'a plus publié que des arrêtés, puis des décrets ou ordonnances (2), et les circulaires et instructions *ministérielles* se sont substituées, au moins depuis 1797 (12 niv. an V), aux actes que nous venons de mentionner (3). Plusieurs décrets ou ordonnances ont même chargé expressément des ministres de rédiger ou faire rédiger de ces instructions (4).

Tous les décrets législatifs acceptés et sanctionnés par le roi, promulgués sous le titre de proclamations *ou autres*, et par conséquent sous celui d'*instructions,* sont également *lois* du royaume (5). Il n'en est pas de même des instructions émanées du chef du pouvoir exécutif, et à plus forte raison de ses ministres (6).

VII. Aux ministres sont déléguées la nomination et la révocation discrétionnaire, la mise ou l'admission à la retraite, non-seulement de certains employés (7), mais encore de certains fonctionnaires (8).

L'admission ou la mise à la retraite *avant l'âge*, mais après la durée de services voulue (9), pour invalidité physique ou morale, doit être justifiée par certificat de médecins, si la cause est appréciable par les hommes de l'art, et dans tous les cas par un rapport des supérieurs, dans l'ordre hiérarchique (10). Elle ne peut avoir lieu avant la durée de services voulue que par mesure disciplinaire (11).

---

(1) Ex.: d'instr. royale, 17 avril 1791 (ponts et chaussées).
(2) *V.* ci-dessus, chap. Ier, n° III.
(3) *V.* ci-dessus, p. 71, *Recueil de l'intérieur*, etc.
(4) Ex.: O. 10 déc. 1823, art. 2 (haras, courses) ; O. 22 mai 1843, art. 77; 17 janv. 1846, art. 60 (machines à vapeur).—*V.* aussi, ci-après, *Directeurs généraux* (D. 18 nov. 1810, art. 92).
(5) L. 2-5 nov. 1790, 2°—*V.* ci-dessus, p. 45.
(6) *V.* p. 60 et 63.
(7) *V.* ci-après, chap. V, *Des ministères et administrations centrales.*
(8) *V.* p. 16. — Ex.: D. 9 mars 1852, art. 3; Codes, 4 juin 1857, art. 9; 4 juin 1858, art. 9, etc. (nomination) ;—mise à la retraite des fonctionnaires en général (L. 9 juin 1853, art. 5, dern. al., 11, 19, 22, 34; D. 9 nov. 1853, art. 29. 35, 36).—*V.* ci-dessous.
(9) L. 9 juin 1853, art. 5, 8 à 10, 11, 18; D. 9 juin 1853, art. 36.
(10) L. 9 juin 1853, art. 5, dern. al.; D. 9 nov. 1853, art. 30.
(11) *V.* numéro suiv.

Le fonctionnaire ou l'employé *civil*, même mis ou admis à la retraite, peut être remis en activité, soit dans le même, soit dans un autre service (1). Le militaire ou marin, le fonctionnaire ou l'employé militaire et de la marine, admis à la pension de retraite, peut être admis à une fonction ou emploi civil (2). Certains emplois leur sont même réservés, dans une certaine proportion (3).

VIII. Les ministres exercent envers certains fonctionnaires ou agents civils ou militaires, etc., un certain pouvoir *disciplinaire*, en vertu duquel ils prononcent, soit les arrêts, soit la retenue sur le traitement, soit la réprimande, la censure, la mutation, descente ou suspension d'emploi, même la révocation, comme peine disciplinaire, la cassation ou la destitution, etc. (4).

Le fonctionnaire ou l'employé, même destitué, peut être remis en activité, soit dans le même, soit dans un autre service (5).

IX. Ils gèrent et administrent non-seulement les intérêts de l'État, considéré comme corps politique et comme personne civile, mais encore ceux des établissements publics appartenant à l'État; ils dirigent même l'administration des établissements centraux distincts de la personne de l'État, à l'exception de quelques uns plus spécialement placés sous le contrôle et la surveillance de commissions qui rendent compte directement aux Corps législatifs (6).

X. Les ministres sont tenus de présenter *chaque année* au pouvoir législatif l'aperçu des dépenses à faire dans leur département (ministère) (7). A cet effet, chaque ministre prépare ou rédige l'état, par aperçu, des dépenses à faire dans les diverses parties de son

---

(1) L. 9 juin 1853, art. 28, arg.
(2) L. 9 juin 1853, art. 31, arg.
(3) D. 8 mars 1811 ; D. 16 sept. 1811, art. 13, 21, 40 ; L. 19 mai 1849, art. 24 ; L. 15 juill. 1850, art. 2 ; L. 6 brum. an III, etc.
(4) Ex.: D. 13 oct. 1851, art. 20, 21, 18 ; D. 7 fruct. an XII, art. 17, 18, 21 ; D. 6 déc. 1811, art. 83 (P. et ch.) ; L. 24 déc. 1851, art. 17, 19, 20, 22; D. 18 nov. 1810, art. 67 à 69, 71 (mines) ; L. 15 mars 1850, art. 76 ; D. 9 mars 1852, art. 3 (instr. publ.) ; L. 9 juin 1853, art. 1^er^, 16, 17, dern. al.; D. 14 janv. 1853 ; O. 25 nov. 1818, etc. — Sauf ce que nous avons dit ci-dessus sur le grade des officiers et administrateurs ou employés militaires ou de la marine, assimilés aux officiers.— *V.* chap. précéd., n° X.
(5) L. 9 juin 1853, art. 27, arg.
(6) Savoir : Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, caisse de la vieillesse, dotation de l'armée et caisse des offrandes à l'armée (*V.* ci-après).
(7) Const. 1791, tit. III, chap. II, sect. IV, art. 7, et chap. III, sect. I^re^, art. 1^er^, 2° ; L. 28 fév.–28 mars 1790, art. 4 et 11 ; 26 juin, 3-7 juill. 1790, art. 5 et 15 ; L. 13–17 juin 1791, art. 93, 96; const. an III, art. 162 ; arr. 22 therm. an V ; const. an VIII, art. 45.

ministère et des administrations centrales, ainsi que pour les divers établissements qui en dépendent (1). Ces aperçus, réunis en un seul projet de loi présenté au pouvoir législatif, au nom du chef de l'État, par le ministre des finances, constituent le budget ou la partie du budget concernant les *dépenses*. Le ministre chargé des finances présente en même temps le budget ou aperçu des *recettes* (2), et l'ensemble constitue le *budget de l'État* (3), auquel sont annexés ou rattachés : 1° le budget des établissements publics centraux ayant une existence distincte de celle de l'État (4); 2° pour ordre, l'ensemble ou le chiffre total présumé des recettes et dépenses de tous les *départements* (circonscriptions) du royaume (5). Les dépenses et les recettes coloniales *pour le compte de l'État* figurent seules au budget de l'État (6); les dépenses et recettes de l'Algérie, autres que celles qui ont un caractère local et municipal, sont seules aussi rattachées à ce budget (7).

Aucun impôt ou contribution en nature ou en argent ne peut être levé (établi ni perçu) que par un décret exprès de l'Assemblée des représentants de la nation (par une loi) (8). Le territoire de la France est libre comme les personnes qui l'habitent; ainsi toute

---

(1) Arr. 22 therm. an V et D. 31 déc. 1852, art. 1er, arg.

(2) *V.* ci-après.

(3) L. 22 therm. an V; 6 flor. an VII ; O. 31 mai 1838, art. 1er.

Le premier budget de l'Etat, celui de 1791, est la loi des 18–25 fév. 1791 (art. 1er, 3, 4) (les dépenses ordinaires y compris dépenses dans les départements s'élevaient à 639,4000,000 fr. (plus travaux extraordinaires et dépenses de l'expédition d'Amérique, etc.).—V. L. 17–27 avril 1791, 18–19 juin 1791, 25 sept.–9 nov. 1791. On ne trouve ensuite, jusqu'à l'an VI, que des lois ayant fixé la répartition et le montant des contributions directes, etc. — *V.* ensuite L. 9 vend. et 24 frim. an VI; 26 fruct. an VI. De l'an VII à l'an IX, L. sur les contributions directes de l'année, 17 fruct. an VII ; 11 frim. an VIII ; 25 vent. an VIII ; à partir de l'an IX, lois de finances ou budgets ; L. 19 niv.; arr. 12 vent. an IX ; L. 25 vent. an IX ; 17 flor. an X ; 4 germ. an XI , 5 vent. an XII, 2 vent. an XIII , 24 avril 1806, 15 sept. 1807, 25 nov. 1808, 15 janv. 1810, 20 avril 1810, 15 juill. 1811, 20 mars 1813, 23 sept. 1814, 28 avril 1816, etc. (*V. Bulletin des lois*, Tables).

(4) L. 2 août 1829, art. 4; 9 juill. 1836, art. 17 ; 14 juin 1854, art. 13; L. 26 avril 1855, art. 1er.—*V.* p. 26, notes 1 et 2 (à l'exception des hospices ; à l'exception aussi de ceux de la caisse des *dépôts et consignations* et des établissements gérés par cette caisse autres que la dotation de l'armée (*V.* ci-après).

(5) O. 31 mai 1838, art. 428, etc. (*V.* const. 1791, tit. V, art. 3 ; an III, art. 310).

(6) D. 26 sept. 1855, art. 23, 24, art. 1er ; L. 25 juin 1841 , art. 1er ; O. 22 janv. 1841 ; L. 20 avril 1845, art. 11, abrogées.

(7) L. 4 août 1844, art. 5; L. 23 mai 1834, art. 6; O. 21 août 1839, art. 4, 8, 10, 20; O. 17 janv. 1845, art. 10 à 13; O. 2 janv. 1846, art. 1er.

(8) Art. const. sept. et oct.–5 oct., 3 nov. 1789, 15 (*V.* déclar. roy., 23 juin 1789, art. 1er) ; L. 13–17 juin 1791, art. 12; const. an III, art. 302; Ch. 1814, art. 46 ; 1830, art. 40 ; const. 1848, art. 16.

propriété territoriale ne peut être sujette envers la nation qu'aux contributions publiques établies par le Corps législatif (1). Nulle contribution ne peut être établie que pour l'utilité générale et d'après la nécessité constatée (2). Le droit d'accorder l'impôt ou d'établir les contributions publiques, d'en déterminer la nature, la quotité, l'assiette, la durée, le recouvrement ou le mode de perception, appartient exclusivement au Corps (ou pouvoir) législatif (3). Elles sont fixées par lui chaque année (4) et ne peuvent subsister au delà d'un an (5). Les impositions indirectes peuvent être consenties (établies) pour plusieurs années en principe seulement (6); mais la *perception* en doit être autorisée chaque année par la loi (7).

Les contributions *directes* (8), dit la loi *annuelle* des finances, seront perçues pour l'année ou plutôt pour l'exercice (9) *prochain*, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état ci-annexé (10); continuera d'être faite pour ledit *exercice* au profit de l'État (ou même des départements, des communes, des établissements publics (11) et des communautés d'habitants, etc. (12) (dûment autorisées), la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus énoncés au tableau ci-joint (13).

Les contributions ou perceptions autorisées aujourd'hui, outre les contributions directes, ainsi qualifiées par la loi (14) sont : au profit de l'État ou des établissements centraux distincts de l'État, les droits de sceau et ceux de dispenses pour mariage, les droits de greffe, d'hypothèque, de timbre, d'enregistrement, de mutation, de taxe sur les biens de mainmorte, de passe-ports et de permis de chasse, de légalisation d'actes au ministère des affaires étrangères, de chancellerie et de consulats au dehors, la taxe des lettres et envois d'argent et

---

(1) L. 5-12 juin 1791, art. 1er; L. 28 sept.-8 oct. 1791, sect. Ire, art. 1er.
(2) Décl. 20 à 26 août-5 oct. et 3 nov. 1789, art. 14; const. 1791, décl., *id.*; const. 1793, préamb., art. 20. — *V.* ci-dessus p. 44 et 110.
(3) Instr. 8 janv. 1790, § 6; const. 1791, tit. III, chap. III, sect. Ire, art. 1er, 3°. Mais *V.* ci-dessus, p. 49, cas de dissolution du Corps législatif.
(4) Const. 1791, tit. V, art. 1er; an III, art. 302.
(5) Const. an III, art. 302.
(6) Ch. 1814, art. 49; 1830, art. 41; const. 1848, art. 17. — Ex.: L. 24 déc. 1814; 28 avril 1816, tit. V; 28 avril 1819, 17 juin 1824, 19 avril 1829, 12 fév. 1835, 23 avril 1840; D. 11 déc. 1851; L. 3 juill. 1852 (tabacs).
(7) *V.* ce qui suit.
(8) *V.* ci-après.
(9) *V.* ci-après.
(10) Lois annuelles des finances.
(11) *V.* ci-dessus, p. 28 et 29.
(12) *V.* p. 28, notes 2 et 3, etc.
(13) Lois annuelles des finances.
(14) *V.* ci-après.

celle de la télégraphie privée, taxe pour brevets d'invention, les droits pour la vérification des poids et mesures et pour la garantie des matières d'or et d'argent, pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers, droits pour l'inspection des eaux minérales naturelles ou artificielles, pour frais de visite des établissements particuliers d'aliénés, pour la surveillance des tontines et agences ou compagnies de cette nature; les rétributions et taxes d'examen et de réception sur les élèves ou les candidats des établissements d'enseignement supérieur (facultés et écoles supérieures de pharmacie, écoles préparatoires à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres, à l'exercice de la médecine et de la pharmacie), les redevances sur les mines, celles pour permission d'usines et de prises d'eau temporaires sur ou dans les rivières ou canaux navigables et flottables; les droits de péage qui peuvent être établis, dans certains cas, au profit de l'État, pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art, ou pour la correction de rampes sur les routes; le prix des poudres et des tabacs vendus par l'État, le produit de la fabrication des monnaies et médailles, le prix de la vente exclusive au profit de la caisse des invalides de la marine, des feuilles de rôle d'équipage de la marine marchande, les droits sanitaires, ceux sur les sels, et les autres contributions indirectes (sur les boissons, cartes et sucres, les droits de navigation intérieure), ceux de douanes (et de navigation maritime); et le décime (ou double décime) pour franc sur les droits qui n'en sont point affranchis, y compris sur les amendes et condamnations pécuniaires, enfin, certains prélèvements sur les produits et revenus appartenant aux communes, pour frais de casernement ou entretien, réparations et loyers des bâtiments ou établissements militaires, et l'entretien et l'occupation des lits militaires (1) et pour frais d'administration de leurs bois. Au profit des départements: droits de péage qui peuvent être établis pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art, à la charge des départements ou pour corrections de rampes sur les routes départementales. Au profit des communes, droits de péage qui peuvent être établis de même pour les ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge des communes; droits de pesage, mesurage et jaugeage; droits de voirie, de stationnement et location sur la voie publique, sur les ports, rivières (même navigables et flottables), et autres lieux publics; droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs; taxe des frais de pavage là où l'usage met ces

(1) *V.* D. 16 sept. 1811 et L. 15 mai 1818, art. 46.

frais à la charge des riverains ; taxe d'établissement de trottoirs ; droits d'inhumation et de concessions dans les cimetières ; prix des concessions d'eau, de l'enlèvement des boues et autres concessions (*omises*) autorisées pour les services communaux (1); taxe d'affouage là où il est d'usage d'en établir ; droits d'octroi ; taxe sur les chiens. Au profit des hospices ou autres établissements publics : part de la recette ou du prix d'entrée dans les spectacles, concerts, lieux de réunion de fête où l'on est admis en payant ; contributions spéciales (centimes additionnels à la contribution directe, patentes) pour les dépenses des chambres et bourses de commerce et revenus spéciaux accordés à ces établissements (2). Au profit de syndicats ou de communautés d'habitants ou de propriétaires : les frais de travaux d'office ou autres à répartir pour travaux intéressant la salubrité publique, pour desséchement, pour la construction (*omise*), la surveillance, la conservation et la réparation des digues, l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux, rivières non navigables ni flottables, et des ouvrages d'art qui y correspondent, et autres ; des taxes d'arrosage ou de drainage (*omises*) (3), taxes pour dépenses intéressant les marchands de bois (4).

Toute autre contribution est interdite (5), sauf toutefois les centimes additionnels aux contributions directes qui seraient *votés* par les conseils généraux de département ou les conseils municipaux et légalement ou régulièrement *autorisés* (6), et sauf aussi les prestations *en nature* pour les chemins vicinaux (7), lesquelles peuvent être remplacées par des centimes additionnels (8) ou converties en argent (9) ou en tâches (10), d'après la valeur assignée d'avance à chaque journée et à chaque nature de travail.

La répartition entre les départements du *principal* des contribu-

---

(1) L. 18 juill. 1837, art. 31, 10°, arg.
(2) *V.* p. 29, note 1, et p. 27, note 4.
(3) L. 10 juin 1854, art. 3 ; 17 juill. 1856, art. 9.
(4) *V.* p. 28, note 3. — Quelques-unes des taxes ci-dessus, et même d'autres, comme les péages, etc., sur les chemins de fer, etc., peuvent être perçues au profit même d'entreprises privées ou de particuliers, lorsque ces particuliers ou entreprises sont substitués, en vertu des lois, à l'Etat, aux départements ou aux communes, etc. (*V.* ci-dessus, p. 30, note 5, etc.).
(5) *V.* ci-dessus, p. 111, et lois annuelles des finances, 25 mars 1817, art. 135 ; 15 mai 1818, art. 94, etc.
(6) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 6 ; const. 1791, tit. V, art. 4; an III, art. 311; L. 31 mai 1838; 18 juill. 1837, etc. (*V.* tit. VI, *Autor. loc.*).
(7) L. 21 mai 1836, art. 2, 3, 14, 21 ; L. 28 juill. 1824, art. 2, 3.
(8) L. 21 mai 1836, art. 2, 5.
(9) L. 21 mai 1836, art. 4, 14.
(10) L. 21 mai 1836, art. 21.

tions directes qui se lèvent par voie de cotisation est faite par la loi elle-même. En principe, et suivant la définition donnée par l'Assemblée constituante (1), la contribution directe est celle qui, « assise directement sur les fonds de terre ou sur les personnes, se lève par les voies du cadastre ou des rôles de cotisation, et qui passe immédiatement du contribuable cotisé au percepteur chargé d'en recevoir le montant. Les contributions indirectes, au contraire, sont tous les impôts assis sur la fabrication, la vente, le transport, l'introduction de plusieurs objets de commerce et de consommation, impôts dont le produit ordinairement avancé par le fabricant, le marchand ou le voiturier, est définitivement supporté et indirectement payé par le consommateur. » Les impôts conformes à la première partie de cette définition sont des impôts de *répartition* et donnent lieu à la fixation de *contingents*. Les autres sont des impôts de *quotité;* mais si tout impôt de répartition est véritablement contribution directe, il ne serait pas exact, chez nous, de dire que tout impôt *direct* est de *répartition*.

En fait, nous comptons cinq contributions *directes* (foncière, personnelle, mobilière, portes et fenêtres et patentes), qui se réduisent à quatre par la réunion en une seule, sous le rapport de la répartition et du contingent, des deux contributions *personnelle et mobilière*. De ces quatre contributions, trois seulement sont de répartition, et parmi celles-ci, deux (la contribution des portes et fenêtres et la contribution personnelle et mobilière) sont en même temps de répartition et de quotité; les deux systèmes s'y trouvent combinés, mais celui de la répartition prédomine. La patente, mise au rang des contributions directes, est purement de quotité. Elle ne se lève ni par voie de cadastre, ni par voie de cotisation ; en un mot, elle n'est pas sujette à répartition, et se perçoit uniquement d'après un tarif.

Le principal des contributions directes est la somme primitivement fixée pour le montant de chacune de ces contributions, modifiée toutefois par certaines circonstances telles que d'abord celle de *dégrèvement* (2), puis celle de l'augmentation ou de la diminution de la *matière* imposable, savoir : propriétés non imposables dans les

---

(1) Inst. 8 janv. 1790, § 2.

(2) Ex.: L. 26 fruct. an VI, art. 2, réduction de la contribution foncière à 210 millions (de 1790 à l'an VI, 240) ; L. 25 vent. an VIII, art. 9 (dégrèvement partiel de 5 millions); art. 2, réduction de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire de 40 à 30 millions) ; L. 17 juill. 1819, art. 14 (dégrèvement partiel) ; 31 juill. 1821, art. 21 (partiel et général sur les centimes sans affectation spéciale) (*V.* ci-après).

mains de l'État cessant de lui appartenir (1), propriétés, au contraire, qui, ayant appartenu à des particuliers, passent dans le domaine de l'État ou de la couronne (2) et deviennent, à ce titre, libres de contributions (3); constructions nouvelles et démolitions (4), accroissement du nombre des patentables.

La fixation des contingents locaux est modifiée, en outre, par les changements de circonscription territoriale (5).

A ce principal viennent se joindre les centimes additionnels (on appelle centime additionnel un centime par franc du principal), lesquels ont des destinations diverses : les uns, destinés à accroître, s'il y a lieu, les ressources de l'État, sont imposés sous le titre de centimes *sans affectation spéciale;* ils constituent, en réalité, une augmentation du principal (6); les autres sont destinés aux dépenses départementales (7); les autres aux dépenses communales (8); d'autres ont pour objet de créer ou d'alimenter un fonds dit de non-valeur pour les remises et modérations ou dégrèvements partiels et accidentels (9), ou un fonds pour des secours à distribuer en cas d'événements de force majeure, locaux ou individuels, de nature à affecter la matière imposable (10); d'autres doivent faire face à quelques frais particuliers d'assiette du recouvrement de l'impôt (11).

C'est uniquement le principal qui est réparti par la loi de finances d'abord entre les départements, puis par les conseils généraux, corps aujourd'hui électifs (12), entre les arrondissements, par les conseils d'arrondissement entre les communes, puis enfin, dans chaque commune, entre les citoyens. Les centimes qui vien-

---

(1) L. 23 sept. 1814, art. 18 ; 28 avril 1816, art. 31 ; 25 mars 1817, art. 50 (*V.* L. 3 frim. an VII, art. 105 ; 19 vent. an IX).

(2) *V.* note précéd., et ci-dessus, p. 78, 79.

(3) L. 15 mai 1818, art. 35.

(4) L. 17 août 1835, art. 2.

(5) L. 19-20 avril 1790, art. 8 ; 24 germ. an VI, 10 mai 1838, art. 27.

(6) Ceux qui existaient, en 1850, sur la contribution foncière ont été supprimés par la loi du 7 août de cette même année ce qui a constitué un dégrèvement général (*V.* p. précéd., note 2). Il en a été rétabli pour 1856 par suite d'une opération relative à la dépense des prisons jadis départementales (L. 5 mai 1855; L. 14 juillet 1856, etc.).

(7) L. 17 mars-10 avril 1791, art. 5, 8; L. 28 mess. an IV, art. 2, 4; L. 9 germ. an V, art. 3, 4; L. 10 mai 1838, art. 13, 1°, 2°.—*V.* ci-après, tit VI.

(8) L. 17 mars-10 avril 1791, art. 7, 8; L. 29 sept.-14 oct. 1791 ; L. 3 août 1793, art. 3 ; L. 18 juill. 1837, art. 31, 3°, 39, etc.—*V. ibid.*

(9) L. 17 mars-10 avril 1791, art. 4, 8 ; L. 29 sept.-14 oct. 1791 ; L. 25 vent. an VIII, art. 5, etc., etc.

(10) L. 9 germ. an V, art. 4, etc.

(11) L. 25 mars 1817, art. 71, 72 ; 15 mai 1818, art. 30, etc., etc.—*V.* L. annuelles des finances.

(12) *V.* Tit. VI, *Des autorités locales.*

nent ensuite s'y ajouter, et dont le nombre peut varier chaque année, constituent une augmentation toujours proportionnelle.

Aucun engagement à la charge de l'État ne peut être contracté qu'en vertu d'une loi ou d'un crédit ouvert pour la *dépense* (1), et les ministres ne peuvent accroître par aucune ressource particulière (2) le montant des crédits affectés aux dépenses de leurs services respectifs (3).

Le budget des *dépenses* de l'État est présenté au Corps législatif avec ses subdivisions administratives par *chapitres* et par *articles* (4), mais il est voté par ministère ou département ministériel (5).

Telle était la règle suivie de l'an XI à 1828.

La loi des 18-25 fév. 1791, qui constitue le premier budget de l'État depuis 1789 (6), portait (article 6) : « Le présent décret sur la somme des dépenses de la présente année n'emportera l'approbation d'aucun article particulier desdites dépenses ; aucun emploi des fonds publics ne pouvant être fait ni alloué que d'après les décrets que l'Assemblée a rendus ou rendra sur chaque *article.* »

Aux termes de la constitution de l'an III, la trésorerie nationale ne pouvait rien faire payer qu'en vertu d'un décret du Corps législatif et jusqu'à concurrence des fonds décrétés par lui *pour chaque objet* (7).

En l'an IX, la somme votée pour les dépenses des différents ministères était mise en masse à la disposition du Gouvernement (8).

Mais à partir du 4 germ. an XI, la loi détermine les sommes allouées à chaque ministère (9) (outre la dette inscrite, la liste civile et les pensions) (10).

Une ordonnance du 1er sept. 1827 vint substituer à l'évaluation de la dépense par ministère l'évaluation ou l'ouverture de crédit par section spéciale ou branche principale de service dans chaque ministère, et la loi du 29 janv. 1831 (11) introduisit la *spécialité* des crédits par chapitre. Des lois subséquentes ont même, soit prescrit

---

(1) Ex. : Pensions, L. 9 juin 1853, art. 20, 14 juill. 1819, art. 5; subsides, etc., sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 4, 3e al.; etc.

(2) Ex.: Vente d'objets mobiliers, emprunts, etc. (V. L. 6 juin 1843, art. 13).

(3) Arr. 22 brum. an VI; O. 14 sept. 1822, art. 3; O. 31 mai 1838, art. 16.

(4) *V.* ci-après *Répartition.*

(5) Sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 12.

(6) *V.* ci-dessus.

(7) Art. 318, 319.

(8) L. 19 niv.; arr. 12 vent. an IX.

(9) L. 4 germ. an XI, etc.; L. 25 mars 1817, art. 151, etc., etc.

(10) *V.* L. 13 juill. 1789-23 fév. 1791 ; L. 7 à 12 oct., 5-6 nov. 1789, art. 2; L. 13-17 juin 1791, art. 94 ; const. 1791, tit. v, art. 2.

(11) Art. 11, 12.

la subdivision d'un chapitre en plusieurs (1); soit érigé tel ou tel article de dépense en chapitre (2) dont le crédit, par ce procédé, devenait spécial.

Deux lois de 1840 et 1841 ont prescrit notamment que les crédits ouverts pour travaux publics extraordinaires à la charge de l'État formeraient l'objet d'une série de chapitres spéciaux à chacun des ministères auquel ces travaux ressortissent, et même d'une section spéciale au budget (3). Les travaux publics extraordinaires ont eu même, à plusieurs reprises, leur budget spécial, et même à la fois plusieurs budgets spéciaux, suivant la nature des ressources affectées à ces travaux (4).

Selon le vœu de la loi du 23 mai 1834, les dépenses relatives à l'occupation de l'ancienne régence d'Alger devaient aussi former non-seulement des chapitres spéciaux, mais même une *section* particulière dans le budget de chacun des ministères qui y participaient (5).

Mais le sénatus-consulte du 25 déc. 1852 a, par le fait, remis en vigueur l'art. 151 de la loi du 25 mars 1817 et rétabli le système antérieur à l'ordonnance du 1er sept. 1827 (6).

Dans la somme votée pour chaque ministère ne se trouvent pas comprises les dépenses des établissements publics ou personnes distincts et indépendants de l'État, autres que les colonies, l'Algérie et les départements considérés comme corps politiques et comme personnes civiles. Ceux de ces établissements dont les budgets sont annexés pour ordre à celui de l'État (7) sont, dans la loi des finances, l'objet d'un titre spécial et d'un tableau indiquant par approximation l'évaluation pour l'année de leurs diverses ressources (8). Les règles de la comptabilité générale de l'État sont applicables à ces établissements, en général.

---

(1) Ex.: L. 23 avril 1833, art. 6, 7 ; 28 juin 1833, art. 6.

(2) Ex.: L. 23 avril 1833, art. 9. — *V.* ci-après *Répartition*. — *V.* aussi *Crédits supplémentaires et extraordinaires, exercices clos et périmés*.

(3) L. 6 juin 1840, art. 2; L. 25 juin 1841, art. 5.— Cette disposition est encore suivie, même dans la loi du budget (*V.* L. 26 juill. 1860). Les autres dispositions relatives aux différents chapitres sont sans doute encore observées, mais seulement dans la répartition par chapitres.—*V.* ci-après.

(4) *V.* L. 27 juin 1833, art. 19 ; L. 3 juin 1834, art. 2 ; L. 17 mai 1837, etc.; suppr.; L. 6 juin 1840, art. 16, 1er à 4 et 17; L. 9 mai 1842, art. 10 et 11.

(5) L. 23 mai 1834, art. 6 ; 4 juill. 1838, art. 3; 25 juin 1841, *id.*, etc.; mais *V.* ci-après chap. *Des ministères ou administrations centrales, ministère des colonies et de l'Algérie*. Ex.: L. 26 juill. 1860, *Vote en un seul bloc*. *V. Répartition par chapitres*. *V.* p. 130, note 7.

(6) *V.* O. 14 sept. 1822, etc.

(7) *V.* ci-dessus, p. 130.

(8) *V.* L. ann. fin.

La répartition en chapitres des crédits votés par la loi, tant pour la métropole que pour les colonies, l'Algérie et pour les établissements centraux distincts dont les budgets sont annexés à celui de l'État, a lieu ensuite par décret (1) rendu en conseil d'État (2). Ce décret doit être inséré au *Bulletin des lois* (3). Chaque chapitre ne contient que des services corrélatifs ou de même nature (4).

Parmi ces chapitres se trouve nécessairement à chaque ministère un chapitre des exercices clos ouvert pour mémoire et pour ordre, sans chiffre d'allocation (5), et, s'il y a lieu, de même un chapitre des exercices périmés (6).

Puis enfin a lieu, par simples décrets, la répartition en articles (7) (personnel d'une part, matériel de l'autre, etc.).

Le budget, bien que voté *chaque année*, s'emploie et se règle par *exercice*. L'exercice s'ouvre au 1er janvier et reçoit le nom de l'année où il commence; mais sa durée se prolonge au delà de l'expiration de cette année et varie par rapport aux diverses opérations auxquelles donne lieu l'exécution de la loi annuelle des finances. En principe, ne devraient appartenir à un exercice que les *services faits* et les droits *acquis*, soit aux créanciers de l'État, soit à l'État, pendant l'année qui donne sa dénomination à cet exercice, et il en est effectivement ainsi quant aux dépenses du *personnel;* mais quant aux services du *matériel*, ceux dont *l'exécution* n'aurait pu, d'après une déclaration du ministre ordonnateur, énonçant les motifs de ces cas spéciaux, être terminés avant le 31 décembre, ils peuvent, dans la limite des crédits ouverts (ou à ouvrir) pour cet objet, être *continués* et achevés durant les deux premiers mois, c'est-à-dire jusqu'au 1er mars de l'année suivante, qui s'appelle la seconde année de l'exercice (8); et cette faculté s'étend aux services faits pour le compte de l'État même aux colonies (9) et en Algérie (10).

Pour la liquidation et l'ordonnancement ou le *mandatement* des

---

(1) Sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 12; L. 25 mars 1817, art. 151; O. 14 sept. 1822, art. 5; O. 10 déc. 1823, art. 5, 1°; O. 1er sept. 1827, art. 5.
(2) Sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 12.—*V*. ci-après.
(3) O. 1er sept. 1827, art. 5.
(4) L. 29 janv. 1831, art. 11.
(5) L. 23 mai 1844, art. 8.—*V*. ci-après.
(6) L. 10 mai 1838, art. 8.—*V*. ci-après.
(7) O. 31 mai 1838, art. 35, 36.
(8) L. 25 mars 1817, art. 149; O. 14 sept. 1822, art. 1er; O. 31 mai 1838, art. 3, 4, 1°; D. 11 août 1850, art. 1er. — Avant ce dernier décret, cette période exceptionnelle se prolongeait jusqu'au 1er mars. — *V*. ci-après *Crédits supplémentaires et Marchés de fournitures et de travaux*.
(9) D. 26 sept. 1855.
(10) O. 2 janv. 1846, art. 6.

créances (1) résultant des services faits, l'exercice se prolonge jusqu'au 31 juillet, et pour les paiements, jusqu'au 31 août. Enfin, pour les recettes, c'est-à-dire pour terminer les opérations relatives au recouvrement des produits, jusqu'au 31 octobre de cette même seconde année (2); mais sans qu'il en résulte encore aucune déchéance ni prescription pour ou contre l'État ou les établissements publics débiteurs ou créanciers. Après l'expiration de ces délais, l'exercice est seulement *clos* (3).

La clôture de l'exercice, quant aux recettes et dépenses qui se porçoivent et s'acquittent pour le compte de l'État aux colonies, est fixée au 20 mars de la seconde année en ce qui concerne les opérations relatives à la liquidation et au mandatement des dépenses, et au 31 du même mois en ce qui concerne les opérations relatives aux paiements et recouvrements (4).

Enfin, en Algérie, la période pendant laquelle doivent se consommer tous les faits de recette et de dépense au compte de l'État, pour chaque exercice, se prolonge pendant la seconde année jusqu'au 31 mai seulement pour la délivrance des mandats, jusqu'au 30 juin pour l'acquittement desdits mandats, dans la résidence des trésoriers payeurs, et jusqu'au 20 juin seulement dans les autres localités (5).

Le budget doit être présenté au Corps législatif avant l'ouverture de l'exercice auquel il se rapporte (6).

Le budget préparé pour les différents départements ministériels est, comme tous les autres projets de loi, délibéré en conseil d'État (7).

Aucun amendement ne peut être soumis à la délibération du Corps législatif s'il n'a été adopté d'abord par le conseil d'État (8).

XI. Ils provoquent ou préparent en cours d'exécution, et même après la clôture de chaque exercice, les virements et revirements de

---

(1) *V.* ci-après.
(2) O. 31 mai 1838, art. 4, et D. 11 août 1850.
(3) *V.* ci-après : *Liquidation*, *Ordonnancement*, *Paiement*, *Déchéance*, *Exercices périmés*.
(4) D. 26 sept. 1855, art. 7.
(5) O. 2 janv. 1846, art. 6.
(6) O. 31 mai 1838, art. 5.
(7) Const. 1852, art. 50, 51, 40; D. 25 janv. 1852, art. 1er, 1er al., 12 à 15; 30 janv. 1852, art. 7, 13; 31 janv. 1852, art. 1er, 51 à 60, etc. — Sous la constitution de 1848, le budget était au nombre des projets de lois qui pouvaient n'être pas soumis au conseil d'Etat (const. 1848, art. 75; L. 3 mars 1849, art. 1er, 1°).
(8) Const. 1852, etc., *ibid.* (*V.* note précéd.)

crédit d'un chapitre à un autre, et les crédits supplémentaires, extraordinaires et autres (1) qui peuvent devenir ou paraître nécessaires.

Il ne peut être dérogé aux prévisions du budget des dépenses que par des crédits supplémentaires ou extraordinaires, ou des virements de crédits, et les ministres ne peuvent sous leur responsabilité engager, ou, en d'autres termes, il ne peut être ordonné (ni ordonnancé, ni payé) aucune dépense avant qu'il y ait été régulièrement pourvu par l'ouverture d'un crédit préalable (2), soit ordinaire, c'est-à-dire porté au budget, soit supplémentaire, soit extraordinaire, etc. (3).

Mais il faut voir dans cette obligation, telle qu'elle va être développée, plutôt une *forme* destinée à faciliter ou simplifier le *contrôle* qu'une *garantie* ou une précaution prise vis-à-vis du pouvoir exécutif. La loi du 16 mai 1851 (art. 1er), revenant au principe de l'Assemblée constituante et de la Convention nationale (4), corrigé de son exagération, eût seule remis véritablement la disposition générale des fonds de l'État aux mains du pouvoir *législatif*. Cette loi voulait qu'il ne pût être dérogé aux prévisions du budget que par des *lois* portant *ouverture* (et non pas seulement ratification) de crédits supplémentaires ou extraordinaires.

Les virements de crédit introduits dans la comptabilité par le sénatus-consulte du 25 déc. 1852 sont autorisés par décrets rendus « le conseil d'État entendu, » c'est-à-dire délibérés en assemblée générale du conseil d'État (5). Ils consistent dans l'application à un chapitre des excédants de crédits ouverts sur un autre chapitre, soit primitivement, soit même depuis par crédit supplémentaire ratifié par le Corps législatif (6), soit enfin par virement (car les crédits portés au budget et même les augmentations par voie de crédits supplémentaires ou virements ne sont que des prévisions qui peuvent se trouver exagérées ou insuffisantes, et ne constituent pas même un *maximum* pour le chiffré de la dépense); mais les virements de crédits ne peuvent avoir lieu qu'après l'expiration de la première année de l'exercice et au moyen de crédits *réellement* disponibles. En atten-

---

(1) *V.* ci-après.

(2) Il n'y a plus à ce principe apparent que très-peu d'exceptions (*V.* ci-après *Solde*, etc.).

(3) L. 25 mars 1817, art. 151, 152; O. 1er sept. 1827, art. 3; L. 24 avril 1833, art. 3; L. 23 mai 1834, art. 12; L. 15 mai 1850, art. 9, 11; 16 mai 1851, art. 1er; 8 juill. 1852, art. 22; sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 12, 4e al.; D. 10 nov. 1856, art. 1er.—*V.* ci-après.

(4) *V.* ci-dessus, p. 136.

(5) *V.* ci-dessus, p. 98.

(6) L. 5 mai 1855, art. 21.

dant, il est procédé par ouverture de crédits supplémentaires ou extraordinaires qui, plus tard, peuvent être annulés en totalité ou en partie et remplacés par des *virements* (1). Avant de procéder à sa délibération, le conseil d'État communique les décrets de virement au ministre des finances, qui donne son avis. Le décret est contresigné par ce ministre et par le ministre compétent (2).

Les crédits *supplémentaires* sont ceux qui ont pour objet de subvenir à l'insuffisance dûment justifiée d'un service *porté* au budget (3).

Aucun crédit supplémentaire ne peut, en présence du Corps législatif, être ouvert que par une loi; mais en l'absence du Corps législatif, ils peuvent, en cas d'urgence, être ouverts par ordonnance ou décret, sauf ratification ou *régularisation* par la loi (4).

De 1835 à 1854, la faculté d'ouvrir par ordonnance ou décret des crédits supplémentaires n'était applicable qu'à certains services votés et dont la nomenclature était dressée par la loi annuelle des finances (5). L'usage s'était introduit d'appeler ces services les services *votés;* mais tous les services portés au budget sont des services votés; la distinction ne pouvait donc porter que sur ces mots : « Et dont la nomenclature suit, » et l'on aurait dû plutôt désigner ces services par ces expressions : *services dénommés*. Quoi qu'il en soit, l'art. 12 de la loi de 1850 a, dans sa disposition finale, reproduit celle de la loi de 1834, toujours exécutée depuis. L'art. 22 de la loi du 8 juillet 1852, qui abroge certaines dispositions antérieures, ne fait tomber cette abrogation précisément que sur le premier paragraphe de cet art. 12 de la loi de 1850, qui n'en a que deux, et cette loi de 1852 contient encore elle-même (art. 20) la nomenclature des services qui seuls pouvaient donner lieu à l'ouverture par décret de crédits supplémentaires. Cependant cette nomenclature a disparu tacitement de la loi du 10 juin 1853, qui fixe le budget pour 1854, et des lois postérieures (6).

Les crédits *extraordinaires* sont ceux qui ont pour objet de pourvoir, dans des cas *extraordinaires* et urgents, à une dépense qui n'a pas été *et ne pouvait pas être* prévue au budget (7).

---

(1) Sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 12; D. 10 nov. 1856, art. 3; ex.: D. 20 déc. 1854.

(2) D. 10 nov. 1856, art. 4.—*V.* ci-après, *Crédits*.

(3) L. 24 avril 1833, art. 3.

(4) *Ibid.*, art. 4, et L. 19 mai 1849, art. 14; L. 15 mai 1850, art. 9; D. 10 nov. 1856, art. 2.

(5) L. 23 mai 1834, art. 11; L. 15 mai 1850, art. 12, et L. annuelles des finances.

(6) Cependant un décret du 24 déc. 1854, ouvrant un crédit supplémentaire sur l'exercice 1854, vise encore l'art. 20 de la loi du 8 juill. 1852.

(7) L. 25 mars 1817, art. 152; L. 23 mai 1834, art. 12; L. 15 mai 1850.

Aux termes des lois des 21 avril 1832 (art. 10), 7 juillet 1833 (art. 3) et 3 mai 1841 (art. 3), les grands travaux publics, routes royales (nationales, etc.), canaux et chemins de fer de 20 kilomètres de longueur et plus, canalisations de rivières, bassins et docks entrepris par l'État, etc., ou par compagnies particulières, avec ou sans péage, avec ou sans subside du Trésor, avec ou sans aliénation du domaine *de l'État*, ne pouvaient être exécutés, c'est-à-dire entrepris qu'en vertu d'une loi (loi spéciale ou crédit ouvert à un chapitre spécial du budget); mais, d'après le sénatus-consulte du 25 déc. 1852 (art. 12), tous les travaux d'utilité publique (sans exception), toutes les entreprises d'intérêt général, peuvent être ordonnés ou autorisés par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique, c'est-à-dire après délibération en assemblée générale du conseil d'État (1), et précédés d'une enquête (2).

Lorsqu'il s'agit de travaux exécutés pour le compte de l'État, et qui ne sont pas de nature à devenir l'objet de concessions, les crédits peuvent, *en cas d'urgence*, et en l'absence du Corps législatif (3), être ouverts par décrets; mais si ces travaux ou entreprises ont pour condition des engagements ou des subsides du Trésor, le crédit doit être accordé ou l'engagement ratifié par une loi avant la mise à exécution (4). Dans tous les cas, les services extraordinaires et urgents dont la dépense n'a pas été comprise au budget ne peuvent être entrepris qu'après avoir été *préalablement* autorisés par l'ouverture d'un crédit extraordinaire (5). Aucune demande de crédits extraordinaires ne peut être introduite *même* devant l'Assemblée législative, si ce n'est pour des dépenses urgentes et n'ayant pu être prévues ni réglées dans le budget de l'exercice (6).

---

art. 11, 1er al.; L. 8 juill. 1852, art. 21. — *V.* ci-après, *Crédits extraordinaires.*

(1) *V.* ci-dessus, p. 98.

(2) L. 7 juill. 1833, art. 3; L. 3 mai 1841, art. 3; O. 18 fév. 1834; 15 fév. 1835.

(3) L. 24 avril 1833, art. 3, 4; L. 19 mai 1849, art. 14; L. 15 mai 1850, art. 9; D. 10 nov. 1856, art. 2.

(4) Sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 4.

(5) O. 1er sept. 1827, art. 3. — *V.* ci-dessus. — Le décret du 10 nov. 1856 ajoute *ou par un virement;* mais, d'une part, ce décret pose en principe que les virements ne peuvent être opérés que dans la seconde année de l'exercice, et, d'une autre part, l'exercice ne peut se prolonger au delà de l'expiration de la première année de l'exercice que lorsqu'il s'agit *d'achever* les services du matériel commencés dans la première année. Il ne peut donc être *entrepris* aucun nouveau service *directement* au moyen d'un virement. Le virement ne peut intervenir, pour cet objet, que par annulation et remplacement d'un crédit extraordinaire préalablement ouvert.

(6) L. 15 mai 1850, art. 11; L. 8 juill. 1852, art. 22.

A plus forte raison, la faculté d'ouvrir des crédits extraordinaires par décret ou ordonnance n'est-elle applicable aussi qu'à des services urgents et qui ne pouvaient pas être prévus et réglés par le budget (1).

Tout projet de loi portant demande de crédits extraordinaires doit comprendre l'ensemble *ou* l'évaluation totale de la dépense, soit qu'elle s'applique à un ou plusieurs ministères, soit qu'elle porte sur un ou plusieurs exercices (2).

Tout *projet de loi*, tout *décret* portant demande ou ouverture de crédits *supplémentaires* ou *extraordinaires*, doit contenir l'indication des voies et moyens qui seront affectés aux crédits demandés (3). S'il ne peut y être pourvu sur les ressources effectives de l'exercice, le projet mentionne que le crédit est mis à la charge de la dette flottante (4).

La portion de crédits spéciaux ouverts avant ou pendant l'exercice, aux chapitres formant la deuxième section du budget de certains ministères, et consacrés aux travaux publics extraordinaires (5), qui n'a pas été employée dans le courant d'un exercice aux travaux autorisés pour ce même exercice, peut être réimputée sur l'exercice suivant au moyen de crédits supplémentaires ouverts, pour ordre, provisoirement par ordonnance ou décret, s'il y a lieu, c'est-à-dire en l'absence du Corps législatif, sauf ratification (6), comme il sera dit ci-après.

Après la clôture *provisoire* d'un exercice, et jusqu'à l'époque de la présentation des comptes des ministres et de la loi de règlement de comptes de cet exercice, il peut encore être opéré des virements de crédits non-seulement pour annulation de crédits supplémentaires déjà ouverts, et qui alors ne seront pas présentés au Corps législatif (7); mais encore avec ouverture de crédits nouveaux sur l'exercice clos *provisoirement* (8).

Jusqu'à la même époque, lorsque des créances sont reconnues et

---

(1) L. 23 mai 1834, art. 12 ; L. 8 juill. 1852, art. 21.
(2) L. 21 avril 1832, art. 10; L. 16 mai 1851, art. 3, 1er al.; L. 8 juill. 1852, art. 22; L. 21 avril 1832, art. 10, arg. (*V.* D. 16 août 1853, art. 27 (trav. mixtes).—*V.* ci-après, *Autres conditions.*
(3) L. 18 juill. 1836, art. 5 ; L. 15 mai 1850, art. 11 ; L. 16 mai 1851, art. 3 ; L. 8 juill. 1852, art 22 ; D. 10 nov. 1856, art. 2.
(4) L. 16 mai 1851, art. 3.—Il semble que cette disposition soit destructive de la première, mais l'intention était de faire mieux ressortir le déficit créé.
(5) *V.* ci-dessus, p. 137.
(6) L. 6 juin 1840, art. 3.
(7) *V.* ci-après.
(8) D. 13 déc. 1854, n° 2261, préamb.

dûment constatées après la clôture provisoire de l'exercice, c'est-à-dire après la formation des états nominatifs des *créanciers* restant à payer (1), il en est formé de semblables états, en vertu de crédits supplémentaires, dits *spéciaux*, lesquels, au temps de la distinction des services votés (2), ne pouvaient être ouverts par décrets ou ordonnances qu'autant que ces créances s'appliquaient à des services pour lesquels la nomenclature de la loi *autorisait* l'ouverture de crédits supplémentaires. Ces créances sont alors payées sur l'exercice courant (chapitre spécial des exercices clos) (3) et imputées sur ce chapitre auquel vient s'ajouter ce crédit.

Si les créances s'appliquaient à des services pour lesquels la nomenclature de la loi de finances *n'avait pas autorisé* l'ouverture de crédits supplémentaires, les ministres constataient seulement la créance et attendaient, pour l'ordonnancer, que la loi (ordinairement la loi de règlement de compte elle-même) eût accordé les crédits nécessaires, lesquels étaient alors ouverts sous la dénomination de crédits *complémentaires* (4); ces créances étaient alors imputées sur l'exercice auquel elles appartenaient; aujourd'hui l'on procède sans doute uniformément pour *toutes* les créances, et l'on ouvre probablement, même par décret, sauf régularisation, des crédits supplémentaires spéciaux (et plus de crédits complémentaires) pour toutes les créances. C'est ainsi que se trouve interprété l'art. 1er de la loi du 16 mai 1851 (5).

A l'égard des créances reconnues postérieurement à la clôture *définitive* d'un exercice, c'est-à-dire après la loi de règlement de compte, si ces créances proviennent de services prévus antérieurement et dont les crédits ont été annulés lors du règlement *définitif* de l'exercice pour une somme égale ou supérieure au montant desdites *créances*, les nouveaux crédits nécessaires à leur paiement sont ouverts, soit par la loi, soit même encore par ordonnances ou décrets, sauf ratification, lors même que ces créances s'appliqueraient à des services pour lesquels la nomenclature n'autorisait pas l'ouverture de crédits supplémentaires par ordonnances ou décrets (6).

Si, au contraire, il s'agit de dépenses excédant les crédits législa-

---

(1) *V.* ci-après, *Ordonnancement, etc.*
(2) *V.* ci-dessus.
(3) O. 12 oct. 1833, art. 1er et 3; O. 10 fév. 1838, art. 2 et 3; O. 31 mai 1838, art. 106, 107.
(4) O. 1er sept. 1827, art. 4; L. 23 mai 1834, art. 9.
(5) *V.* la discussion de cette loi (6 mai 1841), et ci-dessus, p. 130.
(6) L. 23 mai 1834, art. 9; O. 10 fév. 1838, art. 4, 1°; O. 31 mai 1838, *id.*, art. 108, *id.*—Ex.: D. 22 déc. 1855; 13 fév. 1857, etc.

tifs précédemment ouverts, les ministres constatent seulement la dépense dans leurs comptes, et ils attendent pour les ordonnancer que les crédits additionnels nécessaires aient été accordés par une loi (1).

Ces crédits sont ceux qu'on appelait *additionnels* aux exercices clos.

Il est ainsi procédé jusqu'au terme de déchéance (expiration de la cinquième année, y compris celle qui donne son nom à l'exercice) fixé par la loi (2). A la fin de cette période quinquennale, les crédits *quelconques* applicables aux créances qui resteraient *non payées* sont annulés *de plein droit*, et l'exercice arrivé au terme de déchéance cesse de figurer dans la comptabilité des ministères (3); cependant des créances peuvent encore être à solder postérieurement à cette époque. Ce sont : 1° les créances non payées appartenant à des créanciers résidant hors du territoire européen, à l'égard desquels le terme de déchéance est reculé d'une année (4); 2° celles qui n'auraient pu être payées dans les délais *par le fait* de l'administration (5) ou par suite de réclamations formées devant une *juridiction quelconque* (la loi dit devant *le conseil d'État*); cela pourrait faire supposer que tout recours contre un refus d'allocation ou de paiement par les ordonnateurs (ministres, etc.) devrait être porté directement devant le conseil d'État; mais il y a des cas où le recours doit être formé d'abord devant le conseil de préfecture et d'autres où *la question* en litige doit être portée devant l'autorité judiciaire. Ces cas rentrent, d'ailleurs, dans *le fait de l'administration*; 3° celles qui sont soumises à des prescriptions ou plutôt des *déchéances* (6) spéciales (7) plus longues que celle de cinq ans (8). Aucune de ces créances ne peut être ordonnancée et payée qu'après que des crédits *extraordinaires spéciaux* par articles ont été ouverts à cet effet par une *loi*, excepté lorsqu'il s'agit d'arrérages de rentes consolidées ou viagères (9), auquel cas le crédit extraordinaire spé-

---

(1) L. 23 mai 1834, art. 9 ; O. 10 fév. 1838, art. 4, 2° ; O. 31 mai 1838, art. 108, *id.*

(2) L. 29 janv. 1831, art. 9.—*V.* ci-après.

(3) O. 10 fév. 1838, art. 9; L. 10 mai 1838, art. 7 ; O. 31 mai 1838, art. 113.

(4) L. 29 janv. 1831, art. 9.

(5) *Ibid.*

(6) La déchéance court même contre les mineurs et les incapables. — *V.* C. civ., art. 2252, etc.

(7) O. 10 fév. 1838, art. 10; 2° L. 10 mai 1838, art. 8.

(8) Ex.: L. 31 janv. 1833 ; O. 31 mai 1838, art. 124 (sommes, etc., confiées ou jetées à la poste, huit ans); L. 5 mai 1855, art. 17; 4 juin 1859.

(9) O. 10 fév. 1838, art. 10; L. 10 mai 1838, art. 8; L. 3 mai 1842, art. 13.

cial peut être accordé par ordonnance ou décret, sauf ratification. Ces créances sont imputées sur le budget de l'exercice courant à un chapitre spécial intitulé : *Dépenses des exercices périmés* (1).

Tels sont les divers cas distincts pour lesquels sont accordés des crédits nommés tous aujourd'hui *supplémentaires* ou *extraordinaires.*

Les ordonnances ou décrets ayant ouvert en l'absence du Corps législatif des crédits *supplémentaires* ou *extraordinaires, lorsque ces crédits n'ont pu être couverts postérieurement par des virements de chapitres,* sont soumis à la sanction du Corps législatif (2), savoir: ceux relatifs aux crédits extraordinaires, dans les deux premiers mois de la session qui suit l'ouverture de ces crédits (3), et ceux relatifs aux crédits supplémentaires dans les deux premiers mois de la session qui suit la clôture de chacun des exercices sur lesquels les suppléments de crédit ont été accordés (4). Cette session peut n'avoir lieu que dans le cours de l'année qui suit celle de la clôture.

Les comptes annuels des ministres et le compte général (aussi annuel) des finances (5) présentent un tableau spécial, qui présente pour chacun des exercices clos, et par chapitre de dépense, les crédits annulés par les lois (6), pour dépenses *présumées* restant à payer, les nouvelles créances, au contraire, qui ont fait l'objet de crédits supplémentaires et les paiements effectués jusqu'au terme de déchance (7).

Les projets de *lois* et *décrets* portant *demande* ou *ouverture* de crédits supplémentaires ou extraordinaires de toute nature, imputables sur un ou plusieurs exercices, sont préparés par les ministres compétents et communiqués au ministre des finances, qui donne son avis, en prenant en considération les crédits déjà ouverts et la situation des impôts et revenus de l'État comparativement aux prévisions du budget (8). Ils doivent être délibérés en conseil d'État (9).

---

(1) *Ibid.*

(2) L. 25 mars 1817, art. 152; L. 27 juin 1819, art. 21 ; O. 1er sept. 1827, art. 3; L. 24 avril 1833, art. 5; L. 8 juill. 1852, art. 21 ; sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 4.

(3) L. 25 mars 1817, art. 152 ; L. 27 juin 1819, art. 21 ; O. 1er sept. 1827, art. 3 ; L. 24 avril 1833, art. 5 : L. 8 juill. 1852, art. 22 ; L. 5 mai 1855, art. 21.

(4) L. 5 mai 1855, art. 21.—*V.* ci-dessus, p. 129, 130, et ci-après.

(5) *V.* ci-après.

(6) Quant aux crédits annulés par virement, il n'en reste probablement pas de trace.

(7) L. 23 mai 1834, art. 10.

(8) D. 10 nov. 1856, art. 4.—*V.* ci-dessus, *Virement.*

(9) Comme tous projets de lois (*V.* en outre D. 10 nov. 1856, art. 2. Ce

La loi du 24 avril 1833 (art. 4) et celle du 15 mai 1850 (art. 9) exigeaient qu'ils fussent délibérés en conseil des ministres (1).

Ils doivent être contre-signés à la fois par le ministre compétent et par le ministre des finances (2).

Ils sont insérés au *Bulletin des lois* (3).

Tout crédit extraordinaire ouvert à un ministre pour un service non prévu au budget forme un chapitre particulier (4).

Les crédits supplémentaires sont votés et justifiés par articles (5), ainsi que les crédits extraordinaires spéciaux sur exercices périmés (6).

Les règles relatives aux virements, aux crédits supplémentaires et extraordinaires, etc., s'appliquent aux services spéciaux, c'est-à-dire aux services ou établissements centraux dont la comptabilité est distincte de celle de l'État (7), à l'exception du service départemental (8) et du service des monnaies et médailles (9).

XII. Pour l'exécution des services portés au budget ou autorisés par des crédits extraordinaires, les ministres contractent (10) au nom de l'État ou des établissements publics *centraux* distincts de l'État ; et passent, ou délèguent le droit de passer, notamment des *marchés* pour fournitures, transports, services ou travaux publics, à faire dans

---

décret lui-même n'a pas été délibéré en conseil). — Sous la constitution de 1848, les projets de loi de crédits supplémentaires et extraordinaires étaient du nombre de ceux qui pouvaient n'être pas soumis au conseil d'Etat (L. 3 mars 1849, art. 1er).

(1) Mais *V.* const. 1852, art. 13.—*V.* néanmoins D. 13 déc. 1854, n° 2246, *De l'avis du conseil des ministres.*—Ex. contr.: 24 déc. même année, etc.

(2) L. 24 avril 1833, art. 3 ; L. 13 nov. 1849, art. 2 ; L. 15 mai 1850, art. 9 ; L. 16 mai 1851, art. 2 ; L. 8 juill. 1852, art. 22 ; D. 10 nov. 1856, art. 4.

(3) O. 1er sept. 1827, art. 5 ; L. 24 avril 1833, art. 4 ; L. 15 mai 1850, art. 9 ; L. 8 juill. 1852, art. 22, arg.

(4) L. 24 avril 1833, art. 6 ; L. 19 juill. 1820, art. 7.—*V.* ci-dessus (ex.: D. 11 fév. et 20 juin 1854-1855, art. 2, etc.; ex. contr.: D. 21 nov. 1853, art. 2, etc.).

(5) L. 24 avril 1833, art. 7 ; L. 19 juill. 1820, art. 7.—*V.* ci-dessus.

(6) *V.* ci-dessus.

(7) L. 9 juill. 1836, art. 17.

(8) L. 4 mai 1834, art. 10.

(9) D. 16 fév. 1852.

(10) *V.* ci-dessus, p. 17-18, 25, 26 ; p. 111, **n°** XII (*Domaine de l'État, Ventes, Acquisitions autorisées par la loi, etc.*). — *V.* L. 3 mai 1841, art. 2, 1°, 13, dern. al., 23, 24 ; ex. d'acquisit. autorisées préalablement par la loi, L. 16 juill. 1826 ; L. 30 juin 1843, etc ; par ordonnance, etc., sauf ratification, O. 8 mai 1836 ; D. 14 fév. 1853, etc.; aliénat., ex.: L. 2 juill. 1844 ; L. 4 juin 1853 ; L. 5 mai 1855, art. 20.

l'intérêt de l'État et des établissements qui lui appartiennent, ou dans celui de ces établissements distincts (1).

Les marchés en général passés sur le territoire européen du royaume doivent être faits avec publicité et concurrence, et particulièrement ceux dont la dépense totale excède dix mille francs ou qui sont passés pour plusieurs années pour une somme annuelle excédant trois mille francs ; mais il y a exception à cette règle, d'abord dans les cas d'urgence, puis lorsque les circonstances exigent que les opérations du Gouvernement soient tenues secrètes, ou lorsqu'il s'agit d'essais ou d'objets dont la perfection importe, etc. (2).

Les concessions à des compagnies, etc., d'entreprises de travaux publics, avec ou sans péage, etc., à faire dans l'intérêt de l'État, peuvent avoir lieu, comme nous l'avons dit, *directement*, sans publicité ni concurrence, mais par décrets (3); et si ces entreprises ont pour condition des engagements ou des subsides du Trésor, ils doivent être ratifiés par une loi (4).

Une retenue de quatre deniers pour livre sur le montant des fournitures ou travaux (dépenses du matériel) faits pour le département de la guerre avait été établie, avant 1789, au profit de la caisse, ou de l'hôtel, des invalides de la guerre (5) ; cette retenue, supprimée par la loi du 8-10 juillet 1791 (6), avait été rétablie à raison de deux pour cent seulement par simple ordonnance du 12 déc. 1814; mais elle a été supprimée de nouveau par ordonnance du 20 oct. 1819. L'hôtel ou la caisse des invalides de la guerre a d'ailleurs cessé d'être un établissement distinct (7), et cette retenue devant en définitive aboutir à une augmentation du prix stipulé par les four-

---

(1) L. 14–25 janv. 1790 ; L. 21 avril–7 sept. 1791; 8–10 juill. 1791, tit. VI, art. 1er à 9 ; 8–13 mai 1792; 2 sept. 1792; 13 déc. 1792 ; 2 janv.–16 fév. et 9 avril 1793 ; 22 niv. an II ; 21 mess. et 3 therm. an III (marchés passés par les comités de la Convention nationale et autres), etc. (*V.* note suiv. et L. 31 janv. 1833, art. 12; O. 4 déc. 1836).

(2) L. 21 avril–7 sept. 1791 (en temps de paix) ; L. 8–10 juill. 1791, tit. VI, art. 3 ; L. 13 niv. an III, art. 4 ; arr. 8 et 9 fruct. an VI ; O. 4 déc. 1836 ; O. 10 mai 1829 ; L. 15 juill. et 15 nov. 1848 ; arr. 18 août, *id.*; O. 31 mai 1838, art. 41, 42. — *V.* aussi *Cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux publics* (inédit).

(3) *V.* ci–dessus, p. 142.

(4) Sén.–cons. 25 déc. 1852, art. 4.

(5) Edit nov. 1704.

(6) Tit. VI, art. 16.

(7) *V.* ci–dessus, p. 26, note 1, et L. 30 avril–16 mai 1792, tit. Ier, art. 5 et 6 ; L. 8–10 fév. 1793, art. 5 ; 4 fruct. an II ; 7 fruct. an VIII ; D. 25 mars 1811, art. 11 ; O. 12 sept. et 12 déc. 1814 ; D. 13 mai 1815 ; O. 23 sept. 1815 ; 10 janv. 1816 ; L. 21 avril 1832, art. 50 ; O. 1er mai 1832.

nisseurs et entrepreneurs, qui néccssairement en tiennent compte, l'État, si on la rétablissait, paierait d'une main ce qu'il retiendrait de l'autre.

Pareille retenue, établie au profit de la caisse des invalides de la marine sur toutes les dépenses (personnel et matériel) du département de la marine et des colonies, soit dedans, soit dehors le royaume (1), maintenue par la loi du 30 avril 1791 et fixée à trois centimes par franc par arrêté du 27 niv. an IX, avait été supprimée à l'égard des marchés à passer pour les services du matériel, par la loi du 11 juin 1842 (art. 3); mais elle a été rétablie en 1852. La condition de cette retenue doit être mentionnée dans tous les marchés (2). C'est une subvention payée indirectement par l'État à cette caisse.

Il est fourni chaque année aux Corps législatifs un état sommaire de tous les marchés de 50,000 francs et au-dessus, ou qui, inférieurs à cette somme, s'élèveraient ensemble jusque-là pour des objets de même nature, passés dans le courant de l'année échue, avec indication du nom et du domicile des parties contractantes et de la durée, de la nature et des principales conditions du contrat (3).

Les demandes ou contestations entre l'État (ou les établissements publics centraux distincts de l'État) et les entrepreneurs ou contractants *directs*, relatives soit aux marchés passés avec les ministres ou leurs délégués, soit aux travaux, entreprises, services publics ou fournitures d'objets mobiliers faits en vertu d'achats, conventions tacites, etc. (4) pour le service de leurs départements respectifs, sont du nombre des *questions* réservées à la juridiction administrative (5).

XIII. Les ministres sont chargés, dans certains cas, de la liquidation des *créances* de l'État (et des établissements centraux distincts) (6) et décernent, ou du moins le ministre des finances et ses agents décernent, pour le recouvrement des *débets* ou du montant de ces liquidations, des *contraintes* administratives.

La liquidation est l'arrêté de compte, et la fixation des sommes que les liquidateurs croient dues soit à l'État par des acquéreurs,

---

(1) Edits, mars 1713, juill. 1720, 3 mars 1781, tit. III, art. 47.
(2) D. 13 fév.; L. 8 juill. 1832, art. 23. — *V.* ci-dessus, p. 26, note 2, et ci-après, chap. *Etablissements centraux distincts*.
(3) L. 31 janv. 1833, art. 12; L. 30 oct. 1792.
(4) C. civ., art. 1371, 1348, etc.
(5) L. 28 pluv. an VIII, art. 4; D. 11 juin 1806, art. 14, 2°.—*V.* ci-après, lit. VIII.
(6) *V.* ci-dessus, p. 26.

contribuables, etc. (1), soit par l'État à des serviteurs, vendeurs, entrepreneurs, fournisseurs, etc. (2).

Les décomptes des acquéreurs de domaines nationaux sont dressés par les agents des domaines, qui en envoient le tableau au ministre des finances, auquel il en est d'ailleurs référé au cas de difficulté (3). Les débets constatés au profit du Trésor par les divers ministères sont notifiés par eux au ministre des finances dans le délai de quinze jours qui suit la liquidation qu'ils en ont faite (4).

Le ministre des finances ou ses agents délivrent pour le recouvrement des débets des *contraintes* administratives (5).

L'opposition aux contraintes ou décisions, même ministérielles, portant contrainte ou donnant lieu à contrainte, est portée, soit devant la juridiction administrative, soit devant l'autorité judiciaire (6), selon les matières et les questions sujet de la contrainte.

Ainsi, les contraintes ou décisions ministérielles portant contrainte ne sont pas des *jugements*, bien que les mêmes effets y soient attachés (7); lorsque la cause n'en est pas contestée, quelques-unes sont même exécutoires provisoirement (8); elles le sont, dans certains cas, par corps (9).

---

(1) *V.* ci-après et L. 12 vend. an VIII, art. *4*; 13 frim. an VIII, *id.*

Quant aux comptables proprement dits, *V.* ci-après, Cour des comptes. —En principe, les comptables sont responsables du recouvrement de la totalité des droits liquidés sur les redevables par eux ou par les agents du ministère des finances (O. 8 déc. 1832, art. 1^er^, 2, 4 ; L. 24 avril 1833, art. 6).

(2) *V.* numéro suiv.

(3) Arr. 4 therm. an XI, art. 1^er^, 2, 7, 4.

(4) L. 29 juin 1852, art. 13.

(5) Arr. 18 vent. an VIII ; D. 31 janv. 1806; 28 flor. an XI; D. 12 janv. 1811 ; L. 13 frim. an VIII, art. 4, 3, 2, 1^er^ ; L. 3–19 juill. 1792, tit. II ; L. 29 août–12 sept. 1791, art. 4 ; arr. 4 therm. an XI, art. 5; L. 15 flor. an X, art. 8 ; L. 15 mars 1850, art. 2 ; L. 22 frim. an VII, art. 64; L. 22–26 août 1791, tit. XIII, art. 31 à 33 ; L. 24 avril 1806, art. 39 ; D. 1^er^ germ. an XIII, art. 43 à 45, etc.

(6) Ex.: L. 20 frim. an VII, art. 64; D. 1^er^ germ. an XIII, art. 45, etc.; arr. cons. 23 oct. 1811.

(7) Av. cons. 16–25 therm. an XII ; 29 oct.–12 nov. 1811.—Le premier de ces avis embrasse à la fois les décisions des autorités administratives portant *condamnation* et les contraintes; les mêmes effets sont attachés aux uns et aux autres ; mais leur caractère et leur autorité réelle et définitive diffèrent nonobstant les considérants de cet acte explicatif.

(8) L. 13 frim. an VIII; D. 31 janv. 1806.

(9) L. 6–22 août 1791, tit. XIII, art. 32 ; L. 30 mars 1793 ; L. 4 germ. an II, tit. VI, art. 4 ; av. cons. 28 therm.-7 fruct. an XII ; L. 12 vend. an VIII, art. 1^er^ et 3 ; av. cons. 9 vent. an X ; C. for., art. 28 ; L. 17 avril 1832, art. 8 à 13, 21 à 32, 46 ; L. 13 déc. 1848, art. 1^er^, 11, 12; C. civ., 2070, etc.

XIV. Ils liquident (1) et ordonnancent (2) les dépenses de l'État, et, en général, des établissements centraux distincts (3).

La liquidation est la constatation des droits des créanciers d'après les pièces justificatives à fournir par eux (4) dans les délais voulus (5).

L'ordonnancement est la délivrance du titre au moyen duquel *seul* les créanciers peuvent obtenir leur paiement des caisses de l'État ou des établissements distincts (6). Dans certains cas, ce titre s'appelle mandat, et l'on a créé le mot *mandatement*, qui désigne une opération d'un ordre secondaire, mais, de sa nature, absolument semblable à l'*ordonnancement* (7).

D'après le principe constitutionnel décrété par l'Assemblée constituante, nulle créance sur le Trésor public (ou sur les caisses assimilées au Trésor public) ne peut être *admise* parmi les dettes de l'État (et le paiement n'en peut être fait) qu'en vertu d'*acte émané d'un ordonnateur*. La loi disait « qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée nationale sanctionné par le roi, c'est-à-dire d'une loi (8); » mais alors le pouvoir législatif s'était réservé la liquidation, ou au moins la surveillance, le contrôle et l'*approbation* des liquidations des créances sur l'État, notamment en ce qui concernait l'*arriéré ;* et la disposition que nous venons de citer se trouve précisément dans une loi intitulée : « Décret relatif aux créances arriérées, » pour lesquelles était institué un comité de liquidation composé de douze membres de l'Assemblée (9), remplacé bientôt par une direction générale de liquidation de l'arriéré, opérant sous les ordres d'un commissaire nommé par le chef du pouvoir exécutif, mais

---

(1) L. 22–25 mars 1791, art. 8 ; L. 16 août–13 nov. 1791, art. 18 ; const. an III, art. 318, 3°, 2°, 1° ; L. 10 vend. an IV, art. 10 ; arr. 16 et 23 brum. an IV; L. 3 frim. an IV, art. 5 ; arr. 8 pluv. an IV ; L. 24 frim. an VI, art. 25 ; const. an VIII, art. 56, 3°, 2°, 45 ; arr. 25 vend. an X, art. 1er ; arr. 13 brum. an X, art. 3 ; L. 23 sept. 1814, art. 23 ; O. 31 mai 1838, art. 39, et règlem. spéciaux par ministère pour l'exécution de cette ordonnance.

(2) *V.* ci–après.

(3) *V.* ci–dessus, p. 26, etc.

(4) L. 8–10 juill. 1791, tit. VI, art. 14 ; arr. 24 mess. an XII ; O. 31 mai 1838 et règl. pour son exécution, notamment 30 nov. 1840 (int.), art. 66, 67, etc.; O. 14 sept. 1822, art. 10.

(5) Ex.: D. 13 juin 1806 ; ex.: arr. cons. 14 juill. 1838. — *V.* ci–après *Déchéance*.

(6) *V.* ci–après.

(7) *V.* ci–après, et tit. VI, *autor. loc.*

(8) L. 17–juill.–8 août 1790, art. 1er, 12.

(9) L. 22 janv., 25-28 mars 1790, préamb., et art. 5 à 9 ; L. 17 juill.–8 août 1790, art. 2 à 12.

sous la surveillance des comités de l'Assemblée nationale, qui décrétait les différentes liquidations, soit en masse, soit individuellement (1).

La même réserve était d'ailleurs applicable même à la liquidation des dépenses courantes au moment où l'Assemblée nationale formulait le principe que nous venons d'énoncer en le corrigeant. « Le présent décret sur la somme des dépenses de la présente année, disait la loi du 18-25 fév. 1791 (premier budget de l'État), n'emportera l'approbation d'aucun article particulier desdites dépenses, aucun emploi des fonds publics ne pouvant être fait et alloué que d'après les décrets que l'Assemblée a rendus ou rendra sur chaque article (2). » Mais bientôt le pouvoir législatif se départit de ce droit d'approbation à l'égard des dépenses courantes, distinguées des autres (c'est-à-dire de l'arriéré) dès 1790 (3). Aux termes de la loi du 22-25 mars 1791 (4) « les créances résultant des services, fournitures, travaux et entreprises faits pour le roi ou pour l'État seront regardées comme vérifiées et justifiées *à l'égard du créancier* par le *seul fait* qu'elles se trouveront employées dans les États et ordonnances signés du roi, contre-signés d'un ministre, ou dans les ordonnances émanées des *ministres* ordonnateurs, administrateurs et autres personnes sur les ordres desquelles les dépenses ont été faites dans les divers départements ; mais les ministres ordonnateurs et autres personnes qui auront autorisé ou alloué les dépenses demeureront responsables du fait que la dépense a dû avoir lieu au compte du roi et de la nation, et ils seront tenus de justifier, dans les formes qui seront établies incessamment, qu'ils n'ont ordonné lesdites dépenses que de la manière, dans les cas et aux conditions prescrites par les lois et règlements donnés sur l'exercice de leur charge. » Relativement donc à ces dépenses, le principe sur l'*admission* des créances put dès lors être traduit comme nous l'avons fait ci-dessus.

En l'an II, la Convention nationale reprit en main l'autorisation de *tout* paiement ou de toute dépense à la charge du Trésor : « A l'avenir, porte la loi du 18 niv. an II, aucun ministre ne pourra puiser dans le Trésor public qu'en vertu d'un décret rendu sur le rapport d'un comité de l'Assemblée. »

La constitution de l'an III voulait également qu'aucune somme

---

(1) L. 17–22 déc. 1790 ; L. 22-25 mars 1791, art. 2 ; L. 14–27 avril 1791, art. 1er ; L. 27 avril-6 juill. 1791, art. 11 ; L. 29 sept.-16 oct. 1791, art. 2.
(2) L. 18–25 fév. 1791, art. 1er et 5.
(3) L. 22 janv., 25–28 mars 1790, préamb., et art. 1er à 4.
(4) Art. 8.

ne fût *payée* qu'en vertu : 1° de la signature du ministre, *ordonnant* (ou *ordonnançant*) la dépense ; 2° d'une décision du Directoire (chef) du pouvoir exécutif ; 3° enfin, d'un décret du Corps législatif autorisant le paiement, et jusqu'à concurrence des fonds décrétés par lui pour chaque objet (1).

La constitution de l'an VIII portait : « Le ministre spécialement chargé du Trésor public ne peut rien faire *payer* qu'en vertu : 1° d'une loi et jusqu'à concurrence des fonds qu'elle a déterminés pour un genre de dépenses ; 2° d'un arrêté du Gouvernement ; 3° d'un mandat (ou ordonnance) signé par un ministre (2). Ici le pouvoir législatif n'intervient plus que pour l'ouverture des crédits préalables.

Sous la Convention et le Consulat, même sous la Restauration (3), diverses autorités autres que le liquidateur général et les ministres furent chargées de la liquidation de l'*arriéré* (4).

L'arrêté du 13 prairial an X concentra toutes ces liquidations et les remit aux soins d'un conseil général de liquidation, dont la suppression, à partir du 1er juillet 1810, amena l'extinction absolue de tout l'arriéré (même des créances qui ne purent être liquidées avant cette époque) antérieur à l'an IX (5). Déjà la loi du 9 frim. an VII avait prononcé, à partir du 1er germ. an VII, la déchéance de toutes les créances antérieures à l'an V, dont les titres justificatifs n'auraient pas été produits avant cette époque du 1er germ. an VII (6).

A la même époque de l'an X, un arrêté consulaire avait changé le système de liquidation des dépenses courantes et des dépenses postérieures au 1er vend. an IX ; aux termes de cet arrêté, des paiements à compte pouvaient être faits aux créanciers jusqu'à concurrence d'une portion de leur créance présumée, mais aucun paiement ne devenait définitif qu'après vérification du compte et des pièces au soutien, lesquels étaient présentés par les ministres au Gouvernement, et les dépenses étaient alors vérifiées et constatées

---

(1) Const. an III, art. 318, 319.
(2) Art. 56, 45 ; arr. 29 germ. an IX, art. 3, 6, 8, 9, 10.
(3) *V.* ci-après.
(4) Ex.: L. 24 août 1793 ; 3 et 15 brum. an IV, sauf recours au ministre des finances (art. 5) ; L. 24 frim. et 2 mess. an VI ; arr. 10 prair. an X, art. 3.
(5) D. 25 fév. 1808, art. 12 à 15 ; D. 13 déc. 1809, art. 1er à 5 ; L. 15 janv. 1810, art. 12, 13 ; L. 14 juin 1835, art. 9.
(6) L. 9 frim. an VII, 9 vend. an VI, art. 109 ; L. 24 frim. an VI, art. 34 à 38, etc.; av. cons. 14-28 flor. an XIII ; arr. cons. 8 avril et 30 mai 1821 ; 17 déc. 1823, etc.

en *conseil d'administration générale*. A cet effet, les ministres joignaient aux pièces autant de rapports qu'il y avait de chapitres de dépense dans leurs états, rapports où ils discutaient si le montant du règlement proposé était égal au service réellement fait, et les raisons qui pouvaient empêcher de proposer le règlement des dépenses qui n'y étaient pas comprises. Si le règlement était arrêté, les ministres pouvaient délivrer leurs ordonnances définitives; s'il était contesté, il était renvoyé à une commission spéciale présidée par un conseiller d'État. Les parties pouvaient se pourvoir au conseil d'État contre la décision de la commission (1). Aujourd'hui les rapports de liquidation sont présentés par les bureaux de chaque ministère et approuvés par les ministres (2).

La loi du 23 sept. 1814 a rendu aux ministres la liquidation (même) de l'arriéré. Toutefois, pour les fournitures faites en vertu de marchés ou de réquisitions en 1814 et 1815, il fut créé par ordonnance du 13 juin 1814, puis par la loi du 28 avril 1816 (art. 6), des commissions départementales dont les premières étaient des jurys d'équité, et les deuxièmes une véritable juridiction temporaire, statuant sauf recours au conseil d'État.

Sous le titre d'arriéré antérieur à 1816, ont été comprises par la loi de 1817 les créances de l'an IX à 1810, dont la loi de 1814 avait fait une catégorie à part (3), celles de 1810 à 1814, et enfin celles de l'exercice 1815. La même loi de 1817, tout en maintenant les déchéances antérieures, imposait aux créanciers de l'arriéré l'obligation de produire leurs titres dans le délai de six mois après sa publication. Passé ce délai, ils n'y ont plus été admis. En conséquence, trois mois après l'expiration de ce délai, les ministres ont dû remettre à leur collègue des finances un état détaillé des créances produites à leurs départements respectifs, et le ministre a fait dresser, d'après ces documents, un tableau général de l'arriéré antérieur à 1816, lequel a été communiqué aux chambres dans leur session suivante (4).

Les créanciers liquidés ont dû, avant le 1er avril 1823, s'ils étaient domiciliés en Europe, et avant le 1er janvier suivant, s'ils résidaient dans les colonies, réclamer leur paiement, soit en numéraire, soit en rentes, passé lequel délai sans réclamation, leurs créances ont

---

(1) Arr. 13 brum. an X.
(2) *V.* ci-après.
(3) *V.* L. 6 juin 1840, art. 18 (solde définitif).
(4) L. 23 sept. 1814, art. 23, 24; L. 28 avril 1816, art. 12; L. 23 mars 1817, art. 4, 5, 6; L. 15 mai 1818, art. 1er et 2; L. 17 août 1822, art. 1er à 4.

été éteintes et amorties définitivement au profit de l'État (1); enfin, selon le vœu de la loi de 1834, les ministres ont dû prononcer, avant le 1er juillet 1834, sur toutes les réclamations introduites régulièrement et dans les délais pour créances antérieures à 1816, et, à partir de cette époque, il n'a pu être délivré aucune ordonnance de paiement pour cet objet, si ce n'est par suite de pourvois formés en temps utile devant le conseil d'État, après rejet par le ministre, et en vertu d'un crédit spécial qui a dû être demandé aux chambres dans la session de 1835 (2).

Les créances provenant de dépôts ou consignations faits à l'ancienne caisse d'amortissement et mises à la charge du Trésor public par la loi du 28 avril 1816 (3) avaient été considérées comme exceptées de la déchéance; mais la loi du 6 juin 1840 a fixé à cinq ans, à partir du 1er janv. 1841, le délai après lequel toute créance de l'espèce non-seulement non réclamée, mais non ordonnancée et payée, soit effectivement, soit par le versement à la nouvelle caisse des dépôts et consignations provoqué par les parties, s'est trouvée aussi définitivement éteinte et amortie au profit de l'État (4).

Quant aux créances de 1816 à 1830, la loi du 29 janv. 1831 a fixé le terme de déchéance, pour celles qui, à défaut de justifications suffisantes, et non par le fait de l'administration (5), n'auraient pu être liquidées, ordonnancées et payées, au 31 déc. 1834.

Ainsi s'est éteint l'arriéré.—A partir du 1er janv. 1835, il ne reste plus à liquider ou payer, outre les dépenses de l'exercice courant, que celles qui se trouvent comprises dans la période quinquennale ou sexennale (6), ou qui sont restées en suspens par suite de contestations judiciaires ou administratives (7).

Aujourd'hui les dépenses, soit de l'État, soit de la plupart des établissements centraux distincts (8), sont liquidées et ordonnancées (ou mandatées) par les ministres ou leurs délégués (les ordonnateurs et sous-ordonnateurs secondaires) (9). Des à-compte ne peuvent être stipulés ou payés que pour un service fait, et ne doivent en aucun cas excéder les cinq sixièmes des droits constatés par pièces

---

(1) L. 17 août 1822, art. 1er à 7.
(2) L. 4 mai 1834, art. 21.
(3) Art. 98 et suiv.
(4) L. 6 juin 1840, art. 21.
(5) *V.* ci-dessus, p. 145.
(6) *V.* ci-dessus, p. 145.
(7) *V. ibid.*
(8) *V.* ci-après, chap. VI.
(9) O. 31 mai 1838, art. 39, et règl. pour l'exécution de cette ordonnance.

régulières et produites à temps (1), présentant, en quantités et en deniers, le décompte du service fait. Les pièces justificatives exigées pour constater que la créance à acquitter en tout ou en partie constitue une dette de l'État, sont déterminées par nature de service (personnel d'une part et matériel de l'autre) dans les nomenclatures ou règlements dont nous avons parlé, arrêtés de concert entre le ministre des finances et ses collègues (2). Cette constatation est établie sous la responsabilité de l'ordonnateur (3). Les titres de chaque liquidation doivent offrir les preuves des droits acquis aux créanciers et être rédigés dans la forme déterminée par les règlements spéciaux à chaque service.

Le décret du 25 mars 1852 autorise les préfets à liquider, pour le compte de l'État ou des établissements centraux, les dépenses, lorsque les sommes liquidées n'excèdent pas 2,000 francs (4). La loi du 22 déc. 1789-8 janv. 1790 établissait les corps administratifs locaux (administrations départementales) ordonnateurs *directs* (mais non liquidateurs) des *paiements* pour les dépenses *générales* assignées en chaque département sur le produit des contributions directes (5). Les préfets sont encore autorisés par un règlement approuvé par le président de la République, Napoléon Bonaparte, le 28 sept. 1849, à approuver, dans la limite des crédits ouverts, les propositions des ingénieurs en chef des ponts et chaussées relatives aux dépenses dont la nomenclature suit : acquisitions (pour travaux publics) de terrains, d'immeubles, etc., dont le prix ne dépasse pas 5,000 francs, frais accessoires aux acquisitions d'immeubles, aux indemnités mobilières ou indemnités pour dommages à liquider elles-mêmes par les préfets jusqu'à concurrence (aujourd'hui) de 2,000 francs, etc., à charge d'en rendre compte tous les trois mois au ministre (6). Du reste, pour les dépenses du service des ponts et chaussées et des mines, comme pour celles du service des bâtiments civils à payer *dans les départements*, les droits des créanciers, en général, sont constatés et liquidés, sous la surveillance des préfets, par les ingénieurs et les architectes. Toutefois, à l'égard de ces derniers,

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 151.

(2) O. 31 mai 1838, art. 42, 65 ; arr. 24 mess. an XII ; arr. 13 brum. an X, art. 1er et 2, et règl. déjà mentionnés.—*V.* notes précéd., notamment p. 151, note 4.

(3) Règl. spéciaux divers.

(4) Tabl. *C*, 7°.

(5) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 1er, 4° ; instr. 8 janv. 1790, § 6.

(6) Règl. 28 sept. 1849, additionnel à celui du 16 sept. 1843, rendu pour l'exécution de l'art. 65 de l'ordonn. du 31 mai 1838.

les mandats de paiement pour solde ne peuvent être délivrés que sur des mémoires arrêtés par le ministre (1).

Les agents, ordonnateurs secondaires, du ministère de la marine, au fur et à mesure du retrait, c'est-à-dire de la réunion des titres de créance, tels que mémoires, factures, récépissés et autres documents relatifs à l'exécution du service, les vérifient et les arrêtent, et ne les transmettent au ministre que lorsqu'il s'agit de paiements qui doivent s'effectuer à Paris; mais au ministère de la guerre, de même que pour le service des cultes, etc., aucune dépense ne peut être définitivement liquidée que par le ministre, l'établissement du droit constaté, avant paiement, par les ordonnateurs secondaires ne dispensant, dans aucun cas, de la liquidation ministérielle. Là, de même que dans les autres ministères, hors les cas ci-dessus prévus, où la liquidation peut avoir lieu dans les localités, les directions administratives des ministères établissent par trimestre, par mois ou par chaque affaire, selon la nature du service, des rapports de liquidation, soit pour chaque espèce de dépense, soit pour chaque créancier. Ces rapports sont soumis à l'approbation du ministre, ou du moins, dans certains cas, du directeur général du service ou de l'administration, et transmis par les bureaux administratifs à celui ou ceux de la comptabilité centrale de chaque ministère qui en dirige ou prépare l'ordonnancement (2).

L'Assemblée nationale avait voulu de même qu'aucune *pension* sur l'État ne fût accordée que par une loi (3); il en était encore ainsi sous la Convention nationale (4), et un arrêté du 3 germ. an IX avait attribué la liquidation de toutes les pensions des employés près les divers ministères et près les administrations civiles et militaires, ainsi que de celles qui seraient demandées par des individus cumulant des services civils avec des services militaires, au liquidateur général de la dette publique opérant sous la surveillance du comité de liquidation de l'Assemblée (5); mais un arrêté du 15 flor. an XI remit au Gouvernement le droit d'approuver, sur les rapports faits par les ministres, les liquidations opérées par eux des pensions civiles. Les propositions des ministres pouvaient être

---

(1) Règl. spécial, 16 sept. 1843, min. trav. publ., art. 53, 79.
(2) Règl. spéciaux (intér:, agricult. et comm., instr. publ., cultes, finances, guerre, marine, etc.).
(3) L. 3–22 août 1790, tit. Ier, art. 23 ; L. 14–17 avril 1791, tit. II, art. 17; L. 30 avril–16 mai 1792, art. 30, 31 (milit. invalides); L. 30 avril–13 mai 1791, tit. Ier, art. 6 ; 30 mai–8 juin 1792, art. 2 et 6 (marine).
(4) Ex.: L. 4 et 20 fruct. an III.
(5) Ex.: arr. 26 germ. an V ; L. 6 germ. an VI, etc.; arr. 3 germ. an IX.

renvoyées à l'examen du conseil général de liquidation (1); mais après la suppression de ce conseil et en vertu des décrets du 13 déc. 1809 et 27 fév. 1811, les rapports des divers ministres étaient soumis de plein droit au ministre des finances, qui soumettait au chef de l'État, avec un rapport général, celles des pensions qu'il jugeait susceptibles d'être accordées et leur fixation (2).

A l'égard des pensions *militaires* ou *soldes de retraite*, une loi temporaire du 8 fév. 1793 autorisait, par exception, le ministre de la guerre à délivrer sous sa responsabilité personnelle des brevets de retraite avec pension, à tous les sous-officiers, volontaires nationaux ou soldats atteints de blessures les mettant hors d'état de continuer ou de reprendre leur service, à charge seulement de faire passer immédiatement après à la Convention nationale l'état nominatif des militaires auxquels il aurait délivré lesdits brevets, avec l'énonciation par lui certifiée des pièces justificatives produites à l'appui des demandes. Mais la loi du 28 fruct. an VII proclama de nouveau, à l'égard des pensions militaires, le principe qu'il n'en pouvait être accordé qu'en vertu d'une loi, d'après les états que le Gouvernement présentait à cet effet à l'un et à l'autre conseil, ou au Corps législatif (3). Cependant, aux termes et à partir de la constitution de l'an VIII, l'approbation du chef de l'État suffit même quant aux pensions militaires (4).

Une loi du 18 juillet 1793 autorisait aussi le ministre de la marine, sous sa responsabilité, à délivrer aux officiers de vaisseau, officiers, sous-officiers et soldats de l'artillerie ou infanterie, ainsi qu'aux officiers de santé de la marine, blessés, des brevets de pension. L'arrêté du 7 brum. an IX, relatif aux soldes de retraite pour l'armée navale, décida également que les soldes de retraite (ainsi que les traitements de réforme) seraient déterminées par le Premier Consul, sur la proposition du ministre de la marine et sous sa responsabilité (5).

Aujourd'hui, aucune pension civile n'est liquidée qu'autant que le fonctionnaire a été préalablement admis, par le ministre auquel il ressortit, à faire valoir ses droits à la retraite. Aucune pension nouvelle, soit civile, soit militaire, etc., ne peut être inscrite au

---

(1) Arr. 13 flor. an XI, art. 1er et 2; D. 13 sept. 1806, art. 1er; D. 27 fév. 1811, art. 6 à 8.
(2) D. 13 déc. 1809, art. 11, 12; D. 27 fév. 1841, art. 9.
(3) L. 28 fruct. an VII, art. 15; arr. 24 prair. an VIII.
(4) Const. an VIII, art. 56, arg.; arr. 16 frim. an XI, etc.
(5) Art. 46.

Trésor, etc. (1), qu'en vertu d'un décret ou ordonnance du chef de l'État, rendu sur la proposition du ministre compétent, inséré au *Bulletin des lois*, et où sont établis les motifs et les bases légales de la pension. La liquidation en est *préalablement* revisée par un des comités (une des sections) du conseil d'État. Le conseil d'État entier est consulté, s'il y a lieu (2). Si l'admission à la retraite d'un fonctionnaire civil a pour cause l'incapacité physique de continuer ses fonctions, cette admission, d'office ou sur sa demande, doit être appuyée d'un certificat des médecins qui lui ont donné leurs soins et d'une attestation d'un médecin désigné par l'administration (3); s'il s'agit de pensions militaires ou de la marine, ayant pour cause des blessures ou infirmités, outre les certificats et visites des officiers de santé ou docteurs civils exigés, d'un avis du conseil de santé des armées, ou de l'inspecteur général du service de santé de la marine, et la demande de pension pour cette cause doit être formée dans un certain et assez bref délai. Dans tous les cas, la liquidation des pensions est vérifiée aussi par le ministre des finances, qui ne peut faire inscrire ni payer aucune pension dont la création ne serait pas régulièrement justifiée ou dont le montant dépasserait le maximum fixé par la loi. Pour les pensions de la marine qui sont payées par la *caisse des invalides* (4), le contrôle de ce ministre est remplacé par celui de l'administration de cette caisse. Les ordonnances ou décrets de *concession* doivent mentionner les noms, prénoms, grade, date et lieu de naissance du pensionnaire, la nature et la durée de ses services, la date des lois, décrets ou ordonnances réglementaires en vertu desquels la pension a été liquidée, la quotité du traitement moyen qui a servi de base à la liquidation, la part de rémunération afférente aux services militaires et aux services civils, la quotité de la pension résultant, quant aux pensions militaires ou de la marine, de l'application de la loi du 11 avril 1831 et l'excédant résultant de l'application, lorsqu'il y a lieu, de la loi du 26 avril 1855, et la date d'entrée en jouissance; indiquer, en outre, la date de l'avis du ministre des finances, celle de l'avis de la section (ou du comité) du conseil d'État et de celui du conseil entier, s'il a été consulté. Ils doivent être contre-signés par le ministre des finances et par le ministre compétent (5).

---

(1) *V.* ci-dessous, note 4.
(2) *V.* chap. suiv.
(3) *V.* ci-dessus, p. 128.
(4) L. 30 mai–8 juin 1792, art. 5; L. 15 germ. an III; arr. 27 niv. an IX, art. 6 (en partie seulement); L. avril 1831, art. 26, 23; D. 9 janv. 1856, art. 79, 83. — *V.* ci-après chap. VI.
(5) L. 9 juin 1853, art. 19, 24, 35; L. 25 mars 1817, art. 26, 25; O.

Toutes demandes de pension ont dû, à peine de déchéance, être présentées, avec les pièces à l'appui, dans le délai de cinq ans, à partir de la promulgation de la loi du 9 juin 1853, et doivent l'être à l'avenir dans le même délai à partir du jour où le fonctionnaire est admis à faire valoir ses droits à la retraite, ou du jour de la cessation de ses fonctions, s'il a été autorisé à les continuer après cette admission sans que la prolongation de ses services puisse donner lieu à un supplément de liquidation. Le même délai est applicable aux veuves et aux orphelins pour leurs demandes de réversibilité de pensions ou de secours annuels, à partir du décès soit du mari, soit du père, soit de la mère veuve (1). Il ne peut, en aucun cas, y avoir lieu au rappel de plus de trois années d'arrérages antérieurs à la date de l'insertion de l'acte de concession au *Bulletin des lois*; de même après trois ans sans réclamation d'arrérages de part la d'un titulaire de pension ou de ses héritiers ou ayants cause, et faute par eux d'avoir produit la justification de leurs droits dans ce même délai, à partir de la date du décès de leur auteur, la pension est rayée du Trésor sans que son rétablissement ultérieur (réclamé dans les cinq ans) puisse donner lieu à aucun rappel d'arrérages antérieurs à la réclamation ; tous autres arrérages sont prescrits au profit de l'État (2).

Les décisions, ministérielles ou autres, portant liquidation de créances ou pensions, c'est-à-dire admission, rejet ou réduction des demandes ou prétentions des postulants, ne sont point des *jugements*.

L'État, au nom de qui sont prononcées ces décisions, se trouve, au cas de rejet ou réduction, placé dans la position d'un particulier qui refuse d'admettre, en totalité ou en partie, la demande d'un entrepreneur ou fournisseur, etc. Si celui-ci adhère, il n'y a point litige et, par conséquent, il n'intervient point de jugement; à plus forte raison le refus même d'admettre n'en a-t-il pas le caractère. Les réclamations contre les décisions ministérielles, ou même émanées du chef du pouvoir exécutif, statuant en matière de liquidation, sont portées soit devant l'autorité judiciaire, soit devant la juridiction administrative, *inférieure ou supérieure*, selon les cas ; par

---

20 juin 1817, art. 3 ; 27 août 1817 ; 2 mars 1820 ; L. 11 et 18 avril 1831, art. 12; O. 2 juill. 1831 ; 26 janv. 1832 ; D. 30 janv. 1852, art. 9 ; 9 mars 1852, art. 10 ; 8 juin 1852 ; D. 9 nov. 1853, art. 29, 30, 35, 41 ; D. 9 janv. 1856, art. 74, 79, 83.

(1) L. 9 juin 1853, art. 22, 34; D. 9 nov. 1853, art. 47.— *V.* L. 29 janv. 1831, art. 9. — *V.* ci-dessus *Blessures ou infirmités, Constatation, Délai*, et D. 9 juin 1853, art. 35.

(2) L. 9 juin 1853, art. 25, 30, 34 ; D. 9 nov. 1853, art. 45 ; arr. 15 flor. an XI, art. 9.

exemple, s'il s'agit d'un prix d'immeuble acquis par l'État, devant l'autorité judiciaire; s'il s'agit de travaux publics, devant le conseil de préfecture; s'il s'agit de pensions ou de fourniture d'objets mobiliers, devant le conseil d'État. Or, il est impossible de supposer que l'appel d'un jugement rendu par l'autorité administrative *suprême* ou *supérieure* puisse être porté devant l'autorité *judiciaire* ou devant une autorité d'un rang inférieur, comme les conseils de préfecture.

Le principe constitutionnel posé ci-dessus (1) n'empêche donc pas que, dans certaines circonstances, les tribunaux *judiciaires* puissent prononcer des condamnations contre l'État (2); mais de ces condamnations résulte seulement une créance qui, pour être *admise*, doit être, de nouveau, soumise *à liquidation*.

Toute demande *en paiement* (3) ou liquidation contre l'État ou les établissements centraux distincts de l'État, avant comme après jugement, doit donc être adressée au ministre ou à l'ordonnateur compétent (4).

Les jugements rendus portant condamnation contre l'État ne font pas obstacle à ce que les ministres (ou autres ordonnateurs compétents) fassent aux créanciers réclamants l'application des déchéances qu'ils pourraient avoir encourues (5) et pour lesquelles on doit consulter la date d'*origine* de la créance et non la date des jugements, qui ne sont que déclaratifs et non constitutifs du droit (6).

Tout demandeur en liquidation a le droit de se faire délivrer un bulletin énonçant la date de sa demande et les pièces produites à l'appui de sa créance ou prétention (7).

Les ministres sont responsables de l'emploi et de toute dissipation qu'ils auraient faite ou favorisée des fonds de leur département (8).

---

(1) *V.* p. 151.
(2) *V.* C. pr., art. 69, 1°, 2°; L. 28 avril 1816 (contr. indir.), art. 24, etc. —*V.* arr. cons. 16 mai 1839 (Corbie); 20 avril 1847 (Dubochet); O. 30 juill. 1837 et 19 déc. 1847 (crédits ouverts), etc.; L. 11 fruct. an V.
(3) Quant aux autres demandes, *V.* L. 28 oct.–5 nov. 1790, tit. III, art. 15, mémoire à adresser préalablement au préfet (ou aux ministres, par la voie hiérarchique). — Il ne faut pas confondre les demandes *en paiement* avec les contestations sur le fait ou le mode du paiement lui-même (*V.* arr. 19 fruct. an IX).
(4) *V.* arr. 2 germ. an V; O. 18 nov. 1817, art. 13, etc. *V.* ci-dessus, p. 151.
(5) *V.* ci-dessus.
(6) Ex.: arr. cons. 19 avril 1838 (Dargaud); 16 mai 1839 (Corbie), etc.
(7) L. 29 janv. 1831, art. 10; O. 10 fév. 1838, art. 10; D. 9 nov. 1853, art. 42.
(8) Art. const. 29 sept.–5 oct., 3 nov. 1789, 18; L. 27 avril–25 mai 1791, art. 29, 3°; const. 1791, tit. III, chap. II, sect. IV, art. 5; L. 10 vend. an IV, art. 9, 3°; L. 15 mai 1850, art. 9, 2° al., 20; L. 8 juill. 1852, art. 22, arg.

Les ministres ne peuvent, sous leur responsabilité, dépenser (lisez aujourd'hui ordonnancer) au delà du crédit ouvert en masse et même réparti par chapitres (1) pour chacun d'eux (2), à moins de crédits supplémentaires ou extraordinaires préalablement ouverts, soit par des lois, soit par des décrets ou ordonnances, ou de virements à opérer, ou opérés, d'un chapitre à un autre (3). La répartition par articles (4) n'indique que des subdivisions variables dont l'inobservation ne donne lieu ni à virements ni à crédits supplémentaires (5).

Les crédits ouverts pour un exercice ne peuvent être employés à aucune dépense appartenant à un autre exercice (6), si ce n'est, après la clôture, même provisoire, l'imputation au *chapitre* des exercices *clos* des créances portées aux états nominatifs des créanciers restant à payer des exercices précédents (7), et l'imputation sur le *chapitre* des exercices *périmés* des créances à l'égard desquelles il a été ouvert, à cet effet, un crédit extraordinaire par une loi spéciale (8), ou même par décret ou ordonnance s'il s'agit d'arrérages de rentes sur l'État perpétuelles ou viagères.

Cependant les dégrèvements prononcés sur les contributions directes à raison de cotes dûment imposées, mais irrecouvrables, sont imputés de plein droit sur les crédits correspondants aux fonds de non-valeur de l'exercice suivant (9).

A l'égard de la solde et autres dépenses payables sur *revues*, de même que pour le service de la dette viagère et des pensions, les arrérages des exercices clos sont payés sur les chapitres de l'exercice courant affectés à ces services, sauf, en fin d'exercice, au moyen d'un virement de crédit, l'ouverture d'un chapitre spécial pour cha-

---

(1) *V.* ci-dessus.
(2) L. 25 mars 1817, art. 151 ; O. 14 sept. 1822, art. 5; L. 15 mai 1850, art. 9, 1er, 2e al ; L 8 juill. 1852, art. 22, arg.
(3) *V.* ci-dessus, p. 139 à 147, n° X. — Les lois de 1817 (art. 151) et 1819 (art. 21) n'autorisaient que les crédits *extraordinaires*, dans les cas urgents. L'ordonnance de 1827 voulait que si, par suite de circonstances imprévues, les dépenses *ordinaires* excédaient le montant des sections alors spéciales, ces dépenses fussent seulement justifiées dans les comptes définitifs pour être confirmées par la loi de règlement à titre de crédits *complémentaires* (art. 5) ; ex.: L. 22 juin 1819, art. 9. C'est la loi du 24 avril 1833 qui, la première, a autorisé et probablement facilité, en voulant la régulariser, l'ouverture, *par ordonnance*, de crédits *supplémentaires* (art. 4).
(4) *V.* ci-dessus.
(5) O. 1er sept. 1827, art. 2, arg.
(6) O. 14 sept. 1822, art. 1er.
(7) *V.* ci-après et ci-dessus, p. 138, 139, 143, 144, etc.
(8) L. 3 mai 1842, art. 13.—*V.* ci-dessus, p. 145.
(9) D. 31 oct. 1850.

cun des exercices non réglés définitivement auquel ces dépenses s'appliquent, virement qui se trouve soumis à la sanction législative avec la loi du règlement de compte de chaque exercice (1).

Toute ordonnance (ou ordonnancement) de créances, arrérages de pensions, etc., doit se renfermer dans les limites des distributions mensuelles de fonds ; chaque mois, en effet, le ministre des finances propose au chef de l'État, d'après la demande de ses collègues, la distribution des fonds dont ils pourront disposer dans le mois suivant (2).

Certaines dépenses sont acquittées après liquidation provisoire, même *avant* l'ordonnancement ministériel : ce sont celles qui se font aux colonies ou à l'étranger pour le service de la marine de l'État et pour le rapatriement de nos marins, lesquelles s'acquittent au moyen de traites émises sur le Trésor public à Paris, ou au moyen d'avances par les agents consulaires français, et aussi quelques-unes de celles qui s'effectuent aussi aux colonies pour le service des ministères autres que ceux de la marine et des colonies, et qui s'acquittent au moyen d'avances faites par les comptables coloniaux. La liquidation définitive et la délivrance des ordonnances ministérielles nécessaires pour en assurer la régulière imputation sur les crédits ouverts ou à ouvrir, et pour rendre ces dépenses admissibles dans les comptes comme pour la Cour des comptes (3), a lieu à la diligence d'un agent spécial institué près du ministère de la marine (4).

Les ordonnances (ordonnancements) des ministres ou autres ordonnateurs principaux se distinguent en ordonnances *de paiement*, délivrées directement par eux au profit ou au nom d'un ou plusieurs créanciers de l'État ou des établissements centraux distincts, et en ordonnances de délégation par lesquelles ils autorisent leurs agents, les ordonnateurs secondaires, à disposer d'une partie de leurs crédits par des *mandats* de paiement au profit ou au nom des créanciers (5).

Les ordonnateurs secondaires pour les services *civils* en général sont, à Paris, les auxiliaires du ministre ou les directeurs généraux, et, dans les départements, les préfets (aux termes de la loi de 1790,

---

(1) O. 16 oct. 1835 ; L. 8 juill. 1837, art. 9 ; L. 3 mai 1842, art. 13.

(2) Arr. 21 mess. an v ; const. an viii, art. 56 ; O. 14 sept. 1822, art. 8, 6, 14 ; *secus*, L. 27 avril–25 mai 1791, art. 10, 7°, 11, 11°, 12, 5°.

(3) *V.* ci–après.

(4) O. 13 mai 1838, art. 1er, 1er al., 2 à 6 ; O. 7 nov. 1845, art. 7 à 9, 11, 1er à 6 ; D. 26 sept. 1855, art. 29 à 32, etc.; O. 31 mai 1838, art. 73, 1er al., 74 à 80.

(5) Arr. 30 niv. an iv ; O. 14 sept. 1822, art. 9, 7.

les administrations départementales étaient chargées d'ordonner et de faire exécuter le paiement de toutes les dépenses assignées en chaque département sur le produit des contributions directes) (1); cependant les mandats de paiement concernant les dépenses du service des ponts et chaussées, ou travaux publics proprement dits, sont délivrés aux créanciers par les ingénieurs, et, à cet effet, les ordonnances de délégation leur sont sous-déléguées; mais le préfet en reste titulaire et continue à rendre compte (2).

Les ordonnateurs secondaires pour le ministère des finances sont, à Paris, les directeurs généraux et le président de la commission des monnaies et médailles (3); et, dans les départements, les préfets, les commissaires près les établissements monétaires, les directeurs locaux des contributions directes et indirectes, des domaines, du timbre et de l'enregistrement, des douanes, et les inspecteurs locaux chefs de ce dernier service, les conservateurs des forêts, le directeur de l'École forestière, les inspecteurs des postes (4).

Les ordonnateurs secondaires du ministère de la guerre sont : 1° le directeur général du contrôle et de la comptabilité centrale; 2° les intendants et sous-intendants militaires; 3° les directeurs de l'artillerie et ceux des fortifications (génie); 4° les commandants des écoles régimentaires de ces deux armes, etc. Il pourrait en être créé d'autres par le ministre, si les besoins du service l'exigeaient (5).

Ceux du ministère de la marine et les ordonnateurs secondaires dans les colonies sont les membres du commissariat de la marine, et, à défaut, dans certaines localités, les intendants et sous-intendants militaires, ainsi que les chefs des divers services dans les ports (6).

Les ordonnances par lesquelles le ministre délègue aux ordonnateurs secondaires, dans les colonies, les crédits relatifs aux dépenses coloniales compris dans le budget de l'État, peuvent être émises avant l'ouverture de l'exercice ; en cas de retard dans l'arrivée de ces ordonnances de délégation, les gouverneurs, en conseil privé, peuvent, s'il y a urgence, ouvrir aux ordonnateurs secondaires les crédits nécessaires pour l'acquittement des dépenses. Les ordonnateurs secon-

---

(1) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 1er, 4°; arr. 30 niv. an IV; L. 12 vend. an VIII, art. 2 ; règl. spéc. pour l'exécution de l'ordonnance du 31 mai 1838.

(2) Règl. spéc. 1849, art. 7.

(3) *V.* chap. suiv.

(4) Règl. spéc. (finances).

(5) Règl. spéc., art. 18; O. 26 fév. 1839, art. 26.

(6) Règl. spéc. pour le ministère de la marine; D. 26 sept. 1855, art. 3; rapp. 29 juill. 1858.

daires des colonies, lorsqu'il est reconnu que des distances considérables les mettent dans l'impossibilité de mandater les dépenses éloignées, peuvent, sur une autorisation spéciale et motivée du gouverneur en conseil privé, sous-déléguer une portion de leurs crédits (1).

Les dépenses qui seraient à effectuer dans les colonies pour des ministères autres que le ministère chargé des colonies sont acquittées, soit d'après les ordonnances de délégation de ces ministres, soit à titre d'avance, sauf régularisation (2).

Les ordonnateurs secondaires en Algérie sont, en territoire civil, les préfets (3) ; en territoire militaire, les membres de l'intendance militaire et les officiers du génie (4).

Pour faciliter l'exploitation des services administratifs régis par économie au compte de l'État (ou des établissements distincts), il peut être fait aux agents spéciaux directeurs de ces services, non-seulement par ordonnances des ministres, mais encore par mandats des ordonnateurs secondaires, des avances de fonds en masse, jusqu'à concurrence de 20,000 francs, pour l'acquittement en détail des dépenses à la charge de l'État, etc., à la condition de produire au payeur, dans le délai d'un mois, les états émargés ou quittances des parties prenantes, créanciers réels. Aucune nouvelle avance de même nature ne peut être faite qu'autant que toutes les pièces justificatives de l'avance précédente, dans la limite de 20,000 francs, ont été fournies, ou que la portion de cette avance, dont il reste à justifier, a moins d'un mois de date (5).

Toute ordonnance de paiement ou de délégation, tout mandat, doivent, pour être admis par le ministre des finances ou ses agents (payeurs du Trésor public ou dans les départements), et en général par tout caissier *payeur*, porter sur un crédit *préalablement* ouvert, et énoncer l'indication de l'*exercice* et du *chapitre de crédit* auxquels ils s'appliquent (6).

Toutefois, à l'égard de la solde, les mandats délivrés par les ordonnateurs secondaires des services de la guerre et de la marine peuvent, en cas d'urgence et nonobstant l'insuffisance des crédits

---

(1) D. 26 sept. 1855, art. 4 à 6.
(2) *Ibid.*, art. 32.—*V.* ci-dessus.
(3) O. 2 janv. 1846, art. 19 ; arr. 9 déc. 1848, arg.
(4) Rapp. 29 juill. 1858.
(5) L. 3 pluv. an II ; O. 14 sept. 1822, art. 17 ; 31 mai 1838, art. 72, ex.: D. 9 nov. 1853, art. 14.
(6) O. 14 sept. 1822, art. 8, 11, 13 ; L. 15 mai 1850, art. 9. — *V.* ci-dessus.

ouverts, être acquittés immédiatement sur une réquisition écrite de l'ordonnateur et sauf imputation sur le plus prochain crédit (1). Les dépenses imprévues ou résultant de force majeure hors du territoire continental de la France ne sont pas non plus soumises à cette règle du crédit préalable (2). Les dispositions que peut nécessiter le service des armées actives sur le pied de guerre sont déterminées par des règlements spéciaux (3).

Toute ordonnance, tout mandat doit être appuyé des pièces qui constatent que son effet est d'acquitter en tout ou en partie une dette régulièrement justifiée. Le paiement d'une ordonnance ou d'un mandat peut être refusé par un payeur non-seulement pour défaut d'indication ou épuisement des crédits, ou pour épuisement de la distribution mensuelle de fonds (4), mais encore pour omission des pièces justificatives indiquées par les nomenclatures ou instructions émanées des ordonnateurs principaux, ou pour irrégularité matérielle dans ces pièces, *notamment* lorsque la somme portée dans l'ordonnance ou le mandat n'est pas d'accord avec celle qui résulte des pièces justificatives produites ou lorsque ces pièces ne sont pas conformes aux instructions. Le payeur, dans tous les cas, est tenu de remettre au porteur de l'ordonnance ou mandat la déclaration écrite et motivée de son refus, et d'adresser copie de cette déclaration au ministre des finances. Si l'ordonnateur qui a délivré l'ordonnance ou le mandat requiert par écrit, sous sa responsabilité, qu'il soit passé outre au paiement, il doit y être procédé sans délai, et le payeur est tenu d'en rendre compte immédiatement au ministre des finances (5).

Faute par les créanciers porteurs d'ordonnances ou mandats d'en avoir réclamé le paiement aux caisses du Trésor public, à Paris, ou des payeurs, etc., dans les départements ou colonies, avant l'époque de la clôture de l'exercice en ce qui concerne les opérations du paiement (6), les ordonnances ou mandats délivrés à leur profit sont *de plein droit* annulés, sauf réordonnancement sur les exercices suivants (chapitre des exercices clos), à mesure que ces exercices sont ouverts, jusqu'au terme de déchéance (7).

---

(1) O. 14 sept. 1822, art. 16 ; O. 31 mai 1838, art. 70 (*V.* p. 162, 163).
(2) L. 15 mai 1850, art. 20.—*V.* p. 163.
(3) O. 31 mai 1838, art. 71.
(4) *V.* ci-dessus.
(5) O. 14 sept. 1822, art. 13, 11, 10, 15 et 16, arg., 69 ; O. 16 nov. 1831, art. 2 ; D. 26 sept. 1855, art. 75, 77.
(6) *V.* ci-dessus, p. 139.
(7) O. 14 sept. 1822, art. 12 ; D. 11 août 1850, art. 2.

Aussitôt qu'un exercice est clos, et jusqu'à l'époque de la présentation de la loi des comptes, les ministres ou autres ordonnateurs font dresser l'état nominatif des créanciers restant à payer, savoir : 1° pour services faits et non liquidés; 2° pour créances liquidées, mais non ordonnancées ou mandatées; 3° pour créances ordonnancées ou mandatées, mais non payées (1). Toutefois, ces états nominatifs ne sont pas dressés pour ce qui concerne les arrérages des rentes perpétuelles et pour les intérêts de cautionnement, dont la dépense résulte de titres inscrits au Trésor sur les livres de la dette publique; il n'est établi pour ces deux services que des bordereaux sommaires par nature de dettes (2).

A l'égard des créances qui seraient reconnues postérieurement à la loi des comptes, nous avons vu comment il doit être procédé (3).

Pour le paiement de toutes ces créances, il est ouvert au budget de chaque ministère, etc. (par le décret de répartition), sous le titre *Dépenses des exercices clos*, un chapitre spécial pour mémoire et pour ordre, sans allocation spéciale (l'ordonnance de 1833 aurait voulu qu'à chacun de ces nouveaux chapitres fût indiqué le chiffre de la dépense *probable* que chaque ministre ou administrateur d'établissement distinct de l'État *présumerait* devoir y être appliqué par rappel sur les exercices clos) (4).

Les ordonnances ou mandats qui sont délivrés avec imputation sur ce chapitre énoncent la nature de la dépense et l'exercice arriéré auquel ils se rapportent. Ces ordonnances et mandats sont nominatifs; ils ne sont mis en paiement qu'après que le ministre des finances a reconnu, au vu des états mentionnés ci-dessus, que les créances auxquelles ils s'appliquent font partie des restes à payer, ou sont l'objet des crédits supplémentaires ouverts additionnellement aux exercices clos. Ils ne sont valables que jusqu'à la fin de l'*année* pendant laquelle ils ont été émis, toujours sauf réordonnancement sur réclamation nouvelle des créanciers jusqu'au terme de déchéance (5).

A l'expiration de la cinquième année à partir de l'ouverture d'un exercice, cet exercice cesse de figurer dans la comptabilité des mi-

---

(1) O. 10 fév. 1838, art. 2.—*V.* ci-dessus, p. 143, 144.
(2) O. 10 fév. 1838, art. 8.
(3) *V.* ci-dessus, p. 144, 145.
(4) O. 12 oct. 1833, art. 1er et 3; L. 23 mai 1834, art. 8; O. 10 fév. 1838, art. 3, 5.
(5) O. 12 oct. 1833, art. 1er; O. 10 fév. 1838, art. 5, 6. — *V.* ci-dessus, p. 143 à 145.

nistres, autrement que par le chapitre dont nous allons parler (1).

Les ordonnances ou mandats relatifs à des créances qui se trouvent dans les cas d'exception à la déchéance quinquennale (2) sont, après ouverture du crédit extraordinaire spécial, préalable et nécessaire (3), imputés sur un chapitre ouvert à l'exercice courant par le budget (aujourd'hui par le décret de répartition), pour mémoire et pour ordre, sans allocation spéciale, sous le titre de *Dépenses des exercices périmés*. Si elles n'ont pas été payées à l'époque de la clôture de l'exercice sur lequel le crédit spécial a été ouvert, ce crédit est annulé, et le réordonnancement des mêmes créances ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un nouveau crédit applicable toujours au chapitre de l'exercice courant relatif aux exercices périmés, et ce *probablement* jusqu'à nouvelle déchéance quinquennale (4).

XV. Les ministres sont tenus de présenter au chef de l'État et au Corps législatif les *comptes* de l'emploi qu'ils ont fait des *crédits* à eux ouverts et des *deniers* publics ainsi que des *matières* appartenant, soit à l'État, soit aux établissements centraux distincts.

Les citoyens ont le droit de surveiller ou de suivre par eux-mêmes ou par leurs représentants (le corps ou pouvoir législatif élu) l'emploi de la contribution publique, et les ministres, avons-nous dit, sont responsables de l'emploi des fonds de leur département (5).

Les comptes de dépenses et de l'emploi des deniers publics, signés et certifiés par les ministres ou ordonnateurs généraux, sont soumis au Corps législatif dans chacune de ses sessions annuelles et rendus *publics* par la voie de l'impression ; il en est de même des états de recette des diverses contributions et de tous les revenus publics ; etc. (6). Ces comptes sont distribués aux membres de l'Assemblée législative (7).

---

(1) O. 10 fév. 1838, art. 9 ; L. 10 mai 1838, art. 7 ; L. 29 janv. 1831, art. 9.

(2) *V.* ci-dessus.

(3) *V.* ci-dessus, p. 145 et p. 155, avant-dern. al.

(4) D. 10 fév. 1838, art. 10 ; L. 10 mai 1838, art. 8 ; L. 3 mai 1842, art. 13.

(5) Déclar. 20 à 26 août-5 oct., 3 nov. 1789, art. 14 ; art. const. sept., oct.-5 oct., 3 nov. 1789, 18 ; const. 1791, déclar. *id.*, et tit. III, chap. Ier, sect. Ire, art. 1er, 4° ; L. 13-17 juin 1791, art. 93. — *V.* p. 161, 162.

(6) L. 13-17 juin 1791, art. 96 ; 27 avril-25 mai 1791, art. 10, 6°, 11, 10°, 12, 5° ; const. 1791, tit. III, chap. II, sect. IV, art. 7, et tit. V, art. 3 ; an III, art. 308, 309 ; an VIII, art. 57 ; arr. 1er niv. an IX ; L. 28 avril 1816, art. 122 ; L. 25 mars 1817, art. 148, etc. (*V.* ci-après) ; L. 26 juill. 1829, art. 8 ; L. 24 avril 1833, art. 10 ; O. 26 août 1844, art. 8 ; L. 8 déc. 1848, art. 10 ; L. 8 mars 1850, art. 14 (matières). — *V.* ci-après *Cour des comptes*.

(7) L. 21-23 août 1792 ; arr. 1er niv. an IX, art. 3.

Les ministres quittant le ministère sont tenus de présenter leur compte de gestion (1).

Toutefois, le compte particulier des crédits ouverts pour dépenses secrètes aux ministres chargés de la police ou de la sûreté générale, de la guerre, des affaires étrangères, de l'Algérie et des colonies, n'est aujourd'hui rendu qu'au chef de l'État, et ce compte est réglé définitivement par lui à la fin de chaque exercice et à l'expiration de chaque gestion du ministre ordonnateur (2). Les lois de 1848 et 1849 voulaient que ce compte fût reçu et réglé par une commission spéciale désignée par l'Assemblée nationale (3).

Le compte de la dotation du Sénat et du Corps législatif, dont le montant est porté au budget de l'État à la suite des dépenses de la dette publique, est arrêté définitivement par la commission de comptabilité de chacun de ces corps. L'emploi des crédits portés au budget pour ce double objet a lieu, soit par le grand référendaire, soit par les questeurs, d'après les ordres ou arrêtés du président et sur ordonnances de délégation rendues par le ministre des finances (4).

Tous les trois mois, la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, de la caisse des dépôts et consignations et de la caisse de la vieillesse, entend le compte qui lui est rendu par le directeur général de ces établissements, et à la session annuelle des Corps législatifs, le président de cette commission, en présence du directeur général, fait à ces deux assemblées, au nom de la commission, un rapport sur la direction morale et la situation matérielle de ces établissements, dont la comptabilité n'est pas rattachée à celle du budget de l'État. Ces comptes trimestriels, ce rapport et les tableaux dont il peut être accompagné, sont rendus publics (5).

Les comptes des autres établissements distincts de l'État sont annexés à ceux des départements ministériels auxquels ces établissements ressortissent (6).

Tous les ministres établissent leur comptabilité respective d'a-

---

(1) L. 25 mars 1792 ; 30 oct. 1792, art. 4 ; L. 25 mars 1817, art. 150.—*V.* ci-après.

(2) L. 28 août et 10 oct. 1792 ; O. 31 août 1830 ; 9 nov. 1832 ; L. 12 avril 1833 ; 3 mai 1834, etc.; 17 mars 1852, art. 32 (*V.* note suiv.).

(3) L. 10 juill. 1848, art. 2 ; 19 mai 1849, art. 17.

(4) Arr. 4 niv. an XI, art. 17 ; L. 28 mai 1829, art. 9, 10 ; L. 2 août 1829, etc. ; D. 31 déc. 1852, art. 40 à 45, 81 à 85, 90, 91.

(5) L. 28 avril 1816, art. 99, 100, 102, 110, 111 , 112, 114 ; L. 13 juin 1850, art. 14.

(6) L. 9 juill. 1836, art. 17 ; O. 26 fév. 1839, art. 34 ; L. 14 juin 1854, art. 13 ; L. 26 avril 1855, art. 1er.

près les mêmes principes, les mêmes procédés et les mêmes formes; leurs comptes sont uniformément rédigés (1).

Il est tenu dans chaque ministère un *journal général* et un *grand livre* en parties doubles, dans lesquelles sont consignés sommairement et à leur date toutes les opérations concernant la fixation ou l'ouverture des crédits par le budget, ou les lois, ordonnances ou décrets, de crédits extraordinaires ou supplémentaires, la liquidation des dépenses, l'ordonnancement et enfin le paiement. A cet effet, les payeurs (quelconques) remettent aux différents ordonnateurs (principaux ou secondaires) des bordereaux sommaires, par ministère, par service et par exercice, des paiements qu'ils ont faits pendant chaque mois. Pareils bordereaux sont adressés au ministère des finances, où ils sont rattachés aux écritures de la comptabilité générale. Le compte de chaque exercice est arrêté sur ces livres à l'époque de la clôture (2).

Les comptes publiés par les ministres sont établis d'après ces écritures officielles et appuyés sur pièces justificatives (3).

Lorsque est venue l'époque de la clôture même provisoire d'un exercice, les crédits ou portions de crédits qui n'ont pas été employés par des paiements effectifs sont annulés (4), comme les ordonnances et mandats qui ont pu être délivrés aux créanciers non payés (5), sauf imputation des dépenses restant à payer de cet exercice sur le chapitre des exercices clos du budget de l'exercice suivant et sur les crédits supplémentaires à ouvrir, s'il y a lieu, additionnellement à ce chapitre. Quelques-uns des crédits sont reportés de plein droit à l'exercice suivant : ce sont ceux qui sont imputés sur des ressources ayant une destination spéciale (6). L'emploi des fonds qui représentent ces derniers crédits peut avoir lieu par les ministres ou autres ordonnateurs généraux dès l'ouverture de cet exercice suivant, sans attendre la loi de règlement qui, plus tard, mentionne et ratifie ces reports (7).

---

(1) O. 14 sept. 1822, art. 18 ; O. 10 déc. 1823, art. 4, 2e al ; O. 1er sept. 1827, art. 7.

(2) O. 14 sept. 1822, art. 18, 19, 22, 1re partie.— *V.* ci-dessus, p. 138, 139.

(3) L. 30 oct. 1792, art. 3, 4 ; O. 10 déc. 1823, art. 6 ; L. 31 janv. 1833, art. 12.

(4) O. 31 août 1825, art. 1er ; O. 11 juill. 1833, *id.*; D. 11 août 1850, art. 2.

(5) *V.* ci-dessus, p. 166, 167.

(6) *En général*, les fonds de l'État sont employés indistinctement à tous les services (L. 23 sept. 1814, art. 20, etc.).

(7) O. 31 mai 1838, art. 94 ; L. 6 juin 1843, art. 13, etc. — *V.* ci-après *Loi des comptes*.

Les comptes des ministres se distinguent en comptes annuels (1) et en comptes définitifs ou d'exercice (2).

Les comptes (annuels ou autres) relatifs à chaque exercice sont toujours établis avec les mêmes distributions que l'a été le budget dudit exercice, sauf les dépenses imprévues qui n'y ont pas été mentionnées et qui ont donné lieu à l'ouverture de crédits extraordinaires ou supplémentaires, lesquels sont justifiés les premiers par chapitres et les autres par articles additionnels séparés (3).

Les comptes que les divers ministres doivent publier à chaque session développent avec détails les opérations qui ne sont que sommairement indiquées dans le compte général de l'administration des finances, dont nous parlerons ci-après (4).

Les comptes annuels des divers ministres doivent rappeler la situation de l'exercice précédent au 1er janvier de l'année (seconde année de l'exercice précédent) (5), et présenter les opérations de l'année tant sur cet exercice immédiatement précédent que sur l'exercice non clos et sur les exercices antérieurs (chapitre des exercices clos et même chapitre des exercices périmés).

Ils contiennent : 1° un tableau général présentant par chapitre de dépense la situation définitive de l'exercice qui vient d'expirer, et les développements destinés à expliquer, avec tous les détails propres à chaque nature de service, les dépenses faites (constatées), les paiements effectués et les créances restant à solder à l'époque de la clôture de l'exercice ; et un état comparatif, par chapitre, des dépenses de cet exercice avec celles de l'exercice précédent, expliquant les causes des différences qui ressortent de cette comparaison ;

2° Un tableau spécial ou des états, rappelant, pour chacun des exercices clos (autres que l'exercice immédiatement précédent), jusqu'à leur entier apurement, c'est-à-dire jusqu'à l'époque de déchéance, et par *chapitre* de dépenses, les dépenses qui restaient à payer lors de la clôture sur le montant des crédits, etc., annulés par les lois de règlement de ces exercices, montant jusqu'à concurrence

---

(1) L. 25 mars 1817, art. 148, 153 ; O. 10 déc. 1823, art. 1er, 4, 5, 2 ; O. 23 déc. 1829, art. 2 ; L. 10 mai 1834, art. 10, remplaçant O. 12 oct. 1833, art. 2 ; L. 23 mai 1834, art. 10 ; L. 9 juill. 1836, art. 11 ; O. 31 mai 1838, art. 101, 135, 136.

(2) L. 25 mars 1817, art. 150 ; O. 14 sept. 1822, art. 22 ; O. 10 déc. 1823, art. 3 ; L. 9 juill. 1836, art. 11 ; O. 31 mai 1838, art. 130 ; L. 20 juill. 1848, art. 13.

(3) Arr. 1er niv. an IX, art. 2 ; L. 19 juill. 1820, art. 7 ; 1re L. 24 avril 1833, art. 6, 7 ; O. 31 mai 1838, art. 132. — *V.* ci-dess., p. 136, 138, 141 à 147.

(4) O. 31 mai 1838, art. 136.

(5) *V.* ci-dessus, p. 138.

duquel des crédits supplémentaires ont pu être ouverts, au besoin même par des ordonnances ou décrets, pour acquittement de créances restant à payer sur chacun de ces exercices, indépendamment de celles qui figuraient dans les états nominatifs (1); et présentant l'indication des créances, qui, en effet, ont fait l'objet de crédits supplémentaires, ainsi que des paiements effectués, pour chacun de ces exercices, par imputation sur les exercices suivants, y compris l'exercice courant; présentant enfin la situation, arrêtée au 31 décembre, de cet exercice courant, qui doit se clore l'année suivante (2).

A ces comptes sont annexés textuellement, 1° l'ordonnance ou décret de répartition, par chapitres, des crédits ouverts par le budget dernier, et l'exposé des motifs qui pourraient avoir forcé les ministres de s'en écarter (3); 2° les décrets ou ordonnances, etc., qui ont accordé des suppléments de crédits (extraordinaires ou autres), et qui doivent être soumis á la ratification du pouvoir législatif (4).

Le ministre des finances, de son côté, publie le compte annuel de l'administration des finances, lequel comprend sommairement toutes les opérations relatives tant au recouvrement qu'à l'emploi des deniers publics, et présente la situation de tous les services, soit de recette, soit de dépense au commencement et à la fin de l'année (5).

Ce compte est appuyé d'autres comptes de développement, dressés toujours par le ministère des finances, dont l'un, le compte des contributions et revenus, fait connaître pour chaque contribution ou branche de revenu, les droits constatés à la charge des contribuables ou redevables, par département ou arrondissement, les recouvrements effectués et ceux qui restent à faire (6); l'autre, celui des dépenses, présente les crédits accordés par le budget, suivant la répartition qui en a été faite, les crédits extraordinaires ou supplémentaires qui y ont été ajoutés, les droits constatés au profit des créanciers de l'État et résultant des services faits pendant l'*année*, les ordonnances et mandats de paiement expédiés, les paiements effectués, les ordonnances et mandats restant à délivrer, et les paiements restant à faire pour solder ces services (7). Un troisième, le compte des budgets, offre, d'une part, la

---

(1) *V.* ci-dessus.
(2) L. 25 mars 1817, art. 153 ; O. 10 déc. 1823, art. 4 ; O. 23 déc. 1829, art. 2 ; L. 23 mai 1834, art. 10, remplaçant O. 12 oct. 1833, art. 2 ; O. 31 mai 1838, art. 136, 1° à 3°, 5°, 4°, et art. 101.
(3) O. 14 sept. 1822, art. 5.—*V.* ci-dessus, p. 138, 162.
(4) *V.* ci-dessus, n° XI.
(5) Arr. 19 niv. an IX, art. 3 ; O. 10 déc. 1823, art. 2, 1er al.
(6) L. 25 mars 1817, art. 149, 4° ; O. 10 déc. 1823, art. 2, 1°.
(7) O. 10 déc. 1823, art. 2, 2°.

comparaison avec les évaluations du budget des recettes, des droits constatés à la charge des redevables ou contribuables et des recouvrements effectués, et d'une autre part, la comparaison avec les crédits ouverts *par le budget* des droits constatés au profit des créanciers et des paiements effectués; enfin la situation provisoire de l'exercice courant et les résultats définitifs de l'exercice précédent (1).

Ce même compte annuel des finances comprend un état indiquant les recettes effectuées sur les restes à recouvrer, à l'expiration de chacun des exercices précédents, et dont l'application a été faite aux exercices suivants, notamment à celui qui fait l'objet du compte (2). Il est accompagné de l'état de situation des travaux de la Cour des comptes (3)

Il est publié séparément un compte spécial de la dette inscrite (rentes sur l'État, perpétuelles et viagères, pensions), des intérêts des cautionnements versés au Trésor (ceux des comptables et des officiers publics judiciaires), tant en capital qu'en intérêts (4).

Les comptes annuels des ministres, présentant la situation provisoire de l'exercice courant, le compte général des finances et tous les documents à établir au 31 décembre de chaque année, doivent être publiés pour le premier trimestre de l'année suivante (la seconde de l'exercice) (5).

Les comptes qui se règlent par exercice doivent rappeler les opérations de l'année expirée (la première de l'exercice) et présenter la situation de chaque service à la date de la clôture dudit exercice (6). Ils doivent présenter dans leurs développements la comparaison, article par article, des dépenses prévues et des dépenses effectuées (7), la comparaison par chapitre, des dépenses faites avec les ordonnances délivrées et avec les crédits ouverts. En un mot, ils doivent développer avec les détails propres à chaque nature de service, 1° les crédits, 2° les dépenses faites, 3° les ordonnances délivrées, 4° les paiements effectués, 5° les créances restant à solder (8). Le ministre des finances public aussi un compte définitif des recettes.

---

(1) L. 25 mars 1817, art. 149, 2° ; O. 10 déc. 1823, art. 2, 4°.
(2) O. 23 déc. 1829, art. 3.
(3) L. 27 juin 1819, art. 20; O. 31 mai 1838, art. 381.
(4) L. 23 mars 1817, art. 149, 1° ; O. 10 déc. 1823, art. 2, 5°. — Quant à l'inscription des pensions, *V.* L. 25 mars 1817, art. 34; 9 juin 1853, art. 21; D. 9 nov. 1853, art. 39.
(5) L. 9 juill. 1836, art. 11; D. 6 juin 1850, art. 4; D. 12 août 1854, art. 8.
(6) O. 10 déc. 1823, art. 3.
(7) L. 20 juill. 1848, art. 13.
(8) L. 25 mars 1817, art. 150; O. 14 sept. 1822, art. 5; O. 10 déc. 1823, art. 5; O. 31 mai 1838, art. 37, 136, 2°.

Le ministre, chargé des colonies, rend compte des dépenses coloniales comprises dans le budget de l'État pour chaque exercice. A l'appui de ce compte et des développements qui accompagnent le règlement définitif de l'exercice (1), sont joints des tableaux faisant connaître le détail, par colonie, des résultats que constatent ces comptes et ces développements. Les recettes coloniales appartenant à l'État sont aussi comprises dans le compte définitif des recettes de chaque exercice publié par le ministre des finances. Le détail des recettes par colonie est également donné à l'appui de ce compte (2). Les dispositions des lois et règlements sur la comptabilité ministérielle sont applicables par analogie aux services de l'Algérie (3).

Tous ces comptes accompagnent la présentation de la loi de règlement de comptes (4).

Les résultats des comptes des ministres sont contrôlés doublement, comme il va être dit, par leur rapprochement, 1° avec le résultat des écritures ou du *grand-livre* de la comptabilité générale au ministère des finances, ou avec le compte général de l'administration des finances, établi lui-même d'après ces écritures; 2° l'année suivante, avec les résultats des arrêts ou jugements rendus par la Cour des comptes sur les comptes individuels des différentes classes de comptables (5).

A la fin de chaque année, le ministre des finances propose au chef de l'État la nomination d'une commission composée de membres des assemblées législatives, du conseil d'État et de la Cour des comptes (6), laquelle est chargée d'arrêter le journal et le grand-livre de la comptabilité générale des finances au 31 décembre, et de constater la concordance des comptes des ministres avec les résultats de ces écritures centrales du ministère des finances, base du compte de l'administration des finances, en ce qui touche les paiements et les recettes faites chaque année sur les deux exercices simultanément ouverts.

---

(1) *V.* ci-après.

(2) D. 26 sept. 1855, art. 23, 24.

(3) L. 11 juin 1842, art. 5 ; 4 août 1844, art. 5 ; O. 17 janv. 1845, art. 22; 2 janv. 1846, art. 134.

(4) L. 15 mai 1818, art. 102 ; 28 juin 1833, art. 14; L. 9 juill. 1836, art. 11.—*V.* ci-après.

(5) O. 14 sept. 1822, art. 22 ; O. 10 déc. 1823, art. 6, 8, 9 ; 26 juill. 1826, art. 4 à 9 ; 26 nov. 1826, art. 1er à 3 ; 15 fév. 1847 ; arr. 21 nov. 1848, art. 5 à 7, 8 ; D. 6 juin 1850; 12 août 1854, art. 4 ; O. 26 août 1844, art. 11; L. 8 mars 1850, art. 14 (matières). — *V.* const. an III ; art. 321 ; an VIII, art. 89, et ci-après.

(6) O. 10 déc. 1823, art. 7 ; O. 8 déc. 1830; O. 31 mai 1838, art. 164 à 166 ; arr. 20 déc. 1848, 26 déc. 1849 ; D. 29 déc. 1852, etc.

Il est mis également sous les yeux de la commission des tableaux présentant la comparaison des comptes de l'année précédente avec les résultats des arrêts ou jugements rendus par la Cour des comptes sur les comptes individuels des comptables, et même des deux dernières années, en ce qui concerne le même exercice, et la commission procède aussi à la vérification de ces tableaux. La commission vérifie alors et confirme, s'il y a lieu, la concordance des comptes annuels et des comptes définitifs d'exercice rendus par les ministres avec les écritures centrales des finances et le résultat des arrêts de la Cour des comptes (1). La même commission vérifie et arrête les livres et registres tenus au ministère des finances (service de la dette inscrite), en ce qui concerne les inscriptions nouvelles faites au grand-livre de la dette publique et les mutations opérées dans la propriété des rentes inscrites, ainsi que les pensions concédées et portées sur les registres des pensions à la charge du Trésor, du 1er janvier au 31 décembre de l'année, et le mouvement des cautionnements. Elle constate le montant des rentes, pensions et cautionnements subsistants, et déclare, s'il y a lieu, la concordance de ces écritures avec le compte rendu, à ce sujet, par le ministre des finances (2).

Le résultat de cette opération est compris dans le procès-verbal qu'elle dresse des vérifications précédentes (3). Le compte général des matières pour chaque ministère (par branche de service) est aussi soumis à l'examen de la commission de vérification des comptes des ministres (4). Les procès-verbaux des opérations de cette commission sont, avec le rapport adressé par elle au ministre des finances, communiqués à la Cour des comptes et aux assemblées législatives (5).

Une autre commission, composée de membres du conseil d'État, de la Cour des comptes et du ministère des finances, examine et vérifie chaque année les dépenses faites sur les crédits affectés aux intérêts de la dette flottante (c'est-à-dire, dette non représentée par des ressources équivalentes), et aux frais de négociation et de service du Trésor. Le procès-verbal des opérations de cette commission est adressé à la Cour des comptes (6). Les mouvements de fonds opérés

---

(1) O. 10 déc. 1823, art. 7 à 9 ; O. 9 juill. 1826, art. 7; O. 31 mai 1838, art. 164 à 166.

(2) O. 12 nov. 1826, art. 2 ; O. 31 mai 1838, art. 167 ; arr. 26 déc. 1849, préamb., etc.—*V*. ci-dessus.

(3) O. 12 nov. 1826, art. 2.

(4) O. 26 août 1844, art. 13.

(5) O. 10 déc. 1823, art. 7 à 9 ; O. 31 mai 1838, art. 164 à 166.

(6) O. 19 janv. 1820 ; 15 janv. 1823-1830, 12 nov. 1830, etc.; 31 mai 1838, art. 249.

entre les comptables, l'émission et le retrait des engagements (bons, etc.) du Trésor, les recettes et les paiements faits pour le compte des correspondants du Trésor, enfin l'excédant de recouvrement ou de paiement, les valeurs de caisse ou de portefeuille existant chez les comptables, font l'objet d'un compte particulier rendu par le ministre des finances. Ce compte est appuyé de la situation de l'actif et du passif de l'administration des finances à la fin de l'année (1).

Les comptes du ministre relatifs à la caisse des invalides de la marine, destinés aux assemblées législatives, sont soumis à l'examen de la commission supérieure instituée près cet établissement, laquelle s'assure s'ils sont en concordance avec les écritures tenues réciproquement par le bureau central au ministère et le trésorier de la caisse. Il est tenu procès-verbal de ces séances. Le rapport annuel que la commission doit faire, pour être mis sous les yeux du chef de l'État, sur la situation de l'établissement, est annexé aux comptes qui doivent être présentés aux chambres législatives (2); le tout indépendamment de la vérification de la commission des comptes (3).

D'un autre côté, la Cour des comptes, qui n'a point juridiction sur les ordonnateurs (4) ni sur les comptables en matières, exerce cependant un contrôle sur leur comptabilité.

Elle vérifie et constate, s'il y a lieu, par ses déclarations, d'une part, la concordance et la conformité des résultats de ses arrêts sur les comptes individuels des comptables, pour la dernière année, avec les résumés généraux des opérations comprises dans les comptes annuels de ces comptables, distribués par *classes* (payeurs du Trésor à Paris et dans les départements, receveurs généraux des finances, receveurs des domaines, du timbre, de l'enregistrement, des contributions indirectes, des douanes, etc.), et avec les opérations *correspondantes*, comprises dans le *compte général de l'administration des finances*, de la même année; puis la concordance des résultats de l'*ensemble* de ses arrêts, pour l'année, avec l'*ensemble* des résumés généraux et la *totalité* du compte d'*administration des finances* de la même année. La Cour délivre alors en audience solennelle une *première* déclaration générale, pour attester, s'il y a lieu, l'accord du compte annuel de l'*administration des finances* avec les *résumés*

---

(1) O. 10 déc. 1823, art. 2, 3°.
(2) L. 15 mai 1818, art. 22; O. 2 oct. 1825, art. 4; 31 mai 1838, art. 616, 617.
(3) O. 15 fév. 1847 (*V.* ci-dessus).
(4) L. 16 sept. 1807, art. 18.

généraux, et en même temps avec le résultat de ses *arrêts* sur les comptes individuels *de l'année* (1).

Puis encore elle vérifie la concordance et la conformité des résultats de ses *arrêts*, non plus seulement pour l'année financière récemment écoulée, mais pour l'*exercice* expiré (dont les opérations sont comprises à la fois dans les deux dernières années), avec les *résumés généraux* des opérations, relatives au même exercice pris en son entier, des comptables divisés par classes, et avec les opérations correspondantes décrites dans les deux derniers *comptes d'administration des finances*. La Cour délivre alors en audience solennelle une seconde et semblable déclaration générale de conformité, mais en ce qui concerne la situation comparée de l'*exercice* expiré (2).

D'une autre part, la Cour vérifie et constate la concordance de l'ensemble des résultats des déclarations rendues par elle sur les résumés généraux et les comptes de l'administration des finances par *exercice*, avec les résultats des *comptes* définitifs d'*exercice* rendus par les *ministres*. La Cour peut alors délivrer en audience solennelle une troisième, dernière et véritable déclaration *générale*, attestant, s'il y a lieu, l'accord des comptes *ministériels* définitifs ou d'*exercice*, tant avec les *résumés généraux*, et, par conséquent, avec les comptes d'*administration des finances* qu'avec les *arrêts* prononcés par elle sur les comptes individuels, en ce qui concerne les opérations des deux dernières années relatives à l'exercice clos (3).

Il est chaque année rendu compte à la Cour des comptes, dans le résumé général des virements de compte (qu'il ne faut pas confondre avec les virements de crédit), c'est-à-dire dans le résumé général des écritures, constatant seulement des changements d'imputation, des mouvements de comptes courants et des opérations d'ordre qui, ne donnant lieu à aucune entrée ni sortie matérielle de fonds, n'ont pas dû entrer dans le compte des caisses publiques (4); il est rendu compte, disons-nous, de toutes les opérations relatives à l'apurement des exercices clos (5). A l'appui de ce résumé général, le ministre des finances fait produire à la Cour une expédition des états nominatifs dressés par les ministres ou autres ordonnateurs principaux,

---

(1) O. 9 juill. 1826, art. 4, 2; 26 nov. 1826; 31 mai 1838, art. 386 à 390, 394 à 396; arr. 21 nov. 1848, art. 8; O. 15 fév. 1847, art. 1er; D. 26 sept. 1855, art. 154; D. 12 août 1854, art. 4 et 8.

(2) O. 9 juill. 1826, art. 7; 31 mai 1838, art. 391; arr. 21 nov. 1848, art. 5, 8; D. 12 août 1854, art. 4 et 8.

(3) O. 14 sept. 1822, art. 22; arr. 21 nov. 1848, art. 6, 7; O. 15 fév. 1847, art. 2; D. 26 sept. 1855, art. 154; D. 12 août 1854, art. 4 et 8.

(4) O. 9 juill. 1826, art. 1er.

(5) *V.* ci-dessus.

des états sommaires formés pour les rentes perpétuelles et les intérêts des cautionnements et des bordereaux des payeurs, constatant les paiements faits ; et, au moyen de ces divers documents, la Cour constate dans ses déclarations générales la régulière observation des lois en ce qui concerne ces exercices (1).

La Cour prononce aussi chaque année en audience solennelle une déclaration générale sur la conformité des résultats de sa vérification des comptes des comptables en matières (2), avec les résultats des comptes généraux que les ministres ont publiés (3).

Les déclarations générales de la Cour des comptes doivent être rendues assez tôt pour qu'elles puissent être mises sous les yeux de la commission de vérification (4), imprimées et distribuées aux Assemblées ou Corps législatifs avant qu'ils aient statué sur le projet de règlement du budget de l'exercice auquel s'appliquent ces déclarations (5), savoir : les déclarations sur les comptes de l'année avant l'expiration de l'année suivante, et les déclarations sur les comptes de l'exercice clos avant le 1er mai de l'année qui suit la clôture de l'exercice (la troisième de cet exercice non périmé) (6).

Le règlement définitif du budget de chaque exercice fait l'objet d'une loi particulière qu'on appelle la loi des comptes (7).

Les budgets se règlent, quant aux recettes, sur les recouvrements, et quant aux dépenses sur les paiements, effectifs, réalisés sur cet exercice (y compris le chapitre des exercices clos) avant la présentation de la loi des comptes (8).

Cependant certains services, dont les dépenses s'imputent sur des ressources *spéciales*, se règlent définitivement, même quant aux dépenses, d'après le montant des *recettes* effectuées. Tels sont le service départemental, en tant que rattaché au budget de l'État (9), et le service des monnaies et médailles (10).

La loi de règlement du budget doit être soumise au Corps législatif dans le même cadre et la même forme que la loi de présentation du budget du même exercice (11).

---

(1) O. 10 fév. 1838, art. 11 ; 31 mai 1838, art. 115.—*V.* p. 167.
(2) L. 6 juin 1843, art. 14 ; L. 8 mars 1850, art. 14.—*V.* p. 168, XV.
(3) O. 26 août 1844, art. 11.
(4) *V.* p. 174, 175.
(5) O. 9 juill. 1826, art. 8, 9 ; arr. 21 nov. 1848, art. 7.
(6) D. 12 août 1854, art. 4.
(7) L. 15 mai 1818, art. 102 ; D. 26 sept. 1855, art. 25.
(8) O. 23 déc. 1829, préamb.; L. 8 juill. 1837, art. 9, *in fine;* L. 23 mai 1834, art. 8.
(9) L. 4 mai 1834, art. 10.
(10) D. 16 fév. 1852.
(11) L. 24 avril 1833, art. 11.—*V.* ci-dessus p. 171.

La loi de règlement de comptes doit être présentée, savoir : si le Corps législatif est assemblé, dans les deux premiers mois de l'année qui suit la clôture de l'exercice (*troisième année*) ; au cas contraire, dans le mois qui suit l'ouverture de la session (1).

Le règlement législatif de tous les services de recettes et de dépenses accomplis pour le compte de l'État aux colonies a lieu en même temps que les autres services métropolitains concernant le même exercice, et prend place dans la même loi (2).

A cette loi est annexé un tableau faisant connaître, pour la recette, les évaluations de produits, les droits constatés sur les contributions et revenus publics, les recouvrements effectués et les produits restant à recouvrer, qui seront appliqués aux exercices suivants ; pour la dépense, tous les crédits ouverts, les services faits par les créanciers de l'État, les paiements effectués et les créances restant à payer (3).

Un autre tableau concerté entre le ministère des finances et les autres départements ministériels récapitule toutes les modifications que des lois spéciales (portant ouverture ou ratification de crédits extraordinaires ou supplémentaires, etc.) ont pu successivement apporter aux prévisions du budget primitif, et détermine, tant pour les recettes que pour les crédits, les nouvelles fixations qui doivent devenir la base du compte définitif de l'exercice dont le règlement est proposé (4).

Le montant des paiements effectués pendant le cours de l'exercice avec imputation au chapitre des exercices périmés est aussi compris dans le règlement de l'exercice (5).

Les fonds restés disponibles en fin d'exercice sur les centimes additionnels aux contributions directes et autres produits locaux affectés aux secours pour grêle, incendies, etc., ou aux non-valeurs des contributions directes, ou à l'ensemble des dépenses départementales, etc., sont transportés pour ordre et régularisation par la loi de règlement de comptes aux exercices qu'elle détermine (en général à l'exercice qui a suivi celui qu'elle règle), et où ils ont dû conserver l'affectation qui leur est donnée par la loi (6).

---

(1) L. 9 juill. 1836, art. 11, et L. 15 mai 1818, art. 102, et L. 28 juin 1833, art. 14 ; O. 31 mai 1838, art. 82.
(2) D. 26 sept. 1855, art. 25.
(3) O. 23 déc. 1829, art. 1er.
(4) O. 31 mai 1838, art. 88, 2e al.
(5) L. 23 mai 1834, art. 8, arg.
(6) O. 31 mai 1838, art. 94, 416 ; L. 10 mai 1838, art. 21 ; L. 6 juin 1843, art. 13 ; D. 16 fév. 1852, etc.—*V.* ci-dessus p. 170, *Report de crédits*.

La loi de règlement de compte arrête spécialement la situation annuelle des approvisionnements de la marine (1).

Au projet de loi des comptes sont annexés 1° le rapport de la commission de vérification et les tableaux mis sous les yeux de cette commission (2); 2° les déclarations générales de conformité rendues par la Cour des comptes (3); 3° le rapport annuel, adressé au chef de l'État, où cette Cour consigne les observations qu'elle a pu faire par suite de l'exercice de son contrôle, tant sur les comptes individuels des comptables que sur les comptes généraux des ministres, soit en deniers, soit en matières (4).

XVI. Les ministres prononcent au nom de l'État, des colonies, des départements, des communes et même des établissements publics, sur les demandes en décharge de responsabilité formées par les comptables en deniers ou en matières.

Les comptables, avons-nous dit, sont, en principe, responsables de la totalité des droits ou produits, du recouvrement desquels ils sont chargés pour le compte, soit de l'État, soit des autres personnes publiques (5).

Cependant les percepteurs des contributions directes peuvent obtenir, par la voie contentieuse (c'est un droit), décharge des cotes *indûment imposées*, à l'égard desquelles il n'a pu y avoir réclamation de la part des parties à tort inscrites aux rôles (6); et, par la voie purement administrative (c'est-à-dire du préfet et du ministre), décharge des cotes reconnues irrecouvrables après toutes diligences possibles (7); le tout *sans* recours au conseil d'État (8).

D'un autre côté, les receveurs particuliers des finances sont personnellement responsables de la gestion des percepteurs en ce qui concerne, soit l'État, soit les départements, les communes et les établissements de bienfaisance; et les receveurs généraux, de la ges-

---

(1) L. 8 mars 1850, art. 14.
(2) O. 10 déc. 1823, art. 8; O. 9 juill. 1826, art. 8 (*V.* ci-dessus).
(3) O. 9 juill. 1826, art. 8, 9; arr. 21 nov. 1848, art. 7.
(4) Const. an III, art. 323; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 4; L. 16 sept. 1807, art. 22; 21 avril 1832, art. 15; O. 26 août 1844, art. 12; D. 26 sept. 1855, art. 155.
(5) L. 17 brum. an V, art. 2; L. 19 vend. an VI, art. 10; L. 3 frim. an VII, art. 148 à 150; arr. 19 vend. an XII; L. 24 avril 1833, art. 6; O. 8 déc. 1832, art. 1^er; D. 26 sept. 1855, art. 234.
(6) L. 3 juill. 1846, art. 6; L. 22 juin 1854, art. 16.
(7) Circ. et instr. min.
(8) *V.* arr. cons. 5 août et 27 déc. 1854; 11 fév. 1857; 6 janv. et 30 juin 1858; 24 mars 1853; 29 oct. 1839, etc.

tion des percepteurs et des receveurs particuliers (1); de même que le caissier central du Trésor, des agents placés sous ses ordres, etc. (2); mais ils peuvent obtenir du ministre des finances décharge, s'il y a lieu, de cette responsabilité (3).

Tous autres comptables en deniers peuvent également, en justifiant qu'ils ont pris toutes les mesures, et fait, en temps utile, toutes les poursuites et diligences nécessaires contre les redevables et débiteurs, obtenir du ministre décharge de leur responsabilité (4).

Les comptables en matières, dans tous les cas où des circonstances de force majeure ne leur auraient point permis d'observer les formalités prescrites par les règlements, sont admis à se pourvoir auprès du ministre ordonnateur du service pour en obtenir, s'il y a lieu, la décharge de leur responsabilité (5).

Tous comptables, en cas de vol ou de perte par force majeure, peuvent obtenir des ministres décharge de leur responsabilité, en justifiant qu'ils avaient pris, outre les précautions ordinaires, toutes celles qui sont prescrites ou autorisées par les lois ou règlements, et s'ils ont fait, d'ailleurs, constater régulièrement l'événement en temps utile (6).

Bien qu'il ne s'agisse, dans tous ces cas, que d'appréciation de faits et de circonstances, et non de l'invocation d'un droit absolu, néanmoins les règlements ci-dessus cités (7) ouvrent aux comptables (excepté pour ce qui concerne les cotes des contributions directes irrecouvrables, et même, d'après la jurisprudence du conseil, les cotes indûment imposées, réclamation pourtant contentieuse de sa nature) un recours au conseil d'État par la voie contentieuse. C'est là un exemple de ce que nous appelons le contentieux, par exception et en vertu d'une disposition expresse et formelle de la loi ou des règlements ayant force de loi (8).

Enfin, après le rejet de leur demande ou réclamation par le mi-

---

(1) L. 26 sept.–2 oct. 1791, art. 30 à 35 ; 17 brum. an V, art. 2 ; 19 vend. an VI, art. 10 ; D. 4 janv. 1808-1832 ; O. 19 nov. 1826 ; 28 juin 1833, art. 2 ; 17 sept. 1837, art. 8.

(2) O. 31 mai 1838, art. 305 ; D. 26 sept. 1855, art. 179.

(3) D. 4 janv. 1808, art. 13 ; O. 19 nov. 1826, art. 2, 10 ; 17 sept. 1837, art. 8.

(4) O. 8 déc. 1832, art. 2, 4 ; D. 26 sept. 1855, art. 235, 238, 239.

(5) L. 6 juin 1843, art. 14 ; O. 26 août 1844, art. 6 et 15.

(6) Arr. 8 flor. an X–1830 ; O. 31 mai 1838, art. 329, et règl. sur la comptabilité en matières ; L. 18 germ. an VI, art. 134 ; D. 1er mars 1854, art. 460 à 466 ; etc.

(7) *V.* notes précéd. et arr. cons. 1er déc. 1853, etc.

(8) *V.* L. 24 avril 1833, art. 6.

nistre ou par le conseil d'État, ils peuvent encore obtenir du chef de l'État, sur le rapport du ministre liquidateur (1), mais seulement sur l'avis, tant du ministre des finances que du conseil d'État siégeant administrativement, la remise *gracieuse* totale ou partielle du débet définitivement laissé à leur charge au profit de l'État (2).

XVII. Les ministres surveillent et contrôlent, et même partagent jusqu'à un certain point, chacun en ce qui le concerne, l'administration ou la gestion de tous les intérêts, moraux et matériels, des départements, des communes, des colonies et de l'Algérie, considérés comme corps politiques et comme personnes civiles, ainsi que des établissements publics, et en quelque sorte privés, qui appartiennent à ces corps ou *personnes*.

Les services relatifs aux intérêts de diverse nature des colonies et de l'Algérie sont tantôt placés en partie sous l'autorité des différents ministres respectivement chargés de l'administration ou de la direction des intérêts et des services de même ordre dans la métropole (3), tantôt concentrés dans les mains d'un ministre unique, et aujourd'hui spécial, avec le concours toutefois, dans certains cas, des ministres chargés dans la métropole des intérêts ou services analogues (4).

XVIII. Ils surveillent et contrôlent, et même partagent jusqu'à un certain point la gestion des intérêts des établissements publics *locaux* religieux ou de bienfaisance, etc., indépendants et distincts des personnes publiques dont nous venons de parler, tels que fabriques d'églises, consistoires, hospices, etc., etc.; enfin ils surveillent, dans certaines mesures, la gestion morale et financière des établissements d'utilité publique, et même de certaines *personnes* ou associations privées (5).

XIX. Les ministres, en vertu et pour l'exécution des lois et règlements d'administration publique, etc., prennent une multitude de

---

(1) *V.* ci-dessus, n° XIII, p. 149.

(2) L. 29 juin 1852, art. 13.

(3) Colonies, L. 11-20 juill. 1791 ; 30 mai-29 juin 1792 ; O. 6 janv. 1825 (guerre) ; O. 28 juill. 1841 (justice) ; Algérie, O. 16 déc. 1843 (finances) ; 14 juill. 1844 (instruction publique) ; arr. 30 mai, 24 juin, 16 et 20 août, 12 oct. et 30 nov. 1848 (justice, cultes, instruction publique, finances).

(4) Colonies, arr. 6 niv. an VIII ; O. 21 déc. 1828 (service militaire) ; Algérie, D. 17 janv. 1850, 7 fév. 1860 (finances) ; Algérie et colonies, rapp. et D. 24 juin, 1er, 6 et 29 juill., 2 août, 1er déc 1858 (justice, instruction publique, cultes, finances, guerre et marine).

(5) *V.* ci-dessus, p. 26 à 32.

décisions particulières, portant injonction, interdiction, autorisation, ou refus de permission, etc. (1).

Ces décisions ne sont pas des jugements, et nous avons dit comment, et dans quels cas, elles peuvent être attaquées ou déclinées, etc. (2).

XX. Les ministres sont investis, en certains cas, du droit d'annulation ou de réformation des actes ou décisions des autorités locales qui leur sont immédiatement subordonnées (3). Quelquefois ils peuvent seulement demander ou proposer au chef de l'État l'annulation ou la réformation d'actes ou décisions émanées d'autorités de même rang (4) ou d'un rang inférieur (5); le tout sans préjudice du droit qu'ont les parties d'attaquer toute espèce d'acte administratif directement devant le conseil d'État par la voie contentieuse, pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoir; sans préjudice aussi du droit qu'elles peuvent avoir de déférer au fond, soit à la juridiction administrative, soit même à l'autorité judiciaire, les actes, ou les décisions, ou les questions nées des décisions, de l'administration, qui sont susceptibles de cette sorte de recours.

Sous la constitution de 1791, le droit d'annuler les actes des administrations (alors électives) de département, ou de district à défaut d'annulation par celles-ci, n'appartenait qu'au chef de l'État, en conseil des ministres (6). Sous la constitution de l'an III, l'annulation prononée par le ministre ne devenait définitive que par la confirmation formelle du chef du pouvoir (Directoire) exécutif; mais elle recevait provisoirement son exécution, sauf confirmation, s'il y avait lieu, *en cas de réclamation* (7).

Ces actes d'autorité de la part des ministres ne sont évidemment pas non plus des *jugements*.

Les ministres peuvent seulement provoquer auprès du chef de l'État l'annulation de toute délibération, soit d'un conseil général

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 16.

(2) *V.* ci-dessus, p. 63. — *V.* en outre, ci-après, *conseil d'État*, *Hiérarchie administrative*, *etc.*

(3) Const. an III, art. 193, 195; arr. 17 mess. an V; D. 25 mars 1852, art. 6.

(4) *V.* ci-après, *Conseils généraux*.

(5) L. 15-27 mars 1791, art. 25, 27; const. an III, art. 196; Ex.: L. 28 avril 1816, art. 151 (règlements d'octroi); D. 28 juin 1806 (maire, ordre de démolition); etc.

(6) L. 3, 6, 15-27 mars 1791, art. 32; L. 27 avril-25 mai 1791, art. 14; dern. al., 15, 17, 2°; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. II, art. 5, 7.

(7) Art. 195; arr. 17 mess. an V.

de département, soit d'un conseil d'arrondissement, prise relativement à des objets qui ne sont pas légalement compris dans leurs attributions (1), et ces mêmes délibérations peuvent, pour cette cause ou même, dans certains cas, pour irrégularité ou illégalité au fond, être, par les personnes publiques ou privées dont les *droits* seraient lésés, déférées au conseil d'État par la voie contentieuse (2).

La nullité des actes ou délibérations qu'aurait prises un conseil général ou d'arrondissement hors de sa réunion légale serait prononcée, non par le ministre, mais par le préfet en conseil de préfecture (3).

XXI. Les ministres peuvent et doivent, dans l'intérêt de l'État ou des établissements publics distincts, ou dans l'intérêt *de la loi* (ou de l'ordre public) après l'expiration des délais pendant lesquels les parties intéressées sont admises à se pourvoir et relativement aux chefs qui n'ont pas été déférés par les parties (4), se pourvoir devant le conseil d'État, par la voie contentieuse, contre les actes des autorités qui y ressortissent (5). Ils défendent, devant cette juridiction, même leurs propres décisions attaquées, ce qui n'est point le fait d'un juge (6).

Les ministres sont quelquefois obligés de prendre, pour leurs décisions, l'avis, soit du comité ou de la section du conseil d'État correspondant à leur département, soit d'autres conseils ou commissions (7).

Les ministres, avons-nous dit, sont responsables tantôt solidairement (8), tantôt individuellement (9). S'ils prétendent que la signature à eux imputée leur a été surprise, ils sont tenus, en faisant

---

(1) L. 22 juin 1833, art. 14, 28 ; 20 avril 1834, art. 10.

(2) Ex.: arr. cons. 19 fév. 1840 ; 16 mars 1850.

(3) L. 22 juin 1833, art. 15, 28 ; 20 avril 1834, art. 10.

(4) Arr. cons. 23 déc. 1829 ; 8 avril 1842 (Duvergier) ; L. 3 mars 1849, art. 44.

(5) Règl. 22 juill. 1806, art. 16 ; L. 16 sept. 1807, art. 17, 2e al. — Ex. de pourvoi admis dans l'intérêt de la loi, arr. cons. 17 déc. 1823, 28 janv. 1836, 8 fév. 1838.

(6) *V.* règl. 22 juill. 1806, art. 17, etc.

(7) *V.* chap. suiv.

(8) *V.* ci-dessus, p. 121, et résolut. de la Ch. des députés, 28 sept. 1830.

(9) Art. const. 29 sept.-5 oct., 3 nov. 1789, 18 ; L. 28 fév.-28 mars 1790, art. 10 ; 3-7 juill. 1790, art. 12 ; 27 avril-25 mai 1791, art. 29, 3°, 18 ; const. 1791, tit. III, chap. II, sect. IV, art. 5 ; const. an III, art. 152 ; L. 10 vend. an IV, art. 10, 11, 13 ; const. an VIII, art. 72 ; Ch. 1814, art. 13, 56 ; 1830, art. 12, 69, 2° ; const. 1848, art. 68 ; const. 1852, art. 13 ; sén.-cons. 7 nov. 1852, art. 7.

cesser l'acte coupable, de dénoncer celui qu'ils déclarent auteur de la surprise, sinon ils sont poursuivis personnellement (1).

L'un des articles constitutionnels décrétés en septembre, sanctionnés les 5 oct. et 3 nov. 1789, et la constitution de 1791, déclaraient les ministres responsables de l'emploi des fonds de leurs départements, ainsi que de toutes les infractions qu'ils pourraient commettre envers les lois, quels que soient les ordres qu'ils aient reçus, de tous les délits par eux commis contre la sûreté nationale et la constitution, etc. (2). Les actes constitutionnels de l'an III, de l'an VIII et de l'an XII déclaraient les ministres responsables de l'inexécution des lois et des arrêtés du Directoire ou des règlements d'administration publique (3), ainsi que des ordres particuliers qu'ils auraient donnés, contraires à la constitution ou à ces lois et règlements (4), enfin de tout acte du Gouvernement signé par eux et déclaré inconstitutionnel (5).

Les lois, indépendamment ou à défaut de la constitution, déterminent aussi les cas de responsabilité; celles des 27 avril, 25 mai 1791 et 10 vend. an IV renvoyaient au Code pénal (6).

Suivant la Charte de 1814, les ministres ne pouvaient être accusés que pour fait de trahison ou de concussion. La loi devait définir ce genre de délits (7); mais lors de la révision, en 1830, cette disposition avait été supprimée, et l'art. 69 promettait une loi sur la responsabilité des ministres et autres agents (8), loi qui a été tentée, mais qui n'a point été faite.

La constitution de 1848 et celle de 1852 les déclarent responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les actes du Gouvernement; la constitution de 1848 ajoutait... et de l'administration (9).

Outre les cas déjà spécifiés (10) de responsabilité envers l'État et envers les citoyens, les ministres, s'il faut encore s'en rappor-

---

(1) L. 25 sept.–6 oct. 1791, 2e part., sect. III, art. 25; C. 3 brum. an IV, art. 640; C. pén. 1810 et 1832, art. 116.

(2) Art. const. 5 sept.–5 oct., 3 nov. 1789, 18; const. 1791, tit. III, chap. II, sect. IV, art. 5.

(3) Const. an III, art. 152; an VIII, art. 72, 2°.

(4) Const. an VIII, art. 72, 1°, 3°; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 110.

(5) Par le Sénat (const. an VIII, art. 72).

(6) L. 27 avril–25 mai 1791, art. 30; 10 vend. an IV, art. 11.—*V.* C. pén. 25 sept.–6 oct. 1791, et C. 3 brum. an IV, ci–après cités, ainsi que le Code pénal de 1810 revisé en 1832.

(7) Art. 56.

(8) Art. 69, 2°.

(9) Const. 1848, art. 68; const. 1852, art. 13.

(10) *V.* ci–dessus, p. 111, 140, 152, 156, etc.

ter à la loi pénale, sont responsables de tout acte arbitraire ou attentatoire, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit à la constitution, ordonné ou commis par eux. La constitution et la loi du 27 avril-25 mai 1791 y ajoutaient l'attentat à la propriété individuelle, et le sénatus-consulte de l'an XII l'attentat à la liberté de la presse (1); enfin, les lois pénales punissent aussi la suppression ou l'ouverture des lettres confiées à la poste, c'est-à-dire l'ordre donné ou contre-signé par des ministres de supprimer une lettre confiée à la poste, d'en briser le cachet et violer le secret (2).

La constitution et les lois déterminent aussi, comme nous l'avons vu, quels peuvent ou doivent être, à l'égard des ministres, les accusateurs ou les poursuivants et les juges (3).

Ce n'est, au surplus, qu'après qu'il est intervenu une accusation ou une dénonciation de la part de l'autorité politique compétente qu'ils peuvent être poursuivis en dommages-intérêts par les citoyens qui ont éprouvé une lésion résultant des faits qui ont donné lieu à l'acte d'accusation (4). Il faut en excepter toutefois le cas de la disposition finale du budget (5).

Tout ce qui précède s'applique aux ministres en place ou *hors de place* pour faits relatifs à leurs fonctions (6).

Aux termes des lois de 1791 et de l'an III, l'action en matière criminelle, ainsi que l'action accessoire en dommages-intérêts, se prescrivait au bout de trois années à l'égard du ministre de la marine et des colonies, et après deux ans à l'égard des autres, le tout à compter du jour où l'on supposait que le délit avait été commis ; cependant, sous la loi de 1791, l'action pour ordre arbitraire contre la liberté individuelle n'était pas sujette à prescription (7).

---

(1) C. pén. art. 114, 115; *V.* C. 25 sept.–6 oct. 1791, 2e part., tit. 1er, art. 19, 20, 22, 2, 13, 1er, 3, etc.; C. 3 brum. an IV, art. 634, 635, 637, 617, 618, 628, etc.; 27 avril–25 mai 1791, art. 29, 1°, 2° ; const. 1791, tit. III, chap. II, sect. IV, art. 5, 1er et 2e, etc.; const. an VIII, art. 46; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 112 à 117.

(2) L. 25 sept.–6 oct. 1771, 2e part., tit. 1er, sect. III, art. 23 ; C. 3 brum. an IV, art. 638 ; C. pén. 1810–1832, art. 187.

(3) *V.* ci–dessus, p. 123.

(4) L. 27 avril–25 mai 1791, art. 31 ; 10 vend. an IV, art. 13; const. 1848, art. 91, dern. al., etc., arg.

(5) *V.* ci–dessus, p. 111, arg.

(6) Const. 1791, tit. III, chap. II, sect. IV , art. 8; L. 10 vend. an IV, art. 12.

(7) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 32 ; 10 vend. an IV, art. 15.

Aux termes de la même loi de 1791 (1), le décret du Corps législatif prononçant qu'il y avait lieu à accusation contre un ministre suspendait celui-ci de ses fonctions. Le sénatus-consulte du 4 juin 1858 déclare seulement suspendus provisoirement de leurs fonctions ceux contre lesquels serait décerné un mandat de dépôt, un mandat d'arrêt ou une ordonnance de prise de corps.

SECTION II. — *Des ministres d'État.*

Les ministres d'État qui ont existé à plusieurs reprises n'étaient point des ministres ou *agents* du pouvoir exécutif, mais de simples conseillers.

Avant 1789, le petit nombre de personnes qui assistaient au conseil d'en haut ou des affaires étrangères, partie intégrante du conseil du roi appelée alors spécialement le conseil d'État, avaient le titre de ministre d'État, qu'elles ne perdaient point en cessant d'assister au conseil (2).

L'ordonnance du 29 juin 1814 fit revivre ce titre, et ceux qui en étaient revêtus pouvaient être appelés au conseil *des ministres*, dit aussi par cette ordonnance conseil d'en haut (3). Cette ordonnance fut rapportée par celle du 23 août 1815, mais plusieurs ordonnances de cette même année avaient créé et créèrent de nouveau des ministres d'État. L'ordonnance du 19 sept. 1815 appela plusieurs d'entre eux au conseil privé (4); celle du 2 avril 1817 permettait d'en appeler quatre aux conseils de cabinet (5); enfin, celle du 26 août 1824 déclarait qu'ils pourraient être appelés au conseil d'État (6). Hors de là, ce n'était qu'un titre honorifique avec ou sans traitement (7).

Les ministres d'État furent supprimés par l'ordonnance du 28 août 1830, puis rétablis par une ordonnance du 23 déc. 1842, qui parle en même temps de la réunion possible de conseils privés où ils pouvaient être convoqués. Cette institution a disparu en 1848.

Le ministre d'État actuel appartient à un tout autre ordre de fonctions (8).

---

(1) Art. 33.
(2) *V.* chap. suiv. et Denisart, v° *Conseil du Roi*.
(3) Art. 1er, 5, 7.—*V.* ci-après, chap. v, sect. Ire.
(4) *V.* chap. v, sect. II.
(5) *V.* chap. v, sect. III.
(6) *V.* ci-après.
(7) O. 19 sept. 1815, art. 7; O. 6 oct. 1815 et LL. ann. des fin.
(8) *V.* ci-dessus, p. 124, note 1, dernier al.

SOUS-CHAPITRE II.

DES PRINCIPAUX AUXILIAIRES DES MINISTRES.

Nous voulons parler des sous-secrétaires d'État, des directeurs généraux, et des *administrateurs* réunis en conseil d'administration, placés à la tête ou dans le sein de certaines administrations dépendantes des ministères ou départements ministériels; enfin, des secrétaires généraux et des inspecteurs généraux.

SECTION Ire. — *Des sous-secrétaires d'État.*

Quelquefois; principalement sous le régime parlementaire, il a été créé des sous-secrétaires d'État, placés à la tête, soit de quelque branche principale de service, soit de l'ensemble d'un département ministériel (1); mais depuis le 2 décembre 1851, il n'a pas été créé de sous-scrétaires d'État.

Les sous-secrétaires d'État ne sont chargés que des parties de l'administration et de la correspondance générale qui leur sont déléguées par les ministres dans leurs départements respectifs (2); ils n'ont pas plus que les directeurs généraux (3) droit de décision vis-à-vis des citoyens (4).

Les sous-secrétaires d'État n'étaient membres du conseil d'État qu'autant qu'ils avaient été nommés conseillers d'État (5).

SECTION II. — *Des directeurs généraux et des conseils d'administration.*

Des directeurs généraux sont placés à la tête de certaines administrations ou certains services importants, et notamment à la tête des régies ou administrations financières (6).

---

(1) Ex.: O. 21 janv. 1829; 25 mars 1830; 4 nov. 1830; 4 avril 1835; 8 sept. 1836; 21 mai 1837; 18 mai 1839; 2 et 3 mars, 4 nov. 1840; 10 nov. 1845; 24 nov. 1847; arr. 4 et 7 mars 1848; 5 avril 1848; D. 10 nov. 1849; 26 avril 1851.

(2) Ex.: O. 9 mai 1816; 25 mars 1830; 18 mai 1839; 10 nov. 1845; 24 nov. 1847; arr. 4 mars 1848; D. 10 nov. 1849; 28 avril 1851.

(3) *V.* sect. suiv.

(4) D. 10 nov. 1849, art. 4; 28 avril 1851, art. 1er, etc.; ex.: arr. cons. 15 juill. 1842 (pont du Carrousel).

(5) O. 19 avril 1817, art. 7; 18 sept. 1839, art. 9, S, etc.

(6) Ex.: const. an III, art. 154; arr. 5 niv. an VIII, art. 7; 1er pluv. an VIII; 29 fruct. et 3e compl. an IX; 5, 14 et 21 vend. an X; 28 vent., 5 germ. et 7 fruct. an XII; 7 therm. an XIII; 5 fév. et 18 nov. 1810; O. 13, 16 et 17 mai 1814; 11 et 21 janv. 1815; 20 et 21 fév. 1820; 3 et 9 janv. 1821; 9 janv. 1822; 29 oct. 1823; 26 août 1824; 1er août 1827; 8 juin 1832; 10

Le grand-maître de l'université, créé par décret du 17 mars 1808 (art. 50), remplacé de 1815 à 1822 par un président du conseil de l'université, rétabli en 1822, était, en réalité, un directeur général, subordonné jusqu'en 1824 au ministre de l'intérieur, en 1824 au ministre des affaires ecclésiastiques, et en 1828 au ministre de l'instruction publique. Puis le ministre lui-même devint en même temps grand maître (1).

Quelques-unes des directions générales ont été parfois transformées en ministères spéciaux (2), ou alternativement supprimées (3), puis rétablies (4.)

Quelquefois les directeurs généraux d'un service spécial ont coexisté même avec le ministre spécial du même service érigé en ministère (5).

D'autres fois, ils ont été réduits au titre de simple directeur, mais quelquefois aussi sans perdre de leur importance ni même de leurs attributions (6).

Tous ces changements, en quelque sorte nominaux, n'altèrent en rien le fond des choses. Il y a toujours pour chacun de ces importants services, comme pour les autres, avec ou sans directeur général, un *ministre* quelconque dans les attributions duquel ils se trouvent placés. Nous ne signalons toutes ces variations précisément que pour en démontrer par cette mobilité même le peu d'importance.

Quelques-unes des attributions et une part même de l'autorité des ministres sont déléguées aux directeurs généraux. Ils travaillent seuls avec les ministres dont ils dépendent, mais ils correspondent directement avec les autorités locales même étrangères à leur administration (7): ils peuvent rédiger des instructions générales, mais

---

juin 1834; 2 juin 1839; 8 janv. 1841; 25 nov. 1847; D. 17, 21, 23 juin, 7 juill. et 15 nov. 1853; 1er juin 1854; 14 nov. 1853 et 12 juin 1855; 21 nov. 1856; 12 mars 1860.

(1) O. 15 août 1815; 1er nov. 1820; 1er juin 1822; 26 août 1824; 1er et 20 janv., 1er fév. 1828; 26 mars 1839.

(2) Arr. 5 vend. an x, 21 mess. an xii; 4 et 6 avril, 26 août 1824; 4 janv., 1er fév. 1828; 19 mai 1830; 13 mars 1831; 11 oct. 1832; 21 fév., 19 sept. 1836; 12 mai 1839; 11 mai 1848; 21 janv. 1852; 23 juin 1853.

(3) Ex.: 28 fruct. an x, 5 et 13 avril, 13 et 16 mai 1814; 29 déc. 1818; 8 août 1829; 31 juill., 1er et 11 août 1830; 13 mars 1831; 24 fév. 1848; 25 janv. 1852; 21 et 23 juin 1853; 18 juill. 1854.

(4) *V.* p. précéd., note 6, et ci-après, chap. v.

(5) Ex.: O. 26 août 1824; 4 et 20 janv., 1er fév. 1828; 23 août 1830; circ. 5 avril 1831; 8 juin 1832; 10 juin 1834.

(6) Ex.: O. 5 et 12 janv. 1831, etc.

(7) Ex.: arr. 29 fruct. an ix, art. 5, 6; 3e compl. an ix, art. 2, 7; 18 vent. an xii, art. 2, 4; 5 germ. an xii, art. 4, 5, 7; O. 3 janv. 1821; 9 et 30 janv. 1822; 1er août 1827 et 10 mars 1831; 8 juin 1832, art. 1er, 2.

qui, en principe, doivent être soumises à l'approbation du ministre (1). Ils nomment certains fonctionnaires ou employés, ou du moins présentent aux ministres des sujets pour les nominations qu'ils ont à faire ou à proposer au chef de l'État (2). Les directeurs généraux, en général, sont ordonnateurs secondaires et *mandatent* les dépenses relatives à leur administration, en vertu des ordonnances de délégation du ministre (3) ; mais le droit de décision, à l'égard des administrés, est généralement réservé au ministre. Les réponses ou résolutions des directeurs généraux ne constituent pas des décisions susceptibles d'être attaquées directement devant le conseil d'État. Elles doivent d'abord être déférées au ministre compétent (4).

Les directeurs généraux n'ont pas non plus qualité pour se pourvoir, dans l'intérêt de l'État ou de la loi, devant le conseil d'État, et ce conseil n'admet le recours qu'autant qu'il a été régularisé par l'approbation du ministre.

Le directeur général de la régie ou administration générale des domaines a été investi par la loi du 9 août-12 sept. 1791 (art. 4), du droit de décerner contre les débiteurs pour adjudications ou revenus de domaines nationaux, des contraintes administratives exécutoires sans autre formalité que le visa du président du tribunal de l'arrondissement de la situation des biens (5).

Une loi du 22 mars 1806 conférait au directeur général et aux administrateurs des forêts (comme à l'administrateur général et aux conservateurs des forêts de la couronne) le droit de dresser des procès-verbaux et d'instruire contre toutes personnes par eux surprises en flagrant délit, et plus particulièrement contre les agents ou préposés de l'administration ou leurs complices, etc.; mais ce décret se trouve du nombre de ceux qu'abroge l'art. 218 du Code forestier (6).

Les directeurs généraux sont autorisés à transiger au nom de l'État, avant jugement définitif (7), c'est-à-dire à faire remise en totalité

---

(1) Ex.: D. 7 fruct. an XII, art. 79; 18 nov. 1810, art. 92.

(2) *V.* ci-dessus, p. 105, n° VIII, 128, n° VII; L. 24 juill. 1843, art. 7, et ordonn. et arr. ministériels rendus pour son exécution, etc.

(3) L. 17 mai-1er juin 1791, art. 8; L. 12 vend. an VIII, art. 2; O. 31 mai 1838, art. 261, 321, et règl. spéc. pour l'exception de cette ordonnance. —*V.* ci-dessus, p. 163.

(4) Ex.: arr. cons. 30 janv. 1815; 25 avril 1828; 25 mai 1832; 25 juill. 1834; 26 nov. 1841; 30 juin 1842.

(5) *V.* ci-dessus, p. 150.

(6) L. 21 mai 1827, art. 218.

(7) Ex. L. 6-22 août 1791, tit. XII, art. 4.

ou en partie de la confiscation et de l'amende à encourir par suite de procès-verbaux de saisie et de contravention, lorsque les condamnations qui pourraient être prononcées ne devraient s'élever qu'à une certaine somme. Au delà, le droit de transiger n'appartient qu'au ministre (1). Une ordonnance de 1843, dont l'autorité pourrait être contestée, autorise l'*administration* des postes à transiger, avant comme *après* jugement, sauf approbation du ministre des finances (2); mais la loi du 29 juin 1852 (art. 13), déjà citée, veut qu'aucune remise de *débet* ne puisse être accordée à titre gracieux que par le chef de l'État, ce qui nous paraît supprimer les transactions *après* jugement définitif (3).

Mais la faculté de transiger n'est point applicable aux délits et contraventions sur la garantie des matières d'or et d'argent (4), ni, en matière de douanes, au fait d'introduction de marchandises prohibées ou en fraude des droits (5). La loi du 4 germinal an II prohibait même, en fait de douanes, toutes transactions, compositions, etc., avant ou après jugement, et la loi du 18-27 mai 1791 prohibait de même toute remise ou modération d'amendes en matière de perceptions indirectes (6).

En ce qui concerne les droits de timbre, d'enregistrement, etc., de la perception desquels est chargée la direction générale ou régie de l'enregistrement, la défense prononcée par cette même loi (art. 50) se trouve reproduite par la loi du 22 frimaire an VII (art. 59).

Toute remise ou modération des *droits* à percevoir au profit de l'État (excepté en matière de contributions directes) (7) demeure interdite (8).

Les directeurs généraux sont, en général, assistés d'un conseil d'administration intérieure, qu'ils président, et qui est composé d'aministrateurs préposés eux-mêmes, sous l'autorité du directeur

---

(1) L. 3 brum. an III ; L. 9 flor. an VII, art. 17 ; arr. 10 fruct. an X ; D. 18 oct. 1810, art. 22 à 24 ; O. 30 janv. 1822, art. 10, etc. (douanes) ; arr. 5 germ. an XII, art. 23 ; 14 fruct. an XII, art. 10 ; D. 16 mars 1813, art. 6 ; O. 9 déc. 1814, art. 83 ; 3 janv. 1821, art. 10 ; 22 juill. 1831, art. 14 ; D. 7 avr. 1860 (contrib. indir.) ; L. 18 juin et D. 21 déc. 1859 (délits forestiers).

(2) O. 19 fév. 1843. — *V.* arr. 7 fruct. an VI, art. 6.

(3) *V.* néanmoins L. 18 juin 1859, art. 159 (C. for.).

(4) D. 28 flor. an XIII.

(5) L. 9 flor. an VII, art. 17.

(6) L. 4 germ. an II ; tit. VI, art. 21, 24, 31 ; L. 18-27 mai 1791; mais *V.* note 1 ci-dessus.

(7) *V.* ci-dessus, p. 135.

(8) L. 18-27 mai 1791, art. 50, 51 ; L. 4 germ. an II, tit. VI, art. 21, 24 ; arr. 8 prair. an XI, art. 22.

général, à une des branches de l'administration qu'embrasse la direction générale.

Cette réunion des administrateurs en conseil ne forme qu'un corps consultatif, qui émet des avis, mais ne prend aucune résolution; seulement, il doit être nécessairement consulté par le directeur général sur certains objets, soumis ensuite à la décision du ministre, etc., tels que projets, devis, marchés et adjudications de travaux publics ou de fournitures (1), révocation, destitution et mise à la retraite d'employés (2), sur les instructions générales relatives à leur service, et notamment encore sur les questions douteuses dans tous les cas d'application des lois, ordonnances et règlements, et dans tous ceux qui ne sont pas prévus ou qui sont insuffisamment définis par ces actes, ainsi que sur toutes les affaires contentieuses portées ou à porter devant l'autorité judiciaire ou le conseil d'État, etc., particulièrement sur les affaires résultant de procès-verbaux, sur les contraintes à décerner contre les redevables, sur les demandes en remboursement de droits (prétendus indûment payés) et sur les remises des débets, etc. (3).

La plupart des directions générales dont nous venons de parler, et notamment les régies financières, même l'administration du Trésor public, étaient, dans l'origine et jusqu'à l'an VIII, des administrations collectives (4).

A partir de l'an VIII, a prévalu dans le sein même de ces administrations le système en quelque sorte monarchique, un directeur général aidé d'un conseil. On est revenu momentanément, en 1824, au système collectif pour les affaires du commerce extérieur et des haras (5).

Aujourd'hui l'administration des monnaies est la seule qui soit encore régie par un corps collectif, la *commission des monnaies*; mais

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 147, n° XII.

(2) *V.* ci-dessus, p. 107, n° IX, 128, 129; n^os^ VII et VIII, 158, dern. al.

(3) Arr. 29 fruct. et 3^e^ compl. an IX; O. 17 mai 1817; 3 janv. 1821, 9 et 30 janv. 1822; 1^er^ août 1827; 5 janv. et 10 mars 1831; 8 janv. 1841; 17 déc. 1844, etc.

(4) L. 31 déc. 1790-19 janv. 1791; 6-18 août 1791 (P. et ch.); L. 18-30 mars et 27-30 mars 1791; 23 avril-1^er^ mai 1791; 8-15 mai et 9-15 mai 1791; 18-27 mai 1791; 17 mai-1^er^ juin 1791; 19 août-12 sept. 1791; 15-24 sept. 1791; 14 oct. 1792; const. an III, art. 315 à 320; L. 3 flor. an IV et 7 frim. an VII; L. 13 frim. an VIII; arr. 18 vent. an VIII (trésorerie nationale).

(5) O. 6 janv. et 20 mars 1824; 12 nov. 1828; 8 août et 8 déc. 1829; 27 janv. 1831.—Syst. contr. O. 6 mai 1814; 28 mai 1822; 29 oct. 1823; 26 août 1824; 16 janv. 1825; 10 déc. 1833; 24 oct. 1840; 11 déc. 1848; D. 17 juin 1852.

le président de cette commission administrative, et non pas seulement consultative, remplit sous certains rapports, par exemple comme ordonnateur secondaire, les fonctions d'un directeur général (1).

Les directeurs généraux ou une partie d'entre eux ont toujours été, en fait, de 1814 à 1848, et depuis 1852, admis à participer aux travaux du conseil d'État et de ses sections ou comités, comme conseillers d'État en service extraordinaire ou même ordinaire, jusqu'à 1839 (2), aujourd'hui comme conseillers d'État en service ordinaire *hors sections* (3).

Les membres des conseils d'administration ou administrateurs notamment des régies financières, et en général les membres des conseils administratifs placés près des ministres, pouvaient aussi être appelés à faire partie du conseil d'État comme maîtres des requêtes (4) ou comme conseillers d'État, même en service ordinaire, jusqu'à 1839 (5).

SECTION III. — *Des secrétaires généraux des ministères ou administrations centrales.*

Il y a quelquefois dans les ministères ou administrations centrales des fonctionnaires ou hauts *employés* ayant le titre de secrétaire général du ministère ou de l'administration (et non du ministre) (6).

Les secrétaires généraux, dont les attributions peuvent embrasser sous certains rapports d'ordre intérieur l'ensemble du ministère, sont pourtant en général, malgré leur titre, plus spécialement préposés à certaines branches du service.

---

(1) L. 14 août 1792; 7-14 sept. 1792; 26 pluv. an II; 22 et 28 vend. an III; arr. 10 prair. an XI; O. 26 déc. 1827; 17 déc. 1844, art. 86 et suiv.; règl. 26 janv. 1846, art. 119; D. 21 déc. 1849; — Compar.: L. 21-27 mai 1791.

(2) O. 29 juin 1814, art. 13 (d'après cette ordonnance, s'ils venaient à quitter la direction générale dont ils étaient chargés, ils devenaient de droit conseillers d'Etat en service ordinaire et prenaient rang du jour de leur nomination comme conseillers d'Etat en service extraordinaire; mais *V.* O. 23 août 1815, art. 1er, qui rapporte celle de 1814); O. 23 août 1815, art. 4; 19 avril 1817, art. 7; 26 août 1824, art. 9, 4, 5, 25; 5 nov. 1828, art. 8; O. 18 sept. 1839, art. 6, 8, 9; L. 19 juill. 1845, art. 5, 9, 10.

(3) D. 25 janv. 1852, art. 2, 3°, 7; 6 nov. 1858.

(4) O. 26 août 1824, art. 12, 25.

(5) O. 5 nov. 1828, art. 4, 5; O. 18 sept. 1839, art. 6, 8, 9; L. 19 juill. 1845, art. 5, 9, 10; D. 25 janv. 1852, art. 2.

(6) Ex.: O. 8 juin 1814; 31 janv. et 17 sept. 1817; 13 janv. 1819; 10 avril 1824; 18 fév. 1828; 27 janv. 1831; 9 et 10 avril 1834; arr. 4 et 22 juill. 1848; 16 nov. 1851; 20 janv. 1852, etc., etc.

Les secrétaires généraux étaient, de 1824 à 1839, du nombre des fonctionnaires qui pouvaient être membres du conseil d'État, soit comme maîtres des requêtes (1), soit comme conseillers d'État, même en service ordinaire, jusqu'à 1839 (2).

Section iv. — *Des inspecteurs généraux.*

Les ministres ont à leur disposition, afin d'exercer leur surveillance sur toutes les parties du service public, dans tout le pays, des inspecteurs généraux, des inspecteurs et sous-inspecteurs, etc. (3).

A partir de 1831, les inspecteurs généraux des finances ont formé un seul corps chargé, même en Algérie (4), de la surveillance supérieure de *tous* les services financiers, non-seulement du ministère et des administrations ressortissant au ministère des finances, ce qui a amené la suppression des corps spéciaux d'inspecteur des services de l'enregistrement, des contributions indirectes, des douanes et des postes, qui avaient été créés antérieurement (5), mais encore des services de caisse et de comptabilité ressortissant directement aux autres ministères et dont ils n'étaient pas déjà chargés (6). Ils peuvent être envoyés aux colonies (7).

Les inspecteurs généraux des finances ont le droit de décerner contre les receveurs des communes (et établissements de bienfaisance) ou les comptables des prisons, des contraintes exécutoires

---

(1) O. 26 août 1824, art. 12.
(2) O. 5 nov. 1828, art. 8, 4, 5; O. 18 sept. 1839, art. 9, etc.
(3) Ex.: O. 2 avril 1817, art. 18; arr. 26 nov. 1848; D. 15 janv. 1852; D. 12 août 1856 (prisons); D. 1er et 4 juin 1854; 21 mars 1856 (lignes télégraphiques); arr. min. 26 déc. 1833; circ. 15 mars 1834; arr. min. 24 août 1838; 14 juin 1839; D. 25 nov. 1848; 15 janv. 1852; 29 juill. 1856 (établissements de bienfaisance en général); O. 28 mai 1822; 16 janv. et 1er sept. 1825; 13 mai 1829; 7 mai 1831; 19 juin 1832; 11 juill. 1833; D. 25 mars et 17 juin 1852 (agricult., haras, éc. vétérin.); D. et règl. 27 mai 1852, art. 110 (inspect. sanitaires); L. 31 déc. 1790–1er juin 1791; D. 7 fruct. an XII; D. 17 juin 1854 (p. et ch.); D. 18 nov. 1810, art. 11, 12; O. 27 avril 1832; D. 23 avril 1856 (mines); D. 17 juin 1854 (chemin de fer); L. 11 flor. an X, art. 17; D. 17 mars 1808; O. 24 août 1830; 7 déc. 1845; L. 15 mars 1850, art. 18 à 20; D. 9 mars 1852 et 15 fév. 1854; 21 mars 1855, art. 18 (inspectrices), (instr. publ.); arr. 19 fruct. an IX; O. 20 janv. 1830; 10 mars, 9 et 20 mai 1831; O. 18 mars 1842; 16 déc. 1843 (finances); D. 23 mai 1806 (inspect. gén. forêts); suppr. O. 26 août 1824, art. 2.
(4) O. 16 déc. 1843.
(5) L. 5 vent. an XII, art. 77 à 79; arr. 28 vent. an XII et 30 vent. an XIII.
(6) O. 10 mars 1831; D. 27 fév. 1811; O. 2 avril 1817, art. 16; 17 sept. 1837, art. 4; D. 15 avril 1852, art. 21; 17 juin 1852, art. 35; 16 janv. 1854.
(7) Ex.: O. 18 oct. 1846.

sur le visa du juge de paix, sans autre formalité (1). A l'égard des autres comptables, ils se bornent à provoquer cette mesure, soit de la part du ministre, soit de la part du supérieur du comptable, en prenant toutefois toutes les mesures conservatoires indiquées par les règlements (2).

Les inspecteurs généraux de certains services civils ou de la marine pouvaient, en cette qualité, être nommés membres du conseil d'État, comme maîtres des requêtes, même en service ordinaire, jusqu'en 1839 (3).

A l'égard des armées de terre et de mer, des inspecteurs généraux dans l'ordre militaire, proprement dit, et dans l'ordre administratif, sont chargés annuellement de dresser des rapports sur le service, la discipline, l'instruction, l'abillement, l'armement, et sur le mode d'administration intérieure des corps de troupe (qui sont des espèces de personnes civiles) (4), etc. Ces inspections sont confiées, dans l'ordre militaire, à des officiers généraux désignés à cet effet chaque année (5), et dont les rapports sont ensuite centralisés, examinés et résumés par des comités permanents institués dans le sein des ministères de la guerre et de la marine, pour chaque arme (corps d'état-major, infanterie, cavalerie, artillerie, génie ou fortification, gendarmerie, etc.), et composées également d'officiers généraux (6). Les inspections administratives sont faites par des intendants militaires et des commissaires généraux de la marine (7).

CHAPITRE IV.

Des Conseils du Chef de l'État et de ses ministres.

Avant 1789, le *conseil du roi* était composé de plusieurs parties, réunies sous ce titre collectif; toutefois, les membres du conseil du

---

(1) D. 27 fév. 1811, art. 5, 6; D. 15 oct. 1810; O. 2 avril 1817, art. 16. —*V.* ci-dessus, p. 150.

(2) Arr. min. 6 mars 1830; O. 31 mai 1838, art. 274, etc.

(3) O. 26 août 1824, art. 12, 3; 5 nov. 1828, art. 4, 5; 18 sept. 1839, art. 6, etc.

(4) *V.* O. 10 mai 1844; D. 11 août 1856, art. 386 et suiv.

(5) *V.* O. 3 juill. 1822; O. 19 août 1836; D. 1er mars 1854, art. 8 à 10; O. 1er mars 1832, art. 244; D. 5 juin 1856, art. 269; O. 20 nov. 1838, art. 14.

(6) O. 31 mars et 7 août 1830; 29 sept. 1832; 28 oct. 1834; 19 août 1836, art. 17; 17 déc. 1840; 18 juin 1841; 16 juill. 1845; 3 et 23 oct. 1846; 9 mars 1847; 31 oct. 1848; D. 16 déc. 1851; D. 1er mars 1854, art. 11.

(7) D. 12 juin 1856; O. 1er mars 1832, art. 244; 10 mai 1844, art. 256; D. 5 juin 1856, art. 269, etc.

roi ne formaient point une compagnie comme les Cours judiciaires. Ils ne marchaient point en corps (1). Ces différentes parties étaient: 1° le conseil *d'en haut* ou des *affaires étrangères*, appelé par excellence le *conseil d'État*, nom qui a été donné en 1791 au conseil *des ministres* (2); ce conseil s'occupait de tout ce qui avait rapport aux négociations avec les puissances étrangères, à la paix et à la guerre (3); 2° le conseil *privé* ou des *parties*, qui, supprimé en 1790, fut remplacé par la Cour de cassation (4); 3° enfin le conseil *des dépêches*, celui *des finances* et le conseil *du commerce*, lesquels, réunis en 1789 (5) au conseil d'État ou d'en haut, sont représentés aujourd'hui par le conseil des ministres et par le conseil d'État, soit comme corps consultatif, soit comme juridiction (6). Il y avait, en outre, la grande et la petite direction des finances qui, chargées d'attributions contentieuses, se trouvent aujourd'hui confondues aussi dans le conseil d'État jugeant au contentieux (7).

Le conseil du roi, quoique *unique* en quelque sorte, était donc un corps à la fois politique, législatif en quelque sorte, puisqu'on y discutait les projets d'actes destinés à devenir *lois* sans l'intervention de la nation ni d'aucune assemblée représentative, judiciaire dans toute l'étendue du mot, et administratif. Aujourd'hui, ces différentes attributions ont été, suivant leur nature, distribuées entre divers corps complétement distincts, que ne réunit plus une dénomination commune et collective, appartenant même à deux ordres séparés, l'exécutif et le judiciaire.

Les fonctions de conseillers, autres que celles de ministres, ne donnent lieu à aucune responsabilité (8).

Encore les ministres pouvaient-ils, d'après la loi de 1791, s'affranchir, comme ayant participé à un conseil, de toute responsabilité, même quant à l'exécution des résolutions arrêtées (9).

SECTION Ire. — *Conseil des ministres.*

En titre des conseils appelés à éclairer le chef de l'État, il faut placer le conseil formé par les ministres eux-mêmes en présence et

---

(1) Denisart, v° *Conseil du roi*.
(2) *V*. ci-après.
(3) Denisart, *ibid*.
(4) *V*. ci-après, sect. II.
(5) Règl. 9 août.
(6) *V*. ci-après.
(7) *V*. Denisart, v° *Direction*.
(8) Const. an VIII, art. 69, arg.
(9) *V*. ci-dessus, p. 121.

sous la présidence, ou même en l'absence du chef de l'État, c'est-à-dire le *conseil des ministres*.

La loi du 27 avr.-25 mai 1791 appelait ce conseil le *conseil d'État*. Dans ce conseil devaient être délibérées certaines mesures, les une politiques, comme les plans généraux des négociations, les dispositions générales des campagnes de guerre (1), et sous ce rapport, il remplaçait, en effet, la partie du conseil du roi appelée, avant 1789, le *conseil d'État*, ou conseil *d'en haut*, ou conseil *des affaires étrangères* (2), les autres administratives (3). Sous ce dernier rapport, la fraction du conseil du roi, antérieur à 1789, qui, par sa composition, avait le plus d'analogie avec ce conseil, était le conseil des *dépêches*, auquel on peut, en ce qui touche les attributions, ajouter le conseil *du commerce* et celui *des finances* (4).

Sous les constitutions de l'an III et de l'an VIII, les ministres ne formaient point un conseil (5).

A l'imitation de l'ancien état de choses, l'ordonnance du 29 juin 1814 faisait du conseil *des ministres*, qu'elle appelait aussi conseil d'*en haut*, une fraction du conseil du roi (6). Le conseil des ministres était, aux termes de cette ordonnance, composé des princes de la famille royale, du chancelier de France et de ceux seulement des ministres secrétaires d'État qu'il plaisait au roi d'y faire appeler, avec des ministres d'État et des conseillers d'État, pour chaque séance.

Ce conseil délibérait en présence du chef de l'État sur les matières de haute administration, sur la législation administrative, sur tout ce qui tient à la police générale, à la sûreté du trône et du royaume, et au maintien de l'autorité royale (7). Par une étrange réminiscence, cette ordonnance permettait d'*évoquer* au conseil des ministres les affaires du contentieux de l'administration ; mais les évocations n'avaient-elles pas été interdites dès 1789, avec le consentement du roi (8) ?

Au reste cette ordonnance, après l'éclipse des Cent-Jours, fut rap-

---

(1) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 13, 15, 16, 35.
(2) *V.* ci-dessus.
(3) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 16, 1°, 17.
(4) *V.* p. précéd.
(5) Const. an III, art. 151 ; const. an VIII, art. 39, 42, arg.
(6) Art. 1er et 5.
(7) Art. 6 et 7.
(8) L. 15 et 20 oct. 1789-29 août 1790, et 16-24 août 1790, tit. II, art. 17.

portée par celle du 23 août 1815. Dès lors, le *conseil des ministres* et les autres conseils ont formé des corps complétement séparés.

A partir du 9 juillet 1815, la solidarité du ministère ayant été établie (1), il y eut alors, comme presque constamment depuis, un *président* du conseil des ministres, autre que le chef de l'État (2).

Par la loi du 28 juin 1848, le président du conseil des ministres s'est trouvé être en même temps le chef du pouvoir exécutif (3).

Le conseil des ministres se compose, en général, de tous les ministres secrétaires d'État (4), réunis sous la présidence du chef de l'État, ou, en son absence, de la personne désignée par lui à cet effet (5). On y a parfois appelé des ministres secrétaires d'État sans portefeuille, c'est-à-dire sans autre attribution (6), et même des personnes sans autre titre que celui de membres de ce conseil avec ou sans autres fonctions publiques (7); assez souvent le président du conseil lui-même était ministre secrétaire d'État sans portefeuille (8).

Le grand chancelier de la Légion d'honneur, qui travaille directement avec le chef de l'État, entre au conseil des ministres toutes les fois que le chef de l'État juge convenable de l'y appeler pour discuter les intérêts de l'ordre (9).

La loi du 27 avr.-25 mai 1791 instituait un secrétaire du conseil des ministres; un décret du 22 janv. 1852 charge le ministre d'État (10) de la rédaction et de la conservation des procès-verbaux de ce conseil (11).

Sous l'Empire et le Gouvernement royal et même depuis, certaines mesures ou décisions devaient être arrêtées en conseil des ministres (12).

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 121.

(2) O. 9 juill. 1815; 26 sept. 1815; 29 déc. 1818; 19 nov. 1819; 20 fév. 1820; 4 sept. 1822; 17 nov. 1829; 29 juill. 1830; 2 nov. 1830; 13 mars 1831; 27 avril 1832; 11 oct. 1832; 18 juill. 1834; 10 et 18 nov. 1834; 12 mars 1835; 22 fév. 1836; 6 sept. 1836; 12 mai 1839; 1er mars 1840; 29 oct. 1840; 10 nov. 1845; 19 sept. 1847; arr. 20 déc. 1848; 2 juin 1849.—Mais *V.* D. 31 oct. 1849 et suiv.; const. 1852, art. 3 et 13.

(3) *V.* ci-dessus, p. 15.—*V.* L. 15 août 1792.

(4) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 13, etc.

(5) *V.* ci-dessus, note 2 et décrets, 1er fév. 1858; 3 mai 1859.

(6) O. 21 déc. 1820-1821.—*V.* ci-dessus, p. 124, note 1.

(7) O. 11 et 17 août 1830; O. 29 avr. 1831, art. 1er.

(8) O. 20 fév. 1820; 27 avril 1832; 10 nov. 1845.

(9) O. 26 mars 1816, art. 63; D. 16 mars 1852, art. 47.

(10) *V.* ci-dessus, p. 124, note 1.

(11) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 19; D. 22 janv. 1852, 6e al.

(12) *V.* ci-dessus, p. 147, note 1; O. 31 août 1830 (dépenses secrètes); O.

Ainsi, pour les travaux publics ou même privés qui touchent à la défense de l'État, si l'un des ministres intéressés n'adhérait pas à la délibération de la commission mixte, l'affaire était portée au conseil des ministres (1).

Aucune délibération du conseil des ministres ne peut être exécutée si elle n'est contre-signée par le ministre chargé du département auquel appartient la nature de l'affaire (2).

SECTION II. — *Des Conseils privés.*

Avant 1789, on appelait conseil *privé*, ou des parties une section du conseil du roi, qui connaissait du contentieux *judiciaire*. Il a été supprimé par la loi du 27 nov.-1er déc. 1790, qui a créé la Cour de cassation, laquelle a hérité de la plupart de ses attributions. Les autres ont été renvoyées aux tribunaux inférieurs (3).

D'un autre côté, l'ordonnance du 29 juin 1814 qualifiait de *conseil privé* ou des parties le *conseil d'État*, dont il sera parlé ci-après. C'était encore une réminiscence, quant au nom, mais employée à désigner une tout autre institution. Ces deux espèces de *conseil privé* n'ont de commun que la dénomination avec les *conseils privés* dont nous allons parler, et qui sont encore de nature et de composition différentes (4).

Il ne faut point s'arrêter aux titres (5).

Le sénatus-consulte du 16 therm. an x établissait deux sortes de conseils privés, les uns composés des consuls, de deux ministres, de deux sénateurs, deux conseillers d'État et deux grands officiers de la Légion d'honneur désignés à chaque tenue, où devaient être discutés les sénatus-consultes, et après l'avis desquels pouvaient seulement être ratifiés les traités de paix et d'alliance (6); les autres composés

---

29 juin 1814, art. 7, rapportée par celle du 23 août 1815; const. 1848, art. 64, nominations; révocations (*V.* règl. 9 août 1789, art. 2, et notes suiv.).

(1) O. 28 déc. 1828, art. 7. Aujourd'hui l'Empereur statue « seul » (D. 16 août 1853, art. 21).—*V.* ci-après.

(2) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 24, etc.—*V.* ci-dessus, p. 113, 121.

(3) L. 27 nov.-1er déc. 1790, art. 31; L. 27 avril-6 juill. 1791, art. 1er et suiv.

(4) Il existe aussi *dans les colonies* des *conseils privés* qui sont encore autre chose. Ceux-ci remplissent près des gouverneurs à peu près les mêmes fonctions que le conseil d'Etat et les conseils de préfecture remplissent dans la métropole. Ils appartiennent à la fois à l'ordre purement administratif comme corps consultatifs et à la juridiction administrative (*V.* ci-après).

(5) *V.* ci-dessus, p. 124, note 1.

(6) Sén.-cons. 16 therm. an x, art. 57, 58.

du grand juge, ministre de la justice, de deux autres ministres, deux sénateurs, deux conseillers d'État, deux juges (depuis *conseillers*) de la Cour de cassation, enfin des titulaires des grandes dignités de l'Empire et d'auditeurs au conseil d'État, rapporteurs, où s'exerçait le droit de grâce et de relief (1). Cette double institution ne survécut pas à l'Empire (2); mais une ordonnance du 19 sept. 1815, confirmée par celle du 19 avril 1817, et une autre du 23 déc. 1842, ont créé chacune un *conseil privé* composé : 1° des princes de la famille régnante ayant l'âge de majorité, ou que le chef de l'État jugeait à propos d'y appeler; 2° des ministres secrétaires d'État en exercice; 3° de *ministres d'État* (3) désignés pour en faire partie ou appelés par convocation spéciale. Ces derniers conseils ne s'assemblaient que sur convocation spéciale et ne discutaient que les affaires qui leur étaient spécialement soumises. Ils n'avaient pas d'attributions fixes.

Enfin un décret du 1er fév. 1858 a institué aussi un *conseil privé* destiné à devenir conseil de régence (4).

SECTION III. — *Des Conseils de cabinet.*

Se fondant sur ce qu'il serait utile de réunir dans des conseils particuliers des membres du conseil privé créé le 19 sept. 1815 (5) et des membres du conseil d'État (6), l'ordonnance du 19 avril 1817 avait créé des conseils *de cabinet* composés, sous la présidence du chef de l'État ou du président du conseil des ministres (7), de tous

---

(1) Sén.-cons. 16 therm. an X, art. 86; arr. 19 germ. an XI, art. 7; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 36, 32; D. 26 août 1811, art. 12, 25; D. 14 juin 1813.—*V.* note suiv.—(aux termes de la constitution de 1848, le droit de grâce ne pouvait être exercé qu'après avis du conseil d'Etat. Les personnes condamnées par la haute Cour ne pouvaient être graciées que par le Corps législatif (l'Assemblée nationale). L'amnistie ne pouvait être accordée que par une loi (art. 55). — *V.* ci-dessus, p. 7, note 2; *V.* aussi, p. 181, 182. L. 29 juin 1852, art. 13, remise de débets ou peines pécuniaires, transactions; *V.* enfin ci-après, *Conseil d'Etat*, *Commission des pétitions*.

(2) L'art. 86 du sénatus-consulte du 16 therm. an X est cependant visé dans un avis du conseil d'Etat du 21 déc. 1822–8 janv. 1823, sur les effets différents de la grâce avant ou après exécution du jugement, quant à la jouissance des pensions civiles et militaires.

(3) *V.* p. 187.

(4) D. 1er fév. 1858; D. et lett. pat. 5 mai 1859; D. 4 janv. 1860; sén.-cons. 17 juill. 1856, art. 18 à 22; 7 nov. 1852.

(5) *V.* sect. précéd.

(6) *V.* sect. suiv.

(7) *V.* sect. Ire.

les ministres secrétaires d'État, de quatre ministres d'État *au plus* et de deux conseillers d'État désignés par chaque conseil (1).

Ces conseils étaient appelés à discuter sur toutes les questions de gouvernement et les matières de haute administration ou de législation qui leur étaient renvoyées (2).

SECTION IV. — *Conseil d'État.*

Nous avons vu qu'avant 1789 on appelait *conseil d'État* le conseil d'*en haut* ou des *affaires étrangères.*

Le règlement du 9 août 1789 y avait réuni momentanément les autres parties du conseil du roi, à l'exception du conseil *privé* ou des parties, remplacé, ainsi que le grand conseil, qui ne faisait point partie du conseil du roi (3), par la Cour de cassation (4). Ce règlement avait créé en même temps un *comité du contentieux* des départements ministériels, qui, avec le comité du contentieux des finances, avait de l'analogie avec la juridiction suprême administrative actuelle.

La loi du 27 avril-25 mai 1791 avait appelé *conseil d'État* le conseil *des ministres* et supprimé les conseillers d'État et les maîtres des requêtes, et par conséquent ces comités du contentieux (5).

Mais la constitution de l'an VIII fonda le *conseil d'État* impérial (6), origine de l'institution actuelle.

L'ordonnance du 29 juin 1814, qui réorganisa le *conseil d'État* en en faisant aussi une section du *conseil du roi*, le qualifiait, en même temps que du nom de conseil d'État, de conseil *privé* ou *des parties;* c'était rappeler une ancienne dénomination, en la détournant de son acception ancienne (7). Les fractions du conseil d'État antérieur à 1789 qui correspondaient le mieux à l'institution ou au conseil d'État

---

(1) Aux termes de l'ordonn. du 5 nov. 1828, les conseillers d'Etat sortis d'activité, conservant le rang et le titre d'honoraires, pouvaient être appelés dans les conseils de cabinet (art. 10).

(2) Ces conseils n'existent plus ; mais rien, je crois, ne s'oppose à ce que le chef de l'Etat appelle, même à son conseil de ministres, qui bon lui semble, de même qu'à ses conseils privés (*V.* ci-dessus, Ordonnances 11 et 17 août 1830, etc.), puisque la responsabilité ne naît que par le contre-seing d'un des ministres ou du moins que par l'exécution à eux confiée.

(3) *V.* Denisart, v° *Grand conseil.*

(4) L. 27 nov.–1er déc. 1790, art. 30, 1er ; L. 7–11 sept. 1790, art. 13.

(5) L. 27 avril–25 mai 1791, art. 15, 35.—*V.* ci–après, tit. VIII.

(6) Const. an VIII, art. 52, 41, 53, 69 ; arr. 5 niv. an VIII ; 7 fruct., *id.* ; sén.-cons. 16 therm. an X, art. 66 à 68 ; arr. 19 germ. an XI ; sén.–cons. 28 flor. an XII, art. 75 à 77 ; D. 11 juin 1806 ; 20 sept. *id.*, 26 déc. 1809 ; 7 avril 1811.

(7) *V.* ci-dessus, p. 199.

moderne étaient, si on l'envisage comme corps consultatif, le conseil *des dépêches*, celui *des finances* et celui *du commerce*, et si on le considère comme juridiction, encore le conseil des dépêches, le comité du contentieux des finances et le conseil de la grande direction, ainsi que la petite direction des finances (1), et non pas le *conseil privé*.

Mais nous n'avons à nous occuper ici que du *conseil d'État* depuis l'an VIII; ce corps, malgré plusieurs réorganisations successives (2), a toujours conservé presque la même composition, et en général le même caractère (3).

Il est à la fois un auxiliaire *législatif* ou corps *consultatif*, aidant le pouvoir exécutif dans la préparation des lois ou sénatus-consultes, notamment aujourd'hui des lois de finances (4); seulement son intervention, sous ce rapport, a été plus ou moins nécessairement requise ou employée; l'aidant de même nécessairement dans la préparation des règlements d'administration publique faits en vertu de la délégation de la puissance législative, et pouvant être consulté par lui pour la préparation même des simples décrets ou ordonnances faits en vertu de la même délégation (5); corps consultatif exécutif, aidant, nécessairement encore, le même pouvoir dans la préparation des règlements d'administration publique ou des décrets ou ordonnances d'intérêt local ou particulier qui doivent être faits *dans la forme* des règlements d'administration publique, mais qui interviennent en vertu du pouvoir propre à sa nature, *pour l'exécution* des lois et autres actes ayant force de loi; pouvant être consulté par le même pouvoir sur tous les décrets ou ordonnances à l'égard desquels cette forme n'est pas prescrite, et rendus également pour l'exécution des lois, etc. (6); devant l'être aujourd'hui sur certaines mesures financières (7); corps administratif investi ou pouvant être investi d'une sorte de haute police administrative ou d'un pouvoir légitimement protecteur, envers les agents du pouvoir exécutif de tous les degrés, autres que les ministres; gardien, en quel-

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 196.

(2) O. 29 juin 1814; 23 août et 13 nov. 1815; 19 avril 1817; 26 août 1824; 5 nov. 1828; 12 et 20 août 1830; 2 fév., 12 mars, 2 avril et 13 mai 1831; 5 fév. 1838; 18 sept. 1839; 19 juin 1840; L. 19 juill. 1845; O. 22 août 1845; arr. 12 et 15 mars, 18 avril, 5 sept. 1848; const. 1848, art. 71 à 75, 89, 90, 99; L. 15, 27 janv.–3 mars 1849; D. 9, 11, 13, 15, 16 déc. 1851; const. 1852, art. 3, 6, 47 à 53, 40; D. 25 et 30 janv., 3 fév., 8 juin, 18, 30 et 31 déc. 1852; 25 nov. 1853; 6 nov. 1858.

(3) *V.* ci-après.

(4) *V.* ci-dess., p. 129, n° X; p. 139, notes 7 et 8, et p. 143, 146, 178 à 180.

(5) *V.* ci-dessus, p. 48 à 51.

(6) *V.* ci-dessus, p. 95 à 99.

(7) *V.* ci-dessus, p. 138, 140, 146, 159.

sorte, de l'indépendance respective de l'autorité civile ou politique et de l'autorité spirituelle ou religieuse ; investi du droit de conseiller l'annulation, par voie administrative, de certains actes émanés même du chef de l'État ou des autorités locales inférieures ; investi aussi du droit d'ouvrir ou de fermer définitivement aux communes ou aux établissements publics, autres que les établissements centraux ou départementaux, la lice judiciaire ; corps consultatif central pouvant être consulté, soit tout entier, soit partiellement, tant par le chef de l'État que par ses ministres, sur toutes affaires ou sur toutes questions (1); enfin, tribunal suprême administratif, et régulateur de la compétence respective du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire (2).

Nous n'en traiterons ici que comme participant à l'immixtion du pouvoir exécutif dans l'exercice de la puissance *législative* (3) et comme coopérant, par ses avis ou ses résolutions, à l'action *administrative*, nous réservant d'en parler plus loin comme tribunal administratif ou *juridiction*, et régulateur des compétences (4).

Le conseil d'État est présidé réellement (5) ou fictivement (6) par le chef de l'État (7). En son absence, il l'est ou l'a été, selon les temps, par un président ou vice-président spécial, même en présence des ministres (8); ou le président du conseil des ministres (9); ou un des ministres secrétaires d'État désigné à cet effet (10) ou spécialement chargé du conseil d'État (11); ou enfin, en suivant un certain ordre de préséance (12) ou à défaut de ministre ou secrétaire

---

(1) *V.* ci-après, *Attributions*.
(2) *V.* ci-après, tit. VIII et X.
(3) *V.* ci-dessus, p. 5, note 3, etc.
(4) *V.* tit. VIII et X.
(5) Const. an VIII, art. 52 ; O. 29 juin 1814, art. 8, dern. al.; 23 août 1815, art. 18 ; 13 nov. 1815 ; 26 août 1824, art. 32 ; const. 1852, art. 49 ; D. 25 janv. 1852, art. 1er ; sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 2.
(6) *V.* note 11, ci-dessous.
(7) Excepté const. 1848, art. 71.
(8) Arr. 3 niv. an VIII, art. 3, un des deux autres consuls ; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 37, un des grands dignitaires de l'Empire, délégué ; O. 29 juin 1814, art. 8, le chancelier ; const. 1848, art. 71, le vice-président de la République ; const. 1852, art. 49 ; D. 25 janv. 1852, art. 2 ; D. 30 déc. 1852, nonobst. art. 49 ci-dessus ; D. 1er fév. 1858 (hist.).
(9) O. 23 août 1815, art. 18 ; 13 nov. 1815; 1824, art. 32.
(10) O. 1814, art. 8, à défaut du chancelier ; O. 1815, art. 18; 1824, art. 32, à défaut du président du conseil des ministres, le ministre de la justice.
(11) *V.* note précéd. et O. 11 août, 2 nov. et 27 déc. 1830 (min. de l'instr. publ.) ; 13 mars 1831, 23 sept. 1839, art. 2 ; L. 1845, *id.* (min. de la just.).
(12) O. 23 avril 1817, art. 8, à défaut du ministre de la justice, le plus ancien ; 1824, art. 32, suivant l'ordre des ministères.

d'État, par un sous-secrétaire d'État (1); ou par un vice-président, président spécial, en l'absence des ministres ou du ministre président (2); ou, à défaut des uns et des autres, par un des présidents de comités ou sections déterminé (3) suivant un certain ordre (4).

Sous le régime monarchique héréditaire, les princes français sont membres de droit du conseil d'État, quand ils ont atteint l'âge de dix-huit ans accomplis; mais ils ne peuvent y siéger qu'avec l'agrément du chef de l'État (5).

Les ministres ayant département ont rang, séance et voix délibérative au conseil d'État (6). De l'an VIII à l'an X, et de 1849 à 1852, ils y avaient seulement *entrée* (7). De 1815 à 1848, ils présidaient, ainsi que nous venons de le dire, l'assemblée générale (8) et les comités (9).

D'après l'ordonnance de 1824, les ministres d'État pouvaient y être appelés (10).

Le conseil d'État est et a presque constamment été composé, en outre, ou exclusivement (11), et dans tous les cas principalement, de conseillers d'État (12), maîtres des requêtes (13) et auditeurs (14) en service ordinaire et extraordinaire (15). Par l'ordonnance de 1814,

---

(1) O. 1817, art. 8, celui de la justice, à défaut d'aucun ministre.

(2) O. 2 avr. 1831; 1839, art. 2; L. 1845, art. 2.

(3) L. 1849, art. 27; D. 30 janv. 1852, art. 11; 2e D. 30 déc. 1852.

(4) *V.* ci-après, *Comités réunis*.

(5) Sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 11; O. 26 août 1824, art. 1er; sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 7; cependant ni l'ordonnance de 1839 ni la loi de 1845 n'en faisaient mention.

(6) Sén.-cons. 16 therm. an X, art. 68, et ordonnances postérieures: L. 19 juill. 1845, art. 1er; const. 1852, art. 53; D. 25 janv. 1852, art. 3.—*V.* ci-dessus, p. 123.

(7) Arr. 5 niv. an VIII, art. 4; L. 3 mars 1849, art. 51.—Mais *V.* note précéd.

(8) *V.* p. précéd.

(9) *V.* ci-après.

(10) Art. 1er.—*V.* chap. précéd., sous-chap. II; *V.* en outre ci-après, *Service extraordinaire*, et ci-dessus, p. 193, 194, *Sous-secrétaires d'Etat, Directeurs généraux, etc.*

(11) *V.* ci-dessus, note 7.

(12) Arr. 5 niv. an VIII, etc. (*V.* p. 202, note 2).

(13) D. 11 juin 1806, art. 4 à 10; O., L. et D. subséquents.

(14) Arr. 19 germ. an XI; D. 31 mars 1806; 11 juin 1806, art. 11, 12; D. 26 déc. 1809; 7 avril 1811; ordonn., lois et décrets subséquents, hors 29 juin 1814 et 23 août 1815.

(15) Arr. 7 fruct. an VIII; D. 11 juin 1806, art. 1er, 2, 5, 11; D. 26 fév. 1809, art. 4; O. 7 avril 1811, art. 1er, 28; O. 1814, art. 2, 13; 1815, art. 4, etc. (*V.* ci-après).

le roi s'était réservé le droit de créer des conseillers d'État d'église et d'épée (1).

Il y eut aussi jusqu'à 1849 des conseillers d'État et des maîtres des requêtes *honoraires*, et même, en 1814, des maîtres des requêtes surnuméraires; mais cette ordonnance de 1814 les admit seule à participer aux travaux du conseil (2).

Enfin, le décret du 25 janv. 1852 a créé *le nom* de conseillers d'État en service ordinaire hors sections, choisis parmi les personnes qui remplissent de hautes fonctions publiques (3).

Les auditeurs, dans l'origine, ne faisaient point partie intégrante du conseil d'État. Placés près des ministres et des sections du conseil, ils étaient les intermédiaires entre les uns et les autres, notamment pour recueillir dans les ministères les renseignements demandés par les sections; cependant ils étaient présents au conseil d'État, où ils siégeaient derrière les conseillers d'État de la section à laquelle ils étaient attachés (4), mais ils n'y avaient la parole que pour donner les explications qui leur étaient démandées (5). Le décret de 1806 ne leur permit même d'assister aux séances présidées par l'Empereur qu'après deux années d'exercice et lorsque le chef de l'État leur accordait cette distinction pour récompenser leur zèle.

A compter de l'ordonnance de 1824, la première depuis l'Empire, qui les rétablit, ils ont toujours fait partie du conseil, et même, plus tard, ceux qui étaient appelés à des fonctions publiques au dehors ou qui sortaient d'activité (6); mais d'après cette ordonnance, ceux de seconde classe (7) n'assistaient qu'aux séances des comités; ceux même de première classe n'assistaient aux séances du conseil que lorsqu'il délibérait sur les affaires du petit ordre (8). L'ordonnance de 1839 et la loi de 1845 donnèrent à tous l'entrée aux séances générales (9).

Aux termes du décret de 1852, ceux de première classe assistent

---

(1) *V.* Denisart, v° *Conseillers d'Etat*.
(2) O. 29 juin 1814, art. 14, 17; 23 août 1815, art. 3; 26 août 1824, art. 2, 5, 27, 28; 5 nov. 1828, art. 1er, 10; 18 sept. 1839, art. 11; L. 19 juill. 1845, art. 11.
(3) *V.* O. 5 nov. 1828, art. 2, 2°, 4, 5; D. 25 janv. 1852, art. 2, 3°; 7 nov. 1858.
(4) Il n'y avait point encore de maître des requêtes.
(5) Arr. 19 germ. an XI.
(6) *V.* ci-après, *Service extraordinaire, etc.*
(7) *V.* ci-après.
(8) Art. 19 et 21.
(9) 1839, art. 23; 1845, art. 15.

seuls à l'assemblée générale, encore, sous la restriction imposée par le décret de 1806 (1).

Aux termes de l'arrêté du 7 fruct. an VIII, qui le premier introduisit cette distinction, confirmée par le décret du 11 juin 1806, le service *ordinaire* était le service du *conseil d'État;* le service extraordinaire consistait, soit en fonctions permanentes, soit en missions temporaires, *hors* du conseil (2). Lorsqu'un membre du conseil d'État était chargé par le chef de l'État d'un service extraordinaire, il cessait d'être porté sur la liste du service ordinaire et de participer aux travaux du conseil ; mais il conservait son titre. De retour de mission, il ne pouvait prendre séance au conseil qu'autant qu'il était porté de nouveau sur la liste du service ordinaire (3).

Cette distinction était nette et claire ; mais bientôt le décret de 1809 classa dans le service ordinaire les auditeurs attachés aux administrations centrales, à la préfecture du département de la Seine et à la préfecture de police, et mit seulement dans le service extraordinaire ceux qui se trouvaient placés près des préfets des autres départements ; et le décret de 1811 fit entrer même ceux-ci dans le service *ordinaire*. Cependant, à part cette exception, le service *ordinaire* du conseil fut et continua d'être jusqu'à 1828, et redevint, à partir de 1839, incompatible avec toute autre fonction publique (4). La loi de 1849 (art. 15) et le décret du 25 mars 1852 (art. 6) disent seulement avec tout autre emploi ou fonction publique salariée (5).

Mais l'ordonnance de 1828 comprit dans le service *ordinaire*, non seulement un certain nombre d'autres conseillers d'État appelés à participer aux délibérations, soit du conseil, soit des comités (6), mais même les conseillers d'État, maîtres des requêtes ou auditeurs appelés à des fonctions publiques hors du conseil, et qu'elle permettait néanmoins de maintenir dans ce service *ordinaire* (7).

---

(1) *V*. ci-dessus.

(2) Art. 1er et 4. — L'ordonnance de 1824 reproduisait cette même définition, art. 3 et 4.

(3) Arr. 7 fruct. an VIII, art. 3, 4 et 6.

(4) Ex.: O. 1814, art. 13 ; O. 1824, art. 24, 25 ; 1839, art. 6 ; L. 1845, art. 5.

(5) *V*. ci-après, *Exception*, serv. ordin. hors sect.

(6) Ces conseillers d'Etat devaient être principalement des directeurs généraux, directeurs ou secrétaires généraux dans les ministères (art. 2, 2° et 8). —*V*. ci-dessus et ci-après, *Conseillers d'Etat en service ordinaire hors sections*.

(7) Art. 2, 9, 4 et 5.

Aujourd'hui sont encore compris dans le service ordinaire : 1° les conseillers d'État hors sections (1); 2° les auditeurs placés près des ministères ou des préfets des départements que le décret de 1853, reproduisant le système de 1809, maintient dans le service ordinaire (2), quoique considérés comme *en mission* (3).

Cependant les mots *service extraordinaire* ont changé bien plus encore de signification. De 1814 à 1848, ils semblent désigner un service extraordinaire *dans* le conseil plutôt que *hors* du conseil (4). A partir de 1824, ces mots en *service extraordinaire* ont eu de plus, comme ils ont encore aujourd'hui presque exclusivement, le caractère d'un titre *honorifique*, ce qu'était, avant 1789, pour les conseillers d'État, le titre de conseiller *à brevet* (5).

L'ordonnance de 1814, en effet, celles de 1817 et de 1824 (laquelle pourtant avait répété la définition de l'an VIII), celle de 1828, celle de 1839 et la loi de 1845 permettaient, d'une part, d'admettre, aux assemblées du conseil et des comités des conseillers d'État et maîtres des requêtes ou auditeurs en service *extraordinaire*, choisis parmi les directeurs généraux des diverses administrations, les sous-secrétaires d'État et d'autres catégories de fonctionnaires exerçant leurs fonctions dans la capitale (6), parmi les membres des conseils administratifs, ou les chefs préposés à la direction d'une branche de service dans les départements ministériels, ainsi que les préfets de la Seine et de police, en les investissant du même titre ; enfin, toujours au même titre, toute personne remplissant, ou même, selon la loi de 1845, ayant rempli des fonctions publiques, et, d'une autre part, de conférer, à ces mêmes personnes, les mêmes titres, sans les admettre et sans qu'elles eussent jamais été admises à participer aux travaux du conseil, et, par conséquent, sans qu'elles rendissent, ou eussent jamais rendu, au *conseil d'État*, aucun *service* ordinaire ni extraordinaire. De plus, l'ordonnance de 1828 permettait de *conserver* ces mêmes titres à ces mêmes personnes, lors même qu'elles n'exerceraient plus de fonctions publiques, c'est-à-dire lors même qu'elles ne rendraient plus aucun *service* à l'État. La loi de 1845 interdisait seulement de *conférer* ces mêmes titres à des personnes qui n'auraient *jamais* rempli *aucune* fonction *publique*.

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 205, note 3.
(2) D. 25 janv. 1852, art. 1er, 3° et 7 ; 25 nov. 1853, art. 6.
(3) *V.* ci-dessus, arr. 7 fruct. an VIII, art. 1er.
(4) *V.* ci-dessus, arr. 7 fruct. an VIII.
(5) *V.* Denisart, v° *Conseillers d'Etat*.
(6) O. 1814, art. 13 ; 1817, art. 7 ; 1824, art. 9 et 12, 25, 24, 2e al ; 1828, art. 2, dern. al. ; 1839, art. 8 à 10 ; L. 1845, art. 9 et 10.

De plus, l'ordonnance de 1824, en statuant que les conseillers d'État et maîtres des requêtes en service extraordinaire, n'auraient droit de porter ce titre que pendant la durée de leur service public, avait rétabli, pour les conseillers d'État ou maîtres des requêtes en service ordinaire ou extraordinaire qui auraient cessé leurs fonctions publiques, le titre d'*honoraires*, qui pouvait leur être accordé s'ils avaient exercé pendant un certain temps des fonctions d'un certain ordre (1); l'ordonnance de 1828, tout en permettant de conférer et de conserver, comme nous venons de le dire, le titre de conseiller d'État, maître des requêtes, ou auditeur en service extraordinaire aux personnes hors de fonctions, attribuait encore, de plein droit, les mêmes titres, avec la qualification d'*honoraires*, aux conseillers d'État, maîtres des requêtes et auditeurs sortant d'activité; elle permettait, de plus, d'accorder le titre de conseillers d'État *honoraires* aux personnes qui, même sans avoir jamais appartenu au conseil, avaient rempli l'une des fonctions énumérées en l'art. 9 de l'ordonnance de 1824 (2); enfin, l'ordonnance de 1839 et la loi de 1845, plus prodigues encore des titres du service extraordinaire, maintenaient aussi la faculté de nommer conseillers d'État ou maîtres des requêtes *honoraires*, les conseillers d'État ou maîtres des requêtes cessant leurs fonctions; la loi de 1845 y mettait toutefois la condition de dix années d'exercice (3).

Un arrêté du 18 avr. 1848 et la loi de 1849, en supprimant le service extraordinaire, et cette dernière en ne mentionnant plus les membres honoraires, avaient fait cesser toute cette complication et toutes ces fictions (4).

Aujourd'hui le titre de conseiller d'État en service *extraordinaire* peut être conféré aux conseillers d'État en service ordinaire proprement dit, ou hors sections, qui *cessent* de remplir ces fonctions. Ils n'assistent alors qu'à celles des assemblées générales du conseil auxquelles ils ont été convoqués par un ordre spécial du chef de l'État, et où ils ont voix délibérative (5). Le titre de maître des requêtes en service *extraordinaire* peut être conféré aux maîtres des requêtes en service ordinaire qui sont appelés à une fonction permanente les obligeant à quitter Paris, ou qui *cessent*, par toute autre cause (par exemple l'acceptation à Paris d'une autre fonction *salariée*), d'ap-

---

(1) *V.* O. 1814, art. 2, 3; 1815, art. 3; 1824, art. 2, 5, 27, 28.
(2) O. 1828, art. 10.
(3) O. 1839, art. 11; L. 1845, *id.*
(4) *V.*, en même temps, arr. 5 sept. 1848; L. 1849, art. 52, 53.
(5) D. 25 janv. 1852, art. 8 et 9. Le nombre en est limité à 20 (art. 2, 4°).

partenir au service ordinaire du conseil d'État. Enfin, ceux des auditeurs qui viennent à être nommés secrétaires généraux de préfecture, sous-préfets, attachés de légation, ou à être appelés à toute autre fonction permanente qui les oblige à quitter Paris, peuvent être autorisés à conserver le titre d'auditeur en service *extraordinaire* (1).

Depuis 1815, hormis de 1828 à 1839, les conseillers d'État et les maîtres des requêtes en service ordinaire recevaient seuls un traitement à ce titre (2).

De l'an VIII à 1814, le chef de l'État arrêtait, tous les trois mois, la liste des conseillers d'État et maîtres des requêtes, et jusqu'au décret de 1811, celle des auditeurs en service ordinaire, ensuite arrêtée annuellement.

Les conseillers d'État, de retour de mission, ne pouvaient reprendre séance au conseil d'État que lorsqu'ils étaient portés de nouveau sur la liste du service ordinaire.

D'après l'ordonnance de 1815, le ministre dressait, chaque année, la liste des conseillers d'État et maîtres des requêtes en service ordinaire (3). Ainsi, les membres du conseil pouvaient, par simple prétérition, cesser d'appartenir à ce service, seul rétribué; mais, à partir de 1824, il n'y eut plus de mise en non-activité tacite, si ce n'est pour les auditeurs ayant moins de trois ans d'exercice (4), et, pour ceux-ci, c'était une révocation complète (5).

De 1824, époque de leur rétablissement, jusqu'à 1848, les auditeurs ne jouissaient d'aucun traitement (6). Sous l'empire, tous avaient droit à un traitement dont l'importance était subordonnée, non à leur classification, mais à la nature et à l'importance de leurs fonctions (7). Aujourd'hui, les auditeurs en service ordinaire de première classe reçoivent seuls un traitement comme membres du conseil d'État; cependant ceux même de seconde classe qui sont placés près des préfets des départements reçoivent une indemnité égale au traitement des auditeurs de première classe (8).

---

(1) D. 25 nov. 1853. — *V.* ci-dessus, *Service ordinaire*, *Auditeurs en mission.*

(2) O. 1814, art. 15, 17; 1815, art. 20 et 21; O. 5 nov. 1828, art. 4 à 6; 1839, art. 6; D. 25 janv. 1852, art. 25, 7.

(3) Arr. 7 fruct. an VIII, art. 5; D. 11 juin 1806, art. 2 et 5; 7 avril 1811, art. 28; O. 1815, art. 4.

(4) O. 1824, art. 6; 1828, art. 10; 1839, art. 12; L. 1845, art. 7.

(5) *V.* ci-après, *Révocation.*

(6) O. 1824, art. 22; 1828, art. 6; L. 3 mars 1849, art. 22.

(7) Arr. 19 germ. an XI, art. 8; D. 26 déc. 1809, art. 22, 23; 7 avril 1811, art. 10, 14, 16, 21, 24, 25, 29.

(8) D. 25 janv. 1852, art. 25; 25 nov. 1853, art. 6.

Le chef de l'État nomme (1) et révoque (2) les membres du conseil d'État. En 1848, les *conseillers d'État* étaient nommés et ne pouvaient être révoqués que par l'Assemblée nationale (3). Les auditeurs étaient nommés au concours (4).

L'ordonnance de 1824 (art. 9 et 12) établissait des catégories de fonctionnaires ou anciens fonctionnaires, parmi lesquels devaient être choisis les conseillers d'État et les maîtres des requêtes. Celle de 1828 maintint ce système seulement à l'égard des conseillers d'État. L'ordonnance de 1839 et la loi de 1845 y renoncèrent. Il n'a pas été reproduit depuis. Le décret du 23 déc. 1809 avait voulu que dans trois ans, à partir du 1er janv. 1810, ceux qui aspireraient au titre d'auditeur fussent licenciés en droit ou ès sciences, et subissent, avant de prêter serment, un examen de capacité. Il exigeait, de plus, qu'ils justifiassent d'une pension assurée par leurs parents ou d'un revenu de 6,000 francs au moins (5).

L'ordonnance de 1824 ressuscita pour les auditeurs ces conditions, moins celle de l'examen, et elle fut maintenue sur ce point par l'ordonnance de 1828 (6). L'ordonnance de 1839 n'exigeait plus que la qualité de licencié en droit (7). La loi de 1845 admit en outre les licenciés ès sciences et imposa de nouveau l'examen par une commission spéciale (8). Le décret de 1853, en imposant aux candidats la condition d'avoir été reçu docteur ou licencié dans une faculté *quelconque* ou admis aux Écoles polytechnique, de Saint-Cyr ou navale, autorise l'*alternative* d'avoir été jugé admissible par une commission composée de trois conseillers d'État (9). Ne sont d'ailleurs admis à cet examen que ceux qui ont été préalablement portés sur une liste agréée par le chef de l'État.

Sous la constitution de l'an XII, lorsqu'un conseiller d'État avait été porté pendant cinq années sur les listes trimestrielles des mem-

---

(1) Const. an VIII, art. 41 ; Ch. 1814, art. 14; O. 23 août 1815, art. 2; Ch. 1830, art. 13 ; L. 3 mars 1849, art. 17, 18 ; const. 1852, art. 6 ; D. 25 janv. 1852, art. 4.—*V.* ci-dessus, p. 105, n° VIII.

Avant 1789, la place de conseiller d'Etat n'était pas un office, mais une dignité (*V.* Denisart).

(2) *V.* ci-dessus, p. 107, n° IX, et ci-après.

(3) Const. 1848, art. 72 à 74.

(4) L. 3 mars 1849, art. 20 ; arr. et règl. 9 mai 1849.

(5) D. 1809, art. 1er à 3 ; 7 avril 1811, art. 19.

(6) O. 1824, art. 17; 1828, art. 17, 18, arg.

(7) Art. 14.

(8) Art. 8 et O. 30 nov. 1845.—*V.* ci-dessus, 1849, *Concours*.

(9) En fait, l'examen est exigé de tous.

bres du conseil en service ordinaire, il recevait un brevet de conseiller d'État à vie. Dans ce cas, s'il cessait d'être porté sur la liste du conseil d'État en service ordinaire ou extraordinaire, il conservait un tiers du traitement de conseiller d'État. Il ne pouvait perdre son titre et ses droits que par un jugement de la haute Cour emportant peine afflictive ou infamante (1). L'ordonnance de 1814 conservait à ces anciens conseillers d'État, avec le titre de conseiller *honoraire*, une pension égale au tiers du traitement nouveau des conseillers d'État (2).

Les ordonnances de 1814, 1815 et 1817 se taisaient sur la révocation des membres du conseil d'État (3). A partir de 1824, les membres du conseil d'État (conseillers, maîtres des requêtes ou auditeurs), et, à partir de 1839, les conseillers d'État, maîtres des requêtes et les auditeurs ayant plus de trois ans d'exercice ne purent être révoqués que par une ordonnance individuelle et spéciale rendue sur la proposition du ministre président du conseil d'État ; et l'ordonnance de 1839, ainsi que la loi de 1845, ajoutait, quant aux conseillers d'État et maîtres des requêtes seulement, délibérée en conseil des ministres. Aux termes de l'ordonnance de 1839, tous les auditeurs, et, aux termes de la loi, les auditeurs de seconde classe seulement ayant moins de trois ans d'exercice, pouvaient, par cela seul qu'ils étaient omis sur le tableau dressé annuellement, cesser de faire partie du conseil (4).

Au reste, le service des auditeurs qualifié de stage ou temps d'épreuve par l'ordonnance de 1824 ne pouvait, d'après cette ordonnance, comme aussi d'après celle de 1839 et surtout d'après la loi de 1845, durer plus de six ans, après lesquels ils cessaient de faire partie du conseil. La loi de 1845 a prescrit l'application aux auditeurs nommés avant 1839 de cette disposition suspendue par une ordonnance de 1843, et qui depuis 1852, n'a pas été reproduite (5).

Sous la constitution de 1852, les maîtres des requêtes et auditeurs (6) pouvaient être révoqués par le chef du pouvoir exécutif, sur la proposition du président du conseil d'État (le vice-président de la République) et des présidents de section, mais après avoir été préalablement entendus par ceux-ci ; mais les auditeurs n'étaient nommés que pour quatre ans. A l'expiration de ce terme, ils devaient cesser

(1) Sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 77.
(2) Art. 15.
(3) *V.* ci-dessus, liste du service ordinaire.
(4) O. 1824, art. 6 ; 1828, art. 9, 10 ; 1839, art. 7, 12 ; L. 1845, art. 6, 7.
(5) O. 1824, art. 33 ; 1839, art. 12 ; O. 26 oct. 1843 ; L. 1845, art. 29 et 7.
(6) Quant aux conseillers d'Etat, *V.* ci-dessus.

de plein droit leurs fonctions; ceux qui, nommés aux fonctions de sous-préfet, ne les acceptaient pas, étaient considérés comme démissionnaires et immédiatement remplacés (1).

Le nombre des conseillers d'État en service ordinaire a été successivement, savoir : en l'an VIII, trente à quarante; en 1814, vingt-cinq; 1815 à 1828, trente; 1828, vingt-quatre au plus, outre les dix hors sections (2); de 1839 à 1848, trente, y compris le vice-président et les vice-présidents des comités; de 1849 au 2 déc. 1851, quarante, non compris le président; aujourd'hui quarante à cinquante, outrele vice-président, président (3), sans compter les quinze ou même dix-huit conseillers d'État hors sections (4).

Le décret de 1806, qui établit l'institution des maîtres des requêtes, n'en déterminait pas le nombre. Ce nombre a été, en 1814, cinquante; de 1815 à 1828, comme aujourd'hui, quarante; de 1828 à 1849, trente; de 1849 à 1852, vingt-quatre seulement (5).

Le nombre des auditeurs en service ordinaire a varié de seize (en l'an XI, époque de leur création) à trois cent cinquante (1811), mais dont quarante, et enfin soixante seulement étaient attachés à la fois aux ministres et au conseil d'État (6). Il a été de trente depuis 1824 jusqu'à 1849. Fixé à quarante en 1852, il a été doublé en 1853; il n'était que de vingt-quatre aux termes de la loi de 1849 (7).

Les maîtres des requêtes sont, depuis 1852, divisés en deux classes (8). Les auditeurs l'ont été, dès l'origine, en deux classes, et, de 1811 à 1814, en trois classes (9). Cette distinction est sans importance quant aux fonctions réelles.

L'assemblée générale du conseil d'État se compose de toutes les personnes que nous venons de désigner, moins les conseillers d'État

---

(1) L. 1849, art. 18, 20, 22, 23.
(2) *V.* ci-dessus, p. 206, note 6.
(3) *V.* const. 1852, art. 49; Décret dictatorial 25 janv. 1852, art. 2, 1°; simple décret 30 déc. 1852-1853.
(4) Arr. 5 niv. an VIII, art. 1er; O. 1814, art. 2; 1815, art. 6, 9; 1824, art. 7; 1828, art. 3, 2 et 12, dern. al.; 1839, art. 4; L. 1845, art. 4; 1849, art. 10; D. 25 janv. 1852, art. 2; 6 nov. 1858.
(5) D. 11 juin 1806, art. 4 à 10; O. 1814, art. 3; 1815, art. 6, 9; 1824, art. 10; 1828, art. 3, 12; 1839 et L. 1845, art. 4; 1849, art. 16; 25 janv. 1852, art. 2.
(6) *V.* ci-dessus, p. 205.
(7) Arr. 19 germ. an XI; D. 11 juin 1806, art. 11; 26 déc. 1809; 7 avr. 1811; O. 1824, art. 15, etc. (*V.* note précéd.), et 25 nov. 1853.
(8) D. 25 janv. 1852, art. 2.
(9) D. 26 déc. 1809; D. 7 avr. 1811; O. 26 août 1824, art. 16; O. 5 nov. 1828, art. 3; O. 18 sept. 1839, art. 12; L. 19 juill. 1845, art. 7; D. 25 janv. 1852, art. 2; D. 25 nov. 1853, art. 2; D. 1er oct. 1860, etc.

en service *extraordinaire* non autorisés ou non appelés à y siéger (1), et moins, en général, tous les membres qui n'appartiennent au conseil d'État que *fictivement* et à titre *honorifique* ou *honoraire* (2). Les ordonnances de 1814 à 1839, excepté celle de 1824, la loi de 1845, déterminaient quel nombre de conseillers d'État, ou quels fonctionnaires nommés conseillers d'État en service extraordinaire pouvaient être autorisés à participer aux travaux et délibérations du conseil ou de ses comités. A partir de 1839, ce nombre ne pouvait excéder les deux tiers du nombre des conseillers d'Etat en service ordinaire. Ces membres étaient particulièrement des sous-secrétaires d'État, des directeurs généraux, secrétaires généraux dans les ministères, etc. (3).

Les maîtres des requêtes n'ont voix délibérative que dans chaque affaire dont ils font le rapport; ils ont seulement voix consultative dans toutes les autres (4). Nous avons dit quels auditeurs avaient ou ont entrée à l'assemblée générale (5).

Il y a un secrétaire général du conseil ayant titre et rang de maître des requêtes ou même de conseiller d'Etat (6), dont les fonctions sont de tenir la plume aux assemblées générales du conseil et de garder les minutes des actes de cette assemblée, etc. (7).

De l'an VIII à 1828, le conseil d'État ne pouvait délibérer qu'autant que les deux tiers au moins de ses membres ayant voix délibérative étaient présents. C'était la règle fondamentale posée par la constitution de l'an VIII pour tout corps constitué (8). L'ordonnance de 1828, comme la loi de 1849, n'exigeait que la moitié plus un; celle de 1839 et la loi de 1845 se contentaient de quinze membres, non compris les ministres, moitié du nombre des conseillers d'État en service ordinaire (9).

Jusqu'à 1845, comme en 1849 et comme aujourd'hui, la voix du président était prépondérante en cas de partage; mais la loi de 1845 voulait

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 206, 207, 208, dern. alin.
(2) *V.* p. 207 à 209.
(3) O. 1814, art. 13; 1817, art. 7, 9; 1828, art. 2, 2° et dern. al., 8; 1839, art. 8 à 10; L. 1845, art. 10; D. 25 janv. 1852, art. 10, 2, 4°.
(4) D. 11 juin 1806, art. 8; O. 1814, art. 4; 1824, art. 36; 1839, art. 22; L. 1845, art. 15; 1849, art. 19; D. 1852, art. 12.
(5) *V.* p. 205, 206, et ci-après, *Rapports*.
(6) Arr. 5 niv. an VIII, art. 13; O. 1814, art. 8, 18; 1815, art. 18 (exception); 18 avr. 1831 (inédite); 1839, art. 1er; L. 1845, art. 2; 1849, art. 16, 24; D. 1852, art. 2; D. 3 juill. 1857.
(7) Arr. 5 niv. an VIII, art. 13; D. 30 janv. 1852, art. 23.
(8) Const. an VIII, art. 90; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 75; O. 1824, art. 34.
(9) O. 1828, art. 13; L. 1849, art. 49 et 10, 2°; O. 1839, art. 24; L. 1845, art. 16.

que, dans ce cas, le plus ancien des maîtres des requêtes en service ordinaire présents à la séance, fût appelé avec voix délibérative (1).

Les rapports à l'assemblée générale du conseil d'État étaient faits, en 1814, soit par les ministres, soit par les conseillers d'État ou par les maîtres des requêtes désignés par eux ; de 1815 à 1849, par les conseillers d'État ou par les maîtres des requêtes, au choix du ministre, dans les attributions duquel était le conseil, à l'exception des projets de lois ou de règlements d'administration publique, dont les rapports, à compter de 1828, devaient toujours être faits par les conseillers d'État. A partir de l'ordonnance de 1839, des rapports ont pu être faits par les auditeurs même à l'assemblée générale, avec voix consultative. Depuis 1852, les rapports à l'assemblée générale ne peuvent plus être faits que par les conseillers d'État pour les projets de loi et les affaires les plus importantes, et par les maîtres des requêtes pour les autres (2).

L'assemblée générale du conseil d'État correspond à la totalité, comme à chacun des ministères ou administrations centrales, lesquelles embrassent elles-mêmes toutes les attributions du chef du pouvoir *exécutif* (3).

Pour l'expédition des affaires, le conseil d'État est divisé en sections (4) ou comités (5), correspondant aussi dans leur ensemble aux divers départements ministériels, ou plutôt aux divers services ou intérêts des différentes personnes publiques (l'État, etc.) (6), quels que soient le nombre et la démarcation des ministères entre lesquels ces divers services sont répartis, une section ou un comité pouvant correspondre à plusieurs ministères ou administrations centrales (7). Sous le régime de la loi de 1849, le comité était une subdivision de la section d'administration seulement (8).

---

(1) O. 1824, art. 58 ; 1839, art. 21 ; L. 1849, art. 49 ; D. 25 janv. 1852, art. 13 ; L. 1845, art. 16.

(2) O. 1814, art. 8 et 4 ; 1815, art. 15 ; 1824, art. 35 ; 1828, art. 15 ; 1839, art. 23, arg.; L. 1845, art. 15, 27, arg.; L. 1849, art. 21 ; Règl. 15 juin 1850, art. 23, arg.; D. 25 janv. 1852, art. 12 ; D. 30 janv. 1852, art. 1er, 2e al.

(3) *V.* ci-dessus, p. 124, et ci-après, *Attributions du conseil.*

(4) Arr. 5 niv. an VIII, art. 2, 5, 6 ; sén.-cons. 16 therm. an X, art. 67 sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 76 ; L. 3 mars 1849, art. 26, 29, 30, 36 D. 25 janv. 1852, art. 10, 17 ; D. 30 janv. 1852, art. 7.

(5) O. 1814, art. 5 ; 1815, art. 7 ; 19 av. 1817, art. 5 ; 1824, art. 29 ; 1828, art. 11, 12 ; 20 août 1830, art. 11 ; 5 fév. 1838 ; 1839, art. 15, 26 ; L. 1845, art. 13, 18 ; O. 22 août 1845.

(6) *V.* ci-dessus, p. 1, 17 à 32.

(7) *V.* chapitres suivants.

(8) L. 1849, art. 26, 34.

Le nombre et la division des sections ou comités administratifs ont varié. Le nombre le plus considérable a été de six (1). Ces sections ou comités sont ou ont été, savoir : I. Législation civile et criminelle (et non pas législation en général) (2), correspondant à la fois au ministère de la justice et à celui des affaires étrangères (3), avec les attributions relatives, à partir de 1839, aux prises maritimes (4), affaires contentieuses de leur nature, instruites précédemment par le comité du contentieux, mais jugées administrativement ou plutôt, en quelque sorte, politiquement (5); aux poursuites contre les fonctionnaires publics (6); aux appels comme d'abus ; aux vérifications des brefs, bulles, etc., de la cour de Rome; enfin aux autorisations de plaider demandées par les communes et établissements publics : ces trois dernières attributions rendues depuis au comité correspondant aux ministères que ces affaires concernent (7). II. Intérieur, comprenant les affaires concernant les cultes, l'instruction publique, le commerce et les travaux publics, lorsqu'il n'existe pas pour ces dernières attributions de comité spécial. III. Commerce, comprenant l'agriculture, et, aussi, à partir de 1838, les travaux publics (8). IV. Finances, comité spécial sous tous les régimes (moins 1849). V et VI. Guerre et marine, tantôt séparés (9), tantôt réunis, embrassant ensemble ou séparément les affaires de l'Algérie et des colonies (10). Le moindre nombre des comités (de 1849 à 1852) a été de trois, savoir : I. Justice, intérieur, instruction publique et cultes. II. Travaux publics, commerce, agriculture, affaires étrangères, y compris prises maritimes. III. Finances, guerre et marine (11); le tout indépendamment de la commission ou section, ou du comité, du

---

(1) Sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 76.

(2) *V.* ci-après.

(3) Arr. 5 niv. an VIII, art. 5 ; O. 1814, *id.*; 1815, art. 7; 1828, art. 11; 1839, art. 15, 17; L. 1845, art. 13, 27; D. 25 janv. 1852, art. 10. — De 1828 à 1839, ce comité a été le même que celui du contentieux (O. 1828, art. 11, 12; 12 août 1830).

(4) O. 1839, art. 17; L. 1845, art. 27; L. 1849, art. 9; règl. 15 juin 1850, art. 19; D. 30 janv. 1852, art. 8.

(5) D. 11 juin 1806, art. 14, 3°; O. 1815, art. 13; 9 sept. 1831; D. 30 janv. 1852, art. 13, 4°.

(6) O. 1839, art. 17; D. 30 janv. 1852, art. 8.

(7) O. 1839, art. 17; règl. 15 juin 1850, art. 19; D. 30 janv. 1852, art. 8, arg.; 25 janv. 1852, art. 10.

(8) Sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 76; O. 1814, art. 5; 5 fév. 1838; 1839, art. 15; L. 1845, art. 13, 27; D. 25 mars 1852, art. 10.

(9) Arr. 5 niv. an VIII, art 5; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 76; O. 1815, art. 7, et 23 avr. 1817, art. 5; 1824, art. 29.

(10) O. 1828, art. 11, 12; 1839, art. 15, 17; L. 1845, art. 13, 27; D. 25 mars 1852, art. 5; D. 7 juill. 1858.

(11) L. 1849, art. 34; règl. 26 mai 1849, art. 2; 15 juin 1850, art. 2.

contentieux, créé momentanément en 1789 (1), rétabli sous le nom de commission par décret du 11 juin 1806 et toujours maintenu depuis (2).

Le nombre des *sections* administratives du conseil d'État est aujourd'hui de cinq, savoir : I. Législation, justice, affaires étrangères, connaissant en outre des prises maritimes et des autorisations de poursuites; II. Intérieur, instruction publique et cultes; III. Travaux publics, agriculture, commerce; IV. Finances; V. Guerre et marine; à peu près comme en l'an XII, sauf la réunion en une seule des deux sections de la guerre et de la marine, sous la dénomination actuelle de section de la guerre, de la marine, de l'Algérie et des colonies (3). Aucune section n'est indiquée comme correspondant au ministère d'État, créé pourtant le 22 janvier 1852, il est vrai sans attributions administratives proprement dites. Les affaires qui lui ont été données continuent sans doute de ressortir aux sections correspondantes aux ministères d'où elles ont été détachées.

Le décret dictatorial du 25 janvier 1852 stipule que la division actuelle du conseil d'État en sections pourra être modifiée par simple décret (4).

Les sections de 1849 correspondaient d'une manière tranchante à la nature intime et diverse des attributions du conseil. C'étaient 1° la *section de législation* en général, chargée principalement du travail relatif à la préparation ou à la confection des lois et des règlements d'administration publique sur toutes matières, travail pour lequel elle pouvait s'adjoindre le comité de la section d'administration que la matière concernait (5) : cette section formait dans son sein des *commissions* spéciales ou temporaires; 2° la section d'*administration* chargée en général de toutes les affaires administratives non contentieuses, et divisée, comme nous venons de le dire, en trois comités (6); 3° la section du contentieux (7).

---

(1) Règl. 9 août 1789, préamb., et art. 3 à 6. — Suppr. L. 27 avr.-25 mai 1791, art. 35, 15 et 17, 1°.

(2) Art. 24 à 32. — *V.* ci-après, tit. VIII.

(3) *V.* notes précéd.; D. 25 janv. 1852, art. 10; 30 janv. 1852, art. 8; 7 juill. 1858.

(4) Art. 10.

(5) L. 1849, art. 29, 35. — Néanmoins, dans la pratique, la section de législation renvoyait (après préparation) à la section d'administration les projets de loi ou de règlements relatifs aux matières qui rentraient dans les attributions de cette section, laquelle en saisissait le comité compétent, et celui-ci, après délibération de la section d'administration entière, en faisait rapport à l'assemblée générale du conseil (Règl. 15 juin 1850, art. 18).

(6) *V.* p. précéd.

(7) *V.* ci-après, tit. VIII.

Aujourd'hui, comme avant 1849, les diverses sections administratives sont chargées de la préparation des projets de lois, et à plus forte raison des règlements d'administration publique qui se rapportent aux matières rentrant dans les attributions des départements ministériels auxquels elles correspondent; seulement, la section dite *de législation* peut toujours être, par le vice-président du conseil d'État, réunie à telle autre section administrative, spécialement chargée de la préparation d'une loi ou d'un règlement (1).

Deux ou plusieurs sections ou comités administratifs du conseil d'État peuvent être temporairement réunis pour l'examen de certaines affaires ou questions (2).

Les membres en service ordinaire ou en service extraordinaire *actif* sont répartis dans les divers sections ou comités (3), où ils se réunissent sous la présidence, soit d'un ministre (4), soit d'un sous-secrétaire d'État (5), soit d'un ministre d'État ou conseiller d'État (6), ayant ou non le titre de vice-président, et en remplissant les fonctions, soit habituellement, comme aujourd'hui (7), soit seulement à défaut du ministre ou du vice-président, etc. (8). Les réunions de comités étaient présidées par le ministre, ayant dans ses attributions le conseil d'État, à défaut, par le ministre qui avait provoqué la réunion, ou, en leur absence, par un des sous-secrétaires d'État ou le vice-président du conseil, ou le président de la section de législation, ou enfin par l'un des vice-présidents du comité, etc., dans l'ordre établi entre ces comités, etc. (9); ces réunions de sections le sont aujourd'hui par le président ou le vice-président du conseil, et, en leur absence, par le président de section que le président désigne (10). Le vice-

---

(1) O. 1815, art. 11; D. 25 janv. 1852, art. 7.
(2) O. 1814, art. 12; 1815, art. 17; 1824, art. 41; 1839, art. 25; L. 1845, art. 17; D. 25 janv. 1852, art. 14.
(3) O. 1824, art. 31; 1828, art. 12; 1839, art. 18; 19 juin 1840, art. 11; règl. 15 juin 1850, art. 4 à 6, 8; D. 25 janv. 1852, art. 26; D. 28 janv. et 23 avr. 1852, etc.
(4) O. 1814, art. 9 à 11; 1815, art. 10, 11; 1824, art. 40; 1839, art. 20; 1845, art. 13.
(5) O. 1817, art. 9; 19 juin 1840, art. 9.
(6) O. 1814, art. 9, 10.
(7) Arr. 5 niv. an VIII, art. 6; règl. 15 juin 1850, art. 7; D. 25 janv. 1852, art. 11.
(8) O. 1814, art. 11; 1815, art. 10; 1817, art. 9; 1824, art. 40; 1839, art. 20; 1845, art. 13; règl. 15 juin 1850, art. 50; D. 30 janv. 1852, art. 6.
(9) O. 1815, art. 19; 1817, art. 9, arg.; 1824, art. 41, 29; 19 juin 1840, art. 5; règl. 15 juin 1850, art. 7, 50, arg.
(10) D. 30 janv. 1852, art. 5; D. 30 déc. 1852-1853, arg.

président du conseil d'État, aujourd'hui comme depuis 1845, préside aussi les différentes sections (ou comités) quand il le juge convenable (1). La loi de 1849 en exceptait la section du contentieux.

Aux termes de l'arrêté du 5 nivôse an VIII, et de la loi de 1849, les ministres pouvaient seulement assister aux séances des sections, sans voix délibérative (2).

Les rapports même sur les projets de lois ou de règlements d'administration publique peuvent être faits dans les comités ou sections par les maîtres des requêtes. Les rapports sur les affaires administratives, autres que les prises maritimes et les appels comme d'abus, peuvent être faits même par les auditeurs (3). Ceux-ci ont voix consultative dans les affaires qu'ils y rapportent (4). Sous le régime de l'ordonnance de 1839 et de la loi de 1845, ils avaient dans les comités voix délibérative dans l'affaire dont ils faisaient le rapport (5).

Parmi les affaires dont est saisi le conseil d'État, les unes, notamment les projets de lois et les règlements d'administration publique avec ou sans délégation expresse (6), et celles qui doivent être l'objet de décrets ou ordonnances rendus véritablement dans la forme de règlements d'administration publique (7), préparées dans les divers comités ou sections du conseil d'État (8), sont portées à l'assemblée générale du conseil (9); les autres, même celles qui avant 1845 devaient être délibérées dans la forme des règlements d'administration publique, ne sont soumises qu'aux délibérations de la section (du comité) compétent (10). Les affaires qui doivent être portées à l'assemblée générale sont, outre celles que nous avons indiquées déjà (11), l'enregistrement des bulles et autres actes du saint-

---

(1) L. 1845, art. 2; 1849, art. 56; D. 25 janv. 1852, art. 5.

(2) Arr. 5 niv. an VIII, art. 6; L. 1849, art. 51.—*V.* ci-dessus, p. 204.

(3) O. 1828, art. 15; 1839, art. 19; L. 1849, art. 21; règl. 15 juin 1850, art. 54; D. 25 janv. 1852, art. 27.

(4) L. 1849, art. 21; D. 25 janv. 1852, art. 17, arg.

(5) O. 1839, art. 23, 27; L. 1845, art. 15, 19.

(6) *V.* ci-dessus, p. 50, 95, 96 et ci-après.

(7) *V.* ci-dessus, p. 96 à 99.

(8) Nous avons vu comment, en 1849, les projets de lois et de règlements d'administration publique étaient préparés par la section de *législation* (*V.* ci-dessus, p. 216, note 5).

(9) Où, quand il s'agissait de projets de lois ou de règlements d'administration publique, les ordonnances de 1817 et de 1828 voulaient que tous les ministres fussent convoqués (O. 1814, art. 8; 1817, art. 6; 1828, art. 14; L. 1845, art. 12; 1849, art. 1er, 1er et dern. al., 2 à 4; D. 30 janv. 1852, art. 13).

(10) L. 19 juill. 1845, art. 4, dern. al. — *V.* ci-dessus, p. 97, et ci-après.

(11) *V.* ci-dessus, et p. 138, 140, 141, 146, *Budget, Répartition par chapitres, Virements, Crédits supplémentaires ou extraordinaires;* p. 142, *Autorisations ou concessions de travaux publics*, etc.

siége, etc. (1), les appels comme d'abus (2), les autorisations de congrégations religieuses (3), les prises maritimes (4), les concessions de mines ou de desséchements (5), et, en général, les affaires énumérées dans l'art. 13 du décret du 25 janvier 1852 (6), moins le petit nombre de celles qui en ont été retranchées par le décret du 25 mars 1852, plus celles qui, par des actes législatifs ou réglementaires, *postérieurs* au premier de ces deux décrets, sont indiqués comme devant être délibérés en conseil d'État ou pris sur l'avis du conseil d'État, ou le conseil d'État entendu, ou enfin rendus dans la forme des règlements d'administration publique (7).

Sont en outre soumises à l'assemblée générale du conseil les affaires ou questions de l'ordre administratif et non contentieux sur lesquelles le Gouvernement (le chef de l'État ou ses ministres) demande que cette assemblée soit appelée à délibérer (8); celles qui, après examen par une section, seraient renvoyées à l'assemblée générale par ordre du chef de l'État (9); enfin celles que, à raison de leur importance, les présidents ou vice-présidents de section, d'office ou sur la demande de la section, croiraient devoir renvoyer à l'examen de cette assemblée (10).

Si maintenant nous reprenons en détail les différentes attributions du conseil, nous verrons que les principales sont les suivantes :

I. Comme auxiliaire du chef du pouvoir exécutif dans sa participation à l'exercice de la puissance législative (11), ou même constituante (12), le conseil d'État rédige les projets de lois, ceux des sénatus-consultes, dont le chef de l'État prend l'initiative, ou dont la proposition est adoptée par lui; il en soutient la discussion devant le Corps législatif et le Sénat; il adopte ou rejette les amendements proposés ou adoptés par les commissions du Corps législatif (13); il rédige également les règlements d'administration publique faits en

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 8, 9, et O. 29 juin 1814, art. 8, etc.
(2) *V.* ci-dessus, p. 11, 12.
(3) *V.* p. 29, note 8.
(4) *V.* ci-dessus et ci-après.
(5) O. 23 août 1815, art. 12; D. 25 janv. 1852, art. 13, 5, 8°.
(6) Compar. règl. 15 juin 1850, art. 9 et 10.
(7) *V.* ci-dessus, p. 98 note 1, etc.; et ci-après, *Attributions du conseil.*
(8) Const. an VIII, art. 52; L. 19 juill. 1845, art. 12; 1849, art. 5; règl. 15 juin 1850, art. 11; D. 30 janv. 1852, art. 13, 21°.
(9) D. 30 janv. 1852, art. 13, 20°.
(10) Règl. 15 juin 1850, art. 11; D. 30 janv. 1852, art. 13, 21°.
(11) *V.* ci-dessus, p. 5, note 3, et 202.
(12) *V.* p. 33, 36, 48 à 50.
(13) *V.* D. 24 nov. 1860, art. 3; 22 mars 1852, art. 54; sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 5; D. 31 déc. 1852, art. 52 à 55, 93.

vertu de la délégation expresse du pouvoir législatif. Les conseillers d'État, chargés de porter la parole au nom du Gouvernement, sont désignés par le chef de l'État (1).

Obligatoire de l'an VIII à 1815, facultative de 1844 à 1848, l'intervention du conseil d'État dans la préparation des lois est redevenue, depuis 1848, obligatoire (2). Ce conseil est aujourd'hui un des rouages essentiels du Gouvernement (3).

Sous la constitution de l'an VIII, ou plutôt de l'an X, les projets de sénatus-consultes étaient discutés, non dans le conseil d'État, mais dans un conseil privé (4).

Les règlements d'administration publique sont préparés par les divers départements ministériels et renvoyés par eux, d'abord à l'examen de la section (ou du comité) du conseil d'État, auquel chacun d'eux correspond; puis portés à l'assemblée générale du conseil (5).

Sous la constitution de 1848, le conseil d'État *faisait* seul les règlements, à l'égard desquels l'Assemblée nationale (le pouvoir législatif) donnait une délégation spéciale. Il *préparait seulement* les autres (6).

II. Comme auxiliaire du pouvoir exécutif dans l'exercice de sa puissance exécutive, il rédige les règlements d'administration publique entrepris par le chef du pouvoir exécutif, non en vertu de la délégation de la puissance législative, mais en vertu de sa propre autorité, et pour l'exécution des lois (7).

---

(1) Constit. an VIII, art. 52; arr. 5 niv. an VIII, art. 8 et 9; arr. 10 germ. an X; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 93, 95; sén.-cons. 19 août 1807, art. 9; O. 29 juin 1814, art. 8, 10, 11; 23 août 1815, art. 11; 23 avr. 1817, art. 6; 5 nov. 1828, art. 14, 15; 18 sept. 1839, art. 16; L. 19 juill. 1845, art. 12; const. 1848, art. 75; L. 3 mars 1849, art. 1er à 3, 29 à 33, 35; const. 14 janv. 1852, art. 50, 51, 40, 27, 31; D. 25 janv. 1852, art. 1er, 1er al., 12, 15, 26; 30 janv. 1852, art. 7, 2e et 3e al., 13, 2e al., 15, 1e; sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 5; D. 31 déc. 1852, art. 1er à 5, 51 à 60, 8 à 15, 16 à 20, 29, 32, 33.

Beaucoup d'autres conseils, comités ou commissions *peuvent ou doivent* même être appelés à exprimer leur opinion sur *des* projets de loi ou de règlement (*V.* sect. suiv., et L. 10 mai 1838, art. 6 et 41, etc.); mais le conseil d'Etat fait plus que formuler un avis. La délibération de ces conseils ou commissions doit précéder le travail du conseil.

(2) *V.* note précédente.

(3) Const. 1852, art. 3.

(4) *V.* ci-dessus, sect. II.

(5) D. 31 déc. 1852, art. 1er; 30 janv. 1852, art. 7, 1er al., arg. — *V.* ci-dessus, p. 218.

(6) Const. 1848, art. 75, 71; L. 3 mars 1849, art. 4; règl. 15 juin 1850, art. 29.

(7) *V.* ci-dessus, p. 95, 96.

Ces règlements sont préparés et délibérés absolument comme les autres; mais ils n'ont pas la même force obligatoire (1).

III. Consulté *nécessairement en assemblée générale* sur les projets, décrets ou ordonnances statuant, par voie de disposition *réglementaire* ou par voie de disposition ou décision *particulière*, sur des objets d'intérêt *local* ou *individuel*, qui, aux termes du décret du 30 janv. 1851, modifié par celui du 25 mars suivant, et aux termes des lois ou autres actes *postérieurs* à ces décrets, *doivent* être rendus *dans la forme* des règlements d'administration publique ou en conseil d'État, ou sur l'avis du conseil d'État ou le conseil d'État entendu (2), consulté aussi *nécessairement*, soit en assemblée générale, soit dans ses *sections* ou comités, sur les projets de même nature qui, aux termes des lois et autres actes *antérieurs* à ces mêmes décrets, *devaient* être rendus *dans la même forme* (3), il l'est notamment sur les objets mentionnés sous les numéros ci-après et qui, tous, sont la matière de décrets ou ordonnances du chef du pouvoir exécutif (4).

IV. Enfin le chef du pouvoir exécutif *peut*, à son gré, consulter, soit les sections ou comités et l'assemblée générale, soit les sections ou comités *seuls*, sur tous autres décrets ou ordonnances d'intérêt *local* ou *particulier*, soit que ces décrets statuent par voie de dispositions *réglementaires* ou par voie de *décisions* ou résolutions *particulières* (5). Il peut aussi consulter seulement les comités ou *sections* sur tous autres décrets ou ordonnances d'intérêt *général* (ou *central*), lesquels ne prennent pas alors le nom de règlements d'administration publique, réservé à ceux sur lesquels a été *nécessairement* ou *facultativement* consultée l'assemblée *générale*, mais ont néanmoins la même force obligatoire (6).

V. Le conseil est chargé de résoudre les difficultés qui s'élèvent en matière administrative (7); particulièrement les questions de compétence qui peuvent s'élever entre les divers départements du mi-

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 60.
(2) D. 25 janv. 1852, art. 1er ; D. 30 janv. 1852, art. 13, etc. — *V.* ci-dessus, p. 96 à 98.
(3) *V. ibid.* et D. 25 mars 1852.
(4) IX à XXIX. – *V.* également ci-dessus, p. 96 à 98, 218, 219.
(5) L. 19 de juill. 1825, art. 12, 1er al.; L. 3 mars 1849, art. 5, 2° ; D. 25 janv. 1852, art. 1er, dern. al.; D. 30 janv. 1852, art. 13, 20°.—*V.* p. 98 et 232.
(6) *V.* p. 95, 98.
(7) L. 27 avr.–25 mai 1791, art. 17, 1° ; const. an VIII, art. 52 , 1852, art. 50 ; L. 3 mars 1849, art. 5.

nistère ; et toutes celles qui auraient pour objet les forces ou secours réclamés d'une section du ministère à une autre (1).

La loi de 1791 attribuait ces règlements de compétence purement administrative (2) au conseil *des ministres*, alors appelé aussi conseil d'État (3).

VI. Le conseil d'État, soit en assemblée générale, soit par ses sections ou comités (4), donne son *avis* sur toutes les *affaires* ou *questions* sur lesquelles le chef de l'État ou ses ministres jugent à propos de le consulter (5), même quelquefois sur des affaires ou des questions d'ordre judiciaire ou contentieux ; mais, quant aux affaires judiciaires, les avis que pourrait avoir donnés le conseil d'État, directement ou indirectement, ne doivent avoir ni autorité ni influence sur les décisions des tribunaux (6); à l'égard des affaires soumises à la juridiction contentieuse, les avis que pourrait avoir donnés le conseil d'État ou ses sections ou comités, sur l'affaire ou sur la question, non-seulement ne doivent être d'aucun poids près des autorités investies de la juridiction contentieuse, à quelque degré que ce soit (7); mais, pour écarter toute influence de l'esprit ou

---

(1) L. 27 avr.–25 mai 1791, art. 17, 4° ; L. 3 mars 1849, art. 5. — Les ministres doivent faire acquitter, par ordonnancement, au profit du Trésor public, sur les crédits à eux respectivement ouverts, les prix d'achat ou de loyer de tous objets qui seraient mis à leur disposition par des administrations publiques dépendant d'autres ministères ou même de leur propre ministère. Les avances en deniers, que les divers départements ministériels peuvent être appelés à se faire réciproquement, doivent être remboursés, de même, au moyen d'ordonnances, que les ministres auxquels les avances ont été faites délivrent au profit de ceux qui les ont effectuées, et qui doivent en obtenir le rétablissement à leur crédit, ou, s'il est trop tard, au profit du Trésor, qui en fait recette aux produits divers de l'exercice courant (O. 14 sept. 1822, art. 4; 31 mai 1838, art. 19). — *V.* ci-dessus, p. 156, notes 2 et 3; p. 161, 162, 178, notes 2 et 3.

(2) Quant aux règlements de compétence respective entre les autorités investies de la juridiction administrative, ou entre ces autorités d'une part et les autorités de l'ordre purement judiciaire d'autre part, quant aux réclamations *pour incompétence* contre les actes des autorités même purement administratives, *V.* ci-après, tit. VIII et X.

(3) *V.* ci-dessus.

(4) *V.* ci-dessus, p. 203.

(5) Const. an VIII, art. 52, et 1852, art. 50, arg.; O. 23 août 1815, art. 12; 18 sept. 1839, art. 16; L. 19 juill. 1845, art. 12, 1er al.; 3 mars 1849, art. 5; D. 25 janv. 1852, art. 1er.

(6) *V.* ci-dessus, p. 54, 55.

(7) Les autorités d'un rang inférieur investies d'un droit de juridiction contentieuse doivent seulement *avoir égard* aux décisions *multipliées* rendues par le conseil d'Etat statuant au contentieux, c'est-à-dire, à la *jurisprudence* du conseil, Cour *suprême* vis-à-vis d'elles.

des *préjugés* purement administratifs sur les décisions à prendre par le conseil d'État statuant au contentieux, il avait été résolu, à partir de 1824, époque où la réunion du conseil prononçant sur les affaires contentieuses était encore la même assemblée que celle qui connaissait des affaires purement administratives, que les conseillers d'État directeurs ou secrétaires généraux d'administration n'auraient que voix consultative dans les affaires contentieuses dépendant de leur administration (1), ou même du ministère auquel ils appartenaient (2); à partir de 1830 (3), que, dans ces affaires, les seules voix des conseillers en service ordinaire seraient comptées (outre celle du maître des requêtes, rapporteur); enfin, à partir de 1831, que les membres en service ordinaire auraient seuls le droit de siéger au conseil d'État délibérant au contentieux, et que même ceux de ces membres en service ordinaire qui auraient pris part à une délibération de leur comité *relative* à une décision attaquée, ne pourraient participer au *jugement* à intervenir sur le recours dirigé contre cette décision (4). Cette dernière restriction se trouvait implicitement maintenue par la loi du 3 mars 1849, qui transférait le jugement des affaires contentieuses à une section particulière du conseil d'État (5), et elle se trouve encore reproduite par le décret dictatorial du 25 janv. 1852, qui crée également pour le jugement des affaires contentieuses une assemblée distincte de l'assemblée générale du conseil (6).

VII. Il connaît, au moyen d'une commission formée dans son sein et composée d'un président de section et de deux conseillers d'État, puis, s'il y échet, en assemblée générale, des affaires de haute police administrative à l'égard des fonctionnaires dont les actes sont déférés à son examen par le chef de l'État, soit directement, soit par l'intermédiaire du ministre de la justice (7). Le conseil peut, sauf l'approbation du chef de l'État, prononcer qu'il y a lieu de réprimander, censurer, suspendre ou même destituer le fonctionnaire inculpé (8). Si la commission estime que les faits dont il s'agit doi-

---

(1) O. 1824, art. 37.
(2) O. 1828, art. 8.
(3) O. 11 août 1830, art. 11.
(4) O. 12 mars 1831, art. 23, 22; 1839, art. 29, 33; L. 1845, art. 21, 22.
(5) L. 3 mars 1849, art. 41.
(6) D. 25 janv. 1852, art. 19, 22.
(7) D. 11 juin 1806, tit. III, art. 15, 16; D. 9 août 1806, art. 1er; const. 1848, art. 99; L. 3 mars 1849, art. 8; règl. 15 juin 1850, art. 37 à 40; D. 25 janv. 1852, art. 1er, 16.—*V.* ci-dessus, p. 202.
(8) *V.* en outre ci-dessus, p. 107, n° IX, et 129, n° VIII.

vent donner lieu à des poursuites juridiques, elle en rend compte au chef de l'État, pour qu'il donne au ministre de la justice l'ordre de faire exécuter les lois de l'État. Si, au contraire, elle est d'avis que les fautes imputées ne peuvent entraîner que la destitution ou les peines de discipline que nous venons d'énumérer, elle prend de même les ordres du chef de l'État, pour en faire son rapport au conseil. Enfin, si elle estime que l'inculpation n'est pas fondée, elle charge son président d'en informer le ministre de la justice, qui en rend compte au chef de l'État (1).

Cette procédure n'est suivie qu'au cas où la poursuite émane des ordres exprès du chef du pouvoir exécutif (2).

Ce genre de pouvoir disciplinaire s'applique même aux fonctionnaires ecclésiastiques (3).

D'après la constitution de 1848, l'ordre d'examiner la conduite d'un fonctionnaire pouvait émaner de l'Assemblée nationale comme du Président de la République. Dans l'un et l'autre cas, la section de législation chargée d'instruire l'affaire en faisait rapport au conseil. Ce rapport était transmis, soit à l'Assemblée, soit au chef du pouvoir exécutif, et rendu public (4).

VIII. Il donne son avis sur les demandes formées par les autorités supérieures centrales (les directeurs généraux, etc.), ou les autorités locales (les préfets, etc.), ou enfin par les parties (personnes privées), à l'effet d'être autorisées à poursuivre devant l'autorité judiciaire des fonctionnaires publics, *agents du Gouvernement*, autres que les ministres (5), en place ou hors de place, pour faits relatifs à leurs fonctions *administratives* (6).

Nous avons vu que, d'après les lois fondamentales de notre organisation administrative et judiciaire, les autorités ou fonctionnaires administratifs ne peuvent être troublés dans l'exercice de leurs fonctions administratives par aucun acte du pouvoir judiciaire; et que défenses sont faites aux tribunaux, non-seulement de *connaître* des *actes* administratifs, ou plus exactement de *troubler les opérations*

---

(1) D. 11 juin 1806, art. 19, 20.
(2) *V.* n° suiv.; D. 9 août 1806, etc.
(3) *V.* D. 20 fév. 1809 (Évêque de Bayonne).
(4) *V.* p. précéd., note 7.
(5) Quant à ceux-ci, *V.* ci-dessus, p. 123, 184 à 187, et n° suiv.
(6) L. 14–22 déc. 1789, art. 61; 1er–3 juin 1790; 12 juin 1790; 7-14 oct. 1790, 2°; const. an VIII, art. 75; D. 9 août 1806; O. 1er août 1827, art. 39, dern. al.; O. 29 juin 1814, art. 9; 12 mars 1831, art. 5; 18 sept. 1839, art. 17; règl. 15 juin 1850, art. 12, 9, 4°; D. 30 janv. 1852, art. 8, 13, 10°.

des corps ou agents administratifs, ou d'*entreprendre* sur les *fonctions* administratives, mais encore de *citer* devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions (1).

Cette dernière disposition, dont l'expression est trop absolue, comme celle de la loi du 16 fructidor an III (2), se trouve expliquée par les autres lois de la même époque (3) et surtout par celle du 7-14 octobre 1790, laquelle ajoute : « à moins qu'ils n'y aient été renvoyés par l'autorité *supérieure,* conformément aux lois » ; et enfin par les actes subséquents.

L'art. 75 de la constitution de l'an VIII n'a fait, en principe, que transporter au conseil d'État, ou plutôt au chef de l'État, sur l'avis de ce conseil, le droit de statuer sur ces demandes en autorisation de poursuite, autorisation qui, dans l'esprit de l'Assemblée nationale constituante, devait appartenir au supérieur *hiérarchique.*

Mais l'interdiction prononcée ci-dessus ne fait pas obstacle à ce que les magistrats chargés de la poursuite des crimes ou délits informent et recueillent tous les renseignements relatifs aux crimes ou délits commis par des agents du pouvoir exécutif dans l'exercice de leurs fonctions (4). Seulement il ne peut être, en ce cas, décerné aucun mandat ni subi aucun interrogatoire juridique sans l'autorisation préalable du Gouvernement (5).

Le conseil d'État ne consent même à statuer sur la demande qu'autant qu'il y a eu déjà un commencement d'information judiciaire (6).

La nécessité de l'autorisation n'existe qu'autant que les fonctionnaires inculpés ont agi dans l'exercice de leurs fonctions administratives, actives (7).

Les cas de responsabilité des agents du pouvoir exécutif vis-à-vis

---

(1) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 7 ; instr. 8 janv. et 12-20 août 1790 ; L. 16-24 août 1790, tit. II, art. 13 ; const. 1791, tit. III, chap. V, art. 3; an III, art. 303 ; L. 16 fruct., an III ; C. pén., art. 127, 2°, 129. — *V.* ci-dessus, p. 3, note 2.

(2) *V.* ci-dessus, p. 53, note 4; p. 61, note 2 ; C. pén., art. 471, n° 15 ; p. 64, notes 2 et 3 ; p. 150, note 6 ; p. 160, 161.

(3) L. 14-22 déc. 1789, art. 61 ; 1er-3 juin 1790 ; 12 juin 1790.

(4) C. instr. cr., art. 33, 34 à 39, 71 à 90.

(5) D. 9 août 1806, art. 3 ; C. inst. crim., art. 40, 61, 91 à 112 (exception).

(6) Ex.: O. 12 mai et 9 juill. 1820 ; 2 fév. et 18 avr. 1821, etc. (*V.* décis. du cons., v° ***Mise en jugement***, et ci-après *Plainte.*)

(7) *V.* av. cons. 30 niv.-4 pluv. an XII ; 28 juin 1806 ; O. 23 avr. et 26 fév. 1840 ; 6 sept. 1842 ; 12 mai 1820 ; 21 mars et 1er août 1857, etc. ; (maires, etc., inculpés comme officiers de l'état civil, membres du conseil municipal, officiers de police judiciaire, etc., il n'y a lieu à statuer).

de l'État ou des citoyens sont prévus surtout par les lois pénales (1).

Les art. 114 et 190 du Code pénal déclarent exempt de la peine attachée à tout acte arbitraire ou attentatoire, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit à la constitution ou à la chose publique, tout fonctionnaire, agent ou préposé du Gouvernement qui justifierait avoir agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique (2). Le supérieur seul, dans ce cas, doit être puni. Les lois de 1789 à l'an VIII n'admettaient point cette excuse pour les crimes et attentats de cette nature (3). Elle cesse aujourd'hui d'être applicable dans le cas prévu par l'article final de la loi annuelle des finances (4). Les dommages-intérêts, réclamés par les parties, peuvent l'être, soit sur la poursuite criminelle, soit par la voie civile (5). L'autorisation préalable est nécessaire dans l'un et l'autre cas (6), sauf l'exception prononcée par les lois de finances (7).

Si l'action doit être intentée par la voie criminelle, la dénonciation ou la plainte de la part, tant de l'autorité supérieure ou des autorités locales que des parties, doit être portée d'abord devant l'autorité judiciaire compétente (8).

La demande d'autorisation de poursuite doit être, dans tous les cas, adressée, soit au ministre du département de l'agent inculpé, soit au ministre de la justice. Si la demande envoyée au ministre de la justice est dirigée contre un agent ou fonctionnaire étranger à son département, il en donne avis au ministre auquel l'agent inculpé est subordonné, en même temps qu'il adresse au chef de l'État son rapport (9). Le ministre des finances ou les directeurs généraux de certaines administrations, d'une part, et les préfets, de l'autre, sont autorisés, soit à traduire devant les tribunaux, sans recourir à la décision du conseil d'État, certains agents de ces administrations,

---

(1) *V.* notamment C. pén., art. 80, 81, 123 à 130, 169 à 176, 188 à 191, 196, 197, 114, 131, 166 à 168, 173, 174, 177, 178, 183 à 187, 198.

(2) Ex.: O. 9 juill. 1820; D. 22 déc. 1858.

(3) Inst. 8 janv. 1790, § 6, 1er al.; L. 25 sept.-6 oct. 1791, 2e part., tit. Ier, sect. V; C. 3 brum. an IV, tit. III, art. 616 et suiv.

(4) *V.* ci-dessus, p. 111, 130, 133 et ci-après.

(5) C. pén., art. 117, 119; C. proc. civ., art. 3, 1er et 2, 8 à 10, 22, 23, 26, 27, 29 à 31, 47, 32, 41, 46, 48 à 62, 63 à 70, etc.

(6) Ex.: D. 27 oct. 1819, 9 juill. 1820, etc.

(7) *V.* ci-dessus, p. 111 et ci-après.

(8) D. 9 août 1806, art. 3, arg.; ex.; O. 18 avr. 1821; D. 8, 22 avr. et 15 nov. 1858, etc. (absence de plainte judiciaire préalable, il n'y a lieu à statuer).

(9) D. 9 août 1806, art. 1er, 2; *V.* arr. cons. 31 oct. 1833 (Petit).

notamment les agents *inférieurs* (1), soit même à *autoriser* la mise en jugement de leurs agents (2).

Certains agents, prévenus de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions administratives, peuvent même être poursuivis, traduits devant les tribunaux, même être l'objet de mandats d'arrêt, sans nulle autorisation préalable ; ce sont les préposés ou employés de la régie des contributions indirectes (3). Les comptables destitués et les ex-comptables rétentionnaires de deniers publics ne sont pas non plus admis à se prévaloir de la prérogative constitutionnelle, d'après laquelle les agents publics ne peuvent être mis en jugement qu'en vertu d'une décision du conseil d'État, et peuvent être traduits devant les tribunaux criminels sur la simple dénonciation du ministre chargé du Trésor public au ministre de la justice (4). Enfin, aux termes de l'article final du budget de l'État (5), tout fonctionnaire, officier public, commis ou préposé, percepteur de deniers publics ou communaux, etc., qui se rendrait coupable de concussion, en ordonnant ou en concourant à faire ou en faisant le recouvrement de quelque contribution directe ou indirecte à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit, en ordonnant de percevoir ou en exigeant ou recevant ce qu'il sait n'être pas dû, ou excéder ce qui est dû, peut être poursuivi criminellement, et reste soumis pendant trois ans à l'action en répétition, sans qu'il soit besoin pour exercer l'*une ou l'autre action* d'aucune autorisation préalable (6).

Le défaut d'accomplissement des formalités à remplir devant l'administration préalablement aux poursuites judiciaires, dans les cas non exceptés de la nécessité d'une autorisation préalable, ne peut donner lieu au conflit d'*attributions* devant l'autorité judiciaire (7); c'est à celle-ci de s'abstenir (8).

IX. Il autorise, s'il y a lieu, par ses délibérations, la poursuite devant les tribunaux ordinaires (9), aujourd'hui, comme à partir du

---

(1) Arr. 9 pluv. et 10 flor. an x ; 10 therm. an xi (domaines, enregistrement, postes, monnaies, préfets, contre percepteurs des contrib. dir.).
(2) Arr. 29 therm. an ii ; D. 22 fév. 1806 ; D. 17 fév. 1809, art. 144 ; O. 1er août 1827, art. 39 (douanes, administration des poudres et salpêtres, préfets, quant aux simples préposés d'octroi ; inspecteurs, sous-inspecteurs, gardes généraux et préposés forestiers).
(3) L. 8 déc. 1814, art. 144 ; 28 avril 1816, art. 244.
(4) Av. cons. 19 fév.-16 mars 1807.
(5) *V.* ci-dessus, p. 129, n° X.
(6) *V.* ci-dessus, p. 111, 133, note 5 ; ex.: O. 9 juill. 1820.
(7) O. 1er juin 1828, art. 3, 2°.
(8) *V.* C. pén., art. 127, 2°, 129.
(9) Const. an viii, art. 71, 70.

28 floréal an XII, devant la haute Cour (1), ou, s'il s'agit de faits relatifs au service militaire ou maritime, devant les juridictions militaires ou maritimes (2), des crimes ou délits personnels ou privés (c'est-à-dire non relatifs à l'exercice des fonctions) commis par des ministres ou par des conseillers d'État (3).

La haute Cour ne peut être saisie qu'en vertu d'un décret du chef de l'État (4).

X. Le conseil d'État connaît administrativement des recours formés, soit par les parties intéressées, soit d'office par les préfets à défaut de partie privée *intéressée* ou de plainte particulière, pour *abus* ou *entreprises* commis par les ministres des cultes reconnus par l'État (catholique, protestant ou israélite) dans l'exercice de leurs fonctions *spirituelles*, soit par tout ecclésiastique envers l'État ou les citoyens, soit par des supérieurs envers leurs inférieurs ecclésiastiques, et en général de toutes dissensions entre ces ministres relativement à leurs fonctions. Il connaît aussi de la même manière de toute atteinte portée par des fonctionnaires publics de l'ordre *civil*, c'est-à-dire non religieux, à l'exercice public du culte et à la liberté que les lois et les règlements garantissent à ses ministres (5).

Les cas d'*abus* de la part des ministres du culte catholique envers l'État ou les particuliers sont ceux que nous avons indiqués à l'occasion de la séparation des pouvoirs (6). Les *entreprises* de la part des ministres des autres cultes ne sont pas définis, mais doivent être déterminés par analogie.

Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui veut exercer ce recours adresse un mémoire détaillé et signé au ministre chargé des affaires concernant les cultes, lequel est tenu de prendre dans le plus court délai tous les renseignements convenables, et,

---

(1) Sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 101, 1°; 4 juin 1858, art. 1er, 2, etc.; 10 juill. 1852.

(2) Sén.-cons. 4 juin 1858; L. 9 juin 1857; D. 18 juill. 1857, 7 juill. 1859, 25 juin 1860; L. 4 juin 1858.

(3) *V.* notes précéd., et C. pén., art. 121.

(4) Const. 1852, art. 54. — *V.* au contraire, sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 108 à 113, 121, etc.

(5) L. 18 germ. an x, art. 6 à 8; art. organ. protest. 6; O. 25 mai 1844, art. 55; 29 juin 1814, art. 8; 12 mars 1831, art. 5; 18 sept. 1839, art. 17; règl. 15 juin 1850, art. 19 et 9; D. 30 janv. 1852, art. 13, 2°; arr. cons. 24 mars 1819; nonobst. D. 25 mars 1813, art. 5 (concordat non consacré par la loi, et n'ayant pu déroger à celle du 18 germ. an x). — *V.* ci-dessus, p. 11, 12.

(6) *V.* p. 11.

sur son rapport, l'affaire est suivie ou définitivement terminée dans la forme administrative ou renvoyée, selon l'exigence des cas, aux autorités compétentes, c'est-à-dire *judiciaires*. Ce renvoi équivaut à autorisation de poursuite à fin civile ou criminelle (1). La poursuite des crimes ou délits imputés à des archevêques ou évêques ou présidents de consistoires est soumise à des règles de compétence particulières (2).

XI. Il est chargé de vérifier et enregistrer, s'il y a lieu, les bulles et actes du saint-siége, ainsi que les actes des autres communions et cultes reconnus par l'État (la loi).

XII. Il doit être consulté sur les autorisations nécessaires pour l'exercice public temporaire (et non pas seulement accidentel) d'un culte non reconnu par l'État (3), ainsi que sur la révocation de ces autorisations (4).

XIII. Il est consulté nécessairement sur les autorisations non provisoires ou les révocations d'autorisations d'ouverture de nouveaux temples, chapelles ou oratoires destinés à l'exercice *public* des cultes protestants reconnus par la loi (ou dont les ministres sont salariés par l'État), et sur les difficultés soulevées à l'occasion du droit conféré aux préfets d'autoriser l'exercice public *temporaire* des mêmes cultes, ou de suspendre, en cas d'urgence et pour cause d'inexécution des conditions ou de sûreté publique, l'effet des autorisations accordées par décret en conseil d'État (5).

XIV. Il vérifie et enregistre également les statuts des congrégations religieuses d'hommes ou de femmes, et donne son avis sur l'autorisation de celles qui peuvent être reconnues par acte du pouvoir exécutif (6).

---

(1) *V.* n° précéd., et C. pén., art. 204 à 208, etc., 260 à 264, etc.
(2) L. 20 avr. 1810, art. 10, 18; D. 6 juill. 1810, art. 4.
(3) *V.* ci-dessus, p. 8, 9. — O. 29 juin 1814, art. 8; 1839, art. 17; règl. 15 juin 1850, art. 9; D. 30 janv. 1852, art. 13, 1°.
(4) D. 19 mars 1859, art. 3, 4.
(5) D. 19 mars 1859, art. 1^er^, 2, 4. — *V.* ci-dessus, p. 13, et C. pén., art. 291 à 294.

Les oratoires catholiques *spéciaux* pour des établissements publics ou d'utilité publique, et toute modification apportée aux circonscriptions catholiques ou rabbiniques, doivent être autorisés par le *Gouvernement*; mais aucun texte n'exige positivement à ce sujet l'intervention du conseil d'Etat, surtout en assemblée générale. L'art. 60 de l'ordonn. du 25 mai 1844, relative au culte israélite, semble même exclure l'intervention des sections ou comités, qui, néanmoins, *peuvent* toujours être consultés (*V.* O. 27 déc. 1846, art. 1^er^, 1°).

(6) *V.* ci-dessus, p. 29–30, note 8, et D. 3 messid. an XII, art. 4, 5; 14

XV. Il est consulté nécessairement sur l'autorisation expresse et spéciale de chacun des établissements *publics* (hospices, monts-de-piété, etc., etc.), ou reconnus d'utilité publique par la loi (caisses d'épargne, etc.) (1), que veulent fonder soit des départements, des communes ou d'autres établissements publics, soit de simples particuliers ou personnes privées (2), et sur la reconnaissance de ceux qui ne sont point d'avance reconnus comme tels par la loi (3).

XVI. Il est consulté nécessairement sur l'acceptation en totalité ou en partie ou sur le refus des *dons et legs* faits soit à l'État ou aux établissements publics appartenant à l'État, soit aux colonies, aux départements, aux communes, ou à une section de commune, ou aux établissements leur appartenant, soit à des catégories d'individus, ou en faveur d'œuvres, représentés par l'État, la colonie, le département ou la commune, soit aux fonctionnaires ou à une catégorie de fonctionnaires de l'État, des colonies, du département ou de la commune (4), soit à des établissements publics, personnes distinctes, ou à des établissements reconnus d'utilité publique (5).

En ce qui touche les départements, ou les communes, ou les intérêts concentrés dans le département ou la commune autres que le département de la Seine et la ville de Paris, même ceux des établissements locaux, publics ou d'utilité publique étrangers à l'État, l'affaire n'est portée à l'assemblée générale du conseil que si, à ces dons ou legs, est attachée une charge ou affectation immobilière, ou s'ils donnent lieu à réclamation (6).

L'approbation provisoire de l'archevêque ou évêque diocésain est nécessaire s'il y a charge de services religieux (7).

---

fév. 1809; 26 déc. 1810; 17 mars 1808, art. 109; règl. 15 juin 1850, art. 9; D. 30 janv. 1852, art. 13, 3°.

(1) *V.* ci-dessus, p. 29, note 7.

(2) Av. cons. 3 niv. an XIV-circ. 3 nov. 1806; édit 1749; L. 16 pluv. an XII, art. 1er; D. 24 messid. an XII, art. 14; règl. 15 juin 1850, art. 9, 9°; D. 30 janv. 1852, art. 13, 6°. — *V.* ci-dessus, p. 25 à 30, 31, dern. al.

(3) *V.* p. 29, 31, 32.

(4) *V.* ci-dessus, p. 18 à 25.

(5) *V.* p. 25 à 30, 32. — C. civ., art. 910, 937; L. 11 flor. an X, art. 43; L. 18 germ. an X, art. 73, et art. organ. protest. 8, 34; L. 2 janv. 1817; O. 2 avr. 1817; 7 mai 1826; O. 14 janv. 1831, art. 3, 4; O. 30 sept. 1827; L. 10 mai 1838, art. 4, 7°, 5, 31; L. 18 juill. 1837, art. 19, 9°, 32, 3°, 10, 7°, 48; L. 7 août 1851, art. 11; D. 25 mars 1852, art. 1er et 7; table A, 7°, 12°, 29°, 42°, excepté H et V; D. 30 déc. 1809, art. 113; D. 6 nov. 1813, art. 64, 67, 72; L. 24 mai 1825, art. 4; L. 5 juin 1835, art. 10, etc.

(6) *V.* note précéd., D. 25 mars 1852.

(7) D. 12 août 1807, art. 2; O. 10 juin 1814, art. 1er; O. 2 avr. 1817, art. 2.

XVII. Il est nécessairement appelé à exprimer son avis sur l'approbation à donner par le chef de l'État aux actes de fondation ou de prorogation des sociétés anonymes, tontines, compagnies d'assurances, comptoirs et sous-comptoirs d'escompte, sociétés de crédit foncier, ou aux modifications de leurs statuts (1); à l'établissement ou à la suppression dans les départements de comptoirs ou succursales de la Banque de France et aux statuts ou modifications des statuts de cette Banque (2).

La Convention nationale avait voulu que les associations connues sous le nom de caisses d'escompte, compagnies d'assurances sur la vie et généralement toutes celles dont le fonds capital repose sur des actions au porteur, ou sur des effets négociables, ou sur des inscriptions sur un livre, transmissibles à volonté, fussent autorisées par une loi (3). Conformément à ce principe, la Banque de France a été autorisée et son privilége pour l'émission de billets au porteur a constamment été prorogé par la loi; celle de l'an XI (art. 31) conférait au Gouvernement le droit d'autoriser la formation de banques, avec ce même privilége, dans les départements; mais la loi de 1840 a décrété de nouveau qu'aucune banque départementale ne pourrait être établie, et que les banques alors existantes ne pourraient obtenir la prorogation de leur privilége ou la modification de leurs statuts que par une loi (4). Le même principe a été appliqué à l'établissement de banques dans les colonies et en Algérie; mais la formation de leurs comptoirs et la modification de leurs statuts peuvent aussi être autorisées par décrets rendus sur l'avis du conseil d'État (5).

XVIII. Il est nécessairement consulté, non-seulement sur les

---

(1) C. comm., art. 37, 40, 29, 30, etc.; av. cons. 25 mars–1er avr. 1809; D. 18 nov. 1810; av. cons. 15 oct. 1809–14 nov. 1821; L. 10 juin 1853, art. 2; D. 28 fév. 1852, art. 1er; D. 6 juill. 1854, art. 9; D. 10 déc. 1852, art. 4; règl. 15 juin 1850, art. 9, 11°; D. 30 janv. 1852, art. 13, 13°. — V. ci-dessus, p. 31.

(2) Ci-dessous, et L. 22 avr. 1806, art. 22; D. 16 janv. 1808; 18 mai 1808; L. 30 juin 1840, art. 6, 7; O. 25 mars 1841.

La loi de 1857 stipule pour le Gouvernement le droit d'imposer à la Banque la formation d'un de ces comptoirs dans chaque département.

(3) L. 24 août 1793.

(4) L. 24 germ. an XI, notamment art. 31; 22 avr. 1806; 30 juin 1840, art. 6 à 8; L. 9 juin 1857. — Deux arrêtés dictatoriaux de 1848 ont réuni à la Banque dite *de France* toutes les banques alors existantes dans les départements (27 avr. et 2 mai 1848).

(5) L. 11 juill. 1851, art. 5, 14; L. 4 août 1851, art. 4 et 13; D. 13 août 1853; 12 mars 1859.

ordonnances ou décrets ordonnant, autorisant ou concédant l'entreprise de travaux publics intéressant l'État ou les colonies, les départements ou les communes, devant donner lieu à expropriation pour cause d'utilité publique (1), et dont les plus importants ne pouvaient, avant le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, être ordonnés, autorisés ou concédés que par la loi (2), mais encore sur les décrets ou ordonnances concédant ou autorisant certains travaux, qui participent, pour ainsi dire, par leur importance, leur utilité, leur influence sur la propriété privée, de la nature des travaux publics, tels que l'exploitation des mines ou minerais, le desséchement des marais ou étangs, les endiguements, le drainage et les travaux d'assainissement, les travaux pour conservation et aménagement des eaux minérales (3).

XIX. Il est nécessairement appelé à donner son avis sur la révocation d'autorisations accordées à des étrangers d'établir leur domicile en France (4).

XX. Il admet ou rejette les demandes de naturalisation formées par des étrangers, lesquels peuvent l'obtenir sur l'avis favorable du conseil d'État, soit après dix ans de résidence en France, depuis l'autorisation d'y établir leur domicile, obtenue après l'âge de vingt et un ans accomplis, soit même avant ces dix années, s'ils ont rendu à la France des services importants ou s'ils y ont apporté une industrie ou des inventions utiles, ou des talents distingués, ou s'ils y ont formé de grands établissements (5).

Les étrangers même naturalisés ne peuvent être nommés évêques (6).

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 30.

(2) *V.* ci-dessus, p. 142. — Sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 4 ; L. 3 mai 1841, art. 2, 1°, et art. 3 ; règl. 15 juin 1850, art. 9, 12° ; D. 30 janv. 1852, art. 13, 7°, 14°.

(3) L. 21 avril 1810, art. 5, 73, etc.; L. 17 juin 1840, art. 1er ; L. 16 juin 1851 , art. 5 ; arr. 9 oct. 1848 ; D. 6 fév. 1852, 6 janv. 1855 ; L. 16 sept. 1807, art. 2 à 5, 41 ; L. 10 juin 1854, art. 4 ; L. 13 avril 1850, art. 13 ; L. 14 juill. 1856, art. 1er, 12 ; O. 23 août 1815, art. 12 ; règl. 15 juin 1850, art. 9, 8°, 13° ; D. 30 janv. 1852, art. 13, 5°, 8°.

(4) C. civ., art. 13 ; av. cons. 18–20 prair. an XI ; L. 3 déc. 1849, art. 3, 7, 1er, 1° ; L. 7 août 1850, art. 17 ; règl. 15 juin 1850, art. 9, 5° ; D. 30 janv. 1852, art. 13, 11°.

(5) C. civ., art. 21, dern. al.; D. 17 mars 1809 ; 9 fév. 1811, art. 3 ; sén.-cons. 26 vend. an XI ; 19 fév. 1808 ; L. 3 déc. 1849, art. 1er, 2, 4 à 6 ; L. 28 avril 1816, art. 55 ; O. 8 oct. 1814 ; décis. r. 28 nov. 1817 ; D. 24 juin 1808 ; O. 15 juill. 1814 ; O. 31 oct. 1830. — *V.* traités et D. 30 juin 1860 ; — O. 18 sept. 1839, art. 17 ; L. 19 juill. 1845, art. 12, 27 ; règl. 15 juin 1850, art. 9, 5°, 19 ; D. 30 janv. 1852, art. 13, 11°.

(6) L. 18 germ. an X, art. 16.

XXI. Il donne, mais non plus en assemblée générale (1), son avis sur les demandes en autorisation de changement ou addition de nom (2), autorisation qui, du reste, n'est jamais accordée que sauf le recours de toute partie intéressée, par la voie contentieuse, dans le délai d'une année, à compter du jour de l'insertion du décret ou de l'ordonnance au Bulletin des lois, ou à compter du jour où la disposition du décret ou de l'ordonnance, si elle est subordonnée à une condition suspensive, pourrait commencer à produire son effet (3).

XXII. Il connaît de même des demandes de rectification d'erreurs commises, d'après les titres produits, quant aux noms, prénoms et dates de naissance, dans les inscriptions sur les grands-livres de la dette publique, perpétuelle ou viagère (4).

XXIII. Il participe, par les avis de ses comités, à la gestion des propriétés départementales et, lorsqu'il y a lieu, des biens des communes et des établissements publics ou d'utilité publique, notamment sur les projets d'emprunts communaux qui peuvent être autorisés autrement que par une loi (5).

XXIV. Il est nécessairement consulté sur l'établissement ou la suppression ou la modification des tarifs d'octroi (6).

XXV. Il connaît administrativement, c'est-à-dire, sur le rapport du ministre compétent, des recours qui peuvent être formés, dans certains cas, devant le chef de l'État, par la voie administrative, contre certains actes, par les *personnes* (publiques ou privées), sur des points en général non susceptibles de pourvoi par la voie contentieuse (7); ainsi que des dénonciations qui peuvent lui être faites par le chef de l'État ou par les ministres d'office, ou sur la dénonciation des préfets ou des parties, de certains actes administratifs irréguliers, non susceptibles d'être déférés par la voie contentieuse.

---

(1) Règl. 15 juin 1850, art. 15, 9 à 11; O. 30 janv. 1852, art. 13, arg.
(2) L. 11 germ. an XI, tit. II; L. 28 mai 1858.
(3) L. 14 germ. an XI, art. 6, 7; ex.: arr. cons. 12 août 1818; 16 déc. 1831.
(4) L. 7 fruct. an V; arr. 7 frim. an XI.
(5) L. 10 mai 1838, art. 29, 38; L. 18 juill. 1837, art. 41; L. 10 juin 1853, art. 4. Sauf D. 25 mars 1852, art. 1er et 7, tabl. A, 1°, 2°; O. 27 déc. 1846, art. 1er, 3°, 4°, etc., etc.
(6) L. 11 juin 1842, art. 8; règl. 15 juin 1850, art. 9, 16°, 15; D. 30 janv. 1852, art. 7, 13, 17°; D. 25 mars 1852, tabl. A, except. *q*.
(7) *V.* ci-dessus, p. 62; *Recours autorisé par l'art. 40 du règlement du 22 juill. 1806, contre des actes émanés du chef de l'Etat; renvoi facultatif à une des sections du conseil.—V.* aussi nos ci-après.

Ainsi, par le décret du 17 mars 1808 (1), le chef de l'État s'était réservé de réformer par des décrets pris en conseil d'État toute décision, statut ou acte émané du conseil de l'Université ou du grand maître, remplacés aujourd'hui, quant au pouvoir réglementaire ou de décision, par le ministre chargé de l'instruction publique (2).

La constitution et les lois de 1791 et de l'an III donnaient au chef de l'État le droit d'annuler immédiatement les actes irréguliers des administrations départementales (3), et, à défaut d'annulation, par l'autorité départementale (4), les actes des administrations municipales alors toutes électives; la loi du 27 avril-25 mai 1791 voulait que ces sortes d'annulations fussent prononcées en conseil des ministres, appelé alors conseil d'État. Nous croyons qu'aujourd'hui ce droit peut s'exercer même à l'égard des actes des autorités municipales, sans l'intervention du conseil d'État, dont le chef du pouvoir exécutif peut néanmoins prendre l'avis, et sans préjudice du droit de recours des parties ou des ministres par la voie contentieuse, s'il y a lieu (5).

XXVI. La loi du 21 avril 1810 ouvre un recours direct par la voie administrative devant le conseil d'État contre les arrêtés de préfet, réglant, en cas de concurrence entre plusieurs maîtres de forges, pour l'exploitation du minerai, négligée par le propriétaire du fonds, la proportion dans laquelle chacun d'eux pourra exploiter (6).

XXVII. Un avis du conseil d'État de 1813, une décision du même conseil de 1814, indiquent un recours administratif possible devant ce conseil, après décision du ministre, contre un arrêté de préfet prononçant ou refusant de prononcer la suppression, ou déterminant la direction d'un chemin vicinal (7).

XXVIII. La loi du 16 septembre 1807 autorise expressément le

---

(1) Art. 144.
(2) *V.* ci-dessus, p. 125, 126, 63.
(3) A l'égard de celles-ci, le droit appartient aux ministres, excepté en ce qui concerne les actes ou délibérations des conseils généraux de département ou des conseils d'arrondissement (*V.* ci-dessus, p. 183, n° XX; ex. : 0. 5 nov. 1840, etc.).
(4) L. 15-27 mars 1791, art. 27; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. II, art. 7; L. 27 avril-25 mai 1791, art. 14, 17, 2°; const. an III, art. 196.
(5) *V.* ci-dessus, p. 183, 184, note 2, et p. 184, n° XXI; *Pourvois dans l'intérêt de la loi. S'il s'agit d'excès de pouvoir ou d'incompétence, toutes les autorités administratives ressortissent au conseil d'Etat, statuant au contentieux.*
(6) Art. 64.—*V.* aussi p. 229, n° XIII, ci-dessus.
(7) Av. cons. 5-8 nov. 1813; arr. cons. 6 janv. 1814.

recours direct par voie administrative, c'est-à-dire, sur le rapport du ministre, contre les alignements donnés par les maires pour l'ouverture de nouvelles rues ou pour l'élargissement des anciennes, qui ne font point partie d'une grande route, ou pour tout autre objet d'utilité publique, et même contre les plans d'alignement (1), arrêtés alors en conseil d'État, aujourd'hui par les préfets, excepté toutefois pour Paris (2).

XXIX. Le conseil d'État prononce en quelque sorte comme arbitre, 1° entre les communes et les fabriques, lorsque les premières, de l'avis de leur conseil municipal, demandent une réduction sur quelques articles de dépense de célébration du culte, dépenses mises à leur charge par la loi en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique (3); 2° entre les autorités civiles, les entrepreneurs de fournitures pour le service des morts, et les fabriques relativement aux marchés existants (4).

Sur tous les recours dont nous venons de parler ici, il peut être statué définitivement par les sections ou comités (5).

XXX. Le conseil, ou plutôt une de ses sections ou comités, statuant administrativement, propose d'accorder ou de refuser au département de la Seine l'autorisation, soit d'intenter une action, soit de former un recours devant un tribunal ou une Cour de l'ordre judiciaire (6); il propose ou refuse, sur le recours formé administrativement par une commune ou section de commune, ou par tout contribuable inscrit au rôle des contributions directes de la commune demandant à intenter ou soutenir à ses propres frais et risques une action au nom et dans l'intérêt de la commune ou section, ou enfin par un établissement public local distinct de la commune, la réformation des arrêtés de conseils de préfecture portant refus de l'autorisation nécessaire pour plaider devant les tribunaux judiciaires, soit en demandant, soit en défendant (7).

---

(1) L. 16 sept. 1807, art. 52; D. 27 juill.-circ. 18 août 1808; —*V.* arr. cons. 22 oct. et 3 déc. 1817, 9 juin 1824, 4 juill. 1827, etc.

(2) D. 25 mars 1852, art. 1er, 7, tabl. A, 50°; —*V.* ibid., art. 6, 2e alin., *Recours ouvert en général devant le ministre.*

(3) D. 30 déc. 1809, art. 96, 97, § 6, 11°; L. 18 juill. 1837, art. 30, 14°.

(4) D. 18 mai 1806, art. 15; D. 25 mars 1852, art. 1er, 7, tabl. A, 46°.

(5) Règl. 15 juin 1850, art. 15, 11; D. 30 janv. 1852, art. 13, 20°, 21°.

(6) L. 10 mai 1838, art. 36; D. 25 mars 1852, art. 7, et tabl. A, 5°.

(7) L. 18 juill. 1837, art. 49, 54, dern. al., 50, 53; L. 28 pluv. an VIII, art. 4; arr. 7 mess. an IX, art. 13; D. 30 déc. 1809, art. 77; 6 nov. 1813, art. 14, 29, 53, 70; O. 23 mai 1834; C. pr. civ., art. 1032; O. 1er juin 1828, art. 3, 2°; O. 18 sept. 1839, art. 19; règl. 15 juin 1850, art. 19; D. 30 janv. 1852, art. 7.

XXXI. Il se prononce administrativement, après une instruction presque contentieuse, en assemblée générale, au rapport d'une de ses sections ou d'un de ses comités, en appel des décisions du conseil des prises, lorsqu'il y en a un (1), ou, dans le cas contraire, en premier et dernier ressort (2), sur la validité des prises maritimes amenées, et sur les contestations relatives à la qualité des navires neutres ou ennemis naufragés ou échoués, dans les ports ou sur les côtes de France et de ses colonies (3), et même sur les prises amenées dans des ports étrangers et dont le jugement appartiendrait à l'autorité française (4).

La compétence en matière de prises maritimes, réservée par la loi du 9-13 août 1791, avait été provisoirement attribuée par celle du 14 février 1793 aux tribunaux de commerce. Elle fut transférée par la loi du 18 brumaire an II au conseil ou chef du pouvoir exécutif, contre les décisions de qui la loi du 26 vendémiaire an VI ouvrit un recours devant le tribunal de cassation. La loi du 3 brumaire an IV avait reconnu de nouveau la compétence de l'autorité judiciaire, c'est-à-dire des juges et agents consulaires, etc., auxquels elle demeura jusqu'à l'an VIII (5).

XXXII. Certaines lois, certains règlements exigent, pour certaines opérations ou certaines affaires, l'intervention d'une section ou d'un comité du conseil d'État; ainsi :

Toute liquidation de pension civile, militaire, etc., doit être revisée par un comité, une section, du conseil d'État (6).

Le règlement du conseil d'État du 26 mai 1849, fait en vertu de délégation de la loi, remplacé par celui du 15 juin 1850, avait concentré dans le comité des finances les révisions de liquidation de pensions de toute nature. Cette disposition avait été confirmée par

---

(1) D. 11 juin 1806, art. 14, 3°; L. 26 vent. an VIII; arr. 6 germ. an VIII; L. 3 mars 1849, art. 9; D. 18 juill. 1854, art. 6; 9 mai 1859, art. 6; — V. *Juridiction admin., Cons. des prises.*

(2) O. 9 janv. 1815, art. 1er; 23 août 1815, art. 13; 9 sept. 1831; 18 sept. 1839, art. 17; règl. 15 juin 1850, art. 19, 9, 6°, 54; D. 30 janv. 1852, art. 8, 13, 4°; arr. 6 germ. an VIII, art. 28; D. 3 mai 1856, arg.

(3) Arr. 6 germ. an VIII, art. 2, 20; O. 8 juin et 22 juill. 1814; D. 18 juill. 1854, art. 1er; 9 mai 1859, *id.*

(4) Arr. 6 germ. an VIII, art. 23 à 25; O. 29 oct. 1833, art. 78; D. 18 juill. 1854, art. 11; 9 mai 1859, *id.*

(5) L. 9–13 août 1791, art. 1er; 14 fév. 1793; 26 vend. an VI; 3 brum. an IV, art. 15; 8 flor. an IV, art. 1er, 3; 27 vent. et 4 prair. an VI; L. 26 vent. an VIII.

(6) O. 20 juin 1817, art. 3; 27 août 1817, art. 8 (mar.); D. 9 nov. 1853, art. 43; règl. 15 juin 1850, art. 17; D. 30 janv. 1852, art. 9; D. 9 mars 1852, art. 10; 8 juin 1852.—*V.* ci-dessus, p. 158 à 160.

le décret du 30 janvier 1852 ; mais le décret du 8 juin 1852 a restitué à la section de la guerre et de la marine la révision des pensions liquidées par les ministres de ces deux départements, sauf réunion de cette section avec celle des finances, si le ministre au département des finances le demande. Avant 1849, chaque comité revisait les liquidations de pensions du département ministériel auquel il correspondait; avant le décret du 9 mars 1852, celles de l'instruction publique n'étaient point soumises au conseil d'État, malgré la disposition générale de l'ordonnance de 1817.

Les décrets qui même après l'accomplissement de toutes les formalités accordent ou concèdent des pensions sont susceptibles de recours, sur le fond, par la voie contentieuse (1).

XXXIII. Le règlement d'administration publique du 12 mars 1859 exige, pour les autorisations par décret, de magasins généraux et salles de ventes publiques de marchandises, l'avis préalable de la section du conseil d'Etat correspondante au ministère du commerce (2).

XXXIV. Sur les oppositions faites par l'administration forestière aux défrichements annoncés par des particuliers, la loi du 16 juin 1859 veut que le ministre des finances, qui décide administrativement, ne puisse prononcer que la section des finances préalablement entendue (3).

Une *commission des pétitions* est formée dans le sein du conseil d'Etat, chargée d'examiner toutes les pétitions adressées au chef de l'État et de lui remettre, par l'intermédiaire du président du conseil d'État, un rapport contenant ses propositions (4).

Le conseil d'État participe ainsi indirectement à l'exercice du droit de grâce (5); comme il y participe encore directement en assemblée générale en ce qui concerne la remise à titre gracieux des débets envers l'État (6); comme il se trouve enfin par son intervention dans certaines mesures secondaires d'organisation, telles que création, prorogation ou suppression de chambres temporaires dans les Cours et tribunaux, création ou suppression de justices de paix, etc., admis à la part que nos *lois délèguent* (7) au chef du pouvoir exécutif, sinon

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 61.
(2) L. 28 mai 1858, art. 7, 14 ; D. 12 mars 1859, art. 1er.
(3) Art. 219.
(4) D. 18 déc. 1852 ; *V.* D. 20 sept. 1806.
(5) *V.* ci-dessus, p. 200, note 1, et 7, note 2.
(6) L. 29 juin 1852, art. 13.—*V.* ci-dessus, p. 182, note 2.
(7) Règl. 6 juill. 1810, art. 10, 12; L. 20 avril 1810, art. 39 ; L. 8 pluv.

dans l'exercice des attributions, du moins dans la constitution du pouvoir judiciaire (1).

Les membres du conseil d'État sont individuellement appelés, en cette qualité, à faire partie d'autres corps consultatifs ou conseils (2).

Lorsqu'il y a lieu, aux termes d'une loi ou d'un règlement d'administration publique, de désigner un ou plusieurs membres du conseil d'État, soit pour faire partie d'un comité ou d'une commission, soit pour prendre part, à ce titre ou à un titre quelconque, à l'*exécution* d'une loi, cette désignation est faite directement par un décret du chef de l'État (3).

Des conseillers d'État *individuellement* sont, ainsi que nous l'avons dit (4), désignés comme commissaires pour soutenir la discussion de projets de lois ou de sénatus-consultes présentés au Corps législatif ou au Sénat, ou pour représenter le Gouvernement dans toute délibération de ces corps. Ces projets peuvent être portés par les commissaires à l'une ou l'autre assemblée, de même que les proclamations que l'Empereur leur adresse (5). Les commissaires sont au nombre de trois pour chaque loi ou sénatus-consulte. Un de ces commissaires peut être pris parmi les conseillers en service ordinaire hors sections. Ils sont proposés à la nomination du chef de l'État par le président du conseil d'État, qui, lui-même, peut en faire partie ; ils sont nommés par le décret qui ordonne la présentation du projet de loi ou de sénatus-consulte, lequel décret est transmis à chaque assemblée avec le projet. Ceux qui sont chargés de représenter le Gouvernement (en général) sont commis par des décrets spéciaux (6). Un décret du 24 nov. 1860 crée des ministres sans portefeuille, chargés de défendre, de concert avec le président et les membres du conseil d'État, devant les *chambres* (le Sénat et le Corps législatif), les projets du Gouvernement et de donner des explications sur sa politique (7).

---

an IX, art. 9, 8 ; 27 vent. an VIII, art. 93, 95 ; 25 vent. an XI, art. 31, 32, etc.; régl. 15 juin 1850, art. 9, 7° ; D. 30 janv. 1852, art. 13, 9°.

(1) *V.* ci-dessus. p. 6 et 7, texte et notes.

(2) *V.* sect. suiv.

(3) D. 3 fév. 1852. — La constitution de 1848, art. 89, la loi du 15 mars 1850, art. 1er, avaient voulu que les membres du tribunal des conflits et ceux du conseil supérieur de l'instruction publique fussent élus par les corps respectifs auxquels ils appartenaient.

(4) *V.* p. 219, 220.

(5) *V.* ci-après, *Ministère d'État.*

(6) Constit. an VIII, art. 53 ; arr. 5 niv. an VIII, art. 9 ; const. 14 janv. 1852, art. 51 ; D. 25 janv. 1852, art. 15 ; D. 31 déc. 1852, art. 32, 3 à 5, 8, 51, 17, 31, 61, 33, 65 ; D. 24 nov. 1860, art. 3.

(7) D. 24 nov. 1860, art. 5.

SECTION V. *De quelques autres conseils, comités ou commissions.*

Outre les conseils supérieurs centraux dont nous venons de parler, ayant, quant aux attributions, un caractère général et, pour ainsi dire, universel, il existe une foule d'autres conseils ou corps consultatifs ayant un caractère spécial. Nous en allons citer quelques-uns.

SOUS-SECTION 1re. — *Conseil supérieur et conseils généraux de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. — Comité consultatif des arts et manufactures.*

Il est institué un conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie (1), présidé par le ministre chargé de ces attributions (2).

Les autres ministres en font partie ou y ont entrée (3), ou peuvent y déléguer des commissaires pour y exposer les questions sur lesquelles le conseil est appelé à délibérer, fournir les explications de détail et les documents jugés nécessaires.

Ce conseil est composé, en outre, d'un vice-président, deux sénateurs, deux membres du Corps législatif (4), deux membres du conseil d'État (5), du directeur général des douanes, du directeur de l'agriculture et du commerce au ministère de ce nom, du directeur des consulats et affaires commerciales au ministère des affaires étrangères, du directeur des colonies et du directeur des affaires de l'Algérie aux ministères chargés des colonies et de l'Algérie ; enfin de six notables choisis par le chef de l'État parmi les personnes les plus versées dans les matières agricoles, commerciales et industrielles (6).

Le conseil peut de plus entendre les personnes qu'il croirait pouvoir l'éclairer sur des faits à constater (7).

---

(1) O. 4 janv. et 20 mars 1824 ; 1re O. 4 janv. 1828, art. 1er, avant-dern. al.; 2e O. 8 août 1829, art. 2 ; O. 8 déc. 1829, art. 1er; O. 29 avril 1831, art. 5 à 7 ; D. 1er fév. 1850 ; D. 1er fév. 1853.

(2) O. 4 janv. 1828, art. 1er ; 20 janv. 1828, art. 2; D. 1er fév. 1850 ; 2 fév. 1853. — De 1824 au 4 janv. 1828 et du 8 déc. 1829 au 29 avril 1831, il l'était par le président du conseil des ministres. Du 8 août au 8 déc. 1829 et du 29 avril 1831 au 1er fév. 1850, par un président spécial sous l'autorité, tantôt du ministre des finances, tantôt du ministre du commerce.

(3) O. 6 janv. 1824 ; D. 2 fév. 1853.

(4) Eléments nouveaux.

(5) Les ordonnances de 1824 y appelaient 2 ministres d'État, un membre du conseil privé ou du conseil d'Etat, et un autre conseiller d'Etat ou maître des requêtes comme secrétaire.

(6) Compar. O. 1824 et 1831 ; D. 1er fév. 1850.

(7) Par l'organisation de 1824, un *bureau de commerce et des colonies* était chargé de recueillir les faits et documents. Il recevait par les soins des mi-

Ce conseil donne son avis sur toutes les questions que le Gouvernement juge à propos de lui renvoyer. Il *peut* être entendu notamment sur les projets de lois concernant le tarif des douanes, sur les projets de traités de commerce et de navigation, sur la législation commerciale des colonies et de l'Algérie, sur le système des encouragements pour les grandes pêches maritimes, sur les questions de colonisation et d'émigration (1).

Il peut, avec l'autorisation du ministre, procéder à des enquêtes (2).

Indépendamment de ce conseil supérieur embrassant à la fois les intérêts de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, il existe pour chacune de ces trois branches un conseil spécial (conseil ou conseil général de l'agriculture (3), conseil général du commerce (4), conseil général des manufactures) (5).

Il y a de plus un comité consultatif des arts et manufactures, comité plus pratique, consulté sur des questions d'application plutôt que de législation (6).

SOUS-SECTION II. — *Comité consultatif d'hygiène publique ou conseil supérieur de santé.*

Un comité consultatif d'hygiène publique (7), remplaçant l'ancien conseil supérieur de santé (8), est chargé de l'étude et de l'examen

---

nistres toutes les demandes générales concernant le commerce, toutes les informations qu'il jugeait devoir être demandées aux chambres de commerce, aux compagnies, aux négociants et manufacturiers et aux agents du Gouvernement de toutes les classes, soit à l'intérieur, soit à l'étranger. — Il pouvait ensuite faire des propositions au conseil supérieur pour en être référé au chef de l'Etat (*V.* O. 27 janv. 1831, *remplacement par une commission*).

(1) L. 18 juill. 1860. L'ordonnance de 1831 ajoutait sur les vœux des conseils généraux et spéciaux du commerce, des manufactures et du conseil d'agriculture.

(2) D. 1853 ; O. 6 janv. 1824, art. 6.

(3) O. 28 janv. 1819 ; 1re O. 29 avril 1831, art. 1er, 10, etc.; 2e O. art. 4; O. 20 oct. 1841 ; D. 1er fév. 1850 ; L. 25 mars 1851, art. 21 à 28; D. 9 avril 1851 ; D. 25 mars 1852, mais convoqué annuellement et non permanent.

(4) Arr. 3 niv. an XI, art. 10, 11 ; D. 26 juin 1810, art. 9 à 11 ; 1re O. 23 août 1819 ; O. 9 fév. 1825 ; 1re O. 29 avril 1831, art. 1er, 8, 2, 11 à 14, 2e O. art. 4 ; D. 9 avril 1851.

(5) D. 26 juin 1810, art. 1er à 8 ; 1re O. 29 avril 1831, art. 1er, 9, 2 à 4, 11 à 14; 2e, art. 4 ; O. 25 déc. 1832 ; 10 oct. 1833 ; 17 mai 1837, etc.; D. 9 avril 1851.

(6) *V.* L. 27 sept.-16 oct. 1791 ; L. 28 avril 1816, art. 17 ; L. 27 mars 1817, art. 6 ; L. 21 avril 1818, art. 1er ; L. 9 juin 1845, art. 1er ; D. 20 mai 1857. — *V.* aussi L. 28 avril 1816, art. 63 ; O. 24 sept. 1817 ; O. 5 janv. 1835 ; 3 fév. 1848 ; et encore L. 27 juill. 1822, art. 19 ; arr. 10 juin 1848, etc.

(7) Arr. 10 août 1848 ; D. 1er fév. et 2 déc. 1850 ; 23 oct. 1856.

(8) O. 7 août 1822, art. 55.

de toutes les questions qui lui sont renvoyées par le ministre, en ce qui concerne les quarantaines, la propagation de la vaccine, la police médicale et pharmaceutique, la salubrité des ateliers et l'amélioration des établissements thermaux, etc.

SOUS-SECTION III. — *Conseil général des ponts et chaussées, de la navigation ou des cours d'eau et des chemins de fer.*

Il existe un conseil général des *ponts et chaussées*, présidé par le ministre ou le directeur général, et, en son absence, par un des membres, inspecteur général, vice-président. Ce conseil est composé des inspecteurs généraux (1) et divisionnaires (aujourd'hui inspecteurs généraux de seconde classe) (2).

Il est chargé de donner son avis sur le personnel et l'avancement des ingénieurs, lorsqu'il lui est demandé (3), sur les projets et plans de travaux, sur les questions d'art et de comptabilité qui lui sont soumises, sur l'établissement, le règlement et la police des usines à eau, les desséchements de marais, les endiguements et canaux d'irrigation, etc.

Il est nécessairement consulté sur toutes les questions contentieuses ou susceptibles de le devenir, qui doivent être portées au conseil d'État ou décidées d'*abord* par le ministre (4), et sur toutes les affaires qui doivent être portées à la commission mixte (5).

Pour l'examen des affaires qui, à raison de leur importance secondaire, n'exigent pas la réunion du conseil entier, le conseil général se divise en sections (6), dont le nombre, les attributions et la composition sont déterminés par arrêtés ministériels (7). Chaque section est présidée par un inspecteur général de première classe.

Toutes les fois qu'une affaire renvoyée à l'une des sections y a été jugée par la majorité des membres susceptible d'être soumise au conseil général, elle est nécessairement déférée à ce conseil (8).

Les sections, avant le décret de 1854, étaient au nombre de

---

(1) *V.* ci-dessus, chap. III, sect. II.
(2) D. 17 juin 1854.
(3) La révocation des ingénieurs ne peut avoir lieu que de son avis (D. 13 oct. 1851, art. 25).
(4) L. 31 déc. 1790–19 janv. 1791, art. 3 à 5; L. 6–18 août 1791, art. 2 à 4; D. 7 fruct. an XII, art. 11 et 15; O. 8 juin 1832, art. 6; 23 déc. 1838, art. 4.
(5) *V.* ci-après, sous-sect. V.
(6) O. 19 oct. 1830, art. 10 à 13; 8 juin 1832, art. 7, 8; 23 déc. 1838.
(7) D. 17 juin 1854, art. 4.
(8) O. 8 juin 1832, et 23 déc. 1838, art. 7.

quatre (1), s'occupant, savoir : l'une des affaires relatives aux routes et ponts, autres que les plans généraux d'alignement dévolus à la seconde ; celle-ci (outre ces plans d'alignement) de l'établissement des usines et du règlement des cours d'eau ; la troisième des affaires relatives à la navigation naturelle et artificielle, aux travaux des ports maritimes et autres, quais, bacs, desséchements et canaux d'irrigation, etc.; et la quatrième des chemins de fer, en ce qui touche les questions relatives à l'expropriation des terrains, à l'exécution des terrassements et ouvrages d'art, et au règlement des comptes des entrepreneurs (2).

SOUS-SECTION IV^e^. — *Conseil général des mines.*

Un conseil général des mines est institué pour donner son avis sur les demandes en concession, en réunion ou partage, sur les retraits de concessions (3), sur les perfectionnements des procédés de l'art., etc.

Il est nécessairement consulté sur les questions de nature contentieuse qui peuvent être ou viennent à être portées devant le conseil d'Etat (4).

Il est présidé par le ministre ou, en son absence, par le directeur général de l'administration ; à défaut ou en l'absence de celui-ci, par un des membres du conseil désigné par le ministre : il est composé uniquement des inspecteurs généraux du service (5).

---

(1) Elles n'avaient d'abord été qu'au nombre de deux (*routes*, etc., d'une part, *navigation*, etc., de l'autre) (O. 19 oct. 1830 et 8 juin 1832).

(2) O. 23 déc. 1838, art. 5 ; arr. 19 juill. 1848, art. 3.

Il y a, en outre, près du ministère des travaux publics, un *comité consultatif* des chemins de fer chargé de l'étude et du choix des tracés, de l'examen des cahiers de charges de concession, des questions relatives à l'établissement de la voie de fer, des gares et stations et du matériel, à l'établissement des tarifs et à leur application, aux traités particuliers et conventions internationales, à l'exploitation technique et commerciale, aux règlements de police, aux émissions d'obligations, aux prêts, subventions ou garantie d'intérêt et partage de bénéfice de la part de l'Etat, etc., et en général de toutes les questions concernant les rapports des compagnies avec l'administration.

De ce comité sont membres les inspecteurs généraux institués pour la surveillance de l'exploitation commerciale et le contrôle de la gestion financière des compagnies (*V.* ci-dessus, chap. III, sous-chap. II, sect. IV), lesquels constituent même la partie permanente de ce comité (arr. min. 30 nov. 1851 ; D. 19 juill. 1848, art. 2 ; D. 17 juin 1854).

(3) *V.* cons. d'Etat, D. 30 janv. 1852, art. 13.

(4) D. 18 nov. 1810, art. 46.

(5) D. 18 nov. 1810, art. 45 ; O. 27 avril et 8 juin 1832, art. 9 ; D. 24 déc. 1851, art. 5, 8 ; D. 23 avril 1856.

SOUS-SECTION V.—*Commission mixte (des travaux publics et même privés.)*

On appelle ainsi un corps consultatif, composé à la fois de hauts fonctionnaires de l'ordre administratif civil (membres du conseil d'Etat, dont un préside, et du conseil général ou du corps des ponts et chaussées), d'officiers généraux des armées de terre et de mer, appartenant notamment aux armes du génie et de l'artillerie (même aux autres armes), et de quelques membres d'un grade moins élevé, empruntés au service civil des ponts et chaussées, au service militaire de l'artillerie ou à celui de la marine, y assistant avec voix consultative (1).

Une institution analogue avait été organisée en 1791 (2), et le principe en existait même avant 1789 (3).

La *commission mixte* est établie pour l'examen et la discussion des projets de concession ou de confection de travaux publics ou même privés, autres que d'entretien ou de réparation sans modification à l'état actuel, dont l'exécution dans la *zone frontière* (4), en dedans ou même en dehors du rayon des fortifications ou de celui des servitudes autour des enceintes fortifiées, peut intéresser à la fois, d'une part, la défense du territoire, et, d'autre part, un ou plusieurs des services civils et maritimes, comme concessions ou travaux concernant les routes nationales ou départementales, chemins de fer, cours d'eau navigables ou flottables, ponts sur ces cours d'eau, même pour le service des chemins vicinaux ou forestiers, et chemins vicinaux ou forestiers eux-mêmes, dans une certaine zone plus restreinte, lorsque leur largeur ou leur empierremennt, etc., excède certaines dimensions; ports militaires ou de commerce, havres, rades, mouillages, quais, bassins, jetées, brise-lames, phares, fanaux, amers, canaux et écluses ou rigoles de navigation, d'alimentation, de chasse ou d'irrigation, et autres ouvrages analogues, tels que digues, batardeaux, épis et enrochements; fortifications et bâtiments militaires qui apporteraient des changements aux routes, aux canaux et autres ouvrages d'intérêt civil ou maritime mentionnés ci-dessus; passages des portes d'eau et des portes de terre, dans la traverse des fortifications; même les modifications à apporter dans un intérêt civil aux

---

(1) D. 13 fruct. an XIII, art. 2; D. 20 fév. 1810, art. 19; 20 juin 1810, art. 2; 22 déc. 1812; O. 18 sept. 1816; 28 déc. 1828; 31 juill. 1841; 29 oct. 1845; L. 7 avril 1851, art. 5, 3, 2e al.; D. 16 août 1853, art. 4.

(2) L. 31 déc. 1790–19 janv. 1791, art. 6; L. 8–10 juill. 1791, tit. Ier, art. 29.

(3) *V.* O. 31 déc. 1776, tit. V, art. 26.

(4) *V.* tit. V, sous-tit. 2e.

arsenaux, casernes, magasins ou autres établissements militaires; projets de tracé ou d'alignement des rues, qui, dans les enceintes fortifiées, servent de communication directe entre les places publiques et les établissements militaires, et de celles qui, même dans les villes non fortifiées, bordent les établissements de la guerre ou de la marine, ainsi que des places ou carrefours consacrés par le temps et l'usage aux exercices ou rassemblements de troupes; projets de concession ou d'exécution de desséchement de lacs, étangs et marais salants ou autres, ou de défrichement de forêts ou bois; concession du droit d'enrochement ou d'endiguement de mer, dunes et lagunes; concessions de lais et relais, d'atterrissements ou alluvions dépendants du domaine de l'État; autorisations et règlements d'eau des moulins et autres usines, lorsqu'ils peuvent avoir de l'influence sur les inondations défensives; et tous autres objet d'intérêt *public*, civil ou maritime, qu'un décret déclarerait de nature à influer sur la défense du territoire. Les affaires d'un caractère purement administratif, qui sont les *accessoires* d'affaires principales du ressort de la commission mixte, telles que remises réciproques de terrains, répartition des dépenses ou de l'exécution entre les divers services, sont aussi soumises à l'examen de la commission, qui est nécessairement appelée à connaître des questions relatives à la *police* et à la conservation (non à l'entretien) des ouvrages ayant à la fois une destination civile et militaire (1).

D'un autre côté, le ministre de la guerre peut, par une décision générale, déclarer exonérés de l'examen de la commission mixte les travaux de modification ou d'amélioration de certaines voies de terre et d'eau, chemins de fer, etc., situées en dehors de la zone des fortifications ou du rayon des servitudes militaires autour des enceintes fortifiées autres que les travaux concernant des ponts établis au croisement d'une voie de terre classée et d'une voie d'eau navigable ou flottable (2).

Les affaires de la compétence de la commission mixte reçoivent une instruction et peuvent donner lieu à des conférences de deux degrés de la part des agents des divers services dans les localités; à moins qu'elles ne doivent faire l'objet d'un projet de loi, ou qu'il n'y ait à l'ouverture du second degré adhésion des chefs de service; et elles sont ensuite l'objet d'instructions faites séparément par

---

(1) L. 31 déc. 1790-19 janv. 1791, art. 6; D. 22 déc. 1812, art. 2; L. 7 avril 1851, art. 1er, 3, 2e al.; D. 16 août 1853, art. 7, 8, 17, 43; circ. trav. publ. 20 août 1860.

(2) D. 16 août 1853, art. 8, 1°, 40 à 42.

chaque ministère intéressé, et c'est sur celles-ci que la commission mixte est consultée. Elles doivent être expédiées d'urgence à tous les degrés de la hiérarchie administrative (1).

La mission de la commission mixte est d'apprécier les intérêts des divers services, de les concilier, et, si elle ne parvient pas à établir l'accord entre eux, d'indiquer dans quelle limite il lui paraît possible de donner satisfaction à leurs besoins respectifs, sans compromettre la défense du pays (2).

Sont consultés dans l'instruction des affaires de la compétence de la commission mixte, 1° le comité des fortifications ; 2° le comité de l'artillerie, toutes les fois qu'un officier de cette arme a pris part aux conférences préliminaires ; 3° le conseil général des ponts et chaussées pour toutes les affaires qui concernent les départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, de l'intérieur et des finances; 4° le conseil des travaux de la marine, lorsqu'une des conférences a eu lieu avec un ingénieur des constructions hydrauliques ; 5° le conseil d'amirauté (3) relativement aux projets d'ensemble des ouvrages de la marine, dont la création doit être ordonnée par un décret et pour les affaires dans lesquelles est intervenu un officier de marine. Chaque conseil ou comité émet séparément un avis motivé. S'il y a accord entre les conseils et comités sur les conclusions à prendre, la commission mixte se borne à constater l'accord par un avis conforme à ces conclusions : dans le cas contraire, le président nomme un rapporteur pour chaque service, et l'affaire est débattue contradictoirement.

Une expédition des procès-verbaux, contenant l'exposé des faits et le résumé de la discussion, est envoyée, avec le dossier, à chacun des ministres que l'affaire concerne. Chaque ministre fait connaître immédiatement s'il donne ou non son approbation aux conclusions. Si tous les ministres n'adhèrent pas, le chef de l'Etat prononce (4).

Les avis de la commission mixte sont communiqués au conseil d'État pour toutes les affaires qui, d'après les lois, doivent être soumises à ses délibérations, notamment pour les projets de lois, etc. (5).

---

(1) D. 16 août 1853, art. 11 à 15, 16, 18, 17.
(2) D. 16 août 1853, art. 3.
(3) *V.* sous-sect. VII, ci-après.
(4) D. 16 août 1853, art. 20, 21.—*V.* ci-dessus, p. 199, note 1.
(5) *V.* sect. précéd.

SOUS-SECTION VI. — *Conseil supérieur de l'instruction publique.*

Un conseil supérieur de l'instruction publique, présidé par le ministre (1), remplace l'ancien conseil de l'Université ou de l'instruction publique (2).

Ce conseil aujourd'hui est nommé annuellement, et s'assemble deux fois au moins par an (3); il n'y a plus même de section permanente (4).

Il est composé de trois membres du Sénat, trois membres du conseil d'État, cinq archevèques ou évèques, trois membres des cultes non catholiques, trois membres de la Cour de cassation, cinq membres de l'Institut, huit inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur, secondaire ou primaire, deux membres de l'enseignement libre, tous aujourd'hui nommés par le chef de l'État (5), et parmi lesquels il désigne un vice-président et un secrétaire (6).

Le ministre peut en outre en appeler au conseil supérieur pour les questions spéciales, avec voix consultative seulement, des inspecteurs généraux autres que ceux qui en font partie.

Des commissaires peuvent être aussi chargés par le ministre de l'y assister. Enfin le conseil peut appeler dans son sein les personnes dont l'expérience lui semble devoir être utilement consultée (7).

Le conseil supérieur de l'instruction publique est à la fois un corps consultatif ou conseil proprement dit, dont l'avis doit quelquefois être nécessairement demandé (8), et un corps exerçant juridiction (9).

Comme conseil, il peut être appelé à donner son avis sur les projets de lois et de règlements ou décrets relatifs à l'enseignement (10).

Il est nécessairement appelé à le donner sur certains de ces règlements (11) et sur tous arrêtés *ministériels* portant règlement

---

(1) L. 15 mars 1850, art. 1er à 6; D. 29 juill. 1850, art. 1er à 13; D. 9 mars 1852, art. 1er, 5, 6.

(2) D. 17 mars 1808, art. 69 à 84, 90 à 93; O. 17 fév. 1815, art. 51 à 67; O. 15 août 1815, préamb. et art. 3; O. 22 juill. 1820; 1er nov. 1820; 27 fév. 1821, art. 1er à 7; O. 26 mars 1829, art. 21, 22.

(3) D. 9 mars 1852, art. 5; L. 15 mars 1850, art. 4.

(4) L. 15 mars 1850, art. 2.

(5) D. 9 mars 1852, art. 5.—Compar. L. 15 mars 1850, art. 1er.

(6) D. 29 juill. 1850, art, 1er et 2.

(7) D. 29 juill. 1850, art. 4.

(8) *V.* ci-dessous.

(9) *V.* ci-après, tit. VIII.

(10) L. 15 mars 1850, art. 5.

(11) Ex.: L. 15 mars 1850, art. 5, 2e et 3e al., 6, 57; L. 14 juin 1854, art. 14, 2e al.

pour les établissements *publics* d'instruction (1); enfin sur certaines mesures administratives (2) ou questions techniques (3).

Il exerce lui-même, sauf l'approbation du chef de l'État ou du ministre (4), une sorte de pouvoir réglementaire (5).

SOUS-SECTION VII. — *Conseil d'amirauté.*

Un *conseil d'amirauté*, créé en 1824, est appelé à donner son avis sur toutes les mesures qui ont rapport à la *législation* (lois et règlements, décrets ou ordonnances) maritime (6) (et coloniale) (7), à l'organisation des armées navales, au mode d'approvisionnement, aux travaux et constructions maritimes (nouveaux ports ou autres établissements à créer, édifices à élever, dans les ports existants, bassins de radoub, cales, jetées et autres ouvrages hydrauliques) (8); à la direction et à l'emploi des forces navales en temps de paix et de guerre (9).

Il est chargé de la formation du tableau d'avancement des officiers par ordre de mérite, sur lequel seul (hors le cas d'action d'éclat en temps de guerre) doivent être *choisis* les officiers promus à un grade supérieur, ainsi que d'un autre tableau des officiers susceptibles d'être appelés au commandement des bâtiments de la marine de l'Etat (10).

Il donne son avis sur les impressions d'ouvrages (voyages, gra-

---

(1) Ex.: D. 22 août 1854, art. 18, 10.
(2) Ex. : L. 15 mars 1850, art. 5, 19, dern. al.; L. 15 mai 1850, art. 19.
(3) Ex.: L. 15 mars 1850, art. 5.
(4) *V.* O. 26 mars 1829, art. 21, 22.
(5) Ex.: L. 15 mars 1850, art. 21, 50, 53, 62, dern. al., 78; D. 9 mars 1852, art. 7; D. 10 avril 1852; D. 22 août 1854, art. 10, 18.
(6) Ex.: D. 4 juill. 1853 concernant la pêche et l'inscription maritimes, même la pêche fluviale, décrets très-importants, non rendus dans la forme des règlements d'administration publique, faits sans délégation spéciale législative, en vertu du droit inhérent aux attributions du chef du pouvoir exécutif, c'est-à-dire *pour l'exécution* des lois (*V.* ci-dessus, tit. II, chap. IV); et relégués, bien à tort, nous l'avons dit, dans la partie supplémentaire du *Bulletin des lois*.— Un décret modifiant un de ces règlements a été, contrairement à l'usage suivi pour d'autres décrets modificatifs intervenus déjà, inséré, *par extraits,* dans la *première* partie du *Bulletin des lois* (*V.* D. 9 juill. 1859).
(7) *V.* sous-sect. suiv.
(8) Principalement sur ceux dont les projets doivent être soumis à la commission mixte (*V.* ci-dessus). — Il y a aussi un conseil des travaux de la marine (O. 19 fév. 1831 ; 7 fév. 1842; 17 déc. 1845; arr. 8 pluv. an VIII, et D. 29 mars 1811-1831.
(9) O. 4 août 1824 ; 14 juin 1844, art. 128; arr. 3 mai 1848.
(10) Arr. 3 mai 1848.—*V.* ci-dessus, p. 195.

vures, etc.) à payer sur les fonds mis pour cet objet à la disposition du ministre de la marine (1).

Ce conseil se réunit sous la présidence du ministre de la marine, lequel, en cas d'empêchement, est remplacé par un membre qu'il a lui-même désigné. Il est composé de sept officiers généraux de la marine et de deux officiers supérieurs de l'administration de la marine (2) ou anciens administrateurs des colonies (3).

Les chefs des divers services du ministère de la marine (ceux qui n'en sont pas membres) et les inspecteurs généraux (4) sont entendus par le conseil, toutes les fois que leur présence est jugée utile à la discussion. Le ministre peut même, lorsqu'il le trouve convenable, les autoriser à prendre part aux délibérations (5).

Le secrétaire général du ministère de la marine, lorsqu'il y a un secrétaire général, remplit les fonctions du secrétaire du conseil d'amirauté (6).

SOUS-SECTION VIII.—*Conseil supérieur de l'Algérie et des colonies.*

Ce conseil, de création récente, laisse subsister le comité consultatif, ancien conseil des délégués des colonies (7), et remplace le comité consultatif de l'Algérie (8). La composition en est arrêtée chaque année; mais il est institué dans son sein une commission permanente des travaux publics.

Le conseil supérieur de l'Algérie et des colonies délibère sur les affaires intéressant l'Algérie et les colonies, à l'égard ou à l'occasion desquelles le ministre ou les ministres croient devoir le consulter. Il ne peut prendre l'initiative d'aucune délibération (9).

SOUS-SECTION IX. — *Comité consultatif des colonies* (10).

Le comité consultatif des colonies se compose 1° de quatre membres nommés par le chef de l'État; 2° d'un délégué de chacune des trois colonies (Antilles et la Réunion), choisi par le conseil général, qui lui-même est composé de membres dont moitié est nommée par le

---

(1) L. 15 mai 1850, art. 19.
(2) O. 4 août 1824, art. 3 et 2; O. 7 janv. 1827; 26 et 31 août 1830.
(3) *V.* p. précéd., note 2.
(4) *V.* O. 1er mars 1832, art. 244; D. 5 juin 1856, art. 269.
(5) Arr. 3 mai 1848.
(6) O. 18 fév. 1831.
(7) *V.* sous-sect. suiv.
(8) *V.* D. 2 avril 1850; 17 déc. 1851; 14 nov. 1855.
(9) D. 21 nov. 1858.
(10) *V.* sous-sect. précéd.

gouverneur et l'autre moitié par les membres des conseils municipaux (1). Un ou plusieurs des quatre premiers membres sont chargés par le ministre de remplir l'office de délégués pour les colonies qui n'ont pas encore de constitution.

Les délégués ne peuvent être choisis parmi les membres du Sénat, du Corps législatif et du conseil d'État, ni parmi les autres fonctionnaires rétribués.

Aux termes de la loi de 1833, les délégués des colonies, qui formaient un conseil près du Gouvernement, étaient tous nommés dans chaque colonie (Antilles, Bourbon et Guyane) par le conseil colonial ou général, dont les membres étaient élus par des colléges électoraux.

Le décret du 5 mars 1848, art. 3, confirmé sur ce point par la constitution (art. 21), ayant admis les colonies à nommer des députés à l'Assemblée nationale, les conseils coloniaux et les délégués avaient été supprimés (2).

CHAPITRE V.

Des ministères et des administrations centrales et établissements publics en dépendant.

L'Assemblée constituante avait créé six ministères, ou départements ministériels, savoir : justice, intérieur, finances ou contributions et revenus publics, guerre, marine, affaires étrangères (3).

La loi du 10 vendémiaire an IV maintint la même division; cependant la constitution de l'an III avait déterminé que le nombre des départements ministériels pourrait être de six au moins à huit au plus (4), et une loi du 12 nivôse an IV créa un ministère de la police, mais ce ministère fut supprimé par simple arrêté consulaire du 28 fructidor an X : il a été plusieurs fois rétabli depuis. A partir de cette époque, de l'an X, les alternatives de création et de suppression de ministères, et les différentes combinaisons d'attributions entre les divers départements ministériels, dont le chef du pouvoir exécutif s'était attribué de fait la prérogative, devinrent de plus en plus fréquentes (5).

---

(1) Sén.-cons. 3 mai 1854, art. 17, 12; D. 26 juill. 1854; D. 21 nov. 1858, art. 8.—*V.* arr. 19 vent. an XI, art. 11 à 14; O. 22 nov. 1819, art. 13, 14; O. 13 août 1823, art. 5, 6, 8; L. 24 avril 1833, art. 19. — *V.* L. 3-8 juill. 1792.

(2) D. 25 avril 1848.

(3) L. 27 avril-25 mai 1791.

(4) Const. an III, art. 150.

(5) Ex. : arr. 5 vend. et 17 vent. an X; D. 21 mess. an XII; D. 22 juin

Mais il est à remarquer que, à part le dédoublement momentané des ministères des finances et de la guerre par la création d'un ministère du Trésor (1) et d'un ministère de l'administration de la guerre (2), à part la récente création du ministère de l'Algérie et des colonies (3), dont les attributions ont été empruntées aux ministères de la guerre et de la marine, tous les changements ont porté sur le ministère de l'*intérieur* créé par l'Assemblée constituante, demeuré entier depuis 1791 jusqu'à l'an IV, et même, si l'on ne tient pas compte de l'existence momentanée d'un ministère de la police, jusqu'à 1811; puis, à partir de 1811, successivement démembré et reconstitué, soit en totalité, soit en partie.

Les ministères ainsi créés aux dépens de celui de l'intérieur ont été ceux de la police, de l'agriculture, du commerce et des manufactures, des travaux publics, de l'instruction publique et des cultes. Nous ne parlons pas du ministère d'État, dont la création avait à l'origine un caractère particulier (4). Chacun de ces ministères a été successivement fait et défait, recomposé puis supprimé. Tantôt il y a eu à la fois un ministère du commerce et un ministère des travaux publics, tantôt ils ont été réunis en un seul; tantôt un ministre de l'instruction publique seul, un ministre des cultes seul, tantôt un ministre de l'instruction publique et des cultes, etc., etc. Tous ces changements ne paraissent pas indiquer une nécessité bien puissante.

Au surplus, l'histoire de ces variations intéresse peu l'étude du droit public administratif; elles ne changent rien aux principes ni au fond des choses. Peu importe, en réalité, le nombre et la dénomination des ministères. Il est seulement essentiel pour l'étude de ce droit, comme pour le bon ordre de l'État, de ne pas confondre ce qui, en définitive, n'a jamais été mêlé depuis 1789, la justice et l'administration intérieure, les finances, la guerre, la marine et les relations politiques extérieures. Certains objets, certaines institutions ayant un caractère mixte en quelque sorte, peuvent dépendre, sous certains rapports, de plusieurs ministères différents, exiger ou comporter le concert et le concours de plusieurs ministres. Ainsi,

---

1811; O. 26 août 1824; O. 4 janv. 1828; 8 août 1829; 29 mai 1830; O. 11 août 1830; 13 mars 1831; 31 déc. 1832; 4 avril 1834; 19 sept. 1836; 12 mai 1839; arr. 24 fév. et 20 mai 1848; D. 22 et 25 janv. 1852, 21 et 23 juin 1853; 18 juill. 1854; 24 juin 1858, etc.

(1) Arr. 5 vend. an x.

(2) Arr. 17 vent. an x; O. 4 et 17 janv. 1828; 8 août 1829, art. 2.

(3) D 24 juin 1858.

(4) *V.* ci-dessus, p. 124, note 1.

par exemple, les droits de douanes affectent en même temps l'agriculture et le commerce, l'existence ou la prospérité coloniale, les relations extérieures et les revenus de l'État. Souvent la préparation des tarifs a été confiée au ministère chargé du commerce, tandis que la perception demeurait toujours dans les attributions du ministre chargé du recouvrement des contributions publiques ou des finances (1), et la négociation des traités relatifs à ces tarifs dans les attributions du ministre des affaires étrangères (2).

Ainsi, l'établissement des octrois exige le concours du ministre de l'intérieur, chargé de la surveillance et de l'appréciation des intérêts communaux en général, et du ministre des finances, chargé de veiller aux recouvrements et perceptions, même dans l'intérêt communal (3).

Ainsi, l'institution de la gendarmerie est dans les attributions du ministre de la guerre pour tout ce qui concerne la composition ou le personnel, la discipline et le matériel ; dans les attributions du ministre chargé de la police pour tout ce qui a rapport au maintien de l'ordre public ; dans celles du ministre de la justice pour tout ce qui est relatif à l'exercice de la police judiciaire (4) ; enfin, dans les attributions du ministre de la marine et dans celles du ministère auquel ressortissent les colonies, en ce qui concerne la surveillance exercée par la gendarmerie sur les militaires des troupes de la marine, la recherche des déserteurs de l'armée de mer, enfin quant à l'organisation de la gendarmerie coloniale (5).

Quant aux travaux ou opérations *mixtes*, comme on les appelle par privilége spécial, c'est-à-dire ceux où peut se trouver intéressée ou par lesquels pourrait se trouver compromise la sûreté extérieure de l'État, nous avons vu qu'ils ne peuvent être entrepris et exécutés qu'après le commun accord des autorités ou la décision de l'autorité suprême, et qu'après avoir été considérés sous les rapports civil, militaire et maritime, même sous le rapport des intérêts représentés par les différentes armes (génie, artillerie, etc. (6).

---

(1) *V.* L. 27 avril–25 mai 1791 ; arr. 28 vent. an XII ; D. 22 juin 1811 ; O. 19 sept. 1836 ; O. 15 avril 1837, etc.

(2) *V.* ci-dessus, p. 47, 102 et suiv.

(3) D. 17 mai 1809, art. 6, 11 ; O. 9 déc. 1814, art. 5 à 8 ; arr. 28 vent. an XII, art. 4.

(4) C. instr. cr., art. 9, 48 à 54.

(5) L. 28 germ. an VI, art. 171 ; O. 29 oct. 1820, art. 38 à 47, etc. ; D. 1er mars 1854, art. 5, 73 à 90.

(6) *V.* chap. précéd., « *Commission mixte.* »

A l'égard des colonies et de l'Algérie, nous avons vu que les divers services ou intérêts publics qui les concernent étaient tantôt remis et distribués entre les mains de différents ministres, tantôt concentrés dans les mains d'un seul (1); mais dans l'un et l'autre système, dont le second a quant à présent prévalu, il faut toujours pour certaines mesures le concours, tant du ministre chargé spécialement des intérêts, soit des colonies, soit de l'Algérie, ou de toutes ces possessions ensemble, que des ministres chargés spécialement dans la métropole des services, soit de la justice, ou des cultes, ou de l'instruction publique, ou des finances, ou de la guerre, ou de la marine.

Nous avons vu également que, pour certaines mesures ou certains actes affectant les intérêts financiers de l'État, l'intervention du ministre des finances était exigée concurremment avec celle du ministre spécial (2). Nous pourrions multiplier ces exemples (3).

Chaque ministère peut et doit avoir ses subdivisions intérieures, correspondantes aux divers services ou intérêts qu'il embrasse. Or, ce sont ces branches de service ou subdivisions y relatives, dont on a pu faire et dont on a fait alternativement non-seulement des ministères séparés ou des directions générales (4), mais encore dans l'intérieur de chaque ministère, tantôt des directions, tantôt de simples *divisions* ou *bureaux*, suivant l'importance qu'on y attache ou suivant d'autres considérations parfois étrangères aux nécessités ou aux besoins du service.

Aussi l'organisation intérieure de chaque ministère n'a-t-elle pas été et n'est-elle pas encore moins variable que le nombre et que la démarcation des départements ministériels entre eux.

Pour donner plus de fixité, même à la constitution intérieure des divers ministères, une loi du 24 juillet 1843 avait voulu que l'organisation centrale de chacun d'eux fût réglée par un acte émané du chef de l'État, inséré au Bulletin des lois, et qu'aucune modification ne pût y être apportée que dans la même forme et avec la même publicité (5); et des ordonnances rendues en 1844 (6) ont en effet réglé l'organisation des ministères d'alors; mais depuis, il y a été dérogé de fait par de simples arrêtés ministériels.

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 182.
(2) *V.* ci-dessus, p. 147, 159 (*Crédits supplémentaires ou extraordinaires, pensions*, etc.).
(3) *V.* O. 23 sept. 1825, et D. 21 fév. 1852, etc.
(4) *V.* ci-dessus.
(5) L. 24 juill. 1843, art. 7.
(6) 17 janv., 13 août, 15, 16, 17, 24 et 27 décembre.

Une autre loi (1) a prescrit que des règlements d'administration publique, insérés au *Bulletin des lois* et au *Moniteur*, détermineraient les conditions d'admission et d'avancement des employés dans toutes les branches de services publics où ces conditions ne se trouvent pas fixées par la loi elle-même, et ces règlements furent en effet préparés en 1851. La plupart ne furent point achevés, mais les conditions d'admission et d'avancement ont été néanmoins, alors et depuis, fixées pour certains services par des décrets ou des arrêtés ministériels (2).

Le personnel des ministères et des administrations se compose, outre les sous-secrétaires d'Etat, les directeurs généraux et secrétaires généraux alternativement créés et supprimés (3), de directeurs, chefs de division, chefs de bureau, employés, etc., qui ne sont point des autorités proprement dites, mais des auxiliaires des ministres (4).

A chaque ministère, sont attachés de nombreux conseils, comités ou commissions dont nous avons fait connaître quelques-uns (5). A chaque ministère correspond aussi un des comités ou une des sections administratives du conseil d'État (6).

Enfin les établissements publics appartenant à l'État, et même ceux qui ont une existence distincte (7), sont également plus ou moins rattachés aux différents ministères.

Les établissements d'utilité publique sont placés, suivant leur objet ou leur nature, sous le contrôle et la surveillance des différents ministres, et correspondent par conséquent aux divers ministères; mais l'administration, en général, n'intervient pas dans l'organisation intérieure de ces établissements, bien qu'elle intervienne quelquefois dans la composition et la discipline du personnel de certaines entreprises privées, mais d'utilité générale, comme la Banque de France, le Crédit foncier et les entreprises de chemins de fer (8).

Les attributions spéciales à chaque ministre ou ministère ont été brièvement indiquées par les lois de 1791 et de l'an IV (9). Un arrêté

---

(1) L. 5 juill. 1850, art. 1er.
(2) *V.* D. 13 oct. et 24 déc. 1851 ; 15 déc. 1851, art. 5 à 8 ; 7 janv. 1852, art. 6 ; 3 mars 1852, art. 5 ; arr. min. 20 juill. 1857, etc.
(3) *V.* ci-dessus, p. 188 à 194.
(4) *V.* ci-dessus, p. 15, et L. 14 frim. an II, sect. V, art. 7.
(5) *V.* chap. précéd.
(6) *V.* ci-dessus.
(7) *V.* chap. suiv.
(8) *V. Cah. de charges*, et ci-dessus, p. 30 et 31.
(9) L. 27 avr.-25 mai 1791, art. 5 à 12; L. 10 vend. an IV, art. 3 à 8.

du 1er niv. an IX, relatif aux comptes à rendre par les ministres, inséré au *Bulletin des lois*, fait aussi connaître, par ses subdivisions, les attributions de chacun d'eux à cette époque; enfin les divers décrets ou ordonnances rendus depuis l'an VIII, époque à partir de laquelle le pouvoir exécutif s'est emparé du droit de statuer sur le nombre et la démarcation des ministères, rendus, disons-nous, pour la création, la suppression, l'organisation intérieure des divers départements ministériels, les budgets de 1831 à 1852, votés par chapitres, et les décrets portant répartition par chapitres du crédit en masse ouvert à chacun d'eux (1), nous mettent à même de nous représenter, avec le détail des attributions particulières à chaque ministre (2), l'ensemble des services ou des intérêts qu'embrasse l'administration publique ou le pouvoir exécutif. Nous allons, sans attacher trop d'importance à ces divisions et subdivisions mobiles, faire connaître, comme cadre, la distribution la plus récente, en signalant par des citations de textes ses rapports ou ses différences avec les arrangements antérieurs.

SECTION Ire. *Ministère d'État* (3).

Nous avons dit ce qu'était le secrétaire d'État ou ministre secrétaire d'État sous le premier Empire (4).

Outre ses fonctions d'intermédiaire entre le chef et les grands corps de l'État (Sénat, Corps législatif, conseil d'État) (5) pour la transmission, dans certains cas, des projets de lois, de sénatus-consultes et de règlements d'administration publique, lesquels projets de lois ou sénatus-consultes peuvent être aussi portés par les commissaires du Gouvernement (6), chargé de contre-signer les actes

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 136, 138.

(2) Quant aux attributions communes à tous ou à plusieurs, *V.* ci-desuss, p. 124 à 184.

(3) D. 22 janv. 1852; 14 fév.-6 juill. 1853; 23 juin 1854; 24 nov. 1860.

(4) *V.* ci-dessus, p. 124, note 1.

(5) Les dépenses du Sénat et du Corps législatif, inscrites au budget de l'Etat, sous le titre de *dotations*, à la suite des dépenses de la dette inscrite, sont portées au budget du ministère *des finances*. Ces dépenses sont *mandatées* par le grand référendaire et les questeurs en suite des ordonnances de délégation de crédits du ministre des finances (D. 31 déc. 1852. art. 40 à 43, 45, 90, 83, 85; 8 janv. 1853). Les dépenses du conseil d'Etat font partie de celles du ministère d'Etat.

La garde militaire du Sénat et du Corps législatif est sous les ordres du ministre de la guerre, qui s'entend avec les présidents de ces corps (D. 31 déc. 1852, art. 92.— *V.* L. 8 juill. 1789; 13-23 fév. et 14 fév. 1791; const. an III, art. 69 à 71; 1848, art. 32.

(6) D. 31 déc. 1852, art, 1er, 3, 5, 8, 15, 17, 20, 21 à 23, 25, 26, 28, 30,

portant nomination des présidents, vice-présidents et administrateurs (grand référendaire et questeurs) du Sénat ou du Corps législatif, ou nomination de sénateurs ou de membres du conseil d'État, ainsi que les décrets de convocation, prorogation ou dissolution, soit du Sénat, soit du Corps législatif, chargé de contre-signer les sénatus-consultes, chargé, en outre, de contre-signer les décrets de convocation de la haute Cour (1) et ceux de nomination des ministres, de rédiger et de conserver les procès-verbaux du conseil des ministres (2), chargé enfin de contre-signer les décrets concernant les matières qui ne sont attribuées spécialement à aucun département ministériel (3) et ceux qui sont relatifs à la Légion d'honneur (4), le ministre d'État a aussi dans ses attributions certains services détachés des autres départements ministériels qui le constituent ministre secrétaire d'État. Tels sont :

I. Le service des bâtiments civils et édifices ou monuments publics (5), et les ouvrages d'art et décorations qui s'y rattachent (6).

Les édifices diocésains ne sont pas compris dans ce service (7), si ce n'est *quelquefois* ceux qui constituent de véritables monuments historiques, classés comme tels (8). D'autres *bâtiments* lui échappent, notamment ceux qui appartiennent à des services spéciaux (9);

51, 60, 92 (*V.* ci-dessus, p. 238). — Un décret du 24 nov. 1860 crée des ministres sans portefeuille, membres du conseil des ministres (*V.* ci-dessus, p. 196, 198), chargés, non-seulement de défendre devant les chambres, de concert avec les membres du conseil d'Etat, les projets du Gouvernement, mais encore de leur donner toutes les explications nécessaires sur la politique intérieure et extérieure de l'Empire (art. 5, 13, 2). — *V.* ci-dessus, p. 122. *V.* aussi D. 31 déc. 1852, art. 31 et 61.

(1) Const. 14 janv. 1852, art. 54 ; sén.-cons. 10 juill. 1852 et 4 juin 1858.

(2) *V.* chap. précéd. sect. Ire.

(3) D. 22 janv. 1852; const. an VIII, art. 24, 46, 28, 31, 54; D. 31 déc. 1852, art. 35, 36, 47, 83.

(4) Ces décrets sont, en outre, visés pour leur exécution par le grand chancelier chargé de l'administration de l'ordre (D. 16 mars 1852, art. 51). Les budgets et comptes de la Légion sont annexés à ceux du ministère d'Etat (D. 17 mars 1852).

(5) L. 27 avr.-25 mai 1791, art. 7, 5° ; O. 28 janv. 1815 ; 14 déc. *id.*; O. 19 mai 1830 ; 17 mai 1837 ; 19 fév. 1839; 23 mai 1839; D. 11 fév. 1852; 23 juin 1854. — *V.* O. 31 déc. 1830 supprimant la Direction des travaux de Paris; D. 11 janv. 1811, et O. 26 fév. 1817.

(6) D. 14 fév. 1853. — *V.* Budg. 8 juill. 1852, et D. de répartit., ex.: 19 nov. 1859.

(7) Ex.: L. 10 août 1839; arr. 29 nov. 1848; D. 26 sept. 1852; 31 août 1860, etc. — *V.* D. de répartit., min. des cultes.

(8) Ex.: L. 12 juill. 1851 ; 3 juill. 1852. — *V.* n° suiv.

(9) Ex.: L. 24 juill. 1851 ; D. 6 fév. 1852; 6 nov. 1852, etc.

mais ce service comporte l'examen des projets et devis des constructions et réparations de *tous* les bâtiments civils dont la dépense est payée, soit sur les fonds de l'État, soit sur ceux des départements ou des communes, etc., la révision des mémoires, etc. (1).

La réunion des Tuileries au Louvre et les *travaux publics*, même de voirie, *accessoires*, ont été attribués à ce ministère (2).

II. Les monuments historiques, édifices ou monuments présentant un intérêt historique ou artistique (3); fouilles en Égypte, en Asie, etc. (4).

III. Les beaux-arts (5) et les théâtres même non subventionnés par l'État (6).

IV. Le service des lettres et sciences (7), mais non de l'*enseignement* proprement dit (8).

V. Le service des haras (9).

De ce ministère, dépendent les *archives* de l'État (10), les Écoles des beaux-arts, le Conservatoire de musique et de déclamation, les écoles gratuites de dessin, le château de Saverne (11) ; et, en vertu du décret du 24 nov. 1850, l'Institut, l'Académie de médecine, les bibliothèques de l'État, le musée de Cluny, et, en général, tous les

---

(1) O. 19 fév. 1839. — *V*. ci-après.

(2) D. 12 mars 1852 ; L. 8 juill. 1852, état A ; D. 15 nov. 1853, etc. — *V*. 2me L. 26 mai-1er juin 1791, art. 1er, 2 ; D. 17 janv. 1810 ; 30 août 1811 ; arr. 24 mars 1848, 3 mai 1848 ; L. 4 oct. 1849; etc.

(3) D. 14 fév. 1853 ; L. 8 juill. 1852, état A, Min. int., chap. XIII ; O. 17 mai 1837 ; 19 fév. et 23 mai 1839 ; D. 14 fév. 1853.

(4) Ex.: L. 8 août 1851 ; D. 14 août 1853, etc.

(5) D. 14 fév. 1853 ; O. 28 janv. 1815 ; 14 déc. *id.*; 13 janv. 1828 ; 26 août 1829 ; D. 29 janv. 1852.

(6) D. 4 fév. 1853 ; L. 8 juill. 1852, état A, chap. XVI (Min. int.) ; D. 6 juill. 1853 ; 23 juin 1854. — *V*. arr. 5 niv. an VIII, art 7 ; D. 21 sept. 1812, 3° ; O. 1er nov. 1820, art. 42 ; O. 26 août 1829 ; 25 janv. 1831 ; 19 juin et 12 nov. 1854 ; 1er juill. 1856; 24 nov. et 10 déc. 1860 (Opéra).

(7) D. 24 nov. 1860, art. 8; 5 déc. 1860; arr. 5 niv. an VIII, art. 7; 7 brum. an X, chap. V et VI ; D. 21 sept. 1812, 3° ; O. 13 janv. 1828 ; 26 août et 16 déc.1829 ; 11 oct. 1832, art. 3 ; 31 déc. 1832; 31 oct. 1837 ; D. 7 mai 1852, art. 2 ; 24 mai 1857.

(8) *V*. Min. instr. publ.

(9) D. 24 nov. 1860, art. 9 ; D. 4 juill. 1806 ; O. 28 mai 1822 ; 29 oct. 1823 ; 16 janv. 1825 ; 12 nov. 1828 ; 10 déc. 1833 ; 24 oct. 1840 ; arr. 11 déc. 1848 ; D. 17 juin 1852 ; 19 déc. 1860.

(10) D. 14 fév. et 7 juill. 1853, 22 déc. 1855 ; O. 21 nov. 1836 ; 15 janv. 1846 ; arr. 30 mai 1848.

(11) D. 23 sept. 1852 ; 15 déc. 1857.

services qui ne touchent pas directement à l'enseignement public ou aux établissements spéciaux de l'Université (1).

C'est par son intermédiaire que peuvent être reconnus d'*utilité publique* les sociétés, institutions ou établissements ayant pour objet l'intérêt ou le progrès des beaux-arts, des lettres ou des sciences, ou aussi de la production chevaline (2).

A ce ministère sont attachés un conseil des bâtiments civils (3), une commission de censure dramatique (4), une commission des monuments historiques (5), une commission des archives départementales et communales (6), un conseil ou une commission permanente des haras (7).

Le ministère d'État était en même temps ministre de la maison de l'Empereur (8).

SECTION II. — *Ministère de la justice.*

Les attributions du ministre et du ministère de la justice sont encore celles que lui déférait la loi de 1791, seulement un peu développées ou accrues par la législation subéquente (9), savoir :

I. Garder le sceau de l'État, sceller les lois, les traités, les lettres palentes et commissions du Gouvernement (10).

---

(1) D. 24 nov. 1860, art. 8 ; 5 déc. 1860 ; ex.: arr. 7 brum. an x ; O. 11 oct. 1832, etc. — *V.* ci-dessus.

(2) *V.* ci dessus, n° V et p. 30, 31–32.

(3) Circ. int. 13 vend. an VIII ; D. 11 janv. 1811, art. 4 ; O. 17 mai 1837 ; 19 fév. 1839, art. 2 ; arr. min. 1er janv. 1854.

(4) L. 30 juill. 1850 ; 30 juill. 1851 ; D. 30 déc. 1852 ; 6 juill. 1853 ; 23 juin 1854.

(5) Arr. min. 29 sept. 1837 ; O. 19 fév. 1839, art. 2.

(6) *V.* D. 4 fév. 1850, *visa*.

(7) O. 28 mai 1822. 16 janv. 1825 ; 10 déc. 1833, art. 21 ; 24 oct. 1840, art. 5; arr. 11 déc. 1848, art. 3; D. 17 juin 1852, art. 3.—*V.* D. 19 déc. 1860.

(8) D. 14 déc. 1852 ; mais *V.* D. 24 nov. 1860, art. 6, ce ministère supprimé *de nom* ; D. 4 déc. 1860, ce ministère rétabli à part. — *V.* L. 15–27 mars 1791, art. 14 ; sén.-cons. 30 janv. 1810, art. 13, 31 ; O. 3 mai 1827 : 11 oct. 1832 (intendant général) ; L. 8 nov. 1814, art. 14 ; O. 1er nov. 1820 (ministre de la maison).—La loi du 2 mars 1832, art. 27, et le D. du 12 déc. 1852, art. 22, ont dérogé au n° 4 de l'art. 69 du Code de procédure que maintenait l'art. 14 de la loi de 1814.

(9) L. 27 avr.–25 mai 1791, art. 5 ; 10 vend. an IV, art. 3 ; arr. 16 et 23 brum. an IV ; sén.-cons. 16 therm. an X, art. 78 à 81 ; C. comm., art. 630 : D. 18 juin 1811, art. 3 ; 14 déc. 1844; 2 mai 1845; 30 déc. 1846 ; D. 20 oct. 1852; 28 oct. 1857.

(10) L. 27 nov.–1er déc. 1790, art. 31 ; L. 27 avr.-25 mai 1791, art. 5, 6 ; arr. 29 niv. an VIII ; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 32, 40, 41, 51 ; O. 13 mai 1814 ; D. 20 mars 1815 ; acte constit. 22 avr. 1815, art. 5 ; D. 24 juin 1815, préamb.; O. 9 juill. 1815 : 7 mai 1816 : 19 janv. 1817, etc.

II. Exécuter les lois relatives à la promulgation et à l'expédition des lois (1).

III. Présenter à la nomination ou à l'institution par le chef de l'État les juges (conseillers, etc.) (2), et les membres du ministère public (3).

IV. Entretenir une correspondance habituelle avec les tribunaux et le ministère public, donner aux juges tous les avertissements nécessaires, les rappeler à la règle et veiller à ce que la justice soit bien administrée; transmettre au procureur général près la Cour de cassation les pièces et mémoires concernant les affaires qui auraient été déférées et qui seraient de nature à être portées à cette Cour, accompagner ces pièces et mémoires des éclaircissements et observations dont il les croirait susceptibles; dénoncer à ladite Cour, par la voie du même procureur général, les actes (procédures ou jugements) par lesquels les juges, etc., auraient excédé les bornes de leur pouvoir ou de leur compétence, ou violé les formes ou la loi, le tout sans connaître du fond des affaires et sans préjudice du droit des parties; enjoindre au ministère public de poursuivre les crimes et délits dont il a connaissance (4).

Ajoutez ce qui a rapport :

V. A la vérification des registres de l'état civil, aux demandes d'autorisation de changement ou addition de noms, aux dispenses d'âge ou de parenté pour mariage, aux autorisations de domicile et aux naturalisations, aux autorisations de servir à l'étranger, aux titres de noblesse et, par suite, aux majorats (5); en un mot, en ce qui concerne les *personnes*, au droit civil dans ses rapports avec

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 82 à 93, 65 à 70, et ci-après, *Établissements*, *Imprimerie*.

(2) Jusqu'à l'an VIII, les juges étaient élus par les citoyens (L. 31 mars 1790, 3 à 8 mai 1790; 25-30 juin 1790; L. 16-24 août 1790, tit. II, art. 1er à 8; tit. III, art. 4, 5; tit. VI et tit. VII, tit. XII, art. 7, 8; L. 27 nov.-1er déc. 1790, *in fine*; 28 janv. 1791; const. 1791, tit. III, chap. V, art. 2; an III, art. 209 et suiv.; L. 5 vend. et 24 messid. an IV; const. an VIII, art. 41). Les juges de paix l'ont été jusqu'à l'an X (sén.-cons. 8 therm. an X, art. 8 et 9, 85).— *V.* encore aujourd'hui, *Juges de commerce* et *Conseils de prud'hommes* (D. 2 mars 1852, etc.).

(3) *V.* ci-dessus, p. 7, note 1.

(4) L. 27 av.-25 mai 1791, art. 5, 3°, 4°, 6°; const. 1791, tit. III, chap. V, art. 27; an III, art. 262; L. 10 vend. an IV, art. 3; L. 27 nov.-1er déc. 1790, art. 3, 4; 4 germ. an II; 7 niv. an V; 1er brum. et 28 vent. an II; 21 fruct. an IV; C. 3 brum. an IV, art. 447, 451, 456, 163; arr. 27 niv. an V; L. 27 vent. an VIII, art. 80, 77, 88; sén.-cons. 16 therm. an X, art. 81, 82; C. instr. crim., art. 408 à 410, 413, 424, 441, 274.

(5) *V.* tome 3 de notre « *Droit public et administratif.* »

l'administration (1), ou plutôt au droit public dans ses rapports avec *la personne* des citoyens (2).

VI. A l'exercice du droit de grâce.

VII. A l'ordonnancement, après vérification, au profit de l'administration de l'enregistrement, des frais de justice criminelle *ou autres*, avancés par elle (3).

VIII. C'est ce ministre qui soumet au chef de l'État les demandes d'extradition de Français, formées par les gouvernements étrangers (4).

IX. Le ministre de la justice contre-signe les décrets rendus sur l'avis du conseil d'État, statuant par la voie contentieuse (5). C'est à lui que sont adressés, et par lui que sont transmis au conseil d'État les arrêtés de *conflits* pris par les préfets (6), et à lui que peuvent être adressées les demandes d'autorisation de poursuite contre les agents du pouvoir exécutif (7).

De ce ministère dépend l'*imprimerie* centrale ou nationale, chargée de l'impression et de l'envoi des lois, et qui constitue un établissement public, distinct de l'État; ses bénéfices seuls sont versés au Trésor public (8).

A ce ministère est attaché un conseil du sceau des titres (9).

SECTION III. — *Ministère de l'intérieur.*

Le ministère de l'intérieur tour à tour réduit, démembré et reconstitué en partie (10), a conservé dans ses attributions les services suivants :

---

(1) L. 22 vent. an XII, art. 2, 2°.
(2) *V.* ci-dessus, p. 1 et 2.
(3) *V.* aussi notre tome 3.
(4) D. 23 oct. 1811. — V. *Traités.*
(5) D. 30 janv. 1852, art. 24. — *V.* ci-après, tit. VIII.
(6) O. 1er juin 1828. — *V.* ci-après, tit. X.
(7) D. 9 août 1806.
(8) L. 2 août 1829, art. 4; 9 juill. 1836, art. 17; O. 11 oct. 1838-184 ; D. 15 août 1849-1850; 17 juin 1853; 24 janv. 1860.—V. *Bulletin des lois.*
(9) D. 8 janv. 1859.
(10) L. 27 avr.-25 mai 1791, art. 7; 21 sept. 1793; 12 germ. an II, art. 2, 1°; L. 10 vend. an IV, art. 4; arr. 16 et 23 brum. an IV; L. 12 niv. an IV; arr. 27 germ. an IV; 15 et 25 vend. an X; 7 brum. an X; 28 fruct. an X; 2 niv. an XI; 28 vent. an XII; D. 21 mess. an XII; 27 germ. an XII; D. 18 juin 1811, art. 3; 19 janv. et 21 sept. 1812; O. 11 oct. et 31 déc. 1832; 4 et 6 avril 1834, etc. — *V.* sect. et notes suiv. — V. en outre ***Budgets et décrets de répartition par chapitres.***

I. Le maintien du régime constitutionnel et l'exécution des lois relatives aux élections des membres du Corps législatif, sans qu'on puisse jamais induire de cette disposition que les questions sur la régularité des assemblées et la validité des élections, ou sur l'activité et l'éligibilité des citoyens, puissent être soumises au jugement du pouvoir exécutif (1).

II. L'exécution des lois relatives à la police générale, à la sûreté et à la tranquillité intérieure de l'État (2).

III. Les prisons, y compris les frais de translation des détenus, des vagabonds et forçats libérés (3).

IV. La garde nationale (4).

V. Le service télégraphique (5).

VI. L'imprimerie et la librairie (6), les journaux ou ouvrages périodiques (7), et le privilége réservé aux auteurs ou retenu par eux sur leurs œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques (8).

---

(1) L. 27 avril–25 mai 1791, art. 4, 7, 3° ; L. 10 vend. an IV, art. 4 ; D. 1er fév. 1852.

(2) L. 27 avril–25 mai 1791, art. 7, 3° ; L. 12 germ. an II, art. 2, 1° ; L. 10 vend. an IV, art. 4 ; L. 12 niv. an IV ; arr. 28 fruct. an X : D. 21 mess. an XII ; D. 18 juin 1811, art. 3, 6°, 7° ; O. 13 avril, 13 et 16 mai 1814 ; D. 23 juin et O. 9 juill. 1815 ; O. 29 déc. 1818 ; 20 fév. 1820 ; 9 janv. 1822 ; 1828 ; 4 avr. 1834 ; 5 mars 1837 ; 15 déc. 1844, art. 1er ; D. 6 janv. 22 et 30 janv. 1852 ; 24 fév., 21 juin et 6 juill. 1853 ; 24 juin 1857 ; 7 fév. 1858 ; 30 nov. 1859-1860. — *V.* ci-après, tit. VII, et ci-dessus, p. 100 et p. 251, *Gendarmerie*.

(3) L. 10 vend. an IV, art. 4 ; arr. 23 brum. an IV, 16° ; L. 12 niv. an IV ; L. 28 mess. an IV, art. 2 ; L. 11 frim. an VII, art. 2 et 13 ; arr. 25 vend. an X, art. 3 ; D. 16 juin 1808 ; D. 7 oct. 1809, art. 10 ; D. 18 juin 1811, art. 3, 9°, 5° à 8°, 10° ; L. 25 mars 1817, art. 53 ; O. 2 avril 1817, art. 1er ; 6 juin 1830 ; 15 déc. 1844 ; L. 20 juill. 1837 et 14 juill. 1838, état A ; circ. 17 nov. 1838 ; L. 10 mai 1838, art. 12, 6°, 7° ; O. 27 mai 1839, art. 2, note B ; L. 5 mai 1855, art. 13 ; D. 26 nov. 1848 ; 15, 22 et 30 janv. 1852 ; 12 août 1856.

(4) L. 10 vend. an IV, art. 4 ; D. 21 sept. 1812 ; D. 23 mars 1815 ; O. 30 sept. 1818, art. 1er, 7 ; 4 avril 1834 ; 15 déc. 1844 ; D. 11 janv. 1852, art. 5 ; et 22 janv. 1852 ; 21 juin 1853 ; L. 5 nov. 1792, etc. ; — *V.* ci-après, *Autorités militaires*, *Force armée*.

(5) O. 28 mai 1831 ; 24 août 1833 ; 4 avril 1834 ; 11 août 1844–1845 ; D. 25 fév. 1851, art. 4 ; 28 oct. 1853–1854 ; 1er et 4 juin, 6 déc. 1854 ; 21 mars 1856 ; 28 janv. et 24 juin 1857 ; 26 avril 1858 ; 29 nov. 1858-1859.

(6) D. 5 fév. 1810 ; 21 sept. 1812 ; L. 21 oct. ; O. 23 et 24 oct. 1814 ; D. 24 mars, 11 mai 1815 ; O. 19 juin 1816 ; 26 août, 13 sept. et 16 déc. 1829 ; 11 oct. 1832, art. 2 ; 4 avril 1834.

(7) Const. an III, art. 355 ; L. 19 fruct. an V ; arr. 23 brum. an VI, 27 niv. an VIII ; D. 22 janv. 1852 ; 21 juin 1853. (La direction de la partie officielle du *Moniteur* appartient au ministère d'Etat ; D. 22 janv. 1852.)

(8) D. 25 prair. an III ; O. 24 août 1831 ; 11 oct. 1832, art. 2. — *V. Traités*. etc.

VII. L'exécution des lois sur la division territoriale administrative (1).

VIII. La présentation à la nomination du chef de l'État des préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture, ainsi que des maires et adjoints dans les chefs-lieux, même de canton, et dans les communes de trois mille habitants au moins ; l'exécution des lois touchant l'élection des conseils généraux de département, des conseils d'arrondissement et municipaux (2).

IX. La surveillance et presque une part de la gestion des propriétés et intérêts matériels et financiers des départements (3) et des communes (4), considérés comme corps politiques et comme personnes civiles.

X. L'intervention autorisée par les lois dans la gestion des propriétés et des intérêts financiers des hospices et autres établissements publics de bienfaisance (5), même des établissements centraux ou locaux d'*utilité publique*, ainsi que dans la reconnaissance ou déclaration d'utilité publique des établissements privés qui ont le même objet (6), notamment dans la gestion des intérêts des sociétés de secours mutuels (7) ; la surveillance même de certains établissements privés (8).

De ce ministère relèvent les établissements publics correspondant aux services que nous venons d'indiquer, notamment la plupart des hospices centraux que nous avons désignés (9). Près de lui, sont placés certains conseils ou commissions ayant chacune un objet tout à fait spécial et restreint.

---

(1) D. 21 sept. 1812, 1°.—*V.* ci-après, *Circonscriptions*.
(2) L. 27 avril–25 mai 1791; art. 7, 2°, 8° ; D. 21 sept. 1812, 1° ; O. 26 août 1829 ; 11 oct. 1832, art. 1er, et 31 déc. 1832, art. 3 ; D. 21 fév. et 21 juin 1853, etc.—*V.* ci-après, *Autorités locales*.
(3) Arr. 25 germ. an XII, art. 5, 6 ; D. 21 sept. 1812 ; O. 20 fév. 1820 ; 23 janv. 1828, 26 août 1829, art. 2 ; 17 mai 1837 ; 15 déc. 1844 ; D. 21 fév. et 23 juin 1853 ; 13 mai 1854, e c.
(4) D. 21 sept. 1812, art. 1er ; O. 11 janv. et 14 déc. 1815, etc. (*V.* note précédente).
(5) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 7, 5° ; 12 germ. an II, art. 2, 6° ; 10 vend. an IV, art. 4 ; D. 21 sept. 1812, 3°, 5° ; O. 11 janv. et 14 déc. 1815 ; 26 août 1829, art. 2 ; 17 mai 1837 ; D. 15 janv. 1852 ; 29 juill. 1850, art. 36 ; 21 fév. et 23 juin 1853 ; 13 mai 1854, etc.
(6) *V.* ci-dessus, p. 29, 30, 31, 32.
(7) *V.* p. 29, note 6.
(8) Ex. : L. 30 juin 1838, art. 4.
(9) *V.* p. 27, note de la page précédente.

SECTION IV. — *Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics*

SOUS-SECTION Ire.—*Agriculture, Industrie, Commerce.*

Les attributions de ce ministère, tour à tour créé et supprimé, doublé et dédoublé (1) sont, sous ce premier rapport :

I. La surveillance et l'exécution des lois relativement à l'agriculture, au commerce de terre et de mer, à la pêche sur nos côtes et aux grandes pêches maritimes, à l'industrie, aux arts et inventions, fabriques et manufactures, ainsi qu'aux primes et encouragements qui peuvent avoir lieu sur ces divers objets (2), la proposition des lois de douanes (3), la surveillance de quelques entreprises ou associations même privées (4);

II. Les secours pour grêle, inondations, incendies, etc., auxquels sont affectés des centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière (5);

III. La police médicale et sanitaire (6), autrefois au ministère de l'intérieur (7) ou de la police (8), et l'inspection, à cet égard, de certains établissements, même privés (9);

De cette branche particulière de ce double ministère dépendent les établissements publics suivants : Conservatoire des arts et métiers, École centrale des arts et manufactures, écoles spéciales d'arts et mé-

---

(1) *V.* D. 22 juin 1811 ; arr. 5 avril et 16 mai 1814 ; 14 déc. 1815 ; 4 et 20 janv. 1828 ; 8 et 26 août 1829 ; 8 déc. 1829 ; 27 janv. 1831 ; 13 et 17 mars 1831 ; 29 avril 1831, art. 15 ; 7 mai 1831 : 31 déc. 1832 ; 4 avril, 10 et 18 nov. 1834 ; 22 fév. 1836 ; 6 et 19 sept. 1836 ; 31 mars et 12 mai 1839 ; 1er mars 1840 ; 24 fév. 1848, etc.; D. 3 déc. 1851 ; 25 janv. 1852 ; 23 juin 1853. —*V.* L. 12 germ. an II, art. 2, 4°, et 7 fruct. an II, préamb. et art. 11.

(2) L. 27 avril–25 mai 1791, art. 7, 6° ; 12 germ. an II, art. 2, 3°, 4°, 7, 8; 7 fruct. an II, tit. Ier, art. 11, 12 ; 10 vend. an IV, art. 4 ; D. 19 janv. 1812; O. 29 oct. 1823 ; 6 août 1824 ; 6 avril 1834 ; D. 25 mars 1852, art. 9. —*V. Budget et décrets de répartition par chapitres.*

(3) Arr. 20 vent. an XII, art. 1er ; O. 15 avril 1837.

(4) L. 11 juin 1842, art. 11 ; O. 12 juin *id.*; arr. 26 déc. 1848-1849 ; D. 16 janv. 1854.

(5) O. 6 avril 1834.—*V.* ci–dessus, p. 135, note 10, et L. ann. fin.

(6) *V. Budg. et décr. de répartit. par chap.* et ci–après, tit. VII et VI, *Autorités locales ;* D. 27 mai 1853, art. 8 ; règl. *id.*, art. 110 ; circ. int., 20 janv. 1834.

(7) D. 21 sept. 1812.

(8) Ex.: D. 22 janv. 1852.

(9) Arr. 6 niv. an XI, art. 10; L. 14 juill. 1856, art. 18, 19 ; D. 28 janv. 1860.

tiers, écoles vétérinaires, lazarets (autres que celui de Toulon) (1), établissements d'eaux minérales appartenant à l'État.

A cette branche aussi se rattachent, outre les conseils que nous avons fait connaître, consacrés aux intérêts de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, à l'hygiène, une commission ou un jury assermenté institué pour l'examen de certaines marchandises saisies comme prohibées (2), et d'autres commissaires experts chargés de statuer sur les doutes et difficultés qui peuvent s'élever relativement à l'espèce, à l'origine ou à la qualité des produits pour l'application des droits de douanes, etc. (3), et quelques autres commissions tout à fait spéciales.

SOUS-SECTION II.—*Travaux publics.*

Cette branche a aussi formé quelquefois un ministère isolé ; souvent elle a été jointe à la première, qui, quelquefois, lui a même été en quelque sorte subordonnée (4);

Ses attributions sont :

I. La confection et l'entretien des routes, ponts, canaux et autres travaux publics (la direction ou la surveillance de ces travaux), la conservation de la navigation et du flottage sur les rivières et du halage sur les bords (5);

II. Le maintien et l'exécution des lois touchant les mines, minières et carrières (6);

III. Et touchant les chemins de fer (7);

---

(1) Arr. 15 pluv. an IX.

(2) L. 28 avril 1816, art. 63 ; O. 3 fév. 1848, etc.

(3) L. 27 juill. 1822, art. 19 ; 9 fév. 1832, art. 4 ; 26 juill. 1856, art. 10, etc.

(4) O. 19 mai 1830 ; 13 et 17 mars 1831 ; 8 juin 1832 ; 6 avril 1834, art. 1er ; 22 fév. et 2 mars 1836 ; 19 sept. 1836 ; 12 mai 1839 ; D. 23 juin 1853.

(5) L. 31 déc. 1790–19 janv. 1791 ; L. 27 avril–25 mai 1791, art. 7, 4° ; 21 vent. et 12 germ. an II, art. 2, 5° ; 7 fruct. an II, tit. Ier, et art. 13 ; 10 vend. an IV, art. 4 ; arr. 5 niv. an VIII, art. 7 ; 28 vent. an XII, art. 3 ; D. 7 fruct. an XII ; 21 sept. 1812, 4° ; O. 16 mai 1814 ; 19 mai 1830 ; 23 août 1830 ; 8 juin 1832 ; 10 juin et 23 déc. 1834 ; 2 mars 1836 ; 23 déc. 1838 ; 18 mai 1839 ; 14 déc. 1844 ; D. 13 oct. 1851 ; D. 14 nov. 1853 ; 17 juin 1854 ; 12 juin 1855.

(6) *V.* note précéd. et D. 18 nov. 1810 ; O. 17 juill. 1815 ; 27 avril 1832 ; 22 déc. 1836 ; 5 août 1840 ; D. 24 déc. 1851 ; 23 avril 1856.

(7) D. 22 juin 1842 ; 26 juill. 1852 ; 13 ou 14 nov. 1853 ; 17 juin 1854 ; 12 juin 1855.

IV. L'exécution des lois sur les desséchements, etc. (1).

A cette branche se rattachent, d'une part, les écoles techniques des ponts et chaussées et des mines ; et, d'une autre part, les conseils généraux que nous avons fait connaître (2); plus une commission centrale donnant son avis sur les règlements à faire relativement aux machines à vapeur (3).

SECTION V. — *Ministère de l'instruction publique et des cultes.*

SOUS-SECTION Ire. — *Instruction publique.*

Ce ministère a remplacé, sous ce premier rapport, l'*Université*, créée sous l'Empire ; il l'a remplacée, non comme personne civile (4), mais simplement comme administration (5), avec quelque accroissement toutefois dans ses attributions (6) :

Il comprend l'instruction publique (supérieure, secondaire et primaire) et la surveillance même des établissements privés consacrés à l'enseignement (7).

Les établissements d'instruction publique supérieure ou secondaire soumis à ce ministère sont énumérés dans un tableau joint à un décret de 1854, et dans les actes qui ont déterminé les limites entre ce département ministériel et le ministère d'État ou celui du commerce (8). Les établissements d'instruction publique supérieure, et même les établissements d'instruction secondaire entretenus par l'État, constituent des personnes civiles ou établissements dont les

---

(1) L. 16 sept. 1807, art. 5, arg., etc.

(2) *V.* ci-dessus, p. 241.

(3) *V.* O. 22 et 23 mai 1843 ; 15 juin 1844 ; 17 janv. et 15 nov. 1846, *visa* ; L. 15 juill. 1856.

(4) *V.* ci-dessus, p. 26, note 1.

(5) O. 4 janv. 1828, art. 2 ; 1er et 10 fév., 16 nov. 1828 (*V.* O. 26 août et 1er sept. 1824) ; 20 mars 1829, art. 21, 22 ; L. 10 mai 1806, art. 1er, 3 ; D. 17 mars et 17 sept. 1808 ; 4 juin 1809 ; 15 nov. 1811 ; O. 22 juin 1814 ; 17 fév. et 15 août 1815 ; 22 juill. et 1er nov. 1820 ; 27 fév. 1821 ; 1er juin 1822 ; 8 août et 18 nov. 1829 ; 31 juill., 3 et 11 août 1830 ; 11 oct. et 31 déc. 1832 ; 28 et 31 oct. 1837 ; 1er fév. et 7 déc. 1843 ; 24 fév., 11 et 20 mai 1848 ; 3 déc. 1851, etc.

(6) O 11 oct. 1832, art. 3 ; 31 déc. 1832 ; circ. int. 20 janv. 1834 ; D. 24 nov. 1860, art. 8 ; et 5 déc. 1860 (restrict.).

(7) L. 12 germ. an II, art. 2, 2°, 6 ; 7 fruct. an III, tit. 1er et art. 10 ; L. 10 vend. an IV, art. 4 ; arr. 5 niv. an VIII, art. 7 ; 17 et 21 vent., 27 fruct. an X ; D. 18 juill. 1854, etc., et L. 15 mars 1850, art. 18 à 22 ; D. 9 mars 1852, art. 6 ; 15 fév. 1854 ; 21 mars 1855, art. 18 ; O. 24 août 1830 ; 7 déc. 1845 ; 1er oct. 1844 et 21 avril 1845.

(8) D. 22 août 1854, et ci-dessus, note 6.

intérêts financiers sont distincts (1). Les écoles normales primaires sont des établissements départementaux, c'est-à-dire, à la charge des départements (2), et les écoles ou autres établissements primaires sont à la charge des communes, sauf l'assistance qui leur est due à cet égard par le département ou par l'État (3).

A ce ministère correspondent, comme conseils centraux, le conseil supérieur de l'instruction publique (4), outre, comme à tous les autres, une des sections administratives du conseil d'État.

SOUS-SECTION II.—*Cultes.*

Les cultes, placés originairement sous le ministère de l'intérieur (5), ont constitué quelquefois un ministère particulier ou principal (6), ou bien ont été transférés tantôt au département de la justice (7), tantôt à celui de l'instruction publique, dont ils forment aujourd'hui la seconde branche (8).

Parfois la surveillance des cultes protestants et israélite a été séparée de celle du culte catholique, et celui-ci même placé, au moins en partie, en dehors de tout département ministériel (9). Aujourd'hui ce ministère embrasse même les cultes non reconnus, c'est-à-dire, non salariés par l'État (10).

La construction des édifices diocésains relève de ce ministère (11).

---

(1) L. 14 juin 1854, art. 13; D. 22 août 1854; O. 26 mars 1829, art. 12; O. 29 juill. 1829; 31 mai 1838, art. 659 à 694 (*V.* D. 23 flor. an XIII, art. 5); D. 9 nov. 1853, art. 6 à 8; 22 déc. 1857–1859; 25 fév. 1860.

(2) L. 28 juin 1833, art. 11; 15 mars 1850, art. 35, 50; D. 26 déc. 1855-1856.

(3) L. 28 juin 1833, art. 13, 12; 18 juill. 1837, art. 30, 12°, 22°; 15 mars 1850, art. 40, 37, 50 à 52, 59; D. 21 mars 1855.

(4) *V.* chap. précéd., sect. V.

(5) L. 27 avril–25 mai 1791, art. 7, 2°; arr. 15 vend. an X; O. 29 mai 1816; O. 26 août 1824, art. 2 (cultes non catholiques); 31 déc. 1832 (tous les cultes).

(6) D. 21 mess. an XII; 4 janv. 1808; O. 26 août 1824; 1er sept. 1824; 4 janv. 1828, art. 2; 3 mars 1828; 8 et 26 août, 18 nov. 1829; arr. 11 mai 1848.

(7) O. 11 oct. 1832; 4 avril 1834.

(8) O. 11 août 1830; arr. 20 mai 1848; D. 3 déc. 1851; etc.

(9) O. 24 sept. 1814; 13 fév. et 13 avril 1816; 29 mai *id.*; 11 nov. 1821; 26 août 1824, art. 2; 8 août 1829, art. 5; 26 août 1829. — *V.* D. 18 déc. 1858, art. 4; D. 17 juin 1857; 15 nov. 1858; 9 et 10 fév., 28 avril 1860; 25 mars 1852; L. 21 avril 1832, art. 8; 20 juill. 1837, art. 2; O. 13 déc. 1816; 9 avril 1817 (grand aumônier, chapitre de Saint-Denis).

(10) *V.* ci-dessus, p. 229, n° XII.

(11) *V.* ci-dessus, sect. Ire, *Bâtiments civils*.

De ce ministère dépendent, pour leur existence et pour l'administration de leurs biens, comme du ministère de l'intérieur pour leur service, les congrégations ou maisons religieuses hospitalières ou pénitentiaires (1). Les congrégations religieuses enseignantes y ressortissent à ce double titre (2).

Sont également soumis à ce ministère les établissements publics religieux, personnes civiles, tels que séminaires, menses, fabriques et consistoires, etc. (3).

SECTION VI. — *Ministère des finances.*

Ce ministère est encore celui qu'a fondé l'Assemblée constituante, seulement avec plus d'unité et de cohésion entre ses différentes parties (4).

Il embrasse les services suivants, auxquels correspondent presque autant de grandes divisions ou d'administrations centrales.

SOUS-SECTION I^re^.—*Direction de la dette inscrite* (5).

Comprenant le travail relatif à l'inscription, etc., des rentes sur l'État, perpétuelles et viagères (6), des pensions civiles et militaires (7), des cautionnements versés au Trésor (8).

SOUS-SECTION II.—*Direction du mouvement général des fonds.*

Cette direction est chargée : 1° de l'application des ressources aux besoins ; et, à cet effet, elle envoie aux payeurs dans les départements les lettres de crédit sur les receveurs généraux, par lesquels sont mis à la disposition des premiers les fonds nécessaires à

---

(1) Ex. : D. 18 fév. 1809 ; 26 déc. 1810.
(2) *V.* ci-dessus, p. 29 et 30, note 8.
(3) *V.* ci-dessus, p. 27, notes 2 et 3.
(4) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 9 ; 12 germ. an II, tit. I^er^, art. 2, 6°, 12 ; 7 fruct. an II, tit. I^er^ et tit. II, art. 8 ; 10 vend. an IV, art. 5 ; 28 vent. an XII ; O. 4 nov. 1824 ; 6 fév. 1828-1831 ; 13 sept. 1829 ; 8 déc. 1832 ; 17 déc. 1844 ; D. 30 déc. 1851.—*V.* ci-dessus, p. 194, note 7, *Inspection générale des finances.*
(5) L. 15-23 oct. 1790, art. 16 ; arr. 1^er^ pluv. an VIII, art. 14 ; 12 vent. an VIII ; O. 4 nov. 1824, art. 1^er^, 4° ; 6 fév. 1828 ; 30 déc. 1829 ; 27 janv. 1831 ; 3^e^ O. 8 déc. 1832 ; 26 oct. 1837 ; 17 déc. 1844, art. 5, 13, 14 ; D. 14 déc. 1853.
(6) *V.* ci-après, *Amortissement, Caisse de la vieillesse.*
(7) *V.* ci-dessus, p. 157 à 160, et ci-après, *Caisse des invalides de la marine.*
(8) *V.* ci-après, *Caisse des dépôts et consignations.*

l'acquittement des dépenses de l'État (1); elle autorise, d'un autre côté, l'acceptation des mandats tirés sur le Trésor par les receveurs généraux jusqu'à concurrence du montant du crédit de leurs comptes courants (2); 2° de la préparation des distributions mensuelles de fonds (3) de la liquidation des frais de trésorerie, etc. (4).

SOUS-SECTION III.—*Direction de la comptabilité générale.*

Chargée de tenir en parties doubles l'état de toutes les recettes et de toutes les dépenses, de centraliser les résultats de toutes les comptabilités ministérielles et de la comptabilité de chaque agent comptable, de contrôler et de surveiller leur gestion, etc., de tenir les comptes courants des receveurs généraux (5), etc. (6).

SOUS-SECTION IV.—*Trésorerie nationale ou Trésor public.*

Le Trésor public est presque une institution nationale ; il constitue une sorte de personne civile distincte de l'État, bien que, comme le domaine, il soit l'État lui-même envisagé sous un certain rapport (7). L'Assemblée constituante l'avait mis, en dehors de tout département ministériel, sous la direction de six commissaires appelés commissaires de la trésorerie nationale, choisis par le roi, mais rendant compte directement au Corps législatif (8). La

---

(1) D. 16 juill. 1806, art. 3; D. 4 janv. 1808–1832, art. 19; arr. min. 7 et 9 déc. 1814, art. 1er ; O. 8 mai 1816 ; 10 oct. 1834, art. 1er.

(2) D. 16 juill. 1806, art. 5; O. 18 nov. 1817, art. 1er.

(3) *V.* ci-dessus, p. 163, note 2.

(4) Const. an VIII, art. 56; D. 16 juill. 1806 ; 4 janv. 1808–1832, art. 34 ; arr. min. 9 déc. 1814, art. 3 à 6, 10; O. 16 sept. 1818, art. 7, 6 ; 27 déc. 1823, préamb. et art. 1er, 2 (*V.* 2e O. 18 nov. 1817) ; 6 fév. 1828 ; arr. min. 9 oct. 1832; O. 31 mai 1838, art. 300, 301 ; 17 déc. 1844, art. 4 ; D. 26 sept. 1855, art. 138, 167, 2e al. — *V.* Const. an III, art. 317, et ci-après, sous-sect. IV.

(5) D. 16 juill. 1806, art. 4; D. 4 janv. 1808–1832, art. 21, 22.

(6) L. 17-30 mars 1791 ; arr. 1er pluv. an VIII, art. 12, 14; D. 4 janv. 1808-1832, art. 32, 33; arr. min. 9 oct. 1814, art. 9, 11 à 13; O. 10 déc. 1823, art. 6; 27 déc. 1823, préamb. et art. 2 ; arr. min. 28 et 29 déc. 1823; O. 4 nov. 1824, art. 1er, 3°, 2; 9 juill. 1826 ; 6 fév. 1828; arr. min. 9 oct. 1832; O. 10 fév. 1838, art. 11 ; 17 déc. 1844, art. 6, 13, 14.—V. Const. an III, art. 317, et sous-sect. suiv.

(7) *V.* ci-dessus, p. 1, 2, note 1, et ci-après, *Agence judiciaire.*

(8) L. 18–30 mars 1791 ; 27-30 mars 1791 ; 14–17 avril 1791 ; 16 août–13 nov. 1791 ; 21 sept.–12 oct. 1791 ; 26–27 sept. 1791 ; 5 déc. 1791 ; 31 déc. 1792 (*V.* L. 21 déc. 1789–janv. 1790, art. 9, 12 ; 6–12 déc. 1790) ; 19 sept.

constitution de l'an III réduisit le nombre des commissaires à cinq, nommés par le pouvoir législatif (1).

La constitution de l'an VIII plaça le Trésor public sous l'autorité spéciale d'un ministre, et ce ministre fut, jusqu'à l'an X, le ministre des finances, ayant sous ses ordres un conseiller d'État directeur général et deux administrateurs (2).

En l'an X fut créé un ministre du Trésor public, supprimé en 1814, rétabli durant les Cent-Jours, supprimé de nouveau et définitivement, le 9 juillet 1815 (3).

Mais l'institution du Trésor public est, au fond, toujours à peu près demeurée la même. Son organisation simplifiée (4) comporte aujourd'hui un caissier à la fois receveur central et payeur central, seul comptable et seul responsable, ayant sous ses ordres des agents ou préposés, chefs de bureau, etc., et des sous-caissiers (5).

Au Trésor et dans les mains ou par les mains du caissier-payeur central se centralisent toutes les recettes et s'effectuent les paiements qui ont lieu à Paris, au profit ou pour le compte de l'État, des colonies, des départements, des communes et de certains établissements publics; ainsi :

I. Il reçoit des percepteurs des contributions directes, des receveurs des régies financières et autres comptables du département de la Seine le montant de ces contributions et des recouvrements opérés par eux (6). Il est chargé de faire recouvrer à leur échéance, après avoir fait présenter à l'acceptation ceux qui en sont susceptibles, les effets de commerce ou autres, envoyés par les receveurs généraux des départements autres que celui de la Seine, et de ren-

---

1792 ; 22 mai 1793 ; 7 fruct. an II, art. 8 ; 3 frim. an IV, art. 6. — *V.* édit mars 1788 ; L. 13–19 oct. 1790 ; 12-19 nov. 1790 ; L. 20–25 déc. 1790 ; 22 déc. 1790 ; 27 déc. 1790 ; 2 janv. 1791 ; 9–19 janv. 1791 ; 24–25 juin 1791.

(1) Const. an III, art. 315, 319 ; 3 flor. an IV – 7 frim. an VII ; 4 pluv. et 28 prair. an V ; 3 brum. et 11 frim. an VII, 13 frim. an VIII.

(2) Const. an VIII, art. 56 ; arr. 1er pluv. an VIII, art. 1er à 4 ; 18 vent. an VIII.

(3) Arr. 5 vend. an X ; 18 frim. an XII ; D. 31 janv. 1806 ; arr. 3 avril et O. 13 mai 1814 ; D. 20 mars et 9 juill. 1815.

(4) *V.* arr. 1er pluv. an VIII ; D. 16 juill. 1806 ; D. 4 janv. 1808, art. 32 ; O. 18 nov. 1817 ; 4 nov. 1824, art. 1er, 2°, 4°, etc.—*V.* note suiv.

(5) O. 18 nov. 1817, art. 1er, 3 à 7 ; 27 déc. 1823 ; arr. min. 14 sept. 1829, art. 1er ; O. 27 mai 1832 ; 31 mai 1838, art. 295, 297 ; 17 déc. 1844, art. 8 à 11, 13, 14 ; 23 déc. 1847–1848 ; D. 30 déc. 1851, art. 2 ; 26 sept. 1855.—*V.* notes suiv.

(6) O. 5 mai 1832, art. 4 ; 29 juin 1842, art. 1er ; L. 17–19 juin 1791, art. 3, etc.; L. 24 avril 1833, art. 1er ; O. 12 mai 1833, art. 2 ; 18 nov. 1817, art. 1er, 1er al.

voyer, après protêt, ou de remettre à la direction du contentieux (1) ceux qui ne sont point payés et ceux à l'égard desquels il y aurait lieu à poursuites au nom du Trésor (2).

II. Il effectue le paiement *en espèces* de la dette publique et de toutes les dépenses publiques ordonnancées pour être payées dans le département de la Seine, et dont le paiement a été préalablement autorisé d'une manière générale ou spéciale, par la direction du mouvement des fonds (3), et celui des mandats tirés par les receveurs généraux et acceptés, aussi avec l'autorisation préalable de cette même direction (4).

Les paiements, dans le sein du Trésor public, sont d'abord opérés au moyen de *mandats* délivrés par le payeur central ou plutôt par ses agents ou préposés et présentés ensuite aux sous-caissiers, qui les acquittent, après contrôle (5).

L'agence judiciaire du Trésor fait maintenant partie d'une direction à part, dite *du contentieux* (6).

SOUS-SECTION V.—*Contrôle.*

Tout extrait d'inscription de rentes immatriculées sur le grand-livre de la dette publique (ou sur les livres auxiliaires), tout certificat d'inscription délivré pour la concession d'une pension à quelque titre que ce soit, ceux d'inscription de cautionnement ou de privilége du second ordre, tout récépissé de versement, remise ou envoi de numéraire ou autres valeurs, fait aux caisses du Trésor public, les bons du Trésor et toutes traites ou valeurs créées, émises ou acceptées par les agents du Trésor public, même les mandats de paiement délivrés par le payeur central ou ses préposés (7) doivent, pour former titre envers le Trésor, être revêtus du visa d'un fonctionnaire ou agent administratif chargé du contrôle (8).

---

(1) *V.* ci-après.

(2) D. 4 janv. 1808-1832, art. 19 ; arr. min. 4 juin 1832, art. 8 ; O. 17 déc. 1844, art. 8.

(3) L. 3 vent. an II, art. 4, 5 ; 1re O. 18 nov. 1817, art. 3, 12 ; 4 nov. 1824, art. 1er, 1° ; 13 sept. 1829 ; arr. min. 14 sept. 1829, art. 1er ; arr. min. 25 juill. 1832, art. 1er, 4, 6 ; O. 31 mai 1838, art. 300 ; 17 déc. 1844, art. 8 et 10.—*V.* ci-après.

(4) *V.* ci-dessus, sous-sect. II.

(5) Arr. 1er pluv. an VIII, art. 6, *in fine* ; arr. min. 25 juill. 1832, art. 2, 3, 6, 7 ; O. 17 déc. 1844, art. 10 ; 10 oct. 1834, art. 1er ; L. 24 avril 1833, art. 2, 1er al.—*V.* ci-après.

(6) *V.* ci-après, sous-sect. VI.

(7) *V.* sous-section précéd., n° II.

(8) L. 24 avril 1833, art. 4, 5, 1er, 2 ; O. 8 déc. 1832, art. 3 ; 12 mai 1833,

Les contrôles institués près des agents comptables de la dette inscrite, près du caissier-payeur central du Trésor et ses préposés, près du receveur central du département de la Seine sont exercés par un contrôleur en chef central ou ses délégués nommés, le premier par le chef de l'État, et ceux-ci par le ministre des finances (1). Les contrôleurs établis près des percepteurs des contributions directes du département de la Seine sont aussi nommés par le ministre, mais sur la présentation du receveur central (2).

Le chef du contrôle ou contrôleur central est dépositaire d'une des deux clefs de la caisse centrale du Trésor, qui ne peut être ouverte que simultanément par lui et le caissier central (3).

SOUS-SECTION VI.—*Direction du contentieux.—Agence judiciaire du Trésor.*

La direction du contentieux est chargée, 1° du travail et de la correspondance relatifs à toutes les questions contentieuses concernant le ministère des finances proprement dit (dont nous venons d'énumérer les différentes parties), et pouvant donner lieu à une action judiciaire (ou administrative contentieuse); 2° du travail et de la correspondance touchant les affaires contentieuses déférées à la décision du ministre par les administrations financières et relatives aux procédures et *poursuites* (judiciaires, etc.), pour recouvrement des droits et créances, aux transactions à cet égard, etc.

Elle comprend l'*agence judiciaire* du Trésor et le bureau des *oppositions* (4) :

I. Agence judiciaire (5). — L'agent du Trésor public est chargé d'intenter, de suivre ou de soutenir les actions *judiciaires* pour ou

---

art. 2; 2e O. *id.*; arr. min. 25 juill. 1832, art. 7.—*V.* arr. 1er pluv. an VIII, art. 7; D. 4 janv. 1808, art. 26; O. 18 nov. 1817, art. 8 à 11; 23 sept. 1829, art. 6 (abr.); etc.

(1) O. 8 déc. 1832, art. 2, 3; 5 mai 1832, art. 5; 17 déc. 1844, art. 12, 13, 14; arr. min. 20 mai, 24 juin et 9 oct. 1832; D. 21 mars 1856.

(2) O. 4 déc. et 9 oct. 1822-1832; 5 mai 1832, art. 10. — Les récépissés délivrés par les percepteurs des contributions directes ne sont pas des récépissés à talon, mais des quittances détachées d'un journal à souche (O. 8 déc. 1832, art. 7). — *V.* aussi O. 31 janv. 1838; L. 22 frim. an VII, art. 57, 44, 46, 48, etc.

(3) O. 31 mai 1838, art. 298.

(4) O. 6 fév. 1828; 13 sept. 1829; arr. min. 14 sept. *id.*, art. 4; O. 4 nov. 1824, art. 1er, 4°; 17 déc. 1844, art. 7, 13, 14; D. 14 déc. 1853.

(5) L. 25 mars 1791; 27 mai, 1er juin 1791; 16 août–13 nov. 1791, 1re part., tit. II, art. 21; 27–31 août 1791; arr. 1er pluv. an VIII, art. 21, etc.— *V.* note précéd., et ci-après.

contre le *Trésor* (1) (et non pas toutes les actions pour ou contre l'État) (2); d'exercer notamment toutes poursuites et faire exécuter tout jugement (3), faire exécuter provisoirement toutes contraintes décernées contre les comptables proprement dits (payeurs, receveurs, etc.), ou leurs agents et préposés lorsque ceux-ci ont fait personnellement la recette des deniers publics, ou contre les entrepreneurs de travaux publics, fournisseurs, soumissionnaires et agents quelconques chargés de services publics pour l'État, soit à fin de réintégration des à-compte accordés pour lesdits services, soit à fin de recouvrement des débets résultant des comptes arrêtés (4), même contre les ministres qui auraient été régulièrement et définitivement déclarés responsables pécuniairement (5); faire tous actes conservatoires.

Lorsque les affaires lui paraissent susceptibles de difficulté, soit avant l'instance, soit pendant la durée de leur instruction, il peut demander l'avis, par écrit, des hommes de loi, particulièrement des avocats et avoués du Trésor public près le tribunal de la Seine. Le ministre peut aussi, sur sa demande, consulter le comité des finances du conseil d'État, qui peut lui-même requérir l'agent judiciaire de se procurer et de présenter l'avis de ces jurisconsultes.

Dans les cas où, par des circonstances particulières, il y aurait lieu d'adhérer à un contrat d'union de créanciers ou d'accorder quelques délais à un débiteur poursuivi, le ministre peut donner à l'agent judiciaire les pouvoirs nécessaires à cet effet. S'il s'agit de transiger, l'agent peut y être autorisé par le ministre (6); cependant les remises totales ou partielles de débets définitivement constatés ne peuvent être accordées que par le chef de l'État, sur le rapport du ministre liquidateur et sur l'avis du ministre des finances et du conseil d'État (7).

---

(1) L. 27–31 août 1791, art. 1er, 2; 8–12 août 1791; 11 fruct. an V; C. pr. civ., art. 69, 2°.—Les assignations et significations faites à l'agent du Trésor public ne sont valables que quand il les a visées (L. 27–31 août 1791, art. 6; C. pr. civ., art. 1039).

(2) *V. Domaine*, etc.; ci-après et ci-dessus, p. 1; C. pr., art. 69, 1°, 3°; av. cons. 12 mai–1er juin 1807; etc.

(3) L. 11 fruct. an V; L. 16 sept. 1807, art. 13.

(4) L. 27 mai-1er juin 1791; 16 août–13 nov. 1791, 1re part., tit. II, art. 21; 17–22 sept. 1791, tit. II, art. 10; O. 4 nov. 1824, art. 1er, 4°; 2e O. 8 déc. 1832, art. 8; 31 mai 1838, art. 280; 13 mai 1846; L. 13 frim. an VIII; 12 vend. an VIII, art. 3; arr. 9 pluv. an VIII; 28 flor. an XI; D. 12 janv. 1811; 26 sept. 1855, art. 241.

(5) L. 17–29 sept. 1791, tit. II, art. 15, 16.

(6) L. 27–31 août 1791, art. 3, 7, 4, 5; arr. min. 28 mars 1823.

(7) L. 1er juin 1852, art. 13.

II. Bureau des oppositions. — L'inscription des déclarations notifiées par les titulaires de cautionnement en faveur de leurs bailleurs de fonds, pour leur faire acquérir le privilége du second ordre, est faite sur les registres tenus au bureau des oppositions, qui délivrent les certificats qui le constatent (1).

L'agent préposé à ce service est chargé de la conservation ou inscription des oppositions faites au Trésor sur les sommes dues par l'État, ou sur les fonds des cautionnements versés au Trésor (2), et de la délivrance des certificats ou visa de non-opposition nécessaires pour que le montant des créances puisse être touché (3).

Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par l'État, toutes significations de cession ou transport desdites sommes et toutes autres significations ayant pour objet d'en arrêter le paiement doivent, à Paris et pour tous les paiements à effectuer aux caisses du payeur central du Trésor public, être faites entre les mains du conservateur des oppositions au ministère des finances, et visées par lui.

Lesdites saisies-arrêts, oppositions et significations doivent être renouvelées dans les cinq ans, à partir de leur date; sinon elles n'ont plus d'effet et doivent être rayées d'office des registres où elles ont été inscrites (4).

SOUS-SECTION VII.—*Administration ou direction générale des domaines, du timbre, de l'enregistrement, des hypothèques, des droits de greffe, etc.* (5).

Cette administration est chargée :

I. De la conservation et de la gestion du domaine de l'État (6), autre que le domaine forestier, dont l'administration lui a pourtant été

---

(1) L. 25 niv. et 6 vent. an XIII ; D. 28 août 1808; 22 déc. 1812; 14 déc. 1853.

(2) L. 19 fév. 1792, art. 1er, 5, 7 ; L. 9 juill. 1836, art. 13 ; O. 20 fév. 1828.—*V.* note précéd. et L. 16 pluv. an II ; circ. int. 1er et 24 juill. 1806; D. 31 déc. 1806, etc.; L. 28 avril 1816, art. 92, etc.

(3) L. 19 fév. 1792, art. 11.

(4) L. 9 juill. 1836 ; L. 19 fév. 1792, art. 8 à 10, 14 ; 30 mai 1793; av. cons. 12 mai–1er juin 1807 ; D. 18 août 1807; C. pr., art. 561, 569, 1039.

(5) L. 9–20 mars 1791 ; 9–15 mai et 18–27 mai 1791 ; 19 août, 12 sept. 1791 (*V.* sous-sect. suiv.) ; 10 juill. et 14 août 1793 ; const. an III ; art. 154 ; arr. 5 niv. an VIII, art. 7 ; arr. 3e j. compl. an IX ; O. 17 mai 1817 (*V.* sous-sect. suiv.) ; 3 janv. 1821 ; 4 nov. 1824 ; 11 nov. 1829, art. 1er ; 12 janv. 1831 ; 17 déc. 1844, art. 26 à 38 ; D. 30 déc. 1851 ;—*V.* ci-dessus, p. 188 et suiv., *Directeurs généraux*.

(6) *V.* note précéd., et O. 6 mai 1838 ; C. pr. civ., art. 69, 4°, etc.—*V.* ci-dessus, p. 111, n° XIV.

quelquefois confiée (1). Dans tous les cas, les soins qui tiennent à la *propriété*, même des eaux et forêts, soit qu'il s'agisse de revendiquer, de défendre ou d'aliéner, lui sont exclusivement attribués, sauf l'obligation d'avoir sur ce point l'avis du conseil d'administration des forêts. Elle est chargée du recouvrement des produits et revenus du domaine, même forestier (2).

La conservation, l'entretien et la gestion du domaine militaire, même en ce qui touche la propriété ou les *droits* de l'État, appartient à l'administration militaire ou au ministère de la guerre; mais le domaine militaire *proprement* dit fait partie du domaine *public* plutôt que du domaine de l'État. Il n'est pas en général susceptible de propriété privée (3). La perception des revenus que l'État peut quelquefois en tirer est néanmoins réservée aux agents de l'administration des domaines (4).

Cette administration est chargée également de la perception des revenus dequelques autres parties du domaine public, par exemple du revenu provenant de l'adjudication ou de la concession du droit de pêche dans les *rivières* navigables ou flottables (5), etc. (6).

II. Elle est chargée exclusivement de la vente (par adjudication publique), de tous effets mobiliers, marchandises, etc., appartenant à l'État, mis hors de service, etc. (7).

III. De la perception des droits de timbre, d'enregistrement et de mutation (8).

IV. De la conservation des priviléges et hypothèques sur les immeubles, et de la perception des droits sur l'inscription des créances hypothécaires et sur la transcription des actes translatifs de propriété immobilière (9).

---

(1) *V.* note 5, p. précéd., et sous-sect. suiv.

(2) *V.* notes précéd. et L. 15-29 sept. 1791, tit. II, art. 12; O. 26 août 1824, art. 1er, 6; 1er août 1827, art. 86.—*V.* ci-dessus, p. 149, n° XIII.

(3) L. 8-10 juill. 1791, tit. IV, art. 1er, et tit. Ier, art. 13; C. civ., art. 540, 538, 2226; D. 23 avril 1810; 16 sept. 1811; L. 15 mai 1818, art. 46, 2°; O. 6 mai 1838.

(4) L. 8-10 juill. 1791; tit. Ier, art. 14, 22, 27.

(5) Arr. 29 brum. an XII; L. 15 avril 1829; 28 avril 1816, art. 231. — Quant aux canaux, droits de pêche et autres produits, *V. Ponts et chaussées et direction génér. des contrib. indir.* (D. 23 déc. 1810, etc.)

(6) *V.* Arr. 9 germ. an IX, art. 3; D. 21 fév. 1852, *id.*

(7) Arr. 22 brum. an VI; 23 niv. an VI; 9 flor. an IX; O. 14 sept. 1822, art. 3; 3 fév. 1830, art. 5; 31 mai 1838, art. 16, 18 (*V.* ci-dessus, p. 136, notes 2 et 3); C. for. art. 169; D. 30 nov. 1858, art. 3, 4, etc.

(8) L. 8-17 mai 1791, et ci-dessus, p. 272, note 5.

(9) L. 21 vent. an VII, art. 1er, 19; 9 vend. an VI, art. 62, etc.

V. De la perception des droits de greffe et la *liquidation* des droits ou salaires dus aux greffiers (1).

VI. Des avances et du recouvrement des frais de justice criminelle et autres dépenses assimilées à ces frais (2).

Les avances qui doivent rester à la charge de l'État considéré comme corps politique sont remboursées à la régie, sur les crédits ouverts au ministre de la justice, qui délivre, à cet égard, des ordonnances de régularisation (3) ; celles qui retombent à la charge de l'État ou des administrations publiques, considérés comme personnes civiles (4), sont remboursées par ces administrations, avec lesquelles la régie tient un compte ouvert.

Les sommes recouvrées sur les parties civiles ou condamnées, sont portées intégralement en recette au budget de l'État, et les frais *de recouvrement* figurent parmi les dépenses de l'administration de l'enregistrement (5).

VII. Du recouvrement des amendes et du montant des condamnations prononcées en matière criminelle, etc., même au profit des communes et établissements publics (6).

Les frais de ce recouvrement font partie des dépenses de la présente administration, sauf retenue sur les produits, s'il y a lieu, de cinq pour cent pour frais d'administration et de perception (7).

SOUS-SECTION VIII.—*Administration des forêts* (8).

Cette direction générale ou régie est chargée :

I. De la gestion ou administration des forêts appartenant à l'État,

---

(1) L. 21 vent. an VII, art. 1er ; 22 prair. an VII, art. 3 ; L. 23 juill. 1820, art. 2 ; 21 avril 1832, art. 7.

(2) L. 20–27 sept. 1790, art. 1er; L. 18 germ. an VII, art. 3 ; L. 5 pluv. an XIII, art. 4 ; D. 18 juin 1811, art. 1er à 3, 117 à 131, 172, 173, etc. ; O. 22 mai 1816, art. 4 ; 10 mars 1825 ; 28 juin 1832 ; 28 nov. 1838 ; L. 30 juin 1838, art. 27 ; 25 juin 1841, art. 29.

(3) D. 24 fév. 1806, art. 1er ; D. 18 juin 1811, art. 169.—*V.* ci-dessus, p. 163, *Ordonnancement préalable*, *Exception*, *autre exemple*.

(4) Savoir : *Administration des forêts*, *Postes*, *Douanes*, *etc.* (*V.* ci-dessus, p. 2, note 1).—D. 18 juin 1811, art. 158.

(5) O. 3 nov. 1819.

(6) L. 5–19 déc. 1790, art. 19 ; 19-22 juill. 1791, tit. II, art. 70 ; C. instr. cr., art. 197 ; D. 18 juin 1811, art. 62 ; 29 août 1813 (grande voirie) ; O. 11 oct. 1820, art. 9 ; C. for., art. 210, 215, 204 ; L. 18 juin 1859, art. 210, 215 ; 15 avril 1829, art. 73, 81 (pêche fluv.) ; D. 9 janv. 1852, art. 23 ; 29 mars 1852, art. 12 (au profit de la caisse des inval. de la mar.), etc.

(7) O. 3 nov. 1819, art. 2 ; L. 5 mai 1855, art. 16 ; sauf C. for., art. 107, 2e al., 109 ; L. 14 juill. 1856, art. 14.

(8) *V.* sous-sect. précéd., note 1re, etc.; L. 18–29 sept. 1791 ; 5 sept.-12

aux communes ou sections de communes, aux établissements publics, et même indivises entre ces personnes publiques et les particuliers ou personnes privées, ainsi que de la poursuite en réparation de tous délits et contraventions commis dans ces bois et forêts, et même des infractions aux dispositions des lois sur le défrichement des bois particuliers (1).

II. De la surveillance, de la police et de la conservation de la pêche dans les rivières ou canaux navigables ou flottables (2).

SOUS-SECTION IX.—*Administration des monnaies et médailles, etc.*

Cette administration, placée sous la direction et la surveillance du ministre des finances (3), est une administration jusqu'à un certain point collective (4).

Elle se compose aujourd'hui d'un président et deux commissaires généraux formant une *commission*, près de laquelle, ou sous les ordres de laquelle sont : 1° un *bureau* composé d'un directeur des essais, deux vérificateurs et deux essayeurs, nommés au concours ; 2° un graveur général, nommé de même (5).

L'administration a, de plus, près des ateliers monétaires, des commissaires ayant le titre de commissaires royaux ou impériaux, etc., et des contrôleurs au change et au monnayage (6).

Le président de la commission dirige et signe seul la correspondance relative aux attributions de la commission ; il rend compte au ministre des résultats de cette correspondance, lui propose les mesures qu'il juge convenables ; il fait exécuter ses instructions ; il convoque, quand il y a lieu, la commission, dont il signe et notifie

---

oct. 1791, art. 5 ; 24 janv., 11 mars 1792 ; 15–20 avril et 15 août 1792 ; 10 frim. an II, art. 9 ; arr. 5 niv. an VIII, art. 7 ; L. 16 niv. et 3 pluv. an IX ; D. 7 therm. an XIII ; O. 3 janv. et 17 mai 1817 ; 11 oct. 1820 ; 26 août 1824 ; 4 nov. 1824 ; 1er août 1827, art. 1er, 9, 31, etc. ; 5 janv. et 10 mars 1831 ; 17 déc. 1844, art. 26 à 31, 78 à 85 ; D. 30 déc. 1851. — *V.* p. 188 et suiv., *Directeurs généraux*.

(1) C. for. 21 mai 1827, art. 1er, 8 et suiv. (*V.* ci-dessus, p. 79, 80, 78) ; O. 1er août 1827 ; D. 16 oct. 1858 ; L. 18 juin 1859 ; D. 22 nov. 1859.

(2) L. 14 flor. an X, art. 17, 18 ; 28 avril 1816, art. 231. *V.* ci-dessus, p. 273.

(3) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 9, 4° ; 14 août 1792 ; 10 vend. an IV, art. 5 ; arr. 10 prair. an XI, art. 3 ; O. 26 déc. 1827, art. 10.

(4) O. 26 déc. 1827-1828 ; 2e O. 10 juill. 1846. — *V.* ci-dessus, p. 192, 193, texte et notes et ci-après *Président*.

(5) *V.* note précéd. et L. 3–10 avril 1791 ; 30 août–8 sept. 1791, tit. II et III ; D. 30 déc. 1851.

(6) O. 26 déc. 1827-1828, art. 3 à 5 ; 1re O. 10 juill. 1846 ; O. 1er sept. 1847.

les décisions. Il soumet au ministre, avec ses propres observations et son avis, le budget délibéré par la commission. Il a la haute police des hôtels, etc. (1).

La commission collectivement a pour fonctions :

I. Quant aux monnaies, de juger le titre et le poids des espèces fabriquées dans les différents ateliers monétaires, tant à Paris que dans les départements ; et ce, d'après les opérations préliminaires du bureau, c'est-à-dire, des essayeurs et vérificateurs placés près d'elle (2).

II. De rédiger les tarifs qui déterminent le titre et le poids d'après lesquels les espèces et matières d'or et d'argent doivent être reçues au change ; elle fait procéder, en conséquence, toutes les fois qu'elle le juge convenable, à la vérification du titre des espèces étrangères nouvellement fabriquées, afin d'observer les variations qu'il pourrait éprouver, et elle rend public le résultat de ces vérifications. Elle fait parvenir ces tarifs aux changeurs et statue sur les difficultés qui pourraient s'élever entre eux et le public ou les directeurs de la fabrication des monnaies relativement au titre des espèces ou matières, c'est-à-dire que, après avoir fait vérifier ce titre, elle le constate d'une manière authentique (3).

III. Elle concourt à l'exécution des lois sur la garantie des matières d'or et d'argent : 1° en délivrant, après examen, aux essayeurs du commerce et à ceux des bureaux de garantie les certificats de capacité dont ils ont besoin, et en participant aux présentations à faire au ministre pour la nomination des contrôleurs de ces bureaux (4) ; 2° en statuant, comme il vient d'être dit, sur les difficultés relatives soit au titre, soit à la marque des lingots et ouvrages d'or et d'argent présentés aux essayeurs du commerce ou des bureaux (5).

IV. Quant aux médailles, jetons ou pièces de plaisir, d'or, d'ar-

---

(1) O. 26 déc. 1827, art. 10.—*V.* ci-dessus, p. 193.

(2) L. 7–11 sept. 1790, art. 9 ; 3-10 avril 1791, art. 1er ; O. 26 déc. 1827, art. 8, 21 à 27 ; 28 mars 1830, art. 3 ; O. 6 juin 1830, art. 3 ; D. 21 déc. 1849.—*V.* L. 7 germ. an XI, art. 18 à 22 ; L. 21–27 mai 1791, tit. VII ; 22 et 28 vend. an IV, tit. XV et XVI ; arr. 10 prair. an XI, tit. V. — *V.* ci-dessus et p. 110, n° XI.

(3) L. 3–10 avril 1791, art. 6, 7 ; D. 8 avril 1854, etc.

(4) L. 22 vend. an IV, art. 59 ; L. 19 brum. an VI, art. 34, 55, 119, etc. ; 13 germ. an VI, art. 2 ; O. 5 mai 1820, art. 6, 1er, 3 ; O. 26 déc. 1827-1828, art. 8.

(5) L. 19 brum. an VI, art. 61, 58 ; O. 26 déc. 1827, art. 8 ; 6 juin 1830, art. 2.

gent et d'autres métaux, lesquels ne peuvent être frappés ailleurs que dans l'atelier de Paris, à ce destiné, elle établit, par des tarifs soumis au consentement du directeur de la fabrication et à l'approbation du ministre, le prix brut de la matière, que ce directeur doit se procurer à ses frais, le prix de fabrication, enfin le prix de vente des médailles ordonnées par le Gouvernement (1).

V. Les types des timbres et sceaux destinés aux diverses autorités et administrations de l'Empire sont gravés par les soins et sous l'inspection de la commission des monnaies et médailles (2); de même que les timbres-poste. Il y a, à l'administration des monnaies, un agent comptable en matière de la fabrication de ces timbres (3).

Les dépenses concernant l'administration centrale (commission et bureau, graveur général) des monnaies, et les fonctionnaires (commissaires et contrôleurs) placés près des ateliers monétaires figurent parmi celles du ministère des finances, à la charge de l'État (4).

Mais la fabrication des monnaies et médailles fait l'objet d'une comptabilité particulière et distincte de celle de l'État (5). Les directeurs de la fabrication sont seuls responsables de cette fabrication, qu'ils entreprennent, en quelque sorte, à *forfait*. Ils sont chargés du remplacement et de l'entretien des machines et ustensiles appartenant à l'État et mis à leur disposition; ils sont tenus de se pourvoir, à leurs frais, de ceux qu'il serait nécessaire d'acquérir, soit pour perfectionner la fabrication, soit pour en augmenter l'activité; les frais de pesage, de comptage et de vérification des espèces monnayées et délivrées sont à leur charge, etc. (6). Ils reçoivent *directement* des parties, en présence du contrôleur au change, les matières destinées à la fabrication des espèces (7), et il est tenu de les payer au prix du tarif légal du change (8), sous la seule déduction des frais de fabrication fixés en fait par le chef du

---

(1) Arr. 30 fruct. an XI ; 5 germ. an XII ; O. 22 juill. 1816; 24 mars 1832; L. 8 nov. 1814, art. 3; 15 janv. 1825, arg.—*V*. ci-après.

(2) D. 29 vent. an XIII.

(3) D. 8 mars 1854; L. 16 oct. 1849.

(4) *V*. Budgets et décrets de répartition.

(5) L. 2 août 1829, art. 4; 9 juill. 1836, art. 17; D. 16 fév. 1852.

(6) L. 22 vend. an IV, art. 33 à 38; O. 25 fév. 1835, art. 3; D. 22 mars 1854, art. 2.

(7) O. 26 déc. 1827-1828, préamb. et art. 17; L. 11 germ. an IV, art. 1er.

(8) *V*. p. précéd., n° II.

pouvoir exécutif (1), et des frais d'affinage ou de départ, si les matières sont au-dessous du titre monétaire (2). S'il y a contestation sur ce titre, la commission des monnaies le fait vérifier et le constate (3).

Les espèces fabriquées qui, n'atteignant pas soit pour le titre, soit pour le poids, le point fixé (4), ne sont pourtant point au-dessous de la tolérance (en faible) admise et sont livrées à la circulation pour leur valeur nominale, ne sont portées en compte que pour la valeur réelle du fin contenu dans lesdites espèces. Le bénéfice qui en résulte, pris sur le public, appartient au Trésor ou à l'État. L'excédant de titre ou de poids dans la limite de la tolérance en fort, par contre, leur est alloué et est à la charge de l'État (5).

Le directeur de la fabrication est chargé de toutes les opérations relatives à la fabrication et à la vente des médailles, etc. La différence entre le prix de vente et ceux qui lui sont payés, tant pour la valeur de la matière que pour le prix de fabrication, constitue le bénéfice qui, seul, est versé au Trésor et porté en recette au budget de l'État (6).

SOUS-SECTION X.—*Administration de la poste aux lettres et aux chevaux* (7).

A cette administration était jointe, dans l'origine, celle des messageries nationales, supprimée en l'an VI. Le droit de messageries par terre et de coches ou voitures d'eau fut, en 1790, revendiqué,

---

(1) L. 7 germ. an XI, art. 11 ; D. 8 avril 1854; arr. 2 frim. an IX. — *V.* L. 24 avril 1833, art. 8.

(2) L. 7 germ. an XI, art. 12 ; O. 15 oct. 1828 ; D. 8 avril 1854, tar. *in fine*.

(3) D. 8 avril 1854, tar., note.—*V.* ci-dessus.

(4) *V.* ci-dessus, p. 110, notes 8 et 9.

(5) Ex.: O. 16 déc. 1843, etc.—*V. Comptes rendus*.

(6) *V.* ci-dessus, n° IV.

(7) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 9, 4° ; 10 vend. an IV, art. 5 (attrib. au min des fin.) ; L. 19 juin 1790–25 mars 1791, art. 3 (intendant et conseil) ; 9 juill.–8 août 1790 ; 26–29 août 1790 (commissaire du roi et directoire composé d'un président et d'administrateurs, fermiers et maîtres de poste); 9 avril et 1er mai 1793 ; 23, 24 juill. 1793 ; 16 therm. an III (régie par l'Etat); 9 vend. an VI (poste aux lettres, fermier) ; 19 frim. an VII, art. 15 ; arr. 1er prair. an VII (conseil d'administration ; maîtres de poste maintenus) ; L. 25 frim. an VIII ; arr. 14 niv. an VIII (régie rétablie; commissaire du Gouvernement; administration collective) ; arr. 28 vent an XII (direct. génér. et cons. d'administr.) ; O. 13 mai 1814; 17 mai 1817 ; 9 janv. 1822; 4 nov. 1824; 6 fév. 1828; 5 janv. 1831 ; 17 déc. 1844, art. 26 à 31, 67 à 77 ; 2 déc. 1847-1848; 26 avril 1850 ; D. 30 déc. 1851.—*V.* ci-dessus, p. 188, sect. II.

comme une dépendance du domaine, au profit de l'État et des particuliers (1).

SOUS-SECTION XI.—*Administration des contributions directes* (2).

A partir de 1822 seulement, ce service a été érigé en direction ou régie séparée, et même, de 1841 à 1848, en une direction générale. Avant, c'était une branche de l'administration centrale, comme la dette inscrite, etc. (3).

SOUS-SECTIONS XII et XIII.—*Administration des contributions indirectes et des douanes* (4).

Ces deux services, distincts sous le rapport de la législation, ont été tantôt réunis (5), tantôt séparés (6). Ils sont aujourd'hui placés sous la même direction. Nous les mentionnerons néanmoins sous deux divisions distinctes :

SOUS-SECTION XII.—*Contributions indirectes* (7).

Les contributions comprises sous ce nom, comme appartenant à cette branche de service ou dont la perception est confiée à cette administration (8), sont les droits sur les boissons, sur les cartes à

---

(1) L. 26-29 août 1790, tit. III; 7-19 janv. 1791 ; proclam. 10 et 24 avril 1791; 9 avril 1793, etc. (*V.* note précéd.); L. 9 vend. an VI, tit. VII, etc.

(2) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 9, 1°; 10 vend. an IV, art. 5; O. 9 oct. 1822; 4 nov. 1824; 6 fév. 1828; 27 janv. 1831; 8 janv. 1841; 17 déc. 1844, art. 26 à 31, 47 à 52; 30 déc. 1851, art. 2; 7 avril 1852. — *V.* ci-dessus, p. 133 à 136, et ci-après, *Autorités locales*; arr. 15 fruct. an VIII et 26 brum. an X, etc.

(3) V. O. 17 déc. 1844, art. 1er à 25.

(4) Ce dernier service alternativement à l'intérieur et à la marine, aux finances, aux affaires étrangères, au commerce, puis enfin aux finances; L. 27 avril-25 mai 1791, art. 9, 2°, 4° ; 2e L. 21 sept. 1793 ; L. 17 vend. et 26 frim. an II; L. 10 vend. an IV, art. 5; D. 22 juin 1811; 19 janv. 1812, art. 1er, 2°. —*V.* notes suiv.

(5) O. 17 mai 1814 (adjonction du service des douanes à celui des contributions indirectes) ; D. 27 déc. 1851 ; circ. 5 janv. 1852 (adjonction des contributions indirectes aux douanes).

(6) *V.* sous-sect. suiv.

(7) L. 5 vent. an XII, art. 77 à 90 ; arr. 5 germ. an XII ; procl. 10 mai 1814; O. 13 mai 1814 ; D. 25 mars et O. 5 oct. 1815 ; 17 mai 1817, art. 4 à 7 ; 3 janv. 1821 ; 27 déc. 1823 ; 4 nov. 1824 ; 12 nov. 1826 ; 6 fév. 1828 ; 5 janv. 1831 ; 17 déc. 1844, art. 26 à 31, 53 à 59 ; D. 30 déc. 1851 ; 18 oct. 1852.—*V.* sous-sect. suiv.

(8) *V.* notes précéd. et suiv., et ci-dessus, p. 134, définition des contributions indirectes applicable à d'autres contributions que celle qu'embrasse la présente direction, mieux nommée, peut-être, dans l'origine, des droits

jouer (1), les voitures publiques de terre, d'eau, et des chemins de fer (2), les droits de navigation intérieure, les droits de bac et de passage d'eau, les droits de pêche et autres revenus des canaux (3), les droits pour la marque et la garantie des matières d'or et d'argent (4), sur la fabrication du sucre indigène (5), sur les sels (6). Elle est chargée de la vente des poudres à feu et des tabacs (7).

SOUS-SECTION XIII.—*Douanes et sels.*

Les droits de douanes sont une contribution *indirecte* (8); néanmoins ils ne sont pas compris sous cette dénomination actuelle, bien que les deux administrations soient aujourd'hui réunies (9).

Le service des douanes consiste à procurer l'*exécution* des lois touchant la navigation maritime et le commerce extérieur par mer et par terre, la perception des droits établis sur cette navigation, ainsi que des droits de douane ou de traites à l'importation et à l'exportation (10). Durant la séparation des deux administrations, la direction générale des douanes était, en outre, chargée d'assurer l'exécution des lois sur les sels dans l'étendue des côtes et frontières soumises particulièrement à la police des douanes (11), et dans les villes où il existe un entrepôt réel des sels (12).

(certains droits) *réunis*. Ceux de ces droits qui existaient avant la loi de l'an XII étaient perçus par la régie de l'enregistrement (*V*. L. 9 vend. an VI, art. 54, 68, 73; 19 brum. an VI, art. 38; arr. 27 prair. an X).

(1) L. 5 vent. an XII, art. 80 (*V*. note précéd.).

(2) L. 14 juill. 1855, art. 3, 4; 2 juill. 1838, etc.

(3) Arr. 28 vent. et 5 germ. an XII; D. 23 déc. 1810, art. 2.—Quant au droit de pêche dans les rivières, *V. Régie de l'enregistrement*.

(4) L. 5 vent. an XII, art. 80; O. 5 mai 1820, art. 2 à 4; 26 déc. 1827-1828, art. 9.

(5) L. 18 juill. 1837, art. 1er, etc.

(6) *V*. sous-sect. suiv.

(7) Quant à la fabrication, *V*. ci-après sous-section XIV, etc.

(8) *V*. ci-dessus, p. 133, *Définition*.

(9) *V*. sous-sect., p. précéd.

(10) L. 31 oct.-5 nov. 1790; 23 avril-1er mai 1791; 9-15 mai 1791 et 17 mai-1er juin 1791; 14 oct. 1792; 2e L. 21 sept. 1793, 2e al.; arr. 28 vent. an XII, art. 1er; D. 25 mars et O. 5 oct. 1815; 27 nov. 1816; 17 mai 1817, art. 4 à 7; 30 janv. 1822; 6 fév. 1828; 8 août 1829, art. 2; 5 janv. 1831; 19 sept. 1836; 15 avril 1837; 17 déc. 1844, art. 26 à 31, 39 à 46; D. 27 déc. 1851; circ. 5 janv. et D. 18 oct. 1852; 30 déc. 1851, art. 2.

(11) *V*. ci-après, tit. V, sous-tit. II, *Rayons*.

(12) D. 11 juin 1806, art. 1er, 8, 18, 26; 25 janv. et 6 juin 1807; 13 oct. 1809, art. 2, 5.

SOUS-SECTION XIV.—*Tabacs.*

Depuis 1831 seulement, la fabrication du tabac a été l'objet de la création d'une administration spéciale, tandis que la vente et l'exécution des lois sur cette matière restaient dans les attributions de la direction des contributions indirectes. Supprimée en 1848, cette administration a été rétablie en 1860 (1).

De ce ministère dépendent, comme établissements publics appartenant à l'État ou au service de monnaies, le musée des monnaies et médailles, les ateliers monétaires, les argues ou établissements d'affinage nationaux, des manufactures de tabac, et une école forestière.

SECTION VII. — *Ministère de la guerre.*

Le ministère de la guerre (2) a dans ses attributions :

I. Le recrutement, l'organisation, la surveillance, la discipline et le mouvement de l'armée de terre, le travail sur les grades, avancements, récompenses et secours militaires, sur la nomination aux emplois (3) ;

II. L'artillerie, le génie, les fortifications, le domaine (4) et les travaux (5) militaires ;

III. La gendarmerie, sous les rapports qui le concernent (6);

IV. La police (7) et la justice militaires (8) ;

V. Les fournitures, vivres et approvisionnements et le personnel de l'administration pour l'armée de terre, officiers de santé, etc. (9);

---

(1) L. 22 brum. an VII, art. 13 et suiv.; 29 flor. an X, art. 9 à 19 ; 5 vent. an XII, art. 18, 77 ; D. 29 déc. 1810, art. 1er, etc.; O. 5 janv. 1831; 11 nov. 1842 ; 17 déc. 1844, art. 26 à 31, 60 à 66 ; arr. 5 avril 1848 ; D. 30 déc. 1851, art. 2; 12 mars 1860.

(2) *V.* L. 27 avril–25 mai 1791, art. 10; 12 germ. an II, art. 2, 9° 11° ; 7 fruct. an II, tit. Ier et tit. II, art. 1er et 15 ; 10 vend. an IV, art. 6 ; arr. 17 vent. an X ; O. 13 mai 1814 ; 17 janv. 1844 ; D. 7 janv. 1852, etc.—*V.* page suiv., notes.

(3) *V.* ci–dessus, p. 104, n° VII, 107, n° X.

(4) *V.* ci-dessus, p. 273.

(5) L. 8–10 juill. 1791, tit. VI; D. 13 fruct. an XIII, art. 2, 3; 4 août 1811, art. 4 ; 31 janv. 1813, art. 1er ; 16 août 1853 , art. 13 ; L. 30 mars 1831; 3 mai 1841, art. 76 ; 15 mai 1818, art. 46 ; D. 23 août 1810; 16 sept. 1811, etc.

(6) *V.* ci–dessus, p. 251.

(7) *V.* ci-après, tit. VII.

(8) D. 18 juin 1811, art. 3, 11°, 10°, 8°; L. 9 juin 1857.

(9) *V.* ci–dessus, p. 106, note 1, etc.

VI. Le travail sur les pensions de retraite, pensions et traitements de réforme (1), l'admission à l'hôtel des Invalides, etc.

Sous le Consulat et l'Empire, la partie administrative du département de la guerre a été détachée de la partie en quelque sorte politique et militaire, et a donné lieu à la création d'un ministère d'administration de la guerre (2). En 1828, jusqu'après juillet 1830, la présentation aux emplois vacants dans l'armée fut détachée des attributions du ministre de la guerre, qui conserva néanmoins le contre-seing des nominations (3).

De ce ministère dépendent, comme établissements divers, le dépôt de la guerre (4), celui des fortifications (5), celui de l'artillerie, les arsenaux, magasins, parcs d'artillerie ou de construction et d'équipages militaires, forges et fonderies, manufactures d'armes, poudreries et raffineries (6), Écoles polytechnique, de Saint-Cyr, d'application d'état-major, du génie et de l'artillerie, de cavalerie, les écoles régimentaires, les hôpitaux militaires, prisons militaires (7), l'hôtel des Invalides (8); comme conseils, les comités dont nous avons parlé (9), et quelques autres conseils spéciaux, notamment un conseil de santé (10).

SECTION VIII. — *Ministère de la marine.*

Le ministère de la marine (11) est chargé du travail concernant:

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 109.

(2) Arr. 17 vent. an X, art. 3; D. 19 oct. 1807; 3 janv. 1810; 20 nov. 1813.—*V.* O. 13 mai 1814 (suppr.); 19 déc. 1821; 5 nov. 1823; O. 4 août 1830 (direct. génér.); 2 déc. 1829; 7 déc. 1830 (simple directeur); 19 sept. 1836 (direct. génér.); 17 janv. 1844; D. 7 janv. 1852, etc. (simple direct.).

(3) O. 3, 11 et 17 janv. 1828; 8 août 1829, art. 2.—*V.* O. 4 août 1830, etc., note précéd.

(4) L. 21 sept. 1793; arr. 7 therm. an IX, art. 14; O. 1er août 1814; 8 oct. 1817; 22 fév. 1831; 16 juill. 1845; D. 19 sept. 1850; 7 janv. 1852, art. 1er.

(5) L. 8–10 juill. 1791, tit. 7, art. 6; O. 27 août 1830, art. 8.

(6) O. 26 fév. 1839, art. 24.—*V.* L. 2 août 1829, art. 4, et 9 juill. 1836, art. 17, 4e al. (abrogé).

(7) Av. cons. d'Et. 10 janv.–16 fév. 1807, 1°, etc.

(8) *V.* ci-dessus, p. 26, note 1.

(9) *V.* ci-dessus, p. 195.

(10) L. 11 avril 1831, art. 12; 19 mai 1834, art. 11; O. 2 juill. 1831; 12 août 1836, art. 6; arr. 3 mai 1848, art. 5; D. 13 mars 1852, art. 2.

(11) L. 27 avril–25 mai 1791, art. 11; 14 fév. 1793; 12 germ. an II, 10°; 7 fruct. an II, tit. Ier et tit. II, art. 1er, 16; 29 therm. an III; 10 vend. an IV, art. 7; O. 8 juin 1814; 21 mars et 21 juill. 1815; 13 déc. 1817; 13 déc. 1830–1831; 27 déc. 1844; 21 déc. 1844, art. 3; 22 juill. 1846; D. 3 mars 1852; 12 janv. 1853, art. 3; 13 mai 1838, art. 4, 9, 10, 8; 7 nov. 1845, art. 5, 6, etc.; D. 16 sept. 1855, art. 29.

I. L'exécution des lois sur les classes (ou l'inscription maritime), les grades, l'avancement, la discipline, la levée, la surveillance, la police et le mouvement des armées navales, la direction des forces navales et des opérations militaires de la marine ;

II. L'administration des ports et arsenaux, les approvisionnements, les magasins destinés au service de la marine, la direction des armements, constructions, réparations et entretien des vaisseaux, navires et bâtiments de mer, la direction des travaux maritimes (1) ;

III. L'administration des depôts de condamnés aux travaux publics (forcés), employés dans les ports ;

IV. La police et les règlements sur la pêche maritime (2);

V. La justice maritime (3).

Les établissements dépendants de ce ministère sont : un dépôt des cartes et plans (4), des arsenaux, forges, fonderies, manufactures d'armes (5), des écoles (école navale, école d'hydrographie et des ingénieurs hydrographes, école des ingénieurs constructeurs de vaisseaux, écoles d'artillerie, du génie, de tir, de pyrotechnie, de canonnage, de natation, d'escrime, de comptabilité, écoles de mousses, etc.); des bibliothèques, des hôpitaux, etc. A ce ministère se rattache l'établissement indépendant de la caisse des invalides de la marine (6).

SECTION IX. — *Ministère de l'Algérie et des colonies.*

Créé le 24 juin 1858, ce ministère a été supprimé le 24 novembre 1860. Il n'était pas né viable.

L'Algérie a été renvoyée au ministère de la guerre (7), comme les colonies à la marine, d'où elles avaient été détachées (8).

---

(1) Arr. 22 prair. an X ; D. 13 fruct. an XIII, art. 4; 7 mars 1806.
(2) *V.* ci-dessus, note 11.—Quant aux primes ou encouragements relatifs à cette pêche, *V. Minist. du commerce et des finances, Douanes* (O. 20 janv. 1828 ; 6 avril 1834, etc.)—*V.* ci-dessus, p. 247, note 6.
(3) D. 11 juin 1811, art. 3, 10°, 11°, 8°; L. 4 juin 1858.
(4) L. 29 sept.-2 oct. 1791, art. X ; 7 mess. an II, art. XIII ; 29 therm. an III; O. 6 juin 1814; arr. 14 sept. 1848; D. 7 déc. 1849-1850.
(5) L. 29 therm. an III, etc.
(6) *V.* chap. suiv. — Quant aux conseils, *V.* ci-dessus, p. 247, 215, 216.
(7) *V.* O. 28 fév. 1837 ; 7 fév. 1841 ; 17 janv. 1844, art. 1er, 6; 24 juill. 1846; arr. 5 juill. 1848 ; D. 7 janv. 1852 ; 24 nov. et 10 déc. 1860, art. 6, 7, 13, etc.
(8) L. 27 avril-25 mai 1791, art. 11, 8° à 10°, 7°; 12 germ. an II, 10°;

On est revenu en même temps, quant à l'Algérie, au système de dispersion et de partage des attributions entre les différents ministères (1), du moins en ce qui concerne la justice, l'instruction publique et les cultes (2).

SECTION X. — *Ministères des relations extérieures ou des affaires étrangères.*

A ce ministère (3) appartient :

I. La correspondance avec les ministres résidents ou agents *politiques*, que le chef de l'État entretient auprès des puissanees étrangères; le contre-seing des traités dont il suit et réclame l'exécution (4). Il concourt, avec le ministre de la marine, à l'exécution des lois et règlements sur les *prises maritimes* (5).

II. Il a pour mission de surveiller et de défendre, à l'extérieur, non-seulement les intérêts politiques, mais encore les intérêts commerciaux de la France, dont sont particulièrement chargés les agents *consulaires* au dehors (6).

Le service des *chancelleries* consulaires forme, dans la comptabilité, un service spécial, distinct de celui de l'État, mais rattaché néanmoins pour ordre au budget général. Un agent spécial désigné par le ministre réunit les comptes en un compte collectif (7).

Ce ministère a, comme les autres, ses *archives ;* mais celles-ci, on le conçoit, forment, par leur objet, un établissement important, appartenant à l'État (8).

En 1830, on a institué près de ce département des cours pour les élèves diplomatiques (9).

---

7 fruct. an II, tit. 1er et tit. II, art. 16; 27 therm. an III, art. 2; 10 vend. an IV, art. 7.—*V.* sect. précéd., note 11.

(1) *V.* ci-dessus, p. 182, 252.

(2) D. 10 déc. 1860, art. 5 à 7.

(3) L. 27 avril–25 mai 1791, art. 12; 12 germ. an II, 12°; 7 fruct. an II, tit. II, art. 1er; 10 vend. an IV, art. 8 ; O. 13 août 1844.

(4) *V.* ci-dessus, p. 47, 102, n° VI, et D. 23 oct. 1811, etc.

(5) *V.* arr. 6 germ. an VIII, art. 27 ; D. 8 mai 1806 ; 22 juin 1811; O. 8 juin 1814 ; D. 18 juill. 1854 ; 9 mai 1859.

(6) *V.* ci-après *Autorités locales*.

(7) L. 9 juill. 1836, art. 17; D. 20 août 1860; O. 15 fév. 1847.

(8) Arr. 30 mai 1848.—*V.* D. 20 fév. 1809.

(9) O. 21 avril 1830. — *V.* arr. 3 flor. an VIII. — *V. Min. instr. publ., École des langues orientales* (O. 22 mai 1838, etc.).

CHAPITRE VI.

De quelques institutions ou administrations spéciales et centrales.

Nous entendons parler ici de quelques établissements, institutions ou administrations, ayant une existence distincte de celle de l'État. Telles sont la caisse d'*amortissement* et celle des *dépôts et consignations*, la caisse de la *vieillesse*, celle de la *dotation de l'armée* et celle des *offrandes* pour l'armée, la caisse des *invalides de la marine* et la *Légion d'honneur*.

Tous ces établissements ont leurs propriétés ou dotation, leurs revenus, leur budget et leur comptabilité à part. Ces budgets sont néanmoins, en général, rattachés, pour ordre, au budget de l'État (à l'exception de celui de la caisse des dépôts et consignations).

SOUS-CHAPITRE Ier.

CAISSES D'AMORTISSEMENT, DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, DE LA VIEILLESSE, DE LA DOTATION DE L'ARMÉE ET DES OFFRANDES A L'ARMÉE.

Tous ces établissements distincts sont gérés par une seule et même *administration*, celle de la caisse des dépôts et consignations, et soumis au même *mode* de surveillance (1).

Chaque année, le directeur général présente un état détaillé des dépenses *administratives* à faire pour l'année suivante ; cet état, revêtu de l'avis de la commission dont il sera parlé ci-après, est soumis à l'approbation du chef de l'État, et constitue le budget administratif de cette direction générale (2), lequel ne figure point au budget de l'État. La caisse de la dotation de l'armée et celle des offrandes contribuent seules (3) aux dépenses d'administration. Sont à la charge de la dotation de l'armée : 1° les frais d'administration et de bureau de la commission supérieure (4); 2° les dépenses occasionnées à la caisse des consignations par la gestion de ce service spécial, et dont le montant est déterminé chaque année par le

---

(1) L. 28 avr. 1816, art. 100 à 103, 99, 111, etc.; O. 22 mai 1816; 13 janv. 1845 ; 14 oct. 1851, art. 23; L. 18 juin 1850, art. 12; D. 18 août 1853, art. 2, 13 à 15, etc.; L. 26 avr. 1855, art. 1er, 4; D. 9 janv. 1856, art. 1er à 4, 6, 10, 11; 18 juin 1860, art. 1er, 4, 5.—*V.* ci-après sect. v.

(2) O. 22 mai 1816, art. 37 ; ex. : D. 31 déc. 1859, etc.

(3) *V.* D. 3 mai et 28 août 1851 (caisse de la vieillesse).

(4) *V.* ci-après.

ministre des finances, sur l'avis de la commission, y compris les taxations allouées aux préposés, même extérieurs ou *locaux*, de cette caisse pour les opérations relatives à ce service, taxations dont le taux est déterminé de même. Les frais de gestion de la caisse des offrandes sont prélevés sur le produit des rentes sur l'État, achetées et inscrites au nom de cette caisse (1).

SECTION Ire. — *Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.*

Il y a une seule administration pour la caisse d'amortissement et pour celle des dépôts et consignations (et même pour les autres établissements ou personnes civiles publiques que nous avons énumérées ci-dessus) (2).

L'administration de ces deux caisses (et des autres) est exercée par un directeur général ayant sous ses ordres un sous-directeur, un caissier et le nombre de chefs et employés nécessaires pour le service (3).

Les deux caisses ou établissements (amortissement et caisse des dépôts et consignations), quoique réunis dans le même local et soumis à la même administration, sont invariablement distincts. La caisse d'amortissement ne peut recevoir aucun dépôt ni consignation de quelque espèce que ce soit. Il en était autrement de la caisse d'amortissement existant avant 1816; elle était précisément et spécialement chargée de recevoir les consignations volontaires et judiciaires, etc. (4).

Nous allons faire connaître séparément l'objet et les attributions de ces deux établissements d'abord, puis de ceux qui, plus récemment, y ont été réunis.

SOUS-SECTION Ire.—*Caisse d'amortissement.*

L'origine de l'amortissement ne remonte pas au delà de l'an VIII. Une loi du 6 frimaire de cette année, assujettissant les receveurs généraux à fournir un cautionnement, voulut que les fonds en provenant fussent versés dans une caisse distincte et employés à opérer l'amortissement de la *dette publique*. Cette loi destinait au même objet les arrérages des rentes viagères et pensions ecclésias-

(1) D. 9 janv. 156, art. 10, 11 ; 18 juin 1860, art. 3.
(2) *V.* p. précédente, texte et notes.
(3) O. 22 mai 1816 ; 13 janv. 1847; 25 fév. 1851.
(4) L. 28 niv. an XIII.—*V.* ci-après, sous-sect. II.

tiques, à mesure de leur extinction. Les lois subséquentes, qui ont prescrit le versement au Trésor public et l'application aux dépenses de l'État des fonds des cautionnements à fournir par les comptables et par les officiers ministériels (notaires, avoués, greffiers, etc.) ordonnèrent que ces fonds seraient rétablis, par portion, dans la même caisse, pour être affectés à l'amortissement de la dette publique (1). Des lois de l'an IX et de l'an X affectèrent, au même objet, d'autres ressources (2); aux termes des lois de l'an X, les 5 pour 100 consolidés ne devaient, en aucun temps, excéder 50 millions, ou si, par suite de liquidations ou d'emprunts, la dette devait se trouver portée au delà, cette augmentation ne pouvait avoir lieu sans qu'il fût affecté un fonds d'amortissement suffisant pour éteindre, au plus tard en quinze ans, l'excédant des 50 millions. Ces mêmes lois créèrent pour l'amortissement un fonds annuel. Une loi de 1806 remplaça une partie des capitaux de cette caisse, ou des capitaux à lui verser, par des rentes sur l'État et des domaines nationaux (3), qu'elle vendit.

Par la loi du 15 juillet 1811, le maximum de la dette publique accrue de la dette hollandaise fut fixé à 88 millions. La caisse d'amortissement possédait alors seize cent mille francs de rente provenant des fonds qu'elle avait reçus du Trésor, etc.

La loi du 28 avril 1816 ordonna la liquidation de cette caisse, devenue à la fois, en l'an XIII, caisse des dépôts et consignations (4), et créa, en même temps qu'une nouvelle caisse, un nouveau fonds d'amortissement (5). Après bien des vicissitudes d'augmentation (6) et de diminution (7), ce fonds est aujourd'hui de 98,903,413 fr. de rente ou dotation annuelle sur le budget (8). Il est réparti entre les différentes espèces de rentes proportionnellement, au marc le franc

---

(1) L. 7 vent. an VIII, art. 3 et 6; 27 vent. an VIII, art. 8; 2e L. id., art. 97; 4 germ. an VIII, art. 2; 5 vent. an XII, art. 8, 14; arr. 26 germ. an XII, art. 4; L. 2 vent. an XIII, art. 26; 24 avr. 1806, art. 18.

(2) L. 30 vent. an IX, art. 12, 14; 15 flor. an X, art. 11; 21 flor. an X, art. 9, 10.

(3) L. 24 avr. 1806, art. 4, 9 à 11.

(4) L. 28 niv. an XIII.

(5) L. 28 avr. 1816, art. 104 à 109; 25 mars 1817, art. 139, 141, 143 à 147.

(6) Ex.: L. 19 juin 1828, art. 3; 25 mars 1831, art. 7; 27 juin 1833, art. 16.—*V.* p. suiv., note 1.

(7) Ex.: L. 1er mai 1825, art. 2; L. 21 avr. 1832, art. 51; 27 juin 1833, art. 17; 28 juin 1833, art. 1er; O. 29 juin 1833; L. 4 déc. 1849; D. 17 mars 1852, art. 31; L. 19 juin 1857, art. 2; 14 juill. 1860, art. 4.

(8) *V.* D. de répartit., 12 et 22 déc. 1860, 1re part., chap. V.

du capital nominal (1). A chaque nouvelle opération d'emprunt ou de création de rentes sur l'État, il s'accroît de 1 pour 100 au moins du capital nominal des rentes créées (2).

Mais, à partir de 1833, une partie ou même la totalité des fonds destinés à l'amortissement, a presque toujours été, pour différentes causes, employée à un autre usage (3).

Depuis 1848, à l'exception de 40 millions rendus à l'amortissement, en 1860 (4), ce fonds est appliqué aux dépenses ordinaires et extraordinaires de l'État (5).

Dans ces cas, la dotation annuelle de l'amortissement n'en continue pas moins de figurer pour ordre en dépense comme telle au budget (6). Seulement, la somme payable chaque jour à la caisse d'amortissement est acquittée en bons du Trésor, portant intérêt à 3 pour 100 ; et ces bons, ainsi que les intérêts qu'ils produisent, sont, de semestre en semestre, consolidés, c'est-à-dire, convertis en rentes inscrites au nom de cette caisse (7), et le capital des rentes ainsi créées est porté en recettes, pour l'État, dans les écritures de la comptabilité générale des finances (8). Les rentes inscrites au nom de la caisse d'amortissement peuvent être et sont, en effet, de temps à autre annulées en vertu d'une loi (9).

Tout ce mécanisme aboutit donc à des écritures, à une propriété et à des opérations fictives.

Un amortissement véritable de la rente ou dette perpétuelle sur l'État s'opère au moyen des fonds versés à la caisse de la vieillesse (10),

---

(1) L. 10 juin 1833, art. 1er; O. 29 juin 1833 ; D. 27 avr. 1852; 3 juill. 1852 ; etc.; 11 juill. 1860.

(2) L. 10 juin 1833, art. 2, ex. : L. 25 mars 1831, art. 7; 27 juin 1833, art. 16 ; O. 23 nov. 1841 ; 17 déc. 1844; O. 12 déc. 1847–1848; L. 11 mars et 30 déc. 1854; 11 juill. 1855; 19 juin 1857, art. 1er, 14 juill. 1860, art. 3.

(3) Ex. : L. 17 août 1835, art. 1er à 3; 17 mai 1837, art. 3; 16 juill. 1860, art. 15; 11 juin 1841, art. 8 et 9; 25 juin 1841, art. 36, 37; 11 juin 1842, art. 17; 24 juill. 1843, art. 13; 5 août 1844, art. 5; O. 23 déc. 1844–1845, etc. ; O. 23 juill. 1848.

(4) *V.* D. 7 janv. et 11 juill. 1860 (*visa*).

(5) L. 12 déc. 1848, art. 2, état C; D. 17 mars 1852, art. 4, état C.; L. 10 juin 1853, et L. ann. fin.; notamm. 26 juill. 1860, art. 8, état E.

(6) Ex.: L. 12 déc. 1848, art. 1er, état A, chap. 5; D. 17 mars 1852, *id.*; etc. *V.* décr. de répartit. du budg. par chap.

(7) L. 10 juin 1833, art. 4, 7; 17 août 1835, art. 1er à 3; 25 juin 1841, art. 36, 3e al.; 4 juin 1858, art. 21.

(8) *V.* ord. et décr. de consolidation, ex.: D. 11 juill. 1860, etc.

(9) L. 28 avr. 1816, art. 109; L. 10 juin 1833, art. 3. *V.* p. précéd., note 7.

(10) *V.* ci-après.

par l'acquisition et l'*annulation* de rentes au nom de cette caisse; mais compensé par un accroissement plus considérable de la dette ou rente viagère (1).

Le compte moral, en quelque sorte, du fonds d'amortissement est rendu au Corps législatif par le ministre des finances, comme étant un des éléments de celui de la dette inscrite (2). Et ce, indépendamment du rapport annuel dont nous parlerons ci-après (3).

Le compte financier ou de responsabilité pécuniaire des opérations de l'amortissement est soumis à la Cour des comptes, en tant que ces opérations se trouvent comprises dans les comptes rendus par les agents comptables de la dette inscrite (4), et aussi dans le compte rendu par le caissier de la caisse des dépôts et consignations (5).

SOUS-SECTION II. — *Caisse des dépôts et consignations.*

La loi du 23 sept. 1793 avait ordonné le versement au Trésor public de tous dépôts faits chez les notaires et autres officiers publics, ou ordonnés ou autorisés par justice, dépôts qui, jusque-là, avaient été administrés soit par des receveurs des consignations et commissaires aux saisies réelles, dont les *offices* vénaux et héréditaires avaient été supprimés en 1791, mais qui avaient été autorisés à continuer provisoirement leurs fonctions, soit par des préposés spéciaux à la recette des consignations, nommés par les administrations départementales (6).

Les lois de l'an VI et de l'an VII ordonnèrent la liquidation de toutes les dettes de l'État, et notamment des sommes dues pour cause de dépôts volontaires ou judiciaires, antérieurs à l'an V, et prescrivirent la production des titres justificatifs dans un certain délai, à peine de déchéance (7). Tous les dépôts non réclamés alors ont donc été acquis à l'État; mais les dépôts postérieurs ne furent pas réputés frappés par la déchéance résultant des décrets de 1808 et 1809 et de la loi de 1810, concernant l'arriéré antérieur

---

(1) L. 28 mai 1853, art. 12, 13; 18 juin 1850, art. 12.
(2) L. 25 mars 1817, art. 142, 149, 1°; 10 déc. 1823, art. 250, 2e al; arr. min., 30 déc. 1829.
(3) *V.* sect. V, commissions.
(4) O. 12 nov. 1826.
(5) O. 22 mai 1816, art. 23, 40; D. 11 sept. 1808, art. 1er, 3, 1°.
(6) L. 10-12 sept. 1791; 30 sept.-19 oct. 1791; 23 sept. 1793; 16 germ. an II.
(7) L. 9 vend. an VI, art. 98, 100 et suiv., 109; 24 frim. an VI, art. 3, 34, 25; 9 frim. an VII; D. 25 fév. 1808, art. 3. — *V.* ci-dessus, p. 153.

à l'an IX (1), non plus que par celle prononcée par les lois de 1817, 1822 et 1831. Quant aux créances de l'an IX à 1816 (2), une loi de l'an XIII avait transporté pour l'avenir le service des dépôts et consignations à la caisse d'amortissement, qui en resta chargée jusqu'à sa liquidation, en 1816. Les charges de l'arriéré furent alors transférées au Trésor; mais une autre loi de 1840 obligea, sous peine de déchéance, les propriétaires de sommes versées à l'ancienne caisse d'amortissement, ou leurs représentants ou ayants cause, à produire dans le délai de cinq ans, à partir du 1er janvier 1841, toutes les pièces justificatives de leurs droits, soit pour obtenir du Trésor le remboursement de ces dépôts ou consignations, soit, au moins, pour en faire opérer (d'ordre de justice, par exemple) le versement à la caisse actuelle des dépôts et consignations, créée en 1816 (3).

La loi du 28 avril 1816 créa, en effet, la nouvelle caisse, distincte de la caisse d'amortissement, quoique placée sous la même administration et la même surveillance (4); et aucune déchéance, pas même la déchéance quinquennale établie par la loi du 29 janvier 1831 (5), n'atteint les sommes déposées ou consignées à cette caisse depuis 1816 (6).

La caisse des dépôts et consignations a plusieurs sortes d'attributions distinctes (7); aucun décret ou ordonnance, exigeant le concours de la caisse des dépôts et consignations, ne peut être présenté à la signature du chef de l'État que sur le rapport ou avec le concours du ministre des finances, lequel prend l'avis de la commission dont il sera parlé ci-après (8).

I. La principale de ses attributions est la recette et la restitution, avec les intérêts accumulés, de toutes les sommes dont la consignation est ordonnée ou autorisée par justice (9) ou qui sont sans maître actuel (10).

---

(1) Arr. 13 prair. an X; D. 25 fév. 1808, art. 1er, 2, 12 à 16; 13 déc. 1809; L. 15 janv. 1810, art. 12, 13; 14 juin 1835, art. 9.

(2) L. 25 mars 1817, art. 4 à 6; 17 août 1822, art. 2 à 7; 29 janv. 1831, art. 8; 4 mai 1834, art. 11.—*V.* ci-dessus, p. 154, 155.

(3) L. 28 niv. an XIII, art. 1er, 7, etc.; 28 avr. 1816, art. 98; O. 22 mai 1816, art. 4, 6; L. 6 juin 1840, art. 21.

(4) L. 28 avr. 1816, art. 110, 111; O. 22 mai 1816, etc.—*V.* ci-dessus, p. 555 et 557, et ci-après section V.

(5) *V.* ci-dessus, p. 145.

(6) *V.* même ci-après, versements d'office, etc.

(7) L. 28 avr. 1816, art. 110; O. 3 juill. 1816; D. 14 oct. 1851; D. 26 sept. 1855, art. 144, 146.— *V.* ci-après.

(8) O. 24 déc. 1839. *V.* ci-après section V.

(9) L. 28 niv. an XIII, art. 1er, 2, 3; 1re O. 3 juill. 1816, etc.

(10) Ex.: av. cons., 19 sept.-13 oct. 1809; O. 3 juill. 1816, art. 2, 13°; D.

Il faut en excepter le produit de la vente d'objets provenant de bris ou naufrages, ou de prises maritimes, qui est déposé à la caisse des invalides de la marine (1).

La loi de l'an XIII interdisait à la caisse des dépôts et à ses préposés d'exercer aucune action pour l'exécution des jugements ou décisions qui ont ordonné des consignations; mais l'ordonnance de 1816 a cru pouvoir faire revivre les dispositions de deux déclarations royales des 29 fév. 1648 et 16 juill. 1669, formellementabrogées, d'ailleurs, par la loi du 19 oct. 1791, et statuer que le directeur général pourrait décerner ou faire décerner, par les préposés de la caisse, des contraintes contre toute personne qui, tenue, d'après les lois, de verser des sommes dans ladite caisse, serait en retard de remplir cette obligation. Aux termes de cette ordonnance, il devrait être procédé pour l'exécution de ces contraintes comme pour celles qui sont décernées en matière d'enregistrement, et la procédure devrait être communiquée au ministère public (2).

Les payeurs, agents ou préposés, chargés d'effectuer des paiements à la charge de l'État versent d'*office* à la caisse des dépôts et consignations certaines des sommes liquidées et ordonnancées ou mandatées sur leurs caisses; mais ce sont seulement celles dont la loi ou les règlements ordonnent ou autorisent ainsi le versement, savoir : 1° la portion saisissable et saisie (c'est-à-dire frappée d'opposition, etc.) des appointements ou traitements civils et militaires ou de la marine (3); 2° le montant des cautionnements dus par le Trésor et dont le remboursement n'a pu être effectué, faute de productions ou de justifications suffisantes, dans le délai d'un an, à compter de la cessation de fonctions du titulaire (4); 3° les prix d'immeubles acquis par l'État à l'amiable, ou par expropriation (5); 4° et, en général, toutes les sommes ou créances portant intérêts, à moins qu'un terme pour le paiement n'ait été stipulé en faveur du vendeur ou créancier par une clause expresse du contrat (6); 5° enfin, celles dont le versement est ordonné par les lois générales ou du droit commun appli-

---

21 nov. 1855, art. 1er, 1°, 2 à 4 (successions vacantes); O. 22 fév. 1829, art. 2; L. 17 mai 1826, art. 14, etc. (prix des objets laissés dans les greffes, les bureaux de douanes); *V.* C. for., art. 182, 189, art. 169 (except.), etc.

(1) Arr. 6 germ. an VIII, art. 13; 17 flor. an IX, art. 3.— *V.* ci-après.

(2) L. 28 niv. an XIII, art. 6; 30 sept.-19 oct. 1791, art. 4; O. 3 juill. 1816, art. 9.—*V.* aussi D. 21 nov. 1855, art. 3.

(3) O. 16 sept. 1837, art. 1er à 4; L. 8 juill. 1837, art. 11.

(4) L. 9 juill. 1836, art. 16.

(5) L. 9 juill. 1836, art. 12; 3 mai 1841, art. 53 à 55, 67 à 69, 76; 30 mars 1831, art. 1er, 13, 10; O. 31 mai 1838, art. 122.

(6) L. 9 juill. 1836, art. 12.

cables à l'État (1). Hors ces cas, le dépôt de sommes ordonnancées ou mandatées, lors même qu'elles seraient frappées de saisies-arrêts ou oppositions entre les mains des comptables (2), ne peut être effectué à la caisse des dépôts et consignations, où elles sont à l'abri de la déchéance, (3) qu'autant qu'il a été ordonné ou autorisé par justice ou par un acte passé originairement entre l'État et ses créanciers (4).

II. Cette caisse reçoit, tant des particuliers (5) que des départements, communes ou autres personnes publiques (6), des dépôts volontaires dont elle sert les intérêts s'ils y restent plus d'un certain nombre de jours (7).

Un arrêté de l'an x et une ordonnance de 1807 prescrivaient le versement à titre de dépôt temporaire et volontaire, à la caisse d'amortissement ou des consignations, du produit des coupes extraordinaires autorisées dans les bois des communes ou autres établissements ou personnes publiques ainsi que des sommes provenant d'aliénation d'immeubles ou de remboursement de capitaux; mais des actes postérieurs ont ordonné le versement partiel, puis intégral, du prix des coupes extraordinaires, à titre de placement en compte courant, dans les caisses du Trésor, qui en paie aussi les intérêts, mais au taux fixé annuellement par le ministre des finances. Les fonds libres des communes, c'est-à-dire ceux que le ministre des finances juge excéder les besoins du service courant, sont aussi versés au Trésor public aux mêmes conditions (8). Le Trésor reçoit pareillement

---

(1) Ex.: cas de succession vacante, etc.
(2) *V.* L. 9 juill. 1836, art. 13 à 15.
(3) *V.* ci-dessus, et C. civ., 2236.
(4) L'art. 9 de la loi du 29 janv. 1831 ordonnait le versement d'office à la caisse des dépôts et consignations, lors de la clôture de chaque exercice, du montant de toutes les créances frappées d'oppositions; mais cette disposition a été abrogée explicitement par la loi du 8 juill. 1837 et se trouve remplacée par les dispositions ci-dessus.

Tout créancier de l'Etat peut aujourd'hui éviter l'application de la déchéance quinquennale pour toute somme liquidée dans les délais, en en faisant ordonner à temps par justice le versement à la caisse des dépôts et en provoquant, aussi dans le délai, l'ordonnancement à son profit, et le versement au profit de qui de droit; mais il faut qu'il obtienne, à cet effet, un jugement, s'il ne se trouve dans un des cas d'exception énoncés (L. 8 juill. 1837, art. 10; O. 16 sept. 1837, art. 1er, 2e al., etc.).

(5) L. 28 niv. an XIII, art. 7; 2e O. 3 juill. 1816, art. 1er à 4; av. cons. 1er-16 mai 1810.

(6) 2e O. 3 juill. 1816, art. 8, 9, 5; 19 janv. 1835, art. 4; D. 28 fév. 1852, art. 45; 9 janv. 1856, art. 9.—*V.* note suiv.

(7) 2e O. 3 juill. 1816, art. 5; arr. 26 mai 1849; D. 1er mai 1851.

(8) Arr. 19 vent. an x; av. cons. 26 nov.-21 déc. 1808, dern. al.; O. 5

en dépôt les fonds des corps de troupes (qui sont également des personnes civiles publiques) excédant le montant approximatif des dépenses à effectuer prochainement (1) ; de même ceux de l'imprimerie nationale, mais sans intérêts (2).

Les fonds appartenant aux départements ou aux communes, déposés à la caisse des consignations, ne peuvent être saisis ou recevoir des oppositions de la part de leurs créanciers (3).

III. La caisse des dépôts et consignations reçoit certains cautionnements (4) et notamment, en vertu de simples arrêtés ministériels, ceux que versent les entrepreneurs de travaux publics ou de fournitures pour l'État ou pour les établissements centraux, les départements ou établissements départementaux, soit avant, soit après les adjudications (5) ; les cautionnements en numéraire ou valeurs à fournir par les exploitants de magasins généraux (6); ceux des caissiers et sous-caissiers des caisses d'épargne (7).

Les cautionnements des adjudicataires de fournitures et travaux pour le compte des communes et établissements de bienfaisance sont versés dans les caisses des communes ou de ces établissements, puis placés au Trésor public comme fonds libres (8).

IV. Elle est chargée de recevoir et d'administrer sous la garantie du Trésor public les fonds des caisses *d'épargne* (9) qui, auparavant, étaient placés par elles *directement* en compte courant, au Trésor public (10). Elle reçoit aussi, en dépôt, les sommes que les

---

sept. 1821 ; 31 mars 1825 ; 22 nov. 1826 ; D. 27 fév. 1811, art. 4 ; arr. cons. 13 mai 1836.

(1) O. 10 mai 1844, art. 30, 104 à 114.

(2) O. 19 nov. 1823-1847, art. 3 à 5.

(3) Av. cons. 18 juill.–12 août 1807 ; 11–26 mai 1813 ; L. 18 juill. 1837, art. 30, 21°, 39 ; 10 mai 1838, art. 20, 14.

(4) 1re O. 3 juill. 1816, art. 2, 2° ; D. 21 nov. 1855, art. 1er, *id.*—*V.* note suiv. — Jadis service des cautionnements en général (arr. 24 germ. an VIII, art. 3 à 8, etc.—*V.* ci-dessus, *Amortissement* (*Hist.*).— *V.* L. 28 avr. 1816, art. 94; O. 8 mai 1816.

(5) Arr. min. 1er juin 1839.—*V.* O. 4 déc. 1836, art. 5 ; 10 mai 1829, art. 10, 20 ; arr. 18 août 1848, art. 4.—Quant aux cautionnements en rentes ou en immeubles, *V. Ministère des finances*, ainsi que pour les formalités relatives au privilége du second ordre (D. 14 déc. 1853, etc.).

(6) D. 12 mars 1859, art. 2.

(7) D. 15 avr. 1852, art. 22 à 27.

(8) O. 14 nov. 1837, art. 5 ; inst. min. 1838 et 1840.

(9) Ainsi la garantie pour les déposants, aujourd'hui, est double, savoir : 1° celle de la caisse des dépôts et consignations; 2° celle du Trésor public (L. 31 mars 1837, art. 1er).

(10) O. 3 juin 1829 ; L. 2 août 1829, art. 7 ; L. 5 juin 1835, art. 2, 3.

sociétés de *secours mutuels* doivent y verser lorsque leurs fonds en caisse dépassent un certain chiffre (1).

Les capitaux appartenant aux caisses d'épargne sont représentés par des rentes sur l'État achetées par ou pour elles (2) et inscrites au nom de la caisse des dépôts et consignations, qui en reste dépositaire (3).

Les fonds reçus par les caisses d'épargne sont immédiatement versés à la caisse des dépôts et consignations ou de ses préposés dans les départements ; chaque établissement ne peut conserver en caisse que la somme jugée indispensable pour assurer le service jusqu'au plus prochain jour de recettes. La caisse des dépôts et consignations leur en bonifie l'intérêt au taux fixé par la loi (4). Le même intérêt est alloué par elles aux déposants, sauf la retenue qu'elles doivent ou qu'elles peuvent faire de un ou demi pour cent pour leurs frais de loyer et d'administration (5).

De son côté, la caisse des dépôts et consignations a la faculté de placer au Trésor public soit en compte courant, soit en bons du Trésor à échéance fixe, à un égal intérêt pareillement déterminé par la loi, les fonds provenant des caisses d'épargne.

Elle ne peut acheter ou vendre des rentes pour ce même objet qu'avec l'autorisation du ministre des finances (6).

Si une partie des rentes créées au nom de la caisse des dépôts et consignations à l'occasion de ce service (7) vient à être vendue par elle, le fonds d'amortissement de la dette publique serait accru nominativement dans la proportion de un pour cent (8).

V. Elle a l'administration de quelques fonds ou caisses spéciales de retraite, etc., qui ont survécu à l'apparition de la loi de 1853 ou ont été créées depuis, telles que la caisse des pensions et de secours de l'*imprimerie* du Gouvernement (9), la caisse générale des

---

(1) D. 26 mars 1852, art. 13, 14.—Les caisses d'épargne et les sociétés de secours mutuels sont des établissements *privés* reconnus d'utilité publique (*V.* ci-dessus, p. 29).

(2) O. 30 oct. 1822 ; 14 mai 1826 ; L. 31 mars 1837, art. 3, 2e al. et suiv.

(3) L. 31 mars 1837, art. 2, 4 ; O. 25 août et 12 déc. 1837 ; L. 22 juin 1845, art. 7, 8 ; L. 7 mai 1853, art. 4.

(4) L. 31 mars 1837, art. 1er ; D. 15 avr. 1852, art. 10 et 11 ; L. 7 mai 1853, art. 1er (*V.* L. 30 juin 1851, art. 7).

(5) L. 30 juin 1851, art. 7 ; 5 juin 1835, art. 3, 2e al.

(6) L. 31 mars 1837, art. 3.

(7) *V.* ci-dessus.

(8) L. 31 mars 1837, art. 4 ; 22 juin 1845, art. 8.—*V.* ci-dessus, p. 288.

(9) L. 28 avr. 1816, art. 110 ; 3e O. juill. 1816. *V.* L. 9 juin 1853, art. 1er, 2, 3, etc.—O. 20 août 1824 ; D. 24 janv. 1860.

retraites pour les prêtres âgés ou infirmes (1), les fonds des instituteurs et institutrices primaires et des directeurs de salles d'asile pour l'enfance, qui ont opté pour le versement à la caisse des dépôts et consignations des sommes leur revenant après la liquidation des caisses d'épargne qui les concernaient spécialement (2).

VI. La caisse des dépôts et consignations est autorisée depuis 1837 à prêter des fonds aux départements et aux communes, au taux d'intérêt dont le maximum est fixé par chaque loi ou acte d'autorisation de l'emprunt (3).

VII. Elle est chargée du service matériel des recettes et des dépenses de la Légion d'honneur et de ses établissements (4).

Les bénéfices de la caisse des dépôts et consignations sont versés par intervalle ou annuellement au Trésor public et appliqués aux dépenses de l'État (5).

Les comptes annuels du caissier de la caisse d'amortissement et des consignations et de ses préposés sont soumis à la Cour des comptes (6).

SECTION II. — *Caisse de la vieillesse.*

Cette caisse est fondée sous la garantie de l'État, pour assurer, contre versement de numéraire à ladite caisse ou dans les mains de ses préposés (ceux de la caisse des dépôts et consignations), des rentes viagères ou pensions de retraite à la vieillesse jusqu'à concurrence de 750 fr. de rente avec ou sans remboursement, lors du décès, du capital versé ; lesdites rentes inscrites au grand-livre de la dette publique et servies par l'État (7).

---

(1) D. 28 juin 1853–1858 ; 31 juill. 1854 ; 27 mars 1860.
(2) L. 15 mars 1850, art. 39 ; L. 9 juin 1853, art. 4 ; D. 8 août 1855; 10 déc. 1856–1857 ; 29 août 1857.
(3) Ex.: L. 24 avr. 1837, etc.—*V.* L. 10 mai 1838, art. 34 ; 18 juill. 1837, art. 41, 42.—*V.* L. 6 juill. 1860 (Société de Crédit foncier).
(4) L. 28 avr. 1816, art. 110 ; O. 31 mai 1838, art. 560 à 564 ; L. 21 juin 1845, art. 4 à 6 ; 29 juill. 1850, art. 15 ; 30 juin 1851.—*V.* ci-après.
(5) Ex.: O. 29 sept. 1824 ; L. 21 mai 1825, art. 5, et L. ann. des fin., notamm. L. 26 juill. 1860, état E.
(6) O. 22 mai 1816, art. 23, 40 à 43 ; 12 mai 1825 ; 4 déc. 1837, inédite ; 31 mai 1838, art. 191, 536, 537 ; D. 9 janv. 1856, art. 6 ; — *V.* ci-après et sect. v, rapport.
(7) L. 18 juin 1850 ; 28 mai 1853 ; 7 juill. 1856 ; D. 26 mars 1852, art. 14 ; 29 août 1857 ; 18 août 1853 ; 10 sept. 1859.—*V.* ci-dessus, p. 288-289.

La mise en vigueur et la surveillance de l'exécution de la loi au fond est confié au ministre chargé des attributions relatives à l'agriculture, à l'industrie, au commerce ; et un contrôle sur cette exécution est aussi exercé par le ministre des finances (1).

Il est rendu, au Corps législatif, par le ministre chargé du commerce, un compte annuel de la situation de cette caisse (2).

Section III. — *Caisse de la dotation de l'armée.*

La caisse de la dotation de l'armée, placée sous la surveillance et la garantie de l'État, a pour objet principal : 1° de pourvoir, en partie, au recrutement de l'armée au moyen de rengagements de militaires présents sous les drapeaux, d'engagements volontaires peu de temps après libération, le tout avec prime et haute paye, enfin, au moyen de remplacements administratifs payés par elle ; 2° d'abréger pour les sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats de l'armée de terre la durée de service nécessaire pour avoir droit à pension, droit acquis aux frais de la dotation après 25 ans au lieu de 30, et enfin d'accroître pour eux ainsi que pour les sous-officiers, caporaux et soldats de l'armée de mer provenant des appels ou du recrutement annuel, le chiffre de la pension d'ancienneté (3).

Elle reçoit, en outre, à titre de dépôt, produisant intérêts, les versements volontaires qui peuvent lui être faits par des militaires de tous grades dans le cours de leur service ou par des tiers en leur nom (4).

Sa dotation est formée par les prestations en argent, versées par les jeunes gens et les militaires qui veulent obtenir leur exonération totale ou partielle du service, et dont le taux est fixé annuellement par le ministre de la guerre (5).

Elle peut recevoir aussi des dons et legs (6).

Les excédants disponibles sur les recettes faites par cette caisse sont successivement employés à l'achat ou à la création de rentes sur

---

(1) *V.* L. 13 nov. 1850 ; 25 juill. 1851 ; D. 18 août 1853, art. 17.

(2) L. 18 juin 1850, art. 14. *V.* aussi compte rendu, par le ministre des finances, de la dette inscrite. — Quant aux comptes financiers ou de responsabilité pécuniaire, *V. Caissier de la caisse des dépôts et consignations* et *Comptes des agents comptables de la dette inscrite.*

(3) L. 26 avr. 1855 ; 24 juill. 1860 ; D. 9 janv. 1856 ; L. 21 juin 1856 ; 18 fév. 1860 ; 18 juill. *id.* — *V.* ci-après *Caisse des invalides de la marine.*

(4) L. 1855, art. 1er ; D. 18 juill. 1860 ; 28 août 1858.

(5) L. 26 avr. 1855, art. 6 ; D. 19 janv. 1856, art. 2, 37 ; 18 fév. 1860.

(6) L. 1855, art. 1er.

l'État avec application, dans ce dernier cas, du capital à tel ou tel objet (1). La caisse des dépôts et consignations tient compte à celle de la dotation de l'armée des intérêts de ceux de ces excédants qui ne sont pas employés en rentes (2).

Les comptes du service spécial de la caisse de la dotation de l'armée sont annexés à ceux que le ministre de la guerre est tenu de présenter au Corps législatif (3).

Le caissier de la caisse des dépôts et consignations, justiciable de la Cour des comptes, établit distinctement les comptes relatifs à la caisse de la dotation (4).

SECTION IV. — *Caisse des offrandes nationales.*

Cette caisse a pour origine les dons faits pour venir en aide aux blessés et aux familles des militaires et marins tués ou blessés dans la campagne d'Italie de 1859.

Elle porte le nom de caisse des offrandes nationales en faveur des armées de terre et de mer. Elle peut recevoir des dons et legs ; les produits de ces dons et legs sont versés au Trésor public, pour être employés successivement en achat de rentes sur l'État qui sont inscrites au nom de la caisse.

Elle est gérée, du reste, par la caisse des dépôts et consignations (5).

SECTION V.—*Dispositions générales.—Commissions.*

Les dispositions des lois et règlements sur le *contrôle* des récépissés et autres titres de nature à engager l'État sont applicables à la caisse d'amortissement, des dépôts et consignations, etc., en un mot, à tous les services dont elle est chargée (6).

Celles des lois et décrets sur les oppositions, saisies-arrêts, significations de cessions ou transports et autres actes ayant pour objet d'arrêter le paiement des sommes dues par l'État sont également,

---

(1) L. 1855, art. 1er; ex.: L. 19 juin 1857 ; 4 juin 1858, art. 22 ; 14 juill. 1860 ; D. 9 janv. 1856, art. 8.
(2) D. 9 janv. 1856, art. 9.
(3) L. 26 avr. 1855, art. 1er.
(4) D. 9 janv. 1856, art. 6.—V. aussi *Comptes des agents comptables de la dette inscrite.*
(5) D. 18 janv. 1860.
(6) L. 24 avr. 1833, art. 7 ; O. 4 août 1833 ; O. 14 mai 1817 ; D. 11 sept. 1808, art. 10, 11.

quant aux sommes susceptibles de ces mesures, applicables à la caisse des dépôts et consignations et à tous ses services (1).

Des commissions sont instituées pour la surveillance ou l'amélioration soit de l'ensemble, soit de chacun de ces divers services, ainsi que nous allons l'indiquer.

SOUS-SECTION Ire. — *Commission supérieure de la caisse des dépôts et consignations, etc.*

L'établissement comprenant les caisses d'amortissement des dépôts et consignations, etc., est surveillé, dans son ensemble, par une commission supérieure composée ainsi : un membre du Sénat (ou Chambre des pairs), un du Corps législatif (Chambre des députés), choisis par le chef de l'État sur une liste de candidats (trois d'une part, dix de l'autre) élus par leur corps respectif, un membre du conseil d'État (au lieu d'un 2e député), et un président de la Cour des comptes, désignés par le chef de l'État, le gouverneur de la Banque de France, le président de la chambre de commerce de Paris, et, depuis 1848, le directeur du mouvement général des fonds au ministère des finances (2).

A la session annuelle des chambres, le membre du Sénat, au nom de la commission et en présence du directeur général, fait un rapport aux deux chambres sur la direction morale et la situation matérielle de ces établissements. Ce rapport et les tableaux dont il peut être accompagné sont rendus publics (3).

SOUS-SECTION II.—*Commission pour la caisse de la vieillesse.*

Il est formé auprès du ministre chargé de la préparation et de l'exécution des lois sur cette matière une commission de 25 membres, qu'il préside, chargée de l'examen de toutes les questions relatives à cette caisse (4).

SOUS-SECTION III.—*Commission pour la dotation de l'armée.*

La commission supérieure de la dotation de l'armée est composée de 15 membres, parmi lesquels au moins trois de chacune des

---

(1) L. 8 juill. 1837, art. 11.

(2) L. 28 avr. 1816, art. 99; arr. 25 oct. 1848 (membres divers tous élus par leurs corps, etc.); D. 3 fév. et 27 mars 1852.

(3) L. 28 avr. 1816, art. 114; O. 22 mai 1816, art. 10; L. 31 mars 1837, art. 1er.

(4) L. 18 juin 1850, art. 13; D. 3 fév. 1852.

deux chambres législatives, tous désignés par le chef de l'État et dont les fonctions sont gratuites.

Elle est chargée de surveiller et de contrôler spécialement toutes les opérations relatives à cette caisse, de donner son avis sur les questions qui se rattachent à l'exécution de la loi en cette matière ainsi que sur les budgets et comptes particls ou généraux de la dotation, enfin, de faire au ministre des propositions relatives aux décisions réglementaires qu'il doit prendre aux termes de la loi.

Elle présente chaque année au chef de l'État un rapport sur la situation générale de la dotation (1).

SOUS-SECTION IV.—*Commission pour les offrandes à l'armée.*

Cette œuvre de bienfaisance a aussi sa commission supérieure présidée par l'Impératrice et composée des princesses, des dames maréchales et amirales, etc. (2).

SOUS-CHAPITRE II.

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

La caisse des invalides de la marine, dont l'origine remonte à 1673, a été maintenue par la loi du 13 mai 1791, encore en vigueur. Elle forme un établissement distinct de l'État, ayant sa dotation ou ses propriétés, ses revenus, ses charges, son budget et ses comptes à part.

Elle est administrée par le ministre de la marine, qui rend compte chaque année au Corps législatif de la situation de la caisse dans toutes ses parties (3).

Sa dotation ou ses propriétés se composent de rentes sur l'État ou autres valeurs provenant de ses économies, auxquelles viennent s'ajouter, comme capitaux ou revenus, certains droits ou perceptions qui lui sont attribués (4) comme : 1° retenue de tant pour cent sur toutes les dépenses du ministère de la marine et des colonies (per-

---

(1) L. 26 avr. 1855, art. 4; D. 9 janv. 1856, art. 1er à 5, 7, 8.
(2) D. 18 juin 1860, art. 4, 7, etc.
(3) Règl. 16 sept. 1673; édit mai 1709, juill. 1720; etc.; L. 30 avr.-13 mai 1791; 15 germ. an III, tit. VI; 9 mess. an III; arr. 27 niv. an IX; O. 22 mai 1816; règl. 17 juill. 1816–1829; L. 15 mai 1818, art. 22; O. 7 août 1825; 30 sept. 1829, n° 328 *bis*; etc.—*V.* notes suiv.
(4) L. 30 avr.–13 mai 1791, art. 1er à 3; 15 germ. an III, tit. VI, art. 3, 4; 23 mess. an VI; O. 22 mai 1816, art. 5, 1er al., et 10°; 29 mai 1816; 21 oct. 1832. *V.* notes suiv.

sonnel et matériel) à la charge de l'État, et sur les salaires des marins naviguant pour le commerce avec gages ou à la part (1); 2° la totalité de la solde des marins déserteurs des navires, arsenaux ou chantiers de l'État; moitié de la solde des déserteurs des navires de commerce (2); 3° prélèvement sur les prises faites par les bâtiments de l'État ou des bâtiments armés en course (3); 4° sommes non réclamées provenant de bris ou naufrages, effets, etc., de marins ou passagers morts en mer ou de marins morts dans les ports ou arsenaux, solde ou parts de prises de marins décédés ou absents, etc. (4); 5° prélèvement sur le produit de la vente de marchandises prohibées naufragées et avariées (5); 6° montant, sauf certains prélèvements, des amendes et confiscations légalement prononcées pour contraventions aux lois et règlements maritimes (6); 7° produit de la vente exclusive des feuilles de rôle d'équipage des bâtiments du commerce (7).

La caisse peut, en outre, recevoir des subventions du Trésor public (8); elle peut aussi, comme tout établissement public ayant une existence à part, recevoir directement des dons et legs (9).

Sur ceux de ces produits qui sont de nature à être recouvrés par les agents de l'administration des domaines et de l'enregistrement (tels que les amendes, etc.), il est prélevé au profit du Trésor, pour

---

(1) Règl. 16 sept. 1673; édits mai 1709; mars 1713; déclar. 19 juill. 1713; édits juill. 1720; mai 1769; L. 13 mai 1791, art. 4, 1°, 2°; arr. 3 mess. an VI; 27 niv. an IX; 19 frim. an XI; O. 22 mai 1816, art. 5, 1°, 2°, 6; règl. 17 juill. 1816, art. 40, 66, 2e al.; O. 9 oct. 1837, art. 3; 19 mai 1841, art. 6, 7; 22 juin 1847, art. 385 à 392; D. 19 oct. 1851, art. 156; 11 août 1856, art. 244 à 246; O. 31 déc. 1833–1835; D. 13 fév. 1852; L. 8 juill. 1852, art. 23.

(2) L. 13 mai 1791, art. 4, 6°, 7°; O. 22 mai 1816, art. 5, 3°; règl. 17 juill. 1816, art. 40, 45, 50, 86; D. 11 août 1856, art. 249; règl. 1er juill. 1786.

(3) L. 1791, art. 4, 3°; arr. 14 brum. et 7 fruct. an VIII; 9 vent. an IX, art. 2; 2 prair. an XI, art. 95; O. 22 mai 1816, art. 5, 6°; règl., art. 40, 6°, 9°; etc. — *V.* ci-après.

(4) Edit déc. 1712, mars 1713, juill. 1720, janv. 1721, 23 août 1739, 1er juill. et 15 déc. 1786; L. 13 mai 1791, art. 4, 5°; 30 mai–8 juin 1792, art. 16, 17; arr. 17 flor. an IX, art. 3; O. 1816, art. 5, 4°, 5°; règl., art. 40, *id.*, 51, 65, 85.

(5) L. 6–22 août 1791, tit. VII, art. 6.

(6) O. 22 mai 1816, art. 5, 8°; règl., art. 40; ex.: arr., 9 vent. an IX, art. 42; D. 12 déc. 1806, art. 53; 9 janv. 1852, art. 15, 12, 23; 2 mars 1852, art. 46; 19 mars 1852, art. 11, 12; etc.

(7) Arr. 8 mess. an XI (inédit); O. 22 mai 1816, art. 4, 7°; règl., art. 40, 58 à 60; L. 17 août 1835, art. 8, et L. ann. fin.—*V.* D. 19 mars 1852, art. 1er.

(8) Ex.: L. 15 mai 1818, art. 23.

(9) *V.* ci-dessus, p. 24 à 26, 29; ex.: D. 28 mai 1858; etc.

le couvrir non-seulement des remises accordées à ces agents, mais aussi des frais de surveillance et du matériel, cinq pour cent (1).

La caisse des invalides paie et supporte en entier les pensions des officiers de la marine et des marins de tous grades, ou des administrateurs ou ouvriers assimilés aux marins, admis à la retraite après vingt-cinq années écoulées, ou pour cause de blessures ou infirmités reçues ou contractées au service de l'État, et celles des sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats des troupes de la marine qui y sont entrés autrement que par la voie des appels ou du recrutement annuel (2); 2° elle paie et supporte en entier les pensions des officiers des troupes de la marine (3); elle paie en entier, sauf son recours pour portion contre la caisse de la dotation de l'armée, les pensions acquises aux sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats des troupes de la marine qui y sont entrés par la voie des appels (4); enfin, elle paie et supporte en entier les pensions dites demi-soldes, attribuées aux officiers et marins inscrits et autres assimilés n'ayant pas le temps de service requis pour avoir droit aux pensions, ainsi qu'aux ouvriers classés mais non assimilés (5).

En outre de la caisse des invalides proprement dite, l'établissement se compose de deux autres caises *de dépôt*, l'une dite des *gens de mer*, l'autre des *prises*, qui n'en sont que des dépendances ou des subdivisions et dont les préposés sont ceux de l'établissement en général.

Dans la première de ces caisses ou dans celles des préposés sont versés temporairement et à la conservation des droits des parties intéressées tous les objets ou deniers sans maître actuel, provenant soit de bris ou naufrages, soit de soldes, etc., non réclamés; ces objets y sont gardés ou vendus et peuvent en être retirés par les ayants droit; au bout d'un certain délai, tout ce qui n'a pas été remis est versé à la caisse des invalides, mais est encore remboursable sur demandes appuyées de pièces justificatives.

Il en est de même, à peu près, pour la caisse des prises, où sont

---

(1) L. 5 mai 1855, art. 16 ; D. 21 nov. 1855 (analogie).

(2) O. 22 mai 1816, art. 7, 2° ; 27 août 1817 ; 1er nov. 1835 ; L. 18 avr. 1831, art. 1er à 22, 26 ; O. 26 janv. 1832 ; 5 oct. 1844, art. 3 ; L. 24 nov. 1848, art. 1er, 2, 4; L. 26 avr. 1855 et 21 juin 1856.

(3) L. 18 avr. 1831, art. 23, 1er, 2e et 3e al. ; 11 avr. 1831.

(4) L. 18 avr. 1831, art. 23, 1er, 2e et 3e al. ; 26 avr. 1855, art. 19, 20 ; D. 9 janv. 1856, art. 83, 75, 76.

(5) O. 22 mai 1816, art. 7, 1°, 3° ; L. 30 avr.–13 mai 1791 ; 15 germ. an III, tit. VII ; 24 nov. 1848, art. 3 ; rapport et D. 11 juill. 1856 ; etc.

versées et où demeurent jusqu'après jugement et liquidation toutes les prises faites (1).

Les comptes administratifs et financiers et la situation de la caisse des invalides de la marine, dans toutes ses parties, sont présentés aux chambres dans chaque session (2).

Tous les ans, chacun des trésoriers particuliers dans les ports, etc., forme son compte de l'année expirée et l'adresse, dûment visé et certifié, au trésorier général à Paris ; celui-ci réunit tous ses comptes à celui de sa propre gestion, et en dresse un compte général tant pour les services *prises*, *gens de mer* et *invalides* que pour les comptes accessoires désignés sous le nom de comptes particuliers, et ce compte est soumis à l'examen et au jugement de la Cour des comptes (3).

Il est établi auprès du ministre de la marine une *commission supérieure* de l'établissement chargée d'en surveiller les recettes et les dépenses, et de proposer au ministre toutes les dispositions qu'elle juge propres à en perfectionner les détails et l'ensemble. Les comptes du trésorier, destinés à la Cour des comptes et aux chambres législatives, sont soumis à son examen préalable (4).

SOUS-CHAPITRE III.

DE LA LÉGION D'HONNEUR.

La Légion d'honneur est à la fois une institution dans l'ordre moral et politique (5), et un établissement public, personne civile.

L'administration, sous ces deux rapports, en est confiée à un grand chancelier qui travaille directement avec le chef de l'État et qui a entrée au conseil des ministres lorsqu'il y est appelé pour discuter les intérêts de l'ordre (6).

---

(1) O. 22 mai 1816, art. 11, 12, etc. ; règl. 17 juill. 1816-1829, n° 328 *bis*; O. 9 oct. 1837, art. 4.

(2) L. 15 mai 1818, art. 22 ; O. 2 oct. 1825, art. 7 ; L. 2 août 1829, art. 4; 9 juill. 1836, art. 17 ; O. 15 fév. 1847.

(3) D. 11 fév. 1809 ; O. 22 mai 1816, art. 11, 12, 16 ; 7 août 1825 ; règl. 30 sept. 1829, n° 328 *bis*.

(4) O. 2 oct. 1825 ; 10 oct. 1830.

(5) L. 29 flor. an X ; sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 53 ; D. 10 pluv. an XIII; 1er mars 1808, art. 11 ; 3 mars 1810, art. 22 ; Ch. 1814, art. 72 ; O. 19 juill. 1814 ; 17 fév. 1815 ; 26 mars 1816 ; Ch. 1830, art. 63 ; const. 1848, art. 108; L. 26 nov.-4 déc. 1849 ; 19 juill. 1845, art. 9 ; D. 16 mars 1852 ; L. 20 avr. 1810, art. 19 ; sén.-cons. 4 juin 1858 ; L. 23 mai 1834, art. 13 ; D. 24 nov. 1852, 8 déc. 1859.

(6) O. 19 juill. 1814, art. 18 ; O. 26 mars 1816, art. 63, 66, 69 ; D. 16 mars 1852, art. 57, 49, 52 ; D. 27 mars 1842.

Dans l'origine, l'administration était confiée à un grand conseil composé des

Les ministres sont chargés des états de proposition à faire pour les nominations et les promotions dans la Légion d'honneur; les ordonnances ou décrets sont contre-signés, par le ministre, dans les attributions duquel est placée cette institution, et visés seulement par le grand chancelier pour leur exécution; cependant celui-ci présente directement les propositions ou projets de décrets à l'égard de toutes personnes qui ne relèvent d'aucun ministre (1).

Il y a un secrétaire général qui supplée, au besoin, le grand chancelier (2).

La grande chancellerie forme, de plus, une administration organisée ayant ses chefs de division, ses bureaux et ses employés (3).

Il n'y a plus de trésorier général (4).

Le service des recettes et des dépenses est fait par la caisse des dépôts et consignations (5).

Le grand chancelier de la Légion d'honneur a dans ses attributions tout ce qui concerne la médaille dite de Sainte-Hélène (6); les autorisations nécessaires pour pouvoir porter en France des *ordres étrangers*, des décorations ou médailles militaires étrangères (7).

La dotation de la Légion d'honneur se compose aujourd'hui de rentes sur l'État (8); ses revenus du prix d'expédition des brevets et de quelques droits de chancellerie (9).

---

trois consuls, d'un membre du Sénat, un du Corps législatif, un du Tribunat, un du conseil d'Etat. Le grand chancelier était nommé par ce grand conseil, et était chargé seulement de la tenue des registres, de la rédaction des procès-verbaux et de l'expédition de la correspondance (L. 29 flor. an x, art. 2, 4, 10; arr. 13 mess. an x, art. 7 à 13; sén.-cons. 28 frim. an xii, art. 36, 37; 28 flor. an xii, art. 36).

Ce conseil, supprimé par l'ordonnance du 19 juill. 1814, art. 14, n'a point été rétabli.

(1) O. 3 août 1814; 26 mars 1816, art. 23 à 28, 68; D. 16 mars 1852, art. 18 à 23, 51; D. 22 janv. et 17 mars 1852.

La médaille militaire (D. 22 janv. 1852, art. 11) n'est accordée que sur la proposition du ministre de la guerre ou de la marine (D. 29 fév. 1852, art. 4; 9 nov. 1852; 14 mars 1853; 5 nov. 1859).

(2) O. 19 juill. 1814, art. 19; O. 26 mars 1816, art. 65; D. 16 mars 1852, art. 48; D. 20 avr. 1854.

(3) D. 20 avr. 1854.

(4) O. 19 juill. 1814, art. 15. *V.* arr. 13 mess. an x, art. 7.

(5) *V.* ci-dessus, p. 295.

(6) D. 12 août 1857; 16 fév. 1858.

(7) D. 26 août 1811, art. 23; O. 2 fév. 1816; 26 mars 1816, art. 67, 69; 16 avr. 1824; 16 mars 1852, art. 50, 52; D. 13 juin 1853; 26 avr. 1856; 11 août 1852; 23 mars 1860; C. pén., art. 259; L. 28 mai 1858.

(8) L. 31 juill. 1821, art. 1^cr; 4 juill. 1829; D. 28 déc. 1853; 27 mars 1852; etc.—*V.* L. 29 flor. an x, art. 3; 11 pluv. an xiii; etc.

(9) D. 14 mars 1853-1855; 10 ou 13 juin 1853, art. 10; etc.

Les recettes et dépenses du service de la Légion d'honneur sont portées pour ordre dans les tableaux du budget général de l'État. Les budgets et comptes détaillés de ce service sont annexés aux budgets et aux comptes du ministère auquel il ressortit (1).

La Cour des comptes est chargée de l'apurement et du règlement des comptes, des dépenses annuelles, relatives à la Légion d'honneur, lesquelles font partie des comptes du caissier, de la caisse des dépôts et consignations et de ses préposés dans les départements (2).

Il est établi près du grand chancelier un conseil de l'ordre, composé de membres de la Légion désignés par le chef de l'État, chargé de veiller, conjointement avec le grand chancelier, qui le préside, à l'observation des statuts et règlements de l'ordre (3) et de donner son avis, 1° sur la répartition des nominations et promotions à faire entre les divers ministères et la grande chancellerie ; 2° sur la formation du budget et sa répartition entre les différentes branches du service ; 3° sur le règlement des comptes ; 4° sur les mesures de discipline à prendre envers les membres de l'ordre, etc. ; 5° sur toutes les questions sur lesquelles le grand chancelier juge utile de le consulter (4).

De cette administration dépendent les maisons d'éducation des filles des membres de la Légion d'honneur (5), et celle des filles ou orphelines indigentes des familles dont les chefs ont obtenu la médaille militaire (6).

TITRE CINQUIÈME.

Des circonscriptions territoriales.

La France et ses colonies ou possessions, malgré leur unité ou l'individualité de chacune d'elles, et malgré le principe de l'uniformité de législation, sont néanmoins divisées en un grand nombre de circonscriptions, dont les unes ont pour objet le placement et le *fonctionnement* des autorités administratives, dont les autres

---

(1) L. 2 août 1829, art. 4 ; 9 juill. 1836, art. 17 ; D. 17 mars 1852 ; O. 15 fév. 1847.

(2) O. 26 mars 1816, art. 70 ; O. 31 mai 1838, art. 560, 563, 565 ; D. 16 mars 1852, art. 53. — *V.* ci-dessus, sous-chap. 1^er^, sect. 1^re^, sous-sect. 2.

(3) *V.* note 1^re^ du présent sous-chap.

(4) D. 24 mars 1851 ; 16 mars 1852, art. 54 à 56 ; 27 juill. 1852.

(5) D. 24 frim. an XIV ; 15 juill, 1810 ; 15 fév. 1811 ; O. 27 sept. 1814 ; 9 mars et 16 mai 1816 ; L. 29 juill. 1850, art. 11, 14 ; D. 14 août 1857 ; etc.

(6) D. 22 janv. 1852, art. 12 ; 27 mars 1852, art. 4. — *V.* ci-dessus, p. 303, note 1.

sont soumises, sinon à un ensemble de législation, du moins à des obligations ou dispositions particulières.

Nous appellerons les premières, *circonscriptions* territoriales exécutives ; les autres, circonscriptions législatives ou *rayons* d'application.

SOUS-TITRE PREMIER.

Des circonscriptions exécutives et de leurs chefs-lieux.

Les circonscriptions territoriales ou locales exécutives se divisent, soit pour la France proprement dite, soit dans chacune de ses colonies ou possessions, en circonscription principale ou administrative proprement dite, et en circonscriptions spéciales, soit civiles, soit religieuses, militaires ou maritimes.

Certaines circonscriptions exécutives constituent en même temps, ainsi que nous l'avons dit, des corps politiques et des personnes civiles (1), ou des personnes civiles seulement (2).

Les circonscriptions territoriales, en général, laissent intactes les questions de propriété, indépendantes des limites tracées pour chaque circonscription (3).

---

(1) Ex.: le département et la commune.
(2) Ex.: bureaux de bienfaisance.
(3) Les limites même politiques ou internationales peuvent être distinctes du droit de propriété. Ainsi un traité de délimitation entre la France et le grand duché de Bade porte ce qui suit : La démarcation entre la France et le grand duché de Bade se compose de deux limites, l'une destinée à séparer les droits de souveraineté des deux pays, l'autre ayant pour objet de séparer les droits de propriété. La première est déterminée par le thalweg du Rhin, l'autre par une série de lignes désignée sous le nom de limite de propriété ou des bans.

Les droits de chasse, de pêche, de lavage de l'or sur les îles et les eaux du fleuve seront exercés par *le domaine*, les communes, les établissements publics ou les particuliers de chaque Etat jusqu'à la limite fixe des bans des communes, sans aucun égard à la position de limite de la souveraineté. Il en sera de même des droits de pacage et de vaine pâture, là où ils auront été conservés.

La propriété des alluvions et attérissements qui se forment dans le lit du Rhin continuera, conformément aux anciens traités et aux usages établis, d'appartenir aux propriétaires des îles, attérissements et terrains riverains du lit du fleuve d'une formation antérieure qui en sont les plus rapprochés, s'il n'y a titre contraire; toutefois, l'exercice de ce droit ne s'étend pas au delà de la limite du ban. Les parties d'attérissement qui la dépassent appartiennent aux propriétaires du ban de la commune contiguë (O. 31 mai 1840, art. 1er, 6, 5 et 7).

D'après le traité fait avec l'Espagne, le milieu du cours principal des eaux

Certaines délimitations entraînent pourtant des conséquences nécessaires, inévitables quant à la propriété des édifices affectés à un service public et quant à la jouissance ou l'appropriation de certains produits ou revenus (1).

CHAPITRE Ier.

De la circonscription administrative proprement dite.

Cette circonscription est celle du territoire européen de la France (2), en départements, arrondissements (ou districts), cantons et communes.

Elle a pour objet le placement des autorités chargées de l'exécution des lois *en général*, concernant les intérêts de l'État, ainsi que de la gestion *active* des intérêts des départements, et de la surveillance ou du contrôle sur la gestion des intérêts des communes, des établissements publics ou même des établissements reconnus d'utilité publique (3).

Elle sert aussi au placement de certaines autorités *spéciales*, pour lesquelles il n'existe pas de circonscription particulière (4).

Cette circonscription est aussi un des éléments de circonscriptions spéciales plus grandes (5); et ses diverses limites servent aussi quelquefois de bornes à des circonscriptions plus petites.

---

de la Bidassoa, à basse mer, forme la ligne de séparation des deux souverainetés, espagnole et française, mais sans rien changer à la *nationalité* des *îles* (D. 24 août 1857, art. 9, 25).

Le traité de délimitation avec la Prusse stipule expressément que chaque Etat jouira, sur les territoires ou portions de territoire respectivement cédés, de tous les droits de souveraineté et de propriété, quant aux propriétés royales et domaniales ; mais il réserve expressément les biens des communes et établissements publics, et il explique que ces biens seront regardés comme propriétés privées et administrés selon les lois communales de leurs gouvernements respectifs (O. 23 oct. 1829–1830, art. 2, 8, 11).

A plus forte raison la fixation ou le maintien d'une limite *administrative* ne nuit-elle point aux droits de propriété *privés*, droits que les tiers peuvent toujours exercer ou faire valoir par les voies de droit (arr. 25 vend. an XII; D. 17 janv. 1813).

(1) *V.* ci-après, chap. Ier, sect. III, ***Réunions ou distractions de communes ou sections.***

(2) Ainsi que de l'Algérie, en partie du moins, et de nos principales colonies (*V.* ci-après).

Dans la France européenne, la circonscription principale est une circonscription civile. Dans quelques-unes de ses colonies ou possessions ce peut être une circonscription militaire.

(3) *V.* tit. Ier, chap, V, et tit. suiv.

(4) *V.* sous-chap. suiv., notamment certaines autorités financières.

(5) *V.* ci-après.

Cette division du territoire remonte à 1789 (1). La division en départements, cantons et communes a toujours subsisté depuis, quoique le nombre ou l'importance des uns ou des autres aient plus ou moins varié selon les régimes et l'étendue de la France (2).

Supprimé en l'an III (3), *le district* a reparu en l'an VIII, sous le nom d'arrondissement communal (4).

Chaque département renferme plusieurs arrondissements dits communaux. Chaque arrondissement dit communal renferme plusieurs cantons ou arrondissements de justice de paix.

L'arrondissement est communal en ce sens qu'il se compose d'un certain nombre de communes (5) qui y sont régies, sans l'intermédiaire d'aucune *administration* municipale, comme l'était la municipalité de canton (6) ; mais nonobstant cette dénomination, tombée en désuétude, l'arrondissement est surtout, comme il a été, même à son origine, une *subdivision* du département, et fait partie du *système départemental.* Il ne se rattache au système communal que comme lien entre la commune et le degré supérieur d'administration, c'est-à-dire l'autorité de département.

SECTION Ire. — *Des départements et arrondissements.*

La division en départements a été substituée aux anciennes provinces supprimées, dont quelques-unes n'ont pourtant formé qu'un seul département (7).

---

(1) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, art. 1er, 3 et 7; instr. 8 janv. 1790, § 1er; L. 21 janv. 1790 ; 26 fév.–4 mars 1790, tit. Ier, art. 4, et tit. II ; const. 1791, tit. II, art. 1er ; L. 25 juin 1793, 29 brum. an II ; 28 germ. an III, art. 2.

(2) Const. an III, art. 3 et 5; L. 19 vend. an IV, art. 5, 6 ; const. an VIII, art. 1er ; L. 28 pluv. an VIII, art. 1er, 12 ; 9 pluv. an IX, art. 2 ; sén.–cons. 4 nov. et D. 21 nov. 1808 ; sén.–cons. 19–20 avr. et D. 24 avr. 1814 ; const. 1848, art. 76; L. 23 juin 1860; D. 25 juin, 24 oct. et 20 déc. 1860-1861.

(3) Const. an III, art. 5, 174, 179 à 181, 178, 183, 184 ; L. 21 fruct. an III, art. 19 à 21, 1er à 12, 14, 15.

(4) Const. an VIII, art. 1er ; L. 28 pluv. an VIII, art. 1er ; mais le nombre des arrondissements est moindre que celui des anciens districts (*V.* L. 26 fév.–4 mars 1790, tit. II; L. 28 pluv. et arr. 17 vent. an VIII, art. 1er, et tabl. annex. ; L. 19 juill. 1811 ; etc.).

(5) Le tableau joint à la loi du 28 pluv. an VIII indique toutes les *communes* dont est composé chaque arrondissement communal.

(6) *V.* ci–après.

(7) L. 26 fév.-4 mars 1790, préamb. ; 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 8 à 10 ; 20–25 fév. 1791, art. 1er ; 12–17 avr. 1791 ; 21–29 sept. 1791 ; 3 sept. 1792 ; 24 août 1793, art. 1er, 76 ; etc. — *V.* ci–dessus, tit. IV, et ci-dessus, note 1.

Cette division est purement arbitraire ; néanmoins, on s'est attaché principalement à observer les limites naturelles, telles qu'une rivière, la crête des montagnes (1), etc.

Lorsqu'une rivière est indiquée comme limite entre deux *départements* ou deux *districts* (2), ces deux départements ou districts sont censés bornés par le milieu du lit de la rivière, en sorte que tous deux concourent à l'administration de cette rivière (3).

Mais, lorsque les procès-verbaux de délimitation donnent pour limite à un département explicitement ou implicitement une rive de la rivière, l'administration de ce département ne s'étend que jusqu'à cette rive (4).

Dans le cas où la loi du 26 fév.-4 mars 1790, qui a réuni en un seul décret général les décrets sur la division du royaume, présenterait dans le sens ou les expressions quelques difficultés, les décrets particuliers rendus pour chaque département sont suivis de préférence, à moins que, par *un acte* subséquent et particulier, l'Assemblée nationale (5) *ou le pouvoir exécutif* n'en ait expressément modifié ou interprété quelques dispositions (6).

La circonscription des départements et arrondissements ou districts est indépendante de la limite des communes. Le territoire d'une commune, considérée même comme corps politique, peut donc s'étendre sur plusieurs arrondissements ou départements. Elle appartient à l'arrondissement et au département dans lequel est situé son chef-lieu (7). Dans toutes les démarcations fixées entre les départements ou les districts, il est entendu que les villes emportent le territoire qui est soumis à l'administration directe de leur *municipalité ;* et les *communautés* de campagne comprennent aussi tous les hameaux, toutes les maisons isolées soumises de même à leur administration municipale (8).

Ainsi tous les habitants d'une commune, même ceux qui habitent des portions de territoire situées sur un département ou un district

---

(1) Ex.: arr. 25 vend. an XII.—*V.* ci-après.

(2) Ex.: Gard, Bouches-du-Rhône, Ardèche, Drôme, Saône-et-Loire, Ain (arr. 3 vent. an X, préamb. et art. 4 ; D. 10 oct. 1811). — *V.* O. 2 août 1826-1832.

(3) L. 26 fév.-4 mars 1790, art. 3 ; arr. 3 vent. an X, art. 4.

(4) Ex.: Vaucluse, Aveyron, Lot (arr. 3 vent. an X. préamb. et art. 4, 3e al., art. 2, 3 ; arr. 14 fruct. an XI).—V. O. 2 août 1826-1832.

(5) L. 1er-5 mai 1791.

(6) Ex.: arr. 8 vend., 15 germ., 14 fruct. an XI ; D. 25 vend. et 29 vend. an XII ; 17 mars 1809 ; 10 oct. 1811.

(7) *V.* sect. suiv. *Communes.*

(8) L. 26 fév.-4 mars 1790, art. 2 ; arr. 8 vend. an XI.

autre que celui où est le chef-lieu de la commune, sont citoyens du département où se trouve le chef-lieu (1). Ils y exercent les droits et y supportent les charges attachés à leurs personnes ou à leurs biens.

Tout le territoire d'une commune est imposé aux contributions publiques dans le département et dans l'arrondissement où se trouve le chef-lieu de la commune (2).

Enfin, l'autorité administrative que peuvent exercer, sur les portions de territoire de cette commune situées dans la circonscription de départements ou d'arrondissements autres que celui où elle a son chef-lieu, les *fonctionnaires* de ces départements ou arrondissements ne consiste que dans la faculté d'exercer sur ces territoires des actes de simple police répressive, tels que la dispersion d'attroupements, la surveillance du brigandage, la poursuite des prévenus à la clameur publique et l'arrestation en cas de flagrant délit (3); les officiers de police des départements respectifs peuvent, en conséquence, exercer *concurremment* cette partie de leurs fonctions sur ces portions de territoire (4).

Le département est, en même temps qu'une circonscription, un corps politique et une personne civile. L'arrondissement n'est aujourd'hui ni l'un ni l'autre (5).

Dans les limites du département sont renfermés les éléments de la représentation nationale (6).

L'Assemblée nationale, en arrêtant la division du royaume, avait prévu que des changements pourraient être désirés. Elle avait même autorisé les administrations de département et de district à faire entre elles toutes les rectifications dont les limites tracées leur paraîtraient susceptibles, pour concilier l'intérêt des particuliers avec le bien général : sauf, si elles ne pouvaient s'accorder sur quelques-unes, à en référer à l'Assemblée nationale (7).

---

(1) Arr. 3 vent. an x, art. 6, 1er.

(2) Arr. 3 vent. an x, art. 1er, 5, à moins de disposition formelle contraire (ex.: arr. 14 fruct. an xi, Lot et Aveyron); O. 2 août 1826–1832 (Vaucluse et Bouches-du-Rhône).—*V.* ci-après, p. 318.

(3) Arr. 3 vent. an x, préamb. et art. 2.

(4) Arr. 3 vent. an x, art. 3.—*V.* au surplus ci-après ***Ressort***.

(5) Le *district*, et surtout l'arrondissement, jusqu'à 1838, formait une espèce de corps politique et de personne civile; il pouvait faire des emprunts, établir des impositions particulières; etc. (*V.* L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. II, art. 6; L. 15-27 mars 1791, art. 12; L. 3–10 déc. 1790; etc.). — *V.* ci-dessus, p. 20, notes 3 et 4.

(6) *V.* ci-dessus, p. 19, note 1.

(7) Instr. 8 janv. 1790, § 1er.

Mais l'instruction législative du 12-20 août 1790 établit bientôt en principe qu'aucun changement ne pourrait être fait aux limites des départements, non plus que dans le nombre et la distribution générale des districts qu'en vertu d'une loi (1). Et une loi du 14 juin 1791 confirma les limites déterminées dans les procès-verbaux primitifs et décrétées par l'Assemblée nationale, déclarant nuls et non avenus tous arrêtés contraires qu'avaient pu prendre les corps administratifs (2).

Le même principe était posé par la constitution de l'an III, à l'égard des départements (3).

La constitution de l'an VIII, ni la loi du 28 pluv. an VIII, ne contiennent aucune disposition à ce sujet. Cependant, plusieurs arrêtés consulaires ou décrets impériaux ont fixé ou modifié les *limites* respectives de certains départements et arrondissements ; mais les changements dans le *nombre* des arrondissements n'ont eu lieu qu'en vertu de lois (4). Le nombre des départements fixé par la loi du 28 pluv. an VIII n'a été modifié, jusqu'à 1814, qu'en vertu de sénatus-consultes (5).

Aujourd'hui, les réunions ou distractions de territoire qui modifieraient la composition d'un département, d'un arrondissement ou même d'un canton ne peuvent être prononcées que par une loi (6).

Mais les limites des départements et arrondissements frontières peuvent être modifiées par des traités. La constitution de 1852, non plus que le sénatus-consulte du 16 therm. an X, ne contient aucune restriction relative aux cessions de territoire (7).

SECTION II. — *Des cantons.*

Le canton, dans l'origine, était surtout une circonscription électorale (8) et judiciaire (9). En l'an III, le canton devint une cir-

---

(1) Instr. 12-20 août 1790, § 3. *V.* D. 21 janv. 1790; L. 24 nov.-1er déc. 1790.
(2) L. 14–28 juin 1791 ; L. 26 fév.-4 mars 1790.
(3) Const. an III, tit. Ier, art. 4.
(4) L. 28 pluv.-8 vent. an VIII ; L. 19 juill. 1811 ; etc.
(5) Sén.-cons. 4 nov. 1808, 19-20 avr. 1811. — *V.* sén.-cons. 12 juin 1860, art. 2.
(6) L. 18 juill. 1837, art. 4 ; D. 25 mars 1852, tabl. A, except. *a*. — *V.* L. 23 juin 1860, notamment art. 2.
(7) *V.* tit. II, chap. IV, et tit. IV, n° 6, p. 102 ; sén.-cons. 16 therm. an X, art. 58 ; 25 déc. 1852, art. 3 ; D. 28 mars 1857, art. 2. — *V.* const. an III, art. 332.
(8) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. Ire, art. 1er, 11, 14, 17, 18 ; instr. 8 janv. *id.* ; const. 1791, tit. III, chap. Ier, sect. II. Il devait y avoir au moins une assemblée primaire par canton (L. 8 janv. 1790, art. 11 et suiv.).
(9) L. 16–24 août 1790. tit. III, art. 1er et 2. — Aux termes de cette loi,

conscription administrative importante remplaçant le district (1).

Le canton est, en général, une agglomération et quelquefois une fraction de communes (2).

La première division en cantons a été faite par l'Assemblée constituante (3). Là où elle n'avait pu l'effectuer avant la réunion des premières assemblées primaires pour la nomination des électeurs chargés d'élire les représentants aux assemblées législatives et les administrations collectives de département et de district (4), les cantons ont été formés de la réunion des *paroisses* voisines, suivant les forces de leur population, de manière que chacune des agrégations fournît un nombre de *citoyens actifs* suffisant pour former une assemblée approchant le plus possible du nombre de six à neuf cents (5). Pour cette première distribution, qui n'avait pour objet que la formation des assemblées primaires, l'Assemblée nationale n'avait eu égard qu'à la population ; mais elle chargea les administrations départementales de rectifier cette opération, non-seulement quant aux limites, mais encore quant au nombre et à l'étendue des cantons, en prenant aussi en considération l'étendue territoriale. La mesure qui lui parut la plus convenable, sous ce dernier rapport, fut que les cantons n'eussent pas plus de 4 lieues carrées anciennes (de 2,566 toises), et ne s'étendissent pas au delà de 6 (6).

La constitution de l'an III maintint les mêmes circonscriptions (7). Cependant, aux termes de cette constitution, toute commune dont la population était de 5,000 à 100,000 âmes ayant, à elle seule, une administration municipale, formait nécessairement, à elle seule, un canton (8). Les villes dont la population était de plus de 100,000

---

il pouvait y avoir plusieurs justices de paix par canton. Ainsi, dans chaque canton, toute ville ou bourg dont la population était de plus de 2,000 âmes devait avoir un juge de paix particulier. Toute ville ou bourg de plus de 8,000 âmes devait avoir plusieurs justices de paix (L. 18–24 août 1790, tit. III, art. 2).—Aujourd'hui, canton et arrondissement de justice de paix sont synonymes, excepté à Paris.

(1) Const. an III, art. 5, 174 ; L. 21 fruct. an III, notamment art. 19 et 21 ; —*V.* ci-dessus, p. 20, note de la page précéd., et ci-après *Commune*.

(2) Mais sans constituer avant l'an III comme depuis l'an VIII ni corps politique ni personne civile.—*V.* sect. suiv.

(3) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, art. 3 ; L. 21 mars–30 avr. 1790 ; L. 14–28 juin 1791 ; const. 1791. tit. II, art. 1er. —*V.* ci-dessus, p. 20, note de la page 19.

(4) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. Ire, art. 17 à 20, 22; sect. II, art. 2, 3, etc.

(5) Instr. 8 janv. 1790, § 1er *in fine*.

(6) Instr. 12–20 août 1790, chap. Ier, § 3 ; const. 1791, tit. II, art. 1er.

(7) Const. an III, art. 5 ; L. 19 vend. an IV, art. 6.

(8) Const. an III, art. 174, 178.

âmes (1), quoique ayant trois municipalités, et Paris lui-même, qui en avait douze (2), ne formaient aussi chacune qu'un seul canton.

En vertu de la loi du 8 pluv. an IX, qui chargea le Gouvernement de réduire le nombre des justices de paix, il n'y en eut plus qu'une par canton, et les mots canton et arrondissement de justice de paix devinrent synonymes (3).

D'après cette loi, les arrondissements de justice de paix ou cantons continuèrent de se régler, autant que les localités n'y apportaient pas d'obstacles, sur les bases combinées de la population et de l'étendue territoriale; mais la population moyenne d'un canton devait être de 10 à 15,000 habitants (au lieu de 6 à 900 électeurs), et l'étendue *moyenne* de 250 kilomètres carrés (125 au *minimum* et 375 au *maximum*). Cependant, lorsque, dans une étendue territoriale moindre de 125 kilomètres carrés, il existait une population supérieure à 15,000 habitants, on devait prendre uniquement pour base la population (4). Le territoire des *petites* villes, bourgs et villages ne pouvait, en général, être scindé ni divisé, de manière que partie en fût donnée à un arrondissement de justice de paix (ou *canton*) et partie à un autre (5); mais cette règle n'était pas applicable aux communes qui, par leur propre population, avaient *droit* à l'établissement de plusieurs arrondissements de justice de paix dans leur sein (6).

A l'égard des villes dont la population excédait 100,000 habitants (7), le Gouvernement pourrait, à l'avenir, modifier les arrondissements de justice de paix et les réduire selon qu'il le jugerait

---

(1) Lyon, Marseille, Bordeaux (*V.* ci-après).

(2) Const. an III, art. 183 ; L. 19 vend. an IV, art. 3 (*V.* ci-après).

(3) L. 8 pluv. an IX ; arr. 9 fruct. an IX, art. 2. Le nombre total des justices de paix pour tout le territoire européen, aux termes de cette loi, doit être de 3,000 au moins et 3,600 au plus (L. 8 pluv. an IX, art. 1er).

(4) Art. 2 à 5.— *V.* les nombreux arrêts intervenus en l'an IX ; etc.

(5) L. 8 pluv. an IX, art. 6. La loi ne disait pas ce qu'on devait entendre par petite ville.

Les arrêtés d'exécution ont scindé un très-grand nombre de villes en réunissant à leurs diverses parties un certain nombre de communes environnantes (Ex.: 25 fruct. an IX, 11 mess. an X; Seine-et-Marne, Melun (nord) et Melun (sud), etc., etc.

(6) La ville de Rouen possède *à elle seule* six arrondissements de justice de paix ou cantons (arr. 3 vend. an IX et 25 vent., 11 mess. an X). Lille et les communes environnantes cinq (arr. 15 vend., 9 et 25 pluv., 11 mess. an X).— Mais *V.* L. 23 oct. 1858.

Strasbourg ne forme qu'un seul canton (arr. 27 brum., 15 flor. an X). Avignon, deux (arr. 7 frim. an X). La ville de Bastia, en Corse, deux ; etc. — *V.* p. suiv.

(7) *V.* note 1, ci-dessus.

convenable, pourvu qu'au cas de réduction le nombre des justices de paix n'y soit pas inférieur à celui des *anciennes* municipalités (1).

Paris, divisé alors en douze municipalités et arrondissements d'état civil (2), compte un juge de paix par arrondissement (3).

Aucun changement, même aux limites des cantons, ne peut plus avoir lieu qu'en vertu d'une loi (4).

Il y a encore aujourd'hui quelques autorités ou commissions administratives cantonales (5).

En matière de recrutement, l'élément du contingent général est le contingent par canton. C'est par canton que se font les opérations *du tirage* au sort, etc. (6).

Le canton est l'élément de la représentation des citoyens dans le sein des conseils généraux de département et des conseils d'arrondissement (7), comme, de 1789 à l'an VIII, l'assemblée primaire de canton formait le premier degré de l'élection des membres des corps administratifs de département, et de 1789 à l'an III, des corps administratifs de district (8). Sous la constitution de l'an III, l'assemblée primaire de canton élisait *directement* le président de l'administration municipale de canton et les officiers municipaux (membres des municipalités) des communes ayant plus de 5,000 habitants (9).

---

(1) Une loi postérieure, celle du 15 vent. an XIII, a supprimé les trois municipalités de chacune de ces villes et ordonné que l'administration municipale y serait organisée comme dans les autres villes de l'Empire, c'est-à-dire avec un seul maire et ses adjoints; mais elles ont continué de former, soit à elles seules, soit avec l'adjonction de communes environnantes, plusieurs cantons, savoir: Bordeaux avec 4 ou 5 communes environnantes, 6 arrondissements (ar. 5 brum., 9 pluv., 11 mess. an X; 17 niv. an XIII); Lyon (y compris la Croix-Rousse, La Guillotière et Vaise) six arrondissements ou cantons (arr. 15 brum. an X. — *V.* D. 24 mars 1852); Marseille *intrà muros* trois arrondissements (nord, sud, centre); *extrà muros* trois arrondissements (*idem*) (arr. 17 frim. an X).

(2) L. 19 vend. an IV, art. 3; L. 3 vent. an III, art. 1er; L. 28 pluv. an VIII, art. 16.

(3) Arr. 25 fruct. an IX.—Aujourd'hui vingt (L. 16 juin 1859, art. 2).

(4) L. 18 juill. 1837, art. 4; L. 14-28 juin 1791; const. an III, art. 5; D. 25 mars 1852, tabl. A, except. *a*.

(5) *V.* tit. suiv.

(6) L. 10 mars 1818, art. 6, 7 et suiv.; L. 21 mars 1832, art. 5 et suiv.; L. 8 mai 1837, art. 3.

(7) L. 22 juin 1833; 7 juill. 1852.

(8) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. II, art. 1er à 11, 14; const. an III, tit. III, et tit. IV, art. 41, 4°.

(9) Const. an III, tit. III, art. 27, 26, 2°, et tit. VII, art. 182 à 185, 187.

SECTION III. — *De la circonscription du territoire des communes.*

La commune ou section de commune est une agrégation naturelle ou du moins historique (1), dont la circonscription est, ainsi que nous l'avons vu, indépendante des limites du département et de l'arrondissement (2), même du canton (3), comme elle l'était des limites des anciennes provinces.

Cependant, lors de la division nouvelle de la France, les villes, villages, paroisses et communautés qui, jusqu'en 1789, avaient été mi-parties entre différentes provinces et régies par plusieurs municipalités, ont dû se réunir pour n'en former qu'une seule, dont le siége fut le lieu où était situé le clocher (4).

La dénomination générale de commune a été substituée, en l'an II, à celles de ville, bourg, village, paroisse ou communauté de campagne (5); cependant, depuis l'an VIII, le nom de ville a reparu dans la législation (6).

Les villes sont néanmoins comprises dans la dénomination générique de communes employée par les lois.

Il y a même des villes auxquelles on a accordé le titre honorifique de *bonnes villes* (7).

Le mot paroisse n'indique plus aujourd'hui qu'une circonscription ecclésiastique (8).

Le titre qui détermine le territoire ou la circonscription *administrative* (9) d'une commune est l'état *non contesté* où étaient les choses en 1789 sous le rapport de l'administration, ou, s'il y a incertitude ou contestation à cet égard, la contribution que le terrain

---

(1) *V.* ci-dessus, tit. I^er^, p. 21.
(2) *V.* ci-dessus, sect. I^re^.
(3) *V.* sect. précéd.
(4) L. 20 janv. 1790, art. 4 et 5.
(5) *V.* L. 14-22 déc. 1789, art. 1^er^; L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, art. 7; L. 10 brum. an II.
(6) L. 28 pluv. an VIII, art. 12; etc.
(7) Sén.-cons. 16 therm. an X, art. 43; 28 flor. an XII, art. 52; 8 fruct. an X; 3 mess. an XII; D. 1^er^ mars 1808, art. 8; sén.-cons. 17 fév. et 13 déc. 1810 (Rome, etc.); D. 24 mars 1812; O. 20 mars, 8 et 19 avr., 11 sept., 16 oct., 18 déc. 1816; 8 oct. 1817; 23 avr. 1821 (rang).
(8) *V.* ci-dessus, p. 13, et ci-après.
(9) Une commune peut être *propriétaire* et posséder des propriétés hors de son territoire.

a supporté dans la commune, ou enfin, à défaut, tout autre acte d'administration prouvé (1).

Les limites contestées entre les communes sont réglées par les administrateurs de district (aujourd'hui les sous-préfets) ou préfets, lorsqu'elles appartiennent au même département; sinon, par acte du chef du pouvoir exécutif (2).

L'Assemblée constituante, prévoyant qu'il pourrait être à la convenance de plusieurs communes de se réunir, avait pensé qu'il y avait lieu de favoriser ces réunions, et posé en principe que les corps administratifs devaient tendre à les provoquer et à les multiplier par tous les moyens en leur pouvoir : c'est, disait-elle, par les réunions qu'un plus grand nombre de citoyens se trouveront liés sous un même régime, que l'administration municipale prendra un caractère plus imposant et qu'on obtiendra plusieurs avantages : la simplicité, l'économie, le bon ordre et plus de sécurité publique (3).

Le conseil d'État impérial, de son côté, estimait qu'il n'était pas d'une sage administration de permettre aux villes de s'agrandir aux dépens des communes de village (4).

La tendance aujourd'hui paraît être tout à fait contraire, du moins en ce qui touche les grandes villes (5).

La constitution de 1791 reconnaissait d'ailleurs au pouvoir législatif le droit de fixer l'étendue de chaque commune (6). Aux termes d'un avis du conseil d'État de 1806 (7), les changements dans les limites des communes, suppressions d'enclaves, et les réunions proposées par les préfets devaient être approuvés par décret en conseil d'État.

Aujourd'hui les réunions et distractions (séparations), ou fractionnements de communes ou sections de communes qui auraient pour effet de modifier la composition d'un département, d'un arrondissement ou d'un cantón ne peuvent être prononcés que par une loi (8).

---

(1) L'*usage* a consacré à cet égard une *interprétation* d'après laquelle il a paru plus utile de s'en tenir à ces signes que de consulter des prétentions fondées sur des titres dont la révolution de 1789 a détruit le mérite primitif ou l'objet féodal (circ. int. 13 mars 1806 ; L. 26 fév.–4 mars 1790, art. 2 arg.).

(2) L. 19–20 avr. 1790, art. 8 ; O. 3 oct. 1821, art. 3.

(3) Instr. mars 1790 ; 12–20 août *id.*, § 3, *in fine*.

(4) Av. cons. 8 déc. 1807–11 janv. 1808.

(5) *V.* ci-après, Paris et Lyon, et D. 13 oct. 1858 (Lille).

(6) Tit. II, art. 8.

(7) Av. 1er-10 fév. 1806.

(8) *V.* sect. précéd.—L. 18 juill. 1837, art. 4.

Toutes autres réunions et distractions peuvent être prononcées par le chef du pouvoir exécutif, en cas de consentement des conseils municipaux délibérant avec les plus imposés en nombre égal à celui de leurs membres, ou bien, à défaut de ce consentement, pour les communes qui n'ont pas 300 habitants, sur l'avis affirmatif du conseil général.

Dans tous les autres cas (notamment pour les communes de 300 habitants et plus, à défaut du consentement du conseil municipal assisté des plus imposés), il ne peut être statué que par une loi (1).

Mais le conseil d'État a pensé, d'après les explications données aux chambres par les rapporteurs de la loi, que ces conditions, c'est-à-dire l'intervention de la loi, le consentement des conseils municipaux ou du conseil général n'étaient pas nécessaires lorsque, sans modifier la composition d'un département, arrondissement ou canton, il ne s'agissait que d'une simple suppression d'enclaves ou rectification du territoire administratif faite à l'occasion du cadastre et non susceptible d'altérer l'existence ou l'individualité de la commune (2).

La commune, quelle que soit sa circonscription, est, ainsi que nous l'avons dit, *l'unité* administrative (3) et *l'élément* administratif, dont se composent, *en général*, les circonscriptions plus grandes et diverses.

La constitution de l'an III avait organisé dans le canton, pour les communes dont la population était inférieure à 5,000 habitants, une sorte de commune collective. Dans chacune de ces petites communes, il y avait un agent municipal et un adjoint chargés des fonctions de police; mais la réunion des agents municipaux de chacune de ces petites communes sous un président élu par l'assemblée primaire du canton formait une administration municipale qui, seule, connaissait des autres objets attribués aux anciennes municipalités de 1789 (4).

---

(1) L. 18 juill. 1837, art. 4, 2 et 3, 8; D. 25 fév. 1852, tabl. A except. *a*.

(2) Simple avis en date du 28 fév. 1838; circ. min. int. 30 avr. 1838; O. 3 oct. 1821, art. 3. *V*. circ. 26 juin 1841 et ci-après ***Propriété***.

(3) Il y a une municipalité (c'est-à-dire une *administration* municipale) dans chaque ville, bourg, paroisse ou communauté de campagne, en un mot, dans chaque commune (inst. 14 déc. 1789, 1er al.; L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, art. 7; L. 28 pluv. an VIII, art. 12; L. 21 mars 1831, etc.).

(4) Constit. an III, art. 179 à 181, 27, 3°; L. 21 fruct. an III, art. 19, 1°, 4, 6, 7.

L'administration municipale de canton remplaçait en même temps, pour son ressort, l'ancienne administration de district (1).

Sous la constitution de l'an III, et même sous celle de l'an VIII, jusqu'à la loi de l'an XIII, les villes de Lyon, Marseille et Bordeaux avaient trois administrations municipales (2) et formaient, sous le rapport administratif autre que celui de la police, et en l'an III des autres objets déclarés indivisibles (3), pour ainsi dire, trois communes. La loi de l'an XIII a fait cesser cet état de choses.

Cependant Paris et Lyon renferment encore aujourd'hui plusieurs arrondissements *municipaux* (4), qu'il ne faut pas confondre avec les arrondissements *communaux* (5).

Quant à la ville ou commune de Paris, elle a toujours eu son organisation à part. En 1790, elle fut divisée en quarante-huit sections. De l'an III à 1859, elle formait douze arrondissements, ayant chacun une municipalité ou une sorte d'administration municipale, sauf toutefois en l'an III, l'existence d'un bureau central pour les objets indivisibles, et en l'an VIII celle du préfet de la Seine et du préfet de police et le remplacement du conseil municipal par le conseil du département. Paris compte aujourd'hui vingt arrondissements municipaux, quoique ne formant qu'une seule commune (6).

Lyon, accrue des communes environnantes, a récemment été divisée de nouveau en cinq arrondissements municipaux (7); mais ces dernières mesures, loin de constituer une subdivision de la commune, ont été des mesures de centralisation, par la réunion dans les mains du préfet d'un certain nombre d'attributions municipales (8).

La commune fait administrativement partie de l'arrondissement et du département où est situé son *chef-lieu* (9). Le territoire *administratif* des communes (mais non leurs propriétés en dehors de ce territoire) est imposé aux contributions directes dans l'arrondisse-

---

(1) L. 21 fruct. an III, art. 19, 21.—*V.* ci-dessus.
(2) Const. an III, art. 183 ; L. 28 pluv. an VIII, art. 14.
(3) Const. an III, art. 184 (bureau central) ; L. 28 pluv. an VIII, art. 14 (commissaire général de police) ; L. 15 vent. an XIII.
(4) *V.* ci-dessous.
(5) *V.* ci-dessus p. 307.
(6) L. 14-22 déc. 1789, art. 25, dern. al. ; L. 23-27 juin 1790 ; L. 3 vent. an III, art. 1er ; const. an III, art. 183, 184 ; L. 19 vend. an IV, art. 2, 3 ; L. 28 pluv. an VIII, art. 16, 17 ; arr. 25 fruct. an IX, 3° ; L. 21 mars 1831, art. 55 ; 20 avr, 1834 ; L. 5 mai 1855, art. 14 ; L. 16 juin et D. 31 oct. 1859.
(7) L. 10 juin 1851 ; D. 24 mars 1852.
(8) *V.* ci-après, tit. VI et VII.
(9) *V.* ci-dessus, p. 308, 309.

ment où elles ont leur chef-lieu, à moins de disposition formelle contraire (1).

Lorsqu'il a été distrait et transféré quelque commune ou partie de commune d'un département à un autre, ou d'un arrondissement à un autre dans le même département, les contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres que cette commune ou partie de commune doit supporter sont ajoutées au contingent du département et de l'arrondissement auquel la réunion a été faite, et le département et l'arrondissement dont elle a été séparée sont dégrevés d'autant.

La même opération a lieu de commune à commune relativement aux distractions et réunions de territoire qui ont eu lieu (2).

La commune est, en même temps qu'une circonscription administrative, un corps politique et une personne civile. La section de commune n'est pas même une circonscription administrative; elle n'est qu'une personne civile, et n'existe que sous le rapport de la propriété ou de la jouissance des biens (3).

En principe, la réunion ou séparation des communes ou sections de communes ne peut porter aucune atteinte à leurs droits respectifs de propriété, etc. (4).

Les habitants d'une *commune* réunie à une autre conservent de plein droit la jouissance exclusive des biens dont, à ce titre, ils jouissaient en nature. Une *section* de commune érigée en commune séparée ou réunie à une autre commune emporte la propriété des biens qui lui appartenaient exclusivement.

Dans l'un et l'autre cas, les édifices et autres immeubles à usage public et situés sur le territoire réuni ou séparé deviennent la propriété de la nouvelle commune ou de celle à laquelle se fait la réunion. A l'égard des autres biens ou des autres conditions de la séparation ou de la réunion, il est statué par l'acte qui la prononce ou par un acte postérieur, mais sous la réserve des questions de propriété, qui sont toujours de la compétence judiciaire. Si la distraction ou la réunion a lieu en vertu d'une loi, cette loi peut déléguer au chef du pouvoir exécutif le droit de statuer, sous cette réserve (5).

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 309.

(2) L. 24 germ. an VI ; arr. 29 niv. an VII, art. 1er ; arr. 3 vent. an X, art. 1er et 5, arg.

(3) *V.* ci-dessus, p. 21 à 24.

(4) Arr. 25 vend. an XII, préamb. ; arr. cons. 17 janv. 1813 ; 18 nov. 1838. — *V.* ci-dessus, p. 305, 306.

(5) L. 10 juin 1793, art. 2 ; etc. ; L. 18 juill. 1837, art. 5 à 7.

CHAPITRE II.

Des circonscriptions spéciales.

Parmi les circonscriptions spéciales, les unes forment des arrondissements d'inspection, soit pour des inspecteurs délégués de l'autorité centrale (1), soit pour des inspecteurs locaux; les autres ont pour objet le placement des autorités chargées de concourir à l'exécution de certaines lois spéciales, en avertissant ou en éclairant l'autorité centrale (2) ou l'autorité locale (3), ou même en dirigeant certains services spéciaux, sous le contrôle et la surveillance de l'autorité administrative proprement dite (4).

Ces circonscriptions spéciales sont ou civiles proprement dites ou ecclésiastiques, ou domaniales et financières, ou militaires ou maritimes.

Les circonscriptions relatives aux cultes peuvent, en un sens, être appelées circonscriptions civiles, par opposition à l'ordre militaire ou maritime; mais elles en diffèrent en tant qu'elles se rapportent à l'ordre spirituel ou religieux, distinct lui-même de l'ordre *civil* proprement dit (5).

Les circonscriptions domaniales et financières ne veulent être traitées séparément que parce qu'elles correspondent à l'exercice de fonctions ayant pour objet des faits de même nature, relatifs non-seulement à l'ordre civil proprement dit, mais encore à l'ordre ecclésiastique, aussi bien qu'à l'ordre militaire ou maritime, fonctions qui, dans tous les cas, sont régies à peu près par les mêmes principes et donnent lieu au même genre de responsabilité.

Par une raison analogue, nous nous abstiendrons même de mentionner ici les circonscriptions relatives au placement des autorités chargées uniquement de la *police* et de ses différents objets. A l'égard de celles-ci, il s'agit moins d'ailleurs d'une limite ou circonscription territoriale *administrative* que d'une sorte de ressort ou de compétence quasi-judiciaire, que nous ferons connaître lorsque nous nous occuperons spécialement de ces autorités (6).

---

(1) *V.* ci-dessus, tit. IV, chap. III, p. 194.
(2) Ex.: D. 3 sept. 1851, art. 15 (chambres de commerce).
(3) *V.* ci-après, *Autorités locales*.
(4) *V.* ci-après, *Autorités locales*.
(5) *V.* ci-dessus, p. 8 et suiv., et p. 115 à 120.
(6) *V.* ci-après, tit. VII.

SOUS-CHAPITRE Ier.

DES CIRCONSCRIPTIONS SPÉCIALES CIVILES PROPREMENT DITES.

SECTION Ire. *Des circonscriptions relatives au service télégraphique public et privé.*

La circonscription télégraphique comprend, outre les arrondissements d'inspection générale, un certain nombre de *divisions* ou directions divisionnaires et de stations (1).

SECTION II. — *Des circonscriptions relatives à la bienfaisance, ou à l'assistance publique, et même privée* (2).

SOUS-SECTION Ire. — *De l'assistance judiciaire.*

Il y a, près de chaque Cour d'appel et au chef-lieu de chaque tribunal de première instance, et par conséquent pour chaque ressort de Cour d'appel et chaque arrondissement de tribunal de 1re instance ou de sous-préfecture (3), un bureau d'assistance judiciaire, auquel doivent s'adresser *tous ceux* qui, étant, à raison de leur état d'indigence *relative*, dans l'impossibilité d'exercer leurs droits en justice, *demandent* l'assistance judiciaire, afin *d'intenter* une action ou *d'introduire* un appel soit devant *cette* cour, soit devant *ce* tribunal ou devant un tribunal de commerce ou un juge de paix compris dans l'arrondissement ou le ressort de *ce* tribunal (4).

Il existe aussi, mais pour toute la France, un bureau d'assistance *unique* près la Cour de cassation et un près le conseil d'État (5).

---

(1) O. 24 août 1833, art. 12 à 15 ; 1er juin et 6 déc. 1854 ; 29 nov. 1858-1859.

(2) Les dons et legs faits en faveur des pauvres d'une commune, etc., en général et non individuellement, aux hospices, etc., sont, avec l'autorisation requise, acceptés, en fait, et ne peuvent ensuite être appliqués, ou, à moins d'une volonté expresse du donateur ou du testateur, être distribués aux individus que par les commissions administratives des hospices ou du bureau de bienfaisance de la commune (Ex.: D. 4 mai 1809, nonobst. O. 2 avril 1817, art. 3); cependant, si le don ou legs était fait aux pauvres, etc., d'un arrondissement, d'un département ou de tout le pays, il serait accepté par le représentant du département ou de l'Etat, mais appliqué ou distribué de même par l'intermédiaire de ces commissions.—*V.* ci-dessus, p. 24, texte et note 2, et ci-après.

(3) L'arrondissement de sous-préfecture est le même que celui du tribunal, bien que le chef-lieu puisse être différent (L. 27 vent. an VIII, etc).

(4) L. 22 janv. 1851.—*V.* ci-après, tit. VI.

(5) L. 22 janv. 1851, art. 5, 12.

SOUS-SECTION II. — *Hospices et Hôpitaux.*

La circonscription d'un hospice peut s'étendre à plusieurs communes ou sections de communes, selon les droits de chacune (1), sans parler des hospices départementaux, qui peuvent même être rendus communs à plusieurs départements (2). Un règlement particulier pour chaque hospice détermine les conditions de domicile et d'âge nécessaires pour l'admission des vieillards et infirmes (3). Quant aux malades, tout individu privé de ressources qui tombe malade dans une commune, même en voyageant, doit être admis à l'hôpital existant dans la commune, sans aucune condition de domicile, mais sauf le recours de l'hospice contre les membres de la famille du malade désignés par les art. 205 et 206, Code civ. (4).

Lorsqu'une commune ne possède pas d'hospice ou d'hôpitaux, ou qu'ils sont insuffisants, le conseil municipal peut, après avoir consulté la commission administrative des hospices et hôpitaux, s'il en existe, et sauf l'approbation du préfet, traiter avec un établissement privé, pour l'entretien des malades et vieillards. La commission administrative des hospices (5) est, dans ce cas, chargée de veiller à l'exécution du traité ; les malades et incurables indigents des communes privées d'établissements hospitaliers peuvent aussi, moyennant un prix de journée fixé par le préfet, d'accord avec les commissions des hospices des autres communes, être admis aux hôpitaux et hospices situés dans le département et désignés par le conseil général sur la proposition du préfet ; mais ces communes sont tenues des frais de leurs malades et incurables (6); le département peut, à cet égard, dans les proportions et les cas déterminés par le conseil général, venir en aide aux communes. Les commissions administratives des hospices et hôpitaux peuvent aussi, lorsque les revenus d'un établissement le permettent, admettre dans les lits vacants les malades ou incurables des autres communes, sans exiger de prix de journée; le tout sauf le recours des communes ou hospices et hôpitaux contre les membres de la famille désignés par les art. 205 et 206, Code civ. (7).

---

(1) L. 7 août 1851, art. 18.
(2) Ex.: L. 30 juin 1838, art. 1er, 23, 28 ; 10 mai 1838, art. 12, 11° 4, 15°; O. 5 juill. 1846; D. 11 avril 1860.
(3) L. 7 août 1851, art. 2, 8.—*V.* L. 24 vend. an II, tit. V.
(4) L. 7 août 1851, art. 1er, 5; L. 24 vend. an II, art. 18.
(5) *V.* ci-après *Autorités locales*.
(6) Mais voyez ci-dessous.
(7) L. 7 août 1851, art. 16, 3 à 5.

SOUS-SECTION III.—*Circonscriptions des bureaux de bienfaisance.*

D'après la loi de 1793, il devait y avoir une agence et même deux (dont une pour la campagne), pour la distribution du travail et des secours aux pauvres valides et non valides domiciliés dans chaque canton (1). La loi du 7 frim. an V voulait que, dans les communes où existaient plusieurs municipalités (2), et même dans les autres cantons (3), il fût formé, au gré de l'administration municipale, un ou plusieurs bureaux de bienfaisance (4).

Aujourd'hui les bureaux de bienfaisance sont créés par décret. Les conseils municipaux sont toujours appelés à donner avis sur leur circonscription ou sur les circonscriptions relatives à la distribution des secours dans leur commune (5).

A Paris, il y a un bureau de bienfaisance par arrondissement municipal (6).

SECTION II. — *Des circonscriptions relatives au service télégraphique.*

Le territoire est, pour cet objet, partagé en circonscriptions appelées divisions (7), comprenant les diverses stations ou bureaux.

SECTION III. — *Des circonscriptions relatives à l'agriculture, à l'industrie et au commerce.*

SOUS-SECTION Ire.—*Agriculture, Haras, Comices agricoles.*

Il y a, pour les *haras* et dépôts d'étalons appartenant à l'État, des arrondissements d'inspection où résident même les inspecteurs généraux (8).

Les chambres consultatives d'agriculture ont pour circonscription l'*arrondissement* administratif, et pour élément le *canton*. Elles

---

(1) L. 19–24 mars 1793, art. 6; 28 juin 1793, tit. III, § 2, art. 1er, 2, 10.
(2) Lyon, Marseille et Bordeaux (*V.* ci-dessus, p. 311-312).
(3) Const. an III, art. 174, 178, 179, 180.
(4) L. 7 frim. an V, art. 3; D. 7 germ. an XIII, art. 5.
(5) D. 25 mars 1852, tabl. A, except. Y; L. 18 juill. 1837, art. 21, 2°.
(6) Arr. 29 germ. an IX; circ. flor., *id*; O. 22 juill. 1816; 31 oct. 1821, art. 35; 29 avril 1831; L. 10 janv. 1849, art. 9. — *V.* ci-après, *Autorités locales*.
(7) D. 29 nov. 1858–1859, art. 4, etc.—*V. Autorités locales*.
(8) D. 19 déc. 1860, art. 3; 17 juin 1852, art. 1er.

sont en même temps personnes civiles, et peuvent recevoir des dons et legs, etc. (1).

Les circonscriptions des comices agricoles sont fixées par les conseils généraux de département et, par conséquent, renfermées dans les limites du département (2).

SOUS-SECTION II.—*Circonscription des chambres de commerce, des chambres des arts et manufactures et des conseils de prud'hommes.*

Les chambres de commerce embrassent dans leur cinconscription un ou plusieurs tribunaux de commerce, ou, à défaut de tribunal de commerce, un ou plusieurs arrondissements ou cantons. Sous le régime de la loi de 1820, la circonscription d'une chambre de commerce pouvait comprendre des portions de divers départements (3). Ces chambres constituent des établissements publics, personnes civiles (4).

La circonscription de chaque chambre consultative des arts et manufactures est fixée par l'acte de création, et n'a point de rapport avec celle des tribunaux de commerce. D'après l'ordonnance de 1832, elle ne pouvait s'étendre hors des limites du département (5).

L'action d'un conseil de prud'hommes peut s'étendre à plusieurs communes, et même à tout un canton, suivant qu'il est exprimé dans le décret d'établissement (6). Celle d'un conseil de prud'hommes-pêcheurs peut s'étendre à tout un quartier maritime (7).

SOUS-SECTION III. — *Circonscription des bureaux de vérification des poids et mesures et des lingots d'or et d'argent.*

Il peut être créé dans chaque arrondissement de sous-préfecture un ou *plusieurs* bureaux de vérification des poids et mesures, indépendamment des bureaux de pesage, mesurage et jaugeage qui peuvent exister dans chaque commune (8).

Les bureaux d'essai ou de garantie des matières d'or et d'argent

---

(1) D. 25 mars 1852; L. 20 mars 1851, art. 20. — *V.* ci-dessus, p. 28, note 5.
(2) L. 20 mars 1851, art. 4.
(3) L. 23 juill. 1820, art. 13; O. 16 juin 1832, art. 7; D. 30 août 1852 art. 1er, 2; C. comm., art. 616.
(4) D. 3 sept. 1851, art. 19.
(5) D. 30 août 1852, art. 3, etc.; O. 16 juin 1832, art. 7.
(6) D. 20 fév. 1810, art. 11; L. 25 avril 1853, art. 4.
(7) Ex.: arr. 23 mess. an IX.
(8) L. 4 juill. 1837, art. 8; O. 17 avril 1839, art. 2, etc. (*V.* ci-après, *Autorités locales*, etc.).

embrassent dans leur circonscription soit un département entier, soit un ou plusieurs arrondissements de sous-préfecture (1).

SECTION IV. *Des circonscriptions relatives aux travaux publics et à la conservation du domaine public, civils.*

SOUS-SECTION Ire.—*Circonscription en ce qui touche l'inspection.*

Le territoire de la France, en ce qui concerne le service (général, extraordinaire ou spécial, etc.) des ponts et chaussées, est divisé en 15 ou 16 *inspections* pour les tournées habituelles, c'est-à-dire annuelles, de ceux des inspecteurs généraux qu'on appelait autrefois inspecteurs divisionnaires. Cette circonscription est réglée par arrêté ministériel (2).

SOUS-SECTION II.—*Circonscription relative aux chemins de fer.*

A l'égard des chemins de fer particulièrement, le pays, pour ce qui concerne la surveillance des inspecteurs généraux du corps des ponts et chaussées, ou des mines, sur la voie de fer, les terrassements, les ouvrages d'art et clôtures, l'état des machines et, en général, sur tout le matériel, est divisé en cinq *inspections* réglées également par le ministre (3).

Il y a, en outre, pour la surveillance des entreprises de chemins de fer sous le rapport de l'exploitation commerciale et sous celui de la gestion financière, lorsque l'État a accordé un prêt, une subvention ou une garantie d'intérêt, ou lorsqu'il est appelé éventuellement à un partage de bénéfices, des inspecteurs généraux chargés de faire l'inspection des *lignes* qui leur sont désignées par le ministre, et ce sous la direction des ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines, préposés à la surveillance et au contrôle de l'exploitation de ces mêmes *lignes* (4).

Lorsqu'un chemin de fer traverse plusieurs départements, les attributions conférées aux préfets à l'égard des chemins de fer peuvent

---

(1) L. 31 mars–3 avril 1791 ; L. 19 brum. an VI, art. 35; ex.: arr. 13 prair. an VI ; 7 frim., 13 prair. et 8 mess. an VII ; 9 frim. et 3 niv. an X; O. 5 fév. 1835, 1er mars 1847; D. 15 et 29 juin 1853 ; 14 janv. 1857. — *V.* ci–après, *Autorités locales*.

(2) D. 7 fruct. an XII, art. 5, 6 ; O. 2 sept. 1815 ; 19 oct. 1830, art. 1er; 8 juin 1832, art. 3 ; 23 déc. 1838-1839, art. 1er; D. 13 oct. 1851, art. 2 à 4; 1er D. 17 juin 1854, art. 1er. — *V.* ci–dessus, p. 194, note 3, et sous-sect. suiv.

(3) O. 22 juin 1842, art. 1er, 3, 2e al.; 15 nov. 1846, art. 55, 56 ; D. 13 oct. 1851, art. 8; 1er D. 17 juin 1854, art. 1er.

(4) D. 26 juill. 1852, 2e D. 17 juin 1854, art. 1er, 5, 7; 16 déc. 1854.

être centralisées en tout ou en partie dans les mains de l'un des préfets des départements traversés (1).

SOUS-SECTION III.—*Circonscription relative à l'exécution de grands travaux.*

Lorsque des ingénieurs se trouvent chargés de grands travaux tels que travaux de navigation et établissements de chemins de fer, canaux, ouvrages à la mer, etc., ils ont, pendant la durée de ces travaux mis en dehors du service ordinaire, le titre d'ingénieurs-directeurs. Ces travaux, placés sous leur direction unique, peuvent évidemment s'étendre sur plusieurs départements ou parties de divers départements, ce qui constitue une sorte de circonscription spéciale et temporaire (2).

SOUS-SECTION IV. —*Circonscription relative à la navigation intérieure.*

La navigation intérieure de la France est divisée en *bassins*, dont les limites sont déterminées par les montagnes ou coteaux qui versent les eaux dans le fleuve principal. Chaque canal forme également un bassin. Chaque bassin est subdivisé en plusieurs arrondissements de navigation dont chacun a son chef-lieu. Le préfet et l'ingénieur en chef du département où est situé ce chef-lieu exercent, quant aux travaux à exécuter dans le lit et sur les bords de la rivière ou du fleuve (ou canal), leurs fonctions respectives sur toute l'étendue du fleuve, de la rivière ou du canal, même sur les portions faisant partie d'un autre département. Le surplus de l'administration est exercé par chaque préfet dans son département ou territoire (3).

SECTION V. — *Circonscription relative à l'exécution des lois sur les mines, minières et carrières* (4).

Le territoire de la France forme aujourd'hui, sous le rapport du service des mines, minières et carrières, et notamment pour *l'inspection* de ce service, cinq *divisions* (douze en 1810 avec les pays réunis) dites arrondissements minéralogiques, composées chacune de plusieurs départements. La répartition des départements dans ces cinq divisions se fait par arrêté ministériel, et celle des ingénieurs dans ces arrondissements suivant les besoins du service, d'après des

---

(1) O. 15 nov. 1846, art. 71.

(2) D. 7 fruct. an XII, art. 4; O. 19 oct. 1830, art. 6, 3e al.; 8 juin 1832, art. 10; D. 13 oct. 1851, art. 3.—*V.* note suiv.

(3) Arr. 8 prair. an XI, art. 1er à 3 (*V.* le tableau joint à l'ordonnance du 15 oct. 1836, 1re et 3e colonnes); D. 29 mai 1808 (*V.* O. 4 fév. 1829).

(4) *V.* ci-après, *Police*.

états de distribution et de classification proposés par le ministre au chef de l'État (1).

SECTION VI. — *Des circonscriptions relatives à l'enseignement.*

La France, sous le rapport de l'instruction publique et de la surveillance de l'enseignement privé, est divisée en académies, composées chacune de plusieurs départements (2).

Avant 1808, c'est-à-dire avant l'établissement de l'Université impériale (3), l'éducation publique et l'enseignement politique et moral étaient seuls et uniquement sous la direction de l'autorité administrative proprement dite, c'est-à-dire des administrations départementales et municipales (4).

Aux termes du décret de 1808 le nombre des académies était égal à celui des cours d'appel. L'ordonnance de février 1815 les réduisait à 17 et leur donnait le nom d'*universités*; mais cette ordonnance ne fut pas exécutée et fut remplacée par celle du 15 août 1815, qui conserva l'organisation de 1808. L'arrêté du 7 septembre 1848 en restreignit le nombre à 20 y compris celle qu'il créait pour l'Algérie; mais la loi de 1850, au contraire, les multiplia et en établit une par département, outre celle d'Alger, qui n'a pas été détruite. Enfin la loi de 1854, complétée par les actes subséquents, est revenue à la première pensée de 1815, et le chiffre de ces circonscriptions est aujourd'hui de 18 en comptant celle de la Savoie et celle de l'Algérie.

Il est formé, par le ministre, de plusieurs arrondissements de sous-préfecture des circonscriptions d'inspection de l'enseignement primaire (5).

Il y a, en outre, pour chaque faculté de médecine ou école supérieure de pharmacie comprenant dans sa circonscription plusieurs écoles préparatoires de médecine ou de pharmacie, de même que pour chacune de ces écoles chargées aujourd'hui au lieu et place de jurys médicaux, concurremment avec les facultés et écoles supérieures,

---

(1) D. 18 nov. 1810, art. 9, 10; 24 déc. 1851, art. 2; 28 mars 1852, art. 8; 23 avril 1856.—*V.* ci-dessus, p. 194, note 3.

(2) D. 17 mars 1808, art. 4; O. 17 fév. et 15 août 1815; arr. 27 fév. 1821; 7 sept. 1848; L. 15 mai 1850, art. 7; D. 23 mai 1850, art. 1er; L. 14 juin 1854, art. 1er, 11; D. 22 août 1854, art. 1er; D. 2 août 1858, art. 1er; 2°, 3° et 4°; D. 13 juin 1860.

(3) *V.* ci-dessus, p. 26, note 1.

(4) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 1er, 3°; 14-22 déc. 1789, art. 51, 6e al.

(5) D. 21 juin 1856, art. 3.

de la délivrance des diplômes ou certificats d'aptitude pour l'exercice des professions d'officier de santé et de sage-femme, ou de pharmacien ou herboriste de deuxième classe (1), une circonscription particulière à cet objet; les circonscriptions sont déterminées par arrêté du ministre, délibéré en conseil supérieur de l'instruction publique (2), et les diplômes ou certificats ainsi délivrés ne sont valables que dans celui des départements compris en la circonscription spéciale de chaque école, pour lequel le diplôme a été délivré. Il faut, pour exercer dans un autre département, subir avec succès un nouvel examen spécial (3).

SOUS-CHAPITRE II.

DES CIRCONSCRIPTIONS RELIGIEUSES.

Les circonscriptions ecclésiastiques sont en général non-seulement distinctes mais indépendantes des circonstances civiles proprement dites.

SECTION Ire. — *Des circonscriptions relatives au culte catholique.*

SOUS-SECTION Ire.—*Des diocèses métropolitains et autres, ou des archevêchés et évêchés.*

La loi de 1790 avait créé un diocèse par département et dix arrondissements métropolitains (4).

D'après la loi du 18 germinal an x, rendue pour l'exécution de la convention du 26 messidor an IX, le nombre des évêchés était de cinquante seulement y compris ceux de la Belgique, etc. Celui des archevêchés ou siéges métropolitains était le même que celui

---

(1) L. 19 vent. an XI, art. 15 à 20, 24 à 26, 29, 30 à 32, 34; 21 germ. an XI, art. 8, 9, 11 à 16, 24 à 28, 37; arr. 20 prair. an XI, art. 33 à 42; 25 therm. an XI, art. 32 à 34, 44, 45; 2e D. 12 août 1854, art. 14, 2e al., 17 à 19; O. 18 mai 1820, 13 oct. 1840; D. 4 août 1857.

(2) *V.* ci-dessus, p. 246.

(3) Les diplômes ou certificats d'aptitude délivrés par l'école préparatoire d'Alger valent pour toute l'étendue de la colonie (D. 4 août 1857, art. 6, 7, etc.).—Les pharmaciens et herboristes de première classe, qui ne peuvent être reçus que dans les écoles supérieures de pharmacie, peuvent seuls s'établir et exercer leur profession dans toutes les parties du territoire français (L. 21 germ. an XI, art. 23; D. 22 août 1854, art. 14).

(4) Selon les principes de l'Assemblée constituante, la distribution du territoire, même sous le rapport ecclésiastique, est une œuvre purement temporelle: « La démarcation des diocèses, disait-elle, est l'ouvrage des hommes. » Elle avait, en conséquence, prescrit une nouvelle circonscription ecclésiastique, catholique, correspondante à la division territoriale politique, et pour l'établissement de laquelle elle avait appelé le concours *volontaire* de l'autorité ecclésiastique (L. 21-26 janv. 1791, instr. annex.; et L. 12 juill.-24 août 1790). *V.* ci-dessus, p. 13 et 319.

qu'avait fixé l'Assemblée constituante; encore comprenait-il celui de Malines (1).

En 1817, un nouveau concordat fut passé avec le Pape; mais ce concordat n'eut point de suite (2).

Seulement, une loi du 4 juillet 1821 a autorisé la création de 12 nouveaux siéges épiscopaux ou métropolitains et successivement de 18 autres, si le chef de l'État le jugeait nécessaire. L'établissement et la circonscription de tous ces diocèses devaient être concertés entre le chef de l'État et le saint siége. En conséquence, une nouvelle circonscription fut faite, et la bulle relative à cette circonscription a été publiée, en 1821 et 1822 (3). En vertu de cette circonscription, il devait y avoir 13 métropoles et 66 évêchés suffragants; mais la loi du 28 juin 1833 a disposé qu'*à l'avenir* il ne serait pas affecté de fonds à la dotation des siéges épiscopaux et métropolitains non compris dans le concordat de 1801 (an IX), qui viendraient à vaquer, jusqu'à conclusion définitive des négociations entamées à cet égard avec la cour de Rome (4).

Depuis, une simple ordonnance, se fondant sur la loi de 1821, a, en 1838, créé le siége d'Alger de concert avec le Pape (5); mais il s'agissait de l'Algérie. Une autre, du 2 décembre 1841, s'appuyant de la même loi, a érigé en archevêché, avec le même concours, l'évêché de Cambrai, et lui a donné pour suffragant l'évêque d'Arras. En 1859, l'érection du siége de Rennes en archevêché a été prononcée, mais autorisée par une loi, conformément aux principes (6). Enfin une loi du 5 mai 1855 a, également après accord avec le Pape, érigé un nouveau siége épiscopal, celui de Laval (7).

Un décret du 6 novembre 1850, ratifié par une loi, a résolu l'établissement d'évêchés dans nos principales colonies, et il en a été créé en effet pour la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, relevant de l'archevêché de Bordeaux (8).

Différents actes émanés de l'autorité française et de l'autorité ponti-

---

(1) L. 18 germ. an X, art. 58, 59; arr. 29 germ. an X.

(2) Non plus que n'en avait eu celui de 1813, non soumis au Corps législatif, mais inséré au *Bulletin des lois* le 13 février 1813. — *V.*, quant au concordat de 1817, rétablissant celui de François Ier, proj. de loi 22 nov. 1817, retiré par le Gouvernement, et l'allocution du souverain pontife (*Moniteur* du 24 juin 1817 et 8 sept. 1819).

(3) O. 19 oct. 1821; 31 oct. 1822.

(4) L. 28 juin 1833, art. 5.

(5) O. 25 août 1838.

(6) L. 14 mai et D. 26 mai 1859.

(7) L. 5 mai et D. 30 août 1855.

(8) D. 6 nov. et L. 16 déc. 1850.

ficale ont autorisé les évêques conservés à joindre à leur titre ceux des évêchés supprimés, antérieurs à 1789 (1).

Au résumé le chiffre des circonscriptions épiscopales ou archiépiscopales est aujourd'hui (sauf erreur) de 52, dont 16 siéges métropolitains, outre les siéges coloniaux, autres que celui d'Alger (2).

Dans ces différentes circonscriptions aucun département n'est scindé. Un changement dans la circonscription administrative d'un département en entraîne un dans celle des diocèses (3).

Les circonscriptions diocésaines servent non-seulement à déterminer le placement et le ressort des autorités épiscopales et archiépiscopales, mais encore à limiter la faculté d'exercer le ministère ecclésiastique ; ainsi un prêtre ne peut quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre sans la permission de son évêque, et toute fonction est interdite à tout ecclésiastique, même français, qui n'appartiendrait à aucun diocèse (4).

Les diocèses métropolitains et autres ne sont que de simples circonscriptions territoriales et ne constituent pas des personnes civiles; mais des biens ont été restitués, et des dons et legs peuvent être faits aux fabriques des églises cathédrales et métropolitaines (5), et, d'une autre part, aux menses épiscopales, c'est-à-dire aux évêques ou archevêques *à ce titre*, pour eux et leurs successeurs (6), aux chapitres diocésains (cathédraux ou collégiaux) (7), aux grands séminaires (8), aux petits séminaires ou écoles secondaires ecclésiastiques (9).

---

(1) Ex.: O. 5 juin 1824 (Nancy et Toul); 31 août 1828 (Soissons et Laon); D. 13 janv. 1852 (Beauvais, Noyon, Senlis); 3 août 1852 (la Rochelle, Saintes); 13 sept. 1852 (Saint-Brieux et Tréguier); 22 janv. 1853 (Fréjus et Toulon); 31 oct. 1853 (Martinique, siége transféré de Port-de-France à Saint-Pierre, avec réunion des deux titres) ; 5 déc. 1853–1858 (Autun, Mâcon et Châlons) ; 13 mars 1854 (Arras, Boulogne et Saint-Omer, Quimper et Saint-Pol-de-Léon); 11 nov. 1854 (Coutances et Avranches).

(2) Outre la grande aumônerie (O. 1er nov. 1820; D. 17 juin 1857).

(3) Ex. : O. 15 déc. 1837–1838; D. 20 mars 1860.

(4) L. 18 germ. an x, art. 34, 33.

(5) Convent. 26 mess. an IX, art. 12, 15; L. 18 germ. an x, art. 76; D. 30 déc. 1809, art. 104 à 109, 113, 112; L. 2 janv. 1817.

(6) C'est en ce sens qu'il faut entendre les mots archevêchés et évêchés employés par l'ordonnance de 1817 (*V.* D. 6 nov. 1813, art. 29 à 48 ; O. 2 avril 1817, art. 1er, 3, et note précéd.).

(7) Convent. 6 mess. an IX, art. 11 ; L. 8 germ. an x, art. 35; D. 6 nov. 1813, art. 49 à 61, etc.—*V.* ci-dessus, p. 10.

(8) L. 12 juill.-24 août 1790, tit. Ier, art. 10 à 12; convent. 6 mess. an IX, art. 11; L. 18 germ. an x, *id.*; 23 vent. an XII; D. 17 mars 1808, art. 3; 9 avril 1809, art. 1er, 2; 30 déc. 1809, art. 113; 6 nov. 1813, art. 62 à 80; O. 2 avril 1817; 14 janv. 1831; etc.

(9) D. 9 avril 1809, art. 4 et 5 ; 15 nov. 1811, art. 24 à 32 ; 6 nov. 1813,

Les édifices diocésains sont entièrement à la charge de l'État (1).

SOUS-SECTION II.—*Des paroisses ou cures.*

Même avant 1789 le nombre des paroisses n'était pas le même que celui des villes, bourgs ou communautés. Une paroisse était une espèce de petit diocèse (2).

La loi du 24 août 1790, d'une part, et la convention du 26 messidor an IX d'autre part, prescrivirent une nouvelle circonscription des paroisses. La première dut être faite par le Gouvernement sur l'avis de l'évêque diocésain et de l'administration des districts; la seconde par l'évêque avec le consentement du Gouvernement; et telle est aujourd'hui la règle pour l'érection ou la suppression de paroisses: seulement, les conseils municipaux des communes intéressées sont toujours appelés a donner leur avis; ils peuvent même exprimer leur vœu à cet égard (3).

L'église cathédrale ou métropolitaine de chaque diocèse, ramenée à son état primitif, est en même temps église épiscopale et église paroissiale et n'a pas en général d'autre pasteur immédiat que l'archevêque ou l'évêque (4).

Il doit y avoir au moins une paroisse (ou cure) dans chaque justice de paix ou canton (5). Aux termes de la loi de 1790, dans toute ville ou bourg ne comprenant pas plus de 6,000 âmes il ne devait y avoir qu'une seule paroisse. Dans les autres, chaque paroisse pouvait bien comprendre un plus grand nombre de paroissiens; mais il devait être établi autant de paroisses que les besoins des peuples et les localités le demanderaient (6).

Une fraction de commune peut en être distraite et réunie à une autre ou à d'autres communes ou fractions de communes quant au

---

art. 64 à 80 ; O. 5 oct. 1814 ; 16 juin 1828, art. 1er à 6, 8 ; 30 sept. 1830; L. 15 mars 1850, art. 70.

(1) L. 18–25 fév. 1791, art. 1er, 3 ; 11 frim. an VII, art. 2 ; 23 vent. an XII, art. 7 (construction) ; O. 26 août 1824, art. 2 ; circ. int. 18 juin 1825 ; L. 20 juill. 1837 ; L. ann. des fin. et décr. de répartit.

(2) *V.* DENISART, v° *Paroisse*, et L. 2–3 déc. 1789 ; 14–22 déc. 1789, art. 1er ; 22 déc. 1789–8 janv. 1790, préamb., art. 7.—*V.* ci-dessus, p. 311, *Canton.*

(3) L. 12 juill.–24 août 1790, art. 6, 15 à 18 ; convent. 26 mess. an IX, art. 9 ; L. 18 germ. an X, art. 60, 1er al., 62 ; L. 18 juill. 1837, art. 21, 24; D. 30 déc. 1809, art. 102 ; arr. cons. 14 juill. 1858.

(4) L. 12 juill.-24 août 1790, art. 7, 8 ; circ. int. 20 mai 1807, invitation de réunir la cure au chapitre, à l'instar de Paris ; ex.: O. 9 juill. 1823–1824.

(5) L. 18 germ. an X, art. 60, 1er al. — *V.* D. 22 août et quatre D. 22 déc. 1860–1861.

(6) L. 12 juill.–24 août 1790, art. 15, 16.

spirituel seulement, c'est-à-dire quant à la circonscription ecclésiastique (1).

Paris comprenait, en 1791, 33 paroisses conservées. Le nombre en a été porté à 47 par décret de 1856 pour la ville d'alors, indépendamment de quelques succursales (2).

Les paroisses en tant que circonscriptions ne sont pas non plus des personnes civiles ; mais l'église curiale et sa fabrique, la cure, c'est-à-dire le curé et ses auxiliaires, à ce titre, ou en d'autres termes, la mense curiale, peuvent acquérir et posséder (3).

SOUS-SECTION III.—*Des succursales.*

En outre des paroisses proprement dites ou cures, il est établi autant de succursales que les besoins peuvent l'exiger et que les fonds peuvent le permettre. Le nombre et l'étendue de ces succursales sont réglés par chaque archevêque ou évêque de concert avec le préfet ; mais les plans arrêtés par eux ne peuvent être mis à exécution sans le consentement du Gouvernement. Les conseils municipaux des communes intéressées doivent être appelés à donner leur avis et peuvent exprimer leur vœu (4).

La circonscription ou le territoire dépendant d'une succursale peut être formée de la réunion de plusieurs communes ou fractions de communes, sans qu'il soit même besoin de se conformer à la limite des cantons (5).

Le nombre actuel des succursales dont les desservants sont payés par l'État embrasse par leurs circonscriptions diverses toutes les communes des départements (6).

Les églises succursales, et leurs desservants et vicaires à ce titre, peuvent également recevoir des dons et legs. Les biens dont la possession leur a été ou leur est attribuée sont régis comme ceux des églises ou fabriques ou des menses curiales (7).

---

(1) Ex.: D. 16 déc. 1854-1855, etc.—*V.* sous-sect. suiv.
(2) L. 20-25 mai 1791, art. 1er, 2 ; D. 28 août 1808, inédit ; 22 janv. 1856 ; 12 oct. 1857 ; 27 fév. 1858.—*V.* L. 16 juin et D. 31 oct. 1859.
(3) *V.* D. 30 déc. 1809 et 6 nov. 1813.
(4) L. 18 germ. an X, art. 60, 2e al., 61, 62 ; D. 11 prair. an XII, art. 1er à 3 ; L. 18 juill. 1837, art. 21, 24 ; D. 30 déc. 1809, art. 102 ; arr. cons. 14 juill. 1858.—*V.* D. 5 niv. an XIII, art. 1er, et 3 vent. an XIII ; 30 sept. 1807, art. 1er à 4, 7 ; 28 août 1808 ; O. 15 août 1819, art. 1er, 2.
(5) D. 11 prair. an XII. art. 2 ; circ. int. 15 mess. an XII.—*V.* D. 19 déc. 1849, etc.
(6) D. 30 sept. 1807, art. 2.
(7) *V.* D. 30 déc. 1809 ; 6 nov. 1813, art. 27, 28 ; etc.

SOUS-SECTION IV.— *Des chapelles communales.*

Dans les paroisses ou succursales trop étendues et lorsque l'éloignement ou la difficulté des communications l'exige, il peut être établi par le chef de l'État sur l'avis du préfet et de l'évêque diocésain, si les conseils municipaux le demandent, des chapelles, avec circonscription formée dans l'intérieur et aux dépens de celle de la paroisse ou succursale dont chaque chapelle continue de dépendre quant au spirituel. Une telle chapelle diffère d'ailleurs d'une succursale en ce que, au lieu que le traitement du chapelain ou vicaire qui la dessert soit à la charge de l'État, la commune ou les fractions de commune qui en réclament l'établissement prennent l'engagement de le doter, tout en pourvoyant en outre à l'entretien de l'église et du presbytère et en général aux frais du culte. Si la chapelle est desservie par un prêtre à demeure, les habitants, qui contribuent aux frais qu'elle exige, sont dispensés de concourir aux frais du culte paroissial de la cure ou succursale. Le vicaire ou chapelain peut recevoir en outre une indemnité de la part de l'État (1).

Les chapelles ainsi légalement érigées ou autorisées peuvent se faire mettre en possession de l'usufruit des biens ou rentes ayant appartenu autrefois soit à l'église érigée en chapelle, soit aux anciennes églises comprises dans sa circonscription, même de ceux dont serait déjà en possession la fabrique paroissiale de la cure ou succursale à laquelle elles sont subordonnées, pourvu que cette distraction laisse à celle-ci des ressources suffisantes pour l'acquittement de ses dépenses. Cette dernière est ou reste dans tous les cas investie de la nue propriété. Ces chapelles peuvent recevoir des dons et legs. Leurs biens sont administrés par leurs fabriques (2).

Des dons pourraient être aussi faits à leurs vicaires ou chapelains en cette qualité (3).

SOUS-SECTION V.—*Des annexes.*

Sur la demande individuelle des principaux contribuables d'une commune et sur l'obligation personnelle qu'ils souscrivent de payer le vicaire, il peut être érigé une annexe dépendante de la cure ou succursale dont fait partie la commune à laquelle ils appartiennent. On attribue aussi à cette annexe, où le prêtre vient dire la messe en

---

(1) D. 30 sept. 1807, art. 8 à 10, 12, 13 ; av. cons. 7-14 déc. 1810, 1° ; 5 oct.-6 nov. 1813 ; O. 25 août 1819, art. 3, 4.

(2) O. 28 mars et 19 janv. 1820.

(3) D. 6 nov. 1813, arg.

général une fois par semaine, une circonscription ; mais la contribution volontaire des souscripteurs ne dispense ni la commune ni ceux-ci de concourir, tant aux frais de l'entretien de l'église et du presbytère, qu'aux autres dépenses du culte, dans le chef-lieu de la cure ou de la succursale (1).

Les recettes (toutefois avec leur affectation spéciale) et les dépenses de ces annexes sont confondues avec celles de la fabrique, de la cure ou succursale dont elles dépendent, et figurent à son budget.

SECTION II. — *Des circonscriptions relatives au culte protestant.*

SOUS-SECTION 1re. — *Des synodes et inspections.*

Les synodes de l'Église réformée ou les inspections de la confession d'Augsbourg, assemblées délibérantes temporaires qui se réunissent avec l'approbation du Gouvernement, et dont les décisions sont soumises à son approbation (2), ont néanmoins une circonscription embrassant cinq églises consistoriales qui leur sont subordonnées.

Cette circonscription, quant au culte luthérien (de la confession d'Augsbourg), est soumise aux visites de l'inspecteur et des deux laïques en permanence choisis par chaque inspection dans son sein (3).

SOUS-SECTION II.— *Des églises consistoriales protestantes.*

Il y a une église consistoriale par six mille âmes de la même communion. La circonscription de ces églises est fixée par le Gouvernement, sur la proposition, en ce qui touche la confession d'Augsbourg, du directoire central (4). Les protestants des localités où il n'y a point de pasteur sont rattachés administrativement au consistoire le plus voisin; ils peuvent obtenir par arrêté du préfet, ou, sur son refus, par décret rendu sur leur recours au conseil d'État siégeant administrativement, l'autorisation provisoire d'exercer publiquement leur culte.

Hors ce cas, aucune église consistoriale ne peut s'étendre d'un département dans un autre (5).

---

(1) D. 30 sept. 1807, art. 11 à 13 ; av. cons. 7-14 déc. 1810, 2°.
(2) *V.* ci-dessus, p. 9.
(3) L. 18 germ. an x, art. organ. 15, 17, 31, 30, 33, 35, 36 à 39 ; D. 10 nov. 1852–1853, préamb. et tabl. II.
(4) *V.* ci-dessus, p. 116, 117.
(5) L. 18 germ. an x, art. organ. 16, 34, 28; D. 26 mars 1852, art. 4 ; 10 nov. 1852-1853 ; rapp. et D. 19 mars 1859, art. 1er, 2, 4; D. 14 sept. 1859, art. 3.

Il y a une église consistoriale en Algérie (1).

Les églises consistoriales et paroissiales (2) protestantes (mais non les circonscriptions), et leurs pasteurs à ce titre, peuvent recevoir des dons et legs, posséder, etc.; de même que leurs académies ou séminaires (3).

Sous-section III.—*Des paroisses protestantes.*

Les paroisses sont des sections de chaque église consistoriale. Il y a une paroisse partout où il y a un ou plusieurs pasteurs d'une communion. La circonscription de chaque paroisse est fixée comme celle de chaque église consistoriale (4).

Sous-section IV.—*Des oratoires protestants.*

Les oratoires autorisés sont annexés à l'église *consistoriale* a plus voisine (5).

Section III. — *Des circonscriptians relatives au culte israélite.*

Sous-section Ire.—*Des synagogues consistoriales.*

Il ne peut y avoir plus d'une synagogue consistoriale et d'un consistoire par département; s'il ne se trouve pas deux mille israélites dans le même département, la circonscription de la synagogue consistoriale s'étend de proche en proche sur autant de départements qu'il en faut pour que ce nombre soit atteint. En fait, les synagogues consistoriales établies en 1808 sur le territoire actuel de la France sont maintenues. Il y a de plus en Algérie trois synagogues consistoriales, une à Alger, dont le consistoire, dit *algérien*, exerce son autorité sur toutes les possessions françaises du nord de l'Afrique, et deux, dont une à Oran, l'autre à Constantine, dont les consistoires, appelés *provinciaux*, n'exercent leur autorité respective que dans la circonscription de leur province. S'il y avait lieu d'ériger quelque synagogue consistoriale nouvelle, elle le serait par acte du chef de l'État, probablement sur l'avis du consistoire central (6).

---

(1) D. 14 sept. 1859, art. 1er.

(2) *V.* sous-sect. suiv.

(3) L. 1er-10 déc. 1790; 18 germ. an x, art. organ. 7; L. 2 janv. et O. 2 avril 1817; O. 31 déc. 1841, art. 214; D. 14 sept. 1859, art. 17.

(4) D. 26 mars 1852, art. 1er; D. 10 nov. 1852-1853; 14 sept. 1859, art. 2. —*V.* sous-sect. précéd., notes.

(5) Arr. 10 brum. an xiv; D. 19 mars 1859, art. 1er, 4. — *V.* ci-dessus, sous-sect. II.

(6) 2e D. 17 mars 1808, art. 1er à 3; 3e D. *id.*, art. 1er; D. 11 déc. 1808-1844; O. 25 mai 1844, art. 1er à 4, 10; 9 nov. 1845, art. 1er.—*V.* ci-dessus, p. 118.

Les synagogues consistoriales ou autres (1), non comme circonscriptions, mais comme églises ou comme temples, peuvent avoir des biens et revenus, et recevoir, ainsi que leurs ministres à ce titre, des dons et legs (2).

Sous-section II. — *Des circonscriptions rabbiniques ou synagogues particulières.*

Il ne peut être établi aucune circonscription rabbinique, c'est-à-dire circonscription de synagogue dite *particulière*, ni fait aucune modification à celles qui existent, qu'en vertu de l'autorisation du chef de l'État, sur l'avis des communes intéressées, du préfet, du consistoire départemental, du consistoire central, et le rapport du ministre chargé des cultes. Le décret d'établissement de chaque synagogue règle sa circonscription (3).

Les biens des synagogues partieulières sont régis, sous la direction et l'autorité de chaque consistoire départemental, par des commissaires administrateurs ou des commissions administratives collectives, institués par lui (4).

SOUS-CHAPITRE III.

DES CIRCONSCRIPTIONS DOMANIALES ET FINANCIÈRES.

Il n'y a, pour ce qui regarde l'administration ou la gestion des domaines ou des finances, de circonscriptions spéciales qu'en ce qui concerne l'inspection, sous le rapport financier, des services publics en général (5), la vérification de l'enregistrement, etc., des actes assujettis aux formalités fiscales, la conservation du domaine forestier de l'État, des départements et des communes, etc.; l'organisation du service des postes dans l'intérieur de chaque département, la perception des contributions directes, celle de quelques droits indirects, la perception des droits de douane, la surveillance et la perception des droits établis sur la fabrication des sels.

Pour le surplus, les circonscriptions domaniales et financières restent confondues dans la circonscription administrative proprement dite.

---

(1) *V.* sous-sect. suiv.
(2) O. 25 mai 1844, art. 19, 3e al., 64; L. 2 janv. 1817; 14 janv. 1831.
(3) 2e D. 17 mars 1808, art. 4; 3e D. *id.*, art. 2; O. 25 mai 1844, art. 60, 66; 9 nov. 1845, art. 7 (Algérie).
(4) 2e D. 17 mars 1808, art. 12, 2°; O. 25 mai 1844, art. 19, 3e al., 21, 64; 9 nov. 1845, art. 16 à 20 (Algérie).—*V.* sous-sect. précéd., notes.
(5) *V.* ci-dessus, p. 194 et ci-après.

SECTION Ire. — *Des circonscriptions relatives à l'inspection générale des finances.*

La France est divisée, sous ce rapport, en arrondissements d'inspection, à chacun desquels sont attachés particulièrement tels ou tels agents de l'inspection, même les inspecteurs généraux ; mais ils peuvent recevoir du ministre des missions spéciales hors de leur arrondissement (1).

SECTION II. — *Circonscriptions relatives à la conservation du domaine forestier.*

La France est divisée sous ce rapport en *conservations* composées, selon l'étendue et la distance relative des forêts, d'un ou plusieurs départements et subdivisées en inspections et sous-inspections. Le nombre des conservations a varié, depuis l'an IX, de 6 à 40. Il est aujourd'hui de 32 (2). La loi de 1791, qui avait établi cette spécialité, avait été suspendue avant son exécution. Les forêts étaient alors restées placées, comme les autres propriétés publiques, sous la direction de la régie des domaines et la surveillance des administrations de département et de district et l'agence immédiate des administrations municipales ou des municipalités (3).

SECTION III. — *Inspection et vérification du service de l'enregistrement, etc.*

Les inspecteurs (locaux) et vérificateurs de ce service sont répartis par le ministre entre les départements selon les besoins du service (4).

SECTION IV. — *Des circonscriptions relatives aux postes* (5).

Il est établi, dans les lieux où la plus grande utilité l'exige, des points de centre dans chaque département, et dans chacun d'eux des

---

(1) *V.* O. 20 janv. 1830, art. 6 ; 13 déc. 1830, art. 3 ; arr. min. 6 mars 1830 ; 20 mai 1831 ; O. 16 déc. 1843 (Alger).

(2) L. 16 niv., arr. 6 pluv. et 4 vent. an IX ; O. 28 août 1816, art. 22 ; 17 mai 1817, art. 1er ; 4 juin 1817 ; 22 nov. 1820 ; 1er août 1827, art. 10 ; 27 juill. 1832 ; 9 juill. 1833 ; 8 avril 1839 ; D. 28 déc. 1853 ; 3 mai 1854.

(3) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. III, art. 2, 5°, 6° ; 14-22 déc. 1789, art. 51 ; instr. 12–20 août 1790, chap. IV ; L. 15-29 sept. 1791 ; 14 janv.-11 mars 1792.

(4) L. 14 août 1793, art. 4 ; O. 11 nov. 1829, art. 2 ; arr. min. 12 nov. 1829.

(5) Les circonscriptions relatives aux lignes télégraphiques (*V.* ci-dessus,

bureaux pour le dépôt et la distribution des dépêches et aussi des relais nationaux. Une carte de France où sont désignés ces points de centre et bureaux est rendue publique. Le service d'inspection locale est organisé en lignes et non plus par arrondissement (1).

SECTION V. — *Des circonscriptions pour la perception des contributions directes.*

Il devrait y avoir autant que possible un percepteur pour chaque ville, bourg ou village. Cependant les préfets peuvent proposer un seul percepteur pour plusieurs communes; ce qui existe notamment dans les arrondissements ruraux du département de la Seine (2).

D'un autre côté, certaines villes, à raison de leur étendue, de leur population et de la quotité de leurs contributions directes, peuvent être divisées en plusieurs arrondissements de perception (3). Paris, avant son agrandissement actuel, en comptait 24 composées chacune de deux quartiers du même arrondissement municipal (4).

SECTION VI. — *Des circonscriptions relatives à quelques perceptions indirectes.*

SOUS-SECTION Ire. — *Bureau pour les droits de marque ou de poinçonnage des matières d'or et d'argent.*

Les bureaux pour la garantie des matières d'or et d'argent, en même temps qu'ils ont pour but d'assurer ou de certifier la loyauté des transactions ou opérations commerciales relatives à ces matières, sont aussi des bureaux de perception des droits imposés pour la marque obligatoire sur ces objets (5).

SOUS-SECTION II. — *Bureau pour la perception des droits de navigation.*

Chaque cours ou bassin de navigation, etc. (6), est subdivisé en

---

p. 320) sont aussi, en ce qui concerne le service de la télégraphie *privée* (*V.* L. 29 nov. 1850; D. 17 juin 1852; L. 28 mai 1853, 22 juin 1854, 21 juill. 1856, 18 mai 1858, 2 mai 1837; D. 27 déc. 1851; 28 juin 1860), des circonscriptions financières analogues à celles des postes.

(1) L. 24 juill. 1793, art. 1er, 15, 68; 19 frim. an VII; arr. 1er prair. an VII, art. 1er; 14 niv. an VIII, art. 7; O. 9 janv. 1822, art. 5; 18 fév. 1827; arr. min. 18 fév. *id.*—*V.* ci-dessus, p. 194.

(2) L. 5 vent. an XII, art. 10, 11; arr. min. 21 oct. 1817, art. 2, etc.

(3) Arr. 4 pluv. an XI; 2e O. 10 déc. 1823; O. 5 mai 1832, art. 9.

(4) 2e O. 9 oct. 1822-1832; L. 16 juin 1859; D. 31 oct. 1859.

(5) L. 19 brum. an VI; O. 5 mai 1820, etc.; D. 24 juill. 1857, etc.—*V.* ci-dessus, p. 323.

(6) *V.* ci-dessus, p. 325.

arrondissement de navigation pour le placement des bureaux où se font les opérations relatives à la perception des droits établis sur toute la partie navigable des fleuves ou rivières, ou sur les canaux navigables et flottables (1).

SECTION VII. — *De la circonscription relative aux douanes et sels.*

Cette circonscription consiste en deux lignes de bureaux, institués pour la perception des droits frappant les marchandises à l'entrée et à la sortie du territoire européen de la France, ou à l'entrée et à la sortie de ses possessions, bureaux compris en un certain nombre de directions, et embrassant entre leurs deux lignes et autour d'eux un espace qu'on nomme rayon douanier ou rayon frontière (quant aux douanes). Des postes de préposés peuvent être placés et certaines classes de marchandises peuvent, à de certaines conditions, être poursuivies et saisies, même en deçà de la ligne de démarcation de ce rayon (2).

La régie des douanes peut en outre tenir en mer ou sur les rivières des vaisseaux pataches et chaloupes armés, indépendamment des bâtiments gardes-côtes, chaloupes canonnières, etc., armés par le ministère de la marine, destinés à protéger le service des douanes, écarter la fraude des côtes du royaume, et sur chacun desquels sont placés deux commis aux douanes (3).

Les mêmes bureaux de douanes sont aussi chargés de la perception des droits établis sur la fabrication et de la surveillance sur la circulation des sels et produits chimiques fabriqués en France ou importés de l'étranger, surveillance à exercer dans le rayon douanier et même dans un rayon plus étendu à partir des côtes ou des rivières affluentes à la mer en remontant dans l'intérieur des terres (4).

Il y a de plus, même dans l'intérieur du pays, des bureaux de douane où les citoyens ont la faculté de faire visiter et plomber les marchandises qu'ils expédient pour l'étranger (5).

---

(1) L. 30 flor. an x, art. 1er, 2e al.; arr. 8 prair. an xi; L. 9 juill. 1836, art. 1er, 12, 10, 11, 22, 23, etc.; O. 15 oct. 1836; D. 18 fév. 1854, etc.

(2) L. 31 oct.-5 nov. 1790, art. 4; 23 avril–1er mai 1791; 6-22 août 1791, tit. Ier, art. 2, et tit. II, art. 25, 27, tit. XIII, art. 35, 36; 4 germ. an II, tit. III, art. 1er; 28 avril 1816, art. 40, 38, 39; 5 juill. 1836, art. 3; D. 22 juin 1860.—*V.* ci-après ***Rayon***.

(3) L. 6–22 août 1791, tit. XIII, art. 6; 23 avril–1er mai 1791, tabl. annex.; 30 sept.-16 oct. 1791; 4 germ. an II, tit. II, art. 7; 27 mars 1817, art. 13; 5 juill. 1836, art. 7.—V. ci-après ***Rayon maritime***.

(4) D. 11 juin 1806, art. 1er; 25 janv. et 6 juin 1807; O. 26 juin 1841, art. 13; D. 17 mars 1852, art. 13; 19 mars 1852; 13 juin 1860.

(5) Arr. 25 vent. an VIII; etc.

La création ou la suppression des bureaux de douanes a lieu par acte du chef du pouvoir exécutif (1). Aux termes de la loi de 1791, il fallait une loi (2). Les administrations municipales et, à leur défaut, les préfets sont tenus, sur la réquisition qui leur en est faite par le chef du service des douanes, de désigner les maisons et emplacements (cours et hangars) les plus propres à l'établissement des bureaux ou postes (et au logement des préposés); la désignation ne doit porter que sur les maisons ou emplacements qui ne sont point occupés, surtout par les propriétaires eux-mêmes ; néanmoins, s'il y a impossibilité absolue de s'en procurer qui soient vacants ou seulement loués, une partie du local tenu par les propriétaires doit être provisoirement affecté au service (et au logement des préposés). Le loyer de ces maisons et emplacements est réglé sur le prix des derniers baux, et la régie fait payer les dédommagements d'usage aux locataires qui sont déplacés. S'il n'y a point de baux et si le prix du loyer ne peut être fixé de gré à gré, il est réglé par experts convenus devant l'administration du département (le conseil de préfecture), sinon par elle nommés d'office (3). Les maisons et emplacements loués par baux par l'administration sont, lorsque les circonstances ou l'intérêt du service exigent la suppression ou le déplacement des bureaux ou postes, remis aux propriétaires, à qui il est payé une indemnité, qui est fixée conformément à l'usage des lieux. On peut aussi pourvoir aux besoins du service, sous ce rapport, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique (4).

SOUS-CHAPITRE IV.

DES CIRCONSCRIPTIONS MILITAIRES.

SECTION Ire. — *Des circonscriptions relatives aux inspections générales.*

Le territoire, ou l'armée qui l'occupe, est à cet égard divisé en inspections générales pour chaque arme; mais le nombre de ces

---

(1) Ex.: arr. 27 frim. an XI ; 21 pluv. an XI, etc.; O. 30 déc. 1829, art. 4 (sauf les crédits nécessaires) (*V.* L. 8 août 1847, art. 4).

(2) L. 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 1er à 3 ; ex.: L. 28 niv. an III.

(3) *V.* L. 15-28 mars 1790, tit. II, art. 19 (ex. analogue) : Dérogation aux principes du droit commun même à l'égard des locations faites par ou pour l'Etat; assimilation de par la loi, à une occupation *temporaire* de terrains pour travaux publics.

(4) C'est-à-dire conformément à la loi commune. Dans ce cas, il n'y a plus nécessité. — L. 6–22 août 1791, tit. XIII, art. 4; arr. 29 frim. an VI; 28 pluv. an XI (*V.* L. 8 mars 1810 et 3 mai 1841 ; ex.: D. 5 janv. 1852).

inspections peut être augmenté selon les circonstances et les besoins du service (1). En fait il est fixé annuellement.

SECTION II. — *Des divisions et subdivisions militaires.*

Il est formé des divisions ou arrondissements militaires comprenant un certain nombre de départements ou de places, postes ou *garnisons*, et où se trouve placé, d'une part, un officier général et, d'une autre part, un intendant militaire (2), etc.

Les divisions militaires sont subdivisées en autant d'arrondissements qu'il est nécessaire (3), composés tantôt d'un (4), tantôt de plusieurs départements (5).

Par décret du 27 janv. 1858, les divisions militaires de l'intérieur de l'Empire ont été groupées en cinq grands commandements; les généraux commandant les divisions militaires territoriales doivent au commandant supérieur des rapports sur la situation, le service, la discipline et l'instruction des troupes ; mais ces généraux conservent leurs relations directes avec le ministre pour tout ce qui est du ressort du commandement territorial (6).

Le territoire de l'Algérie est partagé en trois provinces formant à la fois trois départements, quant à leur territoire civil, et trois divisions militaires (7).

SECTION III.— *Des circonscriptions relatives à l'artillerie.*

Le service de l'artillerie (personnel et matériel) est divisé entre dix commandements pour l'intérieur de la France, et un onzième pour l'Algérie; ces commandements sont circonscrits dans les limites d'une ou de plusieurs divisions militaires (8). Ils sont, bien entendu,

---

(1) O. 3 juill. 1822, art. 2.—*V.* ci-dessus, p. 195.

(2) L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 2; 28 niv. an III, tit. II, sect. II, art. 1er; arr. 26 germ. an VIII, tabl.; 22 frim. an IX; 13 frim. an X; O. 29 juill. 1817, art. 1er, 5; 22 oct. 1817; 6 nov. 1817, art. 1er; 19 juill. 1829; 17 déc. 1830; 5 mars et 14 août 1834; 20 oct. 1835; 28 avr. 1848; D. 26 déc. 1851; 21 juin 1856, art. 1er.

(3) L. 28 niv. an III, tit. II, sect. II, art. 1er et 2.

(4) *V.* O. 7 mars 1817 ; D. 26 déc. 1851.

(5) O. 6 nov. 1817 ; 31 mars 1820 ; 19 juill. 1829 ; 20 oct. 1835 ; 29 déc. 1839; 28 avril 1848.

(6) D. 27 janv. 1858 (*V.* D. 31 déc. 1852-1853).

(7) O. 15 avril 1845, art. 11 ; arr. 9 déc. 1848, art. 1er, 17 ; D. 30 déc. 1856-1857, art. 7; 27 oct. 1858, art. 5, 13, etc.; 10 déc. 1860, art. 17, 12, 4°.—*V.* ci-dessus, p. 18, note 3.

(8) O. 29 avril 1847; D. 15 janv. 1852, art. 1er et 3.

subordonnés aux cinq *grands* commandements dont nous venons de parler.

Il y a, en outre, des directions d'artillerie réparties, suivant l'importance des localités et les besoins de la défense du territoire, de manière qu'il en existe une au moins dans chacune des divisions militaires confinant aux frontières de terre et de mer. Il y en a, de plus, trois en Algérie. Les divisions militaires dans lesquelles il ne se trouve pas de direction d'artillerie ressortissent, pour l'approvisionnement des troupes en armes et en munitions, aux directions les plus voisines (1).

SECTION IV. — *Circonscriptions relatives au service du génie ou des fortifications.*

Le service de la défense des frontières est partagé entre un certain nombre de directions des fortifications dont une pour l'Algérie; chacune de ces directions comprend plusieurs départements ou fractions de département (arrondissements communaux) (2).

SOUS-CHAPITRE V.

DES CIRCONSCRIPTIONS MARITIMES.

Chacun des ports principaux ou grands ports militaires de l'État, au nombre de cinq en Europe, forme un *arrondissement maritime* divisé en *sous-arrondissements*, subdivisés en *quartiers* composés eux-mêmes de *syndicats* formés de plusieurs *communes*. Ces circonscriptions embrassent tout le territoire maritime, lequel s'étend depuis le littoral jusqu'au point où, dans les fleuves et rivières, remonte la marée, ou jusqu'où peuvent remonter les bâtiments de mer; là où il n'y a pas de marée, les limites de ce territoire sont déterminées par acte du pouvoir exécutif, d'après cette base.

Ce territoire forme en même temps un rayon d'application en ce qui concerne l'inscription maritime, à laquelle sont seuls soumis certains habitants de ce territoire, comme en ce qui touche l'exercice de la pêche dite *maritime* (3).

---

(1) L. 18 flor. an III, art. 40 à 42; 2e O. 23 sept. 1833; O. 29 avril 1847, art. 8; 27 janv. 1848; D. 15 janv. 1852, art. 2 et 3.

(2) L. 24-31 oct. 1790, art. 1er, 2°; D. 4 juill. 1811, art. 185; O. 12 mai 1814, art. 1er, 3; 6 mars 1815, art. 2, 3; 22 sept. 1815, art. 4; 17 déc. 1817, art. 1er, 7; 8; 29 sept. 1824, art. 2; 24 sept. 1831; 30 nov. 1837.

(3) L. 31 déc. 1790–7 janv. 1791, art. 2; 21 sept.–12 oct. 1791, art. 35, 36; 19–25 juill. 1792, art. 3; L. 2 brum. an IV, art. 2; 3 brum. an IV, art. 8 et 2; arr. 21 vent. an IV, art. 1er, 2; règl. 7 flor. an VIII, art. 1er, 2; O. 29

Le territoire maritime de chacune des colonies (Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane, Sénégal, Gorée, Saint-Pierre et Miquelon), forme un arrondissement divisé en quartiers, sous-quartiers, sydicats et communes (1).

CHAPITRE III.

Des chefs-lieux.

Quel que puisse être en fait le lieu de la résidence du chef du pouvoir exécutif, Paris, chef-lieu du département de la Seine, est le chef-lieu de la *France* entière. C'est de Paris au chef-lieu de chaque autre département européen que se comptent les distances selon lesquelles la promulgation des lois et autres actes généraux et réglementaires est réputée connue après leur insertion au *Bulletin des lois* (2).

Mais chaque division administrative ou exécutive du territoire français, chaque subdivision ou fraction, même la plus minime, c'est-à-dire la commune, a aussi son *chef-lieu*. La section de commune n'étant pas, nous l'avons dit, une circonscription administrative, a pour chef-lieu celui de la commune (3).

Les chefs-lieux de département, de district ou arrondissement et même de canton ont d'abord été fixés par des lois, et ils ne pouvaient être changés de même que par le pouvoir législatif (4).

En l'an VIII, et depuis, les chefs-lieux même de préfecture et de sous-préfecture ont été désignés par arrêtés, décrets ou ordonnances du chef du pouvoir exécutif (5), excepté lors de la création ou suppression de départements ou arrondissements pour la désignation du

---

nov. 1815, art. 31 ; 5 août 1826; 17 déc. 1828, art. 1er; L. 15 avril 1829, art. 3, 2e al.; O. 3 oct. 1831 ; 10 juill. 1835, art. 2 ; 14 juin 1844, art. 2; D. 16 mars et 4 avril 1850 ; 21 fév. 1852, art. 1er ; 19 mars 1852, art. 1er; 4 juill. 1853, art. 45, etc.

(1) D. 3 mai 1848, art. 5 ; Décrets 16 août 1856.

(2) *V.* ci-dessus, p. 82 et suiv.

(3) *V.* ci-dessus, p. 23 et 316.

(4) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, préamb., art. 56; instr. 8 janv. 1790, § 1er; L. 15 janv., 16 et 26 fév.–4 mars 1790 ; 23–28 août 1790 ; 29 nov.-10 déc. 1790; 14–28 juin 1791, art. 4 ; 29 août–12 sept. 1791 ; 11-12 sept. 1791, art. 2 à 4 ; 19 vend. an IV, art. 5 ; 21 vend. an IV ; 9 flor. an V ; 27 brum. an VI.

(5) Arr. 17 vent. et 9 mess. an VIII ; 3 therm. an XI; D. 3 niv. an XIII; 10 fév. 1806 ; 21 nov. 1808, art. 7 ; 19 mai et 14 juin 1810 ; 24 avril 1811, art. 1er ; 1er déc. 1813 ; O. 8 juill. 1814 ; D. 25 mars 1852, tabl. A, except. A; D. 10 et 16 nov. 1857.

chef-lieu du département ou de l'arrondissement créé ou accru (1).

Dans le principe, le siége de quelques administrations de département et de district avait été créé mobile et pouvait être transporté par les assemblées administratives alternativement dans différentes villes; mais la loi du 12 sept. 1791 a supprimé tous ces alternats (2).

La loi du 8 pluv. an IX a autorisé le Gouvernement à désigner dans chaque arrondissement de justice de paix, ou canton, composé de plusieurs communes, celle qui, soit à raison de sa centralité, soit par rapport à ses relations avec les autres communes du même canton, en sera le chef-lieu (3).

Quant aux communes, l'Assemblée constituante, en ordonnant que les communes qui jusqu'alors avaient été mi-parties entre différentes provinces se réuniraient pour ne former qu'une seule et même municipalité, a désigné comme chef-lieu de chacune de ces communes l'endroit où était situé le clocher (4).

En cas de réunion de plusieurs communes ou sections en une seule commune, l'acte qui prononce cette réunion détermine quel sera le chef-lieu (5).

Sont nécessairement appelés à donner leur avis : les conseils généraux sur la désignation du chef-lieu de leur département respectif, les conseils généraux et ceux d'arrondissement sur la désignation des chefs-lieux d'arrondissement, de canton et de commune du département (6).

A l'égard des circonscriptions spéciales, pour celles, en très-petit nombre, dont le chef-lieu est déterminé par une loi, le changement de chef-lieu ne pourrait être opéré que par une loi (7); pour les autres, il pourrait y être pourvu par décret ou ordonnance.

La même localité peut être à la fois le chef-lieu de circonscriptions de diverse nature (civile, militaire et maritime, etc.). Elle peut aussi ressortir à une ou plusieurs autres localités, chefs-lieux sous d'au-

---

(1) Ex. : sén.-cons. 4 nov. 1808, art. 1er ; 19-20 avril 1811 ; L. 19 juill. 1811 ; 9 janv. 1816.—*V.* L. 23 juin 1860, art. 2 (délégation) ; D. 25 juin, 24 oct. 1860.

(2) Instr. 8 janv. 1790, § 1er ; L. 26 fév.-4 mars 1790 ; 1er-5 mai 1790 ; 11-12 sept. 1791, art. 1er.

(3) L. 8 pluv. an IX, art. 8 ; arr. 9 fruct. an IX et suiv., etc.; D. 24 nov. et 20 déc. 1860.

(4) L. 18-20 janv. 1790, art. 4.

(5) L. 18 juill. 1837, art. 7, arg.

(6) L. 10 mai 1838, art. 6, 10, 11, *id.*; D. 25 mars 1852, tabl. A, except. A.

(7) *V.* ci-dessus, notamment *Culte catholique*, *Instruction publique*.

tres rapports. Une section de commune, même chef-lieu administratif de la commune, peut dépendre, sous le rapport religieux, d'une autre commune ou section, chef-lieu de la paroisse, etc.

SOUS-TITRE DEUXIÈME.

Des zones ou rayons d'application.

Il existe dans l'intérieur du pays une foule de lignes ou rayons dans l'épaisseur ou la largeur desquels les personnes ou les propriétés sont soumises à certaines interdictions ou obligations qui n'existent que dans ladite étendue, mais qui, naissant sur tous les points où se trouvent ou viennent à être découverts ou créés des établissements, des propriétés ou dépendances du domaine public, ou même privé, dans l'intérêt ou à raison desquels elles sont établies, résultent de la législation générale, et sont applicables uniformément à toutes les positions identiques dans tout le territoire de la France. Tels sont les lignes ou rayons de servitudes le long des routes, des rivières, des canaux, des chemins de fer, autour des forêts, des carrières, des cimetières, des sources d'eaux minérales, des places fortes et des magasins à poudre. Nous ne traiterons pas ici de ces sortes de circonscriptions pour ainsi dire éventuelles et communes à toute la France. Nous ne voulons parler que des zones ou rayons qui font en quelque sorte exception au principe de l'unité de la France, sous le rapport de l'uniformité absolue de législation (1).

Ainsi, par la législation sur les grains, les départements frontières sont divisés en classes et sections où diffèrent les droits d'entrée et de sortie des grains et farines (2). Pour l'importation par mer des houilles, les ports du littoral sont divisés en zones où les droits sont aussi différents (3). Il existe aussi des lignes où certains tabacs peuvent être vendus par la régie des contributions directes à des prix réduits. Ces sortes de tabacs sont saisis comme étant en fraude dans les lieux où la vente n'en est pas autorisée (4).

Mais il est surtout deux rayons où ceux qui les habitent ou qui

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 72, 73.

(2) L. 16 juill. 1819 ; 4 juill. 1821 ; 20 oct. 1830 ; 15 avril 1832 ; D. 25 juin et 22 août 1860, etc.

(3) *V.* arr. 11 prair. an x ; L. 2 juill. 1836 ; 6 mai 1841 ; D. 22 nov. 1853 ; L. 26 juill. 1856 ; D. 14 nov. 1860, etc.

(4) L. 28 avr. 1816, art. 175, 176, 219 ; O. 14 août 1816 ; 3 mars 1820 ; 2 fév. 1826 ; 24 août 1830 ; 17 janv. 1834 ; 19 sept. 1836 ; 27 août 1839 ; 8 sept. 1843 ; 21 déc. 1849–1850.

les traversent, les propriétés qui y sont situées, l'État lui-même et les autres corps politiques (départements et communes) sont soumis à des dispositions particulières et à une sorte de législation spéciale, qui n'existe pas pour tout le reste de la France. Ce sont d'une part le rayon douanier dit rayon frontière, et le rayon frontière militaire et maritime ayant pour objet la défense du pays. Nous en ferons l'objet de deux sections distinctes.

SECTION Ire. — *Du rayon douanier.*

Par la loi du 31 oct. 1790, l'Assemblée constituante supprima tous les droits de traites et tous les bureaux placés dans l'intérieur du royaume pour leur perception, ainsi que les tarifs particuliers servant à la perception des droits sur les relations des diverses parties du royaume entre elles *et avec l'étranger;* et elle remplaça ceux-ci par un tarif unique et uniforme de droits perceptibles à toutes les entrées et sorties du royaume, sauf les exceptions, entrepôts et transits reconnus nécessaires. Une double ligne de bureaux de douanes pour l'entrée et pour la sortie fut, en conséquence, établie (1). L'espace compris dans l'intervalle et autour de ces bureaux forme le rayon frontière douanier. Ce rayon s'étend *en mer* à 2 myriamètres du littoral (2); à l'intérieur à deux lieues anciennes (1 myriamètre) des côtes maritimes, c'est-à-dire touchant immédiatement à la mer; depuis les bouches de la navigation jusqu'au Var à 1 myriamètre et demi, et en Corse une lieue seulement des côtes (3); enfin, du côté des pays continentaux limitrophes, à 2 myriamètres et même au besoin à 2 myriamètres et demi de l'extrême frontière, et, dans tous les cas, à tout le territoire situé entre les deux lignes de bureaux qui, par des difficultés de localités, se trouveraient au delà des limites ainsi fixées, comme aussi au territoire situé entre les bureaux et l'étranger; cependant le pays de Gex et la partie de la Savoie située au delà de la ligne des bureaux de

---

(1) Déclar. 23 juin 1789, art. 25; L. 31 oct.-5 nov. 1790; 15–19 nov. 1790; 25 nov.-1er déc. 1790; 11 niv. an III; O. 10 sept. 1817; L. 2–15 mars 1791; 23 avr.-1er mai 1791; 6-22 août *id.*, etc.; O. 27 juin 1814, etc.; D. 12 juin 1860.—*V.* ci-dessus, p. 338.

(2) L. 6-22 août 1791, tit. v, art. 2, tit. XIII, art. 7; 4 germ. an II, tit. II, art. 3, 7; 27 mars 1817, art. 13; 5 juill. 1836, art. 7; D. 24 déc. 1850–1851, art. 13; 4 juin 1853, art. 15.

(3) L. 6–22 août 1791, tit. Ier, art. 2, tit. III, art. 15, tit. XIII, art. 42; 4 germ. an II, tit. III, art. 1er; arr. 1er pluv. an VII; L. 8 flor. an XI, art. 84, arg.; D. 27 sept. 1807; L. 17 mai 1826, art. 22; 26 juin 1835, art. 1er, 3; 6 mai 1841, art. 5.

douanes déterminée par le décret de 1860 sont en dehors de ce rayon (1).

La circulation des marchandises, denrées et bestiaux est soumise, dans ce rayon ou partie de ce rayon, à des conditions, à des justifications, à des recherches auxquelles elle n'est pas assujettie dans le reste de la France, et, de plus, certains établissements (moulins, usines, fabriques, magasins ou entrepôts) non-seulement ne peuvent y être fondés du tout ou sans une autorisation spéciale, mais même y sont sujets à suppression ou déplacement s'ils favorisaient la contrebande (2).

SECTION II. — *De la zone frontière militaire et maritime.*

La zone frontière, dans l'étendue de laquelle ne peuvent être concédés, autorisés ou exécutés certains travaux ou entreprises ou réglés certains objets sans que les projets aient préalablement donné lieu à un concert entre les divers services civils, militaires et maritimes que ces affaires intéressent, et aient été soumis ensuite à l'examen de la commission mixte, s'étend depuis la ligne séparative des États voisins, ou depuis la mer jusqu'à la limite intérieure tracée par la loi, ou par des règlements d'administration publique faits en vertu de la délégation de la loi. Cependant elle peut être *réduite* par simples décrets (3).

Cette zone s'étend au delà des *trois* zones ou rayons de servitudes autour des places de guerre et postes militaires ou autres enceintes fortifiées, dont le premier comprend le terrain militaire ou les fortifications proprement dites, c'est-à-dire l'espace compris entre la limite intérieure de la rue militaire ou du rempart jusqu'aux lignes qui terminent les glacis et y compris, s'il y a lieu, les terrains ex-

---

(1) L. 8 flor. an XI, art. 84; 28 avril 1816, art. 36; 6–22 août 1791, tit. XIII, art. 42; arr. 17 therm. an IV; 25 mess. an VI; 1er brum. an VII; Traité, 20 nov. 1815, art. 1er, 3°; D. 12 juin 1860, art. 3.

(2) L. 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 37 à 41; 3 avr. 1793; 21 vent. an XI; 30 avr. 1806, art. 75 à 77; 28 avr. 1816, art. 37, 2°, 3°, 38, 4°, 39; 17 juill. 1822, art. 10; O. 28 juill. 1822; L. 7 mai 1826, art. 22; 26 juin 1835, art. 1er; 5 juill. 1836, art. 3; 6 mai 1845, art. 5; D. 25 mars 1852, tabl. B, 9e; D. 12 juin 1860.

(3) L. 7 avr. 1851, art. 1er à 4; D. 16 août 1853; L. 18 juin 1859, art. 220, 5°; D. 22 nov. 1859. — *V.* ci–dessus p. 243 et circ. trav. publ. 20 août 1860, exonérant dès à présent dans toute la zone les chemins vicinaux et forestiers, et les ponts, sur les cours d'eau navigables ou flottables, à établir pour le service de ces chemins, lorsque uns et les autres n'excèdent pas certaines dimensions.

térieurs annexes de la fortification, tels qu'esplanade, avant-fossés et autres ayant une destination défensive, et se prolonge en outre jusqu'à 250 mètres de la crête des parapets des chemins couverts les plus avancés, ou des murs de clôture ou d'escarpe, ou enfin de la crête intérieure des parapets des ouvrages; dont le deuxième va jusqu'à 487 mètres, à partir du même point, et le troisième jusqu'à 974 mètres, toujours du même point, pour les places, et à 584 mètres seulement pour les postes; rayons où les citoyens et les propriétés même privées sont soumis à des interdictions, à des restrictions supplémentaires plus graves et plus étendues que celles que nous avons mentionnées plus haut (1); cette zone va, de plus, jusqu'aux limites que nous allons désigner sommairement.

Cette grande zone, dite zone frontière, indiquée dans un état descriptif joint aux règlements, et tracée en outre sur des cartes officielles, a pour limite intérieure certaines voies de terre ou d'eau. Les voies de terre (routes et chemins) servant à la délimitation sont laissées en dehors, c'est-à-dire en deçà de la zone. Les cours d'eau et les canaux qui lui servent de limite en font au contraire partie.

Sur la frontière du Nord, la zone militaire embrasse en totalité six départements, savoir: Pas-de-Calais, Nord, Ardennes, Meuse, Moselle et Meurthe, outre des portions de ceux de la Somme, de l'Aisne, de la Marne, de la Haute-Marne; et sur la frontière de l'Est, elle renferme en totalité les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, des Vosges, du Doubs, du Jura, de l'Ain, de l'Isère, des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes et du Var, outre des portions de ceux de la Haute-Saône, de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, du Rhône et de la Drôme. Cette même zone sur la frontière du Sud embrasse en totalité deux départements, ceux des Bouches-du-Rhône et des Pyrénées-Orientales, plus, des portions de ceux du Gard, de l'Hérault, de l'Aude, de l'Ariége, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, des Basses-Pyrénées; enfin, sur la frontière de l'Ouest, elle ne s'étend que sur des parties des départements ci-après: Landes, Gironde, Charente-Inférieure, Vendée, Loire-Inférieure, Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Manche, Calvados, Eure et Seine-Inférieure. La Corse et les autres îles du littoral de la France sont aussi comprises dans la zone frontière militaire (2).

Nous avons parlé plus haut du rayon de l'*inscription maritime* (3).

---

(1) L. 8-10 juill. 1791, art. 15, 16, 20, 31, 32, 30 et 29; 17 juill. 1819, art. 4; 23 juin et 10 juill. 1851; D. 10 août 1853; 29 avr. et 30 oct. 1857.

(2) *V.* ci-dessus, p. précéd., note 3.

(3) *V.* p. 341.

TITRE SIXIÈME.

Des autorités locales ou territoriales (1).

Les autorités locales se distinguent en autorités administratives proprement dites, chargées de procurer ou de surveiller en général l'exécution des lois de l'État, de gérer la plupart des intérêts des départements et des communes, etc., et en autorités spéciales chargées de concourir à l'exécution de lois relatives à certains objets ou d'administrer certains intérêts *spéciaux*.

L'autorité administrative proprement dite, une et collective à chaque degré de la division territoriale dans le principe, est devenue depuis complexe et multiple, et pourtant à côté d'elle ont été créées certaines autorités spéciales qui n'existaient pas alors.

L'autorité administrative proprement dite ou plutôt les autorités dont elle se compose à chaque échelon sont des autorités civiles.

Quant aux autorités spéciales, elles sont, comme nous le verrons, ou civiles à proprement parler, ou ecclésiastiques, ou domaniales et financières, ou militaires ou maritimes; il y en a même d'extérieures.

La police, comme appartenant à la fois à l'ordre civil et à l'ordre militaire et maritime, nous paraît devoir former une catégorie à part et sera par conséquent en dehors du présent titre.

Enfin, la juridiction administrative, c'est-à-dire les autorités soit centrales, soit locales, investies, soit pleinement, soit seulement en fait, du droit de juridiction, seront également, comme nous l'avons dit (2), l'objet d'un titre séparé.

CHAPITRE Ier.

Des autorités administratives proprement dites.

Les autorités administratives proprement dites sont, ou départementales, c'est-à-dire de département et d'arrondissement, ou communales; non en ce sens qu'elles seraient chargées uniquement des intérêts départementaux ou communaux, mais en ce sens qu'elles sont chargées de pourvoir dans le département, dans l'arrondissement et dans la commune à l'exécution des lois générales de l'État,

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 15 à 17, et tit. précéd.
(2) *V.* ci-dessus, p. 75, 76.

en même temps qu'elles concourent, chacune dans sa sphère, à la gestion de ces intérêts locaux.

SOUS-CHAPITRE Ier.

DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES DÉPARTEMENTALES.

SECTION Ire. — *Des autorités départementales de* 1789 *à l'an* VIII.

Cette époque se divise en deux périodes : La première, de 1790 jusqu'à la mise en activité de la constitution de l'an III. La deuxième, depuis cette mise en activité, c'est-à-dire depuis l'an IV jusqu'à l'an VIII.

De 1790 à l'an IV, il y avait une administration de département et une administration de district (sauf à Paris). Le district devait former alors une sorte de corps politique à part, comme le département, mais subordonné au département. Il devait avoir ses dépenses, ses impositions particulières, ses emprunts et ses comptes (1).

Sous cette législation de 1790, les administrations de département et de district étaient composées : les premières, de trente-six membres, et les dernières de douze membres, nommés pour quatre ans (sauf renouvellement par moitié tous les deux ans) par des électeurs, élus eux-mêmes par les assemblées primaires de canton (2). Ces administrations étaient partagées en deux sections, l'une appelée *conseil*, l'autre *directoire* (3) de département ou de district. Les deux sections réunies constituaient l'administration de département ou de district.

Le directoire de département était composé de huit de ces membres, celui de district de quatre, élus par leurs collègues. Le président de chaque administration, choisi par elle, dans son sein, pouvait assister et avait le droit de présider avec voix délibérative à toutes les séances du directoire, qui pouvait néanmoins se choisir un vice-président (4).

---

(1) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, préamb., art. 5, 6; 26 fév.–4 mars 1790, art. 1er, tabl. n° 60; L. 3–10 déc. 1790, 2°; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. II, art. 1er; L. 14 frim. an II, sect. III, art. 11; etc.—*V.* ci-dessus, p. 20, note 3, et p. 317, note 6.

(2) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. II, art. 2, 3, 1er, 12, 13, 6, 4, 5, 11, sect. Ire, art. 17, 19, 20, 18, 2, 3, 1er, 10 à 14; 15-27 mars 1791, art. 4, 6.—*V.* ci-dessus, p. 310 et p. 21, à la note.

(3) Cette dénomination de directoire a été transportée en l'an III, et appliquée alors exclusivement au chef collectif du pouvoir exécutif central (*V.* ci-dessus, tit. IV).

(4) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. II, art. 19, 20, 23, 25 à 27; 15–27 mars 1791, art. 3, 5.

Il y avait en outre dans ces administrations une sorte de ministère public, nommé par les électeurs comme les autres membres et pour quatre ans, consistant en un procureur général syndic près de l'administration de département et un procureur syndic près de l'administration de district (1), lesquels avaient séance tant aux assemblées générales qu'aux réunions du directoire, avec voix consultative seulement (2).

Les administrations et les conseils de département et de district se réunissaient sans convocation à une époque fixe pour leur session annuelle. Dans les cas extraordinaires et urgents, ils pouvaient se réunir ou être convoqués, ou sur leur demande être autorisés à s'assembler. L'ouverture de la session annuelle des conseils de district devait précéder d'un mois celle du conseil de département. A l'ouverture de chaque session annuelle, le conseil de département ou de district, non présidé alors par le président de l'administration, commençait par entendre et arrêter le compte de la gestion du directoire, puis le président de l'administration et les autres membres du directoire prenaient séance et avaient voix délibérative avec ceux du conseil, formant ainsi l'*administration*. Les administrations de district s'occupaient de préparer les demandes à faire et les matières à soumettre à l'administration de département, pour l'intérêt du district, et de disposer les moyens d'exécution. Les administrations de département, dans leurs délibérations, fixaient les règles de chaque partie de l'administration, ordonnaient les travaux et les dépenses générales du département comme corps politique ou fraction de l'État. Aucun rapport ne pouvait être fait dans les assemblées générales sans qu'il en eût été donné communication au procureur général ou au procureur syndic. Aucune délibération ne pouvait être prise sur ces rapports sans qu'ils eussent été entendus; enfin, ils étaient chargés, après les résolutions du directoire, de la *suite* de toutes les affaires (3).

---

(1) Celui-ci remplacé en l'an II par un agent national de district, confirmé ou nommé par la Convention nationale, et chargé de requérir et de poursuivre l'exécution des lois, de dénoncer les négligences apportées dans cette exécution ainsi que les infractions qui pouvaient se commettre, autorisé enfin à se déplacer et à parcourir son arrondissement pour surveiller, et pour s'assurer plus positivement que les lois étaient exécutées (L. 14 frim. an II, sect. II, art. 14 à 22).

(2) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. II, art. 14 à 18; 25–27 mars 1791, art. 7, 31, 25 à 29, 36, 33.

(3) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. II, art. 21, 29, 24, 27, 30, 17, 18; L. 15-27 mars 1791, art. 16 à 18.

Les directoires étaient toujours en activité pour l'expédition des affaires, c'est-à-dire l'*exécution* des délibérations (1).

Les administrations de département collectivement et les administrations de district étaient chargées :

I. Sous l'inspection du Corps législatif et en vertu de ses décrets (2), 1° de répartir, savoir : les premières entre les districts et les secondes entre les communes, les contributions directes attribuées par l'acte législatif à chaque département, d'ordonner et de faire faire, après répartition entre les citoyens par les administrations municipales, les rôles d'assiette de ces contributions, d'en régler et d'en surveiller la perception ; 2° d'ordonner et de faire exécuter le paiement des dépenses d'intérêt général assignées dans chaque département (3) sur le produit de ces contributions (4).

II. Sous l'autorité et l'inspection du roi, comme chef suprême de la nation et du pouvoir exécutif ou de l'administration générale de l'État, de toutes les parties de cette administration et notamment de celles qui étaient relatives au maintien de la sûreté et de la tranquillité publique ou générale dans le département, à l'emploi des fonds destinés par l'État à la bienfaisance publique, à celui des fonds destinés à l'encouragement de l'agriculture et de l'industrie, au maintien de la salubrité générale, à la direction et à la confection des travaux publics, à la surveillance de l'éducation publique et de l'enseignement politique et moral, à l'entretien, réparation et reconstruction des édifices nécessaires au service du culte religieux, à la conservation des propriétés publiques.

Les administrations de district ne participaient, dans le ressort du district, à ces fonctions d'ordre général que sous l'autorité *interposée* de l'administration départementale (5).

III. Enfin, ces administrations étaient chargées non-seulement de l'autorité à exercer sur les administrations municipales relativement à la partie des fonctions d'ordre général qui pouvaient leur être déléguées, mais encore de la surveillance et de l'inspection sur

---

(1) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. II, art. 22, 27, 31.
(2) *V.* ci-dessus, p. 46.
(3) Comme fraction du grand corps de l'Etat. Il n'y avait pas alors d'intérêt particulier départemental.
(4) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 1er, 6 ; 14-22 déc. 1789, art. 51 ; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. II, art. 4.
(5) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. III, art. 2, 3, 5 ; 15-27 mars 1791, art. 24, 32 à 38, 25 à 31 ; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. II, art. 5 à 8, etc.

ces mêmes administrations, en ce qui touchait leurs fonctions propres au pouvoir municipal (1).

IV. Les directoires de district et de département connaissaient, savoir : ceux de district en premier ressort et ceux de département en dernier ressort, des questions du contentieux administratif (2).

De l'an IV à l'an VIII il n'y eut qu'une seule administration *par département*, appelée *administration centrale* (3).

L'administration départementale (dite *centrale*) n'était composée que de cinq membres élus par l'assemblée des électeurs du département. Elle se renouvelait par cinquième chaque année et élisait elle-même son président, dans son sein (4).

Le procureur général syndic était remplacé par un commissaire du directoire exécutif, nommé et révocable par lui, chargé de surveiller et de requérir l'exécution des lois, etc. (5).

Ces administrations conservèrent les attributions qu'avaient les précédentes administrations de département (conseils, directoires et administrations) (6).

Les attributions des administrations de district furent transférées, sans intermédiaire, aux administrations municipales de canton ou autres, y compris dans les grandes communes le bureau central pour les objets indivisibles (7).

SECTION II. — *Des autorités départementales depuis l'an* VIII.

La constitution ou plutôt la loi de l'an VIII décomposa les administrations départementales, divisa surtout leurs attributions, rétablit les autorités de district ou d'arrondissement communal, supprima les administrations (municipalités) cantonales et en revint au système d'administration par commune, si petite qu'elle fût.

Dans ce système, les autorités chargées dans le département et

---

(1) L. 14-22 déc. 1789, art. 51, 55, 50, 56, 57, 60, 61 ; 15-27 mars 1791, art. 22, etc.

(2) L. 7-11 sept. 1790, art. 1^er^, 3 à 5, etc.

(3) Le mot central a ici une signification différente de l'acception dans laquelle nous l'employons dans cet ouvrage (Const. an III, art. 174, 175 ; L. 19 vend. an IV, art. 5, etc.).

(4) Const. an III, art. 177, 41, 4°, 186 à 188, 198 ; L. 21 fruct. an III, art. 13 ; L. 19 vend. an IV, art. 13.

(5) Const. an III, art. 191, 192 ; L. 21 fruct. an III, art. 14, 15.

(6) Const. an III, art. 190, 194 à 198, 200 ; L. 21 fruct. an III, art. 18.

(7) Const. an III, art. 174, 184 ; L. 21 fruct. an III, art. 19, 2°, 4, 10 à 12. — *V.* ci-après sous-chap. II.

les arrondissements de l'*exécution* des lois générales et de la gestion des intérêts *de l'État*, ne furent point des personnes collectives et perdirent tout caractère électif ou représentatif, pour procéder directement du chef de l'État et du pouvoir exécutif. Ces autorités furent le préfet et les sous-préfets.

Le caractère électif ou représentatif, fort affaibli, fut maintenu aux autorités chargées de la répartition des contributions directes, du vote des centimes additionnels destinés aux dépenses du département et des arrondissements, considérés non-seulement comme fractions de l'État, mais comme corps politiques distincts. Ces autorités perdirent même bientôt aussi tout caractère représentatif (1); mais elles conservèrent la forme collective; ce furent les conseils généraux de département et les conseils d'arrondissement.

Enfin, le droit de statuer sur les questions contentieuses fut retiré à l'autorité active et transféré à un corps collectif dans chaque département, le conseil de préfecture, dont les membres toutefois furent nommés directement aussi par le chef du pouvoir exécutif.

La Restauration ne changea rien à cet état de choses.

Mais en 1830 furent promises des institutions départementales fondées sur un système *véritablement* électif (2).

Cette promesse fut réalisée par les lois des 22 juin 1833 et 20 avril 1834, qui, toutefois, ne firent procéder de l'élection que les corps collectifs chargés de la répartition des contributions directes, du vote des impositions locales et de la gestion des intérêts financiers du département.

La loi de 1833, combinée avec l'art. 1er de celle du 3 juill. 1848 et celle du 7 juill. 1852, constituent le régime actuel.

Le système électif a été suspendu pour le département de la Seine (3).

Tel est l'enchaînement qui lie les autorités actuelles, dont nous allons parler, avec les administrations dites *centrales*, de l'an III, et les administrations de département et de district antérieures.

SOUS-SECTION Ire.—*Des Préfets.*

Le préfet remplace dans le département non-seulement l'ancien directoire de 1790, mais même le conseil et l'administration dépar-

(1) D. 13 mai 1806, art. 32.
(2) Ch. 1830, art. 69, 7°.
(3) L. 3 juill. 1848, art. 1er; Arr. 8 sept. 1849; D. 27 déc. 1851; L. 7 juill. 1852, art. 12.

tementale entière, sauf pour ce qui concerne la répartition des contributions directes et le jugement des questions contentieuses. Il a été substitué immédiatement à l'administration départementale dite *centrale*, de l'an III.

Il est nommé et révoqué à volonté par le chef de l'État (1).

Le préfet est seul chargé, dans le département, de l'administration générale et de la gestion des intérêts *de l'État* (2) (sauf le concours des autorités spéciales). Il est dans le département, du moins en ce qui concerne l'autorité *civile*, le représentant *direct* du chef du pouvoir exécutif.

Placé particulièrement sous l'autorité du ministre de l'intérieur, il correspond néanmoins avec tous les autres ministres (3).

Le préfet est de plus le représentant actif du département considéré comme corps politique, et personne civile à part, tout en concourant à l'exercice du droit de contrôle et de surveillance réservé à l'autorité centrale sur la gestion des intérêts du département, ainsi envisagé.

Enfin il exerce aussi, par délégation de la loi en général, le contrôle et la surveillance sur la gestion des intérêts des communes et sections de communes, ainsi que des établissements publics *locaux*.

Ses attributions sont donc de trois ordres. Nous allons les parcourir sommairement. Sous chacun de ces trois rapports, ses attributions sont fixées par la loi (4).

En cas d'absence ou d'empêchement d'un préfet, il est suppléé par un conseiller de préfecture ou le secrétaire général de préfecture délégué par lui, à son choix ; ou, faute de délégation, par le premier des conseillers de préfecture dans l'ordre du tableau. En cas de vacance de la préfecture, il est remplacé de même, provisoirement et pendant l'intérim, par le plus ancien des membres du conseil de préfecture, à moins que l'administration ne se trouvât déjà, au moment même de la vacance, entre les mains d'un délégué, dont alors la mission continue jusqu'à ce qu'il en ait été ordonné autrement par le ministre (5).

§ 1er.—Comme représentant du chef de l'État et chargé de procu-

---

(1) Const. an VIII, art. 41 ; L. 28 pluv. an VIII, art. 18.
(2) L. 28 pluv. an VIII, art. 2, 3; arr.cons. 6 déc. 1813.
(3) 2e art. 17 vent. an VIII, art. 3.
(4) Const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. II, art. 4, 2e al.—*V.* ci-après.
(5) Arr. 17 niv. et 23 germ. an IX; 27 pluv. an X; O. 29 mars 1821, art. 1er et 2.

rer l'exécution des lois et de gérer ou surveiller les intérêts de l'État dans le département, le préfet est investi principalement des attributions suivantes :

I. Lorsqu'il apprend qu'une *question*, dont il estime que la connaissance appartient, en vertu d'une disposition législative, à l'autorité administrative sous quelque rapport et à quelque degré que ce soit, est portée devant un tribunal de première instance ou une Cour d'appel en matière civile ou même en matière correctionnelle dans certains cas, il doit, après l'accomplissement des formes comme dans les conditions prescrites, élever le conflit d'attribution (1).

II. Il appartient aux préfets, à défaut de plainte particulière, d'exercer d'office devant le conseil d'État le recours ou appel comme d'abus contre les autorités ecclésiastiques (2).

III. Les préfets participent à la publication dans les départements, surtout dans les cas d'urgence, des lois et autres actes ayant force de loi, ainsi que des décrets ou ordonnances d'intérêt général émanés du chef de l'État (3).

IV. Ils peuvent même toujours ordonner, pour des lois anciennes ou récentes, et même pour des règlements, la publication par réimpression et affiche ou à son de trompe ou de tambour (4).

V. Ils sont chargés de porter à la connaissance des personnes intéressées, au moyen soit de publication ou affiche, soit de notification, signification, ou envoi par l'entremise des fonctionnaires chargés de l'exécution immédiate, les décrets ou ordonnances, etc., contenant décisions particulières ou locales, non insérées en entier au Bulletin des lois (5).

VI. Certaines nominations sont attribuées par délégations aux préfets, même à l'égard des autorités chargées, en certaines parties, de coopérer à l'exécution des lois générales de l'État (6).

---

(1) L. 7–14 oct. 1790, art. 3 ; 21 fruct. an III, art. 27 ; D. 5 niv. an VIII, art. 11, 1° ; O. 1er juin 1828, art. 6, 4, 2e al., 8, 2, 5, etc. — *V.* ci-dessus, p. 3, *Séparation des pouvoirs*, et ci-après, tit. x.

(2) L. 18 germ. an x, art. 8, 6, 7.—*V.* ci-dessus, p. 8, 11, 12.

(3) O. 18 janv. 1817 ; 27 nov. 1816, art. 4 ; L. 12 vend. an IV, art. 11. — *V.* ci-dessus, p. 82 à 85, 47 à 56, 99.

(4) L. 12 vend. an IV, art. 11, 2e al.—*V.* ci-dessus, p. 95.

(5) Av. cons. 12–25 prair. an XIII ; D. 22 juill. 1806, art. 11. — *V.* ci-dessus, p. 99, 100, 182, n° XIX.

(6) Ex. : D. 25 mars 1852, art. 5, 2°, 10°, 12°, 17° à 19°, 22° à 26° ; 13 avr. 1861, art. 5 1°, 2°, 4° à 8°, 10° à 12° ; D. 24 déc. 1850–1851, art. 35 à

VII. Les préfets ayant succédé aux administrations départementales, ne peuvent, comme elles, faire, *en général*, ni décrets, ni ordonnances, ni règlements. Ils ne peuvent prendre sur les matières de législation aucun arrêté extensif, limitatif ou contraire au sens littéral de la loi, sous prétexte de l'interpréter ou d'y suppléer. Aucun arrêté sur des objets qui intéressent le régime de l'administration générale du royaume ne peut être par eux mis à exécution qu'après avoir reçu l'approbation de l'autorité centrale (1).

Ils doivent néanmoins, d'une part, au lieu de faire passer *à leurs subordonnés* des ordres trop concis et en quelque sorte absolus, développer pour eux l'esprit et les motifs des dispositions dont l'exécution leur est confiée, et faciliter leur travail par des instructions claires et méthodiques (2).

D'un autre côté, un certain nombre de lois, ou de règlements d'administration publique faits eux-mêmes en vertu de la délégation législative, et même (plus ou moins légalement) de simples décrets ou ordonnances, ont délégué ou sous-délégué aux administrations départementales, ou aux préfets le droit de prendre, en certaines matières, des arrêtés réglementaires, sauf, ou même sans, l'approbation nécessaire de l'autorité centrale, c'est-à-dire du chef de l'État ou du ministre compétent (3).

---

37 ; D. 17 août 1853, art. 5, 8, 12, 29 ; C. instr. crim., art. 606 ; D. 28 mars 1852, art. 6 ; D. 26 sept. 1855, art. 2 ; 9 janv. 1861 ; O. 10 mai 1829, art. 5 ; L. 22 janv. 1851, art. 2 et 3, etc.

(1) Instr. 12–20 août 1790, § 1^er^ ; 15–27 mars 1791, art. 1^er^ ; 28 août 1793 ; 14 frim. an II, art. 11 ; 22 déc. 1789-8 janv. 1790, art. 5 ; circ. int. niv. an IX ; 21 vent. an X ; 5 prair. an XII ; 21 sept. 1815, 4° ; arr. cons. 16 frim. an XIV ; O. 11 fév. 1820.—« Si les administrateurs de département, de district, etc., indépendants en quelque sorte, souverains dans leurs fonctions, avaient le droit de varier à leur gré les principes et les formes de l'administration, la contrariété de leurs mouvements partiels, détruisant bientôt la régularité du mouvement général, produirait la plus fâcheuse anarchie. » (Instr. 8 janv. 1790, § 6.)

(2) Instr. 12–20 août 1790, chap. 1^er^, § 2.—Ils ne doivent ni publier des écrits dans lesquels ils exposent, soit la théorie de leur administration, soit leurs principes, soit leurs sentiments (Circ. int. 24 germ. an VIII), ni parler à leurs *administrés* par des circulaires, des placards, etc. (L. 15–27 mars 1791, art. 1^er^ ; circ. 6 flor. an VIII).

(3) Ex. : Sans qu'il soit besoin d'approbation supérieure. L. 28–30 avr. 1790, art. 1^er^ ; D. 4 mai 1812, art. 4 ; L. 3 mai 1844, art. 3, 9 ; arr. 18 therm. an X (chasse, etc.) ; D. 15 oct. 1810, art. 9 ; 26 déc. 1811, art. 102 ; 22 mars 1813, art. 36, 2, 4° ; L. 4 juill. 1837, art. 8 ; O. 17 avr. 1839, art. 18, 33 ; O. 17 janv. 1846, art. 53 ; D. 25 mars 1852, tabl. B, 5° ; C. civ., art. 645, etc.—*V.* ci–dessus, p. 127, note 1.

Ex. : Sauf l'approbation du chef de l'Etat, L. 25 mars 1817, art. 23 ; 15 mai 1818, art. 51 ; 23 juill. 1820, art. 31 ; 15 avr. 1829, art. 26 à 31 ; O. 15 nov. 1830, art. 5 à 8.

Ex. : Sauf approbation ministérielle. *V.* ci-dessus, p. 126, note 7.

Les actes réglementaires des *préfets*, non sujets à l'approbation préalable de l'autorité supérieure, ou faits hors des cas prévus par les lois et règlements, peuvent toujours être annulés ou réformés par celle-ci (ministre ou chef du pouvoir exécutif), soit d'office, soit sur la réclamation (non contentieuse) des parties *intéressées* (1).

Les citoyens ont d'ailleurs toujours le droit de décliner ou de contester devant l'autorité compétente, administrative ou judiciaire, l'application qu'on voudrait leur faire des dispositions de ces actes réglementaires (2).

Ils peuvent même, *lorsque l'application leur en est faite*, déférer ces arrêtés en même temps que l'arrêté d'application, directement au conseil d'État, par la voie contentieuse, pour incompétence ou excès de pouvoir, *violation* de la loi, etc. (constituant un excès de pouvoir) (3).

Les arrêtés réglementaires des préfets sont insérés dans un recueil des actes administratifs envoyé par le préfet aux sous-préfets et aux maires de son département ; mais cette insertion ne les dispense pas de faire imprimer et placarder, quand il y a lieu, les actes qui doivent être portés à la connaissance des citoyens (4).

VIII. Les préfets chargés de l'exécution des lois dans leur département ont à prendre à cet effet, dans beaucoup de cas, des décisions particulières (5).

Ces décisions peuvent, en général, également être annulées ou réformées par les ministres, sur la réclamation des parties intéressées, sauf, en cas de refus de leur part, le recours ultérieur des parties, s'il y a lieu, par la voie contentieuse (6). Celles-ci peuvent même attaquer *directement* et sans intermédiaire, par cette voie, les décisions des préfets, même en matière discrétionnaire, pour incompétence ou excès de pouvoir (7).

Dans des cas très-rares, la loi ouvre aux parties un recours admi-

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 127, 1er al., et 183, n° XX, notes 3 et 6 ; Ex. : D. 23 avr. 1807 ; O. 11 fév. 1820, etc.

(2) *V.* ci-dessus, p. 61 et 53, notes 3 à 5 ; C. pén., art. 471, 15°, etc. ; Ex. : arr. cons. 1er juin 1849 (Palerma).—*V.* C. pén., art. 130.

(3) *V.* ci-dessus, p. 60-61, 127, note 2.

(4) Circ. int. 21 sept. 1815 ; 17 juin 1820.

(5) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. III, art. 5 ; instr. 12–20 août 1790, chap. Ier, § Ier.—*V.* ci-dessus, p. 183, n° XX, texte et note 3.

(6) Ex. : arr. cons. 16 déc. 1858 (Collas).

(7) L. 7-14 oct. 1790, 3° ; Const. an VIII, art. 52.—Ex. : arr. cons. 17 brum. an X ; 10 mars, 23 avr., 1er sept., 7 oct. 1807 ; 21 fév., 21 nov. 1808 ; 28 déc. 1858 (Lefrançois, rejet au fond). etc.

nistratif immédiat devant le conseil d'État, sur le rapport du ministre, contre des décisions de préfets (1).

Les numéros suivants indiquent, pour ce qui concerne l'État, le détail des principales attributions des préfets, correspondantes aux divers ministères (2) :

IX. Les préfets sont investis du droit de prendre dans certains cas des mesures de sûreté générale (3).

X. En ce qui touche les travaux publics généraux, ils déterminent les propriétés particulières auxquelles l'expropriation est applicable; ils font faire les significations et notifications nécessaires; ils passent les adjudications, sauf généralement l'approbation du ministre compétent; ils règlent à l'amiable les indemnités mobilières et les indemnités dues pour dommages causés par les travaux, ainsi que les frais accessoires et les secours aux ouvriers réformés ou blessés (4), etc.

XI. Les préfets sont aussi chargés de concourir à l'exécution des lois relatives à l'enseignement, notamment en ce qui concerne l'instruction primaire publique ou libre (5).

XII. Les préfets sont chargés de veiller à la conservation des propriétés ou du domaine civil de l'État (6), et ils interviennent dans la gestion de ces biens; ainsi, ils passent au nom de l'État les contrats d'acquisition ou d'échange (légalement autorisés) d'immeubles, et peuvent même acquérir sans approbation supérieure, jusqu'à concurrence d'une certaine somme, les terrains ou bâtiments né-

---

(1) Ex.: L. 16 sept. 1807, art. 52; D. 25 mars 1852, tabl. A, 50° (plans d'alignement); L. 21 avr. 1810, art. 64 (minerais de fer, maîtres de forges, concurrence).

(2) *V.* ci-après, p. 336, *Obligation de consulter le conseil de préfecture*; et tit. VII, *Police*.

(3) Ex.: L. 13 nov. 1849, art. 7, 8; L. 28 germ. an VI, art. 144; O. 29 oct. 1820, art. 73; D. 1er mars 1854, art. 113; L. 29 nov. 1850, art. 3.—*V.* ci-après, tit. VII.

(4) L. 3 mai 1841, art. 2, 3°, 11, 57; arr. 19 vent. an XI; O. 10 mai 1829, art. 4, 11 à 19; O. 4 déc. 1836, art. 11, 14.—*V. Autorités spéciales, Ingénieurs des ponts et chaussées*, etc. (D. 7 fruct. an XII, art. 13; D. 16 déc. 1811, art. 57, 63 à 66, 68, 69, 45, 46, etc.; D. 25 mars 1852, tabl. D, 10°, *b*, *c*, *d*; D. 9 janv. 1861).— *V.* D. 13 avr. 1861, art. 1er 9°, et ci-dessus, p. 315, notes 1 et 3.

(5) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. III, art. 2, 3°; 11 flor. an X, art. 8; D. 15 nov. 1811, art. 33 à 40, 31, 191; L. 15 mars 1850, art. 64 à 66, 77, 18, 27, 28, 30, 33, 50, 53; D. 7 oct. 1850, art. 6 à 9, 13 à 16, 19, 20, 22, 31; 24 déc. 1850–1851, art. 1er; 9 mars 1852, art. 4; 31 déc. 1853–1854, art. 5, 10, 11, 13; L. 14 juin 1854, art. 8; D. 21 mars 1855, art. 23, 14, 33; L. 14 juin 1859.

(6) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. III, 5°, 6°; L. 20–22 avril 1790, art. 1er; 25 avril 1793; 20 vent. an V, art. 2; L. 15–29 sept. 1791, tit. VIII, art. 1er, 3, etc.; arr. 3 fruct. an V; D. 23 fév. 1811, art. 3.

cessaires aux travaux publics aussi légalement autorisés (1); ils sont chargés de la confection des partages de biens indivis avec l'État (2); ils passent les adjudications ou contrats d'aliénation d'immeubles (3); procèdent aux adjudications de baux, etc. (4); enfin, ils exercent en cette *matière*, avec le concours des préposés des domaines, les actions de l'État soit en demandant, soit en défendant (5).

XIII. En ce qui touche le service financier, les préfets sont, ainsi que nous l'avons dit, ordonnateurs secondaires pour les dépenses *civiles* de l'État (6) ; en matière de contributions directes, ils veillent et pourvoient au besoin à ce que les décisions rendues par les conseils généraux sur les réclamations des communes contre le contingent à elles assigné par le conseil d'arrondissement, soient exécutées (7) ; ils suppléent, au besoin, à la répartition (8); ils arrêtent et rendent exécutoires tous les rôles de ces contributions, et autres dont la perception se fait dans la même forme (9) ; ils prononcent sur les demandes en remise ou modération, occasionnées par des pertes de revenus ou de facultés pécuniaires, et ils font ainsi l'emploi de la partie des fonds de non-valeur mis à leur disposition, emploi dont il est par eux rendu compte aux conseils généraux (10);

---

(1) L. 28 oct.–5 nov. 1790, tit. II, art. 14; L. 3 mai 1841, art. 56; ex. : O. 18 déc. 1836–1837, etc.; D. 25 mars 1852, tabl. D, 10°. — Quant aux acquisitions d'objets mobiliers, *V.* ci–dessus, p. 147.

(2) *V.* arr. cons. 12 juin 1813.

(3) L. 20 fruct. an IV, art. 2; 16 brum. an V, art. 9; 15 flor. an X, art. 1er; 5 vent. an XII, art. 112; ex. : O. 7 oct. 1814, art. 2; 17 déc. 1817, art. 3; L. 18 mai 1850, art. 2; D. 1er fév. 1854 ; D. 25 mars 1852, tabl. C, 4° à 6°; O. 1er août 1827, art. 86; L. 15 avril 1829, art. 10; C. civ., art. 520, 521.

(4) L. 28 oct.–5 nov. 1790, tit. II, art. 13 et suiv.; 19 août-12 sept. 1791, art. 8; 28 mess. an II ; D. 25 mars 1852, tabl. C, 2°, etc.; L. 6 frim. an VII, art. 25; arr. 8 flor. an XII, art. 1er; etc.; D. 13 avril 1861, art. 3, 1°.

(5) C. pr. civ., art. 69 ; arr. 10 therm. an IV ; L. 28 pluv. an VIII, art. 3; L. 28 oct.–5 nov. 1790, tit. III, art. 15, 13, 14; L. 15–27 mars 1791, art. 13, 14; O. 6 mai 1838. — Except. : L. 10 mai 1838, art. 6, dern. al.; L. 15–27 mars 1791, art. 15; à l'exception aussi de celles qui concernent le domaine militaire (*Voy.* ci-dessus, p. 1 et 2, note 1, et 273, note 3).

(6) *V.* ci–dessus, p. 156, 163 ; D. 13 juin 1860, art. 7; 13 avr. 1861, art. 1er, 8°; et O. 13 juin 1839, art. 13 (G).

(7) L. 10 mai 1838, art. 2, 40, 46.

(8) L. 15-27 mars 1791, art. 35; 10 mai 1838, art. 27, 47.—*V.* ci-après, sous-sect. IV.

(9) L. 9 vend. an VI, art. 12; 22 brum. an VI, art. 8; 4 frim. an VII, art. 7; arr. 16 therm. an VIII, art. 13; 15 flor. an VIII, art. 4; 26 brum. an X, art. 1er; L. 13 flor. an X, art. 21; 25 avril 1844, art. 20; 17 août 1822, art. 26; ex. : L. 21 avr. 1810, art. 33; D. 6 mai 1811, art. 37, 39; 14 flor. an XI, art. 3; etc.

(10) Arr. 24 flor. an VIII, art. 29, 1er al., 24 à 28; 13 fruct. an VIII, art. 6;

ils sont chargés, dans l'arrondissement du chef-lieu de département, de l'opération du contrôle des récépissés des comptables (1); et ils surveillent en général la perception et l'emploi des deniers publics dans leurs départements respectifs, ainsi que la gestion des comptables, dont ils vérifient les caisses et contre lesquels ils peuvent prendre ou provoquer certaines mesures (2).

Mais les préfets ne peuvent changer ni la destination ni le mode des paiements prescrits par les instructions du ministre des finances (3).

Ils ne peuvent non plus rien ordonner concernant l'organisation, le travail et la marche du service des postes aux lettres et aux chevaux (4).

XIV. Le mandement de faire exécuter qui se trouve à la fin des lois (5), en ce qui concerne les objets relatifs à la guerre et à la marine, n'a, en général, d'autre effet à l'égard des autorités *civiles* que de leur enjoindre d'assurer l'exécution de ces lois *lorsqu'elles en sont requises* dans les formes prescrites (6).

Il faut excepter toutefois de cette règle les lois concernant le recrutement ou les appels annuels (7), les lois sur la garde nationale (8), sur le service de la gendarmerie (9) et l'attribution quasi-juridique faite aux maires par la loi sur l'inscription maritime (10).

Ainsi, en ce qui touche le recrutement, outre l'opération de la répartition entre les cantons du contingent départemental (11) et la

---

L. 13 flor. an x, art. 25; 23 sept. 1814, art. 21, etc.; 25 avril 1844, art. 22; *V.* L. 30 juin–2 juill. 1790, art. 10; L. 28 pluv. an VIII, art. 4; arg. — Arr. 9 flor. an IX; O. 22 nov. 1826; ex. : D. 7 avril 1860. — L. 17 juill. 1819, art. 28; 17 août 1822, art. 21; 10 mai 1838, art. 24, 2°.

(1) D. 4 janv. 1808, art. 2, 7, 8; L. 24 avril 1833; O. 8 déc. 1832; 12 mai 1833; O. 19 nov. 1826, art. 3.—*V.* L. 17 fruct. an VI, art. 14 à 25.

(2) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. 3, 3°; const. an III, art. 190; L. 22 brum. an VI, art. 10; arr. 17 frim. an IX, art. 1er et 4; D. 31 janv. 1806; 4 janv. 1808–1832, art. 17, 14; arr. 10 flor. et 6 mess. an X; etc.

(3) Arr. 17 frim. an IX, art. 6.

(4) L. 26–29 août 1790, tit. IV, art. 1 et 2; 6–12 sept. 1791, art. 9.

(5) *V.* ci-dessus, p. 83.

(6) L. 15–27 mars 1791, art. 10; ex.: L. 31 déc. 1799–7 janv. 1791, art. 19; 21 sept. 1793, art. 2; 3 brum. an IV, art. 23; arr. 24 fruct. an IV, art. 1er; etc. *V.* ci–après : ***Des autorités militaires et maritimes, indépendance réciproque***, etc.

(7) *V.* ci–après.

(8) *V.* ci–après.

(9) *V.* ci–dessus, p. 251, et tit. VII, *De la police.*

(10) L. 3 brum. an IV, art. 21.

(11) L. 8 mai 1837, art. 3, et L. ann.; ex. : L. 1er août 1860.—*V.* ci-après.

présidence du conseil de révision (1), l'examen des tableaux de recensement et la présidence pour le tirage au sort dans l'arrondissement du chef-lieu de la préfecture, c'est par les préfets que sont reçus, en la forme administrative, les actes de substitution de numéros et qu'étaient reçus autrefois les actes de remplacement (2).

La garde nationale est placée sous l'autorité des préfets (3).

XV. Comme représentants ou délégués du chef du pouvoir exécutif, les préfets sont chargés, ainsi que nous le verrons, de *concourir* ou de *veiller* à la constitution légale des autorités départementales ou municipales (4) et autres autorités locales (5), et à la régularité de leur action en ce qui touche l'ordre public et l'exécution générale des lois.

Ainsi, ils prononcent la nullité des actes des conseils généraux, d'arrondissement ou municipaux, pris hors de leur réunion légale ou par ces derniers sur des objets étrangers à leurs attributions, ou enfin qui auraient lésé quelque citoyen ; et ils peuvent dans certains cas suspendre, soit ces corps eux-mêmes, soit leurs délibérations (6); ils ont le droit d'annuler, soit d'office pour violation des lois et règlements, soit, s'il y a lieu, sur la réclamation des parties intéressées, soit enfin comme contraires à leurs arrêtés ou aux ordres qu'ils leur ont donnés ou transmis, les actes des sous-préfets ou autres autorités d'arrondissement (7); ils peuvent suspendre l'exécution ou prononcer l'annulation des arrêtés ou décisions des maires,

---

(1) *V.* ci-après, *Juridiction administrative.*

(2) L. 21 mars 1832, art. 15, 10, 24; 26 avril 1855, art. 10; 17 mars 1858; D. 9 janv. 1856, art. 64.—V. *Maires.*

(3) L. 29 sept.-14 oct. 1791, art. dern.; O. 30 sept. 1818, art. 1er; L. 22 mars 1831, art. 6; L. 13 juin 1851, art. 108, 112; D. 11 janv. 1852, art. 5, 9, 11, 21, 23.

(4) 1er D. 2 fév. 1852, art. 19; 2e *id.*, art. 4; L. 7 juill. 1852, art. 3; 3 juill. 1848, art. 1er, 3e al.; 22 juin 1833, art. 8, 10, 26, 50; 5 mai 1855, art. 7, 46, 20, 12, 27, 2; 21 mars 1831, art. 44, 45, 51, 26; L. 18 juill. 1837, art. 70, 56, 57. — V. ci-après *Conseils généraux et d'arrondissement, Conseils municipaux, Election; Maires et Adjoints, Nomination;* etc.

(5) *V.* ci-après *Autorités spéciales, Commissions administratives d'hospices*, etc.; D. 23 mars 1852, art. 1er; 25 mars 1852, art. 5, 9°; O. 6 juin 1830, art. 1er; L. 24 juin 1851, art. 2; D. 17 juin 1852; D. 13 avril 1861, art. 5, 11°.

(6) L. 22 juin 1833, art. 15 à 18, 28; 21 mars 1831, art. 28 à 30; 5 mai 1855, art. 23, 24, 13, 25; L. 14-22 déc. 1789, art. 60; 15-27 mars 1791, art. 25, 29; const. an III, art. 193, 194, 197; L. 28 pluv. an VIII, art. 20; ex.; arr. cons. 4 oct. 1838; 10 janv. et 2 avril 1841, 22 janv. 1844, 29 juin 1850.—*V.* ci-après, § III, n° II.

(7) L. 15-27 mars 1791, art. 9, 25, 26; const. 1791, tit. III, chap. IV, sect. II, art. 6; D. 13 avril 1861, art. 7.

représentants du chef de l'État dans la commune, etc. (1), et suspendre ces agents eux-mêmes de leurs fonctions (2), le tout sauf, à défaut d'annulation par eux, le recours administratif ultérieur des parties près du ministre compétent, et sans préjudice à leur droit, soit d'attaquer *directement* devant le conseil d'État par la voie contentieuse pour incompétence ou excès de pouvoir ceux de ces actes ou délibérations qui ne statuent pas par voie de dispositions générales ou réglementaires, ou même ceux de ces actes réglementaires dont on leur ferait ou prétendrait leur faire l'application, soit de décliner ou contester simplement cette application, soit enfin de se pourvoir *au fond*, s'il y a lieu, devant la juridiction compétente (3).

Ils peuvent demander au chef de l'État, en son conseil d'État, par l'intermédiaire des ministres, ou aux ministres et directeurs généraux dans certains cas, l'autorisation de mettre en jugement leurs subordonnés, notamment dans l'ordre départemental ou communal, en un mot, local (4). Ils peuvent, sans autorisation, poursuivre, ou même autoriser sur la demande de particuliers, la mise en jugement de certains autres (5).

§ 2. — En tant que préposés en partie à la surveillance et à la gestion des intérêts *départementaux :*

I. Les préfets nomment certains agents chargés de concourir à la gestion de ces intérêts, tels que architectes du département, archivistes, directeurs et agents des dépôts de mendicité, médecins et comptables des asiles publics d'aliénés, etc. (6).

II. Les préfets préparent ou provoquent, approuvent ou font régulariser les délibérations des conseils généraux, en ce qui touche la gestion des intérêts et des biens départementaux (7).

Ils sont quelquefois appelés à y suppléer (8).

---

(1) L. 14-22 déc. 1789, art. 60 ; 19-22 juill. 1791, art. 46 ; const. an III, art. 193, 197; L. 18 juill. 1837, art. 11.—*V.* ci-après, § III.

(2) Const. an III, art. 194, 197; L. 28 pluv. an VIII, art. 20; 7 juill. 1852, art. 7; 5 mai 1855, art. 2.

(3) *V.* ci-dessus, p. 60, 61, 183, etc., *Analogie.*

(4) D. 25 mars 1852, art. 5, 7°, 8°, 6°, 4°; etc.; D. 9 janv. 1861.

(5) Const. an VIII, art. 75; D. 9 août 1806 ; 1er arr. 29 therm. an XI; O. 1er août 1827, art. 39; D. 14 juill. 1812.

(6) Arr. 10 flor. an X ; av. cons. 19 fév.–16 mars 1807; 2e arr. 29 therm. an XI; D. 17 mai 1809, art. 144.

(7) Ex. : L. 10 mai 1838, art. 5, 11, 29, 30, 38; D. 25 mars 1852, tabl. A, 1° à 4°, 7°, 9°, 12°, 13°, 19°, 20°, 23°, 24°, 55°; D. 21 nov. 1860; D. 13 avril 1861, art. 5, 3°, 10°; L. 3 juill. 1848; D. 27 déc. 1851–1852; L. 7 juill. 1852, art. 12; D. 9 janv. 1861.

(8) Notamment en ce qui concerne le budget des dépenses *ordinaires*, c'est-

III. Ils exécutent les délibérations de ces conseils ; ainsi, ils contractent au nom du département (1); ils liquident les dépenses des départements considérés comme corps politiques et comme personnes civiles, et ils délivrent aux créanciers les mandats de paiement (2); ils dressent, sauf l'approbation du chef de l'État, les budgets de report des dépenses ou paiements d'un exercice à l'exercice immédiatement suivant (3); ils exercent les actions des départements, soit en demandant, soit en défendant, excepté dans les litiges entre l'État et le département où ils continuent de représenter l'État (4); ils rendent compte annuellement aux conseils généraux de leur administration en ce qui touche les intérêts du département (5).

§ 3.—Comme chargés de la surveillance et du contrôle sur l'administration communale et la gestion des intérêts des communes, hospices ou établissements de bienfaisance et autres établissements publics, et même d'établissements d'utilité publique locaux (6) :

I. Les préfets, indépendamment de la nomination des maires et adjoints autres que ceux des communes les plus importantes, etc. (7), nomment et révoquent certains agents ou préposés subordonnés participant à la gestion ou à la surveillance des intérêts locaux (8).

II. Les préfets peuvent, soit d'office pour une violation d'une loi

---

à-dire obligatoires (L. 10 mai 1838, art. 28, 12 à 15, 20, 22).—*V.* ci-dessus, § 1er, nº XIII, L. 10 mai 1838, art. 27.

(1) L. 3 mai 1841, art. 13, 26 ; 10 mai 1838, art. 30 et 31, 2e al. ; D. 25 mars 1852, tabl. A, 1°, 6° à 8°, 10°, 11°, 12° à 17°, 24°, 26°, 52° ; 13 avril 1861, art. 2, 1°, 2°.

(2) Après ordonnance de délégation des ministres, l'*ensemble* des budgets départementaux étant rattaché au budget de l'Etat (O. 31 mai 1838, art. 428). —*V.* ci-dessus p. 163.

(3) L'exercice départemental est plus court que l'exercice concernant les recettes et les dépenses de l'Etat en Europe. Sa durée est la même que pour les recettes et les dépenses de l'Etat en Algérie (*V.* ci-dessus, p. 138, 139, et O. 4 juin 1843 ; L. 10 mai 1838, art. 21 ; règl. int. 30 nov. 1840, art. 211, et circ. min. 15 mai 1844, etc).

(4) L. 10 mai 1838, art. 4, 5°, 36, 37; D. 25 mars 1852, tabl. A, 5°.

(5) L. 28 pluv. an VIII, art. 6 ; 10 mai 1838, art. 24, 25; 22 juin 1833, art. 12, dern. al.; L. 10 mai 1834, art. 10.—*V.* ci-dessus, p. 359.

(6) Etablissements ecclésiastiques, fabriques, chapitres; congrégations, etc. —*V.* ci-après, nº IV.

(7) *V.* ci-dessus, § 1er, nº XV, et ci-après, *Maires et adjoints*, etc.

(8) D. 25 mars 1852, art. 5. 5°, 9°, 11°, 13°, 16°, 20°, 21°; O. 29 nov. 1820, art. 2; 4 mai 1825; 6 juin 1830; C. for., art. 94, 98.

ou d'un règlement d'administration publique, soit sur la réclamation de toute partie intéressée, suspendre l'exécution ou prononcer l'annulation des délibérations des conseils municipaux ou des commissions administratives d'hospices, sur les objets d'intérêt local, que ces conseils ou commissions ont la faculté de *régler* par leurs délibérations (1); ils peuvent également suspendre l'exécution ou prononcer l'annulation des arrêtés, même réglementaires, des maires statuant sur des objets d'intérêt local (2); sans préjudice du droit qu'ont les parties de décliner ou de contester l'application de ces arrêtés ou délibérations, ou de les attaquer par les autres voies de droit (3).

III. Les préfets, et même, dans les arrondissements autres que celui du chef-lieu, les sous-préfets sous leur contrôle, sont investis du droit d'approbation de certains actes réglementaires ou tarifs de perception faits par des autorités locales (conseils municipaux, maires, commissions administratives d'hospices, conseils de fabrique), et dont la plupart, auparavant, devaient être approuvés en conseil d'État, etc. (4).

IV. Ils approuvent aussi la plupart des délibérations des conseils municipaux ou commissions syndicales touchant la gestion des intérêts et des biens communaux et l'exécution de ces délibérations (5), ainsi que celles des commissions administratives d'hospices et autres administrations de bienfaisance (6), quelques-unes de celles des autorités chargées de la gestion d'autres établissements

---

(1) L. 18 juill. 1837, art. 18, 17; O. 18 déc. 1838; L. 28 sept.–6 oct. 1791, tit. I^er^, sect. V, art. 1^er^; L. 7 août 1851, art. 8.

(2) L. 4–11 août–3 nov. 1789, art. 2; instr. 12–20 août 1790, chap. III, art. 7; 19–22 juill. 1791, tit. I^er^, art. 30, 31, 46; L. 28 sept.–6 oct. 1791, tit. I^er^, sect. V, art. 1^er^; L. 14–22 déc. 1789, art. 60; etc. — *V.* ci-dessus, § 1^er^, n° XV, note 5.

(3) *V.* ci-dessus, § 1^er^, n° XV, note 7.

(4) L. 18 juill. 1837, art. 19, 2°, 20, 31, 6°, 8°, 9°; D. 25 mars 1852, tabl. A, 34°, 46°, 47°, 50°, 53°; tabl. B., 7°. — *V.* L. 29 flor. an X, art. 2; L. 15–28 mars 1790, tit. II, art. 21; arr. 7 brum. an IX, art. 1^er^; etc.; arr. 23 pr. an XII, art. 10, 11; O. 6 déc. 1843; D. 18 mai 1806, art. 9, 7, 11, 14, 15; L. 16 sept. 1807, art. 52; L. 21 avril 1832, art. 3; D. 30 janv. 1852, art. 13, 16°, 18°.—*V.* ci–après, p. 370, n° II.

(5) L. 18 juill. 1837, art. 19, 20, 23, 33, 34, 36 à 40, 44 à 48, 51, 56, 57, 59, 60, 70, dern. al., 71 *id.*; D. 25 mars 1852, tabl. A, 35°, 40° à 50°, 52° à 55°, et art. 3, tabl. C, 10°; L. 10 juin 1853, art. 4; L. 3 mai 1841, art. 13, 26; O. 14 nov. 1837, art. 10; L. 3 juill. 1848; 5 mai 1855, art. 14; 9 janv. 1861; 13 avril 1861, art. 1^er^, 1°.

(6) L. 7 août 1851, art. 9; circ. int. 5 mai 1852; L. 3 mai 1841, art. 13, 26.—*V.* D. 13 avril 1861, art. 6, 14°, 17°, 19°.

publics locaux (1) et même quelques-unes de celles des administrateurs de certains établissements d'utilité publique (2).

Ils peuvent même, dans certains cas, pourvoir d'office ou par des décisions à ce qu'exigent les intérêts du service (3).

V. Le préfet est quelquefois investi par les lois du droit de statuer directement par voie réglementaire ou autrement sur certains objets d'intérêt communal ; notamment en ce qui concerne les chemins vicinaux, dont il dresse et arrête l'état et fixe la largeur, dans une certaine limite, etc. (4).

VI. Pour tous les actes de la compétence des maires et qui leur sont prescrits par la loi, le préfet, en cas de négligence ou de refus de leur part, peut, après les en avoir requis, procéder d'office par lui-même ou par un délégué spécial. Il ordonnance notamment, sur le refus du maire, toute dépense régulièrement autorisée et liquide (5).

VII. Le préfet d'ailleurs est investi directement du droit de liquider et ordonnancer certaines dépenses d'intérêt communal (6).

VIII. Les préfets ont mission de surveiller la gestion des receveurs des communes et des établissements de bienfaisance et de faire vérifier leurs caisses, indépendamment du contrôle auquel ceux-ci sont soumis de la part de leurs supérieurs dans l'ordre financier et de la part des inspecteurs des finances. Ils transmettent à ces receveurs, par l'intermédiaire de leurs supérieurs hiérarchiques, les rôles ou états de recouvrement et de répartition de taxes ou cotisations

---

(1) Ex. : D. 13 avril 1861, art. 4, 2°; 16 juill. 1810, art. 1er; 30 déc. 1809, art. 60, 71; 6 nov. 1813, art. 68; O. 2 avril 1817, art. 1er, dern. al.; 14 janv. 1831, art. 6; L. 3 mai 1841, art. 13, 26.

(2) Ex. : D. 13 avril 1861, art. 1er, 11°, 4, 2°; O. 2 avril 1817, art. 1er, dern. al.; 14 janv. 1831, art. 6; D. 25 mars 1852, tabl. A, 29°.

(3) *V.* ci-après, nos V et VII, *Chemins vicinaux*, *Dépenses intéressant plusieurs communes;* etc. (L. 18 juill. 1837, art. 72, 2e al., 73 ; 21 mai 1836, art. 5, 7, 9; 28 sept.–6 oct. 1791, tit. Ier, sect. VI, art. 2; D. 30 déc. 1809, art. 98, 101; D. 11 janv. 1852, art. 16; L. 20 avril 1858, art. 20).—*V.* n° s.

(4) L. 21 mai 1836, art. 21, 1er, 7, dern. al., 15, 16, 17 ; 9 vent. an XIII, art. 6; av. cons. d'Et. 5–8 nov. 1813; L. 28 sept.–6 oct. 1791, tit. 1er, sect. VI, art. 3 (*V.* n° précéd. et D. 13 avr. 1861, art. 1er, 2°); D. 25 mars 1852, tabl. B, 2°.— *V.* ci-après, tit. VII, *Police*.

(5) L. 18 juill. 1837, art. 15, 61; 15–27 mars 1791, art. 22; ex. : proclam. 9 avr. 1793; arr. cons. 29 juin 1850, 3°.—*V.* ci-dessus, n° IV (*Aux lieu et place du conseil municipal*).

(6) L. 21 mai 1836, art. 9, arg. ; circ. int. 13 et 31 mai 1838 ; D. 13 avr. 1861, art. 1er, 3° à 6°; circ. int. 25 nov. 1836, etc. (*Fonds de cotisations municipales*).

locales, rendus exécutoires par eux ou par les sous-préfets. Ils peuvent décerner contrainte contre ces receveurs (1).

IX. Les préfets répartissent entre les communes la partie, laissée à leur disposition, du fonds commun que forme le produit des amendes de police correctionnelle attribué aux communes par les lois (2); ils peuvent affecter à certaines dépenses concernant les chemins vicinaux de grande communication partie du fonds départemental de subvention relatif à cet objet (3).

Pour un certain nombre des opérations ou attributions qui leur sont confiées, dans l'intérêt général, départemental ou communal, les préfets sont tenus de se faire assister ou de prendre l'avis du conseil de préfecture (4); ils en exercent quelques-unes après avis du conseil départemental de l'instruction publique (5), l'un et l'autre placés près de chacun d'eux (6).

Indépendamment des fonctions ou attributions à eux déléguées, les préfets coopèrent à l'instruction des affaires de toute nature dont la solution est réservée à l'autorité ou aux autorités centrales, et ils sont le plus souvent appelés à éclairer celles-ci de leurs avis sur chacune de ces affaires.

Ils président certains conseils de commissions (7).

Les préfets ont pour auxiliaires non-seulement les fonctionnaires spéciaux dans le cercle et la limite de leurs attributions respectives, mais encore un secrétaire général ou un conseiller de préfecture désigné pour en remplir les fonctions (8), et en outre des *employés*

---

(1) D. 27 fév. 1811, art. 11, 5, 6; O. 19 nov. 1826, art. 7; 17 sept. 1837, art. 1er à 4; L. 18 juill. 1837, art. 62, 44, 63; O. 31 mai 1840; L. 7 août 1851, art. 13; av. cons. d'Et. 12 nov. 1811–24 mars 1812.—*V.* p. 194.

(2) L. 18 juill. 1837, art. 31, 12°; D. 17 mai 1809, art. 5; O. 30 déc. 1823-1824, art. 5, 6; D. 25 mars 1852, tabl. A, 39°; D. 25 juin 1852, art. 2.

(3) D. 13 avr. 1861, art. 1er, 7°; L. 21 mai 1836, art. 8. — *V.* ci-dessus, § 2, n° III.

(4) *V.* ci-dessus, § 1er, nos XII à XV : arr. 19 vent. an II, art. 5, 7; O. 10 mai 1829, art. 11, 13; D. 25 mars 1852, art. 3, tabl. C, 2° à 6°, 7°; L. 10 mai 1838, art. 46; 8 mai 1837, art. 3; 22 janv. 1833, art. 8, 10, 26, 15, 28; 5 mai 1855, art. 7, 23, 24; § 2, nos I et II : L. 10 mai 1838, art. 28, 29; § 3, nos IV, VI : L. 18 juill. 1837, art. 39, 46, 59, 61; D. 25 mars 1852, art. 3, tabl. C, 9°, 10°; L. 3 mai 1841, art. 13, 26.

(5) L. 15 mars 1850, art. 15, dern. al.; 14 juin 1854, art. 8; D. 21 mars 1855, art. 33.

(6) *V.* ci-après.

(7) Ex.: O. 9 avril 1819, art. 15; 5 nov. 1847, art. 2; D. 1er juill. 1852, etc.

(8) L. 28 pluv. an VIII, art. 7; 9 avr. 1817; 1er août 1820; 1er mai 1832; arr. 15 déc. 1848; D. 2 juill. 1853; 1er mai 1858; O. 29 mars 1821, art. 1er, 4.

de la préfecture rétribués sur le fonds de leur abonnement pour frais d'administration (1).

Dans les départements où se trouvent des secrétaires généraux en titre, les préfets peuvent, avec l'approbation du ministre, leur déléguer une partie de l'administration départementale (2).

Un auditeur au conseil d'État peut être attaché à chaque préfecture. Le préfet peut lui donner des missions dans le département et lui confier l'instruction d'affaires purement administratives ou contentieuses (3)

SOUS-SECTION II.—*Des Sous-préfets.*

Il y a un sous-préfet dans chacun des arrondissements communaux, à l'exception de ceux où est situé le chef-lieu d'un département.

Les sous-préfets sont nommés et révocables à volonté, par le chef de l'État (4).

En cas d'absence ou d'empêchement d'un sous-préfet, le préfet pourvoit à son remplacement par un fonctionnaire de l'ordre administratif pris dans l'arrondissement, ou par un conseiller de préfecture, ou enfin par l'auditeur au conseil d'État attaché à la préfecture. Une partie des attributions déférées en général aux sous-préfets peut être déléguée dans l'arrondissement du chef-lieu de préfecture par le préfet à cet auditeur (5).

Les sous-préfets remplacent en partie et les administrations de district (1790) et les administrations municipales de canton (an IV). Ils sont, pour les affaires d'intérêt général, départemental ou communal, etc., les intermédiaires entre le préfet, dont ils sont les auxiliaires subordonnés, et les matres et autres autorités locales, dont ils sont les supérieurs. Cependant les lois et règlements leur confèrent, ainsi que nous le verrons (6), quelques attributions qui leur sont propres.

---

(1) D. 4 prair. an XIII et années suiv., tabl. annex.; O. 4 fév. 1815; 15 mai 1822, art. 2; 28 sept. 1829; 28 déc. 1830–1831; 25 oct. 1839, art. 2; O. 10 déc. 1846; 24 oct. 1847; D. 27 mars 1852, art. 7; 12 juill. 1859; 23 janv. et 27 fév. 1861.

(2) O. 1er août 1820, art. 2; D. 29 déc. 1854, art. 3. — *V.* D. ci-dessus, p. 354, et p. précéd., note 7.

(3) D. 25 nov. 1853, art. 5; 16 janv. 1854. — *V.* sous-sect. suiv., *Sous-préfets* et *Conseils de préfecture*.—*V.* D. 26 déc. 1809, art. 11, 15 à 18.

(4) L. 28 pluv. an VIII, art. 8, 11, 18; O. 20 déc. 1815; D. 29 déc. 1854 1855, art. 1er; const. an VIII, art. 41.

(5) 2e arr. 17 vent an VIII, art. 7; O. 29 mars 1821, art. 3; D. 25 nov. 1853, art. 5.—*V.* ci-dessus.

(6) *V.* ci-dessous et tit. VII, *Police*.

Les sous-préfets ont entrée aux conseils d'arrondissement; ils président, en outre, certains conseils ou commissions dont nous parlerons (1).

§ 1er. — En ce qui touche l'intérêt général ou départemental :

I. Quelques nominations leur sont déférées, en bien petit nombre; ainsi, celles des membres des conseils de recensement et des jurys de révision de la garde nationale (2); celles des porteurs de contraintes, et encore sauf approbation, par le préfet (3), etc.

II. Ils peuvent, ainsi que les préfets, demander la radiation ou l'inscription des individus indûment inscrits ou omis sur les listes électorales, qui servent à l'élection des membres des conseils généraux, des conseils d'arrondissement et des conseils municipaux (4).

III. A plus forte raison qu'aux préfets, il leur est interdit de faire des ordonnances ou arrêtés réglementaires. Si quelques circonstances extraordinaires les portaient à s'écarter de cette règle essentielle, leurs délibérations (arrêtés ou décisions) ne pourraient être mises à exécution qu'après avoir été présentées à l'autorité de département (au préfet), et autorisées par elle, dans les limites de son autorité à elle-même (5). Ils sont investis, toutefois, du droit d'arrêter pour la garde nationale les règlements sur les exercices, etc.(6). Un règlement d'administration publique fait, par délégation de la loi, confirmant sur ce point une ordonnance de 1816, leur confère le droit d'ordonner la fermeture des barrières de dégel sur les routes nationales et départementales et les chemins de grande communication (7).

IV. Les sous-préfets sont chargés, dans leur arrondissement, sous la direction et l'autorité du préfet, de l'exécution des lois, règlements et autres actes de l'autorité supérieure. Ils doivent généralement attendre, pour agir, les ordres de cette autorité, et s'y conformer exactement. Toutes les fois, cependant, qu'ils agissent conformément aux principes établis et dans l'esprit des ordres qu'ils ont re-

---

(1) Ex.: D. 25 mars 1852, art. 4; arr. 18 déc. 1848, art. 8; O. 9 avril 1819, art. 15, etc.—*V.* ci-après et p. 366, note 7.

(2) D. 11 janv. 1852, art. 9, 10.

(3) Arr. 16 therm. an VIII, art. 20.—*V.* ci-après, n° VIII.

(4) D. 2 fév. 1852, art. 19; L. 7 juill. 1852, art. 3; 5 mai 1855, art. 7.

(5) Instr. 12–20 août 1790, chap. Ier, § Ier; ex.: arr. cons. 16 mess. an XIII, 3° (Lapeyrolerie), etc.

(6) D. 11 janv. 1852, art. 19, 20.—*V.* ci-après, n° XI.

(7) L. 30 mai 1851, art. 2; D. 10 août 1852, art. 7; O. 23 déc. 1816.—*V.* L. 29 flor. an x, art. 6 (*Préfets*).

çus, ils n'ont pas besoin, pour chaque acte de détail ni pour l'expédition de chaque affaire particulière, d'une autorisation spéciale (1).

Ils se livrent ou font procéder aux vérifications qui leur sont prescrites et donnent tous les avis qui leur sont demandés par les lois ou par l'autorité supérieure (2). Ils adressent aux autorités qui leur sont subordonnées des instructions claires et méthodiques (3).

V. Ils sont chargés d'exercer une surveillance spéciale sur le bon état des routes de leurs arrondissements, et peuvent, à cet égard, donner des ordres aux ingénieurs et mander devant eux les maîtres de poste. Ils peuvent, dans certaines circonstances, et lorsqu'il ne s'agit que de travaux d'entretien ou de réparations ordinaires, ou même de travaux neufs dont la dépense n'excède pas un certain taux, procéder, par délégation du préfet, à l'adjudication de travaux publics en général, au chef-lieu de la sous-préfecture (4).

VI. Par délégation du préfet, ils fixent à la fin de chaque année le nombre maximum des enfants qui, l'année suivante, pourront être admis gratuitement dans les écoles primaires publiques. Ils rendent exécutoires les rôles trimestriels de ceux qui doivent payer la rétribution scolaire (5).

VII. En ce qui touche les finances de l'État, ils sont chargés, comme les préfets pour l'arrondissement chef-lieu, du visa ou contrôle des récépissés à talon délivrés par les comptables (6).

Ils désignent les répartiteurs des contributions directes (7).

VIII. En matière de recrutement, ils président à l'examen des tableaux de recensement et au tirage au sort dans chaque canton. Ils assistent, avec voix consultative, aux séances du conseil de révision dans leur arrondissement (8).

IX. Dans les chefs-lieux de sous-préfecture qui ne sont pas places

---

(1) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. II, art. 31 ; instr. 12–20 août 1790, chap. Ier, § 1er.

(2) Ex.: arr. 24 flor. an VIII, art. 24 à 29, 3 à 6, 9, etc.; L. 21 avril 1832, art. 29; L. 3 mai 1841, art. 8, 10, etc.

(3) Instr. 12-20 août 1790, *ibid.*

(4) D. 16 déc. 1811, art. 57, 60 à 62, 66; O. 10 mai 1829, art. 19.

(5) L. 15 mars 1850, art. 24; 28 juin 1833, art. 14; D. 7 oct. 1850, art. 22 et 31, dern. al.; 31 déc. 1853–1854, art. 13 et 14.

(6) *V.* ci-dessus, p. 360.

(7) Arr. 29 frim. an IV, art. 3, 4; L. 18 prair. an V, art. 10, 11; 3 frim. an VII, art. 8 à 23; 3 niv. an VII, art. 1er; 2 mess. an VII, art. 15; 3 frim. an VIII, art. 5; 21 avril 1832, art. 17, 27; arr. cons. 7 avril 1838, etc. — *V.* ci-dessus, n° 1.

(8) L. 21 mars 1832, art. 10, 15; 10 mars 1818, art. 12.

de guerre, les sous-préfets suppléent, comme ordonnateurs par *sous-délégation*, les sous-intendants militaires, pour les dépenses du ministère de la guerre (1).

X. Enfin, à l'égard encore de la force publique, ils sont chargés de l'approbation des arrêtés des maires relatifs au service ordinaire, aux revues, exercices et prises d'armes, de la garde nationale (2).

§ 2. — En ce qui touche les intérêts et la gestion des biens des communes ou hospices, etc. :

I. Ils nomment aujourd'hui les préposés d'octroi (3).

II. Ils sont chargés de l'homologation des tarifs des droits de pesage, mesurage et jaugeage, des droits de place dans les halles, foires et marchés, et des concessions dans les cimetières, lorsque les uns et les autres sont établis d'après les conditions fixées par des arrêtés des préfets (4).

III. Ils visent et rendent ainsi exécutoires les rôles ou états de recouvrement dressés par les maires des recettes municipales ou de celles des établissements publics de bienfaisance (hospices, etc.), pour lesquelles les lois et règlements n'ont pas prescrit un autre mode (5).

IV. Ils sont chargés, comme les préfets, de faire faire, suivant l'exigence des cas, la vérification des caisses communales et de celles des établissements de bienfaisance dans leur arrondissement (6).

V. Ils ont pouvoir d'approuver l'exécution des travaux ordinaires, et de simple entretien, des bâtiments communaux dont la dépense n'excède pas mille francs, dans la limite des crédits ouverts aux budgets ; ainsi que les polices d'assurances contre l'incendie de ces édifices (7).

VI. Ils peuvent autoriser les battues pour la destruction des ani-

---

(1) O. 18 sept. 1822, art. 18, 13 ; 10 juin 1829, art. 13 ; 25 déc. 1837-1838, art. 334 ; règl. 1er déc. 1838, art. 83, etc.—Dans les chefs-lieux de département qui se trouvent dans le même cas, cette attribution est remplie, soit par le secrétaire général de la préfecture (*V.* ci-dessus), soit par un conseiller de préfecture désigné par le préfet (*V.* ci-après) ; dans les autres communes, par les maires (*V.* ci-après).

(2) D. 11 janv. 1852, art. 19.—*V.* ci-dessus n° III.

(3) D. 13 avr. 1861, art. 6, 20°.

(4) D. 13 avr. 1861, art. 6, 11° à 9° ; D. 25 mars 1852, tabl. A, 34°, 47° ; L. 18 juill. 1837, art. 31, 6°, 8°, 9°, 19, 2°, 20.

(5) L. 18 juill. 1837, art. 65, 44, etc. ; 7 août 1851, art. 13.

(6) D. 27 fév. 1811, art. 11, etc.—*V.* ci-dessus.

(7) D. 13 avr. 1861, art. 6, 13°, 8°.

maux nuisibles dans les bois des communes et des établissements de bienfaisance (1).

VII. Ils approuvent les budgets et comptes des bureaux de bienfaisance, ainsi que les conditions des baux à ferme de leurs immeubles, lorsque la durée n'en excède pas 18 ans. Ils autorisent les acquisitions, ventes et échanges d'objets mobiliers, l'acceptation des dons et legs d'objets mobiliers ou de sommes d'argent dont la valeur n'excède pas 3,000 fr., lorsqu'il n'y a pas de réclamation de la part des héritiers, et enfin les placements de fonds pour ces établissements (2).

VIII. Ils sont chargés d'approuver les règlements du service intérieur de ces établissements (3).

Les sous-préfets doivent, pour quelques-unes de leurs attributions, être assistés, soit de membres du conseil d'arrondissement, soit de maires et adjoints, soit d'autres agents spéciaux (4).

Si un préfet ne peut, malgré des avertissements successifs, obtenir des sous-préfets les renseignements ou informations nécessaires à l'administration, il peut nommer deux commissaires qui se transportent aux frais de ces fonctionnaires pour recueillir ces renseignements (5).

Il y a aussi dans les sous-préfectures des employés rétribués sur le fonds d'abonnement alloué aux sous-préfets pour les dépenses du personnel et du matériel des bureaux (6).

SOUS-SECTION III.— *Des conseils de préfecture.*

Les conseils de préfecture sont composés d'un nombre inégal de membres, selon l'importance du département ou le nombre habituel des affaires (7).

Ces membres sont nommés directement et révocables à volonté par le chef de l'État (8).

---

(1) D. 13 avr. 1861, art. 6, 12°.—*V.* D. 21 déc. 1859, art. 11.
(2) D. 13 avr. 1861, art. 6, 14°, 15°; 17°, 19°, 16°.
(3) *Ibid.*, 18°.
(4) *V.* ci-dessus, § 1er, n° VI (O. 10 mai 1829, art. 19); n° IX (L. 21 mars 1832, art. 10).—*V.* aussi O. 1er août 1827, art. 86 (adjudication de coupes de bois de l'Etat).
(5) L. 15-27 mars 1791, art. 22.—*V.* L. 22 brum. an VI, art. 13, et 18 juill. 1837, art. 15, analog.
(6) O. 15 mai 1822, art. 5; etc.
(7) L. 28 pluv. an VIII, art. 2; O. 6 nov. 1817; 1er août 1820; D. 28 mars 1852.
(8) L. 28 pluv. an VIII, art. 18; const. an VIII, art. 41; av. cons., 8 juill.-

Ils ont pour président le préfet ou le fonctionnaire qui en remplit les fonctions (1).

Dans le département de la Seine, le conseil de préfecture est présidé, alternativement, selon la nature des affaires dont il a à s'occuper, par le préfet du département ou par le préfet de police (2).

Dans chaque département, l'auditeur au conseil d'État qui a pu être attaché à la préfecture, assiste avec voix délibérative aux séances du conseil, et peut y faire les rapports d'affaires non contentieuses (3).

Des conseillers de préfecture honoraires, en retraite, peuvent aussi prendre part avec voix consultative aux délibérations de ces conseils, lorsqu'ils y ont été appelés par convocation spéciale du préfet (4).

Les conseils de préfecture ne peuvent prendre aucune délibération si les membres ne sont au moins au nombre de trois, y compris le président (préfet ou autre).

En cas d'insuffisance du nombre de membres nécessaire, les membres présents désignent à la pluralité des voix un des membres du conseil général du département (non exclus de ce choix) (5), qui siége avec eux. Si les membres du conseil de préfecture sont tous à la fois empêchés, ils sont suppléés par un égal nombre de membres du conseil général désignés par le ministre sur la proposition du préfet. Le choix ne peut, dans aucun cas, tomber sur les membres des tribunaux (de l'ordre judiciaire) qui font partie des conseils généraux de département. Le service des membres remplaçants est gratuit si l'empêchement provient de récusation ou maladie. S'il provient d'absence pour autre cause, le suppléant a droit, proportionnellement au temps de son service, à la moitié du traitement de celui qu'il remplace.

Dans les délibérations, la voix du préfet, président, ou de celui qui le remplace dans ses fonctions de préfet, est prépondérante. En cas de partage, les membres présents procèdent comme au cas d'insuffisance du nombre des membres ; mais s'il y a partage aussi sur le choix du suppléant, la voix du préfet présent au moment de ce choix est

---

5 août 1809. —Aux termes de cette constitution, ils devaient être pris, comme tous les fonctionnaires publics des départements, sur les listes départementales; mais *V*. ci-dess., p. 106, note de la page précéd., et sén.-cons. 16 therm. an x.

(1) Arr. 19 fruct. an IX, art. 5. —*V*. ci-dessus.
(2) Arr. 6 mess. an X.
(3) D. 25 nov. 1853, art. 5.
(4) D. 15 mars 1854.
(5) *V*. ci-dessous.

prépondérante, ainsi que celle du plus ancien d'âge des conseillers, si le préfet est absent (1).

Les conseils de préfecture ont deux sortes d'attributions administratives, outre leurs attributions relatives au contentieux.

§ 1er. — Institués d'abord pour statuer sur les questions *contentieuses* dont la décision avait été réservée par l'Assemblée constituante aux autorités administratives, à l'exclusion des tribunaux (2) (et même, s'il fallait s'en tenir à l'exposé des motifs et aussi à l'opinion exprimée par le conseil d'État, au moins dans un de ses arrêts, pour prononcer sur tout le contentieux *local* de l'administration) (3), les conseils de préfecture ont été, à partir de 1811, mais surtout après 1830, appelés à assister *le préfet* de leurs *avis* ou de leurs conseils pour un certain nombre d'opérations ou de décisions de son ressort (4).

Une loi récente a même prescrit que les conseils de préfecture fussent, à défaut de conseils de prud'hommes (5), consultés sur des règlements d'administration publique à convertir en lois (6), invoquant ainsi leurs lumières ou leur expérience pour éclairer l'autorité *centrale* et même le pouvoir législatif.

§ 2.—La loi de l'an VIII leur avait d'ailleurs attribué, et d'autres lois ou règlements leur ont également conféré, le droit de *statuer* eux-mêmes, et *directement*, par de simples avis, ou même par voie de décision, sur certains objets; ainsi :

I. Ils doivent être appelés à donner leur *avis* sur les transactions projetées par les communes ou établissements publics locaux (7).

II. Ils statuent par voie d'autorisation, ou par refus d'autorisation sauf recours au conseil d'État, sur les demandes présentées par les communautés des villes, bourgs ou villages, c'est-à-dire, par les *communes* (ou sections de communes), ou par des contribuables de la commune ou section de commune, en son nom, à leurs frais et risques, ou enfin, par les *établissements publics locaux*, afin d'être autorisés à plaider devant l'autorité judiciaire (8).

---

(1) Arr. 19 fruct. an IX ; D. 16 juin 1808 ; O. 29 mars 1821, art. 5 ; L. 28 pluv. an VIII, art. 5.
(2) *V.* L. 7–11 sept. 1790 ; L. 28 pluv. an VIII, art. 4.
(3) Discours du 18 pluv. an VIII ; arr. cons. 6 déc. 1813 (d'Hérici). — *V.* ci-après, tit. VIII.
(4) *V.* ci-dessus, p. 366.
(5) *V.* chap. suiv.
(6) L. 7 mars 1850, art. 7.
(7) Arr. 21 frim. an XII ; circ. 5 mai 1852.
(8) L. 28 pluv. an VIII, art. 4 ; C. civ., art. 1032 ; L. 29 vend. an V, art. 3;

L'autorisation du conseil de préfecture (ni celle du conseil d'État aujourd'hui), n'est point nécessaire aux *départements* pour ester en justice (1).

Mais leur avis peut et semble encore devoir être demandé sur les mémoires que sont tenus de présenter préalablement les parties, qui, en matière de domaine, veulent exercer en justice une action principale, incidente ou en reprise, contre l'*État* (2).

III. Ils *statuent* également sur l'opportunité de donner mainlevée des oppositions formées ou de consentir la radiation, le changement ou la limitation des hypothèques prises pour la conservation des droits des pauvres et des hospices (3).

IV. Enfin, les conseils de préfecture *statuent en forme* de jugements, sauf recours devant la Cour des comptes (4), sur l'apurement des comptes en deniers : 1° des agents comptables, des maisons centrales de détention, de force et correction (5) ; 2° de ceux des écoles normales primaires (6), des dépôts de mendicité et maisons publiques d'aliénés (hospices *départementaux*) (7), des receveurs ou trésoriers des communes, bureaux de bienfaisance, hospices, monts-de-piété, ou établissements *communaux* de bienfaisance, lorsque les revenus, soit de la commune, soit de chacun de ces établissements ou de tous ceux de ces établissements locaux réunis qui sont gérés par une seule et même autorité administrative, n'excèdent pas annuellement un chiffre déterminé par la loi ou les règlements (aujourd'hui 30,000 fr.) (8) ; 3° enfin de ceux des percepteurs particuliers des syndicats pour travaux d'intérêt public (9).

---

arr. 17 vend. an x ; arr. 17 germ. an xi ; L. 18 juill. 1837, art. 49 à 58 ; arr. 7 mess. an ix ; av. cons. 9 vent. an x ; L. 7 août 1851, art. 10 ; D. 6 nov. 1813, art. 14, 29, 53, 70 ; 30 déc. 1809, art. 77 à 80 ; O. 23 mai 1834 ; 5 mai 1844, art. 19, 64 ; arr. cons. 6 sept. 1820 (Gounou) ; 23 déc. 1835 (Grandvilliers).

(1) D. 25 mars 1852, tabl. A, 5° ; L. 10 mai 1838, art. 36, 37.

(2) L. 28 oct.-5 nov. 1790, tit. iii, art. 15; arr. cons. 23 fév. 1820 (Turnier).

(3) D. 11 therm. an xi ; arr. 7 mess. an ix, art. 11.

(4) *V.* ci-après.

(5) Etablissements publ. centraux.—O. 2 avr. 1817, art. 15; D. 17 mars 1858.

(6) Etablissements départementaux. *V.* L. 15 mars 1850, art. 35, 50; 7 juin 1833, art. 11 ; D. 24 mars 1851 ; O. 7 juill. 1844 ; D. 26 déc. 1855, art. 70.

(7) O. 18 déc. 1839-1840, art. 16 ; circ. inst. 15 juin 1856.

(8) L. 18 juill. 1837, art. 66; 33, dern. al. arg., 64; 28 janv. 1815, art. 10; 16 mars 1816, art. 2; 21 mai 1817 (préf. en cons. de préfecture. 10,000 fr.); 4 therm. an x, art. 18 et 30 (préfet, 20,000 fr.) ; L. 16 sept. 1807, art. 11 ; O. 23 juill. 1826 (recettes d'octroi) ; L. 7 août 1851, art. 12 ; O. 21 mai 1817 ; 31 oct. 1821, art. 28 (préf. en cons. de préf.); D. 7 flor. an xiii (ministre); arr. 23 brum. an v (hosp. réunis); L. 24 juin 1851, art. 2 (monts-de-piété).

(9) Ex. : D. 17 janv. 1813, art. 15, 20 ; 5 mars 1814, art. 19, 23, 25 ; L. 16 sept. 1807, art. 33, 34 ; 14 flor. an xi, art. 3, etc.—*V.* ci-dessus, p. 28.

L'apurement d'un compte est-il un *jugement*, même lorsque ce compte a déjà été l'objet d'un examen préalable (1)? Nous ne le pensons pas (même encore que la loi, dans un intérêt public, ait attaché à la décision constituant ce règlement les effets d'un jugement) lorsqu'il n'y a pas eu réclamation (2). Selon nous, le contentieux ne *naît* que de la réclamation ou contestation; or, ici, le conseil de préfecture statue pour ainsi dire *d'office*; seulement la réclamation ou contestation, s'il en survient, soit de la part du comptable, soit de la part de la commune, etc., est portée devant la Cour des comptes. Nous n'avons donc pas cru devoir réserver cette attribution pour la classer parmi les attributions contentieuses des conseils de préfecture (3). Peut-être n'aurions-nous pas placé même la Cour des comptes parmi les autorités composant la *juridiction* administrative, malgré son organisation judiciaire en la forme, n'était qu'elle statue quelquefois, comme nous venons de le dire, sur *litige*.

Les conseillers de préfecture sont individuellement, à ce titre, appelés à remplir, soit habituellement, soit temporairement, certaines fonctions ou missions (4). Ils participent à certains conseils ou commissions (5). Ils intentent ou soutiennent les actions *juridiques* du département contre l'*État* (6).

SOUS-SECTION IV. — *Des conseils généraux de département.*

Il y a dans chaque département un conseil général composé d'autant de membres qu'il y a de cantons dans le département (7).

Les membres du conseil général sont élus par les citoyens (électeurs) de chaque canton (8); mais ils doivent être regardés comme

---

(1) Ex. : L. 18 juill. 1837, art. 23, 2e al. 66, etc. (*V.* note anté-précéd.).

(2) *V.* av. cons. d'Et. 12 nov. 1811-24 mars 1812 (à cette époque les comptes des receveurs de certaines communes et d'établissements publics étaient réglés ou apurés par les préfets.—*V.* L. 16 sept. 1807, art. 11, 2e al.; arr. 4 therm. an X, art. 18 et 30, et note anté-précéd.); av. 16-25 therm. an XII; 29 oct.-12 nov. 1811, et ci-dessus, p. 150 et 194-195.

(3) *V.* ci-après, tit. VIII.

(4) *V.* ci-dessus : *Secrétaires généraux de préfecture, Préfet absent ou empêché, Sous-préfet, id. V.* aussi p. 370, note 1, *Ordonnancement*.

(5) Ex. : L. 21 mars 1832, art. 15 (conseils de révision.—*V. Juridiction administrative*); D. 24 déc. 1850-1851, art. 26; 4 juin 1853, art. 2, 3; L. 3 mars 1822, art. 12 (conseils ou commissions sanitaires. *V. Police*).

(6) L. 10 mai 1838, art. 36, dern. al.—*V.* ci-dessus, *Préfets*.

(7) L. 28 pluv. an VIII; art. 2; L. 22 juin 1833, art. 1er; 3 juill. 1848, art. 1er; const. 1848, art. 79; L. 7 juill. 1852, art. 1er et 2; D. 28 juin et 2 juill. 1860.

(8) Votant aujourd'hui par commune, ou sections électorales, dans chaque commune, avec recensement général au chef-lieu de canton; L. 22 juin 1833,

les représentants de la totalité du département, et non d'aucun *canton* en particulier (1).

Le préfet (à Paris le préfet du département) a entrée au conseil général (ou à la commission qui le remplace); il est entendu quand il le demande, et assiste aux délibérations, excepté lorsqu'il s'agit de l'apurement de ses comptes (2). A Paris, le préfet de police a aussi entrée au conseil général (3), mais seulement pour *présenter* son projet de budget et ses comptes (4).

Les membres des conseils généraux sont élus pour neuf ans et toujours rééligibles : mais ces corps sont renouvelés par tiers tous les trois ans; le tout sauf le cas de dissolution prononcée par le chef de l'État (5).

Nul ne peut être membre de plusieurs conseils généraux, ni, à la fois, membre d'un conseil général et d'un conseil d'arrondissement. Mais les conseillers généraux peuvent être en même temps membres *d'un* conseil municipal. Les conseillers de préfecture ne peuvent être membres d'aucun de ces conseils (6).

Les présidents, vice-présidents et secrétaires des conseils généraux (ou de la commission du département de la Seine), sont nommés pour chaque session (ou année), par le chef de l'État, qui doit les choisir parmi les membres du conseil ou de la commission. Avant 1852, ils étaient choisis par les conseils généraux eux-mêmes (7).

Les conseils généraux ne peuvent se réunir sans convocation. En 1789 les administrations de département étaient permanentes, quoi-

---

art. 3; L. 3 juill. 1848, art. 12; L. 7 juill. 1852, art. 3, 4. — *V.* sén.-cons. 16 therm. an x, art. 30, et 13 mai 1806, art. 32. — *V.* ci-dessus, p. 21, note de la p. 20.

Pour le département de la Seine, le système électif est suspendu depuis 1848, et le conseil général remplacé par une commission à la nomination du pouvoir exécutif (arr. 12 mars 1848; L. 3 juill. 1848, art. 1^er^; arr. 8 sept. 1849 ; 27 déc. 1851 ; L. 7 juill. 1852, art. 12.—*V.* L. 20 avr. 1834).

(1) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, préamb., art. 9, 10, et sect. I^re^, art. 11, 17, 18; sect. II, art. 2 à 5 ; constit. an VIII, art. 41, 4° ; sén.-cons. 16 therm. an X, art. 30.

(2) L. 22 juin 1833, art. 12 ; L. 15–27 mars 1791, art. 5 ; O. 26 mars 1817; L. 20 avr. 1834, art. 10.

(3) Ou à la commission qui le remplace.

(4) Arr. 12 mess. an VIII, art. 48, 49 ; L. 10 mai 1838, art. 11. — *V.* note précéd.

(5) L. 22 juin 1833, art. 8, 9 ; const. 1848, art. 80; L. 7 juill. 1852, art. 6.

(6) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. II, art. 8, 9 ; 22 juin 1833, art. 6, 24, 5, 23, 10 et 14 ; 22 mars 1831, art. 18, 21 ; 5 mai 1855, art. 9, 10.

(7) L. 7 juill. 1852, art. 5; 28 pluv. an VIII, art. 6 ; 22 juin 1833, art. 12 ; 20 avril 1834, art. 10 ; L. 22 janv. 1789–8 janv. 1790, sect. II, art. 21.

que les *conseils* ne se réunissent qu'une fois par an. En l'an VIII, l'époque de leur réunion était fixée d'avance (1).

Leurs séances ne sont pas publiques ; mais ils peuvent ordonner la publication de tout ou partie de leurs délibérations ou procès-verbaux (2).

Les préfets sont tenus de préparer à l'avance les documents et instructions sur les objets qui doivent être soumis à leurs délibérations (3).

Les conseils généraux ont hérité des anciennes administrations départementales une seule attribution, une attribution quasi-législative (4). A cette attribution sont venues s'en ajouter d'autres de même ordre ou d'ordre différent. Nous les distribuerons ici plutôt selon leur objet que suivant la nature et la portée des délibérations à intervenir. Les délibérations ont rapport, soit à l'intérêt véritablement général et à l'exécution des lois de *l'État*, soit à l'intérêt départemental ou aux intérêts généraux du *département*, soit aux intérêts des communes ou établissements publics locaux.

§ 1er. — En ce qui touche l'intérêt général et l'exécution des lois de l'État :

I. Les conseils généraux sont, comme les anciennes administrations départementales, chargés de faire entre les arrondissements (sous la constitution de l'an III, c'était entre les cantons), la division et la répartition du contingent des contributions directes, qui ne sont pas uniquement de quotité, assigné à chaque département par la loi. Ils statuent, à cette occasion, sur les demandes en réduction de contingents d'arrondissement, présentées par les conseils d'arrondissement ; enfin, ils prononcent définitivement sur les demandes formées par les communes en réduction du contingent à elles assigné par le conseil d'arrondissement, demandes qui doivent être préalablement soumises à ce conseil (5).

---

(1) L. 22 juin 1833, art. 12, 15 ; L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. II, art. 12, 13, 22, 21 ; L. 28 pluv. an VIII, art. 6 ; arr. 19 flor. an VIII, art. 2.

(2) L. 22 juin 1833, art. 13 ; 10 mai 1838, art. 26.—*V.* L. 1er juill. et 16-17 août 1792 ; 27 août–2 sept. 1792 ; const. an III, art. 201 ; arr. 19 flor. an VIII, art. 3 ; 23 juill. 1848, art. 18. — *V.* ci-après, *Attr. budgets et comptes.*

(3) Arr. 19 flor. an VIII, art. 5.

(4) *V.* ci-après, § 1er, n° 1.

(5) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. III, art. 1er, 1° ; const. an III, art. 190 ; 28 pluv. an VIII, art. 6 ; 10 mai 1838, art. 2, 39, 27 ; L. 23 nov.-1er déc. 1790, tit. IV, art. 3, 2 ; 21–28 août 1791, art. 1er ; 13 janv.-18 fév. 1791, tit. 1er, art. 8 ; 3 frim. an VII, art. 8 ; L. 3 niv. an VII ; 4 germ. an XI, art. 19, 20 ; 23 juill. 1820, art. 27 à 29 ; 21 avril 1832, art. 9, 25.—*V.* p. 359, n° XIII.

II. Comme investis d'une sorte de puissance législative ou réglementaire, ils fixent, sur la proposition des préfets, dans la limite du minimum et du maximum établi par la loi, le prix, pour chaque commune, de la journée de travail qui doit servir de base à la contribution personnelle, etc. (1).

III. Ils règlent, sauf l'approbation du ministre, les circonstances, les conditions et les formes suivant lesquelles les aliénés non dangereux pour l'ordre public ou la sûreté des personnes, seront admis dans les établissements d'aliénés (2).

IV. Ils concourent à l'exécution des lois en désignant pour chaque arrondissement, sur la liste des électeurs, les personnes parmi lesquelles doivent être choisis les membres des jurys spéciaux appelés, le cas échéant, à régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique générale, départementale ou même communale (3).

V. Ils fixent, sur la proposition des préfets, la circonscription des comices agricoles et des *sociétés* d'agriculture qui peuvent être assimilées à ces comices (4).

VI. Ils sont appelés, en vertu des lois et règlements, à donner leur *avis* sur certains objets (par exemple sur les règlements préparés par les préfets en matière de pêche dans les rivières et cours d'eau) (5).

VII. Ils peuvent d'ailleurs être toujours *consultés* par l'administration (centrale) (6).

VIII. Leur *avis* est *nécessairement* demandé pour certaines mesures qui peuvent affecter à la fois l'intérêt général de l'État ou de départements voisins et les intérêts locaux ; ainsi : pour l'établissement, la suppression ou le changement des foires et marchés, et les change-

---

(1) L. 3 niv. an VII, art. 5 à 9 ; 23 juill. 1820, art. 27 à 29 ; L. 21 avril 1832, art. 10.

Le conseil général fixe de même, mais sur la proposition du conseil d'arrondissement, la valeur de chaque espèce de journée de travail (homme, cheval, voiture, etc.) pour la conversion en argent de la prestation due pour les chemins vicinaux (L. 21 mai 1836, art. 4).

(2) L. 30 juin 1838, art. 25.

(3) L. 7 juill. 1833 et 3 mai 1841, art. 29, 30 ; L. 21 mai 1836, art. 16.

(4) L. 20 mars 1851, art. 4, 3 ; D. 25 mars 1852, art. 1er. — *V.* ci-dessus, p. 322.

(5) L. 10 mai 1838, art. 6, 4° ; L. 15 avril 1829, art. 28 ; O. 15 nov. 1830, art. 5 à 8.

(6) L. 10 mai 1838, art. 6, 4°.

ments proposés à la circonscription du territoire du département, des arrondissements, des cantons et des communes, et à la désignation des chefs-lieux (1).

IX. Ils *entendent* certains rapports ou comptes rendus; notamment, de la part du préfet, celui de l'emploi qu'il a fait des fonds de non-valeur des contributions directes (2); de la part du conseil académique, l'exposé annuel de la situation de l'enseignement dans le département (3).

§ 2.—En ce qui touche les intérêts du département proprement dits:

I. Les conseils généraux votent chaque année, dans les limites du maximum fixé par la loi annuelle des finances, les centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière pour dépenses *facultatives* d'utilité départementale (4).

L'approbation des budgets départementaux par décret ou ordonnance (5) suffit pour légitimer la perception de ces centimes ainsi autorisés d'avance par la loi.

II. Ils *délibèrent* sur les impositions (centimes additionnels *extraordinaires* aux contributions directes) à établir, et sur les emprunts à contracter dans l'intérêt de leur département.

Ces contributions et emprunts (fussent-ils prévus à leurs budgets), doivent être ensuite autorisés par des lois spéciales (6). A défaut de consentement de leur part, des centimes additionnels extraordinaires peuvent, dans certains cas, être imposés *d'office* aux départements, directement par des lois spéciales (7).

III. Ils délibèrent enfin sur tous les actes de gestion des intérêts et des biens des départements considérés comme corps politiques et, depuis 1811 et 1838 surtout, comme personnes civiles (8), notamment sur le budget départemental (9), sur le classement et la direc-

---

(1) L. 10 mai 1838, art. 6, 3°, 1°; L. 18 juill. 1837, art. 2 à 4.—*V.* ci-dessus.
(2) Arr. 24 flor. an VIII, art. 28; L. 17 juill. 1819, art. 28, etc. — *V.* ci-dessus, *Préfets*.
(3) L. 15 mars 1850, art. 16; D. 7 oct. 1850, art. 20; 22 août 1854, art. 14. —*V.* ci-après.
(4) L. 28 pluv. an VIII, art. 6; L. 10 mai 1838, art. 3, 9, 2°, 11; 2e al., 15, 16, 19, 2e al., 18, 17, 1er al., 10, 2°; ex.: L. 11 juin 1859, etc.
(5) L. 10 mai 1838, art. 11, 1er al.
(6) L. 10 mai 1838, art. 19, 33, 34; L. 3–10 déc. 1790; 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. III, art. 6; 7-11 fév. 1791, art. 4. — *V.* note suiv.
(7) L. 10 mai 1838, art. 20, 2e al.
(8) *V.* ci-dessus, p. 19, note 4, et L. 10 mai 1838, art. 4, 2° à 15°.
(9) *V.* L. 10 mai 1838, art. 11, 9, 12 à 16, 18 à 20, 10, 17, 1er al., 35, 28; L. 11 juin 1859; et nos précéd.

tion des routes départementales (1), etc.; et chacun d'eux entend et débat le compte d'administration qui lui est présenté par le préfet, des recettes et des dépenses opérées (quant à celles-ci surtout), conformément au budget départemental, etc. Les observations des conseils généraux sur les comptes présentés à leur examen sont adressées directement par leurs présidents au ministre chargé de l'administration départementale (2).

Les délibérations du conseil général sont soumises, selon les cas déterminés par les lois ou les règlements d'administration publique à l'approbation, soit du pouvoir législatif (3), soit du chef de l'État, soit du ministre compétent (4), soit du préfet (5).

Certains actes d'exécution de ces délibérations sont aussi soumis ensuite à l'approbation de l'autorité supérieure à celle du préfet (6).

Les budgets et les comptes des départements, réglés définitivement, sont rendus publics par la voie de l'impression (7).

Ils sont rattachés *en bloc* à ceux de l'État (8). Les comptes en sont réglés d'après le montant des recettes *effectuées* sans annulation ni supplément de crédits pour les différences qui existeraient entre les produits réalisés et les crédits approximativement ouverts au budget de l'État (et à ceux des départements). Les fonds qui n'ont pu recevoir leur emploi dans le cours d'un exercice sont reportés à l'exercice suivant avec leurs affectations diverses et spéciales (9).

IV. Les conseils généraux peuvent adresser directement au ministre, par l'intermédiaire de leur président, leurs *réclamations* dans l'intérêt spécial du département qu'ils représentent (10), sans préjudice de tout autre recours par les voies de droit (11). Ils peuvent

---

(1) L. 10 mai 1838, art. 4, 8°; 12, 10°; D. 16 déc. 1811, art. 3, 13 à 27, etc.

(2) L. 28 pluv. an VIII, art. 6; L. 10 mai 1838, art. 24, 1°, 3°, etc.

(3) *V.* ci-dessus, n° II.

(4) Ex. : L. 10 mai 1838, art. 4, 9°, 32.

(5) L. 10 mai 1838, art. 5, 20 à 38; D. dictatorial 25 mars 1852, tabl. A, 1° à 9°, 12° à 23°, 55° et except. *b*, *f* à *i*, *k*, *l*, *m*.

(6) Ex. : D. 25 mars 1852, tabl. A, 10, 11° et except. *n*.—*V.* D. 13 avril 1861, art. 2, 1° à 3°.—*V.* ci-dessus, *Préfets*.

(7) Const. 1791, tit. V, art. 3, dern. al.; an III, art. 310; L. 17 août 1828, art. 6; 10 mai 1838, art. 25, 12, 15°.

(8) O. 31 mai 1838, art. 428.—*V.* ci-dessus, p. 130, 168.

(9) L. 4 mai 1834, art. 10; 10 mai 1838, art. 21; O. 31 mai 1838, art. 94, 96.

(10) L. 10 mai 1838, art. 7.

(11) *V.* L. 10 mai 1838, art. 4, 5°, et ci-dessus, *Préfet, actions du département*.

aussi émettre et transmettre de la même manière au ministre leur opinion, c'est-à-dire leurs *vœux* sur les besoins des différents services publics en ce qui touche le département; ils lui envoient en effet leurs procès-verbaux, et, deux mois après leur session annuelle, le ministre présente au chef de l'État le résumé de ces vœux. Le chef du pouvoir exécutif ordonne le renvoi à chacun des ministres de ce qui concerne son département, et, dans le mois qui suit, ceux-ci doivent lui faire un rapport détaillé sur les demandes et les observations des conseils, accompagné des propositions qu'ils croient convenables (1).

§ 3. — En ce qui touche les intérêts des communes et établissements publics locaux :

I. Les conseils généraux peuvent et doivent même, dans la limite du maximum fixé tant par la loi spéciale sur l'enseignement que par la loi annuelle des finances de l'État (le budget), voter des centimes *spéciaux* additionnels aux quatre contributions directes, destinés à subvenir à l'insuffisance des ressources communales pour l'instruction primaire. La perception de ces centimes est suffisamment autorisée par l'approbation du budget départemental. Ils peuvent même être imposés d'office par le chef du pouvoir exécutif (2).

Ils peuvent aussi pour le même objet, après épuisement de ce maximum, voter des impositions extraordinaires, mais qui, alors, doivent être autorisées par des lois spéciales (3).

II. Ils peuvent de même, pour concourir par des subventions aux dépenses communales des chemins vicinaux de grande communication ou autres, voter des centimes spéciaux additionnels aux quatre contributions, jusqu'à concurrence du maximum fixé par la loi annuelle des finances (4).

Ils peuvent aussi voter, en outre, des centimes extraordinaires dont l'imposition doit être autorisée par des lois spéciales (5).

III. Sur la proposition des préfets, les conseils généraux déclarent certains chemins communaux, d'après leur importance, chemins vicinaux de grande communication. Ils en déterminent la direction,

---

(1) L. 28 pluv. an VIII, art. 6 ; L. 10 mai 1838, art. 7 ; arr. 2 vend. an XI.

(2) L. 10 mai 1838, art. 3, 10, 4°, 19 ; 28 juin 1833, art. 13 ; 15 mars 1850, art. 40 ; et L. ann. fin.

(3) L. 10 mai 1838. art. 10, 3°, 33, 19.

(4) L. 21 mai 1836, art. 8 et budg. ann.

(5) *V.* note anté-précéd.

et désignent les communes qui doivent contribuer à leur construction ou à leur entretien (1).

IV. Lorsqu'un travail quelconque, et notamment un chemin vicinal, autre que de grande communication, intéresse *plusieurs* communes, s'il y a désaccord entre leurs conseils municipaux sur la part de la dépense que chacune d'elles doit supporter, les conseils généraux sont appelés à donner leur avis sur la distribution entre elles de la dépense (2).

V. Les conseils généraux, enfin, délibèrent sur la part de la dépense des aliénés et des enfants trouvés et abandonnés qui sera mise à la charge des communes et sur les bases de la répartition à faire entre elles de cette portion d'une dépense qui doit être supportée à la fois par les départements, les communes et *les hospices*, à défaut, quant aux aliénés, des personnes elles-mêmes ou de leur famille, aux termes du Code civil (3).

Il est interdit à tout conseil général de se mettre en correspondance avec un ou plusieurs conseils d'arrondissement ou de département, ainsi que de faire aucune proclamation ou adresse.

En cas d'infraction à ces dispositions, le conseil général, ou sa session, est suspendu en attendant qu'il ait été statué par le chef du pouvoir exécutif (4).

Tout acte, toute délibération d'un conseil général, relativement à des objets qui ne sont pas légalement compris dans ses attributions, sont nuls et de nul effet et déclarés tels, par acte du chef du pouvoir exécutif (5), sans préjudice du droit qu'a toute partie lésée de se pourvoir par la voie contentieuse devant le conseil d'État, même contre une délibération du conseil général, dans le cas et pour cause d'excès de pouvoir ou d'incompétence (6), ou même de recourir *sur le fond*, devant qui de droit, s'il y avait lieu.

Les membres des conseils généraux sont en outre appelés indivi-

---

(1) L. 21 mai 1836, art. 7.—*V.* n° suiv.

(2) L. 18 juill. 1837, art. 72, 73; 10 mai 1838, art. 6, 2°; L. 21 mai 1836, art. 6.— *V.* ci-dessus, p. 365, n° V.

(3) L. 10 mai 1838, art. 4, 15° 12, 11°; 18 juill. 1837, art. 30, 15°, 27, 28; 13 flor. an x, art. 3; D. 19 janv. 1811, art. 12, etc.

(4) L. 22 juin 1833, art. 16 à 19; 20 avril 1834, art. 10. — *V.* L. 15-27 mars 1791, art. 8, 9, 33, 36, 38; const. 1791, tit. III, chap. IV, art. 5; an III, art. 367, 199, 196, 197; C. pén., art. 123 à 127. — *V.* al. suiv.

(5) L. 22 juin 1833, art. 14; L. 15-27 mars 1791, art. 32; const. 1791, tit. III, chap. IV, art. 5; an III, art. 196 (*V.* ci-dessus, p. 183, note 5); Ex.; O. 5 nov. 1840, etc.

(6) *V.* ci-dessus, p. 184, note 2.

duellement, à ce titre, à remplir certaines fonctions ou missions (1); ainsi deux d'entre eux font partie de la commission chargée dans chaque département de la répartition des fonds généraux affectés à l'entretien du domaine public (2); quatre d'entre eux sont membres du conseil départemental de l'instruction publique (3); l'un d'eux est appelé à faire partie du conseil de révision en matière de recrutement (4), etc. (5).

SOUS-SECTION V. — *Des conseils d'arrondissement.*

Dans chaque arrondissement communal, même dans celui où est situé le chef-lieu du département, excepté Paris (6), qui pourtant forme à lui seul un arrondissement communal (7), comme il formait jadis un district (8), mais qui ne forme en même temps qu'une seule commune (9), il y a un conseil d'arrondissement (10).

Chaque conseil d'arrondissement est composé d'autant de membres qu'il y a de cantons dans l'arrondissement, mais de neuf au moins. Si le nombre des cantons est inférieur à neuf, un acte du pouvoir exécutif répartit entre les cantons les plus peuplés le nombre de conseillers à élire pour compléter ce nombre (11).

Les membres des conseils d'arrondissement sont élus de la même manière que ceux des conseils généraux, mais pour six ans seulement. Ces conseils se renouvellent par moitié tous les trois ans, sauf le cas de dissolution (12).

Leurs membres peuvent être en même temps membres d'un conseil municipal (13).

---

(1) *V.* D. 2 fév. 1852, art. 34. — *V.* ci-dessus, *Conseils de préfecture.* — *V.* L. 3 mai 1841, art. 8, 12 (expropriation, commission d'enquête).

(2) O. 10 mai 1829, art. 1er, 3; 12 janv. 1834.—*V.* ci-après.

(3) L. 14 juin 1854, art. 5; 15 mars 1850, art. 10, 11; D. 9 mars 1852, art. 3.—*V.* ci-après, *Autorités spéciales.*

(4) L. 21 mars 1832, art. 15.—*V. Juridiction administrative.*

(5) O. 5 nov. 1847, art. 2, 3, etc.

(6) L. 20 avr. 1834, art. 9; 28 pluv. an VIII, art. 16, 17 arg.; 14 frim. an II, sect. III, art. 11; 7 juill. 1852, art. 12; D. 1er sept. 1852.

(7) L. 28 pluv. an VIII, art. 1er, et tabl. n° 85; arr. 17 vent. an VIII, art. 1; 25 fruct. an IX.— *V.* ci-dessus, p. 307 et 317.

(8) L. 26 fév.-4 mars 1790, tit. II, n° 60.

(9) *V.* ci-dessus, p. 317.

(10) L. 28 pluv. an VIII, art. 8, 11; 22 juin 1833, art. 20.

(11) L. 22 juin 1833, art. 20, 21; 20 avril 1834, art. 8 et 10; O. 20 avril 1833; 7 oct. 1834; arr. 3 août 1848; D. 9 et 17 juill. 1852; 12 mai 1858; 28 juin et 2 juill. 1860; 21 nov. 1860 et 29 déc. 1860–1861.

(12) L. 7 juill. 1852, art. 3, 4, 6; 22 juin 1833, art. 25; 20 avril 1834, art. 10. — *V.* p. 376, *Cumul interdit* (L. 22 juin 1833, art. 23, 24, 10, 11, 13 et note suiv.).

(13) L. 22 mars 1831, art. 18, 21; 5 mai 1855, art. 9, 10. —. *V.* note précéd.

Le sous-préfet a entrée dans le conseil d'arrondissement; il est entendu quand il le demande, et assiste aux délibérations (1).

Les présidents, vice-présidents et secrétaires des conseils d'arrondissement sont choisis par le préfet parmi les membres (2).

Les règles relatives aux réunions des conseils généraux, à la nullité de leurs actes, etc., sont applicables à celles des conseils d'arrondissement (3).

§ 1^er^. Les conseils d'arrondissement sont chargés :

I. De la répartition entre les communes du contingent dans chaque contribution directe assigné à leur arrondissement, et contre lequel chacun d'eux peut réclamer devant le conseil général.

Ils sont tenus de se conformer, dans la répartition, aux décisions rendues par le conseil général sur les réclamations des communes de leur arrondissement, lesquelles ont dû préalablement leur être soumises (4).

II. Ils sont nécessairement appelés, comme les conseils généraux, à donner leur avis : 1° sur l'établissement de la suppression ou le changement des foires et marchés (5) ; 2° sur les changements proposés à la circonscription du territoire de leur arrondissement ou des cantons et des communes qu'il renferme, et sur la désignation *des* chefs-lieux (6).

III. Ils peuvent être consultés sur les travaux de routes, de navigation et autres objets d'utilité publique intéressant l'arrondissement; enfin, sur tous les objets que l'administration centrale ou *supérieure* croirait devoir leur soumettre (7).

IV. Ils peuvent *donner* leur avis sur le classement et la direction des routes *départementales,* sur les acquisitions, aliénations et échanges à faire par le *département,* sur les constructions, reconstructions et changements de destination des édifices

---

(1) L. 22 juin 1833, art. 27; 20 avril 1834, art. 10.—*V.* ci-dess., p. 368.

(2) L. 7 juill. 1852, art. 5. — *V.* L. 28 pluv. an VIII. art. 10; 22 juin 1833, art. 27.

(3) L. 22 juin 1833, art. 27, 15, 13, 28 ; L. 28 pluv. an VIII, art. 6; arr. 29 flor. an VIII, art. 1^er^ (*V.* ci-après, *Session*) ; L. 22 juin 1833, art. 16 à 19, 14, 28. — *V.* L. 15-17 mars 1791, art. 25 à 29, 36 à 38. — *V.* sect. précéd., p. 376, 377, et p. 361, n° XV.

(4) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 1^er^ ; 28 pluv. an VIII, art. 10; 22 juin 1833, art. 45, 40, 2, 46, 47.—*V.* sous-sect. précédentes.

(5) L. 22 juin 1833, art. 41, 3° ; 28 pluv. an VIII, art. 10.

(6) L. 22 juin 1833, art. 41, 1°.

(7) L. 22 juin 1833, art. 42, 1°, 41, 4°.

et bâtiments départementaux affectés aux divers services publics, enfin sur tous autres objets soumis au conseil général, en tant que l'arrondissement s'y trouve intéressé (1).

V. Ils peuvent adresser directement au préfet, par l'intermédiaire de leur président, leur opinion ou leurs *vœux* sur l'état et les besoins des différents services publics en ce qui touche l'arrondissement (2).

VI. Le préfet leur communique le compte de l'emploi des fonds de non-valeur, en ce qui concerne l'arrondissement (3).

§ 2. En ce qui touche les intérêts communaux, les conseils d'arrondissement donnent leur avis sur le classement et la direction des chemins vicinaux de grande communication (4), sur les réclamations (ou difficultés) relatives à la répartition de la dépense, soit des autres chemins vicinaux, soit de tout autre travail, intéressant plusieurs communes ou les communes et le département (5).

La session ordinaire ou annuelle des conseils d'arrondissement se divise en deux parties.

Dans la première, qui précède la réunion des conseils généraux, ils délibèrent *notamment* sur les réclamations auxquelles peut donner lieu la fixation des contingents de l'arrondissement dans les contributions directes et sur les demandes en réduction de contingent formées par les communes. Dans la seconde, qui suit la réunion des conseils généraux, ils répartissent entre les communes le contingent assigné à l'arrondissement pour l'année suivante (6), sauf réclamation ultérieure, s'il y a lieu.

Les membres des conseils d'arrondissement remplissent aussi individuellement, à ce titre, certaines fonctions ou missions (7).

---

(1) L. 22 juin 1833, art. 42.— *V.* ci-dessus p. 20, notes 3 et 4.

(2) L. 28 pluv. an VIII, art. 10; L. 10 mai 1838, art. 44.

(3) L. 12 juin 1833, art. 43. — *V.* sous-sect. précéd., et L. 28 pluv. an VIII, art. 10, 5e al.

(4) L. 10 mai 1838, art. 41; L. 21 mai 1836, art. 7.

(5) L. 10 mai 1838, art. 41, 4°; L. 18 juill. 1837, art. 72; L. 21 mai 1836, art. 6.—V. page précéd., § 1er, n° II.

(6) L. 28 pluv. an VIII, art. 10; arr. 19 flor. an VIII; L. 10 mai 1838, art. 39, 40, 45, 47; 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. II, art. 29; L. 15-27 mars 1791, art. 11; ex.: O. 10 juin 1834; D. 3 et 22 août 1852, etc.

(7) V. L. 3 mai 1841, art. 8; 21 mars 1832, art. 15; O. 15 nov. 1847, art. 2 et 3; L. 28 juill. 1860, art. 5, etc.

SOUS-CHAPITRE II.

DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES COMMUNALES OU MUNICIPALES.

SECTION Ire.—*Des autorités communales de* 1789 *à l'an* IV.

Dès 1789, la commune fut organisée, à peu près comme elle l'est encore aujourd'hui, en ce sens qu'il fut établi pour chaque ville, bourg, paroisse (1) ou communauté de campagne, une *municipalité* (2). Les municipalités subsistant alors sous le titre d'hôtel de ville, mairies, échevinats, consulats, et généralement sous quelque titre et qualification que ce fût, furent supprimées et abolies, ainsi que la vénalité des offices de municipalité. Le chef de toute municipalité porta le nom de *maire*, les autres membres celui d'officiers municipaux, et leur signe distinctif fut l'écharpe aux couleurs de la nation (3).

Les municipalités instituées alors étaient des administrations collectives. Mais, dans les municipalités réduites à trois membres, dont deux officiers municipaux (celles des communes ayant une population de moins de 500 âmes), l'exécution était confiée au maire seul (4).

Dans les autres communes, la municipalité ou le corps municipal était divisé en *conseil* et *bureau*. Le bureau, composé du tiers des officiers municipaux (c'est-à-dire de deux membres seulement dans les communes de 500 à 3,000 âmes, trois dans les communes de 3 à 10,000, etc.), était chargé de tous les soins d'exécution, et borné à la simple *régie*.

Le *conseil*, composé des deux autres tiers du corps municipal, s'assemblait au moins une fois par mois pour recevoir et arrêter provisoirement les comptes du bureau ; après quoi les membres du bureau avaient séance et voix délibérative avec ceux du conseil, et toutes les délibérations nécessaires à l'exercice des fonctions du corps municipal étaient prises dans ces réunions (5).

Dans les villes au-dessus de 25,000 âmes, l'administration municipale pouvait se diviser en sections, à raison de la diversité des matières (6).

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 22, note 1, et p. 330.
(2) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, art. 7.
(3) L. 11 août-3 nov. 1789, art. 7 ; 14–22 déc. 1789, art. 4 ; 29-30 déc. 1789–janv. 1790, art. 4; 19–20 avril et 14–26 mai 1790; const. 1791, préamb.
(4) L. 14-22 déc. 1789, art. 25, 37.
(5) L. 14–22 déc. 1789, art. 25, 34 et 35, 37 à 39, 57 à 59, 38 à 40.
(6) L. 14–22 déc. 1789, art. 41 ; ex.: L. 22–27 juin 1790, tit. III, art. 18.

La ville de Paris était régie par une loi particulière, mais fondée sur les mêmes bases et selon les mêmes principes (1).

Outre le corps municipal (conseil et bureau), il y avait encore le *conseil général* de la commune, composé de ce corps et d'un nombre double de notables, qui n'étaient appelés que pour les affaires importantes, telles que acquisitions ou aliénations d'immeubles, impositions extraordinaires et emprunts, nomination du secrétaire-greffier et, s'il y avait lieu, du trésorier de la commune (2).

Il y avait enfin dans chaque municipalité un procureur de la commune, assisté, dans les villes de plus de 10,000 âmes, d'un substitut destiné à le suppléer, chargés spécialement de défendre les intérêts et de poursuivre les affaires de la communauté, et par conséquent (jusqu'à l'an II), étrangers à l'administration générale (3).

Tous les membres des diverses parties de l'administration municipale, même les notables, même le procureur de la commune et son substitut, étaient élus directement par les citoyens *actifs* de la commune (4).

L'Assemblée constituante avait dès lors distingué deux sortes d'attributions ou fonctions des autorités municipales : les unes propres à l'administration générale de l'État, les autres propres à l'autorité municipale, c'est-à-dire relatives à la commune.

Les premières, déléguées aux corps (ou fonctionnaires) municipaux pour être exercées sous l'autorité *immédiate* des assemblées (ou autorités) administratives de département et de district, et consistant : I. Dans la répartition des contributions directes entre les citoyens, membres de la commune ; II. La direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; III. La régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; IV. La surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; V. L'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstruction des églises, presbytères et autres objets relatifs au service du culte religieux (intérêt aujourd'hui communal); VI. Plus, certaines attributions confiées depuis à des autorités spé-

---

(1) L. 14-22 déc. 1789, art. 25 ; L. 22–27 juin 1790, tit. Ier, art. 1er, 2, 4, 5, 22 à 24, 27, 53, 55, etc. — V. ci-dessus, p. 317.

(2) L. 14–22 déc. 1789, art. 30, 31, 54, 32, 33 ; L. 22-27 juin 1790, tit. Ier, art. 5, 20, 21, 25, 29, 30, 32, 33. — V. L. 18 juill. 1837, art. 42, « adjonction des plus imposés. »

(3) Remplacés en l'an II par des agents nationaux à la nomination du pouvoir législatif (la Convention nationale).—L. 22 déc. 1789, art. 26-27 ; L. 22–27 juin 1790, art. 5, 35 à 38 ; L. 14 frim. an II, sect. II, art. 14.

(4) L. 14–22 déc. 1789, art. 5 à 24, 28 à 31.—V. note précéd.

ciales, telles que la perception des contributions et leur versement dans les caisses de district ou de département.

Les deuxièmes devant être exercées seulement sous la surveillance et l'inspection des assemblées (ou autorités) supérieures et consistant à régir et administrer les biens et revenus communaux, les intérêts communaux et les établissements publics communaux (1).

SECTION II. — *Des autorités municipales et communales de l'an* IV *à l'an* VIII.

Il y eut, sous la constitution de l'an III, une administration municipale *au moins* par *canton*. Toute commune dont la population s'élevait à 5,000 habitants et au-dessus formait à elle seule un canton (2). Les communes ayant moins de 5,000 habitants étaient groupées par circonscription cantonale d'une étendue de 4 à 6 lieues carrées anciennes et d'une population pouvant fournir une assemblée de 6 à 900 citoyens actifs (3).

Ces dernières communes avaient pour autorité *communale* un agent *municipal* et un *adjoint* chargés uniquement d'exercer dans leur commune les fonctions de police et celles d'officier de l'état civil, de suivre les actions intéressant la commune, et d'y faire exécuter les arrêtés de l'administration *municipale* ou cantonale. Cette administration municipale était formée de la réunion des agents municipaux de chaque commune du canton sous un président choisi dans tout le canton. L'adjoint n'avait pour mission que de remplacer provisoirement, soit dans la commune, soit à la municipalité, l'agent municipal empêché, ou de concourir avec lui sur son invitation, dans tous les actes de police intéressant la commune, ou enfin de remplir en son lieu et place les fonctions d'officier de l'état civil (4).

Les communes de 5,000 à 100,000 habitants avaient une administration collective, se renouvelant chaque année par moitié et composée, suivant le chiffre de la population, de cinq à neuf offi-

---

(1) L. 14-22 déc. 1789, art. 49, 51, 50; 22-27 juin 1790, tit. I, art. 50 à 52. — *V.* en outre ci-après, *Police*.

(2) *V.* ci-dessus, p. 311-312.

(3) *V.* ci-dessus, p. 311, notes 3 à 6.

(4) Const. an III, art. 179 à 181; L. 21 fruct. an III, art. 1er à 3; 19 vend. an IV, art. 12; 19 vend. an V, art. 1er. — Cette organisation pour les petites communes nous paraît infiniment supérieure à celle qui existe aujourd'hui.

ciers municipaux, y compris leur président choisi par eux et parmi eux (1).

Enfin, les villes de plus de 100,000 habitants avaient trois municipalités (Paris douze), plus un bureau central, composé de trois membres seulement, pour les objets déclarés indivisibles par le Corps législatif, tels que la police (2), les subsistances et les procès pour la commune (3).

Il y avait de plus, sous cette même constitution, près de chaque administration municipale, un commissaire du pouvoir exécutif, chargé de surveiller et de requérir l'exécution des lois en général, assistant aux délibérations, devant y être ouï, mais n'ayant pas voix délibérative (4).

Le président de l'administration municipale, pour les petites communes réunies, et les officiers municipaux pour les communes de 5,000 habitants et au-dessus, étaient élus directement chaque année, par les assemblées primaires de canton (5) ; les agents municipaux des communes ayant moins de 5,000 habitants, et leurs adjoints étaient élus directement par des assemblées communales composées des électeurs de la commune (6) ; mais les membres du bureau central dans les communes ayant plusieurs municipalités (7), étaient nommés par l'administration dite *centrale* (de département) (8), sauf confirmation par le pouvoir exécutif (le directoire). Le commissaire du pouvoir exécutif près chaque administration municipale était nommé et révocable directement par le chef du pouvoir exécutif (le directoire) (9).

Les administrations cantonales ou municipales et même les agents municipaux formant l'administration communale pour les petites communes, étaient chargées à la fois, chacun dans les limites indiquées ci-dessus, 1° des attributions déléguées, soit aux districts, soit aux agents nationaux près de ces districts, les uns et les autres

---

(1) Const. an III, art. 178, 182, 185, 186 ; L. 21 fruct. an III, art. 9.—Il y avait de plus, dans ces communes et dans les suivantes, des commissaires de police (L. 19 vend. an IV, art. 10, 11).

(2) *V.* note précéd., et ci-après, tit. VII.

(3) Const. an III, art. 183, 184; L. 19 vend. an IV, art. 2 à 4; 24 brum. an V. — *V.* ci-dessus, p. 317.

(4) Const. an III, art. 191 ; L. 21 fruct. an III, art. 14, 15.

(5) *V.* ci-dessus, p. 313.

(6) Const. an III, art. 27, 28.

(7) Paris, Lyon, Bordeaux et Marseille.—*V.* ci-dessus, p. 311 à 313, 317.

(8) *V.* ci-dessus, p. 352.

(9) Const. an III, art. 184, 191.

supprimés (1) ; 2° et des fonctions municipales ou communales définies ci-dessus (2).

SECTION III. — *Des autorités communales depuis l'an* VIII.

La constitution ou plutôt la loi du 28 pluv. an VIII vint rétablir la commune comme on l'avait connue avant et depuis 1789 jusqu'à l'an III et comme nous la connaissons aujourd'hui ; et l'arrondissement dit *communal* ne fut qu'une agglomération de cantons, presque exclusivement judiciaires et de communes, et non pas une commune collective (3). Une portion seulement des petites communes, administrées en partie, sous la constitution de l'an III, par un *agent municipal* et un adjoint, eurent de même pour les administrer, mais complétement, sauf les attributions du conseil municipal, un *maire ;* ce furent celles dont la population n'excédait pas 2,500 âmes ; toutes les autres, à l'exception de celles de 100,000 âmes et au-dessus, eurent également comme administrateur unique (sauf le rôle du conseil municipal) un maire. Ces dernières communes eurent trois maires jusqu'à l'an XIII. Paris en eut douze (un par chaque arrondissement municipal), chargés de la partie administrative et de l'état civil, plus un préfet *pour la police ;* le tout outre les adjoints.

Le nombre des adjoints, destinés à suppléer le maire, soit absent ou empêché, soit en vertu de sa délégation pour quelques objets, varia suivant la population des communes ou suivant certaines circonstances accidentelles ou topographiques (4).

A partir de l'an XIII, Lyon, Bordeaux et Marseille, seules villes, hors Paris, de 100,000 âmes et au-dessus, n'eurent plus qu'un maire, comme les autres communes (5).

La loi du 21 mars 1831, celle du 20 avril 1834 n'ont rien changé au nombre des maires et adjoints. Mais un décret du 24 mars 1852 a de nouveau divisé la ville de Lyon en plusieurs arrondissements (cinq) et lui a donné également un maire et deux adjoints par arron-

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 350, note 1, et 352.

(2) L. 21 fruct. an III, art. 19, 21 ; 19 vend. an IV, art. 12 (*V.* tit. suiv. *Police*). — *V.* sect. précéd., p. 387.

(3) *V.* ci-dessus, p. 316, 317.

(4) L. 28 pluv. an VIII, art. 12, 16 ; 18 flor. an X ; arr. 2 pluv. an IX, art. 3, 7 ; D. 4 juin 1806, art. 2 et 5.

(5) L. 15 vent. an XIII.—*V.* ci--dessous.

dissement (1). Paris, d'après la loi de 1859, se trouve aujourd'hui avoir vingt maires et quarante adjoints (2).

Indépendamment de ces agents actifs de l'administration, c'est-à-dire de la partie exécutive, représentant en quelque sorte dans chaque commune l'ancien *bureau* de 1789, la constitution ou plutôt la loi de l'an VIII créa pour chacune d'elles indistinctement un conseil municipal chargé de délibérer seulement sur les intérêts locaux (3).

Cette loi ayant d'ailleurs rétabli, par la création des sous-préfets et des conseils d'arrondissement, l'équivalent des anciennes administrations de district, les fonctions des maires et adjoints et celles des conseils municipaux se bornèrent aux attributions des anciens agents et officiers municipaux relatives à la police (sauf Paris), à l'état civil, et à la gestion des intérêts communaux (Paris encore excepté) (4).

La constitution et la loi de l'an VIII et le sénatus-consulte du 16 thermidor an X substituèrent aussi à l'élection directe par les citoyens non-seulement pour les maires et adjoints, mais même pour les membres des conseils municipaux, la nomination par le chef du pouvoir exécutif ou par les préfets.

Les conseillers municipaux ainsi que les maires et adjoints des villes de plus de 5,000 habitants furent nommés par le chef du pouvoir exécutif, savoir : les membres des conseils municipaux, pour trois ans, sur une liste double de candidats pris parmi les plus imposés, présentée par l'assemblée primaire du canton ; et les maires et adjoints parmi les membres du conseil municipal. Dans les autres communes, les préfets nommaient directement les uns et les autres (5). A partir de 1806, toute présentation cessa pour les membres des conseils municipaux, qui durent seulement être choisis, quant aux communes de plus de 5,000 habitants, parmi les cent plus imposés (6). Dès 1803, il avait été décidé que les maires et adjoints de la ville de Paris pourraient être pris par le Premier Consul parmi les citoyens inscrits sur la liste des 600 plus imposés du départe-

---

(1) D. 24 mars 1852, art. 4, 5; 17 juin 1852; L. 5 mai 1855, art. 14.
(2) L. 16 juin 1859, art. 2. — *V.* ci-dessus, p. 317.
(3) L. 28 pluv. an VIII, art. 15, 17; arr. 9 mess. an VIII; 25 vend. an IX; 2 pluv. an IX; av. cons. 11-14 niv. an XI; D. 4 juin 1806, art. 1er à 4.
(4) L. 28 pluv. an VIII, art. 13, 15. — *V.* en outre ci-après, tit. VII, *Commissaires de police*.
(5) Const. an VIII, art. 41; L. 20 pluv. an VIII, art. 18, 20; sén.-cons. 16 therm. an X, art. 10, 11, 13; arr. 19 fruct. an X, art. 11; av. cons. 11-14 niv. an XI, 2°, 3°; ex. : D. 25 germ. an XIII.
(6) D. 17 janv. 1806, art. 40.

ment de la Seine, qui seraient domiciliés à Paris, et non plus nécessairement parmi les membres du conseil municipal (1).

Le chef de l'État pouvait d'ailleurs révoquer à volonté, maires, adjoints et conseillers municipaux. Les préfets pouvaient *suspendre* de leurs fonctions les membres des conseils municipaux de toutes les communes et les maires et adjoints nommés par eux (2).

Cette organisation étant selon l'esprit de la Restauration, il n'y fut rien changé (3). Mais la Charte revisée de 1830 promit des institutions municipales fondées sur un système électif (4).

C'est alors qu'intervinrent la loi du 21 mars 1831, et celle du 20 avril 1834 pour Paris, d'après lesquelles les conseils municipaux redevinrent électifs ; les maires et adjoints continuant d'être nommés par le roi ou les préfets, mais pour trois ans seulement, et devant de nouveau être choisis parmi les membres du conseil municipal (5). Le droit de révocation et de suspension des maires et adjoints subsistait comme en l'an VIII (6). Les conseils municipaux étaient renouvelés par moitié tous les trois ans (7).

La constitution de 1848 promit l'organisation de conseils cantonaux ; mais elle laissa subsister, même dans la plus petite commune, maire, adjoint et conseil municipal (8). Les maires et adjoints des communes au-dessous de 6,000 âmes, non chefs-lieux de département ou d'arrondissement, devaient être choisis par les conseils municipaux dans leur sein, mais ils pouvaient être révoqués ou suspendus par le chef du pouvoir exécutif ou les préfets. Le premier choisissait dans le sein des conseils municipaux les maires et adjoints des autres communes (9).

Par la constitution et la loi du 7 juillet 1852, le chef du pouvoir exécutif fut remis en possession du droit de nommer, soit par lui-même, soit par ses délégués (les préfets), tous les maires et adjoints,

---

(1) Arr. 2 frim. an XII.
(2) Const. an VIII, art. 41 ; L. 28 pluv. an VIII, art. 20.
(3) Ch. 1814, art. 68.
(4) Art. 68, 7°.
(5) L. 22 mars 1831, art. 10, 3 ; 20 avril 1834, art. 11 (*V.* L. 28 pluv. an VIII, art. 17).—La loi de 1831 (art. 1er) reproduisit sans trop de raison la dénomination de *corps municipal*, conservée depuis, quoiqu'elle n'indique plus une autorité *collective*, mais seulement l'*ensemble* d'autorités tout à fait distinctes et fonctionnant à des titres différents.
(6) L. 21 mars 1831, art. 3 ; 20 avril 1834, art. 12. — Quant aux conseils municipaux, *V.* ci-dessus, p. 361, notes 4 et 6, et ci-après.
(7) L. 22 mars 1831, art. 17.
(8) Const. 1848, art. 77, 3°, 4°.
(9) L. 3 juill. 1848, art. 10.

et de les prendre hors du conseil municipal (1). Mais les conseils municipaux demeurèrent électifs (2).

Toutefois, la loi du 3 juillet 1848 et le décret du 24 mars 1852, maintenus sur ce point, ont également remplacé à Paris et à Lyon le conseil municipal, par une commission provisoire, à la nomination du chef de l'État (3). De plus, par la loi de 1855, au chef de l'État est réservée la nomination des conseils municipaux dans toutes les communes du département de la Seine (4).

D'après cette même loi encore, dans le cas de dissolution ou de suspension des conseils municipaux, mesures qui peuvent être prononcées, la première par les préfets, la seconde par le chef du pouvoir exécutif, il peut être nommé par eux directement pour tenir lieu de conseils municipaux, des commissions temporaires, dont la mission peut durer jusqu'au prochain renouvellement général de ces conseils, lequel est quinquennal (5).

La loi de 1855, tout en réglant avec la loi du 16 juin 1859 l'état actuel, résume et constate la plupart des dispositions, qui sont demeurées en vigueur, des régimes précédents. Il nous reste à faire connaître cet état de choses avec indication de ses origines et à signaler les principales attributions, tant des maires que des conseils municipaux.

En outre et en dehors des conseils municipaux, il peut aussi être créé des commissions syndicales, soit pour gérer les biens et exercer les droits indivis entre plusieurs communes, soit pour intenter ou soutenir les actions juridiques qu'une section de commune peut avoir à exercer contre la commune dont elle fait partie; etc. La composition et le mode de nomination de ces commissions sont encore régis par la loi de 1837 (6).

SOUS-SECTION Ire. — *Des maires et adjoints.*

Il y a aujourd'hui, comme en 1789, un seul maire (7) dans toutes

---

(1) Const. 1852, art. 57; L. 7 juill. 1852, art. 7, 8.

(2) L. 7 juill. 1852, art. 3 et 4.

(3) Arr. 7 fév. 1848; L. 3 juill. 1848, art. 1er; arr. 8 sept. 1849; D. 27 déc. 1851-1852; L. 7 juill. 1852, art. 12; D. 24 mars 1852, art. 2.—Ces commissions portent aujourd'hui le nom de conseil municipal, et le provisoire a été par là converti en définitif (L. 5 mai 1855, art. 14).

(4) L. 5 mai 1855, art. 14.

(5) L. 5 mai 1855, art. 13 et 8.

(6) L. 18 juill. 1837, art. 70, 71, 56, 57.—*V.* ci-après.

(7) L. 14-28 déc. 1789, art. 4 (*V.* ci-dessus).

les communes (autres que Paris et Lyon) (1). Ce maire y est chargé individuellement de l'administration (2).

Le nombre des adjoints varie, d'abord suivant la population : un dans les communes dont la population n'excède pas 2,500 habitants; deux, de 2,500 à 10,000 ; dans les autres un de plus par chaque excédant de 20,000 habitants (3) (à Paris et à Lyon deux par arrondissement municipal). De plus, lorsque la mer ou un autre obstacle rend les communications difficiles ou dangereuses ou momentanément impossibles entre le chef-lieu d'une commune et les îles, îlots ou villages, etc., qui en dépendent, le Gouvernement ou le préfet, suivant la population ou le caractère de la commune, nomme parmi les habitants de cette fraction un adjoint en sus du nombre fixé par la loi.

Cet adjoint spécial remplit les fonctions d'officier de l'état civil et peut être chargé de l'exécution des lois et règlements de police dans cette partie de la commune ; mais cet adjoint n'a pas de correspondance directe avec les autorités constituées ; il correspond seulement avec le maire de la commune (4).

Les maires et les adjoints des communes, chefs-lieux de département, d'arrondissement ou de canton ou ayant plus de 3,000 habitants, sont nommés par le chef de l'État. Les autres le sont par le préfet. Tous ne sont révocables que par le chef du pouvoir exécutif, mais le préfet peut les suspendre de leurs fonctions (5). Ces fonctions, quoique non électives, sont gratuites (6).

Ils peuvent être pris parmi *tous* les citoyens inscrits dans la commune au rôle d'une des quatre contributions directes, sauf les incompatibilités de fonctions (7).

---

(1) L. 4 mai 1855, art. 14, dernier alin. ; 28 pluv. an VIII, art. 16 ; D. 24 mars 1852, art. 5.—*V.* ci-dessus, p. 390.

(2) Sauf ce qui sera dit ci-après, chap. II et tit. VII.

(3) L. 28 pluv. an VIII, art. 12, 16 ; 21 mars 1831, art. 2 ; 5 mai 1855, art. 1er et 3 ; compar. const. an III, art. 179.—*V.* p. 317 (Paris et Lyon).

(4) L. 18 flor. an X ; L. 21 mars 1831, art. 2 ; L. 5 mai 1855, art. 3. — Pendant les temps de l'année où la communication est impossible, la publication et l'affiche nécessaires pour la validité des mariages peut se faire dans les lieux où demeure cet adjoint, et sa maison tient lieu de maison commune (L. 18 flor. an X, art. 3).

(5) L. 21 mars 1831, art. 3 ; 5 mai 1855, art. 2.—*V.* L. 28 pluv. an VIII, art. 18 et 20.

(6) L. 5 mai 1855, art. 1er, et L. 21 mars 1831, *id.* ; 14-26 mai 1790.

(7) L. 5 mai 1855, art. 2, 5 ; 24 vend. an III, tit. II, art. 1er ; 14-22 déc. 1789, art. 53 ; 21 mars 1831, art. 6 à 8 ; 20 avr. 1834, art. 21. — La loi de 1831 exigeait le domicile réel, etc, (art. 4).—*V.* ci-dessus.

Les maires et adjoints sont nommés pour cinq ans ; ils peuvent être renommés (1).

Les adjoints sont de simples suppléants. Le maire a seulement la faculté de les consulter et de leur léguer une partie de ses fonctions (2).

En cas d'absence ou d'empêchement du maire et des adjoints, le maire est remplacé par un conseiller municipal désigné par le préfet, ou, à défaut de désignation, par le premier dans l'ordre du tableau (3).

Indépendamment de leurs attributions comme officiers de police judiciaire, auxiliaires du parquet, etc. (4), ou comme juges de simple police (5), ou comme officiers du ministère public près des tribunaux de simple police (6), indépendamment de certaines autres attributions ou missions qui tiennent également à l'ordre judiciaire et non à l'ordre administratif, telles que visites ou saisies à domicile (assistance) (7), affirmation de procès-verbaux (réception) (8), paraphe des livres de commerce, etc.(9), indépendamment aussi de leurs attributions comme officiers de l'état civil (10), pour lesquelles ils sont placés sous la surveillance du ministère public près les Cours et tribunaux judiciaires, et qui ne sont pas considérées dès lors comme des fonctions administratives proprement dites ou exécu-

---

(1) Sén.-cons. 16 therm. an x, art. 13; L. 5 mai 1855, art. 2. — *V.* L. 14-22 déc. 1789, art. 42, 43 (2 ans); 21 mars 1831, art. 4 (3 ans).

(2) Arr. 2 pluv. an ix, art. 7; D. 4 juin 1806, art. 5; L. 5 mai 1855, art. 4, 1er al. *V.* toutefois C. instr. cr., art. 167.

(3) L. 21 mars 1831, art. 5; 5 mai 1855, art. 4.—*V.* C. instr. cr., art. 167. —*V.* sous-sect. suiv. *Conseils municipaux.*

(4) C. instr. cr., art. 9, 11, 14, 50, 54.—*V.* ci-après tit. vii.

(5) C. instr. cr., art. 138, 166, 167, 140, 139, 171 ; L. 22 germ. an xi, art. 19; D. 3 août 1810, art. 4; L. 22 fév. 1851, art. 20 et 22, arg.—*V.* ci-après, n° XI.

(6) C. instr. cr., art. 144, 167.

(7) C. pr. civ. 587 ; instr. cr., art. 16 ; L. 11 frim. an vii, art. 52, 54; C. for., art. 161 ; L. 28 avr. 1816, art. 237; 29 brum. an vi, art. 101, 106; 6-22 août 1791, tit. xiii, art. 36, 39; 3e L. 28 avr. 1816, art. 60 ; 15 mai 1818, art. 47; 4 juill. 1837, art. 8 ; O. 17 avr. 1839, art. 39, 40, etc.

(8) L. 28 flor. an x, art. 11, 2e al.; C. for., art. 165, 166 ; L. 15 avr. 1829, art. 44, 45; O. 17 avr. 1839, art. 41 ; D. 9 janv. 1852, art. 17 ; L. 30 mai 1851, art. 18 ; 15 juill. 1845, art. 24 ; 14 juill. 1856, art. 16, etc. L. 28 avr. 1816, art. 68 (visa), etc.

(9) C. comm., art. 11, 224 ; etc.

(10) L. 20 sept. 1792; 19 déc. *id.*, sect. ii; 3 vent. an iii ; 19 vend. an iv, art. 12 ; 28 pluv. an viii, art. 13, 16 ; 18 flor. an x, art. 2 ; av. cons. 6 juin-2 juill. 1807 ; D. 12 juill. 1807, etc.; L. 5 mai 1855, art. 3.

tives (1), toutes attributions ou missions dans lesquelles ils sont aussi suppléés, au besoin, par leurs adjoints (2), les maires ont, comme les anciennes administrations municipales, deux sortes de fonctions administratives à remplir (3), les unes relatives à l'administration générale et à l'exécution des lois *de l'État*; les autres propres au pouvoir ou plutôt à l'ordre municipal et relatives aux intérêts de la commune et des établissements locaux (4). Ils concourent aussi, s'il y a lieu, à la surveillance ou à la gestion des intérêts du département dans la commune, intérêts qui, de 1786 à 1811 ou même à 1838, étaient en réalité les mêmes que ceux de l'État, dont le département n'était qu'une fraction (5).

§ 1er. Comme représentants du chef du pouvoir exécutif dans la commune et comme appelés à concourir à la gestion ou à la conservation des intérêts et droits *de l'État*, des départements, etc., les maires sont chargés, sous l'autorité (6) de l'administration supérieure (sous-préfets, préfets, etc.) :

I. De la publication des lois et règlements et autres actes ayant force de loi, etc., lorsque cette publication ne doit pas résulter uniquement de leur insertion au *Bulletin des lois* (7).

II. Ils peuvent, comme les préfets, ordonner la publication, par lecture publique ou affiche, etc., des lois anciennes ou récentes, et rappeler les citoyens à leur observation (8).

III. Ils notifient, s'il y a lieu, aux personnes intéressées, soit par signification, soit par publication ou affiche, les décisions des autres actes de l'autorité supérieure, etc. (9).

IV. Ils sont investis en certains cas, rares si ce n'est en matière de police proprement dite, d'une puissance réglementaire; ainsi ils peuvent faire la taxe du pain et de la viande (10).

---

(1) Av. cons. 4 pluv. an XII et 28 juin 1806; C. civ., art. 53; O. 26 nov. 1823.
(2) *V.* notes précéd. et D. 24 déc. 1850–1851, art. 45.
(3) *V.* ci-dessus, sect. Ire, et L. 18 juill. 1837, art. 9, 10, 11 (*V.* ci-après).
(4) *V.* ci-après tit. VII et nos suiv. (§§ 1er et 2).
(5) *V.* ci-dessus, p. 19, note 4, etc.
(6) L. 18 juill. 1837, art. 9, 1°; 14-22 déc. 1789, art. 51, 1er al.
(7) *V.* ci-dessus, p. 45, 48 à 50, 84, etc.
(8) L. 12 vend. an IV, art. 11; arr. 17 vent. an V.—*V.* ci-dessus, p. 355, nos 4 et 5.
(9) Av. cons. 12–25 prair. an XIII; ex-L. 3 mai 1841, art. 6; L. 21 avr. 1810, art. 24; C. for., art. 10, 11, 69; O. 1er août 1827, art. 60, 65, etc.
(10) L. 19–22 juill. 1791, art. 30, 31. — *V.* en outre D. 25 mars 1852, art. 3, 7 (*Bureaux de placement, Tarifs*), et p. 370, n° X, *Sous-préfet, Ap-*

V. Ils revisent et rectifient les listes électorales qui servent aux élections tant des membres du Corps législatif que des corps administratifs électifs (conseils généraux, d'arrondissement et municipaux) (1); ils reçoivent, notifient, admettent ou rejettent (assistés pour prononcer, à Paris de leurs adjoints, ailleurs de deux membres du conseil municipal, sauf recours devant le juge de paix) les demandes d'inscription ou de radiation sur ces listes. Ils président ainsi que leurs adjoints les colléges et sections de colléges électoraux (2).

VI. Ils sont chargés de l'exécution des mesures de sûreté générale, etc. (3).

VII. Ils exercent une surveillance spéciale sur le bon état des routes générales et départementales, et en inspectent les travaux; à cet effet, ils peuvent se faire accompagner par les cantonniers; mais ils ne peuvent interdire ni ordonner aucuns travaux, ils doivent seulement rendre compte au sous-préfet du résultat de leur inspection. D'ordre du sous-préfet, ils accompagnent l'ingénieur, s'il le requiert, dans son inspection des mêmes routes (4).

VIII. Ils assistent le préfet (ou le sous-préfet délégué par lui) sur sa demande, dans les visites qu'il doit faire des établissements d'instruction secondaire, même autres que communaux, qui se trouvent situés dans leur commune (5); ils surveillent concurremment avec le curé ou pasteur ou le délégué du culte israélite et les délégués du conseil départemental de l'instruction publique, etc. (6), les établissements primaires, publics ou privés, dans la commune (7); ils peuvent, en cas d'urgence, suspendre provisoirement les instituteurs ou institutrices communaux (8); ils dressent de concert avec les ministres des différents cultes, pour être approuvée par le conseil municipal et le préfet, la liste des enfants à admettre gratuite-

---

probation des règlements sur le service de la garde nationale, et ci-après, tit. VII, *Police.*—*V.* aussi C. civ., art. 663; L. 28 sept.-6 oct. 1791, tit. Ier, sect. V, art. 1er (bans de vendange), etc.—*V. Cons. municipaux.*

(1) *V.* ci-dessus et ci-après.

(2) 2e D. 1er fév. 1852, art. 1er à 3, 5 à 7, 13; 1er D. *id.*, art. 18 à 22.

(3) L. 18 juill. 1837, art. 9, 1°.—*V. Police.*

(4) D. 16 déc. 1811, art. 57 à 59, 61

(5) D. 15 nov. 1811, art. 34 à 37; L. 17 pluv. an III.

(6) L. 14 juin 1854, art. 7.—*V.* ci-après, autorités spéciales.

(7) L. 15 mars 1850, art. 18, 44, 51, 50, 53, 54, 77, 79, 57; D. 29 juill. 1850, art. 42, 49; 31 déc. 1853-1854, art. 10 à 12; 21 mars 1855, art. 14, etc.

(8) L. 15 mars 1850, art. 33, dern. al., 50; D. 7 oct. 1850, art. 17, 16.

ment dans les écoles et asiles, aux frais de la commune, dans la limite du nombre maximum fixé par le préfet ou le sous-préfet, et ils délivrent à ces enfants et aux autres des billets d'admission (1); ils visent les rôles dressés par les instituteurs et institutrices, etc., des enfants qui doivent la rétribution scolaire (ces rôles sont rendus exécutoires par les préfets ou les sous-préfets par délégation) (2). Ils reçoivent les déclarations de quiconque veut fonder un établissement d'instruction primaire libre, et peuvent, sauf recours ouvert devant le conseil départemental, refuser d'accepter le local (3).

IX. L'avis des maires (et des préfets) est demandé pour l'autorisation des oratoires spéciaux ou domestiques, pour des établissements publics ou des particuliers (4).

X. Ils peuvent, si le préfet l'autorise, être chargés de présider aux adjudications des coupes ordinaires ou extraordinaires de bois de l'État dont l'évaluation n'excède pas un certain chiffre (5).

XI. Ils constatent le nombre de chevaux entretenus par les maîtres de poste, et leur en délivrent des certificats, ainsi que des pertes, etc., pouvant donner lieu à indemnité en leur faveur. Ils visent le registre où chaque voyageur peut consigner ses plaintes, etc.; ils peuvent ordonner la restitution du trop perçu ; ils peuvent même prononcer des amendes, etc. (6) ; mais ils ne peuvent s'immiscer dans le service de la poste aux chevaux ou aux lettres (7).

XII. En matière de contributions directes et autres, ils font partie des répartiteurs chargés de faire, concurremment avec les agents des contributions directes, la répartition, entre les contribuables de leur commune, du contingent des contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres (8) ; ils participent à la formation de la matrice du rôle et au recensement annuel des patentables de

---

(1) L. 15 mars 1850, art. 45 ; D. 7 oct. 1850, art. 10 ; 31 déc. 1853-1854, art. 13 ; 21 mars 1855, art. 10 à 13.

(2) D. 7 oct. 1850, art. 22, 31 ; 31 déc. 1853-1854, art. 14 ; 21 mars 1855, art. 33, 34 ; L. 15 mars 1850, art. 41.

(3) L. 15 mars 1850, art. 27, 50, 53, 55, 77 ; D. 7 oct. 1850, art. 2 ; 21 mars 1855, art. 22.

(4) D. 22 déc. 1812, art. 2.—*V.* ci-dessus, p. 13, et tit. VII, *Police*.

(5) O. 1er août 1827, art. 86 ; C. for., art. 20, 21, 1°, etc.

(6) L. 16–29 août 1790, tit. II, art. 4 ; 19 vend. an II, art. 2 ; 19 vent. an III ; 19 frim. an VII, art. 6, 24 ; arr. 1er prair. an VII, art. 13, 15 ; L. 29 mars 1793, art. 4 ; 6 niv. an IV, art. 3 à 5.

(7) *V.* ci-dessus, p. 360, note 4.

(8) L. 3 frim. an VII, art. 9 ; 21 avr. 1832, art. 17, 27.

leur commune (1); ils peuvent être chargés de la surveillance des porteurs de contraintes (2); ils rendent exécutoires les rôles de répartition entre les débitants de boissons, de l'équivalent du droit de détail (3). Ils constatent par des certificats délivrés sous leur responsabilité l'insolvabilité ou l'absence des redevables du Trésor public (4).

Ils peuvent et doivent même périodiquement vérifier les caisses des percepteurs, se faire représenter par eux, à leur bureau, les rôles des contributions publiques, prendre des relevés de l'état de recouvrement, constater les infractions à la loi et en faire rapport à l'autorité supérieure (le sous-préfet) (5); ils peuvent être chargés par les sous-préfets de la vérification des caisses et registres des receveurs des régies financières (6).

XIII. Ils ne peuvent s'immiscer en rien de ce qui regarde l'administration, la discipline, la disposition et le mouvement de l'armée de terre, de l'armée de mer et de toutes leurs dépendances (7).

Mais ils dressent les tableaux de recensement des jeunes gens soumis au recrutement, et ils assistent le sous-préfet dans l'examen de ces tableaux et les opérations du tirage au sort. Les maires des chefs-lieux de canton reçoivent les engagements volontaires (8).

La garde nationale de la commune est placée sous leur autorité immédiate (9).

XIV. Ils pourvoient au logement des troupes (officiers, sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats de toutes armes marchant isolément ou avec leur corps et généralement tout militaire porteur d'une feuille de route), en leur délivrant, s'il est nécessaire, des billets de logement chez les habitants (logement avec écuries, s'il y a lieu, éclairage pour les officiers, droit au feu et à la lumière pour les hommes de troupes, etc., et sauf indemnité, s'il y a lieu,

---

(1) L. 25 mai 1844, art. 20, 22.
(2) Arr. 16 therm. an VIII, art. 25.
(3) L. 28 avr. 1816, art. 77 à 84.—*V. ibid.*, art. 55.
(4) Arr. 6 mess. an X.
(5) L. 23 nov.-1er déc. 1790, tit. V, art. 4; 26 sept.-2 oct. 1791, art. 13; arr. 29 frim. an IV, art. 9; L. 3 frim. an VII, art. 144.
(6) L. 9-15 mai 1791, art. 9.—*V.* ci-après, *Attrib. communales.*
(7) L. 15-27 mars 1791, art. 10, etc.—*V.* ci-dessus, p. 360, n° XIV.—*V.* ci-après, *Autorités militaires et maritimes*, etc.
(8) L. 10 mars 1818, art. 11, 12, 4; L. 21 mars 1832, art. 8, 10, 34; 26 avr. 1855, art. 13; D. 9 janv. 1856, art. 52 à 56.
(9) D. 11 janv. 1852, art. 5, 19, 20. — *V.* ci-dessus, p. 361, n° XIV, et p. 370, n° X (*Sous-préfets*).

c'est-à-dire s'il s'agit de militaires en résidence ou garnison) (1).

XV. Dans les communes qui ne sont ni places de guerre, ni chefs-lieux de département ou d'arrondissement, les maires suppléent les sous-intendants militaires, sous les réserves spécifiées dans les divers règlements (2).

XVI. Ils statuent sur les réclamations des inscrits maritimes désignés pour marcher et prêtent main-forte pour l'exécution des lois en cette matière (3).

§ 2. Comme chef, administrateur et mandataire de la commune, le maire, chargé de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police (4), etc., a pour mission :

I. De nommer à tous les emplois communaux pour lesquels la loi ne prescrit pas un mode spécial de nomination, de suspendre et révoquer les titulaires de ces emplois (5).

II. De conserver et administrer les propriétés de la commune (et de ses sections), autres que les bois (6); de surveiller les établissements qui lui appartiennent, et de faire en conséquence tous actes conservatoires de ses droits (7).

III. De présider, sauf dans le département de la Seine et à Lyon, le conseil municipal (8).

IV. D'exécuter les délibérations du conseil municipal régulièrement approuvées (9), concernant la gestion des biens et des intérêts

---

(1) L. 8-10 juill. 1791, tit. v, art. 6, 8, 9; L. 7-11 fév. 1791, tit. II, art. 8; Règl.-L. 23 mai 1792; arr. 25 pluv. an v, art. 3; O. 25 déc. 1837-1838, art. 324, 314, etc.; L. 15 mai 1818, art. 46; O. 5 avril 1818, préamb., et art. 9.

(2) O. 18 sept. 1822, art. 17; 10 juin 1829, art. 13.

(3) L. 31 déc. 1790-7 janv. 1791, art. 17, 18; L. 3 brum. an IV, art. 21; arr. 24 fruct. an IV.—*V. Autorités militaires et maritimes.*

(4) *V.* ci-après, tit. VII.

(5) L. 18 juill. 1837, art. 12; O. 2 juill. 1839; C. for., art. 72; mais *V.* D. 25 mars 1852, art. 5, 5°, 11°, 13°, 16°, 19° à 22°; 13 avr. 1861, art. 6, 20° (*V.* ci-dessus, préf. et sous-préf.).—*V.* ci-après, curés et cons. de fabrique. —*V.* D. 21 mars 1855, art. 26, et L. 15 mars 1850, art. 58; D. *dictatorial*, 9 mars 1852, art. 11.

(6) L. 14-22 déc. 1789, art. 50; 5 mai 1855, art. 50, 1°; C. for., art. 1er, 4°, 107 à 109, etc.; L. 25 juin 1841, art. 5; 19 juill. 1845, art. 6; 14 juill. 1856, art. 14; O. 23 mars et 2 déc. 1845.—*V.* néanmoins, C. for., art. 94, 100.

(7) L. 18 juill. 1837, art. 10, 2°, 3°, 55, 48, dern. al.—V. ci-après *Commissions syndicales.*

(8) Arr. 2 pluv. an IX, art. 2; 4 juin 1806, art. 1er; L. 21 mars 1831, art. 24; 5 mai 1855, art. 19.—V. ci-après *Paris, Préfets de la Seine et de police*, et sous-sect. suiv.

(9) *V.* ci-après, *Conseils municipaux.*

de la commune, et, par conséquent, de contracter pour elle, de signer les transactions, etc. (1); de la représenter en justice, soit en demandant, soit en défendant (2); d'accepter les dons et legs (3); de diriger et de faire exécuter les travaux qui sont à la charge de la commune, etc. (4).

V. De dresser le budget de la commune, de proposer ou demander les crédits supplémentaires ou extraordinaires, nécessaires (5).

VI. De liquider et d'ordonnancer directement par des mandats sur la caisse communale les dépenses qui doivent être payées sur les deniers communaux (6), et de rendre compte de ces opérations au conseil municipal (7).

VII. De dresser l'état des recettes à opérer pour le compte de la commune ou des établissements de bienfaisance locaux et pour lesquelles les lois et règlements n'ont pas prescrit un mode spécial de recouvrement (8).

VIII. De surveiller les opérations des receveurs des communes et des établissements publics de bienfaisance, et particulièrement la perception des droits d'octroi (9).

IX. De surveiller ces établissements (ceux de bienfaisance) (10). Il

---

(1) L. 18 juill. 1837, art. 10, 6°, 7°, 59, 16; O. 14 nov. 1837; arr. 21 frim. an XII; D. 25 mars 1852, tabl. A, 43°; L. 3 mai 1841, art. 13, 26, etc.

(2) L. 18 juill. 1837, art. 10, 8°, 19, 10°, 49 à 55, 30, 21°, 46, dern. al., 39; C. pr. civ., art. 69, 5°; arr. 12 brum. an XI; av. cons. 18 juill.-12 août 1807; 11-26 mai 1813; L. 28 pluv. an VIII, art. 4.—*V.* ci-dessus et ci-après, *Sections*, *Commissions syndicales*, et Paris, préfet de la Seine.

(3) L. 18 juill. 1837, art. 10, 7°, 19, 9°, 48; D. 25 mars 1852, tabl. A, 42°; C. civ., art. 910; O. 2 avr. 1817.—*V.* ci-dessus, p. 25.

(4) L. 14-22 déc. 1789, art. 50; L. 18 juill. 1837, art. 10, 5°; ex. : D. 28 avr. 1858, art. 8; L. 16 juin 1853, art. 12.—*V.* D. 16 août 1853, art. 12.

(5) L. 18 juill. 1837, art. 33, 35, 34.—*V.* ci-après, conseils municipaux.

(6) L. 14-22 déc. 1789, art. 50; arr. 4 germ. an XI, art. 8; L. 18 juill. 1837, art. 10, 4°, 37, 2e et 4e al., 61; arr. 4 therm. an X, art. 39 (Paris, préfets).

(7) L. 18 juill. 1837, art. 23, 25, 60, 69; D. 25 mars 1852, tabl. A, 35°; circ. 5 mai 1852; L. 28 pluv. an VIII, art. 17.

(8) L. 18 juill. 1837, art. 63; L. 7 août 1851, art. 13.

(9) D. 27 fév. 1811, art. 11; D. 17 mai 1809, art. 3; L. 8 déc. 1814, art. 121; 28 avr. 1816, art. 147; D. 15 oct. 1810, art. 2.—Ils sont autorisés, sauf l'approbation des préfets, à faire remise, par voie de transaction, des condamnations encourues, même après jugement; mais si la saisie a été opérée à la fois dans l'intérêt du Trésor et de la commune, ce droit appartient exclusivement aux agents de l'Etat (O. 9 déc. 1814, art. 83, 95; 22 juill. 1831, art. 14, etc.).

(10) L. 16 vend. an V, art. 1er; D. 17 juin 1852 (Lyon); L. 30 juin 1838, art. 3, 4.—*V.* ci-dessous, nos X et XII.

autorise, s'il y a lieu, sur l'avis des commissions administratives, la construction, dans l'enceinte des hôpitaux, etc., de monuments pour les fondateurs et bienfaiteurs de ces établissements (1).

X. Le maire exerce le droit de présentation aux lits d'hospice qui peuvent appartenir à la commune (2).

XI. Le maire est chargé de veiller même aux intérêts des pupilles, des mineurs et des absents, etc. (3).

XII. Les maires président, outre les conseils municipaux (4), les commissions administratives d'hospices et de bureaux de bienfaisance, etc. (5), les conseils d'administration des monts-de-piété; ils sont membres des conseils de fabrique, (6) etc.

Ils sont membres ou font partie de divers autres conseils ou commissions permanents ou temporaires, dans l'intérêt non-seulement de la commune, mais souvent aussi de leurs administrés (7).

Dans le cas où le maire refuserait ou négligerait de faire un des actes qui lui sont prescrits par la loi, le préfet, après l'en avoir requis, peut y procéder d'office par lui-même ou par un délégué spécial 8).

A Paris, les fonctions de maire sont, en ce qui concerne la gestion des intérêts communaux et la police, exercées par les préfets de la Seine et de police (9).

Le préfet du Rhône administre *la commune* de Lyon comme préfet et préfet de police, sauf toutefois les attributions réservées aux maires et adjoints ou qui peuvent leur être déléguées (10).

Le préfet de police et le préfet de Lyon exercent même leurs attributions de police non-seulement, savoir : le premier dans toutes les communes du département de la Seine (sauf certaines attributions réservées aux maires), et le second dans certaines communes

(1) D. 23 prair. an XII, art. 13.—*V.* ci-dessous, n° XI.
(2) Arr. 16 fruct. an XI, art. 5.
(3) *V.* arr. 22 prair. an V; L. 28 sept.-6 oct. 1791, sect. V, art. 1er.
(4) Arr. 2 pluv. an IX, art. 2; D. 4 juin 1806, art. 1er; L. 21 mars 1831, art. 24; 5 mai 1855, art. 19.—*V.* ci-dess. n° III et sous-sect. suiv.
(5) *V.* ci-après, autorités spéciales.
(6) D. 30 déc. 1809, art. 4, 5; 17 juin 1852, art. 1er.—*V.* ci-après.
(7) Ex.: D. 24 déc. 1850, art. 26; 4 juin 1853, art. 2 et 15; arr. 18 déc. 1848, art. 5; D. 15 déc. 1851, art. 3 (*V.* ci-après, autorités spéciales). — L. 3 mai 1841, art. 18, 19, 30; 17 juill. 1819, art. 6, 8, 14; D. 10 août 1853, art. 19 à 21; 16 août 1853, art. 12, etc.
(8) L. 15-27 mars 1791, art. 22; 18 juill. 1837, art. 15.
(9) L. 28 pluv. an VIII, art. 16, 17 arg.; 20 avr. 1834, art. 11, 16 à 18; 5 mai 1855, art. 14; arr. 12 mess. an VIII, sect. III; 4 therm. an X, art. 36, 37, 39; D. 10 oct. 1859.—*V.* ci-après, tit. VII.
(10) D. 24 mars 1852, art. 1er, 3, 5; 17 juin 1852; L. 19 juin 1851, art. 1er; 5 mai 1855, art. 14.

du département du Rhône ; mais encore dans une ou deux, et même trois communes appartenant au département voisin (1).

Enfin, dans les communes chefs-lieux de département dont la population excède 40,000 âmes, le préfet remplit aussi sous certains rapports, en ce qui touche la police, les fonctions de maire (2).

SOUS-SECTION II. — *Des conseils municipaux.*

Les conseils municipaux, qui remplacent aujourd'hui en partie les corps municipaux de 1789, du moins la portion de ces corps appelée *conseil*, et qui, avec l'adjonction des plus imposés, remplacent le *conseil général de la commune*, diffèrent cependant de ces anciens corps en ce qu'ils ne s'occupent que de la gestion des biens et des intérêts communaux ou autres analogues, et ne participent point habituellement à l'administration générale ou à l'exécution générale des lois, si ce n'est par de simples avis qui doivent ou peuvent leur être demandés (3). Quelques lois ou règlements leur ont cependant accordé, en quelques matières, une certaine intervention, mais sur des objets qui touchent en même temps à l'intérêt communal (4).

Comme les anciens corps municipaux, ils sont aujourd'hui électifs (5), excepté dans le département de la Seine et à Lyon (6).

Les conseils municipaux sont composés de 10 membres dans les communes de 500 habitants et au-dessous, de 12 à 34 dans les autres communes jusqu'à 60,000 âmes, de 36 dans les communes d'une population au-dessus de 60,000 âmes, même à Lyon (7).

Les membres des conseils municipaux sont élus dans chaque commune, par les électeurs inscrits sur la liste *communale*. Par un arrêté pris en conseil de préfecture, le préfet peut, non-seulement diviser les communes en sections *électorales*, mais encore répartir entre ces sections le nombre des *conseillers* à élire, en tenant compte du nombre des électeurs inscrits (8).

---

(1) Arr. 3 brum. an IX ; L. 10 juin 1853; D. 24 mars 1855, art. 8 et 9.

(2) L. 5 mai 1855, art. 5.—*V*. ci-après, tit. VII. *V*. aussi sous-sect. III ci-après; L. 18 juill. 1837, art. 7 (*Commissions syndicales*, présidents), et ci-dess., p. 305, adjoints délégués, suppléants.

(3) *V*. ci-après.

(4) *V*. ci-après.

(5) Ch. 1830, art. 67, 7° ; L. 3 juill. 1848, art. 2 à 3 ; 7 juill. 1852, art. 1er à 3 ; 5 mai 1855, art. 7 à 11, 27 à 49 ; D. 22 juin et 7 juill. 1860.

(6) L. 20 avr. 1834, art. 14 ; arr. 27 fév. 1848 ; L. 3 juill. 1848, art. 1er ; arr. 8 sept. 1849, art. 2 ; 27 déc. 1851-1852, art. 3 ; 7 juill. 1852, art. 12 ; D. 24 mars 1852, art. 2 ; L. 5 mai 1855, art. 14.—*V*. ci-après.

(7) *V*. p. suiv., à Paris, 60.—L. 5 mai 1855, art. 6.—*V*. L. 28 pluv. an VIII, art. 15 ; 21 mars 1831, art. 9.

(8) La commune, depuis 1831, n'est donc plus toujours l'élément ou l'unité

Les conseillers élus par ces sections n'en sont pas moins les représentants de la commune entière (1).

Les conseils municipaux sont renouvelés tous les cinq ans; complétés lorsqu'ils sont réduits aux trois quarts (2).

Les propriétaires forains peuvent être élus membres des conseils municipaux (3).

Nul ne peut être membre de plusieurs conseils municipaux (4).

Le maire, excepté dans le département de la Seine et à Lyon, et sauf lorsqu'il rend ses comptes, préside, de droit, le conseil municipal dont il fait partie, sans compter toutefois dans le nombre des membres. Il y a même voix prépondérante en cas de partage. Les mêmes droits appartiennent à l'adjoint qui le remplace; dans tout autre cas, les adjoints, s'ils sont pris en dehors du conseil municipal, ont seulement le droit d'y siéger avec voix consultative (5).

A Paris, dans les autres communes du département de la Seine, et à Lyon, le conseil municipal est nommé par le chef de l'État. Il se compose à Paris aujourd'hui de 60 membres, et à Lyon de 36 membres (6). Le président dans toutes ces localités est choisi par le chef de l'État parmi les membres du conseil. Ce conseil municipal exceptionnel, à Paris et à Lyon, remplace, à titre moins transitoire la commission instituée provisoirement à Paris en 1848 et 1851, à Lyon en 1852, et ce régime exceptionnel se trouve, comme on le voit, étendu même aux petites communes du département de la Seine (7).

Le préfet de la Seine et le préfet de police à Paris, le préfet du

---

de la représentation communale, comme elle l'était de 1789 à l'an VIII pour les communes qui ne formaient pas à elles seules un ou plusieurs cantons (L. 14-22 déc. 1789, art. 5 à 19, 23; const. an III, art. 19, 28, 178, 179; L. 21 mars 1831, art. 10, 44, 45; 3 juill. 1848, art. 7; 7 juill. 1852, art. 3; 5 mai 1855, art. 7; D. 7 fév. 1852).

(1) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, préamb., art. 10, arg.

(2) L. 21 mars 1831, art. 22; 5 mai 1855, art. 8, 13, 25, 20.

(3) Arr. 25 vend. an IX; L. 21 mars 1831, art. 15; 5 mai 1855, art. 9, arg. 31.

(4) L. 5 mai 1855, art. 10.—*V.* art. 9 à 12 et ci-dessus, p. 376, 383.

(5) Arr. 2 pluv. an IX, art. 1er à 3, 5; av. cons. 11–14 niv. an XI; D. 4 juin 1806, art. 1er, 3; L. 21 mars 1831, art. 24; L. 18 juill. 1837, art. 23, 25; 7 juill. 1852, art. 8; 5 mai 1855, art. 19 (L. 21 mars 1831, art. 9, contraire).

(6) L. 5 mai 1855, art. 14; L. 16 juin 1859, art. 3.

(7) *V.* ci-dessus.—Aux termes de la loi du 20 avr. 1834, le conseil municipal de Paris se composait des 36 membres élus par les arrondissements de Paris pour composer, avec les membres nommés par les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, le conseil général.

Aux termes de la loi de l'an VIII, c'était le conseil général lui-même (art. 17).

La commission municipale provisoire de 1848–1849, 1851 et 1852, se composait de même des 36 membres nommés pour Paris.—C'est cette même commission qui a été transformée par la loi de 1855 en conseil municipal.

département du Rhône à Lyon peuvent assister aux séances du conseil municipal et y ont voix consultative (1). Les maires et adjoints, dans ces deux villes, n'y assistent pas. Dans les autres communes du département de la Seine, le maire y assiste sans doute, mais ne préside pas, à moins qu'il ne soit désigné à cet effet (2).

Dans certaines circonstances, et surtout dans les communes ayant moins de 100,000 fr. de revenus, les plus imposés aux rôles de la commune doivent être appelés à délibérer avec le conseil municipal en nombre égal à celui de ses membres (3).

Un conseil municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité des membres en exercice assiste à la séance, si ce n'est après deux convocations successives sans résultat et à la troisième convocation (4).

Lorsqu'une commune est dans le cas d'intenter ou de soutenir une action contre une section de la commune (5), les membres du *corps* municipal intéressés à la jouissance des biens ou droits revendiqués ou contestés par la section ne doivent pas participer aux délibérations du conseil municipal relatives au litige. Ils sont remplacés dans ces délibérations par un nombre égal d'électeurs municipaux de la commune, choisis par le préfet parmi les habitants ou propriétaires étrangers à la section (6).

Les séances ne sont pas publiques; mais tout habitant ou contribuable de la commune a droit de demander communication sans déplacement et de prendre copie des délibérations du conseil municipal de sa commune, lesquelles sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le sous-préfet et signées par tous les membres présents à la séance, sauf les cas d'empêchement dont la cause doit être mentionnée (7).

Les conseils municipaux sont convoqués en session ordinaire quatre fois l'année outre les convocations extraordinaires qui peuvent avoir lieu, soit de l'ordre du préfet ou du sous-préfet, soit avec leur autorisation ou celle du ministre à leur refus, sur la demande,

---

(1) L. 20 avr. 1834, art. 16; L. 22 juin 1833, art. 11; L. 18 juill. 1837, art. 25, arg.

(2) L. 5 mai 1855, art. 14.—*V.* ci-dessus.

(3) L. 18 juill. 1837, art. 2, 4, 42 (except. L. 21 mai 1836, art. 2); 28 juill. 1860, art. 3.

(4) L. 21 mars 1831, art. 25, 26; 18 juill. 1837, art. 27, 26; 5 mai 1855, art. 25, 26.

(5) *V.* ci-après sous-sect. III.

(6) L. 18 juill. 1837, art. 56; L. 5 mai 1855, art. 21.

(7) L. 18 juill. 1837, art. 28, 29; 21 mars 1831, art. 25; O. 18 déc. 1838; L. 5 mai 1855, art. 22.—*V.* 14-22 déc. 1789, art. 59; const. an III, art. 201; L. 14-26 fév. 1790.—*V.* L. 1er juill., 16 août et 27 août 1792.

soit du maire, soit du tiers des membres du conseil. Chaque session ordinaire peut durer dix jours. Le conseil municipal peut s'y occuper de toutes les matières qui rentrent dans ses attributions (1).

La suspension des conseils municipaux peut être prononcée par les préfets, prolongée par le ministre de l'intérieur. La dissolution peut être prononcée par le chef de l'État.

En cas de suspension et de dissolution, il est nommé une commission pour remplir temporairement les fonctions du conseil municipal (2).

§ 1er. En ce qui concerne l'exécution des lois d'intérêt général, quoique touchant aussi et particulièrement aux intérêts de la commune:

I. Les conseils municipaux sont investis du droit de concourir à l'organisation, à la création ou à la nomination de certaines autorités locales; ainsi, ils sont chargés d'élire un ou plusieurs membres du conseil sanitaire de la localité, pris dans leur sein ou hors de leur sein (3). Ils donnent leur avis sur le choix des instituteurs et institutrices publics primaires de la commune (4). Aux termes des lois de 1850 et 1854, à eux appartient, sauf approbation par le conseil départemental de l'instruction publique, la nomination des personnes chargées de la direction des salles d'asile (5).

II. Ils *participent*, dans certains cas, par leurs *avis*, à l'exercice de la puissance réglementaire ou même législative, etc., sur des objets même autres que ceux qui se rapportent *exclusivement* à la gestion ou à la jouissance des biens et revenus communaux.

Ainsi, ils sont nécessairement consultés sur les *projets* d'alignement de *grande* voirie dans l'intérieur des villes, bourgs ou villages (6);

Sur les circonscriptions relatives aux cultes (7) ou à la distribution de secours publics (8);

---

(1) L. 21 mars 1831, art. 23, 24; 5 mai 1855, art. 15, 16.—*V.* ci-après.
(2) L. 5 mai 1855, art. 13; 7 juill. 1852, art. 10, 9.—*V.* L. 21 mars 1831, art. 30, 27, 29.
(3) D. 24 déc. 1850–1851, art. 27; 4 juin 1853, art. 2, 3, 15.—*V.* ci-après tit. VII.
(4) D. 9 mars 1852, art. 4; L. 14 juin 1854, art. 8; 15 mars 1850, art. 31, 50, 54, 77; D. 7 oct. 1850, art. 13.
(5) L. 15 mars 1850, art. 58; 14 juin 1854, art. 7; D. dictatorial 9 mars 1852, art. 11.—*V.* néanmoins D. 21 mars 1855, art. 23 et 26.
(6) L. 18 juill. 1837, art. 21, 3°; 7-11 sept. 1790, art. 6; 7-14 oct. 1790, 1°.
(7) L. 18 juill. 1837, art. 21, 1°; O. 25 mai 1844, art. 60.—*V.* ci-dessus, p. 327, et ci-après § 2, n° XIX.
(8) L. 18 juill. 1837, art. 21, 2°. — *V.* ci-après, *Autorités spéciales*, etc.

Sur la formation d'établissements de congrégations religieuses dans la commune (1).

Ils délibèrent et proposent les règlements et cahiers des charges déterminant le mode de transport des corps dans la commune, les conditions d'adjudication de ce transport et des travaux nécessaires à l'inhumation, et à l'entretien des cimetières ; enfin, la taxe et les *tarifs* et tableaux des prix tant de ce transport que des fournitures nécessaires au service des morts (non indigents) dans l'intérieur des églises, et à la pompe des convois (2).

Enfin ils donnent leur *avis* sur tous les objets à l'égard desquels ils sont appelés par les lois et règlements, ou sur lesquels ils sont consultés par le préfet *ou le Gouvernement* (3).

III. A l'égard de l'instruction primaire, outre leur *avis* sur le choix des instituteurs et institutrices, etc. (4), les conseils municipaux ont la faculté de *créer* une ou plusieurs écoles *entièrement gratuites*, à la condition d'y subvenir sur les propres ressources de la commune ; ils peuvent, au contraire, *demander* à se réunir pour l'entretien d'une école à une autre commune ; à être dispensés d'entretenir une école publique, à la condition de pourvoir à l'enseignement gratuit, dans une école libre, des enfants dont les familles sont hors d'état d'y subvenir ; à n'avoir qu'une école ou des écoles dans lesquelles seront admis des enfants des deux sexes ou de différents cultes. Ils peuvent, avec l'autorisation du conseil départemental de l'instruction publique, *exiger* que les instituteurs ou institutrices communaux donnent en tout ou en partie, à leur enseignement, les développements que comporte l'instruction primaire. Ils donnent leur *avis* sur la demande des instituteurs ou institutrices communaux tendant à ouvrir un pensionnat primaire ; ils *proposent* le chiffre du traitement fixe des instituteurs et institutrices, dont le minimum combiné avec le produit de la rétribution scolaire, est fixé par la loi, et ils *déterminent* celui des instituteurs ou institutrices adjoints ; ils donnent leur *avis* sur le taux de la rétribution scolaire et sur les demandes en remise ou modération de cette rétribution ; ils sont appelés à donner leur *approbation* à la liste des enfants qui doivent être admis gratuitement dans les écoles communales ; ils *arrêtent*

(1) L. 24 mai 1825, art. 3 ; D. 31 janv. 1852, art. 3.

(2) D. 18 mai 1806, art. 9 à 11, 14, 15, 7 ; 23 prair. an XII, art. 20, 22 à 24, 26 ; D. 30 déc. 1809, art. 37, 4° ; D. 25 mars 1852, tabl. A, 46° ; — *V.* ci-dessus, p. 364, n° III.

(3) L. 18 juill. 1837, art. 21, 8°.—*V.* ci-après.

(4) *V.* ci-dessus, n° I.

définitivement celle des enfants à admettre gratuitement dans les salles d'asile communales (1).

§ 2. En ce qui touche la gestion des intérêts et des biens purement communaux et leur intervention dans la gestion économique et financière des établissements de bienfaisance et autres :

I. Les conseils municipaux sont investis du droit de donner ou de refuser leur *approbation* au choix que fait le maire, des pâtres communaux (2).

Il en était *de même*, avant 1852, pour les gardes champêtres et forestiers (3).

II. Les conseils municipaux *règlent* d'une manière absolue les bases de la conversion en tâche des prestations en nature pour les chemins vicinaux (4).

III. Les conseils municipaux *règlent* par leurs délibérations, 1° le mode d'administration des biens communaux, c'est-à-dire de la commune et de ses sections (5); 2° les *conditions* des baux à ferme ou à loyer dont la durée n'excède pas dix-huit ans pour les biens ruraux et neuf ans pour les autres (6); 3° le mode de jouissance et la répartition des pâturages et *fruits* des biens communaux (7), et les conditions à imposer aux parties prenantes (8); les affouages, en se conformant aux lois forestières. A moins de titre ou usage contraire, la répartition des fruits doit toujours avoir lieu par feu (9).

---

(1) L. 15 mars 1850, art. 36, 3e, 2e, 4e et 6e al., 23, 53, 1er al., 15, 3e et 2e al., 38, 34, 50, 54, 55, 77; D. 7 oct. 1850, art. 8, 19, 27, 20, 10, 21, 30, 3e al.; D. 31 déc. 1853–1854, art. 13; L. 14 juin 1854, art. 7, 8; D. 21 mars 1855, art. 12.

(2) L. 18 juill. 1837, art. 13; C. for., art. 72; L. 28 sept.–6 oct. 1791, sect. IV, art. 12, 14 à 16, 18; L. 11 frim. an VII, art. 6.

(3) L. 18 juill. 1837, art. 13; C. for., art. 95.—Mais *V.* D. 25 mars 1852, art. 5, 21°, 20°, sur la *décentralisation*.—*V.* L. 28 sept.–8 oct. 1791, sect. VII, art. 1er; L. 20 mess. an III.

(4) L. 21 mai 1836, art. 4, dern. al. — *V.*, en outre, L. 28 sept.-6 oct. 1791, sect. V, art. 1er; C. pén., art. 475, 1°, 478; 11 août–3 nov. 1789, art. 2; C. civ., art. 663.—*V.* ci-dessus, p. 306, n° IV, *Maires*, *Attributions, quid?*

(5) L. 18 juill. 1837, art. 17, 1°.—*V.* ci-après, p. 315, n° I, *Biens indivis.*

(6) *Ibid.*, 2°.—Quant aux baux eux-mêmes, il faut l'approbation du préfet (L. 18 juill. 1837, art. 47, 2° al.; D. 25 mars 1852, tabl. A, 44°).—*V.* L. 5-11 fév. 1791; arr. 7 germ. an IX; L. 25 mai 1835; circ. int. 13 mars 1839.

(7) Sans changement dans le mode de jouissance du fonds (D. 9 brum. an XIII, 25 mars 1852, 40°; arr. cons. 26 avril 1844).—*V.* ci-dessus n° I, et n° suiv., notes.

(8) L. 18 juill. 1837, art. 17, 3°, 31, 2°.

(9) L. 18 juill. 1837, art. 17, 3°, 14°; 28 pluv. an VIII, art. 15; arr. cons. 20 juin 1806, et 6 janv. et 27 sept. 1807 (Ecrameville); 26 fév. 1808; D. 6 juin 1811; arr. cons. 21 déc. 1825; C. for., art. 90 à 93, 102 à 105, 109, etc.

Les délibérations portant *règlement* sur ces divers objets deviennent exécutoires *de plein droit*, mais seulement lorsque, dans les trente jours qui suivent le récépissé qu'en délivre le sous-préfet, le préfet n'en a pas suspendu l'exécution ou prononcé l'annulation, ou lorsque, après une prolongation de suspension de trente autres jours, il ne les pas annulées, soit d'office, pour violation d'une disposition de loi ou de règlement d'administration publique, soit sur la réclamation des parties *intéressées*, averties par la voie des annonces et publications usitées dans la commune (1); et ce sans préjudice de la faculté qu'ont celles-ci d'attaquer directement ces actes devant le conseil d'État, par la voie contentieuse, pour excès de pouvoir ou incompétence, ou d'en contester le fond devant qui de droit (autorité administrative ou judiciaire) (2).

IV. Les conseils municipaux *délibèrent*, au contraire, certains *règlements* et *tarifs* (outre ceux dont nous avons parlé ci-dessus) (3), qui ne sont exécutoires qu'après l'*approbation* par l'autorité *supérieure* (4), savoir : 1° règlements sur le parcours et la vaine pâture (5); 2° tarifs et règlements de perception de tous les revenus communaux (6), notamment des droits de place dans les halles, foires, marchés et abattoirs publics, droits de voirie et de stationnement et locations sur la voie publique, les ports et rivières, et autres lieux publics, péages communaux (ponts pour les chemins vicinaux, etc.), droits de pesage, mesurage et jaugeage, prix de concessions dans les cimetières, des concessions d'eau (7), droits d'octroi (8), et autres droits légalement établis ou concessions autorisées pour les services communaux (9).

V. Les conseils municipaux *délibèrent* sur l'utilité ou l'opportunité de tous les actes d'administration ou de gestion des biens de la commune ou de ses sections (10) (acquisitions, aliénations, échanges,

---

(1) L. 18 juill. 1837, art. 18; circ. 6 sept. *id.*; O. 18 déc. 1838; circ. int. 13 mars 1839; L. 21 mars 1831, art. 25; L. 5 mai 1855, art. 22.

(2) L. 7-14 oct. 1790, 3°; const. an VIII, art. 52; C. for., art. 105, etc.

(3) *V.* § précéd., n° II, p. 407.

(4) L. 18 juill. 1837, art. 19, 1er al., 20; D. 25 mars 1852, tabl. A; 13 avril 1861.— *V.* ci-dessus, p. 364, n° III, p. 370, note 2.

(5) L. 18 juill. 1837, art. 19, 8°, 20; L. 28 sept.-6 oct. 1791, sect. IV, art. 1er à 3, 11 à 18.—*V.* ci-dessus n° I.

(6) L. 18 juill. 1837, art. 19, 3°.

(7) L. 18 juill. 1837, art. 31, 6° à 10°, 44.—*V.* ci-dessus, p. 364, note 4, et 370 *id.*; D. 25 mars 1852, except. *x*.

(8) D. 17 mai 1809, art. 1er, 2, 6, 11, 12; L. 18 juill. 1837, art. 31, 5°; O. 9 déc. 1814, art. 5 à 8; L. 28 avril 1816, art. 147; 11 juin 1842, art. 8; D. 25 mars 1852, except. *q*.; L. 22 juin 1854, art. 18.

(9) L. 18 juill. 1837, art. 31, 8°, 10°.

(10) *V.* néanmoins ci-après, *Commissions syndicales*.

baux (1), acceptation de dons et legs, procès, transactions (2), etc. (3), et en général sur tous les objets d'intérêt *local* et surtout communal, sur lesquels les lois et règlements les appellent à délibérer (4).

Les délibérations des conseils municipaux sur ces actes doivent, pour devenir exécutoires, être approuvées, soit par décret ou ordonnance, soit par le préfet, le plus souvent en conseil de préfecture (5); ou par le sous-préfet (6), etc. (7). Il faut aussi, pour la plupart de ces opérations, que les crédits et les ressources nécessaires aient été inscrits ou prévus au budget (8); enfin, les actes d'exécution eux-mêmes ont quelquefois besoin de l'approbation de l'autorité supérieure.

VI. Les conseils municipaux réclament, s'il y a lieu, contre le contingent assigné à la commune dans l'établissement des impôts *directs* de répartition (9).

VII. Ils peuvent voter l'imputation sur les produits de l'octroi de la totalité ou partie du contingent de la commune dans l'impôt personnel et mobilier. Dans ce cas, le dégrèvement des habitants porte d'abord sur la contribution personnelle, puis sur les *faibles* loyers qui sont déclarés exempts de la contribution mobilière (10). Dans tous les cas, sur la communication qui leur est donnée annuellement du travail des répartiteurs, ils peuvent désigner les habitants ou la classe d'habitants non réputés indigents qu'ils croient devoir n'assujettir qu'à la taxe personnelle ou exempter de l'une et de l'autre (11).

---

(1) *V.* ci-dessus, n° III.

(2) L. 28 pluv. an VIII, art. 15; arr. 21 frim. an XII. — A l'exception des transactions sur amendes encourues en matière d'octroi avant ou après jugement, dont le droit est dévolu aux maires seuls (O. 9 déc. 1814, art. 83; D. 17 mai 1809, art. 13).

(3) L. 18 juill. 1837, art. 2, 4, 19, 3° à 7°, 9°, 10°, 72, 48; O. 14 nov. 1837, etc.—*V.* al. suiv.

(4) L. 18 juill. 1837, art. 19, dern. al.; L. 10 mai 1838, art. 35, etc.—*V.* L. 28 juill. 1860, etc.

(5) L. 18 juill. 1837, art. 20, 46 à 48; D. 25 mars 1852, tabl. A, 41° à 44°, 48°, 49°, 52°, 55°, etc.—*V.* ci-dessus, p. 364, n° IV, 366.

(6) D. 13 avril 1861, art. 6, 8°, 13°.

(7) Procès, conseils de préfecture.—L. 28 pluv. an VIII, art. 4; L. 18 juill. 1837, art. 49 à 55. — *V.* ci-dessus, et ci-après n^os^ XIII, XIV, *Impositions extraordin., emprunts.*

(8) *V.* ci-après, n° XV.

(9) L. 18 juill. 1837, art. 22; L. 10 mai 1838, art. 40, dern. al., 2, 46.—*V.* ci-dessus, p. 377, n° I, et 359, n° XIII.

(10) L. 25 mars 1817, art. 48 (*V.* L. 26 germ. et arr. 4^e^ jour compl. an XI, etc.); L. 15 mai 1818, art. 48, etc.; L. 21 avril 1832, art. 20.

(11) Les réputés indigents sont exempts de droit: L. 21 avril 1832, art. 12, 18.—*V.* ci-dessus, p. 407, ***Rétribut. scolaire.***

VIII. Ils peuvent traiter avec la régie des contributions indirectes pour l'abonnement de la commune en remplacement des droits de détail et de circulation des boissons, sauf l'approbation du ministre (1).

IX. Les conseils municipaux *répartissent*, sauf l'approbation du préfet, entre les habitants ou propriétaires dans la commune, les taxes particulières dues en vertu des lois ou des *usages* locaux (2).

X. Les conseils municipaux votent s'il y a lieu (3), dans la limite du maximum autorisé d'avance par la loi annuelle des finances, les centimes *ordinaires* additionnels aux contributions foncière et mobilière destinés à faire face à leurs dépenses de toute nature (4). Ce vote n'a pas besoin d'approbation ultérieure (sauf celle du budget) (5).

XI. Ils votent également, en cas d'insuffisance des ressources de la commune, des prestations en nature ainsi que des centimes spéciaux additionnels aux quatre contributions directes, et dont le maximum est aussi fixé d'avance tant par la loi spéciale que par la loi annuelle des finances : 1° pour l'entretien obligatoire des chemins vicinaux de la commune, 2° pour la construction ou l'entretien obligatoires des chemins vicinaux intéressant la commune et d'autres communes, 3° pour la construction et l'entretien également obligatoires des chemins vicinaux déclarés de grande communication.

Ces prestations et centimes peuvent même être imposés d'office. Les prestations sont conversibles en argent ou en tâches (6).

XII. Ils votent de même dans la limite du maximum aussi fixé d'avance les centimes additionnels aux quatre contributions directes nécessaires pour les dépenses obligatoires de l'instruction primaire. Ces centimes peuvent également être imposés d'office (7).

XIII. Enfin, les conseils municipaux, assistés des plus imposés dans les communes dont les revenus sont inférieurs à cent mille

---

(1) L. 28 avril 1816, art. 73 à 76.
(2) L. 18 juill. 1837, art. 44.
(3) En cas d'insuffisance des autres ressources.
(4) L. 28 pluv. an VIII, art. 5 ; L. 18 juill. 1837, art. 31, 3°, et *L. ann. fin.*; L. 21 avril 1832, art. 19 ; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 12.
(5) *V.* ci-après, *Budget*, *Approbation*, et ci-après, *Imposit. extraord. pour dép. obligatoires*.
(6) L. 21 mai 1836, art. 2, 6, 8, dern. alin., 5, 4, 9, 13, et *L. ann. fin.*; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 12.—*V.* p. 378, note 1, et ci-dessus, n° II.
(7) L. 28 juill. 1833, art. 13 ; 17 août 1835, art. 4 ; 15 mars 1850, art. 40, et *L. ann. fin.*; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 12.—*V.* ci-après, *Budget*.

francs (1), peuvent, et doivent même quelquefois, après épuisement des centimes déterminés ci-dessus (2), *voter* des impositions *extraordinaires* ou centimes additionnels à une (3) ou plusieurs (4), ou à l'ensemble des quatre contributions directes (5); mais ces impositions extraordinaires doivent être *approuvées* par arrêté du préfet, ou par décret ou ordonnance ou même par une loi *spéciale* selon que la commune a ou n'a pas plus de 100,000 francs de revenus ou qu'il s'agit de dépenses obligatoires ou non obligatoires (6).

Ces centimes *extraordinaires* additionnels à une, à plusieurs ou aux quatre contributions directes peuvent même être imposés *d'office* pour dépenses ou dettes (7) obligatoires (8) par un décret ou ordonnance dans la limite du maximum qu'autorise pour cet objet la loi annuelle des finances, par une loi au delà de ce maximum, sans distinction de communes (9).

XIV. Les conseils municipaux assistés des plus imposés dans les communes ayant moins de 100,000 fr. de revenus, votent également les emprunts nécessaires pour leurs dépenses. Ces délibérations doivent être approuvées, soit par décret ou ordonnance, soit par une loi spéciale, suivant le revenu dont jouit la commune (10).

XV. Les conseils municipaux votent annuellement le *budget* des recettes et dépenses de la commune (11) et des établissements com-

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 405.

(2) *V.* les trois nos précéd.

(3) Ex. : L. 28 sept.–6 oct. 1791, sect. VII, art. 3; 20 mess. an III, art. 4; 1ro L. 21 avril 1832, art. 19 (gardes champ., contrib. foncière).

(4) L. 26 germ. an XI (bois, etc., contribut. due).

(5) L. 15 mai 1818, art. 39, 40, 42 (*ad libitum*).

(6) L. 18 juill. 1837, art. 42, 40, 33, dern. al.; L. 10 juin 1853, art. 4.

(7) L. 18 juill. 1837, art. 30, 21°, 46, dern. al., 58.

(8) *V.* arr. cons. 26 mai 1842.

(9) L. 18 juill. 1837, art. 39; 5 mai 1855, art. 50, dern. al., et *L. ann. fin.*; D. 30 déc. 1860–1861; sén.–cons. 12 déc. 1852, art. 12.—*V.* p. précéd., note 5.

(10) L. 18 juill. 1837, art. 42, 41; L. 10 juin 1853, art. 4; L. 18 juill. 1836, art. 7; 15 mai 1818, art. 45; D. 13 avril 1861, art. 1er, 1°. — *V.* L. 6 juill. 1860, p. 12 (crédit foncier).

(11) L. 18 juill. 1837, art. 19, 1°, 31, 32, 44; 25 avril 1844, art. 32; 3 mai 1844, art. 5; D. 25 prair. an XIII; L. 2 mai 1855; D. 22 août 1854, art. 11, 20, 12, 2e al., 21; 21 mars 1855, art. 33, 12; O. 30 déc. 1823–1824 (*V.* nos précédents), *Recettes*.

L. 18 juill. 1837, art. 30, 37, 36, 38, 72; 21 mai 1836, art. 6, 7; 19 juin 1857, art. 9; 28 mai 1858, art. 1er à 4; 28 juill. 1860, art. 4; 8-10 juill. 1791, tit. Ier, art. 39, 40; arr. 17 germ. an XI, art. 1er à 3; D. 1er juill. 1852, art. 22; L. 7 août 1851, art. 3, 4, 16; D. 26 mars 1852, art. 9; L. 15 mars 1850,

munaux (1) pour chaque *exercice* (2), et les crédits supplémentaires nécessaires (3).

Les budgets et les délibérations relatives aux crédits supplémentaires doivent être approuvés, savoir : à l'égard des communes ayant moins de 100,000 fr. de revenus par les préfets, et quant aux autres communes, également par les préfets si les prévisions de ces budgets ne comprennent pas d'impositions *extraordinaires ;* dans le cas contraire, ces budgets doivent l'être par décret ou ordonnance ; les crédits supplémentaires le sont par le ministre compétent. S'il s'agit de dépenses *urgentes*, ces crédits peuvent *toujours* être approuvés par les préfets (4).

XVI. Les conseils municipaux délibèrent sur le compte d'administration (5) financière présenté annuellement par le maire après la clôture de l'*exercice*. Ces comptes sont définitivement approuvés par la même autorité qui a réglé ou arrêté le budget.

Ces comptes sont déposés à la mairie, où tout contribuable de la commune a droit d'en prendre connaissance, et même rendus publics par la voie de l'impression pour les villes ayant au moins 100,000 fr. de revenus (6).

XVII. Les conseils municipaux entendent, débattent et arrêtent *provisoirement* les comptes des deniers communaux, en recettes et en dépenses faites durant l'*année* (du 1er janvier au 31 décembre) ou la gestion terminée du comptable (receveur municipal).

Ces comptes sont définitivement apurés par la Cour des comptes en ce qui concerne les communes dont le revenu excède 30,000 fr. et par les conseils de préfecture, sauf appel à la Cour des comptes, pour les autres communes (7).

---

art. 73, 74, 36, 51, 37, 38, 34, 40 ; D. 21 mars 1855, art. 32, 34 ; O. 13 oct. 1840, art. 10, 9, 11 ; D. 22 août 1854, art. 4 ; L. 15 mai 1818, art. 46, 2° ; O. 5 août 1818 ; D. 11 janv. 1852, art. 14 à 18 ; L. 15 mai 1855, art. 50, etc. (dépenses).—*V.* ci-après, n° XVIII (cultes).

(1) Ex. : O. 29 janv. 1839, art. 14 (colléges), etc.

(2) L'exercice communal est plus court que l'exercice même départemental (O. 1er mars 1835 et 24 janv. 1843).

(3) L. 18 juill. 1837, art. 34.

(4) D. 25 mars 1852, tabl. A, 35° ; circ. 5 mai 1852 ; L. 18 juill. 1837, art. 33, 34, 69.

(5) *V.* L. 18 juill. 1837, art. 64, 68, et ci-après, *Conseils de préfecture, Comptables de fait en deniers.*

(6) L. 28 pluv. an VIII, art. 15 ; L. 18 juill. 1837, art. 24, 25, 60, 69, 33, derniers al. ; O. 1er mars 1835, art. 1er, 3 ; L. 4 mai 1834, art. 10 ; O. 14 sept. 1822, art. 23 ; 31 mai 1838, art. 454 à 460, 477 ; D. 25 mars 1852, tabl. A, 35°.—*V.* ci-dessus.

(7) Arr. 4 therm. an X, art. 16, 40 ; L. 18 juill. 1837, art. 23, 66 à 69 ;

XVIII. Les conseils municipaux, indépendamment des charges *directes* de la commune relatives aux cultes (1), étant obligés de voter des secours aux fabriques et autres administrations analogues, *en cas d'insuffisance* des revenus de celles-ci pour subvenir, soit au paiement ou logement des vicaires, curés et pasteurs, aux gages des officiers et serviteurs de l'Église (sonneurs, etc.), soit à l'entretien et aux réparations ou reconstructions des cimetières, églises et presbytères, soit aux frais nécessaires du culte (2), sont toujours appelés à donner leur avis sur les autorisations d'emprunter, d'acquérir, d'échanger, d'aliéner, de plaider ou de transiger demandées par ces administrations, dont les budgets et les comptes leur sont également soumis, lorsqu'elles reçoivent des secours sur les fonds communaux (3).

Si le territoire de la paroisse comprend plusieurs communes, le conseil de chaque commune est convoqué et délibère séparément (4).

XIX. Les conseils municipaux sont *toujours* appelés à donner leur avis sur les budgets et les comptes des établissements de charité et de bienfaisance et sur les autorisations d'emprunter, d'acquérir à titre gratuit ou onéreux, d'échanger, d'aliéner, de plaider, de transiger, sur les placements de fonds, projets de travaux pour constructions, grosses réparations et démolitions dont la valeur excède un certain chiffre (3,000 fr.), sur les conditions ou cahiers de charges des adjudications et marchés pour fournitures, etc., dont la durée excède une année, concernant ces établissements. L'aliénation des biens immeubles formant la dotation des hospices et hôpitaux ne peut même avoir lieu que sur l'avis *conforme* du conseil municipal ; les traités de gré à gré ou par abonnement pour les aliments ou autres objets de consommation nécessaires ne peuvent non plus être contractés que *d'accord* avec ce conseil (5).

O. 24 janv. 1843, art. 2; 16 sept. 1837, art. 6, 8, etc.; 31 mai 1838, art. 474 à 476, 478, 479, 481 à 497.

(1) D. 30 déc. 1809, art. 92, 3°.

(2) D. 30 déc. 1839, art. 92, 1°, 2°, 93, 36, 11°, 49, 37, 43, 96 à 99, 101, 103; 17 nov. 1811, art. 9 à 11, 15; av. cons. 17–19 mai 1811; D. 5 mai 1806; O. 7 août 1842; L. 18 juill. 1837, art. 30, 13°, 14°, 17°; av. cons. d'Et., 7–14 déc. 1810; arr. cons. 14 mai 1858; circ. int. 4 nov. 1839.

(3) L. 18 juill. 1837, art. 21, 5°, 7°; D. 30 déc. 1809, art. 93, etc.—*V.* note précéd.

(4) D. 30 déc. 1809, art. 102; L. 14 fév. 1810, art. 4; av. cons. 27 août-1er sept. 1811.—*V.* ci-dessus, § 1er, n° III, et p. 331.

(5) L. 18 juill. 1837, art. 21, 6°, 5; 7 août 1851, art. 10, 2e al., 15; 14 juin 1851, art. 1er, 2; O. 18 juin 1823, art. 1er. — *V.* ci-après, *Autor. spéciales.*

Les conseils municipaux traitent eux-mêmes au besoin, sauf l'approbation du préfet, avec des établissements privés, pour l'entretien des malades et vieillards de la commune (1).

XX. Enfin, les conseils municipaux peuvent exprimer leurs *vœux* sur *tous* les objets d'intérêt local (2).

Les conseils municipaux ne peuvent publier aucune protestation, proclamation ou adresse, ni se mettre en correspondance avec un ou plusieurs autres conseils (3).

Toute délibération d'un conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions est nulle. Il en est de même de toute délibération qui serait prise hors de la réunion *légale* du conseil. La nullité est déclarée par le préfet, en conseil de préfecture, soit d'office, soit sur la réclamation de parties intéressées, sauf recours du conseil municipal devant le conseil d'État administrativement (4) et sans préjudice du droit de ces parties de les attaquer directement devant le conseil d'État, par la voie contentieuse pour excès de pouvoirs ou incompétence (5).

Les membres des conseils municipaux, à ce titre, sont appelés individuellement à remplir certaines missions ou fonctions. Ainsi, dans les communes autres que Paris, deux d'entre eux statuent conjointement avec le maire sur les réclamations contre les omissions ou inscriptions sur les listes électorales; ils président les diverses sections des colléges électoraux (6); ils assistent le maire lorsqu'il procède aux adjudications publiques pour le compte de la commune (7), etc. (8); un certain nombre d'entre eux est appelé à faire partie des conseils d'administration des monts-de-piété (9).

SOUS-SECTION III.—*Des commissions syndicales communales* (10).

I. Lorsqu'une commune ou section de commune possède des

---

(1) L. 7 août 1851, art. 3, 46, 5.—*V.* ci-dessus, p. 321.
(2) L. 18 juill. 1837, art. 24.
(3) L. 21 mars 1831, art. 30; 18 juill. 1837, art. 24; 15-27 mars 1791, art. 8; 5 mai 1855, art. 25; C. pén., art. 123 à 126.
(4) L. 14-22 déc. 1789, art. 60; const. an III, art. 5, 193, 196; 21 mars 1831, art. 28, 29; 20 avril 1834, art. 21; 5 mai 1855, art. 23, 24. — *V.* ci-dessus, p. 361.
(5) L. 7-14 oct. 1790, 3°; const. an VIII, art. 52, etc.
(6) 1er D. 2 fév. 1852, art. 20; 2e *id.*, art. 13; L. 5 mai 1855, art. 7, etc.
(7) L. 18 juill. 1837, art. 16.
(8) *V.* ci-dessus, § 1er, n° I.
(9) L. 24 juin 1851, art. 2.
(10) Ces commissions syndicales ne doivent pas être confondues avec les *syndicats* dont nous avons parlé, p. 28. — *V.* L. 10 juin 1854, art. 3; 17 juill. 1856, art. 4.

biens ou des *droits* indivis avec une autre commune ou section (1) appartenant à une *autre* commune, *chaque* conseil municipal élit *dans son sein*, si cette mesure a été demandée et décrétée, un nombre de *délégués* déterminé par le décret pour former une commission syndicale. Cette commission est renouvelée en tout ou en partie toutes les fois que l'est chaque conseil municipal.

La commission syndicale est présidée par un syndic nommé par le préfet parmi les membres qui la composent (2).

Les attributions du syndic et de la commission syndicale, *en ce qui touche les droits et les biens indivis*, sont les mêmes que celles des maires et conseils municipaux pour l'administration des propriétés communales (3). Les délibérations prises par la commission ne sont exécutoires que sur l'approbation du préfet, et conformément *d'ailleurs* aux règles établies pour les délibérations des conseils municipaux (4).

II. Toutes les fois qu'il s'agit de distraire une *section* d'une commune, soit pour la réunir à une autre commune, soit pour l'ériger en commune séparée, il est créé, *pour cette section*, une commission syndicale dont le préfet détermine le nombre de membres, lesquels sont, ou des citoyens domiciliés *dans la section* élus par les électeurs municipaux *de la section*, ou, si le nombre des électeurs n'est pas double de celui des membres à élire, les plus imposés *de la section*. La commission nomme son président et donne son avis sur le projet (5).

III. Lorsqu'un préfet estime qu'il y a lieu de dessécher, assainir, rendre propres à la culture ou planter en bois des marais ou des terres incultes appartenant à une section de commune, il est nommé une commission syndicale, composée comme dans le cas précédent, pour délibérer, *avant* le conseil municipal, sur la partie des biens à laisser à l'état de jouissance commune, sur le mode de mise en valeur du surplus, sur la question de savoir si la section entend pourvoir par elle-même à cette mise en valeur, auquel cas les tra-

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 23, sect. v, et D. 24 mars 1852, art. 7, 6; 13 oct. 1858, art. 1er et 4, exception tempor., p. 23. — Quant aux *travaux* intéressant plusieurs communes, *V.* ci-dessus, p. 365, note 5, et 382 (L. 18 juill. 1837, art. 72; 21 mai 1836, art. 6, 9, 7 et 8); et ci-après, nº III.

(2) L. 18 juill. 1837, art. 70; D. 6 fév. 1861, art. 2; 27 avril 1861, art. 2, 23; L. 21 mars 1831, art. 17, 2e al., arg. — *V.* L. 5 mai 1855, art. 8, 2e, 3e al., 13, derniers al., 51.

(3) L. 18 juill. 1837, art. 71; D. 6 fév. 1861, art. 3, et 27 avril 1861, art. 2 et 23.—*V.* ci-dessus.

(4) L. 18 juill. 1837, art. 1, 74; arr. cons. 27 déc. 1839.

(5) L. 17 juill. 1837, art. 3.

vaux sont exécutés à la diligence du président de la commission syndicale (1).

IV. Lorsqu'une section de commune est dans le cas d'intenter ou de soutenir une action contre la commune elle-même ou contre une autre section de la commune, il est formé pour chaque section isolément intéressée une commission syndicale de trois ou cinq membres que le préfet choisit parmi les électeurs municipaux. L'action est suivie par celui de ses membres que la commission syndicale désigne à cet effet, et après l'autorisation poursuivie par lui, s'il y a lieu, devant le conseil de préfecture et, au besoin, devant le conseil d'État (2).

CHAPITRE II.

Des Autorités spéciales.

Les autorités spéciales sont ou individuelles ou collectives, etc. (3).

SOUS-CHAPITRE Ier.

DES AUTORITÉS SPÉCIALES CIVILES PROPREMENT DITES.

SECTION Ire.— *Des autorités télégraphiques.*

Le personnel des lignes télégraphiques se compose de directeurs principaux ou divisionnaires chargés de diriger et de contrôler toutes les parties du service dans l'étendue de leur circonscription, d'inspecteurs divisionnaires (jadis comptables), de directeurs ou chefs de station (agents comptables) (4), assistés, s'il y a lieu, de commis receveurs (aussi comptables), de gardes-magasins, de mécaniciens chefs et autres, de piétons (exprès) ou facteurs, et d'autres employés.

Ils sont chargés du service officiel et du service des dépêches privées (5).

---

(1) L. 28 juill. 1860, art. 2; D. 6 fév. 1861, art. 2, 5; L. 10 juin 1854, art. 4.—Les conseils municipaux sont ordinairement compétents pour gérer et *apprécier* les intérêts même des sections, lorsque ces intérêts ne sont pas opposés ou susceptibles de l'être à ceux de la commune. Ici il s'agit évidemment d'intérêts distincts et *non contraires*. La loi pouvait, en principe, ne pas instituer pour ce cas une commission syndicale; mais on aura pensé que le conseil municipal, même assisté des plus imposés *de la commune*, représentant la commune *entière*, n'était peut-être pas *assez* intéressé dans les mesures à prendre.—*V.* ci-dessus, p. 405, note 3.

(2) Arr. 24 germ. an XI; L. 18 juill. 1837, art. 56, 57, 49, 50, 55; L. 28 pluv. an VIII, art. 4.—*V.* arr. cons. 5 déc. 1839 (Sargé), etc.

(3) *V.* ci-dessus, p. 16 et 318.

(4) *V.* ci-après, *Autorités financières*.

(5) O. 24 août 1833; 11 août 1844–1845; D. 17 juin 1852; 28 oct. 1853;

SECTION II.—*Des commissions pour les prisons.*

Dans chacune des villes où se trouve une ou plusieurs prisons (autres que la prison municipale ou cantonale) (1), il est formé une commission composée de membres de droit et d'autres désignés par le préfet, présidée par lui ou le sous-préfet, etc. Il y a une commission analogue pour chaque maison centrale de force et de correction, dont les membres autres que de droit (2) sont nommés par le ministre, sur la présentation du préfet. Ces commissions sont chargées de fournir leurs vues et leurs observations sur la salubrité des prisons, sur les constructions à entreprendre pour les améliorer (3); sur l'instruction religieuse (et autre), sur le régime intérieur et la discipline des prisonniers, leur travail et l'emploi de ses produits, etc. (4).

SECTION III. — *Des autorités de bienfaisance.*

SOUS-SECTION Ire.—*Des bureaux d'assistance judiciaire.*

Le bureau d'assistance judiciaire établi dans chaque arrondissement (5) est composé du directeur de l'enregistrement et des domaines (6) ou d'un agent de cette administration délégué par lui, d'un délégué du préfet, de trois membres pris parmi les anciens magistrats, les avocats ou anciens avocats, les avoués ou anciens avoués, les notaires ou anciens notaires, tous trois nommés par le tribunal civil ou s'il y a quinze avocats au moins inscrits au tableau, savoir : un par le tribunal, un par le conseil de discipline de l'ordre et un par la chambre des avoués. Près de chaque Cour d'appel, le bureau est composé de deux délégués, l'un du préfet, l'autre du directeur de l'enregistrement, et de cinq autres membres dont deux choisis par la Cour en assemblée générale parmi les personnes qu'aurait pu choisir le tribunal civil, deux par le conseil

---

1er et 4 juin, 6 déc. 1854 ; 28 janv. 1857 ; 29 nov. 1858-1859 ; 13 avril 1861, art. 5, 4° ; D. 21 mars 1855 ; 13 oct. 1858 (Algérie).

(1) L. 19–22 juill. 1791, tit. Ier, art. 15, 23 ; 28 sept.–6 oct. 1791, tit. II, art. 3, 6 ; L. 22 mars 1831, art. 84 ; 13 juin 1851, art. 72 ; arr. min. 20 oct. 1810, art. 2, 4, 8, etc.

(2) Notamment le maire de la commune et deux membres du conseil général ainsi que du conseil d'arrondissement (*V.* ci-dessus, p. 383, 385, etc.).

(3) *V.* ci-après, *Conseils d'hygiène.*

(4) O. 9 avril 1819, art. 13 à 17, 19 à 23 ; 25 juin 1823–circ. 1824 ; 5 nov. 1847 ; D. 25 mars 1852, art. 5, 3° ; 13 avril 1861, art. 5, 1°.

(5) *V.* ci-dessus, p. 320.

(6) *V.* ci-après.

de discipline des avocats, un par la chambre de discipline des avoués près la Cour.

Si le nombre des affaires l'exige, le *bureau* peut être divisé en sections, dont chacune forme un bureau composé comme il vient d'être dit. Chaque bureau ou section nomme son président. Le greffier ou l'un de ses commis assermentés remplit les fonctions de secrétaire.

Les bureaux informent tant sur l'indigence que sur le fond des affaires; ils peuvent entendre les parties et s'efforcent de les concilier.

Les décisions des bureaux d'arrondissement peuvent être déférées par le procureur général au bureau près la Cour d'appel et être réformées par celui-ci.

L'assistance peut être retirée (1).

SOUS-SECTION II.—*Des directeurs et commissions de surveillance des établissements publics d'aliénés.*

Les établissements *publics* (départementaux) consacrés exclusivement aux aliénés (2) sont placés sous la direction de l'autorité publique. Ils sont administrés, sous l'*autorité* (3) du ministre et des préfets et sous la *surveillance* de commissions gratuites, par un *directeur* nommé par le ministre, et des agents comptables responsables (4).

Ces commissions de *surveillance* sont composées de cinq membres nommés par les préfets et révocables par le ministre. Chacune d'elles nomme annuellement son président.

Le directeur est chargé de l'administration intérieure de l'établissement et de la gestion administrative de ses biens et revenus; il nomme les préposés de tous les services (sauf les médecins en chef et adjoints, et sauf aussi, à l'égard des surveillants, etc., l'agrément du médecin en chef). Il les révoque, s'il y a lieu, assiste avec voix consultative aux séances de la commission, excepté lorsqu'elle délibère sur ses comptes d'administration et sur les rapports qu'elle pourrait avoir à adresser *directement* au préfet.

Le ministre peut toujours *opérer* la réunion des fonctions de directeur et de médecin.

---

(1) L. 22 janv. 1851.—*V.* L. 16-24 août 1790, tit. x, art. 8 et 9.
(2) *V.* dern. al. de la présente sous-sect.
(3) Et les établissements privés sous la *surveillance administrative* (préfets, maires, etc.).
(4) *V.* ci-après, sous-chap. III.

Les commissions de surveillance, convoquées, lorsqu'il y a lieu, par les préfets ou sous-préfets, sont chargées d'exprimer leur opinion et d'exercer une surveillance générale sur le régime intérieur de l'établissement; elles sont toujours appelées à donner leur avis sur les budgets, les comptes, les actes relatifs à l'administration et le mode de gestion des biens tels que projets de travaux, procès, transactions, aliénations, emprunts, emplois de capitaux, traités à conclure pour le service des malades, etc. (1).

Elles exercent, au besoin, à l'égard des personnes non interdites placées dans les établissements publics d'aliénés les fonctions d'administrateurs provisoires des biens et même (à défaut de curateur), de la personne, en désignant un de leurs membres pour les remplir (2).

A l'égard des hospices civils où il serait formé des *quartiers* séparés affectés spécialement aux aliénés, il n'est pas créé de commission de surveillance; mais les commissions administratives sont tenues de faire agréer par le préfet un préposé responsable du service des aliénés (3).

SOUS-SECTION III.—*Des commissions administratives des hospices civils autres que centraux* (4) *et départementaux* (5).

Il est établi pour chaque commune, ou même pour plusieurs communes (6), une commission *administrative* gratuite chargée collectivement de la direction et surveillance du service intérieur et extérieur, ainsi que de la *gestion* des intérêts et biens de l'hos-

---

(1) L. 30 juin 1838, art. 2, 7, 31, 3e al.; O. 18 déc. 1839-1840, art. 1er, 3, 5, 2e et 3e al., 13, 6 à 9, 16, 2, 5, 1er al., 4.

(2) L. 30 juin 1838, art. 31 à 40.

(3) L. 30 juin 1838, art. 1er, 7; O. 18 déc. 1839, art. 11, 12. — *V.* sous-sect. suiv.

(4) L. 7–15 avril 1790; 21–29 juill. 1791; 28 sept.-12 oct. 1791; 12 mai 1793; 22 juill. 1793; 8 germ. an II; 16 et 25 niv. an III; 10 therm. an III; 13 niv. an IV; 16 vend. an V, art. 4; 11 frim. an VII, art. 2; O. 8 fév. 1815-1841; 31 oct. 1821, art. 35; 31 août 1830; 14 mai 1831; 29 nov. 1831; 27 mai 1832; 21 fév. 1841; D. 28 oct. 1857; 28 août 1858–1859; 11 août 1859, etc. (*V.* ci-dessus, p. 27, note de la p. 26).

(5) *V.* sous-sect. précéd. — Quant aux dépôts de mendicité, sorte d'hospices départementaux, *V.* aussi D. 5 juill., et règl. min. 27 oct.-19 déc. 1808; D. 22 déc. 1808, art. 7.—*V.* ci-dessus, p. 27, note 1. — *V.* aussi O. 25 mai 1844, art. 19, 22 (établissements de bienfaisance spécialement destinés aux israélites, administration par les consistoires).

(6) Autres que Paris (*V.* sous-sect. suiv.).

pice ou hôpital ou des hospices et hôpitaux civils (1), et même des bureaux de bienfaisance (2) de la localité (3).

Les commissions administratives sont présidées par les maires (ou adjoints faisant fonctions de maire), et en leur absence par le plus ancien, ou, à défaut d'ancienneté, le plus âgé des membres présents. Le maire a voix prépondérante en cas de partage.

Les commissions sont composées de cinq membres, à moins qu'en raison de l'importance des établissements ou de circonstances locales un décret spécial rendu sur l'avis du conseil d'État n'en ait porté le nombre à plus de cinq. Elles se renouvellent par cinquième. Chaque membre sortant est apte à rentrer. Les membres sont nommés par le préfet et choisis parmi les habitants ayant leur domicile de droit dans le lieu où elles siégent (4). Ils peuvent être individuellement révoqués par le ministre.

Les fondateurs d'hospices ou hôpitaux, etc., qui se sont réservé, et ceux de leurs héritiers auxquels ils ont réservé, par leurs actes de libéralité, le droit de concourir à la direction des établissements qu'ils ont dotés, et d'assister avec voix délibérative aux séances de leur administration ou à l'examen et vérification des comptes, jouissent de ces droits dans le sein des commissions administratives (5).

---

(1) L. 16 vend. an v, art. 1er; 16 mess. an VII; D. 7 germ. an XIII; O. 6 fév. 1818; 31 oct. 1821; 6 juin 1830, art. 1er, 3; 2 avril 1831; L. 7 août 1851, art. 6, 7, 14; D. 23 mars 1852, et 25 mars 1852, art. 5, 9°; D. 31 juill. 1806.—*V.* ci-dessus, p. 321, note 1.

(2) O. 31 oct. 1821, art. 5, 1er al. — Ex. : D. 2 juin 1854. —*V.* ci-après, sous-sect. v.

(3) Les établissements d'*utilité publique* ayant pour objet la charité ou la bienfaisance sont placés sous la surveillance et le contrôle immédiat des autorités administratives proprement dites (*V.* chap. précéd.).

De 1789 à l'an II, année dans laquelle fut décrétée la réunion à l'Etat de l'actif et du passif des hospices et hôpitaux (mesure dont l'effet fut suspendu dès l'an III et que l'on révoqua en l'an V), les biens de ces établissements étaient aussi régis *directement* par les administrations (autorités administratives) municipales sous le contrôle, toujours subsistant, de l'administration départementale (L. 14-22 déc. 1789, art. 49; 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 2, 2°; 28 oct.-5 nov. 1790, art. 1er, 15, 16; 1er-4 mai 1793.—L. 23 mess. an II; 9 fruct. an III; 2 brum. et 28 germ. an IV; 16 vend. et 27 pluv. an V; arr. 27 prair. an IX).

(4) L. 7 août 1851, art. 6, 7; D. 23 mars 1852, art. 1er, 4, 2, 3; 25 mars 1852, art. 5, 9°; D. 7 germ. an XIII-circ. 14 *id.*; O. 6 fév. 1818; 31 oct. 1821, art. 5; circ. 5 mai 1852. — La présentation de candidats par la commission elle-même est-elle maintenue? La circulaire du 5 mai 1832 sur le décret du 23 mars 1852 dit non; celle du même jour sur le décret du 25 mars 1852 dit oui. L'une ou l'autre interprétation peut être admise.

(5) D. 31 juill. 1806.

Ces commissions peuvent être dissoutes par le ministre (1).

I. Les commissions administratives règlent, par leurs délibérations, de la même manière que les conseils municipaux pour les communes, et sauf annulation par le préfet dans le délai déterminé, etc., le mode d'administration des biens, les conditions des baux (dix-huit ans pour les biens ruraux, neuf ans pour les autres); le mode et les conditions des marchés pour fournitures et entretien, aussi dans certaines limites (2).

II. Elles arrêtent, mais avec l'approbation du préfet, les règlements du service, tant intérieur qu'extérieur et de santé, et les conditions de domicile et d'âge nécessaires pour être admis dans chaque hospice destiné aux vieillards et infirmes (3).

III. Elles arrêtent de même les contrats à passer pour le service avec les congrégations hospitalières (4).

IV. Elles nomment les économes, les médecins et chirurgiens, et proposent, lorsqu'il y a lieu, à la nomination les receveurs spéciaux des établissements (5).

V. Elles délibèrent sur tous les autres actes de gestion, notamment sur les marchés, autres que ceux mentionnés ci-dessus, sur les budgets et sur les comptes financiers et matériels des établissements (6) ; ces délibérations et ces actes sont soumis aux mêmes règles d'approbation que les délibérations des conseils municipaux (7) (dont l'avis est d'ailleurs requis) (8), et que les actes d'administration des maires dans l'intérêt de la commune.

La comptabilité des hospices, etc., est d'ailleurs soumise aux règles de la comptabilité des communes (9).

---

(1) L. 7 août 1851, art. 3.
(2) L. 7 août 1851, art. 8, 9 et 15 ; O. 14 nov. 1837.—*V.* ci-dessus, p. 408, n° III, et ci-après, n° V.
(3) L. 7 août 1851, art. 8, 2, 1er, 3, 4, dern. al., 5 ; D. 25 mars 1852, tabl. A, 26°.
(4) *Ibid.*—*V.* D. 18 fév. 1809 ; 31 janv. 1852, et ci-dessus, p. 31, note 11, etc.
(5) L. 7 août 1851, art. 14 ; D. 25 mars 1852, art. 5, 9°, 13° ; L. 18 juill. 1837, art. 65.—*V.* ci-après sous-chap. III.
(6) L. 7 août 1851, art. 9, 12, 15 ; L. 18 juill. 1837, art. 23, 2e al., arg.; O. 29 nov. 1831, art. 1er.
(7) L. 7 août 1851, art. 10, 11 ; L. 18 juill. 1837, art. 20, 41 ; D. 25 mars 1852, tabl. A, 35°, 37°, 38°, 41° à 44°, 48°, 49°, 52°, 55° ; O. 14 nov. 1837, etc. —*V.* ci-dessus, p. 409, n° V.
(8) L. 18 juill. 1837, art. 21, 4°, 6°, etc. (*V.* ci-dess., p. 414, n° XIX).
(9) L. 7 août 1851, art. 12 ; L. 18 juill. 1837, art. 66, dern. al., 67, 68 ; O. 17 sept. 1837, etc.

VI. Les commissions administratives rendent elles-mêmes un compte moral explicatif et justificatif de leurs opérations administratives, tant sous le rapport de la régie des biens, que sous le rapport du régime sanitaire, économique et alimentaire des établissements. Ce compte, appuyé de pièces justificatives, est soumis aux conseils municipaux et à l'approbation du préfet (1).

VII. Les commissions administratives exercent, en outre, certaines attributions en quelque sorte de droit civil, comme : 1° la tutelle des enfants admis (non transitoirement) dans les *hospices* à quelque titre que ce soit (abandonnés ou orphelins, etc.); elles désignent un de leurs membres pour remplir, le cas échéant, les fonctions de tuteur ; les autres forment le conseil de famille ; mais les biens des administrateurs-tuteurs ne sont pas, à raison de ces fonctions, passibles d'hypothèques (2); 2° l'administration provisoire, par un de leurs membres, de la personne et des biens des aliénés non interdits, placés dans les hospices ordinaires (3); 3° le patronage temporaire, après libération, des jeunes détenus ou détenues renfermés, en vertu de jugements, dans les établissements pénitentiaires (4).

Les membres des commissions d'hospices peuvent être, à ce titre, appelés à faire partie d'autres conseils ou commissions (5).

SOUS-SECTION IV.—*Des conseils d'administration et des directeurs des monts-de-piété, établissements publics.*

Les conseils d'administration des monts-de-piété institués comme établissements publics (6) sont présidés par le maire de la commune. Leurs fonctions sont gratuites. La composition de chacun d'eux est déterminée par le décret d'institution de l'établissement. Les membres en sont nommés par les préfets, et doivent être choisis un tiers dans le conseil municipal, un tiers parmi les administra-

---

(1) D. 7 flor. an XIII, art. 10, 11; O. 31 oct. 1821, art. 34; D. 25 mars 1852, 35°; L. 18 juill. 1837, art. 21, 6°.

(2) L. 27 frim. an V, art. IV ; 15 pluv. an XIII ; D. 19 janv. 1811, art. 15.

(3) D. 18 déc. 1839-1840, art. 11 ; L. 30 juin 1838, art. 31 à 40.—*V.* sous-sect. précéd.

(4) L. 5 août 1850, art. 19, 21, 2° ; C. pén., art. 66.

(5) Ex. : L. 24 juin 1851, art. 2 (conseils d'administration des monts-de-piété. *V.* sous-sect. suiv.).

(6) La loi dit, à tort, d'utilité publique. Ce sont ceux dont il sera question ci-après qui sont seulement d'utilité publique, lorsqu'ils sont reconnus comme tels (*V.* ci-dessus, p. 26, 27, note 2, 28, et ci-après, dernier al. de la présente sous-sect.).

teurs des établissements publics charitables (1), un tiers parmi les citoyens domiciliés dans la commune (ou circonscription). Ils sont renouvelés par tiers chaque année. Les membres sortants sont rééligibles (2).

Les directeurs, dans les établissements où cet emploi existe, ou agents responsables, sont aussi nommés par le préfet sur la présentation du conseil d'administration, qui, en cas de refus motivé de ce fonctionnaire, est tenu de présenter un autre candidat. Ils peuvent être révoqués par le préfet (3).

Les monts-de-piété pourvoient à leurs opérations au moyen des fonds de leur dotation (subventions de la commune du département, dons, etc.), et des emprunts qu'ils sont *d'avance* et en général autorisés à contracter aux conditions réglées annuellement par l'administration de l'établissement sous l'approbation du préfet (4); enfin, au moyen des fonds qui, aux termes des lois ou règlements, sont versés à intérêt dans leurs caisses (5).

Sont applicables aux monts-de-piété les formes déterminées à l'égard des hospices, notamment l'intervention des conseils municipaux en ce qui concerne les constructions, reconstructions, acquisitions et échanges, prêts, emprunts et ventes autres que les opérations ordinaires de cette nature autorisées par les règlements sur les monts-de-piété eux-mêmes, les budgets et comptes. Ces établissements sont d'ailleurs, quant aux règles de comptabilité, assimilés aux autres établissements de bienfaisance (6).

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux monts-de-piété établis à titre purement charitable (avec autorisation spéciale), et qui, au moyen de dons ou fondations spéciales, prêtent gratuitement ou à un intérêt inférieur au taux légal (7).

---

(1) *V.* sect. précéd. et suiv.
(2) L. 24 juin 1851, art. 2.—*V.* p. 421 ; D. 31 juill. 1806 (fondateurs).
(3) L. 24 juin 1851, art. 2.
(4) L. 24 juin 1851, art. 4, 3 ; av. cons. d'Et. 6 juin–12 juill. 1807.
(5) Ainsi les cautionnements en numéraire des receveurs des hospices et établissements de bienfaisance, autres que les percepteurs des contributions directes, y compris ceux des receveurs ou agents comptables des monts-de-piété eux-mêmes (O. 31 oct. 1821, art. 23; 6 juin 1830; 29 nov. 1831; 21 fév. 1841, art. 8; D. 6 juin 1850; 8 therm. an XIII, art. 36, 37; règl. 27 oct.–17 déc. 1808, art. 168; D. 22 déc. 1808, art. 7; 3 mai 1810–circ. 16 sept. 1830).
(6) O. 18 juin 1823; L. 24 juin 1851, art. 2; L. 18 juill. 1837, art. 21, 5°, 6°, 66, dern. al.; O. 12 janv. 1831, art. 6; 19 nov. 1831; 17 sept. et 14 nov. 1837, etc.
(7) L. 14 juin 1851, art. 10; 16 pluv. an XII; C. pén., art. 411; C. civ., art. 2071 à 2084.—*V.* note 1re de la présente sous-sect.

SOUS-SECTION V. — *Des commissions administratives des bureaux de bienfaisance.*

Avant 1852 on appelait bureau de bienfaisance à la fois l'établissement public ou l'institution elle-même, personne civile, et l'autorité chargée de l'administrer. En 1852 s'est introduite la dénomination de commission administrative du bureau de bienfaisance pour désigner l'autorité collective préposée à la gestion des intérêts de chacun de ces établissements (1).

Les bureaux de bienfaisance ont pour mission la distribution des secours à domicile (2).

Ils ont, à cet effet, leurs biens, revenus et ressources distincts de ceux des hospices et hôpitaux (3).

Cependant les commissions administratives d'hospices et hôpitaux peuvent, avec l'approbation du préfet, convertir une partie (jusqu'à concurrence du cinquième) des revenus attribués aux hospices en secours *annuels* à distribuer à domicile en faveur des vieillards ou infirmes placés dans leurs familles, sauf le recours que l'administration des hospices peut toujours exercer contre les membres de la famille du vieillard ou de l'incurable désignés par les art. 205 et 206 du Code civil (4).

Les règles prescrites pour les commissions administratives d'hospices en ce qui concerne le nombre, la nomination et le renouvellement de leurs membres et l'admission des fondateurs sont communes aux commissions administratives des bureaux de bienfaisance. Les mêmes individus *peuvent* être à la fois membres des deux corps, et n'en composer, par conséquent, qu'un seul (5).

Les conseils municipaux sont nécessairement appelés à donner leur avis sur les budgets, les comptes, et, en général, les délibérations ou actes de gestion des commissions administratives des bureaux de bienfaisance (6).

---

(1) L. 7 frim. an V, art. 3; D. 17 juin 1852.—*V.* ci-dessus, p. 421.

(2) L. 7 frim. an V, art. 4, 10 à 12; 28 juin 1793, tit. Ier, notamment art. 13; 24 vend. an II, tit. V. — En cas de maladies épidémiques, les commissions d'hygiène concourent à l'exécution des mesures extraordinaires ordonnées pour procurer de prompts secours aux personnes qui en seraient atteintes (D. 15 déc. 1851, art. 6). — *V.* ci-après.

(3) Ex. : L. 7 frim. an V, art. 1er, 2, 6 à 8; 2 avril 1817, art. 3; D. 30 déc. 1809, art. 75, etc.

(4) L. 7 août 1851, art. 17, 5.

(5) D. 17 juin 1852; O. 31 oct. 1821, art. 45; Ex. : D. 2 juin 1854; D. 31 juill. 1806.—*V.* ci-dessus, sous-sect. III.

(6) L. 18 juill. 1837, art. 21, 4° à 6°.—*V.* ci-dessus.

Le décret du 13 avril 1861, dont la légalité peut être contestée sous plusieurs rapports, a substitué, quant aux bureaux de bienfaisance, l'autorité du sous-préfet à celle du préfet pour le règlement ou l'approbation de certaines de ces délibérations (1).

Les règles sur la comptabilité des bureaux de bienfaisance sont d'ailleurs les mêmes que pour les hospices (2).

Les membres des commissions administratives des bureaux de bienfaisance peuvent être, à ce titre, appelés à faire partie d'autres commissions (3).

SOUS-SECTION VI.—*De l'administration générale de l'assistance publique à Paris, et du bureau des nourrices.*

L'administration de l'assistance publique se compose, à Paris, d'un directeur responsable agissant sous la surveillance ou plutôt avec le concours d'un conseil, et sous l'autorité du préfet de la Seine et du ministre. Le préfet préside le conseil de surveillance, dont fait aussi partie le préfet de police, et, s'il faut s'en tenir au décret du 9 avril 1861, dérogeant au décret dictatorial du 25 mars 1852, le préfet de la Seine en nomme les autres membres (aux lieu et place du ministre), sur la présentation de candidats faits par les corps auxquels ils appartiennent (Cour de cassation ou chambre de commerce, conseil municipal, etc.), à l'exception des membres du conseil d'État qui sont désignés directement par le chef de l'État (4).

Le préfet, aux termes du même décret, nommerait aussi le directeur de l'assistance publique.

Le conseil se renouvelle par tiers tous les deux ans ; le directeur de l'administration y assiste ; le secrétaire général de cette même administration remplit les fonctions de secrétaire du conseil.

Un vice-président élu par le conseil dans son sein remplace le préfet de la Seine absent. Le président a voix prépondérante en cas de partage (5).

Cette administration a été substituée à l'ancien conseil général, administration *collective*, dont le préfet, comme président, était seulement le chef actif (6).

---

(1) D. 13 avril 1861, art. 6, 14° à 18°, 7.—*V.* ci-dessus, p. 371, n° VII.
(2) L. 18 juill. 1837, art. 66, dern. al., 68; O. 17 sept. 1837, etc. (*V.* p. 422).
(3) Ex. : L. 13 avril 1850, art. 2.—*V.* sous-sect. précéd.
(4) D. 3 fév. 1852.
(5) L. 10 janv. 1849, art. 1er, 2, 8; D. 24 avr. 1849, art. 1er à 5; L. 7 août 1851, art. 20; D. 25 mars 1852, art. 5, 9°, 7; 9 janv. 1861.
(6) O. 18 fév. 1818; 31 oct. 1821, art. 35; 1er avril 1837; O. 11 janv. 1843, art. 2.

Elle est chargée à la fois du service des hôpitaux et hospices civils, et des secours à domicile (1).

Le service de secours à domicile à Paris est néanmoins spécialement confié, dans chaque arrondissement, à un bureau de bienfaisance composé du maire, président-né, des adjoints, membres-nés, de douze administrateurs dont les fonctions sont aussi gratuites, d'un nombre illimité de commissaires de bienfaisance et de dames de charité qui n'assistent aux séances qu'avec voix consultative, et lorsqu'ils y sont invités par le bureau, et d'un secrétaire trésorier salarié et responsable. Chaque administrateur est choisi par le ministre, aujourd'hui peut-être par le préfet, directement (2), ou, comme autrefois, parmi quatre candidats, dont deux présentés par l'administration des hospices et deux par le bureau dont ils doivent faire partie. Ces bureaux se renouvellent par quart chaque année. Les commissaires et les dames de charité sont nommés par les bureaux.

Les administrateurs des bureaux de bienfaisance, après deux années d'exercice, sont de droit candidats aux places vacantes dans le conseil de surveillance de l'administration des hospices.

Les bureaux de bienfaisance de Paris jouissent du droit de présentation aux lits dans les hospices, précédemment exercé par les *paroisses* de cette ville (3).

Une instruction réglementaire soumise par le préfet à l'approbation du ministre détermine l'ordre de comptabilité des bureaux, le cautionnement des trésoriers, la classification des indigents, le mode de distribution des secours et le nombre de médecins, de chirurgiens, de sages-femmes et de sœurs de charité qui doivent faire partie du service des secours à domicile dans chaque arrondissement.

Les bureaux de bienfaisance sont placés sous la direction du préfet et de l'administration des hospices (4).

Le directeur de l'assistance publique exerce son autorité sur tous les services intérieurs et extérieurs; il a sous ses ordres tout le personnel de l'administration et des établissements, même celui de l'inspection. Il présente au ministre une liste de trois candidats pour chaque nomination d'employés (tant ceux de l'administration centrale

---

(1) O. 18 fév. 1818, art. 1er; L. 10 janv. 1849, *id.*
(2) *V.* ci-dessus, p. 421, note 4, et p. précéd.
(3) *V.* ci-dessus, p. 402, n° X, et 421, note 6.
(4) O. 29 avril 1831; L. 16 juin 1859, art. 2 et 3; O. 31 oct. 1821, art. 35; arr. 16 fruct. an XI, art. 6 et 7.—*V.* L. 20-25 mai 1791, art. 2, 3; 28 mars-8 avril 1793, 2 frim., et arr. 11 pluv. an V; arr. 29 germ. an IX-circ. 11 flor. *id.*; O. 2 juill. 1816.

et de l'inspection que ceux des établissements qui ont droit à une pension de retraite), des architecte et inspecteur des travaux, médecin du service des enfants trouvés ; il nomme les surveillants et gens de service (1).

Les médecins, chirurgiens et pharmaciens des hôpitaux, hospices et bureaux de bienfaisance de Paris sont nommés au concours sous l'approbation du ministre (2).

Le directeur de l'assistance publique prépare les budgets, ordonnance toutes les dépenses, et présente le compte de son administration ; il représente en justice les établissements hospitaliers et de secours à domicile. Il a la tutelle des enfants trouvés, abandonnés, orphelins, etc., et celle des aliénés (3).

Le conseil dit de surveillance donne son *avis* sur les règlements de service intérieur des établissements et du service de santé, et, sur l'observation de ces règlements, sur les questions de discipline concernant les médecins, chirurgiens et pharmaciens, sur toutes les communications qui lui sont faites par l'autorité supérieure ou par le directeur, sur tous les actes de gestion des établissements, notamment sur les budgets et les comptes.

Le conseil municipal est également appelé à donner son avis sur tous ces actes (4).

Les budgets et les comptes sont non-seulement examinés, mais réglés et approuvés conformément à la loi du 18 juill. 1837 et (selon le décret du 9 janv. 1861) conformément au décret du 25 mars 1852 (5).

Les autres délibérations du conseil de surveillance ont ou obtiennent force exécutoire conformément à la loi du 7 août 1851, modifiée par ces mêmes décrets de 1852 et 1861, si l'on accorde à celui-ci force légale (6).

Les membres du conseil de surveillance visitent les établissements hospitaliers et de secours à domicile aussi souvent que le conseil le juge nécessaire (7).

De l'administration de l'assistance publique à Paris dépend, pour

---

(1) L. 10 janv. 1849, art. 3 ; D. 24 avril 1849, art. 6.
(2) L. 10 janv. 1849, art. 6, 7.
(3) L. 10 janv. 1849, art. 3, etc.; D. 9 avril 1849 et 9 janv. 1861.—*V.* ci-dessus, p. 423.
(4) L. 10 janv. 1849; L. 18 juill. 1837, art. 21, 6°.
(5) L. 10 janv. 1849, art. 5, 4; 18 juill. 1837, art. 21, 5°, 6°, 35; L. 7 août 1851, art. 10; D. 25 mars 1852, tabl. A, 35°, et art. 7; 9 janv. 1861.
(6) *V.* L. 7 août 1851, art. 8 à 10, etc.
(7) L. 10 janv. 1849, art. 5, dern. al.

la ville et sa banlieue, un *bureau des nourrices*, dit autrefois des *recommandaresses*, placé pour la partie administrative sous l'autorité du préfet de la Seine, et pour la police sous l'autorité du préfet de police.

Le titre de *recommandaresse* était celui d'une profession à laquelle était attaché le droit exclusif de recevoir, retirer et loger les nourrices et meneuses, et de procurer à celles-là des nourrissons. A cette profession correspondait celle de *meneur* ou *meneuse* de nourrices.

Il y eut d'abord, à Paris, deux, puis quatre bureaux de recommandaresses, lesquels furent réunis en un seul, capable de contenir avec ordre et propreté toutes les femmes de la campagne qui venaient lever à Paris des nourrissons. A ce bureau étaient préposées deux recommandaresses tenues de loger toutes les nourrices et d'avoir, à cet effet, une quantité suffisante de lits et de berceaux pour coucher lesdites nourrices et leurs nourrissons.

Défenses étaient faites aux sages-femmes, aux aubergistes et à toutes personnes autres que ces recommandaresses, de recevoir, retirer et loger les nourrices et meneuses, ainsi que de s'entremettre pour leur procurer des nourrissons et de recevoir, sous ce prétexte, aucun salaire ou récompense. Défenses aux meneurs et meneuses de conduire et d'adresser les nourrices ailleurs qu'au bureau (1).

Les règlements contenaient en outre des dispositions d'ordre, aujourd'hui encore en vigueur, sauf quelques modifications, telles que certificats à présenter par les nourrices et les meneurs et meneuses, tenue de registres cotés et paraphés, délivrance de bulletins, etc., droits à percevoir, obligations imposées aux nourrices vis-à-vis des parents et réciproquement. Ils contenaient aussi des clauses pénales (2).

La connaissance des contraventions aux lois et règlements non abrogés touchant le bureau des nourrices est attribuée au conseil de préfecture de la Seine (3).

Le directeur du bureau est nommé par le ministre ou par le préfet du département (4) ; il a entrée et voix consultative dans les assemblées générales de l'administration des hospices; il présente à la nomination par le préfet les préposés nécessaires pour le recouvrement des mois de nourrice. Ce recouvrement se fait

---

(1) Aujourd'hui ce bureau subsiste, mais non plus son privilége (*V.* L. 2-17 mars 1791, art. 7, Liberté des professions).

(2) Défense aux nourrices d'avoir à la fois deux nourrissons, etc., à peine du fouet contre la nourrice et de cinquante livres d'amende contre le mari, etc.

(3) D. 25 mars 1806, art. 2 ; 30 juin, *id.*, art. 5.

(4) D. 30 juin 1806, art. 2; D. 25 mars 1852, art. 5, 9° ; 9 janv. 1861.

d'après un rôle rendu exécutoire par le préfet du département, qui peut, après deux avertissements à huit jours de distance, décerner une contrainte exécutoire nonobstant appel ou opposition (mais la prise de corps exceptée), à la diligence du directeur. Il est statué tant sur les oppositions que sur les contestations par le conseil de préfecture comme pour les contributions directes (1).

Un des membres du conseil de surveillance des hospices est spécialement délégué par le préfet pour la surveillance journalière des opérations du bureau. Il vérifie les rôles de recouvrement, et c'est à sa réquisition que ces rôles sont rendus exécutoires.

Il y a de plus des inspecteurs de tournée qui se transportent dans tous les endroits où il y a des nourrissons de Paris et de sa banlieue, à l'effet de visiter lesdits nourrissons et d'exécuter tout ce qui leur est ordonné par le préfet de police (2).

SOUS-SECTION VII.—*De l'administration du mont-de-piété à Paris.*

L'administration du mont-de-piété de Paris, sous l'autorité du préfet de la Seine et du ministre, se compose aussi d'un directeur responsable, d'inspecteurs, etc., et d'un conseil de surveillance.

Ce conseil est présidé par le préfet de la Seine. Il est composé, en outre, du préfet de police, de trois membres du conseil municipal, trois autres pris soit dans le conseil de surveillance de l'assistance publique, soit parmi les administrateurs des bureaux de bienfaisance, enfin, de trois citoyens domiciliés dans Paris, tous choisis par le ministre ou le préfet. Le conseil élit dans son sein un vice-président pour suppléer le préfet de la Seine. Le directeur du mont-de-piété assiste aux séances du conseil. Un des inspecteurs remplit les fonctions de secrétaire.

Le directeur a sous ses ordres tout le personnel, même les inspecteurs. Il nomme les surveillants et gens de service. Tous autres employés sont nommés sur sa présentation par le préfet. Le directeur exerce son autorité sur le service intérieur et extérieur. Il présente le budget, ordonnance toutes les dépenses, exerce les actions de l'établissement et présente annuellement le compte de son administration. Il n'est point chargé du maniement des fonds.

Le conseil de surveillance donne son avis sur les règlements du service. Ce conseil (ainsi que le conseil municipal) donne son avis sur les budgets, les comptes et sur tous les actes de gestion.

---

(1) D. 25 mars, 2 et 30 juin 1806, art. 5.
(2) Arr. cons. 29 janv. 1715; déclar. 1er mars 1727; 24 juill. 1769; L. 25 mars et D. 30 juin 1806; D. 17 juin 1852.

Un caissier est chargé des recettes et des dépenses. Il y a de plus un chef des magasins, des gardes-magasins, un garde du dépôt des ventes, sous-caissier, etc.

Les comptes de cet établissement (en deniers et matières) sont soumis à la Cour des comptes (1).

SECTION IV. — *Des sociétés et commissions de statistique.*

Il y a dans chaque ville composée de plusieurs cantons et au chef-lieu de chaque autre canton une commission permanente chargée d'enregistrer journellement et de vérifier les faits de statistique.

A Paris et à Lyon, il est formé une société de statistique par arrondissement communal.

Dans les villes chefs-lieux de département ou d'arrondissement, les commissions ou sociétés *officielles* de statistique sont présidées par les préfets ou sous-préfets, qui, toutefois, peuvent déléguer cette fonction, soit au secrétaire général de la préfecture, au maire ou au juge de paix, soit à un membre du conseil général ou du conseil d'arrondissement. Dans les autres communes, le président (sans doute) est, comme tous les autres membres, nommé par le préfet.

Chaque commission (ou société) nomme à la simple majorité un ou plusieurs secrétaires-archivistes.

Les commissions instituées dans les villes chefs-lieux d'arrondissement revisent les tableaux des autres commissions cantonales de l'arrondissement.

Les tableaux annuels et quinquennaux remplis par les commissions des villes chefs-lieux d'arrondissement sont, en outre, soumis pour la statistique agricole à l'examen des chambres consultatives d'agriculture, chargées elles-mêmes de la statistique agricole de leur circonscription (2).

Tous les tableaux des commissions de statistique sont, avant et après la révision et l'approbation des préfets, déposés dans les mairies et communiqués aux particuliers qui peuvent consigner leurs observations sur un registre.

Les maires de toutes les communes peuvent se faire délivrer, pour ce qui concerne leur commune, un extrait des tableaux approuvés.

Tous les ans, un rapport d'ensemble sur les travaux des commis-

---

(1) D. 24 mess. an XII; 8 mess. an XIII; O. 12 janv. et 3 nov. 1831; arr. 15 mars 1848; D. 5 mars 1851; 24 mars 1852; 25 mars 1852, art. 5, 9°; 9 janv. 1861.

(2) *V.* ci-après.

sions ou sociétés officielles de statistique est présenté par le ministre au chef de l'Etat.

Les préfets ou sous-préfets peuvent dissoudre les commissions ou sociétés de statistique qui s'occuperaient de questions étrangères au but de leur institution (1).

SECTION V.—*Des autorités instituées pour l'agriculture, l'industrie et le commerce.*

SOUS-SECTION 1re.—*Des chambres consultatives d'agriculture.*

Il y a dans chaque arrondissement une chambre consultative d'agriculture, présidée de droit par le préfet ou le sous-préfet, et composée d'autant de membres qu'il y a de cantons dans l'arrondissement, sans que le nombre de ces membres puisse être inférieur à six, lesquels sont choisis par le préfet et parmi les agriculteurs notables ayant leur domicile ou des propriétés dans le canton. Un vice-président, élu par la chambre, supplée le préfet ou le sous-préfet absent. Le préfet ou le sous-préfet nomme un secrétaire. Les inspecteurs généraux de l'agriculture (2) ont entrée aux séances et sont entendus quand ils le demandent. Un arrêté du préfet fixe, chaque année, l'époque de la session ordinaire des chambres d'agriculture. Il en détermine la durée. Des sessions extraordinaires peuvent avoir lieu sur sa convocation.

Ces chambres présentent au Gouvernement leurs vues sur les questions qui intéressent l'agriculture. Leur avis peut être demandé sur les changements à opérer dans la législation en ce qui touche les intérêts agricoles, et notamment en ce qui concerne la police et l'emploi des eaux, les contributions indirectes, les octrois et les douanes; elles peuvent être aussi consultées sur l'établissement des foires et marchés (3), sur la destination à donner aux subventions de l'État ou du département, sur l'établissement des écoles régionales et fermes écoles. Elles sont chargées de la statistique agricole de l'arrondissement (4).

Ces chambres correspondent directement avec les préfets et sous-préfets, et, par l'intermédiaire des préfets, avec le ministre chargé

---

(1) D. 1er juill. 1852; 25 mars 1852, art. 6 (ch. d'agricult.). — Le recensement ou le dénombrement quinquennal de la population pour la formation des tableaux officiels servant à l'application de certaines lois est fait par les soins des maires (O. 16 janv. 1822; 4 mai 1846; 20 déc. 1856; 2 mars 1861).

(2) *V.* ci-dessus, p. 194.

(3) *V.* ci-dessus, *Conseils généraux et d'arrondissement.*

(4) *V.* p. précéd.

de l'agriculture. Avec elles correspondent les comices agricoles et sociétés assimilées (1).

Les préfets et sous-préfets doivent fournir aux chambres d'agriculture un local. Leur budget, visé par le préfet, est présenté au conseil général, et fait partie des dépenses ordinaires du département.

Les chambres d'agriculture sont non-seulement des autorités, mais encore des établissements *publics*, personnes civiles (2).

SOUS-SECTION II.—*Commissions pour favoriser l'élève des chevaux.*

Il est formé dans chaque circonscription de haras ou dépôt d'étalons une commission présidée par le préfet du département dans lequel est situé le haras ou dépôt, et composée de propriétaires ou cultivateurs nommés par le ministre sur une liste de candidats présentée par les préfets des divers départements compris dans la circonscription. Le directeur du haras ou dépôt assiste aux séances en qualité de commissaire du Gouvernement. Le ministre fixe l'époque et la durée des réunions de ces commissions, qui ne peuvent délibérer que sur les points spécifiés d'avance par le ministre et qui peuvent *proposer* d'accorder des récompenses aux éleveurs (3).

SOUS-SECTION III.—*Des lieutenants de louveterie.*

Il existe par conservation forestière et par département (4) un certain nombre de lieutenants de louveterie, déterminé par le préfet, sur la proposition du conservateur des forêts, dans la proportion des bois qui s'y trouvent et des loups qui les fréquentent. Ils sont nommés aujourd'hui par les préfets, sur la proposition du conservateur des forêts (5). Ils l'étaient sous le premier Empire et sous la Restauration par le grand veneur (grand officier de la couronne), qui avait la louveterie dans ses attributions; sous Louis-Philippe, par le chef de l'État sur la proposition du ministre des finances (6). Ils reçoivent des com-

---

(1) L. 20 mars 1851, art. 1^er^ à 5; circ. int. 27 déc. 1819; 22 mai 1820.—*V.* ci-dessus, p. 378, n° V.

(2) L. 20 mars 1851, art. 6 à 20; D. 25 mars 1852.—*V.* ci-dessus, p. 822, 840, note 3, et O. 28 janv. 1819, art. 5 à 7 (correspondants). — *V.* p. 28, note 5.

(3) O. 10 déc. 1833, art. 14 à 19; D. 19 déc. 1860, art. 8 et 27. — *V.* ci-dessus, p. 322.

(4) *V.* ci-dessus, p. 336.

(5) D. 25 mars 1852, art. 5, 17°.

(6) Sén.-cons. 28 flor. an XII, art. 48, 49, 51, 56, 101; D. 8 fruct, an XII; O. 15 août 1814-1830, et règl. 20 août 1814-1832; 1^er^ nov. 1820. art. 39; O. 14 sept. 1830; 24 juill. 1832, art. 6; 21 déc. 1844-1845; O. 20 juin 1845, art. 5; D. 25 mars 1852, art. 5, 17°; arr. min. 3 mai 1852.

missions honorifiques qui doivent être renouvelées chaque année.

Les lieutenants de louveterie reçoivent les ordres des préfets et sous-préfets et de l'administration forestière (1).

Ils sont tenus d'entretenir à leurs frais un équipage de chasse (piqueurs, etc.), de se procurer les piéges nécessaires pour la destruction des loups, renards et autres animaux nuisibles. Il leur est expressément défendu de tirer sur le chevreuil, les cerfs et biches et le lièvre, même le sanglier, excepté dans certains cas; cependant, attendu que la chasse du loup, qui doit les occuper principalement, ne fournit pas toujours l'occasion de tenir les chiens en haleine, ils ont le droit de chasser à courre deux fois par mois le sanglier dans les forêts de l'État seulement (non de la couronne, etc.), faisant partie de leur arrondissement, mais seulement pendant le temps où la chasse est permise (2).

Quand les lieutenants de louveterie ou les conservateurs des forêts jugent utile de faire des battues, ils en font la demande au préfet ou au sous-préfet (quant aux bois des communes, etc.) (3). Cette mesure est alors ordonnée par celui-ci, commandée et dirigée par eux, qui, de concert avec le conservateur, déterminent le jour, les lieux, le nombre d'hommes, etc. Les fermiers de la chasse dans les forêts de l'État sont tenus de concourir à ces battues (4). Tous les habitants sont d'ailleurs invités à tuer les loups sur leurs propriétés, et reçoivent même une prime (5). Les propriétaires et fermiers ont *toujours* le droit de repousser, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à leurs propriétés (6).

SOUS-SECTION IV. — *Des chambres consultatives des arts et manufactures, etc.*

Il peut être créé où le Gouvernement le juge convenable des chambres consultatives de manufactures, fabriques, arts et métiers.

Les chambres consultatives des arts et manufactures sont présidées par les maires, et à Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux par le préfet du département, lorsqu'ils assistent aux séances. Elles nom-

---

(1) *V.* note précéd.

(2) Règl. 20 août 1814–1832; O. 24 juill. 1832, art. 6, 2e al.; 20 juin 1845, art. 5; L. 3 mai 1844, art. 1, 3, 9, 11, 12; règl. 20 août 1814–1830, tit. II, art. 3; O. 14 sept. 1830.

(3) *V.* ci-dessus, p. 370, n° VI.

(4) Règl. 20 août 1814–1832; O. 24 juill. 1832, art. 5; 20 juin 1845, art. 3, 4; règl. 20 août 1814–1830, art. 3, 7, et tit. II, art. 2-4; O. 14 sept. 1830, art. 2; L. 24 avril 1833, art. 5; O. 20 juin 1845, art. 3 à 5. — *V.* note suiv.

(5) L. 28 sept.–6 oct. 1791, tit. Ier, sect. IV, art. 20; 11 niv. an III; arr. 19 pluv. an V; L. 11 mess. an V; règl. 20 août 1814-1832; L. 10 mai 1838, art. 12, 18°; D. 25 mars 1852, tabl. B, 3°.

(6) L. 3 mai 1844, art. 9, 3°.

ment d'ailleurs leur président. Chaque chambre est composée de douze membres élus par les notables industriels et commerçants de la circonscription inscrits sur les listes dressées conformément aux articles 618 et 619 du Code de commerce. Ces membres eux-mêmes sont choisis parmi les personnes exerçant ou ayant exercé le commerce ou une industrie manufacturière et domiciliés dans la circonscription (1).

Les chambres consultatives sont instituées pour faire connaître les besoins et les moyens d'amélioration des manufactures, fabriques, arts et métiers. Il peut être fait, sur leur avis, des règlements d'administration publique qui doivent être présentés au Corps législatif dans les trois ans, relativement aux produits des manufactures françaises qui s'exportent à l'étranger (2). Elles peuvent ou doivent même être consultées sur certaines autres mesures. Leurs projets et mémoires sont adressés par elles au préfet avec qui elles correspondent directement (3).

A défaut de chambres de commerce, elles peuvent être consultées sur certains points (4).

De leur côté, les chambres de commerce, dans les communes où le Gouvernement n'a pas établi de chambres consultatives des arts et manufactures, en remplissent les fonctions (5).

Les dépenses des chambres consultatives sont à la charge des communes où elles sont établies (6).

Sous-section v. — *Des conseils de prud'hommes et prud'hommes pêcheurs.*

Les conseils de prud'hommes sont une institution judiciaire (7); mais ils sont en même temps des *conseils* administratifs, chargés

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 323.

(2) L. 22 germ. an xi, art. 4. — *V.* L. 23 juin 1857, art. 1er; D. 9 déc. 1810, art. 13.

(3) L. 22 germ. an xi, art. 1er à 3; arr. 10 therm. an xi, art. 3, 5; O. 16 juin 1832, art. 11, 16; arr. 19 juin 1848, art. 7, 10; D. 30 août 1852; L. 28 avril 1816, art. 53; 21 avril 1818, art. 37; 5 juill. 1836, art. 3; 13 juin 1857, art. 13; 7 mars 1850, art. 7; L. 1er juin 1853, art. 1er; D. 11 juin 1809, art. 2; 28 mai 1858, art. 1er, etc.—*V.* ci-après, *Ch. de commerce.*

(4) Ex. ; O. 7 sept. 1842, art. 9.—*V.* note anté-précéd.

(5) Arr. 10 therm. an xi, art. 4.—*V.* ci-après.

(6) Arr. 10 therm. an xi, art. 8, 9; O. 16 juin 1832, art. 16; L. 18 juill. 1837, art. 30, 19°.

(7) D. 18 mars 1806; 11 juin 1809-2-7 fév. 1810, 3 août 1810; 27 mai et L. 6 juin 1848; 7 août 1850; 1er juin 1853; 28 avril 1816, art. 53; 21 avril 1818, art. 37; 5 juill. 1836, art. 3; D. 22 juin 1854, art. 15; 16 nov. 1854; 8 sept. 1860; L. 22 fév. 1851, art. 18, 19; 14 mai 1851, art. 7; 8-12 déc. 1790, art. 9; Décrets 4 juill. 1853, art. 5, 10.

même de certaines *fonctions* en quelque sorte administratives (1), et leurs *membres* sont collectivement ou individuellement investis d'attributions de police (2) et autres (3).

Ils sont établis par décrets, dans la forme des règlements d'administration publique, sur l'avis des chambres de commerce ou des chambres consultatives des arts et manufactures, et composés de marchands fabricants, chefs d'ateliers, contre-maîtres et ouvriers, respectivement élus. Leur composition varie dans les détails selon les lieux, mais leurs attributions sont, au fond, les mêmes (4).

L'autorité administrative peut toujours, lorsqu'elle le juge convenable, les convoquer pour avoir leur avis sur les questions qu'elle leur pose (5).

Les conseils de prud'hommes tiennent un registre exact du nombre des métiers existant et du nombre d'ouvriers de tout genre employés dans les fabriques, pour lesdits renseignements être communiqués à la chambre de commerce toutes les fois qu'ils en sont requis. A cet effet, ils sont autorisés à faire dans les ateliers une ou deux inspections par an, mais n'ayant pas d'autre objet (6).

SOUS-SECTION VI.—*Des chambres de commerce.*

Les chambres de commerce sont établies par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique (7); leur circonscription est déterminée par le titre de leur institution (8), de même que le nombre de leurs membres, qui, toutefois, peut l'être par un décret subséquent, et varie entre 9 et 11. Le préfet ou le sous-préfet, suivant les localités, en est membre de droit, et en préside les séances auxquelles il assiste. Elles nomment, néanmoins, dans leur sein, un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Les membres des chambres de commerce sont élus conformément aux articles 618 et 619 du Code de commerce, par les notables de la circonscription et parmi les commerçants ou anciens commerçants exerçant ou domiciliés dans cette circonscription. Les chambres de commerce peuvent se créer dans toute l'étendue de leur territoire des corres-

---

(1) *V.* ci-dessous.
(2) D. 18 mai 1806, art. 10 à 13; 9 janv. 1852, art. 16; 4 juill. 1853, art. 9.
(3) Ex. : L. 13 avril 1850, art. 2.
(4) D. 18 mai 1806, art. 34, 35; 11 juin 1809, art. 2; 30 janv. 1852, art. 13, 9°; L. 1er juin 1853; 22 juin 1854, art. 15; 23 juin 1857, art. 13.
(5) L. 1er juin 1853, art. 17.
(6) D. 18 mars 1806, art. 29; 11 juin 1809-1810, art. 64 à 66.
(7) D. 30 août 1852, art. 18.
(8) *V.* ci-dessus, p. 323.

pondants, même en nombre égal à celui de leurs membres et qui ont droit d'assister à leurs délibérations avec voix consultative seulement.

Les chambres de commerce ont pour attributions, 1° de donner au Gouvernement (à l'autorité centrale) les avis et renseignements qui leur sont *demandés*, notamment sur les changements projetés dans la législation commerciale et les tarifs de douanes; sur les projets de règlements locaux en matière de commerce et d'industrie, sur les tarifs et règlements relatifs aux transports ou autres services à l'usage du commerce, au courtage maritime ou d'assurance, au change, ainsi que sur les usages commerciaux à cet égard; sur les projets de travaux publics locaux relatifs au commerce, sur les créations de tribunaux de commerce et de conseils de prud'hommes dans leur circonscription; sur les créations de bourses, agents de change, courtiers, banques, comptoirs d'escompte, succursales de la Banque de France, etc.; sur les érections de chambres de commerce, et les règlements relatifs à ces chambres; 2° de présenter leurs *vues* sur les moyens d'accroître la prospérité de l'industrie et du commerce, les améliorations à introduire dans la législation commerciale et les tarifs des douanes; sur l'exécution des travaux et l'organisation des services publics qui peuvent intéresser le commerce ou l'industrie.

Elles correspondent directement avec le ministre chargé des intérêts de l'agriculture et du commerce, et doivent lui donner communication immédiate des avis ou *réclamations* qu'elles seraient dans le cas d'adresser aux autres ministres, soit d'office, soit sur la *demande* qui leur en serait faite (1).

Dans les communes où il n'y a pas de chambre consultative des arts et manufactures, elles en remplissent les fonctions (2).

Leurs membres peuvent à ce titre être appelés individuellement à faire partie d'autres conseils ou commissions (3).

Les chambres de commerce sont, en même temps que des conseils administratifs des établissements *publics*, personnes civiles. D'autres établissements publics ou d'utilité publique, créés pour l'usage du

---

(1) Arr. 3 niv. an XI, art. 4, 5, 7, etc.; O. 16 juin 1832; arr. 19 juin 1848; D. 3 sept. 1851; 30 août 1852; L. 28 avril 1816, art. 53; 21 avril 1818, art. 37; 5 juill. 1836, art. 3; 23 juin 1857, art. 13; 7 mars 1850, art. 7; O. 7 sept. 1842, art. 5; L. 1er juin 1853, art. 1er; 10 juin 1853, art. 2; 28 mai 1858, art. 1er, et note suiv.

(2) *V.* ci-dessus, sous-sect. IV.

(3) Ex.: D. 14 déc. 1850-1851, art. 46, 27; D. 4 juin 1853, art. 2 et 13 (cons. sanitaires).

commerce, tels qu'entrepôts, conditions pour les soies et laines, magasins de sauvetage, remorqueurs, etc., leur sont, de droit, annexés, s'ils sont formés au moyen de contributions publiques spéciales établies sur les commerçants ; ainsi, les bourses de commerce, toujours. Les autres leur sont encore réunis d'après le vœu de leurs fondateurs, s'ils ont été formés par dons, legs, souscriptions, etc.; ces établissements, dans ces cas, se confondent avec elles et ne forment avec elles qu'une seule personne civile publique (1).

L'autorité peut aussi leur déléguer l'administration des établissements publics, de même nature, créés par elle (2), et qui, alors, pourraient demeurer personnes distinctes.

Les dépenses relatives aux chambres de commerce sont assimilées à celles des bourses ; elles sont supportées, s'il y a lieu, par les patentables de la circonscription appartenant aux classes les plus élevées, déterminées par la loi relative à cet impôt. Les chambres de commerce y consacrent d'abord leurs revenus particuliers, notamment ceux des établissements qui leur sont annexés.

Dans les six premiers mois de chaque année, le projet de budget de chaque chambre, ainsi que le compte des recettes et dépenses de l'année précédente, sont adressés par elle au préfet et transmis par celui-ci, avec ses observations et son avis personnel, au ministre, qui les arrête. Un décret ou ordonnance fixe ensuite, d'après les budgets approuvés, le montant des sommes nécessaires, à répartir entre les contribuables, par centimes additionnels aux droits de patente. Il est ajouté à ces sommes cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois pour frais de perception (3).

SOUS-SECTION VII.—*Des bureaux de vérification des poids et mesures, etc.*

Il est établi dans chaque arrondissement de sous-préfecture *au moins un* vérificateur ayant, autant que possible, dans la ville, chef-lieu, son bureau où les individus, même non assujettis par leur pro-

---

(1) D. 3 sept. 1851, art. 19, 13, 14; O. 16 juin 1832, art. 13, 14 (*V.* ci-dessus, p. 28, note 4, 2e al., 27, note 4, et p. 29, note 1; L. 27 fév. 1832, art. 10, dern. al.; ex. : D. 23 germ. an XIII, art. 19; 27 sept. 1807; 3 mai 1810; 2 mai 1853, etc.).

Des établissements de même nature peuvent être aussi fondés et entretenus par les communes à leurs frais et profit (L. 27 fév. 1832, art. 10; ex. : D. 31 août 1858, etc.).

(2) D. 3 sept. 1851, art. 14.

(3) D. 23 sept. 1806; L. 28 vent. an IX, art. 4, 5; 23 juill. 1820, art. 11; O. 16 juin 1832, art. 15; L. 25 avril 1844, art. 33; 4 juin 1858, art. 8; 14 juill. 1838, art. 4; D. 3 sept. 1851, art. 17; arr. 3 niv. an XI, art. 9; ex. : D. 18 fév. 1851, etc.; *L. ann. fin.*

fession au contrôle périodique, *peuvent* présenter, à la vérification *gratuite*, les poids, mesures et instruments de pesage qu'ils ont en leur possession, et où sont, d'ailleurs, déposés, pour être communiqués à tous ceux qui veulent en prendre connaissance, des modèles ou dessins des poids et mesures légalement autorisés (1).

Les maires peuvent, en outre, avec l'autorisation supérieure, préposer des employés pour le pesage et le mesurage sur les places et marchés publics. Il peut, de plus, être établi dans les communes, aux frais et au profit de la commune, des bureaux de pesage, mesurage et jaugeage facultatifs (2).

SOUS-SECTION VIII. — *Des bureaux d'essai ou de garantie pour des matières d'or et d'argent.*

Il est établi dans chaque département un ou plusieurs bureaux pour l'essai et la constatation du titre des ouvrages d'or et d'argent et des lingots de ces matières, où il est *facultatif* d'apporter à vérifier des lingots non affinés, sans préjudice de la marque *obligée* des ouvrages fabriqués ou mis dans le commerce (3); sans préjudice aussi à la profession des essayeurs du commerce, profession libre à la condition d'un certificat préalable de capacité, mais soumise à la responsabilité qui peut résulter des contre-essais et de la décision attribués aux directeur, vérificateur et essayeurs, et à la commission administrative des monnaies à Paris (4).

SECTION VI. — *Des autorités chargées de la direction et de la surveillance des travaux publics généraux et départementaux, des travaux de desséchement, mines, etc.*

SOUS-SECTION Ire. — *Des ingénieurs du corps spécial des ponts et chaussées et de leurs auxiliaires.*

Un ingénieur en chef, placé au chef-lieu de chaque département,

---

(1) L. 4 juill. 1837, art. 8; O. 17 avril 1839, art. 2, 48; 16 juin 1839, art. 4; D. 25 mars 1852, art. 5, 10°; 14 nov. 1860; 9 janv. 1861. — *V.* ci-dessus, p. 323, et ci-après, *Police*.

(2) L. 15-28 mars 1790, art. 19, 21; L. 29 flor. an X; arr. 27 brum. an VII; 7 brum. an IX; 2 niv. an XII; 6 prair. an XI; D. 16 juin 1808, art. 11 à 13; O. 4 sept. 1832; L. 18 juill. 1837, art. 31, 8°; D. 25 mars 1852, tabl. A, 34°, etc.

(3) L. 19 brum. an VI, art. 34, 35, 66, 68, etc.; O. 5 mai 1820, art. 1er, 5, 6; 24 déc. 1827-1828, art. 8; D. 24 juill. 1857 (Algérie).—*V.* ci-dessus, p. 323, et ci-après, *Police*.

(4) L. 30 août-8 sept. 1791, tit. Ier, art. 16 à 25; L. 26 pluv. an II, tit. VI, art. 2 à 7; 22 vend. an IV, art. 59, 60; 19 brum. an VI, art. 61; O. 26 déc. 1827-1828, art. 8, 15, etc.; 6 juin 1830, art. 2.—*V.* ci-dessus, p. 275.

sous les ordres supérieurs de l'autorité centrale (ministre ou directeur général), sous la surveillance des inspecteurs généraux (1), et sous les ordres immédiats du préfet, mais correspondant directement avec le ministre (ou le directeur général), ayant sous ses ordres des ingénieurs ordinaires d'arrondissement, qui, eux-mêmes, ont sous leurs ordres, des élèves ingénieurs, des conducteurs de travaux, des piqueurs, des cantonniers et autres agents secondaires ou employés attachés aux travaux ou au service des bureaux, des officiers (capitaines, lieutenants) et maîtres de port, des gardes-éclusiers, pontiers, barragistes et autres agents de la navigation intérieure ou des ports maritimes de commerce, des gardiens des phares et fanaux, baliseurs, etc., est chargé de rédiger ou faire rédiger, par les ingénieurs ordinaires, les projets de travaux, les devis des ouvrages et les détails estimatifs; de soumettre aux préfets les conditions des marchés ou entreprises, d'assister aux adjudications et de donner son avis sur les conditions du cahier de charges et sur les adjudications qui sont faites ; enfin de diriger et de surveiller les travaux que dirigent et surveillent également, sous lui, les ingénieurs ordinaires; de vérifier et d'arrêter provisoirement, avec les entrepreneurs, le compte des travaux, à l'égard desquels les ingénieurs ordinaires font, quant à la qualité, à la quantité et à l'emploi des matériaux, toutes les vérifications et tous les toisés nécessaires à la réception ultérieure ; de délivrer aux entrepreneurs les certificats nécessaires pour obtenir les paiements à compte et définitifs qui doivent leur être faits, et même les mandats de paiement, en vertu de la sous-délégation à lui faite pour l'emploi des crédits délégués au préfet par le ministre.

Il propose également ceux des paiements relatifs aux travaux, qui doivent être autorisés par le préfet ou par le ministre (2).

Il dirige et surveille de même les travaux des routes départementales (3).

I. Des ingénieurs en chef et ordinaires peuvent, sur la demande des préfets, être détachés ou délégués pour exécuter ou vérifier d'autres

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 194 et 324, sous-sect. 1re.

(2) Règl. 28 sept. 1849, art. 7, 8. — *V.* ci-dessus, p. 163, 164, 155 et 156.

(3) L. 31 déc. 1790–19 janv. 1791, tit. II; 6-18 août 1791, art. 5; D. 7 fruct. an XII, art. 7, 8, 10, 13, 14; O. 8 juin 1832, art. 2; D. 19 oct. 1851, art. 1er à 4, 31 à 34; 28 mars 1852; 17 mars 1856; L. 30 nov. 1850; D. 23 août 1851 ; 17 août 1853 ; 24 sept. 1860; D. 15 juill. 1854-1855 ; 25 mars 1852, art. 5, 24° à 26° ; 13 avril 1861, art. 5, 14° ; 16 déc. 1811, art. 24, 25, 47 à 54, etc.

travaux dans l'intérêt des départements ou des communes (1).

Les grands travaux publics non permanents sont aussi, en général, mis en dehors du service ordinaire (2).

II. Les ingénieurs des ponts et chaussées dans les départements lèvent ou vérifient les plans de desséchement (3).

III. Les mêmes ingénieurs font l'instruction ou participent à l'instruction au premier et deuxième degré des affaires qui doivent être soumises à la commission mixte, et font exécuter ceux de ces travaux qui les concernent ; ils surveillent en ce qui les touche l'exécution conforme des autres (4).

IV. Ils sont chargés de veiller, en général, à la conservation du domaine *public* et de ses accessoires (5). En ce qui concerne les chemins de fer, ils sont spécialement chargés de surveiller la voie de fer, les terrassements, les ouvrages d'art et les clôtures (6).

V. Les ingénieurs des ponts et chaussées sont, à défaut des ingénieurs des mines, chargés de la surveillance des machines et chaudières à vapeur. Pour les machines et chaudières à vapeur à bord des *bateaux* naviguant sur les fleuves et rivières ou sur mer, ils font seulement partie des commissions de surveillance établies dans chaque département ou dans chaque port (7).

VI. Ils sont, à titre d'ingénieurs, appelés à faire partie de certaines commissions (8).

VII. Ils exécutent ou font exécuter, même d'office, ceux des travaux pour lesquels ils sont commis par les lois, arrêtés du Gouvernement ou jugements des tribunaux (9).

---

(1) D. 7 fruct. an XII, art. 13, 8e al., 75 ; ex. : D. 13 oct. 1851, art. 4, 4e al. ; D. 10 mai 1854, art. 1er, 3°, 2, 1°, 3°, 4, 5 à 7, etc.—*V.* ci-après, n° VII.

(2) D. 13 oct. 1851, art. 3.—*V.* ci-dessus, p. 325, sous-sect. III et IV.

(3) L. 16 sept. 1807, art. 5, 6 ; D. 6 fév. 1861, art. 9, etc.

(4) D. 16 août 1853, art. 12 à 23, 25, 26.—*V.* ci-dessus, p. 243.

(5) Ex. : L. 6 frim. an VII, art. 34, 36, 38, 39.

(6) L. 11 juin 1842, art. 9 ; O. 15 nov. 1846, art. 55, 56, dern. al., etc.—*V.* sous-sect. suiv., n° IV.

(7) O. 22 mai 1843, art. 61 à 65, 2, 75, 76 ; 23 mai 1843, art. 70, etc. ; 17 janv. 1846, art. 47 ; 15 oct. 1846, art. 7, 56 ; L. 21 juill. 1856, etc. — *V.* sous-sect. suiv., nos IV et V, et ci-après, *Police*.

(8) Ex. : L. 28 juill. 1860, art. 5.

(9) D. 7 fruct. an XII, art. 13, 7°, 75 ; D. 10 mai et 27 mai 1854 ; ex. : L. 14 flor. an XI ; 16 sept. 1807, art. 36 ; 28 mai 1858 ; O. 22 mai 1843, art. 65, etc.

SOUS-SECTION II.—*Des ingénieurs du corps des mines.*

Les ingénieurs en chef et ordinaires des mines, répartis dans les départements (1), sont, les premiers sous les ordres de l'autorité centrale (ministre ou directeur général), les autres sous les ordres des préfets lorsqu'il n'y a point d'ingénieur en chef employé dans leur arrondissement, ainsi que dans les cas d'urgence. Les premiers reçoivent aussi les ordres des préfets, et les exécutent dans tous les cas où la loi exige l'intervention de l'autorité administrative proprement dite. Ils leur donnent les renseignements que ces fonctionnaires leur demandent, tous ceux qu'il est utile de leur faire connaître pour l'avancement des arts, le succès de l'industrie et du commerce, et ils leur rendent compte des travaux relatifs aux exploitations. Ils correspondent, d'ailleurs, directement avec le ministre ou directeur général, avec les autorités constituées de leur arrondissement et avec les ingénieurs ordinaires.

I. Les ingénieurs en chef, après les opérations, reconnaissances, rapports et avis des ingénieurs ordinaires, donnent leur avis motivé sur les demandes en permission de recherche, ou en concession de mines, en permission d'exploitation de minerais, en autorisation d'usines métallurgiques ; proposent aux préfets et adressent au ministre ou directeur général les projets d'affiches et conditions du cahier des charges pour toutes ces concessions ou permissions. Ils veillent à ce que les concessionnaires remplissent les conditions que la loi leur impose, et ne compromettent pas la sûreté des ouvriers, etc. Les ingénieurs ordinaires sous leurs ordres dirigent et surveillent tous les travaux concernant l'extraction des tourbes et l'assainissement des terrains tourbeux, etc. (2).

II. Les ingénieurs des mines rédigent les états d'exploitation, préparent les matrices de rôles, et font partie des comités d'évaluation pour l'assiette de la redevance, proportionnelle au produit net imposable, etc. (3).

III. Ils concourent à l'exécution des lois concernant les déclarations d'intérêt public et les autorisations nécessaires pour sondages

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 325.

(2) L. 21 avril 1810, art. 10, 5, 57, 71, 73, 85, etc.; D. 18 nov. 1810, art. 10, 15 à 17, 23, 24, 22, 27, 33, 39, 50, etc.; O. 26 mars 1843; D. 24 déc. 1851 ; 28 mars 1852, etc.—V. *Police.*

(3) L. 21 avril 1810, art. 33 à 38; D. 6 mai 1811, art. 16 à 35, 44, etc.; 30 juin 1860.—*V.* ci-après, sous-chap. III, sect. I^re^, sous-sect. IV.

ou travaux souterrains dans le périmètre des sources d'aux minérales (1).

IV. Ils sont spécialement chargés de surveiller l'état des machines fixes et locomotives employées à la traction des convois, et, en général, tout le matériel roulant pour l'exploitation des chemins de fer. Ils suppléent au besoin les ingénieurs des ponts et chaussées pour la surveillance à exercer sur ces mêmes chemins. Ils ont sous leurs ordres ou leur direction les inspecteurs de l'exploitation commerciale de ces mêmes chemins (2).

V. Ils sont personnellement et directement, ou comme membres des commissions locales, chargés de la surveillance des machines et chaudières à vapeur en général (3).

VI. Ils font partie de certaines autres commissions (4).

VII. Ils peuvent être commis par l'administration, ou par les tribunaux, ou par les particuliers, à des expertises ou à des actes conservatoires, etc. (5).

SOUS-SECTION III.—*Commission internationale pour les travaux du Rhin.*

Pour la direction des travaux à exécuter sur chaque rive du Rhin dans un but purement défensif et de manière à régulariser son cours, les deux Gouvernements de France et de Bade ont institué une commission composée d'ingénieurs des deux nations, qui se réunit une année dans chaque État, et dont le président est nommé, alternativement, par l'un ou l'autre Gouvernement (6).

SOUS-SECTION IV.—*Conseils locaux pour la répartition du fonds d'entretien.*

La sous-répartition, suivant les besoins, dans chaque département, des fonds affectés à l'entretien et aux réparations ordinaires des routes, ponts, rivières, bacs, canaux, quais, ports maritimes de commerce, à la charge de l'État, est faite, dans un conseil local, pré-

---

(1) L. 14 juill. 1856; D. 8 sept. 1856, art. 6, 10, 13, 15 à 18.
(2) O. 15 nov. 1846, art. 56, 7, 55; D. 26 juill. 1852. — *V.* sous-sect. précéd., n° IV.
(3) *V.* sous-sect. précéd., n° V; L. 21 avril 1810, art. 91; arr. cons. 4 mai 1854, etc.
(4) Ex. : L. 28 juill. 1860, art. 5. — *V.* sous-sect. précéd.
(5) L. 21 avril 1810, art. 87, 88, 91; D. 18 nov. 1810, art. 37, 42 à 44, 89; 2e D. 10 mai 1854; D. 27 mai 1854; O. 26 mars 1843, art. 5; L. 27 avril 1838, art. 3.—*V.* ci-dessus, n° V, note.
(6) O. 31 mai 1840, art. 19; C. for., art. 136 à 143; O. 1er août 1827, art. 162 à 168. — *V.* en outre *Police*, etc.; L. 21 avr. 1832, arr. 12; O. 26 juill. 1833; D. 7 nov. 1860.

sidé par le préfet et composé de l'ingénieur en chef et de deux membres du conseil général du département désignés chaque année par le ministre. Les ingénieurs ordinaires y sont admis avec voix consultative (1).

SECTION VII. — *Des autorités préposées à l'enseignement public et à la surveillance de l'enseignement privé.*

Ces autorités sont de deux sortes : administratives ou enseignantes. La même personne peut quelquefois cumuler les deux ordres de fonctions. Nous nous occuperons principalement des premières.

SOUS-SECTION 1re.—*Des recteurs et inspecteurs d'académie, etc.*

A la tête de chaque académie est placé un recteur. Cependant l'académie de Paris a pour recteur le ministre, assisté d'un vice-recteur; celle que forment les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie est administrée par un fonctionnaire ayant le titre de vice-recteur. Pour la Corse, qui fait partie de l'académie d'Aix, un inspecteur délégué y a aussi le titre de vice-recteur; il est sous les ordres du recteur (2).

Il y a dans chaque académie un ou plusieurs inspecteurs particuliers qui sont chargés, par ordre du recteur, de la visite et de l'inspection des écoles de leur arrondissement, notamment celle des lycées, institutions et pensions. Il y a, en outre, des inspecteurs de l'enseignement primaire (un dans chaque arrondissement de sous-préfecture, même dans l'arrondissement du chef-lieu de l'académie) (3).

Les attributions des recteurs ou vice-recteurs sont les suivantes:

I. Ils dirigent ou surveillent, personnellement ou avec le concours des inspecteurs d'académie, les établissements d'enseignement supérieur entretenus par l'État et les villes concurremment (4).

---

(1) O. 10 mai 1829, art. 3; 19 oct. 1830, art. 3 et 4; 12 janv. 1831; D. 25 mars 1852, tabl. D., 11°.—*V.* ci-dessus, p. 382-383.

(2) D. 17 mars 1808, art. 94, 95; 15 nov. 1811, art. 165; O. 17 fév. 1815, art. 2, 3 (administration collective); 15 août 1815, préamb. et art. 1er; 1er nov. 1820, art. 8; 27 fév. 1821, art. 8 à 10; 7 sept. 1848, art. 3; L. 15 mars 1850, art. 8, 9; D. 23 mai 1850, art. 3; 29 juill. 1850, art. 15, 16; 9 mars 1852, art. 1er; L. 14 juin 1854, art. 2; D. 22 août 1854, art. 15, 25, 29.—*V.* ci-dessus, p. 326.

(3) D. 17 mars 1808, art. 93, 98; 15 nov. 1811, art. 165; L. 15 mars 1850, art. 18 à 20; D. 29 juill. 1850, art. 36, 35, 37 à 40; 9 mars 1852, art. 3; L. 14 juin 1854, art. 9; D. 22 août 1854, art. 15, 24; 21 juin 1858; 10 nov. 1860.

(4) D. 22 août 1854, art. 3, 4.

Ils assistent, quand ils le jugent convenable, aux délibérations des *facultés* (sciences, lettres, théologie, droit et médecine), des écoles supérieures de pharmacie, des écoles préparatoires soit pour l'enseignement supérieur des sciences et des lettres, soit pour celui de la médecine et de la pharmacie.

II. Ils dirigent, assistés au besoin des inspecteurs d'académie, les établissements publics d'instruction secondaire appartenant à l'État ou aux communes ; ils président, s'il y a lieu, les bureaux d'administration près ces établissements. Ils surveillent, soit par eux-mêmes, soit par l'intermédiaire des inspecteurs, l'enseignement secondaire libre.

III. Ils veillent, par l'intermédiaire des inspecteurs d'académie et des inspecteurs primaires, à l'exécution des règlements d'études et au maintien ou à l'amélioration des méthodes de l'enseignement primaire public (1).

IV. Ils font au ministre leurs propositions sur les budgets et les comptes annuels des établissements d'enseignement supérieur (2) et donnent leur avis sur les budgets et les comptes administratifs des lycées et des colléges communaux (3).

V. Ils statuent, après avis des facultés et des écoles supérieures ou préparatoires, sur toutes les questions relatives aux inscriptions des étudiants ; ils peuvent se pourvoir contre les collations de grades par les facultés, etc. (4).

VI. Ils peuvent, en cas d'urgence, suspendre, par mesure administrative, les professeurs de l'enseignement public supérieur ou secondaire (5).

VII. Ils peuvent, dans l'intérêt des mœurs publiques ou de la santé des élèves, s'opposer, devant le conseil départemental, à l'ouverture d'un établissement d'instruction *secondaire* libre (6).

---

(1) D. 17 mars 1808, art. 97, 98 ; 22 août 1854, art. 17 à 21 ; L. 14 juin 1854, art. 8, 9.—*V.* ci-dessus, p. 358, n° XI.

(2) L. 14 juin 1854, art. 13 à 15 ; 2° D. 22 août 1854.—*V.* ci-après, p. 447.

(3) L. 15 mars 1850, art. 72 à 75 ; O. 26 mars 1829, art. 12 ; 31 mai 1838, art. 689 à 694 ; D. 4 juin 1809, art. 25 ; 15 nov. 1811, art. 12, 13 ; O. 29 janv. 1839, art. 13, 14.

(4) D. 22 août 1854, art. 18 ; 30 juill. 1850, art. 54 ; O. 5 juill. 1820, art. 16.—*V.* ci-après, p. 447, 448.

(5) D. 9 mars 1852, art. 8 ; 15 nov. 1811, art. 90.

(6) L. 15 mars 1850, art. 64, 17, 30, 77, 67, 68 ; D. 20 déc. 1851, art. 1er à 4 ; L. 14 juin 1854, art. 7, 8, 9, 2e al. (inspecteurs).

SOUS-SECTION II.—*Des conseils départementaux de l'instruction publique.*

Les conseils départementaux de l'instruction publique, qui ont hérité de la composition et des principales attributions des conseils académiques, sont à la fois une institution administrative et une *juridiction* administrative contentieuse (1). Il y en a un au chef-lieu de chaque département.

Ces conseils sont présidés par les préfets et composés de l'inspecteur, ou, à Paris, de deux des inspecteurs d'académie, d'un inspecteur ou de deuxins pecteurs de l'enseignement primaire, d'ecclésiastiques (l'évêque ou son délégué et ministres de chacun des autres cultes), du procureur général ou impérial et d'un membre de la Cour ou du tribunal du chef-lieu de l'académie, et de quatre membres du conseil général (et, à Paris, du secrétaire général de la préfecture de la Seine), tous nommés, s'il y a lieu, par le ministre, pour trois ans, sur la désignation du corps auquel ils appartiennent. Les doyens des facultés y sont appelés avec voix délibérative pour les affaires intéressant leurs facultés respectives (2).

Indépendamment de leurs attributions contentieuses, les conseils départementaux de l'instruction publique exercent, en ce qui concerne l'enseignement *primaire*, les attributions que la loi du 15 mars 1850 et les décrets rendus pour son exécution avaient déférées aux conseils académiques, comme les préfets exercent celles que la même loi avait données aux recteurs (3).

SOUS-SECTION III.—*Des conseils académiques.*

Il y a au chef-lieu de chaque académie (4) un conseil académique présidé par le recteur et composé des inspecteurs de la circonscription, des doyens des facultés, et de sept membres choisis par le ministre : un parmi les archevêques ou évêques de la circonscription, deux parmi les autres membres du clergé catholique ou parmi les membres des cultes non catholiques reconnus, deux dans la magistrature, deux parmi les fonctionnaires publics ou autres personnes notables de la circonscription (5).

---

(1) *V.* notes suiv. et ci-après tit. VIII.

(2) L. 14 juin 1854, art. 5, 6, 11 ; 15 mars 1850, art. 10 à 12 ; D. 9 mars 1852 ; 29 juill. 1850, art. 17 à 23 ; 22 août 1854, art. 26, 27.

(3) L. 14 juin 1854, art. 7, 8 ; 15 mars 1850, art. 36, 15, 51, 52, 53, 77, 31, 34, 54, 58, 46, 47, 35, 50, 41, 29, dern. al. ; D. 29 juill. 1850, art. 35, 50 ; 7 oct. 1850, art. 8, 13, 20, 5 ; 30 déc. 1850-1851, art. 4, dern. al., 6, 10 ; 24 mars 1851, art. 3, 5, 6, 12, 15, 17, 18 ; 21 mars 1855, art. 27, 33 ; L. 14 juin 1859.—*V.* ci-dessus, p. 358, n° XI.

(4) *V.* ci-dessus, p. 326.

(5) L. 14 juin 1854, art. 3, 11 ; D. 22 août 1854, art. 14.—*V.* D. 17 mars

Les conseils académiques sont aujourd'hui chargés uniquement de veiller au maintien des *méthodes* d'enseignement prescrites par le ministre en conseil supérieur de l'instruction publique (1), et qui doivent être suivies dans les établissements publics d'instruction supérieure, secondaire ou primaire, et de donner leur *avis* sur les questions d'administration, de finances ou de discipline qui intéressent les mêmes établissements, *moins* ceux de l'instruction primaire; de délivrer les certificats de stage, et de proposer au ministre la nomination des jurys chargés de délivrer les brevets de capacité nécessaires à qui veut former un établissement d'instruction *secondaire* libre. Ils proposent des candidats pour la nomination aux chaires des facultés et des écoles supérieures (2).

Sous-section IV.—*Des facultés et des écoles supérieures ou préparatoires pour la médecine et la pharmacie, les sciences et les lettres. — Des juges, jurys et commissions de concours ou d'examen.*

Le nom de facultés ou d'écoles supérieures ou préparatoires désigne, à la fois, des établissements publics et l'ensemble du personnel administratif ou enseignant dont elles se composent, et qui forment une sorte d'administration ou d'autorité collective, enfin (sauf les écoles préparatoires) une personne civile (3).

Il y a cinq *ordres* de facultés (4); à la tête de chaque faculté est un doyen choisi parmi les professeurs, tous nommés par le chef de l'État (5).

Les facultés et les écoles supérieures ou préparatoires ont, pour attribution, l'enseignement plus ou moins approfondi de la théologie, du droit, de la médecine et de la pharmacie, des sciences mathéma-

---

1808, art. 85, 86; 15 nov. 1811, art. 165; O. 15 août 1815, préamb. et article 1er; 2e O. 7 déc. 1845; D. 9 mars 1852, art. 3. —*V.* sous-sect. précéd.

(1) *V.* ci-dessus, p. 216.

(2) L. 14 juin 1854, art. 4, 7; L. 15 mars 1850, art. 85, 71, 75, 60 à 62, 2e; D. 20 déc. 1850-1851; D. 22 août 1854, art. 14; D. 9 mars 1852, art. 2.

(3) L. 14 juin 1854, art. 13; 2e D. 22 août 1854; 15 nov. 1811, art. 165; 18 déc. 1848-1849, art. 4; etc. — A partir de 1862, les établissements d'enseignement supérieur cesseront de former un service spécial (et, par conséquent, des personnes civiles). Leurs dépenses et leurs recettes se feront par et pour l'État (L. 28 juin 1861, art. 16). (*V.* ci-dessus, p. 1re, 2, 24, note 4, 25, 26, texte et note 1).

(4) *V.* ci-dessus, sous-section 1re, nº I).

(5) D. 17 mars 1808, art. 6, 10, 11 à 15; 15 nov. 1811, art. 166, 2e al.; D. 9 mars 1852, art. 2; 22 août 1854, art. 6 à 9, 11, 12; arr. 4e complém. an XII, art. 18; O. 2 fév. 1823, art. 6, 7; etc.—Avant 1852, les places de professeur étaient, en général, données directement ou indirectement à la suite de concours (D. 17 mars 1808, art. 7, dern. al., 11; 7 sept. 1808, art. 9; L. 5 vent. an XII, art. 36, 37; O. 2 fév. 1823, art. 12, 5).—*V.* p. suiv.

tiques et physiques, et des lettres (1), et la collation des grades ou diplômes qui, d'après nos lois, sont des signes de l'aptitude à être appelés ou à se livrer à l'enseignement public ou libre, ou à l'exercice de certaines professions (2).

Cependant le titre ou le grade d'agrégé, avec ou sans fonctions pour l'enseignement *supérieur* public, avec faculté de faire des cours particuliers, est conféré au concours par des juges pris par le ministre parmi les membres du conseil supérieur de l'instruction publique, les inspecteurs généraux, les professeurs et agrégés des facultés eux-mêmes, les membres de l'Institut et les professeurs du collége de France (3). Le mode d'examen pour obtenir au concours pareil titre d'agrégé, qui, seul, conduit à certaines fonctions de l'enseignement public *secondaire* (4), est déterminé par le ministre.

Le brevet de capacité ou d'aptitude qui, à quelques exceptions près, est nécessaire pour être admis ou se livrer à l'enseignement primaire public ou libre, et celui qui, joint au stage, peut suppléer pour l'enseignement secondaire *libre*, le grade ou diplôme de bachelier, sont délivrés par des commissions ou jurys d'examen; savoir : le brevet pour l'instruction primaire, par une commission d'examen composée, dans chaque académie, de sept membres, élisant leur président, et dont font partie un inspecteur primaire, un ministre du culte professé par le candidat et deux membres de l'enseignement public ou libre, tous nommés par le conseil départemental ; celui pour la direction des asiles par une commission composée, dans chaque département, de l'inspecteur d'académie, président, d'un ministre du culte professé par la postulante d'un membre de l'enseignement public ou libre, de deux dames patronesses des asiles et d'un inspecteur de l'instruction primaire, secrétaire; tous, excepté le président, désignés par le préfet, sur la proposition du conseil départemental (à Paris, par le ministre); enfin, le brevet pour l'enseignement secondaire libre, par un jury, présidé par le recteur

---

(1) D. 17 mars 1808, art. 5, 1°, 6.— *V.* D. 22 août 1854.

(2) D. 17 mars 1808, art. 1er à 3, 18, 16, 17, 25 ; L. 14 frim. an III et 9 vent. an XI ; arr. 21 germ. an XI ; L. 22 vent. an XII ; D. 4e compl. an XII, art. 33 à 55 ; 10 avr. 1852, art. 8 à 11, 6 ; 22 août 1854, art. 10, 14, 17, etc.; 1er D. *id.*, art. 5 ; L. 15 mars 1850, art. 63 ; D. 29 juill. 1850, art. 53, 54; D. 28 août 1858 ; etc.— *V.* ci-dessus sous-sect. Ire, n° V, et ci-dessous.

(3) O. 2 fév. 1823, art. 1er, 2e al., à 5 ; 12 déc. 1824, art. 7, 8, 10 à 12; 26 mars 1829, art. 5 ; 24 et 28 mars 1840; règl. 31 mars 1840, art. 6 ; 7 avr. 1840, art. 1er ; arr. 18 déc. 1848, art. 1er ; D. 5 nov. 1852.

(4) D. 17 mars 1808, art. 29, 119 à 122 ; O. 26 mars 1829, art. 21 ; 27 fév. 1821, art. 18 ; 8 avr. 1824, art. 4 ; 29 janv. 1839, art. 8, 97 ; D. 10 avr. 1852, art. 7, 6, 17; 7 août 1853, art. 11 ; 14 et 17 juill. 1857 ; 17 et 20 juill. 1858; 11 juill. 1860.

et composé de six autres membres nommés par le ministre. Un ministre du culte professé par le candidat, pris dans le conseil académique, s'il n'y en a pas déjà un dans le jury, est appelé avec voix délibérative. La voix du président est prépondérante (1).

SOUS-SECTION V.—*Des délégués cantonaux et communaux et des comités de patronage d'asiles.*

Parmi les autorités locales préposées à la surveillance et à la direction morale de l'instruction *primaire* publique ou libre, outre les préfets, les recteurs et les inspecteurs d'académie, les inspecteurs primaires, les maires (2), les curés ou pasteurs (3), il existe, dans chaque canton et dans chaque commune, surtout de deux mille âmes et au-dessus de population, et à Paris, dans chaque arrondissement municipal, des délégués choisis parmi les habitants du canton, etc., et pour chaque école, parmi les habitants de la commune, par le conseil départemental de l'instruction publique (4); enfin des comités de patronage pour la protection des salles d'asile (5).

Les délégués cantonaux, individuellement, ont pouvoir d'accorder des autorisations aux personnes qui, dans un but charitable et sans exercer la profession d'instituteur ou institutrice, voudraient enseigner à lire ou à écrire aux enfants. Ils sont chargés de visiter les locaux destinés aux écoles publiques. Ils donnent des avis et font des propositions en ce qui touche la rétribution scolaire, etc.; ils ont entrée dans toutes les écoles libres ou publiques. Chaque délégué cantonal correspond directement, tant avec le conseil départemental auquel il doit adresser ses rapports, qu'avec l'inspecteur d'académie et les autorités locales, pour ce qui regarde l'état et les besoins de l'enseignement primaire dans sa circonscription; chacun d'eux, même lorsqu'il n'est pas membre du conseil départemental, peut assister à ses séances avec voix consultative pour les affaires intéressant les écoles de sa circonscription.

A Paris, ils se réunissent une fois par mois, sous la présidence du maire, avec un adjoint, le juge de paix, un curé de l'arrondissement et un autre ecclésiastique désignés par l'archevêque, et les

---

(1) L. 15 mars 1850, art. 25, 47, 50, 49, 63, 53, 55, 57, 46, 62; D. 30 déc. 1850-1851, art. 2; D. 31 mars 1851; 31 déc. 1853-1854, art. 6 à 9; 21 mars 1855, art. 20, 22, 29, 30; 29 juill. 1850, art. 50 à 52; L. 14 juin 1854, art. 7, 8.—*V.* L. 28 juin 1833, art. 17.

(2) *V.* sous-chap. et sous-sect. précéd.

(3) *V.* sous-chapitre suivant.

(4) *V.* ci-dessus, p. 446.

(5) D. 21 mars 1855, art. 14, 15, 17, der. al., 23, 26; mais *V.* L. 15 mars 1850, art. 58.

ministres des cultes non catholiques, s'il y a lieu, pour s'entendre au sujet de la surveillance locale et convenir des avis à transmettre au conseil départemental. L'inspecteur de l'instruction primaire assiste à ces réunions avec voix consultative. Ailleurs, les délégués se réunissent pour les mêmes objets, au moins une fois tous les trois mois, sous la présidence de l'un d'eux, au chef-lieu de canton, et de plus, sur la convocation et sous la présidence du sous-préfet, les délégués cantonaux d'un arrondissement entier peuvent être réunis pour délibérer sur les objets qui leur sont soumis par ordre du préfet ou par le conseil départemental. Les inspecteurs primaires assistent avec voix délibérative aux unes et aux autres de ces réunions. Enfin, les autorités préposées dans chaque commune à la surveillance des écoles, y compris les délégués, peuvent se réunir sous la présidence du maire pour convenir des avis à transmettre tant à l'inspecteur primaire qu'aux délégués cantonaux (1).

SOUS-CHAPITRE II.

DES AUTORITÉS ECCLÉSIASTIQUES OU RELIGIEUSES.

Les autorités ecclésiastiques, c'est-à-dire chargées directement de ce qui, dans l'ordre spirituel ou matériel, se rapporte à l'exercice des différents cultes, sont, ou composées uniquement de personnes revêtues d'un caractère religieux ; ou mixtes, c'est-à-dire formées à la fois de personnes ecclésiastiques et de personnes laïques; ou même exclusivement laïques (les trésoriers des fabriques, etc.). Ces autorités sont appelées à concourir à la gestion des intérêts matériels ou temporels relatifs au service divin, de même que les ministres des cultes sont eux-mêmes admis à concourir à la gestion des intérêts moraux ou matériels relatifs à certains objets qui ne sont pas exclusivement de l'ordre religieux (2).

Certaines fonctions administratives sont d'ailleurs formellement interdites à ceux-ci; ainsi, ils ne peuvent être maires ni adjoints (3). Le

---

(1) L. 15 mars 1850, art. 42 à 44, 29, dern. al., 15, 18, 4° ; D. 7 oct. 1850, art. 7, 19, 30 ; 29 juill. 1850, art. 47 à 49, 46, 43 ; 31 déc. 1853-1854, art. 13 ; L. 4 juin 1854, art. 7 ; D. 22 août 1854, art. 23. — *V.* O. 29 fév. 1816 et 2 août 1820 ; 21 avr. 1828 et 26 mars 1829, art. 20 ; 16 oct. 1830 ; L. 28 juin 1833, art. 17 à 23 ; O. 16 juill. 1833, art. 24 à 28 ; 8 nov. 1833 ; 26 oct. 1838 ; 8 sept. 1845.—*V. Police.* D. 29 juill. 1850, art. 42.

(2) *V.* sous-sect. précédentes et D. 20 juin, 23 juill. 1811, art. 4 ; O. 25 mai 1844, art. 19, 22.

(3) L. 12 juill.-24 août 1790, tit. IV, art. 6, 7 ; 21 mars 1831, art. 6 ; 5 mai 1855, art. 5, 3°.

caractère et même la destination ecclésiastique dispense de l'obligation du service et des devoirs militaires (1).

La nomination ou la désignation des autorités ecclésiastiques ou des personnes appelées à faire partie de ces autorités est faite ou doit être confirmée par l'autorité civile, d'accord avec l'autorité ou les autorités spirituelles ou ecclésiastiques agissant comme telles, ou avec le suffrage de leurs coreligionnaires (2).

Nul ne peut être nommé archevêque ou évêque, vicaire général, dignitaire ou membre d'un chapitre, curé dans une ville chef-lieu de département ou d'arrondissement, s'il n'a obtenu le grade de licencié en théologie ou s'il n'a rempli pendant quinze ans les fonctions de curé ou desservant, ni nommé curé d'un chef-lieu de canton, s'il n'est pourvu du grade de bachelier en théologie ou s'il n'a rempli pendant dix ans ces mêmes fonctions (3).

Les attributions des autorités ecclésiastiques, en ce qui concerne seulement l'exercice des cultes (4), sont, comme nous le verrons, ou purement spirituelles (celles-ci sont exercées exclusivement par les personnes investies du caractère religieux sous la surveillance, dans l'intérêt de la tranquillité publique, et en même temps sous la protection de l'autorité civile); ou purement temporelles, quoique ayant pour objet la pratique du culte; ou mixtes, c'est-à-dire participant à la fois de l'ordre civil ou politique et de l'ordre spirituel ou religieux, comme, par exemple, leur concours à la détermination des circonscriptions ecclésiastiques (5).

Les autorités ecclésiastiques peuvent être appelées à concourir à l'exécution des lois en général par les publications au prône ou à l'office ordonnées par le Gouvernement (6).

SECTION Ire.—*Des autorités propres au culte catholique.*

SOUS-SECTION Ire.—*Des archevêques et évêques et de leurs vicaires généraux.*

Les archevêques consacrent et installent leurs suffragants. En

---

(1) L. 23 mars 1793; 10 mars 1818, art. 15, 4°; 21 mars 1832, art. 14, 5°; 29 sept., 14 oct. 1791, sect. Ire, art. 16; D. 12 nov. 1806, art. 2; O. 17 juill., art. 23, 1°, 2°; L. 22 mars 1831, art. 12; 13 juin 1851, art. 8. — *V.* D. 11 janv. 1852, art. 8, 23 (garde nationale).

(2) *V.* ci-dess., p. 10, et art. organ. 18 germ. an x, art. 24, 26, 34; D. 26 mars 1852, art. 1er, 2, 5, 11, 12; O. 25 mai 1844, art. 15, 24, 27, 34, 45, 48, 51, etc.—*V.* ci-après.

(3) O. 25 déc. 1830-1831.— *V.* L. 23 vent. an XII, art. 2, etc., et note précéd.

(4) *V.* p. précéd., note 2.

(5) *V.* ci-dessus, p. 330 à 332, 335.

(6) L. 18 germ. an x, art. 53.

cas d'empêchement ou de refus de leur part, ils sont suppléés par le plus ancien évêque de l'arrondissement métropolitain.

Ils veillent au maintien de la foi et de la discipline dans les diocèses dépendants de leur métropole, mais ils ne peuvent se permettre aucune innovation dans les usages et coutumes des diocèses (1).

Ils connaissent des réclamations et des plaintes contre la conduite et les décisions de leurs suffragants.

§ 1er. — Les archevêques et évêques ont pour attributions spirituelles :

I. La tenue des conciles métropolitains et des synodes diocésains, autorisés pour le règlement des affaires qui, dans cet ordre spirituel, touchent à l'exercice du culte et à la discipline intérieure du clergé (2).

II. L'exercice de la juridiction spirituelle épiscopale ordinaire (3).

Il y a recours au conseil d'État, au cas d'abus ou d'excès de pouvoir, contre la décision du supérieur ou d'autre personne ecclésiastique (4).

III. Seuls, ils accordent les dispenses relatives au mariage à l'église, etc., pour lesquelles les citoyens ne doivent pas s'adresser en cour de Rome (5).

IV. Ils font les règlements sur tout ce qui concerne le service divin, les prières et les instructions religieuses (6). Ceux qu'ils font sur le service pour les morts dans les églises sont soumis à l'approbation du chef de l'État. Ils fixent le nombre des prêtres et vicaires habitués à chaque église. Ils font les règlements pour l'acquittement des charges pieuses imposées par les bienfaiteurs. Leur approbation est nécessaire pour l'acceptation des dons ou legs faits à une per-

---

(1) L. 18 germ. an x, art. 13, 14, 15, 38.
(2) L. 18 germ. an x, art. 4; ex.: D. 16 sept. 1849-1851.
(3) Tout privilége portant exemption ou autre attribution de cette juridiction est aboli (L. 18 germ. an x, art. 9, 10, 15).
(4) L. 18 germ. an x, art. 6; ex.: D. 30 sept. 1807, art. 12.—*V.* D. 18 fév. 1809, art. 20.
(5) L. 8-11 août 1789, art. 12.—*V.* C. pén., art. 199, etc.
(6) Lorsque le Gouvernement ordonne des prières publiques, les évêques doivent se concerter avec le préfet et le commandant militaire du lieu pour le jour, l'heure et le mode d'exécution de ces ordonnances (L. 18 germ. an x, art. 49).

Ils doivent aussi se concerter avec le préfet pour régler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches.—On ne peut les sonner pour autre cause sans la permission de la police locale (L. 18 germ. an x, art. 48).

sonne ou un établissement public ou d'utilité publique quelconque avec charge de services religieux ; ils peuvent réduire ces charges pieuses, conformément aux règles canoniques, lorsque leur défaut de proportion avec les libéralités dont elles sont la condition l'exige. Ils désignent parmi les prêtres habitués celui qui doit les acquitter (1). Ils consacrent les chapelles ou oratoires spéciaux autorisés pour les hospices, prisons, etc. Ils autorisent, lorsqu'ils jugent pouvoir le faire sans nuire au service curial de leur diocèse, la célébration de l'office dans les chapelles privées autorisées et délivrent, s'il y a lieu, aux chapelains les pouvoirs spéciaux nécessaires pour l'administration des sacrements. Ils peuvent charger provisoirement un desservant du service de deux succursales à défaut de desservant en exercice dans l'une d'elles, c'est-à-dire l'autoriser à *biner* (2).

§ 2. — En ce qui touche le temporel :

I. Ils ont l'administration des biens de leurs menses (3).

Ils approuvent les délibérations des *chapitres* relatives à la gestion de leurs propres biens et à la répartition de leurs revenus; en cas de refus, si le chapitre insiste, il en est référé au ministre, qui prononce. Ils nomment les trésoriers (4).

Ils président le bureau d'administration des biens de leur séminaire et autres écoles publiques ecclésiastiques du diocèse; ils visent les mandats pour la dépense; ils en arrêtent définitivement les comptes, après communication au ministre (5).

II. Le budget des recettes et dépenses de chaque *fabrique* d'église est soumis à leur approbation. Dans les cas de dissentiment entre l'évêque et le préfet, lorsqu'il y a lieu de faire appel aux paroissiens ou à la commune, il est statué, soit par le ministre chargé des cultes, soit par décret ou ordonnance, après avis du conseil d'État ou d'une de ses sections, etc. (6). Ils peuvent nommer un commissaire pour assister en leur nom au compte annuel à rendre par le tréso-

---

(1) D. 30 déc. 1809, art. 29, 31, 38 ; 18 mai 1806, art. 6, 4, 5 ; 22 fruct. an XIII ; 12 août 1807, art. 2 ; O. 10 juin 1814, art. 1er ; 2 avril 1817, art. 2; av. cons. 21 frim. an XIV, 4°.

(2) D. 22 déc. 1812, art. 4, 1er à 3, 6, 7 ; L. 18 germ. an X, art. 44 ; D. 15 mars et O. 6 nov. 1814 ; 9 avril 1817 ; 3 mars 1825, art. 2, etc.

(3) D. 6 nov. 1813, art. 29, 6 à 15, 33 à 45, etc. —*V*. ci-dess., p. 329.

(4) D. 6 nov. 1813, art. 61, 50, 57, 51.—*V*. ci-après.

(5) D. 6 nov. 1813, art. 62, 64, 69, 73, 71, 77, 80.

(6) L. 12-24 juill. 1790, art. 7 ; D. 30 déc. 1809, art. 47 à 49, 38 à 40, 92, 1°, 2°, 93, 96, 97, 92, 3°, 94, 95, 98 à 100, 101 ; 17 nov. 1811, art. 9 à 12, 15 ; L. 18 juill. 1837, art. 21, 7°, 33 ; D. 25 mars 1852. tabl. A, 35°; circ. 5 mai 1852.—*V*. ci-après, sous-sect. IV.

rier de chaque fabrique ; faute par celui-ci de présenter son compte, ils peuvent rendre une ordonnance à l'effet de le faire poursuivre devant les tribunaux. Ils peuvent en cours de visite se faire, dans tous les cas, représenter tous comptes, registres et inventaires, et vérifier l'état de la caisse (1).

III. Ils s'informent dans le cours de leurs visites, non-seulement de l'état de l'église et du presbytère, mais encore de celui des biens de la cure (mense curiale), et peuvent rendre, au besoin, des ordonnances à l'effet de poursuivre, soit le précédent titulaire, soit le nouveau (2).

IV. Ils règlent tout ce qui concerne les quêtes dans les églises, sans préjudice des quêtes pour les pauvres (3).

V. Ils donnent leur avis sur l'acceptation ou le refus, en tout ou en partie, des dons et legs faits aux établissements ecclésiastiques publics ou d'utilité publique (4).

VI. Ils rédigent les projets de règlements relatifs aux oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements, pour messes, obits, etc. (5), et aux droits que les fabriques sont autorisées à percevoir directement sur le produit des frais d'inhumation ; ces règlements sont soumis à l'approbation du Gouvernement (6).

§ 3. — Attributions mixtes :

I. Ils sont chargés de l'organisation de leurs séminaires. Les règlements de cette organisation sont soumis à l'approbation du Gouvernement (7).

II. Aucune congrégation religieuse ne peut être autorisée, aucun établissement d'une congrégation déjà autorisée ne peut être formé sans le consentement de l'évêque diocésain, et qu'autant que les statuts approuvés par lui contiennent la clause que la congrégation est soumise dans les choses spirituelles à la juridiction de l'ordi-

---

(1) D. 30 déc. 1809, art. 87, 90, 80.
(2) D. 6 nov. 1813, art. 23, 21, 29, 47.—*V.* ci-dessus, p. 331.
(3) D. 30 déc. 1809, art. 75, 36, 7°.
(4) D. 6 nov. 1813, art. 67 ; 30 déc. 1809, art. 59 ; 18 fév. 1809, art. 13, etc.—*V.* § précéd., n° IV.
(5) L. 18 germ. an x, art. 5, 6, 9 ; D. 22 fruct. an XIII ; arr. 23 prair. an XII, art. 20; D. 18 mai 1806, art. 4, 6.—*V.* L. 11 août-3 nov. 1789, art. 5 et 8.
(6) D. 30 déc. 1809, art. 36, 9°, 10°, 22 à 24 ; D. 18 mai 1806, art. 5, 6, 7, 8, 10, 11, 14 ; D. 25 mars 1852, tabl. A, 46°.
(7) L. 18 germ. an x, art. 23.—*V.* en outre, ci-dessus, *Circonscriptions.*

naire. L'autorisation ne peut être révoquée qu'après son avis (1).

Chaque archevêque peut nommer trois vicaires généraux ; chaque évêque peut en nommer deux. Ils doivent les choisir parmi les prêtres ayant les qualités requises.

Les vicaires généraux suppléent l'archevêque ou l'évêque dans certains cas (2).

En cas de vacance des siéges, les vicaires généraux sont présentés à la nomination du Gouvernement par le chapitre (3).

Les vicaires généraux qui gouvernent pendant la vacance ne doivent se permettre aucune innovation dans les usages et coutumes du diocèse (4).

Les vicaires généraux sont rétribués par l'État (5).

SOUS-SECTION II.—*Des chapitres cathédraux et collégiaux.*

Un *chapitre* est à la fois une autorité et une personne civile. Les archevêques et évêques peuvent, avec l'autorisation du Gouvernement, établir un chapitre dans leur cathédrale (6) sans que le Gouvernement s'oblige à le doter. Toutefois, les chanoines ou membres des chapitres jouissent d'un traitement à la charge de l'État (7).

En cas de vacance du siége épiscopal, le chapitre élit, ainsi que nous l'avons vu, sauf la confirmation du chef de l'État les vicaires généraux qui seront chargés du gouvernement du diocèse, mais non de la gestion de la mense épiscopale (8).

La cure, c'est-à-dire le titre et les fonctions curiales de l'église cathédrale, peut être, avec l'approbation du Gouvernement, réunie au chapitre en corps, en ce sens que celui-ci est alors chargé de la célébration des offices divins et que les autres fonctions curiales

---

(1) L. 24 mai 1825, art. 2, 3, 6 ; D. 31 janv. 1852, art. 3, 1er, 2 ; 18 fév. 1809, art. 17 ; 26 déc. 1810, art. 11.

(2) L. 18 germ. an X, art. 21, 22, 2e al.—*V.* D. 6 nov. 1813, art. 62, 64.

(3) D. 28 fév. 1810, art. 5, 6, sauf D. 6 nov. 1813, art. 33, 34 à 48. — *V.* sous-sect. suiv.

(4) L. 18 germ. an X, art. 38.

(5) O. 20 mai 1818 ; D. 22 janv. 1853.—*V.* D. 26 fév. 1810 (retraite, chanoines, sous-sect. suiv.).

(6) Convent. 26 mess. an IX, art. 11 ; L. 18 germ., an X, art 11, 35 (*V.* L. 11 août–3 nov. 1789, art. 13 ; 12 juill.–24 août 1790, art. 20 ; 24 juill.–24 août 1790, art. 10 à 13) ; L. 23 vent. an XII, art. 4 ; O. 25 déc. 1830 ; D. 26 fév. 1810.

(7) Arr. 25 vent. an XI (inédit); O. 5 juin 1816 ; 20 mai 1818 ; 20 juin 1819 (inédite, Paris) ; D. 2 août 1858 ; O. 13 mars 1832. — *V.* ci-après, *Chapitre de Saint-Denis.*

(8) *V.* sous-sect. précéd.

sont confiées à un de ses membres, dont le choix est soumis à l'agrément du chef de l'État et qui a le nom d'archiprêtre (1).

Le chapitre de Saint-Denis a son organisation particulière. Le chef de ce chapitre ou primicier exerce la juridiction spirituelle (2).

SOUS-SECTION III.— *Des curés et des desservants des chapelains.*

Les curés sont, quant à leur traitement seulement, divisés en deux classes (3).

§ 1er. — Les curés sont immédiatement soumis à l'évêque dans l'exercice de leurs fonctions. Ils sont tenus de prier aux prônes et de faire prier pour la prospérité de l'*État* et pour son *chef;* mais aucune prière publique extraordinaire ne peut être ordonnée par eux sans la permission de l'évêque.

Les vicaires et desservants exercent leur ministère sous la surveillance et la direction des curés (4). Les chapelains des chapelles ou annexes à la charge, soit des communes ou sections, soit de quelques habitants, exercent sous la surveillance du curé ou du desservant succursaliste (5).

Les uns et les autres ne peuvent donner la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifient, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier de l'état civil (6).

---

(1) Ex.: circ. int. 20 mai 1807 (Paris); O. 16 janv. 1822; 9 juill. 1823; arr. cons. 14 juill. 1824; D. 15 avril 1850; 25 mars 1852, art. 2 (*Saint-Denis.* —*V.* ci-après, et ci-dessus, p. 330, texte et note 4).

Un décret du 20 fév. 1806 avait chargé le chapitre de Notre-Dame de Paris de desservir l'église de Sainte-Geneviève, le Panthéon rendu au culte, avec la destination que lui avait donnée l'Assemblée constituante, celle de recevoir les cendres des grands hommes (L. 4–10 avril 1791; 30 mai-1er juin 1791, etc.); et, ajoute le décret, pour être consacrée désormais à la sépulture des corps (embaumés) des grands dignitaires, des grands officiers de l'Empire et de la Couronne, des sénateurs et des grands officiers de la Légion d'honneur, enfin, en vertu de décrets spéciaux, des citoyens qui, dans la carrière des armes ou dans celle de l'administration et des lettres, auraient rendu d'éminents services à la patrie (D. 20 fév. 1806, art. 7, 8, 10, 11). — Mais *V.* O. 12 déc. 1821; 26 août 1830 et D. 6 déc. 1851; 22 mars 1852.

(2) D. 17 juin 1857; 18 déc. 1858; 9 fév. 1860. — *V.* L. 10 août 1793, art. 11; D. 20 fév. 1806, art. 1er à 6; O. 23 déc. 1816; L. 21 avril 1832, art. 8; 20 juill. 1837, art. 2; O. 17 déc. 1839 (inédite).

(3) L. 18 germ. an x, art. 66; arr. 27 brum. an xi (inédit); O. 6 avril 1832; 5 juin 1816; 21 nov. 1827. — *V.* L. 2–4 nov. 1789, art. 2. — *V.* en outre, ci-dessus, p. 451, *Nomination.*

(4) L. 18 germ. an x, art. 9, 30, 31, 40, 31; D. 30 déc. 1809, art. 29.

(5) D. 30 sept. 1807, art. 8 à 13; O. 25 août 1819, art. 3, 4; av. cons. 7–14 déc. 1810, 1°, 2°; D. 22 déc. 1812, art. 7.—*V.* ci-dessus, p. 332.

(6) Const. 1791, tit. II, art. 7; L. 20 sept. 1792, tit. VI, art. 7; L. 18 germ. an x, art. 54, 6; C. pén., art. 199, 200.

Les curés ou desservants agréent les prêtres habitués et leur assignent leurs fonctions (1).

Ils désignent le sacristain-prêtre, le chantre-prêtre et les enfants de chœur.

Dans les communes rurales, la nomination et la révocation des autres chantres, des sonneurs et sacristains leur appartient. Ailleurs, ils la proposent seulement, comme ils proposent celle des bedeaux et suisses, etc. (2).

§ 2. — Les curés et desservants ou chapelains sont membres de la fabrique de leur église, à laquelle ils soumettent le budget des dépenses intérieures de l'église (3).

§ 3. — Le placement des bancs et chaises dans l'église ne peut être fait que du consentement du curé ou desservant (4).

SOUS-SECTION IV.—*Des fabriques d'église.*

Chaque église, métropolitaine, cathédrale, paroissiale, succursale, même chaque *chapelle* vicariale érigée conformément au titre II du décret du 30 sept. 1807 (art. 8 à 10) a sa *fabrique* (5).

Une fabrique est à la fois une autorité ecclésiastique collective, mixte, c'est-à-dire composée de membres ecclésiastiques et laïques (6), mais n'ayant que des attributions temporelles; et une personne civile ou plutôt le représentant d'un établissement public, personne civile qui est l'église (7).

Les fabriques des églises métropolitaines et cathédrales sont composées conformément aux règlements épiscopaux approuvés par le chef de l'État (8).

Chaque fabrique est composée d'un conseil et d'un bureau de marguilliers. Le curé ou desservant est de droit membre du conseil (et du bureau), où il a la première place sans en être le président, et où il peut se faire remplacer par son vicaire. Le curé ou son remplaçant est placé à la droite du président. Le maire de la commune,

---

(1) D. 30 déc. 1809, art. 30.—*V.* toutefois, ci-dessus, p. 452, 453.
(2) D. 30 déc. 1809, art. 30, 33 ; O. 12 janv. 1825, art. 7. — *V.* ci-après, *Fabriques, Bureau.*
(3) *V.* sous-sect. suiv.; D. 30 déc. 1809, art. 45.
(4) D. 30 déc. 1809, art. 30, 72, 21 ; L. 18 germ. an x, art. 47.—*V.* sous-sect. suiv.
(5) *V.* ci-dessus, p. 330 à 333.
(6) *V.* ci-après.
(7) *V.* ci-dessus, p. 27, notes 3 et 2, et p. 331.
(8) D. 30 déc. 1809, art. 104.

chef-lieu de la paroisse (cure ou succursale) (1), ou celui de la commune où est située la chapelle vicariale est, de droit, membre du conseil seulement. Il peut, et même, s'il n'est pas catholique, il doit se faire remplacer par un de ses adjoints qui le soit, ou, à défaut, par un membre catholique du conseil municipal. Le maire ou son remplaçant est placé à la gauche du président. Dans les villes où il y a plusieurs paroisses ou succursales, le maire est de droit membre de chaque fabrique et peut ou doit s'y faire remplacer, comme il vient d'être dit.

Les autres membres du *conseil* (qui, suivant la population de la paroisse, est composé, outre les membres de droit, de 9 ou de 5 notables catholiques et domiciliés dans la paroisse, et qui se renouvelle partiellement tous les trois ans) sont élus par les membres restants. Les membres sortants sont rééligibles. Si le remplacement, après mise en demeure par l'évêque, n'est pas fait dans le délai par lui fixé (un mois), il nomme lui-même et pour cette fois seulement.

Sur la demande de l'évêque et l'avis du préfet, le ministre peut révoquer pour cause grave un conseil de fabrique. Dans ce cas, comme lors de la première institution, cinq ou trois membres sont nommés par l'évêque et les quatre ou deux autres par le préfet.

Le conseil nomme lui-même son président et son secrétaire. Le président a voix prépondérante en cas de partage. Le conseil, outre ses réunions ordinaires trimestrielles, peut s'assembler extraordinairement avec l'autorisation de l'évêque ou du préfet.

Le bureau (pouvoir exécutif) se compose du curé ou desservant ou du vicaire son remplaçant et de trois marguilliers, renouvelés par tiers chaque année, élus par le conseil ou, à défaut, nommés par l'évêque. Dans les paroisses où il y a des marguilliers d'honneur, il peut en être choisi deux par le conseil parmi les principaux fonctionnaires publics domiciliés dans la paroisse. Le bureau choisit dans son sein son président, qui a voix prépondérante, son secrétaire et le trésorier *de la fabrique*. Le bureau s'assemble chaque mois; il peut être convoqué extraordinairement, soit d'office par son président, soit sur la demande du curé ou desservant.

Le curé ou desservant, lorsqu'il assiste à la prédication, les marguilliers et tous les autres membres du conseil ont, dans l'église, une place distinguée, le banc d'œuvre (2).

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 22, 330 et 331.

(2) L. 30 mars 1790, 15°; 18 germ. an x, art. 76; D. 30 déc. 1809, art. 2 à 10, 13 à 17, 11, 18 à 22; O. 12 janv. 1825, art. 1er à 6, 8; av. cons. 16-

I. Les fabriques sont instituées principalement pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples (églises), presbytères et cimetières, administrer les aumônes (1), leurs biens, rentes et les perceptions autorisées à leur profit par les lois et règlements, ainsi que les sommes supplémentaires fournies par les départements ou les communes (2), et généralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte catholique local, assurer cet exercice et le maintien de sa dignité, soit en réglant (sauf approbation) les dépenses qui y sont nécessaires, soit en assurant les moyens d'y pourvoir (3).

II. Les fabriques font par elles-mêmes ou font faire par entreprises aux enchères toutes les fournitures nécessaires au service des morts dans l'intérieur de l'église et toutes celles qui sont relatives à la pompe des convois, et l'autorité municipale se concerte avec elles pour l'adjudication (lorsqu'elles ne fournissent pas elles-mêmes) des fournitures et travaux nécessaires au transport et à l'inhumation des corps et à l'entretien des cimetières (4).

III. Elles sont chargées de veiller à la conservation des biens composant les menses curiales (ou vicariales) dont les titulaires sont usufruitiers (5).

Le bureau des marguilliers nomme, sur la proposition du curé ou desservant, l'organiste, les bedeaux, suisses et autres serviteurs de l'église (non les enfants de chœur), et, ailleurs que dans les communes rurales, les chantres, sonneurs et sacristains, autres que le sacristain-prêtre et le chantre-prêtre (6). Il nomme, de même, les prédicateurs, à charge par ceux-ci d'obtenir l'autorisation de l'ordinaire (7). Il dresse le budget de la fabrique (8). Les maisons et biens ruraux appartenant à la fabrique sont affermés, régis et administrés par lui (sauf les actes qui dépassent les bornes de l'administration ordinaire des biens de mineurs) dans la forme déterminée pour les biens communaux (9). Il délibère sur l'acceptation des dons et

---

22 fév. 1813 ; mais *V.* D. 30 déc. 1809, art. 104, 105 ; 16 mars 1850, etc.—*V.* arr. 7 therm. an XI, art. 3, 5 ; D. 22 fruct. an XIII.

(1) *V. Bureaux de bienfaisance.*

(2) *V.* ci-dessus et ci-après.

(3) L. 18 germ. an X, art. 76 ; D. 30 déc. 1809, art. 1er, 37, 4° (budget).

(4) D. 18 mai 1806; arr. 12 prair. an XII, art. 22 à 24.

(5) D. 6 nov. 1813, art. 1er à 15, 21, 2e al.; 30 déc. 1809, art. 44.

(6) *V.* ci-dessus, p. 457.

(7) L'évêque, etc. (*V.* ci-dessus).—D. 30 déc. 1809, art. 33, 30, 32 ; O. 12 janv. 1825, art. 7.

(8) D. 30 déc. 1809, art. 24, 45, 46, 36, 37, 49, etc. — *V.* ci-dess., sous-sect. Ire, § 2, n° II, et ci-après, n° III.

(9) D. 30 déc. 1809, art. 60, 62, 41 ; 6 nov. 1813, art. 13 ; L. 25 mai 1835; D. 30 mai 1806, art. 3, etc.—*V.* ci-après, *Conseil.*

legs (1). Il veille à ce que toutes les fondations pieuses soient fidèlement acquittées et exécutées suivant l'intention des fondateurs (2). Il fournit l'huile, le pain, le vin, l'encens, la cire, pourvoit à l'achat et à l'entretien des ornements, tentures, meubles et ustensiles de l'église et de la sacristie, arrête les marchés, etc. (3). Il prépare et exécute toutes les délibérations du conseil. Il arrête les mandats de paiement, que signe son président (4).

Sont soumis à l'approbation ou aux délibérations du conseil :

I. Les tarifs du prix des chaises pour les différents offices, délibérés par le bureau (5).

II. Les concessions de bancs ou places (6).

III. Il délibère sur le budget de la fabrique. Ce budget est approuvé comme il est dit ci-dessus (7) ; il arrête le compte du trésorier (8) ; il délibère sur les dépenses extraordinaires excédant un certain chiffre, sur les emplois de capitaux, sur les procès, sur les aliénations, échanges et sur tous les actes de gestion excédant les bornes de l'administration des biens des mineurs. Les biens immeubles de l'église ne peuvent être vendus, aliénés, échangés ni même loués pour un terme plus long que neuf ou dix-huit ans, sans l'avis de l'évêque et sans une autorisation du chef de l'Etat. L'emploi des capitaux doit, de même, être autorisé. Les marguilliers ne peuvent entreprendre aucun procès ni y défendre (sauf les actes conservatoires et les diligences nécessaires pour le recouvrement des revenus), sans une autorisation du conseil de préfecture (9).

SECTION II.—*Des autorités spéciales pour les cultes protestants.*

SOUS-SECTION Ire.—*Des synodes ou inspections et des inspecteurs.*

Les églises réformées ont des synodes ; celles de la confession d'Augsbourg sont subordonnées à des inspections. Les uns et les au-

---

(1) D. 30 déc. 1809, art. 59, 58.
(2) D. 30 déc. 1809, art. 26.—*V.* sous-sect. 1re, § 1er, n° IV.
(3) D. 30 déc. 1809, art. 27, 28, 37, 1° à 3°, 76 ; 26 déc. 1813, etc. — *V.* ci-dessus, n° II.
(4) D. 30 déc. 1809, art. 24, 28, 105.
(5) D. 18 mai 1806, art. 1er ; D. 30 déc. 1809, art. 64 à 67.
(6) D. 30 mai 1809, art. 68 à 72, 21 ; L. 18 germ. an x, art. 47. — *V.* ci-dessus, p. 457, 458, note 2.
(7) D. 30 déc. 1809, art. 12, 47, 45, 46, 36, 37, 49 ; 17 nov. 1811, art. 9 à 12, 15°.—*V.* sous-sect. 1re, § 2, n° II.
(8) D. 30 déc. 1809, art. 12, 25, 35, 78 à 80, 82 à 90. — *V.* ci-dessus, p. 458, et ci-après, *Comptables*.
(9) D. 30 déc. 1809, art. 12, 62, 77 à 80 ; O. 14 janv. 1831.

tres sont composés du ministre (pasteur) ou d'un des pasteurs, et d'un ancien ou notable, de chaque église de la circonscription (1).

Ils ne peuvent s'assembler qu'avec la permission du Gouvernement, en présence du préfet ou du sous-préfet, et après avoir donné connaissance au ministre des matières qu'on se propose d'y traiter. Leurs décisions sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

Les synodes veillent sur tout ce qui concerne la célébration du culte, l'enseignement de la doctrine et la conduite des affaires ecclésiastiques.

Il y a pour chaque inspection un inspecteur ecclésiastique nommé par le Gouvernement, chargé de veiller sur les pasteurs et sur le maintien de l'ordre dans les églises, pouvant visiter celles-ci, et s'adjoindre, quand les circonstances l'exigent, les deux laïques choisis par l'inspection dans son sein avec la confirmation du Gouvernement, et enfin chargé de convoquer, s'il y a lieu, l'assemblée générale de l'inspection; chaque inspection envoie deux députés laïques au consistoire supérieur (2).

Sous-section II.—*Des consistoires locaux et des conseils presbytéraux.*

Un consistoire est à la fois une autorité et le représentant d'une personne civile (l'église et non la circonscription consistoriale).

Il y a, pour chaque église consistoriale, un consistoire composé de tous les pasteurs du ressort (3) et d'un délégué laïque de chaque conseil *presbytéral* de ce même ressort. Chaque consistoire est renouvelé par moitié tous les trois ans. Après chaque renouvellement il élit, sauf l'agrément du Gouvernement, parmi les pasteurs qui en sont membres, son président.

Le conseil *presbytéral* du chef-lieu de chaque circonscription consistoriale peut recevoir du Gouvernement le titre de consistoire et les pouvoirs qui y sont attachés. Dans ce cas, le nombre des membres du conseil presbytéral est seulement doublé.

Les consistoires veillent au maintien de la discipline, à l'administration des biens de l'église et à celle des deniers provenant des aumônes. L'ouverture de nouveaux temples ou oratoires destinés à l'exercice public des cultes protestants n'est accordée que sur leur

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 333.

(2) Art. organ. 18 germ. an x, art. 29 à 32, 35 à 39; D. 26 mars 1852, art. 12, 9.—*V.* ci-dessus, p. 116.

(3) *V.* ci-dessus, p. 333.

demande. Lorsqu'une chaire vient à vaquer dans une faculté de théologie de la communion réformée, les consistoires sont appelés à voter (1).

Chaque paroisse, ou section d'église consistoriale (2), a un conseil presbytéral, présidé par le pasteur ou l'un des pasteurs et composée de 4 membres laïques, au moins, 7 au plus, élus par le suffrage paroissial, c'est-à-dire par les membres de l'église portés sur le registre de la paroisse. Il se renouvelle tous les trois ans par moitié.

Le conseil presbytéral administre la paroisse sous l'autorité du consistoire local (3).

SOUS-SECTION III. — *Des pasteurs ou ministres protestants.*

Chaque paroisse a un ou plusieurs pasteurs élus par les consistoires, sauf l'approbation du Gouvernement. Le nombre n'en peut être augmenté sans l'autorisation du Gouvernement.

Les pasteurs, outre leurs fonctions purement spirituelles, sont membres des autorités collectives dont nous venons de parler. Ils doivent, comme les ministres du culte catholique, prier pour la prospérité de l'État et de son chef (4).

SECTION III.—*Des autorités du culte israélite.*

SOUS-SECTION Ire.—*Des consistoires, commissaires administrateurs et commissions administratives.*

Les consistoires dits *départementaux* (5) sont des autorités collectives. Chacun d'eux est composé du grand rabbin, dit départemental (6), et de quatre membres laïques, dont deux au moins choisis parmi les habitants israélites de la ville où siége le consistoire, l'un et les autres élus (sauf l'agrément du Gouvernement) par les notables de la circonscription désignés eux-mêmes, tant par les règlements que par le ministre des cultes; et se renouvelle par moitié

---

(1) Art. organ. 18 germ. an x, art. 15, 16, 33, 34, 22, 20; D. 26 mars 1852, art. 3, 2, 7; O. 23 mai 1834; D. 19 mars 1859, art. 1er; D. 10 brum. an XIV.

(2) *V.* ci-dessus, p. 334.

(3) D. 26 mars 1852, art. 1er.

(4) Art. organ. 18 germ. an x, art. 15, 33, 1er, 26, 27, 12, 13, 34; D. 26 mars 1852, art. 1er, 5, etc.; 5 mai 1806; C. pén., art. 199, 200, etc.—*V.* ci-dessus, p. 9, 11, 12, et sous-sect. précéd.

(5) *V.* ci-dessus, p. 334, et O. 9 nov. 1845 (Algérie).

(6) *V.* sous-sect. suiv.

tous les deux ans. Ce corps nomme son président et son vice-président. Les consistoires peuvent être dissous par le ministre (1).

Les consistoires veillent à ce qu'il ne soit donné aucune instruction ou explication de la loi qui ne soit conforme aux décisions du grand sanhédrin (2), à ce qu'il ne se forme sans autorisation aucune assemblée de prières (3). Ils font, sauf l'approbation du consistoire central, les règlements concernant les cérémonies religieuses relatives à l'exercice du culte dans tous les temples de leur ressort et aux inhumations. Ils délivrent les diplômes pour l'exercice des fonctions rabbiniques; ils adressent au consistoire central les plaintes qu'ils peuvent avoir à former, tant contre leur grand rabbin que contre les rabbins communaux de leur circonscription. Ils ont droit de suspension à l'égard des ministres officiants et peuvent proposer leur révocation. Ils ont l'administration et la police des temples de leur ressort et des établissements et associations pieuses qui s'y rattachent; ils instituent auprès de chaque temple ou synagogue soit un commissaire administrateur, soit une commission administrative agissant sous leur direction et autorité, mais ils exercent eux-mêmes en justice ou autrement, sauf les autorisations ou approbations nécessaires, les droits qui appartiennent tant à la synagogue consistoriale qu'aux autres synagogues de leur ressort, lesquelles synagogues sont les personnes civiles analogues aux églises des autres cultes (4).

Sous-section II. — *Des grands rabbins consistoriaux ou départementaux, des rabbins communaux et des ministres officiants, du mohel et du schoet.*

Voici quels sont, avec le grand rabbin du consistoire central, les ministres du culte israélite :

Les grands rabbins consistoriaux ont droit de surveillance sur les rabbins et les ministres officiants de leur circonscription. Ils ont droit d'officier et de prêcher dans tous les temples de leur circonscription. Les rabbins officient et prêchent dans les temples de leur ressort; les ministres officiants (chantres) assistent les uns et les autres. Nul ne peut exercer les fonctions de mohel et de schoet que

---

(1) 1er D. 17 mars 1808–règl., art. 1er à 3, 5 ; O. 25 mai 1844, art. 14 à 17, 25 à 35, 37, 44, 45, 24, 18, 23.

(2) *V.* ci-dessus, p. 118, 119.

(3) *V.* p. 9.

(4) 1er D. 17 mars 1808, art. 12, 1°, 2°; 2e D., *id.*, art. 2; O. 25 mai 1844, art. 20, 21, 19, 64, 22.—*V.* ci-dessus, p. 335.

pourvu de l'autorisation et conformément aux règlements émanés du consistoire départemental (1).

SOUS-CHAPITRE III.

DES AUTORITÉS DOMANIALES ET FINANCIÈRES ET DES COMPTABLES EN MATIÈRES.

Les autorités domaniales et financières se distinguent en deux classes : 1° les agents administratifs, chargés, chacun dans sa circonscription, de la direction ou du contrôle des services publics domaniaux ou financiers, c'est-à-dire des services publics ayant pour objet la conservation ou la gestion du domaine civil de l'État (forestier ou non forestier), et celle du domaine forestier des communes et établissements publics, ou bien l'assiette des contributions et la constatation ou du moins la surveillance sur la constatation des droits revenant à l'État, ainsi que sur la perception et le recouvrement de ces contributions et droits ou des droits et revenus appartenant aux départements, aux communes ou aux établissements publics ; 2° les agents chargés de cette perception ou de ce recouvrement et des opérations de paiement pour le compte, soit de l'État, soit des autres personnes ou établissements publics. Cette deuxième classe est celle des comptables (2) en deniers ou valeurs *équivalentes*.

Quelques agents, néanmoins, sont à la fois directeurs de services et comptables (3), et les agents de la perception sont quelquefois appelés à concourir aux opérations de l'assiette ou de la constatation des droits.

Les comptables supérieurs sont aussi chargés d'exercer une surveillance sur les comptables inférieurs (4).

Les agents domaniaux, proprement dits, les agents chargés de la

---

(1) O. 23 mai 1844, art. 43 à 52, 19, 61, 62, 57, 58, 53, 55 ; C. pén., art. 199, 200 ; O. 20 août 1833, art. 6, etc. ; O. 9 nov. 1845 (Algérie).

(2) Il y a aussi des comptables centraux, les uns en deniers, ou valeurs *équivalentes*, comme le caissier-payeur central du Trésor (*V.* ci-dessus, p. 268), le caissier de l'imprimerie nationale (p. 259), celui des caisses d'amortissement, des dépôts et consignations, etc. (p. 285), le trésorier général de la caisse des invalides de la marine (p. 299) ; les autres en titres ou valeurs crées *contre* l'État, tels que l'agent comptable du grand-livre de la *dette publique* (p. 266), celui des transferts et mutations des *rentes perpétuelles*, l'agent comptable des *pensions* (*ibid*.), celui des *traites* de la marine (*V.* p. 163).—Quant aux comptables en matières, *V.* ci-après.

(3) Ex : directeurs des postes ou de la télégraphie privée, conservateurs des hypothèques, etc. (*V.* ci-après et ci-dessus, p. 417).

(4) Ex. : receveurs généraux et particuliers, percepteurs.

direction ou du contrôle des services *financiers* et les *comptables* en deniers ou valeurs équivalentes, bien que quelques-uns de ces derniers correspondent à des ministères autres que celui des finances, savoir : ceux de la télégraphie privée et ceux des deniers des communes et établissements publics de bienfaisance au ministère chargé de l'administration intérieure ou de la police, ceux des établissements d'instruction publique ou des institutions ou établissements ecclésiastiques au ministère chargé de ce qui concerne l'instruction publique ou les cultes, sont néanmoins subordonnés, en même temps, au ministre chargé plus particulièrement des finances de l'État (1).

Les comptables en matières, dont nous parlerons ici accessoirement, sont des agents *domaniaux, en ce sens* qu'ils sont chargés de la conservation d'une *partie* du domaine ou de la propriété *mobilière* appartenant à l'État, aux départements ou à des établissements publics, généraux ou départementaux ou même locaux. Ils sont responsables de ces objets et soumis, en conséquence, aux règles d'une *comptabilité* particulière; mais chacun d'eux correspond exclusivement et est exclusivement subordonné, en ce qui concerne sa gestion, au ministre duquel ressortit son service (2).

SECTION Ire. — *Des agents administratifs, domaniaux ou financiers.*

SOUS-SECTION Ire. — *Des directeurs, inspecteurs et vérificateurs des domaines* (3), *du timbre et de l'enregistrement, etc.* (4), *des conservateurs des hypothèques.*

Il y a un directeur au chef-lieu de chaque département.

Les inspecteurs et vérificateurs sont répartis dans les départements suivant que l'exige le bien du service (5).

Il y a un conservateur des hypothèques par chaque ancien arrondissement ou ressort de tribunal de 1re instance, et, en général, dans la ville où siége ce tribunal (6).

Les *directeurs* donnent à tous les employés, dans l'étendue du département, les ordres et instructions que l'intérêt de l'État exige.

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 266 à 281, etc., et ci-après.
(2) *V.* ci-dessus, p. 168, n° XV, 175, 176, 180, et ci-après, sect. III.
(3) Les soins de ces agents ne s'étendent au domaine forestier que sous le rapport de la *propriété*.—*V.* sect. suiv.
(4) *V.* ci-dessus, p. 272 à 274, et ci-après *Receveurs, Attr.*
(5) L. 18-27 mai 1791, art. 4; 29 sept.-9 oct. 1791, art. dern.; 14 août 1793, art. 3, 3°, 7°, 4; O. 11 nov. et arr. min. 12 nov. 1829.
(6) L. 21 vent. an VII, art. 2; D. 16 nov. 1859.—*V.* ci-après.

De concert avec les préfets, ils préparent et suivent, jusqu'à l'entière exécution des jugements ou arrêts, toutes les actions concernant la propriété des domaines de l'Etat, affectés ou non à un servise public (autre que militaire). Ils veillent et font veiller à ce que la perception dont la régie est chargée se fasse conformément au lois; ils en envoient des bordereaux mensuels, ils décernent des contraintes contre les préposés en retard. Ils visent les taxes et mandats ou exécutoires délivrés par les juges pour le paiement aux parties prenantes des frais de justice criminelle ou autres avancés ou dus par l'État, etc. (1).

En leur qualité de directeurs des domaines et de l'enregistrement, ils prennent part ou commettent des délégués à certaines réunions ou opérations. Ainsi, aux conseils de l'assistance judiciaire, à l'instruction des affaires du ressort de la commission mixte des travaux publics (2), etc.

Les *inspecteurs* font des tournées pour arrêter le montant des recettes sur chaque registre, vérifier la conduite des receveurs à l'égard de la comptabilité et de leur exactitude dans toutes leurs fonctions; ils forment des comptereaux dont un double est laissé au receveur, etc.

Les *vérificateurs* font toutes les vérifications et recherches tendant à la conservation des droits confiés à cette administration; à cet effet, ils se transportent dans les bureaux, relèvent les perceptions vicieuses, soit pour réclamer, dans les délais, le moins perçu, ou faire rendre ce qui aurait été indûment exigé, se font représenter les comptereaux arrêtés par les inspecteurs et les confèrent avec les registres. Ils relèvent les successions directes et collatérales ouvertes.

Les uns et les autres, et notamment les *vérificateurs*, font les vérifications autorisées chez les notaires, greffiers, huissiers, commissaires-priseurs, courtiers et dans les dépôts publics. Ils peuvent demander communication des registres de l'état civil, des rôles des contributions et de tous autres titres publics, prendre communication ainsi que des extraits ou copies, ou se faire délivrer des expéditions des actes civils, judiciaires ou autres, à l'exception des testaments et autres actes de libéralité à cause mort du vivant des testateurs, demander aux receveurs des droits et revenus des communes, hospices, fabriques d'églises, chapitres, et de tous autres établissements publics ou à tous dépositaires des registres et minutes

---

(1) L. 18–27 mai 1791, art. 14; O. 6 mai 1838; arr. 27 prair. an x, art. 2, 3; D. 18 juin 1811, art. 153, 167; O. 28 nov. 1838, etc.

(2) D. 16 août 1853, art. 16, etc.—*V.* ci-dessus, p. 418.

d'actes concernant l'administration des biens de ces établissements, communication de ces registres et minutes ; le tout soit pour s'assurer, par confrontation avec les enregistrements, de la fidélité des receveurs, soit pour s'assurer aussi de l'exécution des lois sur le timbre, l'enregistrement, les mutations, etc. (1)

Les inspecteurs et vérificateurs qui ont constaté par des procès-verbaux 1° des droits non tirés hors ligne par les receveurs ; 2° des erreurs de calcul au préjudice de la régie ; 3° des droits en souffrance ; 4° enfin des omissions de recettes dans les comptereaux arrêtés entre les inspecteurs et les receveurs, jouissent de la remise à laquelle eussent eu droit les receveurs, lesquels en sont privés, sans préjudice des autres peines qui pourraient avoir été encourues par ces comptables (2).

Les conservateurs des hypothèques sont chargés, à la fois, de l'exécution des formalités civiles et *administratives* prescrites pour la conservation des priviléges et hypothèques, etc., et pour la consolidation des mutations de propriété foncière, etc., et de la perception des droits (3).

Sous-section II. — *Des conservateurs, inspecteurs, et sous-inspecteurs des forêts (autres que celles de la Couronne) (4), et des fleuves et rivières navigables et flottables, en ce qui concerne le droit de pêche.*

Chacun de ces agents fait, dans son ressort et suivant l'ordre hiérarchique, les opérations, vérifications et tournées qui lui sont prescrites en vertu du Code forestier, de la loi sur la pêche fluviale et des ordonnances ou décrets et règlements rendus pour leur exécution ; surveille le service des autres agents et des gardes qui lui sont subordonnés et leur transmet les ordres et instructions qu'il reçoit de ses supérieurs.

Les conservateurs correspondent *directement* avec l'autorité centrale (ministère ou direction générale), comme avec l'autorité supérieure parmi celles qui se trouvent placées sous leurs ordres dans

---

(1) L. 18-27 mai 1791, art. 12, 13 ; 5-19 déc. 1790, art. 20 ; 22 frim. an VII, art. 49 à 54 ; D. 4 mess. an XIII ; L. 16 juin 1824, art. 11.

(2) L. 18-27 mai 1791, art. 56 ; arr. 27 prair. an X, art. 4.

(3) L. 21 vent. an VII, art. 3, 12 à 14 ; 5 sept. 1807, art. 7, 9 ; av. cons. 15 déc. 1807-22 janv. 1808 ; 3-12 flor. an XIII ; L. 3 sept. 1807 ; av. cons. 11-26 déc. 1810 ; L. 4 sept. 1807 ; L. 21 vent. an VII, art. 15, 2° ; D. 21 sept. 1810 ; O. 1er mai 1816 ; 10 oct. 1841, art. 2, etc.—*V.* ci-après *Comptables*.

(4) C. for. 21 mai 1827, art. 86 à 88 ; O. 1er août 1827, art. 124 ; sén.-cons. 12 déc. 1852, art. 11.

chaque département (1). Ils sont autorisés à transiger sur les condamnations encourues ou prononcées pour délits forestiers, lorsqu'elles n'excèdentpas certaine somme, et ils accordent, s'il y a lieu, leur conversion en prestations en nature (2).

Les inspecteurs et sous-inspecteurs des forêts prennent part, en cette qualité, à l'instruction des affaires de travaux mixtes pour ce qui touche les chemins forestiers et les défrichements (3).

Les renseignements dont les préfets ont besoin, en ce qui concerne l'administration des bois des communes ou établissements publics, leur sont transmis par l'intermédiaire des conservateurs (4).

SOUS-SECTION III.—*Des directeurs, inspecteurs et sous-inspecteurs des postes.*

A la tête de chaque bureau de poste aux lettres est placé un directeur (ou une directrice). Les lignes d'inspection des bureaux, boîtes ou relais, etc., sont réparties entre les inspecteurs locaux. Les sous-inspecteurs remplacent les anciens contrôleurs et concourent aux opérations des bureaux (5).

Les directeurs ou leurs commis, dans les communes de cinq mille habitants au moins, reçoivent les abonnements au *Bulletin des lois*, qui est distribué par la poste (6).

Tous les directeurs sont responsables et comptables; mais un seul dans chaque département est chargé de rattacher à sa propre comptabilité celle des autres directeurs du même département. Il est responsable de la validité des pièces justificatives de dépense admises par lui dans sa comptabilité (7).

---

(1) L. 15-29 sept. 1791, tit. II, art. 5 à 8, 10, 11, tit. III, art. 4 à 6, 16 à 29, tit. V, VI et VII; 2e D. 16 frim. an XIV; O. 1er août 1827, art. 14, 15; 12 août et 14 sept. 1839; 24 janv. 1846; 16 déc. 1844, art. 80 à 86; L. et O. 27 mai et 1er août 1827; O. 4 déc. 1844; 5 fév. 1846; D. 31 mai 1850; 16 oct. 1858; L. 18 juin et D. 22 nov. 1859; O. 14 sept. 1830 et 20 juin 1845, art. 5; L. 14 flor. an X, art. 17; arr. 29 brum. an XII, art. 2; L. 15 avril 1829; 6 juin 1840; O. 28 oct. 1840; D. 4 juill. 1853, art. 46; 21 fév. 1852, art. 1er et 2; 13 juin 1860.—*V.* ci-dess., p. 336, et arr. 29 avril 1849; 26 nov. 1850-1851.—*V.* aussi p. 433, sous-sect. III, et ci-après, tit. VII, *Police*.

(2) L. 18 juin 1859, art. 210, 215; D. 21 déc. 1859, art. 2, 1°, 3 à 10.

(3) D. 16 août 1853, art. 16, 12, etc.

(4) O. 10 mars 1831, art. 2.

(5) O. 18 fév. et 1er arr. min. 24 mars 1827; D. 17 déc. 1844, art. 68, 71 à 76; 25 mars 1852, art. 5, 18°.—*V.* ci-dess., p. 278, note 7, p. 336, sect. IV.

(6) L. 12 vend. an IV, art. 8 à 10; arr. 19 frim. an X, art. 16, 17; L. 14 frim. an II, art. 7; arr. 16 vent. an V; D. 25 août 1811, art. 12.—*V. Imprimerie du Gouvernement, établissement distinct de l'Etat.*

(7) O. 18 fév. 1827, art. 1er, 2; L. 19-24 nov. 1790; C. pén., art. 187.—*V.* ci-après *Comptables.*

SOUS-SECTION IV. — *Des directeurs, inspecteurs et contrôleurs des contributions directes, des répartiteurs, et de la commission des contributions directes à Paris.*

Il est établi dans chaque département (au chef-lieu) une direction des contributions directes composée d'un directeur, un inspecteur et, pour tout le département, un certain nombre de contrôleurs (1).

Les répartiteurs sont au nombre de sept dans chaque commune, savoir : le maire et un adjoint (2) et cinq citoyens capables, désignés chaque année par le sous-préfet (ayant remplacé l'administration municipale qui, elle, était élective) et dont deux au moins non domiciliés dans la commune, s'il s'en trouve de tels parmi les contribuables de la commune. Les fonctions de répartiteur ne peuvent, si ce n'est pour causes légales, être refusées (3).

A Paris, les répartiteurs sont remplacés par une commission de cinq membres ayant le même caractère et exerçant collectivement, comme eux, certaines de ces attributions (4).

Les directeurs sont chargés : 1° de la tenue, pour chaque département, du livre des mutations dans la propriété foncière (5); 2° d'après le travail préliminaire et nécessaire des contrôleurs et répartiteurs et autres agents (6), de la rédaction et de l'expédition, pour chaque commune, des rôles des contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes (7), et de quelques autres contributions, taxes ou redevances assimilées aux contributions directes, perçues au profit soit de l'État soit des communes, telles que redevances fixe et proportionnelle sur les mines (8), taxes pour la vérification des poids et mesures (9), presta-

---

(1) L. 3 frim. an VIII, art. 3 ; O. 19 fév. 1823 ; 17 déc. 1844, art. 49 à 51.
(2) *V.* ci-dessus, p. 398.
(3) L. 23 nov.-1er déc. 1790, art. 2, 5 ; 13 janv.-18 fév. 1791, art. 34 à 36 ; arr. 29 frim. an IV, art. 3 à 5, 7 ; L. 3 frim. an VII, art. 9, 10, 12 à 23. — *V.* ci-après, *Attributions*.
(4) L. 23 frim. an III, art. 2 ; 7 therm. an IV ; 3 frim. an VIII, art. 4 ; 28 pluv. an VIII, art. 4. — *V.* ci-après.
(5) L. 15 sept. 1807, art. 39, 1er al.; 3 frim. an VII, art. 33 à 36.
(6) *V.* ci-après.
(7) L. 3 frim. an VIII, art. 5 ; 15 sept. 1807, art. 39, 2e al.; arr. 15 fruct. an VIII, art. 3 ; L. 25 avril 1844, art. 20, 5e al.— *V.* ci-après, *Contrôleurs et répartiteurs*, et notes suiv.
(8) L. 21 avril 1810, art. 32 à 37 ; D. 6 avril 1811, art. 10, 14, 16 à 19, 21 à 26, 28 à 30, 36 à 39 ; arr. cons. 15 juill. 1853.— *V.* ci-dessus, p. 442.
(9) L. 1er vend. an IV, art. 13; arr. 29 prair. an IX, art. 11 ; O. 18 déc. 1825; 21 déc. 1832; 18 mai 1838 ; 17 avril 1839, art. 47. — *V.* ci-dessus, p. 439, note 1, et ci-après, *Police*.

tions pour les chemins vicinaux, etc. (1); 3° de la formation d'un tableau annuel par arrondissement et commune du nombre des individus passibles de la contribution personnelle et du montant des valeurs locatives servant de base à la contribution mobilière et de pareils tableaux du nombre des ouvertures imposables à la contribution des portes et fenêtres et de ce que produiraient les taxes d'après le tarif, tableaux destinés à servir de renseignement aux conseils généraux et d'arrondissement pour la répartition de ces contributions (2); 4° ils sont, en outre, chargés de donner leur avis et de faire des rapports sur toutes les demandes en décharge et réduction ou même en remise et modération de contributions directes ou de taxes, etc., assimilées pour la confection des rôles à ces contributions (3).

Aux termes de la loi et d'une instruction législative de l'an VI, l'inspecteur de chaque département était chargé d'inspecter, dans ses tournées, tant les préposés aux recettes que les agents chargés alors, dans chaque canton, de la confection des rôles; aujourd'hui la rédaction des rôles appartient à son supérieur. Il était, en outre, et il peut être encore chargé de toutes les opérations ou contre-vérifications que l'agent du pouvoir exécutif près l'administration départementale (aujourd'hui le préfet ou le directeur des contributions) jugerait nécessaires, et une des fonctions les plus importantes que ses tournées le mettaient et peuvent le mettre encore en état de remplir, était de rassembler des connaissances exactes sur l'étendue, la consistance, la population des divers arrondissements, sur l'étendue, la nature, la qualité, la valeur des différentes terres et autres biens-fonds, sur le genre et les frais de culture de chaque canton, sur ses débouchés, son commerce, ses manufactures, etc., sur toutes les facultés immobilières, etc.; sur le plus ou moins de difficultés qu'éprouve la perception, etc. (4).

Les *contrôleurs* joints aux *répartiteurs*, excepté pour les patentes, à Paris, joints même pour les patentes aux membres de la *commission* dont il est parlé ci-dessus, font chaque année, dans chaque commune, en ce qui concerne la contribution foncière, le recense-

---

(1) L. 28 juill. 1824, art. 5; 21 mai 1836, art. 21; modèle de règlement 24 juill. 1854, art. 69; L. 2 mai 1855; D. 4 août 1855, art. 9.—*V.* ci-après *Contrôleurs et répartiteurs.*

(2) L. 21 avril 1832, art. 11 et 26.

(3) Arr. 24 flor. an VIII, art. 4 et 6, 9 à 12, 27; L. 21 avril 1832, art. 29; 25 avril 1844, art. 22; D. 6 avril 1811, art. 48 à 50.

(4) L. 22 brum. an VI, art. 7; instr. *id.*, § 3, dern. al.; L. 3 frim. an VIII, art. 1er, 3, 5.

ment et l'évaluation des propriétés bâties (1) ou démolies, et, en ce qui concerne les autres contributions directes et quelques-unes des taxes ou perceptions au profit des communes assimilées aux contributions directes, le recensement ou autres opérations préliminaires à la rédaction des rôles, c'est-à-dire qu'ils préparent et rédigent les matrices ou éléments de rôles de ces contributions (2). Ils sont chargés de la vérification des faits et expriment leur avis concernant les demandes en décharge et réduction et même les demandes en remise et modération (3).

Les directeurs et les contrôleurs sont appelés à donner leur avis sur les procès-verbaux d'expertise touchant les indemnités réclamées pour dommages causés par les travaux publics (4).

Les *répartiteurs*, outre qu'ils procèdent, avec les contrôleurs ou autres agents (5), aux opérations relatives à la formation des matrices de rôles, ont aussi, comme la commission de Paris (6), à donner leur avis sur les demandes, formées par les citoyens, en décharge ou réduction de ces contributions. Ils ne peuvent délibérer qu'au nombre de cinq (7).

SOUS-SECTION V.—*Des directeurs, inspecteurs, contrôleurs, commis à cheval et sédentaires, etc., des contributions indirectes et d'octrois.*

Il est établi un directeur dans chaque département. Depuis la réunion des deux services en une seule direction générale (8), sur toutes les parties du littoral ou de la frontière de terre où le service des douanes et celui des contributions indirectes existent simultanément (excepté à Paris, Boulogne et Alger), la direction de ces deux services est confiée au même directeur.

Chaque directeur a sous ses ordres des inspecteurs, contrôleurs,

---

(1) Le contingent des propriétés non bâties reste (à moins de disparition par suite d'un événement extraordinaire) le même jusqu'à révision ou renouvellement total de la matrice de rôle, c'est-à-dire du cadastre (L. 15 sept. 1807, art. 37 ; 7 août 1850, art. 7).

(2) L. 3 frim. an VIII, art. 5 ; 15 sept. 1807, art. 36, 37, 39, 2e al.; 3 frim. an VII, art. 31 à 36 ; 21 avril 1832, art. 17, 27 ; 4 août 1844, art. 2 ; 20 fév. 1849, art. 2 ; arr. 15 fruct. an VIII, art. 1er ; L. 25 avr. 1844, art. 20 ; 17 août 1850, art. 21.

(3) Arr. 24 flor. an VIII, art. 4 à 6, 9 à 12, 24 à 27 ; L. 21 avril 1832, art. 29 ; D. 6 mai 1811, art. 50.

(4) L. 16 sept. 1807, art. 57.

(5) *V.* ci-dessus et D. 6 avril 1811, art. 18 à 22.

(6) *V.* ci-dessus.

(7) L. 2 mess. an VII, art. 20 à 22, 24, 25 ; arr. 24 flor. an VIII, art. 4, 5, 9, 10 ; L. 21 avril 1832, art. 29 ; D. 6 mai 1811, art. 48 ; 4 août 1855, art. 9.—*V.* arr. cons. 7 avril 1858 (Vaillier).

(8) *V.* ci-dessus, p. 279, 188.

commis à cheval et sédentaires, préposés aux déclarations, etc. (1). Les inspecteurs ou sous-inspecteurs non employés aux chefs-lieux des directions mixtes, sont placés à la tête de circonscriptions composées d'un ou plusieurs arrondissements de sous-préfecture. Les directeurs de département exercent les fonctions de directeur particulier de l'arrondissement chef-lieu.

A Paris il y a, sous l'autorité immédiate du préfet de la Seine (comme maire de Paris) et sous la surveillance générale du directeur général des contributions indirectes, un directeur d'octroi (2).

Les directeurs de département dirigent et surveillent le service de tout leur département; ils correspondent avec le directeur général (ou le ministre), avec le préfet et les directeurs des autres arrondissements de leur département ; ils transmettent aux inspecteurs et aux divers préposés les ordres et instructions qui leur sont adressés par la régie et leur donnent, d'ailleurs, directement ceux que nécessite le bien du service. Ils veillent à ce que la perception soit faite en conformité des lois et à ce que les divers employés de leur direction s'acquittent avec exactitude de leurs fonctions. Ils décernent toutes contraintes et font toutes poursuites nécessaires contre les préposés en délit. Ils instruisent et défendent sur les instances portées devant les tribunaux, et peuvent transiger, au nom de l'État, sur les procès-verbaux et saisies ou contraventions dont l'importance ne s'élève qu'à une certaine somme.

Les inspecteurs se conforment aux ordres qu'ils reçoivent et veillent aussi à ce que les lois et instructions soient observées par les divers préposés ; ils font des tournées, vérifient et arrêtent les registres des préposés aux déclarations et aux recettes, forment des comptereaux de recettes et de dépenses, etc. (3).

SOUS-SECTION VI.—*Des directeurs, inspecteurs, sous-inspecteurs, contrôleurs et préposés des douanes.*

Les préposés nécessaires au maintien et à la perception des droits de douanes, etc., sont, sous les ordres de directeurs, répartis en

---

(1) D. ou arr. 5 germ. an XII, art. 11 ; arr. 8 prair. an XI, art. 6 ; L. 28 avril 1816, art. 85 ; O. 5 mai 1820, art. 4 ; 4 déc. 1822, art. 4 à 7 ; O. 15 oct. 1836 ; D. 17 mai 1809, art. 121, 137 ; O. 17 déc. 1844, art. 57 à 59 ; arr. min. 16 août-circ. 23 août 1852, etc.—*V.* note suiv., et ci-après, *Comptables* et *Police*.

(2) L. 8 déc. 1814, art. 121 ; 28 avril 1816, art. 147, 155 ; O. 9 déc. 1814, art. 88, 89, 91, 92, 94, 95 à 98, 102 ; D. 25 mars 1852, art. 5, 16° ; O. 23 déc. 1814 ; 22 juill. 1831 ; D. 9 janv. 1861.

(3) Arr. 5 germ. an XII, art. 19, 23, 20 ; D. 1^er^ germ. an XIII, art. 28 ;

bureaux et brigades; ces bureaux et brigades sont surveillés par des inspecteurs principaux ou divisionnaires, particuliers et sédentaires, ou sous-inspecteurs divisionnaires et sédentaires. Ces directeurs, aujourd'hui, peuvent être les mêmes que ceux du service des contributions indirectes ou être chargés de ce service (1).

Les directeurs transmettent aux différents préposés de leur arrondissement les ordres qu'ils reçoivent de la régie centrale; ils tiennent la main à l'exécution de ces ordres, etc., veillent à ce que le produit des recettes soit exactement versé dans les caisses du Trésor, et adressent au ministre des finances des bordereaux mensuels de ces versements. Ils sont autorisés, dans certaines limites, à transiger sur les procès-verbaux et saisies.

Les inspecteurs principaux et particuliers vérifient la perception, la comptabilité et la manutention des receveurs et autres préposés, dirigent et surveillent le service des brigades et les opérations des capitaines, etc. (2).

Les directeurs et inspecteurs des douanes, ou, à leur défaut, le plus élevé en grade dans chaque localité, sont tenus de prêter leur concours à d'autres services (3).

SECTION II.—*Des comptables autres qu'en matières.*

Aucune manutention des deniers de l'État, des départements, des communes ou des établissements *publics*, ne peut être exercée, aucune caisse *publique* ne peut être gérée que par un agent placé sous les ordres du ministre des finances, responsable de sa gestion envers ce ministre (comme représentant l'État), et, en ce qui concerne sur-

---

L. 15 juin 1835; C. pr. civ., art. 69, 3° (*V.* ci-dessus, p. 2, note 1); D. 14 fruct. an XII, art. 10; L. 2 juill. 1838; O. 4 déc. 1822, art. 6; 9 déc. 1814, art. 83, 95; 22 juill. 1831, art. 14; D. 16 mars 1813, art. 6; 28 flor. an XIII. —*V.* ci-dessus, p. 191.

(1) L. 23 avril–1er mai 1791, art. 3, 7, 6, 12, 11, 16; O. 5 nov. 1816, art. 1er, 5; D. 13 et 18 juin 1860; O. 30 janv. 1822, art. 8; 30 déc. 1829, art. 4, 6; 17 déc. 1844, art. 44 à 46. — *V.* ci-dessus, p. 280, 338, 345, et sous-sect. précéd., et ci-après *Comptables* et *Police*.

(2) L. 23 avril–1er mai 1791, art. 13, 12; arr. 23 prair. an X; L. 6–22 août 1791, tit. XII, art. 4; 14 fruct. an III, art. 5 à 7, etc.; 23 brum. an III; 9 flor. an VII, art. 17; arr. 10 fruct. an X, art. 2; D. 18 oct. 1810, art. 22 à 24 (*V.* sous-sect. précéd.).—Toutes ces lois (sauf celle de brumaire an III) interdisaient les transactions après jugement définitif. L'arrêté de fructidor an X, qui vise ces lois, permettait les transactions avant *et après* jugement; mais *V.* L. 29 juin 1852, art. 13, et ci-dessus, p. 191.—*V.* ci–après, *Police*.

(3) Ex.: arr. 6 germ. an VIII, art. 8, 14, 15; arr. 17 flor. an IX, art. 1er, 2; 2 prair. an VIII, art. 69 (bris, naufrages, etc.); D. 24 déc. 1850–1851, art. 25; 4 juin 1853, art. 1er à 4, 14.—*V.* ci–après, *Police*.

tout les fonds de l'*État* et des *départements*, justiciable *directement* de la Cour des comptes. Toutefois, pour faciliter l'exploitation des services administratifs, il peut-être fait aux agents spéciaux de ces services (autres que financiers) l'avance d'une somme, à la charge par eux de justifier de son emploi au payeur du Trésor (1).

Tout agent quelconque, *chargé* d'un maniement de deniers, est constitué *comptable* (2).

Les fonctions d'ordonnateur sont incompatibles avec celles de comptable (3).

Il peut y avoir, au reste, des comptables *de fait*. Ainsi toute personne, autre que le receveur ou trésorier, qui, sans autorisation légale, se serait ingérée dans le maniement des deniers de la commune, serait, *par ce seul fait,* constituée comptable et passible des règles (autres que préventives) que nous allons exposer; indépendamment des peines prononcées par le Code pénal, contre quiconque, sans titre, se sera immiscé dans des fonctions publiques, ou aura fait les actes de ces fonctions (4).

Les entrepreneurs, fournisseurs, soumissionnaires, concessionnaires et agents quelconques, chargés de services et de travaux publics *pour l'État* (5), sont aussi, en certains points, assimilés aux *comptables* (6).

Les comptables en deniers ou valeurs équivalentes (7) agissant pour compte de l'*État* dans les départements, et chargés en même temps des opérations pour compte *des départements,* se divisent, en général, en deux classes, les *payeurs* et les *receveurs.*

Cependant les *payeurs* ont à faire certaines recettes d'*ordre*, et

---

(1) *V.* ci-après, *Juridiction administrative*, et ci-dessus, p. 374, note 4.
(2) O. 14 sept. 1822, art. 17, 23.
(3) O. 14 sept. 1822, art. 17.
(4) L. 18 juill. 1837, art. 64; L. 7 août 1851, art. 12, etc.; O. 23 avril 1823, art. 14; 31 oct. 1821, art. 21; C. pén., art. 258; L. 17 avril 1832, art. 8, 3°.
(5) *V.* ci-dessus, p. 147, n° XII.
(6) 1re L. 12 vend. an VIII; 13 frim. an VIII, art. 4; arr. 18 vent. an VIII; 24 mess. an XI, art. 2; L. 30 mars 1793, 17 avril 1832, art. 10; C. civ., art. 2070, etc.
(7) Les valeurs se distinguent en valeurs actives et valeurs mortes. Les valeurs actives sont celles que le Trésor peut employer en nature à l'acquittement des dépenses. Les valeurs mortes sont celles qui, après avoir fait, dans les caisses des comptables, *office* de valeurs actives, sont versées au Trésor public, où elles ne peuvent plus être d'aucune utilité (arr. 28 brum. an XI, art. 6, 12, 13; L. 16 août–13 nov. 1791, tit. II, art. 19; O. 21 août 1834; D. 30 nov. 1858).

même, dans certains cas (aux armées) (1), des recettes *effectives* (2). D'un autre côté, les agents des recettes en général, outre qu'ils peuvent être appelés, comme tous autres comptables, à faire sur les fonds de leur caisse, pour le compte des payeurs, les paiements pour lesquels leur concours est jugé nécessaire (3), ont à opérer pour leur propre compte certains *paiements* (4); et certains comptables même sont à la fois, par la nature de leur service, receveurs et payeurs de l'État (5).

Ainsi, d'une part, les traitements *civils* des fonctionnaires de *l'État* et la solde de la marine (6) sont portés *pour le brut* dans les ordonnances et mandats (soit de délégation, soit de paiement) (7), et les payeurs, chargés du paiement, des ordonnances de paiement ou mandats, tout en les imputant en dépense pour leur montant intégral, *opèrent* les retenues dont ils sont susceptibles pour pensions, et les constatent *en recette*, dans leurs écritures et leurs comptes (8).

Nous ne parlons pas ici, bien entendu, des recettes effectives de fonds qui leur sont remis pour effectuer leurs paiements (9), recettes pour lesquelles ils délivrent des récépissés à talon soumis au contrôle (10), et qui font nécessairement partie intégrante de leurs comptes.

Ainsi, d'une autre part, les receveurs généraux et particuliers des finances, ceux des régies financières, etc., se paient à eux-mêmes ou prélèvent et portent en dépense, déduction faite de

---

(1) L. 18–21 juin 1792 ; 21 mars 1793 ; instr. 11 juin, *id.*; arr. 18 frim. an XII, art. 1er ; L. 16 sept. 1807, art. 11 ; O. 31 mai 1838, art. 306 ; 2e O. 12 mai 1833 ; 8 déc. 1832, art. 1er.

(2) Les recettes se divisent en recettes effectives et en recettes d'ordre. Les recettes effectives forment seules le revenu de l'Etat (*V.* L. 17 mars 1852, état *C* et L. ann. des fin., notamment L. 28 juin 1861, état *E*, *in fine*) ; les recettes d'ordre se composent, *entre autres*, des versements *rentrant* pour comptant au Trésor public (par exemple, des retenues pour traitements, etc.), (arr. 28 brum. an XI, art. 1er, 3, 5, 2°).—*V.* ci-après.

(3) O. 18 nov. 1817, art. 9 ; 31 mai 1838, art. 308 à 311, 62, 2e al. — *V.* O. 18 août 1819, et ci-après.

(4) *V.* ci-dessous.

(5) Ex.: agents des postes, etc. (*V.* ci-après).

(6) *Secùs* pour la solde militaire (O. 25 déc. 1837-1838, art. 440, etc.).

(7) *V.* ci-dessus, p. 163.

(8) L. 9 juin 1853, art. 3, 4, 32 (except.), 35 ; D. 9 nov. 1853, art. 5, 16 à 25 ; O. 22 juin 1847, art. 389 à 391.

(9) Arr. 28 brum. an XI, art. 10, 1° ; D. 4 janv. 1808, art. 19, 11 ; arr. min., 9 déc. 1814, art. 1er à 6 ; 9 oct. 1832, art. 1er, 8 ; 10 oct. 1834, art. 1er ; 31 mai 1838, art. 307 ; arr. 17 frim. an IX, art. 2. — *V.* ci-dessus, p. 266, sous-sect. II.

(10) Arr. 28 brum. an XI, art. 11 ; 1re O. 12 mai 1833, art. 1er, 2e al.—*V.* ci-dessus, p. 360, note 1, 369, n° XI.

la retenue pour pension dont ils font article de recette, le tout après autorisation ou liquidation et ouverture de crédit à cet effet, leurs propres traitements et accessoires (*taxations* ou indemnités pour centralisation et garde de fonds, *remises* proportionnelles et décroissantes suivant l'importance de la recette, *bonifications* ou intérêts pour avances ou accélération des rentrées), et après ordonnancement par le ministre des finances (1). Ils prélèvent, de même, sur leurs recettes, les frais inhérents à la réalisation des impôts tels que frais de rôles, frais d'avertissement et de poursuites, etc., imputables sur le produit brut de ces recettes (2).

Ils sont autorisés à accepter pour comptant et à porter *en dépense* les ordonnances de décharge ou réduction, remise ou modération de contributions (3).

Les receveurs généraux et particuliers sont encore chargés, mais en réalité pour le compte des payeurs, d'acquitter, soit par voie de compensation avec les contributions qu'ils doivent recevoir, ou autrement, c'est-à-dire même en nature, les arrérages des inscriptions départementales de rentes sur l'État (4),

Enfin, les receveurs de l'enregistrement et ceux des contributions indirectes sont chargés de payer, comme avances, les frais de justice criminelle et autres dépenses assimilées à ces frais (5).

Les comptables *des* établissements ou *pour les* établissements publics centraux, distincts de l'État, ceux *des* communes ou établissements publics ou *pour les* établissements publics, ceux *des* colonies chargés des mêmes opérations *pour l'État dans les* colonies (ou en Algérie), ou *pour* les colonies, etc., ceux qui sont chargés des recettes et dépenses pour compte de l'État, etc., à l'étranger, sont, au contraire, les mêmes tant pour la recette que pour la dépense, c'est-à-dire qu'ils sont à la fois *payeurs* et *receveurs* (6).

---

(1) L. 17 fruct. an VI, art. 11, 12; 3e O. 18 nov. 1817, art. 4; arr. 26 prair. an XI, art. 3 à 6; 13 brum. an X, art. 17; O. 30 déc. 1823, art. 4, 2e al., 5; O. 26 août 1833, art. 5 à 7, etc.; 31 mai 1838, art. 261, 321; L. 9 juin 1853, art. 1er; D. 9 nov. 1853, art. 16 à 18, 23.—*V.* note suiv.

(2) L. 9–15 mai 1791 et 27 mai–1er juin 1791, art. 8; 12 vend. an VIII, art. 2; 23 juill. 1820, art. 40 (ex.: O. 30 déc. 1823, art. 6, 1°); O. 31 mai 1838, art. 261, 321, etc.

(3) L. 19 fruct. an II, art. 4; 23 niv. an III, art. 7; arr. 29 frim. an IV, art. 12, etc.; L. 17 fruct. an VI, art. 9, 2°, etc.

(4) L. 14 avril 1819, art. 8; O. *id.*, art. 11 à 18, et 18 août 1819.—*V.* p. précéd., note 2.

(5) L. 20–27 sept. 1790, art. 1er; D. 18 juin 1811; O. 22 mai 1816, art. 4, 2e al.; O. 3 nov. 1819; 28 nov. 1838, art. 3, 2, 4, etc.—*V.* ci-dessus, p. 274, note 2.

(6) *V.* ci-après.

Les *obligations* et la responsabilité des comptables doivent *continuer* d'être réglées par des ordonnances ou décrets, en tant qu'elles ne l'ont pas été par la loi (1). La responsabilité des receveurs des communes et établissements publics de bienfaisance ne peut l'être que par règlement d'administration publique (2).

Il y a des règles générales et communes à tous les comptables (3); il y en a de particulières aux payeurs et à leurs opérations, et de particulières aux receveurs, ou plutôt aux recettes, aux poursuites, aux recouvrements; enfin, il y en a de spéciales à telle ou telle nature de paiement ou de recette.

Tous les comptables (centraux ou locaux) sont assujettis à fournir un ou plusieurs cautionnements (4).

Ainsi, les receveurs généraux et particuliers ont à fournir deux cautionnements, l'un pour la garantie des contributions directes, l'autre pour la garantie de la recette ou de l'encaissement des produits indirects de toute nature (domaine, enregistrement, contributions indirectes, tabacs, douanes et sels, etc.) (5). Les comptables qui sont à la fois percepteurs et receveurs de communes ou d'établissements publics de bienfaisance (6), ou seulement receveurs en même temps de communes et d'établissements publics, fournissent, indépendamment de leur cautionnement relatif aux contributions

---

(1) L. 24 avril 1833, art. 6; 8 août 1847, art. 14.—C'est donc à tort que des arrêtés et des instructions ministériels, ou même des actes émanés des directeurs généraux, actes que ne peuvent toujours connaître les citoyens, se substituent trop souvent, et même se permettent quelquefois de déroger aux décrets ou ordonnances insérés au *Bulletin des lois*, ou qui doivent l'être lorsqu'ils n'intéressent pas *exclusivement* le comptable.

(2) L. 18 juill. 1837, art. 67.—*V.* ci-dessus, p. 219, n° I.

(3) Même en matières.

(4) L. 14-24 nov. 1790; 11-18 fév. 1791, art. 24; 23 avril-1er mai 1791, art. 18; 9-15 mai 1791, art. 10; 18-27 mai 1791, art. 10; 27 mai-1er juin 1791, art. 11; L. 6 frim. an VIII; arr. 1er pluv. an VIII, art. 16; L. 27 vent. an VIII, art. 3 à 6; 4 germ. an VIII; 27 niv. an IX, art. 4; arr. 4 pluv. et 10 flor. an XI; arr. 18 frim. an XII, art. 11; L. 5 vent. an XII, art. 12; 16 germ. an XII; D. 30 frim. an XIII; 27 fév. 1811, art. 1er; L. 28 avril 1816, art. 82 à 87, 96; 2e L. *id.*, art. 159; L. 8 août 1847, art. 14; D. 26 avril 1858, etc.—*V.* notes suivantes et L. 7 vent. an VIII, art. 8.

Les conservateurs des hypothèques fournissent, outre leur cautionnement envers l'Etat, un autre cautionnement en immeubles, pour répondre pendant leur gestion, et même dix années après, des erreurs ou omissions dont ils sont garants envers le public (L. 28 avril 1816, art. 86; 21 vent. an VII, art. 5 à 8, 10).

(5) L. 14-24 nov. 1790, art. 3, 7; 27 mai-1er juin 1791, art. 7, 11; 6 frim. an VIII, art. 4; 2 vent. an XIII, art. 13 à 16, 18; 28 avril 1816, art. 80, 81; 8 août 1847, art. 13.

(6) L. 18 juill. 1837, art. 68; O. 17 sept. 1837, art. 12; L. 14 août 1851, art. 14, 3e al.

directes, s'il y a lieu, un cautionnement particulier pour *chacun* de ces services, bien que, en cas de déficit sur *l'un* d'eux, la portion de cautionnement restée disponible sur celui dont il était la garantie spéciale, soit affectée aux autres services qui seraient en même temps créanciers (1).

Un cautionnement spécial est aussi fourni par les receveurs des établissements de bienfaisance pour la garantie de la rentrée des revenus en nature de ces établissements (2).

Les cautionnements doivent désormais être fournis en numéraire. Toutefois, d'après une ordonnance de 1821, révoquée seulement en partie, les receveurs des hospices et bureaux de bienfaisance autres que percepteurs, sont encore autorisés à faire leur cautionnement en immeubles (3). Les cautionnements, en général, sont versés au Trésor public ou à ses agents, sauf encore la disposition modifiée de la même ordonnance de 1821 qui autorise le versement aux monts-de-piété (4).

Les cautionnements des comptables sont affectés, par *premier* privilége, à la garantie des condamnations (ou décisions non attaquées, c'est-à-dire acquiescées) rendues contre eux, par suite de l'exercice de leurs fonctions, et, par *second* privilége, au remboursement des fonds qui leur sont prêtés pour tout ou partie de leur cautionnement lorsque les prêteurs ont rempli les formalités prescrites (5) (la loi de 1838 a créé un autre privilége sur le cautionnement des receveurs d'hospices ou établissements publics d'aliénés) (6); enfin subsidiairement aux autres créanciers opposants (7), etc.

Tantôt les cautionnements sont affectés à la garantie de tous les faits de gestion dont les titulaires peuvent être chargés par la même administration, quel que soit le lieu où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions (8); tantôt, au contraire (et c'est, en général, la règle), ils

---

(1) L. 5 vent. an XII, art. 12 ; D. 30 frim. an XIII, art. 3 ; 28 mess. an XIII; L. 28 avril 1816, art. 82, 83 ; O. 17 sept. 1837, art. 11, 12 ; D. 6 juin 1850.

(2) O. 29 nov. 1831, art. 3.

(3) L. 28 avril 1816, art. 97; O. 31 oct. 1821, art. 22 ; 6 juin 1830, art. 2, 2e al.; D. 6 juin 1850; 17 oct. 1860 ; L. 6 mess. an VII, art. 4 à 7 ; 11 août 1792, art. 4.—*V.* en outre, ci-dessus, *Conservateurs des hypothèques.*

(4) L. 28 avril 1816, art. 92, 94 ; O. 8 mai 1816 ; 4 nov. 1824–1825, art. 1er, 4° ; 4 mars 1835, art. 1er.—*V.* note précéd. et arr. 18 germ. an XII, art. 1er, 4. *V.* ci-dessus, p. 266, 272; 421, note 5, et ci-après, *Remboursement*, etc.

(5) C. civ., art. 2098, 2102, 7°; L. 5 sept. 1807, art. 3 ; 25 niv. an XIII, art. 1er, 4 ; 6 vent. an XIII ; D. 28 août 1808 ; 22 déc. 1812 ; L. 24 avril 1833, art. 5. — *V.* ci-dessus, p. 266, sous-sect. 1re et 272, et p. 921, note 1.

(6) L. 30 juin 1838, art. 31.

(7) L. 25 niv. an XIII, art. 1er, 2 ; 6 vent. an XIII. — *V.* ci-dessus, p. 272, notes 2 et 4.

(8) Ex.: D. 28 août 1808, art. 3 ; O. 25 sept. 1816, art. 1er; 25 juin 1835,

sont affectés à une résidence ou plutôt à un *ressort* ou circonscription unique (1). Du reste, même dans le premier cas, le cautionnement déjà fourni ne peut être appliqué à une nouvelle résidence que de la même manière que lorsqu'il s'agit de fonctions nouvelles (2).

Un comptable, en effet, appelé à d'autres fonctions, soit de même, soit d'autre nature, peut n'être pas assujetti à fournir un nouveau cautionnement (mais seulement un supplément, s'il y a lieu), s'il obtient, à cet égard, le consentement de son administration ou du ministre des finances et s'il produit, 1° un certificat de non-opposition, 2° un autre certificat constatant que son dernier compte, appuyé de pièces justificatives et vérifié au ministère des finances, ne le constitue pas débiteur, ou, dans les quatre mois, un certificat de *quitus* de son supérieur responsable (3).

Mais, indépendamment du cautionnement des comptables, le *Trésor public,* c'est-à-dire *l'État,* les colonies et les départements (dépendances et fractions de l'État), les communes et les établissements publics ont encore d'autres garanties (4), savoir : 1° une *hypothèque* légale sur tous les immeubles des comptables, qui leur appartenaient avant leur nomination, et sur ceux qu'ils acquièrent autrement qu'à titre onéreux postérieurement à leur nomination ; 2° un *privilége* même (à charge d'inscription), sur ceux acquis à titre onéreux postérieurement à leur nomination, tant par eux que par leurs femmes, même séparées de biens, à moins que pour ces derniers (c'est-à-dire au cas de séparation) il ne soit légalement justifié que les deniers employés à l'acquisition appartenaient à la femme; 3° enfin, un privilége sur tous leurs biens meubles, et même, à l'égard de la femme séparée de biens, sur tous les meubles trouvés dans la maison du mari, si elle ne fait la même justification ou si elle n'établit qu'ils sont échus de son chef (5).

Les comptables qui possèdent des rentes perpétuelles ou viagères

---

art. 2 (régies financières).—Cette dernière ordonnance ne déroge pas, comme l'a fait le décret de 1808, au droit des tiers opposants.

(1) O. 25 sept. 1816, art. 2.

(2) O. 25 juin 1845, art. 3.—*V.* ci-après.

(3) O. 14 fév. 1816, art. 5 ; 25 sept. 1816, art. 4 ; 22 mai 1825–1835, art. 5 ; 25 juin 1835, art. 3 et 4.

(4) V. ci-dessus, p. 1re, 17 à 29.—*V.* L. 17 avril 1832, art. 8, 9, etc. (*Contrainte par corps*).

(5) L. 14-24 nov. 1790, art. 16, 17 ; 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 23, 22 ; 5 sept. 1807 ; C. civ., 2114, 2115, 2121, 2134, 2153, 2154, 2106, 2113, 2101 et 2102 av. cons. 15 déc. 1807–22 janv. 1808 ; L. 21 vent. an VII, art. 23 ; D. 1er germ. an XIII, art. 47 ; L. 11 mess. an III ; 16 sept. 1807, art. 15. — *V.* ci-après, *Cour des comptes*.

sur l'État ne peuvent, en aucun temps, disposer de leurs inscriptions avant l'apurement de leurs comptes, certifié par le ministre des finances, *etc.*, si mieux ils n'aiment fournir caution ; mais ils continuent de jouir de leurs arrérages, même nonobstant les oppositions formées par l'agent du Trésor public, lesquelles n'affectent que la propriété, tant qu'il n'existe pas d'arrêté ministériel (ou de jugement ou arrêt) qui les constitue (provisoirement, c'est-à-dire sauf recours, ou définitivement) en débet (1).

Les comptables ne sont pas admis à la cession de biens (2).

Le ministre des finances pourvoit à ce que les ordonnances et mandats de paiement *qui n'excèdent pas la limite des crédits* sur lesquels ils doivent être imputés (3), soient acquittés dans les délais et dans les lieux déterminés par le ministre ordonnateur. Il transmet en conséquence, et les ordonnateurs secondaires transmettent également aux *payeurs* (c'est-à-dire à tous les agents chargés d'opérer directement des paiements) (4), les extraits d'ordonnance (de délégation ou autres), avis, autorisations et instructions nécessaires pour l'acquittement des dépenses *publiques* (5).

Toute ordonnance, tout mandat, pour être admis par le ministre des finances ou ses agents, doit donc porter sur un crédit régulièrement ouvert (6) ; et doit, de plus, quant aux dépenses de l'État, se renfermer dans la limite des distributions mensuelles de fonds (7), etc. (8).

Tout mandat (comme toute ordonnance) de paiement doit être, en outre, accompagné des pièces justificatives qui constatent que leur effet est d'acquitter, en tout ou en partie, une dette de l'État, du département ou de la commune, etc. (9).

Ces pièces justificatives, qui, après la liquidation et l'ordonnancement, étaient autrefois restituées ou remises aux parties, sont, depuis 1832, adressées avec les bordereaux ou avis d'émission des

---

(1) L. 8 niv. an VI, art. 4; 26 flor. an V ; arr. 24 mess. an XI.

(2) C. pr. civ., art. 905 ; C. civ., art. 1268 à 1270.—*V.* ci-après, *Débets, Contrainte par corps*.

(3) *V.* ci-dessus, p. 140, 136, 138, 141, 147, 162, 165.

(4) O. 31 mai 1838, art. 321.

(5) O. 14 sept. 1822, art. 14, 23; arr. 18 frim. an XII, art. 4; O. 18 nov. 1817, art. 1er à 4 ; 27 déc. 1823, art. 1er; 17 déc. 1844, art. 4 ; arr. 17 frim. an IX, art. 2, etc.—*V.* ci-dessus, p. 266, sous-sect. II, et p. 360.

(6) *V.* ci-dessus, p. 139, 140, 162, et O. 23 avril 1823, art. 4, etc.—*V.* ci-après.

(7) O. 14 sept. 1822, art. 8, 6, 13, 23.— *V.* ci-dessus, p. 163, 165.

(8) *V.* ci-dessus, p. 165, 166, 162, etc. (exercices).

(9) O. 14 sept. 1822, art. 10, 13, 23. — *V.* ci-dessus, p. 156, 166, et ci-après.

ordonnances ou mandats, aux payeurs ou autres comptables chargés du paiement, lesquels les vérifient, en suivent, s'il y a lieu, près les ordonnateurs, la régularisation, enfin, s'assurent, *sous leur responsabilité* (1), que les ordonnances ou mandats, qu'ils ont à payer (ou à *viser* s'ils doivent être payés pour eux par d'autres comptables), remplissent les conditions voulues et sont compris dans les crédits régulièrement ouverts et les avis qui leur ont été donnés.

Les pièces justificatives par nature de service, nécessaires pour la régularité de l'ordonnancement et du paiement, sont, en ce qui concerne l'État et les établissements publics centraux, déterminées d'avance dans les nomenclatures arrêtées, d'une manière générale, par les ordonnateurs (les ministres) de concert avec le ministre des finances; et la Cour des comptes ne peut refuser aux comptables l'allocation des paiements faits sur ordonnances ou mandats revêtus des formalités prescrites et accompagnés, d'ailleurs, de ces *seules* pièces (2). Ces pièces sont ensuite produites à l'appui des comptes des comptables (3).

Un payeur (agent comptable quelconque) peut suspendre ou refuser le paiement d'une ordonnance ou d'un mandat, *même régulier*, pour omission ou irrégularité matérielle dans les pièces produites; mais si l'ordonnateur insiste et requiert qu'il soit par lui passé outre, il doit payer sans autre délai (4).

Le payant peut, d'ailleurs, exiger, en outre, pour sa garantie *personnelle*, les pièces propres à établir la *qualité*, etc., des ayants droit à qui il paie (5). Il doit aussi exiger quittance (6).

Aussi il ne peut être fait aucun paiement en vertu de jugements attaqués, par la voie de cassation, qu'au préalable ceux au profit desquels les jugements ont été rendus n'aient donné bonne et suffi-

---

(1) O. 19 nov. 1831, art. 2; L. 24 avril 1833, art. 6; O. 31 mai 1838, art. 62, 63, 66, 317; arr. 4 therm. an x, art. 34; 17 germ. an xi, art. 8; D. 27 fév. 1811, art. 9, 10; O. 23 avril 1823, art. 4; av. cons. 11–26 mai 1813; O. 31 oct. 1821, art. 20; L. 7 août 1851, art. 12; 24 juin 1851, art. 2, dern. al.; etc.

(2) L. 16 sept. 1807, art. 18; D. 24 mess. an xii; O. 31 mai 1838, art. 65. — *V.* ci-dessus, p. 156.

(3) *V.* ci–après.

(4) O. 14 sept. 1822, art. 15, 23; 23 avril 1823, art. 4; 31 mai 1838, art. 69, 424, 472, etc. — *V.* ci-dessus, p. 166.

(5) Ex.: D. 18 sept. 1806, art. 1er, 3°, et 2 (héritiers), cessionnaires, etc. — *V.* ci–après.

(6) O. 31 mai 1838, art. 310, 316, 317, dern. al., 318; L. 13 brum. an vii, art. 12, 1°, dern. al., 16; C. civ., 1341, etc.

sante caution pour sûreté des sommes à eux adjugées (1). Les saisies-arrêts ou oppositions, les significations de cessions ou transports peuvent aussi avoir pour effet d'arrêter le paiement (2).

La loi du 9 janv. 1831, qui a établi pour l'avenir la déchéance quinquennale et sextennale (3), avait prescrit que le montant de toute créance contre *l'État*, frappée *d'opposition*, fût versée *d'office* à la caisse des dépôts et consignations, où ce montant se fût trouvé à l'abri de la déchéance: mais la loi du 18 juillet 1837 a révoqué cette disposition, qui établissait une sorte d'inégalité entre les créanciers de l'État, ou aurait pu rendre la règle illusoire.

Les seules créances dont aujourd'hui le montant doive ou puisse être versé d'office à la caisse des dépôts et consignations, au plus tard lors de la clôture de chaque exercice (non périmé), et *après* ordonnancement, sont : 1° les créances portant intérêt à la charge de l'État (notamment celles résultant d'acquisition *amiable* d'immeubles), à moins que le terme de paiement n'ait été stipulé en faveur du vendeur ou créancier et par une clause expresse; 2° les sommes dues, etc., soit par l'État, soit par les départements ou les communes par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique; 3° la portion arrêtée par saisie-arrêt des appointements ou traitements civils ou militaires, etc.; 4° enfin les cautionnements (sorte de dépôt) dont le remboursement n'aurait pu être effectué par le Trésor, faute de productions ou de justifications suffisantes dans le délai d'un an à compter de la cessation de fonctions du titulaire.

A l'égard de toutes autres sommes, même frappées de saisies-arrêts ou oppositions, le versement à la caisse des dépôts ne peut en être effectué par les comptables qu'autant qu'il a été autorisé par justice (contradictoirement avec l'administration, c'est-à-dire l'État, etc.), ou par un acte passé entre le représentant de la personne publique débitrice et ses créanciers, ou qu'il viendrait à l'être par une loi.

Avant d'effectuer ce versement, qui est en général un paiement et libère le débiteur, le comptable-payeur doit avoir recueilli toutes les pièces justificatives de la dépense; s'il n'a pu retirer des mains

---

(1) L. 16 juill. 1793. — *V.* aussi L. 11 fruct. an v, jugements pour ou contre agent judiciaire du Trésor, exécutoires nonobstant appel.

(2) L. 9 juill. 1836, art. 13, 1er al., 14; O. 23 avril 1823, art. 4; arr. 1er pluv. an xi; D. 12 août 1807; C. pr., art. 561, 569, 1039. — *V.* ci-dessus, p. 272, texte et note 3 (Paris), et texte et note 4. — *V.* aussi L. 26 pluv. an ii; D. 31 déc. 1806; O. 13 mai 1829 (travaux publics); 20 fév. 1828 (dépenses coloniales).

(3) *V.* ci-dessus, p. 145, 155.

des titulaires de la créance les ordonnances ou mandats déjà délivrés, il doit en demander à l'ordonnateur un *duplicata*. Le récépissé (contrôlé), qui lui est délivré au nom de la caisse des consignations lui tient lieu de l'acquit des parties prenantes (1).

Les comptables chargés des *recettes* sont, en général et en principe, responsables du recouvrement des droits constatés (2), ou à constater légalement par eux-mêmes (3), au profit de l'État, des départements, des communes et des établissements publics (4) (les receveurs des communes et établissements de bienfaisance sont, de plus, responsables même de la conservation du *domaine* ou de la propriété de ces personnes publiques) (5). En conséquence, ils sont et demeurent chargés, dans leurs écritures et leurs comptes, de la totalité des rôles ou états de produits dont la perception leur est confiée, et ils doivent justifier de leur entière réalisation avant la clôture de l'exercice (6) ou de l'impossibilité de cette réalisation.

Ils sont donc obligés d'obtenir, d'une manière ou d'autre, décharge de cette responsabilité (7).

Les receveurs généraux et particuliers des finances, et les percepteurs assimilés aux receveurs particuliers (8), sont même tenus d'avancer de leurs deniers personnels (mais sauf règlement de compte ultérieur et définitif), lors de la clôture de l'exercice pour les recettes (31 oct. de la seconde année) (9), les sommes qui n'ont

---

(1) L. 9 janv. 1831, art. 9, 2e al.; 8 juill. 1837, art. 10; 9 juill. 1836, art. 12, 16; 3 mai 1841, art. 53 à 55, 67 à 69, 76; 30 mars 1831, art. 13, 10, 12; O. 16 sept. 1837, art. 1er, etc.; 16 nov. 1831, art. 1er, 2e al., 3; 31 mai 1838, art. 122. 121; L. 13 brum. an VII, art. 16.—Le décret du 16 sept. 1855, art. 77, rétablit, aux colonies, par mégarde ou à dessein, le versement d'office des sommes frappées d'opposition.

(2) *V.* ci-dessus, *Contributions directes, Rôles.*

(3) *V.* ci-après, *Receveurs de l'enregistrement, etc.*

(4) L. 17 brum. an V, art. 1er à 3; 9 vent. an VI, art. 10; 3 frim. an VII, art. 148 à 150; 4 frim. an VII, art. 13, 2e al.; O. 5 mai 1832, art. 3; 29 juin 1842, art. 5; L. 24 avril 1833, art. 6; 2e O. 8 déc. 1832, art. 1er, 3 à 5; L. 10 mai 1838, art. 22; 18 juill. 1837, art. 62, 67; arr. 19 vend. an XII; O. 28 juin 1833, art. 3; 31 mai 1838, art. 259, 276, 418, 470, 471; D. 26 sept. 1855, art. 234, 134, 185, 1er al.

(5) *V.* note précéd.

(6) O. 8 déc. 1832, art. 1er (*V.* ci-dessus, p. 138, 139, 363, note 3, 413, note 2).

(7) *V.* ci-après, *Conseil de préfecture, etc., Percepteur, Etats de cotes indûment imposées, Cotes irrecouvrables, etc.* — D. 18 juin 1811, art. 177; D. 27 fév. 1811, art. 10; etc.—*V.* ci-après.

(8) O. 10 déc. 1823; arr. 4 pluv. an XI; arr. 7 vent. an X, art. 13; O. 5 mai 1832, art. 4; 29 juin 1842, art. 1er.

(9) *V.* ci-dessus, p. 439, note 2.

pas été recouvrées sur les rôles des contributions *directes* de l'année précédente ; ils demeurent d'ailleurs subrogés, conformément aux règles du droit civil, dans tous les droits du Trésor, tant contre les percepteurs que contre les redevables (1). Les percepteurs non assimilés aux receveurs particuliers, non plus que les autres receveurs de deniers publics (généraux, communaux, etc.), ne sont point assujettis à ces avances ; ils sont seulement tenus de remplacer, au fur et à mesure, et sauf leur recours contre les redevables, celles des sommes pour la perception desquelles ils ne justifieraient pas, devant l'autorité compétente, avoir fait les diligences de droit *dans les délais prescrits* et dont le recouvrement ne saurait être reporté à l'exercice suivant (2).

Les sommes perçues pour l'État ou les départements doivent être versées en totalité dans les caisses du Trésor ou des receveurs pour les départements. Lorsqu'il y a lieu à autoriser des remboursements de recettes, à titre de restitution pour trop payé par les contribuables, etc., pour double emploi ou à quelque autre titre que ce soit, ces remboursements sont effectués par les *payeurs*, sur ordonnancement (3) ; de même que les reversements ou restitutions pour trop payé par l'État ou les départements, après clôture de l'exercice, doivent être touchés par les *receveurs* et inscrits en recettes (4).

Les comptables chargés de la perception des revenus publics sont tenus de se libérer de leurs recettes aux *époques* (5) et suivant les *formes* prescrites par les lois et règlements (6).

A l'égard des contributions *directes*, les receveurs généraux et particuliers des finances, et percepteurs-receveurs assimilés, souscrivent, les uns envers le Trésor, les autres (ceux de Paris exceptés) envers les receveurs *généraux*, des soumissions de versements par douzième (7), à des époques et dans des proportions déterminées

---

(1) O. 8 déc. 1832, art. 3, 6 ; 10 déc. 1823 ; 31 mai 1838, art. 278, 281 ; D. 26 sept. 1855, art. 236, 242. — *V.* ci-après, *Soumissions*, *Compte courant*, *Bonifications d'intérêts*, *etc.*, et ci-dessus, p. 476.

(2) L. 9 vend. an VI, art. 10 ; 3 frim. an VII, art. 148 ; O. 8 déc. 1832, art. 4 à 6 ; 31 mai 1838, art. 279 ; D. 26 sept. 1855, art. 207, 237 à 242 ; 27 fév. 1811, art. 10. — V. *Conseil de préfecture*, *Cour des comptes*, *etc.*

(3) Arr. 26 prair. an XI, art. 1^er^, 2. — Excepté restitutions, s'il y a lieu, par suite de décharge et réduction, remise ou modération de contributions directes, etc. ;—*V.* aussi, D. 17 juin 1852, art. 33, *autre exception*.

(4) O. 14 sept. 1822, art. 3.

(5) *V.* ci-après.

(6) Et arrêtés ou instructions ministériels (O. 31 mai 1838, art. 260). — *V.* ci-dessus, p. 477, note 1 et note suiv. ; L. 9-15 mai 1791, art. 7 ; 27 mai-1^er^ juin 1791, *id.* ; *V.* O. 29 juin 1842, art. 3 (délégation).—*V.* ci-dessous.

(7) L. 23 nov.-1^er^ déc. 1790, tit. V, art. 5 ; 13 janv.-18 fév. 1791, art.

chaque année par le ministre des finances, d'après le montant brut des rôles de l'année précédente. A cet effet, les départements sont divisés en quatre ou plutôt cinq classes, d'après l'importance des rôles, suivant un tableau que nous ne connaissons pas.

Les receveurs généraux et percepteurs-receveurs de la Seine, qui versent directement au Trésor, se sont en conséquence trouvés, en 1820, constitués débiteurs du premier douzième (et soumis en outre aux dispositions d'un arrêté ministériel du 7 déc. 1818, inconnu aussi), savoir : ceux des arrondissements municipaux de Paris, au 1er avril ; les receveurs généraux des départements de la 1re classe, laquelle comprend aussi les percepteurs des arrondissements communaux de Sceaux et de Saint-Denis, au 15 avril ; ceux de 2e classe, au 30 avril ; de la 3e, au 15 mai ; et de la dernière au 31 mai ; et ainsi de suite de mois en mois pour chacun des autres douzièmes (1). Les soumissions des receveurs ou percepteurs-receveurs particuliers échoient d'ailleurs quinze jours à l'avance sur celles des receveurs généraux (2).

Les receveurs *généraux* souscrivent également des soumissions, valeur un mois après l'échéance pour le montant des *traites* ou engagements des adjudicataires de coupes dans les bois de l'État, traites qui leur sont remises, et dont ils ont à poursuivre le recouvrement (3).

A l'égard des autres produits (contributions indirectes, etc.), les receveurs *généraux* en deviennent *débiteurs*, seulement quelques jours (dix jours) après leur *recouvrement* par les receveurs particuliers (4).

Un compte courant d'intérêts réciproques est ouvert au ministère

---

47 ; arr. 16 therm. an VIII, art. 1er ; 26 bum. an X, art. 3 ; L. 25 avril 1844, art. 24 (*V.* L. 4 frim. an VII, art. 13 abrogé).

(1) L. 27 vent. an VIII, art. 10 ; arr. 26 brum. an X, art. 3 ; 23 pluv. an X, art. 13 ; D. 4 janv. 1808, art. 21 ; arr. min. 7 nov. 1814 (dérogeant sur certains points à ce décret) ; arr. min. 14 sept. 1820 ; arr. cons. 17 août 1825 (Bunel). — Cet arrêt, contrairement aux habitudes du conseil, vise des *circulaires* du ministre des finances, notamment une du 24 sept. 1811 (citée ci-après), et mentionne cet arrêté du 14 sept. 1820, portant, dit-il, *règlement* sur la matière. C'est un des exemples rares qui ont pu induire en erreur sur la nature et le caractère de la juridiction contentieuse. Il s'agissait, au surplus, d'un débat entre un receveur général et un receveur particulier (*V.* D. 4 janv. 1808, art. 16, *Compétence*).

(2) L. 27 vent. an VIII, art. 10. — *V.* ci-dessus, *Avances*, et ci-après, *Comptes courants*.

(3) Arr. 5 therm. an V, art. 3 à 5 ; 27 frim. an XI ; arr. min. 7 nov. 1814, art. 5 ; etc.

(4) D. 4 janv. 1808, art. 21.—*V.* ci-après, *Compte courant*.

des finances à tous les receveurs généraux. Ces comptes sont crédités des avances qu'ils peuvent avoir faites à l'État, soit par les paiements auxquels ils auraient pourvu d'après les ordres du ministre ou de celui qui, pour cet objet, le remplace (1), soit par les versements faits au Trésor, etc. (2), avances sur lesquelles ils jouissent d'une bonification d'intérêts dont le taux peut être réglé chaque année par le ministre, sauf l'approbation du chef de l'État, et réciproquement débités du montant des contributions ou des recettes aux époques indiquées ci-dessus, avec intérêts pour retard, etc. Ce compte est arrêté, balancé et soldé tous les trois mois en capitaux et intérêts (3).

Les receveurs particuliers et autres assimilés qui ne versent pas directement au Trésor (4) doivent verser entre les mains du receveur général, soit en deniers, soit en pièces de paiement, etc., au moins une fois tous les dix jours, ou tenir à sa disposition la totalité de leurs recettes. Les termes fixés par leurs soumissions pour les contributions directes (5) ne les dispensent même pas, à l'égard de ces contributions, de ce versement régulier et intégral ; mais il leur est tenu compte, par le receveur général, sur leurs versements anticipés *de ce chef*, de bonifications égales aux cinq sixièmes de celles qui lui sont attribuées à lui-même (6).

Les autres comptables envers le Trésor (l'État) doivent également effectuer le versement ou l'emploi de la totalité de leurs recettes (sauf les déductions ou prélèvements de droit) (7) dans les délais déterminés (8).

Tout comptable de deniers publics, même autre que les receveurs généraux et particuliers, doit l'intérêt des sommes qu'il a tardé de verser ou d'employer conformément aux instructions, à dater du

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 266, sous-sect. II.

(2) *V.* p. suiv.

(3) D. 16 juill. 1806, art. 4 à 6; 4 janv. 1808–1832, art. 21, 22, 30; O. 31 mai 1838, art. 284 ; L. 28 pluv. an III, chap. II, art. 7, et chap. III, art. 13 ; av. cons. 9-20 juill. 1808, préamb., et 1°, 7°, 6° ; C. civ. art. 1146, 1150, 1153, 1996; O. 5 mai 1832, art. 8; 10 oct. 1834, art. 4 à 6.

(4) *V.* ci-dessus.

(5) *V.* ci-dessus, p. 484.

(6) L. 17 brum. an V, art. 12, 10 ; arr. 6 flor. an X, art. 4; D. 4 janv. 1808-1832, art. 1er, 12, 11, 16; O. 10 déc. 1823. — *V.* ci-dessus, p. 476, *Accélérations des rentrées.* — *V.* aussi O. 5 mai 1832, art. 8 ; L. 17 fruct. an VI, art. 2.

(7) *V.* ci-dessus et ci-après.

(8) *V.* L. 17 brum. an V, art. 10, 2; D. 4 janv. 1808, art. 1er; 3 frim. an VII, art. 145 (percepteurs); L. 9-13 août 1791, tit. IV, art. 2 ; 26 frim. an II, art. 12 (douanes) ; L. 24 juill. 1793, art. 5; 12 sept. 1793 (postes); D. 4 janv. 1808, art. 6, arg.; D. 17 juin 1852, art. 31 ; etc.

jour où il aurait dû les verser ou les employer ; toutefois, lorsqu'il s'agit d'erreurs de calcul qui, par leur modicité, ne peuvent être considérées comme des infidélités, les intérêts ne doivent courir qu'à dater du jour de la signification du procès-verbal qui en constate le montant, déduction faite des erreurs à la perte du préposé. Il n'est pas dû non plus d'intérêts pour débets fictifs provenant de paiements faits par ordre, mais pour un autre service, et dont la régularisation ne peut s'opérer que sur l'ordonnance d'un ministre, ou résultant de l'inadmission des pièces de dépenses lorsque leur régularisation ne dépend pas du préposé. Si elle dépend de lui, les intérêts ne commencent à courir que du jour où il a été mis en demeure (1).

Toutes les contestations qui s'élèveraient entre le Trésor (l'État) et ses préposés, même entre les receveurs généraux d'une part et les receveurs particuliers d'autre part relativement aux intérêts, devraient être soumises à la décision du ministre des finances, sauf le recours au conseil d'État par la voie contentieuse (2).

Tout comptable qui n'aurait pas compris dans chacun de ses versements la totalité de ses recettes serait en outre traité comme rétentionnaire de deniers publics (3).

Les fonds *de l'État* sont mis par les comptables à la disposition *du ministère* des finances (4), savoir : dans le département *de la Seine* par les versements que font *directement* au Trésor les percepteurs-receveurs particuliers de Paris et ceux des deux arrondissements ruraux pour le montant des contributions directes (5), et le receveur central et ceux des régies financières et autres pour les autres produits (6) ; dans les autres départements par les receveurs généraux, au moyen 1° d'envois de fonds en espèces (7) ou valeurs

---

(1) Av. cons. 9-20 juill. 1808, préamb., et 1°, 3°, 5°, 7° ; C. civ., art. 1996, arg. — *V.* L. 17 brum. an v, art. 2.

(2) Av. cons. 9-20 juill. 1808, 6°, 7° ; D. 4 janv. 1808, art. 16. — L'avis du conseil ajoute : « et sur *toute autre* question relative à leur comptabilité. » Mais cette dernière proposition est évidemment trop générale, car certaines questions de comptabilité doivent être soumises, notamment, aux conseils de préfecture ou à la Cour des comptes.—V. *Juridiction administrative.*

(3) D. 4 janv. 1808, art. 1er, 11. — *V.* ci-après, *Contraintes, Contrainte par corps.*

(4) *V.* ci-dessus, p. 266, sous-sect. II et suiv.

(5) O. 5 mai 1832, art. 4 ; 29 juin 1842, art. 1er, 4.

(6) L. 17-19 juin 1791, art. 5 ; 13 sept. 1793 ; 17 fruct. an VI, art. 5, dern. al.; O. 18 nov. 1817, art. 3 ; O. 29 juin 1842, art. 1er, 3. — *V.* ci-dessus, p. 268, n° 1 et note 6.

(7) L. 9 germ. an II, art. 7, 6, 10 à 12 ; 16 janv.-16 fév. 1791, tit. VII,

équivalentes (1) ou en bons et réels effets de commerce (2), les uns et les autres transmis par eux à Paris ou dans les lieux désignés par le ministère des finances ; 2° de l'acquittement des dispositions faites sur eux par le ministère ou le Trésor (3) ; 3° enfin des paiements faits par eux pour le compte de l'État ou pour celui des payeurs et de l'envoi des quittances ou autres pièces constatant ces paiements (4).

Les receveurs particuliers se libèrent de même, envers le receveur général, de leurs recettes, soit en lui en faisant directement la remise ou l'envoi, soit en leur donnant la direction ou l'emploi indiqué par ce comptable, soit même en les réservant avec son autorisation entre leurs mains, le tout selon ses instructions auxquelles ils doivent se conformer (5). Si quelque difficulté s'élève entre les receveurs généraux et les receveurs particuliers sur la direction et sur l'emploi des fonds recouvrés, etc., il en est référé au ministre des finances, qui prononce (6).

Les autres comptables *de l'État*, y compris les simples percepteurs, versent leurs recettes chez les receveurs particuliers des finances (7), qui ont aussi le droit de disposer sur eux par des mandats (8) ; etc. (9).

---

§ 2, art. 1er, 16° ; 18 germ. an VI, art. 134 ; D. 1er mars 1854, art. 460, 462 à 466 (escortes) ; O. 18 avril 1817, art. 9 à 11 ; L. 24 avril 1833, art. 1er ; O. 8 déc. 1832, art. 3, 2 ; 12 mai 1833, art. 2 ; 31 mai 1838, art. 263, 268, dern. al. (récépissés, contrôle).—*V.* ci-dessus, p. 269.

(1) Pièces ou titres de comptabilité acceptables pour comptant. — *V.* ci-dessus, p. 474, note 7, 484, note 3, etc. ; ex. : L. 13 janv.-18 fév. 1791, art. 50 ; arr. 5 vend. an XII.

(2) D. 4 janv. 1808, art. 19 ; O. 10 oct. 1834, art. 7 ; etc. (timbre) ; C. comm., art. 634, 2°, 612.

(3) D. 2 mess. an XII, art. 1er à 3, 6, 7 ; 16 juill. 1806, art. 3 ; 4 janv. 1808, art. 19 ; O. 10 oct. 1834, art. 1er.

(4) O. 31 mai 1838, art. 311, etc.—*V.* ci-dessus, notamment, p. 476, 481, 486, etc.

(5) D. 4 janv. 1808, art. 11, 1er al., 12 ; O. 1er nov. 1826, art. 1er, dern. al. ; 31 mai 1838, art. 292 ; *id.*, 285, 1er al. ; L. 17 fruct. an VI, art. 15 à 23, etc.—*V.* ci-dessus, *Récépissés, Contrôle.*

(6) D. 4 janv. 1808–1832, art. 16.

(7) L. 22 brum. an VI, art. 5 ; instr. *id.*, § 2 ; L. 3 frim. an VII, art. 145 ; L. 9-15 mai 1791, art. 7, 11 ; 27 mai–1er juin 1791, art. 7, 8, 12 ; 9-13 août 1791, tit. IV, art. 2 ; 26 frim. an II, art. 12 ; 24 août 1793, art. 5 ; L. 27 vent. an VIII, art. 1er et 2 ; L. 12 vend. an VIII, art. 3 ; arr. 6 flor. an X, art. 3 ; D. 5 vend. an XII, art. 1er ; O. 30 déc. 1823, art. 5, 6 ; D. 17 juin 1852, art. 3. — *V.* L. 17 fruct. an VI, art. 14 à 23 ; D. 4 janv. 1808–1832, art. 2 à 4, 7, 8 ; L. 24 avril 1833 (récépissés, contrôle).

(8) O. 8 déc. 1832, art. 4, 2e al. ; 10 oct. 1834, art. 2 à 4.

(9) *V.* ci-dessus, p. 476, etc., *Paiement pour le compte des payeurs.*

Les fonds *départementaux* sont tenus par les receveurs généraux à la disposition des ministres ordonnateurs (1) et du ministre des finances (2).

Les produits destinés aux communes (contributions directes, amendes de simple police rurale et municipale, etc.) sont *en général* versés dans les caisses communales (distraction faite préalablement de leurs remises et transactions) par les receveurs généraux, particuliers, ou percepteurs, etc., qui les ont reçues directement ou indirectement des redevables (3).

Les receveurs généraux sont responsables *pécuniairement, chacun de la gestion* des receveurs particuliers de son département, *notamment* pour toutes les sommes dont, après la connaissance qu'ils auraient eue de leur recouvrement par la copie du livre-journal (qu'ils doivent exiger tous les dix jours), ils auraient négligé de faire effectuer le versement dans leur caisse ou de disposer pour le service. En cas de débet ou de déficit d'un recours particulier, le receveur général doit couvrir et rembourser immédiatement le Trésor public ou le département, sauf à obtenir décharge de sa responsabilité (4).

Les receveurs particuliers des finances et le receveur central de la Seine sont de leur côté responsables de la gestion des percepteurs et quant aux contributions directes, et, pour ceux qui sont en même temps receveurs des communes ou des établissements de bienfaisance, de *toutes* les gestions confiées à ceux-ci. En cas de débet ou déficit d'un percepteur ou d'un percepteur-receveur de commune ou d'établissement de bienfaisance, le receveur particulier est tenu de même d'en couvrir immédiatement le Trésor, le département, la commune ou l'établissement (5).

Les receveurs généraux et particuliers peuvent obtenir du ministre des finances ou du chef de l'État, sur pourvoi au conseil d'État par la voie contentieuse, décharge de cette responsabilité (indirecte et médiate), en établissant que le déficit provient soit de

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 363, note 2.

(2) O. 14 sept. 1822, art. 23, 14, 6 ; *Distribution mensuelle de fonds, etc.*

(3) Ex. : O. 30 déc. 1823-1824, art. 4 à 6 ; 9 déc. 1814, art. 97, 67 ; O. 22 nov. 1826-1835.—*V.* ci-dessus, p. 411, nos X à XIII, etc.

(4) L. 17 brum. an v, art. 2 ; 9 vend. an vi, art. 10 ; D. 4 janv. 1808-1832, art. 15, 10 ; O. 19 nov. 1826, art. 1er, 2 ; 31 mai 1838, art. 292, 285, 293, 294 ; D. 26 sept. 1855, art. 198, 212.—*V.* note suiv.

(5) L. 9 vend. an vi, art. 10 ; Ex. : av. cons. 15-17 mars et 22 oct.-4 nov. 1811 ; O. 5 mai 1832, art. 3 ; 29 juin 1842, art. 4 ; O. 19 nov. 1826, art. 10, 1er al., 8 ; 17 sept. 1837, art. 8 ; 31 mai 1838, art. 294, 495, 2e al., 497, 514, 2e al. ; D. 26 sept. 1855, art. 198, 212. — Les comptables, mais *non l'Etat*, sont responsables envers les communes ou établissements de bienfaisance (Ex. : arr. cons. 14 déc. 1836).

force majeure (1), soit de circonstances indépendantes de leur surveillance. S'il s'agit des intérêts d'une commune ou d'un établissement de bienfaisance, le ministre de l'intérieur est consulté (2).

Les comptables supérieurs ont le droit et même le devoir de vérifier périodiquement ou à l'improviste la caisse et les écritures (3) des comptables inférieurs soumis à leur surveillance, et de prendre ou de provoquer vis-à-vis d'eux et même de ceux dont ils ne sont pas responsables pécuniairement, des mesures conservatoires (4). Néanmoins l'application de ces mesures aux préposés comptables des régies financières n'appartient qu'aux agents administratifs chargés de la surveillance (5).

Lorsqu'un comptable a couvert de ses deniers le déficit de ses subordonnés, il demeure subrogé à tous les droits du Trésor, du département, de la commune ou de l'établissement de bienfaisanse sur les cautionnements, la personne et les biens du comptable (6).

Tous percepteurs (ou receveurs) de droits, taxes, contributions, deniers, revenus publics ou communaux et leurs commis ou préposés qui exigeraient ou recevraient ce qu'ils savent n'être pas dû ou excéder ce qui était dû *légalement*, se rendraient coupables de concussion et pourraient être poursuivis, sans préjudice de l'action en répétition et sans qu'il soit besoin d'autorisation préalable (7).

Les recettes de l'État (sauf un petit nombre de fonds spéciaux) (8), ainsi que les recettes des communes et établissements publics, sont applicables indistinctement à tous les services (9). Il en est autrement à l'égard des fonds départementaux (10).

---

(1) *V.* ci-après.

(2) O. 19 nov. 1826, art. 2, 10 ; 17 sept. 1837, art. 8 ; 31 mai 1838, art. 273, 293 ; D. 26 sept. 1855, art. 212.

(3) *V.* ci-après.

(4) Arr. 16 therm. an VIII, art. 30, 32, 33, 35 à 37, 39 ; D. 20 juill. 1808, inédit (*V.* ci-après, *Débet*, *Imputation*) ; ex. : av. cons. 22 oct.-4 nov. 1811 ; O. 19 nov. 1826, art. 9 ; O. 17 sept. 1837, art. 1^er^, 3 ; 31 mai 1838, art. 274.

(5) Ex. : L. 18-27 mai 1791, art. 13 ; O. 31 mai 1838, art. 274. — *V.* ci-dessus, sect. I^re^.

(6) D. 4 janv. 1808, art. 15 ; O. 19 nov. 1826, art. 2, 10 ; 17 sept. 1837, art. 8 ; 31 mai 1838, art. 275, 497, 514 ; D. 26 sept. 1855, art. 179, 212.

(7) C. pén., art. 174 ; L. 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 29, etc. ; et L. ann. fin., disposition finale. L. 16 sept. 1807, art. 16 ; D. 28 sept. 1807, art. 41.

(8) Ex. : Fonds de non-valeurs (O. 22 nov. 1829) ; Fonds de secours pour grêle, incendie, etc. (O. 31 mai 1838, art. 94, etc.).

(9) Ex. : L. 23 sept. 1814, art. 20, 1^er^ al. ; L. 24 avril 1833, art. 9 ; etc.

(10) L. 10 mai 1838, art. 13, 17, 19, 21, etc.

Chaque *comptable* ne doit avoir qu'une seule caisse, dans laquelle sont réunis tous les fonds appartenant *à ses divers services* (1); mais ils tiennent des écritures et comptes séparés pour chacun des *services* spéciaux qui leur sont confiés, bien que tous les faits de leur gestion doivent ensuite être réunis dans un même et unique comple (2).

Ils sont responsables des fonds déposés dans leurs caisses (3).

En cas de vol ou de perte par force majeure, ils ne peuvent obtenir décharge de leur responsabilité à cet égard qu'en produisant les justifications exigées en général et par les règlements de leur service, et qu'en vertu d'une décision du ministre des finances prise, s'il s'agit d'un comptable de l'État (un percepteur) en même temps receveur des deniers des communes ou des établissements de bienfaisance, sur l'avis du ministre de l'intérieur, et toujours sauf recours au conseil d'État (par la voie contentieuse) (4). Les intérêts des débets résultant de force majeure (vols, etc.) ne sont dus par le comptable qu'à dater du jour où la somme perdue a été mise à sa charge par le ministre (5).

Tout paiement fait entre les mains des percepteurs, receveurs des contributions indirectes, entreposeurs de tabacs, receveurs des douanes et sels, des postes (pour les articles d'argent qui leur sont remis), des receveurs des communes, hospices et autres établissements publics, donnent lieu à la délivrance immédiate de leur part d'une quittance (non timbrée, quant aux contributions directes) détachée d'un journal à souche (contrôlée quant aux mêmes contributions à Paris). Sont exceptées de cette mesure les recettes opérées par les receveurs des domaines ou pour droit d'enregistrement, de *visa* pour timbre, de greffe, d'hypothèque dont les quittances sont apposées aux termes des lois sur les actes même timbrés, enregistrés, transcrits ou inscrits, et les produits de la *taxe* des lettres (6).

---

(1) O. 31 mai 1838, art. 329; 19 nov. 1826, art. 6; D. 26 sept. 1855, art. 226, etc.—Le principe contraire avait d'abord paru à tort une mesure d'ordre (Ex. : arr. 18 frim. an XII, art. 10).

(2) O. 19 nov. 1826, art. 6, etc.—*V.* ci-après.

(3) O. 31 mai 1838, art. 329, etc.

(4) O. 31 mai 1838, art. 329; D. 26 sept. 1855, art. 226; O. 17 sept. 1837, art. 8, 3e al.; C. civ., art. 1927 à 1929; arr. 8 flor. an X–1830 (précautions à prendre); ex.: av. cons. 24-28 déc. 1811. — La loi du 7 pluv. an II établissait près des caisses des receveurs de district une garde permanente, surtout la nuit.—*V.* L. 8-10 juill. 1791, tit. V, art. 9; 23 mai 1792, art. 11 (exemption de logement à domicile).

(5) Av. cons. 9–20 juill. 1808, 4°, 7°; D. régl. 22 juill. 1806, art. 3.

(6) O. 8 déc. 1832, art. 7 à 10; 31 janv. 1838; 31 mai 1838, art. 263, 3°,

Chaque somme reçue doit être en outre, en présence du contribuable, émargée en toutes lettres, avec la date du recouvrement, sur les rôles, états de produits ou autres titres légaux de perception, et, de plus, inscrite en chiffres sur le journal (à souche ou non). Les articles entièrement soldés doivent être *croisés* ou déchargés sur les rôles ou états, toujours en présence du contribuable (1).

Les comptables tiennent leurs écritures en parties doubles, excepté les receveurs des communes (2). Les livres (outre le journal des quittances à souche dont nous avons parlé), sur lesquels chacun d'eux doit enregistrer les faits de sa gestion, date par date, de suite et sans rature ni interligne (3), sont : 1° des livres élémentaires ou de premières écritures où ses opérations de toute nature sont d'abord consignées en détail au moment même de leur exécution ; 2° un journal *général* ou livre-journal de caisse et de portefeuille où ces opérations (entrées ou sorties d'espèces et valeurs) sont reportées par journée, et présentant le solde de chaque journée ; 3° un grand-livre où ces opérations sont classées dans les différents comptes ouverts; 4° des livres auxiliaires (de détail) destinés à présenter par ministère et par *exercice* les développements propres à chaque nature de service ; 5° enfin un sommier ou livre récapitulatif résumant ces opérations selon leur nature et présentant la situation complète et à jour du comptable. Les payeurs tiennent en outre des carnets d'ordonnances présentant, par chapitre et, lorsqu'il y a lieu, par article du budget réparti, le montant des ordonnances ministérielles, l'émission des mandats par les ordonnateurs secondaires, et les paiements effectués sur les ordonnances et mandats (4).

Les livres tenus par les comptables *uniquement* pour ordre et administration en général sont exceptés de la formalité et par conséquent du droit du timbre (5). Ils doivent être en général cotés et

---

264 ; L. 3 frim. an VII, art. 140 ; 13 brum. an VII, art. 16 ; 22 frim. an VII, art. 57 ; 21 vent. an VII, art. 27, 22 ; 2e L. 21 vent. an VII, art. 10, 23 juill. 1820, art. 2 ; O. 4 déc. 1822-1832, art. 2, 1er ; 5 mai 1832, art. 10.

(1) L. 26 sept.-2 oct. 1791, art. 13; L. 3 frim. an VII, art. 141; arr. 16 therm. an VIII, art. 16; O. 31 mai 1838, art. 263 ; D. 26 sept. 1855, art. 224. —*V.* p. suiv.

(2) D. 4 janv. 1808, art. 18 ; O. 14 sept. 1822, art. 18 ; 31 mai 1838, art. 313, 283, 473 ; D. 26 sept. 1855, art. 186.

(3) L. 14-24 nov. 1790, art. 19.

(4) D. 4 janv. 1808, art. 10, 17, 18 ; 31 mai 1838, art. 262, 263, 2°, 283, 313 ; D. 26 sept. 1855, art. 187, 186.—*V.* ci-dessus, p. 163, etc. —*V.* aussi L. 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 26, 27, etc. (dispositions spéciales).—*V.* ci-après, *Bordereaux*.

(5) L. 13 brum. an VII, art. 16, 2°, 1er et 3e al.; 15 mai 1818, art. 80, etc.

paraphés, soit par les préfets, etc., soit même quelquefois par un juge (1). Ils sont arrêtés au 31 décembre de chaque année, ou à l'époque de la cessation de la gestion personnelle de chaque comptable ; par les agents administratifs que désignent à cet effet les lois ou règlements, etc. L'excédant de recette ou de dépense est porté en tête des enregistrements de l'année suivante, etc. (2).

Les écritures et la caisse de chaque comptable sont soumis à des vérifications périodiques ou autres de la part, soit des inspecteurs généraux des finances, soit des fonctionnaires administratifs (préfets, sous-préfets, maires), soit des comptables ou agents administratifs supérieurs (3), etc. (4).

Tout comptable convaincu d'avoir (sciemment) omis ou retardé de se charger en recette sur ses livres et bordereaux (5) des sommes par lui perçues pour le service public, ou qui n'aurait pas compris dans chacun de ses versements périodiques la totalité de ses recettes, serait destitué et poursuivi comme coupable de détournement de deniers publics (6).

En cas d'absence, abandon, faillite, évasion ou décès, etc., d'un comptable, il est procédé à la requête du préfet, etc., à la vérification de la caisse et de la situation du comptable. L'absence ou l'évasion, la faillite ou l'insolvabilité d'un comptable ou redevable du Trésor public, etc., est constatée ou par des procès-verbaux, soit de perquisition, soit de carence, que dressent des huissiers, ou par des certificats que délivrent, sous leur responsabilité, les maires et adjoints des communes de la résidence ou du dernier domicile, et que visent les préfets pour l'arrondissement du chef-lieu, les sous-préfets pour les autres (7). Dans ces cas comme au cas de décès, il est pour la conservation des droits de l'État, etc., et à la requête soit du

---

(1) Ex. : L. 14–24 nov. 1770, art. 19 ; 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 28.
(2) L. 14-24 nov. 1790, art. 20, dern. al.; O. 31 mai 1838, art. 325.
(3) L. 14-24 nov. 1790, art. 20 ; 9-15 mai 1791, art. 9 ; 3 germ. an IV, art. 4, et 2 fruct. an IV ; 25 niv. an V, art. 4; 22 brum. an VI, art. 7, 9 ; 17 fruct. an VI, art. 26 ; arr. 16 therm. an VIII, art. 38; 17 frim. an IX ; D. 27 fév. 1811, art. 5, 11 ; O. 31 oct. 1821, art. 25 à 27 ; 17 sept. 1827, art. 1^er^, 4; O. 31 mai 1838, art. 268, 326 ; D. 26 sept. 1855, art. 184, 194, 225, 228, 250, 251, etc.—*V.* ci–dessus, p. 194, 360, note 2, 399, notes 4, 5 et 6, 401, n^os^ VIII et IX, etc.
(4) *V.* arr. 16 therm. an VIII, art. 30 à 32, 39 (porteurs de contraintes).—*V.* ci–dessus, p. 369, note 3.
(5) *V.* ci-après.
(6) Arr. 27 prair. an X, art. 4; D. 4 janv. 1808-1832, art. 1^er^; C. pén., art. 169 à 172; L. 25 sept.–6 oct. 1791, 2^e^ part., tit. I^er^, sect. V. — *V.* ci-après.
(7) L. 14–24 nov. 1790, art. 15 ; 11 août 1792, art. 5; arr. 6 mess. an X.

préfet, soit du sous-préfet, etc., procédé en la manière ordinaire à l'apposition des scellés et à l'inventaire des meubles, effets, titres et papiers personnels des comptables. Quant aux *acquits* (1) et autres pièces de comptabilité, ils sont, sans aucune description, remis aux successeurs ou suppléants desdits comptables et, dans le cas où des créanciers ou héritiers exigeraient cette description, elle serait faite à leurs frais sans aucune répétition contre l'État, etc. (2).

Dans les mêmes cas comme en tous les cas de déficit ou de divertissement de deniers, le ministre ou le préfet, etc., sur la proposition du receveur général, etc., ou, en cas d'urgence, les comptables ou agents supérieurs eux-mêmes ferment la main du comptable, c'est-à-dire placent près de lui comme agent spécial ou commettent en son lieu et place la personne qu'ils jugent le plus capable de suivre et achever les opérations commencées (laquelle doit en général fournir un cautionnement) (3) ; et les poursuites nécessaires pour le recouvrement des débets sont faites conformément aux lois (4).

Ainsi, une contrainte exécutoire provisoirement et par corps est décernée par qui de droit (5); il est procédé en la forme ordinaire (c'est-à-dire suivant le droit commun) à la saisie et vente des meubles, à l'expropriation des immeubles, etc. (6).

La poursuite, soit au civil, soit au criminel, peut avoir lieu sans autorisation du conseil d'État (7).

Les intérêts pour déficit ou soustraction de recettes sont dus par tout comptable à partir du jour où devait se faire le versement (8).

Les comptables de tous les degrés (sauf les percepteurs) sont tenus d'adresser périodiquement et *directement* au ministère des finances ou à l'autorité locale administrative des bordereaux ou relevés, et des états de situation, etc.

---

(1) On a coutume de comprendre sous ce nom les quittances et pièces justificatives de la dépense (L. 16 août-13 nov. 1791, 3e tit. II, art. 4).

(2) L. 11 août 1792, art. 1er, 2e ; C. pr. civ., art. 939, etc.

(3) L. 18–27 mai 1791, art. 13 ; L. 11 août 1792, art. 3 ; D. 27 fév. 1811, art. 7 ; O. 19 nov. 1826, art. 9 ; 17 sept. 1837, art. 3, 4; 31 mai 1838, art. 274 ; D. 26 sept. 1855, art. 246, 252, 283.

(4) L. 14–24 nov. 1790, art. 6, 15, 18 ; L. 11 août 1792, art. 3, 5.—*V.* note suiv.

(5) Arr. 16 therm. an VIII, art. 33 ; D. 7 fév. 1811, art. 6; L. 13 frim. an VIII, art. 2 ; arr. 17 vent. an VIII ; etc.; L. 17 avril 1832, art. 8, 9, 12, 13, 21 à 24, 26, 27, 32 ; 13 déc. 1848, art. 11, 12 ; C. civ., art. 2070, etc.

(6) L. 14–24 nov. 1790, art. 15 ; arr. 16 therm. an VIII, art. 35, etc.—*V.* C. pén., art. 269 à 272, et note suiv. *V.* ci-après, *Application du cautionnement.*

(7) Av. cons. 19 fév.-16 mars 1807 ; arr. 10 flor. an X.

(8) Av. cons. 9-20 juill. 1808, 2°, 7°.—*V.* ci-après, *Débet*.

Ainsi les receveurs généraux et particuliers des finances, les payeurs envoient tous les dix jours au ministère des finances copie de leur journal (1).

Les receveurs généraux et particuliers envoient dans les premiers jours de chaque mois des bordereaux certifiés par les préfets et sous-préfets tant des récépissés qu'ils ont délivrés ou reçus (2) que de leurs recettes et paiements ou prélèvements, et de leur restant en caisse, en un mot de leur situation à la fin du mois précédent (3); chaque année enfin des états finaux (4).

Les receveurs des régies financières, lors de chacun de leurs versements, adressent avec leurs fonds au receveur particulier des finances un état de leur recette brute, des frais de perception qui ont dû être prélevés sur les produits, et de la somme effective versée par eux à la caisse. Ils envoient en même temps un double certifié de ces états au sous-préfet; enfin chaque mois, ils adressent directement au ministère des finances des bordereaux de leurs recettes et de leurs dépenses, accompagnés de pièces justificatives et revêtus de la certification du directeur contrôleur ou sous-inspecteur local de leur service, le tout dans la forme qui leur est prescrite (5).

Dans les premiers jours de chaque mois, les payeurs envoient de même au ministère des finances des bordereaux, certifiés d'eux, des divers paiements et versements qu'ils ont faits pour toutes les parties du service, divisés par ministère, exercice et service, enfin des bordereaux de détail de leurs acquits (6). Des doubles de ces bordereaux sont remis par eux aux différents ordonnateurs secondaires (7), qui, après les avoir revêtus de leurs *visa*, les transmettent à leur ministère respectif, qui peut ainsi constater dans ses écritures sa liquidation définitive, si elle a eu lieu, et en rattacher les résultats aux chapitres et articles de son budget (8).

---

(1) D. 4 janv. 1808, art. 10, 12, 15; O. 31 mai 1838, art. 285, 286, 314.
(2) L. 17 brum. an V, art. 15; arr. 25 niv. an V, art. 3; L. 17 fruct. an VI, art. 24, 25; O. 19 nov. 1826, art. 4, 5; arr. min. 9 oct. 1814, art. 8, 9; arr. 21 nov. 1848, art. 3; D. 12 août 1854, art. 8.
(3) L. 14-24 nov. 1790, art. 20; 16 août-13 nov. 1791, 2e tit. 1er, art. 3; O. 31 mai 1838, art. 286.
(4) O. 16 sept. 1818, art. 1er.
(5) L. 9-15 mai 1791, art. 8; 27 mai-1er juin 1791, art. 8; O. 30 déc. 1823-1824, art. 1er; L. 16 août–13 nov. 1791, 2e tit. 1er, art. 4; O. 4 nov. 1824, art. 1er, 3°; 31 mai 1838, art. 269; D. 17 juin 1852, art. 29, 2e al.
(6) Arr. 1er pluv. an VIII, art. 14; O. 14 sept. 1822, art. 19; 31 mai 1838, art. 251, 314.—*V.* p. précéd., note 1.
(7) *V.* ci-dessus, p. 163 et suiv.
(8) O. 14 sept. 1822, art. 19; 31 mai 1838, art. 251.

Dans les cinq premiers jours qui suivent l'expiration de chaque exercice, les payeurs extérieurs du Trésor public (dans les départements) adressent au ministre des finances et aux ordonnateurs secondaires un relevé sommaire des mandats délivrés à des parties prenantes y dénommées qui n'ont pas été acquittés. Ils dressent également des bordereaux indicatifs des crédits ouverts dans les départements à ces ordonnateurs et dont ils n'ont pas disposé par la délivrance de leurs mandats, et les fonds devenus libres par l'annulation de ces mandats et crédits sont reversés par eux au Trésor public en leurs déclarations de fonds libres, lesquelles sont comprises pour comptant dans les nouveaux envois de fonds qui leur sont faits ou censés faits (1).

Les payeurs adressent encore au ministre, à la fin de chaque année, un bordereau nominatif par ministère, exercice et chapitre (ancien) des paiements qu'ils ont effectués pendant l'année sur le chapitre des exercices clos et des bordereaux sommaires par nature de dette des paiements faits sur les mêmes exercices, pour arrérages de rentes perpétuelles et intérêts de cautionnements (2).

Enfin les receveurs des communes doivent envoyer tous les mois au ministre des finances un état de situation (3).

Les bordereaux des receveurs des régies financières se trouvent contrôlés par ceux qu'envoient de leur côté les directeurs (agents administratifs locaux), de ces mêmes administrations, des versements réellement effectués par les préposés de leurs directions respectives dans les caisses des receveurs particuliers (4).

Tous ces éléments servent de base aux écritures centrales de la comptabilité générale du ministère des finances (5).

Les receveurs qui manqueraient d'envoyer, dans les délais prescrits, les états énoncés ci-dessus, sont privés, pour le premier retard d'une décade, de la moitié, et, en cas de retard d'une seconde décade, de la totalité des remises qui leur seraient revenues sur les sommes qui devaient être portées auxdits états. Un mois de retard entraînerait la destitution (6).

Tout comptable convaincu d'avoir omis ou retardé de se charger

---

(1) Arr. 23 germ. an XI, art. 1er à 4; O. 14 sept. 1822, art. 12, 21; 11 juill. 1833, art. 1er, 2; D. 12 août 1850, art. 2, 3, arg.

(2) O. 10 fév. 1838, art. 7, 8; 12 oct. 1833; 31 mai 1838, art. 3.

(3) D. 27 fév. 1811, art. 3. — *V.* aussi D. 7 flor. an XIII, art. 9; 30 déc. 1809, art. 34, etc.

(4) Arr. 27 prair. an X, art. 2, 3; D. 4 janv. 1808-1832, art. 6; O. 31 mai 1838, art. 272.—*V.* aussi O. 30 déc. 1823-1824, art. 2.

(5) O. 31 mai 1838, art. 330.—*V.* ci-dessus, p. 267, etc.

(6) L. 25 niv. an V; circ. int. 16 mars 1836.

en recette, sur ses bordereaux, des sommes qui lui ont été versées, pour service public, serait destitué et poursuivi comme il est dit ci-dessus (1).

Les comptables, ou héritiers, ou ayants cause des comptables sont tenus de présenter en personne ou par un fondé de procuration spéciale, dans les délais prescrits par les lois et règlements, les comptes de leur gestion annuelle, etc., en état d'examen et appuyés de pièces justificatives(2). En cas de retard pour la présentation des comptes, le procureur général près la Cour des comptes requiert et cette Cour prononce (ou s'il s'agit de receveurs de communes ou établissements de bienfaisance, n'ayant pas plus de 30,000 fr. de revenus, le conseil de préfecture prononce) la condamnation aux amendes et aux peines pécuniaires portées par les lois et règlements (3).

Les justifications à fournir par les comptables sont déterminées par le ministre des finances et les autres ministres ordonnateurs (4).

Les pièces justificatives des recettes et des dépenses doivent (comme les bordereaux mensuels) être adressées au ministre des finances par les comptables de l'État ou des départements, tous justiciables de la Cour des comptes, dans les huit premiers jours de chaque mois pour le mois expiré, sous peine de l'application des mesures disciplinaires prescrites par les lois et règlements sur les retards

---

(1) *V.* 493, note 6.

(2) L. 17-29 sept. 1791, tit. II, art. 1er à 3, 6, 8, 11 ; 8-12 fév. 1792, tit. Ier, art. 18, 19 ; L. 16 sept. 1807, art. 12, 23.—*V.* ci-après.

(3) L. 16 sept. 1807, art. 12, 23 ; D. 28 sept. 1807, art. 37 ; 2e O. 18 août 1817, art. 16 ; D. 12 août 1854, art. 6 ; L. 17-29 sept. 1791, tit. III, art. 6 ; L. 28 pluv. an III, chap. III, art. 1er, 10, 14 (outre l'intérêt du débet, somme égale, à titre d'amende) ; 18 juill. 1837, art. 68 (amende applicable seulement aux receveurs des communes et établissements de bienfaisance). La loi du 28 pluv. an III, abrogeant toutes les peines antérieures, ordonne le *séquestre* des biens des comptables, et attribue à l'Etat la totalité des fruits et revenus qui écherront pendant la durée du séquestre et jusqu'à la présentation du *dernier* compte du comptable (Ex. : D. 14 juill. 1812, art. 3, 4, faisant application de cette disposition).—Mais, *V.* ch. 814, art. 66 ; 1830, art. 57.—La même loi, du 28 pluv. an III, maintient d'ailleurs, pour ce cas, la contrainte par corps déjà prononcée par la loi de 1791 (*V.* ci-dessus, p. 494, note 5). La même loi, de 1791 (tit. III, art. 3), prononçait, et la loi du 8-12 fév. 1792 (tit. Ier, art. 19), la confirmait sur ce point, quant aux comptables *du passé*, une amende de 300 livres, et 10 livres par jour de retard.—*V.* L. 11 frim. an VII, art. 62 à 67.

Quant aux retards dans l'envoi des pièces justificatives, envoi antérieur à celui du compte, V. p. suiv.

(4) Arr. 24 mess. an XII ; L. 16 sept. 1807, art. 18 ; 2e O. 18 nov. 1817, art. 14 ; O. 26 mai 1819 ; 31 mai 1838, art. 287 ; O. 16 sept. 1837, art. 2.—*V.* néanmoins, ci-après, p. 500, note 3.

dans l'envoi des éléments de comptabilité (1). Le classement de ces pièces doit avoir lieu par chapitre, par article, et avec toutes les autres observations de détail propres à faciliter l'exercice du contrôle, tant de l'administration que de la Cour des comptes (2). Elles doivent être cotées et paraphées par le comptable (3).

Le ministre des finances conserve ces pièces pour l'exercice de son contrôle et de sa surveillance, jusqu'aux époques de transmission des comptes à la Cour (4).

La Cour peut imposer aux comptables telles charges et injonctions *que de droit* (5) pour les opérations non régulièrement justifiées, mais elle ne peut accorder aux receveurs des communes ou établissements de bienfaisance aucun *délai* pour faire régulariser les paiements irréguliers rejetés de leur comptabilité ni pour justifier des non-valeurs qui ne leur ont pas été allouées (par l'autorité administrative). (6).

Les comptables ou leurs fondés de pouvoirs peuvent être entendus pour l'instruction de leurs comptes (7).

La loi du 16 sept. 1807 prescrit le dépôt des comptes au greffe de la Cour par les comptables (8). Cette disposition de la loi est reproduite par les art. 332 et 355 de l'ordonnance du 31 mai 1838, portant (le conseil d'État entendu) règlement général sur la comptabilité publique (9). D'un autre côté, d'après les art. 316, 328 et 330 de la *même* ordonnance, 3 de l'ordonnance du 18 nov. 1817 (confirmée sur ce point par l'art. 2 de celle du 27 déc. 1823), 2 de l'ordonnance du 4 nov. 1824, et enfin d'après l'art. 2 du décret du 12 août 1854, intervenu en vertu d'une délégation spéciale de la loi (mais relative à un autre point) sur l'avis du conseil d'État (10), les comptes des comptables sont *rendus* et adressés par eux au ministre des finances qui les *transmet* à la Cour. L'art. 6 du décret du 12 août 1854 semblerait même, par sa rédaction, faire retomber sur le ministre ou ses agents la disposition comminatoire de l'art. 12 de

---

(1) O. 18 nov. 1817, art. 3; 14 sept. 1822, art. 19; arr. 21 nov. 1848, art. 3; D. 12 août 1854, art. 8.—*V.* ci-dessus, p. 496, note 6.
(2) O. 31 mai 1838, art. 316.
(3) L. 8-12 fév. 1792, art. 20.
(4) D. 12 août 1854, art. 1er.—*V.* ci-après.
(5) *V.* p. précéd., note 4.
(6) D. 12 août 1854, art. 4; D. 27 fév. 1811, art. 10.—*V.* ci-après et ci-dessus, *Décharges de responsabilité.*
(7) L. 16 sept. 1807, art. 23; D. 28 sept. 1807, art. 21.
(8) Art. 12, 23; D. 28 sept. 1807, art. 49.
(9) *V.* ci-dessus, p. 95, n° III, notes 8, 9 et p. 96.
(10) *V.* ci-dessus, p. 50 et 60, 1er al.

la loi du 16 sept. 1807, en cas de retard de *transmission*. Les ordonnances des 23 avril 1823 (art. 5) et 31 mai 1838 (art. 480, 514) indiquaient aussi, comme marche à suivre, la transmission, par les *préfets* à la Cour, des comptes des receveurs des communes et établissements de bienfaisance, mais une ordonnance du 24 janv. 1843, vu l'art. 12 de la loi de 1807 porte qu'à l'avenir ces comptes seront transmis (ou envoyés) *directement* par les comptables à la Cour, avec les pièces justificatives.

Les comptables des communes et établissements de bienfaisance doivent fournir et déposer leurs comptes, avec les pièces à l'appui, au greffe de la Cour, deux mois au plus tard après l'examen des conseils municipaux ou commissions administratives (1).

En cas de mutation d'un comptable dans le cours d'une année (2), le compte que rend de sa gestion l'ancien titulaire doit être adressé par lui, soit à la Cour, soit au ministre (selon les cas), dans le premier trimestre qui suit la mutation (3).

Dans tous les autres cas, la première partie des comptes des comptables (4) doit être formée et adressée au ministre (dans le mois), aussitôt après la clôture de l'exercice. La seconde doit l'être dans le premier ou dans les deux premiers mois de l'année financière suivante (5).

Les comptes des comptables sont annuels, c'est-à-dire rendus et réglés ou apurés définitivement par année (du 1er janv. au 31 déc.) (6) et non par exercice (7), quoiqu'ils soient dressés avec distinction des exercices auxquels les opérations de l'année peuvent se rattacher (8).

Toutefois, chaque préposé n'étant comptable que de sa gestion

---

(1) O. 23 avril 1823, art. 5; L. 16 sept. 1807, art. 12; O. 24 janv. 1843, art. 2; 31 mai 1838, art. 480, 514. — *V.* ci-dessus, p. 413, n° XVII, 422, n° V, 420, 424, 426, note 2, 428 et 374, n° IV.

(2) *V.* ci-après.

(3) O. 31 mai 1838, art. 328; arr. 21 nov. 1848, art. 8; D. 12 août 1854, art. 8; 3e O. 18 nov. 1817, art. 5 (modifié); O. 8 juin 1821, art. 4.

(4) *V.* ci-après.

(5) D. 12 août 1854, art. 2 et 3, arg. 26 sept. 1855, art. 232. — *V.* ci-après, *Epoques de transmission par le ministre à la Cour*.

(6) L. 16 août-13 nov. 1791, 4e tit. 1er. art. 3; 1re O. 18 nov. 1817, art. 15; 2e O. *id.* art. 14; 3e *id.* art. 1er; 8 nov. 1820, art. 3, 3 mai 1838, art. 271, 474, 514. — L'année financière, c'est-à-dire la gestion annuelle des comptables aux colonies, se compose des opérations accomplies du 1er juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante (D. 26 sept. 1855, art. 27, 231).

(7) *V.* au contraire, L. 16 août-13 nov. 1791, 4e tit. 1er, art. 5 et ci-dessus, p. 138, 139, 174, 175 à 177.

(8) *V.* notes précéd. et ci-après.

personnelle, en cas de mutation de préposés, le compte de l'année est divisé suivant la durée de la gestion des différents titulaires, dont chacun rend compte des opérations qui le concernent (1).

Les comptes sont divisés par exercices, ministères, chapitres et articles du budget (2). La forme des comptes (ainsi que les justifications) à fournir par les comptables sont, d'ailleurs, déterminées par le ministre des finances (3). Ces comptes, en général, doivent présenter: 1° le tableau complet des valeurs existantes en caisse et en portefeuille à l'époque où commence la gestion annuelle, etc., dont il est rendu compte; 2° les recettes et les dépenses de toute nature effectuées pendant le cours de cette gestion, classées par chapitre et article, etc.; 3° le montant des valeurs qui se trouvent en caisse et en portefeuille au moment où cette gestion, c'est-à-dire le compte se termine ; enfin, s'il y a lieu, le montant des créances (ou droits, etc.) qui restent à recouvrer, ou la somme dont le comptable se trouverait en avance (4).

Ils doivent être paraphés sur chaque feuillet par le comptable. Les renvois et ratures doivent être approuvés et signés de lui; il ne doit pas y avoir d'interligne.

Ces comptes sont certifiés véritables par les comptables ou leurs fondés de pouvoir, à peine d'amende. Il y est joint un état sommaire des pièces justificatives. Il n'y peut être fait aucun changement après la présentation (5). Aux termes de la loi de 1791, il devait être joint à chaque compte un état des frais nécessaires pour le dresser, et il était prononcé sur cet état de frais en même temps que sur l'arrêté du compte (6).

La recette des principaux comptables est justifiée par les récépissés et talons de récépissés, transmis et comparés; la dépense par les

---

(1) 3e O. 18 nov. 1817, art. 5; O. 8 nov. 1820, art. 4; 23 avril 1823, art. 13; 31 mai 1838, art. 327, 476, 514.

(2) 2e O. 18 nov. 1817, art. 14, 15; O. 8 nov. 1820, préamb.

(3) D. 4 janv. 1808, art. 25; 2e O. 18 nov. 1817, art. 14; 3e *id.*, art. 1er; O. 31 mai 1838, art. 287. — *V.* néanmoins, O. 16 sept. 1818; 8 juin 1821 (caissier-payeur central); 2e O. 18 nov. 1817, art. 14, 18 août 1819 (payeurs dans les départements); 3e O. 18 nov. 1817; 2e 16 sept. 1818; O. 15 janv. 1823-1830, préamb.; 12 mai 1825 (recev. généraux); 8 nov. 1820; 18 fév. 1827 (régies financières); 23 avril 1823, art. 11; 23 juill. 1826 (communes); D. 7 flor. an XIII, art. 4, 5; L. 7 août 1851, art. 12 (hospices, etc.); D. 26 déc. 1855-1856, art. 66 (écoles normales primaires).

(4) *V.* note précéd. et O. 31 mai 1838, art. 271, 288.

(5) L. 8-12 fév. 1792, art. 19, 21 20.

(6) L. 17-29 sept. 1791, tit. IV, art. 4; 28 pluv. an III, chap. II, art. 12.

extraits d'ordonnances, autorisations, quittances et autres pièces indiquées (1).

Les comptes annuels des comptables de l'État ou des établissements publics spéciaux sont divisés en deux parties produites à des époques différentes. La première comprend les recettes et dépenses, et opérations quelconques effectuées sur l'exercice clos (ouvert le 1er janv. de l'année précédente), depuis le 1er janv. de cette seconde année de l'exercice (2) jusqu'à la clôture de ce même exercice au 31 oct. (3). La deuxième, qui reproduit les résultats de la première partie embrasse toutes les recettes, dépenses et opérations de trésorerie faites pour l'exercice courant, depuis le 1er janv. jusqu'au 31 déc. seulement ; elle comprend ainsi l'ensemble des opérations du comptable pendant l'*année*, et établit comme il a été dit, sa situation à la fin de l'année financière (4).

Les comptes rendus par les comptables publics sont exempts de timbre (5).

Les débets *avoués* par des comptables, lors de la présentation de leur compte, produisent intérêt au profit de l'État, à compter du jour où le versement aurait dû être effectué (6).

Les comptes des comptables de l'État et des établissements publics spéciaux (autres que ceux de la caisse d'amortissement et des dépôts et consignations) sont, avant leur transmission à la Cour des comptes l'objet d'une vérification préalable de la part du ministre des finances, (direction de la comptabilité générale) (7). Les comptes des receveurs généraux comme receveurs et payeurs pour la caisse des dépôts et consignations (et établissements accessoires) sont adressés par eux au directeur général de ces établissements, qui les transmet à la Cour des comptes après en avoir reconnu et certifié la conformité avec les écritures centrales de son administration et avec celles

---

(1) 1er O. 18 nov. 1817, art. 14; 2e *id.*, art. 14; 16 sept. 1818, art. 1er; 19 nov. 1826, art. 3, 5; 31 mai 1838, art. 316. — *V.* ci-dessus, p. 497, note 4.

(2) Aux colonies, depuis le 1er juillet.

(3) Aux colonies, au 31 mars.

(4) D. 12 août 1854, art. 2, 5, dern. al.; 26 sept. 1855, art. 231 et 7; 7 janv. 1860.—*V.* précéd., 3° et ci-après, *Vérification*, *Transmission*.

(5) L. 13 brum. an VII, art. 16.

(6) L. 28 pluv. an III, chap. III, art. 3; av. cons. 9-20 juill. 1808, préamb.— *V.* L. 12 vend. an VIII, art. 5 à 8; 13 frim. an 8, art. 4 (*Entrepreneurs*, etc., *Transitoire*).

(7) Const. an III, art. 320; L. 13 frim. an VIII, art. 1er; arr. 10 flor. an XI, art. 10; O. 8 juin 1821, art. 4; 8 nov. 1820, art. 6; 4 nov. 1824, art. 2; 31 mai 1838, art. 291, 316, 330; D. 12 août 1854, art. 1er; D. 26 sept. 1855, art. 230.

que tient la comptabilité générale des finances, même sous ce rapport (1). Le compte de la caisse des invalides de la marine est visé et déclaré exact quant aux recettes par le ministre de la marine (2). Les comptes des receveurs des communes et établissements publics de bienfaisance sont, avant d'être transmis au conseil de préfecture (3) ou envoyés à la Cour des comptes (4), communiqués aux receveurs particuliers et soumis aux conseils municipaux, et aux commissions administratives, qui, respectivement, les débattent et arrêtent provisoirement (5). Ces comptes reçoivent les observations des préfets (6). Ceux des écoles normales primaires sont d'abord soumis à l'approbation de la commission de surveillance de l'établissement (7).

Le ministre des finances est autorisé à prendre tous arrêtés nécessaires contre les comptables reconnus par lui en débet (8). Ces arrêtés sont exécutoires *par provision* (9) et même par corps (10).

Les intérêts des débets ainsi constatés courent, soit de plein droit à partir du jour où ils auraient dû verser ou faire emploi, soit à partir de la notification du résultat de la vérification (11).

Les comptables directement justiciables de la Cour des comptes qui cessent leurs fonctions peuvent, avant l'apurement définitif de leur comptabilité par la Cour, obtenir, du consentement de l'administration des finances à laquelle ils sont attachés, le remboursement des deux tiers du cautionnement en numéraire par eux fourni, en produisant un certificat constatant que le dernier compte de leur gestion, appuyé de pièces et vérifié au ministère des finances ne les constitue pas débiteurs envers l'État, plus un certificat de non-opposition de la part de tiers. Le surplus du cautionnement peut aussi leur être immédiatement remboursé s'ils fournissent en remplacement de cette dernière partie un cautionnement équivalent en immeubles ou en rentes. Cette dernière partie, ou ce dernier cautionne-

---

(1) O. 22 mai 1816, art. 40 ; 12 mai 1825, art. 1er, 5, etc.
(2) O. 7 août 1825 ; 30 sept. 1829, art. 48.
(3) *V.* ci-dessus, p. 374.
(4) *V.* ci-dessus, p. 497.
(5) O. 18 sept. 1837, art. 6, etc. (*V.* ci-dessus, p. 413, nº XVII, 422, nº V, 423, 426, 428, 430).
(6) O. 23 avril 1823, art. 5, 12 ; 1er mars 1825, art. 1er, etc.
(7) D. 23 déc. 1855–1856, art. 67.
(8) Arr. 18 vent. an VIII ; L. 13 frim. an VIII, art. 1er.
(9) *V.* ci-dessus, p. 150.
(10) *V.* p. 150, note 5, et p. 494, *id.*
(11) Av. cons. 9–20 juill. 1808, préamb. et 1º, 3º, 7º, 6º.—*V.* ci-dessus, p. 501, note 6.

ment, n'est libéré que par un arrêt de *quitus* et un autre certificat délivré par le ministre (1).

Les époques auxquelles la Cour des comptes doit être saisie (par le ministre ou par les comptables directement) (2) des comptes et des pièces justificatives à produire sont déterminées par décrets rendus sur l'avis du conseil d'État (3).

L'envoi par le ministre des finances de la première partie du compte des comptables (4) et des pièces justificatives des opérations contenues dans cette première partie, pièces que le ministre a reçues mois par mois et gardées jusqu'à ce moment (5), a lieu au plus tard le 30 novembre (un mois après la clôture de l'*exercice* de l'année précédente quant aux recettes, trois mois quant aux paiements) (6). L'envoi de la seconde partie et des pièces justificatives qui s'y rapportent a lieu au plus tard le 1er mai de l'année suivante, c'est-à-dire de l'année qui suit celle *dont il est rendu compte,* laquelle est à la fois la seconde de l'exercice précédent et la première du *second* exercice en cours d'exécution dans cette même année. (Ce 1er mai est ainsi celui de l'année durant laquelle ce second exercice sera clos à son tour aux 31 août et octobre) (7).

L'application des cautionnements des comptables au paiement des débets qu'ils ont contractés a lieu en vertu de décisions spéciales du ministre des finances, lesquelles ne peuvent préjudicier aux droits des tiers, s'ils en ont (8).

Un mot maintenant sur les divers comptables en deniers ou valeurs équivalentes.

---

(1) L. 2 vent. an XIII, art. 15, etc.; 25 niv. an XIII, art. 2, 5e arg.; 6 vent. an XIII; O. 22 mai 1825-1835, préamb. et art. 1er, 3; 25 juin 1835, art. 3. — *V.* aussi, L. 7-18 avril 1792; D. 9 nov. 1853, art. 33 (*Droit à pension*).

(2) *V.* ci-dessus, p. 498, 499.

(3) L. 22 juin 1854, art. 24; 16 sept. 1807, art. 12.—*V.* ci-dessous.

(4) *V.* ci-dessus, p. 501.

(5) *V.* ci-dessus, p. 497, 498.

(6) D. 12 août 1854, art. 1er à 3; 7 janv. 1860.—Quant aux comptes coloniaux, cette première partie a dû en être adressée au ministère, un mois également après la clôture de l'exercice colonial, c'est-à-dire le 31 avril au plus tard (D. 26 sept. 1855, art. 232, 7).

(7) D. 12 août 1854, art. 1er à 3; 7 janv. 1860. — La seconde partie des comptes coloniaux pour l'année expirée au 30 juin, a dû être expédiée dans le courant du mois de juillet (D. 26 sept. 1855, art. 232 et 7).

(8) O. 22 mai 1825-1835, art. 6, 7.—*V.* ci-dessus, p. 478.

SOUS-SECTION Ire. — *Des payeurs dans les départements ou payeurs extérieurs du Trésor.*

Il est établi dans chaque département un payeur chargé d'y acquitter les dépenses de la guerre, de la marine et *autres* à la décharge de la trésorerie nationale de quelque nature qu'elles soient (1). La suppression de ces payeurs fut décrétée en principe en 1792. En fait, ils furent conservés du moins en partie : Aux termes de l'arrêté du 1er pluviôse an VIII, ils n'étaient que les préposés des payeurs généraux du Trésor, envers qui seuls ils étaient comptables. L'arrêté du 28 pluviôse an XII, tout en maintenant cet état de subordination, transmit le droit de les nommer au ministre du Trésor public. La loi du 16 septembre 1807 les rendit justiciables de la Cour des comptes. Le même arrêté du 18 frimaire an XII instituait au chef-lieu de chaque division militaire un payeur divisionnaire de la guerre, chargé aussi, au chef-lieu de la division, du paiement de la dette publique et des dépenses diverses, ayant sous ses ordres, dans diverses localités de sa division, des préposés pour le service de la guerre. Dans chacun des autres départements de sa division il y avait un payeur spécial de la dette publique et des dépenses diverses. A Paris, le payeur du département n'était chargé que des dépenses de la solde (2).

Déjà il y avait des payeurs d'armée (3), et il y eut également des payeurs dans les ports maritimes et aux colonies (4). L'ordonnance de 1817 et celle du 1er nov. 1829 supprimèrent tous ces payeurs (excepté ceux des colonies), et n'ont laissé subsister dans la France européenne que les payeurs des départements autres que celui de la Seine, et un très-petit nombre de préposés (au gré du ministre des finances) exerçant sous la responsabilité du payeur du département, duquel ils dépendent. Chaque colonie a un trésorier payeur et des trésoriers particuliers (5).

Les payeurs dans les départements sont chargés d'acquitter :

---

(1) L. 24 sept.-12 oct. 1791.

(2) L. 4 déc. 1792; L. 12 juill. 1793; const. an III, art. 317; 320; L. 11 fruct. an III, art. 1er, etc.; D. 23 niv. an VI; arr. 1er pluv. an VIII, art. 9; 18 frim. an XII, art. 1er, 3, 4, 6 à 9; L. 16 sept. 1807, art. 11.

(3) *V.* ci-dessus, p. 475.

(4) *V.* note ante-précéd.

(5) O. 18 nov. 1817, art. 1er, 7, 8, 10; 1er nov. 1829, art. 2; arr. min. 2 et 14 sept. 1829, art. 1er; 1er nov. 1829, art. 1er et 2; D. 26 sept. 1855, art. 181; O. 17 déc. 1844, art. 13.

I. Pour le compte de l'État, comme en 1791, les dépenses de tous les ministères (1).

II. Les dépenses départementales (2).

Les trésoriers payeurs aux colonies réunissent les fonctions de payeurs pour l'État et la colonie et celles de receveurs généraux (3).

SOUS-SECTION II.—*Des receveurs généraux et particuliers des finances.*

Avant 1789, il y avait dans les pays d'élection, pays conquis, et pays d'État, des *offices* de receveurs généraux ou trésoriers généraux chargés de recueillir les versements des préposés aux recouvrements des impositions ordinaires et directes, et de receveurs ou trésoriers particuliers ou *spéciaux* pour les autres recettes. Les premiers furent maintenus par la loi du 30 janv. — 3 fév. 1790. Mais l'Assemblée nationale reconnut la nécessité de l'établissement dans chaque district d'*autres* receveurs particuliers notamment pour recouvrer les prix de vente et les revenus des biens et domaines nationaux; lesquels, par conséquent, non plus que les receveurs *particuliers* antérieurs n'avaient, jusqu'alors, rien de commun avec les receveurs *particuliers* actuels. Les offices de receveurs ou trésoriers généraux furent eux-mêmes supprimés par la loi du 14-24 nov. 1790, et les receveurs particuliers de district furent dès ce moment chargés de concentrer dans leur caisse le produit des contributions directes, ceux des domaines nationaux, enfin (sauf à Paris) ceux provenant des recettes des diverses régies financières (4).

---

(1) O. 1er nov. 1829, art. 1er ; 31 mai 1838, art. 306.—*V.* néanmoins, ci-dessus, p. 475, 476, *Recev. généraux.*

(2) Instruct. min. fin. 30 avril 1817; circ. int. 6 juin 1817; O. 31 mai 1838, art. 421, 422; L. 10 mai 1838, art. 23. — Auparavant, ces dépenses, du moins les dépenses variables , étaient payées par les receveurs généraux (*V.* arr. 26 vent. an VIII, art. 10 ; 27 flor. an VIII, art. 4; 7 vend. an IX ; L. 22 vent. an IX, art. 6, 7; arr. 25 vend. an X, art. 1er, sauf D. 24 avril 1811, art. 19, et L. 20 juill. 1837, dépenses fixes, mises directement à la charge de l'Etat).

(3) D. 26 sept. 1855, art. 166, 168.—*V.* sous-sect. suiv.

(4) L. 7–23 juin 1790; instr. 12–20 août 1790, chap. II ; L. 14-24 nov. 1790, art. 1er à 5, etc.; 23 nov.-1er déc. 1790, tit. V, art. 4 ; 19–25 déc. 1790; 27 déc. 1790 ; 2 nov. 1791 ; 20 mars 1791, art. 5 ; 8-15 mai 1791, art. 7, 8; L. 27 mai–1er juin 1791, art. 13; 17-19 juin 1791, art. 5; 9-13 août 1791, tit. IV, art. 2; 19 août-12 sept. 1791, art. 22 ; 26 sept.-2 oct. 1791, art. 14, 28; 3–19 juill. 1792, art. 4 et tit. 3 ; 4 germ. an II, art. 15 ; L. 17 brum. an V, art. 10 ; 3 frim. an VII, art. 145.

La Constitution de l'an III ayant supprimé les districts, établit par département un receveur des impositions directes qui eut, dans les anciens arrondissements de district, ses préposés, dont il demeura responsable, chargés de recevoir ces contributions des mains des percepteurs pour les verser dans sa caisse. Ce sont les receveurs *généraux* actuels. Les receveurs des contributions autres que directes versaient aussi dans la caisse des préposés et ceux-ci dans celle du receveur général. Enfin, la loi du 27 ventôse an VIII a créé dans chaque arrondissement, autre que celui du chef-lieu, un receveur *particulier* des contributions, qui reproduit, mais seulement comme subordonné du receveur général, intermédiaire entre lui et le Trésor, l'ancien receveur *particulier* de district. Le receveur général réside au chef-lieu du département, excepté celui du Finistère. Il remplit dans l'arrondissement chef-lieu les fonctions de receveur particulier en même temps que celles de receveur général (1).

A partir de 1832, la recette générale du département de la Seine et les recettes particulières des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis ont été supprimées et le service remis à un receveur central chargé principalement des recettes pour le département, autres que les centimes additionnels aux contributions directes, contributions pour lesquelles il n'est qu'un comptable d'ordre; et pour l'État, de celles de ses recettes qui ne sont pas versées directement au Trésor public (2).

Les receveurs généraux gèrent sous la surveillance, sinon sous la direction du préfet. Les receveurs particuliers gèrent sous la surveillance, la direction et la *responsabilité* des receveurs généraux. Ils surveillent les percepteurs et les receveurs des communes, etc. (3).

I. Les receveurs généraux et particuliers, outre la concentration du produit des contributions directes (principal et centimes additionnels) et des autres contributions ou recettes pour l'*Etat* (4);

II. Sont encore chargés du recouvrement des autres produits ap-

---

(1) Const. an III, art. 153, 317, 320; L. 29 frim. an IV, art. 12; 15 germ. an IV, 17 brum. an V, art. 5, 12, 15; 22 brum. an VI, art. 5, 6, 14, 20; instr. 22 brum. an VI, § 2; 17 fruct. an VI; 3 frim. an VII, art. 152; 27 vent. an VIII; O. 5 mai 1819.

(2) O. 5 mai 1832; 29 juin 1842; L. 17–19 juin 1791, art. 5; O. 4 nov. 1824, art. 1er, 1°.

(3) D. 4 janv. 1808, art. 17, 13, 14; O. 19 nov. 1826, art. 1er à 5; O. 16 sept. 1837, art. 1er, 8, 5 à 7; 31 mai 1838, art. 285, 292 à 294, 273, 497, 514. —*V.* ci–après, p. 510.

(4) *V.* ci-dessus, et O. 14 sept. 1822, art. 3; D. 17 juin 1852, art. 31, etc.

partenant aux départements (1) ou aux écoles normales primaires (2).

III. De l'encaissement de certains autres produits appartenant aux communes ou de certains produits appartenant aux établissements publics même locaux (3).

IV. Ils tiennent comme auxiliaire du grand livre du Trésor, sous leur responsabilité personnelle, un registre où sont inscrits, sur leur demande, les rentiers de l'État compris pour leurs inscriptions individuelles dans un compte collectif ouvert à Paris au nom de la recette générale de chaque département, ainsi qu'un livre des transferts et mutations. Ils touchent les arrérages de ces rentes et en opèrent le paiement pour compte des payeurs, ou la compensation avec les contributions directes dues par les ayants droit (4).

V. Dans les lieux où il n'est pas établi de préposé payeur, les receveurs généraux font acquitter d'office les dépenses publiques par les receveurs particuliers (5).

VI. Ils font l'office de *receveurs* et de *payeurs* pour le compte de la caisse des dépôts et consignations (6), de la Légion d'honneur (7) de la caisse de dotation de l'armée (8). Ils *reçoivent* les versements faits pour la caisse de la vieillesse (9). Ils font notamment pour la caisse des dépôts et consignations les recettes et les remboursements des fonds des caisses d'épargne, dont les receveurs, ailleurs que dans le département de la Seine, sont aussi placés sous leur surveillance (10).

VII. Ils sont chargés de faire les recettes et les dépenses qui ont lieu pour les *colonies* dans les départements de la métropole (11).

VIII. Trois des régents de la Banque de France doivent être pris parmi les receveurs généraux (12).

---

(1) O. 31 mai 1838, art. 417, 418; L. 10 mai 1838, art. 10, 5 à 8°, 31, 34, etc., 22 ; 11 juin 1859.
(2) D. 26 déc. 1855-1856, art. 35.
(3) Ex. : O. 22 nov. 1826–1835 ; 30 déc. 1823, art. 6, 7 ; D. 25 juin 1852.
(4) L. et O. 14 avril 1819 ; O. 18 août *id.*—*V.* ci-dessus, p. 476, note 4.
(5) O. 18 nov. 1817, art. 9 ; 31 mai 1838, art. 308 à 311.—*V.* p. 488 à 504.
(6) D. 11 sept. 1808, art. 13 à 18 ; L. 28 avril 1816, art. 99, 110 ; O. 22 mai 1816, art. 27 à 33, 42 ; 12 mai 1825, art. 2 à 8 ; 31 mai 1838, art. 527 à 538; 24 déc. 1839. D. 21 nov. 1855, art. 2.—*V. Recev. de l'enregistrement.*
(7) L. 28 avril 1816, art. 110 ; O. 31 mai 1838, art. 560 à 567 ; D. 18 juill. 1860.
(8) D. 9 janv. 1856, art. 13 à 16, 19, 20, 26, 2e al., 29, 32, 34 à 36.
(9) D. 18 août 1853, art. 1er, 13.
(10) L. 31 mars 1837, art. 1er et 3 ; D. 15 avril 1852, art. 10, 12, 18 à 20.
(11) D. 26 sept. 1855, art. 82, 84.
(12) L. 22 avril 1806, art. 9.

Les receveurs particuliers et les receveurs généraux comme tels ont le droit de décerner contre les percepteurs et contre les redevables pour contributions directes des contraintes exécutoires (contre les premiers par corps) sur le *visa* du sous-préfet (1).

SOUS-SECTION III.—*Des percepteurs.*

De 1791 à l'an XII, la perception des contributions directes était donnée par adjudication publique au rabais, soit par canton, soit par plusieurs ou chaque commune, sur un maximum de remise proportionnelle déterminé. De 1791 à l'an VII, si, après trois tentatives, il ne se trouvait point d'adjudicataire, le conseil général de la commune était tenu de nommer pour percepteur un de ses membres, qui ne pouvait refuser de faire la perception au taux fixé, mais sans être tenu de répondre des non-valeurs pourvu qu'il justifiât de ses diligences. Dans les villes de 25,000 âmes et au-dessus, le conseil de la commune était même libre d'adopter de préférence ce dernier mode, au taux moyen des adjudications de tout le district. De l'an VII à l'an XII, au contraire, si la mise en adjudication ne donnait pas de résultat, l'administration ou le conseil municipal devait nommer d'office un percepteur choisi parmi les habitants de la commune, mais qui ne pouvait être pris parmi ses membres, et dont il restait responsable (2).

La loi du 5 ventôse an XII a institué les percepteurs actuels (3), qui, dans l'origine, étaient à la nomination du chef de l'État. Ils sont aujourd'hui divisés en plusieurs classes et il y a des percepteurs surnuméraires ; les uns sont nommés par le ministre, les autres par le préfet ou même le sous-préfet (4).

A Paris et dans les villes dont les revenus s'élèvent à plus de

---

(1) L. 23 déc. 1790-5 janv. 1791 ; 20 mai-1er juin 1791, art. 1er, 2; 26 sept.-2 oct. 1791, art. 17. 26, 30, 34 ; arr. 16 therm. an VIII, art. 30 à 33, 39 à 44, 51, 45 à 50, 53, 25; L. 17 brum. an V, art. 3, 10 ; 15 mai 1818, art. 51 ; 23 juill. 1820, art. 31.

(2) L. 30 janv.-3 fév. 1790, art. 1er ; 23 nov.-1er déc. 1790, tit. V, art. 1er, 2 ; 13 janv.-18 fév. 1791, art. 44 ; 26 sept.-2 oct. 1791, art. 1er à 10; arr. 29 frim. an IV, art. 8, 9 ; 3 frim. an VII, art. 124 à 139 ; arr. 16 therm. an VIII, art. 2 à 10, 33, 34. — *V.* L. 21 mars 1793, art. 5 ; 4 therm. an III, art. 3 ; arr. 26 brum. an X, art. 1er (patentes).

(3) *V.* ci-dessus, p. 337.

(4) L. 5 vent. an XII, art. 9 à 11 ; O. 20 déc. 1823 ; 31 oct. 1839 ; 28 fév. 1840 ; 9 déc. 1845 ; D. 30 avr. 1850 ; 19 nov. 1857 ; 25 mars 1852, art. 5, 12° ; 13 avril 1861, art. 5, 6°.

15,000 francs, ils sont ou peuvent être assimilés à des receveurs particuliers (1).

I. Les percepteurs sont, en cette qualité (2), chargés du recouvrement et de la perception tant des contributions directes que des taxes ou autres produits qui y sont assimilés non pas uniquement quant au *mode* de recouvrement et de réclamation tout en étant ou pouvant être recouvrés et perçus par d'autres agents comptables (3), mais aussi quant à la perception (4).

II. Ils peuvent être chargés d'opérer quelques *recettes* et *paiements* pour compte des *départements* (5).

III. Tout percepteur est de droit receveur (chargé des *recettes* et *paiements*) pour les communes, et aussi, lorsqu'il l'est de la commune, pour les hospices et établissements de bienfaisance civils de cette même commune, si les revenus de la commune d'une part, et de ces établissements réunis d'autre part, n'excèdent pas 30,000 francs (6). Il l'est même des autres communes et établissements de bienfaisance si le conseil municipal, ou la commission administrative, ne demande pas que ces fonctions soient confiées à un receveur spécial (7).

IV. Les percepteurs sont d'ailleurs chargés, en leur qualité, de faire et poursuivre, par les voies de droit, le recouvrement des rentes en argent dues aux hospices et établissements de bienfaisance situés hors de leur arrondissement par des particuliers habitant une des

---

(1) L. 17–19 juin 1791, arr. 7 vent. an x, art. 13, 14; 4 pluv. an xi; O. 9 oct. 1822; 5 mai 1832; 10 déc. 1823; 29 juin 1842, art. 1er et 4.

(2) *V.* numéros suivants.

(3) *V.* ci-après, *Receveurs municipaux*, etc.

(4) Ex.: L. 20 fév. 1849, art. 2; 21 avril 1810, art. 37; D. 6 avril 1811, art. 40, 41, etc.; L. 4 juill. 1837, art. 8; O. 17 avril 1839, art. 53, 50, 51; L. 21 avril 1832, art. 2; D. 7 fruct. an xii, art. 75; 18 nov. 1810, art. 89; 10 mai 1854, etc.; 27 mai 1854.

(5) Ex.: arr. 25 therm. an xi, art. 42; D. 23 mars 1859; 22 août 1854, art. 21; L. 22 juin 1861, art. 16; O. 28 juin 1833, art. 6; L. 10 mai 1838, art. 12, 11°; 13 flor. an x, art. 5; arr. 30 vent. an v; D. 19 janv. 1811, art. 7 à 11.

(6) L. 18 juill. 1837, art. 65; 7 août 1851, art. 14, arg.; 24 juin 1851, art. 2, *id.*; arr. 23 brum. an v; O. 31 oct. 1821, art. 24; 6 juin 1830, art. 2; 4 mai 1825; 17 sept. 1837, art. 12. — Auparavant 20,000 fr., et 10,000 fr. quant aux communes (arr. 4 therm. an x, art. 32); 30 frim. an xiii, etc.; O. 31 oct. 1821, art. 24, etc.—*V.* ci-après, sous-sect. X et XI.

(7) D. 24 août 1812, art. 3; L. 18 juill. 1837, art. 65; O. 17 sept. *id.*; art. 12; L. 7 août 1851, art. 14; O. 31 oct. 1821, art. 24; O. 19 nov. 1826, art. 6, etc.

communes de leur circonscription. Ils peuvent l'être, dans les mêmes circonstances, du recouvrement de toute autre créance (1).

V. Ils peuvent être nommés, par les commissions syndicales de desséchement et autres travaux à faire en commun (2), receveurs chargés des *recettes* et *paiements* pour ces associations syndicales (3).

Les percepteurs sont placés sous la surveillance des préfets, des sous-préfets et des maires (4). En leur qualité, tant de percepteurs que de receveurs des communes et hospices, ils gèrent sous la surveillance et la *responsabilité* des receveurs particuliers et des receveurs généraux (5). Les préfets sont autorisés, après avoir pris l'avis des sous-préfets, à les traduire devant les tribunaux, même pour faits relatifs à leurs fonctions, sans recourir à la décision du conseil d'État (6).

SOUS-SECTIONS IV A IX. — *Des receveurs des régies financières ou des contributions ou autres produits non directs.*

Les receveurs des régies sont chargés, sous leur responsabilité, de faire sur leurs registres, qu'ils arrêtent jour par jour, l'enregistrement des actes soumis à cette formalité (ou autres) à mesure qu'ils leur sont présentés ; de faire la *liquidation* ou constatation et la perception des droits établis par les lois, etc. Le montant des droits et produits tombés en non-valeur ou à porter en reprise à l'exercice suivant figure distinctement dans leurs comptes et ils en justifient à la Cour des comptes (7).

Ces receveurs ont, en général, pour le recouvrement des droits, le pouvoir de décerner des contraintes exécutoires (sauf opposition) sur le simple visa, soit du juge de paix, soit d'un juge de première

---

(1) O. 28 juin 1833, art. 1er à 5, 7.

(2) *V.* ci-dessus, p. 28, note 2 et L. 27 avril 1838, etc. — Le recouvrement des contributions pour ces travaux est fait, même par les non-percepteurs, de la même manière que celui des contributions publiques *directes* (L. 14 flor. an XI ; L. 28 mai 1858, art. 5, etc.).

(3) Ex. : D. 21 fév. et 5 mars 1814, art. 19.

(4) *V.* ci-dessus, p. 360, note 2, 369, n° VII, p. 399, et L. 13 janv.-18 fév. 1791, art. 48 ; 17 brum. an V, art. 11 ; arr. 16 therm. an VIII, art. 38.

(5) D. 4 janv. 1808, art. 9, 13, 15, 17 ; O. 19 nov. 1826, art. 6 à 10 ; 17 sept. 1837, art. 8.—*V.* ci-dessus, p. 508, et ci-après, autres receveurs des communes, etc.

(6) Arr. 10 flor. an X ; Const. an VIII, art. 75.

(7) L. 18-27 mai 1791, art. 11, 12 ; O. 8 déc. 1832, art. 1er, 4 ; 31 mai 1838, art. 259, 276, 279.

instance, ou même nonobstant opposition, mais sans y préjudicier ; même par corps dans certains cas (1).

SOUS-SECTION IV. — *Des receveurs des domaines, de l'enregistrement, du timbre, des droits de greffe et d'hypothèques, etc.*

On a vu qu'en 1790, les receveurs dits particuliers ou de district eurent d'abord et principalement pour fonctions la perception du prix de vente et des revenus des domaines nationaux ; ces receveurs devinrent depuis les receveurs particuliers des finances (2).

Mais la loi du 5-19 déc. 1790 établit bientôt dans toutes les villes chefs-lieux d'administration ou de tribunal de *district* et même dans chaque canton où il serait jugé nécessaire, sans sortir du district, un receveur distinct de celui du district et un bureau pour l'enregistrement des actes et déclarations et la perception des droits y relatifs ; les lois subséquentes y réunirent la perception des droits de timbre, des droits incorporels et des produits des domaines corporels appartenant à l'État ; la loi du 27 mai 1791 institua, par département, au moins un receveur du timbre extraordinaire et il y eut à Paris six bureaux de perception (3).

I. En outre de la perception des produits et revenus du domaine même public (4) et même militaire (5), et de celle des droits ou taxes énumérés ci-dessus (6), les receveurs des domaines et de l'enregistrement sont chargés de la perception des droits d'affichage (7), des frais de visite des établissements d'aliénés (8).

---

(1) L. 22 frim. an VII, art. 64, 65 ; 21 vent. an VII, art. 24 ; 27 vent. an IX, art. 17 ; L. 28 avril 1816, art. 76 ; D. 21 nov. 1855, art. 3 ; 5 vent. an XII, art. 89 ; 1er germ. an XIII, art. 44, 45 ; L. 24 avril 1806, art. 39 ; 28 avril 1816, art. 239 ; 6–22 août 1791, tit. 13, art. 31 à 33 ; 4 germ. an II, tit. 7, art. 4 ; av. cons. 9 vent. an X ; 28 therm.–7 fruct. an XII ; L. 17 avril 1832, art. 11 à 13, etc. ; 16 déc. 1848, art. 10 à 12.

(2) *V.* ci-dessus, sous-sect. II.

(3) L. 5–19 déc. 1790, art. 15 ; 20–23 janv. 1791, art. 3 ; 9–15 mai 1791, art. 2, 4, 8 ; 18-27 mai 1791, art. 1er, 6, 11, 32 ; 27 mai-1er juin 1791, art. 3, 4, 8, 9 ; 19 août–12 sept. 1791, art. 3, 4 ; D. 14 août 1793, art. 3, 3° ; L. 16 therm. an IV ; arr. 21 germ. an V ; L. 24 vend. an III, art. 2, 3.

(4) Ex. : arr. 9 germ. an IX, art. 3 ; D. 21 fév. 1852, *id.* ; L. 16 juill. 1840, art. 8, 1er al.—*V.* ci-dessus, p. 273, et ci-après, *Receveur des contributions indirectes* (*droits de navigation et de bac*), *Douanes*, *ports maritimes*, (*droits de tonnage*), etc. — *V.* aussi, L. 18 juill. 1837, art. 31, 7°, *Abandon aux communes*.

(5) L. 8–10 juill. 1791, tit. 1er, art. 22 à 24, 14 ; D. 22 déc. 1812, art. 2. —*V.* p. 273.

(6) *V.* p. 272 à 274, et L. 22 frim. an VII, art. 51, etc.

(7) L. 8 juill. 1832, art. 30 ; D. 31 août 1852 ; L. 4 juill. 1837, art. 5 ; 0. 17 avril 1839, art. 45 ; L. 28 avril 1816, art. 65, 67 à 69, etc.

(8) L. 25 juin 1841, art. 29.

Ils font l'avance et le recouvrement des frais de justice criminelle et autres assimilés (1) et celui des amendes, tant pour l'État que pour les communes (2).

Ils assistent aux adjudications de coupes de bois de l'État, etc. (3); ils participent, en ce qui concerne les concessions du domaine de l'État (lais et relais de mer, etc.), à l'instruction des affaires qui sont du ressort de la commission mixte (4).

II. Ils sont chargés du recouvrement de certaines sommes pour le compte des départements ou plutôt des établissements départementaux (5).

III. Ils font directement le recouvrement de certaines sommes qu'ils versent immédiatement dans la caisse des receveurs généraux ou particuliers des finances, pour le compte de la caisse des dépôts et consignations (6).

SOUS-SECTION V.—*Des conservateurs des hypothèques.*

Les conservateurs des hypothèques sont des agents de la régie, des domaines et de l'enregistrement (7).

Il y a un bureau de la conservation des hypothèques par chaque arrondissement d'ancien tribunal correctionnel (de trois à six par département); auparavant, il y avait dans chaque district un bureau divisé en autant de sections qu'il y avait dans ce district de bureaux d'enregistrement.

Les préposés de la régie à la conservation des hypothèques sont chargés, sous leur responsabilité, 1° de l'exécution des formalités civiles pour la conservation des priviléges et hypothèques sur les immeubles; 2° de la perception des droits établis au profit du Trésor pour chacune de ces formalités (8).

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 274, note 2 et L. 15–29 sept. 1791, tit. IX, art. 24; L. 18 germ. an VII, art. 3; 1ere L. 5 sept. 1807; D. 18 juin 1811, art. 156 à 159, 161, 163, 164, 172 à 179; O. 3 nov. 1819.

(2) *V.* ci-dessus, p. 274, n. VII, et arr. 1er et 16 niv. an V; O. 30 déc. 1823–1824; D. 21 déc. 1859, art. 4, 11, etc.

(3) O. 1er août 1827, art. 86.

(4) D. 16 août 1853, art. 12.—*V.* ci-dessus, p. 243.

(5) L. 30 juin 1838, art. 27; 5 mai 1855, art. 16.

(6) D. 21 nov. 1855; av. cons. 19 sept.–13 oct. 1809, etc.; L. 5 mai 1855, art. 16.

(7) L. 11–18 fév. 1791, art. 24; 18–27 mai 1791, art. 1er; L. 21 vent. an VII, *id.*—*V.* ci-dessus, p. 465.

(8) L. 21 vent. an VII, art. 2 à 4, 34, 39; Const. an III, art. 233; L. 9 mess. an III, art. 229, 236 à 241, 243; 14 août 1793, art. 3, 4°; 2 brum. an IV, art. 1er à 3; D. 16 nov. 1859; L. 11 brum. an VII, art. 16; C. civ.

SOUS-SECTION VI. — *Des directeurs des postes.*

Les directeurs des postes sont à la fois directeurs du service et comptables (1).

SOUS-SECTION VII. — *Des directeurs et receveurs de la télégraphie privée.*

Les directeurs de station sont chargés, sous l'autorité des inspecteurs, de traduire, de transmettre et d'expédier les dépêches officielles et privées, et de tenir la comptabilité en ce qui concerne ces dernières. Les receveurs, là où il en est établi, sont chargés, sous le contrôle immédiat des directeurs de station, de la perception des taxes et de la tenue des registres de comptabilité.

Même les taxes perçues pour les gouvernements étrangers sont portées en recettes au même titre que les autres et sont comprises comme telles au budget de l'État. Les reliquats, s'il y a lieu, après compensation des sommes dues par ces gouvernements à la France, sont imputés sur des crédits ouverts à cet effet au budget. Les remises allouées pour frais de perception y figurent également comme articles de dépense (2).

SOUS-SECTION VIII.— *Des receveurs des contributions indirectes et des entreposeurs de tabacs fabriqués.*

Il y a dans chaque département ou direction (3) des préposés aux déclarations et aux recettes, dont le nombre et la résidence sont déterminés par des actes inédits ; ils ont le titre de receveurs généraux ou particuliers, entreposeurs ou non pour la vente des tabacs. Il existe en outre, pour cette même vente, un certain nombre d'entreposeurs spéciaux et des débitants (4), etc.

I. Les préposés aux déclarations et aux recettes reçoivent les déclarations et font la perception des différents droits confiés à la régie (5).

---

art. 2146, 2196 à 2203 ; L. 21 mars 1855 ; 9 vend. an VI ; 21 vent. an VII, art. 19, 25 ; 6 mess. an VII, art. 4, 5, 1er, 2 ; O. 1er mai 1816 ; D. 24 nov. 1855, etc.

(1) L. 23-24 juill. 1793, art. 5 ; 13 sept. 1793 ; O. 18 fév. 1827 ; 8 déc. 1832, art. 10.—*V.* ci-dessus, p. 468.

(2) D. 29 nov. 1858-1859, art. 6, 7 ; L. 29 nov. 1850, art. 11 ; D. 17 juin 1852, art. 27 à 36, etc.

(3) *V.* ci-dessus, p. 471.

(4) L. 5 vent. an XII, art. 78 ; arr. 5 germ. an XII, art. 12 ; D. 22 frim. an XIII ; O. 19 juin 1816, et 13 déc. 1829 (inédites) ; 17 déc. 1844, art. 58, etc.—*V.* ci-après.

(5) *V.* ci-dessus, p. 279.

II. Les receveurs des bureaux de la garantie des matières d'or et d'argent font, comme les contrôleurs et employés autres que les essayeurs, partie des employés ou préposés des contributions indirectes. Ils peuvent être chargés d'autres parties du service de cette administration lorsqu'il est reconnu, par celle des monnaies, que cette cumulation ne peut nuire à ce premier service (1).

III. Le jaugeage des bateaux et la perception du droit (l'octroi) de navigation sur les fleuves, rivières et canaux (non concédés, où la perception se fait par les agents du Gouvernement, sont faits par les employés des contributions indirectes (2). Il y avait auparavant des receveurs de l'octroi de navigation (3).

Les receveurs des contributions indirectes font aussi la recette du droit de pêche dans les canaux (4).

IV. Ils peuvent être chargés de la perception des droits d'octroi pour les communes, et réciproquement, les receveurs d'octroi (5) peuvent être chargés d'opérer la perception des droits établis aux entrées des villes au profit du Trésor (6).

Les entreposeurs de tabacs (receveurs ou non des autres produits) ne peuvent vendre directement aux consommateurs; ils sont comptables des tabacs qui leur ont été expédiés sur leur demande, d'après le poids net constaté à l'arrivée, sauf allocation ultérieure en compte des déchets éprouvés pendant le séjour en magasin (7).

Les sommes dues par les cultivateurs de tabacs pour manquants, etc., sont recouvrées par les receveurs des contributions indirectes, et ce, dans la même forme que le sont les contributions directes (8).

SOUS-SECTION IX.—*Des receveurs des douanes.*

Ces receveurs se distinguent en receveurs principaux et receveurs particuliers ou subordonnés.

Les fonctions des uns et des autres consistent à percevoir les droits

---

(1) O. 5 mai 1820, art. 2, 4, 9.
(2) L. 9 juill. 1836; O. 15 oct. 1836, art. 2, 1^er^, etc. — *V.* L. 21 avril 1832, art. 12; O. 26 juill. 1833, art. 89, 103 à 108 (Rhin).
(3) L. 30 flor. an x, art. 1^er^, 3; arr. 8 prair. an xi, etc.
(4) D. 26 déc. 1810.—*V.* ci-dessus, p. 280.
(5) *V.* ci-après.
(6) L. 28 avril 1816, art. 158, 154; O. 9 déc. 1814, art. 90, 94 à 98, 88.
(7) D. 12 janv. 1811, art. 34 à 54, 56, 57; L. 28 avril 1816, art. 267; O. 5 janv. 1831, art. 2; 17 déc. 1844, art. 58; D. 25 mars 1852 et 13 avril 1861, art. 5, 15° et 12°, etc.
(8) L. 28 avril 1816, art. 200, 213.

d'après les déclarations des redevables, les certificats des visites, et la liquidation qui en est faite par les contrôleurs ou liquidateurs. Les receveurs principaux sont de plus chargés de recevoir les fonds et de vérifier les comptes des receveurs particuliers (1).

Ils ont remplacé, dans leurs attributions, les receveurs des droits de navigation maritimes, qui étaient nommés par les tribunaux de commerce, et ceux des droits de feux, phares et balisage (2).

Les receveurs des douanes, outre leur service habituel (3), concourent, sous leur responsabilité, à la garde temporaire des objets provenant de prises maritimes (4).

SOUS-SECTION X.—*Des receveurs des communes* (5).

Les receveurs des communes dont les revenus n'excèdent pas 30,000 francs (y compris les produits de l'octroi) sont les percepteurs (6).

Celles qui ont plus de 30,000 francs de revenus peuvent confier ces fonctions, soit au percepteur, soit à un receveur spécial. Dans les villes où les revenus se trouvent, même pendant trois années consécutives, réduits au-dessous de ce chiffre, le receveur municipal nommé continue néanmoins ses fonctions, sans que le percepteur puisse invoquer à son détriment la règle ci-dessus (7).

Les receveurs spéciaux sont nommés, soit par les préfets, soit par le chef de l'État, après avis du sous-préfet et du préfet, sur la présentation par le conseil municipal de trois candidats (8).

I. Les receveurs des communes, percepteurs ou autres, sont chargés à la fois des recettes et des paiements pour la commune (9).

---

(1) L. 28 avril-1er mai 1791, art. 10; 9-15 mai 1791, art. 6 à 9, 11; 27 mai-1er juin 1791, art. 6 à 8, 10, 12; 26 frim. an II, art. 18; 23 germ. an V; 28 avril 1816, art. 87, état n° 6; 30 janv. 1822, art. 8; 30 déc. 1829 (inéd.); 17 déc. 1844, art. 45, 46.

(2) L. 30 déc. 1792; 28 avril 1793; 9-13 août 1791, tit. IV; 22-27 mai 1792; arr. 17 flor. an IX; L. 27 vend. an II, art. 29; 9 juill. 1836, art. 23.—*V.* ci-dessus, p. 280.

(3) *V.* ci-dessus, p. 280, *Perceptions*.

(4) Arr. 2 prair. an XI, art. 78, 87.

(5) Quant aux départements, *V.* ci-dessus, *Payeurs et receveurs généraux*.

(6) *V.* ci-dessus, sous-sect. III, p. 509, note 6.

(7) L. 14-22 déc. 1789, art. 33; 18 juill. 1837, art. 65; D. 28 mars 1807, art. 2.—*V.* note précéd.

(8) D. 27 fév. 1811, art. 2, 6, 7; D. 25 mars 1852, art. 5, 13°; O. 31 oct. 1821, art. 33; arr. 4 therm. an X, art. 42 (destitution).

(9) Arr. 19 vend. an XII; L. 18 juill. 1837, art. 62, 64; O. 31 mai 1840; arr. 4 therm. an X, art. 34, 39, 33; 27 fév. 1811, art. 9, 10, 3; O. 23 avril

Ils sont comptables, dans tous les cas, même des droits d'octroi, dont le produit doit être versé dans leur caisse. Ils sont même investis du pouvoir de décerner contre tous régisseurs, fermiers, receveurs et autres préposés à la recette de ces droits, des contraintes qui sont rendues exécutoires, même par corps, par le juge de paix, signifiées par le maire et exécutées conformément au droit commun. Il en est de même contre tout fermier du droit de pesage, mesurage et jaugeage (1).

Parmi les revenus des communes, la taxe sur les chiens, les prestations (en nature ou en argent), les subventions extraordinaires pour chemins vicinaux, les taxes communales, notamment celle de pavage et les droits de grande et petite voirie (à Paris du moins), les rétributions scolaires pour salles d'asile, sont, quant au mode de poursuite, de recouvrement et de réclamations, assimilées aux contributions directes (2).

II. Ils sont dans certains cas de plein droit receveurs, c'est-à-dire chargés des recettes et des paiements pour les hospices et autres établissements publics de bienfaisance (3).

III. Ils recouvrent en général et dans la forme suivie à l'égard des contributions directes, les rétributions scolaires, pour le compte des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques, à moins que ceux-ci ne se soient fait autoriser à les percevoir eux-mêmes directement (4).

IV. Ils perçoivent sur les habitants de la commune, qui s'y trouvent obligés, les sommes dues par ceux-ci pour le traitement du chapelain ou vicaire et les autres frais du culte célébré sur la demande du conseil municipal ou des principaux habitants, ailleurs qu'à la paroisse ou succursale de la commune entière (5).

1823, art. 3, 4, 14 (quant aux centimes additionnels, aux contributions directes, *V. Percepteurs et receveurs des finances* ; quant aux amendes de police municipale, rurale et correctionnelle, etc., *V. Receveurs des domaines*, etc.) ; D. 30 frim. an XIII, art. 2, 7 ; 24 août 1812, art. 2, 1er ; 7 germ. an XI, art. 5 ; O. 17 avril et 23 mai 1839 (traitement ou remises).

(1) L. 27 frim. an VIII, art. 18 ; O. 9 déc. 1814, art. 67, 97 ; O. 23 juill. 1826 ; D. 15 nov. 1810 ; 26 sept. 1811 ; C. proc. civ., art. 780 à 805, etc. ; L. 17 avril 1832 ; 16 déc. 1848, etc.

(2) L. 2 mai 1855, art. 6 ; D. 4 août 1855 ; 9 janv. 1856 ; L. 28 juill. 1824, art. 5 ; 21 mai 1836, art. 2 à 6, 8, 9, 14, 21 ; 18 juill. 1837, art. 44 ; 25 juin 1841, art. 28 ; D. 27 oct. 1808, art. 6 ; 21 mars 1855, art. 34 ; L. 15 mars 1850, art. 41, et 14 juin 1859, arg.

(3) O. 31 oct. 1821, art. 24 ; 6 juin 1830, art. 2 ; 4 mai 1825 ; O. 17 sept. 1837, art. 12. — *V.* ci-après, sous-sect. XII.

(4) L. 15 mars 1850, art. 41 ; D. 31 déc. 1853-1854, art. 14 ; 7 oct. 1850, art. 18, 22 ; L. 14 juin 1859.

(5) D. 30 sept. 1807, art. 8 à 10, 11 ; av. cons. 7-14 déc. 1810.

Les receveurs des communes (percepteurs ou autres) gèrent sous la surveillance des préfets, des sous-préfets et des maires. Les receveurs *spéciaux* (autres que les percepteurs) gèrent sous la surveillance, mais non sous la responsabilité, des receveurs généraux et particuliers des finances. Le ministre des finances peut les faire vérifier, comme les autres, par les membres de l'inspection générale des finances (1).

SOUS-SECTION XI.—*Des receveurs d'octrois autres que ceux des contributions indirectes.*

Il peut y avoir des receveurs particuliers des octrois pour lesquels les receveurs municipaux sont seuls comptables (2).

Dans tous les cas, la perception des octrois se fait sous la surveillance du maire, du sous-préfet et du préfet (3).

SOUS-SECTION XII.—*Des receveurs des hospices et autres établissements de bienfaisance civils.*

Les revenus des hospices et hôpitaux civils situés dans une même commune ou qui lui sont particulièrement affectés (4), sont perçus par un seul et même receveur; mais il en est tenu des états distincts (5). Lorsque les recettes des hospices réunies à celles des bureaux de bienfaisance n'excèdent pas 30,000 fr., elles sont confiées de plein droit au même receveur, et ce receveur est le receveur municipal, percepteur ou autre (6). Les monts-de-piété eux-mêmes sont, quant aux règles de comptabilité, assimilés aux établissements de bienfaisance (7).

Il peut n'y avoir qu'un seul receveur pour la commune, les hospices et les bureaux de bienfaisance (et ce receveur peut être même le percepteur), lors même que les recettes réunies ou séparées de ces établissements de bienfaisance s'élèvent au-dessus de cette somme;

---

(1) D. 27 fév. 1811, art. 11; L. 18 juill. 1837, art. 67; O. 17 sept. 1837, art. 4, 2.—*V.* ci-dessus, sous-sect. III, *Percepteurs*.

(2) *V.* sous-sect. précéd. et sous-sect. VIII; D. 17 mai 1809, art. 152; O. 9 déc. 1814, art. 62; L. 28 avril 1816, art. 159.

(3) L. 28 avril 1816, art. 142.

(4) Par conséquent, autres que centraux ou départementaux (*V.* ci-dessus, p. 420).

(5) Arr. 23 brum. an V.

(6) O. 31 oct. 1821, art. 24; 6 juin 1830, art. 2; 4 mai 1825; 17 sept. 1837, art. 12.—*V.* ci-dessus, sous-sect. III, n° III, et sous-sect. X.

(7) L. 24 juin 1851, art. 2.

mais cette mesure ne peut avoir lieu que du consentement des administrations respectives (1).

D'autre côté, soit les hospices réunis, soit les bureaux de bienfaisance, soit les monts-de-piété peuvent avoir leur receveur spécial lorsque les revenus des uns ou des autres s'élèvent à plus de 30,000 fr. Ce receveur est alors nommé, soit par le ministre avec l'avis du préfet, soit par le préfet lui-même sur la proposition de la commission administrative (ou conseil d'administration) de l'établissement (2).

Les receveurs des hospices et établissements de bienfaisance sont à la fois receveurs (3) et payeurs (4). Le recouvrement des droits sur les spectacles, etc., et à Paris celui des mois de nourrices ont lieu dans la même forme que pour les contributions directes (5).

Les receveurs *spéciaux* des hospices et établissements de bienfaisance ou des communes et de ces établissements, (autres que les percepteurs) gèrent sous la surveillance mais non (sauf certains cas) sous la responsabilité des receveurs généraux et particuliers des finances (6).

Les règles de la comptabilité des communes sont applicables aux établissements de bienfaisance, et leurs receveurs (percepteurs ou autres) sont soumis aux dispositions des lois relatives aux comptables des deniers publics et à leur responsabilité directe (7).

Les hospices départementaux (établissements consacrés aux aliénés, dépôts de mendicité) ont aussi leurs receveurs.

Les lois et règlements relatifs à l'administration générale des hospices et établissements de bienfaisance, notamment en ce qui concerne l'ordre de leurs services financiers, la surveillance de la gestion du receveur, les formes de la comptabilité sont applicables en général aux établissements publics d'aliénés et aux dépôts de mendi-

---

(1) O. 31 oct. 1821, art. 24; L. 7 août 1851, art. 14; 24 juin 1851, art. 8, etc. arg. —*V.* sous-sect. précédentes.

(2) O, 31 oct. 1821, art. 24, 22; L. 7 frim. an v, art. 5; 6 juin 1830, art. 2; 14 mai 1825; L. 18 juill. 1837, art. 35; L. 7 août 1851, art. 14; D. 25 mars 1852, art. 5, 9°; 9 janv. 1861.

(3) Arr. 19 vend. an XII; O. 29 nov. 1831, art. 3; 28 juin 1833, art. 2, 3 (*V.* ci-dessus, *Percepteurs*, n° IV); L. 7 août 1851, art. 13; O. 31 mai 1840.

(4) D. 7 flor. an XIII, art. 1^er^, 7, 8; O. 31 oct. 1821, art. 20; 17 avril et 23 mai 1839 (traitement ou remises).

(5) D. 8 fruct. an XIII, art. 2; arr. 10 therm. an XI, art. 3; D. 21 août 1806, art. 3; ex.: arr. cons. 12 fév. 1817; L. 25 mars 1806, art. 2; D. 30 juin 1806, art. 5.

(6) L. 18 juill. 1837, art. 67; O. 17 sept. 1837, art. 1^er^ à 3, 5 à 7; 31 mai 1840, etc.—*V.* ci-dessus, sous-sect. III, p. 510.

(7) Arr. 19 vend. an XII, art. 5; O. 22 janv. 1831; L. 7 août 1851, art. 12, 14; 18 juill. 1837, art. 66, dern. al.; 24 juin 1851, art. 1^er^. — *V.* ci-dessus.

cité. Les receveurs des établissements d'aliénés reçoivent dans leurs caisses les sommes provenant de la vente ou de l'administration des biens des personnes placées dans ces établissements et font les paiements résultant de cette administration. Leur cautionnement est même affecté, par privilége sur toute autre créance, à la garantie de ces deniers (1).

Sous-section XIII.—*Des agents comptables des autres établissements ou services publics.*

Les agents comptables des autres personnes ou services publics sont : les greffiers des maisons centrales de détention, etc.; les sous-directeurs des haras, les secrétaires des académies, secrétaires-caissiers des facultés et des écoles supérieures de pharmacie, les économes des lycées, ceux des écoles normales primaires, etc., les trésoriers ou économes des chapitres, séminaires, fabriques, consistoires (2), établissements sanitaires, chambres et bourses de commerce, syndicats ou commissions syndicales pour travaux d'intérêt public, etc.

Il y a dans chaque colonie, tant pour la perception des produits et le paiement des dépenses pour compte de l'État (à l'exception des dépenses du service de la marine et du rapatriement des marins de l'Etat) (3), que pour la perception et le recouvrement des produits et le paiement des dépenses pour le compte de la colonie, un trésorier-payeur, faisant office de receveur général et de payeur, et dans les principales colonies seulement des trésoriers particuliers faisant office de receveurs particuliers (en ce qui concerne tant l'Etat et les établissements centraux distincts que les départements, etc.), puis des percepteurs là où existent des contributions directes, des receveurs de l'enregistrement et des domaines, des postes et des douanes, enfin des receveurs des communes et des établissements de

---

(1) O. 18 déc. 1839–1840, art. 16 ; D. 14 juill. 1856 ; L. 30 juin 1838, art. 31 ; règl. 27 oct. 1808 ; circ. int. 9 juill. 1856.

(2) O. 2 avril 1817, art. 15 ; D. 19 déc. 1860, art. 3, 15 ; O. 31 oct. 1849 ; D. 13 fév. 1851 ; L. 28 juin 1861, art. 16 ; O. 26 mars 1829, art. 12 ; 31 mai 1838, art. 659 à 694 ; D. 9 nov. 1853, art. 7 ; D. 22 déc. 1857–1859 ; O. 7 juill. 1844 ; 15 déc. 1842 ; D. 26 déc. 1855–1856 ; O. 29 janv. 1839, art. 12, etc.; D. 6 nov. 1813, art. 51, 52 à 61, 62, 71, 64 à 70, 72 à 80 ; O. 2 nov. 1835, art. 2 ; D. 30 déc. 1809, art. 19, 25, 35 à 37, 41, 50 à 59, 63, 78, 76, 82 à 90, 105 ; 6 nov. 1813, art. 17 à 28 ; L. 23 juill. 1820, art. 11 ; O. 16 juin 1832 et D. 3 sept. 1851, art. 13, 14 ; L. 14 flor. an XI ; 16 sept. 1807, art. 26, 36, 34 ; 27 avril et 28 mai 1838, art. 5, etc. — *V.* ci-dessus, *Percepteurs*.

(3) *V.* ci-dessus, p. 163.

bienfaisance, qui sont, de plein droit, les percepteurs, etc. (1).

Il y a de même en Algérie trois (au lieu d'un) trésoriers-payeurs chargés chacun dans sa province de la centralisation des recettes et du paiement des dépenses tant pour l'Etat et les établissements centraux distincts que pour la province (2), des receveurs des domaines et de l'enregistrement, des receveurs des douanes, des receveurs des contributions *diverses* et des préposés sous les ordres et la surveillance immédiate de ces comptables, des receveurs pour les communes, les fabriques, etc. (3).

Section III.—*Des comptables en matières* (4).

La comptabilité des matières et du matériel appartenant à l'État, aux départements, aux communes, aux établissements publics comprend deux branches principales : 1° les valeurs mobilières permanentes (les meubles proprement dits, mais y compris les livres, les médailles, les instruments des sciences et des arts, etc.). Le *Bulletin des lois*, les titres, plans, etc., relatifs au service dont les fonctionnaires sont chargés doivent être aussi compris dans cette première catégorie (5); 2° les matières, denrées ou objets destinés à la consommation ou à la transformation (choses fongibles).

Des premières, il est fait des inventaires ou récolements chaque année ou à chaque mutation de fonctionnaire responsable. Les inventaires ou procès-verbaux de récolement sont arrêtés par l'agent ou le fonctionnaire responsable, certifiés par les supérieurs hiérarchiques, récapitulés dans chaque ministère ou administration et transmis à la Cour des comptes. La récapitulation présente l'évaluation en numéraire des objets qui composent cette partie du matériel et le total en est ajouté à chaque compte général présenté par

---

(1) Sén.-cons. 3 mai 1854, art. 14 à 16; D. 26 sept. 1855, art. 1er, 2, 24 à 26, 28 à 43, 46 à 50, 75, 119, 121, 130 à 137, 143 à 146, 181, 166 à 168, 175 à 180, 185, 196 à 199, 204, 210 à 212, 217, 218, 215, 221, etc.

(2) O. 16 déc. 1843 ; 2 janv. 1846, art. 78, 85, 86, 93, 108 ; D. 27 oct. 1858, art. 55, 41 à 52 ; D. 10 déc. 1860, art. 15 ; 14 oct. 1851. — *V.* ci-dessus, p. 18, note 3.

(3) O. 21 août 1839, art. 82 ; O. 2 janv. 1846, art. 81 à 84, 87 à 93; D. 17 janv. 1850 ; 10 déc. 1860, art. 6 ; O. 15 avril 1845, art. 11, 12 ; 3e arr. 16 août 1848 ; 2e arr. 30 nov. 1848, art. 6 ; 20 janv. 1858 ; 27 oct. 1858, art. 54 ; 10 déc. 1860, art. 15 ; 1er et 2e arr. 16 août 1858, etc.

(4) *V.* ci-dessus, p. 168, n° XV, 178, 465.

(5) C. civ., art. 533 ; L. 8 pluv. an III, art. 14; arr. 10 frim. an IV, art. 1er ; ex.: D. 7 fruct. an XII, art. 77 ; D. 18 nov. 1810, art. 90; O. 1er août 1827, art. 17 ; L. 6–22 août 1791, tit. XIII, art. 24 ; D. 1er germ. an XIII, art. 27 ; O. 9 déc. 1814, art. 64 ; arr. 13 niv. an X ; O. 17 déc. 1828, art. 65, etc. —*V.* notes suiv.

le ministre aux chambres et soumis au contrôle de la Cour des comptes. Les détenteurs, à quelque titre que ce soit, des valeurs mobilières permanentes sont tenus de les représenter en bon état, sauf les détériorations résultant de l'usure et du dépérissement naturel; ils doivent passer écritures de toutes les augmentations et diminutions, lesquelles doivent être appuyées de certificats de prise en charge ou de bordereaux ou procès-verbaux de sortie. Ils sont responsables, même par corps, des pertes dont ils ne justifieraient pas, ainsi que des accidents reconnus provenir de leur fait ou de leur négligence (1). Les expéditions des inventaires et procès-verbaux des meubles, etc., fournis à des fonctionnaires, soit par l'État, soit par les départements sont déposées aux archives du ministère des finances, du Corps législatif et de la Cour des comptes; et les ministres doivent transmettre à leur collègue, pour être déposé aux archives de l'État, l'inventaire des documents d'intérêt public que renferment les dépôts placés dans leurs attributions respectives et qui appartiennent à l'Etat, aux départements ou aux communes; ils lui font connaître tous les cinq ans les modifications que cet inventaire a pu subir (2).

Quant aux matières, denrées ou objets destinés à la consommation ou à la transformation, il y a dans chaque magasin, chantier, usine, arsenal ou autre établissement appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes, etc., et gérés pour leur compte, ou formant personne à part, un agent ou préposé responsable et *comptable* des objets qui y sont déposés (3).

Ces comptables sont assujettis à fournir un cautionnement, soit en numéraire versé au Trésor public, soit en rentes sur l'Etat, soit en immeubles situés en France (4).

---

(1) L. 26 juill. 1829, art. 8, et règlements divers faits en exécution de l'art. 15 de l'ordonnance générale du 26 août 1844, rendue elle-même en vertu de la délégation contenue en l'art. 14 de la loi du 6 juin 1843, notamment : O. 26 déc. 1853, art. 1er, 69 à 74 (min. int.) ; 29 avril 1854 (min. agric. et commerce) ; 25 janv. 1845, art. 1er, 98 à 110 (G.) ; 30 nov. 1857–1858, art. 1er, 81 à 89 ; L. 8 mars 1850, art. 14 (mar.) ; D. 24 mars 1809, art. 35 à 41 ; 15 août 1849–1850 (imprimerie de l'Etat) ; 20 juill. 1853 (départements, communes) ; D. 9 mars 1851 (mont-de-piété, Paris); L. 17 avril 1832, art. 8, 1°, 3°, 9 ; C. pén., art. 169 à 173.— *V.* note précédente.

(2) L. 26 juill. 1829, art. 8 ; 8 déc. 1848, art. 14 ; D. 22 déc. 1855, art. 5.

(3) O. 26 août 1844, art. 2.

(4) L. 8 août 1847, art. 14 ; ex.: D. 15 oct. 1849, art. 7 ; 17 déc. 1849 ; 31 oct. 1850 ; D. 24 mars 1809, art. 42 ; 15 août 1849-1850 ; L. 18-27 mai 1791, art. 6, 10, 15 ; arr. 7 fruct. an x ; D. 8 mars 1854 ; L. 28 avril 1816, art. 85 ; O. 26 fév. 1839, art. 18 ; 15 juill. 1818, art. 20 ; 29 nov. 1831, art. 2 ; except. D. 9 mars 1851.

Ils ne doivent, sous leur responsabilité, recevoir pour le compte de l'Etat, *etc.*, que des matières, denrées et objets réunissant toutes les conditions de bonne qualité et d'admissibilité. Toute entrée donne lieu à une prise en charge et doit être inscrite sur un registre à souche.

Aucune perte ou avarie n'est admise à la décharge du comptable qu'autant qu'elle provient de force majeure, et il est tenu de prouver et de faire constater immédiatement que le fait ne peut être imputé à négligence, défaut de soin ou de prévoyance tant de sa part que de celle de ses préposés ou gens à gages. Aucune perte ou avarie motivée sur le défaut d'entretien des bâtiments n'est allouée que sur la preuve de ses réclamations faites en temps utile près de l'autorité compétente à l'effet d'obtenir les réparations nécessaires.

Les manutentions et transformations, ainsi que les déchets ou excédants, ou l'impossibilité de remplir les formalités ci-dessus prescrites, sont justifiés par des certificats administratifs. Toutefois, une décision ministérielle est nécessaire dans tous ces cas pour opérer complétement la décharge de responsabilité du comptable (1).

Les sorties de matières, denrées ou objets ne se font que sur ordre et bulletin de livraison avec récépissé du destinataire, le tout énonçant les motifs et quantités.

Dans le cas de mutation de comptable (autrement que par décès) la remise ou la reprise du service sont constatées par un procès-verbal d'inventaire dressé et signé par les deux agents entrant et sortant, et visé par le directeur. Le comptable sortant a le droit de se faire représenter par un mandataire, le comptable entrant n'a pas cette faculté. Celui-ci n'est tenu de reprendre que des denrées et matières réunissant les qualités ou conditions requises par les règlements. En cas de décès comme de disparition du comptable, le directeur nomme sous sa responsabilité un intérimaire et, s'il y a présomption de déficit, fait procéder, en présence d'un agent du domaine, à l'inventaire.

Au 31 décembre de chaque année il est procédé au recensement des matières, denrées et objets existant dans les magasins ou bien en cours de transport constaté par les expéditions, etc.

La comptabilité des matières, denrées et objets de consommation ou de transformation s'établit par des écritures journalières, des résumés périodiques formés d'après les livres, et par des comptes annuels dressés par les comptables. Le libellé des articles inscrits doit être clair et précis, sans surcharge ni interligne ; les grattages sont

---

(1) *V.* ci-après, *Décharge de responsabilité.*

formellement interdits; les ratures, autorisées seulement dans le cas d'erreur matérielle, doivent être faites de manière à ce que les mots rayés restent parfaitement lisibles. Toutes les écritures sont arrêtées au 31 décembre de chaque année ou à la fin de chaque gestion; à chaque mutation de comptable, il est établi de nouveaux livres, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné. Les écritures une fois closes, il ne peut y être fait aucune modification.

La gestion des comptables en matières, denrées ou objets de consommation et de transformation est soumise à trois contrôles successifs : 1° le contrôle local exercé d'une manière permanente et sur place par les directeurs ou les inspecteurs délégués à cet effet par le ministre des finances sur la demande du ministre compétent, etc. L'autorité exercée sur les comptables par les fonctionnaires chargés de la direction et du contrôle local, dans la limite déterminée par les règlements, n'atténue en rien la responsabilité du comptable en tout ce qui concerne les quantités, la conservation et la distribution des matières; 2° le contrôle central qui s'opère au ministère auquel ressortit l'agent. Il a pour base les pièces justificatives et les états périodiques produits. Le ministre peut en outre se faire adresser copie ou extrait des livres toutes les fois qu'il le juge convenable. Le ministre, après avoir fait vérifier aussi les comptes individuels des comptables, les transmet à la Cour des comptes avec les pièces justificatives et des résumés généraux en valeurs, par branche de service ; 3° le contrôle extérieur exercé par la Cour des comptes. Cette Cour statue sur lesdits comptes par voie de déclarations. Il en est donné communication au comptable. Le ministre sur le vu de cette déclaration arrête définitivement le compte et statue sur les demandes en décharge de responsabilité, le tout sauf recours au conseil d'Etat compétent sur *certaines* questions.

Les comptes généraux des matières sont dressés par les ministres. Ces comptes sont imprimés et soumis aux chambres, après avoir été examinés par la commission instituée annuellement et avoir été l'objet des déclarations de conformité à prononcer par la Cour (1).

La situation annuelle des approvisionnements de la marine, ainsi contrôlée par la Cour, est arrêtée par la loi de règlement définitif du budget (2).

---

(1) O. 26 août 1844; ordonnances ou décrets cités p. précédentes, notes; L. 24 avril 1833, art. 10; O. 31 mai 1838, art. 359 à 367, 164, 394 à 396. —*V.* ci-dessus, p. 174, 175, 176 à 178; D. 30 nov. 1858.

(2) L. 8 mars 1850, art. 14.

SOUS-CHAPITRE IV.

DES AUTORITÉS MILITAIRES ET MARITIMES ET DE LA FORCE ARMÉE.

Il faut distinguer entre les autorités locales, militaires et maritimes, en résidence fixe, et la force armée agissante ou militante.

Les autorités locales (1), militaires et maritimes, ainsi que les troupes de terre et de mer, sont indépendantes des autorités civiles et ecclésiastiques (2) et réciproquement (3).

Dans tous les objets qui ne concernent que le service purement militaire, tels que la défense *d'une* place, la garde et la conservation de tous les établissements et effets militaires, comme hôpitaux militaires, arsenaux, casernes, magasins, prisons militaires, armes, vivres, effets d'artillerie ou de fortifications et autres bâtiments, effets ou fournitures à l'usage des troupes, la police des quartiers, la tenue, la discipline et l'instruction des troupes, l'autorité militaire est absolument indépendante du pouvoir civil (4).

Dans aucun cas les autorités *civiles*, (c'est-à-dire non militaires ni maritimes) ne peuvent s'immiscer ni directement, ni indirectement, en rien de ce qui intéresse l'exécution des ordres donnés par le chef du pouvoir exécutif ou ses ministres touchant l'administration, la discipline, la disposition et le mouvement de l'armée de terre, de l'armée navale et de toutes leurs dépendances, ni rien entreprendre sur les dispositions ou opérations militaires, ni s'immiscer dans les opérations maritimes qui s'exécutent dans les ports. Il leur est

---

(1) L'autorité centrale, celle du chef du pouvoir exécutif, est à la fois civile, militaire, etc. (*V.* ci-dessus, p. 95 à 110, nos 3 à 10). Pendant longtemps les ministres étaient solidaires des mesures prises dans l'ordre civil et militaire; mais aujourd'hui, chaque ministre n'est plus responsable qu'en ce qui le concerne (V. toutefois, *Conseil des ministres*, ci-dessus, p. 121, 196 et p. 8, 348, 1er, 4e et 5e al.; etc.

(2) L. 8-10 juill. 1791, tit. 3, art. 14, 15; 21-23 oct. 1790.—V. néanmoins ci-après, *Garde nationale.* — V. ci-dessus, p. 360, n° XIV; 369, nos VIII et IX; 399, nos XIII à XVI, et note précéd.—*V.* enfin ci-après.

(3) *V.* ci-après.

(4) L. 8-10 juill. 1791, tit. 3, art. 14. — Il ne peut être préjugé de cet article ni de tous autres que, dans aucun cas, les terrains, bâtiments et établissements militaires puissent devenir des lieux d'exception ou d'asile et soustraire le crime, la licence, les délits ou les abus à la poursuite des tribunaux compétents; l'action des lois devant être également libre et puissante dans tous les lieux, sur tous les individus, et nul ne pouvant, sans forfaiture, pour aucun cas civil ou criminel, se prévaloir de son emploi et de ses fonctions dans la société pour suspendre ou détruire l'effet des institutions qui la gouvernent (*ibid.*, art. 15; D. 24 déc. 1811, art. 69). — *V.* ci-dessus, p. 74 (*Unité de la France*, etc.).

défendu de donner, sous aucun prétexte, des ordres pour arrêter, suspendre, accélérer le départ des vaisseaux de l'État ou pour en changer la destination. Il leur est pareillement interdit de porter obstacle aux dispositions des chefs d'administration civils et militaires commis dans les ports par le ministre de la marine (1), sans néanmoins que ces prohibitions puissent préjudicier au droit qu'ont les autorités civiles, départementales et municipales, ainsi que tous les citoyens, de dénoncer les abus et malversations qui peuvent venir à leur connaissance (2).

Nulle troupe ne peut être changée de la garnison qui lui a été affectée par l'autorité *centrale*, que par un ordre contraire de la même autorité, ou, dans les cas urgents, par ceux des agents de l'autorité militaire auxquels le chef de l'État en a délégué la faculté. Toute troupe en marche ou prête à marcher en conséquence d'un ordre d'en haut ne peut, soit en totalité, soit en partie, être détournée de sa destination que par un ordre de même nature (3).

Les *autorités civiles* sont incompétentes pour mander devant elles et faire arrêter les chefs et officiers des troupes réglées, pour des faits relatifs à leurs fonctions et à la conduite des corps qui sont à leurs ordres (4).

Dans aucun cas les corps (ou les fonctionnaires) administratifs (ni les habitants) ne peuvent requérir un commandant de place de la rendre. D'un autre côté, au contraire, lorsqu'une ville assiégée a brèche accessible et praticable au corps de la place, et qu'elle a soutenu au moins un assaut (cas auquel il est permis au commandant de place de la rendre, même lorsqu'il y a un retranchement intérieur derrière la brèche), ou lorsque la place manque de munitions ou de vivres, le commandant de la place ne peut la rendre ni capituler que du consentement du conseil municipal et des corps administratifs réunis, s'il y en a dans la place (5).

Il est défendu à ces autorités, quand même elles en seraient re-

---

(1) L. 15–27 mars 1791, art. 10 ; const. 1791, tit. 3, chap. IV, sect. II, art. 3 ; L. 26 janv. 1793 ; 18–21 sept. 1790 ; 20 juill. 1793, art. 1er ; arr. 24 fruct. an IV, art. 10.

(2) *V.* ci-après, autres exceptions.

(3) L. 8–10 juill. 1791, tit. 3, art. 19, 55.

(4) L. 29 mai–1er juin 1790. — Les préfets et sous-préfets peuvent seulement appeler auprès d'eux, par écrit, l'officier commandant la gendarmerie de leur circonscription ou résidence pour des objets de service. — Dans les cas extraordinaires, les officiers de gendarmerie peuvent, d'ailleurs, se rendre en tenue militaire chez les autorités civiles aussi fréquemment que la gravité des circonstances peut l'exiger, sans attendre des invitations de leur part ; O. 29 oct. 1820, art. 63; D. 1er mars 1854, art. 102, 103, 149, préfet en tournée.

(5) L. 25–26 juill. 1792.—*V.* D. 24 déc. 1811, art. 105, 110 à 119.

quises, d'intervenir sous aucun prétexte dans les affaires qui n'intéressent que la police intérieure des corps de troupes de terre ou des corps de la marine, la discipline militaire, l'ordre du service et le service des arsenaux ; et aux officiers, sous-officiers et soldats de l'armée de terre, aux officiers, officiers-mariniers, canonniers et matelots, etc., d'appeler l'intervention, soit des municipalités, soit des autres autorités administratives civiles dans ce genre d'affaires (1).

Il est défendu à tout *amiral*, vice-amiral, commandant de vaisseau ou de tout autre bâtiment de l'État, de déférer à aucun ordre, arrêté ou réquisition, qui leur serait fait ou donné par les autorités civiles et dont l'objet serait de changer ou modifier les ordres qui leur auraient été adressés par le pouvoir exécutif *central* (2).

Il est pareillement défendu à tous officiers militaires ou d'administration et ingénieurs-constructeurs de la marine, à tous préposés dans les quartiers de l'inscription maritime et syndics des marins d'avoir aucun égard aux réquisitions, certificats et arrêtés des corps administratifs (fonctionnaires) civils et municipaux et autorités constituées (civiles), qui auraient pour objet l'exemption du service de la marine ou le renvoi dans leur quartier, des marins et ouvriers employés au service de l'État (3).

Aucun fonctionnaire administratif *civil* ne peut disposer des munitions de guerre, subsistances et d'aucune espèce d'effets, armes ou fournitures confiés au département de la guerre, *etc.*, ni changer leur destination ni empêcher leur transport légalement ordonné, si ce n'est en vertu d'une autorisation expresse du chef du pouvoir exécutif ou de ses ministres ; ni disposer des bâtiments militaires et effets qu'ils renferment ou qui en sont dépendants, ni s'immiscer dans leur manutention (4), ni ordonner aucune dépense sur les fonds du département de la guerre (5).

---

(1) L. 6–7–8 août 1790, art. 8 ; 10–11–15 août 1790, art. 10 ; instr. 12-20 août 1790, chap. Ier, § 9.— Les administrations de département et de district doivent veiller à ce que les municipalités ne contreviennent point à cette défense, et, si elles se permettaient de la violer, ils doivent sur-le-champ réprimer ces sortes d'entreprises en annulant tout ce qui aurait été fait d'irrégulier et d'incompétent (*Ibid.*).

(2) *V.* ci-dessus, p. 524.

(3) L. 20 juill. 1793, art. 2 ; arr. 24 fruct. an IV, art. 11. — *V.* toutefois ci–dessus, p. 400, n° XVI.

(4) L. 8-10 juill. 1791, tit. 3, art. 56, 14 ; tit. 4, art. 5 ; arr. 24 brum. an II ; 24 fruct. an X, art. 10.—*V.* ci–dessus.

(5) L. 8–10 juill. 1791, tit. 3, art. 57. — *V.* ci–dessus, p. 369, n° IX, et ci-après, exception.

Les autorités civiles n'ont d'action sur les troupes de ligne, sur les troupes et gens de mer, sur la gendarmerie, et même en général, sur la garde nationale, que par les réquisitions qu'elles peuvent faire à leurs chefs ou commandants, aux cas et suivant les formes prescrites ou déterminées par les lois (1).

Lorsqu'une fois les autorités civiles ont adressé leurs réquisitions, conformément aux lois, elles ne peuvent s'immiscer en aucune manière dans les opérations militaires qui sont ordonnées par les chefs pour l'exécution desdites réquisitions; ceux-ci étant chargés, sous leur responsabilité, d'ordonner le mouvement des troupes, etc.

Ainsi, lorsque dans un lieu de garnison il s'agit soit de dispositions passagères, soit de mesures ou précautions permanentes telles que patrouilles régulières, détachements pour le maintien de l'ordre ou de l'exécution des lois, police des foires, marchés ou autres lieux publics, etc., les officiers civils remettent au commandant militaire leur réquisition signée d'eux, dont les divers objets sont clairement expliqués et détaillés et dans laquelle ils désignent l'étendue de surveillance qu'ils croient nécessaire; mais après cela, l'exécution de ces dispositions et toutes mesures capables de la procurer telles que consigne, placement de sentinelles, bivouac, conduite et direction des patrouilles, emplacement des gardes et des détachements, choix des troupes et des armes et tous autres modes d'exécution, sont laissés à la discrétion du commandant militaire, après, toutefois, qu'il s'est, autant que faire se peut, concerté avec eux (2).

D'un autre côté, même dans les places de guerre et postes mili-

---

(1) L. 6-8 août 1790, art. 8; 10-11-15 août 1790, art. 10; instr. 12-20 août 1790, chap. 1er, § 9 et § 8, art. 4; 21-23 oct. 1790; const. 1791, tit. 4, art. 10; L. 18 germ. an VI, art. 133, 134, 140, 144, 145; O. 29 oct. 1820, art. 52, 73, 74, 84, 188, 309; D. 1er mars 1854, art. 91, 113, 117, 129, 149, 459 à 466, 303; L. 13 fruct. an V, art. 3; O. 17, juill. 1816, art. 5, 6; L. 22 mars 1831, art. 7, 128; 13 juin 1851, art. 5, 108, 112; D. 11 janv. 1852, art. 6, 23; C. pén., art. 188 à 191.— *V.* L. 10 août 1789; 14-22 déc. 1789, art. 52; 2-3 juin 1790, art. 12; 24-27 juin 1790; 27 juill.-3 août 1791, art. 12, 16, 32, 36; 15-29 sept. 1791, tit. 8, art. 1er, tit. 14, art. 9; C. instr. crim., art. 16, dern. al; L. 29 sept-14 oct. 1791, art. dern. et sect. III, art. 9; 6-12 août 1791, tit. 13, art. 14; 15 août 1793; 12 pluv. an III, art. 11 (Douanes); 2e D. 22 mars 1813, art. 16 (Inspecteurs des carrières); L. 9-13 août 1791, art. 16 (Officiers de port); arr. 7 fruct. an VI, art. 13 (Poste aux lettres); etc.—*V.* ci-après, *Force armée*, *Police*.

(2) L. 8-10 juill. 1791, tit. 3, art. 9, 13, 16, 17; L. 27 juill.-3 oct. 1791, art. 23; D. 24 déc. 1811, art. 66, dern. al.; 18 germ. an VI, art. 138, 157; O. 29 oct. 1820, art. 57; D. 1er mars 1854, art. 115; L. 22 mars 1831, art. 6, 28 (Except.); 13 juin 1851, art. 4. 108 (Except.); D. 11 janv. 1852, art. 5, 23.—*V.* ci-après, *Rapports demandés*.

taires, durant l'état de paix, la police intérieure et tous les autres actes du pouvoir civil ne peuvent émaner que des fonctionnaires civils et l'autorité militaire ne peut s'étendre que sur les troupes et sur les autres objets dépendant de leur service. Même lorsque ces places et postes sont en état de guerre, les fonctionnaires civils ne cessent pas d'être chargés de l'ordre et de la police intérieure; mais ils peuvent être requis par le commandant militaire de se prêter aux mesures d'ordre et de police qui intéressent la sûreté de la place; cependant certains services passent alors sous l'autorité du commandant d'armes (1).

Dans les cas urgents ou pour des objets importants, notamment pour le rétablissement de la tranquillité publique, les officiers, sous-officiers et brigadiers de gendarmerie peuvent mettre en réquisition les gardes forestiers et les gardes champêtres, et même, dans le cas de soulèvement armé, les agents subalternes de toutes les administrations publiques et des chemins de fer (assimilés par les cahiers de charges aux gardes champêtres). Les cantonniers des routes doivent toujours obtempérer à leurs demandes et à leurs réquisitions (2).

Les commandants militaires et les officiers de gendarmerie, dans le cas où une force supplétive leur est nécessaire, sont autorisés à requérir la garde nationale ou municipale soldée ; mais ils doivent, à cet effet, s'adresser à l'administration civile qui requiert le commandant de cette garde (3).

Lorsque des travaux militaires indispensables exigent la plus grande célérité, après que les troupes en garnison ont fourni toutes les ressources qu'on peut en attendre, les autorités administratives, d'après la réquisition des agents militaires, sont tenues d'employer tous les moyens légalement praticables pour procurer le supplément d'ouvriers (4). Les membres de l'*administration* militaire peuvent aussi, dans certains cas, requérir l'autorité civile (5).

---

(1) L. 8–10 juill. 1791, tit. 1er, art. 6, 7 ; D. 24 déc. 1811, art. 82, 2e al. 91, 92, 94, 95.—*V.* ci-après, *État de siége, etc.*

(2) L. 18 germ. an VI, art. 159 ; D. 11 juin 1806, art. 3 ; O. 29 oct. 1820, art. 309, 312 ; D. 1er mars 1854, art. 626, 633, 634, 623.

(3) L. 8–10 juill. 1791, tit. 3, art. 38 ; D. 24 déc. 1811, art. 66, 78 ; L. 13 fruct. an V, art. 3 ; 22 mars 1831, art. 7, 127, 128 ; 13 juin 1831, art. 5, 108 ; D. 11 janv. 1852, art. 6, 23 ; L. 18 germ. an VI, art. 157 ; O. 29 oct. 1820, art. 3, 92 ; D. 1er mars 1854, art. 139, 467, 473.—*V.* ci-après, sect. 3.

(4) L. 8-10 juill. 1791, tit. 6, art. 24.

(5) ; L. 20 sept.-14 oct. 1791, tit. 2, art. 5 ; 28 niv. an V, tit. 1er, sect. 1re, art. 11 ; C. pén., art. 475, 126, 478,483.

Les fonctionnaires administratifs, notamment les officiers municipaux et autres autorités civiles constituées, sont aussi tenus, sous leur responsabilité, de prêter aux officiers d'administration de la marine préposés à l'inscription maritime, les secours prescrits par les lois relativement aux levées de gens de mer et ouvriers requis pour le service des vaisseaux ou pour celui des ports et arsenaux de l'État, et pour contraindre lesdits gens de mer et ouvriers, déserteurs, fuyards ou désobéissants, à se présenter, et les faire rejoindre (1).

Les commandants dans les départements *maritimes* (préfets maritimes, etc.), avaient été autorisés, en 1792, à requérir (par l'intermédiaire de l'autorité civile) le nombre de gardes nationales qu'ils jugeraient nécessaire pour la garde des forts, lignes, châteaux et places des côtes et frontières maritimes qui sont jugés devoir être mis en état de défense (2).

Les fonctions civiles et militaires ou maritimes sont en général incompatibles *entre elles*. Ainsi, nul citoyen ne peut exercer à la fois ni dans la même ville, *ni ailleurs*, les fonctions *municipales* et les fonctions militaires ; les militaires et employés des armées de terre et de mer en activité ne peuvent être non-seulement maires et adjoints, mais même membres des conseils municipaux (3).

Cependant les généraux ou supérieurs attachés à un commandement territorial, les préfets maritimes, majors généraux de la marine, etc., sont membres de droit des commissions ou conseils sanitaires (4).

D'un autre côté, les sous-intendants militaires sont, en cas d'absence, suppléés, dans les chefs-lieux de département qui ne sont pas places de guerre, par le secrétaire général de la préfecture ou un conseiller de préfecture, comme nous avons vu qu'ils le sont aussi ailleurs par les sous-préfets ou maires (5).

---

(1) L. 31 déc. 1790-7 janv. 1791, art. 19 ; L. 21 sept. 1793, art. 2 ; arr. 3 flor. an III (inédit) ; L. 3 brum. an IV, art. 23 ; arr. 24 fruct. an IV, art. 1er à 3.

(2) L. 9-14 sept. 1792 ; mais aujourd'hui il faut une loi ou tout au moins un décret ou une ordonnance pour qu'on puisse tirer de la garde nationale des corps détachés ou mobilisés (*V.* D. 11 janv. 1852, art. 23 ; L. 13 juin 1852, art. 117 ; 22 mars 1831, art. 138, 139).

(3) L. 30 déc. 1789–janv. 1790, art. 1er ; 5 mai 1855, art. 5, 10. Sous la loi de 1831, ils n'étaient pas exclus des conseils municipaux (L. 21 mars 1831, art. 6, 3°, 18, 21). Ils peuvent être membres des conseils généraux et d'arrondissement (L. 22 juin 1838, art. 5).

(4) O. 7 août 1822, art. 58 ; D. 24 déc. 1850-1851, art. 23, 26 ; D. 4 juin 1853, art. 3, 13.

(5) *V.* ci-dessus, p. 369, n° IX, 400, n° XV.

Les autorités civiles, militaires et maritimes, indépendantes les unes des autres, sont néanmoins tenues de se concerter (1). Elles sont tenues de se donner respectivement certains renseignements (2). L'autorité civile qui a requis la gendarmerie peut exiger un rapport de ce qui a été fait en conséquence de sa réquisition (3).

Dans l'état de siége (4), toute l'autorité dont les officiers civils sont revêtus pour le maintien de l'ordre et de la police intérieure passe au commandant militaire, qui l'exerce exclusivement, sous sa responsabilité personnelle, sauf la partie qu'il jugerait à propos de déléguer à l'autorité civile (5).

Les tribunaux ordinaires ou maritimes sont, pour tous les délits ou infractions dont le commandant ne juge pas à propos de leur laisser la connaissance, remplacés par les tribunaux militaires (6).

Dans le même cas, les officiers du génie militaire sont exclusivement chargés, dans la place, etc., du service dévolu ordinairement aux ingénieurs des ponts et chaussées (7).

L'autorité militaire et l'autorité maritime sont distinctes et indépendantes entre elles (8); mais les officiers d'administration des classes des gens de mer, dans chaque quartier maritime, sont autorisés à requérir *directement* la gendarmerie ou la force armée en général, pour contraindre les gens de mer et ouvriers classés désobéissants, fuyards ou déserteurs, à se représenter, et les faire conduire au port d'armement (9).

---

(1) Ex. L. 8–10 juill. 1791, tit. 1er, art. 35; tit. III, art. 9, 13, 16, 47, 49, 54, 10, 11; tit. V, art. 27; D. 24 déc. 1811, art. 76. 77, 79, 80, 81, 63, 2e al. 22, 68, 75, 92, 93; D. 17 mai 1809, art. 34; 4 août 1811, art. 1er, 43e al.; 11 janv. 1852. art. 19, 2e al.; etc. L. 14–29 avril 1792, tit. VI, art. 7.— *V.* ci-dessus. p. 527, et p. 243, *Commission mixte*.

(2) L. 8–10 juill. 1791, tit. III, art. 54; tit. V, art. 3; D. 11 juin 1806, art. 5; 24 déc. 1811, art. 85; O. 29 oct. 1820, art. 61, 309, 70 à 72; D. 1er mars 1854, art. 110 à 112; D. 24 déc. 1850-1851, art. 47.

(3) L. 28 germ. an VI, art. 138; D. 1er mars 1854, art. 115.

(4) *V.* ci-dessus, p. 101.

(5) L. 8–10 juill. 1791, tit. 1er, art. 10; D. 24 déc. 1811, art. 101, 104.— *V.* ci-après, *Force armée*, *Etat de guerre*.

(6) D. 24 déc. 1811, art. 103. L. 9 août 1849, art. 7, 8; 9 juin 1857, art. 70, 79, 45, 46; 4 juin 1858, art. 106. — Excepté aux armées et hors du royaume, les actions résultant d'obligations civiles contractées par un militaire en activité doivent être poursuivies devant les juges civils et jugées par eux conformément aux lois civiles, sans que les officiers ni les juges militaires puissent en connaître et sans qu'ils puissent, non plus, apporter aucun obstacle, soit à la poursuite, soit à l'exécution du jugement (L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 64). — *V.* ci-dessus, p. 74, etc.

(7) D. 13 fruct. an XIII, art. 3.

(8) *V.* D. 24 déc. 1811, art. 120.

(9) L. 20 sept.-12 oct. 1791, tit. II, art. 20; 21 sept. 1793; 3 flor. an III (inéd.); arr. 24 fruct. an IV, art. 7.

Par exception, dans les ports militaires, l'armée de mer (troupe d'artillerie de la marine) (1) est chargée, *sous les ordres du commandant des forces de terre*, de l'armement, du service et de la garde des batteries qui ont une vue directe sur le port, sur les rades intérieures, etc., toutes les fois que les ouvrages auxquels appartiennent ces batteries n'intéressent pas *principalement* le *système* de la défense de la place ou de ses dépendances. En cas d'attaque, le commandant de la division territoriale militaire a l'entière disposition des *troupes* de la marine, qui ne sont alors que des auxiliaires prêtés aux forces de terre pour concourir à la défense de la frontière maritime.

D'un autre côté, dans le cas d'une attaque imprévue d'un port militaire, les préfets maritimes sont provisoirement chargés, sous leur responsabilité, de la défense. L'autorité sur les troupes de toutes armes (même de terre) est alors concentrée dans leurs mains. A l'arrivée du général commandant la division militaire ou de l'officier général militaire pourvu de lettres de commandement, le préfet maritime résigne entre les mains de celui-ci cette autorité temporaire, et ce dernier exerce, aussitôt même, les attributions dont nous venons de parler 2).

SECTION Ire. — *Des autorités militaires.*

Les autorités militaires sont de deux sortes, savoir : les autorités militaires proprement dites, chargées du *commandement* ; et les autorités administratives militaires, chargées de la surveillance ou de la gestion des divers services *administratifs*, ainsi que du contrôle ou de l'exécution des diverses opérations de *comptabilité* concernant l'armée (3).

Le service de ces deux genres d'autorité est en général séparé et distinct.

Ainsi, dans les places de guerre, les fonctionnaires de l'*intendance* et les officiers d'administration, lorsqu'ils ne sont pas attachés au service unique et spécial de la place, ne sont soumis qu'aux consignes générales. Le commandant de la place ne peut ni les empêcher de vaquer au service des autres places, ni leur infliger aucune peine de discipline.

---

(1) *V.* ci-après, *Force armée*.

(2) O. 3 janv. 1843 ; 16 août 1853, art. 12 ; 12 oct. 1853.

(3) L'autorité centrale embrasse à la fois le commandement et l'administration ou la comptabilité.

L'intendant, *même attaché* à la place, conserve, sous l'autorité de *son* supérieur *territorial*, la direction des services qui lui sont confiés (1).

Cependant, en cas d'absence de l'intendant et du sous-intendant militaire, celui-ci est suppléé dans son service par le major de place ou le commandant de place (2).

Les intendants militaires sont d'ailleurs tenus de déférer sans retard à toute réquisition écrite qui leur est faite, pour objet dépendant de l'administration militaire, par les officiers généraux ou commandants en chef des troupes, sous leur responsabilité (3).

On distingue, parmi les autorités militaires proprement dites, celles qui sont investies d'un commandement ou d'un service territorial ou local, et celles qui commandent ou administrent un ouplusieurs corps particuliers, mobiles; ces autorités fonctionnent séparément.

Ainsi les commandants des troupes en garnison dans l'intérieur, ou qui se trouvent dans le rayon d'une place, tant qu'elle n'est pas assiégée, conservent l'administration intérieure de leur corps; ils en exercent immédiatement la police dans l'enceinte du casernement, sous la *surveillance* du commandant d'armes ou de la place et conformément aux ordonnances; et si, hors des casernes, ils sont, ainsi que leur troupe, soumis aux *ordres* et à *l'autorité* immédiate du commandant d'armes, etc., c'est seulement dans tout ce qui tient à la conservation, au service et à la police de la place, etc. (4).

A Paris et à Lyon seulement, le commandement en chef de l'armée, soit de Paris, soit de Lyon, est réuni à celui de la division militaire territoriale (5).

Les autorités militaires proprement dites et même les autorités administratives militaires se distinguent, comme nous le verrons, en autorités générales, pour ainsi dire, c'est-à-dire embrassant *tous* les services; et en autorités spéciales, c'est-à-dire se rapportant ou s'ap-

---

(1) L. 28 niv. an III, tit. Ier, sect. Ire, art. 9; sect. IV, art. 4; D. 24 déc. 1811, art. 35, 37.

(2) Ailleurs que dans les places de guerre, il l'est par l'autorité civile (O. 18 sept. 1822, art. 18; 10 juin 1829, art. 13; etc.).—*V.* ci-dessus, p. 329 et ci-après.

(3) L. 20 sept.-14 oct. 1791, tit. II, art. III, 28 niv. an III, tit. Ier, sect. Ire, art. 10.

(4) D. 24 déc. 1811, art. 32, 34. — *V.* aussi D. 27 janv. 1838, art. 5, 6, *Rapports des généraux commandant les divisions actives de l'armée qui stationnent à l'intérieur avec les commandants des divisions territoriales et avec le maréchal commandant supérieur.*—*V.* ci-après, sous-sect. Ire et II.

(5) D. 7 déc. 1851; 31 déc. 1852.

pliquant à une partie, à une *arme* (1) ou à une branche de service spéciale.

Les services militaires correspondant aux différentes parties de la force publique (2) sont distincts et jusqu'à un certain point indépendants entre eux. Ainsi, la gendarmerie, dont les fonctions sont essentiellement distinctes du service purement militaire des troupes, n'est jamais regardée comme portion de la garnison des places dans lesquelles elle est répartie. En conséquence, les généraux et commandants militaires ne passent point de revue de la gendarmerie, ne l'appellent point à la parade et ne peuvent la réunir pour des objets étrangers à ses fonctions ; seulement, elle leur est subordonnée et leur rend compte pour tout ce qui intéresse le service des places ou leur sûreté.

Les commandants des corps de la ligne et de la garde nationale ne peuvent non plus s'immiscer en aucune manière dans le service de la gendarmerie, ni détourner les membres de ce corps des fonctions qui lui sont attribuées par la loi (3).

En temps de paix, la garde soit nationale, soit municipale soldée, est placée sous l'autorité *civile*, hors le cas où par suite de *réquisition* elles passent sous les ordres de l'autorité militaire (4).

Les services correspondant aux différentes *armes* sont aussi distincts et indépendants. Ainsi, les directeurs d'artillerie et du génie, même lorsqu'ils résident dans une place de guerre ou lorsqu'ils y passent ou séjournent, sans être attachés au service unique et spécial de cette place, n'y sont de même soumis qu'aux consignes générales. Le commandant de la place ne peut ni les empêcher de vaquer au service des autres places, ni leur infliger aucune peine de discipline.

Ceux même qui sont attachés au service de la place conservent, tant qu'elle n'est point assiégée, la direction et la surveillance, les uns de l'artillerie, les autres des fortifications et l'administration des travaux qui s'y rattachent (5).

Dans tous ces cas, lorsqu'il y a lieu à plainte, si le commandant des troupes de la garnison est d'un grade supérieur à celui du commandant de la place, et même à part cette circonstance à l'égard

---

(1) *V.* ci-après, ***Force armée.***
(2) *V.* ci-après, sect. III.
(3) L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 42 ; 18 germ. an VI, art. 152, 160 ; O. 29 oct. 1820, art. 79, 89, 94 ; D. 1er mars 1854, art. 124, 122, 161, 135, 141.
(4) L. 13 flor. an V, art. 3 ; O. 30 sept. 1818, art. 1er ; L. 22 mars 1831, art. 6, 128 ; 13 juin 1851, art. 4, 108 ; D. 11 janv. 1852, art. 5, 23 ; D. 17 mai 1809, art. 32.—*V.* ci-dessus.
(5) D. 24 déc. 1811, art. 35, 36.

des autres chefs de service, ce dernier fait son rapport au commandant du département ou de la division militaire, qui punit lui-même, ou en réfère au ministre de la guerre (1).

Dans l'état de guerre, la garde nationale et la garde municipale soldée passent sous les ordres du gouverneur ou du commandant de la place; les officiers de gendarmerie des arrondissements militaires et des places de guerre dépendent alors, même dans l'exercice de leurs fonctions habituelles, des commandants des divisions et subdivisions militaires; et ils sont tenus, en outre, de se conformer aux mesures d'ordre et de police qui intéressent la sûreté des places et postes militaires (2).

En cas de siége, l'autorité du gouverneur, du commandant supérieur ou commandant d'armes (de la place), est absolue et s'étend même sur l'administration intérieure des corps, sur les travaux et sur les divers services (3).

Il est expressément défendu à tous les gouverneurs, lieutenants généraux commandant les divisions militaires, à tous les commandants des places de guerre et villes de garnison, et en général à tous les officiers généraux et chefs de corps, employés à quelque titre que ce soit, d'ordonner, ni de faire aucune publication sous le titre de proclamation, ordre du jour ou telle autre forme que ce soit autrement que sur des objets de service courant et pour l'exécution pure et simple des règlements ou des ordres régulièrement émanés de leurs supérieurs. Les commandants des différents corps de la garde nationale ne doivent faire d'ordre du jour que pour ce qui est relatif au service ordinaire. Aucun ordre du jour, de leur part, ne peut même être imprimé s'il ne porte l'approbation de l'autorité civile (le préfet). Ces commandants ne peuvent faire, dans aucun cas, ni proclamation ni adresse. Mais les chefs de légions et capitaines de gendarmerie peuvent, par des circulaires ou des ordres du jour détaillés, tracer la marche à suivre pour l'exécution des lois, décrets, règlements, instructions et décisions dont on s'écarterait, et diriger l'application des mesures générales ou collectives prescrites par l'autorité centrale ou supérieure (4).

---

(1) D. 24 déc. 1811, art. 34 à 37.

(2) D. 24 déc. 1811, art. 92, 94; O. 29 oct. 1820, art. 78; D. 1er mars 1854, art. 122; L. 8–10 juill. 1791, tit. III, art. 4.

(3) D. 24 déc. 1811, art. 38, 104.

(4) Décis. 209, 10 fév. 1819.—Circ. mil. 12 *id.*; O. 17 juill. 1816, art. 10; D. 1er mars 1854, art. 164, 178.—Ce dernier article suppose que les compagnies de gendarmerie peuvent, dans des circulaires ou ordres du jour, traiter de matières politiques ou d'intérêt général en les soumettant seulement au chef de légion.—*V.* ci-après, *Force armée obéissante*.

SOUS-SECTION Ire.—*Des grands commandements ou des commandements supérieurs.*

Cinq grands commandements ont été créés et confiés à des maréchaux de France, qui reçoivent le titre de commandants *supérieurs des troupes* (1) stationnées dans les divisions militaires du Nord, de l'Est, du Sud-Est, du Sud-Ouest et de l'Ouest. Les généraux commandant les divisions militaires (2) doivent au commandant supérieur des rapports, mais simplement sur la situation, le service, la discipline et l'instruction des troupes. Les généraux commandants des divisions actives de l'armée stationnant dans l'intérieur leur doivent des rapports sur toutes les parties de leur service, indépendamment de leurs relations avec les généraux commandant les divisions territoriales (3).

En 1820 un commandant supérieur avait été envoyé dans l'île de Corse (4). Un décret de 1850 avait institué des commandants *supérieurs* de divisions militaires; ils ont été supprimés en décembre 1852 (5).

Les ordonnances de 1815, 1817, 1818, 1828, réservaient, mais non pas exclusivement, à des *maréchaux de France* le titre et les fonctions de *gouverneur* commandant les divisions militaires. Ce titre de gouverneur a été supprimé en 1830 (6).

SOUS-SECTION II. — *Des généraux commandants des divisions ou subdivisions militaires.*

Chacune des divisions militaires est commandée par un lieutenant général. Chacun d'eux a sous ses ordres un certain nombre de maréchaux de camp, lesquels résident au chef-lieu des subdivisions militaires (7).

Ces officiers sont chargés, entre autres attributions, de surveiller et de maintenir l'ordre et l'uniformité du service dans toutes les

---

(1) Il peut y avoir aussi des commandants *supérieurs de places*. — *V.* ci-après, sous-sect. III, etc.
(2) *V.* sous-sect. suiv., et ci-dessus, p. 340.
(3) D. 27 janv. 1858.—*V.* L. 16 mai 1859 (*Tours, Emprunt*).
(4) O. 23 nov. 1820.
(5) D. 17 fév. 1850 ; 31 déc. 1852.
(6) O. 4 sept. 1815; 7 mai 1817 ; 30 déc. 1818 ; 16 nov. 1828 ; 15 nov. 1830.
(7) Arr. 3 fruct. an VIII, art. 3 ; 6 niv. an XI ; D. 24 déc. 1811, art. 30 ; O. 7 mars 1817; 6 nov. 1817, art. 1er ; D. 30 août 1852; O. 27 juill. 1833, art. 8; L. 4 août 1839, art. 3; D. 1er déc. 1852, art. 5 ; Sén.-cons., 25 déc. 1852, art. 13. — *V.* ci-dessus, p. 340, notes 3 à 5.

places, postes et garnisons de leur arrondissement. Ils correspondent avec les généraux commandant les divisions *actives* stationnées dans l'intérieur (1).

Les officiers de gendarmerie leur sont subordonnés, mais dans les limites tracées ci-dessus (2).

SOUS-SECTION III. — *Des commandants de places, etc.*

Les commandements des places de guerre, postes militaires, citadelles, forts ou châteaux, sont confiés à des officiers supérieurs ou autres d'un grade inférieur (jamais à des officiers *civils*, comme quelquefois avant 1789) spécialement choisis à cet effet, à titre de récompense, après un certain temps de service. Le commandant d'une place l'est également des citadelles ou châteaux ainsi que des forts détachés dépendant du *système* militaire de cette place. Les commandants particuliers des autres citadelles, forts et châteaux dépendant d'une *place* sont subordonnés au commandant de la place.

Les commandants de place sont sous les ordres des généraux commandant les divisions et subdivisions militaires (3).

En cas de siége ou de circonstances extraordinaires, le commandement *en chef* des places de guerre peut, s'il y a urgence et pour des motifs graves, être confié par des généraux en chef, dans l'étendue de leur commandement, à des gouverneurs ou commandants supérieurs. Les commandants de place conservent alors, sous leurs ordres, le commandement de l'état-major ordinaire de la place, et tout le détail du service et de la police.

Les généraux commandant la division ou subdivision territoriale, lorsqu'ils se trouvent ou résident dans une place de guerre, peuvent en prendre le commandement *en chef*. Lorsqu'un général commandant une armée, un corps d'armée, une division ou une brigade, a une place de guerre dans son commandement et s'y trouve, il peut également y prendre le commandement en chef. S'il commande seulement un corps de troupe, lors même que la place est assiégée ou bloquée, il ne prend point le commandement; il conserve, comme

---

(1) L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 2; arr. 26 germ. an VIII, art. 2; D. 24 déc. 1811, art. 29; D. 27 janv. 1858, art. 6. — *V*. sous-sect. précéd. et ci-dessus, p. 532 (Paris et Lyon).

(2) *V*. 533, 534.—L. 18 germ. an VI, art. 160 à 163, etc.

(3) L. 8-10 juill. 1791, tit. II, art. 1er, 2, 19; tit. III, art. 4, 6; 25 niv. an II; arr. 26 germ. an VIII, art. 1er, 2; 3 fruct. an VIII, art. 8; D. 24 déc. 1811, art. 2, 6, 7, 390; O. 31 mai 1829, art. 2 à 7, 9 à 11, 13, 15.

nous l'avons dit, celui de sa troupe et se borne à déférer aux demandes du commandant de place (1).

Lorsque le général commandant la division ou subdivision militaire quitte ou s'absente, lors même qu'il ne reste que des officiers supérieurs dans la division, le plus ancien de grade ou d'emploi parmi les commandants de place appartenant à la première classe de cet emploi, ne prend plus le commandement par intérim de la division (2).

Le commandant de place donne les ordres et consignes, établit les postes et sentinelles, etc. Les clefs de toutes les portes, poternes, vanages et autres ouvertures qui donnent entrée dans la place, sont sous sa garde et responsabilité. Néanmoins, pour la facilité du commerce et la commodité des habitants et voyageurs, il y a, dans chaque place et poste de guerre déterminés par décret, un certain nombre de portes par lesquelles la communication du dedans au dehors et du dehors au dedans peut se faire dans l'état de paix à toutes les heures de la nuit comme de jour. Les officiers civils et le commandant militaire se concertent sur les mesures à prendre pour éviter les abus. Si les circonstances l'exigent, il peut y avoir à chaque porte un préposé choisi par la municipalité et chargé de recevoir de tous particuliers arrivant dans la place la déclaration de leurs noms et qualités, ainsi que de l'auberge ou maison particulière dans laquelle ils se proposent de loger ; etc. (3).

Sous-section IV.—*Des commandants et directeurs d'artillerie.*

Les titulaires des commandements d'artillerie dans les divisions militaires sont pris parmi les généraux de brigade attachés spécialement au service de l'artillerie (4).

Le général commandant l'artillerie dans une division militaire réside dans la ville où se trouve l'école d'artillerie. Son commandement s'étend sur toutes les troupes d'artillerie et sur les établissements et le matériel de cette arme dans la division. L'école d'artillerie est dirigée, sous son autorité, par l'officier qui lui est adjoint (5).

---

(1) D. 24 déc. 1811, art. 4, 6, 22, 26, 28, 31, 32 ; O. 31 mai 1829, art. 14.
(2) D. 24 déc. 1811, art. 30. — *V.* D. 30 août 1852.
(3) L. 8-10 juill. 1811, tit. III, art. 14, 17, 48 à 50 ; D. 24 déc. 1811, art. 59, 54 à 58, 64 à 80 ; O. 29 oct. 1820, art. 81 ; D. 1er mars 1854, art. 125, etc.—*V.* ci-dessus, *Etat de guerre*, *Etat de siége*, *etc.*, et ci-après *Force armée*, *Police*.
(4) *V.* note suiv.
(5) L. 18 flor. an III; art. 13, 15 à 18, etc. ; O. 29 avril 1847, art. 6 ; D. 15 janv. 1852, art. 1er.—*V.* ci-dessus, p. 340, et ci-après, *Armée*, *Etat-major général*.

Le service des directeurs d'artillerie embrasse la défense des places et celles des côtes renfermées dans la direction (à l'exception des batteries desservies par l'artillerie de marine) (1), ainsi que tous les détails relatifs au matériel de l'artillerie, aux arsenaux, forges, fonderies, manufactures d'armes, etc. (2).

Les adjoints aux généraux de brigade commandant l'artillerie dans les divisions militaires et les directeurs d'artillerie, investis des fonctions d'ordonnateurs secondaires (3), adressent directement au ministère de la guerre le travail concernant les dépenses de leur direction, ainsi que ce qui est relatif à la comptabilité-matières. Pour tous les autres détails du service ils sont soumis (excepté dans l'état de siége) à l'autorité *directe* du commandant de l'artillerie dans la division (4).

SOUS-SECTION V.—*Des directeurs des fortifications et commandants du génie dans les places, etc.*

Les colonels directeurs des fortifications sont chargés, dans leur circonscription (5), de la direction du service de l'arme, lequel comprend, outre l'inspection des frontières, la direction des travaux militaires d'entretien et d'augmentation des places fortes, des batteries, du casernement et de tous autres bâtiments ou établissements militaires, tant dans les places fortes que dans les départements de l'intérieur de la France, et la surveillance, etc., des rivières, des canaux et des écluses d'inondations qui accompagnent les lignes défensives ou qui en tiennent lieu, quelque part qu'ils soient situés, soit sur les frontières de terre, soit sur les côtes et dans les îles qui les avoisinent (6).

Les officiers du génie militaire sont chargés de la rédaction des projets de détail de *tous les travaux* qui doivent être faits dans les

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 531.

(2) L. 18 flor. an III, art. 3, 34, 41, 42; O. 22 sept. 1815, art. 6, 8; 17 déc. 1817, art. 1er; D. 16 août 1853, art. 12. — *V.* ci-dessus, p. 341.

(3) O. 29 avril 1847, art. 7, 8; D. 15 janv. 1852, art. 1er.—*V.* ci-dessus, p. 164.

(4) *V.* ci-dessus, p. 533, 534.

(5) *V.* ci-dessus, p. 341.

(6) O. 12 mai 1814, art. 1er; L. 8–10 juill. 1791, tit. Ier, art. 13, 28, 39; tit. IV, art. 1er; tit. VI, art. 1er, 2, 21 à 23; D. 4 août 1811, art. 4, 5, 3e al.; 6, 7; 31 janv. 1813, art. 1er (trav. militaires et fortifications); D. 13 fruct. an XIII; O. 3 janv. 1843; D. 14 fév. 1854, art. 2, 2°, 3, 2e al.; L. 8–10 juill. 1791, tit. Ier, art. 35; tit. VI, art. 27 (batteries même de rivières, côtes et à la mer, canons de défense et écluses d'inondations); L. 8-10 juill. 1791, tit. IV, art. 1er, 4, 5; tit. V, art. 1er; tit. III, art. 23; tit. VI, art. 1er, 17 à 20; L. 15 mai 1818, art. 46, 2°; D. 16 sept. 1811, art. 1er, 2°, 34 à 41 (bâtiments et établissements militaires). — *V.* note suiv. et ci-après, *Police*.

limites de la zone des fortifications des places de guerre et des postes militaires, en tant que ces projets modifient les formes de la fortification ou intéressent la défense, *quel que soit* d'ailleurs le service (civil, militaire ou maritime) qui présente le projet d'ensemble. Ils rédigent aussi, dans l'étendue de la zone frontière, les projets de détail des coupures, murs de soutenement, chambres de mines et autres dispositifs de défense dont l'exécution deviendrait nécessaire en cas d'adoption de travaux civils ou maritimes proposés (1).

Les directeurs des fortifications correspondent directement avec le ministre de la guerre (2).

Les commandants du génie qui résident dans les places y conservent la direction de leur service. Néanmoins le commandant de la place fait lui-même les visites nécessaires à la conservation et à la police de fortifications, bâtiments et établissements militaires ; il veille à l'assiette du casernement, pourvoit en ce qui le concerne à la protection et à la plus prompte exécution des travaux militaires, etc. (3).

SOUS-SECTION VI.—*Des intendants et sous-intendants militaires divisionnaires et autres.*

Les intendants et sous-intendants militaires remplacent les anciens commissaires ordonnateurs et commissaires ordinaires des guerres créés en 1791 (aux lieu et place des commissaires des guerres, dont certains, avant 1789, l'étaient moyennant finances, pourvus à titre *d'office*), et aussi les inspecteurs aux revues, qui, à partir de l'an VIII, partagèrent les attributions administratives de ces anciens commissaires (4).

Il y a au moins un intendant militaire dans chaque division militaire (au chef-lieu). Les sous-intendants sont répartis dans les subdivisions, dans les places de guerre et dans tous les lieux où il y a des établissements militaires, etc. (5).

Le mode d'administration militaire est uniforme et établi sur les mêmes principes dans toute l'étendue du pays et même aux armées (6).

---

(1) D. 7 avril 1851, art. 3 ; D. 16 août 1853, art. 13.
(2) O. 17 déc. 1817, art. 8.
(3) D. 24 déc. 1811, art. 59 à 63. — *V.* ci-dessus, p. 533, 534, ***Etat de guerre***, ***Etat de siége***.
(4) L. 20 sept.-14 oct. 1791, tit. Ier, art. 1er, 3, 5 à 8, tit. II, art. 10 à 13, tit. IV, art. 2, 3 ; 11 sept. 1792 ; 16 avril 1793 ; 28 niv. an III ; arr. 9 pluv. an VIII ; O. 29 juill. 1817 ; 18 sept. 1822 ; 26 déc. 1827-1828 ; 10 juin 1829 ; 11 déc. 1830 ; 10 juin 1835 ; 27 août 1840 ; 21 janv. 1843 ; 31 déc. 1850-1851 ; 29 déc. 1851 ; L. 19 mai 1834, art. 26 ; D. 24 déc. 1852 ; 16 mars 1855 (inédit) ; 12 juin 1856.
(5) L. 28 niv. an III, tit. II, sect. II, art. 1er, 2, 3 ; tit. III, art. 2, 4. — *V.* ci-dessus, p. 340, 531, 532, et note précédente.
(6) L. 28 niv. an III, tit. Ier, sect. Ire, art. 3.

Les fonctions des membres de l'intendance s'étendent sur toutes les parties de cette administration, sur tous les objets qui tiennent à l'économie dans les dépenses et les consommations de l'armée, etc.

Ils sont chargés des opérations concernant l'organisation, l'embrigadement, l'incorporation, la levée et le licenciement, la solde et la comptabilité de l'armée; la surveillance des approvisionnements en tout genre; la distribution des vivres, fourrages, etc.; la police des étapes et convois, l'inspection, la police des hôpitaux, des prisons, corps de garde et autres établissements militaires (1); ils veillent à ce que les employés d'administration, des hôpitaux, des subsistances, du campement et de l'habillement, s'acquittent de leurs devoirs (2). Ils sont chargés des revues, contrôles, états de situation, de mouvement, de mutation, billets d'entrée et de sortie pour les hôpitaux, etc., de la surveillance, de la comptabilité des corps, etc. (3).

Ils sont du nombre des ordonnateurs secondaires, et sous-ordonnateurs secondaires du ministère de la guerre (4).

SOUS-SECTION VII.—*Des commandants des dépôts de recrutement et de la réserve, et des commissions de remplacement.*

Il y a dans chaque département un dépôt de recrutement et de réserve. Les commandants de ces dépôts ont dans leurs attributions spéciales de suivre les conseils de révision, dans leurs tournées, de tenir les registres matricules relatifs aux contingents annuels, aux engagés volontaires, ainsi que ceux de tous les militaires qui font partie de la réserve, de concourir à la mise en route des jeunes soldats et des militaires de la réserve appelés à l'activité, de porter plainte contre les insoumis et de les faire poursuivre, de constater l'existence et la position de tous les hommes faisant partie de la réserve et d'en passer la revue, etc. Les officiers de la gendarmerie

---

(1) L. 28 niv. an III, tit. 1er, sect. III, art. 1er, 3, et tit. II, sect. II, art. 5; arr. 9 pluv. an VIII, art. 1er, 22; O. 29 juill. 1817, art. 9; 18 sept. 1822, art. 13, 26, etc.—*V.* note suiv.

(2) *V.* O. 28 fév. 1838; L. 19 mai 1834, art. 26; D. 9 janv. 1852. — Quant aux officiers de santé, ils sont subordonnés à l'autorité militaire proprement dite (D. 19 avril 1852, art. 5).

(3) L. 28 niv. an III, tit. 1er, sect. III, art. 3; arr. 9 pluv. an VIII, art. 1er, 5 à 16; L. 15 fruct. an VI; O. 25 déc. 1837-1838; 10 mai 1844; etc.—*V.* ci-dessus, p. 531, 532, 534.

(4) L. 20 sept.–14 oct. 1791, tit. II, art. 10; arr. 9 pluv. an VIII, art. 5.—*V.* ci-dessus, p. 155, 164.

correspondent avec eux et les tiennent informés de tout ce qui a rapport aux hommes de la réserve (1).

Les remplaçants que l'*État* doit fournir sont examinés par une commission spéciale, établie au chef-lieu de département, et composée de l'officier général ou supérieur commandant le département, du sous-intendant militaire chargé du service du recrutement, du commandant de gendarmerie et du commandant du dépôt de recrutement; cette commission est assistée d'un officier de santé (médecin) militaire. Mais les remplaçants, présentés par les parents, usant de l'autorisation accordée par la loi pour les remplacements entre parents et alliés à un certain degré, sont admis ou rejetés par les conseils de révision, conformément à la loi (2).

SECTION II. — *Des autorités maritimes.*

Les autorités maritimes se distinguent aussi en autorités maritimes *militaires* ou exerçant le *commandement* militaire, et en autorités administratives, qu'on appelle quelquefois, par opposition, autorités *civiles* de la marine, quoique les expressions *maritime* et *militaire*, ou *civile* et *maritime*, impliquent, sous un autre point de vue, contradiction.

De 1791 à l'an IV, l'*administration* des ports, même militaires, était purement civile (3).

La loi de l'an IV comprit dans l'administration, confiée à un ordonnateur en chef, certains services, qui, depuis et même avant (4), ont été considérés comme militaires, tels que les constructions navales, la direction du mouvement et de la conservation des vaisseaux, celle du matériel de l'artillerie.

Elle déclara l'incompatibilité entre les fonctions administratives et les fonctions militaires de la marine.

En l'an VIII, tous les services militaires et administratifs furent placés sous une autorité unique, militaire de sa nature, celle du préfet maritime. L'ordonnance de 1815 abandonna ce système pour établir une double direction, l'une militaire, l'autre civile ou administrative, chacune sous l'autorité directe et immédiate du ministre de la marine.

---

(1) L. 21 mars 1832, art. 3, 29, 30, dern. al.; O. 8 juill. 1833; 18-1er janv. 1836; 13 mars, 8 sept. et 14 déc. 1841; L. 9 juin 1857, art. 94, 58, 230; D. 1er mars 1854, art. 128; D. 24 avr. 1858, art. 337.

(2) L. 26 avril 1855, art. 5 à 10; D. 9 janv. 1856, art. 61, 69, 70; L. 18 juill. 1860.—*V.* ci-dessus, 296, et ci-après, *Juridiction administrative*.

(3) L. 21 sept.-12 oct. 1791, art. 2; 27 sept. 1793; 14 pluv. an II.

(4) *V.* L. 12 sept. 1793.

Enfin une ordonnance de 1826 a rétabli l'unité de commandement et de direction, civile et militaire, qui dure encore (1).

Du reste, la division entre les services militaires et les services administratifs est demeurée la même depuis l'an VIII (2). A cette époque fut créé un nouveau service véritablement civil, quoique placé sous l'autorité du ministre de la marine et du préfet maritime, celui des travaux hydrauliques et bâtiments ou autres ouvrages, quais, bassins, cales, etc., à exécuter et entretenir dans les ports au compte de l'État (3).

Le service territorial comporte encore un service d'inspection locale, et enfin certains conseils ou commissions, autorités consultatives, dans lesquels se trouvent réunis les officiers ou fonctionnaires militaires et civils, et même quelquefois de l'inspection administrative de la marine.

Indépendamment de ces fonctions territoriales, il y a aussi, pour les militaires et administrateurs de la marine, des positions de service actif dans les équipages de la flotte ou à bord des vaisseaux (4).

Le service des armes ou autres parties spéciales, distinctes aussi, n'est pas, dans la marine comme dans l'armée de terre, indépendant de l'autorité militaire et administrative proprement dite (5).

SOUS-SECTION Ire.—*Des préfets maritimes et des autorités militaires et administratives* actives *de la marine.*

Dans chacun des cinq grands ports militaires, chefs-lieux d'arrondissement maritime et à la tête de l'arrondissement (6), est un préfet maritime exerçant une autorité supérieure sur toutes les personnes attachées à quelque titre que ce soit, au service de la marine, et ayant la direction supérieure de *tous* les services et établissements maritimes de son arrondissement ; ayant même sous son autorité les bâtiments armés de son arrondissement (excepté ceux qui, d'après une

---

(1) L. 21 sept.-12 oct. 1791 ; 2 brum. an IV, art. 3, 5 ; arr. 7 flor. an VIII, art. 3, 6, 5 ; O. 29 nov. 1815, art. 1er, 2 ; 27 déc. 1826-1827 ; 17 déc. 1828, art. 2, etc.

(2) Arr. 7 flor. an VIII, art. 9, 1° à 4°, 10, 18 à 20, 23, 30, 31, 9, 5°, 35 à 37 ; O. 29 nov. 1815, art. 5, 12 ; 17 déc. 1828, art. 2, 19, 40, 43, 46, 29 ; 14 juin 1844, art. 4 ; etc.

(3) Arr. 7 flor. an VIII, art. 61 à 64, 66 à 70 ; D. 7 fruct. an XII, art. 7, 8, n° III ; O. 17 déc. 1828, art. 2, 48 à 50 ; 1844, art. 4, 55, 59.

(4) D. 5 juin 1856 ; etc.—*V.* ci-après, *Armée navale.*

(5) *V.* ci-après.

(6) *V.* ci-dessus, p. 341.

décision spéciale du ministre, auraient été placés hors de sa dépendance), les équipages de ligne à terre et la gendarmerie maritime ; responsable de la sûreté des ports et arsenaux militaires ; chargé de la police des rades, de la protection maritime de la côte, de la haute direction du service des forts et batteries qui les défendent, de la police et protection du cabotage et des pêches maritimes (1).

Le préfet maritime exerce, même sur quelques-uns de ces objets, une attribution réglementaire déléguée (2).

Il a sous ses ordres immédiats, pour la direction des diverses parties du service, un major général, un directeur des constructions navales, un directeur des mouvements du port, un de l'artillerie, le directeur des travaux hydrauliques (ingénieur civil du corps des *ponts et chaussées*); enfin un commissaire général, qui lui-même a sous ses ordres des commissaires préposés à différentes branches de service, telles qu'approvisionnements, revues, armements et prises, ouvriers ou travaux, hôpitaux, maisons d'arrêt et prisons, chiourmes, subsistances, inscription maritime, fonds ou comptabilité des fonds (comprenant la comptabilité de l'établissement de la caisse des invalides), la police de la navigation commerciale et la pêche maritime.

§ 1er. — Des majors généraux :

Le major général, dans chaque port ou arrondissement maritime, commande les officiers de tout grade, les élèves de la marine et la division des équipages de ligne établie dans le port; il commande également toutes les troupes de la marine et les autres corps militaires qui seraient mis temporairement à la disposition de ce département. Il est chargé spécialement de la garde militaire et de la sûreté du port et des forts, batteries et postes dépendant de la marine, de la garde et de la sûreté des prisons de la marine. Il désigne au préfet maritime les officiers qui, d'après leur tour d'embarquement, sont appelés à faire partie des états-majors des bâtiments de l'État, ceux à attacher à l'état-major, ainsi qu'à tous les autres services, même du port, surveille l'instruction pratique des officiers et des troupes de la marine; il surveille également la bibliothèque du port, l'observatoire, l'école d'hydrographie et tous autres établissements du chef-lieu destinés à l'instruction des officiers et marins ;

---

(1) Arr. 7 flor. an VIII, art. 3 à 8 ; D. 12 août 1807 ; O. 27 déc. 1826-1827; 17 déc. 1828, art. 4 à 9; arr. 12 therm. an IX, art. 13; 7 fruct. an XI; O. 19 juin 1832; 14 juin 1844, art. 9 à 11 ; D. 5 juin 1856, art. 8, 153, 159; 4 juill. 1853, art. 1er ; 12 oct. 1853. — *V.* ci-après, *Conseils*, et D. 16 août 1853, art. 16.

(2) O. 17 janv. 1846, art. 53 ; D. 9 janv. 1852, art. 4, 8, 1°.

il a sous ses ordres les professeurs et autres personnes attachées à ces établissements.

Il a autorité sur les bâtiments en armement et désarmement et sur les bâtiments armés qui sont placés sous les ordres du préfet maritime (1).

§ 2. — Des directeurs des mouvements dans les ports militaires :

Le directeur des mouvements de chaque port militaire et les agents sous ses ordres sont pris parmi les officiers de vaisseau. Ils sont chargés de la garde et de la *conservation* des bâtiments flottants armés ou désarmés, du mouvement et amarrage, de leur entrée et de leur sortie, en un mot, de toutes les manœuvres à faire dans les ports, du commandement des pompiers, de la surveillance du service des pilotes lamaneurs ou locmans (2), du curage *ordinaire* des ports et rades, du placement et de la surveillance des ancres et chaînes d'amarrage, tonnes, balises, signaux et vigies, de *l'éclairage* des phares, des secours à donner aux bâtiments en danger, de la fabrication, s'il y a lieu, et, dans tous les cas, de la garde, conservation, entretien, délivrance, comptabilité de tous les objets utiles à sa direction, déposés dans le magasin *spécial* (3).

§ 3. — Des directeurs de l'artillerie des ports :

Ces directeurs sont chargés, sous l'autorité immédiate du préfet maritime, de tous les travaux relatifs à l'artillerie, des ateliers de fonderie, charronnage, forges, armurerie, etc., de l'arrangement, de la conservation et des épreuves des bouches à feu et des poudres, boulets, bombes, etc.; des armes et munitions de guerre servant à l'armement des vaisseaux de l'État et des batteries dépendantes de la marine et non placées sous l'autorité du commandant de l'artillerie de terre (4).

---

(1) 3e L. 3 brum. an IV ; arr. 7 flor. an VIII, art. 10 à 15 ; 7 therm. an VIII, art. 4, 5 ; O. 1er juill. 1814, art. 7 ; 29 nov. 1815, art. 7, 2e al. ; 17 déc. 1828, art. 19 à 22 ; 1844, art. 20 à 26, 66 ; D. 5 juin 1856, art. 14, 151 ; etc.—*V.* ci-après, *Conseils*, et D. 16 août 1853, art. 16 ; D. 24 déc. 1850-1851, art. 26.

(2) L. 3 brum. an IV, art. 15 à 17 ; D. 12 déc. 1806 ; 15 juill. 1854-1855, art. 16.

(3) L. 28 juin et 12 sept. 1793 ; 2 brum. an IV, art. 20 à 22 ; arr. 7 flor. an VIII, art. 23 à 28, 43 ; 7 therm. an VIII, art. 19 à 21 ; O. 29 nov. 1815, art. 10 ; 17 déc. 1828, art. 42 à 44 ; 14 juin 1844, art. 49 à 51 ; 16 août 1846 ; 23 déc. 1847-1848.—*V.* ci-après, *Conseils*, et D. 16 août 1853, art. 12.

(4) L. 2 brum. an IV, art. 23 ; arr. 7 flor. an VIII, art. 30 à 34 ; 25 frim. an IX ; O. 1er juill. 1814, art. 5 ; 29 nov. 1815, art. 11 ; 17 déc. 1828, art. 45 à 47 ; 14 sept. 1835 ; 30 avril 1844 ; 3 janv. 1843 ; 14 juin 1844, art. 32 à 34 ; 23 déc. 1847-1848.—*V.* ci-après, *Conseils*, et D. 16 août 1853, art. 16.

§ 4. — Des directeurs des constructions navales ou du génie maritime :

Le directeur des constructions navales dans chaque port est chargé des travaux de construction, radoub et entretien des bâtiments flottants, des travaux à exécuter dans les chantiers de ce service, de l'arrangement et de la conservation des bois et autres matériaux, de la direction des ateliers de la voilure, corderie, tonnellerie, etc.; de la garde, de la délivrance et de la *comptabilité* des objets ouvrés déposés dans le magasin *spécial* de sa direction. Il a sous ses ordres les officiers et élèves du génie maritime ; il est chargé de la direction de toutes les écoles formées dans le port pour l'instruction des ouvriers *constructeurs*, tonneliers, *etc.* (1).

§ 5. — Des directeurs des travaux hydrauliques et des *bâtiments civils* ou constructions à terre ou à la mer :

Les travaux dits maritimes et ceux des édifices ou autres constructions civiles pour le ministère de la marine, sont dirigés par des ingénieurs du corps *civil* des ponts et chaussées, mis, par le ministre chargé des travaux publics, à la disposition du ministre de la marine (2).

§ 6. — Des commissaires généraux et commissaires de la marine et des syndics :

Les lois de 1791 et de l'an IV avaient séparé l'administration du commandement militaire, à ce point que de réunir à la première, déclarée civile en 1791, la partie administrative et de comptabilité de *tous* les services. Pour certains détails, l'autorité militaire mettait même quelques-uns de ses agents à la disposition de l'autorité civile. Les chefs de l'administration locale, sous le nom d'*ordonnateurs*, avaient alors, comme ils eurent en 1815, sous le titre d'*intendants* revêtus d'un caractère presque militaire, la correspondance directe avec le ministre. En l'an VIII, en 1828, le chef de l'administration, restreinte au profit de l'autorité militaire proprement dite, et subordonnée, comme aujourd'hui, au chef militaire (le préfet maritime),

---

(1) L. 2 brum. an IV, art. 6, 3e al., 17 à 19 ; arr. 5 flor. an VIII, art. 17 à 22 ; O. 1er juill. 1814, art. 3 ; 1815, art. 7, 3e al., 9 ; 1828-1829, art. 39 à 41 ; 1844, art. 46 à 48, 63 ; 23 déc. 1847-1848 ; D. 11 avril 1854, art. 9 ; O. 8 déc. 1830-1831 ; 4e O. 23 déc. 1847-48. —*V.* ci-après, *Conseils*.

(2) L. 2 brum. an IV, art. 77 ; arr. 7 flor. an VIII, art. 62 à 70 ; D. 7 fruct. an XII, art. 72 à 74 ; 13 oct. 1851, art. 4 ; O. 21 mai 1814, art. 1er ; 1er juill. 1814, art. 7 ; 29 nov. 1815, art. 17 ; 17 déc. 1828, art. 48 à 50 ; 14 juin 1844, art. 55 à 60, 63 ; 23 déc. 1847-1848 ; arr. 22 prair. an X ; D. 7 fruct. an XIII, art. 4 ; O. 8 déc. 1830-1331 ; 4e O. 23 déc. 1847-48.—*V.* ci-après, *Conseils*, et D. 16 août 1853, art. 12, 16, 13, 18.

eut le titre de chef d'administration. Depuis 1844 celui-ci est appelé commissaire général (1).

En l'an VIII furent créés, indépendamment des fonctions du commissariat ou de l'*administration*, des titres et des fonctions d'*inspecteurs* locaux. Ceux-ci furent remplacés en 1815 par des *contrôleurs* en relations avec l'intendant, mais exerçant leurs fonctions dans une entière indépendance de toute autorité locale, et en correspondance directe avec le ministre. En 1828 les inspecteurs, substitués de fait aux contrôleurs, furent subordonnés au préfet maritime ; et enfin en 1835 ils furent, ainsi que leurs attributions, réunis au corps et aux attributions du commissariat de la marine. Mais depuis 1844 la séparation de ces deux corps et l'indépendance du contrôle, à l'égard de l'autorité supérieure et locale, a été rétablie d'abord avec le titre ancien de contrôleurs, puis sous celui d'*inspection* (2).

Le corps du commissariat est chargé, dans cinq grands ports militaires et les arsenaux maritimes, dans les ports secondaires, dans les possessions françaises du nord de l'Afrique, aux colonies et sur les bâtiments de l'État, des services déterminés par les lois et règlements.

Dans chaque sous-arrondissement maritime est placé un officier supérieur du commissariat comme chef de tout le service de la marine, correspondant directement avec le ministre, et rendant compte seulement au préfet maritime. Toutefois, lorsque des travaux extraordinaires de construction ou d'armement ont lieu dans un sous-arrondissement (autre que celui du chef-lieu), l'exercice de l'autorité principale peut être attribué à un officier de vaisseau ou à un officier du génie maritime. Dans ce cas, l'officier d'administration est réduit aux mêmes fonctions que dans les ports principaux (3).

Les commissaires généraux sont ordonnateurs secondaires. Ils sont chargés de la revue de toutes les personnes employées par la marine dans les ports et sur les bâtiments de l'État, de la liquidation et de l'ordonnancement de leur solde, etc. Un ou plusieurs commis-

---

(1) L. 21 sept.-12 oct. 1791, art. 2 à 7, etc. ; 2 brum. an IV, art. 1er à 4 ; 29 nov. 1815, art. 1er et 2, etc. ; 17 déc. 1828, art. 2, etc. ; 8 fév. 1829 ; 1844, art. 4 ; D. 14 mai 1853.

(2) arr. 7 flor. an VIII, art. 56 à 61 ; O. 29 nov. 1815, art. 20 à 23 ; 17 déc. 1828, art. 1er ; 3 janv. 1835, art. 1er ; 14 juin 1844, art. 5, 83.— *V.* sous-sect. suiv.

(3) D. 31 mai 1853, art. 1er à 4 ; O. 27 déc. 1847–1848, art. 1er ; 11 oct. 1836, art. 1er, 2e et 3e al., 2 ; 17 déc. 1828, art. 116 ; 14 mai 1853.—*V.* note suiv. et D. 24 déc. 1850–1851, art. 26, 4° (*Conseils sanitaires*).

saires ou sous-commissaires sont en général préposés à la direction de chacun des détails ou services énumérés ci-dessus (1).

Le commissaire préposé dans chaque quartier (2) a sous ses ordres des syndics, jadis élus, aujourd'hui choisis par le Gouvernement, de préférence parmi les anciens marins hors de service ou pensionnés, lesquels sont chargés de tenir, chacun pour son syndicat, un extrait de la matricule des marins inscrits ou ouvriers classés, etc. (3). Ces syndics exercent en outre certaines attributions relatives aux naufrages, etc. (4), et même à la police (5).

§ 7. — Des inspecteurs en chef, inspecteurs et inspecteurs-adjoints des services administratifs de la marine :

L'inspection forme un corps d'*administration* soumis au régime militaire, c'est-à-dire non civil proprement dit. Ce corps remplace celui du contrôle.

L'inspecteur en chef, placé au chef-lieu maritime, ne relève pour l'exercice de ses fonctions que de l'autorité du ministre de la marine, avec qui il correspond directement; il n'est subordonné au préfet que sous le rapport hiérarchique. Il ne peut diriger, empêcher ou suspendre aucune opération; mais il fait connaître au ministre, après en avoir donné avis au préfet, celles de ses représentations auxquelles il n'a pas été fait droit (6).

Il veille à la régularité de toutes les parties du service ; il requiert près des chefs de service et s'il en est besoin près du préfet maritime l'exécution ponctuelle des lois, décrets, règlements et ordres ministériels. Son contrôle et son inspection s'étendent sur la recette des approvisionnements, munitions et marchandises de toute espèce et sur leur conservation dans les magasins, etc.; sur le service de l'inscription maritime, sur les revues des entretenus, des équipages et des troupes, sur toutes les dépenses en deniers et matières, sur les hôpitaux, prisons et tous autres établissements dépendant de la

---

(1) O. 17 déc. 1828, art. 28 à 38 ; 11 oct. 1836, art. 12 à 17, 23, etc. ; 10 juin 1844, art. 27 à 45, 69-70; 1re, 2e et 5e O.; 23 déc. 1847–1848, art. 5, etc. ; D. 1er et 19 oct. 1851, 28 juill. 1852, 11 août 1856, etc.—*V.* p. 543, et ci-après, *Conseils* ; —*V.* D. 24 déc. 1850–1851, art. 26.

(2) *V.* ci-dessus, p. 341.

(3) L. 31 déc. 1790–7 janv. 1791, art. 12, 11 ; 21 sept. 1793, art. 4 ; 24 brum. an III ; 3 brum. an IV, art. 8, 9 ; arr. 21 vent. an IV, art. 5, 4 ; 7 therm. an VIII, art. 47 ; 3 fruct. an IX ; 18 fruct. an XI.

(4) Arr. 17 flor. an IX, art. 2 ; 27 therm. an VII ; L. 9–13 août 1791, art. 9.

(5) *V.* tit. suiv.

(6) O. 14 juin 1844, art. 5, 83 ; 21 déc. 1844, 23 déc. 1847–1848 ; D. 12 janv. 1853, art. 5 ; arr. 7 flor. an VIII, art. 57 à 60, etc.— *V.* § précédent.

marine, sur l'administration et la comptabilité de la caisse des invalides, etc. (1).

SOUS-SECTION II.—*Des conseils locaux de la marine.*

Le conseil d'administration dans chaque port principal, présidé par le préfet maritime, est composé en outre de tous les chefs de service. L'inspecteur est tenu d'y assister avec droit de représentations.

Le conseil peut, de plus, appeler à ses séances tels officiers ou autres personnes à qui il juge convenable de demander des renseignements.

Le conseil donne son avis sur les projets d'approvisionnements, sur les cahiers de charges relatifs aux adjudications et marchés; ceux dont la dépense excède cinq cents francs sont soumis à son acceptation ; pour les autres, il délègue trois de ses membres ou tels autres officiers qu'il juge convenable pour les discuter et arrêter. Il examine les plans, projets et devis de constructions navales, hydrauliques, civiles, les tarifs de main-d'œuvre ; il statue sur l'avancement des ouvriers ; il nomme des commissions pour procéder aux examens, visites, vérifications et épreuves qu'il juge nécessaires; il examine les règlements et tarifs proposés pour le service des pilotes lamaneurs ; il reçoit les rapports faits par la commission chargée de la vérification des comptes de consommation et de dépenses des bâtiments de l'État à leur retour ; il examine les comptes annuels de consommation et d'application des matières et les comptes de dépenses en main-d'œuvre des chefs de service, etc. (2).

§ 2. — Des conseils de santé :

Un conseil de santé est établi dans chaque port; il est présidé par le plus ancien en grade du premier médecin ou premier chirurgien en chef. Le commissaire de marine chargé du détail des hôpitaux est toujours appelé au conseil de santé, alors que des questions ayant trait à l'administration doivent y être discutées. Ce commissaire peut convoquer extraordinairement le conseil, qu'il préside alors exceptionnellement.

---

(1) Arr. 7 flor. an VIII, art. 56 ; O. 29 nov. 1815, art. 20 à 23 ; 17 déc. 1828, art. 61 à 70, 72, 73 ; 14 juin 1844, art. 84, 85, 87, 88. 1er al., 89 à 94, 96 à 101, 64, § 3, 70, 120.

(2) L. 2 brum. an IV, art. 50 à 60 ; arr. 7 flor. an VIII, art. 71 à 78, 49 à 51 ; O. 1er juill. 1814, art. 9 ; 29 nov. 1815, art. 24 à 30 ; 17 déc. 1828, art. 74 à 88 ; 14 juin 1844, art. 102 à 116, 80, 67, 72, 23 ; L. 21 sept.-12 oct. 1791, art. 48.

Le président habituel du conseil est chargé de la police du corps des officiers de santé (1) et de la police médicale. Il fait la répartition des officiers de santé dans les hôpitaux, propose au préfet maritime ceux qui doivent être embarqués ; il dirige et surveille l'enseignement ; il a dans ses attributions les établissements relatifs à ce service.

Le conseil délibère avec l'autorisation du préfet maritime sur tout ce qui intéresse la salubrité de l'arsenal et les établissements qui en dépendent, et propose les mesures qu'il juge nécessaires. Il constate l'état sanitaire des marins et autres individus appartenant au service de la marine soumis à la visite ; il donne, s'il y a lieu, après les avoir communiquées au préfet maritime, des instructions aux chirurgiens embarqués et reçoit leurs rapports au retour. Il participe à la vérification des comptes relatifs aux consommations faites à bord pour ce service (2).

SECTION III.— *De la force publique ou de la force armée.*

La force publique, considérée d'une manière générale, est la réunion des forces de tous les citoyens ; *mais* la garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite *plus particulièrement* une force *armée*. Celle-ci est une force habituelle extraite de la force *publique* et destinée essentiellement à agir contre les ennemis du dehors (3).

Sous la constitution de l'an III et même dans la constitution de l'an VIII, la force *armée* tout entière était désignée sous le nom de garde nationale, qui se distinguait en garde nationale en activité (comprenant les armées de terre et de mer), et en garde nationale sédentaire ou garde nationale proprement dite (4).

Il y a toujours eu de plus un autre élément, c'est-à-dire une force mixte en quelque sorte, participant à la fois du caractère des corps de troupes composant l'armée de terre et l'armée de mer et de celui de la garde nationale : nous voulons parler de la gendarmerie et des gardes municipales soldées (5).

---

(1) O. 17 juill. 1835, 29 avr. 1836, 28 avr. 1837, 12 juill. et 21 oct. 1841, 15 mai 1842; 26 oct. 1847–48; D. 19 mars 1853.

(2) O. 17 déc. 1828, art. 89 à 95 ; 14 juin 1844, art. 74 à 81.—*V.* D. 24 déc. 1850–1851, art. 26.

(3) L. 6-12 déc. 1790, 1°, 2° ; const. 1793, art. 107, 108 ; déclar. 20 à 26 août-3 nov. 1789, art. 12 ; const. 1791; déclar. *id.* et tit. IV, art. 1er, etc.—*V.* ci-après.

(4) Const. an III, art. 276, 285, 277 ; an VIII, art. 48.

(5) *V.* ci-après.

Il ne peut être appelé dans l'intérieur ou les ports de la France, ni transporté par les vaisseaux de l'État dans les ports de l'Empire et de ses colonies, ni employé au service de l'État, à terre ou sur les vaisseaux, aucun corps ou détachement de troupes étrangères sans l'autorisation d'une loi (1).

Ni la force armée en général (soit de terre, soit de mer), ni aucune de ses parties, ni aucune *armée*, ni aucun corps ne forment des personnes civiles (2), quoique chacun de ses différents corps forme sous le rapport de son administration intérieure une espèce d'*unité*. Elle n'est point une *institution* dans l'État (3). Les dons et legs faits à ces corps ou à l'armée en général, etc., sont acceptés, non pas en leur nom, mais au nom de l'Etat lui-même (4).

La force *armée* est instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux qui en font partie (5).

Elle est instituée pour défendre l'État contre les ennemis du dehors et pour assurer au dedans le maintien de l'ordre et l'exécution des lois (6).

Elle se compose : 1° de l'armée de terre et de l'armée de mer; 2° de la gendarmerie ordinaire et maritime, etc.; 3° de la garde nationale; 4° des gardes municipales soldées (7).

L'armée de terre et l'armée de mer comprennent chacune plusieurs armes spéciales (8).

La force armée se trouve ainsi régie par des règles générales et par des règles spéciales.

Toutes les parties de la force publique, employées pour la sûreté de l'État contre les ennemis *du dehors*, agissent sous les ordres du chef de l'État (9).

---

(1) L. 28 fév.–28 mars 1790, art. 3; 3–7 juill. 1790, art. 3, 4; const. 1791 chap. III, sect. I^re^, art. 1^er^, 7°; an III, art. 293; Ch. 1830, art. 13; const. 1848, art. 107.

(2) L. 15 fruct. an VI; O. 10 mai 1844; L. 22 mars 1831, art. 80; 16 janv. 16 fév. 1791, tit. III, art. 16; 18 germ. an VI, art. 65, 89 à 96; D. 11 janv. 1852, art. 17, 18; D. 11 août 1856, art. 386 et suiv.

(3) Ex. : const. 1791, tit. IV, art. 3.—*V.* notes suiv.

(4) Ex. : O. 27 déc. et 25 juin 1842; O. 5 janv. 1845; 12 janv., 22 mars et 21 nov., 1^er^ déc. 1846; arr. 26 sept. 1848; D. 14 juill., 11 août et 26 déc. 1852; 12 août 1853, etc.—*V.* ci-dessus, p. 24, note 4.

(5) Déclar. 20 à 26 août–2 nov. 1789, art. 12; const. 1791–déclar. *id.*

(6) Const. 1791, tit. IV, art. 1^er^; an III, art. 274; 1848, art. 101.—*V.* ci-après, *Destinations spéciales*.

(7) Const. 1791, tit. IV, art. 2; an III, art. 276, etc.; 1848, art. 101, etc. —*V.* ci-après.

(8) *V.* ci-après.

(9) *V.* ci-dessus, p. 104, n° VII.

Aucun corps ou détachement de troupe de ligne et de garde nationale ne peut agir *dans l'intérieur* sans une réquisition légale (1).

Cependant, d'une part, dans les places de guerre et postes militaires, le commandant d'armes donne les ordres et consignes, prescrit les rondes et patrouilles, et fait lui-même les visites nécessaires pour la conservation et la police des fortifications, bâtiments, établissements et terrains militaires de l'artillerie et de tout le matériel, pourvoit, en ce qui le concerne, à la protection et à la plus prompte exécution des travaux militaires, ordonne et fait exécuter les exercices et manœuvres des troupes, et même, toutes les fois que les circonstances le permettent, les exercices et simulacres d'attaque et de défense, prend les mesures nécessaires pour faire exécuter ou protéger la suppression, ordonnée légalement, des constructions, fouilles ou dépôts faits dans le rayon prohibé, au préjudice de la défense et en contravention aux lois; le tout, sans qu'il soit besoin de réquisition, et à la charge seulement, pour certaines manœuvres extraordinaires, ou au cas d'interruption momentanée des communications publiques, de prévenir l'autorité civile et de se concerter avec elle (2).

D'un autre côté, les chefs de la garde nationale peuvent, en se conformant au règlement relatif au service ordinaire, aux revues, exercices et prises d'armes, arrêté dans le département de la Seine par l'autorité centrale, dans les autres départements par l'autorité civile locale, donner, sans réquisition particulière et après en avoir seulement prévenu l'autorité municipale, tous les ordres relatifs à ce service et aux exercices et revues. Dans les villes de guerre la garde nationale ne peut prendre les armes ni sortir des barrières qu'après que le maire en a informé par écrit le commandant de la place (3).

Quant à la gendarmerie et aux gardes municipales soldées, elles exercent pareillement, sans qu'il soit besoin d'aucuneréquisition par-

---

(1) Instr. 12–20 août 1790, chap. I^er^, 69, 7°; L. 6–12 déc. 1790, 7°; 8–10 juill. 1791, tit. III, art. 16; 22 juill.–3 août 1791, art. 20; const. 1791, tit. IV, art. 4, 8; 1793, art. 112; an III, art. 291; 1848, art. 105; L. 29 sept.–14 oct. 1791, sect. III, art. 1; 13 fruct. an V, art. 5; O. 17 juill. 1816, art. 13; L. 22 mars 1831, art. 93; L. 13 juin 1851, art. 5, 108; D. 4 janv. 1852, art. 6; C. pén. 258.—*V.* ci-après.

(2) D. 24 déc. 1811, art. 59, 62, 63, 2^e^ al., 67, 69, 73, 74, 75, 88; L. 8–10 juill. 1791, tit. I^er^, art. 35; tit. III, art. 47, etc.— *V.* ci-dessus, p. 530.

(3) L. 29 sept.–14 oct. 1791, sect. III, art. 6; 13 fruct. an V, art. 6; L. 22 mars 1831, art. 73, 74; 13 juin 1851, art. 67, 68; 11 janv. 1852, art. 19 à 21.—*V.* ci-après, *Force armée*, *Etat de guerre*, *Etat de siége*.

ticulière, leurs fonctions essentielles et ordinaires. Seulement les officiers commandant la gendarmerie du département ou de l'arrondissement sont tenus d'adresser chaque jour au préfet et aux sous-préfets le rapport de tous les événements qui peuvent intéresser l'ordre public, et de leur communiquer tous les renseignements du même genre que leur fournit la correspondance des brigades, notamment l'indication de tous les délits et arrestations dont ils ont eu connaissance (1).

La réquisition de la force publique dans l'intérieur appartient *en général* aux autorités civiles (2). Toutefois, lorsque, pour dissoudre un rassemblement séditieux, pour la répression des délits ou l'exécution des réquisitions des autorités civiles, une force supplétive doit être adjointe à la gendarmerie, les officiers de ce corps peuvent s'adresser *directement* soit aux commandants des places, soit aux généraux commandant les divisions ou subdivisions militaires de leur arrondissement, afin d'en obtenir le nombre de troupes de ligne nécessaires pour assurer l'exécution de la loi (3).

L'ordonnance du 29 octobre 1820 et le décret de 1854 autorisent, pour les cas où la tranquillité publique est menacée, les commandants des divisions et subdivisions militaires à *ordonner*, sur la réquisition des préfets, la formation de détachements de gendarmerie (4).

D'après cette même ordonnance les officiers, sous-officiers et gendarmes des compagnies placées près des ports et arsenaux, doivent déférer aux réquisitions qui leur sont faites par les chefs *militaires* des ports et les officiers d'administration *de la marine* (5).

Les officiers ou militaires de gendarmerie peuvent être requis même par les citoyens dans un moment de danger et par les propriétaires ou principaux locataires ou chefs d'un appartement, lorsqu'il s'agit de constater un crime ou délit même non flagrant, commis dans l'intérieur de la maison (6).

---

(1) L. 16 janv.–16 fév. 1791, § 2, art. 1er, 2 ; 27 juill.-3 août 1791, art. 2; 15 août 1793, art. 3 ; O. 18 germ. an VI, art. 125, 126 ; O. 29 oct. 1820, art. 179, 180, 70 à 72 ; D. 1er mars 1854, art. 269 à 458, 110 à 112, 103.—*V.* L. 14–29 avr. 1792, tit. VI, art. 5, 6.

(2) Const. 1791, tit. IV, art. 10 ; O. 29 oct. 1820, art. 3, 9°, etc. — *V.* ci-dessus, p. 1028, note 2 et ci-après.

(3) L. 18 germ. an VI, art. 153, 154 ; D. 1er mars 1854, art. 136, 137.—Ce dernier article autorise même, en cas d'urgence, les officiers et sous-officiers de gendarmerie à requérir directement de la troupe de ligne.

(4) O. 29 oct. 1820, art. 84 ; D. 1er mars 1854, art. 129 à 131.—*V.* L. 8-10 juill., tit. III, art. 42 ; D. 1er mars 1854, art. 124, 122, et ci-après, *Armes distinctes*.

(5) O. 29 oct. 1820, art. 229.—*V.* ci-dessus, p. 530.

(6) O. 29 oct. 1820, art. 295, 170, 171 ; D. 1er mars 1854, art. 613, 263, 264.

Les réquisitions faites par l'autorité civile aux commandants des troupes de ligne, de la gendarmerie ou de la garde nationale, doivent être par écrit, signées et datées, énoncer la loi qui les autorise, le motif, l'ordre ou l'acte administratif (ou judiciaire) en vertu duquel elles sont faites.

Elles doivent être adressées au commandant du lieu ou à l'officier du grade le plus élevé ou le plus ancien dans chaque grade, et, en cas de refus, à l'officier sous les ordres duquel celui-ci est immédiatement placé (1).

Elles ne peuvent en général être données ni exécutées que dans la circonscription de l'autorité qui les donne et de celle qui les fait exécuter (2), sauf, toutefois, les cas où la tranquillité publique est menacée (3).

En temps de guerre, les troupes de ligne ne peuvent être requises que dans les lieux où elles se trouvent, soit en garnison, soit en quartier, soit en cantonnement ; néanmoins, sur la notification du besoin de secours, elles doivent prêter main-forte à l'exécution des lois civiles, politiques, etc., autant qu'elles le peuvent sans nuire au service militaire (4).

Les officiers généraux commandant les divisions et subdivisions militaires, les commandants de place, les chefs des troupes de ligne, de la gendarmerie, de la garde soldée des villes ou de la garde nationale, les officiers, sous-officiers et gendarmes, sont tenus d'obtempérer aux réquisitions des autorités civiles ou autres, qui ont le droit de les requérir, et de prêter sur-le-champ la main-forte demandée, toutes les fois que ces réquisitions sont faites dans les cas prévus par les lois (5).

---

(1) L. 8–10 juill. 1791, tit. III, art. 17 ; 27 juill.–3 août 1791, art. 22, 21 ; 29 sept.-14 oct. 1791, sect. III, art. 2 ; const. an III, art. 291 ; L. 18 germ. an VI, art. 147, 137 ; arr. 13 flor. an VII, chap. 5 ; O. 29 oct. 1820, art. 52, 53, 56, 58, 90, 2e al., 188, dern. al. ; D. 1er mars 1854, art. 95 à 97, 92, 461, 475.

(2) Const. an III, art. 292 ; L. 18 germ. an VI, art. 143, 146 ; O. 29 oct. 1820, art. 53 ; D. 1er mars 1854, [art. 92 ; arr. 13 flor. an VII, chap. .III — *V.* notes suiv.

(3) D. 1er mars 1854, art. 129 ; const. an III, art. 294, 292 ; L. 13 juin 1851, art. 107, 108 ; D. 11 janv. 1852, art. 23.

(4) L. 27 juill.–3 août 1791, art. 24.—*V.* page suiv.

(5) L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 9, 13 ; 27 juill.–3 août 1791, art. 41 ; 16 janv.-16 fév. 1791, art. 10, 12 ; 18 germ. an VI, art. 140, 233 ; O. 29 oct. 1820, art. 3, 54, 195 ; D. 1er mars 1854, art. 93 ; D. 17 mai 1809, art. 35 ; L. 2–3 juin 1790 ; 22 mars 1831, art. 93 ; 30 mars 1822, art. 12 ; C. pén., art. 234.—La loi du 29 sept.-14 oct. 1791 ne permettait pas aux chefs de la garde nationale requis de juger si les réquisitions avaient dû être faites ; ils étaient tenus de les exécuter provisoirement, sans délibération, sur la remise

La force armée est essentiellement obéissante. Nul corps armé ne peut délibérer. La garde nationale ne peut se mêler ni directement ni indirectement des affaires de l'État, du département ou de la commune (ni de la garde nationale elle-même, à l'exception des affaires expressément renvoyées aux conseils d'administration intérieure et de discipline de cette garde) (1).

Les officiers, sous-officiers et soldats ne peuvent donner des repas de corps ni en recevoir, sous quelque prétexte et de quelque part que ce soit (2).

SOUS-SECTION Ire.—*De l'armée de terre et de l'armée de mer.*

§ 1er. — L'armée de terre proprement dite (troupes de ligne, etc.) est une force habituelle extraite de la force *publique* (3) et faisant partie de la force *armée* (4). Elle est destinée *particulièrement* à défendre la patrie contre les ennemis *du dehors* (5); mais quoique plus particulièrement instituée pour cet objet, elle concourt aussi, néanmoins, à la répresssion de *certains* délits et à faire cesser toute résistance à l'exécution des lois (6). Elle se compose des maréchaux de France (7), d'un état-major général ou des officiers généraux (8), d'un corps dit d'état-major (9), enfin de diverses armes spéciales (infanterie, cavalerie, artillerie, génie) (10) et même gendarmerie

---

d'une réquisition écrite (sect. III, art. 2).—*V.* D. 17 mars 1854, art. 114, 131 et p. précéd., ***Troupes de ligne, temps de guerre.***

(1) L. 6–12 déc. 1790, 5°, 25–29 juill. 1791, art. 10; const. 1791, tit. IV, art. 12; 1793, art. 114; an III, art. 275; an VIII, art. 84; 1848, art. 104; instr. 12-20 août 1790, chap. Ier, 8°; L. 29 sept.–14 oct. 1791, sect. III, art. 4; sect. V, art. 16; O. 17 juill. 1816, art. 9; L. 22 mars 1831, art. 1er, 3.

(2) L. 8–10 juill. 1791, tit. III, art. 61.

(3) *V.* ci–dessus.

(4) *V.* ci–dessus.

(5) L. 6-12 déc. 1790, 2°; 28 fév.–28 mars 1790, art. 2. — *V.* ci–dessus, p. 549, 550.

(6) L. 28 germ. an VI, art. 2; L. 8–10 juill. 1791.

(7) L. 23 sept.–29 oct. 1790, tit. II, art. 27; 7-11 sept. 1790, art. 13; 4-20 mars 1791, art. 10; 21 sept. 1793; sén. cons. 28 flor. an XII, art. 48 à 52; D. 8 fruct. an XII; 8 avr. 1813; O. 2 août 1818, art. 53, 54; 26 juill. 1820; 14 déc. 1828; 24 mai 1829; 9 mai 1832; 16 mars 1838, art. 72; 24 août 1839, art. 1er et 2. Arr. cons. 5 août 1837.

(8) L. 14 avr. 1832, art. 10, 14; O. 16 mars 1838, art. 1er 70, 71; O. 22 juill. 1818, art. 1er; 15 nov. 1830, art. 3, 4, 8 à 11; 5 avr. 1832; 22 juill. 1835; L. 4 août 1839; arr. 28 fév., 11 avr. et 3 mai 1848; L. 11 août 1849; D. 20 déc. 1851; 2e et 1er D. 1er déc. 1852; sén.–cons. 25 déc. 1852, art. 15; D. 15 juill. 1853; 19 mai 1860.—*V.* ci–dessus, p. 109.

(9) O. 6 mai 1818; 10 déc. 1826; 22 fév. 1831; 23 fév. 1833; D. 20 déc. 1851; 12 avr. et 14 juill. 1852; 28 juin 1860.

(10) O. 16 juill. 1815; 8 sept. 1841; etc.

(car celle-ci, tout en formant une force spéciale, fait aussi partie intégrante de l'armée) (1) etc.

C'est dans le sein de l'armée ainsi composée que sont prises les autorités militaires proprement dites.

Les membres des services administratifs militaires, les officiers de santé, etc., sont considérés comme faisant aussi, partie de l'armée (2).

§ 2. — L'armée navale, force habituelle extraite de la force *publique* et faisant partie de la force *armée* (3), est essentiellement destinée à défendre la patrie contre les ennemis extérieurs et à protéger le commerce maritime et les possessions nationales dans les différentes parties du globe (4).

Elle se compose d'amiraux, grade semblable à celui de maréchal de France (5), d'un état-major général ou des vice-amiraux et contre-amiraux, (officiers généraux) (6), du corps de la marine comprenant: 1° les autres officiers de vaisseaux ou frégates (7); 2° le génie maritime (8); 3° les officiers mariniers (premiers maîtres, seconds maîtres et quartiers-maîtres (des différentes parties du service (manœuvre, canonnage, timonerie, etc.) (9), et les *marins* (matelots, novices, etc.) et ouvriers classés, employés au service de l'État (10); enfin des

---

(1) Sous-sect. suiv.

(2) Ex. : L. 11 avr. 1831, art. 9, tar. annex. ; 19 mai 1834, art. 26 ; O. 10 juin 1835, art. 2 ; D. 9 janv. 1852, art. 8 ; 28 mars 1852, art. 26 ; déc. 1852 ; D. 12 juin 1856, art. 4 ; 28 janv. 1860, art. 8; L. 9 juin 1857, art. 56. —*V.* ci-dessus, p. 107, note 7.

(3) *V.* ci-dessus.

(4) L. 6-12 déc. 1790, 1°, 2° ; 3–7 juill. 1790, art. 2.

(5) L. 29 avr.-15 mai 1791, art. 39, 42 ; L. 1er–15 mai 1791, art. 2, 8 ; 12-20 mai 1791 ; const. 1791, tit. III, chap. IV, art. 2 ; L. 3 brum. an IV, art. 3 ; O. 14 déc. 1828, art. 3 ; O. 13 et 20 août 1830 ; L. 17 juin 1841, art. 1er et 2.

(6) L. 20 avr. 1832, art. 13 à 15, 20; 14 mai 1837, art. 4; 28 mai 1853 ; 17 juin 1841 ; O. 19 nov. 1842 ; D. 29 janv. et 15 juill. 1853; 1er D. 1er déc. 1852; sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 15 ; D. 19 mai 1860.—V. note suiv.

(7) L. 29 avril–15 mai 1791, art. 22 à 42 ; 1er–15 mai 1791, art. 1er à 15 ; 12-20 mai 1791 ; 3 brum. an IV, art. 5–8 ; arr. 29 therm. an VIII, art. 1er à 21, 38 à 46 ; O. 1er juill. 1814 ; 29 nov. 1815 ; 22 oct. 1817 ; 31 oct. 1819 ; 1er mars 1831 ; L. 20 avr. 1832, art. 5 et suiv. ; 14 mai 1837 ; O. 29 déc. 1836 ; 21 août 1839 ; 14 sept. 1840 ; 3 mai 1848 ;— L. 29 avril, 15 mai 1791 art. 45 à 50 ; O. 1er mars 1831 ; 24 nov. 1835 ; 30 déc. 1836 ; 31 juill. 1845 ; 16 juin 1848.

(8) Arr. 7 flor. an VIII, art. 19, 20 ; 7 therm. an VIII, art. 7 à 18 ; 28 mars 1830 ; 7 sept. 1831 ; 2 mars 1838; 30 nov. 1846; D. 11 avril 1854.

(9) L. 29 avril–15 mai 1791, art. 7 à 13 ; 3 brum. an IV, art. 12 à 14 ; O. 1er juill. 1814, art. 6 et suiv. ; 17 mars 1824, art. 8 et suiv. ; L. 20 avril 1832, art. 1er à 3 ; D. 5 juin 1856, art. 4 à 6, 16 à 28, 120 à 140, 199 à 213, 223, etc. ; 21 mai 1860.

(10) L. 3 brum. an IV, art. 5 à 7, 3 1er al. ; O. 1er juill. 1814, art. 1er à 5 ;

troupes de la marine (infanterie et artillerie), assimilées en général aux troupes composant l'armée de terre (1) ; et même de la gendarmerie affectée au service des ports et arsenaux (2).

Les fonctionnaires ou officiers et les *ouvriers* appartenant ou attachés même momentanément aux services administratifs, *civils*, de la marine, sont aussi considérés comme faisant partie de l'armée navale ou plutôt de la marine de l'État (3).

C'est dans ce personnel que sont choisies d'une part les autorités *militaires*-maritimes, et de l'autre les autorités *administratives* maritimes (4).

Il y a néanmoins, comme nous l'avons vu, des autorités maritimes qui sont choisies dans des corps *civils* proprement dits (5) ; sans parler ici des autorités maritimes pour le commerce et les ports maritimes de commerce (6).

SOUS-SECTION II.—*De la gendarmerie.*

La gendarmerie, corps armé pour le service intérieur principalement, est une force habituelle extraite de la force publique et faisant partie de la force armée (7), comprise particulièrement (excepté la gendarmerie maritime) dans l'armée de terre (8).

Elle est composée : 1° de la gendarmerie des départements et de l'Algérie ; 2° de la gendarmerie maritime, aujourd'hui à part (9) ; 3° d'une gendarmerie coloniale ; 4° de la gendarmerie d'élite (10) ; 5° de la garde municipale de Paris (11) ; 6° des gen-

---

17 mars 1824, art. 1er à 7, etc. ; D. 23 mars 1852 ; 4 juill. 1853 ; 5 juin 1856, art. 3, 7, 103 à 119, 214 à 222 ; 28 janv. 1857.

(1) L. 14 avril 1832, art. 25 ; 23 juill. 1847, art. 5 ; 18 avril 1831, art. 1er, 2e al. ; 26 avril 1855, art. 19 ; 21 juin 1856 ; O. 21 mars 1847. Excepté quant à la juridiction (L. 4 juin 1858, art. 77). — *V.* p. précéd., note 7 ; O. 19 nov. 1842.

(2) O. 19 juin 1832 ;—*V.* O. 19 oct. 1820, art. 228 à 250.

(3) Ex. : L. 18 avril 1831, art. 9 et tar. annex. 19 mai 1834, art. 24, 26 ; D. 29 janv. 1853, art. 9, 10 ; 14 mai 1853, tit. II, art. 2 ; tit. IV, art. 3 ; 4 juill. 1853 ; 14 août 1854, L. 4 juin 1858, art. 77, etc.

(4) *V.* ci-dessus.

(5) *V.* ci-dessus, p. 545, *Ingénieurs chargés des travaux hydrauliques.*

(6) *V.* ci-dessus et ci-après, *Police.*

(7) *V.* ci-dessus.

(8) L. 6-12 déc. 1790, 3° ; 16 janv.-16 fév. 1791, tit. Ier, art. 1er, tit. III, art. 2 et tit. 6 ; 28 germ. an VI, art. 1er, 150 ; O. 29 oct. 1820, art. 2.

(9) *V.* sous-sect. précéd., § 2, et ci-après.

(10) D. 5 juill. 1848 ; 20 avril et 11 mai 1850 ; 22 déc. 1850 ; 22 déc. 1851 ; 19 fév. 10 juill., 27 nov. et 11 déc. 1852 ; 29 juill. 1853, 1er mars 1854, art. 14, 643.—V. ci-après *Attribution.*

(11) Arr. 12 vend. an XI ; O. 10 janv. 1814 et 1816 ; 2 sept. 1818 ; 16 août 1830 ; 29 oct. 1820, art. 4, 7 ; 24 août 1838 ; arr. 16 mai 1848 ; 1er fév. 6 avril et 27 oct. 1849 ; D. 11 déc. 1852 ; 1er mars 1854, art. 14, 643, etc.

darmes vétérans. Les sapeurs-pompiers de la ville de Paris en faisaient autrefois partie (1).

Elle est instituée pour veiller à la sûreté publique, assurer dans l'intérieur du pays le maintien de l'ordre et l'exécution des lois; son service est essentiellement destiné à la sûreté des campagnes et des voies de communication ; néanmoins elle prête dans l'intérieur des villes toute main-forte dont elle est légalement requise. Elle est particulièrement destinée à agir contre les perturbateurs de l'ordre et de la paix publique. Une surveillance continue et répressive constitue l'essence de son service. Son action s'exerce dans toute l'étendue du territoire continental et colonial de l'Empire.

La gendarmerie maritime est spécialement affectée, dans les arrondissements et quartiers maritimes, à la police des ports, à l'exécution du service relatif à l'inscription maritime et à toutes les opérations qui s'y rapportent, soit dans l'intérieur, soit à l'extérieur des ports. Elle surveille les démarches des marins, observe leurs habitudes dans les ports, s'attache à les reconnaître afin de prévenir et réprimer la désertion, etc. La gendarmerie ordinaire surveille les militaires des *troupes* de la marine jusqu'à leur embarquement, recherche les déserteurs, même de *l'armée* de mer; etc.

Outre le service dont elle est chargée dans l'intérieur du pays, la gendarmerie fournit, en temps de guerre, des détachements destinés au maintien de l'ordre et de la police dans les camps et cantonnements et armées. Ces détachements remplissent des fonctions analogues à celles qu'exerce la gendarmerie dans l'intérieur, savoir : la surveillance des délits, la rédaction des procès-verbaux, la poursuite et l'arrestation des coupables, la police et le maintien de l'ordre (2).

La gendarmerie d'élite est chargée du service de surveillance que réclament la conservation des forêts comprises dans le domaine de la couronne et la sûreté des routes pendant les voyages du chef de l'État (3).

---

(1) O. 29 oct. 1820, art. 4, 5 ; 25 avril et 16 juin, 8 sept. 1830 ; 31 août 1839 ; 8 sept 1841 ; 24 oct. et 22 déc. 1851 ; 19 fév., 10 juill. 27 nov. et 11 déc. 1852 ; 30 mars 1853 ; 15 fév. et 1er mars 1854, art. 14, etc. ; 10 mars et 10 oct. 1855 ; 11 fév., 5 oct. et 10 nov, 1860.—*V.* ci-après, *Gardes soldées*.

(2) L. 6-12 déc. 1790, 3° ; 16 janv.-16 fév. 1791, art. 11 ; 28 germ. an VI, art. 1er, 3, 215, 133 ; arr. 12 therm. an IX, art. 13 ; 6 fruct. an XI ; O. 29 oct. 1820, art. 1er, 231 à 240 ; 19 juin 1832 ; D. 1er mars 1854, art. 1er, 5, 88, 90, 313, 505, etc. ; 24 avril 1858, art. 507, 505, 506.— *V.* ci-dessus, p. 533, 534, *Etat de paix, de guerre et de siége*, et ci-après.

(3) D. 25 sept. 1852 ; 29 juill. 1583. — *V.* O. 10 sept. 1815, art. 2 ; 16 mars 1820, 29 oct. 1820, art. 4, 5.

Dans aucun cas, ni directement ni indirectement, la gendarmerie ne doit recevoir de missions occultes. Son action s'exerce toujours en tenue militaire ouvertement et sans manœuvre de nature à porter atteinte à la considération de l'arme (1).

Indépendamment du service qu'elle est appelée à faire aux armées, la gendarmerie peut être organisée en bataillons, escadrons, régiments ou légions, pour faire partie des brigades de l'armée active, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur (2).

Les dispositions générales des lois militaires sont applicables à la gendarmerie, mais sauf les modifications et les exceptions que la nature mixte de son service rend nécessaires (3).

SOUS-SECTION III.—*De la garde nationale.*

L'organisation de la garde nationale n'est que la détermination du mode suivant lequel les citoyens doivent se rassembler, se former et agir lorsqu'ils sont requis de remplir leur service (4).

Les citoyens requis de défendre la chose publique, et armés en vertu de cette réquisition, portent le nom de gardes nationales.

Comme la nation est UNE (5), il n'y a qu'une seule garde nationale soumise aux mêmes règlements et à la même discipline et revêtue du même uniforme (6).

Il peut néanmoins y avoir, mais sous la même forme d'organisation, des grenadiers et des chasseurs (7), etc., et des corps spéciaux de cavalerie, artillerie, génie, etc. (8).

---

(1) D. 1er mars 1854, art. 119.

(2) D. 1er mars 1854, art. 536.

(3) L. 16 janv.–16 fév. 1791, tit. III, art. 17 ; L. 18 germ. an VI, art. 130, 97 à 99, 171 ; O. 29 oct. 1820, art. 2, 31, 255 à 262, 251, 252, 319 ; D. 1er mars 1854, art. 2, 537 à 547, 553 à 588 ; 24 avril 1858, art. 576, 577.—*V.* ci–dessus, p. 251, et ci–après *Police*.

(4) L. 6–12 déc. 1790, 7° ; 27 juill.–3 août 1791, art. 42 ; L. 16 sept.–14 oct. 1791, sect. III, art. 2, sect. V, art. 11 ; 13 fruct. an V, art. 12 ; D. 12 nov. 1806, art. 21, 30 ; L. 22 mars 1831, art. 78, 89, 136, 161 ; 14 juill. 1837, art. 20 ; 13 juin 1851, art. 70, 72, 75, 76, 116 ; 11 janv. 1852, art. 23 ; L. 3 mars 1822, art. 12.—*V.* ci–dessus, p. 527.

(5) *V.* ci–dessus, p. 72.

(6) L. 6–12 déc. 1790, art. 2 à 4 ; 12–18 juin 1790, 4° ; 19-23 juill. 1790 ; instr. 12-20 août 1790, chap. Ier, § 9, 2° ; const. 1791, tit. IV, art. 3, 5 ; L. 29 sept.–14 oct. 1791, sect. II, art. 24, 27, 28 ; const. an III, art. 278 ; L. 22 mars 1831, art. 68 ; 14 juill. 1837, art. 19, 29 ; 13 juin 1851, art. 59 ; D. 11 janv. 1852, art. 6, 8.

(7) Ex. : L. 25 therm. an V, art. 10 ; D. 8 vend. an XIV, art. 5 ; 5 avril 1813, art. 8, 9 ; L. 22 mars 1831, art. 46.

(8) L. 29 sept.–14 oct. 1791, sect. II, art. 30, 37 ; 13–18 mars 1792, art. 4 à 8 ; 16 août 1792 ; D. 14 mars 1812, art. 36 ; D. 17 déc. 1813, art. 1er ;

Ailleurs qu'à Paris, les corps de sapeurs-pompiers, non soldés, c'est-à-dire volontaires, qui peuvent être formés, font partie de la garde nationale (1).

Les gardes nationales ne forment ni *un corps* militaire ni une institution *distincte* (ou personne civile) (2).

Les distinctions de grade et la subordination ne subsistent que relativement au service et pendant sa durée (3).

La garde nationale fait partie de la force publique *armée*. Les fonctions des citoyens servant en qualité de gardes nationales sont de rétablir l'ordre et de maintenir l'obéissance aux lois et de seconder l'armée de terre dans la défense des frontières et des côtes (4).

Le service de la garde nationale consiste en service intérieur *dans la commune* et en service de *détachement* hors de la commune; enfin en service de garde mobilisée ou *corps* détachés pour seconder l'armée de ligne (5).

La garde nationale, même pour ce qui concerne le service de détachement, hors de la commune, est placée sous l'autorité des préfets, sous-préfets et maires, et c'est à eux que doivent s'adresser pour leurs réquisitions les commandants militaires, officiers de gendarmerie, etc. (6).

La garde nationale, même en service de *détachement*, reste sous les ordres de son commandant. L'autorité militaire n'en prend le

---

O. 30 sept. 1818, art. 5; L. 22 mars 1836, art. 30, 38, 39, 41, 42, 70; 14 juill. 1837, art. 18; O. 4 oct. 1838, art. 14 à 19; L. 13 juin 1851, art. 34, 60; D. 6 oct. 1851, art. 9; 11 janv. 1852, art. 3.

(1) L. 5 nov. 1792; O. 11 déc. 1816, art. 3; L. 22 mars 1831, art. 40, 47; L. 14 juill. 1837, art. 18; O. 4 oct. 1838, art. 9 à 13; 14 fév. 1839; L. 13 juin 1851, art. 34, 60; D. 6 oct. 1851, art. 9; 11 janv. 1852, art. 3.—*V.* p. suiv.

(2) Const. 1791, tit. IV, art. 3.—*V.* ci-dessus, p. 556.

(3) Const. 1791, tit. IV, art. 5; L. 29 sept-14 oct. 1791, sect. V, art. 2, 5; const. an III, art. 280; L. 13 fruct. an V, art. 27, 30.

(4) L. 29 sept.-14 oct. 1791, sect. III, art. 1^er^, 12; 24-25 juill. 1792; 9 sept. 1792; 13 fruct. an V, art. 1^er^; sén.-cons. 2 vend. an XIV, art. 3; L. 22 mars 1831, art. 1^er^, 3, 3° et tit. VI; 13 juin 1851, art. 1^er^, 17, 34, 60; D. 11 janv. 1852, art. 23.—La loi de 1831 portait: « La garde nationale est instituée pour défendre la royauté constitutionnelle, la Charte, et les droits qu'elle a consacrés... », etc.

(5) L. 22 mars 1831, art. 3, 127 à 137, 138 à 161; L. 19 avril 1832; L. 13 juin 1851, art. 1^er^, 107 à 118; D. 11 janv. 1852, art. 1^er^, 23.—Le décret du 12 nov. 1806 distinguait seulement le service intérieur et le service d'activité militaire ou réunion dans un but déterminé ou mise en activité sur réquisition pour le service d'une place (art. 16, 17).

(6) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1789, sect. III, art. 2, 10°; 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 38; 13 fruct. an V, art. 3, etc.; D. 13 nov. 1806, art. 17; O. 30 sept. 1818, art. 1^er^; L. 22 mars 1831, art. 6, 128, 74, 73; 3 juin 1851, art. 4, 108, 68, 67; D. 11 janv. 1852, art. 5, 23, 19.—*V.* ci-dessus, p. 552.

commandement, dans ce cas, que sur la réquisition de l'autorité administrative (1) ; mais lorsque la garde nationale est mise à la disposition de l'autorité militaire, sur sa réquisition, elle passe sous les ordres et le commandemnt de l'autorité qui a fait la réquisition indirecte (2).

Le secours de la garde nationale ne peut être requis par l'autorité militaire qu'à défaut et en cas d'insuffisance de la gendarmerie, des gardes soldées et des troupes de ligne (3). Des *corps* détachés ou mobilisés ne peuvent être tirés de la garde nationale qu'en vertu d'une loi ou, pendant l'absence des chambres, d'un décret converti en loi lors de la plus prochaine session (4).

SOUS-SECTION IV.—*Des sapeurs-pompiers de la ville de Paris et autres gardes soldées.*

Il peut y avoir dans certaines villes (et il y a en effet à Paris) des sapeurs-pompiers soldés, outre les sapeurs-pompiers volontaires, s'il y a lieu. Dans ce cas, les sapeurs-pompiers volontaires font le service ordinaire de la garde nationale (5).

A Paris, le corps des sapeurs-pompiers, jusqu'à 1852, faisait, comme la garde municipale parisienne, partie de la gendarmerie. Aujourd'hui il constitue un corps soldé tout à fait à part, placé néanmoins, comme la gendarmerie, dans les attributions du ministre de la guerre, du moins pour tout ce qui concerne son organisation, son recrutement, le commandement militaire, la police intérieure, la discipline, l'avancement, les récompenses et l'administration intérieure du corps (6).

Outre le service spécial pour prévenir et arrêter les incendies, les

---

(1) L. 22 mars 1831, art. 128; 13 juin 1851, art. 108; D. 4 janv. 1852, art. 23.

(2) L. 22 mars 1831, art. 6; 13 juin 1851, art. 4; D. 11 janv. 1852, art. 5; 1er mars 1854, art. 140.—*V.* L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 35, 36; 27 juill.-3 août 1791, art. 23; 29 sept.-14 oct. 1791, sect. III, art. 11; L. 18 germ. an VI, art. 156, 157; O. 27 déc. 1815, art. 17, 18; 29 oct. 1820, art. 93; L. 24 déc. 1811, art. 66.—*V.* ci-dessus, p. 528, 530 et p. 533, 534, *Etat de guerre et de siége*.

(3) L. 27 juill.-3 août 1791, art. 18; D. 24 déc. 1811, art. 66; L. 28 germ. an VI, art. 156; O. 17 juill. 1816, art. 12; 29 oct. 1820, art. 92; D. 1er mars 1854, art. 139.

(4) L. 22 mars 1831, tit. VI, art. 139; 13 juin 1851, art. 117; D. 11 janv. 1852, art. 23.

(5) L. 5 nov. 1792; O. 11 déc. 1816, art. 3; L. 22 mars 1831, art. 40, 47; 13 juin 1851, art. 34. — *V.* ci-dessus, *Garde nationale*, *Sapeurs-pompiers volontaires*.

(6) L. 5 nov. 1792; arr. 16 mess. an VIII, art. 24; 17 mess. an IX; D. 18 sept. 1811; O. 7 nov. 1821, etc.; D. 27 avril 1850; 19 fév. 1852 (exclus.); 1er mars 1854, art. 14 (*id.*); 10 et 20 fév. 1855; 31 oct. 1856; 7 déc. 1859.

sapeurs-pompiers de Paris doivent concourir au service de sûreté publique dans la ville et ses faubourgs, le tout sous les ordres du préfet de police (1).

Dans toutes les places en état de guerre, les gardes-pompiers, s'il y en a d'établis, passent, comme la garde nationale entière, et avec leurs pompes, machines et ustensiles, sous l'autorité du commandant de place (2).

Les fonctions que la gendarmerie nationale doit exercer sans réquisition particulière doivent être remplies pareillement par les gardes soldées des villes (3).

Lorsque la garnison d'une place forte reçoit un ordre subit de départ, ou lorsqu'elle est trop faible et ne peut fournir les postes et sentinelles indispensables, le service de la place se fait, en tout ou en partie, par la garde municipale soldée ou la garde nationale.

Les postes ou détachements fournis, dans ce cas, par la garde municipale passent sous les ordres du commandant de la place pendant toute la durée de leur service.

La garde municipale de Paris fait, comme nous l'avons dit, partie intégrante de la gendarmerie (4).

TITRE SEPTIÈME.

De la Police.

La police a pour *objet* le maintien habituel de l'ordre public dans chaque lieu et dans chaque partie de l'administration générale (5).

Elle est *preventive* ou *répressive*.

La police *préventive* est exercée par les autorités administratives seules.

La police *répressive* est exercée à la fois par des autorités administratives et par des autorités judiciaires.

SOUS-TITRE PREMIER.

DE LA POLICE PRÉVENTIVE.

La police *préventive* est ou générale, c'est-à-dire intéressant, par son objet, l'État tout entier ; celle-ci est exercée principalement par

---

(1) D. 18 sept. 1811, art. 33.
(2) D. 24 déc. 1811, art. 94.
(3) L. 26, 27 juill.-3 août 1791, art. 2, 3, 6, 18 ; D. 24 déc. 1811, art. 66, 78, 92; Ex. : D. 17 mai 1809 (Bordeaux).—*V.* ci-dessus, *Réquisition, etc.*
(4) *V.* ci-dessus.
(5) C. 3 brum. an IV, liv. Ier, art. 19 ; L. 19-22 juill. 1791, préamb. (police municipale).—Cette définition donnée de la police *administrative* par le Code de brumaire an IV nous paraît s'appliquer à la police *en général*. L'énumération des *intérêts* qu'elle protége, contenue en l'art. 16, est incomplète.

l'autorité centrale, mais l'exercice en est aussi quelquefois délégué soit à l'autorité administrative locale (les préfets, etc.), soit à des autorités spéciales, chacune dans son ressort ; ou locale, c'est-à-dire intéressant seulement, quant aux détails, une circonscription territoriale. Elle est alors exercée par l'autorité supérieure coloniale, départementale ou municipale, urbaine ou rurale, ou encore par des autorités spéciales.

La police préventive consiste dans le droit de faire des règlements ou de prendre des arrêtés ou des mesures, d'accorder des permissions ou autorisations, de faire des vérifications préalables, etc., exigées ou permises par les lois, et les règlements faits en vertu de la délégation de la loi (1).

Cette délégation peut être ou spéciale, ou en quelque sorte générale, c'est-à-dire s'étendant *collectivement* à plusieurs objets déterminés.

La délégation faite à cet égard à l'autorité centrale (2), à l'autorité coloniale (3), départementale (4), etc. (5) est toujours spéciale (6).

La délégation faite à l'autorité municipale est seule complexe, quoique limitée dans ses objets; elle est aussi quelquefois spéciale.

L'autorité municipale est suppléée, sous ce rapport, comme nous le verrons, à Paris complétement par le préfet de police et celui du département ; dans le reste du département de la Seine et quelques communes de celui de Seine-et-Oise, *en partie* par le préfet de police ; enfin dans quelques autres chefs-lieux de département et dans quelques communes du département du Rhône et même d'un département voisin, par les préfets (7).

Les citoyens ont toujours le droit de décliner ou de contester l'application qu'on voudrait leur faire de dispositions réglementaires prises par une autorité quelconque hors les cas prévus et déterminés par les lois (8); mais les règlements faits légalement ont reçu, même

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 50, ch. VI, 1er et 3e al., et p. 51, p. 19, note 3; 22, note 6 et notes suiv., et L. 18 juill. 1860, art. 1er (émigrants), etc.

(2) *V.* p. 50, chap. VI, 1er et 3e al., et p. 51.

(3) Sén.-cons. 3 mai 1854, art. 9 ; L. 24 avril 1833, art. 11.

(4) Ex. : L. 3 mai 1844, art. 9 (chasse) ; D. 10 août 1852, art. 7, 15; 24 fév. 1858, art. 3 (sous-délégation) ; D. 28 janv. 1860, art. 16, 17 (eaux minérales, *id.*) ; L. 21 juill. 1856, art. 16 (bat. à vapeur).—*V.* ci-dessus, p. 356, dern. al., et p. suiv., note 4.

(5) *V.* D. dictatorial, 9 janv. 1852, art. 4 (préf. marit.), et ci-après, *Autorités spéciales.*

(6) *V.* notes précéd.

(7) L. 5 mai 1855, art. 50 ; D. 26 sept. 1855, art. 2, 3, 4 ; L. 5 juin 1860, art. 1er, 1°, 2°.—*V.* ci-après et ci-dessus, p. 402, note 10, 403, notes 1 et 2.

(8) C. pén., art. 471, 15° (127, 130), 8°; 475, 14°, 478, 479, 5°, 6°; 480, 2°, 3°; 481.

d'avance, une sanction pénale générale (1), ou reçoivent une sanction spéciale, soit du Code pénal, soit dans la loi même qui contient la délégation du droit de faire lesdits règlements.

Quant aux *mesures* préventives, même entièrement discrétionnaires, prises par des autorités locales, elles peuvent être toujours l'objet d'un recours devant l'autorité supérieure ou centrale, ou même d'un recours direct au conseil d'État, par la voie contentieuse, pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoir.

Un refus d'autorisation ou de permission, etc., ou des conditions illégales apposées à une autorisation ou permission, même discrétionnaire de sa nature, peuvent constituer un excès de pouvoir (2).

Nous ne nous occuperons, sous ce titre, de la police préventive *générale* qu'en tant qu'exercée, en vertu de délégation spéciale ou du moins expresse, par des autorités locales, autres que celles que nous avons fait connaître déjà (3). L'exercice de la police générale par l'autorité centrale ou en son nom par les autorités administratives locales, qui lui doivent leur concours, résulte, en grande partie, de l'exécution des lois *en général* (4).

Quant à la police préventive *locale*, nous nous occuperons principalement de la police *municipale*, la plus importante, y compris la police rurale.

CHAPITRE PREMIER.

Du préfet de police et du préfet du Rhône, etc.

Il y a, à Paris seulement, un préfet de police ; son autorité, comme préfet et pour ainsi dire comme maire, s'étend, ainsi que nous le verrons, sur tout le département de la Seine et même sur trois communes du département de Seine-et-Oise (5).

§ 1er. Sous le rapport de la police générale, exercée par lui dans tout le département et dans toutes les communes de son ressort :

---

(1) *V.* note précéd.

(2) Ex.: arr. cons., 27 fév. 1835 ; 16 mars 1842 ; 2 août 1826; etc.

(3) Les autorités chargées du poinçonnage des objets d'or et d'argent, les ingénieurs des mines, les autorités préposées à l'enseignement exercent, sous certains rapports, des fonctions de police *préventive* (*V.* p. 439, 442, 444 à 450).

(4) Ex. : L. 3 déc. 1849, art. 7 (étrangers) ; D. 17 fév. 1852, art. 1er, 2, 22 (presse) ; C. pén., 291, 292; L. 10 avril 1834 ; D. 25 mars 1852 ; 26 mars 1852, art. 16 ; L. 20 mars 1851, art. 2 (réunions, associations) ; D. 19 mars 1859 (cultes) ; L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. III, art. 2, 6° ; 7-14 oct. 1790, 1° ; 15 juill. 1845, art. 23 ; O. 15 nov. 1846, art. 71 (grande voirie, alignements, chemins de fer) ; D. 28 août 1808, art. 8; L. 28 juin 1839 (voitures).

(5) L. 28 pluv. an VIII, art. 16, 18; arr. 3 brum. an IX ; O. 15 nov. 1846, art. 72; O. 8 avril 1814 ; L. 10 juin 1853, art. 1er. — *V.* p. 402, p. précéd. et ci-après.

I. Il peut publier de nouveau les lois et règlements généraux de police (1) et rendre des *ordonnances* tendant à en assurer l'exécution (2).

II. Ses autres attributions, exercées de même dans toute l'étendue de son ressort(3), sont spécialement (4) la délivrance des passeports pour l'intérieur et pour l'étranger, et des permis de séjour à Paris, l'exécution des lois sur la mendicité et le vagabondage, des lois concernant les maisons publiques (hôtels garnis, logeurs, etc.)(5); des lois sur les livrets des ouvriers, etc. (6) ; l'autorisation des bureaux de placement et l'approbation des règlements les concernant (7), l'autorisation des manufactures, ateliers ou établissements dangereux, insalubres ou incommodes (8). Il est chargé de faire exécuter les règlements et (mème d'ordonner) (9) toutes les dispositions de pòlice sur la rivière de Seine, ses ports, rivages, berges et abreuvoirs, dans l'intérieur de Paris, et sur celle de Bièvre (10). Il est chargé de la police des chemins de fer, en ce qui concerne ailleurs les préfets (11). Il a mission d'assurer la libre circulation des subsistances (12). Il prend d'urgence et sous l'autorité du ministre de l'intérieur des mesures pour l'approvisionnement de Paris, notamment en combustibles (13). Il a la police des prisons ci-

---

(1) Droit qui appartient à tous les préfets (*V.* ci-dessus, p. 355, nos III et IV).

(2) Arr. 12 mess. an VIII, art. 2 ; L. 10 juin 1853, art. 1er ; D. 24 janv. 1811, art. 18 ; L. 21–29 sept. 1791, art. 1er, arg. ; D 30 avril 1855, art. 13. — *V.* L. 15-27 mars 1791, art. 1er.

(3) *V.* p. précéd.

(4) Ces attributions appartiennent ailleurs aux *préfets des départements*, quelques–unes même, par sous–délégation, aux sous-préfets (D. 13 avril 1860, art. 6, 2°, 3°, 12°, 7°).

(5) Arr. 12 mess. an VIII, art. 3 à 5 ; 3 brum. an IX, art. 1er ; L. 10 juin 1853, art. 1er ; D. 29 déc. 1851.

(6) L. 22 juin 1854, art. 2, 9, 7 ; D. 30 avril 1855.

(7) D. 25 mars 1852, art. 1er, 6, 7.

(8) Autorisés ailleurs par les préfets et sous–préfets (D. 15 oct. 1810, art. 2, 2e et 3e al., 8 ; O. 14 janv. 1815, art. 3 ; arr. cons. 15 mars 1826 ; D. 25 mars 1850, art. 2; tabl. *B*, 8°).

(9) *V.* note ci-dessus.

(10) L. 21 sept. 1791, art. 1er ; arr. 12 mess. an VIII, art. 32, 34, 10e al. ; arr. 25 vend. an IX, sauf les permissions pour établissements sur la rivière, les canaux et les ports, réservées au préfet de la Seine, ainsi que les alignements le long de la Bièvre (D. 10 oct. 1859, art. 1er, 4°, 3 ; 25 janv. 1854). — Ce qui concerne la rivière de la Seine, ses chemins de halage, quais, gares, a été, à tort, selon nous, confondu, par l'arrêté de l'an VIII, parmi les objets de police *municipale*.

(11) O. 15 nov. 1846, art. 72 ; L. 15 juill. 1845, art. 2, 3, 8, 21, 76.

(12) Arr. 12 mess. an VIII, art. 29, objet classé à tort parmi les objets de police municipale ; car il s'agit évidemment de la libre circulation en général, et non pas seulement pour Paris.

(13) Arr. 12 mess. an VIII, art. 33 ; 1er mess. an XI, art. 6; D. 6 fév. 1811, art. 3, 21.

viles (1), celle des théâtres en ce qui touche la sûreté des personnes et les précautions à prendre pour prévenir les accidents et assurer le maintien du bon ordre tant au dehors qu'au dedans (2). Il fait respecter les lois sur la police de la presse (imprimerie et librairie) en ce qui concerne le colportage et l'affichage (3), surveille les lieux où l'on se réunit pour l'exercice des cultes (4). Il prend les mesures propres à prévenir ou dissiper les attroupements, les coalitions d'ouvriers, les réunions tumultueuses ou menaçant la tranquillité publique (5). Il surveille la distribution et la vente des poudres et salpêtres (6).

§ 2. En ce qui touche la police *municipale*, elle est exercée par lui dans Paris et le département, et dans les communes de Saint-Cloud, Meudon et Sèvres, sauf les attributions réservées, à Paris, au préfet de la Seine (7), et, dans les autres communes, aux maires (8) :

I. Il a le droit de rendre des ordonnances (9), et de prendre les mesures préventives autorisées par les lois sur les objets confiés en général à la vigilance et à l'autorité des *maires*, et qui sont énumérées, quant à Paris, dans l'arrêté du 12 mess. an VIII (10) modifié par le décret du 10 oct. 1859, c'est-à-dire moins la petite voirie, etc., et quant au reste du département de la Seine, ainsi qu'aux communes de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon, dans l'arrêté du 3 brum. an IX, se référant uniquement sur ce point à quelques articles de celui de l'an VIII (11), et dont les restrictions sont d'ailleurs reproduites et même étendues par la loi du 10 juin 1853 (12). Ces objets, au reste,

---

(1) Arr. 12 mess. an VIII, art. 6, 34, 2e al.; C. instr. crim., art. 612 à 614; D. 26 déc. 1810, art. 10 ; L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 53.

(2) L. 16–24 août 1790, tit. XI, art. 3, 2°, 3° ; arr. 12 mess. an VIII, art. 12; D. 21 frim. an XIV, art. 2. — *V.* D. 8 juin 1806 ; 29 juill. 1807 ; et ci-dessus, p. 256, note 6.

(3) L. 27 juill. 1849, art. 6.— *V.* D. 17 fév. 1852, art. 2; 25 août 1852, art. 1er, 3, etc.—*V.* ci-dessus, p. 511, note 7.

(4) L. 16-24 août 1790, tit. XI, art. 3, 3° ; arr. 12 mess. an VIII, art. 17, 34, dern. al. ; 3 brum. an IX, art. 1er ; L. 10 juin 1853.

(5) Arr. 12 mess. an VIII, art. 10 ; 3 brum. an IX ; L. 10 juin 1853, art. 1er.

(6) Arr. 12 mess. an VIII, art. 13. — Un décret du 30 nov. 1859 a chargé en outre le préfet de police de la direction générale de la sûreté publique; sous ce rapport il fait partie de l'administration centrale. —(*V.* ci-dessus, p. 260.) Une ordonnance du 16 mai 1814 avait au contraire réuni la préfecture à la direction générale de la police. C'était toujours, sous une autre forme, la même concentration d'attributions dans les mêmes mains. Cette mesure avait cessé dès 1815 (*V.* O. 9 sept.).

(7) *V.* D. 10 oct. 1859.

(8) *V.* L. 10 juin 1853 et chap. suiv.

(9) *V.* p. précéd. note 2.

(10) Art. 22 à 25, 27, 32, en partie; 33, 34.

(11) Les art. 23, 24, 26, 32 et 33.

(12) Art. 2.— *V.* chap. suiv.

sont, en définitive, hors de Paris, ceux que nous indiquons comme réservés aux préfets dans le paragraphe et le chapitre suivants.

§ 3. Le préfet du Rhône, pour la ville de Lyon et quelques communes même étrangères à ce département, et les préfets des départements dont le chef-lieu compte plus de 40,000 âmes de population, à l'égard de ce chef-lieu, remplissent les fonctions de police *générale* et municipale qu'exerce le préfet de police à Paris et dans quelques communes de Seine-et-Oise (1). Ces attributions, quant à la police générale, ne diffèrent guère de celles des autres préfets que par le droit, reconnu ou sous-délégué tant au préfet du Rhône qu'à ceux desdits chefs-lieux, de prendre des ordonnances sur les objets confiés à leur vigilance et à leur autorité (2). A l'égard de la police municipale, ils exercent, savoir : le premier dans la ville de Lyon et les communes de Villeurbane, Vaux, Bron, Vénissieux et Saint-Rambert, et les autres au chef-lieu seul, les attributions non laissées aux maires de ces communes et indiquées dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II.

Des maires, et des préfets de département, comme maires.

Les maires (ailleurs qu'à Paris) sont en général chargés de la police municipale (3) et rurale (4) et de la voirie municipale (petite voirie, urbaine surtout) (5), moins, dans certaines communes les plus importantes, les droits réservés au préfet (6).

Les objets de police confiés par les lois à la vigilance et à l'autorité des maires (officiers municipaux) doivent, en effet, être aujourd'hui divisés en deux classes. Les premiers remis aux soins du préfet du Rhône à l'égard d'un certain nombre de communes, ou des préfets des autres départements, dont le chef-lieu a une population de plus de 40,000 âmes, à l'égard de ce chef-lieu ; les autres laissés dans les attributions des maires, même des communes dont nous venons de parler.

Les objets distraits des attributions de ces maires, mais qui de-

---

(1) L. 19 juin 1851 ; D. 4 sept. 1851 ; 24 mars 1852, art. 1er, 8 à 10 ; L. 22 juin 1854, art. 2, 9, etc. ; D. 29 août 1857 ; 11 juill. 1860 ; arr. 29 germ. an IX, art. 14 ; D. 25 mars 1852, art. 6 (bur. de placement), etc.

(2) *V.* ci-dessus, § 1er.

(3) L. 14-22 déc. 1789, art. 50 ; 18 juill. 1837, art. 10, 1°.

(4) L. 28 sept.-6 oct. 1791, tit. II, art. 9, et tit. Ier, sect. IV, art. 19, 20, etc. ; 18 juill. 1837, art. 10, 1°.

(5) L. 16-24 août 1790, tit. XI, art. 3, 1° ; 18 juill. 1837, art. 10, 1°.—*V.* L. 21 mai 1836, art. 21, etc.

(6) *V.* ci-après et chap. précéd.

meurent dans les attributions des maires des communes moins importantes, sont, d'après la comparaison à établir entre l'énumération des lois de 1790 et celles des lois et décrets de 1851, 1853 et 1855, le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, bourses (1), réjouissances, cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics, et ce qui concerne les disputes, rixes et ameutements dans les rues, les bruits et attroupements nocturnes, etc. (2).

Le droit de faire des règlements relativement à la boucherie, à la boulangerie et à la vente des comestibles sur les foires et marchés est aussi aujourd'hui réservé aux préfets (3).

Les objets laissés *partout* (excepté à Paris) dans les attributions des maires sont, au contraire :

Tout ce qui concerne l'établissement, l'entretien et la conservation des édifices communaux (4), cimetières (5), promenades, places, rues et voies publiques ne dépendant pas de la grande voirie, la liberté et la sûreté du passage sur la voie publique, l'éclairage, le balayage, les arrosements (6), la solidité et la salubrité des constructions privées (7), les mesures relatives aux incendies, épizooties, etc., les secours aux noyés, etc. (8), la fixation des mercuriales, l'inspection de la salubrité des denrées, boissons, comestibles et autres marchandises mises en vente publique et de la fidélité de leur débit (9), l'établissement et la réparation des fontaines, aqueducs,

---

(1) Arr. 12 mess. an VIII, art. 25 ; 29 germ. an IX, art. 14 ; 27 prair. an X, art. 2, 3.

(2) L. 14–22 déc. 1789, art. 50 (tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics) ; L. 16–24 août 1790, tit. XI, art. 3, 2°, 3°, 4° ; 13–19 janv. 1791, art. 7 ; 4 therm. an III, art. 19.

(3) D. 25 mars 1852, tabl. B, 2°.

(4) L. 14–22 déc. 1789, art. 50 ; arr. 12 mess. an VIII, art. 34, 1er al.

(5) *V.* O. 16 déc. 1843 ; arr. 12 mess. an VIII, art. 23 ; arr. 23 prair. an XII, art. 17.

(6) L. 14-22 déc. 1789, art. 50 (propreté, salubrité, sûreté dans les rues, etc.) ; 16–24 août 1790, tit. XI, art. 3, 1°, 5°, 6° ; 18 juill. 1837, art. 10, 2° ; 10 juin 1851, art. 2 ; D. 4 sept. 1851, art. 2 à 8 ; L. 19 juin 1853, art. 2 ; 5 mai 1855, art. 50 ; D. 10 août 1852, art. 14 (roulage) ; L. 16 sept. 1807, art. 52 (alignements) ; C. pén., 471, 4°, 5°, 6°, 12°, 15°, 475, 3°, 4°, 7°, 479, 2° à 4° ; D. 10 oct. 1859, art. 1er, 1° ; arr. 12 mess. an VIII, art. 21, 22.

(7) L. 16-24 août 1790, tit. XI, art. 3, 1°. — *V.* L. 13 avr. 1850 et note précéd.

(8) L. 16–24 août 1790, tit. XI, art. 3, 5°, 6° ; 28 sept.-6 oct. 1791, tit. 1er, sect. IV, art. 19, 20 ; tit. II, art. 9, 13 ; arr. 12 mess. an VIII, art. 22, 8e et 9e al., 23, 24, 34, 10e al. ; L. 30 juin 1838, art. 18, 19, etc.

(9) L. 16-26 août 1790, tit. XI, art. 3, 4° ; O. 18 déc. 1825, art. 27, 31 ; 17 avril 1839, art. 28 à 32. — *V.* O. 29 oct. 1846, art. 1er, 13 (substances vénéneuses, et sous-tit. suiv., *Police industrielle et médicale*.

pompes et égouts, les adjudications, marchés et baux (1), etc. (2).

De toutes ces attributions, à Paris les unes appartiennent au préfet *de police*, les autres au *préfet* de la Seine (3).

La loi de 1837 semble même reconnaître implicitement au chef de l'État le droit de faire des règlements sur les objets de police ou de voirie municipale (4).

Les maires et adjoints peuvent en général prendre des arrêtés à l'effet :

I. De publier de nouveau les lois et règlements de police, en général, et rappeler les citoyens à l'observation de ces lois et règlements (5).

II. D'ordonner les mesures ou précautions locales sur les objets confiés à leur vigilance et à leur autorité (6).

Les arrêtés pris par les maires portant règlement permanent ne sont exécutoires qu'un mois après la remise de l'ampliation de ces arrêtés au sous-préfet.

Le préfet peut annuler les uns ou les autres ou en suspendre *indéfiniment* l'exécution (7).

CHAPITRE III.

Des commandants de place.

Même dans l'état de paix, les commandants de places de guerre et postes militaires veillent et pourvoient, sous leur responsabilité, à la police des portes et issues ; donnent les ordres et consignes nécessaires pour la conservation et la police des fortifications, bâtiments, établissements et terrains militaires, et pour la police militaire de la place, donnent l'ordre et le mot, etc.

Mais nulles dispositions de police ne sont obligatoires pour les citoyens et pour les troupes qu'autant qu'elles ont été publiées. Elles

---

(1) Arr. 12 mess. an VIII, art. 32, 34 ; D. 10 oct. 1859, art. 1er, 9°.
(2) *V.* ci-dessus p. 566, notes 3, 4, 5 et ci-dessous.
(3) *V.* chap. précéd., § 2 ; arr. 12 mess. an VIII ; D. 10 oct. 1859.
(4) L. 18 juill. 1837, art. 10, 1°.—*V.* p. précéd., note 9.
(5) L. 15-27 mars 1791, art. 1er ; 19–22 juill. 1791, art. 46, 2° ; 10 vend. an IV, art. 11 ; 18 juill. 1837, art. 11, 2°, n° II. Ex. : L. 26 vent. an IV, art. 8. —*V.* L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 30 à 32.
(6) L. 19-22 juill. 1791, art. 46, 1° ; 28 sept.-6 oct. 1791, sect. IV, art. 19; sect. V, art. 1er, 3e al.; tit. II, art. 13; 18 juill. 1837, art. 11, 1° ; D. 4 sept. 1851, art. 2, 3, 6, 7, etc. — *V.* tit. précéd., p. 527, 528, 530, *Etat de guerre et état de siége.*
(7) L. 18 juill. 1837, art. 11, 4e et 3e al. — *V.* ci-dessus, p. 364, n° II, et p. 562, 563, etc.

sont même affichées si leur importance ou leur durée l'exige. Les publications et affiches doivent être faites par l'autorité civile et aux frais de la commune (1).

CHAPITRE IV.

Des agents et conseils sanitaires proprement dits.

La police sanitaire proprement dite a pour objet de prévenir et combattre l'introduction, principalement par mer, de la peste, de la fièvre jaune et du choléra, seules maladies qui, quant à présent, entraînent des mesures *générales* et la mise en quarantaine des lieux de provenance.

Des précautions peuvent néanmoins être prises sur les frontières de terre, telles que l'isolement, la formation des cordons sanitaires, et l'établissement aussi de lazarets permanents ou temporaires pour l'accomplissement des quarantaines.

Les précautions contre les autres maladies réputées importables ou transmissibles, comme typhus, petite vérole maligne, ne peuvent s'appliquer que *spécialement* aux bâtiments, personnes ou objets suspects ou malades (2).

Les autorités sanitaires se composent dans chaque localité :

1° D'un agent du Gouvernement, responsable, pris, autant que possible, dans le corps médical et ayant dans certains ports (ceux où il existe des lazarets) le titre de *directeur de la santé*. Il est chef du service actif, ayant sous ses ordres des agents ordinaires répartis dans sa circonscription et tous les employés, même des lazarets, chargés de veiller à l'exécution des lois et règlements sanitaires ; il reconnaît ou fait reconnaître l'état sanitaire des bâtiments qui arrivent, délivre les patentes de santé à ceux qui partent, etc.

Il a la direction et la surveillance des ports de quarantaine et des lazarets (3).

---

(1) D. 24 déc. 1811, art. 57, 59, 65, 2e al., 74, 77, 79, etc. ; L. 8-20 juill. 1791, tit. III, art. 44, 20.—*V.* ci-dessus, *Etat de guerre et de siége.*

(2) Convent. 27 avr., 27 mai 1853, art. 1er, 6, 9 à 12 ; règl. annexé, art. 1er, 4 ; L. 3 mars 1822, art. 6, 15.

(3) Règl. international 27 mai 1853, art. 101 à 103 ; D. 4 juin 1853, arr. 2, 5, 14, 15 ; 24 déc. 1850–1851, art. 24. — *V.* ci-après *Police répressive.*

Les agents sanitaires exercent dans les lazarets et autres lieux réservés les fonctions d'officiers de l'état civil et même de notaires (L. 3 mars 1822, art. 19 ; D. 24 déc. 1850, art. 45 ; C. civ., 985 à 987, 988, 1001).

Assisté de deux membres du conseil, le directeur de la santé forme un *tribunal* chargé de connaître exclusivement dans l'enceinte et les parloirs des lazarets et autres lieux réservés, sans appel ni recours en cassation, des contraventions de simple police (L. 3 mars 1822, art. 18 ; D. 24 déc. 1850–1851, art. 40.— *V.* O. 7 août 1822, art. 73).

2° D'un *conseil* représentant plus particulièrement les intérêts locaux, dont fait de droit partie l'*agent* ou directeur de la santé, et composé, dans les grands ports militaires, du préfet maritime, du major général, du président du conseil de santé; dans les ports de commerce, du directeur, de l'inspecteur, ou de l'employé le plus élevé des douanes; plus, dans les chefs-lieux de préfecture, de deux conseillers de préfecture; partout, en outre, du maire, et du plus élevé en grade d'entre les officiers généraux ou supérieurs attachés au commandement territorial; enfin de trois membres au moins et six au plus, élus, savoir: un tiers par la chambre ou le tribunal de commerce du ressort, un tiers par le conseil d'hygiène (1), l'autre tiers enfin par le conseil municipal, qui, à défaut de chambre ou de tribunal de commerce ou de conseil d'hygiène, choisit, en leur lieu et place, parmi les négociants d'une part et les médecins d'autre part. Sur tous les points du littoral où les puissances étrangères entretiennent des consuls, un ou plusieurs d'entre eux, élus par eux, sont admis aux délibérations pour faire leurs observations, fournir des renseignements, et donner leur avis, sur les questions sanitaires (2).

Le conseil exerce une surveillance générale sur le service sanitaire; il a spécialement pour mission d'éclairer le directeur ou agent, de lui donner des avis sur les mesures à prendre en cas d'invasion, ou de menace d'invasion, d'une maladie; de veiller à l'exécution des règlements généraux ou particuliers, et au besoin de dénoncer les infractions ou omissions. Il est consulté sur toutes les questions administratives et médicales; il concourt avec le directeur ou agent à la préparation des règlements locaux et intérieurs. Le conseil se réunit périodiquement; il communique directement avec les autorités sanitaires de France et des autres pays, correspond avec l'administration communale, etc. (3).

Il y a dans chaque pays un service d'inspection sanitaire.

---

(1) *V.* chap. suiv.

(2) D. 24 déc. 1850–1851, art. 26, 27; D. 4 juin 1853, art. 2, 14; convent. 27 mai 1853, art. 9; règl. annexe, art. 101, 2°, 105.

Les intendances sanitaires, corps collectifs aujourd'hui remplacés par des agents et conseils, bien que leurs dépenses et la recette des droits fussent faites comme elles le sont encore pour compte de l'Etat, étaient cependant considérées (du moins celle de Marseille) comme établissements distincts et personnes civiles pouvant posséder et acquérir à titre onéreux.—*V.* O. 7 août 1822, art. 48; 8 et 25 janv. 1835 (Bulletin des L., IIe sect.) et ci-dessus, p. 27, note 3.

(3) Règl. international 27 mai 1853, art. 106 à 111; D. 4 juin 1853, art. 3, 14.

Il y a en outre, en Orient (Turquie et Égypte), des agents extérieurs sanitaires (1).

CHAPITRE V.

Des conseils d'hygiène et de salubrité.

Il y a au chef-lieu de chaque préfecture et sous-préfecture un conseil d'hygiène publique et de salubrité du département ou de l'arrondissement. Il peut aussi en être institué dans les chefs-lieux de canton (2).

A Paris, il y en a un pour tout le ressort de la préfecture de police, et de plus dans chacun des arrondissements de la ville, ou *extrà-muros* (Sceaux et Saint-Denis), une commission; et pour les trois communes du département de Seine-et-Oise annexées au ressort de la préfecture de police, une commission centrale (3).

Les conseils d'hygiène, en outre de quelques attributions de police directement préventive ou répressive, comme visites chez les pharmaciens, etc., sont chargés de l'examen des questions relatives à l'hygiène publique qui leur sont renvoyées par les préfets. Ils peuvent notamment être consultés sur l'assainissement des localités et des habitations en général (4), sur les mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles (5), ou les épizooties et les maladies des animaux (6), la propagation de la vaccine, l'organisation et la distribution des secours médicaux aux malades indigents, les moyens d'améliorer les conditions sanitaires des populations industrielles et agricoles, la salubrité des ateliers, celle des écoles, hôpitaux, maisons d'aliénés, établissements de bienfaisance, casernes, arsenaux, prisons, dépôts de mendicité, asiles, etc., ainsi que leur construction, les questions relatives aux enfants trouvés, l'amélioration des établissements d'eaux minérales et les moyens d'en rendre l'usage accessible aux malades pauvres, les grands travaux d'utilité publique, et particulièrement les constructions de ports, canaux, réservoirs, fontaines, halles, marchés, égouts, cimetières, etc., même les travaux ou questions de voirie, sous le rapport de l'hygiène publique. Ils provoquent la création, par les conseils

---

(1) Règl. internat., art. 110, 115 à 136; O. 10 avr. 1847; 18 août 1849; D. 24 déc. 1850–1851, art. 23, 31, 46.
(2) Arr. 18 déc. 1848; D. 15 déc. 1851; 19 janv. 1852; 5 janv. 1861.
(3) D. 15 déc. 1851, art. 6, 4e al.; D. 23 mai 1859.
(4) *V.* L. 15 avr. 1850 et ci-après.
(5) *V.* chap. précéd.
(6) *V.* ci-dessus, p. 567, note 8.

municipaux, de commissions chargées de rechercher et d'indiquer à ces conseils les mesures à prescrire pour l'assainissement des habitations, ou bien ils les leur signalent.

Le conseil d'hygiène et de salubrité du département donne son avis sur les questions communes à plusieurs arrondissements ou relatives au département tout entier ; il coordonne les travaux des conseils d'arrondissement, qui sont chargés aussi de coordonner tous les documents relatifs à la mortalité et à ses causes, à la topographie et à la statistique de l'arrondissement en ce qui touche la salubrité publique (1).

SOUS-TITRE DEUXIÈME.

DE LA POLICE RÉPRESSIVE.

La police que nous nommons répressive recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (2); on la distingue en administrative et *judiciaire*, appelée par les lois de 1791 police *de sûreté* (3). Il est difficile, en principe, d'établir en quoi elles diffèrent; car, à quelque ordre qu'appartiennent leurs agents, leurs opérations sont évidemment de même nature (4) ; de plus, ces agents sont presque tous les mêmes ; et les agents dits *administratifs*, et les agents dits *judiciaires* (quoique appartenant en même temps à l'ordre administratif) , participent souvent à la constatation des *mêmes* faits (5). Enfin les uns et les autres livrent les auteurs des contraventions soit aux tribunaux judiciaires, soit aux tribunaux administratifs, selon les cas.

La plupart des agents administratifs et de la police prêtent d'ailleurs, comme les officiers de police judiciaire, serment devant l'autorité judiciaire (6).

---

(1) Arr. 18 déc. 1848; D. 15 déc. 1851, notamment art. 6 ; L. 13 avr. 1850, art. 1er, 5, 6, 10 ; D. 8 sept. 1856, art. 7. — *V.* ci-après, *Police répressive*.

(2) Telle est la définition donnée par nos lois, de la police judiciaire de sûreté (Instr.; L. 29 sept.-21 oct. 1791 ; C. 3 brum. an IV, art. 20; instr. cr., art. 8 ; L. 9 juin 1857, art. 83 ; 4 juin 1858, art. 113.—Cette définition convient aussi, comme nous le verrons, aux agents de la police administrative, dont nous allons parler.

(3) L. 16–29 sept. 1791, art. 1er à 3 ; Instr. 29 sept.-21 oct. 1791 ; C. 3 brum. an IV, art. 18.

(4) La loi de l'an IV ne concevait la police administrative que comme *préventive* (*V.* sous-tit. précéd.) (C. 3 brum. an IV, art. 19 et 29).

(5) *V.* ci-après.

(6) Ex.: L. 5–19 déc. 1790, art. 15; 27 mai–1er juin 1791, art. 6 (régies fin.)

Ce qu'on peut dire de certain, c'est que sont agents de la police judiciaire ceux que la loi désigne expressément *comme tels* ou comme auxiliaires du ministère public (1). Parmi les agents ainsi désignés, il n'y a que les juges de paix et les juges d'instruction qui appartiennent *exclusivement* à l'ordre judiciaire, les membres du ministère public étant, comme nous l'avons dit, les représentants du pouvoir exécutif près les tribunaux. Ce qu'il y a lieu, néanmoins, de remarquer, c'est que, si les officiers de police dits *judiciaires*, chargés particulièrement de la recherche et de la constatation des crimes et délits de droit commun, c'est-à-dire prévus par le Code pénal ordi-

---

15 avr. 1829, art. 7 (gardes-pêche) ; L. 4 juill. 1837, art. 7 ; O. 17 avr. 1839, art. 5 (p. et mes. vérificat.) ; O. 29 oct. 1820, art. 32, 33 ; 26 oct. 1835; L. 21 juin 1836 (gend.) ; D. 28 août 1852, art. 51 (gardes-ports, etc.); L. 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 12; D. 21 avr. 1818, art. 65 (douanes) ; D. 1er germ. an XIII, art. 20 (contr. indir.) ; D. 17 mai 1809, art. 136 (octr.) ; L. 21 avr. 1832, art. 12 (navig. du Rhin) ; D. 29 mars 1806 ; 10 août 1853, art. 40 ; L. 22 juin 1854, art. 4, etc. (génie milit.). — Ex. contr.: L. 29 flor. an X, art. 2.

(1) *V.* C. 3 brum. an IV, art. 21, 25 ; L. 7 pluv. an IX, art. 1er ; C. instr. cr., art. 9, 10, 48, 50 à 54 ; L. 3 mars 1822, art. 17 ; L. 7 fév. 1850, art. 3 ; L. 18 juill. 1860, art. 11 (auxil. du procur. impér.). Ce sont notamment les préfets des départements, le préfet de police, les commissaires de police ordinaires, cantonaux ou centraux, c'est-à-dire départementaux, ayant sous leurs ordres, suivant les localités, outre les commissaires ordinaires, d'autres agents non officiers judiciaires, des sous-inspecteurs, agents de police principale, brigadiers et simples sergents de ville, officiers de police mais non judiciaires (D. 22-27 juin 1790, tit. IV, art. 3 ; 19-22 juill. 1791, art. 12, 48 ; 21-29 sept. 1791, 19 vend. an IV, art. 10, 11 ; 28 pluv. an VIII, art. 12 ; D. 28 mars 1852 ; 17 janv. et 5 mars 1853 , 27 fév. et 26 sept. 1855, etc.; O. 31 août 1830 , 23 nov. 1853-1854 , 8 et 17 déc. 1859) et à Paris, officiers de paix (2e L. 21-29 sept. 1791 ; 23 flor. an IV ; arr. 12 mess. an VIII, art. 35 ; D. 17 sept. 1854, 27 nov. 1859-1860) ; les commissaires de police spécianx, c'est-à-dire préposés à un service spécial (Ex.: O. 31 juill. 1850, 15 juin 1831), particulièrement pour les chemins de fer, ayant pouvoir sur toute la ligne (O. 15 nov. 1846, art. 51 ; D. 22 fév. et 28 mars 1855) ; les maires et adjoints (*V.* ci-dessus p. 393 à 395) ; gardes forestiers de l'État (L. 19-25 déc. 1790, 15-29 sept. 1791, tit. II, art. 7; tit. III, id.; tit. IV, X et XI ; C. 3 brum. an IV, art. 39 ; 16 niv. an IX, art. 2, 3, 7 ; C. for., art. 115, 89 ; O. 1er août 1827, art. 11, 24; 25 juill. 1844); de la couronne (C. for., 21 mai 1827, art. 87) ; des départements (D. 25 mars 1852, art. 5, 21°) ; des communes ou sections de communes et des établissements publics (O. 1669, tit. XXV, art. 14 ; L. 19-25 déc. 1790, art. 3 ; 15-29 sept. 1791, tit. XII et XIII ; L. 9 flor. an XI, art. 10 à 14 ; C. for. 21 mai 1827, art. 94 à 99 ; D. 25 mars 1852, art. 5, 20°) ; même des particuliers (C. 3 brum. an IV, art. 40 ; L. 9 flor. an XI, art. 15, 16; C. for., 21 mai 1829, art. 117, 188 à 191 ; O. 1er août 1827, art. 150 ; C. instr. cr., art. 20, 16 à 19) ; les gardes champêtres des communes (et établissements publics) ; L. 28-30 avr. 1790, art. 8 ; 28 sept.-6 octobre 1791, tit. Ier, sect. VII, et tit. II, art. 1er ; L. 20 mess. an III, art. 1er à 3; C. 3 brum. an IV, art. 38 ; D. 25 mars 1852, art. 5, 21° ; L. 18 juill. 1837, art. 13) ; et des particuliers (L. 20 mess. an III, art. 4 ; C. 3 brum. an IV, art. 40 ; C. instr. cr., art. 20, 16 à 19) ; les officiers de gendarmerie (*V.* ci-après).

naire, participent souvent à la recherche des infractions à des lois spéciales, les agents chargés plus spécialement de la recherche des contrayentions de ce dernier ordre coopèrent un peu plus rarement à la recherche des crimes et délits ordinaires.

Selon nous, au reste, le droit de citer et contraindre les témoins, décerner contre les prévenus des mandats d'amener ou autres (1), le droit de pénétrer dans le domicile, sont ceux qui devraient caractériser la distinction entre l'officier de police *judiciaire* et celui de la police administrative ou exécutive : c'est en effet à partir de cette limite que nous paraît devenir indispensable, et commencer, l'action de la *justice*.

Quoi qu'il en soit, la police répressive, dans l'intérêt général ou dans un intérêt local, c'est-à-dire colonial, départemental ou communal (municipal), urbain ou rural, est toujours exercée par des autorités locales ou territoriales (2).

La police répressive, en ce qui touche l'intérêt général ou de l'État, est ou civile, ou militaire, ou maritime.

Lorsque l'autorité militaire ou maritime est appelée, même en cas de flagrant délit, à constater dans un établissement *civil* ou une habitation *particulière* un crime ou un délit de la compétence des tribunaux *militaires*, ou à y arrêter un de ses *justiciables* (3), elle adresse à l'autorité civile, administrative ou judiciaire, compétente, ses réquisitions tendant soit à obtenir l'entrée de cet établissement, ou son assistance pour l'entrée dans une maison particulière, soit à assurer l'arrestation de l'inculpé, et l'autorité civile ou judiciaire est tenue de déférer à ces réquisitions : dans le cas de conflit de compétence (4), cette dernière est tenue de s'assurer de la personne de l'inculpé.

S'il ne se trouve sur les lieux aucune autorité civile chargée de l'assister, l'officier de police judiciaire militaire ou maritime peut, même hors le cas de flagrant délit, passer outre, en en faisant mention dans le procès-verbal.

Lorsqu'il s'agit, pour la police militaire, de pénétrer dans un éta-

---

(1) L. 16-29 sept. 1791, art. 1er à 3, et tit. II, art. 1er à 8 ; C. 3 brum. an IV, art. 56 à 81 ; compar. C. instr. cr. art. 40, 46, 49, 50, etc.—*V.* p. 561.

(2) Une loi du 22 mars 1806 néanmoins donne au directeur général et aux administrateurs des forêts de l'Etat, et à l'administrateur général des forêts de la couronne le droit de dresser des procès-verbaux et d'instruire contre toute personne qu'ils surprennent en flagrant délit (forestier) ou toutes les fois qu'il se trouve parmi les prévenus des agents forestiers.

(3) *V.* ci-après, chap. II et III.

(4) *V.* C. instr. cr., art. 527.

blissement maritime, elle adresse sa réquisition à l'autorité maritime, *et réciproquement* (1).

Mêmes réquisitions sont adressées par l'autorité civile à l'autorité militaire ou maritime lorsqu'il y a lieu soit de constater dans un établissement militaire ou maritime un crime ou un délit de la compétence des tribunaux ordinaires (c'est-à-dire non militaires ni maritimes), soit d'y arrêter un individu justiciable de ces tribunaux.

Cependant toute personne prise en flagrant délit ordinaire ou poursuivie par la clameur publique aux portes de la ville sur le terrain militaire ou dans un établissement militaire ou maritime, peut y être sur-le-champ arrêtée non-seulement par les postes ou sentinelles, mais même par les officiers de police civile ou judiciaire ou par toute personne, sans qu'il soit besoin d'une permission du commandant de place (ou autre), lequel doit en être seulement informé de suite. Les individus arrêtés sont remis sans délai soit à la police civile, soit à la police militaire ou maritime, pour être, chacun suivant les circonstances, la qualité de la personne et la nature du délit, renvoyé aux tribunaux civils, militaires ou maritimes (2).

Les rapporteurs près les tribunaux militaires ou de la marine peuvent requérir par commission rogatoire, pour l'audition des témoins, etc., soit le juge d'instruction, soit le juge de paix de la résidence du témoin ou de l'inculpé (3).

Parmi les agents chargés de la police, les uns, par exemple ceux qui font partie de la police judiciaire, soit civile, soit militaire ou maritime (4), ont des attributions en quelque sorte générales (chacun dans sa sphère), c'est-à-dire s'étendant au moins à toutes les infractions prévues par le Code pénal soit civil, soit militaire, soit maritime; et d'autres lois peuvent encore ajouter à leurs attributions des attributions spéciales. Les autres ont des fonctions spéciales, ce qui n'empêche pas qu'ils ne soient appelés quelquefois, soit comme officiers de police judiciaire, à constater toutes infractions de droit commun, soit comme agents administratifs, à participer à la constatation de certaines contraventions déterminées et appartenant à une autre spécialité que la leur (5).

---

(1) L. 9 juin 1857, art. 89, 91, 93 , 4 juin 1850, art. 119, 121, 123 ; L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 51. — *V.* ci-après, chap. II, III.

(2) L. 9 juin 1857, art. 90, 96 ; 4 juin 1858, art. 120 ; L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 15, 51; D. 9 déc. 1811, art. 5; 24 déc. 1811 , art. 68, 67, 69, 82.— *V.* ci-dessus, p. 524, note 4.

(3) L. 9 juin 1857, art. 102 ; 4 juin 1858, art. 132.

(4) *V.* p. précéd.— *V.* aussi ci-après, *Gendarmerie.*

(5) *V.* ci-après.

Un grand nombre d'infractions peuvent même être constatées indistinctement par *tout* agent assermenté (officier de police judiciaire ou autre) (1).

Certains agents de la police peuvent aussi requérir dans certains cas l'assistance et la coopération des autres (2), même celle des simples citoyens (3) ; ils doivent dans certains cas avertir spécialement d'autres agents (4).

Certains d'entre eux peuvent requérir directement la force publique (5).

L'autorité militaire, de son côté, a le droit, pour le maintien de l'ordre, de requérir tout agent assermenté salarié par l'État ou par les communes (6).

Les particuliers et les personnes publiques ou privées ont aussi le droit quelquefois de choisir et d'instituer dans leur intérêt des agents que la loi investit du caractère de l'autorité publique, à la condition qu'ils prêtent serment devant l'autorité judiciaire (7); ces agents sont également investis du droit de requérir la force publique (8).

Enfin les citoyens eux-mêmes peuvent et doivent même, dans certains cas, dénoncer (9) et peuvent quelquefois constater (10) les

---

(1) Ex.: D. 6 nov. 1813, art. 6 ; C. for., art. 143 ; D. 15 mai 1813, art. 49 (digues et travaux du Rhin et du Rhône) ; D. 3 janv. 1813, art. 10 ; L. 20 avr. 1810, art. 81 ; D. 8 avr. et 30 juill. 1857, art. 18, 31 ; 21 fév. 1814, art. 28 (mines, carrières, desséchements) ; L. 22 juin 1854, art. 20 (poste); 15 août 1793, art. 3 (douanes) ; 28 avr. 1816, art. 223, 169 ; 25 juin 1841, art. 25 ; L. 29 mars 1832 et 24 mai 1834, art. 9 (cartes, tabacs, poudres et octrois) ; etc. — *V.* ci-après.

(2) Ex.: D. 24 déc. 1850-1851, art. 33 ; D. 28 mars 1852, art. 3 ; 11 juin 1806, art. 3 ; 1er mars 1854, art. 633.—*V.* ci-après, p. 592.

(3) Ex.: L. 3 mars 1822, art. 12, 13 ; D. 24 déc. 1850-1851, art. 33 (police sanitaire), etc.

(4) Ex.: D. 16 déc. 1811, art. 55 ; 11 juin 1806, art. 5 ; L. 3 mars 1822, art. 10, 16 ; D. 1er mars 1854, art. 628, 633.

(5) Ex.: D. 24 déc. 1850-1851, art. 33 ; L. 3 mars 1822 art. 12 ; O. 15 oct. 1846, art. 68 ; L. 15 avr. 1829, art. 43, 68 ; D. 9 janv. 1852, art. 14, 3e al.; etc. —*V.* ci-après, chap. II, sect. VI, p. 589, *Police fiscale*.

(6) *V.* ci-dessus, p. 528, et 552,, et D. 4 juin 1852.

(7) Ex.: D. 15 mai 1813, art. 24, 26, 52 ; L. 15 avr. 1829, art. 63 ; 14 flor. an X, art. 18 (canaux), etc.; L. 15 juill. 1845, art. 23, 24 ; D. 27 déc. 1851, art. 10 ; 27 mars 1852 (chem. de fer) ; décrets 4 juill. 1853, art. 15 (associations de pêcheurs, gardes jurés) ; etc. — *V.* ci-dessus, p. 573, note 1.

(8) *V.* ci-dessus, et O. 15 nov. 1846, art. 68, etc.

(9) L. 16-29 sept. 1791, tit. VI ; C. 3 brum. an IV, art. 87 à 93 ; C. instr. cr., art. 30 ; C. civ., art. 727, 728 ; L. 3 mars 1822, art. 13, 16 (police sanit.); L. 26 janv. 1793 (mar., abus, malversat.).

(10) Ex.: L. 4 germ. an II, tit. VI, art. 6 ; 9 flor. an VII, tit. IV, art. 1er, 10, 11 ; 15 mai 1818, art. 38 (douanes. — *V.* note suiv.).

crimes, délits ou contraventions qui viennent à leur connaissance. Quelquefois ils y sont même encouragés par une récompense pécuniaire (1).

Nous ne nous occuperons ici d'aucun des agents mentionnés, et dont les attributions sont déterminées, en général, au Code d'instruction criminelle. Nous nous bornerons à parler de ceux qui ont des attributions spéciales, soit que les objets sur lesquels elles portent se trouvent ou non compris dans les dispositions répressives du Code pénal.

Nous les classerons sous une de ces rubriques principales : Police civile (y compris la police fiscale), police militaire, police maritime, et mixte, c'est-à-dire de la gendarmerie.

CHAPITRE PREMIER.

De la police civile.

SECTION Ire. —*De la police télégraphique.*

Les crimes, délits ou contraventions commis par infractions aux lois sur l'emploi ou le service de la télégraphie sont constatées, soit par les officiers de police judiciaire, soit par les commissaires ou sous-commissaires des chemins de fer, soit par les inspecteurs des lignes télégraphiques ou autres agents de surveillance nommés ou agréés (2) par l'administration, et dûment assermentés (3).

SECTION II.—*De la police industrielle et commerciale.*

SOUS-SECTION Ire.—*Des conseils de prud'hommes et des inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures.*

Les conseils de prud'hommes, institution judiciaire élective, sont spécialement chargés, d'après les plaintes qui leur seraient adressées, de constater les contraventions aux lois et règlements nouveaux ou remis en vigueur touchant les fabriques ou marchandises fabriquées ; ils constatent également les soustractions de matières premières qui pourraient être faites par les ouvriers au préjudice des fabricants, etc. (4).

Des inspecteurs spéciaux sont chargés de constater les contraven-

---

(1) Ex. : L. 9 vend. an VI, art. 104 ; etc.—*V.* note précéd.
(2) *V.* ci-dessus, p. 1137, *Police privée.*
(3) L. 2 mai 1837 ; D. 27 déc. 1851, art. 10 ; 1er mars 1854, art. 315.
(4) D. 18 mars 1806, art. 10, 12, 13 ; 11 juin 1809–7 fév. 1810, art. 4 ; D. 1er juin 1853. — *V.* ci-dessus, p. 323, 435.

tions aux lois et règlements sur le travail des enfants dans les manufactures (1).

SOUS-SECTION II.—*Des vérificateurs des poids et mesures et des employés pour la garantie des objets d'or et d'argent.*

Indépendamment des opérations préventives dont ils sont chargés, consistant dans la marque ou le poinçonnage des objets nouvellement fabriqués, ou recensés périodiquement ou non, les vérificateurs des poids et mesures, lors de leurs visites (*non gratuites*), constatent les infractions prévues par les lois et règlements concernant le système métrique des poids et mesures, leur désignation et leur emploi. Outre leur subordination à l'égard de l'autorité administrative (préfets, etc.), ils sont placé sous la surveillance du ministère public (2).

Les *infractions* aux lois sur les poids et mesures, leur désignation et leur emploi, sont en outre recherchées habituellement et constatées par les officiers ou agents de la police judiciaire ou municipale (3).

Les employés des bureaux de garantie (receveurs, contrôleurs, essayeurs) font de leur côté les recherches, saisies et poursuites relatives aux lingots fourrés, aux faux poinçons, aux objets qui en seraient marqués ou seraient dépourvus de marques, etc. (4).

Ces infractions sont aussi recherchées et constatées par les officiers ou agents de la police judiciaire ou municipale (5).

A Paris des commissaires de police spéciaux sont chargés d'assister les contrôleurs de la garantie (6).

Les préposés des contributions indirectes peuvent, seuls ou avec

---

(1) L. 22 mars 1841, art. 10, 7, 11, 12; D. 29 juill. 1850, art. 36 ; 13 avr. 1861, art. 5, 11°.

(2) L. 1er vend. an IV, art. 13 ; 4 juill. 1837, art. 7, 8 ; O. 17 avr. 1839, art. 34 à 45. — *V.* ci-dessus, p. 323, 438, et ci-dessous.

(3) L. 15–28 mars 1790, art. 18 ; L. 16–24 août 1790, tit. II, art. 3, 4° ; L. 19–22 juill. 1791, art. 9 ; 1er vend. an IV, art. 11, 13 ; arr. 12 mess. an VIII, art. 26, 35 ; arr. 3 brum. an IX ; arr. 29 prair. an IX, art. 10, 16; L. 4 juill. 1837, art. 5; O. 17 avr. 1839, art. 28 à 31, 34, 45; C. pén., art. 423, 424, 479, 5°, 6°, 480, 2°, 3°, 481, 1° ; L. 27 mars 1851. — *V.* ci-dessus, p. 572, 573, note.

(4) L. 19 vend. an VI, art. 71, 65, 101 à 110 ; arr. 10 prair. an XI, art. 1er; O. 5 mai 1820, art. 2 à 4, 6 ; 5 mai 1824 et 13 sept. 1829, art. 5 ; 26 déc. 1827-1828. art. 9. — *V.* ci-dessus, p. 324, note 1, et 439.

(5) L. 19-22 juill. 1791, art. 13, 24, 25, 29 ; arr. 16 prair. an VII ; 12 mess. an VIII, art. 26, 35 ; 3 brum. an IX ; C. pén., art. 140, 141, 163, 164, 423, 484. — *V.* note suiv.

(6) D. 31 juill. 1850. — *V.* ci-dessus, p. 573, note.

les employés de la garantie, constater les délits et contraventions relatives à cet objet, et, d'une autre part, les receveurs, les contrôleurs et les employés, autres que les essayeurs, de la garantie, qui a aussi son côté fiscal, étant au nombre des agents des contributions indirectes, peuvent être chargés d'autres parties du service de cette administration (1).

SECTION III. — *De la police sanitaire et médicale.*

SOUS-SECTION Ire. — *Des agents de la police sanitaire.*

Les agents principaux et ordinaires du service sanitaire, en même temps qu'ils participent à l'exercice de la police préventive (2), sont aussi chargés de constater par procès-verbaux les infractions aux lois et règlements sanitaires. Pris autant que possible, les premiers dans le corps médical, les autres parmi les employés des douanes, ils ont le titre et exercent les fonctions d'officiers de police *judiciaire* (3), savoir: exclusivement à tous autres, pour *tous* crimes, délits et contraventions, dans l'enceinte et les parloirs des lazarets et autres lieux réservés ; et concurremment avec les autres officiers de police judiciaire aptes, par conséquent, eux-mêmes en cette matière (4), pour les infractions spéciales à cet objet.

Les agents principaux et ordinaires du service sanitaire ont le droit de requérir, en cas d'urgence et pour un service momentané, la coopération des officiers et employés de la marine, des employés des douanes et des contributions indirectes, des officiers des ports de commerce, des commissaires de police, des gardes champêtres et forestiers, et même, au besoin, des simples citoyens (5).

Tout navire, tout individu, qui *tenterait*, en infraction aux règlements, de pénétrer *en libre pratique*, de franchir un cordon sanitaire ou de passer d'un lieu infecté ou interdit dans un lieu qui ne le serait point, peut être, après due sommation de se retirer, *repoussé de vive force*, et ce sans préjudice des peines encourues par ce seul fait ou autrement (6). Hors ce cas, les mesures sanitaires préventives

---

(1) D. 28 flor. an XIII ; O. 5 mai 1820, art. 4. (*V.* ci-dessus, p. 575 et ci-après).
(2) *V.* Sous-tit. précéd.
(3) L. 3 mars 1822, art. 17 ; D. 24 déc. 1850-1851, art. 30, 39. — *V.* ci-dessus, p. 573, note 1.
(4) *V.* ci-dessus, p. 572.
(5) L. 3 mars 1822, art. 12 à 14 ; D. 24 déc. 1850-1851, art. 33. — *V.* ci-dessus, p. 576.
(6) L. 3 mars 1822, art. 6 à 9 ; D. 24 déc. 1850-1851, art. 47.

ne peuvent aller jusqu'à repousser un bâtiment quel qu'il soit (1).

Les agents sanitaires ont droit (comme tout officier de police judiciaire) de requérir la force publique (2).

SOUS-SECTION II.— *De la police médicale, etc.*

A Paris et dans les villes où sont placées des écoles supérieures de pharmacie (Paris, Strasbourg et Montpellier) deux docteurs et professeurs de la faculté de médecine, accompagnés des membres desdites écoles et assistés d'un commissaire de police, font, au moins une fois l'an, les visites (non gratuites) prescrites par les lois, chez les pharmaciens, droguistes, épiciers (3) et herboristes, pour vérifier la bonne qualité des drogues et médicaments simples et composés, etc. Les drogues mal préparées ou détériorées sont saisies par le commissaire de police, etc. (4).

Ailleurs qu'à Paris, ces visites sont faites par trois membres du conseil d'hygiène désignés par le préfet (5). Elles étaient faites autrefois, dans le rayon de dix lieues des villes où sont établies les écoles (facultés) de médecine, par les mêmes professeurs, assistés soit des commissaires de police, soit des maires et adjoints, chargés de dresser les procès-verbaux de contravention; et, dans les autres villes et communes, par les membres des jurys de médecine ou jurys médicaux, institution dont les attributions ont été successivement retranchées et qui dès lors n'existent plus (6).

Indépendamment de ces visites, les maires ou commissaires de

---

(1) Traité 27 mai 1853, art. 1er ; règl. annexé, art. 2, 3, etc.; D. 4 juin 1853, art. 1er.

(2) L. 3 mars 1822, art. 12; D. 24 déc. 1850–1851, art. 33, 47 ; L. 16-29 sept. 1791, art. 4 ; C. instr. cr., art. 25. — *V.* tit. précéd., sect. III, *Force armée.*

(3) Les épiciers non droguistes (V. *patentes*), chez lesquels il n'est pas trouvé de drogues appartenant à l'art de la pharmacie ne sont pas assujettis au paiement du droit de visite (L. 23 juill. 1820, art. 17, 1° ; O. 20 sept. 1820).

L'ordonnance du 18 juin 1823 (art. 18) prétendait y assujettir les établissements d'eaux minérales naturelles ou artificielles là où il n'aurait pas été nommé d'inspecteur de ces eaux ; mais c'était confondre deux législations distinctes, dès que ces eaux ne se trouvent pas chez les pharmaciens. (*V.* arr. 6 niv. an II, art. 6, 7, 10, extra-légal lui-même, mais confirmé depuis par les lois ; L. 25 juin 1841, art. 30 ; 14 juill. 1856, art. 18, 19 ; D. 28 janv. 1860).

(4) L. 21 germ. an XI, art. 29 ; arr. 25 therm. an XI, art. 42, 46 ; et L. *ann. finances.*

(5) D. 23 mars 1859 ; 13 avr. 1861, art. 2, 6°.

(6) L. 19 vent. an XI, art. 16 à 21, 32 ; 21 germ. an XI, art. 11, 13 à 20, 37 ; arr. 20 prair. an XI, art. 33 à 41, 49 à 51 ; 25 therm. an XI, art. 32 à 36, 41, 46 ; L. 14 juin 1854, art. 14 ; D. 22 août 1854, art. 17, etc.; — *V.* note précéd.

police, assistés, s'il y a lieu, soit d'un docteur en médecine, soit de deux professeurs d'une école de pharmacie, s'assurent de l'exécution des règlements sur la vente des substances vénéneuses, inspectent à cet effet les officines des pharmaciens, les boutiques et magasins des commerçants et manufacturiers vendant ou employant lesdites substances, et constatent par des procès-verbaux les contraventions (1).

Les officiers et agents de la police judiciaire ou municipale sont d'ailleurs chargés aussi de rechercher et constater les infractions aux lois et règlements sur l'achat et la vente des drogues et poisons et la salubrité des médicaments, boissons et comestibles (2).

SECTION IV.— *De la police relative au domaine public civil ou à la grande et même à la petite voirie.*

Sont compris dans la grande voirie les grandes routes, canaux, fleuves et rivières navigables et flottables, chemins de fer, ports maritimes et de commerce et leurs dépendances, en un mot tout ce qui constitue le domaine public civil et ses accessoires (3).

Les contraventions en matière de grande voirie telles que : anticipations, dépôts de fumiers ou d'autres objets, et toute espèce de détériorations commises sur les grandes routes et les rues qui en font partie, sur les arbres qui les bordent, sur les fossés, ouvrages d'art et matériaux destinés à leur entretien, sur les canaux, fleuves et rivières navigables, leurs chemins de halage, francs bords, fossés et ouvrages d'art, sur les chemins de fer et leurs talus, etc., sur les quais, ports maritimes, etc. (4), sont constatées : 1° par des agents faisant partie des officiers de police judiciaire, comme les maires et adjoints, commissaires de police, agents forestiers (5), gardes champêtres, officiers de gendarmerie (6), même par les officiers de police judi-

---

(1) L. 19 juill. 1845; O. 29 oct. 1846, art. 14; D. 8 juill. 1850; 5 mars 1852.

(2) L. 19-22 juill. 1791, art. 13, 21, 28, 29; arr. 12 mess. an VIII, art. 23, 35; 3 brum. an IX; C. pén., art. 301, 302, 317, 519; L. 27 mars 1851; 5 mai 1855; L. 21 avr. 1818, art. 57.

(3) L. 29 flor. an X; D. 10 avr. 1812; L. 15 juill. 1845, art. 1er; L. 22 nov.-1er déc. 1790, art. 2; 7-14 oct. 1790, art. 1er; C. civ., art. 538; L. 16 sept. 1807, art. 27.— *V.* ci-dessus, p. 111, note 6, et ci-après.—Certaines atteintes au domaine militaire ou maritime (la mer et ses rivages, etc.) sont réprimées comme les contraventions de grande voirie. — *V.* ci-après, chap. II, sect. II, et chap. III.

(4) L. 29 flor. an X, art. 2; 15 juill. 1845, art. 1er à 3; 30 mai 1851 (police du roulage).

(5) Ex. : L. 21 avr. 1832, art. 12 (Rhin).

(6) L. 29 flor. an X, art. 2; D. 16 déc. 1811, art. 112; L. 21 avr. 1832, art. 12; 15 juill. 1845, art. 11 (chem. de fer); 30 mai 1851, art. 15 (roulage). — *V.* notes suiv.

ciaire en général (1); 2° par des agents spéciaux tels que : ingénieurs, conducteurs et piqueurs des ponts et chaussées, cantonniers (2), et autres agents plus spéciaux encore (bayles et gardes-chaussées) (3); ingénieurs et gardes même des mines, dans certains cas (4) ; inspecteurs principaux et particuliers de l'exploitation commerciale des chemins de fer (5), subordonnés aux ingénieurs chargés du contrôle, mais ayant sous leurs ordres (pour tout ce qui concerne les détails de leur service) les commissaires et sous-commissaires de surveillance administrative; ceux-ci, dont l'autorité s'étend sur toute la ligne, ayant, pour la constatation des crimes, délits et contraventions commis dans l'enceinte des chemins de fer et de leurs dépendances, les pouvoirs d'officiers de police judiciaire, et placés, en cette qualité, sous la surveillance du ministère public (6); commissaires de police et inspecteurs de police *spéciaux* pour les chemins de fer, dont les attributions s'étendent à toute la ligne ou à toutes les lignes (7), et tous agents de surveillance ou gardes nommés par l'administration ou même par les concessionnaires ou fermiers et agréés par l'administration, lesquels ont aussi pouvoir sur toute la ligne (8) ; les agents de la navigation (ingénieurs, conducteurs, inspecteurs, gardes-rivières généraux et particuliers, éclusiers, etc.) (9) ; les gardes-ports des rivières et canaux (10) ; les capitaines de ports, lieutenants de ports et maîtres de ports de commerce (11) ; les militaires de la gendarmerie (12).

---

(1) Ex.: L. 15 juill. 1845, art. 23 (chem. de fer) ; D. 15 mai 1813, art. 49, (chaussées du Rhône). — *V.* ci-dessus, p. 576.

(2) L. 29 flor. an x, art. 2 ; D. 16 déc. 1811, art. 80, 102, 106, 112 ; L. 21 avr. 1832, art. 12 ; 23 mars 1842, art. 2 ; 15 juill. 1845, art. 11, 12, 23.

(3) Ex.: D. 15 mai 1813, art. 24, 25, 49, 52 (chaussées du Rhône) ; à Paris, des commissaires voyers, etc. (arr. cons., 27 fév. 1765 ; règl. 10 avr. 1783 ; arr. cons. 3 ou 5 sept. 1836) (Husbrocq).

(4) Ex.: L. 15 juill. 1845, art. 12, 23 ; O. 15 nov. 1846, art. 51, 3e al., 55, 56 (chem. de fer, contrôle).

(5) D. 26 juill. et 4 oct. 1852. — *V.* O. 15 oct. 1846, art. 51, 2e al., 52; arr. min. 20 mars 1848 (inédit); D. 17 juin 1854. — Les pouvoirs de ceux-ci ne sont pas précisément relatifs à la grande voirie.

(6) L. 15 juill. 1845, art. 23; D. 27 déc. 1851, art. 6, 10, 11 ; arr. 19 ou 29 juill. 1848 (inédit) ; L. 27 fév. 1850 ; D. 22 mars et 4 oct. 1852.

(7) L. 15 juill. 1845, art. 23 ; O. 15 nov. 1846, art. 51, dern. al. 2e O. 22 fév. et O. 28 mars 1855, etc.—*V.* ci-dessus, p. 573, note.

(8) *V.* ci-dessus, p. 576.

(9) L. 29 flor. an x, art. 2; ex. : arr. 19 mess. an xi, art. 6; D. 21 juin 1811, art. 9, 10; 22 fév. 1813, art. 69; arr. 13 vend. an xii ; 4 oct. 1852; D. 17 août 1853, art. 16 à 18.

(10) D. 21 août 1852, art. 11, 34, 35.

(11) L. 9-13 août 1791, tit. iii, art. 1er et 2 ; D. 10 mars 1807-1831, art. 15; 15 juill. 1854–1855, art. 18.

(12) L. 29 flor. an x, art. 2; D. 16 déc. 1811, art. 112; L. 30 mai 1851,

Les infractions à la loi et au règlement international sur la navigation du Rhin, et à la loi sur la police du roulage, sont de plus constatées par les employés des contributions indirectes et des douanes et par les *agents* (même autres que les *gardes*) forestiers; et les infractions à cette dernière par les agents voyers, même des chemins vicinaux de grande communication, commissionnés à cet effet; par les employés d'octrois et ceux des poids et mesures, ayant droit de verbaliser (1).

Les contraventions de petite voirie ou de roulage dans les villes et sur les chemins vicinaux sont aussi constatées par les agents de la police judiciaire (2).

Il peut être en outre nommé par les préfets, pour la police des chemins vicinaux de grande ou de petite communication, des agents voyers, lesquels prêtent serment et ont le droit de constater les contraventions et délits et d'en dresser les procès-verbaux (3).

SECTION V. — *Police des infractions aux lois et règlements ayant pour objet la préservation individuelle et celle des propriétés publiques et privées* (4).

SOUS-SECTION Ire. — *Des infractions aux lois et règlements sur les mines, minières, carrières et tourbières, les appareils à vapeur et le matériel des chemins de fer* (5).

Les ingénieurs des mines et gardes-mines (6) exercent sous les ordres du ministre et des préfets, quant à l'exploitation des mines,

---

art. 15 (roulage); L. 15 juill. 1845, art. 1er et 2; D. 1er mars 1854, art. 315, 2e al.; L. 17 juill. 1856.

Sans être officiers de police judiciaire, les militaires de la gendarmerie (sous-officiers, brigadiers et simples gendarmes) participent, comme nous le verrons à la répression *générale* des crimes, délits et contraventions.— *V.* ci-après.

(1) L. 21 avril 1832, art. 12; O. 26 juill. 1833; D. 18 avr. 1857, art. 2; L. 30 mai 1851, art. 15, 16; O. 10 mai 1829, art. 5; D. 10 août 1852, art. 7; L. 21 mai 1836, art. 11.

(2) C. pén., art. 471, 4°, 5°, 475, 3°, 476, 479, 2°, 4°.

(3) L. 21 mai 1836, art. 11, 21; D. 10 août 1852, art. 7.

(4) Nous n'entendons toujours parler ici que des agents spéciaux. La répression des infractions aux dispositions, soit du Code pénal, soit d'autres lois ayant cet objet en vue, même à celles dont il va être question, appartient en outre à la police dite judiciaire.

(5) Quant au matériel roulant sur terre, *V.* sect. précéd., *Police du roulage*, et O. 16 juill. 1828; L. 28 juin 1829; 30 juin 1851, art 2, § 3, 6; D. 10 août 1852.

(6) L. de finances 10 août 1839 et 4 août 1844 (crédits); O. 29 déc. 1845-1846, préamb.; D. 24 déc. 1851, art. 30, 31, 34 à 42; 17 juill. 1856; 21 déc. 1859-1860.

minières, carrières et tourbières, une surveillance de police pour la conservation des édifices et la sûreté du sol, la sûreté des ouvriers et des habitants de la surface et la salubrité publique ; mais ils ne peuvent verbaliser ni s'immiscer d'une manière quelconque dans les *autres* affaires judiciaires ou administratives auxquelles cette exploitation donnerait lieu (1).

Les infractions aux lois et règlements en cette matière sont d'ailleurs dénoncées et constatées *comme* les contraventions en matière de voirie et de police, par conséquent à peu près par tous agents même de la police judiciaire, et par des inspecteurs de carrières; mais elles sont poursuivies devant les tribunaux judiciaires de la même manière que les délits forestiers (2).

Les infractions aux lois et règlements concernant les appareils (chaudières, machines fixes ou locomobiles et locomotives), ou bateaux et navires, à vapeur, sont constatées : 1° par les maires et adjoints et les commissaires de police (officiers de police judiciaire); 2° par les ingénieurs de mines et gardes-mines, conducteurs des ponts et chaussées et autres employés des ponts et chaussées et des mines commissionnés à cet effet ; 3° quant aux bateaux (ou navires) à vapeur, par les officiers de port, les inspecteurs de la navigation (3), les membres des commissions de surveillance instituées en exécution des règlements, et les hommes de l'art, qui, dans les ports étrangers, ont été, par les consuls, chargés de visiter les navires (4).

Les infractions aux règlements sur le matériel des chemins de fer (voitures locomotives, rails, etc.) ayant pour objet la sûreté des personnes, etc., sont, comme les contraventions de grande voirie relatives à ces chemins, constatées concurremment : 1° par les officiers de police judiciaire ; 2° par les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, ingénieurs des mines et gardes-mines, agents de surveillance (des chemins de fer) et gardes, même *particuliers*, nommés ou *agréés* par l'administration (5).

---

(1) L. 21 avril 1810, art. 47, 48, 50, 58, 68, 71, 81, 82, 83, 86 ; D. 18 nov. 1810, art. 29, 43 ; D. 3 janv. 1813 ; O. 26 mars 1843, art. 2; L. 27 avril 1838, art. 8 ; 17 juin 1840, art. 2 ; O. 7 mars 1841, art. 21.

(2) L. 21 avril 1810, art. 93 ; D. 3 janv. 1813, art. 10, 13, 21 ; D. 22 mars 1813, art. 1^er^, tit. III ; règl. annex., art. 31 ; D. 4 juill. 1813 ; L. 27 avril 1838, art. 8 ; 17 juin 1840, art. 2. — *V.* ci-dessus, p. 576, note 1, et sect. précéd.—*V.*, quant aux fils électriques, ci-dessus, sect. 1^re^.

(3) *V.* sect. précéd.

(4) L. 21 juill. 1856, art. 21 ; O. 22 et 23 mai 1843 ; 15 juin 1844 ; 17 janv. 1846 ; 15 nov. 1846, art. 7 à 11, 15, 16.

(5) L. 15 juill. 1845, art. 23, 12 ; O. 15 nov. 1846, art. 55, 56.—*V.* sect. précéd. et p. précéd., note 5.

SOUS-SECTION II. — *Des gardes des dunes, des digues et desséchements.*

Il peut être établi des gardes pour la conservation des semis et des plantations sur les dunes d'après le mode usité pour les gardes des bois des communes. Les délits sont poursuivis devant les tribunaux excepté les anticipations et dégradations des dunes elles-mêmes (1). La conservation des travaux de desséchement des canaux, fossés, rigoles, etc., celle des digues contre les torrents, rivières et fleuves ou sur les bords des lacs et de la mer est commise à l'administration publique, surtout après le desséchement. Les contraventions et délits sont constatés par des gardes ou conducteurs spéciaux et par les agents désignés par la loi de floréal an x sur la grande voirie et même par tous agents de police; les contraventions aux règlements relatifs à l'entretien et à l'exécution des travaux sont portées devant les conseils de préfecture ; mais les délits tels que violences, vols de matériaux, *dégradations* et voies de fait quelconques sont renvoyés devant les tribunaux judiciaires (2).

SOUS-SECTION III.—*Police de la pêche dans les rivières, canaux et cours d'eau, etc.* (3).

Les délits et contraventions portant atteinte, en cettte matière, soit à l'ordre public, soit aux intérêts privés, sont constatés, tant par les gardes champêtres, gardes forestiers, et autres officiers de police judiciaire, que par les agents forestiers en général, par des agents spéciaux institués à cet effet (gardes-pêche), et par les éclusiers des canaux. Les délits qui portent préjudice aux fermiers de la pêche, aux porteurs de licences et aux propriétaires riverains peuvent être constatés par leurs gardes, lesquels sont assimilés aux gardes des bois des particuliers (4).

Les gardes-pêche ont le droit de requérir directement la force publique pour la répression des délits en matière de pêche ainsi

---

(1) D. 14 déc. 1810, art. 7, 8; ex. : arr. 13 mess. an IX, art. 3; O. 15 juill. 1818–1819, art. 46, 44; D. 28 avril 1858, art. 27. — *V.* L. 28 juill. 1860, art. 11.—L'*ordonnance* de 1818–1819 dit que les délits seront constatés par les gardes cantonniers, les gardes champêtres et les officiers de police *judiciaire*.

(2) L. 16 sept. 1807, art. 27, 25, 26, 33 et 34; ex. : D. 17 janv. 1813, art. 24, 23; 21 fév. et 5 mars 1814, art. 28; O. 15 juill. 1818-1819 (*V.* note précéd.); 30 mai 1821-1824, art. 8, 7°, 29; D. 6 fév. 1861, art. 26.

(3) *V.* L. 8–10 juill. 1791, tit. Ier, art. 23 (fossés, etc., des fortifications), quant à la pêche maritime ou côtière et celle des étangs salés. *V.* ci-après, chap. III.

(4) L. 15 avril 1829, art. 36, 5, 37, 45, 65, 68; L. 14 flor. an X, art. 17, 18.

que pour la saisie des filets prohibés ou des poissons pêchés en délit (1).

Aucune restriction ni pour le temps de la pêche ni pour l'emploi des filets n'est imposée aux pêcheurs du Rhin (2).

Dans les rivières affluant directement ou indirectement à la mer, la pêche est maritime, c'est-à-dire libre sans fermage ni licence jusqu'aux limites de l'inscription maritime, lesquelles sont déterminées par décrets insérés au *Bulletin des lois* (3); mais à partir et au-dessus du point où cesse la salure des eaux, point qui est déterminé de la même manière, la pêche, quoique libre (4), est soumise aux dispositions des lois et règlements sur la pêche fluviale (sauf toutefois en ce qui concerne la police de la navigation des équipages et des passagers) (5), et les infractions à ces lois et règlements peuvent, dans cet espace, être constatés concurremment par les syndics des gens de mer, gardes maritimes, et gendarmes de la marine (6).

Les dispositions prohibitives de la vente des poissons au-dessous d'une certaine dimension ne sont point applicables aux poissons provenant des étangs ou réservoirs, et des fossés et canaux, dont les eaux cessent naturellement de communiquer avec les rivières, appartenant aux particuliers (7).

SOUS-SECTION IV.—*Des inspecteurs des ports (jurés-compteurs) et gardes-ports.*

Sont désignés sous le nom de ports dans le bassin de la Seine (8) (ou même hors de ce bassin) les emplacements, situés à proximité des rivières et canaux, qui servent habituellement ou accidentellement d'entrepôt pour les bois à brûler ou à ouvrer et les charbons de bois; ainsi que les lieux où s'effectuent la construction et le tirage des trains (de bois), le chargement et le déchargement desdites marchandises; enfin les emplacements où s'opèrent le dépôt,

---

(1) L. 15 avril 1829, art. 43, 68.
(2) O. 15 nov. 1830, art. 4.
(3) Deuxième section. Ce devrait être dans la première.
(4) *V.* aussi L. 15 avril 1829, art. 5, dern. al.; arr. 17 niv. an XII (pêche à la ligne hors le temps du frai).
(5) *V.* ci-après, *Police maritime* (D. 19 et 24 mars 1852).
(6) L. 15 avril 1829, art. 3; D. 21 fév. 1852; 4 juill. 1853, art. 46; D. 27 oct. 1859; L. 9 juill. 1836, art. 4 et 8.
(7) L. 15 avril 1829, art. 30.
(8) *V.* arr. 8 prair. an XI, art. 1er; 1er mess. an XI.

l'embarquement ou le débarquement d'autres marchandises, lorsqu'après enquête, des décisions de l'administration supérieure les ont déclarés tels (1).

Les inspecteurs des ports (autrefois jurés-compteurs) veillent à l'exécution de toutes les dispositions relatives à la police des ports; ils surveillent et contrôlent le service des gardes-ports (2). La police des ports dans le bassin de la Seine, etc., est exercée par des gardes-ports. Les gardes-ports sont chargés de veiller, sans discontinuer, à la conservation des marchandises déposées sur les ports, etc. (3).

SECTION VI. — *De la police fiscale.*

SOUS-SECTION 1re.—*De la police relative au timbre, à l'enregistrement, au droit d'affichage, etc.*

Les receveurs et autres préposés de la régie, du timbre, de l'enregistrement, etc., rapportent des procès-verbaux des contraventions qu'ils découvrent. Ils sont autorisés à retenir les actes, registres ou effets en contravention à la loi du timbre qui leur sont présentés, pour les joindre à leurs procès-verbaux, à moins que les contrevenants ne consentent à signer lesdits procès-verbaux, ou à acquitter sur-le-champ l'amende encourue et le droit de timbre; mais ils ne peuvent, même en cas de contravention, différer l'*enregistrement* des actes dont les droits leur sont payés. En cas de refus de la part des contrevenants, les préposés de la régie leur font signifier les procès-verbaux avec assignation devant le tribunal *civil* (4).

Ils sont autorisés à se transporter dans tous les lieux où se font des ventes publiques et par enchères, et à s'y faire représenter les procès-verbaux de vente et les copies des déclarations préalables; et ils dressent des procès-verbaux des contraventions qu'ils ont reconnues et constatées (5).

Quant au refus de communication des répertoires ou autres registres qu'ils ont droit d'exiger, tant des notaires, huissiers, greffiers, commissaires-priseurs, etc., que des officiers de l'état civil, ils doivent

---

(1) D. 21 août 1852, art. 1er, 67.
(2) D. 21 août 1852, art. 58 à 60, 68, 39 à 50, 52, etc.; arr. min. 6 therm. an IX; 9 mars 1807, art. 2; arr. 12 mess. an VIII, art. 35, etc.
(3) D. 21 août 1852, art. 2, 34, 35, 10, 3, 11, 19, 51, 52, etc.; D. 9 mars 1807; arr. 26 niv. an V; 3 niv. an VII. — Instr. min. 22 pluv. an X; L. 28 juill. 1824, etc.
(4) L. 18-27 mai 1791, art. 11; 13 brum. an VII, art. 31, 32; 25 germ. an XI; 5-19 déc. 1790, art. 17; 22 frim. an VII, art. 56.
(5) L. 22 pluv. an VII, art. 8; 28 mai 1858, art. 2.

requérir l'assistance d'un officier municipal (maire, adjoint ou commissaire de police) pour dresser en sa présence procès-verbal du refus qui leur a été fait (1).

Les infractions suivantes sont constatées non-seulement par les préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines, mais encore celles relatives au timbre des lettres de voiture, connaissements, chartes parties et polices d'assurances, par les préposés des douanes et des octrois (2); celles relatives au timbre des journaux et écrits ou recueils périodiques par tous officiers de police judiciaire et agents de la force publique (3); celles concernant le droit d'affichage par les commissaires de police, gendarmes, gardes champêtres et tous agents de la force publique (4).

SOUS-SECTION II.—*De la police relative au transport des lettres, journaux (5), imprimés, etc.*

Pour la répression des infractions aux lois et règlements sur le transport des lettres et journaux, etc., non-seulement les directeurs inspecteurs et sous-inspecteurs, employés et agents des postes, assermentés (6), mais encore les employés des douanes aux frontières, et la gendarmerie, et *tous* agents de l'autorité ayant qualité pour constater les délits et contraventions peuvent faire, ou faire faire, toutes perquisitions et saisies sur les messagers, piétons, etc. (même les militaires), chargés de porter les dépêches, voitures de messageries, de beurriers, rouliers et autres de même espèce, et dresser les procès-verbaux contre toutes personnes étrangères au service des postes (7). Tous peuvent, à cet effet, s'ils le jugent nécessaire, se faire assister de la force armée.

SOUS-SECTION III. — *Police des douanes, des contributions indirectes et des octrois.*

Les infractions aux lois sur les douanes, la navigation et le com-

---

(1) L. 22 frim. an VII, art. 51, 52, 54; 16 juin 1824, art. 11; 5 juin 1850, art. 47.

(2) D. 16 mess. an XIII; 3 janv. 1809; L. 11 juin 1842, art. 6, 7; 5 juin 1850; 9 mai 1860.

(3) D. 17 fév. 1852, art. 10.

(4) D. 25 août 1852, art. 5, 6.—*V.* ci-dessus, p. 511, note 7.

(5) *V.* ci-dessus, *Timbre.*

(6) *V.* ci-dessus, p. 468, 513, et L. 17–22 août 1791, art. 33, 1er et 2e al.; 6–12 sept. 1791, art. 8; 29 brum. an III; 6 niv. an IV, art. 12, etc.

(7) L. 26–29 août 1790, tit. II, art. 4, 5°; 21 sept. 1792; arr. 2 niv. et 7 fruct. an VI; 26 vent. an VII; 27 prair. an IX; 2 mess. an XII; L. 22 juin 1854, art. 20 à 22; D. 1er mars 1854, art. 303 à 312; arr. 7 fruct. an VI, art. 3 (*V.* ci-après, p. 591, note 4).

merce maritimes sont constatées non-seulement par les agents des douanes à résidence fixe ou ambulants (capitaines, lieutenants, commandants de brigades à pied et à cheval, commandants de patâches et autres bâtiments de mer, brigadiers, sous-brigadiers, préposés à pied et à cheval, pilotes, matelots, visiteurs, etc.) (1), organisés en légions et bataillons, et pouvant être mis, au besoin, à la disposition du ministère de la guerre pour la défense du pays et des côtes (2); mais encore par la gendarmerie, les troupes de ligne, les gardes nationales, les capitaines et autres officiers de la marine militaire ou du commerce, tous les fonctionnaires publics, et même toute personne (3).

Les préposés de la régie des douanes peuvent requérir les commandants de la marine dans les ports, les capitaines et officiers des vaisseaux et autres bâtiments de guerre de l'État de les accompagner pour faire la visite desdits bâtiments. Les commandants militaires dans les départements, les préfets, sous-préfets et maires sont tenus de leur faire prêter main-forte par les troupes de ligne, la gendarmerie et la garde nationale. Ils peuvent même requérir directement la gendarmerie (4).

Les préposés des douanes, de leur côté, concourent, comme nous l'avons vu et comme nous le verrons, à la répression d'une multitude d'infractions étrangères même à la police fiscale (5). Ils participent même à la police préventive et sont, ainsi que les gendarmes, les gardes nationales et les troupes de ligne, chargés d'exiger des voyageurs la représentation de leurs passe-ports (6). Ils peuvent être requis pour la police sanitaire et doivent, même d'office, employer les moyens en leur pouvoir pour prévenir, arrêter ou réprimer les infractions aux lois sur ce sujet (7). Enfin ils sont chargés, dans le

---

(1) L. 23 avril–1er mai 1791, art. 3; 6–22 août 1791, tit. 1er, art. 6; 23 germ. an V; arr. 7 frim. an X; L. 28 avril 1816, art. 40.—*V.* ci-dessus, p. 338.

(2) Chaque direction forme une légion dont le directeur est colonel.—O. 31 mai 1831, 11 mai et 9 sept. 1832; D. 16 fév. et 4 juin 1852).—*V.* ci-dessus, p. 472.

(3) L. 6-22 août 1791, tit. X, art. 20; 15 août 1793, art. 3; L. 4 germ. an II, tit. II, art. 7, tit. VI, art. 6; 9 flor. an VII, art. 1er; D. 4e j. compl. an XI, art. 1er; 8 mars 1811, art. 5; arr. 12 mess. an VIII, art. 31, 35.

(4) L. 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 10, 14; 12 pluv. an III, art. 11; 18 germ. an VI, art. 133.

(5) Ex. : L. 23 juin 1857, art. 19; L. 15 mai 1851, art. 15; 21 avril 1832, art. 12, etc.

(6) L. 28–29 juill. 1792, art. 4.

(7) *V.* ci-dessus.

rayon frontière, de la surveillance sur la fabrication et la circulation des sels (1) ainsi que des sucres (2).

En cas de fraude ou de contravention aux lois sur la circulation des boissons, les saisies peuvent être opérées et les procès-verbaux dressés par les employés des contributions indirectes, des douanes, et des octrois. Il en est de même à l'égard des sels et des sucres. Les préposés d'octroi ayant serment en justice peuvent même rendre leurs procès-verbaux pour toutes les fraudes qu'ils découvrent contre les contributions indirectes (et réciproquement). Les infractions en ce qui concerne la vente en détail des boissons, et les droits établis sur les voitures publiques sont constatées par les seuls employés des contributions indirectes et des octrois (3); quant aux droits de navigation intérieure, les infractions peuvent être constatées non-seulement par les employés des contributions indirectes, douanes et octrois, mais encore par les éclusiers, maîtres de ports et de pertuis. Sur le Rhin, elles le sont par tous les agents ayant qualité pour la constatation des délits de grande voirie commis sur ce fleuve (4). Enfin les infractions aux lois concernant la fabrication, la circulation ou la vente des poudres à feu, des tabacs et cartes à jouer peuvent être constatées non-seulement par les employés fiscaux désignés ci-dessus, mais encore par les préposés forestiers, les gardes champêtres, les gendarmes et généralement tous employés assermentés (5).

Les autorités civiles et militaires et la force publique sont tenues de prêter aide et assistance aux employés des contributions indirectes pour l'exercice de leurs fonctions, toutes les fois qu'elles en sont requises (6); et de leur côté, outre qu'ils concourent à différents services (7), ils peuvent, comme les employés des douanes et autres, être requis par les agents du service sanitaire (8).

---

(1) D. 11 juin 1806, art. 1er; 25 janv. et 6 juin 1807; 19 mars 1852, art. 1er.
(2) L. 31 mai 1846, art. 18, 23; D. 1er sept. 1852, art. 1er.
(3) L. 28 avril 1816, art. 17, 82, 94; D. 5 mai 1806, art. 2; L. 23 avril 1836; L. 17 juin 1840, art. 11; D. 11 juin 1806, art. 1er; 25 janv. et 6 juin 1807; D. 19 mars 1852, art. 1er; L. 31 mai 1846, art. 6, 14, 18, 22, 23, 27; D. 1er sept. 1852, art. 1er, 30; D. 14 fruct. an XII, art. 6, 8; L. 25 mars 1817, art. 120, 121; D. 17 mai 1809, art. 155; O. 9 déc. 1814, art. 92. — Quant aux voitures des chemins de fer, *V.* ci-dessus, sect. IV, *Inspecteurs principaux et particuliers, Compétence générale.*
(4) L. 9 juill. 1836, art. 16; 21 avril 1832, art. 12.—*V.* ci-dessus, p. 581, notes 5 et 6, 583, note 1.
(5) L. 28 avril 1816, art. 223, 224, 169; 25 juin 1841, art. 25. — En ce qui concerne les droits sur la marque des matières d'or et d'argent, *V.* ci-dessus, sect. II.
(6) L. 28 avril 1816, art. 245; arr. 8 prair. an XI, art. 25.
(7) *V.* ci-dessus et ci-après.
(8) D. 24 déc. 1850-1851, art. 33, 47.— *V.* ci-dessus.

Les préposés d'octroi concourent, lorsqu'ils en sont requis, même à la répression et à la découverte des délits de police (générale ou municipale) (1).

CHAPITRE II.

De la police militaire.

La police militaire exerce, comme nous l'allons voir, deux sortes d'action.

SECTION Ire. — *De la police relative aux infractions ressortissant à l'autorité ou à la justice militaire.*

Le premier objet auquel s'applique la police militaire est la recherche et la constatation des faits, crimes, délits et contraventions qui, à raison des circonstances (2), par leur nature, ou par la qualité des personnes qui les ont commis (3), doivent donner lieu à l'application des peines ou mesures de discipline militaires, ou être soumisaux tribuuaux militaires. Ne sont pas soumises à la juridiction ni par conséquent à la police militaire, du moins comme telle, les infractions commises même par des militaires aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts et la *grande* voirie. Les autres contraventions, même de police ordinaire ou municipale, etc., commises par les militaires ou personnes assimilées aux militaires, et les infractions aux règlements relatifs à la discipline, sont laissées à la répression soit de *l'autorité*, soit des *tribunaux* militaires (4).

Cette première sorte d'action ou de police exercée sous l'autorité du ministre et des généraux commandant les divisions militaires, peut l'être, en cas de flagrant délit, par les rapporteurs près les conseils de guerre et leurs substituts, officiers dont les fonctions correspondent ici à celles des juges d'instruction (5). Elle l'est, en général, par les commandants et majors de place, les chefs de corps, de dépôts, de détachements, les chefs du service de l'artillerie et du génie, les membres du corps de l'intendance militaire, lesquels

---

(1) D. 17 mai 1809, art. 156.
(2) *V.* ci-dessus, p. 530, *Etat de siége*, et L. 9 juin 1857, art. 76.
(3) L. 9 juin 1857, art. 56 à 59; 4 juin 1858, art. 33, 84 à 86, 108, 1er al., 107, 182.
(4) L. 9 juin 1857, art. 273, 271, 195.—*V.* notes précéd.
(5) L. 9 juin 1857, art. 99, 106, 5, 2e al., 84, 5°, 105, 108; C. inst. crim., art. 41.

peuvent faire personnellement ou requérir les officiers de police judiciaire (leurs inférieurs) de faire tous les actes nécessaires à l'effet de constater les crimes et délits et d'en livrer les auteurs aux tribunaux qui doivent en connaître; enfin par les adjudants de place, les officiers, sous-officiers et commandants de brigade de gendarmerie, les chefs de poste (1), les gardes d'artillerie et du génie (2); tous et seuls qualifiés officiers de *police judiciaire* militaire (3).

SECTION II. — *De la police relative au domaine, aux servitudes militaires et aux travaux mixtes.*

L'autre objet de la police militaire est la répression: 1° des atteintes commises sur le domaine ou le terrain et les bâtiments militaires (4), ou des infractions aux lois et règlements sur les travaux mixtes (5); 2° des infractions commises par des citoyens *non militaires* à la police militaire des places ou à la discipline applicable à ces localités, et qui ressortissent aux tribunaux ordinaires (c'est-à-dire non militaires ni maritimes) (6).

Cette police est exercée soit par les commandants, les majors et les adjudants de places, soit par les gardes du génie et de l'artillerie et les gardiens de batterie (7), soit même par les officiers ou agents de la police civile ou judiciaire, d'office ou sur la réquisition de l'autorité militaire, et en se concertant avec elle (8).

Dans l'état de paix, le rayon ordinaire ou d'attaque (troisième zone des servitudes autour des places fortes ou postes militaires) (9), est seul soumis à la police militaire. Dans l'intérieur de la place, en deçà de la rue du rempart ou du terrain qu'elle doit occuper (10), les constructions, fouilles, dépôts, opérations et autres objets du service public ou particulier, sont uniquement réglés par les lois et ordonnances de voirie et de police municipale. Seulement, pour l'usage de cette rue les citoyens doivent se conformer à la fois

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 575 et ci-après.
(2) *V.* aussi sect. suiv.
(3) L. 9 juin 1857, art. 84 à 88, 96; D. 24 déc. 1811, art. 64, 46, 45.
(4) *V.* ci-dessus, p. 273, note 3, 346, 347, note 1, et ci-après.
(5) *V.* ci-dessus, p. 243, 244, et p. 346, 347 (zone frontière).
(6) D. 24 déc. 1811, art. 65.
(7) D. 24 déc. 1811, art. 65, 46, 45; L. 17 juill. 1819, art. 11; L. 7 avril 1851, art. 6; L. 21 mai 1858.—*V.* ci-après.
(8) D. 9 déc. 1811, art. 5.—*V.* ci-dessus, p. 576.
(9) L. 17 juill. 1819, art. 4; O. 1er août 1821, art. 1er à 6; D. 10 août 1853, art. 5, etc.—*V.* ci-dessus, p. 346, 347.
(10) L. 8-10 juill. 1791, tit. Ier, art. 15, 16 à 19; D. 24 déc. 1811, art. 54, 1°; L. 10 juill. 1851, art. 70, dern. al.; D. 10 août 1853, art. 23, 24.

aux règlements concernant la police de la voirie urbaine et à celle de la place (1).

Ainsi, les commandants, majors et adjudants de place, etc., font arrêter, en cas de flagrant délit, les particuliers qui dégradent les ouvrages ou bâtiments *militaires*, ou qui, sans l'aveu de l'autorité militaire, exécutent dans le rayon d'attaque des opérations de topographie ou font la reconnaissance de la place, de ses ouvrages extérieurs et de ses approches, ou qui commettent sur le terrain militaire des délits contre la police de la place et la discipline des garnisons. Ils donnent les ordres nécessaires pour faire mettre en fourrière les animaux qui dégradent les fortifications ou qui s'y trouvent sans autorisation. Mais les prévenus, en cas d'arrestation, et, dans tous les cas, les rapports et procès-verbaux constatant les délits dont il s'agit, sont renvoyés par le commandant aux officiers de police civile ou judiciaire, pour qu'ils fassent sur-le-champ l'instruction et traduisent les délinquants devant les tribunaux ordinaires (2).

Les gardes du génie de l'artillerie (officiers de police judiciaire), et les gardiens de batteries, sous la surveillance des commandants de places, etc., constatent ces mêmes contraventions et celles qui résultent de fouilles, constructions ou reconstructions, levées, dépôts de terre ou de décombres ou autres travaux faits contrairement aux lois sur les servitudes militaires ou sur les travaux mixtes, lesquelles infractions sont déférées aux conseils de préfecture (3).

Les préfets, les sous-préfets, les maires, les procureurs généraux et impériaux, les commissaires de police, les officiers et sous-officiers de gendarmerie et *tous autres* officiers ou agents de la police civile ou judiciaire doivent remplir, pour la conservation des fortifications, bâtiments et terrains militaires, toutes les fonctions que les lois et décrets leur attribuent à l'effet de réprimer, constater et poursuivre les délits contre la conservation des monuments publics (4) et autres dépendances du domaine de l'État, soit qu'ils agissent à la réquisition de l'autorité militaire (5) ou même d'office (6).

---

(1) D. 24 déc. 1811, art. 71, 75 ; D. 10 août 1853, art. 23, 24.
(2) D. 24 déc. 1811, art. 64, 74 ; L. 8–10 juill. 1791, tit. 1er, art. 22, 41, 28.
(3) L. 8–10 juill. 1791, tit. 1er, art. 25, et suite, art. 1er ; 18 flor. an III, art. 41 ; 29 mars 1806 ; 17 juill. 1819, art. 11 à 14 ; O. 1er août 1821, art. 31 à 44 ; L. 7 avril 1851, art. 6 à 8 ; 10 juill. 1851, art. 8 ; D. 10 août 1853, art. 40 à 49 ; 14 fév. 1854 ; L. 22 mai 1858.
(4) *V.* C. pén., art. 257, etc.
(5) *V.* ci-dessus, p. 576.
(6) L. 8–10 juill. 1791, tit. 1er, art. 25 ; D. 9 déc. 1811, art. 5 ; 24 déc. 1811, art. 59.—*V.* ci-dessus, p. 575.

Le préfet de police à Paris et ses subordonnés, les militaires de la gendarmerie (autres même que les commandants de brigade cités ci-dessus) doivent aussi, les premiers faire rechercher et rechercher dans l'étendue du ressort de la préfecture, s'ils se sont échappés de Paris, et les seconds saisir et arrêter dans tout le pays, les militaires et marins déserteurs, et les prisonniers de guerre évadés, lesquels sont justiciables des conseils de guerre (1).

CHAPITRE III.

De la police maritime.

Il y a deux sortes de polices maritimes, l'une *civile*, pour ainsi dire, et l'autre *militaire*.

SECTION Ire. — *De la police maritime militaire.*

La police maritime *militaire* est compétente sous deux rapports distincts, et correspond à deux branches distinctes de la justice maritime : 1° quant à la qualité des personnes (2) ou à la nature des infractions et la circonstance qu'elles ont été commises à bord, même d'un bâtiment de commerce, ou en rade. Sous ce rapport elle correspond à la juridiction des conseils de guerre maritimes, soit à terre, soit à bord, et des conseils de justice à bord (3); 2° quant aux localités où le fait incriminé a été commis, savoir : l'intérieur des ports, arsenaux et établissements de la marine, lors toutefois que les crimes et délits dont il s'agit sont de nature à compromettre soit la police ou la sûreté de ces établissements, soit le service maritime (de l'État); à quoi il faut ajouter les faits de piraterie (4); sous ce second rapport elle aboutit aux *tribunaux* maritimes, dont la juridiction s'étend même aux citoyens non militaires ni marins (5).

Les contraventions de simple police commises par des marins ou militaires (de la marine) ou par des individus embarqués sur un bâ-

---

(1) Arr. 12 mess. an VIII, art. 19, 35 ; 3 brum. an IX, art. 1er et 2 ; L. 16 janv.-16 fév. 1791, tit. VII, § 2, art. 1er, 17° ; 18 germ. an VI, art. 125, 21° à 23° ; L. 9 juin 1857, art. 56, dern. al., etc.—*V.* sect. précéd.

(2) L. 4 juin 1858, art. 76 à 82, 94 à 99, 102 à 107, 108, 2e et 3e al.—Les individus appartenant aux *troupes* de la marine sont soumis à la juridiction militaire *maritime*, quoique assimilés, sous la plupart des autres rapports, aux membres de l'armée de terre (*V.* ci-dessus, p. 556. note 1).

(3) La compétence des conseils de justice se règle à la fois sur le peu de gravité du fait et sur le grade de l'inculpé (non officier).

(4) L. 4 juin 1858, art. 90 ; 10 avril 1825.

(5) L. 4 juin 1858, art. 88 à 91 ; 4 juin 1857, art. 78.

liment de l'État, et les infractions aux règlements relatifs à la discipline, sont laissées à la répression de *l'autorité* maritime ; toutefois, cette autorité peut déférer les contraventions aux tribunaux maritimes.

Dans aucun cas ne sont soumises à la juridiction maritime les infractions, de la part des marins ou militaires de la marine (et autres assimilés), aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts et la grande voirie (1).

Lorsque soit les navires ou bâtiments de l'État, soit les ports, arsenaux ou autres établissements maritimes, où le fait a été commis, se trouvent dans une circonscription en *état de siége*, les tribunaux de l'armée de terre sont seuls compétents (2).

La police et la discipline relatives aux personnes et aux faits ressortissant à la justice ou à l'autorité maritime militaire sont exercées (à terre sous l'autorité du préfet maritime ou chef de service de la localité) par les agents qualifiés officiers de police judiciaire maritime, savoir : 1° (en cas de flagrant délit) par les rapporteurs près les conseils de guerre ou les tribunaux maritimes et leurs substituts (3); 2° par les majors généraux, majors, aides-majors, chefs de corps, de dépôt, de détachement, chefs de service et de détail, lesquels peuvent faire personnellement ou requérir les autres officiers de police judiciaire maritime, chacun en ce qui le concerne, de faire tous les actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et fautes et d'en renvoyer les auteurs devant les autorités chargées de les punir; puis par les sous-aides-majors; 3° par les officiers, sous-officiers et commandants de brigades de la gendarmerie maritime (4); 4° par les chefs de poste (5), par les gardes d'artillerie de la marine (6).

Pour les infractions justiciables des tribunaux maritimes (c'est-à-dire commises dans l'intérieur des ports, arsenaux, etc.), les maîtres entretenus et les conducteurs de travaux procèdent, aussi comme officiers de police judiciaire, concurremment avec les fonctionnaires désignés ci-dessus (7).

---

(1) L. 4 juin 1858, art. 369, 372.

(2) L. 4 juin 1858, art. 106; D. 24 déc. 1811, art. 101, 103; L. 9 août 1849, art. 7, 10, etc.

(3) L. 4 juin 1858, art. 5, 36, 114, 198.

(4) *V.* ci-dessus, p. 556 et ci-après, chap. IV.

(5) *V.* ci-dessus, p. 575.

(6) L. 4 juin 1858, art. 113, 114, 126, 128.

(7) L. 4 juin 1858, art. 198, 128.—*V.* al. précéd.

Les conseils de justice à bord sont saisis directement par le renvoi qui leur est fait de la plainte et des pièces à l'appui, sans instruction préalable (1).

Quant aux faits abandonnés à l'autorité disciplinaire, la police et la répression appartiennent, à bord, au commandant du bâtiment ; elle peut être déléguée par lui soit à l'officier en second ou à l'officier de quart, etc. Dans les ports, arsenaux ou établissements maritimes, l'exercice en appartient au chef maritime du lieu, ou, sous son autorité, au chef de service ou de détail, ou aux rapporteurs près les tribunaux maritimes (2).

SECTION II. — *De la police maritime* civile.

La police maritime civile recherche et constate les infractions aux lois et règlements sur le domaine public maritime, sur la navigation commerciale et la pêche maritime, savoir :

SOUS-SECTION Ire. — *De la police en ce qui touche le domaine maritime.*

Les syndics des gens de mer (3), gardes maritimes (4) et gendarmes de la marine (5) peuvent constater, *concurremment* avec les fonctionnaires et agents *civils* dénommés dans les lois et décrets relatifs à la grande voirie (6), les établissements irrégulièrement formés (*sic*) sur le domaine public maritime (7).

Les rades, des ports même de commerce, ne sont pas soumises à la police purement civile des maîtres et lieutenants de port (8), en principe, mais seulement en vertu de la disposition ci-dessus, relative à la *concurrence*.

SOUS-SECTION II. — *De la police relative à la navigation maritime.*

Les infractions en matière de navigation maritime sont de deux natures. Les premières sont relatives à certaines obligations préventives ou d'ordre public imposées aux capitaines, maîtres et patrons, qui se livrent à cette navigation. La navigation est dite maritime lorsqu'elle

---

(1) L. 4 juin 1858, art. 217, 216, 218, etc.
(2) Règl. 15 août 1851–28 août 1852, art. 1562 à 1584; D. 21 juin 1858.
(3) *V.* ci-dessus, p. 547.
(4) *V.* ci-dessus, p. 544, note 4.
(5) *V.* ci-dessus, et ci-après, p. 598.
(6) *V.* ci-dessus, p. 581.
(7) D. 21 fév. 1852; arr. 9 germ. an IX; ex. : D. 4 juill. 1853, art. 143, 158, etc.
(8) D. 15 juill. 1854-1855, art. 12.—*V.* ci-dessus, sect. précéd.

a lieu sur la mer ou dans les ports, ou sur les étangs ou canaux dont les eaux sont salées, et, jusqu'aux limites de l'inscription maritime, par conséquent au delà de la salure des eaux (1), sur les fleuves et rivières affluant directement ou indirectement à la mer, infractions justiciables des tribunaux de police correctionnelle.

Ces infractions sont recherchées et constatées indifféremment par les commissaires de l'inscription maritime, consuls et vice-consuls de France, officiers ou officiers-mariniers commandant les bâtiments ou embarcations de l'État, syndics des gens de mer, gardes maritimes et gendarmes de la marine. Les agents des douanes y concourent en un seul point (2).

La seconde sorte d'infractions consiste en fautes de discipline, délits ou crimes commis à bord, ou durant la navigation, des bâtiments du commerce ou se livrant à la pêche ou à la récolte maritime, soit par les capitaines, maîtres ou patrons, seconds ou lieutenants, subrécargues, chirurgiens ou autres hommes de l'équipage, soit par les passagers, et dont la répression (sauf à l'égard de quelques crimes justiciables des conseils de guerre hors de France et des colonies françaises) est confiée, pour les fautes, aux commissaires de l'inscription maritime, aux commandants des bâtiments de l'État, aux consuls de France, aux capitaines de navires du commerce commandant sur les rades étrangères ou aux autres capitaines de navires; pour les délits à des tribunaux maritimes commerciaux, institués à cet effet; pour les crimes, enfin, aux tribunaux ordinaires. Ces infractions sont constatées soit par les capitaines, soit par des rapports des seconds ou officiers de quart, etc., sauf aux commissaires de l'inscription maritime, commandants des bâtiments de l'État ou consuls, à compléter ensuite l'instruction (3).

SOUS-SECTION III. — *De la police relative à la pêche maritime.*

Les infractions aux lois et règlements sur la police de la pêche à la mer, le long des côtes et dans la partie des fleuves, rivières et canaux dont les eaux sont salées (4), et de la récolte maritime (on entend par récolte maritime celle des herbes connues sous les noms de varech, sart ou goëmons ainsi classés : 1° goëmons tenant à la rive ou attenant à la partie du littoral que la mer découvre aux

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 586 et ci-dessous, *Pêche fluviale* et *Pêche maritime*.
(2) D. 19 mars 1852, notamment art. 1er à 8, etc.; D. 20 mars 1852, art. 8; 23 mars 1852.
(3) D. 24 mars 1852; L. 4 juin 1858, art. 96, 360 à 363, etc.
(4) *V.* ci-dessus.

basses mers d'équinoxe, 2° goëmons épaves, portés à la côte par le flot ; 3° goëmons poussant en mer, c'est-à-dire qui tenant aux fonds ou aux rochers ne peuvent être atteints de pied sec aux basses mers d'équinoxe), ces infractions, disons-nous, sont recherchées et constatées, sous l'autorité des préfets maritimes, par les commissaires de l'inscription maritime, les officiers ou officiers mariniers commandant les bâtiments et les embarcations gardes-pêche, les inspecteurs des pêches maritimes (1), les syndics des gens de mer, les prud'hommes pêcheurs (2), les gardes jurés nommés annuellement par le préfet maritime ou par le chef du service de la marine, sur une liste de candidats (en nombre double des places à donner) élus par les pêcheurs ou par les communautés ou associations de pêcheurs spéciales à certaines pêches, ou à défaut d'entente de la part des communautés, présentés par l'administrateur du quartier maritime (3) ; les gardes et les gendarmes de la marine (4).

Lorsque l'infraction porte sur le fait de vente, transport ou colportage du frai, du poisson assimilé au frai, du poisson ou coquillage n'atteignant pas les dimensions prescrites, elle peut également être constatée par les officiers de police judiciaire civile, les agents de police municipale assermentés, les employés des contributions indirectes et des octrois (5).

CHAPITRE IV.

De la police mixte (civile, militaire et maritime) ou de la gendarmerie.

La gendarmerie, comme autorité de police et comme force armée (6), tient à la fois à l'ordre judiciaire *civil* (7), à l'ordre civil administratif, à l'ordre *militaire* et à l'ordre *maritime* (8). Les officiers, les sous-officiers et autres militaires, soit de la gendarmerie ordinaire (civile et militaire à la fois), soit de la gendarmerie maritime (9) ou de la gendarmerie coloniale (à la fois civile, militaire et

---

(1) Décrets 4 juill. 1853, art. 3, 4.
(2) L. 8-12 déc. 1790, art. 2, 4, 9 ; 9 déc. 1790–19 janv. 1791 ; 9-15 avril 1791, etc.; Décrets 4 juill. 1853, art. 7 à 10 (B. d. L., 2e sect.).
(3) Décrets 4 juill. 1853, art. 5 à 27, 31 à 34, etc.
(4) D. 9 janv. 1852, art. 16 ; Décrets 4 juill. 1853, art. 28, etc.—*V.* notes précéd. et chap. suiv.
(5) D. 9 janv. 1852, art. 16. — *V.* ci-dessus, p. 585, 586, note 1, et 581, note 2, analog.
(6) *V.* ci-dessus, p. 556.
(7) *V.* ci-dessus, p. 573, note 1, *in fine*, *Officiers*.
(8) *V.* ci-dessus, p. 251, 556, et ci-après.
(9) *V.* ci-dessus, p. 556, note 2.

maritime) (1), ne sont justiciables, ni des conseils de guerre de l'armée de terre, ni des conseils de guerre de la marine, pour les crimes ou délits qui seraient commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions relatives, soit à la police judiciaire *civile*, soit à la constatation des infractions aux lois ou règlements de police administrative *civile* (2).

Quant à l'exercice de la police *judiciaire militaire*, ou *maritime*, à l'action de laquelle ils participent, comme nous l'avons vu, cet exercice de leur part doit être nécessairement considéré comme un acte ou l'exercice de *fonctions* militaires ou maritimes.

En leur qualité d'officiers de police judiciaire *civile*, les *officiers* de gendarmerie exercent les attributions déterminées par le Code d'instruction criminelle ordinaire. En leur qualité d'officiers de police judiciaire militaire, ou maritime, les officiers, sous-officiers et brigadiers de gendarmerie exercent celles que nous avons indiquées ci-dessus (3).

En leur qualité d'agents de la police *administrative*, les *militaires* de la gendarmerie, non-seulement exercent les attributions que nous avons énumérées plus haut (4), mais encore ils sont chargés de recueillir et prendre tous les renseignements possibles sur les crimes et délits publics et même privés (5); de rechercher et poursuivre les malfaiteurs, surveiller les mendiants et vagabonds et gens sans aveu (6); de *saisir* même dans sa propre maison (7) toute personne surprise en flagrant délit ou poursuivie par la clameur publique (8); de *saisir* tous gens trouvés porteurs d'armes ensanglantées ou d'effets volés, armes, instruments ou papiers faisant présumer le crime, pouvu que ce soit dans un temps voisin du fait (9); de *saisir* les brigands, voleurs de grand chemin, *chauf-*

---

(1) D. 1^er^ mars 1854, art. 89, etc.—*V.* ci-dessus, p. 556.
(2) L. 9 juin 1857, art. 59; 4 juin 1858, art. 81; D. 24 avril 1858, art. 576; O. 29 oct. 1821, art. 251, etc.
(3) *V.* chap. précéd.
(4) *V.* chap. 1^er^ du présent titre, *passim*.
(5) L. 16 janv.–16 fév. 1791, tit. VII, § 2, art. 1^er^, 2°, 11° à 13°; 28 germ. an VI, art. 125, 1°, 16° à 18°.
(6) L. 1791, 3° et 10°; an VI, *id.*, et 15°. — *V.* note précéd., et ci-après, *Passe-ports*.
(7) *V.* const. 1791, tit. IV, art. 9; an III, art. 359; an VIII, art. 76; D. 4 août 1806, etc.
(8) L. 1791, tit. VII, § 2, 4°; 18 germ. an VI, art. 125, *id.*; L. 19–22 juill. 1793, tit. II, art. 43; 16–29 sept. 1791, tit. IV, art. 2; C. 3 brum. an IV, art. 61 à 63; C. instr. crim., art. 41, etc.
(9) L. 16 janv.–16 fév. 1791, 5°; 18 germ. an VI, art. 125, *id.*; 16-29 sept. 1791, tit. IV, art. 4; C. 3 brum. an IV, art. 63; C. instr. cr., art. 41.

feurs et assassins attroupés, les dévastateurs de bois et récoltes, les chasseurs masqués, les *contrebandiers armés*, lorsque les délinquants de ces trois derniers genres sont pris sur le fait (1); de *saisir* également tout individu commettant des dégâts dans les bois, dégradant les clôtures des murs, haies et fossés, encore bien que ces délits ne soient pas suivis de vols; tous ceux qui seraient trouvés coupant ou détériorant les arbres plantés sur les grandes routes, ou commettant des larcins de fruits et de productions d'un terrain cultivé; en un mot, tous ceux qui sont trouvés exerçant des voies de fait ou violences contre la sûreté des personnes, des propriétés nationales ou particulières (2); de *saisir* tous ceux qui s'opposent par la force à la libre circulation des subsistances; de *saisir*, en cas de résistance, et conduire devant l'autorité *civile*, ceux qui obstrueraient les passages sur les grandes routes; et, même hors le cas de résistance, ceux qui, par imprudence, par négligence ou autrement, auront blessé un citoyen sur les routes, dans les rues ou voies publiques (3); ou ceux qui, sur les places publiques, foires et marchés, tiendraient des jeux de hasard et autres jeux défendus par les lois (4); de *s'assurer* de la personne de tous étrangers ou voyageurs circulant dans l'intérieur du pays sans passe-port ou avec des passe-ports qui ne seraient pas en règle, à la charge de les conduire *sur-le-champ* devant le maire ou l'adjoint de la commune la plus voisine (5); d'*arrêter* ceux qui seraient trouvés vendant en fraude à leur domicile, du tabac, des cartes à jouer, des poudres à feu, ou en colportant, qu'ils soient ou non surpris à les vendre (6); de

---

(1) L. 1791, 6°, 7°; an VI, *id.*—*V.* ci-dessus, *Police fiscale*, et ci-après, *Fraudeurs, Contributions indirectes.*

(2) L. 1791, 6°, 7°; an VI, art. 125, *id*, et 26°, 11°, 29°. — *V.* ci-dessus, *Domaine public, etc.*

Les gardes champêtres et forestiers, officiers de police judiciaire, sont aussi chargés de rechercher, chacun dans le territoire pour lequel il a été assermenté, les délits et contraventions qui ont porté atteinte aux propriétés rurales et forestières; ils doivent aussi arrêter et conduire devant le juge de paix ou le maire tout individu surpris par eux en flagrant délit ou poursuivi par la clameur publique, lorsque le délit emporte la peine d'emprisonnement ou une autre plus grave (C. 3 brum., an IV, art. 41; C. instr. crim., art. 16).

(3) L. 28 germ. an VI, art. 125, 13°, 30°, 27°.

(4) L. 28 germ. an VI, 28°, 19°.

(5) L. 28 germ. an VI, art. 125, 26°, 127; 1er fév.-28 mars 1792, art. 1er à 17; 10 vend. an IV, art. 6; D. 1er mars 1854, art. 287.—*V.* ci-après, *Déserteurs*.

(6) L. 28 avril 1816, art. 222 à 224, 169; L. 25 juin 1841, art. 25. — *V.* ci-dessus, *Police fiscale*.

saisir et conduire devant l'autorité civile ceux qui troubleraient les citoyens dans l'exercice de leur culte (1); de saisir et arrêter les déserteurs et les militaires qui ne seraient pas porteurs de passe-ports ou congés en bonne forme (2). Hors ces cas, assez nombreux, comme on le voit (surtout depuis l'an VI), la gendarmerie *elle-même* ne peut *saisir* aucun citoyen sans un mandat spécial de justice, et elle ne peut non plus saisir un citoyen dans sa propre maison qu'en vertu d'un pareil mandement (3), à moins d'une disposition expresse d'autres lois (4).

Ce n'est que lorsqu'un fait est de nature à entraîner peine afflictive ou infamante que les officiers de police judiciaire, autres que les gardes forestiers et champêtres (même le procureur du chef du pouvoir exécutif près les tribunaux, et ses auxiliaires) peuvent (même en cas de flagrant délit ou de clameur publique), se transporter sur les lieux ou au domicile du prévenu, le faire sortir s'il est présent et délivrer contre lui s'il est absent un mandat d'amener; à moins que, s'agissant d'un crime ou délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison n'ait requis le procureur du pouvoir exécutif ou ses auxiliaires de le constater (5). Le juge d'instruction seul peut délivrer un mandat soit de dépôt, soit d'arrêt (6).

Tout citoyen *saisi*, en vertu de la loi, doit obéir à l'instant. Il se rend coupable par la résistance (7); mais nul ne peut être *saisi* que pour être conduit devant l'officier de police (judiciaire), et nul ne peut être mis *en arrestation* ou *détenu* qu'en vertu d'un mandat, etc. (8).

Toute personne *saisie* et conduite devant l'officier de police doit être examinée sur-le-champ ou dans le jour au plus tard. Dans le cas seulement où, par l'effet de l'absence de cet officier, l'inculpé ne

---

(1) L. 28 germ. an VI, art. 125, 21°; C. pén., art. 260, 261.

(2) *V.* chap. précéd., *Polie militaire et maritime.*

(3) L. 16 janv.–16 fév. 1791, art. 4, 5; 18 germ. an VI, art. 131, 169, 165; 14–29 août 1792, tit. VI, art. 3; O. 29 oct. 1820, art. 297, 296; D. 1er mars 1856, art. 614, 615; C. pén., art. 114, 184. — *V.* ci-dessus, p. 574, note 1.

(4) *V.* note précéd. et ci-dessus, L. 28 avril 1816, etc.

(5) C. instr. cr., art. 32, 36, 40, 49, 50, 46.—*V.* ci-dessus, p. 43, note 5.

(6) C. instr. crim., art. 61, 94 (sauf le cas de l'art. 100).—*V.* al. suiv.

(7) Déclar. 26 août–3 nov. 1789, art. 7; 3–14 sept. 1791, *id.*

(8) Const. 1791, tit. III, chap. V, art. 10; an III, art. 222; L. 28 germ. an VI, art. 165, 167; O. 29 oct. 1820, art. 299; D. 1er mars 1854, art. 617, —*V.* C. instr. crim., art. 16, dern. al.— *V.* ci-dessus, p. 43, note 4.

pourrait être entendu immédiatement, il peut être déposé dans une des salles de la maison commune (la mairie), où il est gardé à vue jusqu'à ce qu'il puisse être conduit devant l'officier de police. Sous aucun prétexte, cette conduite ne peut être différée au delà de 24 heures (1).

Dans aucun cas, la gendarmerie ne peut recevoir de missions occultes; les membres *ne* sont réputés dans l'exercice de leurs fonctions *que* lorsqu'ils sont revêtus de leur uniforme (2).

TITRE HUITIÈME.

De la juridiction administrative.

L'application et l'interprétation (doctrinale) des lois et autres actes (3) qui composent le corps du droit *public*, comme l'application ou l'interprétation des lois civiles et commerciales, et celle des dispositions contenues au Code pénal ordinaire, embrasse deux ordres de questions, les unes de droit ou d'intérêt *civil*, en quelque sorte, les autres de droit ou d'intérêt *répressif*.

L'application juridique ou l'interprétation doctrinale des lois n'a lieu que sur un débat né au sujet ou à l'occasion d'un fait antérieur.

En droit répressif ou criminel ce *fait* est une infraction commise ou supposée commise par l'individu poursuivi.

En droit civil privé, le fait antérieur est une convention déclinée, une demande, une prétention refusée ou contestée.

En droit public civil, le fait antérieur est en général un acte ou une décision prise par une autorité publique, au nom et dans l'intérêt du corps ou de la personne publique qu'elle représente.

Cependant, quelquefois le débat s'agite entre particuliers ou personnes sans qu'il soit intervenu entre eux ni contre eux aucune *décision* de l'autorité administrative (4).

---

(1) Const. 1791, tit. III, chap. V, art. 11; const. an III, art. 224; L. 18 germ. an VI, art. 168; O. 29 oct. 1820, art. 300; D. 1er mars 1854, art. 618.

(2) D. 1er mars 1854, art. 119; O. 29 oct. 1820, art. 251.

(3) *V.* ci-dessus, p. 45 à 57.

(4) *V.* ci-après ventes nationales, interprétation; usurpation de biens communaux, partages et jouissance; location de halles; indemnités, pour recherches ou travaux de mines avant la concession; dépenses des aliénés, contestations entre départements, communes et hospices; menses curiales, vacance, contestations entre l'ancien titulaire et ses héritiers et le titulaire nouveau.

Mais la compétence *administrative*, dans ces cas exceptionnels, ne peut résulter que d'une disposition formelle de la loi.

Il est d'ailleurs à remarquer que les actes et décisions émanés des autorités publiques ne sont pas *tous* susceptibles, non-seulement d'une réclamation ou d'un recours *juridique*, mais même d'un recours *quelconque*.

Ces actes ou décisions se distinguent, en effet, en actes d'*autorité*, rendus, soit spontanément, soit quelquefois sur provocation, au nom et dans l'intérêt de l'Etat ou d'une de ses dépendances ou de ses fractions (1), *corps politiques*, c'est-à-dire, pour l'*exécution* des lois ; et en actes ou décisions pris par une autorité publique, comme *partie*, dans l'intérêt *pécuniaire*, soit de l'État, soit d'une de ses dépendances ou fractions, corps politiques (par exemple en matière d'impôts), ou personne civile (en matière de *contrats*, etc.), soit au nom et dans l'intérêt d'un établissement public, personne civile.

Les premiers de ces actes, les *actes d'autorité*, lorsqu'ils sont pris par une autorité *inférieure* dans la limite de ses pouvoirs et de sa compétence (2) et dans une matière *discrétionnaire*, c'est-à-dire où la loi arme l'autorité d'un pouvoir absolu (3) ou discrétionnaire (4), *sans ouvrir en même temps une voie à la réclamation* ou à l'interprétation juridiques, ne sont susceptibles de recours que devant l'autorité *supérieure* hiérarchique. Lors donc que des actes *de même nature* émanent de l'autorité *suprême*, c'est-à-dire du chef du pouvoir exécutif ou quelquefois même de ses ministres, investis par la loi, ou par un acte équivalent, du droit de statuer en son lieu et place, il ne peut y avoir lieu à aucun recours, si ce n'est parfois *administrativement* devant le conseil d'État (5).

En matière *non discrétionnaire*, c'est-à-dire lorsque la loi reconnaît ou réserve, ou consacre le *droit* particulier, les actes même *d'autorité* (6) peuvent donner lieu à l'application et à l'interprétation de la loi, etc., et sont, par conséquent, susceptibles d'un recours juridique (devant la juridiction contentieuse).

Cependant, même en matière *discrétionnaire*, la loi, quelquefois,

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 17 à 23.

(2) Dans le cas d'excès de pouvoir ou d'incompétence, *V.* ci-après, *Cons. d'Etat.*

(3) Ex.: Mesures de police ou de sûreté générale, sauf les cas d'*excès*, mais non d'*abus* de pouvoir.

(4) Ex.: Officiers, retrait d'*emploi*, règlements ou prises d'eau, autorisations d'usines sur les cours d'eau, etc.

(5) *V.* ci-dessus, p. 62, 63, et p. 233 et suiv., nos XXV, XXVII.

(6) Ex.: Avancement, état des officiers (*V.* ci-après, chap. 1er, § 2, n° III).

ouvre exceptionnellement contre un acte *d'autorité* un recours devant la même *juridiction* (1).

Aussi doit-on distinguer, dans ce qu'on appelle le *contentieux* administratif, celui qui l'est, DE SA NATURE, c'est-à-dire en vertu des principes et de la règle générale, qui place *les droits* sous la protection de la justice (administrative ou autre); et le contentieux *exceptionnel*, c'est-à-dire celui qui l'est en vertu d'une disposition expresse et formelle de la loi, et qui, sans cette disposition, n'existerait pas (2).

Quant aux actes ou décisions rendus par les agents de l'autorité dans l'intérêt *pécuniaire*, soit de l'État, de ses dépendances ou de ses fractions, soit d'un établissement public, qu'ils représentent comme *parties*, ces actes sont en général susceptibles de réclamation juridique, et l'interprétation, tant des lois et règlements qui se rapportent à la question, que du contrat ou quasi-contrat qui fait la loi des parties (3), peut être soumise à la *juridiction compétente* (4), *toutes les fois que* la somme prétendue ou réclamée l'est à titre de *droit* (5) et non à titre de faveur ou de simple équité, fondée, non en loi ou en titre, mais sur de simples *considérations*.

Mais ce serait une erreur de croire que toute réclamation ou contestation élevée au sujet ou à l'occasion d'un acte émané d'une autorité administrative, et susceptible d'un débat juridique, doive toujours être portée devant la *juridiction* administrative.

S'il s'agit d'un acte *d'autorité*, *susceptible*, exceptionnellement ou non, d'un débat contradictoire et juridique, la réclamation ou le débat doit, en général, être porté, soit immédiatement et directement, soit après un certain circuit, devant la juridiction *administrative*, chargée de statuer sur le *contentieux*, dit avec raison ici *administratif*; c'est à ce cas surtout que s'applique le principe de la séparation des pouvoirs et la défense faite aux tribunaux de connaître, c'est-à-dire de se porter *juges* des actes de l'autorité exécutive ou du pouvoir executif (6).

---

(1) Ex.: Ateliers insalubres et incommodes, etc. (D. 15 oct. 1810; O. 14 janv. 1815; D. 25 mars 1852, tabl. *B*, 8°); convenance de la conversion en bois de pâturages communaux (C. for., art. 90); etc.

(2) *V.* note précéd.

(3) C. civ., art. 1134.

(4) *V.* ci-après.

(5) Ex.: Entrepreneurs de fournitures ou de travaux publics invoquant les termes ou l'esprit du contrat; demandes en décharge ou réduction de contributions directes en vertu de la loi, etc.

(6) *V.* ci-dessus, p. 2 à 5, 64, note 3, 160, 161, etc.

Mais lorsqu'il s'agit d'un acte ou décision présentant à résoudre des questions de droit personnel ou *pécuniaire*, à l'encontre de l'Etat ou de ses dépendances et de ses fractions, etc., la réclamation peut devoir être portée soit devant l'autorité *judiciaire* proprement dite, soit devant la juridiction *administrative*.

Il est en effet en droit public, même autre que répressif, des *matières* à l'égard desquelles la compétence appartient, en général, à l'autorité judiciaire (1), tandis que d'autres sont réservées particulièrement à la juridiction administrative (2). Cependant, même dans les *matières* du ressort de la juridiction administrative, il peut se rencontrer des *questions* de la compétence judiciaire (3); de même que dans les matières de la compétence judiciaire, en général, il peut se rencontrer des *questions* qui appartiennent à l'autorité ou à la juridiction administrative, soit par leur nature, soit en vertu d'une disposition formelle de la loi (4).

Il y a, de plus, des *questions* qui ne peuvent jamais être tranchées par l'*autorité* ni par la *juridiction* administrative et qui, de leur nature, appartiennent exclusivement à l'autorité judiciaire, auxquelles les décisions administratives ne sauraient jamais préjudicier (5); telles que les questions de nationalité, d'état civil, de propriété (6); de prescription pour acquérir (7) ou même pour se libérer vis-à-vis de l'Etat, et à plus forte raison, vis-à-vis des autres personnes, même publiques, les questions de priviléges et d'hypothèques, etc. (8).

---

(1) L. 27 avr.-6 juill. 1791, art. 10, etc. Ex. : Contributions indirectes, octroi, timbre, enregistrement, etc (*V.* ci-dessus, p. 150, note 6, 161, note 2); L. 28 oct.-5 nov. 1790, tit. III, art. 15, 16; L. 28 avr. 1816, art. 39, et ci-après.

(2) Ex. : Contributions directes (*V.* ci-après).

(3) Ainsi, en matière de contributions directes, les questions de proportion de paiement ou de répartition entre héritiers, propriétaires ou usagers, etc., et vis-à-vis même de l'autorité, les questions de validité en la forme des actes de poursuites et de saisie, les questions de privilége du Trésor, etc. En matière de grande voirie, les questions de dommage et d'indemnité entre parties, à l'occasion de la contravention (*V.* av. cons. 20 sept. 1809); etc.

(4) En matière forestière, les questions de possibilité et de défensabilité des forêts, ou d'absolue nécessité de l'exercice du droit de pâturage, pour les habitants d'une ou de plusieurs communes (C. forest., art. 64, 65, 67, 112, etc.).

(5) Ex. : L. 21 mars 1832, art. 26; D. 2 fév. 1852, art. 22, etc. — *V.* ci-dessus p. 305, note 3.

(6) Hors le cas où elles dépendent de l'interprétation d'une vente nationale (*V.* ci-après cons. de préfect.).

(7) C. civ., art. 2265 à 2269.

(8) Une compétence toute contraire existe en ce qui concerne les *déchéances* ou la libération *de l'Etat* (*V.* ci-dessus, p. 153 à 155, 161, sauf recours au conseil d'Etat).

Dans une seule èt même *affaire*, il peut donc se présenter à la fois des questions appartenant, soit à l'*autorité* exécutive pure, soit à la *juridiction* administrative, soit à l'autorité *judiciaire*. Ainsi, il n'y a pas de *matières* ni d'*affaires* administratives proprement dites, mais seulement des *questions* administratives d'*autorité* pure, ou administratives *contentieuses*, appartenant, les unes à l'*autorité*, les autres à la *juridiction* administrative, et des questions *judiciaires*, c'est-à-dire du ressort des tribunaux ou du *pouvoir* judiciaire.

Il faut donc, à l'égard de la compétence, distinguer dans *chaque affaire* (s'il y a lieu) les questions du fond, les questions de forme, les questions préjudicielles, et celles qui doivent être laissées ou considérées comme en dehors et que n'atteint ni ne préjuge, ou ne saurait atteindre ni préjuger, la décision intervenue ou à intervenir, décision qui souvent ne fait pas et ne *peut pas* faire obstacle à ce que la question, inabordée et inabordable par l'autorité qui doit statuer, soit, dès à présent ou ultérieurement, portée devant qui de droit.

Dès 1790, nos lois ont, indépendamment de la règle générale faisant défense aux tribunaux de troubler les opérations et l'exercice des fonctions administratives (1), exclu expressément certaines questions d'intérêt, ou plutôt de *droit* civil et pécuniaire, de la compétence des tribunaux judiciaires, et réservé formellement ces questions à l'autorité administrative (2) (il n'existait pas alors de *juridiction* de cet ordre). Cette attribution faite à l'autorité administrative, de la connaissance de *contestations* qui, commes telles, sembleraient devoir appartenir à l'autorité judiciaire, établissait, *de fait*, une confusion entre l'exercice de la puissance *exécutive* et celui de la puissance *judiciaire*, qui doivent être *séparées*. Cependant elle avait évidemment pour *objet*, dans la pensée de l'Assemblée constituante, et elle a encore aujourd'hui pour *but* le maintien de la *séparation* des deux pouvoirs. On a craint et l'on redoute encore l'envahissement, par l'autorité judiciaire, des *fonctions* administratives ou exécutives. On a eu et l'on a moins frayeur des empiétements de l'autorité administrative sur les *attributions* judiciaires, comme étant moins dangereux pour l'ordre *public*. La première appréhension est-elle fondée? Nous la croyons exagérée (3); et il est certain,

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 3, note 2, etc.

(2) L. 7–11 sept. 1790, art. 1^er^, 3 à 5 ; 27 avr.–6 juill. 1791, art. 11.

(3) Il est remarquable qu'aux termes de la loi du 16 sept.-14 oct. 1791 (tit. III, art. 9), toutes les contestations qui pouvaient naître à l'occasion des marchés passés pour *entreprises militaires*, entre l'administration et les entrepreneurs, fermiers ou fournisseurs, devaient être portées dans les tribunaux *judiciaires* et y être intentées ou soutenues (*seulement contre eux*)

du moins, que jusqu'à l'an VIII on avait *outré* la précaution, sans tenir assez de compte des *droits* privés.

Quoi qu'il en soit, à plus forte raison, à cette époque, les actes d'*autorité*, illégaux ou irréguliers, intervenus dans l'*exécution* des lois, ne pouvaient-ils être annulés ou réformés que par l'autorité supérieure hiérarchique, en remontant jusqu'au chef de l'État et au conseil des ministres, au delà duquel était uniquement le pouvoir législatif (1). Sous la constitution de l'an III, chacun des ministres pouvait aussi (sauf la confirmation du Directoire, qui pouvait lui-même exercer *directement* ce *droit*, même à l'égard des autorités municipales) annuler les actes *quelconques* des administrations départementales, et celles-ci pouvaient (toujours sauf confirmation par le directoire exécutif) annuler les actes des administrations municipales *contraires aux lois*. Tous arrêtés de cassation d'actes devaient seulement être motivés (2).

Mais la constitution et la loi de l'an VIII ont créé l'une le conseil d'État, qui, investi par cette constitution du soin de résoudre les *difficultés* qui s'élèvent en matière *administrative*, fut, par l'arrêté du 5 nivôse an VIII, chargé de *prononcer*, d'après le renvoi à lui fait par les consuls, sur les *questions contentieuses*, dont la décision était précédemment réservée *aux ministres* (3) ; la seconde, les conseils de préfecture, chargés de *prononcer* sur les questions de droit pécuniaire, exclues par les lois de 1790 de la compétence des tribunaux, questions auxquelles cette loi en ajoutait, d'une ou deux autres sortes, telles que le *contentieux* des *domaines nationaux* (4).

Ces actes constitutionnels, ou quasi-législatifs (5), séparèrent pour la première fois, sans le définir, le *contentieux* administratif des questions purement *administratives*. Mais ce ne fut que par les décrets de 1806 (6) que l'instruction et la décision sur les questions

---

d'après les instructions du ministre de la guerre. — *V.* aussi L. 4 mars 1793, et ci-après, *Conseil d'Etat*. — *V.* quant aux dangers *allégués*, un arrêté du 2 germ. an V, lequel raisonne sur des demandes dirigées contre *les agents* du gouvernement et non contre *l'Etat*, seul et véritable débiteur, que protégent contre les inconvénients signalés certains principes oubliés dans cet arrêté.

(1) L. 14–22 déc. 1789, art. 55 ; 15–27 mars 1791, art. 25 à 27, 32, 37, 38 ; 27 avr.–25 mai 1791, art. 14, dern. al., 15, 17, 1°, 2°, 27 ; 7–14 oct. 1790, 3°. — *V.* note suiv.

(2) Const. an III, art. 193, 195 à 197. — *V.* ci-dessus, p. 183; 361.

(3) Const. an VIII, art. 52 ; arr. 5 niv. an VIII, art. 11, 2°, 3°.

(4) L. 28 pluv. an VIII, art. 4.

(5) Quant à l'arrêté *consulaire* de l'an VIII, il faut bien lui appliquer la même doctrine qui a prévalu à l'égard des décrets *impériaux* (*V.* ci-dessus, p. 51 à 54). — V. L. 3 niv. an VIII, art. 1er.

(6) 11 juin et 22 juill. 1806.

contentieuses furent soumises, dans le conseil d'État, à des formes et à des règles particulières et déterminées, qui n'existent pas pour les affaires purement administratives, c'est-à-dire soumises à l'*autorité* et non à la *juridiction* administrative.

Le premier de ces décrets, qu'il faut d'ailleurs, quant aux marchés de travaux publics, combiner avec la loi du 28 pluviôse an VIII, en même temps qu'il investissait le conseil d'État d'une sorte de puissance disciplinaire administrative, spécifiait quelques-unes des questions qui devaient être considérées comme faisant désormais partie du contentieux (1).

Deux lois du 16 septembre 1807, dans deux ordres d'idées différents, la première relative à des travaux d'intérêt général, la seconde relative à la comptabilité nationale, créèrent non-seulement de nouvelles attributions, mais encore de nouvelles *autorités* à comprendre (intégralement ou non) parmi les *attributions* et les *autorités* contentieuses, savoir : les *commissions spéciales* et temporaires pour les travaux de desséchements et autres, autorités parallèles aux conseils de préfecture (2), et la *Cour des comptes*, organisée sur le modèle des autorités judiciaires et remplaçant la commission de comptabilité nationale créée par la constitution (3). La seconde de ces lois et les actes qui en ont appliqué le principe à la comptabilité des départements, des communes et de certains établissements publics, ont fait entrer, pour ainsi dire, dans le *contentieux* administratif le jugement des faits de *comptabilité*, même en l'absence de toute contestation et de toutes prétentions contraires (4).

D'autres lois ont ajouté, comme nous le verrons, à ces divers corps, de nouveaux corps juridiques administratifs.

A l'égard de la juridiction *répressive*, les lois de 1790, en supprimant toutes les juridictions spéciales, tous les tribunaux de privilége ou d'attributions (5), avaient renvoyé aux tribunaux ordinaires le jugement ou la répression de *toutes* les infractions aux lois, de quelque nature qu'elles fussent, même les contraventions de grande voirie (6). La loi du 14 frim. an II, attribuant aux administrations de département *l'application* des lois relatives aux grandes routes et aux canaux publics, la loi même du 28 pluviôse an VIII, chargeant les con-

---

(1) D. 11 juin 1806, art. 14.
(2) *V.* ci-après.
(3) *V.* const. an VIII, art. 89 ; arr. 29 frim. an IX ; D. 11 juin 1806, art. 14.
(4) *V.* ci-dessus, p. 374, 375.
(5) L. 7-11 sept. 1790, art. 9, 10, 13 à 15.
(6) L. 7-11 sept. 1790, art. 6, 7, 9.

seils de préfecture de prononcer sur les *difficultés* qui peuvent s'élever en matière de *grande voirie*, n'avaient pas entendu investir ces autorités du droit de statuer sur les *contraventions* en cette matière (1).

La loi du 29 floréal an x, explicite à cet égard, et celle de la même date sur la police du roulage, doivent donc être considérées comme les premières qui aient conféré à la *juridiction* administrative (aux conseils de préfecture et, par suite, au conseil d'État) un droit de *répression* juridique. Se fondant, à l'origine, sur les dispositions et les termes de ces lois (2), on avait d'abord envisagé les condamnations pécuniaires prononcées à l'occasion de ces contraventions comme une sorte de *réparation civile* du *dommage* causé aux objets de la grande voirie; mais par les textes postérieurs le chef de l'État (et le législateur lui-même) n'ont pas hésité à imprimer à ces condamnations leur nom véritable d'*amendes*, écrit d'ailleurs dans les anciens règlements (antérieurs à 1789), encore applicables (3).

Mais la juridiction administrative ne peut prononcer aucune peine corporelle.

Cette attribution répressive des conseils de préfecture a d'ailleurs été, depuis, et sous les gouvernements postérieurs au régime impérial, étendue, par analogie, à toutes les infractions portant atteinteau *domaine public, civil et militaire*, ou même à des objets ou propriétés assimilés, eu égard à leur utilité générale, au domaine public (4).

L'établissement d'une juridiction administrative *répressive* n'a, du reste, pas donné lieu, comme en matière judiciaire, à la *création* de tribunaux, ou de *sections* de tribunaux, *distincts* des tribunaux ou sections civils. Il n'y a donc pas lieu de traiter séparément, quant à l'organisation, de la juridiction *civile* administrative et de la juridiction *répressive*.

La juridiction administrative, c'est-à-dire l'ensemble des autorités chargées d'exercer la *juridiction* administrative, soit civile, soit répressive, se compose des autorités dont nous allons parler.

Nous n'y comprenons pas les ministres, ni aucune des autorités *actives* investies du droit de *décision*. C'est à tort, en effet, selon nous, que l'on a compté parmi les *juges* administratifs les ministres, les

---

(1) L. 14 frim. an II, sect. II. art. 7; 28 pluv. an VIII, art. 4.
(2) 1re L. 29 flor. an X, art. 3; 2e *id.*, art 4.
(3) *V.* D. 23 juin 1806, art. 27 et suiv.; 16 déc. 1811, art. 114; L. 23 mars 1842; etc.
(4) Ex. : D.-L. 16 sept. 1807, art. 27 (desséchements, digues); D. 30 prair. an XII, art. 4 (Baréges, eaux thermales); L. 17 juill. 1819, art. 11 (servitudes militaires), etc.

préfets et les maires. Les actes législatifs de l'an VIII auraient dû faire cesser cette confusion.

Un acte d'autorité pris par un ministre, un préfet, un maire, accordant ou refusant une autorisation demandée, prononçant, contrairement ou conformément à la loi, une injonction, une défense, lors même que la loi ouvre ou permet un recours contre cet acte, n'est pas un jugement, ou alors il faut effacer la distinction entre le pouvoir *exécutif* et le pouvoir *judiciaire*.

Un acte par lequel un ministre, un préfet, un maire, au nom et dans l'intérêt pécuniaire de l'État, du département, de la commune, opère une liquidation, c'est-à-dire fixe, selon ce qu'il croit dû, *le chiffre* d'une créance, n'est pas plus un jugement que le décret du chef du pouvoir exécutif (non classé parmi les juges, si ce n'est lorsqu'il statue ou est censé statuer en conseil d'État par la voie contentieuse), par lequel, d'après une liquidation faite par son ministre, il fixe *le chiffre* d'une *pension ;* pas plus qu'une opération semblable à la première, faite par une commission administrative au nom d'un hospice ou d'un bureau de bienfaisance, etc. ; pas plus, dirons-nous encore, que la même opération faite par un particulier, avec ou sans l'avis de son architecte, à l'égard de son créancier. Une contrainte même, décernée par un ministre contre un redevable ou un comptable, et à laquelle il peut être formé opposition ou contradiction, n'est pas non plus, comme nous l'avons fait observer déjà, un *jugement ;* ce sont là des actes de *gestion, qui peuvent ne donner lieu à aucun litige,* qui, quelquefois, le font naître ou le déterminent, mais qui, dans ces derniers cas, le *précèdent* et ne le *tranchent* pas. Ces actes ne sont pas des jugements, car le fonctionnaire dont ils émanent est, non-seulement admis, mais nécessairement *appelé* à venir, soit directement, soit par l'intermédiaire du ministre, défendre devant la juridiction, au nom du corps ou de la personne qu'il représente, ces actes lorsqu'on les attaque, ce à quoi jamais un *juge* n'est appelé ni même reçu (1).

On a été cependant jusqu'à prétendre que les ministres étaient *juges-nés* du *contentieux* administratif *en général*. Il faudrait d'abord en excepter celui auquel donnent lieu les décisions du *chef de l'État*. Abstraction faite de celui-là, il est évident que les ministres représentants de l'État d'une part, et de l'autre supérieurs hiérarchiques de toutes les *autorités* exécutives, sont appelés à *connaître* au nom de l'État de *toutes* les *demandes* adressées à l'État, et *peu-*

(1) *V.* au reste ci-dessus, p. 150, 160, 183, 375, 502, 503, note 8, etc.

vent être appelés à connaître, en vertu de leur autorité, de la plupart des demandes adressées aux préfets ou aux maires représentant le département, ou la commune, etc., de quelque *nature* que soient ces demandes et devant quelque *juridiction* que doivent être portées les *réclamations* contre leur *réponse*. Mais peut-on admettre que ces réponses faites par eux au même titre, *en la même qualité*, soient des *jugements* lorsque la réclamation doit être portée devant la *juridiction* administrative *suprême*, et ne soient pas des jugements lorsqu'elles ne sont susceptibles d'aucune réclamation, ou lorsque la réclamation doit être portée, soit devant l'autorité *judiciaire*, soit devant la *juridiction* administrative *inférieure ?*

Il ne faut pas, selon nous, confondre le *contentieux* avec ce qui peut *le devenir*, et il nous paraît presque oiseux de se préoccuper de ce contentieux *en germe*. Les ministres ayant à *statuer* à la fois sur les questions susceptibles de recours par la voie contentieuse et sur celles qui ne le sont pas, la distinction entre ce qui est contentieux et ce qui ne l'est pas ne peut naître, du moins utilement, que lorsqu'il s'agit de savoir si l'on s'adressera soit immédiatement, soit après circuit, à l'un des *corps* exclusivement juridiques (en tant qu'ayant à *prononcer*, bien que quelquefois *consultatifs* en même temps), dont nous allons parler. La question arrivée à ce point, c'est devant le conseil d'État, dont les attributions embrassent le contentieux en général, *sans définition*, que doivent être portées les réclamations contre les décisions rendues, soit par le chef de l'État, soit par les ministres avant ou après épuisement de la voie hiérarchique, qui aboutit toujours à eux, *lorsque ces réclamations sont susceptibles d'un recours juridique*, lorsqu'elles ne sont pas du ressort de l'autorité judiciaire et *lorsque la loi n'indique pas une autre juridiction contentieuse*.

Dans quelques circonstances seulement, les ministres, les préfets ou sous-préfets, et les maires pourraient être considérés comme prononçant des *jugements;* ainsi : d'après une ordonnance de 1844, le ministre chargé des cultes statue sur les difficultés relatives aux élections des grands rabbins et des membres laïques des consistoires israélites, etc. (1). En cas d'opposition à la taxe des dépens faits devant le conseil d'État, le ministre de la justice procède à la révision de cette taxe (2). Aux termes d'un décret de 1808, le ministre

(1) O. 25 mai 1844, art. 25, 31 à 34. — *V.* ci-dessus, p. 118, 462 à 464 ; mais l'ordonnance, qui ne pouvait créer de juridiction, dit qu'il prononce *administrativement*.

(2) Règl. 22 juill. 1806, art. 43 ; O. 18 janv. 1826, art. 5.

des finances prononce sur certaines difficultés qui peuvent s'élever entre les receveurs généraux d'une part et les receveurs particuliers d'autre part, bien que l'État ou le Trésor y soient désintéressés (1). Un arrêté de l'an VIII charge le ministre de la marine de statuer sur les contestations nées à l'occasion de la liquidation et du partage des parts de prises faites par les bâtiments de l'État, ou concurremment par des batiments de l'État et des corsaires (2).

Un décret du 25 prairial an XII, contraire, au moins en principe, à la loi du 14 floréal an XI, confère au ministre le droit de statuer sur les contestations relatives à l'entretien de la haute Yonne. Enfin, une loi récente érige le ministre du commerce en véritable juge entre *particuliers*. Cette loi porte que dans le cas où des agences d'émigration n'auraient pas rempli leurs engagements vis-à-vis des émigrants, le ministre du commerce procède au règlement et à la liquidation des indemnités dues à ceux-ci, sauf recours au conseil d'État (3).

Quant aux préfets et aux maires, un décret de 1806 leur attribue exclusivement la connaissance des difficultés qui peuvent naître entre les concurrents à l'occasion des courses de chevaux instituées par l'État (ou les départements) (4). Les lois nouvelles électorales donnent aux maires, assistés à Paris de deux adjoints, ailleurs de deux membres du conseil municipal, le droit de statuer sur les réclamations relatives aux inscriptions et radiations sur les listes dressées par eux-mêmes; mais le recours étant ouvert devant le juge de paix et la Cour de cassation, il est évident que le maire ne prononce pas ici comme *juge administratif* (5). La loi du 28 avril 1816 charge les maires, comme autorité neutre, de prononcer sur les contestations, ou le différend entre la régie des contributions indirectes et les débitants, à l'égard des prix de vente, pour l'assiette du droit sur la vente en détail, sauf recours au préfet en conseil de préfecture. Elle charge encore le préfet, en conseil de préfecture, de trancher la discussion entre les mêmes sur l'équivalent du produit moyen de ce droit, à prendre pour base d'abonnement; et le décret de 1809

---

(1) D. 4 janv. 1808, art. 16, 17. — *V.* ci-dessus, p. 487, 488. — C'est une espèce d'arbitrage entre fonctionnaires sous ses ordres.

(2) Arr. 6 germ. an VIII, art. 16, 18. Il n'est pas sûr que sa décision pût être attaquée au contentieux ; c'est là, selon nous, une espèce de pouvoir discrétionnaire dont l'arrêté l'investit.

(3) L. 18 juill. 1860, art. 9. — *V.* p. suiv.

(4) D. 4 juill. 1806, art. 28.—Quiconque fonderait un prix pourrait se réserver le même droit.

(5) L. 15 mars 1849, art. 7 à 12 ; 1er D. 2 fév. 1852, art. 13, 18, 20 à 24; 2e D. art. 5, 6 ; L. 7 juill. 1852, art. 3 ; 5 mai 1855, art. 7.

donne aux préfets, toujours en conseil de préfecture, la mission de statuer sur les contestations entre les communes et les régisseurs ou fermiers des octrois, soit sur l'administration et la perception, en cas de régie intéressée, soit sur le sens des clauses des baux (1). Enfin, les lois sur l'inscription maritime attribuent aux municipalités du chef-lieu du quartier maritime le droit de statuer sur les réclamations des marins désignés pour marcher (2).

Mais ces exemples, les seuls que nous connaissions où ces autorités soient appelées à prendre des décisions autrement que comme *parties* et dans l'intérêt de l'État, du département, etc., en un mot, du corps ou de la personne qu'elles représentent, sont si peu nombreux, si exceptionnels, et le dernier surtout, relatif aux ministres, est tellement en dehors de la règle commune (3), qu'ils ne peuvent à notre avis, suffire pour faire ranger les ministres, les préfets et les maires parmi les *juges* administratifs en général.

Quoi qu'il en soit, les corps collectifs dont nous allons nous occuper sont de véritables *tribunaux, surtout* ceux qui affectent le moins les formes judiciaires, car ce sont ceux qui ont la plénitude de juridiction. L'expression de tribunaux administratifs a été employée au moins une fois dans un acte officiel (4). Un arrêté du 4e jour complémentaire an XIII parle des *jugements* rendus par les conseils de préfecture (c'est, il est vrai, pour les soumettre, dans le cas prévu, à une approbation donnée en la forme administrative). La loi du 28 avril 1816 soumet à un droit d'enregistrement les *arrêts* interlocutoires, préparatoires ou définitifs des *conseils* de S. M. (5).

Les arrêtés des conseils de préfecture doivent être motivés (6).

Ils sont exécutoires sans visa ni mandement des tribunaux. Cette règle, posée en matière répressive, doit être généralisée (7).

Le recours au conseil d'État contre les actes d'une autorité qui y

---

(1) L. 28 avril 1816, art. 49, 78, 79; D. 17 mai 1809, art. 136 (*V.* arr. cons. 5 janv. 1854 (assimilation, Algérie). — Il est probable, dans le dernier cas surtout, que la loi a entendu renvoyer au *conseil de préfecture;* et dans les deux premiers, il s'agit seulement d'un fait à apprécier *de bonne foi.*

(2) *V.* ci-dessus, p. 400, note 3.

(3) Un décret non moins extraordinaire, rendu par délégation de la loi, charge le même *ministre*, sauf recours direct au conseil d'État, de *répartir* entre les établissements d'eaux minérales de toute la France, après le travail ou l'avis de deux commissions dont une établie près de lui, le montant des frais d'inspection (singulier mode de *décentralisation !*) mais cette *opération* faite par le ministre n'est certainement pas une série de *jugements*. (D. 28 janv. 1860, art. 22 à 33 ; L. 14 juill. 1856, art. 18, 19.)

(4) D. 15 sept. 1856.

(5) Art. 46, 47.

(6) Ex.: arr. cons., 12 déc. 1818; 9 mai, 28 juill., 8 août 1834; 21 déc. 1837.

(7) L. 29 flor. an X, art. 4 ; D. 11 juin 1806, art. 35.

ressortit n'a pas d'effet suspensif s'il n'en est autrement ordonné, soit par la loi, soit par le conseil d'État lui-même (1).

Les condamnations prononcées par actes des autorités administratives, dans les cas et pour les matières de leur compétence, emportent hypothèque de la même manière et aux mêmes conditions que celles de l'autorité judiciaire (2).

Comme les tribunaux judiciaires, la juridiction administrative ne peut prononcer par voie de disposition générale et réglementaire (3). Elle ne peut non plus faire d'injonction à *l'autorité* administrative active. Elle ne peut statuer s'il n'y a litige (4), ni juger au delà de la demande (5).

La juridiction administrative et même les divers degrés de cette juridiction sont d'ordre public. On ne peut la stipuler ni y déroger par des conventions ou clauses particulières (6).

Dans tous les cas, la juridiction administrative, comme les juridictions judiciaires, statue par application des lois et autres actes ayant force de loi (7), même des traités (8), ou par interprétation et application des contrats ou conventions, qui sont la loi des parties, même de l'État, de ses dépendances et de ses fractions ou autres personnes publiques, comme des particuliers et autres personnes privées.

Tout juge ou administrateur qui se serait décidé par faveur pour une *partie*, ou par inimitié contre elle, serait coupable de forfaiture.

Tout juge ou tribunal, tout administrateur ou autorité administrative qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou de l'obscurité de la loi, aurait dénié de rendre la justice qu'il doit aux

---

(1) Règl. 22 juill. 1806, art. 3.

(2) Av. cons. d'Et. 16-25 therm. an XII-1812. — *V.* ci-dessus, p. 150, note 7.

(3) C. civ., art. 5; C. pén., art. 130; arr. cons., 31 janv. 1827; 21 juin 1839.

(4) *V.* ci-après cons. d'État, cons. de préfect., interprétation.

(5) Ex. : arr. cons., 25 brum. an XII, etc.

(6) Ex. : arr. cons., 5 fruct. an IX; 22 janv. 1808; 15 mars 1829; 11 janv. 1833.

(7) *V.* ci-dessus, p. 64, 45 à 57, 58, 60 à 62.

(8) Ex. : arr. cons., 18 mars 1818 (Ozil); 9 juill. 1820 (Schloser); 1er nov. 1820 (d'Artaise); 2 fév. 1821 (Pinto); 14 nov. 1821 (Michelet); 29 mars 1827 (Barué); 27 nov. 1835 (Bacri); 20 déc. 1836 (Brun), etc. — C'est donc à tort, d'après tous ces exemples, que le conseil d'État lui-même, dans quelques circonstances, s'est contenté de dire, d'une manière absolue, que l'interprétation des traités et conventions diplomatiques ne peut lui être déférée par la voie contentieuse. Cela dépend de la nature des traités ou des clauses, et de celle des questions. (*V.* arr. cons., 17 juin 1820 (Lecosani); 6 déc. 1836 (Bacri); 3 déc. 1838 (Duch. de Saint-Leu).

parties, après en avoir été requis, et qui aurait persévéré dans son déni après avertissement ou injonction de l'autorité (ou de la juridiction) supérieure, peut être poursuivi et puni (1).

Les autorités dont se compose la juridiction administrative sont ou centrales, c'est-à-dire chargées de connaître, soit en premier et dernier ressort, soit en dernier ressort seulement, soit comme Cour de cassation, des contestations, contraventions, ou faits de comptabilité, survenus dans toute la France ; ou locales, c'est-à-dire chargées de statuer uniquement sur les faits ou litiges nés dans l'étendue de la circonscription territoriale à laquelle elles sont attachées.

Les seules autorités centrales investies d'un droit de juridiction sont : le conseil d'État, la Cour des comptes, le conseil supérieur de l'instruction publique, et le conseil des prises, dans les circonstances où il n'en est créé qu'un (2).

CHAPITRE PREMIER.

Du Conseil d'État.

Le conseil d'État est à la fois (ainsi que nous l'avons dit déjà) (3), non par lui-même, mais comme conseil ou tribunal délibérant sous la présidence réelle ou fictive du chef de l'État, presque partie intégrante du pouvoir législatif ou même constituant, sa coopération étant *nécessaire* pour la confection des lois (4), et requise notamment pour les sénatus-consultes développant ou interprétant la constitution (sans la modifier), et dont le chef de l'État prend l'initiative (5) ; corps ou conseil consultatif pour *l'exécution* des lois, la haute police administrative et la *gestion* des intérêts de l'État, des départements, des communes, sections de communes et établissements publics (6), et pour les mesures ou dispositions relatives à l'indépendance respective de l'autorité civile ou politique et des

---

(1) C. pén., art. 183, 185.

(2) Ex. : arr. 6 germ. an VIII ; D. 18 juill. 1854 ; 9 mai 1859.—*V.* arr. 2 prair. an II, art. 145.

(3) *V.* ci-dessus, p. 202.

(4) Const. 14 janv. 1852, art. 50, 51, 40 ; D. 24 nov. 1860, art. 3, 5, 6 ; D. 22 mars 1852, art. 54, 48, 49 à 53 ; D. 3 fév. 1861 (remplaçant celui du 31 déc. 1852), art. 1er à 5, 16, 17, 32, 33, 53 à 56, 58 à 70, 8 à 15, 104.—*V.* ci-dessus, p. 82, note 3, 219.

(5) Sén.-cons., 25 déc. 1852, art. 5 ; D. 3 fév. 1861, art. 16, 1er, 3 à 5, 17, 18 ; const., 14 janv. 1852, art. 27. — *V.* ci-dessus, p. 33 à 38, 48.

(6) *V.* ci-dessus, p. 203, 220 à 228, 230 à 237.

autorités spirituelles ou religieuses (1); tribunal, en quelque sorte, politique pour tout ce qui concerne les prises maritimes (2); *tribunal administratif* pour la décision des questions contentieuses (3); enfin, régulateur suprême des questions de compétence entre l'autorité judiciaire, d'une part, et le pouvoir exécutif, c'est-à-dire l'*autorité* ou la *juridiction* administrative, d'autre part.

Il nous reste à en traiter sous ces deux derniers rapports.

La constitution de l'an VIII chargeait, comme nous l'avons vu, le conseil d'État (4), *sous la direction* des consuls, de résoudre les difficultés qui s'élèvent en matière administrative. L'arrêté consulaire du 5 nivôse an VIII chargeait le même corps, présidé par le premier Consul, ou en son absence par l'un des deux autres (plus tard par un grand dignitaire de l'empire), et d'après le renvoi à lui fait par les consuls, ou le chef de l'État, de *prononcer* : 1° sur les conflits qui peuvent s'élever entre l'administration et les tribunaux (5); 2° sur les affaires contentieuses dont la *décision* était précédemment réservée aux ministres. C'est la même expression dont s'est servie, à l'égard des conseils de préfecture, la loi du 28 pluviôse an VIII portant : « Le conseil de préfecture (présidé par le préfet, s'il est présent) *prononce* sur le contentieux des domaines nationaux, etc. » Cet arrêté de l'an VIII ne mentionnait pas et ne laissait pas supposer la nécessité de l'approbation, par le chef du pouvoir exécutif, des décisions du conseil à cet égard ; pas plus que la loi du 28 pluviôse an VIII n'exige, pour les décisions des conseils de préfecture, l'approbation des préfets ; cependant, dès l'origine, les actes délibérés en conseil d'État dans ces matières prirent la forme d'arrêtés consulaires rendus, *le conseil d'État entendu*, tandis que les arrêtés des conseils de préfecture revêtirent la forme, et eurent dès l'abord le caractère, qu'ils ont conservé depuis, de décisions rendues par ces conseils eux-mêmes et non par les préfets après les avoir consultés. Bientôt, du reste (par le décret de 1806), le chef de l'État se réserva explicitement, bien qu'incidemment, cette sorte de sanction (6).

De l'an VIII à 1806, le rapport sur les affaires contentieuses était présenté *à l'assemblée générale* du conseil, comme celui des autres

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 8 à 14, 228, 229.
(2) *V.* ci-après et ci-dessus, p. 236.
(3) *V.* ci-après.
(4) *V.* ci-dessus, p. 201 à 202.
(5) *V.* ci-après, tit. x.
(6) Arr. 5 niv. an VIII, art. 3, 11, 2° ; sén.-cons., 28 flor. an XII, art. 37; D. 11 juin 1806, art. 35. — *V.* ci-après.

affaires, au nom de la section correspondante à celui des ministères duquel elles provenaient ou auquel d'ailleurs elles ressortissaient (justice, intérieur, commerce, finances, guerre ou marine). Seulement, dès cette époque, les *cinq* conseillers d'État chargés de la direction *active* de quelque partie de l'administration publique n'avaient point voix au conseil lorsqu'il statuait sur le contentieux de cette partie (1).

Mais le décret de 1806 créa la *commission du contentieux*. Cette commission, composée uniquement de maîtres des requêtes et d'auditeurs, était chargée de faire l'instruction et de préparer le rapport des affaires contentieuses de tous les départements ministériels introduites au conseil, soit sur le rapport ou l'initiative d'un ministre, soit à la requête des parties intéressées. Les rapports étaient faits à la commission par un auditeur que désignait le grand juge (ministre de la justice), lequel était chargé, sous la haute intervention du ministre, de diriger l'instruction préparatoire des affaires; ils l'étaient, à l'assemblée générale, par un maître des requêtes désigné par le chef de l'État. Ce dernier rapporteur ne pouvait présenter au conseil que l'avis de la commission. La *décision*, comme les *avis* du conseil, était soumise à l'approbation du chef de l'État. Le secrétaire général délivrait à qui de droit des expéditions des décisions approuvées; ces expéditions étaient exécutoires (2).

De 1814 à 1848, la *commission* du contentieux fut remplacée par un *comité* du même nom, mais composé autrement. Ce comité ayant les mêmes attributions (auxquelles vinrent quelquefois s'en ajouter d'autres purement administratives) (3), placé sous la présidence, soit du chancelier, soit du ministre ou du sous-secrétaire d'État de la justice, ou d'un conseiller d'État, vice-président du comité, soit, à partir de 1839, du vice-président du conseil d'État ou du plus ancien conseiller présent (4), était composé, comme les autres comités, jusqu'à 1817, de conseillers d'État et maîtres des requêtes en service ordinaire seulement (auxquels purent être adjoints de 1817 à 1824 le sous-secrétaire d'État ou les directeurs généraux conseillers d'État du ministère de la justice, et, à compter de 1820, des maîtres

---

(1) Arr. 5 niv. an VIII, art. 5, 12; sén.-cons., 22 flor. an XII, art. 76.

(2) D. 11 juin 1806, art. 24 à 32, 4, 7, 8, 11, 12, 35; D. 12 juill. 1807, art. 4, 5; arr. 19 germ. an XI, art. 3; D. 26 déc. 1809, art. 6, 8, 10; 7 avr. 1811, art. 3, 1°. — V. ci-dessus, p. 205.

(3) Ex. : O. 29 juin 1814, art. 9; 5 nov. 1828, art. 11, 1°; 12 août 1830; 2 fév. 1831, art. 1er.

(4) O. 29 juin 1814, art. 9; 23 août 1815, art. 10; 19 avr. 1817, art. 9; 26 août 1824, art. 40; 18 sept. 1839, art. 26; L. 19 juill. 1845, art. 18.

des requêtes en service extraordinaire), à dater de 1824, de conseillers d'État et maîtres des requêtes en service ordinaire, *et d'auditeurs* (1). Les rapports étaient faits dans ce comité, soit par les conseillers d'État, soit par les maîtres des requêtes, ou, à partir de 1828, par les auditeurs ; mais ceux-ci ne pouvaient rapporter l'affaire à l'assemblée générale (2).

Les avis du comité, rédigés en forme d'ordonnances (l'ordonnance de 1814 disait en forme d'arrêts ou jugements, mais elle disait la même chose à l'égard des autres comités et des affaires purement administratives), n'étaient, comme avant 1814, définitivement arrêtés qu'après avoir été rapportés et délibérés dans l'assemblée générale, dont la décision devait être soumise à l'approbation du chef de l'État (3).

De 1815 à 1831, l'assemblée *générale* du conseil, présidée, soit par le chancelier, soit par un ministre (le président du conseil des ministres ou le ministre de la justice, etc.) (4), et à laquelle siégeaient les ministres et les conseillers d'État en service ordinaire et extraordinaire (sous-secrétaires d'État, directeurs généraux, secrétaires généraux, etc.), et même honoraires, connaissait des affaires contentieuses comme des autres. Seulement, de 1824 à 1830, les conseillers d'État, chefs ou secrétaires généraux d'une administration, n'eurent que voix consultative dans les affaires contentieuses ressortissant à l'administration ou au ministère auxquels ils appartenaient (5).

L'ordonnance du 20 août 1830 voulut que, pour les décisions à rendre sur les affaires contentieuses, les voix des conseillers d'État en service ordinaire et celle du maître des requêtes rapporteur fussent *seules comptées ;* mais les ordonnances du 2 février et 12 mars 1831 amenèrent bien d'autres innovations. La première introduisit au conseil d'État, pour les affaires contentieuses, la publicité des séances du conseil (non du comité), la lecture en public du rapport et même du projet de décision présenté, au nom du comité, par le conseiller d'État, maître des requêtes ou auditeur, rapporteur (mais la lecture

---

(1) O. 29 juin 1814, art. 8, 9 ; 1815, art. 7 ; 16 juill. 1820 ; 26 août 1824, art. 29, 30 ; 5 nov. 1828, art. 12 ; 2 fév. 1831, art. 6 ; 18 sept. 1839, art, 26 ; L. 1845, art. 18 ; O. 12 août 1845.

(2). *V.* 1814, art. 15 ; 1815, art. 15 ; 16 juill. 1820 ; 1824, art. 35, 39 ; 1828, art. 15 ; 1839, art. 27 ; L. 1845, art. 19.

(3) O. 1814, art. 9, 11, 2e al.; 1815, art. 14.

(4) *V.* ci-dessus, p. 203, notes 9, 10, 12, et p. 204, note 1.

(5) O. 29 août 1814, art. 2, 8, 13, 14 ; 23 août 1815, art. 4, 5 ; 19 avr. 1817, art. 7, 8 ; 26 août 1824, art. 25, 37 ; 5 nov. 1828, art. 8, 15.

du projet de décision fut supprimée par l'ordonnance suivante), la faculté pour les avocats de présenter des observations orales. La deuxième institua le ministère public. Elle exclut même des *séances* publiques du conseil et, par conséquent, de toute participation au jugement des affaires contentieuses, les membres en service extraordinaire. Elle voulut qu'en cas de recours par voie contentieuse contre une décision d'un ministre (ou une décision du chef de l'État rendue sur la proposition et avec le contre-seing d'un ministre), intervenue après délibération d'un des comités administratifs du conseil, les membres de ce comité (ayant pris part à la délibération) ne pussent participer au *jugement* de l'affaire. Enfin, la première décidait que les conseillers d'État qui n'auraient point assisté au rapport et aux observations orales ne pourraient concourir au délibéré. L'ordonnance du 18 septembre 1839, la loi de 1845 confirmèrent toutes ces dispositions, y en ajoutèrent de nouvelles, et sanctionnèrent les unes et les autres en ouvrant un recours en révision pour défaut d'observation de ces règles. Ainsi, aux conditions *nécessaires* pour qu'un membre prît part au jugement, fut ajoutée celle d'avoir entendu l'avis du commissaire du Gouvernement (ministère public), qui, pour mieux conclure, prenait d'avance communication du dossier. Ses commissaires furent au nombre de trois, maîtres des requêtes (ou auditeurs, de 1831 à 1839), désignés par le ministre, d'abord tous les trois mois, puis tous les six mois, puis chaque année. Ils eurent entrée au comité du contentieux. Une ordonnance de 1840 et la loi de 1845 prescrivirent, mais non à peine de révision, l'une, l'envoi aux avocats, quatre jours au moins à l'avance, du rôle imprimé de la séance où ils pouvaient avoir à plaider, et l'autre, la communication à ces mêmes avocats, avant la séance publique, des questions posées à la fin du rapport (1).

Ainsi, de 1831 à 1848, l'assemblée pour le jugement des affaires contentieuses différait déjà de l'assemblée générale du conseil. Cette assemblée, à partir de 1839, ne pouvait délibérer si, non compris le ministre de la justice, président de droit, mais y compris le vice-président du conseil, quinze au moins de ses membres ayant voix délibérative (y compris, par conséquent, le maître des requêtes, mais non l'auditeur rapporteur), n'étaient présents. Si les membres, ayant voix délibérative (y compris même le ministre), se trouvaient en nombre pair, le plus ancien des maîtres des requêtes (du conseil,

---

(1) O. 2 fév. 1831, art. 2, 3, 5 ; 12 mars 1831, art. 1er à 4 ; 18 sept. 1839, art. 5, 29, 28, 38, 34 ; O. 19 juin 1840, art. 25 ; L. 1845, art. 18, 20, 21, 22, 25.

en 1839, du comité en 1845), était appelé pour siéger avec voix délibérative, le président n'ayant pas voix prépondérante. Le commissaire du Gouvernement devait être entendu et donner ses conclusions, dans chaque affaire. La délibération seule n'était pas publique. L'*avis* de l'assemblée (c'est-à-dire le projet de décision) devait être transcrit sur le procès-verbal, lequel, disaient l'ordonnance et la loi, doit mentionner le nom des membres présents et l'accomplissement de ces conditions *essentielles*. L'ordonnance, c'est-à-dire la décision à intervenir, était contre-signée par le ministre de la justice et devait être lue dans une des autres séances publiques (1). Toutefois, l'ordonnance de 1840, portant règlement intérieur pour le conseil, prescrivait seulement qu'il fût donné lecture de la *liste* des ordonnances ou décisions approuvées, lesquelles étaient déposées au greffe, où les avocats et les parties étaient admis à en prendre communication sans déplacement (2). Mais la loi de 1845 et les actes subséquents ont, de nouveau, formellement ordonné la lecture de la décision même (3). Les expéditions délivrées devaient mentionner les noms des membres ayant composé l'assemblée, lors de la délibération (4).

La loi de 1845 *supposa* et, par conséquent, *admit* la première que le chef de l'État *pourrait* rendre une décision non conforme à *l'avis* du conseil d'État. Auparavant, il ne pouvait que *refuser son approbation* à la *décision du conseil*, *rédigée* seulement *en forme* de décret ou ordonnance. L'affaire, dans ce cas, restait en suspens, mais il n'y avait pas, au moins, *décision* contraire. L'approbation ou même quelque transaction pouvait survenir plus tard.

« *Si* l'ordonnance, dit cette loi, n'est pas conforme à *l'avis* du conseil d'État, elle ne peut être rendue que de *l'avis* du conseil des ministres; elle est motivée et doit être insérée au *Moniteur* et au *Bulletin des lois* » (5). Tristes garanties contre l'abus que pouvait engendrer la théorie qui dictait ces précautions. Le principe de la nécessité de l'approbation du chef de l'État, qui, auparavant, n'était qu'une satisfaction donnée à une espèce de *fiction* (car, en réalité, ce n'est point le chef de l'État, mais bien le conseil qui décide), poussé jusqu'à cette conséquence précédemment non autorisée et sans exemple, de la *substitution d'une décision à une autre*, pouvait

---

(1) O. 18 sept. 1839, art. 27, 30, 29, 31, 32, 34 ; L. 1845, art. 19, 23, 21, 24, 25.
(2) O. 19 juin 1840, art. 31.
(3) *V.* ci-après.
(4) O. 18 sept. 1839, art. 32.
(5) L. 1845, art. 24.

devenir destructif de la *juridiction* et remettre toutes les questions *contentieuses* à la discrétion de *l'autorité* administrative : heureusement, il n'a pas été, que nous sachions, fait usage de cette prérogative, non répudiée depuis (sauf en 1848).

La loi de 1849, faite en vertu de la délégation contenue dans la constitution, divisa le conseil d'État en *sections*, parmi lesquelles une section du contentieux (1). Celle-ci (le conseil d'État ne devant plus connaître des conflits, ni des arrêts de la Cour des comptes) (2) fut seulement chargée, à la fois, de *l'instruction* préparatoire et du *jugement* des affaires contentieuses. La loi lui accordait *la plénitude* de juridiction, sauf, d'une part, revendication, par le ministre de la justice, des *questions* n'appartenant pas au contentieux administratif, et qui sont de la compétence, soit de l'*autorité* judiciaire, soit surtout de l'*autorité* et non de la juridiction administrative (dans le cas où il n'était pas fait droit à cette revendication, le recours du ministre était porté devant le tribunal des conflits) (3), et sauf, d'une autre part, le pourvoi dans l'intérêt de la loi, formé par le même ministre, devant l'assemblée générale du conseil, contre toute décision de la section, contenant excès de pouvoir ou violation de la loi (4). Ce système avait au moins l'avantage de rentrer dans la réalité; et la juridiction administrative supérieure, de même que la juridiction inférieure, était reconnue et consacrée comme une véritable juridiction. La section du contentieux, comme les deux autres *sections*, élisait son président. Elle était composée de neuf conseillers d'État (y compris le président) désignés par l'assemblée générale au scrutin secret, et, en outre, de huit d'abord, puis neuf maîtres des requêtes, ayant voix consultative seulement. La section ne pouvait délibérer qu'en nombre impair et qu'autant que sept au moins des conseillers d'État étaient présents. Au-dessous de ce nombre, ceux d'entre eux qui se trouvaient absents ou empêchés étaient remplacés par des conseillers d'État empruntés aux autres sections dans l'ordre du tableau. Un maître des requêtes désigné par le président de la république, et deux autres désignés de même pour le suppléer, remplissaient les fonctions du ministère public (5).

Le rapport de chaque affaire instruite était fait en séance publique

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 216.
(2) *V.* ci-après.
(3) *V.* ci–après, tit. x.
(4) Const. 1848, art. 75; L. 3 mars 1849, art. 36, 47, 46, 58, 40, 41 ; règl. 26 mai 1849, art. 37, 40 à 44 ; 15 juin 1850, art. 41, 45 à 48.
(5) L. 7 mars 1849, art. 27, 36, 16 à 19, 38 ; règl. 1849, art. 3, 4, 6, 8 ; 1850, *id.*

par celui des conseillers d'État ou des maîtres des requêtes que le président de la section en avait chargé. Du reste, les observations orales, les conclusions du ministère public, toutes les garanties introduites depuis 1831 étaient maintenues ; les expéditions de la décision (non sujette à la nécessité d'une approbation quelconque) étaient délivrées avec la formule exécutoire des jugements et arrêts (1).

Mais l'abrogation complète de cette loi a été prononcée par le décret du 25 janvier 1852, qui est revenu au système antérieur (celui de 1831 à 1848) avec quelques modifications.

La constitution du 14 janvier 1852, pas plus que celle de l'an VIII, ne mentionne les attributions du conseil d'État, en ce qui touche les questions contentieuses. Mais le décret organique du même mois reproduit, au fond, les dispositions de l'arrêté du 5 nivôse an VIII, commenté par le décret de 1806. Il porte : « Le conseil d'État *propose* les *décrets* qui statuent : 1° sur le contentieux administratif; 2° sur les conflits (2). Il rétablit, sous le nom de *section*, l'ancien *comité* du contentieux. Cette section est chargée de diriger l'instruction écrite, et de préparer le rapport, des affaires contentieuses et des conflits. Toutefois, les affaires pour lesquelles il n'y a point eu constitution d'avocat (autres que les conflits sans doute) peuvent être terminées dans la section, à moins qu'un des conseillers d'État, ou le commissaire du Gouvernement, auquel elles sont communiquées et qui donne ses conclusions, ne demande le renvoi à la séance publique de l'assemblée dont nous parlerons. Sont *dispensés* du ministère d'avocat, les recours et défenses présentés par les ministres, et le recours ou la défense de toutes autres personnes publiques ou privées en matière : d'élections aux conseils généraux ou municipaux, de contributions directes et autres taxes assimilées à ces contributions, et de police de roulage (3). Cette section, comme chacune des autres, a son président. Elle est composée, en outre, de cinq conseillers d'État, de maîtres des requêtes et d'auditeurs. Elle ne peut délibérer si quatre au moins de ses membres ne sont présents. Le président a voix prépondérante. Les maîtres des requêtes ont, comme à l'assemblée générale, voix consultative dans toutes les affaires, et délibérative dans celles dont ils font le rapport. Les auditeurs ont voix consultative dans celles qu'ils rapportent seulement.

Trois maîtres des requêtes sont désignés par le chef de l'État

---

(1) L. 1849, art. 37, 39 à 41.

(2) Nous traiterons ci-après plus spécialement de ces derniers (*V.* tit. X).

(3) Règl. 21 juill. 1806, art. 16, 17 ; L. 22 juin 1833, art. 53 ; 7 juill. 1852, art. 2 ; 5 mai 1855, art. 45, 46 ; 21 avr. 1832, art. 30 ; 30 mai 1851, art. 25.

pour remplir, au contentieux, les fonctions de commissaires du Gouvernement ; ils assistent aux délibérations de la section et prennent communication des dossiers (1).

Les rapports sont faits, s'il y a lieu (2), au nom de la section, en séance publique de l'assemblée du conseil d'État délibérant au contentieux.

Cette assemblée se compose sous la présidence, soit du chef de l'État, soit du vice-président du conseil d'État, s'il le juge convenable, soit enfin, ce qui est le plus habituel, du conseiller d'État président de la section, 1° des membres de la section ; 2° de dix conseillers d'État désignés par le chef du pouvoir exécutif et pris, en nombre égal, dans chacune des sections administratives, lesquels sont renouvelés tous les deux ans, par moitié. Elle ne peut délibérer si onze membres, au moins, ayant voix délibérative ne sont présents. La voix du président est prépondérante en cas de partage. Aucun membre du conseil ne peut participer à la délibération lorsque la décision attaquée a été préparée par une délibération de section à laquelle il a pris part; après le rapport, les avocats des parties sont admis à présenter des observations orales ; le commissaire du Gouvernement donne ses conclusions. La *délibération* n'est pas publique. Le projet de décret est transcrit sur le procès-verbal des séances, qui fait mention du nom des membres présents ayant délibéré, et de l'accomplissement des conditions et formalités *essentielles* ci-dessus prescrites (3). L'expédition du projet est signée par le président de la section du contentieux et remise par le vice-président du conseil d'État au chef du Gouvernement. Le décret qui intervient est signé par le ministre de la justice. *Si ce décret n'est pas conforme au projet proposé* par le conseil d'État, il est inséré au *Moniteur* et au *Bulletin des lois* (4). Dans tous les cas, le décret est lu en séance publique (5).

Le règlement intérieur du nouveau conseil d'État reproduit, du reste, les dispositions ci-dessus énoncées concernant la distribution aux avocats, quatre jours avant la séance, du rôle imprimé, la com-

---

(1) D. 25 janv. 1852, art. 1er, 2°, 3°, 17, 18, 21, 27.

(2) *V.* p. précéd.

(3) *V.* ci-dessus, p. 619 et p. précéd.; D. 25 janv. 1852, art. 17 à 24 ; D. 30 janv. 1852, art. 20.

(4) *V.* ci-dessus, p. 620.

(5) Sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 2 ; D. 25 janv. 1852, art. 5, 19, 23, 22, 20, 24 ; règl., 30 janv. 1852, art. 21. — Un décret transitoire du 9 déc. 1851 a ordonné que les décisions prises en matière contentieuse par la section du conseil d'Etat, qui n'ont pu être lues en séance publique, par suite de la dissolution du conseil, sortiraient leur plein et entier effet, sans qu'il puisse être argué de ce défaut de lecture pour en poursuivre la *révision*.

munication qui doit leur être faite des questions posées par le rapport, le dépôt au greffe du décret intervenu pour que les avocats et les parties puissent en prendre communication; enfin, le droit de recours en révision pour inobservation des formalités et conditions imposées (1).

Le conseil d'État, outre son intervention nécessaire et exclusive (2) dans le règlement des conflits d'attribution entre le pouvoir judiciaire d'un côté et l'autorité ou la juridiction administrative de l'autre, fait l'office : 1° de Cour de cassation ; 2° de juge en premier et dernier ressort ; 3° et de Cour d'appel.

§ 1er. Cour de cassation.—Il statue :

I. Sur les recours pour incompétence (3) ou excès de pouvoir (4), en général, c'est-à-dire, contre les actes des autorités *exécutives* ou administratives *quelconques* (5), même en matière discrétionnaire (6) (à l'exception, toutefois, des actes réglementaires, inattaquables moins de leur nature que pour le défaut de qualité, hors le cas où l'onse pourvoit en même temps contre un acte *d'application* de ces règlements)(7); actes qui, tous, peuvent, pour l'une ou l'autre de ces deux causes, lui être déférés directement, soit par les ministres dans l'intérêt de l'État ou de la loi et de l'ordre public, soit par les parties(8) (et dans ce mot parties, nous comprenons toutes les personnes publiques (9) ou privées) (10). Il faut remarquer qu'à l'égard des pourvois formés, même pour une de ces causes, contre la décision ou le jugement d'une autoritié *juridique* ressortissant, sur le fond des matières en général, au conseil d'État, il statue plutôt comme Cour *d'appel* que, comme Cour de *cassation* (1). *Dans tous les cas*, lorsque le conseil annule un acte administratif pour incompétence ou excès de pou-

---

(1) Règl. 30 déc. 1852, art. 17 à 21; règl., 22 juill. 1806, art. 32 à 36. — *V.* p. précéd., note 3.

(2) *V.* ci–dessus, p. 622 et ci-après, tit. x.

(3) L. 7–14 oct. 1790, 3° ; 27 avr.–25 mai, art. 14, dern. al., 17, 2° ; arr. 5 niv. an VIII, art. 11, 2° ; ex. : arr. cons., 29 mars 1827 ; 14 juill. 1831 ; 29 déc. 1858 ; 10 mars et 23 avr. 1807 ; 28 nov. 1809 ; 12 avr. et 2 juill. 1812 ; 23 fév. et 3 juin 1820 ; 30 mai 1821 ; 4 mai 1826 ; 16 mars et 23 avr. 1807 ; 25 nov. 1831 ; arr. cons., 18–25 vent an XIII. — *V.* ci-après.

(4) L'excès de pouvoir a toujours été considéré comme une sorte d'incompétence dans l'espèce où il a été commis (ex. : arr. cons., 28 mars 1821 ; 1er juin 1849; 26 août 1848 ; 22 août 1853 ; 3 juin, 21 juill., 28 déc. 1858, etc.).

(5) *V.* notes précéd.

(6) *V.* ci–dessus, p. 61.

(7) *V.* ci–dessus, p. 60–61, 357, note 3, etc.

(8) *V.* ci–dessus, p. 184.

(9) *V.* ci-dessus, p. 18 à 29.

(10) *V.* ci-dessus, p. 29 à 32, etc.

(11) *V.* ci–après, § 3, et av. cons., 18–25 vent. an XIII, etc.

voir, si la question doit, en définive, aboutir, au fond, à sa juridiction et si l'affaire est en état, il statue sur le fond immédiatement (1), sinon, il renvoie, s'il y a lieu, devant l'*autorité compétente*, qu'il n'est pas tenu de désigner (2), mais qui peut être celle même dont il annule la décision (3).

L'omission, ou la violation, des formes prescrites, même en matière discrétionnaire, est considérée comme un excès de pouvoir (4). En matière discrétionnaire surtout, l'illégalité constitue aussi un excès de pouvoir; car une matière n'est discrétionnaire que dans les limites tracées par la loi (5); de même, en toute matière, la violation d'un droit acquis (6).

II. Sur les pourvois formés, soit par les ministres ou autres administrateurs au nom de l'État, des départements, des communes ou établissements publics, soit par les comptables, contre les arrêts de la Cour des comptes pour *violation des formes ou de la loi* (7).

La constitution de 1848 réservait cette attribution ou, du moins, la connaissance des recours pour *incompétence ou excès de pouvoir* contre les arrêts de la Cour des comptes, au tribunal des conflits (8).

Si le conseil casse, le jugement du fond est renvoyé, s'il y a lieu, à la Cour, et l'affaire y est portée à l'une des chambres qui n'en ont pas connu. Dans le cas où un ou plusieurs membres de la chambre qui a rendu le premier arrêt seraient passés à la chambre ainsi saisie, ils doivent s'abstenir et sont, au besoin, remplacés par d'autres conseillers dans l'ordre de leur nomination (9).

III. Sur les recours formés pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoir contre les décisions des conseils de révision pour le *recrutement* (10), et celles des *jurys* de révision et des conseils de recensement pour la garde nationale (11), sauf renvoi à décision ultérieure par qui de droit.

---

(1) Ex. : arr. cons., 23 fév. 1820; 16 nov. 1854, etc.
(2) *V.* ci-après, conflits.
(3) *V.* nº suiv.
(4) *V.* ci-dessus, p. 61, note 6, et arr. cons., 6 mai 1853 ; 16 déc. 1858, etc.
(5) Ex. : arr. cons, 1er juin 1849 ; 26 aout 1858; 21 juill. 23 et 28 déc. 1858.
(6) Ex. : Déc. 21 fév. 1814 (mines); arr. cons., 3 déc. 1831 (théâtres); 12 mars 1853 (chose jugée), etc. — *V.* ci-dessus, p. 62, notes 2 et 3.
(7) D. 11 juin 1806, art. 14, 3°; L. 16 sept. 1807, art. 17; D. 27 mars 1809; Ex. : arr. cons., 8 avril 1842. — *V.* chap. suiv.
(8) Art. 90.
(9) O. 1er sept. 1819.
(10) L. 7-14 oct. 1790, 3°; Ex. : arr. cons., 18 mai 1837; 5 juin 1838; 6 mars 1856.; nonobst. av. cons. (non législatif), 27 juill. 1820; — *V.* ci-dessus, nº 1, arr. cons., 7 avr. 1830 ; et ci-après chap. VI.
(11) L. 7-14 oct. 1790; arr. cons., 24 août 1832 ; Ex.: arr. cons., 22 déc. et

IV. Sur les recours qui pourraient être formés, pour mêmes causes, contre les décisions du conseil supérieur de l'instruction publique (1).

V. Il peut prononcer la nullité des arrêts ou jugements des Cours et tribunaux *de l'ordre judiciaire* qui auraient validé, hors des cas autorisés, des actes de vente, échange, donation, hypothèque ou aliénation *quelconque* de biens composant des majorats légalement constitués (2).

§ 2. Comme juge en premier et dernier ressort, le conseil d'État connaît :

I. Des demandes en *interprétation*, pour ainsi dire, *littérale*, lorsqu'il y a *litige* engagé (3), vis-à-vis de l'État ou entre autres personnes publiques ou privées, sur *le sens* et *la portée* des actes émanés de l'autorité souveraine ou suprême *exécutive* (4), notamment des actes de concession gracieuse (5), et particulièrement des actes d'institution de majorats (6), etc.; ainsi que des arrêts rendus par le chef de l'État au contentieux (7).

II. Des *oppositions* formées par des tiers à certains actes de concession *gracieuse* (autorisations de changement ou d'addition de noms)(8.)

III. Des demandes en *annulation* ou *réformation, au fond*, c'est-à-dire même pour motifs autres que l'incompétence ou l'excès de pouvoir (9), de toute décision émanée du *chef du pouvoir exécutif* (10),

---

11 avr. 1853; 6 déc. 1855.—Bien que les premiers soient présidés par un magistrat de l'ordre judiciaire (*V.* L. 22 mars 1831; D. 11 janv. 1852, art. 10; etc).

(1) *V.* ci-après et ci-dessus, n° 1, arg.

(2) D. 1er mars 1808, art. 42, 66 ; 3 mars 1810, art. 1er ; 22 déc. 1812, art. 3) ex. : arr. cons., 8 juill. 1817) ; L. 7 mai 1849 ; 18 mai 1857 ; D. 1er juin 1858, etc.

(3) Ex. : D. 18 fév. 1824 ; 26 oct. 1825 ; 17 juin 1835 ; 29 janv. 1841 ; 20 mai 1842 ; 2 déc. et 1er déc. 1853.

(4) Ex. : arr. cons., 29 janv. 1841 ; 1er juin 1849 (règlements d'eau), 8 avr., 6 août, 18 nov. et 9 déc. 1852; 17 fév., 7 juill. et 22 déc. 1853; 4 mai 1854 (actes divers).

(5) Ex. : arr. cons. 23 août 1820; 6 fév. 1839 ; 5 janv. et 9 mars 1850; 20 mars, 1er déc. 1852 ; 30 mars, 1er déc. 1853; affectat. ou concess. de propriétés nationales, etc. Ex.: D. 9 avr. 1811, etc. 17 mai 1837 (levée de séquestre) ; 16 août 1841 (concession de mine) ; 25 nov. 1852 ; 12 janv. 1853 (concessions de dessèchement).

(6) D. 4 mai 1809, art 5 ; ex. : arr. cons., 5 mars 1852.

(7) Ex. : 25 avr. 1820 (Brichet) ; 1er juill. 1840 ; 24 mars 1853.

(8) L. 11 germ. an XI, art. 7 ; ex. : arr. cons., 27 déc. 1820 ; 16 déc. 1858. — Quant aux autres actes dits de juridiction gracieuse , V. D. 8 janv. 1859, art. 5 ; O. 15 juill. 1814, art. 2, etc. (*V.* tom. III de notre *Droit public administratif*).

(9) *V.* ci-dessus, n° 1.

(10) *V.* ci-dessus, p. 61, 62, 160, 603, note 6.

ou de ses *ministres* (1), secrétaires d'État à portefeuille, et *contenant*, selon le demandeur (toute *personne* publique ou privée), *violation ou méconnaissance d'un* DROIT fondé, soit sur la loi ou sur tout autre acte ayant force de loi, ou sur un contrat exprès ou tacite, ou sur une autre décision quelconque ayant acquis force de chose jugée, etc.; et de celles des décisions du chef du pouvoir exécutif ou de ses ministres contre lesquelles, bien qu'intervenues en matière discrétionnaire et ne pouvant blesser que des intérêts, des convenances, etc., et non des droits, la loi, ou un acte équivalent, ouvre, cependant, par exception, d'une manière expresse et formelle, un recours par la voie contentieuse (2).

Comme on le voit, la juridiction *directe* et en *premier* ressort (selon nous) du conseil d'État *au fond*, bornée (à une ou deux exceptions près) (3) aux actes émanés du *chef de l'État* ou de ses *ministres*, soit directement, soit après un recours ou une série de recours *hiérarchiques*, tous purement administratifs (selon nous), est, non pas illimitée, mais indéterminée, en quelque sorte, et embrasse toute violation ou méconnaissance d'un *droit* résultant d'une décision par eux, même compétemment, rendue (4); sauf, pourtant, les cas où la loi, ou bien la nature de la question, indique, pour juge du point touché par la décision à attaquer, à combattre ou à décliner, soit une des autorités dont nous parlerons ci-après (5), soit les tribunaux judiciaires (6).

C'est en ce sens seulement, et avec ces restrictions, que le conseil d'État peut être considéré comme juge du contentieux *en général*, qui, bien que né à l'occasion d'un acte d'administration, n'est pas toujours, quoiqu'on l'ait, à tort, ainsi qualifié, *administratif*.

Malgré cette attribution, en quelque sorte générale, à l'égard des décisions soit du chef de l'État, soit ministérielles, laquelle ressort de la nature des choses qui veut que tout droit ait un refuge, et de cette circonstance, que le chef de l'État en son conseil est, dans l'ordre exécutif ou administratif, l'autorité *suprême*, celle à laquelle

---

(1) Notamment à l'égard des liquidations de certaines créances soit en faveur de l'Etat, soit contre l'Etat (*V.* ci-dessus, p. 149 et suiv., nos XIII et XIV et ci-après, *Fournitures et travaux*).

Le recours contre les décisions du conseil de liquidation (*V.* ci-dessus, p. 153) était ouvert devant le conseil d'Etat, qui pouvait même être appelé à statuer en cas de diversité d'opinions dans ce conseil (arr. 13 prair. an x, art. 8).

(2) *V.* ci-dessus, p. 603-604.

(3) *V.* n° suiv.

(4) Autrement *V.* ci-dessus, n° 1, cons. d'État, comme *Cour de cassation*.

(5) Notamment conseils de préfecture, etc.

(6) *V.* ci-dessus, p. 604, 605, etc.

sont subordonnées et viennent aboutir, à défaut d'autre désignée par la loi, l'autorité du chef de l'État lui-même et celle de ses ministres (intermédiaires *nécessaires* entre le conseil d'État et les autorités hiérarchiquement inférieures à eux), malgré, disons-nous, cette attribution *générale* indiquée, bien qu'imparfaitement peut-être, par l'arrêté de nivôse an VIII et les lois subséquentes (1), le décret de 1806 a pris soin d'en préciser une, ou, pour mieux dire, *deux*, savoir : « les contestations ou demandes, relatives aux marchés passés avec les ministres, avec l'intendant de la liste civile, ou en leur nom, *et* aux *travaux* ou *fournitures* faits pour le service de leurs départements respectifs ou pour le service personnel de S. M. ou de sa maison. »

Mais c'est que, d'une part, l'analogie, malgré le silence de la loi de pluviôse an VIII, avait conduit les conseils de préfecture à connaître des marchés de *fournitures* comme de ceux de *travaux* publics et qu'il avait fallu leur enlever cette attribution (2) ; et que, d'un autre côté, l'on ne pouvait laisser sans recours les entrepreneurs de fournitures, que l'arrêté de l'an IX avait prétendu devoir être jugés *administrativement* (3).

Seulement, le décret de 1806 eût peut-être dû indiquer, ce qui ressort, en partie, de son rapprochement avec la loi de l'an VIII, que le conseil d'État connaîtrait *directement* des contestations et demandes relatives aux marchés de *fournitures* (ou services) (4) pour compte de l'État ou de la liste civile, tandis qu'il ne doit connaître qu'*en appel*, et après décision des conseils de préfecture (statuant sur la décision des ministres), des contestations ou demandes en matière de *travaux publics* (généraux ou autres) (5).

Cette différence de procédure, en ce qui concerne les fournitures, résulte, non-seulement de cet arrêté du 19 thermidor an IX (devenu

---

(1) 5 niv. an VIII, art. 11, 2° ; L. 1845, art. 12 ; 1849, art. 6.—*V.* D. 25 janv. 1852, art. 1er, 2°, plus *compréhensif*, « il propose les décrets qui statuent sur *le contentieux* administratif.

(2) Arr. 19 therm. an IX.—*V.* ci-dessus, p. 606, notes 2 et 3 et note suiv.

(3) *V.* pourtant arr. 19 therm. an VIII, art. 21 (histor.), et O. 10 mai 1844, art. 21, 22.

(4) Les marchés pour *services* à faire au compte de l'État (transports, etc.), sont assimilés, par la jurisprudence, aux marchés de fournitures et non de travaux publics (*V.* le tome III de notre *Droit public et administratif*), à l'exception des marchés pour le travail des détenus dans les prisons, qu'elle assimile aux marchés pour travaux publics (arr. cons., 25 nov. 1829 ; 18 mars 1856, etc).

(5) D. 11 juin 1806, art. 14, 2° ; L. 28 pluv. an XIII, art. 4. — *V.* ci-après, chap. III.

inexact en un point), mais aussi de la doctrine qui a prévalu, nonobstant l'exposé des motifs de la loi de l'an VIII (1), que les conseils de préfecture ne connaissent que des *questions* dont le jugement leur est spécialement déféré par les lois (2), la loi de l'an VIII ne parlant que des entrepreneurs de *travaux* publics.

La doctrine restrictive de la juridiction des conseils de préfecture, contraire à ce qui est vrai à l'égard du conseil d'État, s'applique aux autres corps juridiques dont nous parlerons ci-après.

D'autres lois ont encore eu l'attention de mentionner la faculté de recours au conseil d'État, *par la voie contentieuse*, soit contre des décrets du chef de l'Etat (3), soit contre des décisions des ministres (4); mais cette indication, non indispensable pour que le conseil d'État se croie appelé à connaître des réclamations ainsi présentées (5), était nécessaire dans les cas où, sans cette mention formelle, on eût pu croire que la loi armait l'autorité administrative centrale d'un pouvoir absolu ou discrétionnaire (6), comme aussi pour certaines attributions tout à fait exceptionnelles (7).

Il est inutile de récapituler ici toutes ces dispositions, qui, nous le répétons, à l'exception des questions non contentieuses de leur nature, et des cas où il ne s'agit pas précisément d'un *droit*, ne sont point *limitatives* (8).

Les ministres sont, ainsi que nous l'avons dit, appelés à défendre, s'il y a lieu, devant le conseil, non-seulement les décisions prises sur leur rapport et avec leur contre-seing (9), par le chef de l'État, mais encore leurs propres décisions (10).

IV. Dans une seule circonstance présente à notre esprit, la loi autorise le recours *direct*, au fond, devant le conseil d'État, contre une mesure ou décision prise par un *préfet* seul ; c'est lorsqu'il frappe d'interdiction un moulin sis à l'extrême frontière comme servant à la contrebande des grains et farines, imputation dont la réalité doit être justifiée (11).

---

(1) Disc. par Rœderer, 18 pluv. an VIII.
(2) Ex. : arr. cons., 16 fév. et 16 nov. 1854. — *V.* ci-après, chap. III.
(3) Ex. : L. 11 avr. 1831, art. 25 ; 18 avr. 1831, art. 27.
(4) Ex. : L. 28 avr. 1816, art. 22 ; 4 août 1844, art. 3, 4.
(5) Ex. : arr. cons. 7 fév. 1837 ; 3 mai et 21 juin 1839 ; 21 mai 1840, etc.
(6) Ex. : L. 27 avr. 1838, art. 6 à 10 ; 21 avr. 1810, art. 49 (*V.* ci-dessus, p. 107, n° X). — *V.* aussi p. 181 et p. 604, note 1.
(7) Ex. : L. 24 avr. 1806, art. 21 (Banque de France). — *V.* ci-dessus, p. 612, texte et note 3, et 613.
(8) *V.* ci-dessus, p. 182, n° XIX.
(9) *V.* ci-dessus, p. 113, 121, 125.
(10) *V.* ci-dessus, p. 184, n° XXI, note 6 et p. 610.
(11) L. 30 avr. 1806, art. 76. — *V.* § suiv. : Préf. en cons. de préfect.

VI. Le conseil d'État connaît, comme nous l'avons dit, mais en séance administrative (1), des *prises maritimes*, et ce en premier et dernier ressort, lorsqu'il n'y a pas de conseils des prises (2).

§ 3. Comme Cour d'appel, le conseil d'État statue sur les recours formés pour incompétence, excès de pouvoir (3) ou, au fond, soit par les ministres, dans l'intérêt et au nom de l'Etat, ou de la loi ou de l'ordre public, soit par les autres personnes publiques ou privées ou en leur nom, en matière *civile* administrative comme en matière *répressive* : 1° contre les arrêts des *conseils de préfecture* (4) (aucun texte formel n'autorise ces pourvois, *en général*, mais le recours par la voie hiérarchique, dans l'ordre des juridictions comme des autorités, est de droit, à moins de disposition contraire) (5); ou des autorités antérieures *équivalentes* (6), ou des *préfets en conseil de préfecture* dans les cas rares que nous avons indiqués ci-dessus (7); 2° contre les décisions des *autres autorités* dont nous allons parler, à l'exception de celles dont il ne peut que *casser* les décisions sans pouvoir connaître du fond des questions (8); 3° dans certains cas, contre des décisions d'*évêques* ou *archevêques*. Des décrets d'autorisation de congrégations ou associations religieuses autorisent, en effet, le recours des *sœurs* devant le conseil d'Etat, par la voie contentieuse, contre les décisions des évêques, intervenues sur leurs réclamations contre des actes d'autorité de la supérieure ou de son conseil ou contre les élections et autres actes capitulaires (9).

Dans les cas où le conseil d'Etat statue *en appel* (comme lorsqu'il statue en cassation) pour incompétence ou excès de pouvoir, *autrement que dans l'intérêt de la loi*, si la question dont il s'agit, *au fond*, se trouve être de sa compétence, soit en premier et dernier

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 212 à 214.
(2) *V.* ci-dessus, p. 236, et O. 5 sept. 1815, et ci-après, chap. VII.
(3) *V.* ci-dessus, n° I, p. 624, note 1.
(4) *V.* ci-après, chap. III.
(5) Ex. : arr. 14 flor. an XI, art. 4; D. 23 fév. 1811, art. 2, etc. (nonobstant le mot *définitivement* inséré dans la loi du 29 flor. an X, art. 4). — *V.* au contr. ci-après, chap. II, § 2 et chap. VI (il faut consulter *l'esprit* de la loi).
(6) Ex. : anciennes administrations centrales, lorsque la question est *contentieuse* de sa nature (arr. 8 pluv. an XI; ex. : arr. cons., 18 avr. 1821; 27 avr. 1825, etc. — *V.* au contr. arr. 16 juin 1824 (Teyssier). — *V.* aussi ci-après, commissions spéciales.
(7) *V.* ci-dessus, p. 613, note 1. — L'art. 78 de la loi du 28 avr. 1816 dit : « Sauf recours au cons. d'État et le décret du 17 mai 1809 de même, en indiquant, de plus, expressément la voie contentieuse.
(8) *V.* ci-dessus, § 1er, nos II, III. IV et ci-après, chap. II, VI, VII.
(9) Ex. : D. 30 sept. 1807, art. 13, 14; règl., *id.*, av. 10; arr. cons., 31 mai-6 juin 1811; D. 29 juin, 23 juill., 14 et 21 août 1811, etc.

ressort, soit en dernier ressort seulement, il statue immédiatement et sans renvoi, sinon, il renvoie devant *qui de droit*, avec ou sans désignation spéciale, même s'il y a lieu, devant l'autorité qui a déjà prononcé en premier ressort (1).

CHAPITRE II.

De la Cour des comptes.

Avant 1789 il existait des *chambres des comptes* chargées d'examiner, corriger, juger, clore et apurer tous les comptes des officiers et commissionnaires comptables de l'État et des villes (2), d'enregistrer certains édits, déclarations et lettres patentes, ainsi que les dons et pensions, les contrats de mariage des rois, les traités de paix, etc. Ces chambres furent supprimées en 1790, de même que les offices de procureurs postulants et autres officiers ministériels près lesdites chambres ; et l'assemblée constituante réserva au pouvoir législatif, c'est-à-dire l'assemblée nationale elle-même, le droit de voir et apurer les comptes généraux de la trésorerie nationale, des payeurs principaux, ceux de la régie des domaines, des douanes, de l'enregistrement, du timbre, etc. Mais elle créa comme *intermédiaire* entre elle et les comptables un *bureau de comptabilité*, auquel devaient être présentés les comptes de l'universalité des recettes que ces agents avaient faites et dû faire, et de l'emploi qu'ils en avaient fait, pour être, lesdits comptes, après l'examen du bureau, vus et apurés définitivement par l'assemblée. Ce bureau était composé de quinze commissaires nommés par le roi, chef du pouvoir exécutif (3). Après le 10 août 1792 la nomination des membres du bureau fut attribuée au conseil exécutif provisoire, puis à la Convention nationale elle-même, sans doute, car ce bureau était, comme la trésorerie nationale et comme le bureau de liquidation des dettes de l'Etat, indépendant des *commissions* formées par la Convention dans son sein, et devait correspondre directement avec l'assemblée (4).

Par la constitution de l'an III le pouvoir législatif conserva aussi particulièrement le droit de vérifier et d'arrêter les comptes, même en deniers, des recettes et dépenses de l'Etat. Les receveurs généraux

---

(1) *V.* ci-dessus, p, 624–625.
(2) *V. Denisart* et L. 23 nov. 1792.
(3) L. 7–11 sept. 1790, art. 12 ; 4 juill.-25 août 1791 ; 17–29 sept. 1791, tit. Ier, art. 1er et II, tit. II, art. 1er, 8, etc.; 8–12 fév., 9–12 fév., 3–19 juill., et 19 août 1792 ; 23 nov. 1792, art. 6 ; 28 pluv. an III.
(4) L. 15 août 1792 ; 12 germ. an II, art. 1er, 4, dern. al.

et payeurs, ainsi que les régies financières, rendaient, en effet, à la trésorerie nationale, composée, comme nous l'avons dit, de cinq commissaires élus par le conseil des anciens, sur une liste triple, présentée par celui des cinq cents (1), leurs comptes, que ceux-ci vérifiaient et arrêtaient; et la trésorerie nationale, à son tour, présentait aux commissaires de la *comptabilité* nationale, élus, eux-mêmes, au nombre de cinq, par le *corps législatif*, le compte *général* des recettes et dépenses, que ces commissaires vérifiaient et arrêtaient définitivement; mais ils devaient donner connaissance au Corps législatif des abus, malversations et cas de responsabilité qu'ils découvraient, et lui proposer les mesures convenables (2).

La constitution de l'an VIII créa également une *commission* de comptabilité nationale, composée de sept membres, chargée de régler et vérifier, après qu'ils avaient été arrêtés *provisoirement* par la trésorerie nationale (aujourd'hui le ministère des finances) (3), les comptes des recettes et des dépenses de la république. Les membres de cette commission étaient nommés par le Sénat (4).

Enfin, la loi de 1807 (5) substitua à l'intervention, directe ou par intermédiaire, du pouvoir législatif dans la comptabilité *pécuniaire* de l'État, le *jugement* des comptabilités dont elle se compose par un corps indépendant, organisé judiciairement, statuant suivant les formes judiciaires, et rendant compte directement au chef de l'Etat. C'est la *Cour des comptes*, laquelle, suivant l'esprit de la constitution de l'an VIII, aurait pu et peut-être dû être, dans sa composition, une émanation du pouvoir législatif, mais qui, en définitive et malgré sa similitude apparente avec les corps judiciaires, est une institution *administrative*, tenant essentiellement au pouvoir *exécutif*, pouvoir responsable, en principe, des recouvrements et de l'emploi des deniers de l'État, et dont la responsabilité, sous le rapport du *maniement* de ces deniers, est mise à couvert et garantie par les *jugements* de la Cour; de même que sa responsabilité, quant à la légalité et jusqu'à un certain point à la légitimité de la disposition de ces mêmes deniers, est *éclairée* par les *déclarations* émanées d'elle (6).

La Cour des comptes est composée d'un premier président, de pré-

---

(1) Const. an III, art. 315. — *V.* ci-dessus, p. 267.
(2) Const. an III, art. 320, 315, 322, 321; L. 18 frim. an IV; 7 vend. an V.
(3) *V.* ci-dessus, p. 501, note 7, et L. 28 pluv. an III, art. 3; av. cons. d'Et., 9-20 juill. 1808; 9 oct. 1832, art. 5; arr. 18 vent. an VIII.
(4) Const. an VIII, art. 89; arr. 24 germ. an VIII; 29 frim. an IX; sén.-cons., 28 flor. an XII, art. 42.
(5) 16 sept. 1807.
(6) *V.* ci-dessus, p. 168, n° XV, et notamm. p. 173, note 3, 176, 177, etc.

sidents de chambre, de maîtres aux comptes (conseillers-maîtres), de référendaires (conseillers-référendaires) (1) et d'auditeurs (2). Il y a un procureur général, chargé de faire des réquisitions, et un greffier en chef (3).

Les *membres* de la Cour des comptes sont nommés par le chef du pouvoir exécutif. Ils le sont à vie, à l'exception des auditeurs (4), et sauf la limite d'âge à laquelle ils sont mis à la retraite de plein droit (5); sauf aussi le cas d'infirmités graves et permanentes, auquel cas, après une procédure à suivre, l'admission à la retraite peut être décrétée par le chef de l'État conformément à l'avis de la Cour (6); et sauf encore, non-seulement la suspension, mais la déchéance, qui peut être prononcée disciplinairement, soit par la Cour, avec ratification du chef de l'État, soit, en cas d'absence illégale prolongée, par le chef de l'État, sur le rapport du ministre (des finances), soit enfin, en cas de condamnation à une peine, même de simple police, par la Cour, sous la présidence du ministre de la justice (7). Les présidents de chambre peuvent être changés chaque année (8). Les auditeurs sont nommés après examen et à la condition d'être licenciés en droit. Ils peuvent être révoqués par un décret, sur la proposition du ministre des finances et l'avis du premier président et du procureur général (9).

Les référendaires et les auditeurs sont divisés en deux classes. Ils passent à la première, moitié au choix du Gouvernement, après deux ans au moins d'exercice dans la seconde, moitié par ancienneté dans la même classe. En cas de vacance d'une place de maître, le premier président en donne avis au ministre des finances, qui joint à sa présentation une liste de dix référendaires distingués par leur talent et leur zèle. Un tiers des vacances dans l'ordre des référendaires de deuxième classe est attribué aux auditeurs (10).

---

(1) L. 16 sept. 1807, art. 1er; D. 28 sept. 1807, art. 14, 1er al., 15; 15 janv. 1852; 12 déc. 1860, art. 1er.
(2) D. 23 oct. 1856; 14 déc. 1859; 12 déc. 1860.
(3) L. 16 sept. 1807, art. 1er; D. 28 sept., tit. IV, art. 1er.
(4) L. 1807, art. 6; D. 28 sept., art. 13, 12, 15; 23 oct. 1856, art. 3.
(5) Savoir : pour les premier président, présidents et maîtres, soixante-quinze ans; pour les référendaires, soixante-dix (D. 19 et 1er mars 1852, (art. 1er à 3).
(6) L. 16 juin 1824; rapport du min., 1er mars 1852.
(7) D. 19 mars 1852, art. 3, 4; L. 20 avr. 1810, art. 59; D. 9 nov. 1853, art. 17.
(8) L. 1807, art. 6. — En fait, ils ne le sont pas.
(9) D. 23 oct. 1856, art. 3, 4.
(10) D. 1807, art. 14, 16, 12; 14 déc. 1859, art. 1er, 3; 12 déc. 1860, art. 4 (23 oct. 1856, art. 5).

Les traitements des présidents et conseillers-maîtres ont, comme ceux des magistrats de l'ordre judiciaire, cessé d'être divisés en traitement fixe, droit d'assistance, et supplément de traitement ; mais quant aux référendaires, indépendamment de leur traitement fixe, un fonds annuel de répartition leur est distribué à titre de préciput et de récompense, en proportion de leur travail. Seulement, pour le règlement de leur pension, on divise par leur nombre le montant de ce fonds, afin de former fictivement leur traitement annuel (1). Les seuls auditeurs de première classe ont un traitement fixe (2).

La Cour des comptes est divisée en trois chambres (dont chacune a son president) entre lesquelles sont distribués, par le premier président (3), les dix-huit maîtres aux comptes. Chaque année, deux membres de chaque chambre sont par lui répartis entre les deux autres, ou placés dans une seule, selon que le service l'exige. Le premier président, outre les séances générales et publiques (4), préside chaque chambre toutes les fois qu'il le juge convenable. Il a, de plus, des fonctions spéciales, notamment de police et de surveillance générale sur la Cour et ses membres (5). En cas d'empêchement pour quelqu'une de ses fonctions spéciales, il est suppléé par le plus ancien des présidents. Ceux-ci sont, en cas d'empêchement, remplacés par le doyen de la chambre. Chaque chambre se forme en bureau. Une chambre peut juger à cinq membres. Les maîtres des comptes empêchés sont remplacés, au besoin, par ceux d'une autre chambre. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les référendaires ne sont attachés spécialement à aucune chambre. Ils n'ont point voix délibérative.

Les auditeurs, placés sous la direction du premier président, peuvent être adjoints par lui aux référendaires, pour prendre part aux travaux d'instruction et de vérification des comptes. Dix, au plus, d'entre eux, après quatre années d'exercice, peuvent être, par décret, autorisés à faire directement des rapports aux chambres de la Cour et à signer les arrêts rendus sur leur rapport. Une somme annuelle leur est distribuée à titre de préciput (6).

---

(1) D. 23 mai 1854, art. 3, 1er; D. 28 sept. 1807, art. 64, 65 ; 22 janv. 1808 (inéd.) ; O. 21 nov. 1846 ; D. 9 nov. 1853, art. 20 ; O. inéd. 24 nov. 1819.

(2) D. 14 déc. 1859, art. 1er. — *V.* ci-après *Préciput*.

(3) Sauf la création, au besoin, de chambres temporaires (Ex. : L. 16 sept. 1807, art. 23 ; D. dictat. 15 janv. 1852, art. 2 ; 9 fév. 1853, suppr.).

(4) *V.* ci-dessus, p. 176 à 178, et D. 28 sept. 1807, art. 75.

(5) Ex. : L. 1807, art. 10, 12, 20, etc.; D. 28 sept., art. 4, 19, 20, 35 ; 23 oct. 1856, art. 2, etc.

(6) L. 1807, art. 3, 5, 4; D. 28 sept., art. 4, 6, 8 à 11, 17, 31 ; O. 27 fév. 1815, art. 6, 7.

La Cour a cinq sortes d'attributions.

§ 1^er^. Quant à la personne des comptables :

I. Elle reçoit le serment de ceux (autres que les receveurs des communes et établissements publics) qui ressortissent à sa juridiction. Ce serment est celui de gérer avec probité et fidélité, et de se conformer exactement aux lois et ordonnances (ou décrets) qui ont pour objet d'assurer l'inviolabilité des deniers publics et leur application régulière aux dépenses de l'État, etc. Ceux qui, par des motifs d'empêchement jugés valables par le ministre, ne peuvent se présenter à cette Cour, peuvent être autorisés par lui à prêter serment devant le préfet en conseil de préfecture, de leur département ; mais à la charge de le renouveler devant la Cour.

Nul n'est admis à prêter serment qu'après avoir produit le récépissé de son cautionnement (1).

II. La Cour prononce sur les demandes en mainlevée, en réduction, en translation d'hypothèques, formées par des comptables encore en exercice, ou par ceux hors d'exercice, dont les comptes ne sont pas définitivement apurés ; en exigeant les sûretés suffisantes pour la conservation des droits du Trésor.

Toutes les demandes en mainlevée, réduction et translation d'hypothèques doivent être communiquées au procureur général, avant qu'il y soit statué (2).

Les comptables peuvent aussi obtenir (du ministre ou de la Cour) la faculté de vendre leurs immeubles ou rentes soumis à l'hypothèque nationale ou servant de garantie à l'État, moyennant certaines formalités, et à charge de remploi ; ou pour payer des dettes hypothécaires antérieures à leur entrée en place (3).

III. La Cour peut prononcer et le procureur général requiert la condamnation, aux amendes et aux peines portées par les lois et règlements, des comptables de deniers publics en défaut ou en retard de fournir ou déposer leurs comptes dans les délais prescrits par les lois et règlements (4).

§ 2. A l'égard des comptes en deniers (recettes et dépenses) intéressant l'État, les colonies, les départements, les communes, et les établissements publics ; ou en valeurs créées contre l'État :

I. La Cour règle et apure par des arrêts définitifs, directement

---

(1) O. 29 juill. et 7 oct. 1814. — *V.* ci-dessus, p. 477.
(2) L. 1807, art. 15 ; D. 28 sept., art. 40.
(3) L. 11 mess. an III. — *V.* ci-dessus, p. 479, 480.
(4) L. 1807, art. 12; D. 28 sept., art. 37 ; 22 août 1854, art. 6. — *V.* ci-dessus, p. 497.

ou *immédiatement*, (c'est-à-dire en premier et dernier ressort), bien qu'après la vérification préalable (et parallèle) de l'*autorité* administrative (ministre, préfets, conseils municipaux, etc.)(1), les comptes: 1° du caissier-payeur central du Trésor (2); 2° du directeur de la dette inscrite (rentes sur l'État perpétuelles ou viagères, pensions, et cautionnements, tant des comptables que des officiers ministériels), et des trois agents spécialement comptables: l'un du grand-livre (inscriptions nouvelles et radiations de rentes), l'autre des transferts et mutations, le troisième enfin, des inscriptions et radiations de pensions (3); 3° de l'agent comptable des virements de comptes entre comptables, ou entre le Trésor et eux (4); 4° des payeurs dans les départements et des départements (5); 5° des receveurs généraux, et du receveur central du département de la Seine (6); 6° des comptables principaux des *régies* financières et autres (7) (parmi lesquels un directeur des postes par département, chargé de rattacher à sa comptabilité celle des autres directeurs ou directrices, mais sans en être responsable; les receveurs principaux des contributions indirectes, entreposeurs des tabacs et poudres à feu, et quelques autres entreposeurs seulement; les receveurs principaux des douanes et sels; les commissaires à la fabrication des poudres et salpêtres) (8). A l'égard des receveurs des régies, la Cour statue sur l'admission en non-valeur, ou en reprise à l'exercice suivant, des produits non recouvrés, et sur ceux dont ils sont responsables; le ministre statue sur les demandes en décharge de responsabilité, sauf recours au conseil d'État (9); 7° du caissier des caisses d'amortissement et des

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 497 à 499, 501 à 503, et 375.

(2) Arr. 28 brum. an XI, art. 8; 1re O. 10 nov. 1817, art. 3, 13; 2e *id.*, art. 14; 8 juin 1821; 15 janv. 1823-1830, préamb.—*V.* ci-dessus, p. 268.

(3) O. 12 nov. 1826; 3e O. 8 déc. 1832; O. 31 mai 1838, art. 173, 171, 172, 226, 227, 228, 331; arr. min. 9 oct. et 1er déc. 1832.

(4) O. 31 mai 1838, art. 323, 322, 330. — *V.* ci-dessus, p. 177; arr. 28 brum. an XI, art. 9, 15.

(5) 2e O. 18 nov. 1817, art. 14; 18 août 1819. — *V.* ci-dessus, p. 504, 505.

(6) D. 4 janv. 1808-1832, art. 25; 3e O. 18 nov. 1817; 14 avr. 1819, art. 19, 20; 26 mai 1819; 15 janv. 1823-1830, préamb.; 22 mai 1816, art. 40; 12 mai 1825 (abrog. par O. inéd. 4 déc. 1837); 31 mai 1838, art. 536, 528 à 535, 537 (dépôts et cons.), 565 (Légion d'honn.); O. 5 mai 1832, art. 2, 3; 29 juin 1842, art. 1er, 5. (*V.* ci-dessus, p. 507, et ci-après, D. 14 oct. 1851 (Algérie).

(7) *V.* ci-dessus, p. 464, 510 à 515.

(8) O. 8 nov. 1820: O. inéd. 18 fév. 1827; 13 et 30 déc. 1829; O. 31 mai 1838, art. 268 à 272, 261, 331; 26 fév. 1839, art. 18, 24, 20.

(9) O. 8 déc. 1832, art. 4, 5; 31 mai 1838, art. 279.—*V.* D. 26 sept. 1855, art. 237 à 242.

dépôts et consignations, et des services qui s'y rattachent (1); 8° du caissier de l'imprimerie du Gouvernement (2); 9° des directeurs de la fabrication des monnaies et médailles (3); 10° des économes des lycées (4); 11° et de ceux des écoles normales primaires dont les recettes excèdent trente mille francs (5); 12° du trésorier général de la caisse des invalides de la marine (6); 13° de l'agent spécial et central des chancelleries consulaires (7); 14° des trésoriers-payeurs (à la fois receveurs généraux et payeurs pour le Trésor, la caisse des dépôts et consignations et la caisse des invalides de la marine, de la métropole, ainsi que du service des postes (8), enfin receveurs et payeurs pour les provinces) (9), des receveurs de l'enregistrement et des domaines, des receveurs des douanes, des receveurs des contributions *diverses*, des conservateurs des hypothèques et des entreposeurs des poudres, *de l'Algérie* (10); 15° des trésoriers payeurs des colonies, à la fois payeurs et receveurs pour le compte de l'État (y compris le service des postes et des douanes), pour la caisse des dépôts et consignations et celle des invalides de la marine, enfin, pour la colonie, corps politique et personne civile (11); 16° de l'agent comptable des traites de la marine (12); 17° des receveurs (percepteurs ou autres) des communes et établis-

---

(1) O. 22 mai 1816, art. 40; 21 mai 1825; 4 déc. 1837, inéd.; 31 mai 1838, art. 187, 190, 191, 539, 331, 515, 552, 563, 565; 26 mars 1816, art. 70; D. 9 janv. 1856, art. 6 (Légion d'honneur, dotation de l'armée, etc.); D. 9 nov. 1853, art. 6. — *V.* ci-dessus, p. 285 à 297, 303.

(2) D. 4 mai 1809, art. 43 à 45; L. 9 juill. 1836, art. 17; 4 août 1829, art. 4; O. 19 nov. 1823–1847, art. 2.

(3) O. 26 déc. 1827-1828, art. 3, 17, 23; L. 23 vend. an IV, art. 33 à 36; arr. 10 prair. an XI, art. 21; D. 22 mars 1854, etc.

(4) D. 25 fév. 1860 (dénomination); O. 26 mars 1829, art. 12; 31 mai 1838, art. 678, 679, 687 à 694; D. 9 nov. 1853, art. 7.

(5) L. 15 mars 1850, art. 35; 28 juin 1833, art. 11; O. 15 déc. 1842, art. 3, 4; 7 juill. 1844, art. 1er, 2e al.; D. 26 déc. 1855-1856, art. 68 à 70.

(6) D. 11 fév. 1809; O. 22 mai 1816, art. 11, 12, 16; règl. 17 juill. 1816-1829, art. 3, 5, 91, 108, 109, 126, 127, 138; 30 sept. 1829, art. 1er à 4, 41, 44 à 46, 48, 49 (B. d. L., n° 328 *bis*); O. 7 août 1825; 31 mai 1838, art. 331, 568 à 574, 585 à 598, 602 à 614. — *V.* ci-dessus, p. 299.

(7) L. 9 juill. 1836, art. 17; O. 23 août 1833; D. 20 août 1860; 31 oct. 1860-1861.

(8) O. 2 janv. 1846, art. 128, 78, 85, 86, 103, 122, 125; D. 14 oct. 1851. — *V.* note suiv.

(9) D. 17 oct. 1858, art. 55, 50, 41 à 49, 51; 10 déc. 1860, art. 15. — *V.* ci-dessus, p. 18, note 3.

(10) O. 2 janv. 1846, art. 128, 65 et 80.

(11) D. 26 sept. 1855, art. 151, 181, 166 à 169, 161, 221, 185, 196, 162, 143 à 145, 176, 197, 198, 201, 82, 84, 86 à 92, 229 à 235, 239, 240, 244, 245, 178, 179, 261.

(12) *V.* ci-dessus, p. 163, note 4.

sements de bienfaisance de la métropole, dont les revenus particuliers ou collectifs se sont élevés pendant trois années consécutives au-dessus de trente mille francs (1), et des receveurs des communes et établissements de bienfaisance (receveurs des contributions diverses, ou receveurs spéciaux) de l'Algérie, lorsque les revenus ont atteint pendant trois années consécutives le chiffre de cinquante mille francs (2).

II. La Cour *juge* les réclamations contre les arrêtés d'apurement pris par les conseils de préfecture, et règle et apure définitivement, en même temps, les comptes des comptables de la métropole et de l'Algérie, dont elle ne règle et n'apure pas immédiatement les comptes (3).

La partie (soit le ministre, le département ou la commune, etc., soit le comptable) qui veut se pourvoir devant la Cour des comptes, doit, dans les trois mois de la notification à elle faite de l'arrêté du conseil de préfecture, adresser sa requête à la Cour en y joignant l'expédition de l'arrêté qui lui a été notifié. Ces pièces doivent parvenir à la Cour dans le mois qui suit, et si la Cour admet la requête, la partie poursuivante a deux mois à partir de la notification de l'arrêt d'admission pour faire la production des pièces justificatives du compte (4).

III. Elle statue sur les réclamations contre les arrêtés d'apurement pris par les conseils privés des colonies, et règle et apure définitivement les comptes : 1° des receveurs comptables des postes; 2° de ceux de l'enregistrement et des domaines; 3° des percepteurs-receveurs des communes et établissements de bienfaisance, dans les colonies (5).

§ 3. A l'égard des comptes en matières : la Cour statue par voie de déclaration (6).

---

(1) L. 28 juill. 1837, art. 66, 68; 7 août 1851, art. 12; 24 juin 1851, art. 2, dern. al.; O. 18 déc. 1839-1840, art. 16; 31 mai 1838, art. 483, 484, 474 à 479, 481, 482, 498, 514, 511, 471; O. 16 sept. 1837, art. 6, 7; 24 janv. 1843, art. 2. — *V.* ci-dessus, p. 515 à 519, et n^os^ suiv.

(2) D. 20 janv. 1858, art. 1^er^, 15, 11; 27 oct. 1858, art. 54; 10 déc. 1860, art. 15.

(3) *V.* p. 374, n° IV et n° précéd. 17°.

(4) O. 28 déc. 1830.

(5) D. 26 sept. 1855, art. 152, 151, 159, 158, 161, 162, 230, 87, 210, 211, 213, 201.

(6) *V.* ci-dessus, p. 520 à 523, et p. 178.

§ 4. A l'égard des comptes administratifs des ministres : la Cour prononce les déclarations de conformité dont nous avons parlé (1).

§ 5. — Chaque année la Cour remet au ministre (autrefois au prince archi-trésorier, puis au chancelier de France), qui le porte à la connaissance du chef de l'État, un rapport présentant le résultat général des travaux et les vues de réforme et d'amélioration de la Cour, pour les différentes parties de la comptabilité (2).

§ 6. —Procédure ; comptes en deniers : Les comptes des comptables autres que (ceux du caissier général de la caisse d'amortissement, etc., et des receveurs des communes et établissements de bienfaisance), sont transmis à la Cour des comptes par le ministre des finances, à qui ils ont dû être adressés ; les autres sont déposés directement par les comptables au greffe de la Cour, dans les délais prescrits (3).

Pour compléter les documents destinés ou adressés à la Cour par tous les comptables et faciliter son contrôle et sur le recouvrement et l'emploi des deniers de l'Etat, etc., le ministre des finances fait déposer, après la fin de chaque année, au greffe de la Cour, des tableaux ou résumés généraux, par classe de préposés et par nature de service, reproduisant, dans leur ensemble, tous les faits compris dans les comptes individuels des comptables, selon les divisions adoptées dans le compte général de l'administration des finances ; savoir : 1° résumé général des comptes du caissier-payeur central ; 2° résumés généraux des comptes individuels des payeurs du Trésor dans les départements et des départements ; 3° *id.* des receveurs généraux ; 4° des receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines ; 5° des contributions indirectes ; 6° des douanes et sels ; 7° des postes ; 8° des monnaies et des argues ; 9° résumé général des virements de comptes (4).

La première chambre de la Cour est, en général, chargée de l'apurement des comptes de recettes, et la seconde, de ceux des dépenses, pour compte de l'État ; la troisième, des recettes et dépenses des départements et des communes (et établissements publics). Mais cette détermination générale n'empêche pas que le premier prési-

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 176 à 178, et ci-après, *Procédure à cet égard.*

(2) Sén. cons. 28 flor. an XII, art. 32, 42; O. 23 juill. 1814; 19 janv. 1817; L. 16 sept. 1807, art. 22, etc. — *V.* ci-dessus, p. 180, note 4.

(3) *V.* ci-dessus, p. 497 à 503.

(4) O. 27 déc. 1823, art. 1er, 2; 2e O. 18 nov. 1817, art. 3; O. 29 déc. 1823; 4 nov. 1824, art. 2; 8 nov. 1820, art. 7, 8; 9 juill. 1826, art. 1er, 2. — *V.* ci-dessus, p. 176, 177, et ci-après, *Procédure pour déclarations de conformité.*

dent ne puisse, suivant que l'exige l'expédition des affaires, renvoyer à une chambre des rapports qui ne sont pas dans ses attributions spéciales : Après cassation d'un arrêt par le conseil d'État, l'affaire est portée devant une autre chambre (1).

Les référendaires sont tenus de vérifier par eux-mêmes tous les comptes qui leur sont distribués (sauf le concours des auditeurs qui leur sont adjoints). Le premier président fait entre les référendaires, ou auditeurs autorisés (2), la distribution des comptes, et indique la chambre à laquelle le rapport doit être fait. Un référendaire ne peut être chargé deux fois de suite de la vérification des comptes du même comptable. Les référendaires peuvent entendre les comptables ou leurs fondés de pouvoirs, pour l'instruction des comptes. La correspondance est préparée par eux et remise au président de la chambre où doit être fait le rapport, qui, s'il l'approuve, la fait expédier par le greffier. Ils forment sur chaque compte deux cahiers d'observations, le premier relatif à la ligne de compte seulement, c'est-à-dire aux charges et souffrances dont chaque article du compte leur paraît susceptible; le deuxième résultant de la comparaison de la nature des recettes avec les lois, et des dépenses avec les crédits. Lorsqu'un compte exige que plusieurs référendaires concourent à sa vérification, le premier président en désigne un pour présider à ce travail, recueillir les cahiers d'observations de chacun et faire le rapport. Tous ceux qui ont pris part au travail sont tenus d'assister aux séances de la chambre pendant le rapport. Après la vérification terminée, les référendaires rédigent, pour chaque compte, un rapport raisonné, dans lequel ils présentent la composition des recettes et dépenses, relèvent toutes les difficultés relatives à la ligne de compte seulement, proposent les forcements de recettes, les radiations de dépenses, et les charges qu'ils jugent devoir être établies contre les comptables; forment la balance des comptes et présentent le résultat final de leur opération. Le rapport du référendaire ayant été présenté à la chambre, le président en fait la distribution à un maître tenu de vérifier si le référendaire a fait lui-même le travail, si les difficultés élevées par lui sont fondées, enfin d'examiner lui-même les pièces au soutien de quelques chapitres du compte, pour s'assurer que le référendaire en a soigneusement vérifié toutes les parties. Un maître ne peut être chargé deux fois de suite du contrôle relatif aux comptes du même comptable. Le président de la chambre nomme en même temps plusieurs référendaires chargés de vérifier si les cahiers établis par le rappor-

(1) D. 28 sept. 1807, art. 3, 20, 19; O. 1er sept. 1819.
(2) *V.* ci-dessus.

teur l'ont été exactement, et d'en rendre compte au conseiller maître. Celui-ci fait alors à la chambre un rapport motivé, sur ce qui est relatif à la ligne de compte seulement, et remet au premier président le deuxième cahier d'observations du référendaire, avec les siennes s'il y a lieu, pour en être fait l'usage ci-après prescrit (1).

Le président de la chambre tient ou fait tenir par un des maîtres, pendant le rapport, la minute du compte ; le référendaire rapporteur donne le premier son avis, qui n'est que consultatif ; puis le maître rapporteur opine, et chaque maître successivement dans l'ordre de nomination. Si différents avis sont ouverts, on va une deuxième fois aux voix ; ceux qui voudraient faire auparavant des observations nouvelles y sont autorisés par le président. Après la discussion terminée, il recueille les opinions et prononce l'arrêt ; le référendaire rapporteur en rédige la minute, qu'il signe ainsi que le président de la chambre, et elle est remise au greffier, qui la présente à la signature du premier président (2). En marge des minutes sont portés les noms de tous les maîtres qui ont été présents à la séance.

La Cour statue par des arrêts spéciaux sur la première partie des comptes annuels des comptables (celle qui contient les opérations faites sur l'exercice clos, depuis le 1er janvier de l'année, la seconde de cet exercice, jusqu'à l'époque de sa clôture). Elle impose alors au comptable telles charges et injonctions que de droit pour celles de ces opérations qui ne seraient pas régulièrement justifiées; mais elle ne peut refuser aux payeurs l'allocation des paiements par eux faite sur des ordonnances ou mandats revêtus des formalités prescrites, accompagnés de l'acquit des parties prenantes et des pièces qu'a prescrit d'y joindre l'ordonnateur, sur qui la Cour n'a pas juridiction. Les arrêts sur la seconde partie du compte statuent sur l'ensemble des opérations de l'année et sur la situation des comptables. Par ces arrêts la Cour établit s'ils sont quittes, en avance ou en débet.

Dans les deux premiers cas, elle prononce leur décharge définitive et ordonne la mainlevée et radiation des oppositions et inscriptions hypothécaires mises sur leurs biens, quant à la gestion dont le compte est apuré. Dans le troisième cas, elle les condamne à payer leur débet dans les délais prescrits et fixe le point de départ des intérêts de chaque somme restant due (3).

---

(1) *V.* §§ suivants.
(2) L. 1807, art. 19, 20, 21 ; D. 28 sept., art. 19, 7, 21, 22, 24, 26, 28, 29, 32, 31, 52.
(3) D. 12 août 1854, art. 4 ; 7 janv. 1860 ; L. 16 sept. 1807, art. 18, 13 ;

Les arrêts sur chaque partie des comptes des payeurs et des receveurs généraux sont formés en double expédition dont l'une est notifiée *directement* par la Cour à ces comptables. Une expédition des arrêts de la Cour est, dans tous les cas, adressée, par les soins du procureur général, au ministre des finances, pour en faire suivre l'exécution (et notamment la notification aux autres comptables), par l'agence judiciaire du Trésor (ou la direction du contentieux). Ces expéditions sont exécutoires même par corps (1).

Les arrêts sur les comptes des comptables doivent être rendus assez tôt pour que la Cour puisse prononcer ses déclarations de conformité dans les délais voulus. Le procureur général près la Cour s'assure, non-seulement si les comptables sont exacts à présenter leurs comptes, mais encore si les chambres tiennent régulièrement leurs séances; si les référendaires (et auditeurs autorisés) font exactement leur service, et, en cas de négligence, il adresse au premier président les réquisitions nécessaires pour y pourvoir (2).

La Cour, nonobstant l'arrêt qui a apuré définitivement un compte, peut procéder à la révision pour erreur, omission, faux ou double emploi, soit reconnus par la vérification d'autres comptes, et d'office, soit sur la demande du comptable appuyée de pièces justificatives recouvrées depuis l'arrêt, soit à la réquisition du procureur général dans l'intérêt du Trésor (ou de l'État), des départements ou des communes, ou établissements publics (3).

Les arrêts de la Cour peuvent être aussi déférés au conseil d'État (de 1849 à 1852, au tribunal des conflits) pour violation des formes ou de la loi (4).

Si dans l'examen des comptes un référendaire ou la Cour trouve ou croit trouver des faux ou des concussions, le procureur général près la Cour est appelé en la chambre et entendu dans ses conclusions. Puis, il en est rendu compte au ministre des finances, qui en réfère au ministre de la justice (5).

§ 7.—Procédure pour les déclarations générales de conformité et

---

28 pluv. an III, chap. II, art. 11, 14; 29 frim. an IX, art. 2, 3; arr. min. 9 oct. 1832, art. 5.— *V.* ci-dessus, p. 501, 481, 502, etc.

(1) L. 1807, art. 13, 17, 21; D. 28 sept., art. 48, 53, 51; D. 22 août 1854, art. 4. — *V.* ci-dessus, p. 270, 478 à 480, 494, note 5, etc.

(2) D. 22 août 1854, art. 4; 28 sept. 1807, art. 37, 38.

(3) L. 1807, art. 14; D. 28 sept., art. 39.

(4) L. 16 sept. 1807, art. 17; ex.: arr. cons., 8 sept. 1839; 22 mars 1841, etc.

(5) L. 16 sept. 1807, art. 16; D. 28 sept., art. 41; arr. 29 frim. an IX, art. 6.

le rapport général de la Cour.— Pour faciliter à la Cour le rapprochement des éléments des comptes individuels avec les résultats publiés par les ministres dans leurs comptes (1), outre les résumés généraux dont nous avons parlé (2), le ministère des finances fait déposer au greffe des états présentant la comparaison des opérations comprises dans chaque résumé général avec les résultats de la partie du compte annuel de l'administration des finances où les mêmes faits se trouvent présentés (3); puis d'autres résumés généraux par classes de comptables, et *par exercice*, c'est-à-dire embrassant les opérations de deux années en ce qui concerne seulement l'exercice expiré, et un état comparatif des recettes et des dépenses comprises dans ces résumés généraux avec les résultats des comptes définitifs d'*exercice* publiés par les ministres (4).

Les déclarations de conformité partielles, c'est-à-dire par classe de comptables et nature de service, sont rendues par chaque chambre compétente. Un conseiller référendaire est chargé par le premier président de réunir ces déclarations, ainsi que tous les documents à l'appui (les résumés généraux et le compte de l'administration des finances, etc.), à l'effet de reconnaître la concordance du résultat *général* de ces déclarations avec ces documents, et de préparer un rapport pour la Cour. Le premier président nomme, ensuite, en séance de la Cour, un conseiller-maître rapporteur, lequel joint au rapport du référendaire ses observations ; communication du tout est donnée au procureur général ; puis le rapport et les observations sont entendus et discutés par la Cour en chambre du conseil, où peuvent être appelés les référendaires ou auditeurs qui ont préparé le travail ; le procureur général donne ses conclusions, et la Cour rend alors ses déclarations générales (la première *par année*, et les deux autres, après la même marche, *par exercice*), constatant la conformité de ses arrêts sur les comptes individuels des comptables, d'une part avec les comptes généraux de l'administration des finances, et de l'autre enfin avec les comptes d'année et d'exercice publiés par les ministres. Ces déclarations générales sont prononcées en *audience* solennelle, par le premier président, au jour indiqué d'*avance* (5).

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 176 à 178.
(2) *V.* ci-dessus, § 6.
(3) O. 9 juill. 1826, art. 3; 31 mai 1838, art. 386.
(4) Arr. 21 nov. 1848, art. 5 à 8; D. 12 août 1854, art. 8.—*V.* aussi O. 15 fév. 1847, art. 2; 8 nov. 1820, art. 5.
(5) O. inéd. 26 nov. 1826; 31 mai 1838, art. 394, 395; arr. 21 nov. 1848, art. 7, etc. (*V.* ci-dessus, p. 176 à 178, etc.)

Quant à la préparation du rapport annuel, chaque année le ministre remplacant l'archi-trésorier propose au chef de l'État le choix de quatre commissaires, qui forment, avec le premier président, un comité, auquel assistent tour à tour les référendaires, auteurs des remarques, chargé d'examiner et de discuter les observations faites pendant le cours de l'année précédente par les référendaires et maîtres des comptes, d'écarter celles qu'il ne juge pas fondées, et de former des autres l'objet du rapport (1).

CHAPITRE III.

Des conseils de préfecture.

Les conseils de préfecture, comme autorité *juridique*, organisés ainsi qu'il est dit ci-dessus (2), connaisseut en *premier ressort*, et, dans des cas très-rares, en *premier et dernier* ressort, des questions dont le jugement leur est formellement attribué par la loi. Ils ont, dans cette limite, la *plénitude* de jurisdiction, et leurs *décisions*, ayant force par elles-mêmes, n'ont besoin d'être revêtues d'aucune approbation. Leurs séances ne sont pas publiques, et ils ne jugent que sur mémoires, sans que le ministère d'avocat soit obligatoire devant eux. Les questions qui leur sont déférées sont de deux ordres. Les unes appartiennent au droit public *civil*; les autres sont de l'ordre *répressif*.

§ 1er.—Comme juges de droit public *civil*, ils *prononcent* sur les contestations ou réclamations qui leur sont soumises, soit par les préfets au nom et dans l'intérêt de l'État ou des départements (3), soit par les autres personnes, publiques ou privées, en leur propre nom, par l'entremise des préfets, et qui rentrent dans l'énumération ci-après, à laquelle toutefois peuvent en être ajoutées d'autres, en vertu de dispositions expresses de loi; savoir :

I. Ils statuent à bref délai (dans les trois jours), à la demande des préfets, sur la régularité, quant à l'observation des formalités et délais prescrits par la loi, des opérations des maires (en elles-mêmes) pour la révision annuelle des listes électorales servant, dans chaque commune ou section électorale (avant 1852, dans chaque canton ou cir-

---

(1) L. 16 sept. 1807, art. 22, 20, 2e al.; D. 28 sept., art. 24, 28, 29.

(2) *V.* p. 371 et D. 27 oct. 1858, art. 9; arr. 9 déc. 1848, art. 13; 1er sept. 1847, art. 4; L. 11 juin 1859 (Algérie).

(3) *V.* ci-dessus, p. 359, note 5, et 363, n° III, note 4.

conscription électorale), pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale ou législative (ou au Corps législatif) (1), et pour l'élection des membres des conseils généraux, des conseils d'arrondissement et des conseils municipaux (2).

Les conseils de préfecture, en cas d'annulation, fixent, s'il y a lieu, le délai dans lequel les listes doivent être refaites (3).

II. Ils statuent, sauf recours au conseil d'État sans frais, sur les demandes en nullité, pour inobservation des conditions (autres que celles de capacité légale des élus), et des formalités légales prescrites (4), qui peuvent être formées, soit par les préfets dans le délai de quinze jours à dater de la réception du procès-verbal, soit par tout membre de l'assemblée électorale, lequel doit faire consigner sa réclamation au procès-verbal même, ou la déposer à la sous-préfecture dans les cinq jours à partir de l'élection, contre les opérations électorales pour la formation ou le renouvellement partiel des conseils généraux, ou d'arrondissement, ou municipaux (5) ; et sur les réclamations contre les arrêtés des préfets qui déclarent démissionnaires des membres des conseils municipaux, pour cause d'incompatibilité ou alliance survenue postérieurement à leur nomination, ou pour défaut (sans motifs légitimes) d'avoir obtempéré à trois convocations successives (6).

III. Sur les demandes des particuliers ou autres personnes, même publiques (l'État lui-même), à titre de personnes *civiles*, propriétaires, pour ainsi dire privés, tendant à obtenir, conformément à la

---

(1) L. 8 fév.–15 mars 1849, art. 20 à 23, 16, 24 à 29 ; 1er D. 2 fév. 1852, art. 13, 18, 25 ; 2e *id.*, art. 1er à 4, 7, 8, 12, 13, etc., 34.

(2) D. 3 juill. 1848, art. 2 à 4, 6, 12, 13, 5 à 8 ; L. 7 juill. 1852, art. 3 ; 5 mai 1855, art. 7. — *V.* note précéd.

(3) 2e D. 2 fév. 1852, art. 4. — Les réclamations des préfets, sous-préfets, ou électeurs, contre l'inscription ou la radiation de tel ou tel nom, sont jugées pas les maires, assistés de deux adjoints ou membres du conseil municipal, sauf appel devant les juges de paix (D. 2 fév. 1852, art. 20 à 23 ; 5 mai 1855, art. 7).—*V.* de même, L. 1er juin 1853, art. 8, 7, listes pour l'élection des prud'hommes—quant aux prud'hommes pêcheurs, *V.* L. 8–12 déc. 1790, art. 6 ; etc.

(4) Mais y compris les questions d'incompatibilité, ou de parenté ou alliance au degré prohibé non contestée (Ex.: arr. cons. 6 juin et 28 nov. 1834). L'incompatibilité peut cesser par l'option, la démission, la révocation. Elle tient à l'exercice accidentel des fonctions, et non à la *capacité* de la personne.—*V.* ci-dessous, note 6.

(5) L. 22 juin 1833, art. 50 à 54 ; 21 mars 1831, art. 51, 52 ; 3 juill. 1848, art. 2 à 4 ; 7 juill. 1852, art. 2 ; 5 mai 1855, art. 45 à 47.

(6) L. 5 mai 1855, art. 12, 20. — *V.* L. 22 juin 1833, art. 7, 26 ; 21 mars 1831, art. 26.

loi, la *décharge* totale ou la *réduction* de leur cote (1) de contributions directes, *notamment* pour celles de leurs propriétés sujettes à l'impôt foncier et à celui des portes et fenêtres (2).

Quant aux demandes en *remise* (totale) ou *modération*, c'est-à-dire celles à l'appui desquelles on invoque non un *droit*, c'est-à-dire la *loi* applicable au *fait*, mais de simples *considérations*, elles ne sont point contentieuses, ni de leur nature, ni par la volonté de la loi, et doivent être soumises *au préfet* et non pas au conseil de préfecture (3).

Jusqu'à l'an VIII, les demandes en décharge ou réduction de cotes et celles en remise ou modération étaient confondues quant au mode et à la voie de recours, les unes et les autres faisant partie des questions dont la décision était réservée, par les lois de 1790, à *l'autorité administrative* ou exécutive, à l'exclusion du pouvoir judiciaire. Elles devaient être portées, dans le principe, *immédiatement* devant les *directoires* et non pas même les administrations de département, puis bientôt après, devant les directoires de *district*, sauf recours aux directoires de département de la part du contribuable ou de la commune (4) ; à Paris, où il n'y avait pas de district, devant les cinq commissaires détachés de l'administration départementale qui remplissaient les fonctions données ailleurs aux directoires de ce genre de circonscriptions (5). Sous la constitution de l'an III, ces mêmes demandes eurent pour juges les *municipalités* de canton ou autres, moins l'agent municipal et son adjoint et les deux répartiteurs membres de l'administration municipale, héritière des attributions du district, mais leurs décisions n'étaient exécu-

---

(1) Quant aux demandes formées par les départements ou les communes à titre de *corps politiques*, en réduction de leurs *contingents* dans les contributions directes de *répartition*, *V.* pour les départements, L. 23 nov.-1er déc. 1790, tit. IV, art. 4; 13 janv.-18 fév. 1791, art. 43; 2 mess. an VII, art. 74 à 82, 193 à 201; et pour les communes, mêmes lois, et ci-dessus, p. 377, 384, n° I.

(2) *V.* L. 3 frim. an VII, art. 103, 105 à 109; 19 vent. an IX; 4 frim. an VII, art. 15; D. inéd. 11 août 1808, art. 4 (départements) et *circ. min.* 28 sept. 1808, qu'on a souvent citée comme un décret, et qui a été cause d'une extension d'*immunités* et d'une application tout à fait contraire à la loi, application contre laquelle il serait difficile de revenir, etc., etc.

(3) L. 28 pluv. an VIII, art. 4; arr. 27 flor. an VIII; 15 fruct. an VIII, art. 6; L. 4 germ. an XI, art. 19; 23 sept. 1814, art. 21; 28 avr. 1816, art. 33, etc.; 21 avr. 1832, art. 28 à 30. — *V.* ci-dessus, p. 359.

(4) L. 6–13 juin 1790, art. 1er, 2; 30 juin–2 juill. 1790, art. 2; 7–11 sept. 1790, art. 1er; 3 nov.-1er déc. 1790, tit. IV, art. 1er; 13 janv.–18 fév. 1791, art. 38, 39; 21-28 août 1791, art. 3 à 22; 26 août 1792, art. 1er à 26; L. 23 niv. an III, art. 1er, 3, 4.

(5) L. 3-5 nov. 1790, art. 4, 5, et 23 frim. an III, art. 4.

toires qu'après le *visa* de l'administration centrale de département, devant laquelle, d'ailleurs, le contribuable pouvait se pourvoir en appel, ou l'agent municipal par voie d'opposition après l'avis des répartiteurs (1). Rien n'était innové pour Paris (2). Tous avis et décisions en cette matière devaient être motivés (3).

La loi de l'an VIII distingua entre les deux ordres de questions et attribua les premières aux conseils de préfecture (4).

Lorsqu'une propriété a été imposée à la contribution foncière, ou à celle des portes et fenêtres, sous un autre nom que celui du véritable propriétaire, le conseil de préfecture, sur la réclamation soit du propriétaire soit de celui sous le nom duquel la propriété a été mal à propos cotisée, peut prononcer la *mutation* de cote, mais seulement après renvoi devant les tribunaux et jugement définitif par ceux-ci de la question *préjudicielle* de propriété, s'il y a contestation à ce sujet (5).

Aucune loi n'a ouvert expressément le recours au conseil d'État contre les arrêtés des conseils de préfecture en cette matière. Cependant il en connaît, comme autorité supérieure hiérarchique dans l'ordre des juridictions (6).

Aux termes des lois de 1790, les jugements et décisions des administrations de district, ou municipales et départementales, devaient être rendus, sans forme de procédure, sur simples mémoires et sans frais, à l'exception des frais d'expertise (7).

Il en est encore de même aujourd'hui, sauf, en sus, les frais de timbre pour les cotes de 30 fr. et au delà. Les frais de vérification par experts sont à la charge de la partie qui succombe (le réclamant ou la commune). Le *recours* lui-même au conseil d'État contre l'arrêté du conseil de préfecture peut être transmis au Gouvernement,

---

(1) L. 21 fruct. an III, art. 19; 29 frim. an IV, art. 10, 11; 7 vend. an VII, art. 7 à 12; 1er brum. an VII, art. 23; 4 frim. an VII, art. 16; 3 niv. an VII, art. 50 à 55, 58; 2 mess. an VII, art. 3 à 9, 16 à 45, etc.

(2) L. 3 frim. an VIII, art. 4.

(3) L. 7–11 sept. 1790, art. 1er; 23 nov.–1er déc. 1790, tit. IV, art. 1er.

(4) *V.* p. précéd.

(5) L. 21-28 août 1791, art. 3; 2 mess. an VII, art. 5, 7; arr. 24 flor. an VIII, art. 2; 8 juill. 1852, art. 13.

(6) Ex.: arr. cons. 18 janv. 1813 et autres postérieurs. — *V.* ci-dessus.

(7) L. 6–13 juin 1790, art. 3; 7–11 sept. 1790, art. 1er; 23 nov.–1er déc. 1790, art. 1er; L. 21–28 août 1791, art. 54 à 56, 60, 61; 26 août 1792, art. 52 à 59; 23 niv. an III, art. 4; 4 frim. an VII, art. 16; 2 mess. an VII, art. 6, 32, 222 à 226, 229, 230.

c'est-à-dire au conseil par l'intermédiaire du préfet, sans frais autres que le droit de timbre, s'il y a lieu (1).

IV. Ils prononcent de même sur les demandes en *décharge* totale ou *réduction* de contributions ou taxes *assimilées* aux contributions directes, perçues au profit de l'État ou des départements, des communes, des hospices ou autres établissements publics, ou des syndicats de propriétaires ou d'habitants (2), telles que : taxe de mainmorte, redevances sur les mines, droits de vérification des poids et mesures, frais d'inspection médicale et de surveillance des établissements d'eaux minérales (3) et autres taxes énumérées ci-dessus (4) (à l'exception des droits de voirie) (5), parts de contribution aux travaux de salubrité, imposées aux communes ou aux particuliers, ou de concours à l'entretien des travaux de desséchement, après le desséchement, ou à celui des digues et autres ouvrages qui y correspondent, ainsi que des levées, barrages, pertuis, écluses, auxquels des propriétaires de moulins et usines sont intéressés, curage des canaux et rivières non navigables, travaux de drainage ou d'arrosage ou d'asséchement de mines (6); cotisations à payer envers la communauté des marchands de bois, pour l'approvisionnement de Paris (7).

La loi du 28 avril 1816 charge les conseils de préfecture de statuer sur les réclamations des cultivateurs de tabac contre le résultat de leur décompte, dont le montant est recouvré dans la forme des contributions directes (8).

V. Les conseils de préfecture statuent sur les états, que doivent présenter chaque année les percepteurs, des cotes *indûment imposées*, contre lesquelles les contribuables ne sont pas tenus ou sont dans l'impossibilité de se pourvoir eux-mêmes *en décharge* (9).

Ce sont le préfet et le *ministre* des finances qui statuent sur les

---

(1) Arr. 24 flor. an VIII, art. 17 à 20; L. 21 avr. 1832, art. 28, 30; 18 juill. 1837, art. 58.

(2) *V.* ci-dessus, p. 28. et ci-après.

(3) *V.* ci-dessus, p. 509, note 4, et L. 25 juin 1841, art. 30; 14 juill. 1856, art. 18, 19; — mais *V.* D. 28 janv. 1860, art. 21 à 23 et ci-dessus, p. 613. note 4.

(4) *V.* p. 516, nos I, dern. al., et III, 518, note 5.

(5) *V.* arr. cons. 16 déc. 1858.

(6) L. 16 sept. 1807, art. 37, 36, 35, 25, 26, 34, 33; 19 juin 1857, art. 9; D. 28 avr. 1858, art. 13, 15; L. 28 mai 1858, art. 5; L. 28 juill. 1860, art. 9; D. 6 fév. 1861, art. 13 à 16; L. 10 juin 1854, art. 3; 17 juill. 1856, art. 8 et 9; 23 juin 1857, art. 25; 27 avr. 1838, art. 5. — *V.* ci-dessus, p. 519, sous-sect. XIII, 1er al., *in fine*.

(7) Ex.: D. 12 janv. 1859, art. 3, etc. — *V.* ci-dessus, p. 28, note 3.

(8) Art. 201, 214, 200.

(9) L. 3 juill. 1846, art. 6; 22 juin 1854, art. 26; arr. cons. 20 nov.

états de cotes, qui, *bien imposées*, c'est-à-dire conformément à la loi, sont *seulement irrécouvrables* (1).

Le conseil d'État n'admet point le recours des percepteurs, même contre les décisions des conseils de préfecture à cet égard, si ce n'est lorsque le ministre des finances, à qui il reconnaît le droit d'attaquer au fond ces arrêtés, déclare s'approprier le pourvoi du percepteur. Le motif de cette jurisprudence est que la disposition de la loi de 1846 a été introduite uniquement dans l'intérêt des fonds de non-valeurs (2). Ce motif suffit et pouvait dispenser du second, tiré de ce qu'aucune loi n'autorise les percepteurs à déférer ces décisions au conseil. Seule, cette dernière objection n'aurait pas de poids, une fois la question *hors* du domaine *discrétionnaire*; mais le percepteur personnellement est jusqu'à un certain point désintéressé; car si après avoir rejeté de cet état une cote comme dûment imposée, le conseil de préfecture, sur une réclamation du contribuable, venait à accorder à celui-ci satisfaction, *l'ordonnance* de décharge que rendrait, par suite, le préfet (3), serait admise pour comptant par le receveur particulier, le receveur général et le Trésor (4).

Le rejet d'une cote de l'état des cotes mal imposées n'empêche pas, d'ailleurs, le percepteur de demander (mais non contentieusement) sa décharge de responsabilité quant à cette cote, s'il *n'a pu* la recouvrer (5).

D'un autre côté, la commune, elle, pourrait avoir intérêt et droit à se pourvoir contre l'admission de ces taxes comme mal imposées, à cause de la *réimposition* qui en résulte (6).

VI. Ils prononcent sur les difficultés qui peuvent s'élever entre les entrepreneurs de travaux *publics* et l'administration (c'est-à-dire l'État, la liste civile, les colonies, les départements, ou les communes), concernant *le sens* ou l'*exécution* des clauses de leurs marchés.

Cette attribution (comme les trois suivantes) est encore une de celles que la loi de 1790 réservait à l'autorité administrative. Les

---

1850; 18 mars 1857, etc. — Avant la loi de 1846 la juridiction contentieuse admettait le recours du percepteur dans les mêmes circonstances (Ex.: arr. cons. 15 août et 29 oct. 1839). — *V.* ci-dessus, p. 483, note 7 et note suiv.

(1) *V.* ci-dessus, p. 180, et arr. cons. 17 mars 1853 (Leharivel), etc.

(2) Arr. cons. 17 mars (Riquet), et 12 sept. 1853 (Dutillet); 6 avr. 1850. — *V.* arr. cons. 29 oct. 1839, contraire à l'un des considérants de celui du 15 août de la même année.

(3) Arr. 24 flor. an VIII, art. 22.

(4) L. 19 fruct. an II, art. 14; 23 frim. an III, art. 5; 23 niv. an III, art. 7; 7 vend. an VII, art. 12, etc. — *V.* ci-dessus, p. 476, note 3.

(5) Ex.: arr. cons. 29 oct. 1839.

(6) L. 3 juill. 1846, art. 6.

entrepreneurs, aux termes de cette loi, devaient se pourvoir dabord, par voie de conciliation, devant le directoire de district, et, dans le cas où l'affaire ne se trouvait pas ainsi conciliée, elle devait être portée au directoire de département, et décidée par lui en dernier ressort (1).

Tous les travaux faits pour l'État, la liste civile, les colonies ou les départements sont considérés comme travaux publics; au contraire, relativement aux communes, la juridiction administrative ne considère comme travaux publics que ceux qui s'appliquent au domaine public communal ou aux immeubles ou édifices consacrés à l'usage ou au service du public, et non ceux qui touchent aux immeubles que la commune possède à titre privé, uniquement comme personne civile, et non comme corps politique. Mais, contrairement à ce qui a lieu vis-à-vis de l'État, les marchés ou entreprises de *services* publics communaux sont assimilés par la législation et la jurisprudence aux marchés de *travaux* publics et non aux marchés de fournitures aux communes, qui sont de la compétence judiciaire (2).

Les contestations relatives à la confection de certains travaux faits en commun ou d'office dans l'intérêt de propriétaires ou habitants, syndiqués ou non, doivent être aussi portés devant les conseils de préfecture; mais il en est autrement des travaux de drainage (3).

Il y a faculté de recours au conseil d'État contre *toutes* décisions des conseils de préfecture en cette matière, soit de la part du ministre au nom de l'État, ou de la part du département ou de la commune, etc., soit de la part de l'entrepreneur (4).

VII. Ils prononcent sur les réclamations (ou plutôt les demandes) des particuliers qui se plaignent de *torts et dommages* provenant, *même* du fait personnel d'un entrepreneur, *et à plus forte raison* du fait d'agents *directs* de l'administration, et des demandes ou contestations concernant les indemnités dues aux particuliers à raison de terrains *pris* (c'est-à-dire, depuis la loi de 1810) occupés *temporairement* pour travaux publics, etc. (5), autres que de fortifica-

---

(1) L. 7–11 sept. 1790, art. 3; 3–5 nov. 1790, art. 5 (Paris); 28 pluv. an VIII, art. 4; 6 frim. an VII, art. 35 (bacs); D. 11 juin 1806, art. 14, 2°.

(2) *V.* L. 18 mai 1806, art. 15, 1er al.; 18 juill. 1837, art. 31, 10°. Ex.: arr. cons. 28 août 1844 (arrosement).

(3) L. 14 flor. an XI, art. 4; 27 avr. 1838, art. 5; 10 juin 1854, art. 5, nonobst. art. 3.

(4) D. 21 juin 1806, art. 14; L. 14 flor. an XI, art. 4, et principe général.

(5) *V.* L. 21 avr. 1810, art. 1er, 10, 11, 46, 43, 44, 1er al.; 17 juin 1840,

tion (1), ou *fouillés* pour la confection des *routes*, chemins, canaux et autres ouvrages *publics* (2) ou pour recherche de mines (3).

La loi de 1790 disait : «Les particuliers qui se plaindront des torts et dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs, *et non du fait de l'administration,* se pourvoiront *contre les entrepreneurs...*, etc. »

La loi de l'an VIII, tout en copiant cette disposition, en a retranché les derniers mots, et s'est arrêtée au mot *administration*, ce qui a donné lieu, dans le principe, à quelque incertitude sur la compétence des conseils de préfecture, lorsque le dommage provenait du fait de l'administration elle-même (4). Mais le doute, à cet égard, a cessé, quant à l'incompétence judiciaire (5). L'hésitation entre la compétence *directe* du conseil d'État et celle du conseil de préfecture eût été plus conforme à l'esprit de la législation de 1790 et en même temps au principe de la juridiction bornée des conseils de préfecture.

Par exception, les indemnités à raison d'occupation même *temporaire*, en cas *d'urgence*, pour travaux militaires *de fortifications*, sont réglées *judiciairement*, même en Algérie (dans la France européenne, par le jury) (6).

La loi du 8 mars 1810 et les lois subséquentes de 1833 et 1841 ont donné lieu à d'autres difficultés. La première de ces lois a renvoyé à l'autorité *judiciaire* le règlement des indemnités pour *expropriation ;* les deux autres n'ont fait que substituer le jury aux tribunaux eux-mêmes (et ce n'en est pas moins l'autorité *judiciaire*) (7); mais quand y a-t-il *expropriation?* quand y a-t-il seulement tort et *dommage?* Un dommage permanent, c'est-à-dire dont les conséquences sont permanentes, qui affecte, par conséquent, *la valeur* de l'immeuble, une servitude passive imposée, ou une servitude active retranchée ou diminuée, constituent-ils une expropriation *partielle?*

Le conseil d'État a pensé, le tribunal des conflits, dans ces der-

---

art. 2 (mines, travaux) ; arr. 7 flor. an IX, art. 1er, 5, 2, 3 ; L. 28 juill. 1824, art. 5, 2, 3 (bois flottés, reprise, etc.). — *V.* ci-après, « fouilles. »

(1) *V.* ci-après pour ce cas exceptionnel, *compétence judiciaire.*

(2) L. 7-11 sept. 1790, art. 5 et 4 ; 28 pluv. an VIII, art. 4 ; 16 sept. 1807, art. 55 à 57 ; 8 mars 1810, etc. — *V.* p. suiv.; traité 25 fév.-18 avr. 1857, art. 1er (Rhin).

(3) *V.* p. précéd., note 5, et ci-après, p. 652.

(4) *V.* arr. cons. 22 juin 1825. — *V.* note suiv.

(5) Ex.: arr. cons. 16 nov. 1832, etc.; arr. tribun. des conflits, 17 avr. 1851.

(6) L. 20 mars 1831 ; 7 juill. 1833, art. 66; 3 mai 1841, art. 176, 20; D. inéd. 5 déc. 1855; 30 oct. 1857 (Algérie).

(7) L. 7 juill. 1833 ; 3 mai 1841. — Except. O. 1er oct. 1844, art. 24 à 49, 72 à 78; D. 16 juin 1851, art. 21.

niers temps a admis, et la législation *suivante* est d'accord avec ce système, qu'il n'existait *d'expropriation, dans le sens de ces lois* générales, qu'autant qu'il y avait mainmise absolue, incorporation au domaine *public*, translation *du droit de propriété* au profit de l'État, du département ou de la commune, autrement dit, prise de possession par eux ou pour eux, à titre de propriétaires (1); ou, du moins, suppression *totale* de bâtiments dans un but d'utilité publique (2).

D'anciens règlements, maintenus par la loi du 19-22 juillet 1791 et les lois subséquentes, ainsi que des lois nouvelles, ont autorisé les agents de l'administration, ou les entrepreneurs en son nom, lieu et place, à fouiller les terrains non clos appartenant même aux particuliers et désignés par l'administration, pour y chercher des pierres, de la terre ou du sable, *nécessaires* (c'est-à-dire en cas de nécessité), pour la confection ou l'entretien des grandes routes ou *autres ouvrages publics* (3).

Contrairement à la loi du 12-28 juin 1791, celle de 1807 dispose qu'il n'y a lieu de faire entrer dans l'estimation de l'indemnité due, en matière de travaux publics, la valeur des matériaux, si ce n'est dans le cas où l'on s'emparerait d'une carrière déjà (et encore) en exploitation (4). La juridiction administrative est compétente pour apprécier si la carrière était ou non en exploitation.

La loi de 1810 permet, moyennant autorisation préalable de l'autorité, de faire des sondes, ouvrir des puits et galeries, etc., sans le consentement du propriétaire pour la recherche des *mines* définies par la même loi, et ailleurs que dans les enclos *murés*, cours et jardins ou dans l'espace de cent mètres des terrains attenant aux habitations ou clôtures en murs. Toutes les questions d'indemnité pour

---

(1) Arr. trib. des conflits 29 mars 1850; 31 mai et 2 juill. 1851, etc. — *V.* aussi O. 22 avr. 1832; arr. cons. 25 août 1835 (chemin de halage, établissement, servitude passive déclarée *dommage*) ; L. 15 avr. 1829, art. 3 (droit de pêche *transféré* à l'Etat, expropriation, compétence judiciaire); L. 21 mai 1836, art. 15, 16 (incorporation au domaine public communal, compétence judiciaire) ; antérieurement, *V.* L. 6 frim. an VII, art. 39, indemnité totale (const. an III, art. 358), *secùs*, art. 40. — *V.* ci-dessus, p. 44, note 5, et D. 16 juin 1851, art. 18 à 21 (Algérie).

(2) L. 15 juill. 1845, art. 10; 22 juin 1854, art. 3; 28 mai 1858, art. 7; D. 15 août 1858, art. 18 (destruction de plantations, digues, etc., simple dommage, compétence administrative, destruction de constructions, compétence judiciaire).

(3) L. 12-29 juill. 1791, tit. Ier, art. 2, 2e al.; 19–22 juill. 1791, art. 29, 2e al ; arr. cons. 7 sept. 1755 ; O. bur. fin. 2 août 1774, 17 juill. 1781 ; L. 28 sept.–6 oct. 1791, sect. VI, art. 1er, sect. IV, art. 6; 7-11 sept. 1790, art. 4; C. for., art. 145; C. civ., art. 650; L. 16 sept. 1807, art. 55 à 57; 21 mai 1836, art. 17, 18.

(4) L. 12–28 juill. 1791, art. 2; 16 sept. 1807, art. 55.

recherches ou travaux *antérieurs à la concession* sont de la compétence des conseils de préfecture (1). Quant aux recherches ou travaux *postérieurs*, ces questions sont réglées par experts et avec intervention des tribunaux judiciaires (2).

VIII. Les conseils de préfecture prononcent sur les difficultés (même autres que contraventions reprochées) (3), mais de nature *contentieuse*, en matière de *grande* voirie (4).

Le recours au conseil d'État est de droit.

IX. Ils prononcent, sauf recours au conseil d'État, sur le contentieux des domaines nationaux (5), et notamment, lorsqu'il y a litige (6), sur la validité (quant aux ventes antérieures à 1816, même vis-à-vis des anciens propriétaires, et depuis 1814, vis-à-vis des acquéreurs ou des tiers, autres que les propriétaires avant la vente), des aliénations d'immeubles nationaux (c'est-à-dire, avant 1814, déclarés, ou réputés et vendus comme tels) (7), et, sur les demandes ou renvois en interprétation des actes *administratifs* qui ont *préparé* ou *consommé* la vente, ou des actes *quelconques* auxquels ceux-ci *se réfèrent* et qui, dès lors, font *corps* avec eux; à l'exception des difficultés concernant les résultats des décomptes des acquéreurs, sur lesquelles il est statué par les préfets, sauf recours au ministre des finances, puis, ensuite, au conseil d'Etat directement, c'est-à-dire sans s'adresser au conseil de préfecture (8).

---

(1) L. 21 avr. 1810, art. 2, 10, 46.

(2) L. 21 avr. 1810, art. 43, 44, 87 à 92. — *V.* L. 14 juill. 1856, art. 9, 10 analog.; L. 8 mars 1810 et 3 mai 1841, nonobst. L. 21 avr. 1810, art. 44, 2e al., contraire à la loi du 8 *mars* et inconciliable avec l'art. 43.

(3) *V.* § suiv., *Attrib. répressives.*

(4) L. 28 pluv. an VIII, art. 4 (Ex.: arr. trib. des confl. 21 déc. 1850, aggravat. de la servitude d'écoulement des eaux d'une grande route). — La question de savoir si le droit de servitude existe légalement, et jusqu'à quel point, serait en toute autre matière de la compétence judiciaire (*V.* arr. trib. confl. 19 nov. 1851; arr. cons. 2 juill. 1820 (comte); 6 juill. 1825 (démolit. pour cause de péril public). La doctrine parfaitement légale de l'arrêt de 1820 sur la compétence nous semble avoir été quelquefois perdue de vue par le cons. d'Etat (Ex.: arr. cons. 6 juin 1830).

(5) L. 28 pluv. an VIII, art. 4; D. 23 fév. 1811, art. 2.

(6) *V.* ci-dessus, p. 602, 614, et arr. cons. 13 juin 1821; 21 nov. 1839, etc.

(7) L. 28 pluv. an VIII, art. 4; arr. 2 niv. an VI; arr. cons. 17 janv. 1814, etc. — Quant à l'irrévocabilité des ventes nationales, *V.* const. 1791, tit. Ier; L. 30 vent. an III; const. an VIII, art. 93, 94; convent. 28 fruct. an IX–18 germ. an X, art. 13; sen.-cons. 28 flor. an XII, art. 53; Ch. 1814, art. 9; L. 5 déc. 1814, art. 1er; 12 mars 1820; 27 avr. 1825, art. 1er; Ch. 1830, art. 8; const. 1848, art. 11.

(8) Arr. 4 therm. an XI, art. 4; D. 23 fév. 1811, art. 3; ex.: arr. cons. 1er nov. 1820; 19 janv. 1821.

La Convention nationale avait renvoyé à ses comités, notamment à son comité des finances, toutes les questions relatives à la validité ou la nullité des ventes de domaines nationaux. Par la constitution de l'an III, les attributions *exécutives* de la Convention nationale passèrent au Directoire exécutif et à ses ministres, remplacés sur ce point par les conseils de préfecture (1).

Lorsque les actes administratifs, ou autres incorporés, sont insuffisants pour décider la question en litige par la seule interprétation de ces actes, les conseils de préfecture se bornent à donner la déclaration de leur contenu, et le surplus appartient alors aux tribunaux judiciaires, de même que, dans tous les cas, l'application (sur le terrain) des décisions des conseils de préfecture en cette matière (2).

X. Ils statuent sur les demandes en annulation, pour défaut de forme ou fausse énonciation, des procès-verbaux de réarpentage et de récolement, formées par l'administration des forêts, ou par l'adjudicataire de coupes dans les bois de l'État, de la couronne, ou des communes et établissements publics (3), sauf recours au conseil d'État (4).

XI. Ils connaissent des contestations élevées, par suite des déclarations de l'administration forestière, sur la *possibilité* (5) des forêts de l'État, de la couronne, des communes ou des établissements publics, quant à l'exercice des droits d'usage en bois ou des droits de pâturage, panage et glandée, et autres, soit de la part des tiers, soit de la part des habitants dans les bois de leur propre commune; ainsi que sur la *défensabilité* des cantons de ces bois relativement aux droits de pâturage et de panage (6).

Bien que la loi n'indique pas, comme elle le fait pour le cas prévu par l'art. 64 (7), le recours au conseil d'État, le conseil admet ce recours (8).

XII. Ils statuent, sauf recours au conseil d'État, sur les questions d'absolue nécessité de l'exercice du droit de pâturage, alléguée par les communes pour s'opposer au rachat de ces droits par l'État, la

---

(1) L. 1er fruct. an III; 15 et 29 vend. an IV; arr. 2 niv. an VI.
(2) *V.* Jurisprud. du cons. d'Et., notamm. 11 fév. et 9 juill. 1820, *bis*.
(3) C. for., art. 50, 88, 90, 113; O. 1er août 1827, art. 108.
(4) Ex.: arr. cons. 20 avr. 1834.
(5) Nombre de piles de bois, ou d'arbres, à délivrer (nonobstant les titres); nombre des bestiaux à admettre, durée du pâturage, etc. — *V.* note suiv.
(6) C. for., art. 65, 63, 67, 88, 112, 113, 121.
(7) *V.* n° suiv.
(8) Ex.: arr. cons. 28 sept. et 10 oct. 1834; 15 mai 1835; 8 janv. 1836.

couronne, les communes ou les établissements publics (1) et *même les particuliers* (2).

XIII. Ils prononcent, s'il y a lieu, pour défaut de paiement du prix ou inexécution des clauses, la résiliation des baux d'établissements d'eaux minérales appartenant à l'État (3).

XIV. Ils prononcent, après vérifications contradictoires, s'il y a lieu, sur le terrain, et sauf recours au conseil d'État, sur les réclamations des parties intéressées contre l'opération matérielle du bornage tant de la zone des fortifications que des autres zones de servitudes défensives autour des places de guerre et postes militaires (4).

XV. Ils jugent, sauf recours au conseil d'Etat, toutes les questions d'usurpations de biens communaux commises depuis la loi du 10 juin 1793 jusqu'à la loi du 9 vent. an XII, qui s'élèvent entre la commune (ou section de commune) et les usurpateurs (*eux-mêmes*, ou ceux qui possèdent *sans juste titre*) (5).

L'usurpation est présumée contre ceux-ci à l'égard de certains biens déclarés communaux de leur nature, nonobstant la possession paisible, même quadragénaire (et non plus longue) (6).

Ils ne peuvent invoquer, à bon droit, la prescription pour acquérir par dix ou vingt ans (7).

Mais les questions de juste titre et même de prescription *alléguée* ne peuvent être résolues que par les tribunaux *judiciaires*, à moins que le titre invoqué comme fondement de la propriété ne soit un partage écrit ou réel, quoique sans acte, fait en vertu et en exécution de la loi du 10 juin 1793 (8), ou un acte de vente nationale.

---

(1) C. for., art. 64, 2e al., 88, 112, 113. — *V.* ci-dessus, p. 604, *contentieux exceptionnel.*

(2) C. for., art. 120; arr. cons. 19 fév. 1840; 4 sept. 1841; 9 mars, 18 mai 1854, etc.; nonobst. C. for., art. 121, et arr. cons. 21 juin 1839.

(3) Arr. 3 flor. an VIII, art. 3. — En principe, les difficultés relatives aux baux ou locations faites par l'Etat, bailleur ou preneur, sont de la compétence judiciaire (*V.* néanmoins ci-dessus, n° VI, à la note; fermiers des bacs, réparations ou reconstructions).

(4) L. 8-10 juill. 1791, art. 20, 1er al., 21, etc.; 17 juill. 1819, art. 8, 1er al., 9; 10 juill. 1851, art. 8; D. 10 août 1853, art. 25, 19 à 21. — *V.* ci-dessus, p. 346, 347, et ci-après : *Attr. répressives.*

(5) Arr. cons. d'Et., 3-18 juin 1809; L. 9 vent. an XII, art. 5, 3, 6 (détenteurs ou occupants).

(6) *V.* L. 28 août-14 sept. 1792, notamm. art. 9; 10 juin 1793, sect. 4; 2e av. cons. d'Et. 28 juin-17 juill. 1808 (transaction annulée).

(7) *V.* C. civ., art. 2265 à 2269.

(8) *V.* n° suiv. et O. 23 juin 1819, art. 4, 6; 1er av. cons. d'Et., 28 juin-17 juill. 1808 (restit. de fruits); 3-18 juin 1809 (commune de Quessy). — Ce décret, intervenu en exécution de celui du 4e j. compl. an XIII, a été à tort mêlé aux difficultés de compétence relatives à l'usurpa-

A l'égard des usurpations d'un copartageant, *etc.*, vis-à-vis d'un autre, elles sont toutes du ressort des tribunaux *judiciaires* (1).

XVI. Ils jugent également, mais sauf homologation en conseil d'État administrativement, et sauf faculté de recours ensuite au conseil d'État par la voie contentieuse (2), toutes les contestations qui peuvent s'élever entre détenteurs, copartageants (ou se prétendant copartageants) d'une part, et les communes d'autre part, soit sur les *actes* et les *preuves* de partage de biens communaux opéré avant ou depuis la loi de 1793, soit sur l'exécution des conditions de défrichement, plantation, clôture, ou constructions, et de soumission de paiement d'une redevance, pouvant motiver le maintien en possession des occupants, même non copartageants, là où il y a eu partage même non écrit (3).

Quant aux actions que pourraient avoir à intenter toutes personnes prétendant avoir sur les biens partagés ou occupés en exécution de la loi de 1793 ou antérieurement comme biens communaux, des droits de propriété, appuyés soit de la possession, soit au moins de la circonstance d'une instance en réintégration, de ces mêmes biens, introduite avant le 4 août 1789, elles peuvent et doivent être portées devant les tribunaux *judiciaires* (4).

Les contestations entre les copartageants sont aussi de la compétence judiciaire (5). Il en serait de même de toute *revendication* fondée sur des droits prétendus acquis postérieurement au partage (6).

L'exécution de la loi du 10 juin 1793 quant au partage du fond des propriétés communales ou biens communaux, a été suspendue par la loi de l'an IV, et les partages de cette nature ont été définitivement prohibés de fait, par la loi de l'an XIII, relative au mode de *jouissance* de ces biens (7).

XVII. Par analogie, et comme héritiers des attributions *contentieuses* des anciennes administrations de département, comme aussi en

---

tion des biens communaux. Il est uniquement relatif à un prétendu *partage*, reconnu *non existant* par le conseil de préfecture, entièrement compétent sur ce point, mais qui avait, à tort, autorisé la commune à porter devant les tribunaux une question *complétement* vidée.

(1) Av. cons. d'Et. 3–18 juin 1809, dern. al.

(2) D. 4e j. compl. an XIII, art. 2; ex.: arr. cons. 10 sept. 1835 (commune de Surrain).

(3) L. 9 vent. an XII, art. 6, 3 à 5; O. 23 juin 1819, art. 1er à 6. — *V.* p. précéd., note 8; D. 3–18 juin 1809 (commune de Quessy).

(4) L. 9 vent. an XII, art 7, 8; D. 4e j. compl. an XIII, art. 1er.

(5) Arr. cons. 3-18 juin 1809. — *V.* nº précéd.

(6) *V.* nº précéd. et nº suiv.

(7) L. 21 prair. an IV et 9 brum. an XIII; C. for., art. 92; L. 10 juin 1793, art. 4, 7, 9; ex.: arr. cons. 14 fév. 1839, etc. — Except. locale et transitoire; L. 6 déc. 1850; 28 août–14 sept. 1792, art. 10, 11. — *V.* nº suiv.

vertu du principe général de compétence, relative à la forme extérieure des actes administratifs, les conseils de préfecture connaissent, sauf recours au conseil d'État, des contestations qui peuvent s'élever à raison du mode à suivre encore aujourd'hui, ou du mode et des formes qui ont dû être observés pour le *partage des biens indivis entre communes* ou sections de communes (1), même depuis la suspension de la loi de 1793; ainsi que sur le mode et les formes de partage, *entre les habitants*, des *fruits* ou *produits* des biens appartenant à une commune, ou à une *section* de commune (2) (ce qui constitue un *mode* de *jouissance*) ; le décret du quatrième jour complémentaire an XIII sur l'homologation administrative des jugements des conseils de préfecture en matière de partage de biens communaux (3) ne nous paraît pas devoir s'appliquer ici.

A l'égard du partage de biens indivis, comme pour ce qui concerne le partage des fruits, s'il n'y a *titre* contraire dans le premier cas, et *titre* ou *usage* contraire dans le second, le partage doit avoir lieu par feu, c'est-à-dire par chef de famille ou de maison (homme ou femme, mineur ou majeur) ayant domicile réel et fixe dans la commune (4), et non autrement.

L'appréciation et l'interprétation des titres invoqués (5), de même que les questions d'aptitude personnelle (habitation, durée du domicile spécial, qualité de chef de maison, etc.), desquelles dérive le droit au partage des fruits, affouages, etc. (6), sont de la compétence judiciaire ; mais non les questions d'existence et de légitimité d'un usage allégué (7).

Le mode de jouissance des biens communaux peut (sauf le respect des droits acquis) être changé, sur la demande des conseils municipaux, par arrêté du préfet en conseil de préfecture, délibérant comme conseil (8), sauf, de la part du conseil municipal et même d'un ou de plusieurs habitants, le recours au *conseil d'État* directement (9).

---

(1) *V.* p. précéd. et C. for., art. 92, 2e al.; C. civ. art. 815, etc.
(2) L. 10 juin 1793, sect. v, art. 1er.
(3) *V.* nº précéd.
(4) Arr. cons. 20 juin 1806 ; 6 janv. et 27 sept. 1807 (Ecrameville); av. cons. d'Et. 4-20 juill. 1807; D. 26 fév. 1808; 6 juin 1811, art. 2; C. for., art. 105.
(5) Arr. cons. 28 nov. 1809 ; 23 avr. 1836, etc.
(6) Arr. du tribun. des confl. 10 avr. et 12 juin 1850 (nonobst. jurispr. intermédiaire du conseil d'Etat; ex.: arr. cons. 10 mars 1859 ; nonobst. arr. cons. 18 fév. 1858, etc.).
(7) Ex.: arr. cons. 15 janv. 1849 ; 3 mars 1853; 28 déc. 1854. — Ex.: contr. 20 juin 1844.
(8) *V.* ci-dessus, p. 366, 373.
(9) L. 9 brum. an XIII ; av. cons. d'Et. 7-29 mai 1808 ; arr. cons. 26 avr. 1844 ; D. 25 mars 1852, tabl. A, 40° ; arr. cons. 17 mars 1857.

XVIII. Ils prononcent comme arbitres, en remplacement des anciennes administrations (assemblées administratives) de département sur les difficultés qui peuvent s'élever entre les propriétaires d'anciennes halles et bâtiments en dépendant ou en tenant lieu et les communes, relativement à la *location ou vente* forcée desdits bâtiments ou halles, au choix du propriétaire, sauf, depuis 1810, en cas d'expropriation à défaut d'option, le règlement de l'indemnité *préalable* par l'autorité *judiciaire* (1).

La loi de 1791, sur les douanes, contient une disposition analogue. Cette loi porte, non-seulement que les bureaux, postes ou clôtures, destinés à la garde et surveillance des frontières, pourront être établis sur le terrain nécessaire, en payant aux propriétaires la valeur dudit terrain, réglée, en cas de difficulté, par les *directoires* de département, sur *l'avis* d'experts convenus ou nommés d'office (la loi ne dit pas par qui) ; mais encore que les bureaux de recette pourront être placés dans les maisons les plus convenables au service, et, ajoute un arrêté de l'an VI, au *logement* des préposés, à l'exception néanmoins de celles qu'occupent les propriétaires eux-mêmes, en payant le loyer fixé soit sur le pied des baux, soit, s'il n'y a point de baux, d'après l'estimation d'experts, dans la forme réglée ci-dessus, et de plus en indemnisant les locataires. Dans le premier cas, il y a *expropriation;* l'indemnité devrait donc être aujourd'hui réglée par le jury. Dans le second, il ne paraît pas qu'on ait persisté à faire régler les indemnités par la juridiction administrative. Peut-être est-ce parce que l'arrêté de l'an VI a substitué dans son texte, au règlement par l'administration de département *sur l'avis* ou *l'estimation* d'experts, le règlement *par experts* convenus devant l'administration, ou, sinon, nommés *par elle* (2).

XIX. Ils statuent sur les contestations qui peuvent naître entre les départements, communes ou hospices, relativement à la charge du traitement ou de l'entretien des aliénés, à défaut ou en cas d'insuffisance des ressources fournies par l'aliéné ou par ceux que la loi y oblige (3).

---

(1) L. 15-28 mars 1790, tit. II, art. 19; arr. cons. 6 mars 1813 ; 26 mai 1814; 2 juin 1819 ; 22 fév. et 13 juin 1821 ; 13 avr. 1836, 9 fév. et 25 mai 1850 ; av. cons. d'Et. 2-6 août 1811.—Les arrêts du 22 fév. 1821 et de 1836 réservaient aux tribunaux le droit de fixer même le prix de location ; c'était presque déserter la loi de 1790, qui, du reste, est passablement exceptionnelle et aurait pu être considérée comme transitoire.

(2) L. 6–22 août 1791, tit. XIII, art. 4; arr. 29 frim. an VI ; 28 pluv. an II (résiliation).

(3) L. 30 juin 1838, art. 28, 27.

XX. Sur les contestations relatives aux comptes ou à la répartition des revenus d'une cure vacante, entre l'ancien titulaire ou ses héritiers et le titulaire nouveau (1).

Dans tous ces cas, la faculté de recours au conseil d'État, quoique non indiquée, existe e vertu du principe.

XXI. Nous avons vu les conseils de préfecture chargés de statuer sur des recours introduits non pas, si l'on veut, *contre* des décisions, mais à la suite et à propos de décisions des *ministres* (2), c'est-à-dire d'une autorité qui leur est hiérarchiquement supérieure. Nous allons les voir prononcer sur des actes d'autorité pris par les préfets (leurs égaux au moins, sur une ligne parallèle) en une matière discrétionnaire de sa nature (du moins dans un système de législation *préventive*), et qui le serait en effet complétement, n'était la disposition expresse et pour ainsi dire exceptionnelle de la loi, qui ouvre le recours.

Ainsi, lorsqu'il s'agit de la formation (ou du déplacement) de manufactures ou ateliers rangés *de fait* et par décret ou ordonnance (3) dans la *seconde*, et même aujourd'hui dans la *première* classe (4) des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, le préfet (à Paris le préfet de police) (5) statue sur la demande s'il y a eu des oppositions ; mais, dans ce cas, le conseil de préfecture peut être appelé à juger entre le demandeur et l'opposant ou les opposants, sur la réclamation de l'un ou de l'autre contre le rejet ou l'admission de la demande par le préfet, sauf recours ensuite au conseil d'État (6). S'il n'y a pas eu d'opposition, le recours par le postulant refusé doit être porté directement au conseil d'État (7).

A l'égard des établissements de la troisième classe, les réclamations dans tous les cas et de la part de tous, contre la décision, quelle qu'elle soit, du préfet de police à Paris, ou du sous-préfet dans les

---

(1) D. 6 nov. 1813, art. 26, 24, 25, 13.

(2) *V.* ci-dessus, n° VI.

(3) Sans aucune délégation législative. (*V.* de plus O. 14 janv. 1815. *V.* au contr. L. 21 sept.-23 nov. 1791.

(4) D. 25 mars 1852, art. 2, tabl. *B*, 8° ; O. 14 janv. 1815, art. 1er.

(5) *V.* ci-dessus, p. 564, note 6.

(6) D. 15 oct. 1810, art. 7, 1er et 3e al. — La rédaction de cet art. 7 est fort peu lucide, et celle des art. 2 et 8 du même décret était contradictoire.

(7) D. 15 oct. 1810, art. 7, 1er et 2e al. Ex.: O. 22 mai 1843, art. 4, 11. — L'article 11 de cette ordonnance semble indiquer cette marche uniquement au demandeur. Mais si la demande a été rejetée en présence d'oppositions, il nous paraît difficile d'attirer directement les opposants, pour contredire devant le conseil d'Etat.

départements, doivent être soumises au conseil de préfecture, qui prononce, sauf le recours *de droit* (1).

XXII. La loi du 14 juill. 1856 ouvre le recours au conseil de préfecture d'abord, puis, en appel, au conseil d'État. contre les arrêtés de préfet interdisant, sauf indemnité à régler judiciairement sur la demande d'un propriétaire de source minérale, des travaux, même autorisés explicitement, entrepris par un propriétaire voisin (2).

XXIII. Enfin la loi de 1850, sur les logements insalubres, ouvre également un recours devant les conseils de préfecture (sans parler d'un appel possible devant le conseil d'État), contre les décisions des *conseils municipaux*, érigés ici en *autorités actives*, qui, après une instruction contradictoire, prescrivent des travaux d'assainissement (3).

Par cette même loi, les conseils de préfecture eux-mêmes sont substitués à l'autorité active pour prononcer, sous peine d'amende ultérieure, l'interdiction absolue des logements déclarés par les conseils municipaux non susceptibles d'assainissement, et dont *l'autorité municipale* (est-ce le conseil municipal lui-même, ou le *maire* d'après la déclaration du conseil municipal ?) a pu interdire provisoirement la location à titre d'habitation ; puis, elle ouvre un recours au conseil d'État contre les décisions des conseils de préfecture sur ce point, toujours avec perspective d'amende en cas de contravention à *l'arrêt* du conseil (4).

XXIV. Les attributions du conseil de préfecture en matière de comptabilité ou d'apurement de comptes ont été par nous indiquées plus haut (5).

§ 2.— Attributions répressives : les conseils de préfecture comme tribunaux de répression ne connaissent que des infractions dont l'appréciation leur est expressément déférée. Ils n'appliquent point de peines corporelles. Quoique le montant des peines pécuniaires qu'ils peuvent prononcer dépasse souvent de beaucoup l'importance à laquelle la loi commune attache la dénomination de *contravention* (6), elles n'en sont pas moins des *contraventions* et non des *délits*, en ce sens qu'ils ne doivent pas excuser complétement le dé-

---

(1) D. 15 oct. 1810, art. 2, dern. al., 8 ; O. 14 janv. 1815, art. 3.
(2) L. 14 juill. 1856, art. 3, 4, 10, 11, 13.
(3) L. 13 avr. 1850, art. 5, 1°, 6, 7, 9.
(4) L. 13 avr. 1850, art. 5, 2°, 10.
(5) *V.* p. 374, n° IV, 375 et chap. précéd.
(6) C. pén., art. 1er, 464, 466.

linquant sur le défaut *d'intention* (1). Souvent même l'infraction doit être réprimée, bien qu'il n'y ait *plus* de coupable, et ce dans l'intérêt, toujours subsistant, de la viabilité publique ou de la sûreté de l'État (2). Depuis la promulgation de la loi de 1842, les amendes fixes établies par les règlements de voirie antérieurs à la loi de 1791 peuvent être, même par les conseils de préfecture, modérées, eu égard au degré d'importance et aux circonstances atténuantes des *infractions* jusqu'au vingtième desdites amendes, sans que ce minimum puisse descendre au-dessous de seize francs. Depuis la même époque, les amendes arbitraires, qu'aucune loi n'autorisait la juridiction administrative à appliquer (3), sont remplacées par une amende dont le taux peut varier entre seize et trois cents francs (4).

Les frais de procès-verbaux (timbre et enregistrement) et autres frais de poursuites, etc., sont mis par les conseils de préfecture, en vertu des lois générales, à la charge des contrevenants condamnés (5).

Le montant des condamnations est recouvré par les préposés de l'administration des domaines (6), mais par voie de garnisaires, etc., comme le sont les contributions directes (7).

I. Les conseils de préfecture statuent sur les contraventions de grande voirie (8).

La loi dit que les procès-verbaux seront adressés au sous-préfet, qui ordonnera, par provision, et sauf recours au préfet, ce que de droit pour faire cesser le *dommage*. Il sera statué *définitivement* par le conseil de préfecture. Ce mot *définitivement* n'empêche pas le recours au conseil d'État par la voie contentieuse. Les décisions du

---

(1) Ex.: arr. cons. 31 déc. 1838; 14 janv. 1839, etc.; L. 23 mars 1842.

(2) C. instr. cr., art. 1er, 2, 640; ex.: arr. cons. 6 fév. 1828; 27 fév. et 13 mai 1836; 13 avr. 1842 (prescript.); 15 juill. 1842 (changem. de propriétaire).

(3) Ex.: arr. cons. 20 avr. 1840.

(4) L. 23 mars 1842.—Mais le conseil d'Etat a jugé que la juridiction administrative ne pouvait appliquer la peine générale prononcée par l'art. 471 du Code pénal, 15°, pour infraction aux règlements légalement faits par l'autorité administrative (Arr. cons. 28 déc. 1858).

(5) C. intr. cr., art. 162, 194; D. 18 juin 1811, art. 156, 126; L. 25 mars 1817, art. 74; ex.: arr. cons. 15 juin 1842 (Gaulot), etc.

(6) *V.* ci-dessus, p. 274, note 6, 512.

(7) 1re L. 29 flor. an x, art. 4; L. 15 juill. 1845, art. 15; 7 avr. 1851, art. 8; D. 27 déc. 1851, art. 10 (trav. d'office).

(8) 1re L. 29 flor. an x; 9 vent. an xiii, art. 5, 8; D. 26 déc. 1811, art. 108, 113, 114; 10 avr. 1812; 21 janv. 1812, art. 3, 1er, 2; 15 avr. 1829, art. 15, arg.; 15 mai 1813, art. 50; 22 fév. 1813, art. 49 à 57, 66 (canaux); L. 15 juill. 1845, tit. Ier (chem. de fer). — *V.* ci-dessus, p. 581, et nº suiv.

sous-préfet et du préfet ne sont que des mesures administratives et non des jugements (1).

Mais les délits tels que violences, vols de matériaux, voies de fait et les réparations de dommage causé aux particuliers sont de la compétence des tribunaux judiciaires (2).

Il en est de même des délits pour *fait de pêche,* ainsi que des contraventions aux règlements sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer (3) et de certaines contraventions à la police des canaux, même sous le rapport de la liberté de la navigation et de l'ordre à y maintenir (4). Les juges civils des droits de navigation du Rhin (juges de paix, tribunal de Strasbourg et commission centrale internationale de Mayence) connaissent de toutes les contraventions aux règlements *sur la navigation* du Rhin et de toutes les entraves mises à l'usage des chemins de halage (5).

II. L'infraction par les concessionnaires ou fermiers d'un chemin de fer aux clauses du cahier des charges ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses en ce qui concerne le maintien soit de la navigation, soit de la viabilité des grandes routes ou routes de l'État ou des départements, ou des voies vicinales, soit du libre écoulement des eaux, constitue une contravention dont le jugement est soumis au conseil de préfecture (6).

L'administration peut aussi, de son côté, prendre immédiatement toutes mesures *provisoires* pour faire cesser le dommage (7).

III. Sont assimilées aux contraventions de grande voirie, celles qui portent atteinte à la conservation des travaux de desséchement, des digues contre les torrents, fleuves et rivières (même non navigables ni flottables) (8), ou sur les bords des lacs ou de la mer (9).

Y sont également assimilées la construction, sans déclaration préalable, de digues dans les vallées déclarées submersibles, par la

---

(1) *V.* note précéd. et n° suiv.

(2) D. 16 déc. 1811, art. 114; 10 mars 1807-1831, art. 15.— *V.* L. 16 sept. 1807, art. 27, ci-dessous, n° III.

(3) L. 15 avr. 1829, art. 24, 48; 15 juill. 1845, tit. III, art. 21; 27 fév. 1850, art. 4.

(4) Ex.: D. 22 fév. 1813, art. 1er à 48, 65.

(5) L. 21 avr. 1832, art. 1er à 5, 7, 9, 11.— *V.* ci-dessus, p. 582, et ci-après, *digues.*

(6) L. 15 juill. 1845, tit. II, art. 12 à 14.

(7) *V.* note précéd. et n° précéd., p. précéd.

(8) *V.* ci-après, n° V.

(9) L. 16 sept. 1807, art. 27; D. 18 avr. 1857, art. 2 (Rhin). — *V.* ci-dessus, p. 585, et ci-dessus, n° I, *délits, except.* — Les atteintes aux plan-

loi (1), et les infractions aux dispositions spéciales ayant pour objet la conservation des eaux de Baréges (2).

IV. Tout fait matériel *involontaire* pouvant compromettre le service de la télégraphie électrique, toute dégradation ou détérioration des appareils de télégraphie électrique ou autre, même toute interruption sur une ligne de chemin de fer ou le long d'un canal concédé ou affermé par l'État occasionnée par l'inexécution, soit des clauses du cahier des charges et des décisions rendues en exécution de ces clauses, soit des obligations imposées aux concessionnaires ou fermiers, ou par l'inobservation des règlements ou arrêtés (sur ce sujet), constituent aussi une contravention dont le jugement est réservé au conseil de préfecture ; et l'administration peut encore prendre immédiatement et provisoirement toutes mesures pour faire cesser le dommage (3).

V. Les conseils de préfecture sont juges des poursuites en contravention pour atteinte aux limites ou à la largeur des chemins vicinaux par plantations ou autrement (4); mais les amendes encourues pour ce fait ne peuvent être prononcées que par les tribunaux (5).

Les contraventions aux règlements de police sur les rivières et canaux non navigables ou flottables, et autres petits cours d'eau, doivent être poursuivies devant les tribunaux judiciaires (6) sauf les atteintes portées aux digues élevées contre (7).

VI. Les conseils de préfecture connaissent, quant à la police du roulage, et à l'égard de toutes les voitures, sauf recours au conseil d'État sans l'intervention obligée d'un avocat, des contraventions à la forme des moyeux, à la longueur des essieux et de leur saillie, à la forme des bandes des roues et de leurs clous, au nombre des chevaux de l'attelage, aux règles sur la circulation pendant les jours de dégel et aux précautions à prendre à l'égard des ponts supendus, à la largeur du chargement, à la saillie des colliers des chevaux, au mode d'enrayage ; enfin des dommages quelconques causés à une route (nationale ou départementale), à un chemin de grande communica-

---

tations et ensemencements des dunes sont de la compétence judiciaire (D. 14 déc. 1810, art. 7).

(1) D. 27 déc. 1851, art. 1er.

(2) D. 30 prair. an XII. *V.* L. 14 juill. 1856.

(3) D. 27 déc. 1851, art. 2, 6, 7, 12 (*V.* au contr. art. 3, etc., (intention).

(4) L. 9 vent. an XIII, art. 8, 6, 7 ; arr. cons. 3 mars 1825.—*V.* note suiv.

(5) Ex.: arr. cons. 15 nov. 1806, etc. — *V.* C. pén. 479, 11°, 471, 4°.

(6) Av. cons. d'Et. 24-28 vent. an XII; arr. cons. 12 avr. 1812; 19 mars 1840.

(7) *V.* ci-dessus, n° III.

tion, ou à leurs dépendances, par la négligence ou l'imprudence du conducteur.

Toutes autres contraventions et tous délits sont de la compétence des tribunaux judiciaires (1).

VII. Ils prononcent sur les contraventions aux lois et au règlement général (d'administration publique) concernant les servitudes imposées à la propriété autour des *fortifications* (2), et aux servitudes autour des *magasins à poudre* (3).

Les conseils de préfecture peuvent ordonner, par provision et d'urgence, la suspension des travaux autour des fortifications (4).

VIII. Ils connaissent aussi des contraventions aux lois et ordonnances sur les travaux mixtes (5).

IX. Enfin, ils statuent sur les contraventions aux lois et règlements touchant le bureau des nourrices à Paris (6).

Les conseils de préfecture peuvent, en matière de droit public *civil*, *interpréter* leurs propres arrêtés (7); mais ils ne peuvent, en aucun cas, reviser, rapporter, réformer ou modifier leurs propres jugements *contradictoires*, et non frappés de tierce opposition ou annulés par le conseil d'État avec renvoi par-devant eux (8); non plus que ceux des autorités qu'ils ont remplacées (9). Ils ne peuvent juger au delà de la demande (10).

CHAPITRE IV.

Des commissions spéciales pour desséchements et autres travaux.

Lorsque le Gouvernement entreprend un desséchement ou lorsqu'il en accorde la concession (11), comme lorsqu'il s'agit de con-

---

(1) L. 30 mai 1851, art. 17, 25, 4, 2, § 1er, 1° à 3°, 5°, 6°, § 2, 1°, 2°, 3°, 9, 15, 24 (procédure), 29; D. 18 août 1852; 24 fév. 1858.

(2) L. 17 juill. 1819, art. 11, 13; 10 juill. 1851. art. 8, 9; D. 10 août 1853, art. 42, 43, 47, 48; 29 avr. 1857, art. 12, 3, 5 (Algérie).

(3) L. 22 juin 1854.

(4) *V.* notes précéd.

(5) L. 7 avr. 1851, art. 7, 8. — *V.* ci-dessus, p. 346, 243.

(6) L. 25 mars 1806, art. 2; D. 30 juin 1806, art. 5. — *V.* ci-dessus, p. 429.

(7) Ex.: arr. cons. 23 juill. 1823.

(8) Ex.: arr. cons. 7 fév. 1809; 10 avril 1812; 5 janv. et 21 juin 1813; 26 juin 1822; 19 janv. 1850; 22 mars et 13 sept. 1855.

(9) Ex.: arr. cons. 8 pluv. an II; 16 fév. 1827; 11 juin 1834; 3 sept. 1836.

(10) Ex.: arr. cons. 25 brum. an XII.

(11) *V.* sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 4; L. 16 sept. 1807, art. 2, 3, 4 et 5.

struire des digues à la mer ou contre les fleuves, rivières et torrents, ou d'ouvrir ou perfectionner une route ou des moyens de navigation pour exploiter avec économie des forêts ou bois, des mines ou minières, ou de leur fournir un débouché; lorsque, par suite de travaux d'endiguement, par l'ouverture d'un canal de navigation, d'une grande route ou de nouvelles rues, la formation de places nouvelles, la construction d'un pont, de quais ou par tous autres travaux publics, généraux, départementaux ou communaux, ordonnés ou approuvés par le Gouvernement, des propriétés privées doivent acquérir une notable augmentation de valeur, et qu'il a été décidé, par un règlement d'administration publique, rendu après avoir entendu les parties intéressées, qu'il y a lieu de charger ces propriétés de payer une indemnité, qui peut s'élever jusqu'à la valeur de la moitié des avantages qu'elles ont acquis, dans tous ces cas (1), il est créé, par un décret rendu sur l'avis d'une section au moins du conseil d'État, pour chaque entreprise une commission spéciale et temporaire, chargée de statuer sur les réclamations contre le périmètre (qui doit comprendre toutes les propriétés et les seules propriétés intéressées, c'est-à-dire avantagées ou protégées), leur classement et l'estimation de leur valeur comparative avant et après l'opération, etc. (2).

Chacune de ces commissions est composée de sept membres, nommés par le chef de l'État, choisis parmi les personnes (non intéressées) présumées avoir le plus de connaissances relatives soit aux localités, soit aux divers objets sur lesquels ils auront à prononcer.

Ils doivent, pour statuer, être au nombre de cinq au moins; leurs décisions doivent être motivées (3).

Ces décisions sont, bien que la loi ne le dise pas, susceptibles de recours au conseil d'État.

Les réclamations qu'ils ont à juger sont celles qui sont élevées

---

(1) L. 16 sept. 1807, art. 12, 33, 34, 38, 40, 30, 32, etc.; 28 mai 1858, art. 5.

La loi du 28 juill. 1860 et le règlement d'administration publique du 6 fév. 1861 sur le desséchement forcé ou la mise en valeur des marais et autres terres incultes appartenant aux communes ou sections de communes seules organisent un autre mode de procéder. La loi de la même date et le règlement du 27 avril 1861, sur le reboisement forcé des montagnes, même par les particuliers propriétaires du sol, ont recours à la voie de l'expropriation, sauf réméré. — Quant aux autres travaux faits en commun et aux travaux de salubrité, *V.* ci-dessus *Conseils de préfecture* (L. 16 sept. 1807, art 37, 36 et 35, etc.).

(2) *V.* ci-après.

(3) L. 1807, art. 42, 45, 43, 44.

1° contre les plans dressés ou vérifiés et approuvés par les ingénieurs, et l'exactitude des plans cadastraux qui peuvent avoir servi de base à l'entreprise ; mais ils ne peuvent, en aucun cas, juger les questions de propriété, sur lesquelles il est prononcé par les tribunaux judiciaires, sans que, dans aucun cas, les décisions de la commission et les opérations relatives aux travaux puissent être retardées ou suspendues (1) ; 2° contre les opérations des experts, nommés en partie par l'administration ou le concessionnaire, en partie par le syndicat ou la commission syndicale choisie par l'autorité parmi les propriétaires les plus intéressés dans l'opération, concernant le classement des propriétés, suivant la proportion de leur intérêt aux travaux, et l'estimation de leur valeur actuelle (2); 3° ou relativement à l'exécution des clauses des actes de concession, à la vérification et à la réception des travaux (3) ; 4° enfin, contre les pareilles opérations de classement et d'estimation des propriétés, etc., formation et vérification du rôle de plus-value, après l'opération (4).

Ces commissions ont, en outre, une attribution *consultative*, qui consiste à donner leur avis sur les projets de règlement, proposés par les syndics avec l'adjonction de plusieurs autres, s'il y a lieu, ayant pour objet de fixer le genre et l'étendue de contributions nécessaires pour l'entretien des travaux qui en sont susceptibles, entretien qui reste ordinairement à la charge des propriétaires (5).

CHAPITRE V.

Du conseil supérieur et des conseils départementaux de l'instruction publique.

SECTION Ire.—*Du conseil supérieur.*

Outre ses fonctions, comme juge disciplinaire, supérieur aux conseils académiques, en ce qui touche les questions de révocation, avec interdiction d'exercer la profession d'instructeur libre de chef ou professeur d'établissement libre, prononcée par ces conseils contre

---

(1) Ex.: L. 1807, art. 46, 5, 6, 10 à 12.
(2) L. 1807, art. 46, 7 à 14, 30, 34, 40, etc.
(3) L. 1807, art. 46, 17, 16.
(4) Art. 46, 18 à 20, 30, 31, 34, 38 à 40.
(5) Art. 46, 26, 27. — *V.* ci-dessus, *Cons. de préfect.*, n° IV, p. 648.

les membres de l'enseignement *public*, supérieur ou secondaire (1), il statue, en tant que juridiction proprement dite (2) :

I. En dernier ressort, mais sauf pourvoi devant le conseil d'État pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoir *seulement*, sur les recours contre les jugements des *conseils départementaux* de l'instruction publique, dans les cas prévus ci-après, où le recours est autorisé (3).

II. Une simple ordonnance a conféré à l'ancien conseil universitaire, ainsi qu'aux conseils académiques, même aux facultés, à l'égard des *étudiants* de ces facultés, des pouvoirs disciplinaires très-étendus, et qui vont jusqu'au droit d'exclusion de toutes les académies, sauf recours, dans ce dernier cas, au conseil d'État, par la voie contentieuse (4). La loi de 1850, en déclarant que, jusqu'à la promulgation de la loi à intervenir, sur l'enseignement supérieur, le conseil supérieur et les nouveaux conseils exerceraient, à l'égard de cet *enseignement*, les attributions qui appartenaient au conseil de l'université et aux anciens conseils académiques (5), n'a entendu maintenir, sans doute, que les attributions *légales*. Une loi seule pouvait créer des peines et régler les compétences. Le recours serait ouvert, dans tous les cas, au conseil d'État, pour incompétence et excès de pouvoir.

SECTION II.—*Des conseils départementaux.*

Ces conseils, comme juridiction (6), connaissent des questions contentieuses et disciplinaires concernant l'instruction secondaire libre et l'instruction primaire, publique ou libre, déférées aux conseils académiques par la loi du 15 mars 1850 (7); leurs attributions sont donc ou *civiles*, en quelque sorte, ou répressives et disciplinaires.

§ 1er. Sous le premier rapport, ils prononcent :

I. Sauf recours au conseil supérieur, sur les questions de nature contentieuse, relatives à l'obtention des grades nécessaires pour l'en-

---

(1) L. 15 mars 1850, art. 76, dernier al., 14; D. 9 mars 1852, art. 3; 9 nov. 1853, art. 17.
(2) *V.* ci-dessus, p. 246.
(3) *V.* sect. suiv., § 1er, nos I et II, § 2, nos II à IV.—*V.* D. 22 août 1854, art. 28 ; 29 juill. 1850, art. 27 et 28 (procédure).
(4) O. 5 juill. 1820, art. 6, 7, 10, 13, 17 à 21, 23.
(5) L. 15 mars 1850, art. 85.
(6) *V.* ci-dessus, p. 446.
(7) L. 14 juin 1854, art. 7 ; D. 22 août 1854, art. 28 ; 29 juill. 1850, art. 23 à 26 (procédure).—*V.* ci-dessous.

seignement ou pour l'exercice de certaines autres professions ou fonctions ; notamment sur le pourvoi qui peut être introduit par le recteur de l'académie, pour violation des formes ou de la loi (1).

II. Sauf recours de même, sur les oppositions qui peuvent être formées soit par le recteur, soit par le préfet, soit par le procureur du Gouvernement près le tribunal judiciaire de première instance, à l'ouverture d'un établissement particulier (ou libre) d'instruction secondaire (2).

III. Ils statuent sans recours possible, excepté devant le conseil d'État pour raison d'incompétence ou excès de pouvoir, sur l'opposition que peut faire le préfet, d'office et sur le rapport de l'inspecteur primaire d'académie, ou sur la plainte des procureurs du Gouvernement près les tribunaux de première instance, à l'ouverture d'un établissement libre d'instruction primaire (école ou pensionnat) ; de même que sur l'opposition de l'inspecteur d'académie à l'ouverture d'une salle d'asile (3).

§ 2. Sous le rapport répressif ou disciplinaire, ils prononcent :

I. Sans recours, la réprimande pour désordre grave, contre le chef d'un établissement libre d'instruction secondaire (4).

II. Sauf recours au conseil supérieur, sur la plainte du ministère public ou du recteur, contre tout chef d'établissement ou toute personne attachée à l'enseignement ou à la surveillance d'une maison d'éducation secondaire libre, pour cause d'inconduite ou d'immoralité, l'interdiction de sa profession, à temps ou à toujours (5).

III. Sauf appel également, contre un instituteur ou une institutrice primaire ou une directrice de salle d'asile *publics*, l'interdiction absolue (6).

IV. Sauf recours pareillement, contre un instituteur ou une institutrice primaire ou une directrice de salle d'asile *libres*, pour faute grave dans l'exercice de leurs fonctions, ou pour inconduite ou immoralité, la censure, la suspension pour six mois au plus, l'inter-

---

(1) L. 15 mars 1850, art. 14 (*V.* ci-dessus, p. 148) ; D. 29 juill. 1850, art. 54.

(2) L. 15 mars 1850, art. 17, 2°, 64 ; D. 20 déc. 1850-1851, art. 1er et 2 ; L. 14 juin 1854, art. 7, 14 ; D. 22 août 1854, art. 28.

(3) L. 15 mars 1850, art. 28, 50, 53, 77 ; 14 juin 1854, art. 7, 8 ; D. 7 oct. 1850, art. 1er à 4 ; 21 mars 1855, art. 22. — *V.* Arr. cons. 18 nov. 1852.

(4) L. 15 mars 1850, art. 67 ; 14 juin 1854, art. 7 ; D. 20 déc. 1850, art. 3.

(5) L. 15 mars 1850, art. 68 ; 24 juin 1854, art. 7.

(6) L. 15 mars 1850, art. 33, 50 ; D. 21 mars 1855, art. 24.

diction de leur profession dans la commune où ils exercent, enfin, l'interdiction absolue (1).

CHAPITRE VI.

Des conseils de révision des opérations du recrutement.

Un conseil, dit *de révision*, est institué dans chaque département, et se transporte, soit dans chaque canton, soit dans un lieu désigné par le préfet pour plusieurs cantons.

Ce conseil est composé, sous la présidence du préfet ou d'un conseiller de préfecture délégué par lui, 1° d'un autre conseiller de préfecture, d'un membre du conseil général, et d'un membre du conseil d'arrondissement, tous trois désignés par le préfet, 2° d'un officier général ou supérieur désigné par le chef de l'État.

Le sous-préfet ou le fonctionnaire par lequel il aurait été suppléé pour les opérations de l'examen des tableaux de canton, leur règlement définitif et les opérations du tirage au sort dans son arrondissement, assiste avec voix consultative aux séances que le conseil de révision tient dans l'étendue de ce même arrondissement (2).

Un membre de l'intendance militaire assiste aussi aux opérations ; il est entendu toutes les fois qu'il le demande, et peut faire consigner ses observations au registre des délibérations.

Enfin, lorsqu'il s'agit d'exemptions pour infirmités, les gens de l'art sont consultés.

Les séances des conseils de révision sont publiques (3).

Leurs décisions, autres que celles qui sont subordonnées au jugement de questions d'état civil ou de jouissance de droits civils, ou enfin de criminalité (4), sont définitives (5) et sans recours possible, si ce n'est devant le conseil d'État pour incompétence et excès absolu de pouvoir.

Les conseils de révision ne revisent ni les listes qui ont été arrêtées définitivement, ni les opérations du tirage au sort, qui ne peut, sous aucun prétexte, être recommencé (6); mais :

I. Ils examinent les jeunes gens, dont tous ceux qui, par leur nu-

---

(1) L. 15 mars 1850, art. 30, 50; 14 juin 1854, art. 7; D. 21 mars 1855, art. 22.

(2) *V.* ci-dessus, p. 369, n° VIII, 399, n° XIII, 360, 361, etc.

(3) L. 21 mars 1832, art. 15, 10 (*V.* L. 10 mars 1818, art. 13).

(4) L. 1832, art. 26, 27 et ci-dessus, p. 605.

(5) L. 10 mars 1818, art. 13, 17; 1832, art. 25, 28.

(6) L. 1832, art. 10, 12.

méro, sont présumés pouvoir être appelés à faire partie du contingent, ont dû être convoqués, et ils entendent notamment ceux qui ont à faire valoir des motifs, soit d'*exemption*, soit de *déduction*, ou leurs représentants. A l'égard de ceux qui, n'ayant point obtenu un délai, ne se rendent pas à la convocation ou ne se font pas représenter, il est procédé comme s'ils étaient présents (1).

Sont *exemptés* de tout service et remplacés dans l'ordre des numéros subséquents, ceux dont la taille est au-dessous du minimum fixé; ceux que leurs infirmités rendent impropres au service; et ceux qui se trouvent dans un des cas que la loi a spécifiés afin de venir en aide ou d'épargner une trop lourde charge aux familles qui ont perdu un ou plusieurs de leurs principaux membres, ou payé déjà, sous le rapport militaire, leur tribut à l'État (2).

Sont *dispensés* d'obéir à l'appel de la loi ou plutôt considérés comme y ayant satisfait *d'avance*, et comptés; conséquemment, en déduction du contingent réclamé par l'État : 1° ceux qui se trouvent déjà liés au service militaire ou maritime, soit comme engagés volontaires, soit comme étant pourvus d'un brevet (d'officier) ou d'une commission, soit comme *inscrits*, ou *classés* et assimilés aux marins, sur les registres de l'inscription maritime; 2° les élèves de l'École polytechnique et les jeunes gens voués à l'instruction ou aux cultes, ou à qui leurs succès classiques ou littéraires (grands prix de l'Université ou de l'Institut) ont mérité cette rare distinction; la plupart à la condition d'accomplir une certaine durée de service dans la carrière par eux choisie (3); 3° enfin, probablement, les *exclus* pour condamnations encourues (4).

Les cas d'*exemption* ou de *dispense* (déduction) sont jugés sur la production de documents authentiques, ou, à défaut de ces documents, sur des certificats signés de trois pères de famille domiciliés dans le même canton, dont les fils sont soumis à l'appel ou ont été appelés, signés aussi et approuvés par le maire de la commune du réclamant.

Le conseil peut accorder un délai qui ne doit pas excéder vingt jours pour la production de pièces justificatives (5).

---

(1) L. 1832, art. 16, 27, 28, 4e al.
(2) L. 1832, art. 13, 15, 1er al., 16, 44, 41, 45, 27.
(3) L. 1832, art. 14, 15, 1er al., 44; 3 brum. an IV, art. 1er à 3, 44 (*V.* ci-dessus, p. 555, note 10, et O. 3 mai 1848); 15 mars 1850, art. 79, 81 (*V.* ci-dessus, p. 29, note 8); ex. : D. 24 mars 1851, art. 19. — Compar. L. 10 mars 1818, art. 14, 15; *V.* aussi L. 6-9 mars, 23 mars et 28 mars 1793 (P. et ch.).
(4) L. 1832, art. 2, 1°, 2°, 44.
(5) L. 1832, art. 16, 27, 28, 4e al.; C. civ., art. 46. — Compar. L. 1818, art. 13.

II. Ils statuent également sur les substitutions de numéros, qui ne peuvent plus avoir lieu qu'entre frères, beaux-frères et parents jusqu'au sixième degré, concourant au tirage de la même classe dans le même canton, et lorsque celui qui se présente à la place de l'appelé est reconnu propre au service par le conseil de révision.

Les actes de substitution de numéros sont reçus par le préfet dans la forme prescrite pour les actes administratifs, sans mention des stipulations particulières et de droit civil entre les contractants (1).

III. Ils prononcent, de même, sur les remplacements, admis seulement entre frères, beaux-frères et parents jusqu'au sixième degré.

Il est statué à cet égard par le conseil de révision du département dans lequel le remplacé a concouru au tirage (2).

IV. Ils prononcent sur toutes les réclamations auxquelles les opérations du recrutement ont pu donner lieu (3) (en rejetant nécessairement celles qui seraient relatives à la clôture des listes cantonales et aux opérations du tirage) (4).

V. Après que le conseil de révision a statué sur les exemptions et déductions, sur les substitutions de numéros et remplacements autorisés, et sur toutes les réclamations qui lui ont été soumises durant ces premières opérations, il arrête définitivement la liste du *contingent* de chaque canton, liste sur laquelle ne sont inscrits que conditionnellement, et sous la réserve de leurs droits, les jeunes gens susceptibles d'être appelés aux lieu et place de ceux dont les réclamations, ou le jugement comme prévenus de s'être rendus impropres au service, ont été renvoyés aux tribunaux judiciaires; il proclame les noms qui s'y trouvent inscrits, signe cette liste et déclare définitivement libérés ceux qui n'y sont point portés. Cette déclaration, avec indication du dernier numéro compris dans le contingent de chaque canton, est publiée et affichée dans chaque commune.

La réunion des listes du contingent de chaque canton d'un même département forme la liste du contingent départemental (5).

VI. A l'expiration des dix jours qui suivent la clôture de ces opérations du conseil, il se réunit au chef-lieu du département, et là, sur le vu des récépissés, prononce l'*exonération* de service, des appelés faisant partie du contingent de leur canton, qui ont versé le montant de la prestation individuelle fixée par un arrêté du ministre

---

(1) L. 1832, art. 17, 18, 24, 43; 17 mars 1858.
(2) L. 1832, art. 17, 19 à 24, 2, 43, 45, 46.
(3) L. 1832, art. 28.
(4) *V.* ci-dessus, p. 669, note 6.
(5) L. 1832, art. 28.

de la guerre, qui a dû être publié et affiché dans chaque commune dix jours au moins avant le *commencement* des opérations du conseil de révision pour la classe appelée (c'est-à-dire ses opérations dans le premier canton visité par lui) (1).

VII. Dès que les tribunaux ont statué sur les questions préjudicielles dont ils ont été saisis par la partie la plus diligente (l'appelé, ou le préfet, ou le ministère public près les tribunaux correctionnels), le conseil, même après la clôture de ses opérations, prononce, de la même manière, la libération, soit des réclamants ou inculpés, soit des jeunes gens désignés conditionnellement, d'après leur numéro, pour les suppléer (2).

VIII. Enfin, le conseil de révision statue, s'il y a lieu, ultérieurement sur les demandes de substitution et de remplacement, autorisés, qui lui sont présentées par les jeunes gens portés sur les listes du contingent (3).

CHAPITRE VII.

Des conseils des prises maritimes.

En cas de guerre, il peut être créé, par acte du chef du pouvoir exécutif, un conseil des prises (4), et même plusieurs conseils ou commissions locales subordonnés à celui-ci (5).

Ce conseil est composé, en général, d'un conseiller d'État président, et de huit ou six autres membres nommés par le chef de l'État, et d'un commissaire du Gouvernement qui donne par écrit ses conclusions sur chaque affaire. Ce dernier est remplacé, en cas d'empêchement, par un membre du conseil.

Les séances ne sont pas publiques (6).

L'instruction se fait sur simples mémoires communiqués respectivement par la voie du secrétariat aux parties ou à leurs défenseurs.

Les avocats au conseil d'État et à la Cour de cassation ont seuls le droit de signer les mémoires qui sont présentés à ce conseil (7).

---

(1) L. 26 avr. 1855, art. 1er, 5 à 7, 9; D. 9 janv. 1856, art. 2, 1°, 12, 1°, 7°, 13, 14, 19 à 23, 36 à 41; 18 fév. 1860.—*V.* ci-dessus, p. 669, 1er al.

(2) L. 1832, art. 28, 4e al., 26, 27, 41.

(3) L. 1832, art. 28. — *V.* ci-dessus, nos II et III.

(4) Ex. : arr. 6 germ. an VIII, art. 1er; D. 8 juill. 1854, *id.*; 9 mai 1859, *id.*

(5) Ex. : arr. 6 germ. an VIII, art. 9 à 11 ; arr. 2 prair. an XI, art. 115 à 119; ex. : contr. 18 juill. 1854, art. 11 ; 9 mai 1859, *id.*

(6) Ex. : 6 germ. an VIII, art. 3 à 6; 1854, art. 3 et 4; 1859, *id.*; D. 8 nov. 1810.

(7) Arr. 6 germ. an VIII, art. 13 ; 2 prair. an XI, art. 77 ; D. 1854. art. 7, 11 ; 1859, *id.*

Les agents consulaires étrangers peuvent présenter les observations qu'ils jugent convenable dans l'intérêt de leurs nationaux, mais seulement par l'intermédiaire du commissaire du Gouvernement (1).

Les décisions du conseil des prises peuvent être déférées au conseil d'État, soit par le commissaire du Gouvernement, soit par les parties (2). Ce pourvoi n'est point suspensif, si ce n'est pour la répartition définitive du produit des prises. Le conseil des prises peut, d'ailleurs, ainsi que le conseil d'État, ordonner que l'exécution de la décision n'aura lieu qu'à la charge de fournir caution (3).

Le Gouvernement détermine l'époque où le conseil des prises doit cesser ses fonctions (4).

CHAPITRE VIII.

Des conseils privés, aux colonies.

Il y a dans chacune de nos colonies, notamment la Réunion, autrefois Bourbon (5), les Antilles, la Guyane, un conseil privé. Dans nos établissements de l'Inde il a nom conseil du contentieux ou conseil d'administration statuant au contentieux (6).

Ce corps administratif, à la fois consultatif et juridique, remplit, sous le premier rapport, près du gouverneur les fonctions que remplit, près du chef suprême du pouvoir exécutif, le conseil d'État.

Il est composé du gouverneur président, de l'ordonnateur général, du directeur de l'intérieur, du procureur général (chef de l'administration de la justice dans la colonie) et de deux conseillers privés, qui, au besoin, sont remplacés par des suppléants (7).

Lorsqu'il statue comme *tribunal* administratif, il lui est adjoint deux magistrats (de l'ordre judiciaire) désignés par le gouverneur. D'après les ordonnances de 1825, le conseil lui-même nommait et s'adjoignait ces deux magistrats; mais cette disposition avait été changée par les ordonnances de 1833. Il y a un ministère public (8).

---

(1) D. 1854 et 1859, art. 9.
(2) *V.* ci-dessus, p. 236, n° XXXI.
(3) D. 22 juill. 1806, art. 3; av. cons. d'Et. 22 déc. 1807–11 janv. 1808; D. 1854 et 1859, art. 6.
(4) Arr. 6 germ. an VIII, art. 28; ex.: O. 9 janv., 28 juill. et 9 sept. 1815; D. 3 mai 1856; etc.
(5) L. 19 mars 1793; D. 7 mars 1848.
(6) *V.* notes suiv.
(7) Sén.-cons. 3 mai 1854, art. 9, 6, 11°; D. 29 août 1855, art. 5.
(8) Sén.-cons. 1854, art. 10, 19; O. 21 août 1825, art. 139, 141, 163; 9 fév. 1827, art. 154; 156, 179; 27 août 1828, art. 143 à 145, 168 (Guyane); 22 août 1833, art. 141 (Bourbon), 156 (Antilles); O. 23 juill. 1840, art. 93. § 4 et 5; 7 sept. 1840, art. 113, 114 (Sénég.); sén.-cons. 3 mai 1854, art. 18.

Comme tribunaux administratifs, les conseils privés statuent, sauf recours au conseil d'État par la voie contentieuse :

I. Sur les conflits négatifs et positifs d'attributions, entre l'autorité judiciaire, d'une part, et l'*autorité* ou la *juridiction* administrative, d'autre part, élevés par les chefs d'administration chacun en ce qui le concerne.

Le pourvoi au conseil d'État, à ce sujet, est suspensif (1).

II. Sur les questions qui, dans la France départementale, sont de la compétence des conseils de préfecture jugeant en matière de droit public *civil*, ou comme tribunal répressif (2). Le contentieux des domaines nationaux, les difficultés en matière de grande voirie, diffèrent un peu des attributions faites, en France, sur ces objets aux conseils de préfecture. Mais, de plus, il est statué sur le contentieux des contributions directes, non par le conseil privé jugeant au contentieux, mais par le gouverneur en conseil privé, c'est-à-dire collectivement avec ce conseil et conformément à ses décisions, mais sans recours par la voie contentieuse (3).

III. Sur le contentieux administratif *en général* et sur les questions spéciales indiquées, et dérivant de la législation particulière aux colonies, notamment en ce qui concerne le domaine public (4).

Le mode de procéder devant les conseils privés constitués en *tribunaux* administratifs a été réglé d'une manière analogue à la procédure devant le conseil d'État (5); et les jugements administratifs de ces conseils ont besoin d'être rendus exécutoires par le gouverneur (6).

TITRE NEUVIÈME.

Du ressort et de la subordination des autorités, de la filière et de la hiérarchie administratives.

CHAPITRE Ier.

Du ressort des autorités administratives.

Nous entendons ici par *ressort* l'espace de territoire sur lequel une autorité peut etendre et exercer son action ou sa juridiction (7).

---

(1) O. 21 août 1825, art. 160, § 1er, 161 ; 9 fév. 1827, art. 176, § 1er, 177; 27 août 1828, art. 165, § 1er, 166 ; 23 juill. 1840, art. 108, § 1er, 109.

(2) Ord. et art. cités, notes précéd., §§ 2 à 4.

(3) *Ibid.*, § 5, 7, et art. 157, 159, § 6; 173, 175, § 5, 162, 164, *id.*

(4) Ord. et art. cités ci-dessus.

(5) O. 31 août 1828 ; 26 fév. 1838.

(6) O. 21 août 1825, art. 48 ; 9 fév. 1827, art. 52 ; 27 août 1828, art. 51 ; 23 juill. 1840, art. 34 ; sén.-cons. 3 mai 1854, art. 19.

(7) *V.* ci-dessus, p. 16, 72, 75. — ***Ressort*** signifie aussi quelquefois *degré*

Le ressort des autorités centrales embrasse la France entière.

Les autorités locales ou territoriales ont pour ressort la *circonscription* (1) à la tête de laquelle elles sont placées.

Elles n'ont en général aucun pouvoir hors de cette circonscription. Néanmoins, dans quelques cas rares, certaines autorités peuvent avoir une action même en dehors de ces limites.

Ainsi, les autorités municipales ne peuvent donner d'ordres, ni envoyer de commissaires, ni exercer aucune fonction municipale que dans le territoire *administratif* (2) de leur commune (et sous la constitution de l'an III, soit de leur commune, soit de leur *canton*) (3). Il est défendu à tous corps ou fonctionnaires administratifs ou militaires, et à tous citoyens, d'obéir à aucune réquisition qui leur serait faite, par les commissaires d'une municipalité, hors l'étendue de son territoire (4).

Nul ingénieur, nul officier militaire ou maritime ne peut, à moins d'une délégation spéciale, opérer que dans l'étendue du territoire qui est affecté à son arrondissement de service (5).

La force publique ne peut en général être requise par les autorités civiles que dans l'étendue de leur territoire respectif. Elle ne peut se transporter d'une commune ou d'un canton ou d'un arrondissement dans un autre sans en être requise par l'administration (l'autorité) départementale, ni d'un département dans un autre, sans les ordres de l'autorité centrale (6).

Cependant, en cas d'urgence et sur la demande écrite du maire d'une commune en danger, les maires des communes limitrophes, sans distinction de département, peuvent requérir un détachement de la garde nationale de leur commune de marcher immédiatement sur le point menacé (7).

En matière de police générale, si une ou plusieurs brigades de gendarmerie, étant à la poursuite d'un ou plusieurs brigands, assassins, voleurs ou autres prévenus de crimes ou délits, parviennent aux

---

de jurisdiction : « juger en premier ou dernier ressort. » — *V.* tit. précéd. et ci-après chap. IV « hiérarchie ».

(1) *V.* ci-dessus, p. 304 à 342.

(2) *V.* ci-dessus, p. 305, texte et note 3, p. 318, etc.

(3) *V.* ci-dessus, p. 316, 388.

(4) L. 14 sept. 1792 ; ex. : arr. cons. 12 nov. 1806 (Rouffach).

(5) D. 16 août 1853, art. 12.

(6) L. 26, 27 juill.-3 août 1791, art. 19 ; constit. an III, art. 292 ; L. 28 germ. an VI, art. 143, 144, 146 ; D. 1er mars 1854, art. 620.

(7) L. 27 juill.–3 août 1794, art. 4, 19 ; constit. an III, art. 294 ; L. 22 mars 1831, art. 128 ; 13 juin 1851, art. 108 ; D. 11 janv. 1852, art. 23.—*V.* aussi C. inst. cr., art. 464 ; D. 28 mars 1852, art. 4.

extrémités de leur circonscription sans les avoir arrêtés, elles peuvent se porter dans la circonscription limitrophe, même sur le territoire d'un autre département et continuer leur poursuite jusqu'à ce qu'elles aient atteint le prévenu ou qu'elles aient été relevées par les brigades les plus rapprochées (1).

En matière de douanes, les marchandises prohibées à l'entrée ou tarifées à plus de 20 fr. par cent kilogrammes, non compris le décime de guerre et la surtaxe de navigation, et dont l'admission est réservée à certains bureaux, sont saisissables à quelque distance qu'elles puissent être arrêtées dans l'intérieur du pays, même dans les maisons ou autres bâtiments, s'il est ensuite constaté par le procès-verbal en bonne forme des préposés saisissants : 1° qu'elles ont franchi la limite du rayon frontière et qu'ils les ont poursuivies sans que le transport ni la poursuite aient été interrompus jusqu'au moment où ils ont atteint et arrêté ce transport sur les routes ou en pleine campagne, ou que, ne les ayant pas perdues de vue jusqu'à leur introduction dans une maison ou autre bâtiment, ils sont arrivés au moment où on les y a introduites; 2° que ces marchandises étaient dépourvues, au moment de la saisie, de l'expédition qui était nécessaire pour les transporter ou les faire circuler dans le rayon frontière (2).

CHAPITRE II.

De la subordination administrative et militaire, et du rang du commandement.

Les autorités administratives départementales (ou même établies pour des portions de territoire plus étendues), sont subordonnées au chef du pouvoir exécutif, chef suprême de l'administration, et à ses ministres. « Si les corps (ou fonctionnaires) administratifs, indépendants, et, en quelque sorte, souverains, dans l'exercice de leurs fonctions, avaient le droit de varier à leur gré les principes et les formes de l'administration, la contrariété de leurs mouvements partiels, détruisant bientôt la régularité du mouvement général, produirait la plus fâcheuse anarchie. » La constitution serait violée, si les corps (ou fonctionnaires) administratifs pouvaient résister aux ordres

---

(1) L. 18 germ. an VI, art. 146; O. 29 oct. 1820, art. 76; D. 1er mars 1854, art. 420.

(2) L. 28 avr. 1816, art. 59; L. 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 36, 35; 17 mai 1826, art. 22; 5 juill. 1836, art. 3.

du chef de l'État leur recommandant (par ses ministres) l'exécution des lois. » Cette résistance briserait les liens de l'unité (1).

Les autorités de district (ou d'arrondissement) sont entièrement subordonnées aux autorités de département. Un des points essentiels de la constitution en cette partie est donc cette entière et absolue subordination. Sans l'observation exacte et rigoureuse de cette *règle*, l'administration cesserait d'être régulière et uniforme dans chaque département; les efforts des différentes parties pourraient bientôt ne plus concourir au plus grand bien du tout; les districts, au lieu d'être des sections d'une administration commune, deviendraient des *administrateurs* en chef, indépendants et rivaux, et l'autorité administrative dans le département n'appartiendrait plus à l'*administration* supérieure, à qui la constitution (administrative) l'a conférée pour tout le département. Les autorités de district doivent *donc* se conformer aux ordres de l'administration départementale, afin que l'unité des principes, des formes et des méthodes, puisse être maintenue » (2).

Les autorités municipales sont *entièrement* subordonnées aux autorités de département et de district pour ce qui concerne les fonctions à exercer par délégation de l'administration générale. A l'égard des fonctions propres au pouvoir municipal, elles ont le droit propre et personnel de délibérer et d'agir. *Seulement*, la constitution les soumet, dans cette partie, à la surveillance et à l'inspection, *souvent* à l'approbation des autorités *supérieures*, parce qu'il importe à la grande communauté nationale que toutes les communes particulières, qui en sont les éléments, soient bien administrées, etc. » (3).

Les préfets et sous-préfets doivent veiller à ce que les officiers municipaux ne s'arrogent aucunes fonctions autres que celles qui leur sont propres, ou qui leur sont spécialement déléguées. Si les autorités municipales étendaient leurs fonctions administratives, soit en outre-passant les bornes qui leur sont assignées, soit en essayant de se soustraire à la surveillance et à l'autorité de l'administration départementale, celle-ci doit être attentive à les réprimer, en annu-

---

(1) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. III, art. 2; instr., 8 janv. 1790, § VI; instr. 12–20 août 1790, chap. Ier, § Ier; L. 15–27 mars 1791, art. 32; const. an III, art. 193; arr. 17 mess. an V; const. an VIII, art. 59; — *V.* ci-dessus, p. 72 « *unité, centralisation* ».

(2) L. 22 déc. 1789–8 janv. 1790, sect. II, art. 28, 31; instr. 8 janv. 1790, § 5; 12–20 août 1790, chap. Ier, § 1er; L. 15-27 mars 1791, art. 9, 25.

(3) L. 14–22 déc. 1789, art. 49, 51, 50, 55 à 57; instr. 14 déc. 1789, § 3; 12-20 août 1790, chap. Ier, § 1er; L. 15-27 mars 1791, art. 9.

lant leurs actes inconstitutionnels, et en défendant de les mettre à exécution (1).

Outre cette subordination des autorités administratives proprement dites (2), il existe une subordination analogue dans chaque ordre d'autorités spéciales (3).

La subordination militaire ou maritime doit avoir lieu rigoureusement suivant la supériorité ou l'infériorité du grade, de la classe ou de l'emploi. Ainsi, outre la subordination conforme aux relations établies par les lois et règlements entre les autorités administratives militaires ou maritimes (4), la subordination ou le rang de commandement dans *chaque* corps ou détachement du *même corps*, comme lorsque plusieurs militaires de corps ou d'armes différents se trouvent de service ensemble, est réglée comme suit, savoir : le soldat, pour tout ce qui concerne le service, doit obéissance absolue et immédiate à son caporal ou brigadier, celui-ci à son fourrier et à son sergent ou maréchal des logis, ces derniers au sergent-major ou maréchal des logis chef, ceux-ci à l'adjudant, l'adjudant au sous-lieutenant, ce dernier au lieutenant en second, le lieutenant en second au lieutenant en premier, celui-ci à l'adjudant-major et au capitaine en second, le capitaine en second au capitaine commandant, l'adjudant-major et le capitaine commandant au major et au chef de bataillon ou d'escadron, le major ou le chef de bataillon ou d'escadron au lieutenant-colonel, celui-ci au colonel, ce dernier au maréchal de camp (général de brigade), ce dernier au lieutenant-général (général de division), le général de division à l'officier du même grade commandant en chef et au maréchal de France sous les ordres desquels ils se trouvent (5).

Indépendamment de cette subordination au grade, à l'emploi, etc., la discipline exige, en tout ce qui concerne le service général et l'ordre public, la subordination à l'*ancienneté* dans le même grade, la même classe ou le même emploi, ou, à défaut, dans le grade immédiatement inférieur, et ainsi de suite, jusqu'au grade de caporal ou de brigadier (6).

---

(1) Instr. 12-20 août 1790, chap. 1er, § 8. — *V.* ci-dessus, p. 362, note 1, etc.

(2) *V.* ci-dessus, p. 348.

(3) *V.* ci-dessus, p. 447 et suiv.—Ex.: arr. 9 pluv. an VI; D. 7 fruct. an XII, art. 13, 14 (P. et ch.) etc. — *V.* ci-après, chap. III « filière ».

(4) *V.* ci-dessus, p. 524, 531 à 548, et D. 24 déc. 1811, art. 40, 41, 44, 46; L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 43, 42 (Places de guerre, commandement).

(5) L. 6-8 août 1790, art. 6; O. 16 mars 1838, art. 4, dern. al.; 2 nov. 1833, préamb. (*V.* Journal milit.).

(6) O. 16 mars 1838, art. 3 à 8; O. 2 nov. 1833, préamb.

Tout militaire, même hors du service, doit de la déférence et du respect aux grades qui sont supérieurs au sien, quels que soient l'arme et le corps auxquels appartiennent ceux qui en sont revêtus.

A cet égard, etc., les membres de l'intendance ou de l'*administration* militaire, les officiers de santé, et autres (1), sont investis de grades correspondant à ceux de la hiérarchie militaire proprement dite (2).

Mais il existe aussi une sorte de classification entre les différentes parties ou les différentes armes dont se compose l'armée (de terre) (3). Ainsi, dans tous les cas où les gardes nationales servent avec les corps *soldés*, elles prennent le rang sur eux (4). Le corps de la gendarmerie prend rang dans l'armée à la droite de toutes les troupes de ligne (5); l'infanterie a le pas sur la cavalerie (6). L'artillerie à pied a la droite de l'infanterie, etc. (7). Mais cet honneur du rang n'empêche pas que le commandement général ne soit toujours déféré suivant les règles ci-après prescrites (8).

Dans les fêtes ou cérémonies civiles, le commandement général appartient à celui des officiers des divers corps quelconques (garde nationale, gendarmerie ou troupe de ligne, etc.), qui a la supériorité du grade (de la classe ou de l'emploi), et, à égalité sous ces rapports, à celui qui est le plus ancien dans le grade (etc.); à égalité d'ancienneté, au plus âgé (9).

Mais lorsqu'il s'agit d'action militaire, les corps réunis sont commandés par l'officier supérieur de la gendarmerie ou de la troupe de ligne (10). Lorsqu'un détachement de troupe de ligne est employé conjointement avec la gendarmerie (pour un service de gendarmerie),

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 540, note 2.

(2) O. 10 juin 1835, art. 2; D. 12 juin 1856, art. 4; 26 déc. 1852 (intend. milit.); 18 juin 1860 (off. de santé). — *V.* ci-après, marine, officiers d'administration.

(3) *V.* ci-dessus, p. 550.

(4) L. 8-10 juill. 1791, tit. III, art. 35; 29 sept.-14 oct. 1791, sect. III, art. 11; 22 mars 1831, art. 72; 13 juin 1851, art. 61; D. 11 janv. 1852, art. 13; nonobst. L. 26 germ. an VI, art. 51.

(5) L. 16 janv.-16 fév. 1791, tit. III, art. 2; 28 germ. an VI, art. 151. — L'ordonnance de 1820 ajoutait : immédiatement après la garde royale (O. 29 oct. 1820, art. 31.— *V.* D. 1er mai 1854, art. 4, *id.*; 12 août 1854, art. 2); D. 1er mars 1854, art. 3.

(6) D. 24 déc. 1811, art. 43, arg.

(7) Décis. 29 brum. an VI; circ. mil. 20 janv. 1815.

(8) L. 8–10 juill. 1791, tit. III, art. 36; D. 24 mess. an XII, tit. II, art. 3; 1er mai 1854, art. 4, 2e al.

(9) L. 29 sept.–14 oct. 1791, sect. III, art. 11; 22 mars 1831, art. 72; 13 juin 1851, art. 61.

(10) L. 29 sept.-14 oct. 1791, sect. III, art. 11.

le commandement appartient, à égalité de grade (classe ou emploi), à l'officier de gendarmerie. Si le chef du détachement est d'un grade supérieur à celui dont l'officier de gendarmerie est titulaire, il prend le commandement, mais il est obligé de se conformer aux réquisitions que lui fait par écrit l'officier de gendarmerie, qui devient responsable de l'exécution lorsqu'on s'est conformé à sa réquisition (1).

Les détachements de la garde nationale requis par la gendarmerie, ou mis par l'autorité civile à la disposition de l'autorité militaire en général, sont *toujours* aux ordres de l'autorité qui a fait la réquisition (2).

Les officiers du génie, aux armées et dans les places, sont considérés comme faisant partie de l'état-major des troupes; ils concourent pour le commandement avec les officiers des autres armes, suivant leur grade et leur ancienneté respective. Les troupes du train d'artillerie ou du génie étant auxiliaires dans ces armes, les officiers en sont toujours commandés par ceux de l'arme, quel que soit leur grade (3).

Les officiers du corps d'état-major ont, à grade égal, le commandement sur les officiers de troupes.

Les officiers occupant dans les corps les emplois *administratifs* ou de *comptabilité,* tels que les trésoriers, officiers d'habillement et majors, ne concourent point au commandement à grades égaux, l'intérêt du service et l'importance de leurs fonctions exigeant qu'ils n'en soient distraits que dans les cas d'urgence et en l'absence d'officiers du même grade (4).

Quant à l'armée de mer ou plutôt à la marine (5), les dénominations de grade et d'emploi sont différentes (6); mais les principes sont les mêmes (7). Seulement, à égalité de grade, les emplois dans les différentes *professions*, ou parties du service, donnent lieu, pour les officiers et sous-officiers *mariniers*, à une prééminence établie

---

(1) L. 18 germ. an VI, art. 158; O. 29 oct. 1820. art. 91; D. 1er mars 1854, art. 138.

(2) L. 18 germ. an VI, art. 157; O. 29 oct. 1820, art. 93; L. 22 mars 1831, art. 6; 14 juin 1851, art. 4; 11 janv. 1852, art. 5; D. 1er mars 1854, art. 140.

(3) L. 14 vent. an III, art. 13; O. 2 août 1818, art. 250.

(4) O. 2 août 1818, art. 245, 249.

(5) *V.* ci-dessus, p. 555, 556.

(6) *V.* D. 5 juin 1856, art. 3 à 7 et ci-dessus, p. 555, § 2, texte et *notes*, t ci-dessous, officiers d'administration.

(7) L. 14-15 août 1790, art. 6; O. 31 oct. 1827, art. 149 à 152, etc. — *V.* note précéd.

ainsi : manœuvre, canonnage, mousqueterie, timonerie, mécaniciens, charpentage, voilerie, calfatage. Dans la *même profession*, le rang, déterminé d'abord par l'ancienneté dans le même grade ou la même classe, ou, à défaut, dans le grade (ou dans la classe), du degré inférieur, l'est ensuite, en cas d'égalité sous tous ces rapports, par l'âge, et enfin par le sort (1).

Les grades des officiers d'administration dans la marine sont assimilés à ceux des officiers militaires de la marine et des officiers militaires et d'administration de l'armée de terre, ainsi qu'il suit : les commissaires généraux et les inspecteurs en chef prennent rang, comme les intendants militaires, après les contre-amiraux et les généraux de brigade, avant les capitaines de vaisseau et les colonels, et avec les directeurs des constructions navales ; les commissaires et les inspecteurs, comme les sous-intendants militaires de première classe, avec les capitaines de vaisseau et les colonels ; les commissaires et les inspecteurs adjoints, comme les adjoints à l'intendance de première classe, avec les chefs de bataillon ou d'escadron ; les sous-commissaires, comme les adjoints à l'intendance militaire de seconde classe, avec les lieutenants de vaisseau et capitaines dans l'armée de terre ; les aides-commissaires avec les enseignes de vaisseau et les lieutenants en premier (2).

Tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement, de quelque état et grade qu'il soit, qui aurait requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner, l'action ou l'emploi de la force publique contre l'exécution d'une loi ou la perception d'une contribution légale ou contre l'exécution d'un ordre émané de l'autorité légitime, ou qui aurait ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou plusieurs citoyens, soit à la constitution, devrait être puni ; mais, s'il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur était dû *obéissance hiérarchique*, il est exempt de la peine, qui, dans ce cas, est appliquée seulement aux supérieurs qui, les premiers, ont donné l'ordre (3).

Toutefois, ce principe de la subordination et de l'obéissance hiérarchique reçoit exception lorsqu'il s'agit de la perception *illégale*

---

(1) D. 5 juin 1856, art. 6, 7.

(2) O. 14 mai 1853, art. 4 ; 12 janv. 1853, art. 10 ; O. 31 oct. 1819, art. 33 ; O. 29 déc. 1836 ; etc.

(3) C. pén., art. 190, 114 (*V.* L. 29 sept.-6 oct. 1791, 2e part., tit. Ier, sect. V, art. 2, 2e al., sect. III, art. 12). — *V.* même loi, sect. III, art. 25 ; C. 3 brum. an IV, art. 640 ; C. pén., art. 116, ministres, signature, surprise.

d'un impôt ou d'une taxe quelconque. Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées par la loi annuelle des finances, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonneraient et contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires; sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable (1).

CHAPITRE III.

De la filière administrative.

Nous appelons filière administrative la marche soit descendante (2), soit ascendante (3), que doivent suivre les administrateurs (*fonctionnaires*) eux-mêmes dans leur correspondance et leurs relations respectives, les citoyens ou autres *personnes* privées dans leurs *demandes* (4), et les autorités administratives vis-à-vis de ceux-ci pour la transmission de leurs *réponses* ou de leurs injonctions ou interdictions, même spontanées.

Le principe constitutionnel sur la distribution des pouvoirs administratifs (civils) est que l'autorité *descende* du chef de l'État aux administrations (fonctionnaires) de département, de ceux-ci aux fonctionnaires de district et de ces derniers aux municipalités, à qui certaines fonctions de l'administration générale peuvent être déléguées (5).

Les administrateurs de département sont le lien de la correspondance (et par conséquent pour l'instruction des affaires) entre l'administration générale et les administrateurs d'arrondissement; ceux-ci le sont, de même, entre les administrateurs de département et les municipalités.

La correspondance du chef de l'État n'est tenue, par ses ministres, qu'avec les autorités de département, et les dispositions qu'elle contient sont transmises par le département aux administrateurs d'arrondissement.

---

(1) C. pén. 1791, 2e part., tit. 1er, sect. III, art. 11, 2e al.; C. 3 brum. an IV, art. 626; C. pén. 1810-1832, art. 174; et L. ann. des fin. — *V.* ci-dessus, p. 129. n° X.

(2) *V.* ci-dessus, chap. II, Subordination, et p. suiv.

(3) *V.* ci-après, p. 686.

(4) *V.* chap. suiv. « *réclamations* ».

(5) Instr. 8 janv. 1790, § 5.

En général, il ne peut être rien prescrit ou fait aucune disposition à l'égard d'aucune municipalité ou d'aucun membre d'une commune, soit d'office, soit sur réquisition, que par la voie de l'administration de district et après qu'elle a été préalablement entendue (1).

De leur côté, les administrateurs de district, les receveurs d'*arrondissement* et tous autres agents placés immédiatement sous la surveillance de l'administration départementale, ne peuvent, pour toutes leurs demandes d'instructions, de renseignements, etc., correspondre qu'avec l'administration (ou l'autorité) départementale à laquelle ils sont subordonnés. D'une autre part, les maires, les percepteurs et tous autres agents, préposés ou employés placés sous la surveillance des autorités d'*arrondissement* doivent pareillement adresser à ces autorités toutes les demandes d'instructions et de renseignements dont ils ont besoin, leur soumettre toutes les questions et toutes les difficultés qui les arrêteraient dans leurs opérations respectives, enfin leur adresser tous les comptes et résultats partiels dont elles doivent composer leurs résultats *plus étendus*. Ils ne peuvent s'adresser directement à l'administration supérieure (du département) (2).

Toutefois, ces dispositions ne préjudicient pas au droit qu'ont les administrateurs ou agents secondaires inférieurs, ainsi que les citoyens (3) d'adresser au Gouvernement (ou à l'administration départementale) leurs réclamations (4) contre les opérations et décisions, des autorités *immédiates*, dont ils croiraient avoir à se plaindre. Dans ce cas, ils doivent avoir soin d'indiquer le département (même l'arrondissement et la commune) auxquels ils ressortissent (5).

Il a été fait exception même à la règle générale à l'égard des

---

(1) Instr. 12–20 août 1790, § 2.

(2) Instr. 12–20 août 1790, chap. 1er. §§ 2, 1er; arr. 17 pluv. an v, art. 1er, 4; circ. min. int. 5 mess. an VIII ; 25 sept. 1812.— Cet arrêté de l'an v est ainsi motivé : Considérant qu'un grand nombre d'agents municipaux, de receveurs, et de divers agents ou préposés, placés sous la surveillance immédiate des administrations de département, adressent directement *aux ministres* des questions dont ils peuvent recevoir les solutions plus promptement des administrations *départementales*, lesquelles ont elles-mêmes reçu des instructions générales et uniformes ; considérant qu'une correspondance entre les ministres et les administrations ou agents secondaires serait contraire à l'ordre hiérarchique établi et multiplierait le travail des ministres et des bureaux sans aucun objet d'utilité, arrête... etc. »

(3) *V.* ci-après.

(4) *V.* ci–après « hiérarchie ».

(5) Arr. 17 pluv. an v, art. 4.

maires des bonnes villes (1). Ceux-ci ont été autorisés à correspondre *directement*, pour toutes affaires *municipales*, avec les préfets, sans l'intermédiaire des sous-préfets, hors les cas de délégation expresse faite à ceux-ci par les préfets, pour un objet et un temps déterminés (2).

La loi organique de 1789-1790 n'admettait, et nos lois actuelles n'admettent, en ce qui concerne les autorités civiles, *administratives proprement dites* (3), aucun intermédiaire entre les administrations de département (les préfets) et le pouvoir exécutif suprême (les ministres représentant le chef de l'État) (4); mais nos lois ont créé, depuis, diverses *circonscriptions* et *autorités spéciales* dont l'*étendue* et le *ressort* (5) embrassent un territoire plus vaste que le département (6). Les autorités préposées à ces circonscriptions sont quelquefois, de préférence même au préfet de qui dépend *le chef-lieu* de ces circonscriptions spéciales, le lien entre l'administration locale ou les citoyens, d'une part, et l'autorité *centrale*, de l'autre.

De même, entre les autorités locales ou territoriales et les ministres, ont été intercalés, sous le rapport de la *filière*, sinon de la *hiérarchie* proprement dite (7), pour certains objets spéciaux, des administrateurs ou directeurs généraux, etc., auxiliaires principaux des ministres (8).

Enfin, les directeurs et sous-directeurs, etc., de ces services spéciaux viennent (toujours sous le rapport de la *filière* et de la correspondance et non sous celui de la hiérarchie) (9), augmenter le nombre et la série des échelons qu'ont à parcourir les demandes, l'instruction des affaires et la transmission aux parties intéressées des réponses ou décisions; ces détails d'organisation modifient, mais n'altèrent pas fondamentalement la règle générale et méthodique, qui se trouve, en définitive, toujours graduellement conforme à la subordination hiérachique.

En ce qui concerne les affaires *ecclésiastiques*, la filière est la même que pour les autres affaires administratives, s'il s'agit de l'ad-

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 314, note 7.
(2) D. 7 av. 1811, art. 31 (sur les auditeurs au conseil d'Etat).
(3) *V.* ci-dessus, p. 348 à 417.
(4) L. 14-22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 9; instr. 8 janv. 1790, § 6, *in fine*.
(5) *V.* ci-dessus, chap. 1er.
(6) *V.* ci-dessus, p. 319, 326, 336, sect. II, 444, sect. VII, 467, sous-sect. II.
(7) *V.* ci-après.
(8) *V.* ci-dessus, p. 188 à 191.
(9) *V.* ci-après.

ministration *temporelle ;* sauf, toutefois, à certain degré de l'instruction, l'intervention parallèle de l'autorité spirituelle, *consultée.*

Les citoyens ou personnes privées doivent toujours, hors le cas de plainte contre les autorités subalternes elles-mêmes (1), remettre leurs demandes (2) (même adressées à l'autorité supérieure) à celle des autorités qui se trouve immédiatement placée auprès d'eux. Toutes ces demandes, ainsi que celles des communes, des hospices (et autres établissements publics), représentés par leurs administrateurs, et enfin celles des fonctionnaires subalternes eux-mêmes, pour leur propre compte, ne doivent parvenir aux ministres, etc., que par le canal des autorités intermédiaires et *après avoir passé à leur examen* (3).

Les demandes des militaires, quel qu'en soit l'objet, ne peuvent être présentées qu'à leurs officiers et aux officiers généraux sous les ordres desquels ils se trouvent ; ceux des corps de troupes sont autorisés à s'adresser directement à leur colonel, soit par écrit, soit verbalement. Ils ne peuvent s'adresser aux généraux que par écrit, après avoir réclamé, hiérarchiquement ou non, auprès de leur colonel, à moins que la plainte ne concerne personnellement celui-ci.

Tout militaire recevant l'ordre d'une punition doit d'abord s'y soumettre ; il peut, après avoir obéi, faire ou adresser ses réclamations au sous-officier ou à l'officier immédiatement supérieur à celui qui l'a puni. En cas de déni de justice, il peut, après avoir épuisé tous les degrés de la hiérarchie militaire, réclamer près du ministre (4).

CHAPITRE IV.

De la hiérarchie administrative.

Nous appelons *hiérarchie* les *degrés* de *réclamation* à épuiser pour arriver à une solution définitive et irrévocable sur une *demande* ou *question*, soumise, dès l'origine, à l'autorité administrative, ou tranchée par elle. Ces degrés ne sont pas aussi nombreux, et surtout ne sont *pas* toujours *les mêmes*, que ceux de la *subordination* et de la *filière* (5).

Nous prenons pour point de départ la *décision* administrative, dé-

---

(1) *V.* ci-dessus, p. 683.
(2) Quant aux *réclamations* proprement dites, *V.* chap. suiv.
(3) *V.* circ. min. int. 5 germ. an VIII ; etc.
(4) O. 2 nov. 1823, art. 294, 292 ; O. 29 oct. 1820, art. 318, 261 ; D. 1er mars 1854, art. 641, 562, 569.
(5) *V.* chap. précéd. et ci-après.

clinée ou attaquée, sans compter, ou en comptant, si *l'on veut* (1), comme formant un degré, l'autorité de qui émane la décision que l'on conteste.

Il est, en effet, assez indifférent que l'on admette, comme formant le premier degré, l'autorité qui a statué originairement et dont la décision va être mise en question ; car il n'y a pas, dans l'ordre administratif, de nombre *sacramentel* de degrés, soit d'*autorité*, soit de juridiction. Seulement, nous demandons que si l'on compte une fois, et à l'égard d'une autorité quelconque, cette décision primitive comme un acte de premier degré, on veuille bien l'admettre comme telle dans tous les cas et à l'égard de toutes.

Quant à nous, notre intention est d'indiquer ici, le plus clairement possible, *quels* degrés, plutôt que *combien* de degrés doit suivre et parcourir une *réclamation*.

Il y a, sous ce rapport, à l'égard des questions de *droit public*, deux ordres hiérarchiques distincts : le premier purement administratif ou d'*autorité;* le second, non pas seulement contentieux, mais *juridique*.

Dans l'un ou l'autre ordre, aucun citoyen ne peut exercer ni concourir à exercer une autorité chargée de la *surveillance* médiate ou immédiate des fonctions qu'il exerce dans une autre qualité (2).

SOUS-CHAPITRE Ier.

DE LA HIÉRARCHIE PUREMENT ADMINISTRATIVE OU D'AUTORITÉ.

A l'égard des questions purement discrétionnaires, ou d'autorité pour lesquelles la loi n'a pas ouvert exceptionnellement une voie de recours juridique (ou contentieux), la hiérarchie à suivre est celle de la filière ou de la subordination (3) ; en remarquant, toutefois : 1° que les autorités de district ou d'arrondissement, notamment les sous-préfets, n'étant chargés de l'administration que sous l'autorité interposée de l'administration du département (le préfet), n'ayant, en général, à s'occuper que de préparer les demandes ou les matières à soumettre à cet administrateur, et ne pouvant rien décider ni faire, en général, exécuter, qu'en vertu des arrêtés de celui-ci (4), bien que formant un échelon dans la filière et la subordination, ne

---

(1) *V.* ci-après, sous-chap. II, « juridiction ».
(2) L. 24 vend. an III, tit. II, art. 1er.
(3) *V.* chap. précéd.
(4) L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 3, sect. II, art. 30 ; instr. 8 janv. 1790, § 5.—*V.* ci-dessus, p. 367 à 371.—*V.* note suiv.

constituent pas un *degré* dans la *hiérarchie* administrative (les réclamations doivent seulement *passer* par leurs mains, et leur *avis* est demandé) (1); 2° que les directeurs, sous-directeurs, etc., des services *spéciaux*, dans les localités, n'ont pas non plus droit de décision, mais sont cependant aussi *consultés;* 3° qu'au sommet de la hiérarchie, c'est-à-dire lorsqu'on arrive à l'autorité *centrale*, les *ministres seuls* forment un *degré* (et non les sous-secrétaires d'État ou directeurs généraux, etc., qui ne sont que leurs auxiliaires) (2), et qu'ils forment même le degré *le plus élevé*, sauf dans les cas rares, où la loi permet de recourir administrativement au chef suprême du pouvoir exécutif en son conseil d'État, soit directement contre un acte d'une autorité inférieure, soit contre la décision d'un ministre lui-même (3).

En matière d'instruction publique, on peut, pour certaines questions, avoir à s'adresser et à porter sa réclamation, suivant la nomenclature des autorités *spéciales à cet objet*, de l'une des autorités inférieures ou subalternes que nous avons indiquées (4) au *recteur* d'académie ou au préfet, selon les cas (5), puis au ministre.

Mais les actes ou décisions, même du chef de l'État, peuvent être, ainsi que nous l'avons vu, l'objet d'un recours administratif devant le chef de l'État lui-même (6).

Les réclamations et les plaintes, dans l'ordre *spirituel*, qu'il ne faut pas confondre avec l'ordre ecclésiastique *administratif* (7), remontent, quant au culte catholique, en France, des vicaires et desservants aux curés, de ceux-ci aux évêques suffragants et des évêques suffragants aux archevêques. La loi n'admet pas d'autre sorte de juridiction (8).

En ce qui concerne les autres cultes, on suit, en remontant, l'ordre hiérarchique des autorités locales ou centrales que nous avons indiquées (9).

Cependant un recours direct de la part de tous les ecclésiastiques de tous les cultes, quel que soit leur rang, est autorisé devant le conseil d'État pour les cas d'*abus* ou d'*entreprise* (10).

---

(1) L. 14–22 déc. 1789, art. 60; instr. 14 déc. 1789, § 3; instr. 12–20 août 1790, chap. Ier, § 8, art. 3.
(2) *V.* ci-dessus, p. 188 à 195.
(3) *V.* ci-dessus, p. 233, n° XXV à XXIX, et L. 5 mai 1855, art. 23.
(4) *V.* ci dessus, p. 446 à 450.
(5) *V.* p. 444, 446, sous-sect. II.
(6) *V.* ci-dessus, p. 61–62 (règl. 22 juill. 1806, art. 40).
(7) *V.* ci dessus, p. 684-685, et p. 453 à 460.
(8) L. 18 germ. an X, art. 31, 30, 15, 9, 10.—*V.* ci-dessus, p. 451.
(9) *V.* ci dessus, p. 460 à 464, 115 à 120.
(10) L. 18 germ. an X, art. 6 à 8; art. organ. 6.—*V.* ci-dessus, p. 228, n° X.

Jamais, sur les questions purement administratives ou discrétionnaires, une réclamation ne doit être portée devant une autorité inférieure, égale ou parallèle (1).

SOUS-CHAPITRE II.

DE LA HIÉRARCHIE JURIDIQUE.

Nul degré hiérarchique n'est à observer pour se pourvoir contre une décision administrative quelconque, à raison d'incompétence ou d'excès de pouvoir. Toute décision administrative, de quelque autorité qu'elle émane, *peut* être, pour l'une ou l'autre de ces deux causes, attaquée *directement* devant le conseil d'État par la voie contentieuse ; cependant l'on *peut*, avant de recourir à ce conseil, si la décision est l'œuvre d'une autorité inférieure au ministre, épuiser, avant de recourir au conseil d'Etat, tous les degrés de la hiérarchie purement administrative (2).

Lorsqu'une question, tranchée par une décision d'une autorité administrative quelconque, se trouve être, *au fond*, de la compétence soit de l'autorité judiciaire (3), soit d'une des autorités juridiques inférieures au conseil d'État, dont nous avons parlé (4), désignée expressément comme juge, la *réclamation* à laquelle donne lieu cette décision doit être portée *directement*, soit devant les tribunaux judiciaires, soit devant cette juridiction contentieuse inférieure. Ainsi, en matière de travaux publics, le recours auquel donne naissance la décision, soit d'un maire, soit d'un préfet, soit d'un ministre, prise au nom de la commune, du département ou de l'État, en ce qui concerne l'interprétation des clauses du marché ou les dommages causés par les entrepreneurs, ou par les agents de l'administration, c'est-à-dire par l'administration elle-même, doit avoir lieu, du ministre même, ou du maire, ou du préfet (sans s'adresser plus haut), devant le conseil de préfecture, compétent pour prononcer (5).

Mais si la question susceptible par sa nature d'un recours juri-

---

(1) Ex.: arr. cons. 9 vent. an x, etc.—*V.* sous-chap. suiv.
(2) *V.* chap. précéd.
(3) Ex. : Location d'immeubles (autres que halles) par l'Etat, le département ou la commune, etc., bailleur ou preneur ; fournitures d'objets mobiliers aux départements ou aux communes ; et une foule d'autres procès entre parties privées et *personnes publiques*, même avec l'Etat, corps politique lorsqu'il s'agit de contributions indirectes, etc., etc.
(4) *V.* ci-dessus, p. 631 à 674.
(5) *V.* ci-dessus, p. 649 à 653.

dique comme relative à un *droit* personnel ou pécuniaire, n'est point du ressort de l'autorité judiciaire, et si nulle des juridictions administratives, inférieures ou subalternes, n'est indiquée par la loi comme devant statuer, alors la décision émanée d'une autorité inférieure aux ministres ne peut être portée devant le conseil d'État, juge naturel de toutes les questions contentieuses auxquelles aucun autre juge n'a été assigné, qu'après épuisement de la hiérarchie purement administrative ou d'autorité, jusques et y compris le ministre lui-même ; car, on ne peut se pourvoir au conseil d'État, au fond, par la voie contentieuse, que contre les jugements des juridictions administratives inférieures, ou contre les décisions soit du chef de l'État, soit d'un ministre.

C'est donc aux tribunaux judiciaires et à la Cour de cassation, d'une part, et au conseil d'État, d'autre part, soit comme Cour de cassation, soit comme Cour d'appel à l'égard des juridictions administratives inférieures, autres que celles qui sont investies du droit de statuer souverainement au fond (1), soit enfin comme juge de tous les recours, qui peuvent être dirigés, lorsque la question est contentieuse, contre les décisions des ministres, ou du chef de l'État, que vient aboutir la hiérarchie juridique, pour l'exercice de laquelle n'est appelée à intervenir, comme *préliminaire* indispensable, la décision d'un ministre, que dans deux cas : ou lorsqu'il s'agit de demandes intéressant l'État, et qui, dès lors, ne peuvent être accueillies ou rejetées, avant procès, que par eux, *seuls représentants de l'État*, ou lorsque la loi n'ayant pas tracé la marche du recours, il importe, avant de recourir aux voies juridiques, d'avoir, en épuisant tous les degrés de l'*autorité*, épuisé toutes les voies de conciliation.

TITRE DIXIÈME.

Des conflits d'attributions entre l'autorité ou la juridiction administrative et le pouvoir judiciaire.

L'Assemblée nationale constituante, pour éviter l'empiètement du pouvoir judiciaire sur les opérations administratives, décréta que les réclamations d'incompétence à l'égard des corps administratifs (ou autorités administratives) ne seraient en aucun cas du ressort des tribunaux (2); que, par conséquent, les tribunaux ne pourraient

---

(1) *V.* ci-dessus, tit. VIII, chap. V et VI.

(2) L. 16-24 août 1790, tit. II, art. 13; et L. 22 déc. 1789-8 janv. 1790, sect. III, art. 7; 7-14 oct. 1790, 3°.

(*directement*) déclarer cette *incompétence*. Les réclamations élevées à cet égard, c'est-à-dire déniant la compétence administrative et soutenant la compétence judiciaire, devaient être portées au Roi, et, dans le cas où l'on prétendait que les ministres auraient fait rendre une décision contraire aux lois, les plaintes devaient être adressées au Corps législatif (1). En un mot, les discussions tendantes à *dessaisir* (directement) l'autorité administrative devaient, sauf recours au pouvoir législatif, être tranchées par le chef du pouvoir exécutif, à l'exclusion du pouvoir judiciaire.

La loi de l'an III maintint cette attribution exclusive du chef de l'État, en ordonnant que : « en cas de *conflit* d'attributions entre les autorités judiciaires (d'un côté) et administratives (de l'autre), il serait sursis jusqu'à décision du ministre, confirmée par le *Directoire exécutif*, qui en référerait, s'il était besoin, au Corps législatif : c'était donc toujours le chef de l'État qui statuait.

Enfin, l'arrêté de nivôse an VIII donna expressément au *conseil d'État*, présidé par le chef de l'État ou son représentant, et ne prononçant que, sauf son approbation, le droit de statuer sur les *conflits* qui peuvent s'élever entre l'*administration* et les *tribunaux*. Les actes subséquents, réglementaires ou législatifs, ou même constitutionnels, à l'exception de ceux de 1848 et 1849, qui créèrent un tribunal spécial, ont confirmé ces dispositions (2).

Il y a deux sortes de conflits, savoir : le conflit négatif et le conflit positif.

Le conflit négatif peut exister (3) lorsque deux autorités, l'une judiciaire, l'autre appartenant à l'ordre administratif, pur ou juridique, se sont, toutes deux, déclarées incompétentes pour statuer sur une demande ou question controversée entre les mêmes parties.

Le conflit positif, au contraire, a lieu lorsqu'un tribunal *judiciaire* étant saisi d'une demande ou question, une *autorité* administrative active (un préfet) allègue et soutient la compétence de l'autorité ou de la juridiction administrative pour prononcer sur cette demande ou question, et que, *nonobstant*, le tribunal se déclare compétent (4).

Ainsi, pour qu'il y ait conflit négatif ou positif, il faut que le différend, soit par refus de statuer de part et d'autre, soit par *revendi-*

---

(1) L. 14 oct. 1790, 3°.
(2) L. 21 fruct. an III, art. 27 ; arr. 5 niv. an VIII, art. 11, 1° ; arr. 13 brum. an X ; D. 22 janv. 1813 ; O. 29 juin 1814, art. 9 ; 18 sept. 1839, art. 17. dern. al.
(3) *V.* ci-après, chap. Ier (conditions).
(4) *V.* ci-après, chap. II (formalités préliminaires, etc.).

cation de la part de l'autorité administrative, s'élève entre le *pouvoir judiciaire,* d'un côté, et le *pouvoir exécutif,* de l'autre.

Le débat ou l'incertitude d'attribution ou de compétence entre deux autorités de l'ordre judiciaire ou entre deux autorités appartenant à l'ordre administratif, soit actif, soit juridique (1), ne constitue pas un conflit dans le sens où ce mot est pris ici. De même que les discussions de compétence ou d'incompétence agitées *entre parties* (y compris même *l'Etat*), devant l'une et l'autre autorité ou juridiction, même devant les tribunaux judiciaires en déclinant leur mission et leur objectant le droit exclusif de l'autorité ou de la juridiction administrative, si elles peuvent occasionner un conflit négatif, ne constituent pas un *conflit* positif.

La Cour de cassation prononce sur les débats de *juridiction* et les questions de règlement de juges, qui se présentent dans l'ordre judiciaire (2).

Le conseil d'État chargé de résoudre les difficultés qui s'élèvent en matière administrative statue administrativement et dans ses réunions non publiques sur les questions de compétence ou plutôt d'attribution entre les divers départements *du ministère* ou les autorités, autres que juridiques, dépendant de ces ministères, après épuisement des degrés hiérarchiques, jusques et y compris l'avis des ministres eux-mêmes, et sur celles qui ont pour objet les forces ou secours réclamés d'une section du ministère à une autre (3). Il prononce aussi, en la forme contentieuse et définitivement, *à l'occasion* des recours portés devant lui pour incompétence ou excès de pouvoir (4) ou au fond, soit en premier et dernier ressort, soit en appel (5), sur les questions de compétence soulevées par les parties, ou par les ministres dans l'intérêt de la loi ou de l'ordre public, à l'égard des autorités ou juridictions administratives, et par conséquent quelquefois, *indirectement*, même à l'égard de l'autorité judiciaire; ainsi que, réciproquement, il peut être statué d'une manière indirecte par les tribunaux judiciaires, et souverainement surtout par la Cour de cassation, sur la compétence même administrative, à l'occasion des débats soulevés sur leur propre compétence (6).

---

(1) Ex. : arr. cons. 24 mars 1832.

(2) L. 27 nov.-1er déc. 1790, art. 2, etc.; av. cons. 5–12 nov. 1811; arr. cons. 6 nov. 1813. — *V.* en outre ci-dessous, note 6.

(3) Const. an VIII. art. 52; 1852, art. 50; L. 27 avr.-25 mai 1791, art. 17, 4°; 3 mars 1849, art. 5, etc.

(4) *V.* ci-dessus, p. 624, § 1er, n^{os} I à IV.

(5) *V.* p. 626, § 2, n° III et p. 630, 1°, 2° et dern. al.

(6) *V.* av. cons. d'Et. 5-12 nov. 1811. — Un arrêté du 2 germ. an V, que

Mais il n'appartient, aujourd'hui encore, qu'au conseil d'État de prononcer sur les *conflits* proprement dits, positifs ou négatifs (1), savoir dans la France européenne et en ce qui concerne l'Algérie (2) directement, en premier et dernier ressort, et, en ce qui touche les colonies ou autres possessions françaises, en appel des décisions des *conseils privés* ou du contentieux (3).

La constitution de 1848 avait, ainsi que nous l'avons dit, créé un *tribunal* spécial, mi-partie administratif, et mi-partie judiciaire, appelé *tribunal des conflits*.

Ce tribunal était composé sous la présidence du ministre de la justice, ou, à son défaut, de celui de l'instruction publique, de quatre conseillers de la Cour de cassation, et de quatre conseillers d'État, qui devaient être désignés, tous les trois ans, par leur corps respectif.

Chacune des deux autorités élisait, de plus, dans son sein deux suppléants, appelés, dans l'ordre de leur nomination, à remplacer les membres empêchés, appartenant à l'une ou à l'autre, le tribunal ne pouvant statuer qu'au nombre de neuf juges, pris *également*, à l'exception du ministre, dans ces deux corps.

Ses séances étaient publiques.

Les fonctions du ministère public y étaient remplies par deux commissaires du Gouvernement, à chacun desquels était adjoint, pour le remplacer au besoin, un suppléant, tous choisis, chaque année, par le chef de l'État, savoir : un des commissaires et son suppléant parmi les maîtres des requêtes au conseil d'État, et les deux autres dans le parquet de la Cour de cassation.

Les fonctions de rapporteur étaient par le ministre, président, immédiatement après l'arrivée et l'enregistrement des pièces au se-

---

nous avons déjà signalé sous un autre rapport (*V.* ci-dessus, p. 607, note de la page précéd.), a chargé le ministère public près la Cour de cassation, de dénoncer à cette Cour comme contraires aux lois et renfermant un excès de pouvoir, deux jugements portant atteinte au principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire (*V.* const. 1791, tit. III, chap. V, art. 27; an III, art. 262). Pareil ordre devrait encore aujourd'hui être donné par le ministre de la justice à l'égard d'instances terminées, où le conflit n'aurait pas été et ne pourrait plus être élevé (L. 27 vent. an VIII, art. 80). — *V.* ci-dessus, p. 258, note 4, et ci-après, O. 1er juin 1828, art. 4.

(1) Const. an VIII, art. 52, arg.; arr. 5 niv. an VIII, art. 11; O. 29 juin 1814, art. 9, O. 18 sept. 1839, art. 17; D. 25 janv. 1852, art. 1er; arr. cass. 8 vent. an XII, etc. — *V.* ci-après.

(2) *V.* arr. 30 déc. 1848, art. 14.

(3) O. 21 août 1825, art. 160, § 1er, 161; 9 fév. 1827, art. 176, 177; 27 août 1828, art. 165, 166; 23 juill. 1840, art. 108, 109; 7 sept. 1840, art. 113, 114. — *V.* ci-dessus, p. 674, et ci-après, p. 697, note 6.

crétariat, confiées alternativement à un conseiller d'État, puis à un membre de la Cour de cassation, sans que cet ordre pût être interverti ; dans aucune affaire les fonctions de rapporteur et celles du ministère public ne pouvaient être remplies par deux membres du même corps.

Les avocats au conseil d'État et à la Cour de cassation pouvaient être chargés par les parties de présenter, devant le tribunal des conflits, des mémoires et des observations orales (1).

Le tribunal était chargé non-seulement du règlement des *conflits*, négatifs et positifs (2), mais encore de la revendication, qu'avait le droit de faire par devant lui le ministre de la justice, des affaires portées devant la section du contentieux du conseil d'État, et qui lui paraissaient ne pas appartenir au *contentieux* administratif (3), mais bien à l'*autorité* administrative pure, ou même à l'autorité judiciaire ; dans ce dernier cas, c'était un véritable *conflit*, soulevé au nom de l'autorité judiciaire par le ministre de la justice devant la juridiction administrative. Aujourd'hui, comme antérieurement, le *conflit* ne peut plus être élevé que devant le *pouvoir* judiciaire pour le dessaisir, et ce, sans réciprocité.

Nous avons dit que ce même tribunal devait aussi statuer à l'égard des arrêts de la Cour des comptes (4).

CHAPITRE PREMIER.

Des conflits négatifs.

Il ne suffit pas, pour qu'il y ait *conflit* négatif, que deux autorités, l'une judiciaire et l'autre administrative (pure ou juridique), se soient toutes deux déclarées incompétentes pour statuer sur la même demande, ou sur la même question agitée entre les mêmes parties (5). Il faut encore que l'une des deux autorités, qui se sont abstenues, fût réellement et nécessairement compétente, et qu'il n'en existe pas une troisième à laquelle cette demande ou cette question eût dû être soumise (6) ; si donc une demande ou question, portée inutilement devant deux autorités, toujours appartenant l'une à l'ordre judiciaire

---

(1) Const. 1848, art. 89; L. 3 mars 1849, art. 64; règl. 26 oct. 1849, art. 2, 6, 4, 8, 11 ; L. 4 fév. 1850, art. 1er à 3, 6, 5, 7.

(2) Const. 1848, art. 89; L. 3 mars 1849, art. 64, 1er et 3e al.; règl. 26 oct. 1849, art. 17, 19, 18, 22, 20, 23, 21, 24, 12 à 16.

(3) L. 3 mars 1849, art. 47, 64; règl. 26 oct. 1849, art. 28 à 33.

(4) Const. 1848, art. 90.—*V.* ci-dessus, p. 625, nº II..

(5) *V.* ci-dessus, p. 690 ; ex.: arr. cons. 18 fév. 1858.

(6) *V.* ci-après.

et l'autre à l'ordre administratif, pur ou juridique, se trouvait être, dans l'un ou l'autre ordre, du ressort d'une autorité différente, comme diffèrent entre eux, dans l'ordre judiciaire, les tribunaux civils, correctionnels ou commerciaux (1), et, dans l'ordre administratif, soit les conseils de préfecture et les autres juridictions paralèles (2) ou le conseil d'État statuant directement (3), soit l'une des autorités actives dont cet ordre se compose à ses divers degrés ou dans ses spécialités diverses (4) (ministres, préfets, recteurs, conseils départementaux de l'instruction publique, etc.), alors il n'y aurait pas conflit négatif, et cette sorte de recours en règlement de juges serait au moins prématuré (5).

Mais le conflit négatif peut exister et être soumis au conseil d'État, dès le premier ressort, c'est-à-dire après deux jugements, ou un jugement et une décision, rendus même en premier ressort seulement (6).

Les parties, toutefois, avant de procéder par cette voie, peuvent épuiser tous les degrés, soit de l'une, soit de l'autre juridiction (7), soit de la hiérarchie purement administrative, soit même des unes et des autres.

Parfois le conflit négatif résulte d'un arrêt du conseil d'État lui-même, annulant pour cause d'incompétence un jugement ou une décision de l'autorité administrative, lorsque déjà une autorité judiciaire s'était déclarée incompétente; le conseil alors règle le conflit (8); et il le fait, même d'office (9).

Les conflits négatifs sont introduits, instruits et jugés comme les autres réclamations contentieuses (10).

CHAPITRE II.

Des conflits positifs.

Le conflit positif est, ainsi que nous l'avons dit, la revendication pour le pouvoir administratif ou exécutif, compétent aux termes des

---

(1) Ex.: arr. cons. 29 mars 1851 (Dutour).
(2) Ex.: arr. cons. 23 août 1843 (Cartier).
(3) Ex.: arr. cons. 21 janv. 1847 (Avignon); 26 juill. 1826 (Wisthum).
(4) Ex.: arr. cons. 24 mars 1824 (Gay).
(5) Ex.: arr. cons. 10 juill. 1822 (Belmond).
(6) Ex.: arr. cons. 9 déc. 1858 (Guillemin); 10 fév. 1859 (Ragot).
(7) Ex.: arr. cons. 4 fév. 1858 (Maugeant).
(8) Ex.: arr. cons. 22 janv. 1857 (Gilbert); 31 mai 1855 (Fournier).
(9) Ex. arr. cons. 22 janv. 1857 (Min. fin.).
(10) *V.* D. 22. juill. 1806; 2 fév. et 12 mars 1831; O. 31 août 1828; 26 fév. 1838.

lois (1), d'une question portée à tort devant l'autorité *judiciaire* (2).

Ainsi, il ne suffit pas pour élever et pour justifier un conflit, de prétendre et de démontrer qu'une question *n'est pas de la compétence judiciaire*, il faut encore établir qu'elle est du ressort de l'autorité *administrative* (3).

Le conflit ne devant résulter que d'un débat de *compétence*, ne peuvent donner lieu à conflit : 1° le défaut d'autorisation, de la part du Gouvernement (le conseil d'État ou les autorités ayant pouvoir d'accorder cette autorisation), dans les cas où elle est nécessaire (4), des poursuites dirigées contre ses agents, pour des faits relatifs à leurs fonctions *administratives* (5) ; 2° le défaut d'accomplissement de la *formalité* préalable à remplir avant d'exercer devant l'autorité judiciaire aucune action ou poursuite *contre l'Etat*, savoir, la présentation au préfet, à peine de nullité de la procédure, d'un mémoire sur lequel ce fonctionnaire (ou le ministre) rend, non pas un jugement, mais une décision par laquelle il déclare, au nom de l'État, résister ou acquiescer à la demande (6) ; 3° le défaut d'accomplissement de la même *formalité*, par quiconque veut intenter devant les tribunaux judiciaires une action contre une commune, une section de commune ou un établissement public, afin de les mettre à même d'obtenir, s'il y a lieu, du conseil de préfecture ou du conseil d'État, l'autorisation de plaider (7) ; cette absence, dans les trois cas, d'un préliminaire indispensable ne constitue qu'un vice de procédure,

---

(1) Av. cons. d'Ét. 5-13 nov. 1811 ; ex.: arr. cons. 15 déc. 1852, etc.; O. 1er juin 1828, art. 6, 12, 1°, 2°.—*V.* ci-dessns, p. 690.

(2) Le débat entre deux autorités administratives ne peut donner lieu à conflit (Ex.: arr. cons. 24 mars 1832).

(3) Sous ce rapport, le premier considérant de l'arrêt du conseil d'État du 18 juin 1852 est *incomplet*. En réalité, selon nous, la question n'était ni administrative, ni judiciaire. Le décret du 22 janv. 1852, l'un des premiers actes du Gouvernement qui ont suivi la Constitution du 14 janv. de la même année, était un acte *dictatorial* (*V.* ci-dessus. p. 54) et législatif. Il s'agissait, en effet, non de l'*application*, mais de la *révocation* d'une *loi* (celle du 2 mars 1832, art. 22). C'est ce qu'eût décidé sans doute la Cour de cassation, à laquelle il appartenait de statuer, suivant les principes établis, ou plutôt confirmés, par l'avis ayant force de loi du 5-12 nov. 1811 (*V.* note précéd.), et selon la marche indiquée par l'arrêté du 2 germ. an v (*V.* ci-dessus, p. 691, note 6, et l'arrêt du conseil du 6 nov. 1813, etc.).

(4) *V.* ci-dessus, p. 227, 226.

(5) Ex.: arr. cons. 3 déc. 1823, etc.; arr. contr. 27 déc. 1830. — *V.* ci-dessus, p. 224, 225, note 7, et p. suiv., note 4.

(6) L. 28 oct.-5 nov. 1790, tit. III, art. 15 ; ex.: arr. cons. 1er nov. 1820, etc. — *V.* p. suiv., note 1.

(7) L. 18 juill. 1837, art. 51 à 54 ; ex.: arr. cons. 23 mai 1806 ; 7 fév. 1809, etc.

sujet, pour l'administration, non de revendication de la question, si elle est judiciaire, mais d'un recours devant l'autorité judiciaire supérieure ou la Cour de cassation, soit au nom de l'ordre public et du principe méconnu de l'indépendance réciproque des pouvoirs exécutif et judiciaire, soit dans l'intérêt de l'État, ou de la commune, etc. (1).

Le conflit ne peut jamais être élevé en matière *criminelle* proprement dite, c'est-à-dire devant les tribunaux ou corps judiciaires civils, militaires ou maritimes, connaissant des *crimes*, tels qu'ils sont définis par nos Codes (2).

Il ne peut l'être en *matière* correctionnelle que dans deux cas : 1° lorsque la répression de l'*infraction* est attribuée à l'autorité administrative par une disposition des lois générales, ou de tout autre acte ayant force de loi (3);

2° Lorsque le jugement à rendre par le tribunal (ou la Cour) dépend d'une question préjudicielle dont la connaissance appartient à l'autorité administrative en vertu d'une disposition légale. Il ne peut être élevé dans ce cas que sur la question préjudicielle (4).

Mais il peut être élevé devant un tribunal correctionnel sur l'action *civile* introduite conjointement avec l'action correctionnelle (5).

Il résulte des règles et des formes prescrites par l'ordonnance de 1828 (l'intervention du ministère public), qu'un conflit ne peut être élevé devant un tribunal de commerce (6), ni devant un juge de paix, au civil, etc. (7); mais il peut l'être sur l'appel interjeté de leurs décisions (8). Un déclinatoire (9) peut être proposé devant le président d'un tribunal de première instance, statuant en référé, et le conflit élevé, par suite, sur l'appel de son ordonnance (10).

Enfin, le conflit ne peut être élevé après les jugements (sur le fond) (11) rendus en dernier ressort ou acquiescés, ni après des arrêts

---

(1) O. 1er juin 1828, art. 3 ; arr. 30 déc. 1848, *id.* — *V.* notes précéd.

(2) O. 1er juin 1828, art. 1er ; arr. 30 déc. 1848, art. 1er ; C. pén., art. 1er, 3e al., 2.

(3) O. 1er juin 1828, art. 2 ; arr. 30 déc. 1848, *id.* — *V.* ci-dessus, cons. de préfecture, attributions répressives.

(4) Ex.: arr. cons. 23 avr. 1840 (Sauphar). — *V.* note précéd.

(5) Ex.: jugem. tribun. des confl. 17 avr. 1851.

(6) Ex.: arr. cons. 29 mars 1832 ; 2 mai 1845. — *V* note suiv.

(7) Ex.: arr. cons. 3 déc. 1828 ; 28 juin 1837, etc.; 16 juill. 1846 (tribunal de simple police).

(8) Ex.: arr. cons. 2 mai 1845 ; 26 juin 1852, et note précéd.

(9) *V.* ci-après.

(10) Ex.: arr. cons. 12 août 1854.

(11) Ex.: arr. cons. ou trib. des confl., 4 fév. 1836 ; 27 fév. 1847 ; 15 mai-24 juill. 1851 ; 15 déc. 1853. — *V.* note suiv.

définitifs (1), à moins que le tribunal ou la Cour n'ait, après le déclinatoire présenté, passé outre au jugement du fond (2), avant l'expiration des délais accordés pour le jugement du conflit, ou qu'il n'ait statué sur sa compétence, ou préparatoirement seulement, sans faire mention du déclinatoire, lors même que le ministère public le lui aurait laissé ignorer (3).

Toutes les fois et aussitôt qu'un préfet (4) (et dans ce mot *préfet*, une ordonnance royale et réglementaire, d'une part, et la jurisprudence, d'autre part, ont compris le préfet de police (5) et les préfets maritimes) (6) est informé qu'une question, qu'il estime être attribuée par une disposition législative à l'autorité (ou à la juridiction) administrative, est portée, directement ou par suite de renvoi de la Cour d'appel (7), ou par suite d'appel de la justice de paix (8), et se trouve encore pendante (9) devant un tribunal de première instance, ou correctionnel dans les cas prévus ci-dessus, de leur département (ou arrondissement maritime) (10), ou pendante devant la Cour d'appel à laquelle ressortit ce tribunal (11) ou enfin devant une Cour d'appel saisie par suite de renvoi de la Cour de cassation (et, dans ce cas, le préfet du chef-lieu de la Cour est compétent) (12), il peut et *doit*, alors même que l'Etat ou le département (ou la ville de Paris), représentés par lui, ne seraient pas en cause, et quand bien même l'un ou l'autre serait en cause en sa personne (13), adresser comme préfet, ou

---

(1) 1er juin 1828, art. 4; arr. 30 déc. 1848, *id.*; ex.: arr. cons. 6 janv. 1814; 6 fév. 1815; 7 déc. 1854, 30 juill. 1857; arr. contr. 11 mai 1807; 2 août 1823, etc. — *V.* ci-après, procédure cons. d'Et., action éteinte, non-lieu à statuer.

(2) Ex.: jugem. du trib. des confl. 3 juin 1850.

(3) Ex.: arr. cons. ou jugem. trib. des confl. 3 avr. 1850; 2 avr. 1852; 21 août 1845; 21 janv. 1847.

(4) Et non le conseil de préfecture (ni même le conseil d'Etat) par évocation (L. 16–24 août 1790, tit. II, art. 17; arr. cons. 19 therm. an IX).

(5) O. 18 déc. 1822; contrairement à un arrêt du cons. d'Etat du 29 mai 1822. — *V.* depuis : arr. cons. 2 août 1823; 4 juin 1857.

(6) Ex.: arr. cons. 23 avr. 1807; 23 avr. 1840; 26 juin 1852.

Aux colonies les conflits peuvent être élevés par les chefs d'administration, chacun en ce qui le concerne (*V.* ci-dessus, p. 692, note 3; ex.: arr. cons. 24 déc. 1845).

(7) Ex.: arr. cons. 15 déc. 1853; 12 août 1854.

(8) Ex.: arr. cons. 30 juill. 1857. — *V.* ci-dessus.

(9) Ex.: arr. cons. 2 janv. 1857.

(10) Ex.: arr. cons. 17 août 1841.

(11) Ex.: arr. cons. 20 août 1840; 27 fév. 1847, 2 janv. 1857.

(12) Ex.: 3e arr. cons. 15 mai 1858. — Celui-ci ne l'est pas dans les circonstances où la Cour ne se trouve saisie que par appel (*V.* arr. cons., 27 mai 1848; 2e arr. 15 mai 1858).

(13) *V.* ci-après.

représentant du pouvoir exécutif, au ministère public un mémoire ou *déclinatoire*, dans lequel il *rapporte* textuellement (1) la disposition législative qui, selon lui, attribue à l'administration (pure ou juridique) la connaissance du litige ou d'une partie du litige et demande le renvoi de l'affaire, ou d'une ou de plusieurs, ou de l'ensemble des questions, devant l'autorité compétente (2).

Les conclusions prises par les parties ou le ministère public (3) ou par le préfet lui-même au nom de l'État ou du département, etc., comme partie (4), pour décliner la compétence du tribunal ou de la Cour, ces conclusions, même appréciées déjà et rejetées par le tribunal ou la Cour (5), ou même la défense au fond présentée par le préfet lui-même (6) ne sauraient suppléer ni faire obstacle à son déclinatoire *officiel* (7); pas même des conclusions prises par un ministre (8).

Le déclinatoire peut être présenté, et par conséquent le conflit élevé en cause d'appel, après la présentation à la Cour et le rejet par elle de ce déclinatoire (9), non-seulement lorsqu'il ne l'a pas été ou n'a pu l'être en première instance (10), mais encore lorsqu'il l'a été irrégulièrement et *après* les délais prescrits (11).

Dans tous les cas le ministère public doit faire connaître au tribunal (ou à la Cour), au plus tard avant le jugement du fond, le *déclinatoire* ou la demande formée par le préfet, et requiert, si la revendication lui paraît fondée, le renvoi de la question ou du litige, devant l'autorité administrative (pure ou juridique) (12).

Si le déclinatoire a été présenté devant un tribunal *de première*

---

(1) *V.* ci-après, arrêté de conflit.

(2) Arr. 13 brum. an x, art. 1er, 4; O. 1er juin 1828, art. 6, 17; arr. 30 déc. 1848, *id.*

(3) Ex.: arr. cons. ou jugem. trib. des confl. 4 fév. 1836; 25 mars 1848; 7 mars et 5 nov. 1850; 22 nov. 1851; 16 nov. 1854.

(4) Ex.: arr. cons. ou trib. des confl. 12 juin et 5 nov. 1850; 14 sept. 1852; 29 mai 1856; 1er déc. 1859.

(5) Ex.: arr. trib. confl. 7 mars et 6 avr. 1850; 24 juill. 1851; 14 sept. 1852.

(6) Ex.: arr. cons. 30 déc. 1842.

(7) *V.* notes précéd.

(8) Ex.: arr. cons. 17 mai 1851; 14 août 1857.

(9) Ex.: arr. cons. 16 et 19 août 1832; 28 oct. 1833; 20 avr. 1835; 23 avr. 1840; 7 août 1843; 31 déc. 1844; 23 juin 1853.

(10) *V.* ci-dessus.

(11) O. 1er juin 1828, art. 4, 2e al., 11; arr. 30 déc. 1848, *id.*—*V.* ci-après et ci-dessus, note 9.

(12) O. 1er juin 1828 et arr. 30 déc. 1848, art. 6, 2e al., 17.

instance et *rejeté* par le tribunal explicitement ou implicitement (1) le préfet, DANS la quinzaine, pour tout délai (dans le mois, en Algérie)(2), quand même le dernier jour de la quinzaine serait un jour férié) (3), à partir du jour de l'envoi, que doit lui faire le ministère public près ce tribunal dans les cinq jours qui suivent le jugement (4), tant de ce jugement que de la copie de ses conclusions ou réquisitions, doit rendre et faire déposer au greffe *du tribunal* (5) un *arrêté* de conflit et les pièces y visées (6). La date de l'envoi au préfet, par le ministère public, du jugement de première instance est consignée sur un registre dit *de mouvement*, destiné à cet effet (et dont les énonciations font foi) (7), et il est donné au préfet, sans délai et sans frais, récépissé du dépôt, fait au greffe, de l'arrêté de conflit (8). Si ce dépôt n'a pas eu lieu *dans* la quinzaine indiquée, le conflit ne peut plus être élevé devant le même tribunal (9). Il ne peut plus l'être qu'en cause d'appel, avant le jugement ou l'arrêt définitif sur le fond, et en observant les mêmes formes que s'il était présenté, en appel, pour la première fois (10).

Si, au contraire, le déclinatoire a été *admis en première instance* et qu'une des parties interjette appel du jugement, alors le préfet peut et doit rendre et faire déposer au greffe *de la Cour* (11) un arrêté de conflit *dans* la quinzaine qui suit la signification *à lui faite* de l'acte d'appel. Il le peut, *dans ce délai*, alors même que le tribunal de première instance aurait, dans l'intervalle, passé outre, au juge-

---

(1) Ex.: arr. cons. 30 déc. 1843; 21 août 1845; 3 avr. et 3 juin 1850; 25 mars 1852.

(2) O. 1er juin 1828 et arr. 30 déc. 1848, art. 8, 17.

(3) Ex.: arr. cons. 1er déc. 1853; 2 janv. 1857; 10 mars 1858.

(4) O. 1er juin et arr. 30 déc. 1848, art. 7, 11; ex.: arr. cons. ou tribun. des confl. 7 déc. 1844; 3 juill. 1850.

(5) Ex.: arr. cons. 30 mai 1834.

(6) L'art. 11 ne fixe un délai de rigueur que pour le dépôt de l'arrêté de conflit, et non pour les pièces, qui peuvent être produites utilement *un peu plus tard* peut-être (O. 1er juin 1828, etc., art. 11, et arr. cons. 7 août 1843); mais nous ne dirions pas comme cet arrêt : « jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur la validité du conflit.—*V.* ci-après, communication aux parties et pièces indispensables pour statuer.

(7) Ex.: arr. tribun. confl. 18 avr. 1850.

(8) O. 1er juin et arr. 30 déc., art. 10, 17.

(9) O. 1er juin 1828 et arr. 30 décembre 1848, art. 11, 17. — Il a été jugé qu'un second déclinatoire pouvait être présenté au même tribunal, tant qu'il n'a pas été par lui statué au fond, si le premier avait été annulé, *non comme tardif*, mais pour défaut de qualité du préfet (Ex.: arr. cons. 29 juin 1842).

(10) *Ibid.* art. 4. — *V.* ci-dessus.

(11) Ex.: arr. cons. 20 mai 1834; 22 avr. 1842; 1er arr. 15 mai 1858.

ment du fond (1), et sans qu'il soit nécessaire de présenter à la Cour un autre déclinatoire (2). L'arrêté de conflit, dans ce cas comme dans le précédent, est la suite et la conséquence du déclinatoire présenté en première instance, lequel, *n'étant point périmé*, fait partie du dossier et peut être communiqué à la Cour.

Si le déclinatoire présenté *en appel* est rejeté (3), le préfet a, de même, pour prendre l'arrêté de conflit et le faire déposer au greffe de la Cour (4) (ou du tribunal d'appel) quinze jours (un mois en Algérie), à partir de l'envoi, qui a dû lui être fait du jugement ou de l'arrêt d'appel, dans les cinq jours, par le ministère public (le procureur général, etc.) (5).

Dans tous les cas, l'arrêté par lequel le préfet élève le conflit et revendique, en tout ou en partie, la cause (ou la question), doit viser le jugement intervenu sur la compétence (6); et dans ce même arrêté doit être insérée textuellement la disposition législative (7), qui *attribue à l'administration* (8) la connaissance du *point* litigieux, *indiqué* aussi (9).

Si l'arrêté de conflit a été déposé au greffe en temps utile (c'est-à-dire avant que le tribunal ou la Cour soit dessaisi régulièrement), le greffier doit le remettre immédiatement au ministère public, qui le communique au tribunal ou à la Cour dans la chambre du conseil et requiert qu'il soit sursis à toute procédure judiciaire (10); et il doit être, en effet, sursis par le tribunal ou par la Cour qui (pas plus que le greffier) (11) ne peut s'immiscer dans l'appréciation de

---

(1) O. 1er juin 1828; arr. 30 déc. 1848, art. 8.

(2) Ex.: arr. cons. 22 mai 1840; 12 avr. 1854; nonobst. arr. cons. 23 avr. 1840 et 1er juin 1854.

(3) *V.* ci-dessus, p. 697.

(4) Ex.: arr. cons. 25 avr. 1857.

(5) Ex.: arr. cons. 6 août 1852. — *V.* ci-dessus.

(6) *V.* ci-dessus.

(7) O. 1er juin 1828 et arr. 30 déc. 1848, art. 9.

Le conseil d'Etat a trouvé que par la citation, et même le visa des lois des 16–24 août 1790 (Tit. II, art. 13) et 16 fruct. an III, portant défense aux tribunaux de connaître des actes d'administration (*V.* ci-dessus, p. 4, à la note), et par le visa d'autres lois dont on indiquait seulement la date il avait été satisfait aux prescriptions de l'ordonnance de 1828 (Arr. cons. 3 fév. 1835; 8 fév. 1838; 25 fév. 1841; 7 déc. 1844; 21 août 1845). Cette opinion ne nous paraît conforme ni au texte, ni à l'esprit de cet acte réglementaire.

(8) *V.* ci-dessus, p. 695, note 3.

(9) *V.* arr. cons. 20 mai et 7 nov. 1850.

(10) O. 1er juin 1828 et arr. 30 déc. 1848, art. 12; arr. 13 brum. an X, art. 3.

(11) Nonobstant les termes ci-dessus.

l'arrêté de conflit, ni sous le rapport de la régularité, ni sous celui de sa validité (1).

Après la communication faite au tribunal ou à la Cour de l'arrêté de conflit, cet arrêté et les pièces sont rétablies au greffe où ils doivent rester déposés quinze jours; le ministère public en prévient tout de suite les parties ou leurs avoués, lesquels peuvent en prendre communication, sans les déplacer, et remettre, dans la même quinzaine, au parquet du ministère public, leurs observations avec tous les documents à l'appui (2). Le ministère public informe le garde des sceaux, ministre de la justice, de l'accomplissement de toutes ces formalités et lui transmet en même temps, avec l'arrêté de conflit, ses propres observations, celles des parties ou de leurs avoués, s'il en a été fourni dans le délai, et toutes les autres pièces jointes *ou nécessaires* (3).

Les autres pièces nécessaires pour qu'il soit statué sur le conflit sont : la citation en justice, les conclusions des parties, le déclinatoire proposé par le préfet (4), le jugement ou l'arrêt sur la compétence, l'acte d'appel (antérieur ou postérieur au déclinatoire), le jugement ou l'arrêt ordonnant le sursis à toute procédure (s'il s'agit de l'appel d'un jugement rendu sur un conflit élevé dans les colonies, le jugement du conseil privé), enfin l'extrait du registre de mouvement (5).

La date de l'envoi de l'arrêté de conflit et de ces pièces est consignée sur un registre à ce destiné (le registre de mouvement sans doute) (6). Dans les 24 heures de la réception (7) le ministre adresse au magistrat qui les lui a transmises un récépissé énonciatif des pièces (lequel est déposé au greffe du tribunal ou de la Cour) et il les transmet aussitôt au secrétaire général du conseil d'État.

Il doit être statué par le conseil d'État dans le délai de trois mois à dater de la réception au ministère de la justice des pièces énumérées ci-dessus, indispensables pour que le rapport sur le conflit puisse être présenté au conseil (8).

---

(1) L. 16 fruct. an III, art. 27; arr. cons. 3 fév. 1835; 18 fév. 1839; 23 avr. 1840; 25 avr. 1845; 12 déc 1848. — *V.* C. pén., art. 128, 166, 167.

(2) Lorsque la partie signe seule ses observations, sa signature doit être légalisée par le maire de son domicile, etc. (O. 12 déc. 1821, art. 5).

(3) O. 1er juin 1828 et arr. 30 déc. 1848, art. 14; O. 21 déc. 1821, art. 1er, 2, 5.

(4) Ou l'administrateur dans les colonies (*V.* ci-dessus).

(5) O. 1er juin 1828, art. 12, 13, 14, 7, arg.; 12 mars 1831; art. 6; arr. 30 déc. 1848, art. 14.

(6) Cette date est aujourd'hui presque sans importance. — *V.* note suiv.

(7) C'est la date de cette réception qui fait courir les délais pour le conseil (*V.* ci-après).

(8) O. 12 mars 1831, art. 6, 7; arr. 30 déc. 1848, art. 15.

Les parties (ou leurs avoués) peuvent encore, jusqu'à la présentation du rapport, fournir leurs observations sur le conflit, par simple mémoire signé d'elles, ou de leurs avoués, ou d'un avocat au conseil (1).

Le rapport sur les conflits est fait, au nom de la section du contentieux, en séance publique de l'assemblée du conseil d'État délibérant au contentieux. Immédiatement après le rapport, les avocats des parties (avocats au conseil d'État) peuvent présenter des observations orales, puis le ministère public est entendu et l'affaire est mise ensuite en délibéré (2). Lorsque le procès dans lequel est intervenu le conflit est définitivement terminé et éteint, soit par désistement du demandeur, soit par l'acquiescement à la demande, soit par transaction, soit par arrêt de cassation, soit par prescription de l'action correctionnelle, etc., la cause du conflit ayant cessé, le conseil déclare n'y avoir lieu à statuer (3).

Il n'est prononcé, quelque jugement qui intervienne, aucune condamnation de dépens (4).

Il n'y a pas lieu à opposition sur la décision intervenue (5). La révision peut en être demandée au cas d'inobservation des conditions et formalités essentielles (6).

Les délais pour statuer sur les conflits sont suspendus pendant les vacances du conseil (7).

Si un mois après l'expiration du délai fixé (quarante jours pour l'Algérie) l'autorité judiciaire n'a pas reçu notification de la décision rendue sur le conflit, elle peut procéder au jugement de l'affaire (8).

Un conflit annulé au fond par le conseil d'État ne peut être reproduit identiquement par le préfet, même en cause d'appel (9).

---

(1) O. 12 déc. 1821, art. 4, 5; 1er juin 1828 et arr. 30 déc. 1848, art. 13, arg.

(2) Av. cons. 19-22 fév. 1813; O. 2 fév. 1831, art. 2, 3; 12 mars 1831, art. 2; D. 30 janv. 1852, art. 17, 19, 20, etc.

(3) Ex.: arr. cons. 5 mars 1841; 27 fév. et 8 nov. 1851; 19 janv. 1855; 4 juin 1857.

(4) O. 12 déc. 1821, art. 7; ex.: arr. cons. 20 mai 1850; 26 fév. 1857.

(5) O. 12 déc. 1821, art. 6; ex.: arr. cons. 24 avr. 1808; 18 oct. 1832, etc.

(6) *V.* ci-dessus, p. 623, 624.

(7) Règl. 19 juin 1840, art. 35; 26 oct. 1849, art. 15; ex.: D. 15 juill. 1852, art. 5 et D. annuels.

(8) O. 12 mars 1831, art. 7; arr. 30 déc. 1848, art. 16.

(9) Ex.: arr. cons. 8 avr. 1852.

FIN.

P. S. Un sénatus-consulte du 31 déc. 1861, intervenu sur l'initiative du chef de l'État a, dans son art. 1er, substitué, au *vote* du budget par *ministère* (1) le vote par *section* ou branche principale de service dans chaque ministère (conformément à la nomenclature annexée au même sénatus-consulte), et, conséquemment à la répartition pour chaque ministère (2), *par décret* rendu en conseil d'Etat, des crédits accordés, la répartition, dans la même forme, des crédits attribués à chaque *section*. Par son art. 3, ce même sénatus-consulte supprime la faculté pour le chef de l'État d'ouvrir par décret, en l'absence comme en présence du Corps législatif, des crédits supplémentaires ou extraordinaires (3), sauf toutefois les crédits nécessaires pour payer les créances d'un exercice antérieur, dûment constatées après la clôture *provisoire* de cet exercice et avant qu'il soit réglé définitivement, ou même après ce règlement définitif lorsque ces créances, ajoutées à celles qui ont été portées sur les états de restes à payer dressés à la fin de l'exercice, *n'excèdent pas* la somme des crédits légalement ouverts d'abord, mais annulés par la loi de règlement de l'exercice (4); sauf aussi les crédits d'*ordre*, dont l'ouverture est nécessitée, soit par les votes de centimes additionnels aux contributions directes, extraordinaires ou spéciaux, de la part des conseils généraux de département, ordinaires ou extraordinaires, de la part des conseils municipaux, émis et régulièrement approuvés postérieurement à la fixation des budgets départementaux et communaux d'un exercice et pour ce même exercice, soit par le versement au Trésor, de la part des départements, communes ou particuliers, de sommes destinées à concourir, avec les fonds de l'Etat, à l'exécution de travaux publics (5).

Ce vote du budget par section est un retour au système de 1827 (6). Il crée, pour les ministres ordonnateurs, une spécialité législative, de l'observation de laquelle (sauf ce qui sera dit ci-après) ils sont responsables, sinon devant le Corps législatif, du moins devant le *Sénat*, qui pourrait les mettre en accusation et les renvoyer devant la haute Cour, laquelle toutefois ne pourrait être saisie qu'en vertu d'un décret du chef du pouvoir exécutif (7).

La suppression de la faculte d'ouvrir, par décret en conseil d'Etat, des crédits supplémentaires ou extraordinaires semble, de son côté, un retour au système de la loi du 16 mai 1851, (art. 1er) (8).

---

(1) *V.* p. 136 du présent volume.
(2) *V.* p. 138.
(3) *V.* p. 141 à 143 et sén.-cons. 25 déc. 1852, art. 4 (ainsi modifié).
(4) Sén.-cons. 31 déc. 1861, art. 4. (*V.* p. 144, 145, 167).— Nous croyons du moins que c'est ainsi qu'il faut entendre la disposition de l'art. 4, déclarant qu'il n'est *pas déroge* aux lois existantes en ce qui concerne les dépenses d'exercices clos *restant a payer*.
(5) Sén.-cons. 31 déc. 1861, art. 4; ex.: 19 janv. 1861, etc.
(6) *V.* p. 13.
(7) Const. 1852, art. 13, 54; sén.-cons. 4 juin 1858, art. 3.—*V.* p. 140, 185, 123.
(8) *V.* p. 140 du présent volume.

Mais l'art. 2 du nouveau sénatus-consulte corrige ce qu'aux yeux de certains esprits la spécialité par section pourrait avoir de trop gênant pour la liberté du pouvoir exécutif, en continuant d'autoriser non-seulement pour les circonstances extraordinaires, mais même pour les cas usuels (1), l'usage des virements de crédits, non-seulement d'un chapitre à un autre de la même section, mais même d'une section à une autre du même ministère ; et même dans le cours de la première année de l'exercice, sans qu'il soit nécessaire que les crédits empruntés à un chapitre pour subvenir aux insuffisances d'un autre chapitre, appartenant même à une autre section, se trouvent excéder les besoins du chapitre ainsi amoindri, et être, par conséquent, réellement disponibles, contrairement à ce qu'avait prescrit le décret du 10 nov. 1856 (2). Du reste, les autres conditions et formes des virements de crédits sont maintenues (3).

Voici, au surplus, le texte de ce sénatus-consulte :

Art. 1er. Le budget des dépenses est présenté au Corps législatif avec ses divisions en sections, chapitres et articles.

Le budget de chaque ministère est voté par sections, conformément à la nomenclature annexée au présent sénatus-consulte

La répartition par chapitre des crédits accordés pour chaque *section* est réglée par décret de l'Empereur rendu en conseil d'État.

Art. 2. Des décrets spéciaux, rendus dans la même forme peuvent autoriser des virements d'un chapitre à un autre dans le budget de chaque *ministère*.

Art. 3. Il ne pourra être accordé de crédits supplémentaires ou de crédits extraordinaires qu'en vertu d'une loi.

Art. 4. Il n'est point dérogé aux dispositions des lois existantes en ce qui concerne les dépenses d'exercice clos restant à payer, la dépense des départements, des communes et des services locaux, et le fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Art. 5. Les articles 4 et 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 sont modifiés en ce qu'ils ont de contraire au présent sénatus-consulte.

Un décret du 1er décembre 1851 veut qu'à l'avenir « aucun décret autorisant ou ordonnant des travaux ou des mesures quelconques pouvant avoir pour effet d'ajouter aux charges budgétaires ne soit soumis à la signature du chef de l'État qu'accompagné de l'avis du ministre des finances. » D'un autre côté, le décret du 10 nov. 1856 porte que les ministres ne peuvent sous leur responsabilité engager aucune dépense nouvelle avant qu'il ait été régulièrement pourvu au moyen de la payer, soit par un supplément de crédit (voté aujourd'hui nécessairement par le Corps législatif), soit par un *virement*.

Ces dispositions combinées avec le sénatus-consulte ci-dessus forment l'état actuel de notre législation constitutionnelle en ce qui concerne les crédits et les dépenses (4).

---

(1) *V.* rapport sur le projet de sénatus-consulte (séance du 17 déc. 1861).

(2) Art. 3.—*V.* p. 140-141.

(3) *V.* p. 140-141 (*avis*, favorable ou non, du conseil d'État, avis et contre-seing du ministre des finances).

(4) *V.* aussi p. 143 ci-dessus, 3e al., texte et notes.

TABLE

DES MATIÈRES PRINCIPALES (1)

(Les chiffres indiquent la page.)

ABUS ou ENTREPRISES ECCLÉSIASTIQUES, 11, 12, 218, 228, 355, 452, 687.

ACQUISITIONS. V. *Domaines, Expropriation, Personnes civiles, Travaux publics.*

ACTES ADMINISTRATIFS, 18, 60, 61, 63, 75, 95 et suiv., 125 à 128, 129, 182, 183, 356, 357, 396, 563, 603, 604, 605, 610, 611.—Recours administratif, 62, 190, 233 à 235, 357, 362, 364, 415, 563, 603, 607, 627, 683, 685 à 688, 689, 694.—Recours au contentieux, 60, 61, 62, 63, 64, 99, 184, 362, 364, 382, 563, 603, 604, 605, 613, 686, 688, 689, 694. V. *Annulation, Contentieux.*

ACTIONS. V. *Procès.*

ALGÉRIE. V. *Colonies.*

ALIÉNATIONS. V. *Domaine, Personnes civiles.*

ALIÉNÉS, 27, 378, 382, 419, 423, 428, 511, 518, 519, 571, 658.

ALIGNEMENT. V. *Voirie.*

AMORTISSEMENT, 289 et suiv., 294.

ANNULATION, 52, 53, 58, 59, 114, 127, 183, 184, 203, 233, 234, 357, 361, 364, 382, 384, 415, 422, 568, 607, 624, 626, 645, 654, 688.

ARMÉE. V. *Dotation, Force, Recrutement.*

ARRESTATIONS, 43, 599 et suiv.

ARRÊTS DU CONSEIL, 57, 64, 71, 613.

ARRIÉRÉ. V. *Dépenses de l'État, Dépôts et consignations, Exercices.*

ASSISTANCE, 320, 418, 426.

ATELIERS. V. *Établissements.*

AVANCEMENT. V. *Fonctionnaires publics.*

BACS, 280, 650, 655 (notes).

BANQUE, 31, 231, 253, 437, 507.

BAUX, 73, 371, 408, 440, 422, 459, 460, 613, 658. V. *Halles, Octrois, Personnes civiles.*

BIENS COMMUNAUX (jouissance, usurpation, partage), 408, 655, 656, 657.

BREFS. V. *Bulles.*

BUDGET DE L'ÉTAT, 129 et suiv., 703. — des départements, 19, 78, 132, 133, 135, 178, 179, 363, 379, 380, 384.—des communes, etc., 22, 78, 132, 133, 135, 274, 366, 371, 401, 412, etc. V. *Comptes, Contributions, Dépenses, Personnes civiles publiques.*

BULLES, 8, 10, 218, 229.

BULLETIN DES LOIS, 54, 55, 57, 65, 82 et suiv., 99, 138, 147, 468, 520, 586. V. *Promulgation.*

CAISSES D'ÉPARGNE, 29, 230, 293, 507.

CANTON, 20, 21, 340, 346, 375, 383. V. *Territoire.*

CAUTIONNEMENTS, 173, 175, 266, 293, 477 et suiv., 502, 503, 549, 521, 635.

CENTRALISATION, 72.

CHASSE, 433, 434, 591, 595.

CHEMINS DE FER, 564, 582, 584, 663. V. *Domaine public, Personnes civiles privées, Travaux publics, Voirie.*

CHEMINS VICINAUX, 79, 133, 234, 365, 366, 381, 382, 385, 408, 409, 411, 470, 516, 583, 651, 652, 663.

CIMETIÈRES, INHUMATIONS, 409, 414, 463.

CIRCONSCRIPTION. V. *Territoire.*

COLONIES, 18, 24, 49, 72, 74, 76, 85, 99, 100, 102, 112, 130, 137, 138, 164, 166, 174, 182, 232, 239, 247, 248, 252, 283, 304, 476, 505, 507, 519, 562, 637, 638, 673, 692.

COMMANDEMENT, 531, 532, 535, 536, 537, 539, 541, 542, 543, 678, 679 et suiv. V. *Force.*

COMMUNES. V. *Budget, Comptes, Territoire.*

COMPTES ADMINISTRATIFS, 117, 137, 146, 168 et suiv., 267, 289, 296, 297, 302, 304, 363, 371, 379, 380, 401, 413, 414, 422, 423, 424, 425, 428, 430, 639, 642 et suiv.— des comptables, 284, 289, 295, 297,

(1) Il ne nous a pas été possible d'indiquer ici tous les objets mentionnés dans ce précis (Voy. notamment au titre de la POLICE). — Consultez aussi la Table des titres et chapitres placée en tête du volume.

302, 304, 374, 413, 414, 422, 424, 426, 428, 430, 431, 438, 460, 474, 497 et suiv., 503, 523, 548, 631, 635 et suiv., 639 et suiv.

CONFLITS, 375, 674, 689, 693 et suiv.

CONGRÉGATIONS. V. *Personnes civiles privées.*

CONTENTIEUX, 61, 62, 63, 64, 181, 183, 190, 192, 222, 237, 241, 242, 259, 269, 270, 352, 353, 357, 375, 487, 603, 604, 606, 607, 608 610, 611, 616, 621, 622, 624 à 631, 638, 642, 674, 688, 689, 694. V. *Actes administratifs, Excès de pouvoir.*

CONTRAINTES, 149, 150, 190, 192, 194, 271, 430, 466, 472, 494, 497, 508, 510, 516, 610. V. *Oppositions.*

CONTRE-SEING, 44, 113, 121, 125, 259, 284, 629.

CONTRIBUTIONS, 44, 75, 78, 81, 110, 130 et suiv., 180, 262, 268, 273, 279 et suiv., 318, 335, 337 et suiv., 359, 369, 377, 379, 381, 384, 385, 398, 410, 411, 412, 432, 464, 469 et suiv., 476, 484, 487, 506, 508, 509, 519, 520, 622, 646 et suiv., 674. — Perceptions, 64, 111, 131 et suiv., 149, 273, 274, 278, 295, 300, 365, 370, 398, 401, 409, 411, 412, 438, 442, 454, 459, 460, 464, 467, 468, 469 et suiv., 485, 487, 506 à 520, 591, 595, 648, 681.

CONTROLE, 269, 360, 369, 475. V. *Dépenses, Recettes.*

CORPORATIONS, 74.

CORPS DE TROUPES, 550.

CORSE, 166, 345.

COURS D'EAU. V. *Domaine, Travaux publics, Chemins vicinaux.*

CRÉDIT FONCIER, 31, 231, 253.

CRÉDITS. V. *Comptes, Dépenses, Exercices.* — extraordinaires et supplémentaires, 140 et suiv., 162, 413, 703, 704. — d'ordre, 703. — (Virements de), 139 et suiv., 143, 146, 147, 704.

CULTES CATHOLIQUE ET NON CATHOLIQUES, 8 et suiv., 43, 75, 76, 115 et suiv., 229, 235, 265, 327 et suiv., 398, 406, 414, 452, 456, 461, 516, 646.

DÉCHÉANCES. V. *Dépenses de l'État, Dépôts et consignations, Exercices.*

DÉCRETS ou RÈGLEMENTS POUR L'EXÉCUTION DES LOIS, 33, 51, 60, 61, 95 et suiv., 99, 125, 127, 202, 220, 221, 246, 355, 546, 568, 624. V. *Instructions, Puissance réglementaire.*

DÉFRICHEMENTS. V. *Forêts, Travaux.*

DÉPENSES DE L'ÉTAT, 111, 136 et suiv., 151 et suiv., 163, 190, 259, 266, 267, 268, 269, 274, 278, 294, 359, 369, 370, 474, 475, 476, 480 et suiv., 497, 505, 507, 509, 511, 519, 520, 526, 529, 532, 538, 540, 546, 639, 704. — des départements, 363, 474, 505, 509, 639. — des communes, etc., 235, 365, 401, 412, 460, 476, 509, 515, 516, 518, 639. V. *Personnes civiles publiques.*

DÉPOTS ET CONSIGNATIONS, 155, 289, 294, 296, 297, 301, 303, 482, 504, 507, 512, 637. V. *Trésor.*

DESSÉCHEMENTS. V. *Interprétation, Travaux.*

DETTE PUBLIQUE. V. *Dépenses de l'État, Pensions.*

DICTATURE. POUVOIR DICTATORIAL. 7, 51, 54

DIRECTEURS GÉNÉRAUX, 190, 687. V. *Contraintes.*

DOMAINE NATIONAL, 111. — de la Couronne, 49, 77, 79, 81, 114. — de l'Etat ou domaines nationaux, 81, 111, 272, 358, 464, 511, 512, 653, 655, 674. — militaire, 281, 511, 581, 592, 653. — privé, 81, 114. — public, 111, 112, 441, 511, 581, 596, 669, 674. V. *Travaux publics.*

DOMICILE. V. *Étrangers.*

DOMMAGES, 358, 471, 650, 658, 688. V. *Travaux publics.*

DONS ET LEGS, 24, 25, 29, 30, 49, 81, 112, 230, 296, 297, 300, 371, 401, 410, 452, 454, 459, 550. V. *Personnes civiles.*

DOTATION DE L'ARMÉE, 296, 301, 507. V. *Invalides de la marine, Recrutement, Pensions, Personnes civiles.* — de la Couronne. V. *Domaine.* — de la Légion d'honneur, 303.

DOUANES, 345, 658, 675. V. *Contributions, Traités.*

EAUX MINÉRALES, 443, 571, 613, 655, 660, 663.

ÉLECTIONS, 19, 21, 73, 115, 119, 260, 261, 310, 313, 375, 383, 397, 403, 415, 416, 435, 436, 462, 529, 611, 612, 622, 644, 645.

EMPRUNTS. V. *Contributions, Personnes civiles.*

ENFANTS ASSISTÉS. V. *Aliénés.*

ENSEIGNEMENT. V. *Instruction.*

ÉTABLISSEMENTS, insalubres et incommodes, 564, 566, 659, — d'utilité publique, 29, 112, 230, 233, 253, 257, 261. V. *Personnes civiles privées.*

ÉTAT CIVIL, 43, 44, 49, 120, 156, 225, 258, 395, 452, 456, 466. V. *Abus.*

ÉTAT DE SIÉGE, 101, 530, 534, 536.

ÉTRANGERS, 232, 258.

EXCÈS DE POUVOIR, 60, 61, 63, 563, 624, 625, 630, 668, 669, 688, 691.

EXERCICE FINANCIER, 131, 138 et suiv., 143, 162, 166 et suiv., 170 et suiv., 177, 503, 510, 636, 703. — Algérie, colonies, 139. — communal, 413. — départemental, 363.

EXPROPRIATION, 78, 232, 358, 378, 651, 658. V. *Travaux publics.*

EXTRADITION, 259.

FOIRES ET MARCHÉS, 378, 384, 409, 432.
FONCTIONNAIRES PUBLICS, NOMINATION, RÉVOCATION, 9 et suiv., 42, 80, 105 à 110, 117, 119, 121, 122, 124, 128, 129, 190, 192, 210, 211, 238, 241, 247, 253, 258, 261, 281, 355, 362, 363, 368, 370, 371, 396, 400, 404, 406, 408, 422, 423, 425, 427, 428, 430, 455, 457, 458, 459, 461, 462, 463, 515, 633. V. *Pensions*. —(Poursuites des), 202, 223, 224 et suiv., 227, 259, 362, 494, 497, 510, 615, 695.
FONDS DE NON-VALEURS, 636. V. *Comptes*.
FORCE ARMÉE, 45, 100, 105, 107, 247, 281, 283, 524, 533, 549, 554 et suiv., 579, 589, 684.
FORÊTS, 78, 80, 237, 272, 274, 335, 336, 370, 371, 398, 400, 408, 433, 464, 467, 512, 591, 595, 600, 654, 655, 665.
GARDE NATIONALE, 360, 370, 399. 529, 533, 549, 551, 554, 558, 625, 675, 679, 760.
GENDARMERIE, 251, 281, 528, 533, 536, 540, 543, 549, 551 et suiv., 556, 594, 596, 598 et suiv., 602, 675, 679.
GOEMONS. V. *Varechs*.
GRÂCE (DROIT DE), 7, 82, 114, 182, 192, 237, 259, 271.
HALLES, 409, 658.
HOSPICES, 230. V. *Aliénés, Budget communal, Dépenses, Personnes civiles publiques*.
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE, 44, 95, 259, 260. V. *Journaux*.
INSCRIPTION MARITIME, 283, 360, 400, 547, 613.
INSTRUCTION, 118, 119, 120, 256, 264, 358, 397, 432, 445, 447 et suiv., 461, 463, 543, 545, 549, 667 et suiv.— primaire, 126, 358, 369, 381, 397, 407, 411, 445, 446, 448, 449, 516, 668.
INSTRUCTIONS, 63, 64, 70, 71, 95, 119, 120, 127 et suiv., 189, 192, 356, 369, 465, 472, 534, 549.
INTERPRÉTATION, 48, 54, 57, 58, 626, 653, 664, 688.
INVALIDES DE LA GUERRE, 26, 148, 282.— de la marine, 149, 176, 502, 548, 637.
JOURNAUX, 85, 260, 588.
JURIDICTION ADMINISTRATIVE, 64. V. *Contentieux*. — spirituelle, 452, 454, 456, 687.
LEGS. V. *Dons*.
LIQUIDATION, 149, 151. V. *Dépenses, Pensions*.
LISTE CIVILE. V. *Domaine de la Couronne*.
LOGEMENT MILITAIRE, 399.
LOGEMENTS INSALUBRES, 572, 660.
LOIS, 45, 58, 74, 128. — (Préparation des), 5, 6, 82, 125, 202, 203, 217, 218, 219, 238, 246, 615.—V. *Promulgation*.
MAJORATS. V. *Titres*.
MARCHÉS (Fournitures, transports et travaux), 147 et suiv., 154, 192, 235, 281, 283, 293, 358, 363, 369, 401, 414, 415, 422, 459, 460, 474, 548, 608, 614, 628, 649, 650.—V. *Dépenses, Travaux*.
MARCHÉS.—V. *Foires*.
MATIÈRES, 168, 175, 176, 178, 422, 465, 520 et suiv., 548, 549, 638. V. *Comptes*.
MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT, 276 et suiv., 280, 323, 439, 514, 578.
MER, 345. V. *Pêche*.
MINES, 156, 219, 232, 234, 242, 263, 442, 583, 584, 652, 665. V. *Contributions, Perceptions, Interprétation*.
MONNAIES, 110, 275, 276, 277, 284, 637.
MOULINS, 346, 629.
NATURALISATION. V. *Étrangers*.
NOMINATIONS. V. *Fonctionnaires*.
NOMS (Changement, addition de), 233, 258, 626.—(Erreurs de), rectification, 233
NOTIFICATIONS, 299, 355, 396.
OCTROIS, 233, 234, 401, 409, 440, 432, 514, 515, 516, 517, 590, 591, 595, 613.
OFFICIERS (état des), 107 et suiv. V. *Fonctionnaires*.
OPPOSITIONS, 61, 150, 237, 272, 293, 374, 430, 482, 510, 610, 611, 626, 641, 659, 668, 702.
ORDONNATEURS, ORDONNANCEMENT. V. *Crédits, Dépenses, Exercices*.
PAROISSES, 22, 314, 330, 386, 414. V. *Territoire*.
PÊCHE, 51, 262, 275, 280, 283 328, 467, 514, 585, 586, 591, 595, 596, 597, 662.
PENSIONS, 79, 81, 109, 128, 157 et suiv., 173, 175, 236, 266, 282, 294, 295, 296, 301.
PERCEPTIONS. V. *Contributions*.
PERSONNES CIVILES PUBLIQUES, 1, 17, 18, 19, 20, 22, 24, 26, 28, 29, 75, 111, 112, 129, 137, 169, 182, 230, 233, 253, 261, 264, 266, 275, 277, 284, 285, 295, 302, 305, 309, 318, 362, 363, 364, 371, 379, 400, 401, 408, 409, 414, 415, 422, 423, 424, 437, 438, 453, 454, 455, 457, 461, 463, 519, 576, 614, 624, 630, 637, 645.—privées, 30, 31, 112, 113, 133, 182, 219, 229, 230, 231, 253, 257, 260, 262, 264, 266, 407, 454, 519, 576, 582, 614, 624, 630, 645, 682. V. *Etablissements d'utilité publique*.
PÉTITIONS, 52, 237.
POIDS ET MESURES, 323, 409, 438, 439 469, 578.
PORTS MARITIMES, 541 et suiv., 544, 546, 569, 595.
POSTE, 125, 278, 360, 398.
POURVOIS DANS L'INTÉRÊT DE LA LOI, 184, 190, 258, 621, 624, 630, 694.

PRESCRIPTION. V. *Dépenses.*
PRISES MARITIMES, 219, 236, 301, 642, 646, 630, 672.
PRISONS, 260, 282, 418, 423 453, 571.
PROCÈS POUR OU CONTRE L'ÉTAT, 269, 270, 359, 374, 466, 472, 695. — la Couronne, 79 82. — communes, etc., 235, 373, 401, 405, 410, 414, 417, 460, 463, 695.—départements, 363, 374, 375.
PROMULGATION ET PUBLICATION DES LOIS, ETC., 9, 58, 59, 82 et suiv., 99, 100, 258, 355, 357, 396, 564, 568, 569. V. *Bulletin des lois.*
PUISSANCE RÉGLEMENTAIRE, 10, 19, 22, 85, 119, 125, 126, 221, 246, 247, 252, 356, 357, 364, 365, 368, 370, 371, 378, 396, 406, 407, 408, 409, 422, 428, 430, 435, 452, 454, 460, 463, 477, 543, 562, 564, 565, 566, 567, 568, 570, 614, 666. V. *Décrets.*
PROPRIÉTÉ COMMUNALE, 23.— départementale, 19. V. *Personnes civiles.*
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE, 260.
PUBLICATION. V. *Promulgation*
RECRUTEMENT, 49, 105, 281, 296, 313, 360, 369, 383, 399, 540, 625, 669 et suiv.
RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE, 32, 50, 60, 96 et suiv., 125, 202, 217, 218, 219, 220. V. *Décrets.*
RÉQUISITIONS, 526, 527 et suiv., 530, 532, 554 et suiv., 561, 574, 575, 576, 579, 580, 585, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 615, 675, 680, 681, 683.
RESPONSABILITÉ, 114, 115, 121, 123, 152, 161, 168, 184 et suiv., 196, 225, 271, 275, 277, 399, 467, 468, 473, 477, 483, 489, 491, 493, 507, 510, 518, 521, 522, 523, 531, 568, 682, 703, 704 .— (Décharge de), 180, 483, 489, 491, 522, 636, 681. V. *Fonctionnaires, Poursuites.*
RESSORT, 16, 319, 674, 684.
RÉVOCATION. V. *Fonctionnaires. Officiers.*
ROULAGE, 622, 663.
SCEAUX, 82, 257, 277.
SECOURS MUTUELS. V. *Personnes civiles privées, Dépôts et consignations.*
SERMENT, 10, 11, 115, 123, 572, 576, 583, 635.
SERVITUDES, 551, 655, 660, 664. V. *Domaine militaire, Eaux minérales, Forêts, Travaux mixtes, Zones.*
SOCIÉTÉS ANONYMES, 31, 113, 231. V. *Personnes civiles privées.*
TÉLÉGRAPHIE, 260, 513, 663.
TERRITOIRE (Cession de), 103, 310. —(Divisions du), 13, 18, 19, 20, 44, 119, 261, 305 et suiv., 378, 379, 384, 416. —(Liberté du), 130.
TITRES ET MAJORATS, 74, 258, 259, 626.
TRAITÉS ou CONVENTIONS DIPLOMATIQUES, 47, 102, 104, 114, 257, 284, 305, 310, 614.
TRANSACTIONS, 190, 270, 271, 373, 401, 410, 414, 468, 472, 473.
TRAVAUX PUBLICS ET AUTRES, 78, 142, 143, 148, 156, 232, 241, 243 et suiv., 251, 255, 263, 264, 265, 324 et suiv., 358, 369, 370, 378, 384, 385, 397, 401, 406, 414, 416, 437, 441, 509, 519, 530, 534, 545, 548, 571, 585, 608, 650 664, 688, 704.—militaires, 281, 538, 539, 551, 654, 664.—maritimes, 283. — mixtes, 243, 251, 441, 486, 488, 592, 664.—V. *Dommages, Expropriation, Marchés.*
TRÉSOR PUBLIC, 1, 79, 267, 292, 294.
TROUPES ÉTRANGÈRES, 103, 550.
UNITÉ DE LA FRANCE, 18, 44, 304.
UNIVERSITÉ, 26.
VARECHS ou GOÉMONS. 597.
VIREMENTS DE COMPTES, 177, 636. — de crédits. V. *Crédits.*
VOIRIE, 235, 244, 406, 564, 567, 571, 581, 583, 591, 592, 595, 600, 608, 609, 653, 661, 662, 663, 674. V. *Chemins vicinaux.*
ZONES, 87, 539, 655.

FIN.

TABLE DES TITRES, CHAPITRES, ETC.

TITRE I^er. - DE L'OBJET DU DROIT PUBLIC-ADMINISTRATIF
CHAP. I^er. - Du droit public ou politique
CHAP. II. - Des pouvoirs publics et de leur séparation (pouvoir législatif, pouvoir exécutif, pouvoir judiciaire, pouvoir constituant, pouvoir dictatorial, pouvoir spirituel)
CHAP. III. - Du droit dit administratif
CHAP. IV. - Du pouvoir exécutif et des différentes autorités dont il se compose
CHAP. V. - Des intérêts généraux
S.-CHAP. I^er. - De l'Etat, de ses dépendances et de ses fractions envisagés comme corps politiques et comme personnes civiles
Sect. I^re. - De l'Etat
Sect. II. - Des colonies et de l'Algérie
Sect. III. - Du département et de ses fractions, autres que la commune
Sect. IV. - De la commune
Sect. V. - Des sections de communes
Sect. VI. - Observations communes
S.-CHAP. II. - Des établissements publics et des établissements reconnus d'utilité publique
Sect. I^re. - Des établissements publics
Sect. II. - Des établissements reconnus d'utilité publique
TITRE II. - DE LA BASE ET DES ELEMENTS DU DROIT PUBLIC, ADMINISTRATIF (ET JUDICIAIRE)
CHAP. I^er. - Du pouvoir constituant. (V. TIT. I^er, chap. II)
CHAP. II. - De nos différentes constitutions depuis 1789, et de leurs principes communs
CHAP. III. - Des lois
CHAP. IV. - Des traités ou conventions diplomatiques
CHAP. V. - Des sénatus-consultes
CHAP. VI. - Des règlements d'administration publique et des décrets ou ordonnances faits en vertu de délégation du pouvoir législatif ou en vertu du pouvoir dictatorial
CHAP. VII. - Des décrets impériaux antérieurs à 1814
CHAP. VIII. - Des avis et décrets ou ordonnances interprétatifs, de l'an VIII à 1814, et de 1807 à 1828
CHAP. IX. - Des arrêts ou décisions du conseil d'Etat sur des questions contentieuses
CHAP. X. - De l'autorité des différents actes qui forment la base et les éléments du droit public administr., et de celle des actes qui en sont la conséquence ou l'application
CHAP. XI. - Des sources du droit public administratif
TITRE III. - DE L'UNITE DE LA FRANCE
CHAPITRE unique
TITRE IV. - DU POUVOIR EXECUTIF CENTRAL OU DES AUTORITES CENTRALES
CHAP. I^er. - Du chef du pouvoir exécutif. (Ses attributions: promulgation des lois, différents modes depuis 1789, ordonnances, décrets et règlements, nominations, révocations, état des offic., etc., contre-seing des ministres)
CHAP. II. - Des autorités centrales spirituelles ou religieuses, protestantes et israélites. (V. TIT. I^er, chap. II)
S.-CHAP. I^er. - Cultes protestants
Sect. I^re. - Eglise réformée
Sect. II. - Confession d'Augsbourg
S.-CHAP. II ou *Sect.* III. - Culte israélite
CHAP. III. - Des ministres et de leurs principaux auxiliaires
S.-CHAP. I^er. - Des ministres
Sect. I^re. - Des ministres secrétaires d'Etat. (Attributions communes: Budget de l'Etat, etc., recettes et contributions autorisées, dépenses, exercice, virements, crédits supplémentaires et extraordinaires (Voyez *P. S.* à la fin du volume, p. 703), marchés pour fournitures et travaux, liquidation des créances de l'Etat et contre l'Etat, déchéances, compétence et incompétence judiciaire, liquidation de pensions, ordonnancement (Voy. *P. S.* à la fin du volume), compte des ministres, contrôle par la Cour des comptes, loi des comptes, droit de réformation et responsabilité des ministres)
Sect. II. - Des ministres d'Etat
S. - CHAP. II. - Des principaux auxiliaires des ministres
Sect. I^re. - Des sous-secrétaires d'Etat
Sect. II. - Des directeurs généraux et des conseils d'administration
Sect. III. - Des secrétaires généraux des ministères ou administrations centrales
Sect. IV. - Des inspecteurs généraux
CHAP. IV. - Des conseils tant du chef de l'Etat que de ses ministres
Sect. I^re. - Conseil des ministres
Sect. II. - Des conseils privés
Sect. III. - Des conseils de cabinet
Sect. IV. - Conseil d'Etat depuis 1789. (Ses attributions comme corps consultatif, participation à la puissance constituaute, législative, réglementaire et exécutive, autorisations de poursuite des fonctionnaires administratifs, appels comme d'abus, recours par la voie administrative, prises maritimes, etc. (V. TIT. VIII, juridiction)
Sect. V. - De quelques autres conseils, comités ou commissions
S.-Sect. I^re. - Conseil supérieur et conseils généraux de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. - Comité consultatif des arts et manufactures
S. - Sect. II. - Comité consultatif d'hygiène public ou conseil supérieur de santé
S. - Sect. III. - Conseil général des ponts et chaussées, de la navigation ou des cours d'eau, et des chemins de fer
S. - Sect. IV. - Conseil général des mines
S. - Sect. V. - Commission mixte des travaux publics et même privés
S. - Sect. VI. - Conseil supérieur de l'instruction publique. (Voy. TIT. VIII)
S. - Sect. VII. - Conseil d'amirauté
S. - Sect. VIII. - Conseil supérieur de l'Algérie et des colonies
S. - Sect. IX. - Comité consultatif des colonies
CHAP. V. - Des ministères et des administrations centrales et établissements publics en dépendant
Sect. I^re. - Ministère d'Etat
Sect. II. - Ministère de la justice
Sect. III. - Ministère de l'intérieur
Sect. IV. - Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics
S.-Sect. I^re. - Agriculture, industrie, commerce
S.-Sect. II. - Travaux publics
Sect. V. - Ministère de l'instruction publique et des cultes
S.-Sect. I^re. - Instruction publique
S.-Sect. II. - Cultes
Sect. VI. - Ministère des finances
S.-Sect. I^re. - Direction de la dette inscrite
S.-Sect. II. - Direction du mouvement général des fonds
S.-Sect. III. - Direction de la comptabilité générale
S.-Sect. IV. - Trésorerie nationale ou Trésor public
S.-Sect. V. - Contrôle
S.-Sect. VI. - Direction du contentieux. - Agence judiciaire
S.-Sect. VII. - Administration ou direction générale des domaines, du timbre, de l'enregistrement, des hypothèques, des droits de greffe, etc
S.-Sect. VIII. - Administration des forêts
S.-Sect. IX. - Administration des monnaies et médailles, etc.
S.-Sect. X. - Administration de la poste aux lettres et aux chevaux
S.-Sect. XI. - Administration des contributions directes
S.-Sect. XII et XIII. - Administration des contributions indirectes et des douanes
XII. - Contributions indirectes
XIII. - Douanes et sels
S.-Sect. XIV. - Tabacs
Sect. VII. - Ministère de la guerre
Sect. VIII. - Ministère de la marine
Sect. IX. - Ministère de l'Algérie et des colonies (histor.)
Sect. X. - Ministères des relations extérieures ou des affaires étrangères
CHAP. VI. - De quelques institutions ou administrations spéciales et centrales
S. - CHAP. I^er. - Caisses d'amortissement, des dépôts et consignations, de la vieillesse, de la dotation de l'armée et des offrandes à l'armée
Sect. I^re. - Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations
S.-Sect. I^re. - Caisse d'amortissement (amortissement)
S.-Sect. II. - Caisse des dépôts et consignations (historique)
Sect. II. - Caisse de la vieillesse
Sect. III. - Caisse de la dotation de l'armée
Sect. IV. - Caisse des offrandes nationales
Sect. V. - Dispositions générales. - Commissions
S.-Sect. I^re. - Commission supérieure de la caisse des dépôts et consignations, etc
S.-Sect. II. - Commission pour la caisse de la vieillesse

S.-Sect. III. - Commission pour la dotation de l'armée
S.-Sect. IV. - Commission pour les offrandes à l'armée
S.-CHAP. II. - Caisse des invalides de la mar. (revenus et charges)
S.-CHAP. III. - De la Légion d'honneur (dotation)
TITRE V. - DES CIRCONSCRIPTIONS TERRITORIALES
S.-TITRE I^{er}. - DES CIRCONSCRIPTIONS EXECUTIVES ET DE LEURS CHEFS-LIEUX
CHAP. I^{er}. - De la circonscription administrative proprement dite
Sect. I^{re}. - Des départements et arrondissements
Sect. II. - Des cantons
Sect. III. - De la circonscription du territoire des communes
CHAP. II. - Des circonscriptions spéciales
S.-CHAP. I^{er}. - Des circonscriptions spéciales civiles proprement dites
Sect. I^{re}. - Des circonscriptions relatives au service télégraphique public et privé
Sect. II. - Des circonscriptions relatives à la bienfaisance, ou à l'assistance publique et même privée
S.-Sect. I^{re}. - De l'assistance judiciaire
S.-Sect. II. - Circonscription des hospices et hôpitaux
S.-Sect. III. - Circonscriptions des bureaux de bienfaisance
Sect. III. - Des circonscriptions relatives à l'agriculture, à l'industrie et au commerce
S.-Sect. I^{re}. - Agriculture, haras, comices agricoles
S.-Sect. II. - Circonscription des chambres de commerce, des chambres des arts et manufactures et des conseils de prud'hommes
S.-Sect. III. - Circonscription des bureaux de vérification des poids et mesures et des lingots d'or et d'argent
Sect. IV. - Des circonscriptions relatives aux travaux publics et à la conservation du domaine public, civils
S.-Sect. I^{re}. - Circonscription en ce qui touche l'inspection
S.-Sect. II. - Circonscription relative aux chemins de fer
S.-Sect. III. - Circonscription relative à l'exécution de grands travaux
S.-Sect. IV. - Circonscription relative à la navigation intérieure
Sect. V. - Circonscription relative à l'exécution des lois sur les mines, minières et carrières
Sect. VI. - Des circonscriptions relatives à l'enseignement
S.-CHAP. II. - Des circonscriptions religieuses
Sect. I^{re}. - Des circonscriptions relatives au culte catholique
S.-Sect. I^{re}. - Des diocèses métropolitains et autres, ou des archevêchés et évêchés
S.-Sect. II. - Des paroisses ou cures
S.-Sect. III. - Des succursales
S.-Sect. IV. - Des chapelles communales
S.-Sect. V. - Des annexes
Sect. II. - Des circonscriptions relatives au culte protestant
S.-Sect. I^{re}. - Des synodes et inspections
S.-Sect. II. - Des églises consistoriales protestantes
S.-Sect. III. - Des paroisses protestantes
S.-Sect. IV. - Des oratoires protestants
Sect. III. - Des circonscriptions relatives au culte israélite
S.-Sect. I^{re}. - Des synagogues consistoriales
S.-Sect. II. - Des circonscriptions rabbiniques ou synagogues particulières
S.-CHAP. III. - Des circonscriptions domaniales et financières
Sect. I^{re}. - Des circonscriptions relatives à l'inspection générale des finances
Sect. II. - Circonscriptions relatives à la conservation du domaine forestier
Sect. III. - Inspection et vérification du service de l'enregistrement, etc.
Sect. IV. - Des circonscriptions relatives aux postes
Sect. V. - Des circonscriptions pour la perception des contributions directes
Sect. VI. - Des circonscriptions relatives à quelques perceptions indirectes
S.-Sect. I^{re}. - Bureau pour les droits de marque ou de poinçonnage des matières d'or et d'argent
S.-Sect. II. - Bureau pour la percept. des droits de navig
Sect. VII. - De la circonscription relative aux douanes et sels
S.-CHAP. IX. - Des circonscriptions militaires
Sect. I^{re}. - Des circonscript. relatives aux inspections génér
Sect. II. - Des divisions et subdivisions militaires
Sect. III. - Des circonscriptions relatives à l'artillerie
Sect. IV. - Circonscriptions relatives au service du génie ou des fortifications
S.-CHAP. V. - Des circonscriptions maritimes
CHAP. III. - Des chefs-lieux
S.-TITRE II. - DES ZONES OU RAYONS D'APPLICATION
Sect. I^{re}. - Du rayon douanier
Sect. II. - De la zone frontière militaire et maritime
TITRE VI. - DES AUTORITES LOCALES OU TERRITORIALES
CHAP. I^{er}. - Des autorités administratives proprement dites
S.-CHAP. I^{er}. - Des autorités administratives départementales
Sect. I^{re}. - Des autorités départementales de 1789 à l'an VIII
Sect. II. - Des autorités départementales depuis l'an VIII
S.-Sect. I^{re}. - Des préfets (attributions générales, départementales, communales, etc.; préfets en conseil de préfecture)
S.-Sect. II. - Des sous-préfets
S.-Sect. III. - Des conseils de préfecture (composition, attributions consultatives (Voy. Préfets), attributions propres administratives: autorisations de plaider, comptabilités communales; etc.; conseillers de préfecture
S.-Sect. IV. - Des conseils généraux de département (composition, élection, attributions générales, attributions départementales, attributions communales)
S.-Sect. V. - Des conseils d'arrondissement
S.-CHAP. II. - Des autorités administratives communales ou municipales
Sect. I^{re}. - Des autorités communales de 1789 à l'an IV
Sect. II. - Des autorités municipales et communales de l'an IV à l'an VIII
Sect. III. - Des autorités communales depuis l'an VIII
S.-Sect. I^{re}. - Des maires et adjoints (attributions générales et départementales, attributions communales, etc.)
S.-Sect. II. - Des conseils municipaux (composition, élection, attributions générales, attributions communales)
S.-Sect. III. - Des commissions syndicales communales
CHAP. II. - Des autorités spéciales
S.-CHAP. I^{er}. - Des autorités spéciales civiles proprement dites
Sect. I^{re}. - Des autorités télégraphiques
Sect. II. - Des commissions pour les prisons
Sect. III. - Des autorités de bienfaisance
S.-Sect. I^{re}. - Des bureaux d'assistance judiciaire
S.-Sect. II. - Des directeurs et commissions de surveillance des établissements publics d'aliénés
S.-Sect. III. - Des commissions administratives des hospices civils autres que centraux et départementaux
S.-Sect. IV. - Des conseils d'administration et des directeurs des monts-de-piété (établissements publics)
S.-Sect. V. - Des commissions administratives des bureaux de bienfaisance
S.-Sect. VI. - De l'administration générale de l'assistance publique à Paris, et du bureau des nourrices
S.-Sect. VII. - De l'administration du mont-de-piété à Paris
Sect. IV. - Des sociétés et commissions de statistique
Sect. V. - Des autorités instituées pour l'agriculture, l'industrie et le commerce
S.-Sect. I^{re}. - Des chambres consultatives d'agriculture
S.-Sect. II. - Commission pour favoriser l'élève des chevaux
S.-Sect. III. - Des lieutenants de louveterie
S.-Sect. IV. - Des chambres consultatives des arts et manufactures
S.-Sect. V. - Des conseils de prud'hommes et prud'hommes pêcheurs
S.-Sect. VI. - Des chambres de commerce
S.-Sect. VII. - Des bureaux de vérification des poids et mesures, etc.
S.-Sect. VIII. - Des bureaux d'essai ou de garantie pour les matières d'or et d'argent
Sect. VI. - Des autorités chargées de la direction et de la surveillance des travaux publics généraux et départementaux, des travaux de desséchement, mines, etc.
S.-Sect. I^{re}. - Des ingénieurs du corps spécial des ponts et chaussées et de leurs auxiliaires
S.-Sect. II. - Des ingénieurs du corps des mines
S.-Sect. III. - Commission internationale pour les travaux du Rhin
S.-Sect. IV. - Conseils locaux pour la répartition des fonds d'entretien

Sect. VII. - Des autorités préposées à l'enseignement public et à la surveillance de l'enseignement privé
S.-Sect. Ire. - Des recteurs et inspecteurs d'académie
S.-Sect. II. - Des conseils départementaux de l'instruction publique. (Voy. TIT. VIII)
S.-Sect. III. - Des conseils académiques
S.-Sect. IV. - Des facultés, et des écoles supérieures ou préparatoires pour la médecine et la pharmacie, les sciences et les lettres. - Des juges, jurys et commissions de concours ou d'examen
S.-Sect. V. - Des délégués cantonaux et communaux et des comités de patronage d'asiles
S.-CHAP. II. - Des autorités ecclésiastiques ou religieuses
Sect. Ire. - Des autorités propres au culte catholique
S.-Sect. Ire. - Des archevêques et évêques et de leurs vicaires généraux (attributions spirituelles, temporelles, mixtes)
S.-Sect. II. - Des chapitres cathédraux et collégiaux
S.-Sect. - III. - Des curés et desservants, des chapelains
S.-Sect. IV. - Des fabriques d'église
Sect. II. - Des autorités spéciales pour les cultes protestants
S.-Sect. Ire. - Des synodes ou inspections et des inspecteurs
S.-Sect. II. - Des consistoires locaux et des conseils presbytéraux
S.-Sect. III. - Des pasteurs ou ministres protestants
Sect. III. - Des autorités du culte israélite
S.-Sect. Ire. - Des consistoires, commissaires administrateurs et commissions administratives
S.-Sect. II. - Des grands rabbins consistoriaux ou départementaux, des rabbins communaux et des ministres officiants, du mohel et du shoet
S.-CHAP. III. - Des autorités domaniales et financières et des comptables en matières
Sect. Ire. - Des agents administratifs, domaniaux ou financiers
S.-Sect. Ire. - Des directeurs, inspecteurs et vérificateurs des domaines, du timbre et de l'enregistrement, etc., des conservateurs des hypothèques
S.-Sect. II. - Des conservateurs, inspecteurs et sous-inspecteurs des forêts (autres que celles de la Couronne), ainsi que des fleuves et rivières navigables et flottables, en ce qui concerne le droit de pêche
S.-Sect. III. - Des directeurs, inspecteurs et sous-inspecteurs des postes
S.-Sect. IV. - Des directeurs, inspecteurs et contrôleurs des contributions directes, des répartiteurs, et de la commission des contributions directes à Paris
S.-Sect. V. - Des directeurs, inspecteurs, contrôleurs, commis à cheval et sédentaires, etc., des contributions indirectes et d'octrois
S.-Sect. VI. - Des directeurs, inspecteurs, sous-inspecteurs, contrôleurs et préposés des douanes
Sect. II. - Des comptables autres qu'en matières (règles générales, recettes, paiements, bordereaux et comptes, vérification, etc)
S.-Sect. Ire. - Des payeurs dans les départements ou payeurs extérieurs du Trésor
S.-Sect. II. - Des receveurs généraux et particuliers des finances
S.-Sect. III. - Des percepteurs
S.-Sect. IV à IX. - Des receveurs des régies financières ou des contributions et autres produits non directs
IV. - Des receveurs des domaines, de l'enregistrement, du timbre, des droits de greffe et d'hypothèques, etc.
V. - Des conservateurs des hypothèques
VI. - Des directeurs des postes
VII. - Des direct. et recev. de la télégraphie privée
VIII. - Des receveurs des contributions indirectes et des entreposeurs de tabacs fabriqués
IX. - Des receveurs des douanes
S.-Sect. X. - Des receveurs des communes
S.-Sect. XI. - Des receveurs d'octrois, autres que ceux des contributions indirectes
S.-Sect. XII. - Des receveurs des hospices et autres établissements de bienfaisance civile
S.-Sect. XIII. - Des agents comptables des autres établissements ou services publics
Sect. III. - Des comptables en matières
S.-CHAP. IV. - Des autorités militaires et maritimes et de la force armée (indépendance réciproque des autorités milit. et marit. et des autorit. civiles, réquisitions)
Sect. Ire. - Des autorités militaires (commandement, armes, services administratifs)
S.-Sect. Ire. - Des grands commandements ou des commandements supérieurs
S.-Sect. II. - Des généraux commandants des divisions ou subdivisions militaires
S.-Sect. III. - Des commandants de place, etc
S.-Sect. IV. - Des commandants et directeurs d'artillerie
S.-Sect. V. - Des directeurs des fortifications et commandants du génie dans les places, etc
S.-Sect. VI. - Des intendants et sous-intendants militaires divisionnaires et autres
S.-Sect. VII. - Des commandants des dépôts de recrutement et de la réserve, et des commissions de remplacement
Sect. II. - Des autorités maritimes, militaires et administratives
S.-Sect. Ire. - Des préfets maritimes, et des autorités militaires et administratives *actives* de la marine
S.-Sect. II. - Des conseils locaux de la marine
Sect. III. - De la force publique ou de la force armée (destination, réquisition)
S.-Sect. Ire. - De l'armée de terre et de l'armée de mer
S.-Sect. II. - De la gendarmerie
S.-Sect. III. - De la garde nationale
S.-Sect. IV. - Des sapeurs-pompiers de la ville de Paris et autres gardes soldées
TITRE VII. - DE LA POLICE (en général)
S.-TITRE Ier. - DE LA POLICE PREVENTIVE (puissance réglementaire, mesures préventives)
CHAP. Ier. - Du préfet de police et du préfet du Rhône, etc.
CHAP. II. - Des maires, et des préfets de départem., comme maires
CHAP. III. - Des commandants de place
CHAP. IV. - Des agents et conseils sanitaires proprement dits
CHAP. V. - Des conseils d'hygiène et de salubrité
S.-TITRE II. - DE LA POLICE REPRESSIVE (police judiciaire et administrative, civile, militaire et maritime)
CHAP. Ier. - De la police civile
Sect. Ire. - De la police télégraphique
Sect. II. - De la police industrielle et commerciale
S-Sect. Ire. - Des conseils de prud'hommes et des inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures
S.-Sect. II. - Des vérificateurs des poids et mesures et des employés pour la garantie des objets d'or et d'argent
Sect. III. - De la police sanitaire et médicale
S.-Sect. Ire. - Des agents de la police sanitaire
S.-Sect. II. - De la police médicale, etc.
Sect. IV. - De la police relative au domaine public civil ou à la grande et même à la petite voirie
Sect. V. - Police des infractions aux lois et règlements ayant pour objet la préservation individuelle et celle des propriétés publiques et privées
S.-Sect. Ire. - Des infractions aux lois et règlements sur les mines, minières, carrières et tourbières, les appareils à vapr et le matériel des chem. de fer
S.-Sect. II. - Des gardes des dunes, des digues et desséchements
S.-Sect. III. - Police de la pêche dans les rivières, canaux et cours d'eau, etc.
S.-Sect. IV. - Des inspecteurs des ports (jurés compteurs) et gardes-ports
Sect. VI. - De la police fiscale
S.-Sect. Ire. - De la police relative au timbre, à l'enregistrement, au droit d'affichage, etc.
S.-Sect. II. - De la police relative au transport des lettres, journaux, imprimés, etc.
S.-Sect. III. - Police des douanes, des contributions indirectes et des octrois
CHAP. II. - De la police militaire
Sect. Ire. - De la police relative aux infractions ressortissant à l'autorité ou à la justice militaire
Sect. II. - De la police relative au domaine, aux servitudes militaires et aux travaux mixtes
CHAP. III. - De la police maritime
Sect. Ire. - De la police maritime militaire
Sect. II. - De la police maritime civile
S.-Sect. Ire. - De la police en ce qui touche le domaine maritime
S.-Sect. II. - De la police relative à la navigation maritime
S.-Sect. III. - De la police relative à la pêche maritime
CHAP. IV. - De la police mixte (civile, militaire et maritime) ou de la gendarmerie (arrestations)
TITRE VIII. - DE LA JURIDICTION ADMINISTRAT. (principes génér.)
CHAP. Ier. - Conseil d'Etat (attributions: cassation; premier et dernier ressort, interprétation, etc.; dernier ressort seulement, ou appel des conseils de préfecture, etc. Voy. TIT. IV, chap. IV, sect. IV, p. 201)
CHAP. II. - Cour des comptes (composition, attributions; comptables, comptes en deniers et autres valeurs, premier et dernier ressort, justiciables; appels des conseils de préfecture et des conseils privés des colonies; comptes ministériels, contrôle; rapport annuel; procédure
CHAP. III. - Conseils de préfecture (attributions complètes, civiles et répressives. - Voy. TIT. VI, chap. Ier, s.-chap. Ier, sect. II, s.-sect. III, p. 371)
CHAP. IV. - Des commissions spéciales pour desséchements et autres travaux
CHAP. V. - Du conseil supérieur et des conseils départementaux de l'instruction publique
Sect. Ire. - Du conseil supérieur. (V. TIT. IV, chap. IV, sect. V, s.-sect. VI, p. 246)
Sect. II. - Des conseils départementaux. (V. TIT. VI, chap. II, sect. VI, s.-sect. II, p. 446)

CHAP. VI. - Des conseils de révision des opérations du recrutement
CHAP. VII. - Des conseils des prises maritimes. (V. TIT. IV, chap. IV, sect. IV, p. 236)
CHAP. VIII. - Des conseils privés aux colonies
TITRE IX. - DU RESSORT ET DE LA SUBORDINATION DES AUTORITES, DE LA FILIERE ET DE LA HIERARCHIE, ADMINISTRATIVES
CHAP. Ier. - Du ressort des autorités administratives
CHAP. II. - De la subordination administrative et militaire, et du rang de commandement
CHAP. III. - De la filière administrative
CHAP. IV. - De la hiérarchie administrative
S.-CHAP. Ier. - De la hiérarchie purement administr. ou d'autorité
S.-CHAP. II. - De la hiérarchie juridique
TITRE X. - DES CONFLITS D'ATTRIBUTIONS ENTRE L'AUTORITE OU LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE ET LE POUVOIR JUDICIAIRE
CHAP. Ier. - Des conflits négatifs
CHAP. II. - Des conflits positifs
P.-S. Sénatus-consulte du 31 décembre et décret du 1er décembre 1861
FIN DE LA TABLE.

TABLE DES MATIERES PRINCIPALES

(Les chiffres indiquent la page.)

ABUS ou ENTREPRISES ECCLESIASTIQUES,
ACQUISITIONS. V. *Domaines, Expropriation, Personnes civiles, Travaux publics.*
ACTES ADMINISTRATIFS,
ACTES ADMINISTRATIFS, Recours administratif,
ACTES ADMINISTRATIFS, Recours au contentieux, *Annulation, Contentieux.*
ACTIONS. V. *Procès.*
ALGERIE. V. *Colonies.*
ALIENATIONS. V. *Domaine, Personnes civiles.*
ALIENES,
ALIGNEMENT. V. *Voirie.*
AMORTISSEMENT,
ANNULATION,
ARMEE. V. *Dotation, Force, Recrutement.*
ARRESTATIONS,
ARRETS DU CONSEIL,
ARRIERE. V. *Dépenses de l'Etat, Dépôts et consignations, Exercices.*
ASSISTANCE,
ATELIERS. V. *Etablissements.*
AVANCEMENT. V. *Fonctionnaires publics.*
BACS,
BANQUE,
BAUX, *Halles, Octrois, Personnes civiles.*
BIENS COMMUNAUX (jouissance, usurpation, partage),
BREFS. V. *Bulles.*
BUDGET DE L'ETAT,
BUDGET DE L'ETAT, des départements,
BUDGET DE L'ETAT, des communes, etc., *Comptes, Contributions, Dépenses, Personnes civiles publiques.*
BULLES,
BULLETIN DES LOIS, *Promulgation.*
CAISSES D'EPARGNE,
CANTON, *Territoire.*
CAUTIONNEMENTS,
CENTRALISATION,
CHASSE,
CHEMINS DE FER, *Domaine public, Personnes civiles privées, Travaux publics, Voirie.*
CHEMINS VICINAUX,
CIMETIERES, INHUMATIONS,
CIRCONSCRIPTION. V. *Territoire.*
COLONIES,
COMMANDEMENT,
COMMUNES. V. *Budget. Comptes. Territoire.*
COMPTES ADMINISTRATIFS,
COMPTES ADMINISTRATIFS, des comptables,
CONFLITS,
CONGREGATIONS. V. *Personnes civiles privées.*
CONTENTIEUX, *Actes administratifs, Excès de pouvoir.*
CONTRAINTES,
CONTRE-SEING,
CONTRIBUTIONS,
CONTRIBUTIONS, Perceptions,
CONTROLE, *Dépenses, Recettes.*
CORPORATIONS,
CORPS DE TROUPES,
CORSE,
COURS D'EAU. V. *Domaine, Travaux publics, Chemins vicinaux.*
CREDIT FONCIER,
CREDITS. V. *Comptes, Dépenses, Exercices. - extraordinaires et supplémentaires,*
CREDITS. d'ordre,
CREDITS. (Virements de),
CULTES CATHOLIQUE ET NON CATHOLIQUES,
DECHEANCES. V. *Dépenses de l'Etat, Dépôts et consignations, Exercices.*
DECRETS ou REGLEMENTS POUR L'EXECUTION DES LOIS, *Instructions, Puissance règlementaire.*
DEFRICHEMENTS. V. *Forêts, Travaux.*
DEPENSES DE L'ETAT,
DEPENSES DE L'ETAT, des départements,
DEPENSES DE L'ETAT, des communes, etc. *Personnes civiles publiques.*
DEPOTS ET CONSIGNATIONS,
DESSECHEMENTS. V. *Interprétation, Travaux.*
DETTE PUBLIQUE. V. *Dépenses de l'Etat, Pensions.*
DICTATURE. POUVOIR DICTATORIAL,
DIRECTEURS GENERAUX, *Contraintes.*
DOMAINE NATIONAL,
DOMAINE NATIONAL, de la Couronne,
DOMAINE NATIONAL, de l'Etat ou domaines nationaux,
DOMAINE NATIONAL, militaire,
DOMAINE NATIONAL, privé,
DOMAINE NATIONAL, public, *Travaux publics.*
DOMICILE. V. *Etrangers.*
DOMMAGES, *Travaux publics.*
DONS ET LEGS, *Personnes civiles.*
DOTATION DE L'ARMEE, *Invalides de la marine, Recrutement, Pensions, Personnes civiles.*
DOTATION DE L'ARMEE, de la Couronne. V. *Domaine. - de la Légion d'honneur,*
DOUANES, *Contributions, Traités.*
EAUX MINERALES,
ELECTIONS,
EMPRUNTS. V. *Contributions, Personnes civiles.*
ENFANTS ASSISTES. V. *Aliénés.*
ENSEIGNEMENT. V. *Instruction.*
ETABLISSEMENTS, insalubres et incommodes,
ETABLISSEMENTS d'utilité publique, *Personnes civiles privées.*
ETAT CIVIL, *Abus.*

ETAT DE SIEGE,
ETRANGERS,
EXCES DE POUVOIR,
EXERCICE FINANCIER,
EXERCICE FINANCIER, Algérie, colonies,
EXERCICE FINANCIER, communal,
EXERCICE FINANCIER, départemental.
EXPROPRIATION, *Travaux publics.*
EXTRADITION,
FOIRES ET MARCHES,
FONCTIONNAIRES PUBLICS, NOMINATION, REVOCATION,
FONCTIONNAIRES PUBLICS, NOMINATION, REVOCATION, (Poursuites des),
FONDS DE NON-VALEURS, *Comptes.*
FORCE ARMEE,
FORETS,
GARDE NATIONALE,
GENDARMERIE,
GOEMONS. V. Varechs.
GRACE (DROIT DE),
HALLES,
HOSPICES, *Aliénés, Budget communal, Dépenses, Personnes civiles publiques.*
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE, *Journaux.*
INSCRIPTION MARITIME,
INSTRUCTION,
INSTRUCTION primaire,
INSTRUCTIONS,
INTERPRETATION,
INVALIDES DE LA GUERRE,
INVALIDES DE LA GUERRE de la marine,
JOURNAUX,
JURIDICTION ADMINISTRATIVE, *Contentieux.*
JURIDICTION ADMINISTRATIVE spirituelle,
LEGS. V. *Dons.*
LIQUIDATION, *Dépenses, Pensions.*
LISTE CIVILE. V. *Domaine de la Couronne.*
LOGEMENT MILITAIRE,
LOGEMENTS INSALUBRES,
LOIS,
LOIS (Préparation des),
LOIS V. *Promulgation.*
MAJORATS. V. *Titres.*
MARCHES (Fournitures, transports et travaux), *Dépenses, Travaux.*
MARCHES. - V. *Foires.*
MATIERES.
MATIERES D'OR ET D'ARGENT,
MER, *Pêche.*
MINES, *Contributions, Perceptions, Interprétation.*
MONNAIES,
MOULINS,
NATURALISATION. V. *Etrangers.*
NOMINATIONS. V. *Fonctionnaires.*
NOMS (Changement, addition de),
NOMS (Erreurs de), rectification,
NOTIFICATIONS,
OCTROIS,
OFFICIERS (état des), *Fonctionnaires.*
OPPOSITIONS,
ORDONNATEURS, ORDONNANCEMENT. V. Crédits, Dépenses, Exercices.
PAROISSES,
PECHE,
PENSIONS,
PERCEPTIONS. V. *Contributions.*
PERSONNES CIVILES PUBLIQUES,
PERSONNES CIVILES PUBLIQUES privées,
PETITIONS,
POIDS ET MESURES,
PORTS MARITIMES,
POSTE,
POURVOIS DANS L'INTERET DE LA LOI,
PRESCRIPTION. V. *Dépenses.*
PRISES MARITIMES,
PRISONS,
PROCES POUR OU CONTRE L'ETAT,
PROCES POUR OU CONTRE L'ETAT la Couronne,
PROCES POUR OU CONTRE L'ETAT communes, etc.,
PROCES POUR OU CONTRE L'ETAT départements,
PROMULGATION ET PUBLICATION DES LOIS, ETC.,
PUISSANCE REGLEMENTAIRE,
PROPRIETE COMMUNALE,
PROPRIETE COMMUNALE départementale, *Personnes civiles.*
PROPRIETE LITTERAIRE,
PUBLICATION. V. *Promulgation*
RECRUTEMENT,
REGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE,
REQUISITIONS,
RESPONSABILITE,
RESPONSABILITE (Décharge de), *Fonctionnaires, Poursuites.*
RESSORT,
REVOCATION. V. *Fonctionnaires. Officiers.*
ROULAGE,
SCEAUX,
SECOURS MUTUELS. V. *Personnes civiles privées, Dépôts et consignations.*
SERMENT,
SERVITUDES, *Domaine militaire, Eaux minérales, Forêts, Travaux mixtes, Zones.*
SOCIETES ANONYMES, *Personnes civiles privées.*
TELEGRAPHIE,
TERRITOIRE (Cession de),
TERRITOIRE (Divisions du).
TERRITOIRE (Liberté du),
TITRES ET MAJORATS.
TRAITES ou CONVENTIONS DIPLOMATIQUES,
TRANSACTIONS,
TRAVAUX PUBLICS ET AUTRES,
TRAVAUX PUBLICS ET AUTRES militaires,
TRAVAUX PUBLICS ET AUTRES maritimes,
TRAVAUX PUBLICS ET AUTRES mixtes, *Dommages, Expropriation, Marchés.*
TRESOR PUBLIC,
TROUPES ETRANGERES,

UNITE DE LA FRANCE,
UNIVERSITE,
VARECHS ou GOEMONS.
VIREMENTS DE COMPTES,
VIREMENTS DE COMPTES de crédits. V. Crédits.
VOIRIE, *Chemins vicinaux.*
ZONES,
FIN.